TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound Aug. 1915

69347

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXV. — 1er JANVIER 191[illegible].

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1915

69347

EN EXTRÊME-ORIENT

II[1]

LES ÉTAPES DU RETOUR

Le *Katori Maru* était plein d'Américains et d'Allemands qui allaient à Shanghaï et d'Anglais qui retournaient en Angleterre. Pendant les deux jours de traversée, la télégraphie sans fil ne cessa point de sonner; mais ceux qui interrogèrent le commandant, un petit homme encore jeune aux yeux tristes et aux moustaches tombantes, n'obtinrent de lui que des : « Il n'y a rien. Je ne sais rien. » A quoi bon l'interroger? Dès qu'on les questionne, les Japonais officiels sont les gens les plus secrets du monde. Leur circonspection cache tout, peut-être par le même manque de perspective qui fait que leur peinture met tout au premier plan. Pendant que j'étais en Corée, deux Français, descendus de la mine d'or qu'ils avaient quittée le 3 août, arrivent, le soir, après quarante-huit heures d'un dur voyage, à une petite gare, où ils devaient prendre le train de Séoul. Inquiets des derniers bruits, ils demandent au Directeur de la Poste s'il y a du nouveau. « Oh! leur répond-il, c'est toujours les histoires d'Autriche et de Serbie. » Il savait, depuis l'avant-veille, que la guerre était déclarée entre la France et l'Allemagne; mais il ne voulait pas se compromettre. Le comman-

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1914.

dant du *Paul Lecat*, des Messageries maritimes, qui entrait, le 4 août, au détroit de Simonoseki, n'avait pas été mieux servi par sa vieille connaissance, le pilote japonais. L'homme avait regardé le bout de ses pieds et lui avait répondu : « Du nouveau? Non. Pas grand'chose. » Du reste, la prudence du commandant s'expliquait ici par le nombre de ses passagers allemands et américains, que la rencontre d'un croiseur japonais, accompagné de cinq contre-torpilleurs, avait déjà légèrement agacés.

A peine débarqués à Shanghaï, nous courûmes aux dernières nouvelles. Elles étaient insignifiantes. Les télégrammes portaient que nous avions coulé un croiseur autrichien et que nous avions pris Sarrebourg. De la grande bataille imminente, rien. Il faut apprendre à se tranquilliser à peu de frais. Ce silence, que nous ne pouvions encore interpréter, nous permettait du moins d'écouter et de recueillir quelques-unes des rumeurs de la ville.

Assise sur la rive plate de son large fleuve, comme au bout d'une avenue de manufactures et d'usines, Shanghaï est devenue une des plus belles villes de l'Extrême-Orient, une des reines du cosmopolitisme. Son activité ne paraissait pas avoir été ralentie par la guerre. La concession internationale, qui borde une partie du rivage, possède les grands hôtels, les banques, les maisons de commerce, des magasins de luxe. Elle se prolonge par la concession française, plus modeste, moins animée, avec des rues dont le nom seul vous glace, même au mois d'août, comme celui de *Rue de l'Administration*. Toute notre force présente et le meilleur de notre avenir sont plus loin, à l'extrémité d'un boulevard nouvellement percé et déjà assez imposant, dans l'ancien petit village de Zi-ka-wei, où les Jésuites ont édifié leur célèbre Observatoire, et qu'ils ont transformé en une cité d'apostolat, d'étude et de charité. Derrière cette façade européenne, s'étend une autre ville à demi européanisée : les Chinois s'y prélassent dans leurs maisons dorées et vernies, et dans leurs grands restaurans aux balcons sculptés et aux escaliers de marbre. Mais, à côté, grouille la vieille ville, la vraie ville chinoise, toujours vivante, dont les boyaux enchevêtrés, crasseux et polychromes, font de toutes les odeurs qui s'y confondent, — parfums de toilette, relens de cuisine, exhalaisons d'égout, sueurs humaines, — l'odeur, unique au monde, du

peuple chinois. Les enfans y pullulent comme dans les rigoles d'un fumier des mouches de couleur. Les artisans, derrière leurs établis, travaillent, sans lever le nez de leur ouvrage, au milieu des clameurs de pousse-pousse et des chamailleries de grosses commères hommasses, dont la blouse noire a le luisant d'une toile cirée sous la pluie. On n'y rencontre plus guère de femmes aux petits pieds difformes, pareils à des moignons; mais les jeunes gardent, avec leurs grands pieds, la démarche sautillante et ce balancement de fleurs agitées par le vent, qui est pour les Chinois la suprême élégance.

Ce prodigieux entassement d'existences humaines, derrière lequel on en subodore des millions d'autres, vous impose à la longue l'accablement mélancolique des forêts sans clairière. Le miracle de la vie y perd de sa valeur. On arrive presque à comprendre ce Mandarin chinois qui remerciait des missionnaires du dévouement qu'ils avaient prodigué autour d'eux pendant une famine, et qui ajoutait : « Oui, vous avez été très bons : vous en avez sauvé beaucoup. Mais pourquoi avez-vous pris toute cette peine ? Il y a tant de Chinois ! » Il y en a tant, en effet, qu'il semble que, du seul fait de leur masse, les courans européens, et même les plus proches, ne peuvent pénétrer jusqu'à eux. Dans les ruelles encombrées de la vieille ville, on est à deux pas et à mille lieues de la nouvelle. Les mots anglais, qui traduisent au-dessus de quelques échoppes l'enseigne chinoise, ne doivent point abuser le passant. Nous avons longuement erré à la recherche d'un temple fameux et d'un étang où s'élève une maison de thé à deux étages. Tout le monde les connaît; mais nous n'obtînmes de personne le moindre renseignement. Pourtant mon compagnon était un remarquable spécialiste en caractères chinois. Comme les gens n'entendaient aucun terme d'aucune langue étrangère, il traçait sous leurs yeux les caractères qui signifient étang, maison de thé, temple. Sauf un sergent de ville qui nous conduisit à une boutique d'antiquités où grimaçaient des dieux de bronze, les autres n'essayèrent même pas de nous comprendre. Pareille aventure ne nous serait jamais arrivée au Japon, où le petit peuple, autant par curiosité que par amour-propre et par obligeance naturelle, ne lâche point les étrangers qu'il n'ait enfin deviné leur désir. Et, quand il l'aura deviné, il se plaira même assez souvent, en guise de récompense, à leur faire répéter les mots de la langue dont ils se

sont servis, afin de se les graver dans la mémoire et d'augmenter ses connaissances. Ce trait si fréquent du caractère des Japonais, qui nous explique en partie leur adaptation rapide à certaines formes de la vie et de la pensée européennes, ne se retrouve pas dans le caractère chinois âpre et fermé. La Chine résiste ; mais sa résistance n'est peut-être que celle d'un troupeau compact qui obéit de loin à ses conducteurs.

C'est avec ceux-là que les Européens ont à faire : étudians, médecins, ingénieurs, négocians, *compradors* des banques, toute cette Chine jeune ou rajeunie, dont l'allure, dans la ville moderne, est si délibérée et même si hautaine. C'est leur intérêt et leur intelligence que se disputent les nations étrangères. Que pensaient-ils de la guerre ? Il n'est pas très facile de préciser leur opinion. La question de savoir quel est le peuple étranger qu'ils aiment le moins me paraît aussi insoluble que les plus hautes questions de la métaphysique. Assurément, dès que le Japon se montre d'un côté, leur premier mouvement est de courir de l'autre. Selon le proverbe japonais que l'étranger commence au frère, le premier rang dans leur antipathie reviendrait sans doute à leurs frères du Japon. Cependant il ne faudrait pas trop s'y fier. Leur crainte des Japonais se double intérieurement d'une admiration pour la race jaune, qu'ils considèrent comme très supérieure à la race blanche, et où ils s'assignent à eux-mêmes une supériorité particulière qui leur permet, tout en redoutant le Japon, de mépriser davantage l'Europe. Il vaut mieux se demander quel est le peuple européen dont le nom les impressionne le plus. Et de tout ce que j'ai entendu, il ressort qu'en août 1914 c'était l'Allemagne. L'Allemagne passait à leurs yeux pour la grande puissance militaire, scientifique, industrielle et commerciale.

Je doute qu'on ait jamais vu une nation sans colonies travailler dans les colonies des autres, ou dans les voies frayées par les autres, avec un pareil ensemble et une solidarité aussi formidable. Elle pouvait s'enorgueillir à bon droit de ce qu'elle avait accompli en Chine depuis quinze ans et particulièrement dans ces dernières années. Marins et soldats, professeurs, industriels, commerçans, commis voyageurs, du plus grand au plus petit, obéissaient à la même consigne : ils se déployaient sur toutes les avenues, partaient en reconnaissance sur tous les sentiers, se rejoignaient, s'appuyaient, refoulaient

les élémens hétérogènes qui n'essayaient même pas de se réunir pour s'opposer à leur invasion. Le cas échéant, ils les utilisaient aux fins de leur politique. Ils étouffaient la concurrence en offrant à leurs concurrens des situations subordonnées plus avantageuses que leur indépendance, et même si avantageuses que ceux qui les acceptaient ne pouvaient guère se dissimuler qu'ils vendaient un peu plus que leurs honnêtes services. Leur plan n'était point de faire travailler les autres, car ils ne reculaient pas devant la besogne, mais de réduire les autres à ne travailler qu'avec eux et sous eux. Ils accaparaient les produits étrangers, dont la marque était plus estimée que la leur, et les vendaient à perte pour les noyer dans leurs contrefaçons. On me citait l'exemple d'articles français de parfumerie achetés par des maisons de Hambourg et revendus à bas prix aux marchands japonais et chinois qui s'engageaient, contre un tiers de ces produits, à en prendre deux de leurs ignobles essences.

Tsing-Tao était la base militaire de leurs opérations commerciales et intellectuelles. Leur industrie et leur science progressaient sous le patronage de leurs mortiers et de leurs mitrailleuses. Elles se tenaient étroitement. Derrière les Écoles de Médecine qu'ils avaient ouvertes, leurs fabricans d'instrumens de chirurgie et leurs chimistes de laboratoires préparaient leurs caisses de livraison. L'industriel subventionnait le professeur. L'homme de science aux lunettes d'or touchait le tant pour cent sur les commandes qu'amenait son enseignement. Ils venaient d'adjoindre à celle de Shanghaï une École des Arts et Métiers. Comme l'écrivait un grand journal allemand, l'*Ostasiatischer Lloyd*, les Chinois allaient « apprendre, sous une direction allemande, les méthodes de la technique moderne; et ce qu'ils auraient vu dans les ateliers leur servirait de thème pour proclamer la bonté du matériel allemand, la solidité du travail allemand et l'intelligence supérieure de l'effort allemand. »

Ils s'étaient emparés de l'idée de Science. De même que le catholicisme compromettait dans les mains de leurs missionnaire son caractère universel, ils l'avaient vidée de toute générosité humaine, et ils en avaient fait à leur profit une énorme Idole. Entre les Chinois que j'avais entrevus jadis, au temps où M. Pinon écrivait *La Chine qui s'ouvre*, et les Chinois que je revoyais aujourd'hui et qui, paraît-il, étaient en république, je n'observais aucune différence apparente, sauf qu'ils avaient

coupé leur queue. Mais, dès qu'on entend parler leurs jeunes gens et surtout ceux qui les connaissent et qui vivent avec eux, on s'aperçoit que leur esprit a changé et que la nouvelle Idole est entrée dans leur vie, l'Idole allemande. Son énormité n'était point pour déplaire à ces habitués de figures monstrueuses. La Science, telle que les Allemands la présentent, qui substitue partout le labeur collectif à l'initiative individuelle, qui, par l'importance exclusive dont elle revêt une érudition accessible à presque tous, établit dans le domaine des intelligences une sorte de suffrage universel et tend à supprimer la hiérarchie des connaissances humaines, cette Science qui, d'autre part, se matérialise sans cesse en applications pratiques, souvent hâtives, mais toujours profitables, et qui truque, altère, ment et enrichit, flattait les qualités et les défauts du Chinois, sa patience et son orgueil, son ingéniosité et son avarice. Il est curieux de constater que l'Allemagne impérialiste réussit plus particulièrement dans les pays que leur révolution semblerait devoir rapprocher de nous, comme la Jeune Turquie et la Chine soi-disant républicaine. Cette anomalie s'explique peut-être par leur affaiblissement qui les rend plus sensibles au prestige de sa force militaire et par leur état anarchique auquel sa discipline impose davantage. Mais je l'attribuerais aussi à l'utilitarisme orgueilleux et démocratique de sa culture, qui n'est le plus souvent qu'une culture de primaire parvenu. Encore dix ou vingt ans d'efforts, et les Allemands auraient à peu près germanisé tout ce qui est susceptible en Chine de recevoir une figure européenne. La grossièreté de leur propagande ne choquait point les Chinois qui croyaient d'autant mieux les fanfaronnades de la presse allemande que leurs propres journaux les ont accoutumés à accepter sans contrôle les inventions les plus « colossales; » et ils s'accommodaient fort bien de la corruption qui est un des moyens préférés de la conquête germanique.

Cependant nous luttions. Il n'y avait même pas de place en Extrême-Orient où notre lutte fût mieux organisée et mieux dirigée. Nos collèges de Zi-ka-wei et de Saint-François-Xavier, notre École Municipale Franco-Chinoise, notre Musée d'histoire naturelle, notre Bibliothèque, nos Observatoires, notre imprimerie et nos ateliers de Tou-sé-wé, l'Université de l'Aurore, ces œuvres prospères, dont presque toutes sont l'œuvre des Jésuites, et dont la plupart ont déjà pour elles l'autorité du temps et la

priorité de l'initiative, auraient dû nous garantir un succès qui n'eût été que la juste récompense de tant d'efforts individuels. D'où venait donc que notre influence fût menacée? Précisément de ce que tous ces nobles efforts n'étaient qu'individuels, qu'on ne sentait pas derrière eux la volonté tendue d'une nation unanime, que l'effet des divisions, qui nous absorbaient en nous déchirant, se traduisait à l'étranger par un désintéressement presque absolu de l'édifice à bâtir sur ces fondations admirables. Le docteur Vincent, Professeur à la Faculté de Médecine de Lyon, qui visitait récemment Shanghaï, écrivait, en mars 1914, que, si nous avions le chauvinisme de l'Allemagne, nous célébrerions des œuvres françaises, près desquelles les œuvres allemandes ne lui semblaient encore que « des tentatives embryonnaires (1). » Mais l'embryon se développait vite. Et, si nous avions eu, comme eux, une pensée soucieuse de nos intérêts qui dominât et coordonnât nos efforts, tout ce qu'il y a d'intelligence dans la Chine du Nord serait depuis longtemps acquis à notre cause.

Le spectacle du Japon, où l'ascendant de l'Allemagne avait éclipsé celui de la France, et, plus encore, le spectacle de la Chine, où ce même ascendant tenait en échec toutes les autres nations, nous rendaient presque inexplicable la déclaration de guerre. Je comprends ceux qui en faisaient tomber la responsabilité sur la Russie ou sur l'Angleterre ou, malgré toutes les invraisemblances, sur la France elle-même. Nous ne savions rien de ce qui s'était passé avant le 1er août, et, à dire vrai, nous ne nous en préoccupions pas beaucoup. Ce fut seulement à Colombo, lorsque nous reçûmes les journaux d'Angleterre et de France, et, plus tard, lorsque je lus le *Livre Bleu*, que je fus bien convaincu qu'il n'y avait eu de la part des Alliés aucun désir de provocation. Jusque-là j'aurais hésité, tant la conduite de l'Allemagne me paraissait contraire à ses propres intérêts. La campagne ignominieuse qu'elle menait contre nous aurait justifié toutes les agressions. Mais qu'avait-elle à gagner dans cet épouvantable conflit, elle dont la paix fortifiait chaque jour l'hégémonie? Si ses militaires étaient fatigués de tirer à blanc, ils l'étaient moins sans doute de passer pour invincibles. Encore aujourd'hui, on ne me fera jamais croire que cette guerre ait

(1) *Le Paris Médical*, 21 mars 1914 : *Les Hôpitaux et l'Enseignement de la Médecine à Shanghaï*, Dr Vincent.

uniquement dépendu de la volonté de l'Empereur. Ce serait donner à son personnage, si criminelle qu'elle fût, une grandeur qu'il ne mérite pas. Il n'a été que l'expression, à la fois docile et impérative, d'un peuple perverti par le culte d'une Idole.

Je songe aux jolies pages inhumaines des *Dialogues Philosophiques* que Renan composait jadis, pendant la Commune, sous les ombrages de Versailles. Il s'amusait à imaginer des tyrans savans qui mèneraient le reste des hommes comme un bétail. Ils auraient concentré dans leurs mains toutes les forces de l'humanité et formeraient une ligue qui, grâce à la Science, disposerait de l'existence de la planète. Le jour où la Science leur aurait fourni le moyen de la détruire, leur souveraineté serait établie. Ils régneraient par la terreur absolue : on peut presque dire qu'ils seraient dieux. Cette rêverie d'un dilettante, épris de son savoir et tout imbu de philosophie allemande, est devenue l'acte de foi d'une nation d'industriels forcenés. Voilà ce que leur répétait leur Idole, en les incitant à se débarrasser sur les têtes de leurs rivaux du prodigieux stock d'obus perfectionnés, dont leurs commis-voyageurs en espionnage leur avaient assuré le succès. La guerre pour ces gens-là n'a été qu'une affaire commerciale, garantie par la Science.

Cette façon de l'envisager, dont ne se cachaient point les commerçans de Shanghaï, n'offusquait aucunement le « bétail » chinois, assez enclin à croire que le commerce est l'âme de la guerre. Et il était persuadé que les Allemands reviendraient des champs de bataille couverts d'or et chargés de cotonnades. Nos conceptions du droit et de l'honneur ne lui sont pas encore très familières. Ah ! comme nous sentons les Japonais plus près de nous ! Jadis, je n'étais arrivé au Japon qu'après avoir visité quelques coins de la Chine, et le monde japonais ne m'avait d'abord frappé que par son manque de couleur et un rapetissement des êtres et des choses. Aujourd'hui que je revoyais les Chinois en quittant les Japonais, il me semblait que l'atmosphère s'était épaissie et que nous avions laissé derrière nous, avec la politesse et les manières aimables, tout l'idéalisme de l'Extrême-Orient.

*
* *

Nous avions quitté Shanghaï le 21 août. Les dépêches de source allemande prétendaient que le 7e corps français avait

été anéanti et que les Allemands avaient franchi la Meuse entre Liége et Namur. Les dépêches de source anglaise affirmaient que les forts de Liége tenaient toujours. La seule nouvelle sûre était la mort du Pape. On en parlait comme d'un événement qui concordait avec la rupture de tout notre passé d'hier. Ceux qui l'avaient approché se hâtaient d'en évoquer l'image avant qu'elle fût recouverte. Je ne l'avais vu qu'une fois, cet *Ignis Ardens*, un radieux matin de septembre, dans une audience publique, où, parmi la foule des pèlerins, les religieuses des orphelinats de Rome lui avaient amené leurs premières communiantes de sept ans. Toutes en blanc et des fleurs sur la tête, elles étaient sorties de Saint-Pierre, et par la porte de bronze et les larges escaliers de marbre du Vatican, qui sont très doux à gravir, elles étaient montées vers le Père. On les avait rangées dans un grand salon magnifique. Quand il y entra et qu'il vit ces voiles, ces couronnes, ces petits visages aux yeux d'innocence, il tendit les mains et se mit à rire de joie. Ainsi l'homme d'Assise devait rire aux oiseaux du ciel et aux fleurs de la prairie. Il n'avait point de majesté; mais tout donnait en lui l'idée de la sainteté. Nous apprîmes qu'à l'Ambassadeur d'Autriche qui lui demandait de bénir les armes autrichiennes, le vieillard, incliné vers la tombe, avait seulement répondu : « Je bénis la Paix. » Il était le seul souverain qui pût, dans ces jours sombres, prononcer le mot de Paix sans que personne s'indignât ou haussât les épaules.

L'Observatoire de Zi-ka-wei nous annonçait aussi qu'un typhon, parti du nord des Philippines, se dirigeait vers Hong-Kong et que nous avions bien des chances de le rencontrer. Mais les prévisions des hommes sont toujours incertaines, qu'il s'agisse de l'Océan ou des champs de bataille. Sauf quelques coups de roulis, notre traversée fut très calme. Le 23 au soir, la veille de notre arrivée à Hong-Kong, on nous communiqua un étrange message de Formose. « Les Allemands étaient entrés à Bruxelles. Les Français avaient pris Metz et Strasbourg. Les régimens hindous de Hong-Kong s'étaient révoltés, et le gouverneur de la ville avait été dangereusement blessé. » La prise de Metz et Strasbourg nous parut invraisemblable; mais l'entrée des Allemands à Bruxelles était possible. Quant à la révolte des Hindous, elle ne surprenait pas les gens qui connaissaient Shanghaï, car les cipayes, préposés à la police de la ville, s'y mutinent assez souvent contre leurs officiers.

Le lendemain matin, Mme G., fille d'un Anglais et d'une Japonaise, et qui parle le japonais comme sa langue maternelle, entendit par la fenêtre de sa cabine deux officiers de l'équipage qui causaient en se promenant. L'un disait : « Il est probable que personne ne pourra débarquer à cause de l'insurrection. » Et l'autre ajoutait : « Qui sait si nous ne serons pas obligés de revenir au Japon ? » Mme G., qui ne tenait point à visiter Hong-Kong, mais qui désirait retrouver son mari le plus tôt possible à Singapore, fut fort effrayée. Elle me fit part de ses craintes. Un passager l'entendit; et bientôt tous ceux qui devaient descendre furent dans les transes. Le *Katori Maru*, cependant, se frayait sa route à travers un archipel de montagnes désertes. Le ciel s'était couvert; la pluie tombait; les jonques chinoises rasaient les eaux avec leurs ailes de chauves-souris. Nous aperçûmes la rade, des paquebots, des navires de guerre, toute la ville blafarde au bord des flots. Un petit vapeur s'avançait vers nous. Un des hommes qui le montaient cria dans son porte-voix : « Jetez l'ancre et enlevez immédiatement votre appareil de télégraphie ! » Nous tremblions qu'il ne nous intimât l'ordre de rester à bord; mais cette voix rude ne nous en dit pas plus. Les Japonais s'empressèrent de lancer un dernier message dans le vent et la pluie; puis ils obéirent. Et la chaloupe nous mena bientôt à terre. Le soleil était revenu. Des soldats hindous flânaient sur le quai. La place devant la mer, que gardent les statues de la reine Victoria et du roi Édouard, avait le silence des places qui n'ont rien à raconter. Les rues parallèles à la rade étaient paisibles. Les ruelles dallées, qui descendent de la montagne, y répandaient, comme autrefois, leurs parfums de marchés aux fleurs; et, comme autrefois, les grosses bottes de roses y coûtaient cinq centimes. Ce fut nous qui apportâmes la nouvelle de l'insurrection. On nous répondit que, si jamais les soldats hindous s'insurgeaient, ce serait uniquement parce qu'un voyage en France, et surtout en Allemagne, leur paraissait beaucoup plus agréable qu'un séjour en Chine.

Shanghaï n'avait pas encore souffert de la guerre : la physionomie de Hong-Kong en portait déjà les traces. La ville s'était agrandie depuis quinze ans; elle avait conquis sur la mer de vastes quais où se dressent des *Palaces* et des Banques. J'avais dû jadis m'embarquer pour les Philippines à l'endroit qu'occu-

pait aujourd'hui le *Hongkong Hôtel*. Mais je n'y rencontrais pas ce concours de peuples qui m'avait émerveillé. Les marchands somnolaient dans leurs magasins déserts. La cité chinoise, dont les rues spacieuses prolongent sans interruption le quartier des affaires, avait laissé tomber son animation trépidante et pittoresque. On évaluait à cent mille le nombre des Chinois qui avaient fui à Canton, au bruit que la flotte allemande arrivait. « On n'a qu'à leur annoncer que les Allemands nous ont coupé le cou, disaient les Anglais, et ils reviendront tous comme un seul homme. » Les hauteurs de la ville, ses villas aux pentes de la montagne, les allées cimentées des beaux jardins abrupts, dont les fleurs rouges, pareilles à celles des camélias, soulignaient encore le caractère artificiel, n'avaient jamais été aussi tranquilles. Mais toute la jeunesse anglaise avait endossé le costume des volontaires : veste et pantalon ou culotte de kaki; cravate, chemise et bas couleur kaki. Les uns portaient de longues épées; les autres, des raquettes de lawn tennis, et la plupart leur montre en bracelet. Cette jeune garde nationale, très élégante, s'astreignait matin et soir à des exercices militaires qui ne faisaient qu'ajouter à ses sports. La chaleur d'un été exceptionnel ne fatiguait point son courage.

Sous ces calmes apparences, Hong Kong était divisé. Les Allemands, à l'exception des mobilisables qu'on avait relégués dans une île voisine, y jouissaient de la liberté la plus complète et continuaient paisiblement leur commerce. Paisiblement? Non, car ils faisaient un bruit de tous les diables le soir dans leur club. On les entendait de loin pousser des *hoch* vigoureux et trinquer à la victoire. Les militaires se montraient étonnés d'une tolérance qui favorisait l'espionnage, et les commerçans très mécontens d'une concurrence qui, en ce moment, leur produisait l'effet d'une trahison. L'un d'eux s'irritait devant moi qu'une maison allemande eût pu vendre, la veille, pour deux mille livres de whisky. La Banque allemande n'était point fermée. Il est vrai que la plupart de ses commis sont Portugais et que, si j'en juge par celui que je rencontrai dans un tramway, leurs patrons ne leur ont inspiré qu'un dévouement sans borne à la cause des Alliés. Mais enfin, il y avait là une situation anormale. Le Gouverneur, lui, était soutenu par les Banques Anglaises, qui avaient imprudemment avancé de forts capitaux au commerce germanique, et dont un brusque arrêt dans les affaires menaçait

l'équilibre. Depuis que l'effort des Allemands s'était porté sur Tsing-tao et sur Shanghaï, c'est-à-dire depuis sept ou huit ans, leur commerce s'était moins développé à Hong-Kong; et la guerre mettait en évidence tout ce que leur prospérité superficielle devait au crédit. Mais aujourd'hui c'était leur force. Le naufragé restait accroché à son ancien sauveur. Les mesures de prudence du Gouvernement civil étaient si impopulaires que, chez un peuple moins rassis et où l'esprit public eût été moins discipliné, elles eussent entraîné des manifestations bruyantes. Elles ne provoquaient que des plaintes discrètes, dont l'écho assourdi augmentait le malaise où nous nous sentions vivre.

Les télégrammes de la guerre étaient peu rassurans. On parlait bien d'une marche victorieuse de l'armée russe, et les Autrichiens se faisaient intrépidement battre par les Serbes. Mais le *Honkong Telegraph* annonçait que les Allemands se disposaient à envahir la France du côté d'Audenarde, où il rappelait que Marlborough nous avait vaincus en 1708. Le Consulat français n'avait reçu que la nouvelle de la prise d'un Zeppelin. Les visages m'y parurent affairés et soucieux. Des officiers de marine s'y entretenaient avec cette gravité particulière que donne l'attente d'un malheur. Un brave Français dont la femme était malade, et qui était forcé de regagner Saïgon, vint se plaindre que les *Messageries Maritimes* eussent tout à coup majoré leurs prix de cinquante pour cent. *L'Amazone* avait quitté le Japon, puis Shanghaï; elle arriverait dans deux ou trois jours, et il ne savait que devenir. Le Consul ou l'Agent Consulaire de Belgique racontait que le seul « national » qu'il eût à Canton, petit fonctionnaire des Douanes, était accouru, appelé sous les drapeaux, mais qu'il n'avait pas les moyens de retourner en Belgique. Un instant, l'attention se fixa en souriant sur ce pauvre homme. Quelqu'un dit : « S'il doit assurer la victoire, n'hésitez pas; payez-lui les premières classes. Sinon, laissez-le tranquille. » — « Je lui accorderai un sursis! » fit le Consul. Mais il n'en avait pas fini avec cette histoire; le soir, au moment de s'embarquer pour Canton, son sursis en poche, le Belge fut arrêté par la police de Hong-Kong comme soupçonné de désertion; et il fallut que le Consul intervînt.

Le 25 août fut atroce. Les trottoirs brûlaient. D'heure en heure, les journaux lançaient des bulletins que de petits métis chinois criaient dans le soleil : *Une bataille sanglante se livre!*

— *Charleroi a été perdu!* — *Les troupes anglaises sont engagées!* — *Charleroi a été repris!* — *La bataille progresse!* — *Les Français sont ramenés à leur frontière!* Nous revînmes de bonne heure au paquebot pour échapper à ces pierres ardentes et à ces cris. Là, nous interrogions les cartes sur la destinée de nos troupes. De toutes ces villes, bourgs, villages, vallées, quels sont ceux dont les noms vont entrer dans l'histoire? Hier ils ne parlaient qu'au cœur des gens qui y étaient nés, des hôtes qui y avaient vécu quelques minutes douloureuses ou charmantes. Demain, leur nom seul gonflera d'orgueil ou noiera d'amertume des millions d'âmes.

*
* *

Je n'avais jamais vu, pendant mes longs voyages sur mer, moins de beaux couchers de soleil et plus de nuits uniformément obscures. On ne le regrettait pas : sans demander à la nature de s'intéresser à nos tourmens, il y a des périodes de notre vie où le calme de ses splendeurs nous blesse comme une cruauté. Mais, le soir, les grands ports y suppléaient par les gerbes de leurs projecteurs. Nous étions entourés d'une zone de lumière : les vagues y ruisselaient en fontaines magiques, et les plus humbles voiles, dans l'instant qu'elles la traversaient, devenaient des apparitions d'azur et d'or. La beauté de cette fantasmagorie, qui nous était une protection, ne troublait point le cours de nos pensées.

Elles étaient toutes tendues vers le coin de terre lointain où, à cette heure même, des milliers et des milliers d'êtres de notre race, de notre sang, mouraient pour que nous pussions vivre. Heureux ceux qui, n'y étant pas, étaient du moins représentés par quelques-uns des leurs, et qui, ajoutant à l'angoisse commune leurs inquiétudes personnelles, souffraient davantage pour la patrie! On me demandait : « Avez-vous des frères et des fils à l'armée? — Non, je n'ai personne. » Mon cœur protestait : « Je n'ai ni fils ni frère; mais j'ai tous les jeunes gens que j'eus comme élèves. » Cette jeunesse de France, qui se préparait à l'École Normale, avait bien changé depuis six ou sept ans. Elle se détachait chaque jour des théories humanitaires dont ses aînés avaient, pendant quelque temps, nourri ce désir d'idéal romantique qui correspond dans les esprits mâles au rêve de l'amour romanesque chez les jeunes filles. Je me rap-

pelle une année où mon ami, M. Masqueray, examinateur à l'École, me disait au sortir d'une interrogation grecque : « C'est extraordinaire : ils semblent ne plus rien comprendre à l'héroïsme de Démosthène ! » Triste mode passagère ! Ils étaient revenus à Démosthène, comme aux idées de politique nationale et d'ordre social. Que d'intelligence et de sérieux avenir nous risquons contre la horde teutonne ! Les enjeux ne sont pas égaux.

Et derrière ces figures de jeunes gens studieux et réfléchis, j'en revois qui ont tout le charme indécis de la première adolescence, des enfans de treize et quatorze ans que j'ai connus jadis. Parmi les souvenirs qu'ils m'ont laissés, il en est un qui prend une singulière actualité, et qui a paru intéresser un soir quelques-uns de mes compagnons de route.

C'était dans la seconde quinzaine de juillet, à cette époque où, beaucoup d'élèves partis déjà pour la montagne ou la mer, les cours étaient aux trois quarts désorganisés. On m'annonça qu'un professeur allemand avait obtenu l'autorisation d'assister à ma classe. Je n'eus que le temps de rassembler mes derniers effectifs : « Attention, leur dis-je : voici l'ennemi. Ouvrez votre Virgile, au passage de la rencontre d'Énée et d'Andromaque. » Ah ! les braves petits ! Ils furent simplement merveilleux. J'en étais moi-même confondu. Il fallait voir de quel cœur ils y allaient ! Malicieusement, pour éblouir le philologue, ils insistaient sur les variantes du texte que leur indiquaient les notes de leur livre. Jamais ils n'avaient tant lu leurs notes. J'étais obligé de les modérer, car je redoutais les fantaisies d'une érudition si improvisée, et qu'au plaisir qu'ils y prenaient, notre hôte ne flairât un peu de mystification. Mais il n'y avait rien à craindre ! Puis ils commentèrent les vers divins du poète, et ils le firent gentiment, avec un esprit alerte et une habileté qui savait utiliser leurs moindres lectures. De l'Andromaque de Virgile, ils avaient passé à celle de Racine, et l'un d'eux, que ses parens menaient souvent au Théâtre Français, nous la décrivit sous les traits charmans de Mme Bartet. L'explication dura deux heures. En ce temps-là on ne jugeait pas l'intelligence d'un petit Français incapable de supporter une classe de deux heures. Le professeur allemand, barbe blonde et lorgnon d'or, qui n'était venu que pour une heure, ne partit qu'au roulement du tambour. Le lendemain matin, il se présentait chez

moi : « Monsieur, me dit-il, ce que j'ai entendu hier dans votre classe m'a énormément intéressé. Comment arrivez-vous en France à de pareils résultats ? Vous avez posé à des enfans de treize ans des questions que nous ne poserions pas à des jeunes gens de dix-huit, parce qu'ils n'y répondraient point. Et les vôtres y ont répondu. Et ils savent du latin ! Et ils le traduisent avec un véritable souci de l'élégance ! Quelle culture ! » Ce professeur m'avait l'air d'un excellent homme. Il était un peu attristé. Je fus humain. Nous le sommes toujours. Je le remerciai et je lui dis : « Ils ne sont pas aussi forts en thème. Le thème, voyez-vous, c'est notre partie faible. Si vous étiez venu un jour de thème, leurs solécismes vous auraient peut-être scandalisé. » — « Ah ! me répondit-il, en reprenant quelque assurance, les nôtres savent énormément de grammaire ! » Quelques mois plus tard, je reçus, de je ne sais quelle université allemande, un rapport de ce professeur publié en français. L'expression de son étonnement et de son admiration pour nos élèves était un peu atténuée, mais encore très flatteuse. Mes chers petits élèves de jadis, où vous battez-vous aujourd'hui ? Je suis sûr que vous vous battez bien et que, de nouveau, vous tuerez l'Allemand, d'une autre façon, il est vrai, que vous le fîtes dans votre classe de Janson : mais c'est lui qui l'aura voulu.

*
* *

Du mercredi 26 août, où le *Katori Maru* quitta Hong-Kong, au lundi 31, où il atteignit Singapore, nous ne reçûmes que deux communications télégraphiques : l'une du cap Saint-Jacques qui démentait la prise de Lille et de Roubaix, mais qui avouait que l'armée franco-anglaise avait légèrement reculé ; l'autre, d'un bâtiment de commerce, l'*Ixion*, qui avait entendu dire dans le dernier port où il avait touché que les Allemands avançaient en Belgique, « mais que les Alliés suivaient leur plan comme ils l'entendaient. »

« Cela sent mauvais pour vous, » me dit un Suisse allemand, parti de Shanghaï. C'était un jeune médecin attaché à une Ligne de Hambourg, dont le bateau avait été pris à Vladivostock. Il en avait vu de dures pour son premier voyage. Son cargoboat était commandé par un Prussien ; mais les autres officiers étaient Bavarois. La brouille se mit bientôt entre eux. Un jour

qu'au dîner le Prussien avait grandement parlé de lui, et de Berlin, et des opérations magnifiques que faisaient les chirurgiens berlinois : « On en fait aussi de bien extraordinaires à Munich, répondit, d'une voix lente et grave, un officier bavarois, un colosse ventru. Figurez-vous que, l'année dernière, on a coupé, dans un de nos hôpitaux, les deux oreilles à un homme de Berlin et qu'on les lui a replantées un peu plus haut, afin qu'il pût ouvrir une bouche plus large. » Le capitaine furieux se leva sans mot dire et se retira dans sa cabine, d'où il ne fallut rien moins qu'une effroyable tempête pour le faire sortir. Cette tempête les saisit au nord des Philippines; et, pendant trois jours et trois nuits, ils furent en péril de mort. Le Suisse avait été frappé du fatalisme des matelots allemands qui poursuivaient leurs manœuvres, sans sourciller, sous les plus horribles paquets de mer. Le 31 juillet, ils étaient arrivés à Vladivostock, après vingt-cinq jours d'une traversée qui les avait tenus en dehors de toutes les nouvelles. A peine avaient-ils jeté l'ancre qu'un officier russe, accompagné de soldats, était monté sur le pont et les avait accusés d'avoir lancé des radiogrammes. Ils prétendirent que ce n'était pas eux, mais un navire anglais qui était derrière eux. On n'admit point leurs dénégations. Les soldats s'installèrent autour de l'appareil. Quant à l'officier, il passa la soirée avec les officiers du bord, très liant, très aimable. On avait longuement causé; mais on n'avait même pas effleuré la question d'une menace de guerre. Le lendemain, il leur annonçait, très aimablement encore, que la guerre était déclarée et qu'ils étaient prisonniers.

C'est du moins ce que racontait le jeune médecin suisse, dont toutes les sympathies allaient naturellement à l'Allemagne. J'aimais assez sa conversation. Il était intelligent, entreprenant, courageux et instruit, capable, j'en suis sûr, de générosité intime, beaucoup moins d'idées généreuses. J'observais en lui le résultat d'une éducation tout allemande, et je ne pouvais m'empêcher de le comparer à un de ses compatriotes de la Suisse française que nous avions aussi à bord, et qui, supérieur sur bien des points, l'était avant tout par ce que j'appellerai son goût très vif de l'âme humaine. Le Suisse allemand manquait essentiellement de psychologie. Ses jugemens ou ses hypothèses ne tenaient aucun compte de ce qui ne tombe pas sous les sens, de ce qui ne peut se chiffrer ou se cataloguer. Il était convaincu

que la Russie se paierait sur le dos de l'Autriche, l'Allemagne sur le dos de la France, et que l'Angleterre, toujours pratique, rentrerait chez elle comme après une opération de bourse ratée. « Et la Belgique? » lui disais-je. J'attendais là ce citoyen d'un État neutre qu'une neutralité violée aurait dû piquer au vif. Mais, pour lui, la Belgique n'aurait qu'à gagner en passant sous la domination de cette culture allemande dont il était aussi fier que de sa nationalité suisse. « Et puis, que voulez-vous? C'est la guerre! » Il ne broncha pas à la nouvelle du sac de Louvain.

L'affreuse nouvelle nous fut apportée à notre entrée dans le port de Singapore. J'entendis, avant de la connaître, comme un gémissement de colère. Ceux-là même à qui leur nationalité permettait d'affecter une indifférence, dont ils masquaient, sur ce paquebot anglo-japonais, leur penchant vers l'Allemagne, s'indignaient devant la réapparition de ces choses monstrueuses que l'on croyait à tout jamais impossibles et ensevelies dans les ténèbres d'un passé barbare. C'était donc à cela qu'aboutissait la culture allemande! Et pourquoi pas? Pourquoi ne pas traiter une Université étrangère comme une usine ou une manufacture concurrente? Une personne s'écria : « C'est un coup prussien! » Et cette même personne, qui connaissait fort bien l'Allemagne, nous disait que les plus basses atrocités de cette guerre seraient commises par des Bavarois, mais que les grands crimes contre la civilisation humaine seraient l'œuvre froidement mûrie de la science prussienne.

D'autres nouvelles nous attendaient à terre : elles semblaient dissimuler sous leur vague phraséologie une défaite, peut-être un désastre. Le Consul français n'avait appris que par les journaux anglais le remaniement de notre ministère. La presse se félicitait du retour de M. Delcassé aux Affaires étrangères et de M. Millerand à la Guerre; mais elle ne disait rien de ce qui avait dû le motiver. Un des journaux que j'ouvris consacrait un article à l'anniversaire de Sedan. Je le rejetai. J'avais comme l'impression qu'on attendait mieux de la France. La population européenne ne cachait point son pessimisme : j'entends la population anglaise; car de joyeux Allemands choquaient leurs verres dans des tavernes. C'était comme à Hong-Kong. Le Gouvernement civil en avait déporté quelques-uns sur une île de la côte : je rencontrai même deux jeunes Belges qui, arrivés de Java pour s'engager, demandaient leur agent

consulaire et à qui l'on répondait : « Votre consul? C'est un Allemand. Il est prisonnier de guerre. » Mais les autres n'étaient ni gênés dans leur commerce, ni surveillés dans leurs agissemens. Le Gouverneur obéissait sans doute aux mêmes raisons financières que son collègue de Hong-Kong. Il faut dire aussi que l'Angleterre ne consent qu'avec beaucoup de peine à se départir de son principe de liberté. Le *Singapore Free Press* remarquait que le traitement reçu par les Allemands dans les colonies anglaises contrastait avec celui qu'on leur infligeait partout ailleurs. « Ils y jouissent, disait-il, d'une hospitalité qu'ils ne connaissent ni en Indo-Chine ni à Vladivostock. » Cependant il ajoutait : « Passe encore pour les vieux résidens : on peut se fier à leur parole. Mais les jeunes?... » La parole des vieux ne valait pas plus que celle de leurs cadets (1).

La confiance anglaise était d'autant plus imprudente à Singapore que l'on avait signalé, depuis quelque temps déjà, dans le détroit de Malacca et dans les mers voisines, la course hardie de deux croiseurs allemands, le *Kœnigsberg* et surtout l'*Emden*. Un navire de guerre anglais et deux torpilleurs qui battaient notre pavillon avaient quitté la rade et s'étaient remis en chasse. Mais on avait lieu de croire que les corsaires étaient avertis de tous leurs mouvemens. L'opinion publique soupçonnait moins l'espionnage allemand que la complicité des Hollandais. Du reste, il fallait bien que l'*Emden* eût un refuge; et où l'eût-il trouvé, où se fût-il ravitaillé sinon dans une des baies de Sumatra, dont les rivages sont encore si déserts? Les Hollandais de l'Extrême-Orient ne faisaient point mystère de leurs sympathies allemandes, qui étaient moins l'effet d'une amitié sincère pour l'Allemagne que d'une vieille rancune à l'égard de l'Angleterre. Dès qu'ils sortent de leurs îles, ils ont sous les yeux les ruines de leur empire, quelques pierres isolées dans le vaste enclos de la domination anglaise. A Ceylan, les troupeaux paissent parmi les tombes abandonnées de leurs anciens cimetières. Les Portugais, qu'ils avaient jadis dépossédés, sont devenus aujourd'hui les amis fervens de la

(1) Je lis dans *le Temps* du 29 novembre : « D'après les journaux d'Extrême-Orient, le Conseil de guerre, siégeant à Singapore, vient de condamner à 20 ans de travaux forcés un Allemand, *résidant depuis longtemps dans cette ville*, convaincu d'avoir correspondu par T. S. F. avec l'*Emden* auquel il donnait tous les renseignemens concernant le mouvement des navires de guerre et de commerce français, anglais et russes. »

Grande-Bretagne. Il y a plus de choses que les peuples n'en perçoivent eux-mêmes dans les mouvemens qui les rapprochent ou qui les séparent.

Je m'égarai dans la ville, une des plus disparates et des plus brûlantes de l'Extrême-Orient. Elle avait grandi; elle s'était embellie; mais c'est toujours une bête tigrée dont une moitié du corps brille au soleil et dont l'autre s'enfonce sous la lourde verdure des Tropiques. Elle n'a point d'âme. Je ressentais, au milieu de cette foule d'Hindous, de Cynghalais, de Malais, d'Arabes, de Chinois, de Javanais, une nausée d'exotisme. Mon angoisse m'éclairait la vanité de ces voyages comme l'approche de la mort doit nous éclairer l'insignifiance de nos plus chers plaisirs. Et puis, à les regarder trop longtemps, les belles mares aux reflets diaprés vous donnent la nostalgie d'une goutte d'eau limpide et incolore. J'enviai ceux qui n'ont jamais quitté leur petite ville. Ici, rien ne me relie à ces êtres que rien ne relie entre eux.

Chemin faisant, j'appris que le *Katori Maru*, qui devait repartir le lendemain pour Malacca et Penang, était retardé à cause du fret ou par mesure de prudence. L'idée de recommencer ma promenade à travers les marchés chinois et les quartiers hindous me décida à prendre le soir même le train de Malacca. Je ne connaissais pas cette vieille ville morte, le premier établissement de l'Europe dans la péninsule malaise; et j'espérais y trouver, loin des bruits de Singapore, l'accueil du silence et l'image apaisante des choses rendues immuables par leur absence de vie.

*
* *

Je partis au crépuscule, si l'on peut nommer ainsi l'agonie rapide de la lumière tropicale. Le chemin de fer courait au milieu des bois et des plantations de caoutchouc qui s'étendent au nord de la petite île de Singapore. Puis nous traversâmes le bras de mer, comme un fleuve entre deux forêts, jusqu'aux États du Sultan de Djohore. Peu de voyageurs anglais remontèrent dans le train; mais le wagon-restaurant était si parfumé par la présence de quelques dames chinoises que le pain même avait goût de rose et d'encens. Nous fûmes à Malacca avant la pointe du jour. La ville ne possède pas d'hôtel. Il n'y a que deux *Resthouse*, autrement dit des maisons que le gouver-

nement afferme à des particuliers qui y logent les voyageurs sans aucun confort et aux mêmes prix que les bons hôtels. Mon pousse-pousse chinois suivit le pousse-pousse de l'unique Européen descendu avec moi; et par des rues muettes, qui longeaient tantôt des murs de temple hindou, tantôt des maisons chinoises, il me conduisit au *Resthouse* du rivage, devant une baie découverte, une large échancrure de la côte. La maison hospitalière était fermée. Nous attendîmes le matin sous son entrée qui formait portique et où traînaient des fauteuils de paille. Mon compagnon, peut-être un Anglais, s'y coucha et s'endormit. Sauf une question que je lui avais posée à la gare, et à laquelle il n'avait répondu que du bout des lèvres, nous n'avions pas échangé une seule parole.

Rien ne secoue la torpeur des vieilles villes déchues que la chape trop lourde de leur passé engourdit à jamais. On y a pris, une fois pour toutes, des habitudes plus lentes, une curiosité moins vive. Les bruits du présent ne semblent y arriver qu'à travers une accumulation de souvenirs qui les amortissent. Et Malacca est une étrange vieille ville. Je n'y vois guère à paraître neufs que le Club Anglais avec son *lawn tennis*, quelques établissemens publics et l'éternelle Banque orgueilleuse qui remplace en face de la mer la forteresse d'autrefois. Les petites maisons européennes, au double perron, alignées devant une rangée d'arbres opulens, pourraient aussi bien avoir été habitées par les Portugais ou les Hollandais. L'église de la Mission française, qui compte à peine cinquante ans, et le temple méthodiste, plus jeune encore, ont un air aussi ancien que l'ancienne église portugaise qui moisit au milieu d'un bois de cocotiers.

L'inquiétude si manifeste des gens de Singapore n'était point parvenue jusqu'ici. On recevait bien des journaux, et même, sur les cinq heures du soir, des enfans couraient par la ville et vendaient les dernières nouvelles dans des enveloppes fermées. Mais personne ne se les disputait. Et, comme ces nouvelles ne disaient pas grand'chose, on ne disait rien. Les Chinois essuyaient leurs lunettes et les lisaient posément au fond de leurs boutiques. Sur cette terre qui ne leur avait jamais appartenu, et où ils étaient les hôtes des Anglais, et aussi leurs imitateurs, puisqu'ils y ont fondé un *Chinese Lawn Tennis Club*, ils s'associaient de bon cœur à la politique anglaise. Du reste l'Allemand était à Malacca un être à peu près inconnu. Le vieux

tenancier du *Resthouse*, un grand et gros Normand de Guernesey, me disait : « Il reste encore plus de crocodiles dans notre sale petite rivière et plus de tigres dans les bois voisins qu'il n'y a d'Allemands dans toute la région. » Et comme je lui demandais si, depuis trente ans, il avait rencontré beaucoup de tigres, de crocodiles ou de serpens, il me répondit : « De serpent, je n'en ai vu qu'un : c'était un jour que je revenais d'un enterrement. Quant au reste, je n'ai jamais rencontré dans la nature pire que moi. » Il voulait dire : pire que l'homme, car ce fils jovial des îles normandes ne semblait avoir de méchant que ses accès de goutte. On avait tout de même vu un Allemand, la semaine passée, qui était venu pêcher le long de la côte ; mais on s'était aperçu qu'en fait de poissons, il prenait surtout des photographies. Je crois qu'on l'avait arrêté, à moins qu'on ne l'eût prié, trop poliment, d'aller photographier ailleurs.

Et pourtant cette ville de Malacca, dont le nom dans les bouches malaises appelle toujours celui de *Chilacca*, qui signifie Misère, avait été une des premières à ressentir les effets du conflit européen. Depuis une dizaine d'années, les Anglais ont eu l'idée de planter dans la presqu'île malaise le caoutchouc du Brésil. Ces heureuses plantations se sont rapidement multipliées. Une Compagnie japonaise, m'a-t-on dit, en possède quatre-vingt-dix mille acres dans le royaume de Djohore. L'Inde y envoie des cargaisons de coolies hindous, et on y embauche, parmi les coolies chinois, tous ceux qu'on n'emploie pas aux mines. La déclaration de guerre suspendit le travail des plantations, et les planteurs se préparaient à licencier leurs coolies, quand le gouvernement anglais, dans la crainte d'une insurrection de ces malheureux, décida d'acheter lui-même le caoutchouc et d'envoyer du Siam des provisions de riz. Que l'univers est devenu un organisme sensible ! L'Allemagne se dresse contre l'Angleterre, et voici que les coolies hindous et chinois de la Malaisie risquent de mourir de faim !

C'est à cause du caoutchouc que les paquebots japonais jettent l'ancre devant cette place jadis fameuse, où saint François-Xavier, venu pour évangéliser nos frères jaunes, eut surtout à catéchiser les Portugais, que nos frères jaunes avaient déplorablement corrompus. Mais je crois que Malais et Chinois y avaient moins contribué que le climat, dont l'humidité chaude dégrade les murs comme les volontés et donne autant d'éclat à

la végétation que de charme à la paresse de l'âme. Malacca n'a gardé de la domination portugaise qu'une porte de citadelle et, sur un monticule, des ruines qui furent une chapelle et plus tard une forteresse. Il y a bien une misérable tribu de pêcheurs qui se disent Portugais : mais ce ne sont que les descendans des anciens esclaves. Quelques-uns ont conservé les vieux noms de leurs maîtres, par exemple celui d'Albuquerque, dont ils balaient la terre comme d'un panache accroché à leurs haillons. La population des *Eurasiens*, sangs mêlés d'Européens et d'Asiatiques, est très nombreuse ici. Mais elle ne constitue qu'une classe indépendante de plus. Les Malais demeurent à l'écart, sous leurs cocotiers, dans leurs cases recouvertes de feuilles sèches et montées sur pilotis. Les Hindous, Cynghalais et Tamouls dorment un peu partout et même le long des routes. Les Chinois sont souvent très riches : ils habitent des enfilades de chambres aux portes sculptées de feuillages d'or et d'où sortent des parfums d'encens. Leurs femmes se promènent en voiture, aussi somptueuses que de gros prêtres bouddhistes les jours de cérémonie. Et ces différens peuples ne se réunissent qu'autour de la petite rivière jaunâtre qui sépare, comme un égout, le quartier européen des quartiers indigènes. C'est là que tout le commerce s'est massé.

Les Anglais administrent ce coin de terre avec une sagesse et une modération qui s'opposent au rêve violent d'hégémonie ébauché par l'hystérie allemande. Ils ne se désintéressent aucunement de la « culture. » J'ai admiré leur École Normale Malaise, où, derrière les bâtimens européens, les élèves sont logés dans six grandes cases modèles. Mais ils acceptent tous les concours étrangers et les favorisent au même titre que ceux de leurs propres compatriotes. Sans parler de nos Missionnaires, qui n'ont ici qu'à se louer de leurs rapports avec les clergymen, nous possédons à Malacca un établissement des Frères de la Doctrine Chrétienne et un délicieux couvent des Dames de Saint-Maur, pension et orphelinat. Le Gouvernement anglais n'exerce aucun contrôle sur ces institutions françaises. Il les aide à se développer et leur alloue de dix à trente dollars par an et par chaque élève. Quelle admirable force d'expansion nous avons! Et pourquoi faut-il que nous ne l'ayons que dans les œuvres catholiques? Pourquoi faut-il que, dès qu'il s'agit de commerce et d'industrie, nous soyons si timorés et si insoucians? Et re-

marquez que vous ne rencontrerez nulle part d'œuvres allemandes aussi désintéressées. La propagande religieuse n'est pour les Allemands qu'un nouveau rayon qu'ils ajoutent à leur maison commerciale. Ce n'est pas tout à fait ainsi qu'en matière de foi nous entendons le mot rayon.

Mais enfin quatre siècles de colonisation européenne n'ont pas réussi à faire de Malacca une cité. Ils n'y ont pas plus créé d'esprit national que de langue. Les Chinois ignorent le Malais; les Malais, le Chinois; Chinois et Malais, l'hindoustani. Quelques mots anglais, quelques dénominations malaises et chinoises, quelques corruptions de termes portugais composent l'espèce de volapück qui suffit à leurs échanges. Le soir, quand les quartiers qui avoisinent la rivière s'emplissent d'une odeur de fritures en plein air, le temple hindou, les chapelles bouddhiques, les petites mosquées s'allument. Ce sont les Malais, tous mahométans, qui accomplissent le plus strictement leurs rites de piété. Du côté de l'Église catholique s'élève un bruit discordant de prières. Un seul intérêt rapproche ces races : celui du cinématographe. Il semble avoir été inventé pour les populations hétérogènes. Les Malaises et les Chinoises, qui leur ont pris leur goût des étoffes voyantes, et tous les hommes se serrent les uns contre les autres devant la toile où trépident des scènes d'amour, de meurtre, de pugilats, de guerre, de farce ou de mélodrame, dont les héros sont toujours des Européens. Les Malais vindicatifs applaudissent frénétiquement aux vendettas; les drôleries assaisonnées de coups de poing font rire les Chinois, comme l'homme de Berlin, jusqu'aux oreilles. Ils verront bientôt défiler sous leurs yeux les tableaux de notre gloire ou de nos malheurs. Mais d'où leur viendront les films?

*
* *

Le matin du 4 septembre, le paquebot mouilla dans la baie de Penang. J'avais retrouvé mes compagnons anglais rassurés par une déclaration de Lord Kitchener qui jugeait la situation très bonne et la position stratégique des Alliés de premier ordre. Les Français se montraient un peu moins confians. Et nous apprîmes tout à coup que les Allemands étaient à Compiègne, que le siège du gouvernement avait été transféré à Bordeaux et que des Taube avaient commencé le bombardement de Paris. Nous ne comprenions rien, nous ne pouvions rien comprendre

à cette marche foudroyante de l'armée allemande. Avec quelle rapidité nous étions ramenés aux jours les plus sinistres de notre histoire ! Les journaux anglais se contentaient d'approuver la décision du gouvernement français. Ils enregistraient des victoires russes ; ils insistaient sur l'état des esprits en Russie où, disaient-ils, les sentimens pour l'Angleterre étaient encore plus vifs que les sentimens pour la France. C'était tout. Autour de moi des officiers anglais ne paraissaient point émus. La foi qu'ils avaient en Lord Kitchener les maintenait dans leur optimisme. J'essayai de leur dissimuler mes craintes. D'ailleurs, leur assurance me faisait du bien. Mais je me rendais compte qu'ils ne pouvaient pas sentir comme nous, que, là où ils ne voyaient que la conséquence fâcheuse, mais très réparable, d'une défaite, nous, nous entendions crier notre terre sous les pas de l'envahisseur. Cependant, comme il arrive d'ordinaire, nous cherchions des raisons d'espérer. Ce départ du gouvernement n'était sans doute qu'une mesure de prudence qu'il aurait dû prendre dès le premier jour. Nous le pensions tous maintenant ; mais personne n'y avait pensé auparavant. Et personne non plus ne s'était rappelé depuis un mois que jadis, lorsqu'on parlait de la guerre, il était toujours sous-entendu que les grandes batailles se livreraient en France. Nous comptions sur la ligne de nos forts. Mais que Lille n'eût point arrêté les Allemands, cela nous paraissait si invraisemblable qu'il valait peut-être mieux croire à une stratégie du Commandement français, dont les paroles de Kitchener nous préparaient à accepter l'audace, sans trop nous émouvoir.

Nous ne descendîmes à terre que dans l'après-midi pour y retrouver le même étalage d'humanité bariolée, moins luxuriant qu'à Singapore et plus bruyant qu'à Malacca. Les plantations des mines font la fortune de cette petite île, d'où l'on embarque le caoutchouc et l'étain. Chinois, Hindous et Malais y sont bien cent mille contre deux ou trois mille Anglais, qui en ont dessiné les contours par une belle route de *Riviera* et transformé toute une pente de montagnes en villégiatures d'un éternel été. Mais elle n'avait ni troupes, ni fortifications ; et les résidens, effrayés à l'idée de recevoir la visite de l'*Emden*, avaient immédiatement organisé une compagnie de volontaires avec deux aumôniers, l'un protestant, l'autre catholique, notre Missionnaire français, qui, du coup, avait été nommé capitaine.

Sur la route ombragée du Jardin Botanique, ils avaient choisi, parmi les villas en bordure, une villa sans locataire. On avait entassé, dans les cadres des fenêtres et de la porte, des sacs où étaient ménagées de petites meurtrières; et tout le jardin était planté, à demi-hauteur d'homme, de fils de fer barbelés. C'était la citadelle. Elle se gardait toute seule. La chaleur était mourante. Il n'y avait à cheminer, dans cette lourde somptuosité des choses, que des Hindous, dont le buste, dégagé de leurs voiles multicolores, me faisait penser à l'*Æra sudant* de Virgile : les bronzes suent.

Le soir les passagers du *Katori Maru* contemplèrent une éclipse de lune. Dans la noirceur du ciel, on ne distinguait plus qu'un croissant émacié d'or jaune, comme si l'astre luttait contre l'invasion d'une marée sombre. Spectacle poignant sur la mer houleuse! On disait les flots déchaînés entre Penang et Colombo. Toujours cette tempête qui nous suivait ou nous précédait depuis Shanghaï : mais seules les mauvaises nouvelles nous avaient atteints.

Le lendemain, on ne partit pas. Les officiers du bord ne nous autorisaient à descendre que pour deux ou trois heures, sous prétexte qu'on pouvait partir d'un moment à l'autre. L'*Amazone*, qui ne touche jamais à Penang, y était arrivée, convoyée par un torpilleur français. Cette arrivée de l'*Amazone* nous produisit le même effet que si une petite ville française avait brusquement émergé à la sortie du détroit de Malacca. On héla des sampangs; on s'y fit conduire, même ceux qui n'y connaissaient personne, pour prendre un peu d'air de France. Tout y était si différent de ce qu'on voyait au *Katori Maru!* Sur le *Katori Maru* régnait la belle ordonnance d'une colonie anglaise. Anglais et Japonais ne s'y mêlaient pas plus qu'en temps de paix. Le matin et l'après-midi, à partir de quatre heures, le Cercle des Jeux et Sports fonctionnait. Chaque soir, des affiches indiquaient pour le lendemain les noms des champions et championnes et les heures des match. Aux autres heures, on lisait un peu; on causait un peu, mais par petits groupes et sans bruit. Tous les dix jours, on donnait un concert, sous le titre humoristique d'*Assemblée tumultueuse coupée de vraie mélodie*, qui se terminait par la *Marseillaise* et le *God save the King*, que tout le monde écoutait debout. Mais sur l'*Amazone*, les esprits n'avaient pas cette tranquillité où les laisse

l'agitation mesurée des sports. On vivait dans l'ardeur des discussions, dans l'échange fiévreux des sentimens et des idées. On était tour à tour sur une place publique ou dans un salon; on était surtout aux armées. L'annonce de l'invasion, tombant au milieu d'un repas, avait été suivie, me dit-on, d'un silence de mort. Les regards s'étaient détournés les uns des autres comme d'un miroir qui leur renverrait leur douleur. Mais ce ne fut qu'un instant. D'où nous venaient ces ressources d'espoir? Les officiers, qui s'étaient embarqués à Saïgon, étaient persuadés que les Allemands couraient, sans le savoir, au rendez-vous de notre État-Major. Et la confiance était revenue. Prêtres, professeurs, artistes, commerçans, tous soldats : l'*Amazone* n'avait jamais porté tant de vies devenues plus nécessaires. C'était une belle proie pour l'*Emden*. Mais on n'en voulait à l'*Emden* que de nous retenir à Penang. Il n'avait pas encore accompli toutes ses prouesses, et nous le craignions comme un retard, non comme un danger.

Les télégrammes ne parlaient plus de la France. Ils ne nous apportèrent, le dimanche, qu'un compte rendu des discours prononcés au Parlement anglais, et la nouvelle qu'à Londres, pendant la guerre, les établissemens publics seraient fermés à onze heures. Il en vint sans doute d'autres qui ne nous furent pas communiquées, mais qui nous permirent de quitter Penang le dimanche soir. On nous prévint qu'au départ du pilote l'électricité serait éteinte. Vers neuf heures, nous ralentîmes un moment notre marche : le pilote glissa le long d'une échelle de corde dans son embarcation, et toute l'obscurité de la mer prit possession du navire. Seuls les couloirs intérieurs restaient éclairés. A la lumière des bougies, quelques dames, chassées de leur cabine par l'obscurité, venaient y achever hâtivement leur coiffure de nuit. Deux torpilleurs passèrent assez près de nous pour qu'on pût entrevoir leur fanal qui dansait sur les flots comme un feu follet. Le matin, nous aperçûmes encore à notre gauche la fumée de l'*Amazone*; et nous avions, très loin, à notre droite, un bateau de la Compagnie Péninsulaire. Puis nous ne vîmes plus rien, et nous n'entendîmes plus rien de tout ce que nous aurions tant voulu savoir jusqu'au vendredi 11 septembre, où nous entrâmes à Colombo. La veille au soir seulement, le *Katori Maru* avait rallumé ses feux.

*
* *

Depuis que les côtes de l'île merveilleuse nous étaient apparues, — des côtes plates, banales, et de loin pareilles à toutes les côtes, — l'émotion nous étreignait le cœur. Mais avec quelle lenteur nous nous en rapprochions, et, une fois à l'ouverture des jetées, comme nous fûmes lents à traverser le port! Nous comptions et nous recomptions les prises de guerre, de gros bateaux allemands vides et noirs. Enfin on abattit la passerelle. Mais les vendeurs de journaux qui, debout dans leurs embarcations, nous tendaient des liasses de dépêches, n'étaient point admis à bord; et il fallut laisser passer les messieurs de l'Administration très raides, et que nul, même parmi les Anglais, ne se fût permis d'interroger. Ce n'est pas leur fonction de renseigner le public. Un bruit pourtant monta avec eux : l'Angleterre envoyait soixante-dix mille Hindous en France. Dix minutes s'écoulèrent encore; et nous eûmes un immense soulagement. Les Allemands vaincus battaient en retraite.

On nous vendait d'un seul coup toutes les dépêches de la semaine. Il nous était impossible de les lire posément et par ordre chronologique. Voilà ce que c'est que de ne pas posséder les bonnes méthodes allemandes! Nous aurions eu besoin aussi d'une solide critique des textes. Mais les lumières de l'Agence Wolff nous manquaient, et nous étions réduits à celles des Agences anglaises. Près de moi le jeune docteur de la Suisse germanique hochait la tête. Il lui aurait fallu, à lui, des journaux suisses ou tout au moins italiens. Il se refusait à croire quoi que ce fût avant Port-Saïd. Et durant les trois jours que nous sommes restés à Colombo, il ne se départit point de son scepticisme. Plus les journaux affirmaient le succès des combats de la Marne, plus il manifestait d'inquiétude à notre égard, si bien que notre victoire lui inspirait une compassion qu'il semblait avoir refusée aux saccages de la Belgique. « Il y a là, répétait-il, la main sur un paquet de télégrammes, il y a là des tactiques que je ne saisis pas ! » Mon Dieu, nous étions comme lui : nous ne saisissions pas tout. « Et puis, reprenait-il, si vous aviez remporté une grande victoire, on saurait le nom de vos généraux, la suite de vos opérations, on saurait beaucoup de choses enfin! » Le fait est qu'une discrétion d'origine mystérieuse nous dérobait tout ce qui nous concernait personnelle-

ment. Nous ignorions encore de quelle réserve s'entourait notre État-Major et qu'on n'était guère mieux renseigné à Paris.

De détails précis ou qui semblaient l'être, il ne nous en arriva guère qu'un seul, et je ne sais comment, car je ne l'ai rencontré sur aucun journal de Colombo. Je n'en dirais rien, s'il n'était bon de rappeler au sentiment de leur responsabilité ceux qui, dans des heures aussi graves, tiennent une plume de journaliste. Un article publié par un journal français et autorisé par la censure, dénonçait je ne sais quelle défaillance de je ne sais quel régiment, une misère qui, en admettant qu'elle fût vraie, n'atteignait pas plus l'héroïsme de nos troupes que les ordures qu'elle roule à Benarès ne corrompent l'eau du Gange. L'écho de cet article était venu jusqu'à Ceylan ; et un de nos compatriotes en fut insulté dans un hôtel de Kandy.

Les Anglais, eux, étaient admirables. Toute leur presse concourait à produire une unité d'impression qui non seulement imposât le respect à leur vaste empire hindou, mais encore qui l'associât à la gloire de leurs armes. Pas une feuille où ne parût en gros caractères un éloge du Loyalisme de l'Inde. Le rappel de leurs anciennes victoires ajoutait à leurs nouveaux succès l'éclat d'une fortune qui ne dépend point des jours. La cavalerie anglaise avait repris, contre Blücher cette fois, la manœuvre victorieuse de Waterloo. Les colonies de l'Angleterre, le Canada, l'Afrique, l'Australie, l'Inde, l'une après l'autre et toutes ensemble, se levaient pour la défendre, comme les quatre bras tendus dont le dieu Siva, qu'on voit au Musée de Colombo, protège, rassure, agite le tambour et brandit la flamme. Un télégramme d'Australie nous informait même que les Allemands, qui avaient le bonheur de vivre sous les lois anglaises, voulaient tous se faire Anglais et marcher avec leurs frères anglais. Citoyens de Melbourne, défiez-vous !

Je trouvai enfin chez notre Agent Consulaire des journaux français jusqu'au 10 août. J'y trouvai mieux encore. Il me lut une lettre de sa femme qu'il venait de recevoir. Elle était restée en Bretagne et lui écrivait sous le coup de la mobilisation et comme aux sons du tocsin. Cette voix de France, la première que j'entendais, partait d'un coin de terre qui m'était familier : elle disait les larmes silencieuses versées par les femmes, le départ des hommes et même des hommes de cinquante ans, l'enthousiasme grave, la France unanime, l'élan de tous; et elle

le disait avec une simplicité qui nous rendait sensible le souffle sublime qui avait redressé les ajoncs de nos landes et assaini l'air de nos villes. Mais que de choses aussi nous apprirent les journaux ! Comme nous avions peu participé aux émotions des nôtres ! De quelle communion d'âmes nous avions été retranchés ! Parmi tous les incidens qui nous aidaient à revivre ces premiers jours de la guerre, mon regard tomba sur l'enterrement de Jules Lemaître. Nous ignorions sa mort. Il était aussi peu connu des étrangers qu'ils connaissent peu nos vertus intimes et l'énergie secrète qui entre dans la mesure du génie français. Nous avons des écrivains illustres que l'on aime, pour ainsi dire, en dehors de nous, et d'autres, les malheureux, que l'on aime contre nous. Mais lui, pour l'aimer, il fallait d'abord nous aimer, nous comprendre, s'être assis à notre foyer, s'être promené dans le jardin de la France autrement qu'en automobile, avoir touché les limites de l'esprit purement français et sentir que le plus délicieux de l'esprit humain tient peut-être entre ces limites. Il n'avait point de goût pour l'exotisme : et, bien que personne n'ait mieux décrit les danses des petites Javanaises, je crois qu'il avait raison. Il n'y a de vie profonde que parmi les siens. Le reste n'est que divertissement nostalgique et plaisir d'Exposition universelle.

Je l'avais éprouvé durant tout mon voyage ; je l'éprouvai encore plus à Colombo, jadis ma première escale d'Extrême-Orient. La ville n'a guère changé ; mais je la revoyais avec des yeux plus avertis ou plus distraits. Mon souvenir l'avait certainement exaltée, et je crains de m'être plu à en styliser l'image. Je retournai, par ses chemins de terre rouge bordés d'ombres magnifiques, aux lieux qui m'avaient enchanté. J'y retrouvai quelques-unes de mes impressions, aussi sèches que des feuilles tombées. Les mauvaises étaient les seules qui reprenaient de la vie : mon antipathie pour les manières indolentes et insolentes des Cynghalais peignés comme des femmes, et ma répulsion pour leurs énormes Bouddhas étendus sur le flanc derrière la vitrine de leurs petits temples. Mais surtout j'étais las d'un monde qui, n'ayant rien à m'offrir que des formes et des couleurs, me semblait irréel et vide.

Les grands hôtels anglais au bord de la mer, le *Galle Face* et le *Monte Lavinia*, étaient déserts. La guerre les avait dépeuplés. A Kandy, les bonzes du fameux Temple de la Dent déplo-

raient que les hommes fussent si cruels. Un de nos compagnons, qui les entendit, crut qu'ils en souffraient dans leur humanité; mais ils ajoutèrent ingénuement : « Depuis un mois et demi, nous ne voyons plus de voyageurs! » — « Avez-vous au moins respiré, lui demandai-je, le parfum des frangipanes dont ils embaument leurs autels? — Oh! si peu! me dit-il. Ils les économisent. » C'était un effet de la guerre que nous ne prévoyions pas, dans cette île que tant de religions ont sanctifiée.

*
* *

Nous partîmes le lundi 14 septembre. Il nous fallut douze jours pour atteindre Port-Saïd, douze jours sans nouvelles. Nous espérions en recevoir d'Aden et de Djibouti. Mais le poste d'Aden nous répondit qu'il avait l'ordre de ne rien répondre, et le télégraphiste japonais ignorait qu'il y eût un poste français à Djibouti. Ce silence était aussi énervant que le vent chaud de la mer Rouge. Enfin devant Suez, toute blanche entre la ligne enflammée des eaux et le liséré fauve du désert, une embarcation nous accosta, et nous sûmes ce que les Barbares avaient fait à Reims...

Nous ne restâmes qu'une matinée à Port-Saïd, dans ce tripot aux trois quarts italien, où, dès qu'un paquebot est signalé, les marchands de curiosités pavoisent et les musiciens accordent leurs violons. Une surveillance très rigoureuse y avait été organisée : on ne pouvait ni débarquer ni rembarquer sans montrer ses papiers. Un journal égyptien annonçait l'arrivée de cinq cent mille Japonais à Anvers! En avant la musique!...

Encore cinq longues journées, un nouveau changement d'itinéraire, et nous entrions dans la rade de Marseille. Le pilote aperçut nos visages anxieux et, avant même d'aborder, nous cria, en agitant *le Petit Provençal* : « Ça va bien! Ça va très bien! » Le brave homme! Parlez-moi des gens vraiment humains! Il comprenait qu'un pilote, en ces temps extraordinaires, n'avait pas seulement à charge de conduire le navire au port, mais aussi de réconforter un peu l'âme de ceux qui ont longtemps attendu sur la mer. O le meilleur des pilotes qui soit venu au-devant de nous, depuis quarante-cinq jours que nous allions d'escale en escale, et d'angoisse en angoisse!

André Bellessort.

LES
CHAMPS DE BATAILLE PRÉDESTINÉS

HISTOIRE ET GÉOLOGIE

La terre est, pour nous, à part quelques incidens qui nous étonnent une heure, le symbole de la stabilité. Nous sommes portés à la croire immuable autant qu'immobile, et le calcul seul nous rappelle parfois, sans que notre pensée s'en préoccupe, les mouvemens complexes et rapides dont cette petite planète est animée. Cependant on nous a appris que, par l'effet de sa rotation sur elle-même, chaque point de son équateur décrit 1 674 kilomètres à l'heure. Dans sa révolution autour du soleil, la même durée d'une heure lui fait parcourir 106 800 kilomètres. Et, à son tour, ce soleil, centre de son orbite, se déplace avec une vitesse plus vertigineuse encore au milieu des constellations dont le dessin lumineux ne semble rester rigoureusement pareil que pendant la courte durée de quelques vies humaines. Mais il y a plus; et chacun de ces astres, en même temps qu'il parcourt ainsi le vague éther, subit une évolution intérieure qui le modifie sans cesse. Des forces internes travaillent en lui, ou se tiennent prêtes à agir par explosion comme dans l'obus lancé sur sa trajectoire. Soleil, planètes, satellites, participent à une sorte de vie, donc, comme tout ce qui vit, tendent vers la mort. Un jour, le globe incandescent s'éteint. Puis sa croûte de scories se recroqueville, se ride et se crevasse. D'autres phénomènes également éphémères peuvent alors apparaître à sa super-

ficie : le mouvement de l'atmosphère et des eaux, le développement des organismes végétaux et animaux, jusqu'à la destruction finale. Près des millénaires embrassés par cette histoire cosmique dont la géologie cherche, pour notre Terre, à reconstituer quelques phases, qu'est-ce que le peu de siècles auxquels se borne l'histoire des races humaines, des peuples ou des dynasties? Néanmoins, capitale pour nous par la part que nous y prenons, cette histoire humaine, que l'on peut envisager comme un détail de l'histoire géologique, demeure elle-même subordonnée aux lois qui ont régi la constitution matérielle de la terre. Et le passé de notre support terrestre, ce support dont les réactions ont une origine très profonde ou très lointaine, influe fortement sur les événemens humains qui troublent un moment sa surface. Il détermine le mode de vie, les cultures, les industries, les échanges commerciaux, les voies de communication, les places fortes, les points de conflit...

Je ne voudrais pas aller aussi loin que ceux pour lesquels tout, jusqu'à la volonté, à l'énergie, au libre arbitre, est une résultante fatale et directe des forces physiques. Je ne prétends pas non plus, on le pense bien, comme les astrologues de Chaldée, montrer l'intervention immédiate des mouvemens célestes dans les événemens humains. Ce préambule apparaîtra donc un peu ambitieux peut-être pour aboutir à quelques réflexions rapides sur nos champs de bataille actuels. Mais on ne saurait guère prier un géologue de « passer au déluge, » puisque là, pour lui, se termine l'histoire et, inversement, pour le lecteur peu familier avec les considérations géologiques, il était utile de rappeler d'abord cet éternel devenir qui, dans les évocations lointaines du passé, modifie sans cesse, pour les substituer les unes aux autres, les montagnes les plus hautes, les plaines tranquilles et les profondes mers.

C'est par l'intermédiaire de la topographie surtout que la géologie influe sur l'histoire, et chacun sait quelle place tient le relief du sol dans les préoccupations stratégiques. Les moindres détails de l'orographie s'expliquent et se coordonnent par la connaissance géologique du passé. Mais la géologie nous montre également ce que le relief du sol n'accuse pas seul : pourquoi les champs de froment succèdent aux prairies ou les prairies aux forêts, les villages groupés autour d'un puits profond ou d'une source aux habitations disséminées le long d'un niveau

aquifère, les demeures prospères des régions sédimentaires aux pauvres cahutes du granit, une industrie de la laine à des meuneries, à une filature de textiles ou à des usines métallurgiques? A cet égard, on peut dire qu'une carte géologique apporte aussitôt à celui qui sait la lire une foule de renseignemens qui n'apparaissent pas sur les cartes ordinaires et que les géographes cherchent tout au plus, en des ouvrages d'enseignement, à grouper d'une façon plus ou moins lisible. Comme je l'ai déjà rappelé, c'est tout le passé qui s'y résume. Le géologue, en examinant un de ces documens auxquels je vais faire allusion sans cesse, apprend qu'à telle ou telle époque, telle portion du territoire a été occupée par un continent ou envahie par la mer, ou de nouveau transformée en une chaîne alpestre, qui un peu plus tard a disparu sans laisser de saillie apparente. Là est l'intérêt scientifique de son étude. Mais il y déchiffre aussi quelles sont les compositions des terrains à la surface ou à des profondeurs diverses, quelles sont leur dureté, leur compacité, leur résistance aux agens de destruction qui burinent sans cesse la forme de la terre, et c'est de ces observations qu'il lui est permis de tirer des conséquences pratiques.

Dans le passé extrêmement long de la terre, tous les événemens n'ont pas été d'une importance égale. Pour un exposé aussi rapide que celui-ci, on doit attacher une valeur toute spéciale à deux phases, l'une ancienne, l'autre récente, dont nous allons dire quelques mots en commençant, pour éviter ensuite d'inutiles redites.

Tout d'abord, une région quelconque a rencontré, dans son histoire, un point culminant, une de ces périodes critiques comme il s'en produit dans la destinée des individus et dans celle des peuples, où il semble qu'un compartiment de l'avenir soit tombé d'un bloc dans un sens ou dans l'autre pour suivre longtemps l'impulsion donnée ou rester immobile. C'est en des périodes semblables que les diverses parties de notre sol français ont acquis, à des époques très espacées les unes des autres, l'individualité qui les caractérise, avec leurs traits constitutifs les plus marquans. Rien n'est là sans doute définitif, rien dans cet ordre matériel n'étant à jamais durable; mais il fut cependant pris alors une décision d'assez longue portée pour que la physionomie du pays considéré en ait été, dans ses grandes lignes, déterminée pour nous. La cause première en est d'ordi-

naire dans les mouvemens de contraction, de refoulement ou d'affaissement local auxquels notre superficie terrestre a été constamment soumise par le jeu d'actions internes tenant à son refroidissement progressif; c'est un plissement qui se traduit en une saillie montagneuse, un effondrement qui crée une cuvette de sédimentation. Une fois plissée, la chaîne de montagnes se détruit par l'érosion; mais il subsistera toujours sa base profonde, sa racine, où ces phénomènes, accompagnés de manifestations ignées, ont réalisé une homogénéité factice, une compacité, une dureté, qui en font désormais un bloc compact. Quand la chaîne considérée est ancienne comme celle qui a occupé la plus grande partie de notre France à l'époque carbonifère, il est arrivé ensuite que, sur sa longueur, elle se soit tronçonnée en blocs distincts, et à leur tour individualisés. Les uns ont paru animés d'un mouvement ascensionnel comme un coin pressé par ses flancs et ont formé des saillies telles que l'Ardenne, les Vosges, la Forêt-Noire, le Plateau Central (indépendamment de ses éruptions volcaniques) ou la Bretagne. Quelque autre voussoir, analogue au début, a eu tendance à s'affaisser et à constituer un bassin peu à peu enfoncé, où sont venues s'amasser les eaux avec leurs sédimens : tout le Nord-Est de la France autour de Paris en offre un exemple frappant. Ailleurs enfin, nous aurons des chaînes de plissement plus jeunes, et ce sont les Pyrénées, le Jura ou les Alpes.

De ces quelques phénomènes prédominans résultent les traits fondamentaux, qui, dans un exposé sommaire, pourraient sembler devoir suffire; mais ce n'est là que l'ossature d'une physionomie, à laquelle il faut encore, pour obtenir la ressemblance, ajouter, presque jusqu'à l'exagération, les détails actuels de costume, de coiffure, de teint, d'expression, d'attitude. Surtout pour des considérations pratiques comme celles dont nous voulons parler ici, on ne doit pas oublier qu'à ces grands événemens anciens se sont superposés tout récemment des incidens beaucoup moindres, mais dont l'importance provisoire paraît capitale, du fait que nous examinons le pays au moment même où ils viennent de se réaliser. Le relief, en particulier, est, pour une très grande part, la conséquence des circulations d'eaux qui ont parcouru la surface terrestre dans une dernière période tout à fait brève, commencée tout au plus il y a quelques dizaines de milliers d'années : période si courte que sou-

vent l'homme, dont les races durent à peine un jour, a pu être le témoin surpris de leurs débordemens. On sait que, vers le milieu de l'époque tertiaire, il s'est produit de grandes surrections montagneuses qui ont substitué les hauteurs des Alpes à ce qui, peu auparavant, était encore une mer dont les coquilles se sont alors trouvées soulevées vers leurs cimes. De tels événemens n'ont pas eu lieu sans que, dans les régions voisines, on ait vu : ici des reflux de la mer; là, des ondulations du sol sous l'impulsion de ces sortes de vagues qui ont plissé et tordu les couches terrestres; ailleurs, des dislocations et des affaissemens de compartimens entiers, comme la vallée du Rhin ou la Limagne; puis des changemens de climat, des manifestations glaciaires et des fontes de neiges. De cette histoire très complexe, il est résulté finalement des évacuations d'eau formidables dont nous rencontrerons bientôt quelques exemples particuliers, avec des entraînemens énormes de matériaux démantelés venant combler des lacs, encombrant des estuaires ou roulant de proche en proche jusqu'à la mer. Pendant toute une période géologique qui n'est pas encore terminée, la nature a travaillé à remettre de l'ordre dans le chaos provoqué par ce plissement alpin que les géologues d'autrefois auraient appelé une convulsion; elle a surtout abouti à régulariser le régime des rivières et des fleuves de manière à leur assurer vers la mer un écoulement régulier à pente continue; et cet écoulement dont la disposition nous est familière, nous le trouvons tout simple, parce qu'il a été préparé et réglé avant nous, mais sa complication réelle est égale à celle des canalisations et des égouts, par lesquels l'eau arrive ou s'écoule dans les sous-sols d'une grande ville. L'érosion, qui a été accomplie alors dans un bassin de sédimentation tel que la cuvette parisienne, a eu pour premier résultat d'entailler plus ou moins profondément une série de couches ou de sédimens d'abord empilés les uns par-dessus les autres au fond des mers ou des lacs. Ces empilemens ont été alors perforés et découpés à partir d'en haut comme peuvent l'être les feuillets d'un livre en proie aux tarets dans une vieille bibliothèque. Ils l'ont été avec une vitesse inégale et avec des résultats variables suivant que le niveau attaqué était quelque couche dure de calcaire compact, de meulière, de grès, ou quelque couche affouillable de marne ou d'argile. Rencontrant généralement des alternances de ces terrains

durs et de ces terrains friables, les eaux ont dû s'arrêter par étapes à la rencontre de chaque couche résistante pour franchir ensuite rapidement la zone d'argile placée au-dessous et venir faire un temps d'arrêt nouveau sur un banc inférieur. D'où cette disposition, si caractéristique en certains pays, qui donne aux profils des horizons l'aspect de trapèzes et de triangles posés verticalement sur une plaine, avec généralement un retranchement naturel, un abrupt, une falaise au sommet, là où se trouvait le banc calcaire, et, plus bas, une pente douce produite par le glissement des argiles. Bien souvent ces pitons isolés sont devenus des points d'appui pour un travail humain de défense. En tout cas, ils peuvent servir à un retranchement improvisé. C'est, par exemple, la coupe si caractéristique de ces pitons, de ces kopjes, sur lesquels se sont défendus les Boërs dans le veld transvaalien; c'est la forme des Kalaat qui sèment la province de Constantine et la Tunisie. C'est la disposition, plus proche de nous, des forts de Reims ou des avancées de Nancy.

Dans ce travail des eaux, les pitons isolés constituent des témoins épars, des arrière-gardes d'un état de choses antérieur à nous. Généralement, quand on va plus loin dans le sens de l'écoulement des eaux, soit de leur écoulement actuel, soit d'un écoulement ancien qui a pu se faire en sens contraire, on vient se heurter à une falaise, au haut de laquelle on retrouve de semblables couches dures formant saillie. Si les terrains sont restés horizontaux, la couche dure peut occuper un vaste plateau. S'ils sont inclinés, ce plateau peut se réduire à une pente plus ou moins longue, coupée brusquement par sa tranche, avec un profil d'ensemble qui, lorsqu'il se répète plusieurs fois, donne des dents de scie. C'est la disposition de la falaise de la Champagne au-dessus de Reims, avec ses plateaux tertiaires dominant les plaines de la craie. C'est le cas des côtes de Meuse au-dessus de la Voivre. C'est la forme de la forêt de Haye au-dessus de Nancy, précédée là vers l'Est par les retranchemens du plateau d'Amance. Par endroits, sous la poussée de ces eaux qui sont venues battre la falaise et la démolir peu à peu, il s'est produit un grand cirque d'érosion qui l'entame : commencement de brèche, premier travail d'approche dans cette sorte de siège. C'est bien souvent un emplacement marqué d'avance pour une ville. Mais cette ville a eu des chances toutes particulières de naître et de grandir quand s'est réalisé un

dernier ouvrage naturel dont il nous reste à parler : la traversée du plateau par une vallée qui fait communiquer, malgré cette barrière, deux régions sans cela distinctes.

Ce dernier phénomène s'explique de la manière suivante : au moment où les érosions ont sculpté le relief actuel, le régime des eaux n'était généralement pas ce qu'il est aujourd'hui ; non seulement parce qu'il possédait une intensité singulièrement supérieure, mais aussi parce que la direction et le sens des courans pouvaient être transversaux ou contraires. Les mers n'étaient pas toujours exactement à la même place; les saillies n'avaient pas pris partout la même accentuation; les niveaux de drainage lointains formaient plans de base à des hauteurs qui n'entrent plus maintenant en jeu. On a vu alors des rivières couler vers un fleuve autre que celui auquel elles vont s'unir désormais, ou prendre et conserver une direction opposée à celle que devrait leur imposer logiquement la topographie actuelle. Ultérieurement, ce relief général s'étant modifié, diverses hypothèses ont pu se réaliser. Tantôt les eaux courantes, poursuivant fidèlement et irrationnellement leur première course, ont été amenées ainsi à se creuser un lit de plus en plus profond à travers un massif qui montait peu à peu devant leurs coups de burin ou de rabot. Ainsi la Meuse s'est trouvée traverser l'Ardenne de part en part, ou l'Aisne recouper le bastion tertiaire de l'Ile de France. Ailleurs, il y a eu divorce : l'ancienne vallée n'est plus parcourue aujourd'hui que par un cours d'eau insignifiant, ou parfois même reste asséchée. La rivière a trouvé plus simple de choisir un nouveau maître; il y a eu capture, comme dans le cas de la Moselle qui formait autrefois le cours supérieur de la Meurthe avant d'abandonner son ancien lit entre Toul et Pagny. De telles modifications ne se sont pas produites sans combats, et souvent ces batailles des eaux, qui ont précédé celles des hommes, leur ont préparé de larges espaces propres au mouvement des armées : espaces au milieu desquels les pitons, les îles dont nous avons parlé forment encore des bastions tout prêts à recevoir des retranchemens. Le cas de Lunéville est, nous allons le voir, un des plus typiques à citer pour cette influence directe du modelé hydrographique sur l'histoire.

En résumé, voici ce que nous aurons à retenir pour expliquer tout à l'heure nos champs de bataille, et voici les grandes

étapes historiques qui ont donné au sol de notre France son équilibre si bien pondéré, son balancement de lignes si harmonieux. Tout d'abord, il nous reste des temps primaires certaines saillies pas très hautes, ne s'imposant pas toujours de loin au regard, mais formant les piliers stables, depuis longtemps presque immuables, de son édifice. Sur leurs pénéplaines dominent les forêts et les prairies. Là sont les portions les plus intangibles du territoire national, où souvent semblent s'être réfugiées de très vieilles races. De tout temps, les armées ont tourné autour de ces massifs primaires plutôt que de les attaquer et surtout de les franchir. Puis la période secondaire, pendant laquelle les eaux des mers profondes ont parfois occupé la presque totalité de notre pays, a réalisé les empilemens de sédimens qui donnent leurs traits caractéristiques à toutes les régions périphériques de la cuvette parisienne, à la Lorraine, à l'Argonne, à la Champagne, à la Bourgogne, ou encore aux deux autres bassins de la Garonne et du Rhône. Le tertiaire a déterminé nos meilleures frontières naturelles en soulevant les Alpes, le Jura et les Pyrénées de plusieurs kilomètres, en enfonçant la plaine du Rhin d'au moins 2500 mètres sur la longueur de l'Alsace. Enfin des temps plus récens ont modelé ce relief encore fruste et l'ont diversifié, tantôt supprimant le manteau tertiaire comme en Champagne, tantôt le respectant comme dans l'Ile de France. Alors ont achevé de se construire les lignes de retranchement qui occupent les ceintures successives du bassin parisien; alors se sont ouvertes, dans ces bastions ou dans leurs falaises, des voies transversales qu'ont suivies plus tard nos voies ferrées; alors a été entamé en hémicycle le pied de ces falaises en provoquant ainsi l'emplacement naturel d'une grande cité; alors enfin sont restés solitairement, au milieu de la plaine dévastée par les eaux, des pitons isolés comme ceux des forts de Reims ou du Grand Couronné de Nancy. Chaque temps a ainsi contribué à une œuvre dont les hommes d'aujourd'hui profitent ou mésusent, comme de tout le passé, et que leur devoir est de connaître.

*
* *

Nous bornant ici au côté stratégique, il est facile de conclure plus particulièrement qu'il existe, — et chacun le sait, — des

champs de bataille éternels. On s'est toujours battu et on se battra encore sans doute longtemps encore sur les mêmes points où la charrue pourrait retrouver, avec les crânes épais des préhistoriques, les glaives rouillés des Romains. La topographie l'exige, nécessitée elle-même et complétée par les lois antérieures de la géologie. Telles sont : la grande route des invasions asiatiques par la vallée du Danube ; les voies de pénétration autour du noyau bohémien par Cracovie et Vienne ou par Ratisbonne et Passau ; l'antique voie egnatienne entre l'Orient et l'Occident avec son étape de Philippes ; la plaine de Pharsale ; la frontière franco-allemande aux trouées de Belfort, de Lunéville, de Sarrebourg et de Sarreguemines ; le golfe de Luxembourg avec son débouché sur l'Argonne ; le Hainaut et la Flandre sur l'autre bord de l'Ardenne ; les détroits de Poitiers et de Dijon entre le nord et le midi de la France sur les deux flancs du Plateau Central, etc. Tels sont plus généralement tous les seuils déprimés entre deux bassins fluviaux ou mieux entre deux océans, toutes les voies permettant de contourner un grand obstacle naturel, tous les débouchés des cols ou des vallées sur la plaine.

Mais on aurait pu se demander si les temps modernes, avec leurs engins infiniment plus perfectionnés, n'échapperaient pas à ces nécessités qui se sont imposées aux anciens hommes. La science travaille chaque jour à nous affranchir des forces naturelles, et il faut bien reconnaître que toutes les énergies de cette science, toutes les forces de la « culture » viennent d'abord converger vers les meurtres et les destructions de la guerre. Or, que devient le relief, quand il est si facile de le franchir par des voies ferrées et par des automobiles, quand les aéroplanes le surplombent, quand le tir indirect des pièces lourdes envoie ses obus à 10 ou 12 kilomètres par-dessus côtes et vallées vers un but qu'il n'est même plus nécessaire de voir ? Que signifient les distances avec la télégraphie sans fil et le téléphone ? Qu'importent les cultures locales aux ravitaillemens, quand on peut amener ses vivres sur le front dans les autobus de toute une capitale ? Et quel besoin a-t-on encore de nombreuses routes pour manœuvrer une armée quand, sur n'importe quelles voies, sans chemins de fer, on est en mesure, à un moment donné, de lancer plusieurs centaines de mille hommes dans 70 000 automobiles ? Ainsi des prophètes avaient annoncé également que

la prochaine guerre serait très courte en raison de ses dépenses excessives en vivres et en munitions; que les belligérans seraient bientôt affamés par la suppression de toute industrie nationale; que la guerre ne pourrait même plus avoir lieu, parce qu'elle serait trop épouvantable...

Or, il est arrivé, au contraire, que l'énormité même des masses remuées, créant des besoins disproportionnés avec les ressources, suivant l'éternelle tendance des hommes, a ramené les belligérans aux procédés des guerres les plus primitives, dont les deux ou trois derniers siècles avaient paru davantage s'écarter. On a vu les fantassins revenir aux terrassemens des Romains, recommencer des guerres de mines et de contre-mines, s'approcher assez près les uns des autres pour s'invectiver ou plaisanter ensemble comme des héros d'Homère, monter avec leurs mitrailleuses dans les arbres, multiplier à la façon des Peaux-Rouges les attaques de nuit, les embuscades et les surprises dans les bois, en rampant silencieusement pour s'élancer d'un bond soudain, mettre en œuvre tous les subterfuges, imiter les sonneries, revêtir les uniformes de l'adversaire, construire de vains épouvantails, se couvrir de branchages comme les soldats en marche contre Macbeth, découper des plaques de tôle pour s'en faire des boucliers, réinventer la grenade à main et la catapulte... On s'est battu presque aussi longtemps que devant un mur de Troie pour emporter une tranchée ou une carrière du Soissonnais. La prise d'un pont sur un canal de Flandre a donné lieu à des combats où sont tombés des milliers et des milliers d'hommes. Dans ces conditions, avec une guerre qui, pendant près de trois mois, s'est immobilisée sur le même front, le moindre incident local a repris toute son importance de jadis. Combien de vies humaines n'auraient pas été épargnées, si l'érosion quaternaire avait achevé d'enlever les mamelons de Brimont et de Nogent-l'Abbesse près de Reims, si elle avait adouci les pentes des coteaux de l'Aisne, de Vailly ou d'Heurtebise !...

Et, par une application frappante de la loi précédemment énoncée, il se trouve en définitive que le front de bataille de Guillaume II présente depuis trois mois la plus étonnante coïncidence avec celui que, quinze siècles plus tôt, avaient occupé les bandes farouches d'Attila. Le rapprochement entre les deux fléaux de Dieu venus de Germanie est venu à l'esprit de tous.

Pour montrer à quel point l'analogie se poursuit dans tous les détails, il n'est peut-être pas sans intérêt d'emprunter textuellement à une histoire des Huns, sans modification ni commentaire, en modernisant seulement les noms de lieu, les passages principaux qui s'y rapportent.

Lorsqu'en 451, Attila eut mobilisé une armée de 500 000 guerriers pour anéantir l'inférieure « culture latine, » ce général, qu'on a tort de se représenter comme un pur barbare et qui était au contraire un calculateur et un politique, étendit cette horde immense sur un front de 300 kilomètres depuis Bâle jusqu'à la Mer du Nord. Tandis qu'il établissait son quartier général à Trèves, son aile gauche traversait le Rhin en amont de Mulhouse et se dirigeait par la trouée de Belfort vers Besançon. Le centre se mettait en marche pour occuper Strasbourg, Spire, Worms et Mayence. L'aile droite s'avançait par Liége sur Arras et venait détruire Dinant et Laon. Attila lui-même était parti de Trèves pour Metz qu'il assiégea, et se dirigeait de là sur Reims. Partout les populations s'enfuyaient devant lui, mais les provinces Belgiques surtout étaient dans l'épouvante. Quand il approcha de Paris, les magistrats de la ville résolurent de se réfugier plus au Sud; l'intervention de sainte Geneviève les rassura. Et l'on vit les bandes d'Attila, qui s'étaient rassemblées entre la Somme et la Marne, bifurquer soudain vers l'Est pour gagner les provinces du Midi. Leur but, en le faisant, était stratégique. Ayant affaire à deux ennemis, les Visigoths et les Romains, Attila voulait écraser d'abord le premier pour se retourner ensuite contre le second. Il rassembla donc ses deux ailes, et se mit en route par des chemins où, de longue date, il s'était fait précéder par des espions. Pour cette expédition, il avait le choix, à partir de Reims et de Châlons, entre deux routes : l'une par Dijon et Lyon montueuse; l'autre par Reims, Troyes, Sens, Montargis, Orléans, plus aisée. Il préféra cette seconde voie qui est demeurée une importante ligne stratégique et vint prendre Orléans dont le pillage fut commencé avec méthode, les chariots en station recevant le butin enlevé dans les maisons pour le ramener en Germanie. C'est alors qu'Aétius, arrivant enfin, le força à fuir et à reprendre au plus vite en sens inverse la route par laquelle il était venu. Il y eut des combats à Méry-sur-Seine et à Vitry-le-François; mais, arrivé aux Champs Catalauniques, Attila s'arrêta. Sa position

dominait les principales routes de retour vers l'Allemagne : l'une par les défilés de l'Argonne et le Luxembourg vers Trèves ; la seconde à l'Est par Nancy et la vallée de la Moselle ; et même une troisième au Sud-Est par Besançon et Belfort. A quelques kilomètres Nord-Est de Châlons se trouvait un vaste camp romain abandonné, camp destiné à couvrir les villes de Reims et de Châlons. C'est en prenant pour centre d'opération cette position retournée contre sa destination primitive qu'Attila se retrancha et fut défait. Il laissa là, dit-on, 160 000 morts ou blessés et battit définitivement en retraite vers le Rhin ; mais il continua à prétendre toujours qu'il n'avait pas été vaincu et réussit à le faire croire à son peuple...

*
* *

Ce rapprochement historique suffirait déjà à rappeler combien la marche des armées est déterminée, dans ses grandes lignes, par la configuration du sol ; mais ce ne serait là qu'une vérité banale, si nous ne montrions pas maintenant, par l'exemple de la guerre actuelle, comment chaque étape, chaque point de combat correspond à des nécessités géologiques.

Dans son ensemble, la région que nous allons parcourir ainsi s'appelle, en géologie, le Bassin de Paris. Ne la confondons pas avec le Bassin de la Seine, qui en occupe seulement une partie. Nous apercevons aussitôt ici le désaccord qui existe entre la topographie et la géologie, assurant à la seconde science une portée beaucoup plus vaste qu'à la première. Le Bassin de Paris est un vieil élément constitutif de notre sol ; la manière dont nos rivières ont pu se distribuer est, au contraire, de date récente. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, certaines rivières qui appartiennent à ce bassin géologique ont trouvé moyen de s'en évader ou se sont laissé capturer par les fleuves d'un autre bassin. Tout le système hydrographique de la Loire en amont d'Angers appartient au Bassin de Paris. Le cours supérieur de la Meuse, de la Meurthe et de la Moselle s'y rattache aussi, comme la partie haute des rivières flamandes, de l'Yser ou de la Lys. L'unité de ce bassin parisien s'accuse de la manière la plus évidente, malgré ces anomalies hydrographiques, par les zones concentriques de terrains géologiques divers qui dessinent tout autour de lui une série d'auréoles, et que nos cartes ont l'habitude de peindre dans la gamme des bleus, des verts

et des jaunes, en contraste avec les massifs primaires rouges ou bruns de la périphérie.

Paris occupe à peu près le centre de ces auréoles concentriques, le centre de ce bassin, comme Londres et Vienne sont au centre de pareils bassins tertiaires; et ce n'est pas par un hasard ni par l'effet d'un caprice souverain que la capitale de la France a grandi là, et non ailleurs. La disposition conchoïdale de ce Bassin parisien, esquissée dès la fin des temps primaires, a préparé la centralisation française et provoqué cette convergence de nos voies ferrées qui semble drainer tout le sang, toute l'activité de la France vers un point unique. La région où viennent se rassembler la Seine, la Marne et l'Oise était toute désignée par la nature pour concentrer les produits du Sud, de l'Est et du Nord, d'autant que, vers l'Ouest, aucun obstacle naturel ne s'opposait à des facilités de communication analogues. La large extension quaternaire de la Seine, en préparant une vaste plaine, semée de quelques saillies fortifiables, restes de terrains tertiaires érodés, a favorisé l'établissement d'une grande agglomération humaine qui avait commencé dès l'époque préhistorique. La constitution si favorable du sous-sol a fait le reste, fournissant sur le même point l'argile pour les briques et les tuiles, une pierre de taille abondante, un plâtre incomparable.

Il a fallu tant de bonnes raisons pour que la capitale du pays s'établît, grandît et subsistât dans une situation militairement aussi mauvaise, forçant tant de fois, au cours de notre histoire, le gouvernement à émigrer. Des villes qui, géographiquement, occupent une place beaucoup plus centrale, comme Bourges, Orléans, Blois ou Tours, sont, par rapport au bassin géologique, dans une position excentrique d'où résulte pour elles une infériorité manifeste. Ainsi Bourges, où s'est un moment réfugiée la royauté, se trouvant déjà sur la bordure jurassique, est accolée aux parties saillantes du territoire : ce qui la prive de débouchés faciles dans le sens de l'Est et du Sud-Est. Les eaux, qui viennent du Plateau Central, n'ont pas encore eu le temps de s'y rassembler pour former une grande voie fluviale. Orléans, qui doit son importance au coude de la Loire par suite duquel elle est le point de transit naturel entre Paris et le Centre, n'a pas non plus les moyens de commerce parisiens.

C'est pourquoi, la conquête de Paris étant l'objectif principal d'un ennemi, les lignes de défense que la nature nous a

fournies autour de cette position offrent pour nous un intérêt de premier ordre. Assurément, Paris n'est pas toute la France et les Allemands y seraient entrés, comme ils le pensaient, au début de septembre, que notre pays n'aurait pas pour cela capitulé. Mais il n'en est pas moins évident qu'une grande force matérielle et morale serait ce jour-là, de ce fait même, passé d'un camp dans l'autre. Autour de Paris, la disposition géologique semble, au premier abord, défavorable. Les terrains forment, en deux mots, une série de cuvettes emboîtées qui plongent vers le sous-sol parisien, partant par exemple des collines de l'Argonne pour passer au-dessous de Paris à 700 mètres de profondeur. Dès lors, tous ces terrains qui présentent une pente générale vers le centre, donnent à l'envahisseur une supériorité sur l'envahi. Paris paye ainsi l'avantage d'être facilement accessible par voies d'eau et par voies ferrées.

Heureusement, ce défaut se trouve corrigé par l'inégale façon dont les terrains de compacités diverses ont résisté à l'érosion. Ce n'est pas seulement dans le détail que des calcaires durs alternent, comme nous le remarquions tout à l'heure, avec des argiles affouillables. Le même fait se reproduit en gros pour des étages entiers. L'infrajurassique argileux contraste avec le suprajurassique calcaire comme les sables et argiles de l'infracrétacé avec les craies du crétacé supérieur. Il en est résulté, sur les zones argileuses, des plaines basses et humides, souvent couvertes de prairies, qui précèdent les véritables retranchemens des étages calcaires. Chacune de ces zones calcaires forme ainsi une ligne de défense dont le rôle dans notre défense nationale est trop vulgarisé pour que nous y insistions ici. Il suffit de rappeler le parti que Napoléon en a tiré dans la Campagne de France. C'est surtout vers l'Est et le Nord-Est que joue ce phénomène. Les incursions allemandes ayant été vite arrêtées dans ce sens, on ne s'est pas vu forcé d'utiliser ces retranchemens autant qu'on aurait pu le craindre. Nous allons néanmoins avoir à nous en rappeler souvent l'existence en parcourant maintenant la longueur du front, tel qu'il existe avec une persistance inusitée, au moment où ces lignes sont écrites, à la fin de novembre.

Cette excursion facile sur la ligne de feu va commencer par la trouée de Belfort. C'est, sur notre frontière de l'Est, un point d'invasion naturel, mais une porte d'entrée bien défendue. On est là géologiquement à la limite de deux mondes, et nul contraste

ne saurait être plus net que celui des plissemens tertiaires régulièrement alignés dans le Jura avec le massif primaire des Vosges. Entre le Jura et les Vosges, la trouée de Belfort peut être, à certains égards, envisagée comme le prolongement d'une troisième région qui confine aux deux premières et qui en diffère non moins complètement : la plaine effondrée de l'Alsace, qu'une zone de fractures fait communiquer, par Belfort et Auxonne, avec une autre plaine d'effondrement, celle de la Saône et du Rhône.

Voici comment se reconstitue l'histoire de ce pays. A l'époque carbonifère, la chaîne des Vosges s'est plissée et soulevée, reliée alors, par une crête montagneuse, à la Forêt-Noire d'un côté comme au Plateau Central de l'autre. Les mers secondaires accumulèrent alors leurs dépôts sur les deux versans de cette saillie vosgienne. Puis vinrent les mouvemens tertiaires, en relation avec le grand plissement plus méridional des Alpes. Quand les Alpes se mirent en marche du Sud au Nord vers leur avant-pays carbonifère, on vit tous les terrains jurassiques et crétacés du Jura poussés devant elles par longs flots parallèles venir se briser contre les Vosges et, comme une mer furieuse dont les vagues se congèleraient, leur série d'ondulations demeura matériellement fixée à jamais dans les plissemens du sol. En même temps ou peu après, le môle ancien, contre lequel s'était écrasé et arrêté cet océan soulevé, se disloquait à son tour et tout un grand compartiment du sol s'enfonçait dans la profondeur entre les Vosges et la Forêt-Noire, pareil à une voûte minée par le génie qui s'écroule derrière une armée en retraite, et dont les culées seules se dressent encore à peu près intactes.

Cet effondrement rhénan, dont la proximité donne sa valeur à la position militaire de Belfort, nos cartes le montrent occupant une longue zone rectangulaire comme tracée à la règle sur 300 kilomètres de long et 30 à 50 kilomètres de large, depuis Bâle et Delle au Sud jusqu'à Bingen et Wiesbaden au Nord, entre Guebwiller et Fribourg, entre Wissembourg et Karlsruhe. Pour y pénétrer et pour en sortir, le Rhin décrit deux fois des coudes à angle droit. Tandis qu'il le parcourt, ce fleuve que nous considérerions volontiers comme une frontière et une limite, reste modestement dans son axe. Des deux côtés, les observations accusent un brusque dénivellement de 2300 mètres. On vient de quitter un terrain à 5 ou 600 mètres d'altitude sur la

culée vosgienne; il faut s'enfoncer de 1 800 mètres sous l'Alsace pour en découvrir le prolongement. Quand on explore par sondages les terrains intermédiaires, comme on a eu l'occasion de le faire pour chercher les sels potassiques de Mulhouse ou les pétroles de Pechelbronn, on constate que l'affaissement s'accentue de proche en proche par gradins successifs en allant des Vosges vers le Rhin. Sur la bordure, les tronçons de terrains penchés vers le fleuve sont adossés au massif primaire : ils atteignent leur profondeur maxima dans la partie centrale. Ainsi toute la tranquillité de cette plaine alsacienne est l'effet d'un cataclysme : ses strates tertiaires bien horizontales se sont accumulées sur des ruines.

Au Sud de l'Alsace, un système de ces cassures limites, celui de l'Ouest, que l'on a pu suivre de Schlestadt à Guebwiller et Thann, se prolonge vers Belfort pour obliquer au Sud-Ouest dans la direction de Besançon et de Chalon-sur-Saône. Le long de cette faille qui met en contact des terrains d'inégale résistance et qui a donné leur direction aux érosions récentes, il s'est créé une route d'armées toute naturelle, une voie d'invasion, par laquelle on a passé de tout temps entre le bassin du Rhin et le bassin du Rhône. Sur cette route, les strates inclinées des durs calcaires à polypiers, des calcaires à oolithes jurassiques s'accolent contre le massif vosgien en déterminant des crêtes, au haut desquelles des fortifications ont dû se dresser dès les premiers temps de l'histoire.

Belfort même est à l'intersection de cette limite fortement marquée par l'orographie avec une vallée perpendiculaire Nord-Sud, celle de la Savoureuse, que suit la ligne de Belfort à Giromagny. En une vingtaine de kilomètres, on s'abaisse de près de 900 mètres quand on descend du Ballon d'Alsace; il y a là, sur 24 kilomètres de long, depuis le Ballon de Servance, comme un véritable mur de retranchemens garni de forts. Puis vers le Sud, de Belfort à Delle, sur la largeur de la trouée, le terrain reste à des cotes assez basses, ouvrant passage longitudinalement à la rivière du Doubs, à l'ancienne voie romaine, au canal du Rhône au Rhin, à la ligne Belfort-Besançon, qui sont presque accolées les unes aux autres. Belfort, par suite de sa position à la limite des deux systèmes géologiques, a certains de ses forts, comme le Salbert (cote 647), sur le massif primaire; d'autres au Sud sur des redens formés par les calcaire récifaux du juras-

sique (fort de la Miotte), ou même sur le tertiaire (Chevremont), entre 350 et 400. Le contraste pittoresque s'ajoute au contraste géologique : forêts sombres au Nord sur le primaire, fertiles cultures au Sud sur le jurassique.

Le résultat historique de cette situation, on le connaît assez. Sans remonter très loin, il suffit de rappeler les sièges successifs subis par Belfort pendant la guerre de Trente Ans et pendant la campagne de Turenne; les trois sièges de 1814, 1815 et 1871, où glorieusement la place forte résista jusqu'au bout à l'invasion. Cette fois, Belfort, puissamment défendu par une ligne de fortifications qui occupent une circonférence de 48 kilomètres, n'a même pas été attaqué et a seulement servi de base pour une offensive rapide sur Dannemarie, Altkirch et Mulhouse. Notre front de l'automne 1914 entame là une partie du Sundgau, transversalement à la plaine d'Alsace ; mais il va bientôt rejoindre, vers Thann et Guebwiller, une limite géologique naturelle, celle des formations primaires vosgiennes. Après quoi, on le voit couper à travers le massif des Vosges vers le col du Bonhomme et Saint-Dié.

Le rôle géologique de ce massif vosgien s'est trouvé déjà indiqué dans les pages précédentes. C'est une ancienne saillie de l'époque carbonifère, qui longtemps a formé une île, alors que tous les pays avoisinans étaient recouverts par la mer, et qui a dû progressivement s'élever de plus en plus au-dessus de l'Alsace. Aujourd'hui, le déplacement relatif de ces deux compartimens juxtaposés a atteint 2 kilomètres et demi. Le saut est suffisant pour constituer une fortification naturelle qui, pendant près d'un demi-siècle, vient de former limite entre l'Allemagne et la France. Les Vosges granitiques et gneissiques ont, pendant ce demi-siècle, dressé leurs forêts de sapins entre les deux peuples ennemis.

Au Nord de Saint-Dié, le caractère géologique des Vosges se modifie. Aux mamelons ondulés de granit que traversent les cols du Bonhomme et de Sainte-Marie, succèdent les grès rouges et les conglomérats permiens, puis les grès triasiques qui alignent leurs hautes crêtes escarpées et couvertes de hêtres dans la direction du Donon ; des dénivellations de près de 500 mètres y rendent la défense facile. A Saint-Dié, où l'on s'est tant battu, la Meurthe et la Fave viennent confluer sur une ligne qui marque, en même temps, cette substitution géologique.

Puis nous entrons dans une zone totalement différente où il n'existe plus, jusqu'à l'Ardenne, de frontière naturelle nettement déterminée, mais seulement un immense champ-clos, avec des accidens de détail tout préparés pour des combats. Sur la carte, on remarque une limite très nettement tracée qui va d'Épinal à Rambervillers, Baccarat, Badonviller, Cirey, Lorquin et Phalsbourg. A l'Est, font saillie les grès des Vosges, aux bancs massifs et résistans. A l'Ouest, se développe la partie supérieure du trias formée d'assises marneuses et argileuses, qui n'ont opposé aucune résistance à l'érosion et dont les pentes adoucies se prêtent au lent cheminement ou à l'accumulation des eaux. Là on échappe à la servitude des vallées et des cols vosgiens, comme à l'obscurité de leurs forêts. Le pays, irrégulièrement mamelonné au hasard et sans plan théorique, n'a plus que des dénivellations à faibles pentes, hautes à peine de 20 à 30 mètres, sur lesquelles s'allongent les prairies, ou s'étalent même, vers le Nord, les marais et les lacs. La nature du sous-sol riche en matières solubles, gypse et sel, a contribué à provoquer des affaissemens superficiels, dans lesquels se sont rassemblés les ruisseaux.

Et cet état de choses, qui est en partie d'origine très ancienne, s'est trouvé accru par un phénomène de ravinement récent qu'il a contribué lui-même à localiser. Parallèlement aux strates triasiques, la carte accuse une traînée extraordinairement développée d'alluvions quaternaires, sur 20 à 25 kilomètres de large et sur 100 kilomètres de long, depuis Charmes jusqu'à Sarreguemines. Pour trouver quelque chose d'équivalent, avec des proportions encore plus vastes, il faudrait suivre le flanc Nord des Alpes entre ces montagnes et le Jura dans la zone déprimée des lacs de Genève, de Neuchâtel, de Bienne, Sempach, etc. Ce rapprochement peut faire deviner l'explication du phénomène. A la suite des derniers mouvemens alpins de la croûte terrestre, qui ont eu pour effet connexe de relever les cimes des Vosges, un travail de dénudation considérable, auquel il a déjà été fait allusion, s'est exercé sur ces crêtes nouvelles et en a entraîné les déblais au pied de la montagne, contribuant ainsi de deux manières, par le sommet et par la base, à en amoindrir le relief. Jusqu'à 70 mètres au-dessus des vallées actuelles, les alluvions anciennes occupent, sur de vastes étendues, les régions où viennent se rassembler la Mor-

tagne, la Meurthe, la Vezouse et le Sanon à l'Est de Lunéville, comme la plus grande partie du pays des lacs au Nord de Rechicourt. Elles sont les témoins et les restes de cet énorme effort de démolition : premier exemple de détail que nous ayons à citer d'un régime hydrographique ancien singulièrement intense, auquel on peut faire remonter les anciens cours fossilisés de la Meurthe et de la Meuse.

A travers ces régions déprimées, il a été facile de multiplier les voies ferrées et les canaux. La grande ligne de communication entre la France et les pays orientaux passe là, allant de Nancy à Strasbourg. Voie d'invasion en même temps, sur laquelle on a dû accrocher des défenses à tous les reliefs transversaux du terrain. Les communiqués nous ont appris à connaître les petites villes de Cirey, de Domèvre et de Baccarat, le fort de Manonviller qui fit une si héroïque défense, la forêt de Parroy et celle de Vitrimont, où, le 26 août, on trouva 7000 morts allemands sur 7 kilomètres de long. A Manonviller, le trias qui émerge au-dessus des alluvions a servi d'assiette au fort. Les forêts de Parroy, de Mondon et de Vitrimont sont, au contraire, tout entières sur les alluvions.

Plus loin, quand on dépasse Lunéville, vers l'Ouest, la vallée de la Meurthe se resserre depuis Dombasle en abordant le jurassique, où elle restera désormais jusqu'à son débouché dans la Moselle près de Frouard. Les Allemands ont occupé Lunéville pendant trois semaines et, comme nous allons le voir, ils ont prétendu un moment marcher de là vers Neufchâteau ; mais leur principale attaque sur Nancy s'est faite plus au Nord en suivant la ligne de Sarreguemines et s'est heurtée à tout un système de défenses naturelles qui constituent le Grand Couronné de Nancy.

Ce « Grand Couronné, » dont le nom ne figure sur aucune carte, est une ceinture discontinue de hauteurs jurassiques, par laquelle se trouve enveloppée et défendue la dépression de Nancy. On peut y comprendre : au Nord, entre Custines et la Seille, le Plateau du Bois de Faulx protégé en avant par le Bois du Chapître et Sainte-Geneviève, et le piton d'Amance (cote 410) qui en forme le glacis Nord ; puis, vers l'Est et le Sud, une série de hauteurs moindres (275 à 325) aboutissant à Pont-Saint-Vincent sur la Moselle ; enfin, à l'Ouest, la forêt militaire de Haye (350 à 400). La coupe de cette région présente, à la base,

du lias marneux, surmonté par le fameux minerai de fer de Lorraine et du Luxembourg, dont le cubage se chiffre par milliards de tonnes. Ce sont les bancs les plus durs de ce lias qui constituent les faibles collines de l'Est. Mais, dans l'ensemble, le lias souvent argileux donne des pentes adoucies, au-dessus desquelles le véritable terrain propre à fournir une défense militaire est le jurassique moyen (calcaires à entroques du bajocien, calcaires oolithiques du bathonien). Les tables à peu près horizontales de ce jurassique occupent les plateaux de Faux, de Sainte-Geneviève, d'Amance et la forêt de Haye, où leur pierre que l'on appelle la roche rouge est exploitée pour moellons. Sur les flancs des vallées, elles sont souvent coupées en escarpemens. Leur résistance à l'érosion a fait doublement la fortune du pays : en protégeant au-dessous les minerais de fer plus friables, qui, une fois atteints, auraient été détruits ; en assurant une défense solide à la position de Nancy. L'idée de les retrancher est ancienne et on avait commencé les travaux dès 1875. Les Allemands déclarèrent alors qu'ils considéreraient comme une provocation grave la construction de forts permanens dont l'artillerie pourrait lancer des projectiles en terre allemande ; il fallut renoncer aux plans préparés; mais le projet demeura et, à chaque alerte nouvelle, notamment après Agadir, on a établi là rapidement des fortifications volantes. Celles que l'on a eu le temps d'exécuter en août 1914 ont joué un rôle considérable dans les batailles de Nancy, dont l'importance réelle a passé un peu inaperçue à un moment où toute l'attention publique était absorbée par l'invasion du Nord, et dont il peut être bon, par suite, de rappeler les grandes lignes.

L'attaque allemande sur Nancy, qui devait se combiner avec la marche des armées du Nord, s'est faite à la fois par quatre voies : de Pont-à-Mousson au Nord par Sainte-Geneviève ; de Château-Salins au Nord-Est ; enfin de Blamont-Cirey à l'Est ou de Saint-Dié au Sud-Est par Lunéville, en suivant les vallées de la Moselle, de la Seille, de la Vezouse et de la Meurthe.

C'est le 22 août que les Allemands, venant de Blamont, occupèrent Lunéville après avoir pris le fort de Manonviller, tandis qu'une autre armée, arrivant de Saint-Dié, prenait Rambervillers et Gerbéviller. Ces armées se mirent aussitôt en marche dans la direction du Sud-Ouest vers Neufchâteau et Chaumont, avec l'intention d'aller couper par derrière notre armée de la

Marne. Arrêtés par les généraux de Castelnau et Dubail, les Allemands furent vaincus à Bayon, puis à Vitrimont, du 24 au 27.

En même temps, l'armée de Metz partait le 22 de Pont-à-Mousson pour attaquer par le Nord le plateau d'Amance et venait se heurter à la forte position de Sainte-Geneviève. En trois jours, 4000 obus furent lancés sur le village sans atteindre les batteries françaises. Le 24 au soir, l'assaut est donné en colonnes compactes. A 300 mètres de nos tranchées, un ordre bruyant et convenu d'avance entre Français : « Baïonnette au canon! » fit relever les Allemands qui s'étaient couchés à terre avant un dernier bond. Les Français, restés à l'abri de leurs tranchées, leur firent, en quelques instans, 4000 morts.

Deux semaines plus tard, une seconde attaque sur Nancy, plus violente encore, eut lieu, du 4 au 9 septembre, pendant la bataille de la Marne.

Cette fois, les Allemands s'étaient assemblés à l'Est de la Seille, à Chambrey, Grémecey et Pettoncourt sur le territoire annexé, au Nord-Est de Nancy, en face de la haute position d'Amance, qui devint le but de leurs assauts. Après plusieurs jours d'efforts, le 8 septembre, date fixée pour l'entrée triomphale de Guillaume II à Nancy, les troupes allemandes voulurent déboucher de la forêt de Champenoux. Amance, qui domine d'environ 160 mètres la lisière de la forêt, les tenait sous son feu. Leurs canons lourds bombardèrent en vain le plateau pendant cinq jours. Les Français réussirent à tenir bon et finirent par balayer l'ennemi de Champenoux. A la suite de ces combats victorieux, le 13 septembre, Lunéville était délivrée...

Si nous continuons maintenant à suivre le front de nos armées, au nord de Nancy, nous le voyons s'écarter peu à peu de notre ancienne frontière. Il existe là, depuis deux mois, une pointe singulière des Allemands vers Saint-Mihiel dans une sorte de couloir resserré entre Thiaucourt et les Éparges (près de Fresnes-en-Voivre). Le but de nos ennemis en descendant à Saint-Mihiel était bien clair : il s'agissait de passer sur la rive gauche de la Meuse pour prendre à revers les troupes françaises, arrêtées d'autre part au Nord par l'armée du kronprinz, avant Montfaucon et Varennes dans l'Argonne ; il s'agissait aussi d'envelopper Verdun. N'ayant pu traverser la Meuse, ils se sont immo-

bilisés dans l'attente de jours meilleurs. Cependant, la défense mobile de Verdun, élargissant peu à peu ses cercles concentriques, a déblayé la partie nord des Hauts de Meuse. Il résulte de là une situation compliquée, tenant plutôt à des circonstances momentanées qu'à des causes naturelles, mais dans laquelle on voit cependant intervenir la disposition très particulière et intéressante pour notre sujet qu'affectent les terrains de cette région.

Ceux-ci présentent un alignement Nord-Sud tout à fait typique, avec une série de zones déprimées et de saillies propres à la défense, que nous avons déjà signalée d'une façon générale, mais que le moment est venu d'examiner.

En ce pays, toutes les couches plongent vers l'Ouest et sont coupées à l'Est par des éboulemens formant côtes, ainsi qu'on l'observait déjà pour la falaise bajocienne de Nancy. De l'Est à l'Ouest, c'est d'abord, sur les marnes et argiles oxfordiennes, la zone déprimée de la Voivre : pays humide, aisément brumeux, dont les reliefs ne dépassent guère 250. Brusquement se dressent au-dessus vers l'Ouest, jusqu'à plus de 400, les crêtes calcaires des Hauts de Meuse, formées d'anciens récifs coralliens. C'est une véritable muraille que l'érosion a découpée en plan suivant des angles alternativement saillans et rentrans. La principale saillie forme le promontoire d'Hattonchatel. A l'angle rentrant, s'ouvre la descente de Liouville sur Lérouville. L'histoire hydrographique des vallées sèches qui traversent perpendiculairement les Hauts de Meuse, serait curieuse, mais nous entraînerait trop loin. Elle a donné son dernier modelé à un sol que les colonies de polypiers avaient commencé par construire jadis dans les calmes et transparentes profondeurs des mers chaudes à l'époque jurassique.

Les mêmes facies coralliens se poursuivent vers l'Ouest jusqu'à la Meuse. Les récifs de Saint-Mihiel, au milieu desquels la rivière s'engouffre, en sont un exemple connu. Puis l'on traverse, à l'Ouest de la Meuse, les terrains du jurassique supérieur, parmi lesquels les calcaires portlandiens du Barrois dressent encore de nouvelles côtes, et, quand on dépasse la ligne de Clermont-en-Argonne, Waly, Vaubécourt, Bar-le-Duc, on trouve une répétition très nette de phénomènes semblables sur la zone crétacée de la forêt de Hesse et de l'Argonne.

Le crétacé inférieur comprend là, de bas en haut, des sables verts à nodules phosphatés, dont les infiltrations aqueuses consti-

tuent les nappes artésiennes de Paris, puis environ 30 mètres d'argiles (gault), auxquelles succèdent les formations dites de la gaize (sorte de roche tendre et légère utilisable en moellons) qui atteignent 100 mètres vers Varennes et Grand-Pré, et enfin quelques rares lambeaux de craie. De ces terrains, les sables et argiles forment la zone basse que suit le cours de l'Aire. Au-dessus se dressent déjà à l'Est quelques pitons isolés qu'un couvercle de gaize a préservés de la destruction : par exemple à Montfaucon, dont le nom seul fait prévoir l'intérêt stratégique ou, plus au Nord, à Andevanne, et au Bois de la Folie.

A l'Ouest de l'Aire, cette formation de gaize prend la prédominance, et ce sont ses masses poreuses qui constituent le sous-sol dans toute la Forêt d'Argonne et les Bois de la Grurie. Des lits de rivière, au fond desquels réapparaissent les argiles du gault imperméables aux eaux, la traversent et constituent les défilés classiques des Islettes et Vienne-le-Château ou de Grand-Pré. La Chalade et le Four de Paris, dont les noms ont été si souvent prononcés, se trouvent sur le premier de ces passages un peu au Nord des Islettes. Ces bois de l'Argonne, qui avaient déjà joué un rôle important pendant la désastreuse retraite prussienne de 1792, laisseront sans doute également un souvenir pénible à l'armée allemande qui s'y est engagée après la défaite du kronprinz.

Les terrains géologiques que l'on rencontre ensuite vers l'Ouest accusent une transformation nouvelle. Après ces régions accidentées, sinon montagneuses, on entre pour longtemps dans les grands plateaux uniformes de la craie qui composent la Champagne et sur lesquels se trouvent Reims, Suippes, Châlons (avec les Champs Catalauniques au N.-E.), Sommesous, Fère-Champenoise, Arcis-sur-Aube, Méry-sur-Seine : tous noms marqués par des combats. Les champs de bataille de Valmy (à l'Ouest de Sainte-Menehould) et de Vitry-le-François plus au Sud, en marquent à peu près le commencement à l'Est. La limite Ouest en est tracée de Craonne à Reims, Épernay, Sézanne, par la falaise de Champagne qui borde le bastion tertiaire de l'Ile de France.

La Champagne, éternelle route d'invasions, c'est le pays propre aux grands déploiemens de troupes; c'est le terrain de manœuvres classiques; c'est le « Camp de Châlons. » Dans ses étendues de craie, les coupures successives de la Seine, de

l'Aube, de la Marne, de la Vesle, de la Suippe, de l'Aisne, tracent pourtant de larges fossés Est-Ouest qui interrompent des mouvemens du Nord au Sud ou du Sud au Nord comme ceux de la guerre actuelle. Mais, quand on se dirige sur Paris depuis la Lorraine ou l'Argonne suivant la marche normale des armées ennemies, c'est surtout à l'extrémité Ouest de cette plaine, au pied de la falaise tertiaire et, notamment, à la rencontre de cette falaise avec les vallées transversales épousées par les voies ferrées, à Fère-Champenoise, à Épernay, à Reims, à Craonne, que les points de défense sont indiqués contre un envahisseur supérieur en nombre. Nous venons d'assister, sur cette bordure tertiaire, à bien des combats.

Comme nous le remarquions plus haut pour le pied occidental des Vosges et la région de Lunéville, les attaques humaines semblent ici encore avoir été précédées et préparées par le formidable assaut des eaux quaternaires allant aussi dans le sens de Paris et détruisant, elles aussi, les obstacles rencontrés sur leur passage, ces couches tertiaires qu'il faut se représenter superposées jadis à presque toute l'étendue du socle crétacé. Les rivières de Champagne sont aujourd'hui peu de chose en temps normal, quoiqu'elles décrivent, à travers les solitudes, des rubans de verdure et de vie ; mais ces minces cours d'eau, toujours prêts à se dérober sous terre, ont hérité d'anciens lits gigantesques. Près de Méry-sur-Seine, les alluvions anciennes de la Seine occupent plus de 10 kilomètres de large. Sur le Petit-Morin, les marais de Saint-Gond, où fut rejetée avec pertes la garde prussienne, couvrent un bas-fond d'alluvions tourbeuses large de 5 kilomètres. La vallée de la Marne en a couramment 4 à 5 de Châlons à Épernay, et l'on trouve la même disproportion pour les filets d'eau que sont aujourd'hui la Coole, la Berle, la Somme-soude, la Vesle, etc. Tous ces lits de rivière vont en grossissant rapidement vers l'Ouest, où se trouve l'obstacle du massif tertiaire, contre lequel les eaux courantes se sont heurtées autrefois et dans lequel, se faisant toutes minces, elles ont réussi avec peine à s'infiltrer. Le dernier grand combat géologique a eu lieu sur la bordure, aux points où ont lieu de nos jours les combats humains. Il s'est passé là ce que nous voyons se reproduire chaque jour sur nos côtes escarpées de la Seine-Inférieure, à Étretat, à la Hève, où la mer, s'attaquant à la falaise, y dessine d'abord ce qu'en terme de mineur

on appelle un traçage préliminaire, avant d'abattre les îlots, les aiguilles, les arches, les piliers qu'elle a commencé par isoler. Ces torrens d'eau quaternaires, qui se cherchaient une issue, avaient réussi déjà à débarrasser la Champagne de son manteau tertiaire; ils s'acheminaient vers l'Occident en continuant à se frayer une large route, quand leur travail s'est trouvé interrompu par leur épuisement. Nous pénétrons maintenant en curieux dans leur chantier abandonné, qu'occupent seulement encore quelques vieux ouvriers attardés, paresseux et las, et nous pouvons apprécier leur méthode, comme lorsque nous allons voir, près de Baalbeck, dans la carrière romaine, les monolithes géans qui sont restés soudés au sol. Voici deux îlots, pour lesquels un bien faible effort de plus aurait suffi. L'un, déjà occupé par des villages celtiques, est celui de Berru et de Nogent-l'Abbesse, qui domine Reims d'environ 120 mètres à une distance de 6 à 7 kilomètres. Il est couronné par les couches solides du calcaire grossier lutétien. Un peu plus bas, la nappe de l'argile plastique y forme un plateau boisé. Brimont, à 8 kilomètres Nord de Reims, ne monte guère qu'à une quarantaine de mètres au-dessus de la plaine : ce qui reste de tertiaire y est représenté par des sables et grès siliceux. Pourquoi, hélas! l'érosion n'y a-t-elle pas été poussée plus loin? On sait comment, sur ces deux emplacemens d'anciens forts, abandonnés, oubliés par notre défense, les Allemands ont établi des batteries qui ont causé la ruine de Reims.

Immédiatement à l'Ouest de cette ville, la falaise tertiaire est entamée par un large golfe, par un estuaire inversé où pénètre la Vesle. Au Sud, la montagne de Reims, préservée contre l'érosion par les solides meulières de Brie qui occupent le plateau, s'élève à 170 mètres au-dessus de la ville.

Vers le Nord-Est enfin, à l'Est de Brimont et de Berry-au-Bac, l'élimination du tertiaire a été amorcée par des coups de gouge qui ont attaqué l'une après l'autre de haut en bas ses diverses assises solides, profitant des couches d'argile ou de sable interposées pour provoquer des éboulemens. Le résultat, d'un aspect assez singulier, ce sont, entre les rivières de la Vesle, de l'Aisne et de la Lette, de longs pédoncules dentelés dont le découpage rappelle, en plan, la disposition de certaines algues. Au sommet de coteaux longs et étroits qui, sur 15 ou 20 kilomètres de long, se réduisent souvent à 1 ou 2 de large, il subsiste un

dernier lambeau protecteur de calcaire grossier. Au-dessous viennent, en pente plus douce, deux couches de sable englobant un banc d'argile intermédiaire, sur lequel sourdent les eaux souterraines. Peu à peu, aujourd'hui encore, sables et argiles coulent au dehors, entraînant la plate-forme calcaire disloquée. Déjà celle-ci est réduite à 200 mètres en tel point comme la ferme Heurtebise à l'Ouest de Craonne, dont le nom indique assez qu'elle est exposée à tous les vents. L'intérêt militaire de telles positions est aisé à concevoir.

Quand on pénètre plus loin vers l'Ouest dans l'intérieur du massif tertiaire, le changement dans la configuration du sol et dans les aspects pittoresques qu'annonçaient déjà ces lambeaux tertiaires devient définitif. Un autre pays commence. On est sorti maintenant de la Champagne crétacée pour entrer dans la région centrale du Bassin Parisien, où les terrains tertiaires, ailleurs supprimés, subsistent, et ces terrains tertiaires présentent une variété qui tranche sur la monotonie de la plaine champenoise. Au lieu des vastes horizons aux ondulations lentes qui étalaient leurs pauvres blancheurs à peine verdies par une herbe rase et leurs quelques bois malingres, nous trouvons des pays accidentés, où des alternances réitérées de sables, de calcaires et d'argiles provoquent des cultures inégales avec des végétations changeantes. Dès la montagne de Reims, ces côtes ensoleillées du tertiaire portent des vignobles fameux. Dans les parties hautes du pays, vers le Tardenois, les meulières de Brie forment des plateaux boisés et un lit d'argile à leur base entretient un niveau de sources, jalonné souvent par des saules, des aulnes ou des peupliers. L'étage du gypse parisien se traduit par les éboulemens résultant de son exploitation ancienne ou de sa dissolution souterraine. Sur quelques sommets, les sables et grès de l'étage de Fontainebleau, plus souvent sur les plateaux les sables dits de Mortefontaine et de Beauchamp montrent leurs blancs ravinemens et leurs blocs désordonnés au milieu des arbres. Les calcaires grossiers du lutétien donnent des étendues de labours, au-dessous desquels pénètrent les longues galeries des carrières. Enfin, vers la base de la série, l'argile plastique, où l'on exploite parfois les lignites, occupe le fond de la vallée de l'Aisne et la partie Est, la partie humide de la forêt de Compiègne, vers Saint-Jean-aux-Bois ou Pierrefonds.

En particulier, dans la vallée de l'Aisne, la même coupe des terrains qu'à Heurtebise et à Craonne produit les mêmes effets et détermine le même profil, avec un semblable escarpement de calcaire grossier dominant des pentes argileuses. Tel est le cas à Vailly et au Fort de Condé, où le confluent de l'Aisne et de la Vesle a provoqué des batailles furieuses. C'est ce qui se reproduit aussi plus à l'Ouest vers Soissons, Vic-sur-Aisne, Attichy et Tracy-le-Mont. Dans cette région, un détail géologique s'est trouvé prendre une importance militaire imprévue. Nous venons de voir que le couronnement ordinaire de tous ces plateaux est le calcaire grossier qui tire son nom de lutétien de son développement dans le sous-sol de Paris. Cette excellente pierre de taille a été, depuis un temps immémorial, partout où elle affleure, l'objet d'exploitations actives et nous en avons chaque jour la preuve rétrospective à Paris même, quand les fondations de nos maisons ou les travaux de nos métropolitains viennent rencontrer leurs anciens vides. Le même fait s'est produit dans le Soissonnais, où, de tous côtés, sur les deux rives de l'Aisne, abondent les carrières abandonnées, les unes à ciel ouvert, les autres souterraines et souvent transformées en champignonnières. La carte géologique est semée des petits signes conventionnels qui les désignent. Quand, après leur défaite de la Marne, les Allemands poursuivis par nous eurent dépassé l'Aisne, ils eurent malheureusement le temps de se retrancher et d'établir leurs batteries dans un de ces groupes de carrières situées en face de Soissons, vers Pasly. Il a fallu de très longs efforts pour les en déloger.

C'est encore une structure géologique analogue qui détermine les accidens du terrain dans la vallée de l'Oise, autour de Noyon et de Lassigny. Le découpage opéré par les eaux y a entamé et isolé des mamelons tertiaires, parfois jusqu'à découvrir leur soubassement crétacé. Mais, arrivé près de Noyon, le front de bataille, en même temps qu'il se recourbe presque à angle droit, sort de la zone tertiaire pour traverser dans une direction quelque peu arbitraire les plateaux crétacés du Santerre et du Cambrésis. Roye, le Quesnoy-en-Santerre, Albert, Arras sont des champs de bataille récens qui ne suscitent pas d'observations géologiques. En d'autres temps, on s'est battu également à Corbie et à Bapaume. Il ne faut voir là que des tracés divergens sur une très large voie de trop faciles invasions.

Plus loin vers le Nord, nos mines de houille et toute l'industrie connexe ont attiré l'envahisseur sur la région comprise entre Valenciennes et Lens, comme nos mines de fer lorraines, nos hauts fourneaux ou nos aciéries avaient contribué à diriger spécialement son effort de destruction sur Briey ou sur Longwy. La houille est là pourtant bien profondément cachée sous le manteau crétacé qui la dissimule; mais sa présence profonde est trahie par les puits d'extraction, les ateliers de préparation et de transformation, les dépôts, les montagnes de déblais, les voies ferrées. Les concessions de Lens, de Liévin, de Nœux, de Meurchin sont, pour leur malheur, devenues des champs de bataille, où le terrain a été disputé pied par pied. Toutes les vieilles villes semées sur cette route des Flandres ont, d'ailleurs, une très ancienne habitude des gens de guerre. En quelques lieues, on rencontre Denain, Mons-en-Puelle, Bouvines, Lille, Courtrai et bien d'autres noms aux consonances guerrières.

Au delà de Lille, nous entrons dans une dernière zone terriblement disputée qui s'étend jusqu'à la Mer du Nord, coupée par la Lys et par l'Yser. Un seul niveau géologique occupe presque à lui seul tout l'Est de cette région, avec la ville d'Ypres qui lui a donné son nom. C'est l'Yprésien, un terrain formé d'argile et propre à retenir les eaux qu'on voit disséminées dans la plaine en d'innombrables ruisseaux, rivières et canaux. A un niveau supérieur, un rang de buttes faiblement saillantes est aligné entre Cassel et Messines, où nous retrouvons, sous la forme de sables et de grès, des élémens contemporains du calcaire grossier parisien. Quelques mètres de relief ont suffi pour attirer deux fois le choc des lances et des épées sur Cassel.

Quant à la région littorale de Dixmude à Nieuport, où fut livrée la longue et meurtrière bataille de l'Yser, c'est une acquisition récente de l'homme et une œuvre de son industrie. Ici la construction même de la terre aux dépens de la mer est actuelle et inachevée. Les terrains de polders et de waeteringues n'ont pas encore reçu assez de sédimens pour émerger sans retour. Ils restent au-dessous de la marée haute, coupés de canaux que maintiennent des digues. La géologie que l'homme vient de faire là en ordonnant aux flots de reculer, il demeure libre de la défaire, trouvant ainsi dans le flux montant un engin de guerre nouveau. Les forces de la nature qu'il a

domestiquées pour agrandir le continent, quand il lui plaît, il les déchaîne en ouvrant les écluses et rompant les digues; les eaux, libérées de sa contrainte, envahissent alors leur ancien domaine. Maintes fois, les Flamands ont usé de ce pouvoir contre l'envahisseur, et les Allemands viennent d'en subir, sur des terrains inondés où leurs pièces lourdes s'enlizaient, une application cruelle. Ce qui se produit alors, ce n'est plus seulement, comme dans les exemples précédens, l'action à distance de phénomènes cosmiques accomplis, c'est une pénétration directe de l'histoire géologique toujours continuée dans notre histoire humaine.

Ainsi, partout où nos regards se tournent, même dans l'ordre d'idées bien matériel auquel nous venons de nous restreindre, nous voyons le présent lié au passé par une étroite chaîne. Des siècles innombrables ont façonné un pays tel qu'il est, le reconstruisant et le retouchant sans cesse, et nous avons essayé de montrer comment la lente préparation de ces âges lointains a d'avance imprimé leur direction aux événemens les plus brutaux et les plus arbitraires en apparence de l'histoire contemporaine. Sur ce terrain construit par assises superposées qu'imprègne la substance des morts, les herbes mobiles semblent vibrer confusément au vent de l'heure présente; mais, plus bas, en tous sens et à toutes profondeurs, plongent et s'accrochent les racines mystérieuses par où leur vient la fécondité. Élémens inconnus de la prairie verdoyante, toutes ces tiges anonymes demeurent solidaires entre elles et dépendantes de la glèbe qui les a nourries comme de l'évolution à laquelle ont collaboré en la subissant leurs ancêtres. C'est à une loi éternelle de défense vitale qu'obéissent les fils de France quand ils luttent victorieusement pour protéger un sol sacré, les plaines et les monts qui en sont la chair, la civilisation des aïeux qui en est l'âme.

L. DE LAUNAY.

LE
MARQUIS VISCONTI VENOSTA

La grande route qui remonte la Valteline se dirigeant vers le passage du Stelvio était parcourue dans la froide et limpide matinée d'hiver par un simple cortège. Quelques gendarmes à cheval dans leur uniforme flamboyant, des pelotons gris de la souple milice des Alpes, deux ou trois automobiles, et en plus une courte série de voitures remplies de fleurs entouraient le corbillard qui gravissait lentement les pentes abruptes. Mais, si l'escorte était fort peu nombreuse, de toutes les maisons dispersées le long de la vallée la population des montagnes sortait à la rencontre du convoi funèbre et les villages qu'il traversait regorgeaient d'une foule émue. Sur le seuil des églises et des municipalités, les drapeaux s'inclinaient comme un symbole de l'unanimité de cet hommage national. Lorsqu'on fut arrivé au coin de la vallée secondaire qui releva tout entière pendant des siècles de la grande maison féodale maîtresse et gardienne des passages des Alpes, un peuple immense arrêta les chevaux sous la longue muraille crénelée qui montre toujours les traces de l'attaque du Duc de Rohan. Cette robuste jeunesse montagnarde se relaya pour porter à bras la dépouille mortelle du descendant des anciens seigneurs de la vallée, jusque sous la voûte de la maison ancestrale et sur le parvis de la paroisse. Dans le concert des cloches des villages avoisinans qui se renvoyaient les échos multipliés de leurs dernières salutations, nous distinguions sur notre tête le son de la clochette pendue dans la chapelle du manoir. De là-haut, les Venosta du XIIe au XVIIe siècle avaient imposé leur autorité bien loin dans la

plaine où devait les rejeter pour un temps une vaillante épée française, mise au service des Grisons protestans. Je n'aurais pu trouver d'autre signe plus éclatant que l'évocation de ce deuil populaire pour donner l'impression directe de la grandeur d'une race qui, avant l'an mille, domina l'Engadine inférieure, établit ensuite sa puissance dans le Tyrol occidental et prit en main la clef des Alpes Rhétiques.

Le marquis Visconti Venosta portait en lui l'empreinte de sa haute naissance. La taille imposante, la chevelure complétée par de larges favoris, que nous avons connus blancs et soyeux comme des flocons de neige, le teint délicat, les yeux singulièrement perçans, le port majestueux, la voix grave composaient un ensemble qui faisaient silencieux et timides les plus arrogans. Lorsqu'il se levait dans les congrès et dans les parlemens, dominant même physiquement l'assistance, une atmosphère de respect l'entourait aussitôt. Tel il apparut à notre génération, qui vit en lui le véritable président de la Conférence d'Algésiras. Or ce patriarche, ce doyen des hommes d'État de l'Europe, avait été le plus audacieux des jeunes hommes novateurs. Il n'avait pas vingt ans lorsqu'il prit part, presque comme un chef, à l'insurrection de 1848, par laquelle les Lombards secouèrent un instant le joug autrichien. Quand, quelques mois plus tard, le manque de préparation de la part des insurgés et de détestables levains de discorde laissèrent presque seule la vaillante armée du roi Charles-Albert en face des forces renaissantes de l'Autriche, il comprit que l'heure de se battre était revenue. Il revêtit une humble capote grise, prit un fusil et, à la veille de la reddition de Milan, se rendit à Bergame où le général Garibaldi, arrivé d'Amérique et alors assez peu connu, essayait d'organiser une légion. Garibaldi l'accompagna chez le capitaine Medici, le futur général, auquel il dit simplement : « Voici un jeune homme qui veut mourir avec nous. » Ce fut un effort soutenu avec beaucoup de vaillance, mais voué à l'insuccès par la situation générale de l'Europe. Bientôt Visconti Venosta se vit forcé, ainsi que ses camarades, de franchir la frontière du canton du Tessin et de se réfugier en Suisse.

Il subissait en ce temps-là l'influence de Mazzini, et à l'école du conspirateur gênois il se prenait, lui aussi, malgré sa forte empreinte aristocratique, à souhaiter l'établissement d'une démocratie populaire sous le nom de République italienne.

Néanmoins, un instinct invincible de la réalité dirigeait ses démarches. Tandis que Mazzini prêchait l'insurrection dans les vallées qui surplombent le lac de Côme et se faisait fort de les entraîner en masse contre le dominateur étranger, l'homme d'État qui se manifestait déjà en Visconti Venosta voulut se rendre compte sur place du bien fondé de ces espérances. Il eut vite fait de constater, ayant passé hardiment la frontière pour rentrer dans la Valteline, que les Mazziniens se leurraient d'illusions. Incapable de les partager, il s'abstint de prendre part aux lamentables échauffourées de Chiavenna et de la vallée d'Intelvi. Il préféra se rendre en Toscane où il s'enrôla dans un corps de volontaires. Cette indépendance d'allure préludait à son émancipation de la lourde tutelle de Mazzini. Elle se fit toutefois attendre à peu près quatre ans pendant lesquels Visconti Venosta acheva, dans le recueillement, son éducation politique et littéraire, tout en gardant le contact avec le peuple. La séparation formelle entre cet esprit libre et positif et les aveugles sectateurs du célèbre utopiste révolutionnaire fut consommée à l'occasion de l'émeute sanglante que ce dernier provoqua à Milan en février 1853. Le disciple ne cacha nullement à son ancien chef les raisons profondes de ses dissentimens. Il lui adressa une lettre très claire dans laquelle il préconisait la fin de tout ce système de conjurations et de sociétés secrètes, qui multipliait les victimes sans parvenir à ébranler la domination étrangère.

Pour se soustraire au spectacle décourageant des représailles autrichiennes, Visconti Venosta employa une grande partie des années suivantes en de longs voyages. Il parcourut l'Italie jusqu'à l'extrémité méridionale de la Sicile et vint à Paris au moment de la guerre de Crimée. Ce fut un grand réconfort pour lui de voir un reflet des triomphes militaires du Second Empire s'étendre, avec la collaboration de la vaillante armée piémontaise, jusqu'au delà des Alpes. Le ci-devant républicain conçut alors un grand espoir en constatant l'intérêt passionné que l'empereur Napoléon III prenait visiblement aux destinées de l'Italie. Le séjour à Paris le confirma dans ses sentimens de sympathie, presque de tendresse, pour la civilisation française qui sont traditionnels en Lombardie depuis le XVIIIe siècle. A son retour en Italie, il dut bientôt faire face à une situation nouvelle, peut-être plus dangereuse pour la cause nationale

que ne l'avaient été les rigueurs de l'état de siège. L'Autriche avait fini par comprendre que ses méthodes n'obtenaient d'autre résultat que de creuser un abîme toujours plus profond entre le gouvernement et le pays. On s'aperçut à Vienne que l'on faisait fausse route et on envoya à Milan, comme vice-roi, l'archiduc Maximilien, porteur tardif d'une branche d'olivier. En dépit de ses bonnes intentions et de ses mérites personnels, les patriotes crurent nécessaire de faire le vide autour du prince étranger. En même temps, ils entretinrent l'activité de l'esprit public par des manifestations courageuses et passablement effrontées, destinées à porter un défi formel à l'oppresseur et à lui signifier d'une manière non équivoque les vœux populaires. Ce fut le cas de la souscription pour les canons d'Alexandrie, de l'envoi à Turin d'un monument en l'honneur de l'armée piémontaise érigé aux frais des citoyens de Milan, enfin de la distribution de la médaille de Sainte-Hélène aux survivans du Premier Empire. Par les soins des frères Visconti Venosta, Émile et Jean, — ce dernier, le cadet, fut un littérateur de mérite, — cette médaille commémorative instituée par Napoléon III pour raviver le souvenir des exploits de son oncle, parvint jusque dans les hameaux perdus sur les Alpes. C'était une manifestation de haute vertu militaire, arrivant à point nommé pour réveiller les aptitudes guerrières d'un peuple qui avait fourni des contingens précieux à la Grande Armée. Et tous ces vétérans, qui recevaient avec émotion la médaille française, étaient instinctivement ramenés vers la France dont ils attendaient l'émancipation de leur patrie. Dans ces conditions, il est aisé de comprendre avec quelle confiance Visconti Venosta vit la politique du Piémont s'orienter et se développer dans le sens d'une collaboration intime avec le cabinet des Tuileries. Réfugié en Piémont dès l'hiver de 1859, il accourut au-devant des armées françaises qui franchissaient les Alpes au printemps de cette même année, pour coopérer puissamment à affranchir la Lombardie de la domination détestée de l'Autriche. Le souvenir de ces jours mémorables ne s'est jamais effacé de l'âme clairvoyante de l'homme d'État italien. Il devait y rester fidèle jusque sur son lit de mort.

L'Italie, qui avait eu tant à souffrir du principe d'intervention appliqué à tort et à travers par l'Autriche gardienne des traités de 1815, assistait alors au spectacle nouveau et

réconfortant d'un peuple ami, qui s'exposait à tous les risques de la guerre pour refréner les prétentions et les empiétemens du Cabinet de Vienne. Les troupes françaises descendaient des Alpes, accouraient hâtives et joyeuses sur la rivière de Gênes pour accomplir un exploit qui restait vraiment chevaleresque, même si la France devait en recueillir quelques augmentations de territoire. Visconti Venosta n'assista point aux scènes les plus grandioses qui marquèrent la brillante coopération de l'armée française et de l'élite de la jeunesse italienne accourue sous les drapeaux du roi Victor-Emmanuel. Il devança les troupes régulières, en franchissant le Tessin en qualité de commissaire royal auprès des bandes réunies par Garibaldi, qui, sous le nom de chasseurs des Alpes, se jetèrent dans le haut de la Lombardie pour l'insurger sur le flanc des Autrichiens. Malgré sa rupture avec les exaltés, le gentilhomme vite assagi qui alliait si bien son grand nom à une solide popularité était tout indiqué pour devenir l'interprète du pouvoir responsable auprès d'une armée plus ou moins révolutionnaire. Il y réussit à merveille et développa son activité dans les anciens duchés de l'Italie centrale lorsque M. Farini, acclamé dictateur à Parme, à Modène et à Bologne, eut recours à sa collaboration. Il fit ainsi son apprentissage de ministre des Affaires étrangères dans des conditions particulièrement difficiles, car cet État, tout récent et éphémère, constitué à l'encontre des stipulations de Villafranca et de Zurich, n'avait pas droit de cité dans l'Europe officielle. Farini dépêcha ensuite le diplomate improvisé, auprès de l'empereur Napoléon III pour le rendre plus favorable aux aspirations bien déterminées des populations émiliennes, qui n'acceptaient d'autre arrangement que l'annexion à la monarchie de Savoie. Visconti Venosta, reparaissant dans les salons et dans les bureaux du Second Empire, donnait la sensation très nette de l'adhésion des classes dirigeantes au nouvel état de choses issu de la révolution. Les sympathies des Français qui n'avaient pas de parti pris furent vite acquises à cet envoyé qui parlait si bien leur langue et se montrait initié à tous les raffinemens de leur culture. Quant à ceux qui regrettaient les représentans d'autres régimes, ils soupiraient en voyant un gentilhomme de si grandes espérances rallié à la révolution. Ils n'allèrent pourtant pas jusqu'à imiter ce colonel autrichien qui, s'étant risqué à proposer à Visconti Venosta de revêtir l'uni-

forme seyant des armées impériales, avait reçu cette verte réponse : « Je respecte profondément votre uniforme, mais avant de le revêtir je me ferais sauter la cervelle. »

En effet, la place de Visconti Venosta était désormais fixée dans les rangs des champions du principe des nationalités et l'enthousiasme avec lequel il considérait le rôle de la France dans la civilisation européenne dérivait de ce qu'il la considérait à bon droit comme le rempart vivant de la liberté des peuples. L'année suivante, Cavour l'envoya à Londres pour appuyer le Gouvernement anglais, dans lequel il se plaisait à reconnaître un élément non moins indispensable au progrès de l'Europe, dans ce libéralisme éclairé qui, depuis les lettres de Gladstone à Lord Aberdeen, avait constamment inspiré la politique du Cabinet de Saint-James dans les affaires de Naples et de Sicile. Visconti Venosta avait été chargé de missions délicates dans les provinces méridionales qui venaient de se soustraire à la déplorable administration de cette branche des Bourbons. Le procédé avait été forcément brusque et n'avait pas pu échapper aux apparences d'une attaque violente contre un voisin inoffensif de la part des troupes du roi Victor-Emmanuel. Il appartenait à Visconti Venosta, si intimement convaincu de la légitimité des revendications nationales, de percer à jour les sophismes des défenseurs d'un régime écroulé sous le poids de ses fautes. Les ministres anglais n'eurent pas de peine à comprendre à qui ils avaient affaire et, dans ce diplomate de trente ans, plaidant hardiment une cause calomniée, ils reconnurent d'emblée les plus hautes qualités politiques. Les honneurs et les responsabilités venaient à Visconti Venosta. Entré au Parlement et au Ministère, il n'avait pas trente-cinq ans lorsque la confiance du ministre Minghetti lui valut le portefeuille des Affaires étrangères, au moment où la révolution polonaise troublait tous les esprits. On pouvait voir surgir une certaine mésintelligence entre la France et l'Angleterre. Le jeune ministre italien, anxieux de conserver au nouveau royaume le patronage des deux puissances libérales, s'appliqua à dissiper les malentendus entre elles, grâce surtout à deux missions extraordinaires du comte Pasolini. Ce fut Visconti Venosta qui prit sur lui de négocier et de conclure, avec la collaboration du marquis Popoli et du chevalier Nigra, la convention de septembre 1864. Son collègue français, Drouyn de Lhuys, se flattait de lier ainsi les mains de l'Italie. Visconti

Venosta appréciait avant tout l'avantage de faire sortir de Rome les troupes françaises et attendait du temps la réalisation complète de l'unité nationale.

Les troubles douloureux provoqués au Piémont par le transfert de la capitale de Turin à Florence firent tomber Visconti Venosta avec tout le ministère. Mais, après un séjour diplomatique sur le Bosphore, il fut rappelé au pouvoir par le baron Ricasoli à l'instant même de la déclaration de guerre à l'Autriche, au printemps de 1866. En arrivant à Florence, il recevait des mains du général La Marmora, chef du Cabinet précédent, un traité d'alliance avec la Prusse, qui fut interprété à Nikolsbourg bien autrement que l'avaient imaginé les négociateurs italiens. Mais l'armée de l'archiduc Albert et l'escadre de Tegethof avaient tenu trop longtemps en échec les troupes du royaume d'Italie. Les limites de fait du royaume se trouvèrent, sauf les forteresses encore occupées par l'Autriche, reculées lors de l'armistice au delà des circonscriptions administratives des provinces vénitiennes. Néanmoins, la Vénétie ne fut point considérée comme une conquête de l'Italie, mais bien comme un cadeau que son vieil ami l'empereur Napoléon lui transmettait après l'avoir reçu de l'Autriche. L'embarras se mêlait à la reconnaissance au sujet d'une acquisition revêtue de formes que l'on considéra comme un peu humiliantes. Il fallut toute l'habileté et surtout la dignité de maintien de Visconti Venosta pour empêcher l'Italie de sortir amoindrie de cette impasse. Revenu une troisième fois au ministère en 1869, il put constater que la place du royaume dans les assises européennes était désormais digne de ses traditions et de ses espérances. La politique courageusement conservatrice que Visconti Venosta avait suivie en faisant, en 1867, une bonne paix avec l'Autriche et que le général Menabrea avait fermement maintenue après les tristesses de Mentana, portait donc ses fruits. Réconciliée avec la Hongrie, et dirigée par un ministre de l'envergure du comte de Beust, l'Autriche était devenue pour l'Italie une amie qu'elle n'a plus retrouvée depuis. La France, inquiète des desseins ambitieux de Bismarck, s'adressait à son tour au Cabinet de Florence pour sceller des pactes qui répondaient aux désirs intimes des deux souverains et pour lesquels on pouvait escompter l'adhésion de Vienne. On sait que son projet de triple alliance échoua en septembre 1869 devant les

hésitations de Napoléon III, qui reculait de jour en jour la date de l'évacuation de Rome impliquée par la signature du pacte.

Il est moins généralement connu, car les preuves en demeurent encore en partie secrètes, que Visconti Venosta, après avoir conseillé à l'Espagne de renoncer à la candidature Hohenzollern, mit toute sa bonne volonté au service du nouvel essai d'alliance fait vers le 20 juillet 1870 par le comte Vimercati. Ce gentilhomme lombard, ami et concitoyen du ministre des Affaires étrangères, se signalait par un amour passionné pour son pays, un dévouement sans bornes au roi Victor-Emmanuel et à l'empereur Napoléon III, et une promptitude de résolution qui fit merveille en plusieurs cas. Dirigé par la clairvoyance de ses affections, Vimercati avait compris que le véritable moyen d'entraîner l'Italie à la guerre, de rendre celle-ci par ricochet populaire en Hongrie et de l'imposer par là à l'Autriche, consistait dans la levée de l'interdiction par laquelle la France éloignait les Italiens des murs de Rome. Visconti Venosta demandait seulement que l'éventualité de l'entrée des troupes italiennes dans le territoire pontifical fût admise comme base d'un traité entre l'Italie et l'Autriche en vue d'une médiation armée dont la France aurait bénéficié. Mais le duc de Gramont s'opposa résolument à ce que la Convention de Septembre « fît les frais de l'accord entre Vienne et Florence, » pour employer les termes d'une dépêche du ministre français. Visconti Venosta se prêta encore dans les premiers jours d'août à des négociations reprises en grande hâte par Vimercati, Arese et le diplomate autrichien Vitzthum, en vue d'un accord austro-italien prévoyant l'entrée en campagne à côté de la France, et cela sans le moindre engagement pour la suppression du pouvoir temporel. Les scrupules de l'Empereur retardèrent une fois de plus la conclusion de cette alliance jusqu'au moment où les victoires des Prussiens la rendirent impossible et rejetèrent Visconti Venosta vers l'Angleterre et la ligue des neutres. Sa fidélité à ses souvenirs et à ses sympathies ne pouvait pas aller jusqu'à risquer l'existence même du nouveau royaume. Il se déroba, le 9 août, aux ouvertures de Bismarck, qui lui offrait Rome et le Tyrol sans marchander, et, après le 20 août, ne se refusa pas, quoique sans espoir, à esquisser, par la mission de Minghetti à Vienne, une tentative d'intervention *in extremis* dictée à l'âme chevaleresque du roi Victor-Emmanuel par l'infortune de son allié de 1859.

Le Second Empire tomba sur ces entrefaites et tous les efforts de M. Visconti Venosta se concentrèrent dans des négociations rapides, que l'opinion publique italienne s'impatientait néanmoins de trouver si longues, pour obtenir du Gouvernement de la défense nationale la renonciation à la Convention de Septembre. Tant que cet abandon, prononcé enfin par M. Sénart dans la seconde décade de septembre, ne l'eut pas mis à l'abri du reproche de profiter des malheurs de la France, Visconti Venosta brava toutes les clameurs de la foule ameutée contre lui. Grâce à sa fermeté, que son collègue M. Castagnola eut l'air de dénoncer encore après trente ans, le couronnement de l'unité italienne se fit de l'aveu de la France. MM. de Choiseul et Fournier, qui représentèrent le Gouvernement de M. Thiers auprès du roi Victor-Emmanuel, reconnurent dans son ministre des Affaires étrangères un ami sincère de leur pays, profondément ému de ses malheurs. Si le souci des intérêts italiens obligea, après la guerre, le Cabinet de Rome à suivre l'évolution du comte de Beust vers l'Allemagne, il le fit avec une bien plus grande réserve. Les paroles définitives ne furent prononcées que plus tard, lorsque la chute de la Droite, consommée en 1876, avait mis fin au troisième ministère de Visconti Venosta. Revenu au pouvoir en 1896, il trouva l'Italie engagée à fond dans la voie des alliances avec les Empires de l'Europe centrale, doublée alors d'une entente avec l'Angleterre. Homme d'honneur et de patriotisme, ennemi des décisions précipitées, Visconti Venosta, ministre des Affaires étrangères dans les Cabinets présidés par le marquis de Rudini, le général Pelloux et le sénateur Saracco, respecta la lettre et l'esprit de ces engagemens; mais il crut plus conforme aux origines et aux traditions de l'Italie, à ses intérêts aussi, de joindre à cette alliance essentiellement défensive et sans vue d'avenir des accords méditerranéens qui garantiraient les aspirations coloniales de la péninsule. Il commença par renouer patiemment le fil des négociations commerciales si douloureusement rompues à l'époque de Crispi. Il parvint à régler pour un temps la situation si délicate des nationaux italiens dans la régence de Tunis. Le couronnement de cette œuvre de rapprochement fut la signature du pacte réciproque par lequel l'Italie et la France reconnaissaient mutuellement la légitimité de leurs vues sur la Tripolitaine et sur le Maroc. Le marquis

Visconti Venosta n'avait qu'une parole; il n'entendait pas qu'on pût l'interpréter ou la discuter; tous les actes qui portaient sa signature et qu'il avait mûrement réfléchis, dans l'intérêt de sa patrie, devaient recevoir leur exécution entière. Il racontait naguère encore à ses intimes qu'il avait hésité de longs mois avant d'admettre les aspirations marocaines de la France, car il savait quelles convoitises existaient sur ce point de la terre d'Afrique; mais le prix ne lui avait pas paru trop cher, si l'Italie devait rejoindre les rivages de Tripoli et de Cyrène, qui font face à ses côtes Ioniennes, sans se heurter à une escadre française. Une fois le pacte conclu, il ne crut pas trop faire en intervenant de tout le poids de son autorité dans la Conférence d'Algésiras pour empêcher la moindre atteinte d'être portée aux clauses de l'accord. Cette fidélité de l'Italie, qu'elle maintint au risque d'encourir l'humeur d'alliés puissans, contribua sérieusement au succès de la politique française au Maroc. De même, il y a cinq mois, la prompte approbation du grand octogénaire vint confirmer M. Salandra dans une attitude de neutralité qui maintenait rigoureusement l'Italie sur le terrain des traités défensifs et la retranchait de la Triple Alliance dès que celle-ci devenait agressive. Pour tout dire, la pensée ferme et profonde, l'art consommé dans la connaissance et le maniement des hommes, servirent, chez Visconti Venosta, une faculté maîtresse qui les dominà toutes : le caractère.

L'Italie, qui était fière de le conserver comme un vestige vivant de la génération à laquelle elle doit son existence politique, a entouré de regrets universels sa fin digne d'un sage et d'un chrétien. Tous les partis se sont associés au deuil national plus vivement ressenti par les montagnards des vallées que les ancêtres de M. Visconti Venosta avaient dominées et défendues. Et l'écho de ces hommages se propagea même au delà des Alpes dans cette France où le grand diplomate avait puisé bien des élémens de son éducation politique, et qu'il aimait comme une seconde patrie des esprits libres.

GIUSEPPE GALLAVRESI.

COMME UNE TERRE SANS EAU...

TROISIÈME PARTIE (1)

V. — GISÈLE

Ce jour-là, Camille Joubert ne se leva point.

Le dos tourné à la lumière, il chercha en vain à rentrer dans le sommeil : le sommeil ne voulait plus de lui. Les voix du quartier montaient, de la Seine et des rues, à travers l'air sec, pénétraient jusqu'au fond de l'alcôve : grondemens rauques des sirènes de remorqueurs, coups sourds des battoirs de blanchisseuses, appels chantonnés des marchands ambulans, abois de roquets, trompes des autobus... Ses nerfs, comme s'ils eussent été à vif, recevaient directement le contact de tous ces bruits et, chaque fois, son mal singulier s'en trouvait augmenté. Il n'était pas jusqu'à l'hymne grandiose qui s'élançait des tours de Notre-Dame qui ne contribuât à lui faire maudire l'existence de ses semblables.

Il eût désiré être seul dans le silence engourdissant, afin de souffrir à son aise.

Depuis quelques jours, il ressentait une brisure de tous les membres qui, tout d'abord, lui fit dire : « Bon, je vais avoir la grippe. » Et il se résignait, d'avance, à une bonne semaine de lit. Être dans l'obligation absolue de ne plus aller rôder autour des journaux à images, quelle joie ! Mais le corps n'était pas seul atteint. Il se rendit compte que sa souffrance dépassait ses membres, qu'il ne trouverait pas la guérison en se cachant la tête sous ses draps.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre.

Il avait beau fermer les yeux, il voyait ce groom de dix ans, la cigarette aux doigts, lui lançant d'une voix perçante :

— Nous n'avons besoin de rien cette semaine !

Il voyait ce vieillard myope, examinant ses dessins à la loupe, puis chevrotant :

— Je prends vos deux esquisses, jeune homme, parce que ce sont probablement les premières qui soient sorties de votre crayon et que j'aime à encourager les débutans. Mais je ne les publierai pas. Je vous avertis même que, si vous ne faites pas de rapides progrès, je serai dans l'obligation de ne plus rien vous prendre... Vous avez bien compris ?

Il voyait le caissier d'un journal lui rendre brutalement un bon de vingt francs sous prétexte que la caisse était fermée depuis dix minutes et qu'il aurait, lui, Camille, à revenir le mois suivant.

Il se voyait, sur le palier de *Faites Risette*, en face d'un grand bonhomme, sans âge, parcheminé, jaunâtre, aux vêtemens décolorés, chargé d'un énorme paquet de dessins enfantins, rébus, concours, devinettes, et avouant d'une voix enrouée :

— Je ne peux pas venir chaque semaine. Il y a des jeudis où je ne me réveille pas. Je me couche si tard...

— Vous avez un emploi dans un théâtre ?

— Oh ! non, je suis porteur aux Halles !

Camille sentait encore le frémissement de révolte de tout son corps à ce mot qui aurait dû le laisser indifférent... Porteur aux Halles ! Il ne se demanda pas comment ce malheureux pouvait endurer une double vie aussi contradictoire. Il ne songea qu'à lui-même : il lui sembla qu'on lui adressait une injure personnelle ; est-ce qu'il allait falloir que, lui aussi, cherchât quelque bas emploi pour remédier aux insuffisances du métier d'artiste ? Porteur aux Halles ! Pourquoi pas boueux ou chiffonnier ?

Tout lui devenait prétexte à découragement : si personne ne lui adressait la parole, les jeudis, il en souffrait. Son malaise était égal si on lui parlait, et de quelque façon qu'on s'y prît, familièrement, ou avec une politesse qui était si rare qu'elle lui paraissait toujours ironique.

Il souffrait dans ses habitudes d'inertie, dans son amour-propre, dans son penchant à la moquerie et jusque dans son égoïsme qui manquait d'aliment et de sécurité.

Cependant, une douleur atroce lui déchirait les reins. Impos-

sible de s'asseoir sur son lit. Ses bras étaient si lourds qu'il ne parvenait pas à les lever jusqu'à son front derrière lequel il sentait sa cervelle en bouillie.

Tout le jour, il demeura ainsi, comme un naufragé sur une épave, les yeux grands ouverts sur l'immensité déserte, les oreilles bourdonnantes du vacarme de la tempête, avec l'angoisse de la descente irrémédiable au fond du gouffre. Il glissait sur les reins, d'étage en étage, contre les marches de bois, contre les marches de grès, dans une chute sans fin.

Parfois la douleur l'empêchait de réfléchir et il restait un long moment prostré dans le vague. Puis il avait comme un sursaut de pensée. Il évoquait Rigal : « Mon petit Camille, il faut recommencer, ta vie ! » Eh bien ! il la recommençait, sa vie ! C'était joli, encourageant. Il évoquait son père, toujours satisfait. Il évoquait le vieux Manin. Ah ! celui-là, c'était le bouquet. Quel vieux sot malfaisant ! Ah ! elle était propre, sa carrière de caricaturiste, elle était gaie ! Et le malade se jurait solennellement de ne plus remettre le pied dans aucun journal, dans aucune revue...

Ce qu'il adviendrait de lui ? Ce n'est pas ce que nous tentons qui conduit notre destinée ! ...

Sa concierge habituée à ses longues paresses ne devina rien et le laissa, toute cette journée, sans secours. Cependant le soir, comme elle montait allumer le gaz de l'escalier, elle poussa jusqu'à l'appartement. C'est ainsi que Camille fut contraint, ce soir-là, à boire quelque tisane.

Pendant trois jours encore son mal ne le quitta pas. Il se soigna selon la règle de toute sa vie, par la nonchalance, l'apathie. Seulement, peu à peu, ses forces diminuèrent et, au lieu de trouver l'anéantissement qu'il rêvait et l'oubli de tout, un tourment inconnu le pénétra. Il se sentit redevenir un tout petit enfant malade. Il se mit à geindre, à tourner la tête à droite, à gauche, se demandant d'où viendrait le secours. Ce ne fut pas à sa femme, ni à son père qu'il pensa, — qu'avaient-ils de commun l'un et l'autre avec la souffrance ? ils n'auraient pas compris la sienne, — il pensa à celle qui n'était plus et qui ne l'aurait jamais abandonné, à sa mère. Elle aussi avait été malade, longtemps, usée avant l'âge par mille chagrins, mille déceptions, mille angoisses. Cependant elle n'avait jamais cessé de sourire, jamais désespéré. Elle possédait la force d'âme que

procure la foi. Elle croyait à la justice divine. Il la revoyait dans ce fauteuil où elle aimait à se retirer avec ses livres de pieuses méditations. Près d'elle, se penchait le docteur Bureau qui l'avait si admirablement soignée, réconfortée, le docteur Bureau devenu un ami de la famille, et que Camille, l'indifférent Camille, n'avait jamais cherché à revoir, ne fût-ce que pour le remercier des soins qu'il avait prodigués à sa mère...

Les rues de Paris se divisent en une myriade de sentiers qui se cotoient, se frôlent et parfois se croisent sans que ceux qui les suivent ne se rencontrent jamais. Camille ne se doutait guère que le docteur Bureau vînt trois fois par semaine dans la maison qu'il habitait. Ce jour-là, sa visite achevée, le docteur Bureau s'apprêtait à remonter dans sa voiture lorsqu'il s'enquit, près de la concierge, de la santé de tous les siens.

— Nous n'allons pas mal, monsieur le docteur, mais, au cinquième, il y a un pauvre jeune homme qui ne se lève pas depuis quatre jours.

— Qui est-ce qui le soigne ?

— Personne. C'est à croire qu'il n'a pas de famille. On ne vient jamais le voir.

Le docteur, un peu myope, se pencha vers sa montre, haussa les épaules, puis se décida.

— Marchez devant ; avec vous, il me recevra peut-être.

Puis, chemin faisant :

— Comment s'appelle-t-il ?

— Camille Joubert.

— Camille Joubert ? Mais je le connais. Très grand, blond, l'air triste ?

— C'est lui.

— Oh ! alors, vous pourrez me laisser entrer tout seul. J'en fais mon affaire...

Quand il entendit le bruit de la clef tournant dans la serrure, Camille fronça le sourcil et resta le visage tourné vers le fond de l'alcôve.

— Bonjour, mon ami, dit le docteur en s'approchant du lit, avec une chaise qu'il avait saisie au passage.

Camille se retourna lentement, puis :

— Oh ! docteur, je pensais à vous...

— Oui, cela arrive quelquefois. Il y avait de la sympathie dans l'air entre nous deux.

Camille n'eut pas plutôt laissé échapper son exclamation qu'il regretta de s'être ainsi dévoilé et, pour atténuer sa maladresse, il ajouta :

— Je pensais à vous parce que je pensais à maman.

— Voilà. C'est votre maman qui m'envoie vers vous. Voyons, mon ami, qu'est-ce que nous avons?

Camille dégagea son bras pour serrer la main que le docteur lui tendait. La surprise de cette visite lui fit oublier un moment son mal. Le docteur ne perdait pas son temps, il avait déjà tiré sa montre et examinait le pouls de son malade, dont le visage avait repris un peu de couleur.

Au bout d'un long corps maigre, une petite tête à figure ingrate où la barbe poussait mal, où la petite vérole avait laissé ses stigmates déplaisans; derrière un lorgnon sans élégance, deux tout petits yeux qui se pinçaient pour mieux voir; des cheveux en broussaille au-dessus d'un front droit qui se ridait, puis offrait aux regards son champ d'alvéoles, pour se rider encore. Comment se fit-il qu'en présence d'un tel visage et dès la première grimace du sourire d'accueil, Camille, comme jadis, se sentit attiré vers cet « intrus? » C'est que la bonté, comme certaines fleurs dépourvues d'avantages extérieurs, dégage un véritable parfum.

Le docteur Bureau était la charité même. Il ne faisait pas le bien pour la récompense : mais telle était sa nature, qu'il avait d'ailleurs cultivée avec conscience et méthode. Et puis sa voix était douce, chaude, caressante.

— Qu'est-ce que nous avons? Hein! Hein! pas grand'-chose.

— Je ne sais pas. J'ai mal à peu près partout : les reins, le dos, les jambes, les bras, la tête...

— La tête surtout, hein? Et comme c'est elle qui commande, tout reste en panne. Est-ce que ce ne serait pas elle, par hasard, qui aurait commencé?

— Peut-être, avoua Camille qui hésita avant d'ajouter : j'ai de grands soucis.

— Ah! ah! et vous n'avez pas l'habitude. Il y a des gens qui vivent au milieu des soucis comme le poisson dans l'eau. C'est devenu leur élément. Vous, au contraire, vous ne savez pas nager. Vous vous raidissez. Attention à la noyade... Nous allons vous tirer de là.

— Vous croyez, docteur? Il me semble que mon corps n'est plus bon à rien...

— A trente ans ! Mâtin ! je voudrais bien être dans votre carcasse.

Le mot fit sourire Camille.

— Oh ! docteur, quel vilain cadeau je vous ferais !

— Vous riez, c'est bon signe. Un malade qui rit est à moitié guéri...

Le docteur avait sorti de sa poche un gros portefeuille sur lequel il plaça un papier blanc et déjà, avec son stylographe, il écrivait le nom du malade et la date de la visite. Puis il s'efforça de faire parler Camille qui, d'abord, s'y prêta mal. Malgré la joie confuse qu'il ressentait de la présence du docteur, Camille était hanté par la peur des conseils qu'on allait lui donner. Et d'abord il allait falloir agir, se remuer, quand il n'aspirait qu'à s'en garder définitivement !

— Jadis, votre mère me racontait sa vie, insista le docteur. Un médecin doit tout savoir. Oui, sa vie. Écrire ce qui peut être lu, se souvenir du reste. Qu'est-ce que vous êtes devenu depuis la mort de votre excellente mère? J'ai appris que vous aviez eu une fille. Un point, c'est tout. Quel est votre genre de vie?

Jamais personne ne lui avait demandé compte de son existence. Cependant le docteur était là qui clignait des yeux tour à tour vers le lit et vers son carnet de notes. Alors, à petites phrases hachées, Camille avoua la débâcle, la séparation et cette espèce de pauvreté provisoire à laquelle il ne pouvait s'accoutumer et qui était peut-être l'avant-garde de la misère.

Le docteur hochait son visage apitoyé. Quand Camille eut achevé, le docteur dit à mi-voix :

— Je me souviens que, lorsque vous étiez enfant, tout vous était égal...

— Oh ! cela continue.

— En êtes-vous sûr? Cela vous est indifférent de n'avoir plus de fortune, plus de voiture, plus de femme?...

Camille esquissa un geste qu'aucune parole ne traduisit.

— Cela vous est indifférent de souffrir tout seul dans cette chambre sans feu?...

— Docteur, je vous demande pardon, mais tout le monde me dégoûte.

— Vous faites, j'espère, exception pour vous-même?

— Ma foi non! Au contraire!

— Au contraire. Cela veut dire que vous n'êtes pas très satisfait de vous-même, que vous désireriez mieux employer votre intelligence...

— J'ai essayé ; cela ne m'a mené à rien...

Et Camille raconta Manin et les essais de collaboration.

— Excellent, cela. Excellent. Il faut continuer.

— Mais, docteur, vous voyez dans quel état cela m'a mis. Je vivais bêtement, j'en conviens. Je m'ennuyais, mais au moins je n'étais pas malade. Aujourd'hui, tout mon corps n'est que douleur, et ma pauvre tête est incapable de supporter davantage les rebuffades de la carrière que j'ai tentée.

— Excellent, cela. Excellent. Il faut continuer...

— De souffrir? s'écria Camille étonné.

— Mais, oui, mon enfant, de souffrir. Jusqu'à présent la vie vous a paru si fade que vous en avez des nausées. Puissent vos souffrances, — celles du corps comme celles de l'esprit, — être pour vous le grain de sel qui assaisonne, et qui révèle ce merveilleux goût qu'a naturellement la vie pour les âmes privilégiées!

Camille fit une moue d'incrédulité. Mais le docteur ne voulut pas la voir. Il avait encore à interroger son malade, à sonder ce passé trouble dont il devinait toutes les sottises, ce présent confus qui se dénonçait par un désordre nerveux d'où pouvait sortir le bien ou le mal.

— Résumons, dit à un moment le docteur. Qui est-ce qui vous a marié? C'est votre mère, ce qui était naturel. Qui menait la barque de Votre ménage? votre femme, ce qui n'est pas régulier. Qui a eu l'idée de la séparation et qui l'a accomplie? Madame votre belle-mère. Qui vous a loué un appartement? Cet excellent Rigal. Qui vous a poussé à chercher un métier? M. Manin. Eh bien! maintenant, voyez-vous, mon enfant, c'est votre tour. A vous d'avoir des idées, à vous d'en poursuivre la réalisation. N'oubliez pas que vous êtes un homme. Il n'est pas bon de laisser rouiller ses facultés actives. Vous n'êtes pas très bien armé pour la lutte. C'est à vous de forger vos armes et de vous exercer à les manier. Mais vous n'êtes pas seulement un homme qui n'a pas le droit de mourir de faim, vous êtes un mari, un père de famille. Il y a longtemps que vous êtes allé voir votre fille?

— Je n'y suis pas allé encore.

— Parfait. Allez-y. Cela lui fera plaisir à elle, d'abord, la pauvre petite. Et puis de cette visite vous pourrez tirer profit... Quand avez-vous écrit à votre femme?

— Je ne lui ai pas écrit. Mais elle ne s'en soucie guère.

— Qu'en savez-vous? D'ailleurs, cela n'est pas une bonne raison. Il ne faut pas calquer ses devoirs sur les sentimens d'autrui. Ce sont deux choses tout à fait distinctes et même d'espèces différentes. Écrivez à votre femme...

— Qu'est-ce que je lui dirai?

— Ce que vous lui direz? Mais la vérité. Ce que vous faites. Vos ennuis, vos espoirs. Tenez, dans votre première lettre, racontez-lui donc votre visite à sa fille. Si vous ne voulez pas perdre définitivement votre femme, rattachez solidement ce lien naturel, votre fille, rattachez-le à son cœur, d'un côté, et au vôtre.

— Je ne suis pas près de pouvoir aller à Noisy...

— Pourquoi donc? Si vous le voulez, vous pouvez être debout dans deux ou trois jours. Profitez du premier rayon de soleil. Une journée à la campagne vous fera beaucoup de bien...

— Oh! vous savez, docteur, la campagne...

— Ne prenez donc pas cet air dégoûté. C'est l'abandon des habitudes simples qui perd une foule de ménages semblables au vôtre. Aimer à respirer de l'air pur ne sera jamais une tare, croyez-moi... C'est comme pour la nourriture... A propos, où mangez-vous, où et quoi?...

— Docteur, j'ai découvert, tout près, un brave homme et un bon petit restaurant honnête...

— Vous l'avez découvert, vous-même! Mais c'est très bien, cela. Il est capital, pour votre tempérament, de manger des choses simples et saines. Ah! vous avez découvert un restaurant? Donc, pas du premier coup... Rien de durable ne s'improvise... Soyez persévérant... Il faut que je parte... Je suis enchanté de vous avoir trouvé en si bon état. Je ne vous prescris rien, parce que ce que vous ressentez n'est que de la fatigue nerveuse qui s'en ira vivement comme elle est venue.

Le docteur avait remis son pardessus, un pardessus court et léger qui dessinait le grand corps maigre et laissait libres les bras et les jambes. Il l'avait boutonné avec méthode après avoir de nouveau regardé l'heure et enfermé son carnet aux fiches. Son chapeau à la main, il prit congé de Camille :

— Venez me voir bientôt. Venez me dire que cela va mieux, j'en serai très heureux. C'est promis? Venez me voir dès que vous aurez vu votre fille et écrit à votre femme. Ne nous faites pas trop attendre tous trois... Pas de viande, pendant quelque temps. Bourrez-vous de légumes, mangez du riz. Buvez de la bière et ne pensez qu'à une chose : qu'il faut que vous vous leviez pour tenir votre promesse, car c'est entendu, vous venez me voir cette semaine...

— Cette semaine, vous croyez?

— Voulez-vous samedi! hein, hein? Vers trois heures?

Et le docteur tira son portefeuille pour inscrire, à sa date, la visite de Camille...

— A samedi?

— A samedi! répéta machinalement Camille.

*
* *

« Ma chère Hélène, je viens te donner des nouvelles de Gisèle. Sans doute seras-tu bien aise que je te raconte, en détail, la visite que j'ai été lui rendre aujourd'hui. Il faut te dire d'abord que je vis comme un loup : je ne sors du bois que pour me procurer ma nourriture. Je ne vois personne, sauf Rigal toujours serviable et, de temps en temps, le vieux papa Manin. — Manin! t'écries-tu. — Oui, Manin, qui est vraiment un délicieux bonhomme. S'il n'habitait pas si loin, je serais toujours fourré chez lui. Mais tu me connais et je recule souvent devant l'ennui de prendre un autobus. Figure-toi que Manin a découvert que j'avais du talent! Je t'entends pouffer. C'est pourtant comme cela, madame, et il arrivera peut-être un jour que je vivrai de mon crayon. En attendant, je fais des têtes de bonshommes et je les porte dans des petites revues, qui me les refusent avec un touchant ensemble. Ah! ça n'est pas drôle tous les jours, d'avoir « du talent. » Aussi, je suis tombé malade. N'aie crainte, je ne vais pas essayer de t'attendrir sur mon sort. D'ailleurs, je vais déjà beaucoup mieux. Le docteur Bureau m'a conseillé « de me secouer, » de « prendre l'air. » « Allez donc voir votre fille, » m'a-t-il dit. J'y suis allé.

« Tu ne sais peut-être pas exactement où se trouve Noisy. Une fois à Versailles, on s'en va chercher un petit train sur route qui part, quelquefois, du boulevard de la Reine. Tandis que j'attendais, patiemment, sur le trottoir, un honnête em-

ployé, la main à la casquette, s'est approché pour m'avertir que le train « ne viendrait pas plus loin que le carrefour du Chesnay, » et que, si je voulais le prendre, je n'avais qu'à me rendre sur la place du Marché et à monter dans le tram du Chesnay qui me conduirait au nouveau rendez-vous. C'était très simple, comme tu vois. « Mais, objectai-je, j'arriverai trop tard ! — On ne partira pas sans vous. » Rassuré, je zigzaguai dans Versailles, tandis que l'employé recueillait en cours de route quelques autres cliens.

« Notre train se composait de deux wagonnets d'ordures ménagères où les trognons de choux et les boîtes de conserves voisinaient avec les lambeaux de vieux journaux que le vent agitait comme des centaines de mouchoirs à bord d'un paquebot. Devant ces deux wagonnets multicolores, un wagon d'aspect antédiluvien nous attendait : banquettes de bois, fenêtres minuscules, crasse et poussière à discrétion. Après quelques grognemens des voyageurs, la locomotive essaya de siffler, poussa une sorte de cri rauque et nous partîmes. Un employé tira de sa poche un carnet poisseux et distribua des billets manuscrits. S'il y a des trains à Tombouctou, j'espère qu'ils sont plus civilisés... Tandis que le convoi geint, je regarde la pauvre campagne qui fuit à la débandade devant des maisons bâties çà et là en tirailleurs. Au loin, des bois aux pieds rougis par les fougères passées s'assemblent pour un nouveau combat. Au milieu d'un champ, un pieu habillé d'un sac et coiffé d'un pot s'agite, fantôme aveugle qui ne sait pas que la nuit est terminée et qu'il ne fait plus peur à personne. Au pied de hauts vieux murs couronnés de lierre débordant, les fossés sont remplis de feuilles pourries. Les hommes n'ont pas encore fait la toilette de la terre. Nous traversons des villages indifférens. Personne ne descend, personne ne monte.

« A droite, la forêt de Marly se rapproche. Les arbres et les toits de vieilles tuiles des fermes sont de la même teinte d'ocre rouge. A gauche, une grande vallée s'étend à perte de vue. Mon voisin me dit qu'on aperçoit Saint-Cyr et Villepreux.

« Après vingt-cinq minutes, la locomotive à bout de forces demande de l'eau. Sur une sorte de garage à bicyclette, peinturluré en bleu j'aperçois le nom de la station : Noisy-le-Roi. — Mais je suis arrivé ! — Vous pouvez descendre si vous voulez...

« Tout le monde ne peut pas s'offrir la traversée de l'Atlantique. Mais tu vois que le voyage à Noisy ne manque pas d'un certain pittoresque.

« J'avais quitté Paris, au hasard, sans me préoccuper du temps qui se préparait. Peut-être m'étais-je dit simplement : je vais voir ma fille; il fera beau. Eh bien! pas du tout. A mesure que j'avançais, le temps se gâtait. Les éclaircies, qui m'avaient découvert quelques paysages inédits, cessèrent dès que j'eus mis le pied dans la boue du village. Il se mit même à bruiner; rien de plus insupportable que la brume de midi, car il était midi.

« Je n'osai pas me présenter chez tes cousines avant le déjeuner, de peur de les troubler. Je partis donc à la recherche d'une auberge. Dans une ruelle écartée, un petit garçon ralentit sa démarche à mon approche, puis, arrivé à ma hauteur, s'arrêta tout à fait et à voix basse, mais distincte, il me dit :

— « Bonjour, monsieur.

— « Bonjour, mon petit, lui répondis-je après un instant de surprise. Tu es bien honnête.

« Ce trait de mœurs me fit plaisir. Le garçonnet ne devait pas être le seul de tout le village à être poli. Gisèle n'était pas dans un trop vilain pays... Je n'avais pas plutôt ébauché cette observation que deux citoyens me saluèrent d'un geste si naturel que je ne pus m'empêcher de leur sourire en leur rendant leur politesse.

« Cela me donna un fort bel appétit. Tout en faisant honneur au déjeuner, je complimentai mon hôtesse de ses œufs et de la civilité des habitans.

« Mon repas achevé, je voulus trouver moi-même le nid de Gisèle. Je savais que la maison était au cœur du village, sur la route même. J'avais retenu qu'il y avait un jardinet devant. Je tombai bientôt en arrêt. Figure-toi une petite maison sans étage et n'offrant à la vue qu'une porte, et sur la gauche, une double fenêtre à petits carreaux. Derrière ces petits carreaux, des rideaux rouge et blanc, serrés deux à deux à la taille. Sous la fenêtre, pour empêcher l'air d'entrer, des bourrelets de vieux journaux. Devant la porte, en guise de paillasson, un peu de paille jaune, sur un chemin de briques posées de champ. Le « jardinet, » derrière sa grille de menus barreaux, présentait, séparés par une allée de cinquante centimètres, deux parterres soigneusement bêchés et cinq rosiers sous leur capuchon d'hiver.

« A travers les petits carreaux de la grande fenêtre, j'aperçus ta cousine Angélina qui, pour mieux me voir, remonta ses lunettes jusque sur son front, puis, tout de suite, posa sur la chaise le torchon ou la serviette qu'elle ourlait et accourut me recevoir. Elle m'avait reconnu sans en être absolument certaine. Derrière la porte entr'ouverte, elle mit un doigt sur la bouche et dit : « Venez voir. » Je la suivis, intrigué.

« Nous traversâmes la pièce éclairée par la grande fenêtre à petits carreaux, puis elle me poussa dans une seconde pièce à demi obscure où je découvris bientôt deux lits de bois et, entre eux, un petit lit de cuivre que je reconnus. Il y avait trois têtes sur le traversin, la tête embroussaillée de Gisèle aux cheveux d'or, et, de chaque côté, presqu'à toucher ses joues, deux poupées, une demoiselle aux cheveux noirs et un pioupiou. La poupée brune dormait, comme Gisèle, mais le petit soldat ouvrait de larges yeux étonnés.

« — Elle ne les quitte pas, dit la cousine.

« Sur la pointe des pieds, nous regagnâmes la salle claire, et la cousine continua.

« — Savez-vous comment elle les appelle ? la poupée, c'est « Tite-maman ; » le militaire, c'est « Tit-papa. » A table, elle les pose à droite et à gauche de son assiette et leur parle tantôt tout haut pour les engager à manger, tantôt tout bas pour leur faire ses petites confidences. Elle les emmène à la promenade. Si elle joue sur le tapis, ils sont spectateurs. Et, vous avez vu, vous dormez tous trois dans son petit lit. Elle vous aime bien... »

« A ce moment, une petite voix perçante se fit entendre.

« — Tata, pourquoi tu parles « tute » seule ?

« — Dors, ma petite, dors.

« — Gisèle sait plus dormir. Gisèle veut se lever pour écouter tata qui parle « tute » seule.

« Nous sommes donc retournés dans la chambre. Gisèle était assise et serrait entre ses bras ses poupées favorites. Son premier mouvement, à ma vue, fut de se cacher, mais elle se retint et, laissant glisser ses compagnons, elle tendit les bras vers moi en criant :

« — Oh ! mon vrai Tit-papa !

« Quand je l'eus embrassée, ses yeux cherchèrent autour de nous, puis elle dit, d'une voix ferme :

« — Maman « venira » demain !

« Faut-il raconter par le menu les deux heures que j'ai passées avec Gisèle ? Est-ce bien utile ? Tu la connais mieux que moi. Toutes ses petites manies te sont familières. Elle n'a pas beaucoup changé. Il me semble qu'elle a grandi, mais c'est bien naturel. On lui met un tablier à petits losanges bleus et blancs; il lui donne un air sérieux qui m'eût paru comique en toute autre circonstance. Mais j'avais beau m'encourager à rire, et j'ai beau, en ce moment, faire tous mes efforts pour continuer mon récit sur ce ton de badinage que nous avons toujours employé entre nous, je me sentais et je me sens encore un peu gêné. Cela passera.

« Le principal est que tu sachos que ta fille se porte bien.

« Ta tante Armande, préposée aux choses de la cuisine et qui rentra avant mon départ, m'assura que Gisèle avait un très bon appétit et qu'elle aimait particulièrement les nouilles et la purée de marrons. Enfin nos deux vieilles filles sont ravies du dépôt que nous leur avons confié.

« Gisèle, comme une petite pie apprivoisée, remplit la calme demeure de ses éclats de rire et de ses bavardages. Pour ma part, j'en ai encore les oreilles bourdonnantes.

« Il est tard. Il faut que j'aille me reposer. Autour de ma lampe, c'est la grande nuit silencieuse de deux heures. Il n'y a pas d'étoiles au ciel. Je suis tout seul. Ma femme voyage, et j'ai une fille qui tout le jour promène sur son cœur une poupée à qui elle a donné mon nom...

« CAMILLE. »

Ce n'était point par fatigue que Camille, tout à coup, avait, dans sa lettre, changé de ton. Il obéissait à un besoin impérieux. Quelque chose de plus fort que son désir de ne pas émouvoir Hélène le poussait à être sincère, ne fût-ce qu'un instant... Il ne relut pas les pages qu'il avait couvertes de sa petite écriture carrée. Il ferma et cacheta sa lettre pour résister à la tentation d'y changer quelque chose.

Il s'était imposé, comme la plus pénible des corvées, ce pensum : écrire à Hélène. Devant son papier, il avait été pris de la peur de montrer trop d'émotion. Alors, il s'était mis à raconter mille détails oiseux pour retarder le moment où il lui faudrait parler de Gisèle. Parvenu enfin à son sujet, il l'avait pour ainsi

dire escamoté. Mais à la fin, sa lâcheté, sans doute, lui fit honte et il dit, en trois lignes maladroites, toute sa tristesse d'abandonné.

C'est que cette visite à Gisèle l'avait singulièrement remué. Il avait constaté que cette enfant de trois ans était plus fidèle et plus brave que son père et sa mère réunis.

— Tous les papas d'ici, lui avait-elle dit, ont leurs petits enfans avec eux.

Puis, un peu plus tard, comme elle le tenait par la main, dans la rue, ses ongles étaient entrés dans la chair de Camille, brusque tendresse ou enfantine vengeance. Camille ne savait pas trop, et s'il avait supporté la meurtrissure sans un frémissement physique, son cœur avait été atteint. Peu à peu l'étreinte se desserra et les petits doigts de Gisèle se firent de velours pour caresser la main qu'ils avaient voulu griffer.

Camille portait encore sur la paume de sa main gauche la marque des ongles de Gisèle. Pour rien au monde il n'eût voulu révéler cet incident à personne, pas même à Hélène. C'était un secret, un grand secret entre sa fille et lui.

Il lui semblait que, grâce à ce petit mystère, Gisèle lui appartenait davantage ou plutôt commençait de lui appartenir. Il la connaissait si peu! Il fut même étonné de l'extraordinaire attachement de l'enfant. C'est que les enfans possèdent de surprenantes intuitions. Ils savent, mieux que s'ils en étaient instruits, à qui ils doivent de l'amour ou de ce respect qui, chez eux, se confond le plus souvent avec la terreur. Le départ de sa gouvernante allemande n'avait laissé chez Gisèle que le souvenir d'une habitude imposée qui se perd. De la gourmande Théodora elle regrettait surtout les friandises partagées. Gisèle s'était vite accoutumée aux deux vieilles demoiselles chargées de son éducation. Elles étaient moins parfumées, elles étaient moins jolies, moins jeunes, elles avaient le bonbon moins facile et cependant Gisèle les aima mieux tout de suite. Elles étaient de sa race. Elles ne baragouinaient pas comme Théodora, elles employaient, pour lui parler, les mêmes mots que son père, que sa mère, que grand-père Jean, avec le même accent et un sourire où les enfans savent retrouver la parenté.

Mais si la haute et dure silhouette de Théodora était à peu près effacée de la mémoire de Gisèle, le souvenir de son père et de sa mère se gravait, pour ainsi dire, plus profondément de

jour en jour. Celui qui cultive un souvenir, volontairement ou sans qu'il le sache, agit comme ces gouttes d'eau qui tombent, une à une, sur la pierre dure et finissent par y entrer aussi aisément que si le trou avait été au préalable creusé à coups de maillet.

C'étaient les modestes poupées de Gisèle qui avaient rempli ce rôle de pénétration. L'enfant avait vécu perpétuellement avec « Tit-papa » et avec « Tite-maman. » Elle avait accordé à ces remplaçans les qualités que devaient posséder des parens et, par-dessus toutes, celle qui, pour les enfans, est la première : la présence.

Camille avait appris ou deviné tout cela dans la journée qu'il avait consacrée à Gisèle. Dès le soir, comme s'il craignait de ne pas en avoir le courage le lendemain, il avait écrit à sa femme. Ce double effort, — le voyage et la lettre, — l'avait à ce point surexcité qu'il ne s'endormit point.

Il ne pouvait distraire sa pensée de ces deux faits, qui n'étaient pas nouveaux, cependant, mais qui venaient, pour la première fois, de se dresser, vivans, à ses yeux . sa femme au delà des mers, sa fille, entre ses deux poupées, dans la petite maison de Noisy! Et lui sur son épave flottante, entraîné à la dérive, s'éloignait à jamais de l'une et de l'autre.

Et cependant, leur vie, à tous trois, n'était-elle pas liée? Et n'était-ce pas son devoir, à lui, de maintenir cette union? Son « devoir! » Camille avait involontairement prononcé ce mot revêche qui lui avait toujours paru si démodé... Oui, *son Devoir!* Mais que pouvait-il, désormais, aussi bien pour sa fille que pour sa femme?

— *Rien! rien!*

Il répétait ce mot court et dur comme un poignard. Il avait plaisir à en subir le froid malfaisant, à l'enfoncer dans son cœur.

« Je ne peux rien! Je ne suis bon à rien! Je suis pour toujours séparé des deux êtres qui auraient dû m'être le plus chers, avec qui et pour qui je devrais vivre. Je suis plus malheureux que le dernier des ouvriers. L'ouvrier gagne son pain et celui de sa nichée. Moi, ma femme m'a jugé incapable de la nourrir, incapable d'élever ma fille. Et elle a eu raison! Rien! Rien! Bon à rien, propre à rien! »

Ainsi, il reconnaissait ses torts! Il se jugeait. Lui qui ne

s'était jamais rien reproché, qui avait vécu selon les règles de son monde, ou du moins du monde qu'il fréquentait. Il en convenait : il avait vécu comme un imbécile, sans réfléchir à rien !

Et il tendait son grand corps jusqu'à l'extrémité de son lit. Il croisait ses bras maladroits, inutiles, puis les lançait, armés de leur poing, jusqu'à la cloison de l'alcôve. Il cherchait à se faire mal, à se punir de son incapacité. Cette sottise l'irrita d'abord contre lui-même, mais la colère monta, monta, dominant sa réflexion, — une colère comme il n'en avait jamais subie et d'autant plus violente que ce vice n'était pas du tout dans son caractère. Et d'autant plus intense et invincible qu'elle ne s'adressait à personne en particulier, mais à l'humanité tout entière. A « l'absurdité » de la vie qu'il avait si longtemps professée, il ajoutait sa méchanceté, — sa méchanceté irrémédiable. Tout le monde était méchant, la bande de ses faux amis, les rapins de chez son père, y compris le vieux Manin, conseiller du malheur, sa belle-mère qui eût pu enrayer la débâcle, et qui, au contraire, l'avait précipitée, sa femme dont la petitesse d'esprit et de cœur le scandalisait, le docteur Bureau qui l'avait poussé à aller voir Gisèle et Gisèle elle-même dont la petite main aux ongles coupans ressemblait déjà à la main sournoise d'Hélène, et tous ces marchands de dessins et tous ces dessinateurs besogneux, jaloux et sans talent, et ces larbins mal appris, et ces gargotiers empoisonneurs, et, dans les rues, les théâtres, les magasins, toute cette foule déchaînée et insolente qui vous bouscule, vous vole et vous insulte... Quelle duperie, la société ! Et il fallait se courber devant tous ces gens-là, amis, patrons, famille, chers maîtres et camarades ! Allons donc ! Il se révoltait, à la fin ! Il n'était pas un niais ! Si on le dédaignait, si on le rabrouait, c'était tout simplement parce qu'il n'avait pas d'argent ! L'argent ! Il l'avait eu, cependant ! Mais il l'avait dépensé bêtement ! Comme on devait se moquer de lui, dès cette époque ! Ah ! si c'était à recommencer, comme il les enverrait paître, les Maracajas, les Patriesco, les Khan-Khan, les Saint-Chinard, les Pounasse... Hélène elle-même si sottement dépensière, n'aurait qu'à se bien tenir !

Et Camille imaginait dans sa colère vengeresse que la vie, en effet, recommençait. Il était un autre homme, arrogant, malveillant, impitoyable, défauts qu'il avait eus, sans le savoir et dont il se gratifiait à nouveau, mais qui, en effet, prenaient

un autre caractère puisque, désormais, il s'appliquerait à les développer, il les pousserait jusqu'à leur paroxysme, se ferait gloire de les posséder, de s'en servir pour le plus grand dommage d'autrui.

Les hommes en usent souvent ainsi et, pour faire les matamores, ils s'octroient naïvement les vertus ou les vices dont ils sont naturellement doués.

Après ce bel éclat, Camille, les yeux injectés, les mains tremblantes, s'enfonça de rage dans son oreiller, tandis que des sanglots grondaient dans sa gorge. Et la tempête qu'il avait soulevée se termina par des larmes si inattendues qu'il en oublia, d'un coup, ses rancunes, ses projets de combat, ses injustices. Il pleura comme le premier malheureux venu qui ne s'en prend à personne, pas même à lui, qui pleure parce que cela soulage, parce que, quelquefois, après les larmes, on voit plus clair en soi et devant soi !

Cependant, ces premières larmes ne devaient pas sauver Camille. Après avoir dormi quelques heures, au matin, il se réveilla meurtri des coups qu'il s'était donnés, mais surtout si stupéfait, si humilié de sa propre défaite devant l'existence qu'il se sentit incapable d'aller plus loin, de lutter. Et cependant il lui était aisé de tirer les conséquences de ses réflexions passionnées.

Lâchement, il retomba dans ses anciens erremens : de peur d'être questionné, il ne retourna pas dîner chez son brave Marchois, la lettre à Hélène resta deux jours sur un coin de la cheminée, et lorsque vint le samedi et l'heure du rendez-vous chez le docteur, il se joua à lui-même la comédie de la migraine pour ne pas descendre dans la rue.

Le dimanche, même veulerie; le lundi, il pensait se leurrer encore quand il sentit renaître, dans tous ses membres, les malaises qui l'avaient cloué au lit dix jours plus tôt. Alors il ricana tout haut, comme d'une bonne farce.

— Pauvre docteur qui croyait me guérir par une journée à la campagne et la vue de ma fille ! C'est-à-dire qu'il a bel et bien aggravé mon cas. Mon corps seul était malade: je n'avais besoin que de repos. Mais, désormais, il n'y a plus de remède contre ce que je ressens : je suis un homme fini !

Et il sentit l'accabler davantage cette insurmontable démoralisation, cette affreuse et totale désillusion qui l'étreignaient et dont il rendait responsable le docteur Bureau.

L'après-midi, comme il lui paraissait que son mal augmentait, il s'apprêta à se coucher, puis, soudain, par un étrange sursaut de volonté, il résolut d'aller jeter sa lettre à la poste et de se rendre immédiatement chez le docteur.

Il fit signe au premier auto-taxi qu'il rencontra pour se mettre à l'abri d'un changement d'humeur, et aussi parce qu'il avait de la peine à marcher.

Le docteur Bureau habitait dans le haut de la rue de Varennes, une grande maison tranquille.

Un valet débarrassa Camille de son pardessus et de son chapeau, puis, à voix basse, le pria de le suivre. Camille n'avait jamais pénétré chez le docteur Bureau ; aussi fut-il péniblement impressionné par le spectacle que lui présenta le salon vers lequel on le guida.

Malgré de hautes fenêtres, il n'entrait, à travers les rideaux et les stores, qu'un jour chiche et jaunâtre et, quand la porte fut refermée derrière lui, Camille s'arrêta, hésita. Cependant tous les fauteuils, autour de lui étaient occupés par des personnes à demi couchées et qui semblaient dormir. Il y avait bien une place libre sur un canapé, mais les deux dames assises aux extrémités avaient mobilisé tant de coussins sous leur tête, derrière elles et sous chacun de leurs coudes qu'il n'osa pas s'asseoir entre elles. Il poussa plus avant, du côté des fenêtres. Il y découvrit quelques hommes fort accablés et un jeune prêtre plus vivace et qui lisait. Comment pouvait-on lire dans cette quasi obscurité? Enfin Camille trouva une sorte de banquette capitonnée avec deux accoudoirs, où il s'installa tant bien que mal le dos contre une table garnie de volumes. Il régnait dans la pièce un étrange silence. Personne ne parlait, ne toussait, ne remuait ; on eût dit que personne ne respirait.

De temps en temps, le valet entrait, faisait un signe de tête à l'une des endormies qui se levait rapidement, comme si elle avait été touchée par une baguette magique, et la porte se refermait sans bruit.

Une grande heure passa ainsi. Un fauteuil étant devenu vide, Camille alla s'y jeter. Il avait les jambes molles, les reins douloureux, les mains fiévreuses.

« Il ne me recevra pas ! se répétait-il, et je n'aurai que ce que je mérite ! »

A un moment, le docteur Bureau lui-même apparut. Les

yeux clignans, le dos voûté, pour mieux voir, il s'approchait tour à tour de ses cliens pour les reconnaître, puis chaque fois, il étendait la main pour dire : « Ne bougez pas ! Ne bougez pas ! Reposez-vous ! Reposez-vous ! » et il passait au suivant; il avait l'air de chercher quelqu'un. Camille ne faisait rien pour se montrer, tant il avait peur d'être grondé. D'ailleurs, son tour allait venir.

— Ah ! dit le docteur, en lui tendant la main, bonjour, mon cher confrère, je suis à vous dans un instant.

Et il acheva son tour complet, donnant parfois, à voix basse, un conseil, un encouragement. Revenu à la porte, il se tourna vers Camille.

— Docteur, voulez-vous venir ?

Et par un long couloir, pour éviter la traversée des autres salons, non moins garnis, sans doute, le Dr Bureau entraîna Camille dans son cabinet, grande et belle pièce, mieux éclairée, égayée par un feu de bois dont le pétillement réconfortait. Le docteur n'avait pas l'air trop contrarié.

Tout en se frottant les mains et en excitant les bûches du bout du pied, il expliqua sa « petite supercherie. »

— Les malades sont susceptibles. Plusieurs sont arrivés avant vous. Ce sont, — presque tous, — des affaiblis, simplement. Alors pour ménager leurs nerfs, ils sont heureux d'être près de moi, mais un peu jaloux les uns des autres, — j'imagine qu'un confrère désire me parler... Eh bien ! cher docteur, comment allez-vous ?

— Pas bien du tout.

— Comment ? pas bien du tout ? Vous êtes venu. C'est un excellent signe.

Camille ne trouvait plus les reproches qu'il s'était promis d'adresser au docteur : tout le mal que lui avait fait le voyage à Noisy, sa neurasthénie arrivée à son paroxysme, ses malaises névralgiques et puis cette attente dans le salon funèbre... Le docteur Bureau, penché sur ses cartonniers, le lorgnon abandonné au bout de son cordon, cherchait la fiche de Camille.

— Un excellent signe, répéta le docteur. Ah ! voici... Nous disons : « Une visite à Noisy. » Comment va votre fillette ?

— Très bien, docteur.

— On la soigne attentivement ? on l'aime ?...

— Oh ! oui.

— Parfait. Parfait. « Lettre à Mme Joubert? » Ah! vous avez écrit à votre femme?

— Oui, docteur...

— Parfait! Parfait! une longue lettre?

— Huit pages!

— Sapristi!... Voyons, voyons, tout cela me paraît excellent... « Rendez-vous, samedi 3 heures. » Vous n'êtes pas venu. Vous avez préféré me voir aujourd'hui. Un peu de fantaisie me plaît assez. La volonté y joue son rôle, un double rôle : après vous être refusé à venir me voir samedi, vous avez pris la résolution de vous présenter aujourd'hui, risquant de faire un trajet inutile. Parfait! c'est parfait cela! Je suis content. Vous permettez que je note ces menus faits. Rien n'est indifférent dans votre cas Victime d'une multitude d'incidens insignifians, vous serez sauvé par un enchaînement d'autres incidens en apparence tout aussi négligeables.

Le docteur Bureau avait l'air si persuadé de ce qu'il avançait que son visiteur sourit, amusé, sinon convaincu.

— Et l'appétit? comment va l'appétit? Avez-vous un peu suivi le régime que je vous avais conseillé? Non? tant pis, tant pis... Cependant vous désirez guérir?

— A quoi bon? Je n'attends plus rien de la vie que des camouflets...

— Ah! mon ami, dit le docteur en frottant les verres de son lorgnon et en clignant des yeux, sans rire, — la vie en distribue à la ronde. L'important, c'est de ne pas les mériter, et puis, s'ils viennent tout de même, d'apprendre à les recevoir, d'en tirer profit. Un camouflet est quelquefois une bénédiction.

— Si vous saviez ce que j'ai souffert depuis une huitaine de jours et particulièrement la nuit qui a suivi mon voyage à Noisy, vous ne parleriez pas ainsi, docteur.

— Pourquoi donc? Je ne nie pas que vous n'ayez beaucoup souffert et que vous n'ayez encore à souffrir. Mais vous êtes un homme et je ne vous cacherai pas que, loin de vous plaindre, je vous en félicite.

Camille eut un geste d'humeur. « Le docteur faisait fausse route : on le comprenait mal! on ne le prenait pas au sérieux! »

Le docteur, qui l'examinait sans en avoir l'air, vit le mouvement.

— Je répète donc que, si je suis aussi catégorique, c'est que

vous êtes un homme et capable d'entendre la vérité... Vos malaises présens, conséquence de votre infortune, peuvent avoir la meilleure influence sur votre vie... Je ne puis tout de même pas vous plaindre d'être empêché de mener la vie insipide que vous aviez adoptée depuis votre mariage! Hein?... Je ne suis pas toujours aussi sincère... Il y a trois ans, on m'a amené une toute jeune femme,... vingt-trois ou vingt-quatre ans. Usée. Les nerfs à fleur de peau. Le sommeil parti. Les idées les plus biscornues. Méchante. Un de ces êtres dont on dit qu'une chiquenaude les ferait choir dans la folie... Qu'est-ce qui lui était arrivé? Rien. Elle était simplement surmenée par l'existence que son mari lui avait imposée. Il ne se croyait pas un grand criminel et cependant il était l'unique artisan de cette déchéance. Avant de me l'amener, il était venu me parler de ce mal incompréhensible dont sa femme venait d'être atteinte « soudainement. » Et il m'énumérait tous les phénomènes dont il avait été le témoin, les troubles du cerveau, les malaises physiques. Il savait l'heure des crises. J'avais envie de lui dire : « Est-ce que par hasard vous n'auriez pas empoisonné votre femme? » Il ne m'aurait pas compris. Et cependant c'était cela, exactement. La malade vint à son tour. Longtemps, elle ne voulut rien dire, pour elle j'étais l'ennemi dont il faut se méfier. Quelques exclamations qui lui échappèrent me mirent sur la voie... C'était un pauvre petit être qu'on avait jeté, à peine au sortir du couvent, dans la plus étrange société. Elle et son mari « s'amusèrent » pendant deux ans, sans répit. Et si elle n'était pas tombée de surmenage, elle serait aujourd'hui une grue, ou peu s'en faut. Les amis de son mari se la disputaient. Elle s'était amusée deux ans, elle fut malade deux ans, également. Aujourd'hui, c'est une femme accomplie, gentille maman, épouse sérieuse et une maîtresse de maison comme j'en souhaiterais beaucoup à nos fêtards.

— Vous l'avez sauvée, interrompit Camille.

— Moi? Pas du tout! C'est la maladie qui l'a sauvée. Moi, je l'ai guérie, ce qui est peu de chose. Voyez-vous, mon cher enfant, le monde n'est pas du tout mené comme on l'imagine généralement : le plaisir, c'est bien souvent Satan qui le dispense, la douleur, c'est le Bon Dieu...

VI. — PARIS

Un mois après sa première visite, Camille retourna à Noisy-le-Roi. Le soleil, cette fois, voulut bien l'accompagner. Ce ne sont pas seulement les hommes qui corrigent leur humeur avec les saisons; les paysages aussi, de mélancoliques ou d'agressifs, deviennent ouverts ou pleins d'aimables attentions. Les maisons elles-mêmes changent de visage : les plus renfrognées sous la pluie d'hiver vous sourient dès qu'un rayon de soleil les colore et les réchauffe.

Noisy-le-Roi apparut, ce dimanche-là, à Camille comme le lieu le plus complaisant à son âme de convalescent. S'étant annoncé, Camille arriva dès le matin, au moment où Gisèle et l'une des vieilles demoiselles sortaient pour se rendre à la grand'-messe. L'autre, qui avait assisté à la messe basse, restait au logis pour préparer le déjeuner.

— Quel bonheur! dit simplement Gisèle, et elle entraîna son père.

Les cloches de la vieille église trouvèrent au fond du cœur de Camille un écho endormi, tandis que la petite main de Gisèle tremblait de joie, tout enfermée dans la main de son père comme un petit oiseau dont le bec, à peine, dépasse et qui, bien au chaud, ne cherche pas à s'échapper... Depuis l'enterrement de sa mère, Camille n'était pas entré dans une église. Hélène y allait encore de temps à autre, mais lui avait tout à fait perdu l'habitude et il fut d'abord un peu gêné. Les fidèles n'étaient pas bien intimidans : Camille prit son parti de cet office improvisé. A celui qui a perdu la foi, ou abandonné la pratique religieuse, les églises offrent encore le refuge le plus propice aux réflexions. S'il ne sait pas y rencontrer cette confiance qui dresse, aux bornes de la vie, la plus adorable figure, il y trouve du moins cette paix qu'il cherchait en vain dans les maisons des hommes, à travers le silence ou dans l'harmonie liturgique, il écoute gémir ou chanter en lui un homme qu'il connaît à peine, et qui est lui-même. Il essaie de comprendre ses plaintes, de deviner ses espoirs. Il le rassure, il le consulte, il se laisse parfois convaincre. Et lorsqu'il sort, il lui arrive de marcher avec moins d'hésitation, de regarder la vie avec un courage tout neuf.

Dans la vieille petite église de Noisy, sa main caressant par-

fois les cheveux de Gisèle, Camille connut ces momens précieux où l'âme reprend conscience de son rôle et anime le corps qui, tout à coup, ne sait plus se passer d'elle.

L'air sérieux de la fillette, la profonde piété de la cousine Angélina, le sermon paternel du curé, les accens un peu rudes, mais sincères du chantre, et jusqu'au claquement des sabots du donneur de pain bénit, tout contribua à transporter Camille en un autre temps. Il lui sembla être devenu ce grand collégien qu'il n'avait jamais été et qui passe son dimanche de sortie chez une cousine en province. Encore quelques mois, et il sera un homme. De la vie où il va entrer, il sent toute la gravité. Quelle responsabilité il assumera lorsqu'il aura une femme, et, qui sait ? une fille, comme cette mignonne enfant qui dressait près de lui sa petite taille et lui souriait sous le porche...

— Donne ta main, tit-papa chéri...

A ces mots, les années oubliées fondirent sur le malheureux. « Papa ! » Elle a dit : « Papa ! » Quelle était donc cette sorte de père qui venait voir sa fille, le dimanche, entre deux trains ? Oui, oui, il savait. Il « recommençait » sa vie. Il y avait eu maldonne. Rigal, Manin, le docteur lui avaient, comme on dit, remis le pied à l'étrier. Encore tout courbatu de ses premières leçons, il n'apercevait les jours à venir qu'à travers une brume hostile, mais il savait depuis quelques jours qu'il n'avait plus le droit de perdre courage. Il venait d'apprendre, à l'instant, qu'il avait charge d'âme !

Il serra davantage la main de sa fille. La vieille cousine s'était éclipsée, prétextant une course, mais guidée plutôt par le désir de laisser ensemble le papa et l'enfant.

Camille sut gré à Angélina de cette prévenance et, marchant à petits pas, pour rentrer au logis des deux sœurs, il fit un long détour. Il n'avait pas besoin de chercher des sujets de conversation. Gisèle ne tarissait pas. Bien des mots et des détails échappaient à Camille, mais le ramage de l'enfant le ravissait. Il écoutait comme on assiste à un concert. La musique émouvante des violons dominait, mais soudain une exclamation faisait songer à un coup de cymbale, et la phrase se terminait d'ordinaire par le rire des fifres.

Camille songea que l'âpre devoir des parens était singulièrement adouci par cette perpétuelle récompense du bavardage et de la gaieté des petits enfans.

Mais que savait-il de toute la petite et merveilleuse vie de Gisèle ? Dès qu'elle avait commencé de balbutier, elle avait passé des bras de la nourrice aux bras d'une gouvernante. Ces étrangères, seules, avaient assisté à l'éclosion de cette âme délicate. Pas plus Hélène que lui n'avaient compati à ses petits chagrins, souri à ses petits plaisirs. Ils la voyaient par accident et lorsque Théodora avait mal fait coïncider ses heures de sortie avec les heures de lever ou de départ de ses maîtres.

Et aujourd'hui, Camille découvrait sa fille.

Gisèle connaissait déjà beaucoup de choses. Elle savait où habitait le boulanger et à quelle heure le boucher se promenait avec sa voiture « de viande rouge. » Elle savait où les chemins menaient : les uns vers la rivière, les autres à la forêt. Elle guida son père jusqu'à l'entrée du château où l'on voyait deux pilastres surmontés de chiens de bronze « pas méchans. » Elle savait le nom du cantonnier, du facteur et d'un vieux mendiant. Elle avait déjà arrangé sa vie, sans ses parens...

Ce ne fut pas de la jalousie, mais de la honte que ressentit Camille, une honte salutaire qu'il eut d'abord envie de faire partager à Hélène, mais qu'il rapporta bientôt toute à lui, détestable chef de famille... Ainsi, peu à peu, se façonnait l'âme de Camille. Les petites souffrances quotidiennes n'atteignaient plus seulement son corps, son cœur était touché.

Et il sentit le besoin de faire connaître aux bonnes gardiennes de Gisèle ce bonheur nouveau qui le pénétrait.

— Il y a bien longtemps que je n'ai vécu une journée pareille. Il faudra que je revienne. Je connais si peu ma fille !

Il fit allusion à son espoir de reconstituer un jour son foyer et de reprendre la petite.

— Mais, ajouta-t-il avec une délicatesse qui le surprit, ne craignez rien, nous vous la ramènerons souvent. Elle se porte trop bien chez vous pour que nous la privions complètement de vos soins et du bon air de votre coteau ensoleillé.

Dans le train, au retour, les yeux fermés pour ne pas être distrait, Camille compara ses deux dimanches à Noisy, le premier hargneux, injuste, et dont il avait envoyé à Hélène le récit le plus truqué, le plus superficiel, et ce dimanche-ci, où il avait vraiment vécu avec sa fille, tout remué par l'évocation d'un meilleur avenir.

*
* *

Dès le lendemain, Camille alla voir son père et Rigal.

Ils avaient transporté leur atelier dans le quartier des Ternes où l'on rencontre quelques colonies d'artistes. Depuis que Rigal menait la barque, les finances de la communauté se relevaient, grâce, en particulier, aux traités obtenus chez des éditeurs de statuettes. L'un d'eux acheta ferme un *Turco en sentinelle*, qui était entièrement de Rigal, et un autre, après un premier versement, promit trente-cinq pour cent de la vente d'un *Pasteur à son laboratoire* dont Jean Joubert avait eu l'idée et auquel il avait travaillé quelques matins. Une *Jeanne d'Arc remerciant Dieu après la victoire*, à quoi Rigal pensait depuis des années, était enfin réalisée et allait partir pour le Salon signée Rigal et Joubert, tandis qu'une *Mêlée de Football*, d'un réalisme amusant, qui devait accompagner la *Jeanne d'Arc*, portait la signature de J. Joubert et Rigal. Lorsque Camille entra, Rigal, béret en tête, était grimpé sur un échafaud et, les mains noires de terre glaise, il esquissait un nouveau projet, tandis que Jean Joubert, à cheval sur une chaise, achevait « de dépouiller les journaux » et tenait son compagnon au courant des événemens. A la vue de Camille, Rigal agita sa barbe rousse comme un drapeau ami et se remit au travail, tandis que Jean Joubert se levait et lançait ces mots à son fils :

— Allons ! allons ! mon cher Camille, bonnes nouvelles ! Nos femmes vont revenir un de ces jours. Notre veuvage aura une fin. Je te le disais bien...

Camille anxieux regardait Rigal dont les épaules remuaient discrètement :

— Pas si vite, pas si vite, M. Joubert. Mme Joubert rentre en Europe ; rien ne dit qu'elle veuille...

— Rigal, mon petit, tu ne connais pas les femmes. Il faut savoir lire entre les lignes...

— Vous avez reçu des lettres de là-bas ? demanda Camille.

— Des cartes postales ! dit Rigal avec un soupir.

— Et des journaux ! compléta Jean Joubert. Les cartes sont d'Hélène, mais c'est ma femme qui a mis notre adresse sur les numéros de *la Prensa* et du *Courrier de la Plata*. C'est très bon signe.

— C'est à vous, père, que tout cela est envoyé?...

— Non!... A Rigal : c'est tout comme si c'était à nous.

— Je ne trouve pas, dit à mi-voix Camille...

Puis tout haut, se tournant vers Rigal, il ajouta :

— Parle-t-elle de sa fille?

Rigal, qui ne quittait pas son ouvrage, feignit de n'avoir pas entendu, puis, se trahissant, il dit, lançant avec humeur un paquet de glaise :

— Elle peut écrire directement aux demoiselles Farau.

— Je le saurais, affirma Camille. J'étais hier à Noisy...

— Ah!

— Ces braves demoiselles vont toujours bien? demanda Jean Joubert, replongé dans la lecture des feuilles argentines.

Sans attendre la réponse, il continua :

— Écoute ce passage : « Mme Jean Joubert, belle-fille du grand Joubert, le peintre génial de *la Prairie*... » tu vois, Rigal, elle ne me renie pas tout à fait... le peintre génial, ça n'est pas moi, c'est entendu, mais enfin... ce nom est un lien... je continue... « nous a tenu pendant une heure sous le charme de son prestigieux talent... Rien de théâtral, dans son jeu... » Hum! hum! « Elle joue avec son âme... » Ah! ces critiques! Enfin, c'est très gentil. Elle a eu un gros succès... Des gerbes à ne pouvoir les porter... Tiens, Camille, lis donc tout ca... mais tu me les rendras...

— Oh! tu sais... dit Camille sans empressement.

— Mais si, mais si, cela t'amusera...

Jean Joubert n'était pas, ce matin, disposé à travailler. Il portait une jaquette de coupe extrêmement élégante, et l'on apercevait les pointes d'un gilet gris souris à la toute dernière mode. Il y avait du « cercle » dans l'air. Il est bien malaisé, lorsqu'on a été pendant vingt-cinq ans un homme élégant, de cesser tout à coup de s'habiller convenablement et de ne pas aller de temps à autre bavarder avec « les amis. »

Jean Joubert prenait un peu pour lui les complimens que la presse argentine distribuait à sa femme. Il avait besoin qu'on sût, dès aujourd'hui, à Paris, le succès de la « grande artiste mondaine. »

Et il attendait avec une certaine impatience l'heure de descendre dans Paris.

Rigal avait quitté son tréteau; se rapant les mains avec un

ébauchoir, il approcha de Camille et lui tendit son bras nu à serrer. Tous deux suivaient la même idée :

— Ta femme lui rapportera des jouets de là-bas...

— Elle n'a pas besoin de jouets. Une pelle, deux petits seaux et une brouette de 1 fr. 35, — le prix est encore visible, sur le côté, — cela suffit. Toutes ses belles poupées sont enfermées dans des placards avec les cadeaux de luxe dont Hélène avait encombré ses malles. Elle s'est prise d'amitié pour deux pauvres pantins auxquels elle a donné le nom de sa mère et le mien...

— Elle va bien, c'est le principal, dit Rigal, qui hochait la tête en regardant Camille.

— Oh ! pour cela, elle a une mine superbe !

Tout en parlant, Camille avait machinalement porté les yeux vers le journal que son père lui avait mis de force entre les doigts. L'article était encadré d'un trait au crayon bleu. Il poussa une exclamation :

— Quoi ?

— Oui, dit Rigal, en faisant la moue. Elle lui fait lire des poésies, pendant qu'elle pince les cordes de sa harpe.

Camille parcourait la fin de l'article : « Quant à Mme Camille Joubert, elle a une voix jeune, qu'elle pourra encore travailler, mais qui procure un parfum singulièrement original aux poèmes de Baudelaire, de Verlaine, lumineux commentaires aux symphonies de la harpe... »

— Elles sont folles, conclut-il entre ses dents. C'est complet. Quelle cabotinerie ! Elle ne lit pas mal... mais de là à lire en public et... du Baudelaire, du Verlaine... Elle ne doit rien y comprendre... Voilà où elle en est arrivée...

— Oh ! tu sais, cela ne doit pas beaucoup amuser Hélène... Elle n'en souffle mot sur ses cartes...

— Ah !... Est-ce que je peux les voir ?...

— Mais oui...

Tout en cherchant les cartes illustrées de la jeune femme, Rigal examinait Camille.

« Comme il a changé ! se disait-il. Sa voix est plus ferme, plus naturelle, il parle comme tout le monde et s'inquiète des siens. »

Jean Joubert, toujours à ses journaux, ne s'apercevait de rien, mais Rigal était tout heureux de ce qu'il constatait :

« Pour sûr, j'aime bien mieux ce Camille-là. »

Il lui tendit les cartes. Il y en avait trois : le port de Buenos-Ayres, le bateau de la traversée et la place du théâtre. Mais qu'importaient à Camille ces images? Il retourna les cartes. Dans un style télégraphique, c'étaient les nouvelles les plus banales, mais on devinait que la jeune femme avait la fièvre, qu'elle était contente de voyager, d'être loin de France, de parader.

Rigal et Camille s'étaient assis l'un près de l'autre sur un divan. Ils regardaient ensemble ces petits cartons qui avaient traversé l'Océan pour faire hausser les épaules à deux hommes qui savaient trop bien lire, — non pas entre les lignes, comme Jean Joubert, l'illusionniste, — mais les mots eux-mêmes, pitoyables.

Camille, à la fin, parla :

— Que nous compliquons la vie! Gisèle hier m'a dit : « Tu sais, papa, on s'amuse bien mieux dans le petit jardin des tatas que dans le beau parc Monceau. » Nous voulons tous nous pavaner dans le beau parc Monceau et nous dédaignons le petit jardin de Noisy, avec son allée en colimaçon qui aboutit à un tertre où le soleil vient jouer au sable avec une petite fille...

Rigal, dont les mains étaient maintenant sèches, serra celles de Camille.

— Comme tu as raison, Camille!...

A ce moment, Jean Joubert, sursautant, coupa les confidences de son fils et de Rigal par cette question :

— Dis donc, Camille, où déjeunes-tu ce matin?...

— Chez moi.

— Chez toi ? Qu'est-ce que tu racontes là ! Et tu manges tout seul?

— Mais oui, au galop... Je me fais cuire un œuf et frire un beefsteack!...

— Eh bien ! Tu dois te mettre propre...

— J'ai ma blouse. Ça m'amuse et ça me coûte douze sous, pain compris. Je bois de l'eau.

— Tu es fou !

— Je ne trouve pas ! dit Rigal en se frottant les mains...

— Le restaurant, ajouta Camille en guise d'excuse, cela coupe la journée en deux ! Et j'ai tant à faire !

*
* *

Vers une heure, ce jour-là, comme il achevait son frugal repas en chantonnant, quelqu'un heurta bruyamment à sa porte. Intrigué, Camille, la serviette à la main, se précipita pour ouvrir. Quelle surprise! Le sang lui en monta au visage, joie et confusion mêlées. C'était Manin! feutre en tête, barbe épanouie, la canne sous le bras (la canne avec laquelle il venait de s'annoncer), Manin les deux mains tendues :

— Tu es encore à table, petit?

— J'arrive des Ternes.

— Bon, bon, je ne te dérange pas?

— Ah! non, par exemple. Je suis heureux de vous voir! Mais quelle idée de monter jusqu'à mon taudis!

— Taudis! taudis! s'écria le vieil impressionniste.

Tourné d'instinct vers la lumière, il venait de tomber en arrêt sur l'abside de Notre-Dame, puis ses regards se portèrent vers un coude du fleuve; un rayon dorait l'eau entre deux chalands. Sur les quais, les autobus couraient comme ces insectes verts qu'on appelle sergens et qui ont un gros corps luisant et une toute petite tête. Enfin le ciel lui tira un grognement de satisfaction :

— Taudis! taudis! C'est bientôt dit! oui, c'est un peu haut, mais on a, au bout, de rudes compensations. Les doigts me démangent de tirer quelque chose de ce merveilleux panorama...

— Si le cœur vous en dit. J'ai du pastel...

— Non, non, il faut être raisonnable, et puis, je ne suis pas venu pour moi, mais pour toi, petit. Voyons, comment cela va-t-il? Tu as bon visage. Tu es allé à Noisy... Ah! Ah! la petite a été gentille. C'est facile à deviner... Ne te laisse pas enjôler. La petite est très bien où elle est. Toute chose a sa place! Tu as, pour le moment, d'autre chien à fouetter qu'une éducation de fillette... Fais-moi voir un peu tes cartons... Tu permets que je bourre une pipe. Je ne vois vraiment clair qu'avec de la fumée dans les yeux... Attends que je t'aide à enlever le couvert... Mais dis donc, qui est-ce qui te fait ta popote le matin?... C'est toi!... Bravo!... Mon petit Camille, je t'annonce que tu deviendras quelqu'un. Enfin, tu prends la vie par le bout qu'il faut: par le manche, et non par la lame...

Le papa Manin se tut un instant pour s'installer dans le fauteuil et allumer sa pipe.

— Ça ne va pas faire tousser le matou?

Camille se mit à rire :

— Un cadeau de ma concierge !

Et, caressant son petit angora blanc, il acheva de ranger dans son placard-cuisine les assiettes et les reliefs de son déjeuner. Il était tout remué, tout réchauffé par cette amitié agissante. Il oubliait les « déclamations » d'Hélène pour ne se souvenir que de ses cartes illustrées, il oubliait l'optimisme par trop voyant de son père pour ne songer qu'à la poignée de main de Rigal. Il songeait à Gisèle surtout et au bon soleil de Noisy-le-Roi. Il y a des momens où notre détresse, rejetant ses habits de deuil, se sent tout à coup illuminée d'espoir; quel que soit le point du monde vers lequel Camille porte ses yeux, il ne voit qu'universel contentement et promesses nouvelles. Le corps et l'âme, oubliant fatigues et soucis, se joignent dans un commun bien-être... Le passé est mort, le présent seul existe, comme une brise caressante qui vient de s'élever...

Toutes ces impressions sont encore trop vagues, trop neuves en Camille pour qu'il puisse les expliquer clairement à son vieil ami et, d'ailleurs, Manin les comprendrait-il? Manin n'est pas un sentimental. Selon lui, chacun a sa vie à vivre, et cette vie vaut d'être vécue pour elle-même, sans qu'on la complique à plaisir en y mêlant les soucis de ses voisins. Ce qui ne l'empêche pas de s'intéresser de tout son cœur à la conversion de Camille. Mais c'est tout à fait exceptionnel : avant tout, il est un célibataire résolu, intransigeant, et il s'attache à Camille un peu parce que celui-ci est quasi veuf, une sorte d'apprenti vieux garçon.

— Me voici prêt : je suis l'inspecteur du travail. Élève Camille, veuillez me montrer votre œuvre de la semaine.

Heureux de rencontrer un Camille tout ragaillardi, le papa Manin essayait de sourire, lui aussi, de se mettre au diapason, mais il reprit son ton ordinaire, dès qu'il eut devant les yeux les derniers croquis du nouvel humoriste.

— Ah! mais! Ah! mais! ça n'est plus de jeu, s'écria bientôt le vieil homme. Qui trompe-t-on ici?

— Ça ne va pas? demanda Camille, timidement.

— Mais si, ça va! Fichtre! Ça va même mieux que je n'aurais

cru. Et je suis un vieux daim de n'avoir pas deviné ce dont tu étais capable.

— Je trouve au contraire que pour un homme qui n'avait vu de moi qu'une simple esquisse sur un dos de livre...

— C'était une charge et je t'ai aiguillé sur les petites publications à caricature. Tu vaux mieux que cela.

Camille faisait à la bienveillance de Manin sa part, mais comme il savait son vieil ami incapable de mentir, il sentit une vraie joie, d'une espèce qu'il ne connaissait pas encore, l'envahir, première récompense d'un effort d'une quinzaine de jours.

Dès le lendemain de sa visite au docteur, il s'était livré corps et âme au travail, se couchant à des heures invraisemblables pour se lever au premier signe du jour, cherchant la fatigue; mais les dangers d'un tel surmenage lui apparurent bientôt. Peu à peu, il s'imposa de l'ordre dans ses journées. « Une règle, il me faut une règle, » se dit-il. Il avait tellement peur, s'il se laissait reprendre par sa fantaisie, d'avoir tout à recommencer! La régularité produisit vite des résultats. Des têtes dont il avait fait, dans la journée, de rapides croquis, d'après nature, il tirait vingt dessins différens; il n'était jamais satisfait; il pensait toujours pouvoir mieux faire et, en effet, quelquefois, il aboutissait à une sorte de perfection. Peu à peu, son trait s'affinait. Au lieu de chercher le caractère exclusivement comique de ses modèles et d'exagérer cette parodie un peu grossière, il guettait leur signe distinctif, leur personnalité, où qu'elle résidât, sur le front, sur les lèvres, dans le regard...

— Comme c'est intéressant, une tête d'homme! hein! petit.

Manin prenait l'un après l'autre les dessins et les scrutait, leur demandant compte de la vie, des aventures, de la profession de leur sosie vivant.

— Ça, c'est un gentilhomme qui s'en va à pied au Bois, portant sa canne comme un balancier... Quelle bouche satisfaite! Ça, c'est un bourgeois en autobus... Quel nez glorieux! Une dame affairée, en quête d'une occasion, dans un Grand Magasin. Quels yeux de convoitise!... C'est très bien vu... Et celui-ci?

— Un député quelconque...

— Quelconque! Ah! mais non... Inconnu peut-être, mais il mérite de passer à la postérité. Tu vas l'y aider...

— Une vraie mine, la Chambre...

— Je m'en doute.

— Quelles têtes! Il y en a qui n'ont pas de front, mais pas du tout. De loin les sourcils et les cheveux ne font qu'un. Et ces mâchoires! On se demande comment il peut se trouver, en France, quelques milliers de gens pour voter pour de pareilles mandibules. Et ces oreilles! Pendant une heure, vendredi, tout le long d'un discours de Morian, je n'ai fait que regarder les oreilles de nos représentans; c'était très instructif. Ah! on peut le dire, qu'ils ont des oreilles pour ne pas entendre...

— Tu devrais faire une planche de nez, une planche d'oreilles, une planche de fronts, et dans les provinces, les électeurs se livreraient au petit jeu de reconstituer la tête de leurs chers représentans. Un journal qui lancerait cela aurait du succès. Il y aurait un premier prix, de quinze mille francs, bien entendu, à celui qui aurait recollé le plus de députés...

Manin continuait de passer en revue les essais de son jeune ami :

— Quand je pense que tu as employé dix ans de ta vie à te moquer des gens qui travaillent... Car tu t'en moquais, tu ne peux le nier!

— Cela se voyait? Il est vrai que je ne m'en cachais pas.

— A quelque chose malheur est bon...

— Ne parlons pas de cela.

— Mais si, mais si, il faut en parler. Tu travailles, tu es sauvé.

— Je ne serai sauvé que si je parviens à rebâtir mon foyer, ou plutôt à le bâtir, car j'ai eu une femme, une fille, mais jamais de foyer...

— Camille, mon petit, ne déraillons pas... Que ta femme rentre un jour au bercail, je te le souhaite, puisque tu sembles y tenir, — et c'est assez naturel; — que tu reprennes ta fille, bravo! Mais, pour l'instant, il ne s'agit pas de cela. Il s'agit, pour toi, de devenir un artiste, c'est-à-dire un homme capable de créer quelque chose. Pour une certaine catégorie d'hommes, voilà le grand intérêt de la vie...

— Je ne serai jamais un artiste complet, puisque je ne sais faire que les têtes.

— Latour n'a guère peint que des têtes, et c'est un de nos plus grands artistes... Ceux qu'il faut plaindre, ce sont ceux qui ne savent mettre debout que des culottes et des jaquettes. La tête seule, chez l'homme, est digne d'intérêt : le reste est

l'affaire du tailleur... Dis donc, mon petit, je ne te dérange pas trop? Devais-tu sortir?

— Mais non, mais non; je suis si content de parler métier avec vous!

— Ah! ah!

Après avoir poussé cette double exclamation, Manin lança vers le plafond quelques bonnes bouffées de tabac. Il avait lieu d'être satisfait des conseils qu'il avait donnés à Camille : d'abord, sans aucun doute, ce troisième Joubert avait du talent et puis, d'un simple pantin, il avait fait un homme. « Je suis si content de parler métier avec vous! » Comme il avait bien dit cela, sans fausse honte! C'était un inutile de moins sur le pavé de Paris!

— Travailler, reprit Manin, qui s'était renversé dans le fauteuil. Travailler! toute l'humaine sagesse tient dans ce mot. Travailler et croire à son travail. Le malheureux qui ne voit pas la beauté, ou tout au moins la nécessité de son labeur est à plaindre. Il faut travailler dans la bonne humeur, quoi qu'on fasse. Quand je vois un commerçant affaissé derrière son comptoir, les mains ballantes, j'ai envie de lui crier : « Allons, debout! Remue-toi. Mets de l'ordre sur tes rayons. Souris au client. Empresse-toi. Que ton corps et ton esprit vivent. Allons, debout, réveille-toi! » Et à l'employé bougonneur, derrière son guichet : « Mais, insensé, déride-toi : tu te vieillis à plaisir. Intéresse-toi à la vie qui passe devant tes yeux. Ne maudis pas ton gagne-pain, cela te portera malheur! » Parmi les ouvriers, les peintres seuls chantent en travaillant. Pourquoi? J'imagine que c'est parce qu'ils mettent de la fraîcheur, de la jeunesse à tout ce qu'ils touchent : ils transforment la réalité, presqu'à leur gré. Il faut se faire du monde une vision personnelle; ajouter, à ce qui est, une couleur nouvelle. Il est certain que l'artiste est privilégié, puisque son métier à lui, c'est justement de créer. Il n'a pas besoin de regarder par-dessus l'épaule du voisin pour voir ce qu'il fait. L'un copie ce qu'il voit de ses propres yeux, en l'arrangeant selon son génie personnel. Celui-là, au contraire, raconte les histoires qui vivent dans son cerveau, en ayant soin de les étayer sur la réalité quotidienne, monument incomparable que nul constructeur humain n'égalera jamais... Tiens, veux-tu, sortons. Tu me reconduiras à bout de chemin le long des quais, la plus belle promenade de Paris.

On ne doit pas faire trop longtemps de la théorie : cela dessèche. Allons nous désaltérer dans la foule, dans mon cher grouillement parisien.

Tout en parlant, Manin, d'un pouce agile, enfonçait du tabac dans une autre pipe, puis allumait son briquet à pierre, et, jetant sur ses épaules sa pèlerine, entraînait Camille dans la rue.

— Connais-tu l'hôtel Lambert?

— Non.

— Misérable! Tu habites l'île Saint-Louis, et tu ne vas pas voir, tous les huit jours, cette merveille française!

Camille se laissa docilement conduire jusqu'au bout du quai de Béthune. Les arbres qui encadrent l'hôtel avaient leur parure printanière, comme un or tout neuf sertit un vieux bijou. Derrière la ceinture de balcons, les hautes fenêtres montraient leurs stores de bois et leurs rideaux. Au dedans comme au dehors la vie continuait.

— C'est un vieux livre toujours jeune, un de ces livres qu'on sait par cœur, et dont la simple vue suggère un monde de pensées!

Puis, par la rue Saint-Louis-en-l'Ile, ils allèrent vers Notre-Dame :

— C'est trop beau, murmura le vieil artiste. Il y a des jours où je ne puis lever les yeux vers cette splendeur... Des hommes ont créé cela, des hommes, de la même race que ce petit apache blême qu'on a acculé hier dans une cave et qui se défendit comme une bête traquée; de la même espèce que cet « homme d'affaires » qui vient de ruiner cinq ou six mille petites gens qui lui avaient confié leurs économies...; de la même famille que cet anarchiste qui s'est fait éventrer par la bombe qu'il destinait justement à Notre-Dame!... Petit, il faut être avec ceux qui bâtissent les cathédrales, contre ceux qui les détruisent. Il faut être avec ceux qui édifient contre ceux qui anéantissent. Il y a, à Paris, dix mille canailles et cinq mille grotesques dont on ne cesse de s'occuper, contre deux millions d'acharnés travailleurs... Regarde...

Postés en face de la rue de Seine, à l'entrée du Pont-Neuf, Manin et Camille, le bras de l'un passé dans le bras de l'autre, observèrent un moment le mouvement du Paris occupé. Pour un flâneur, que de gens pressés! Les autobus, les tramways se croisaient; de lourds camions s'engouffraient dans l'étroite

artère qui traverse le vieux quartier de la Monnaie. Des ouvriers creusaient une longue tranchée sur le quai des Grands-Augustins. D'autres, grimpés sur des échafaudages, bâtissaient un haut immeuble. A travers les vitres des maisons du quai, on apercevait des hommes, des femmes, penchés sur leur besogne. Les cliens entraient, sortaient des boutiques. Des étudians, fuyant le quartier, se hâtaient vers leur sixième, pour mûrir les cours dont ils venaient. Des gens de tous les âges furetaient dans les boîtes aux bouquins. Et, de l'autre côté du parapet, des chalands glissaient sur l'eau, apportant à Paris du charbon, des pierres ou du blé, tandis que des bateaux-lavoirs partait le bruit des battoirs et des langues...

— Ceux qui disent du mal de Paris, mon cher Camille, ne le connaissent pas. Paris est la ville formidable et délicieuse qui réalise tous les rêves, procure toutes les joies. Place publique ou désert, à volonté. A Paris, on peut être tour à tour une plume dans l'ouragan, un cri perdu dans la tempête, ou bien, tout seul, dans le grand silence qu'on se crée en soi-même, une force indomptable! Mais ce qui est préférable, c'est le juste milieu, se sentir une unité de ce nombre, une parcelle de cet élan, une goutte de ce torrent...

Ils avaient repris leur marche. Camille écoutait en souriant les paroles du vieux peintre. Cet enthousiasme lui faisait du bien. Il n'avait garde d'interrompre. C'était comme la grande symphonie de la Ville qui se traduisait en une seule voix sympathique :

— Il faut aimer Paris. Et Paris te rendra ton amour au centuple. Certes, on y trouve les plus terribles tentations. Tant pis pour ceux qui y succombent! Il n'est pas si malaisé de s'en garantir. Paris est la Ville Ardente qui brûle ceux qui ne sont pas dignes d'elle, mais qui communique aux autres son feu sacré...

Camille ne quitta Manin que devant la porte de son atelier. Il était tard et il allait se reprocher le temps perdu quand il songea à tout ce que les discours naïfs du vieil homme contenaient de sympathie, d'amitié véritable à son adresse, et il pardonna à Manin d'avoir été un peu bavard. Comme il se sentait attiré vers Manin maintenant, comme il sentait ses propres idées se calquer sur celles du vieil artiste qu'il avait si souvent ridiculisé! Qu'il avait honte des mots lancés jadis à son adresse

pour l'amusement des Patriesco et des Maracajas!... Sans négliger sa collaboration à quelques petites revues, sa grande occupation était d'amasser des matériaux. Il allait partout, en quête de visages amusans, caractéristiques. Ce Paris qui enthousiasmait si justement le vieux Manin, il commençait de le battre, non plus en promeneur aveugle, mais en chasseur diligent, à l'affût des plus belles proies.

C'est spontanément qu'il avait décidé de déjeuner chez lui. Les matins où il travaillait, sa concierge montait le « plat du jour » d'un restaurant voisin. Mais une fois qu'après une fructueuse matinée, il revenait le carnet garni, il entra bravement dans une charcuterie, chez un boulanger et dans une crémerie où il se procura deux œufs et du beurre; à l'insu de sa concierge, il se confectionna les plus succulens « œufs-au-jambon » qu'il eût jamais mangés. Tout en déjeunant, il étala son butin, mit au point, de mémoire, quelques croquis et se trouva si enchanté de sa combinaison qu'il résolut de récidiver.

Un jour qu'il arrangeait son couvert, il s'arrêta, une assiette d'une main, un verre de l'autre :

— Camille Joubert, fils du sculpteur fameux, petit-fils du grand Joubert. Je suis au bas de la côte, j'ai eu une panne, il s'agit de remonter. Pourquoi pas? Sans me flatter, j'ai déjà commencé.

Cet après-midi passé en compagnie du brave Manin lui fit oublier l'incident des cartes argentines. Mais, les jours suivans, cette pensée l'obséda : sa femme cabotinant aux côtés de sa belle-mère. Sans doute, ce n'était pas bien grave par comparaison avec les autres fautes possibles, et Camille, par instant, se trouvait bien sévère, puis il se disait que si le fait, en lui-même, avait peu d'importance, il était la preuve du singulier ascendant que, depuis quelque temps, Mme Jean Joubert prenait sur Hélène.

Camille ne s'expliquait pas encore comment sa femme avait pu suivre sa belle-mère : dépit, vengeance, besoin de luxe? Et voilà que non seulement Hélène voyageait de compagnie avec une femme à qui elle avait jadis prodigué les railleries, mais elle collaborait à ses spectacles, elle se ridiculisait publiquement! Car il était aisé de deviner au ton du compte rendu que ses récitations n'avaient eu aucun succès. Si Mme Jean Joubert savait ainsi se faire obéir, jusqu'où s'exercerait son influence? Puis Camille en revenait à son premier raisonnement et il se

demandait s'il ne devait pas se féliciter de savoir Hélène sous la domination d'une femme bizarre, peut-être, mais sûrement honnête...

Hélène d'ailleurs allait revenir. Dans un mois peut-être elle serait à Paris. Jean Joubert affirmait que leur veuvage, à lui-même et à Camille, cesserait aussitôt. Qu'en savait-il? Ce premier voyage « d'art » allait certainement griser la « fameuse harpiste » qui ne demanderait qu'à repartir, qu'à organiser de nouvelles tournées. Pourquoi Hélène n'en serait-elle pas? Que deviendraient alors les projets, les espoirs de Camille? Si, à mesure qu'il se transformait, qu'il se mûrissait, qu'il prenait conscience des vraies réalités de la vie, sa femme au contraire s'élançait, d'une âme légère, vers une existence de plus en plus factice, c'en était fait, à jamais, de leur réconciliation.

Qu'est-ce que Camille connaissait d'Hélène? Est-ce qu'ils s'étaient vraiment confiés l'un à l'autre, dans le jeu de leur perpétuelle comédie? Quelles étaient les réserves d'honnêteté, de résistance d'Hélène? Toute leur vie passée lui faisait horreur et lui donnait des transes pour l'avenir...

Il fallait, à tout prix, rompre cette déplorable intimité entre ces deux femmes si peu faites pour s'entendre et qu'un commun malheur avait si arbitrairement jetées l'une vers l'autre. Hélène s'était toujours moquée de la veulerie de son mari. Le premier devoir de Camille était donc, maintenant, de se montrer sous son vrai jour, avec ses nouvelles qualités, de dire tout haut les premiers résultats de ses efforts. Alors il entreprit une nouvelle lettre. Il se rappela le conseil du docteur : « Dites-lui la vérité ! »

Ce lui fut beaucoup moins malaisé qu'il ne se l'était figuré, car son masque étant tombé, il ne songeait plus à le remettre. Tout en se confessant, Camille sentait la confiance revenir en lui : le malaise moral qui l'accablait s'en allait à mesure et il se redressait comme l'arbre aux rameaux lourds de pluie que le soleil vient visiter.

Comme il ignorait la date exacte du retour de Mme Jean Joubert, il ferma ce journal au bout de la semaine et l'expédia à Bordeaux pour l'arrivée du bateau. Le lendemain, Camille, assis devant un nouveau feuillet, continua le récit sincère de ses journées. Ces confidences quotidiennes servirent ses desseins. Il examinait au fur et à mesure toutes ses actions, n'oubliant jamais qu'il allait avoir à en rendre compte, et ainsi, l'emploi de ses

heure se régularisait de lui-même. Il allait jusqu'à le constater dans ses lettres :

« Tu ne me reconnaîtrais plus. C'est à peine si je me reconnais moi-même. Je me moquais jadis des pauvres ronds de cuir, de tous les réguliers. Et voilà que je suis plus ponctuel que le plus précis des fonctionnaires. Je m'amuse de ce qui m'apparaissait comme la pire horreur. J'ai pris la place de mes « victimes » et je m'en trouve bien.

« J'abats beaucoup de besogne... Dans ce que je fais, certes, il y a du bon et du mauvais ; le mauvais domine, c'est probable. Que n'es-tu près de moi pour me conseiller ! Manin, Rigal, Bureau m'encouragent. Tes sarcasmes me manquent. »

Et, tout en écrivant, Camille s'étonnait de ce que sa femme et ses avis lui manquassent, plus étonné encore de le lui avouer.

« Contraint de m'en passer, je sens que j'irais plus vite si tu était là. »

« Quand reviens-tu ? »

Le « quand reviens-tu ? » revenait lui-même comme un refrain. La chanson, la touchante chanson du repentir s'allongeait, s'allongeait. Lorsque le manuscrit lui paraissait assez copieux, il le mettait sous enveloppe. Les dates aideraient Hélène à débrouiller cet écheveau. D'ailleurs, elle devait être tout près de débarquer.

A cette pensée, un fébrile enthousiasme s'empara de Camille. On eût dit que la confiance de son père l'avait tout à coup convaincu.

Un soir, il était de si bonne humeur que le papa Ravion ne put s'empêcher de le lui faire remarquer :

— Eh ! Eh ! ce n'est pas seulement dehors qu'il fait beau temps !

On était en juin, pendant les longs jours. Les fenêtres du restaurant étaient ouvertes et Camille avait dîné avec, devant lui, le double spectacle de la rue familiale et des allées et venues des demoiselles Ravion dans leur coquet corsage clair L'air était tiède. Seuls, les brutaux autobus bousculaient, par intervalle, la douce quiétude du quartier et de la saison.

La remarque naïve du bonhomme amusa Camille, puis, un peu honteux de se donner en spectacle, il se leva pour partir. Il avait caché sa détresse ; il lui répugnait d'étaler sa joie.

Vite, il rentra chez lui. Il grimpa ses étages comme un

amoureux qui se sait attendu. Les fenêtres closes, il tira ses rideaux pour être bien seul, et alluma sa lampe et deux bougies. Il avait besoin que toute la table fût bien éclairée.

L'angora blanc, surpris dans son sommeil, mais non effrayé, s'étira, étalé tout de son long sur le tapis, et bâilla jusqu'à montrer le fond de sa gorge rose. C'était Blanco, jeune matou né dans la loge, et que la concierge avait monté à Camille « pour le distraire » pendant sa convalescence. Camille et Blanco n'avaient pas sympathisé immédiatement. Blanco était un peu offusqué par la longueur des bras et des jambes de Camille. Camille trouvait ridicule d'avoir un chat. Et puis Blanco se montra si discret, si propre, — il faut bien le dire, — si caressant, que Camille finit par le tolérer, puis par s'y attacher.

— Bonsoir, Blanco. Tu ne sais pas? Nous allons travailler tous deux. Allons, saute!

Le petit angora ne se fit pas répéter l'invitation. D'un bond, il fut sur la table, balançant triomphalement son large panache, en regardant son maître. Puis il bâilla encore, miaula et se frotta contre la main tendue de Camille. Il n'était pas malaisé de le deviner, Blanco avait faim. Camille alla verser un peu de lait dans une soucoupe, et, ayant ainsi apaisé l'appétit de son compagnon, il pensa avoir enfin conquis toute l'attention dont il avait besoin :

— Mon cher Blanco, voici ce dont il s'agit. Ta maîtresse, que tu ne connais pas, mais qui aime beaucoup les petits animaux, arrive demain à Paris, demain ou après-demain. Je regrette de n'être pas mieux fixé, mais, vois-tu, je suis le premier à en souffrir. Alors, n'est-ce pas? tu ne peux pas m'en vouloir. Il le faut. Elle le doit! Elle sait, aujourd'hui, ce que j'ai fait pour elle et elle se rend compte de tout ce que j'ai dessein de poursuivre. A l'effort que j'ai fait pour lui écrire, elle a répondu par l'effort de lire tant de lignes. Mais déjà sans doute elle en est récompensée, et le discours que je te tiens, mon petit Blanco, elle l'adresse de son côté à Chien-chien. Ne sors pas tes griffes! Chien-chien n'est guère plus gros que toi et il est trop gourmand pour être méchant. Vous ferez très bon ménage. D'ailleurs, il est aussi noir que tu es blanc, excellente disposition... Mais ça n'est pas tout de promettre, il faut tenir. J'ai dit à Hélène que j'avais bien travaillé, je veux le lui prouver...

Camille sortit de ses cartons tous les dessins qu'il y avait enfer-

més et les étala sur la table au vif contentement de Blanco qui lançait ses deux pattes d'un tas sur l'autre, presse-papier diabolique.

— C'est tout, dit enfin Camille. Oh! il n'y a pas encore de quoi se vanter publiquement. Et cependant, et cependant, sais-tu, Blanco, ce que je médite? Je vois dans tes yeux malins que tu le devines... Eh bien! oui, je voudrais publier des albums... J'en ai assez des petits canards à images plus ou moins polissonnes. Pourquoi ne dirais-je pas tout seul ce que je pense de mes contemporains? Je me vois très bien débutant par une série intitulée : « Bonnes têtes de l'Ile-Saint-Louis. » Il faut toujours commencer par être de son village. Tiens, voilà maître Ravion quand il rit, quand il parle, quand il crie un plat par la porte entre-bâillée de la cuisine. Voilà ses filles. Voici l'apothicaire : mais oui, il a une calotte sur le bout du crâne; voici Monsieur le Curé, qui est gras et fin; le bedeau qui est vieux et grave; la chaisière qui est sourde; voici un minuscule enfant de chœur « et coume spiritou touo » qui est attentif comme un petit groom à la porte du Paradis...

A mesure qu'il parlait, Camille mettait de côté tous les croquis qui concernaient les gens de l'île, boucher, boulanger, bouif, marchandes des quatre-saisons et quelques nobles dames, quelques visages célèbres...

Puis il fit un autre tas composé de parlementaires, ministres d'hier, au sourire pincé, ministres de demain, le front relevé, ministres du jour avec, sur le visage, une satisfaction atténuée par une lancinante inquiétude. De temps à autre, il rejetait une esquisse.

— Pas bon!... Mauvais!... A refaire...

Ce fut le tour ensuite du Tout-Paris des « Couturières, » gens de théâtre proprement dit, cercle fermé, mais que Camille connaissait depuis longtemps. Puis des gens de sport, — il avait particulièrement soigné ses vieux amis les chauffeurs qui ont des têtes si terriblement contemporaines...

— Rien n'est complet, bien entendu, mon petit Blanco, mais tu avoueras qu'il y a là-dedans des embryons d'albums...

Debout, le plus souvent, pour tourner plus facilement autour de sa table ronde, Camille se penchait, se relevait, se frottait les mains, parlant à mi-voix pour ne pas intriguer quelque oreille curieuse, mais assez fort cependant pour amuser son petit chat ravi d'être ainsi mis dans les confidences de son maître.

Tout le monde, depuis quelques mois, intéressait Camille. Il découvrait la foule. Ah! comme il comprenait maintenant la passion de Manin pour les petites gens de son quartier! Mais lui, c'était Paris tout entier qu'il avait dessein de faire vivre, tête par tête. Il suivait les expositions, les inaugurations, les séances académiques. A défaut de gens connus, il se contentait de passans typiques. Gros bourgeois déjeunant sous la verrière de Marguery, étrangers excentriques à la terrasse des cafés, dames affairées les jours d'expositions dans les Grands Magasins, infirmes radoteurs du pont des Arts, midinettes en grappes rieuses, crieurs de journaux...

Camille continuait de parler que Blanco, en boule, ronflait paisiblement, bien au chaud sous l'abat-jour de la lampe.

Vers une heure du matin, Camille, dans l'ardeur de ses combinaisons de séries et d'albums, laissa échapper cette exclamation :

— Zut! il faut se coucher.

Cependant, il n'avait pas terminé sa tâche. Il voulait relever la liste de ses « têtes » et les numéroter pour s'y mieux retrouver. Enfin, vers deux heures, il se déshabilla, se jeta au lit et dormit d'une traite jusqu'à sept heures du matin. Il se réveilla en sursant :

— Sapristi! déjà sept heures!

Blanco, qui n'avait pas quitté le milieu de la table, s'étira, se fit les ongles sur le tapis et demanda sa pitance. Camille, à peine vêtu, se précipita vers la porte. Tout en obéissant à son angora, il avait hâte d'ouvrir son courrier... Hélas! il était maigre. Pas de lettre d'Hélène. Mais Camille n'avait pas plutôt constaté le fait qu'il songeait à l'absurdité de son espoir. Le courrier de Bordeaux n'arrivait que dans l'après-midi... Et il s'habilla en grande hâte, tandis que son déjeuner chauffait.

Cette journée-ci, sans doute, compterait dans son existence. Hélène allait rentrer, il ne fallait pas s'attendre à une réconciliation immédiate. Mais Camille verrait sa femme; elle lui conterait ses impressions de voyage et de débutante (car maintenant il lui pardonnait tout, même d'être montée sur les planches); il la paierait de retour en complétant ses récits; il la verrait sans doute chez Rigal; ils iraient ensemble visiter Gisèle, qui sait? peut-être aurait-elle la curiosité de se faire conduire jusqu'ici pour voir comment était installé son

mari, de feuilleter ses dessins, de parler un peu de l'avenir.

Camille ne se leurrait pas complètement. Il devinait qu'Hélène ne consentirait pas à venir s'installer quai de Bourbon. Et où rangerait-elle ses robes, la malheureuse! D'ailleurs, Camille avait encore besoin de quelques mois de solitude et de travail acharné. Mais ils se verraient. Hélène continuerait d'habiter chez Mme Jean Joubert, et elles s'intéresseraient toutes deux (pourquoi pas?) aux efforts de Camille. Mme Jean Joubert serait enchantée de compter un artiste de plus dans sa famille.

Camille vécut trois fiévreuses journées : malgré les transes continuelles, — viendra-t-elle, ne viendra-t-elle pas? — les heures, coupées de visites, de démarches, de travaux, filèrent comme une vision de cinématographe.

Il avait arrangé avec coquetterie sa chambre qu'il aimait déjà mieux que leur luxueux appartement. Il oubliait sa pauvreté. Il avait mis un ruban bleu au cou de Blanco. Dans un vase, sur la cheminée, un bouquet de roses attendait.

Hélène ne vint pas. Elle ne prit même pas la peine d'écrire.

Un matin, en parcourant machinalement *le Figaro*, Camille lut aux « Renseignemens mondains : »

« Mme Jean Joubert, de retour d'Argentine, où elle a passé toute la saison et a remporté de si beaux succès, aura à peine touché Paris. Elle est partie hier pour une croisière d'un mois dans la mer du Nord. Mme Camille Joubert l'accompagne. »

Alors Camille éclata de rire :

— Bravo! Bravo!

Mais en même temps des larmes lui vinrent aux yeux et une grande douleur lui serra la poitrine.

— Jamais, jamais nous ne nous reverrons. C'est fini, fini...

Vers la fin de l'après-midi, à l'heure où il savait le docteur un peu plus libre, il alla frappa à sa porte. Il avait besoin de confesser sa souffrance, d'étaler sa plaie nouvelle, de crier son nouveau désespoir... Le bon docteur le fit asseoir sur le divan de son cabinet; il l'écouta gravement comme fait le prêtre derrière les grilles du confessionnal. Il clignait par moment ses yeux vers son jeune ami. Il était beaucoup plus ému qu'il ne voulait le paraître, et cette démarche spontanée de Camille le remplissait de bon espoir. « Allons, allons, ce petit Joubert devenait tout à fait intéressant. » Quand Camille eut fini, le docteur enleva son lorgnon, et, à deux mains, dans un geste que lui connaissait bien

son visiteur, il se frotta le front, les yeux, tout le visage. Lorsqu'il réapparut, il souriait avec bienveillance :

— Mon pauvre Camille, pourquoi voulez-vous que votre histoire se termine si vite?

— Je croyais que c'était fini. Est-ce que vous ne me trouvez pas assez puni comme cela?

— Vous, oui; mais elle?

— Elle?

— Sans doute. Elle n'a pas encore eu le temps de beaucoup souffrir... Elle voyage. Elle oublie. Elle n'a pas eu à sa disposition ce bon isolement, ces heureuses crises de neurasthénie, ces excellentes humiliations, ces obligeantes rebuffades qui vous ont appris à mieux regarder autour de vous, à voir clair en vous. Elle est encore engagée sur le mauvais sentier des distractions. Elle se lassera...

— Croyez-vous, docteur?

— J'en suis sûr. L'existence qu'elle mène ne peut être que provisoire. On peut aller en Argentine, puis au Pôle Nord. Elle ira peut-être au Japon. Ça n'est pas obligatoire! Mais soyez sûr qu'elle reviendra avec un désir de rentrer chez elle d'autant plus violent que son absence aura été plus longue. Elle vit son rêve. Attendez son réveil...

— Alors, docteur, qu'est-ce qu'il faut que je fasse?

— Mais, continuez, mon ami. Travaillez avec la certitude que votre femme aura un jour besoin de vous et que c'est elle qui vous demandera, comme une grâce, de vous accueillir sous votre toit.

— Je n'en demande pas tant...

— Sans doute. Mais vous n'êtes pas le maître de sa destinée. En se libérant provisoirement de vous, elle s'est lancée dans l'inconnu. Sans en avoir l'air, elle était plus atteinte que vous. Elle reviendra de plus loin... oui, de plus loin.

Le docteur, rapetissant tout à fait ses yeux, regarda devant lui comme s'il cherchait à apercevoir Hélène dans le brouillard opaque de l'avenir. Puis, s'aidant de son sourire exquis, il ajouta :

— Si vous ne pouvez rien pour elle, vous pouvez encore beaucoup pour vous et cela revient au même. Allons, mon ami, conservez votre foi reconquise en l'avenir. Il n'y a pas de meilleur remède au présent.

— Comment voulez-vous que j'aie foi en l'avenir? L'avenir, c'est ma femme qui s'éloigne de moi de plus en plus.

— Il ne faut pas voir l'avenir sous la figure du bateau qui emporte votre femme. Le bateau s'éloigne, mais chaque tour d'hélice rapproche de vous votre femme. Vous croyez qu'elle s'en va? — quelle erreur! — elle revient, elle revient...

Encore une fois, le docteur était parvenu à redresser le trébuchant Camille, à effacer les rides de son front, à ramener le sourire dans ses yeux éteints.

Comme il rentrait chez lui, tout ému encore des bonnes paroles du docteur, Camille aperçut à travers les vitres de la loge sa concierge qui lui faisait signe :

— Une dépêche, monsieur Joubert.

Arrêté dans son élan, Camille hésita, puis lorsqu'il eut le papier entre les doigts, il interrogea son destin :

« Si le docteur avait dit vrai? Si c'était Hélène qui revenait... Mais c'est impossible. Et puis, que lui dirait-elle? Alors quoi? »

Une pensée terrible lui traversa le cerveau et il déchira brusquement le pli. Tout de suite un mot lui sortit de la gorge :

— Horrible!

Il porta la main à sa bouche comme pour retenir un sanglot. Il fit quelques pas vers l'escalier, puis il tourna sur lui-même et courut vers la rue, un bras levé. Il ne s'arrêta que de l'autre côté du pont où il put sauter dans un auto. Alors, ses larmes contenues à grand'peine jaillirent, il laissa tomber sa tête entre ses mains; mais tout de suite, il se redressa, rouvrit le télégramme et lut tout haut :

« Grave accident. Angelina tuée. Gisèle très mal. Venez vite! »

JACQUES DES GACHONS.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LA BELGIQUE MARTYRE

I

Dans la matinée du 4 août, à l'heure même où le Roi Albert, dans le pathétique discours qu'il prononçait devant les Chambres, exprimait encore l'espoir que « les événemens redoutés ne se produiraient pas, » l'armée allemande pénétrait en territoire belge et rencontrait au pont de Visé une première résistance. Après une lutte de quelques heures, l'ennemi entrait dans la pittoresque petite ville, forçait les habitans à niveler les travaux de défense creusés par nos soldats, et fusillait, pour l'exemple, onze civils. Les cadavres de deux notables, MM. Broutsa, furent jetés sur un trottoir, face découverte ; un officier supérieur et quelques jeunes lieutenans prussiens se placèrent contre le mur, et d'autres ayant obligé la population à venir contempler ce sinistre spectacle, l'un d'eux cria en français : « Ce sort vous est réservé à tous, si vous êtes encore hostiles ! » ...Le lendemain, devant Liége, les régimens prussiens montaient à l'assaut en imitant la sonnerie de nos clairons, et des détachemens précédés du drapeau blanc, se démasquant tout à coup, attaquaient nos hommes à bout portant.

Ainsi, dès les premières heures des hostilités, les Allemands donnaient une idée de leur cruauté et de leur déloyauté. Ainsi révélaient-ils d'emblée leur manière, — ou leur système. La fusillade de Visé, les odieuses manœuvres de Liége devaient être le double prélude d'une longue série d'actes sauvages et de violations du droit des gens. La Belgique, dont la neutralité venait d'être odieusement méconnue, la Belgique dont le sol allait être ensanglanté, moins par les batailles que par les massacres, en appela tout de suite au tribunal du monde. Et pour

constituer au jour le jour le dossier de sa protestation solennelle, elle installa, sur l'initiative de M. Carton de Wiart, ministre de la Justice, un Comité composé de magistrats et de légistes, ayant pour mission d'enregistrer les griefs des populations et de l'armée. L'arrêté créant la *Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre* fut publié par le *Moniteur Belge* du 8 août.

Il en nommait membres MM. Van Iseghem, président de Chambre à la Cour de cassation, Paul Verhaegen et Nys, conseillers à la Cour d'appel de Bruxelles, Wodon et Cattier, professeurs à l'Université libre, et secrétaire M. Gillard, directeur au ministère de la Justice. Lorsque, le 18 août, le gouvernement se retira dans Anvers, la Commission fut reconstituée près de lui. M. Cooreman, ministre d'État et ancien président de la Chambre, la dirigea, ayant autour de lui le comte Goblet d'Alviella, ministre d'État et vice-président du Sénat, MM. Ryckmans, sénateur, Strauss, échevin d'Anvers, Van Cutsem, président honoraire du tribunal. Les nouveaux secrétaires furent le chevalier Ernst de Bunswyck, chef de cabinet du ministre de la justice, et M. Pierre Orts, conseiller de légation. Le départ pour Ostende et pour Sainte-Adresse n'arrêta pas l'activité de la commission; de plus, avec le concours de juges enquêteurs anglais, un sous-comité s'installa à Londres sous l'impulsion de M. de Cartier de Marchienne, ministre plénipotentiaire du Roi, et de M. Henri Davignon.

Une impartialité scrupuleuse, une minutieuse loyauté, une défiance *a priori* des témoignages indirects furent les règles de conduite de la Commission d'enquête. Elle n'accepta rien sans précisions, sans contre-enquête, sans examen sévère. Elle procéda comme le juge d'instruction qui fait jaillir la vérité de la concordance ou de la discordance des dépositions. Elle employa le concours de nombreux magistrats de carrière chargés d'aller au chevet des blessés, près des soldats de la ligne de feu, pour avoir confirmation de faits qu'ils auraient pu voir, suivant parfois à la piste, de village en village, des paysans fugitifs dont les témoins avaient invoqué le contrôle, puisant dans les notes des parquets criminels et des juridictions militaires des renseignemens sur la moralité de ces mêmes témoins... Dans les rapports qu'elle a successivement publiés, et dont la série n'est pas terminée, la Commission n'a rien avancé qu'elle ne pût

prouver. Les lieux et les dates des faits qu'elle cite sont soigneusement notés. Les noms des victimes et des témoins sont écrits en toutes lettres, chaque fois qu'il ne s'agit point de personnes habitant encore le pays occupé, et auxquelles l'autorité allemande pourrait faire payer par un crime nouveau leurs révélations courageuses. Mais ces rapports sont nécessairement brefs, schématiques, incomplets, un peu secs. Les ayant lus avec un frisson, j'ai obtenu l'autorisation de feuilleter la collection immense des témoignages et des procès-verbaux qu'ils résument. On a bien voulu me communiquer les matériaux des rapports qui doivent encore paraître. Nulle lecture ne peut comme celle-là soulever le cœur, indigner l'esprit. J'ai vu vivre mon pays, depuis le premier jour de l'invasion, d'une vie tragique et pantelante. J'ai entendu ses cris, ses appels, les soupirs d'agonie qui montent encore de partout. J'ai su dans toute leur horreur les détails de son martyre. Le jour où le formidable dossier que j'ai sous les yeux et qui grossit sans cesse sera intégralement publié, il constituera contre l'Allemagne le plus terrible, le plus définitif des réquisitoires. Lorsque, dans les pages qui suivent, j'aurai tâché de dégager, à l'aide de documens inédits et caractéristiques, la synthèse et le mobile de ces atrocités, je n'aurai dévoilé qu'une infime partie des maux dont notre peuple a souffert.

II

Il ne s'était pas attendu à la guerre. Quand elle avait éclaté, il ne s'était pas attendu au traitement qu'il allait subir. L'invasion serait dure, certes, mais elle serait sans excès. On la supporterait le cœur bien haut, mais sans inutile révolte, — double courage de ne point faiblir et pourtant de se taire ! Les autorités belges avaient annoncé à la population que l'armée allemande était l'une des plus disciplinées du monde, qu'il ne fallait point, par quelque geste irréfléchi, enfreindre contre l'ennemi les lois de la guerre : elle se fait entre soldats, les civils ne peuvent activement s'y mêler. Si leur devoir strict est de ne pas guider l'ennemi, de ne pas l'éclairer, de ne l'aider en rien, il est aussi d'accepter sa présence quand il le faut. Ce n'est pas seulement une question de dignité, c'est une question de sauvegarde. Au prix de leur abstention, les habitans paisibles

n'auraient point à souffrir d'autre torture que la douleur morale ! Afin d'empêcher un malheur ou une imprudence, le gouvernement belge donna des ordres pour que les armes fussent déposées dans les maisons communales. Des instructions précises furent affichées dans toutes les villes, dans tous les villages, à ce sujet, et chaque jour les journaux les reproduisirent en première page et en grands caractères. Chacun y ayant obéi attendit avec résignation et tranquillité l'hôte forcé qu'on annonçait. Ce peuple habitué au langage du droit, attentif, de par sa neutralité même, aux lois internationales, sûr de l'efficacité des traités, instruit de la protection garantie, par les vieilles coutumes guerrières et les récentes conférences de La Haye, aux combattans et aux non combattans, ne craignit pour ses fils sous les armes que la loyale mort, et pour lui-même que la douleur de voir ses villes envahies. Il savait que les biens, les personnes, les foyers seraient saufs ; que l'Allemagne avait signé et ratifié les conventions de 1899 et de 1907 défendant le bombardement des localités ouvertes, le pillage des villes même prises d'assaut, la confiscation des propriétés privées. Il savait que l'honneur et les droits des familles, la vie des individus, l'exercice des cultes doivent être respectés; que les réquisitions doivent être proportionnées aux besoins de l'armée et aux ressources des communes ; que toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle des églises, des hôpitaux, des écoles, des musées, des monumens historiques, des œuvres d'art et de science est formellement interdite, et qu'enfin « aucune peine collective, pécuniaire ou non, ne peut être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables. » Il connaissait toutes ces lois, il pratiqua tout son devoir. Il reçut les Allemands avec la tristesse grave et fière de ceux qui, pour être dominés, ne sont pas vaincus. Il s'abstint envers eux de tout acte hostile. Il lui parut dès lors certain qu'en retour l'ennemi respecterait ses propres obligations. Le crime allemand étonna ce peuple confiant avant de le meurtrir.

III

Il n'est pas, en effet, une de ces obligations qui n'ait été enfreinte par les Allemands en Belgique. Comment en être sur-

pris d'ailleurs? Le geste initial de leur campagne avait été de fouler aux pieds un engagement sacré, de déchirer une convention de neutralité imposée par eux et garantie par eux. Pourquoi auraient-ils hésité à violer leurs autres engagemens? Une forfaiture en entraîne d'autres. Un crime appelle de nouveaux crimes. La méconnaissance *systématique* et *ordonnée*, — comme je le prouverai bientôt, — des lois de l'humanité et de l'honneur, marquera d'une tache ineffaçable l'histoire de la Grande Guerre. Les faits odieux dont elle fut le prétexte sont si nombreux et si horribles qu'il faut souvent à celui qui les relate du courage pour poursuivre sa tâche, et que, pour ménager ses lecteurs, il doit parfois gazer certaines atrocités, ou même les passer sous silence. Et il s'efforce d'oublier, pour garder son calme en feuilletant les documens tragiques, qu'il s'agit là de son pays, de sa terre et de son sang!

Le martyre des civils belges, par les quelques détails qu'on en connaît déjà, a suscité dans le monde une telle indignation qu'on est presque tenté d'oublier les atteintes honteuses portées par l'envahisseur aux droits des combattans. Des combattans isolés surtout. L'Allemand, quand il n'est point serré dans des lignes compactes, a facilement peur de son adversaire : il n'en a jamais le respect. Tremblant devant son ennemi armé, il se venge de lui lorsqu'il est impuissant. Le prisonnier entre ses mains n'est pas un soldat malheureux, c'est une victime qui va supporter sa haine. Aussi la première série de crimes qui apparaît lorsque, ayant lu les travaux de la commission, on cherche à en classer les horreurs, est celle des violences exercées sur les hommes qui se sont rendus. Nulle pitié pour eux le plus souvent; nul geste qui soit digne d'un vainqueur : mais l'arrogance, la cruauté, le mauvais rire, le mépris facile que les âmes basses ont pour les êtres sans défense! S'ils sont nombreux, on les dirige vers l'arrière sans trop les molester : malgré tout, leur nombre impose! On se contente de les nourrir mal ou de ne pas les nourrir du tout, et d'empêcher dans les gares les ambulanciers de leur donner à manger. Mais, s'ils sont isolés ou en petits groupes, il n'est point d'outrages qu'ils ne subissent. On les malmène, on se joue d'eux, on les bafoue : « A Campenhout, dit un témoin, j'ai vu maltraiter deux prisonniers; on se moquait d'eux, on leur faisait « faire des exercices, » on les contraignait à porter des charges, les frappant au point

qu'ils ne pouvaient plus avancer. » Et les gros rires d'éclater dans le bataillon satisfait! Le soldat V. H. a été fait prisonnier près d'Aerschot; il a été livré à un officier et à trois soldats qui l'ont ligoté, lui demandant où était son régiment, où se cachait le gros des troupes; il n'a pu ou n'a pas voulu répondre : alors on l'a jeté à terre, accablé de coups de pieds, et on l'a abandonné enfin, toujours serré dans ses cordes, après lui avoir arraché son manteau. Une infirmière, Mlle R. B., a vu, le 25 août, dans Eppegem, un prisonnier dont on frappait la tête à coups de crosse ; plusieurs morts qu'elle a recueillis dans les rues de ce même village avaient eu la tête fracassée par de tels coups. Dans une reconnaissance, le soldat Piérard a été surpris avec ses camarades. Comme il était blessé, on l'a pansé. Puis, à coup de baïonnettes, on les a chassés, lui et les autres, devant deux compagnies allemandes qui tiraient sur eux. Affolés, certains d'entre eux se jettent dans le Demer, qui longe la route : on continue à tirer. Piérard se précipite sur la berge, et, comme un homme vient de le mettre en joue et de le manquer, un officier fait remarquer qu'un Belge ne vaut pas une balle, et il commande de l'enfoncer dans l'eau. Le malheureux parvient à se glisser sous les roseaux où il s'accroche, et demeure ainsi, la tête seule émergeant, jusqu'au matin. Aux soldats Goffin et Heyvaerts qu'ils ont pris le 6 août, les Allemands ont lié les mains : ils les poussent devant eux, plaçant leurs fusils sur leurs épaules. Ils leur ordonnent de crier : *Belges, ne tirez pas! Ce sont des Belges!...* Pendant la retraite de Namur, le fantassin Parfonry est tombé entre leurs mains avec un groupe d'hommes. On leur a joint les poignets derrière le dos, on les a attachés quatre par quatre, on les a fait marcher tout le jour, à coups de plat de sabre et de crosse, pour les jeter enfin dans les caves du château de Saint-Gérard. Ils ont enlevé de son poste, pour on ne sait quel motif, le chef de station de Baelegem : ils l'ont traîné, la corde au cou, derrière leurs chevaux, — au pas, au trot, au galop! Une estafette, à Aerschot, le 25 août, arrive annoncer une mauvaise nouvelle; ce prisonnier la paiera : il est percé d'un coup de lance!

Le nommé Burm (J. L.), du 24e de ligne, déclare que, fait prisonnier par les Allemands, ceux-ci, pour l'obliger à parler, lui ont trempé les mains dans l'eau bouillante. Il a vu près de lui deux autres soldats belges torturés : l'un d'eux qui s'était

rébellé avait été saisi par des gardiens qui, lui tenant bras et jambes, lui avaient tordu le cou jusqu'à ce que la mort s'ensuivît ; le second a eu un doigt coupé. Le 20 octobre, l'aumônier militaire Van Crombruggen et quatre témoins, soldats du 12e de ligne, ont relevé au pont de Dixmude le cadavre du lieutenant Poncin, de leur régiment : il avait été fusillé après avoir été lié au moyen d'un fil de fer enroulé une dizaine de fois autour des jambes. Le 24 août, à Louvain, ramenant un prisonnier belge, la soldatesque le pend à un réverbère devant la gare. Le 6 septembre, le cavalier Baekelandt est désarmé : on le ligote, puis on lui ouvre le ventre à coups de baïonnette. Ce fait n'est pas isolé. Le soldat Lootens a vu près de Sempst, attachés à un arbre, les cadavres de deux carabiniers dont on avait ouvert le ventre et arraché les entrailles. Et ce n'est pas le comble de l'horreur : à Tamines, un officier supérieur français a été amené près d'un arbre, lié au tronc : on a attelé un cheval à chacune de ses jambes; au signe donné, on a fouetté les chevaux ! C'est l'écartèlement dans toute sa cruauté ! « J'ai vu, dit le témoin, tremblant encore, j'ai vu le pantalon se déchirer, le corps s'ouvrir. »

C'était un blessé prisonnier. Les prisonniers blessés n'ont pas plus que les autres droit au respect : au contraire. Leur impuissance n'est-elle pas plus grande ? N'a-t-on pas plus facilement l'occasion de faire souffrir ? Écoutons le maréchal des logis Beauduin van de Kerchove, du 5e lanciers : « Blessé de deux balles allemandes à la bataille d'Orsmael, le 20 août 1914, malgré mes blessures, les Allemands me maltraitaient. L'un d'eux m'arracha ma carabine des mains, la fit tournoyer au-dessus de ma tête et m'infligea un formidable coup sur les reins. Voyant que je vivais encore, un autre me mit en joue à deux mètres. Heureusement, la balle ne fit que m'effleurer le ventre. » Dans un bois près du Baarbeek, on trouve morts vingt-deux carabiniers cyclistes : dix-huit avaient été achevés à coups de baïonnette dans la tête; leurs blessures faites par les balles étaient légères ; seuls les quatre hommes atteints de blessures mortelles ne portaient pas de traces de coups de baïonnettes. Ce n'est qu'un exemple d'un fait quotidiennement répété. Il y a pis : le jour de leur entrée à Namur, les Allemands s'empressèrent de faire sortir leurs compatriotes qu'on soignait à l'hôpital Bribosia. Ils mirent le feu à l'édifice, postèrent des hommes devant la porte

et, à mesure que les blessés français et belges, chassés par le feu, parurent au seuil, on les abattit à coups de fusil !

S'il est pourtant une convention à laquelle la plus implacable des guerres ne peut porter atteinte, c'est cette Convention de Genève signée par l'Allemagne, nation savante qui se vantait d'être pitoyable. Pas plus que les autres elle ne fut respectée en Belgique. On détruisit des ambulances que son pavillon protégeait, on abusa de ses insignes pour s'avancer avec moins de risques, on mêla aux médecins souvent dévoués, qui faisaient leur devoir sous son égide, des infirmiers pillards et des brancardiers assassins. On arma des sauvages porteurs du signe de la bonté. — « Ambulanciers de la Croix-Rouge, me disait un Liégeois il y a peu de jours, employés chez nous tour à tour pour guérir les blessés et pour les tuer ! »

Il faudrait un long chapitre pour détailler par le menu les violations de la Convention de Genève dont la Belgique a été le théâtre. Bombardemens systématiques d'hôpitaux dans les villes ouvertes et dans les villages dégarnis de troupes ; attaques de convois de la Croix-Rouge ; assassinats de prêtres et de médecins penchés pour ramasser les mourans : ce furent des épisodes répétés tous les jours pendant ces quatre mois de martyre. Le 16 août, sur la route de Hannut à Tirlemont, un groupe d'ambulanciers, parmi lesquels il n'y avait pas un militaire, fut assailli à coups de fusils. Le 26 août, le fait se renouvela sur la route de Haecht : les blessés que transportait un convoi furent tous atteints par des balles. Le 23 août, à Bioul, la route fut jonchée de cadavres de prêtres tués pendant qu'ils soignaient les blessés ; la colonne d'ambulance du Dr Petit y fut décimée. Un Frère des Écoles chrétiennes était à Lovenjoul, le 19 août, avec trois infirmiers ; les Allemands les assaillirent. Ils leur arrachèrent leur brassard et les jetèrent sur un fumier ; ils les frappèrent et les injurièrent violemment. Les malheureux parvinrent à fuir emportant un blessé : « J'ai dû, dit le bon religieux, le déposer sept fois à terre parce que les mitrailleuses allemandes tiraient sur nous. » Une jeune fille de Louvain, Mlle H., à cette même date, fut arrêtée par un officier au moment où elle sortait de l'hôpital portant ses insignes, et menacée de mort. Le 19 août encore, arrivèrent dans la ville quatre-vingts blessés amenés à pied de Lubbeek au milieu des brutalités, des coups et des insultes de leurs convoyeurs : le matin, les Prus-

siens étaient entrés en tirant dans l'ambulance villageoise où ils reposaient, et, tuant l'un d'entre eux, avaient jeté les autres sur le pavé : ils avaient bien voulu faire à ces derniers grâce de la vie. Moins magnanimes, à Wolverthem, d'autres Allemands jetèrent des blessés dans des maisons en flammes. A Gomery, dans ce charmant Pays Gaumet, qui prolonge au cœur de nos Ardennes la douceur des dernières collines lorraines, trois cents blessés, parmi lesquels le lieutenant interprète Deschars, étaient soignés par une ambulance française. Le 22 août, plusieurs détachemens allemands du 47e régiment d'infanterie occupèrent le petit village. Leur chef entra dans la grange qui servait d'hôpital et demanda un interprète. L'officier s'avança : il n'avait pas dit deux mots qu'il était abattu d'un coup de revolver. Alors le massacre commença, où les médecins succombèrent pêle-mêle avec leurs blessés dont, après une heure, un tiers seulement survivait! Pour couronner la journée, on brûla le village et l'ambulance elle-même.

Férocité toujours. Comme toujours aussi la déloyauté y répond. Ne respectant point l'insigne de la Croix-Rouge porté par leurs adversaires, les envahisseurs profitent largement du respect dont les Belges comme les Français ne se départent jamais envers ses organisations sanitaires. Je n'en cite que deux exemples : le 25 août, jour d'un combat violent, les Allemands remplirent, à Vilvorde, la caserne des carabiniers cyclistes d'artillerie et de troupes. Puis ils arborèrent sur le toit de l'édifice un grand drapeau de Genève. Ils en pendirent un autre sur une corde tendue devant le bâtiment à travers la chaussée de Malines. Il y a mieux : à Houthem où ils cantonnaient une nuit, alors qu'ils désiraient dormir et que les Belges n'étaient pas loin, *toutes* les maisons où ils logeaient furent marquées d'une croix rouge. Il n'y avait parmi eux pas un seul blessé... Ce sont bien les mêmes hommes qui abusent du drapeau blanc, qui revêtent des bataillons entiers d'uniformes belges volés à Bruxelles. Ici encore les révélations de la Commission d'enquête seraient suggestives ; mais il faut passer vite et, après les crimes commis sur les militaires prisonniers ou blessés, exposer la situation d'une population civile opprimée, outragée, torturée.

IV

Les Allemands entrent dans un village. Le doigt sur la gâchette, le canon au creux du bras, ils regardent les maisons et saluent d'une fusillade les habitans qui se montrent à leur seuil ou à leur fenêtre. Leur chef descend à la maison communale, fait venir le bourgmestre, impose d'immédiates réquisitions. En même temps, les soldats se répandent dans les rues et les fermes, enfoncent les portes qui ne s'ouvrent pas assez vite, maltraitent les habitans, visitent les caves sans retard, se font servir à manger. D'autres conduisent à leur commandant les notables du lieu. Ceux-ci serviront d'otages. Si un coup de feu est tiré, si les vivres réquisitionnés ne sont pas livrés à temps, si l'impôt de guerre n'est pas versé, *si l'armée belge reprend l'offensive de ce côté*, ils périront. Parfois le curé, le notaire, le médecin, ne suffisent pas. On réunit alors, dans quelque enclos bien gardé, toute la population mâle. Soudain, au fond d'une ruelle écartée, on entend une détonation, ou tout simplement un Allemand qui crie que l'on a tiré. C'est le signal du pillage. Les officiers ont déjà, revolver au poing, dévalisé les caisses publiques, la succursale de la Banque Nationale s'il y en a : c'est maintenant aux soldats de travailler. Ils s'y emploient. Les magasins sont dévalisés, les plus pauvres chaumières visitées et démeublées. Le soir, feu de joie : on incendie, sinon tout le village, du moins quelques maisons !

Les pauvres gens se taisent, terrorisés. Auraient-ils envie de défendre leur bien ou leur femme au prix de leur vie, ils ne le peuvent pas, sachant que d'autres, gardés à vue à la maison communale, paieraient pour eux. Le calcul souvent porte à faux, car le sort des otages ne dépend pas d'un acte réel, mais de l'arbitraire. Une fois entre les mains des Allemands, ils peuvent tout bas se remettre entre les mains de Dieu.

Parfois on les emmène. On les joint à des milliers de prisonniers civils qui sont déportés sans raison. Ils n'ont pas le temps de dire adieu. Ils vont connaître le train à bestiaux, les longues heures et les longs jours de marche, la faim, la soif, le froid. Ils vont atteindre les camps lointains où, lâchement, on a parqué la foule des innocens sous la garde de nouveaux bourreaux. Ou bien, poussés au mur, on les fusillera. On leur fera

peut-être, au préalable, comme aux condamnés de Wygmael, creuser leur tombe. S'ils sont trop nombreux pour qu'une salve suffise à les exterminer, on se servira de la mitrailleuse. On les trouvera le soir tombés en travers les uns des autres, dans leur sang coagulé, ou, comme à Elewyt, à genoux et les mains encore jointes, glacés par la mort dans l'attitude de la supplication. Peut-être aussi se contentera-t-on de les faire souffrir. On les conduira dans les champs, on leur annoncera qu'ils vont mourir, on leur demandera comment ils préfèrent mourir : assis, debout, couchés? On leur fera tenir, des heures durant, les mains levées; on jouera devant eux cinq ou six fois le simulacre de la fusillade. On les frappera s'ils ne marchent pas assez vite, comme l'évêque de Tournai, vénérable octogénaire, poussé sur la route d'Ath avec les notables de sa ville, et qu'un soldat, le voyant prêt à tomber, accable de coups de poing! On les fera retourner d'où ils viennent, après des tours et des détours, pour voir leurs maisons détruites, et on les lâchera enfin, dans un éclat de rire ou un blasphème !

Là où l'occupation semble moins barbare et où les villageois croient pouvoir continuer à vivre de leur vie ordinaire, des épisodes sanglans marqueront le passage de l'envahisseur. Des paysans reviendront du travail des champs : sans motif, on les abattra à distance. Au bruit, comme à Averbode, des habitans s'enfuiront-ils dans les prairies : d'une salve on les fauchera. Les Allemands ont-ils reçu des balles *dum dum :* ils en essaieront l'effet, comme à Muysen, le 6 septembre, sur d'inoffensifs civils. Se montre-t-on empressé vis-à-vis d'eux : ils récompenseront l'amabilité de leur hôte en le tuant, comme le cabaretier Degend, de Tessenderloo, poussé par eux au mur après qu'il les eut gavés. Ont-ils reçu ordre de ne pas faire de mal : ils s'en remettront de ce soin à leurs successeurs, comme ce détachement qui passa à Lubbeek et fut reçu par l'aubergiste : « L'aubergiste nous raconta, dit le témoin v. d. K., que les Prussiens avaient été si contens de sa réception qu'ils l'avaient quitté en lui serrant la main et en disant : Braves gens! Avant de partir, ils avaient écrit sur sa porte « une bonne recommandation. » L'un de nous alla voir, ajoute le témoin, et lut cette phrase en allemand : *Les habitans de ce village ne méritent aucune pitié, ils ont tiré sur les troupes!* » Ont-ils trop bu : ils entreprendront quelque jeu cruel, comme à Schaffen, où ils

brisent à un homme les bras et les jambes. Une de leurs victimes se plaint-elle : ils l'achèveront, comme M. Cognon, de Visé, qu'ils lardent de coups de baïonnette, qu'ils poussent dans l'eau, et qui, le ventre déchiré, pressant ses entrailles d'une main, est obligé de tirer de l'autre une barque, — jusqu'à ce qu'il meure!

Méditons ce résumé de leurs exploits dans le village de F., c'est le curé qui dépose : « Les Allemands sont arrivés à F., le mardi 18 août, vers 9 heures, comme un essaim. Ils ont mis le feu à cent quatre-vingt-dix maisons. Un millier d'habitans est sans maison. Vingt-deux personnes au moins ont été tuées sans motif aucun. Deux hommes, les nommés Macken et Loods, ont été enterrés vivans, la tête en bas, en présence de leurs femmes. Les Allemands m'ont pris dans mon jardin, ils m'ont lié les mains derrière le dos. Ils m'ont maltraité de toute façon. Ils ont préparé pour moi une potence, disant qu'ils allaient me pendre; un autre m'a pris par la tête, le nez, les oreilles, faisant le geste de me couper les membres; ils m'ont contraint pendant longtemps à regarder le soleil; ils ont brisé les bras du forgeron qui était prisonnier avec moi, et puis l'ont tué; à un moment donné, ils m'ont forcé d'entrer dans la maison du bourgmestre qui brûlait, puis m'en ont retiré. Cela a duré toute la journée. Vers le soir, ils m'ont laissé regarder l'église, disant que c'était la dernière fois que je la verrais. A six heures trois quarts, ils m'ont relâché en me frappant avec des cravaches de cavaliers. J'étais en sang et je gisais sans connaissance. A ce moment, un officier me fit relever et m'ordonna de partir. A quelques mètres, ils tirèrent après moi. Je tombai et restai pour mort : ce fut mon salut. Avant de me lâcher, ils avaient pris le drapeau belge et l'avaient déchiqueté en petits morceaux. »

C'est sec comme un procès-verbal, c'est tragique comme le crime lui-même. Et qu'il est beau, ce cri de l'homme qui vient de raconter son supplice et le supplice de son troupeau, et qui ajoute en un sursaut, plus ému que par tout le reste, son salut déchirant au drapeau insulté! Le cas du curé de F. n'est pas unique. Comment les brûleurs d'églises respecteraient-ils les pasteurs? Les prêtres des campagnes sont tout désignés pour servir d'exemples. En arrivant au Pin, un des premiers villages qu'ils rencontrent après avoir franchi la frontière du Luxembourg belge, le commandant prussien hurlait : « Nous fusil-

lerons tous les curés! nous en avons déjà fusillé cinq! » Beaucoup de paroisses du val de Meuse ont vu tomber leurs prêtres. Rien que dans le diocèse de Namur vingt-six ont été exécutés. On ne compte pas ceux qu'on a emprisonnés et conduits en exil. Le récit du sac de Louvain nous y montrera bientôt les religieux tués par dizaines. Ceux qui, chassés, avaient pu fuir de la ville ne furent guère plus heureux. Le Frère R., des Écoles chrétiennes, est arrêté brutalement dans les champs avec un groupe de prêtres, parmi lesquels on nomme le chanoine Noël, professeur à l'Université, le curé de Saint-Joseph, le Père Recteur du couvent de Scheut. On les enferme dans une grange. De leur prison ils peuvent entendre les officiers déclarer dans la maison voisine qu'ils ont l'intention de tuer tous les curés de Louvain. A peine ont-ils perçu ce sinistre présage qu'on vient les chercher; on les pousse dans une porcherie dont on fait, devant leurs yeux, sortir le porc. On les déshabille complètement. On vole tout ce que contiennent leurs poches, on jette leurs bréviaires sur le fumier. Le curé de Buecken, âgé de 83 ans, voyant emmener les habitans de son village, supplie de pouvoir les suivre. On le prend, on l'attache à un canon qui le secoue à le briser. Quand on le détache, c'est pour le traîner à terre, la tête rebondissant sur les durs pavés. A bout de forces, le vieillard ne peut retenir cette prière : « Tuez-moi! plutôt! Tuez-moi!... » Le Père commun des fidèles est bien loin de notre terre et de nos souffrances. Entendra-t-il enfin le cri de détresse que notre peuple chrétien et le sang des prêtres martyrs ont poussé vers lui, désespérément? Condamnera-t-il celui au nom de qui ces crimes sont commis?

Plus cruelles peut-être que les tortures physiques, il y a les tortures morales. Les Allemands en savent l'horreur. Et violant une fois de plus ces lois de la guerre dans lesquelles les derniers de nos paysans avaient lu leur sauvegarde, ils s'acharnent systématiquement à faire saigner leur patriotisme et à abuser d'eux contre leur pays. Partout dans les campagnes, ils les emploient aux tranchées. Sous la menace du revolver, la colère au cœur, il faut plier! Ils arrachent aux habitans, par la violence, des renseignemens militaires. De Haecht, ils envoient les hommes du village à Malines pour voir si les Belges s'y trouvent. S'ils ne reviennent pas, et, revenus, s'ils ne disent pas la vérité, leurs femmes et leurs enfans, gardés comme otages, seront fusillés...

Ils font le mal sans utilité, par pure haine : dans un hameau du pays de Liége, un instituteur nommé Warnier est sommé non seulement de livrer les cartes qu'il possède, mais encore de fouler aux pieds le drapeau national. La mort le punit de son patriotisme. Ses enfans sont massacrés avec lui !

Autre manière de faire servir les Belges contre leur pays. Les régimens ennemis poussent devant eux les villageois à la bataille. A Tirlemont, un aumônier militaire, l'abbé de Spot, est saisi dans ce dessein avec quantité de civils. Le juge G. constate, à Eppegem, que toute la population mâle du bourg en a été emmenée pour précéder les troupes. Il n'est pas un petit combat dans les Flandres où le procédé ne soit appliqué. Pour ce genre de lâcheté, ils emploient surtout les femmes. Le 25 août, au pont de Lives, ayant arrêté dans les environs toutes les femmes et les petits enfans, ils les font marcher devant leurs lignes. Le 29 août, à Hérent, M. P. compte environ cinq cents femmes et enfans qui, précédés des curés de Wygmael et de Wesemael, s'avancent, les coudes liés, devant l'armée. A Sempst, le 24 août, ils pénètrent dans les caves, en chassent les femmes à coups de crosse et les poussent au front de leurs régimens en marche. « De tous côtés nous recevrons des coups, dit la femme Nys. Nous fûmes enfin placées contre les trois maisons qui se trouvent au pont de la Senne, au nombre d'une trentaine. Nous dûmes rester les mains en l'air (depuis cinq heures) jusque onze heures et demie du matin. Nous fûmes ensuite jetées dans un fossé profond, mais à sec, auprès du pont. Je restai là quelque temps sans connaissance. Quand je revins à moi, il fut dit que toutes nous devions être fusillées; ils nous menaçaient de leurs revolvers. Vers midi, ils nous chassèrent toutes. » La citation dépasse la démonstration que je veux faire, mais n'éclaire-t-elle pas bien la manière cruelle des barbares? Le sergent Bulcke, du 24e de ligne, qui commandait un poste devant Termonde, a compté trois dames et deux jeunes filles parmi les quinze civils que le détachement ennemi qu'il devait combattre menait devant lui. Les femmes de Micheroux ont marché, poussées par les baïonnettes, à l'assaut du fort de Fléron. Dans un village des environs de Gand où je me trouvais peu avant la prise d'Anvers, accourut un jour, éperdu, fou, un paysan d'Hofstade chassé de son village par trop d'horreur : il avait vu sa femme saisie par les soldats allemands et, dépouillée par eux de ses vêtemens, aller sous la pointe des

baïonnettes vers les fusils belges qui n'osaient tirer, et tomber morte enfin aux pieds de ses bourreaux. L'échevin V. L., du village de L., a déclaré aux enquêteurs que, le 16 août, il fut forcé, par une avant-garde allemande, de marcher devant elle, les mains levées, accompagné de sa fille que les soldats avaient déshabillée. Et la jeune fille confirme le fait, en tremblant, au procureur du Roi de X. qui l'interroge, et ajoute : « Il s'est passé avec moi des choses que je n'ose pas raconter. »

Car on pense bien que cette lâcheté vis-à-vis des femmes s'accompagne d'autres lâches excès. Avant le pillage d'Andenne, on fait sortir des maisons les pères et les mères, puis la soldatesque envahit les chambres, et viole les jeunes filles laissées seules. Le plus souvent on procède plus cruellement : on n'éloigne pas les parens ou les maris, on les met hors d'état d'intervenir et on les fait spectateurs forcés de l'outrage. A Aerschot, une jeune fille de la chaussée de Louvain est violée, sous les yeux de son père, ligoté par dix-huit Allemands. Le revolver braqué sur elle paralyse ses résistances. Son beau-frère, pareillement ligoté, après avoir assisté à l'assassinat de ses deux enfans, doit assister au viol de sa femme; puis on l'embarque pour l'Allemagne. A Wacherzeel, dans les mêmes conditions, sept Allemands abusent d'une femme, puis la tuent. A Heyst-op-den-Berg, Marie Vermaelen est renversée par les soldats, tandis que ses petits frères et sœurs s'attachent à elle pour la sauver. A Blauwput, le 19 août, la femme A., enceinte de façon visible, est livrée pendant deux heures aux hommes : il faut la porter pour la reconduire chez elle. Le 20 août, à Corbeek-Loo, dix soldats arrêtent les époux L. et leur fille âgée de seize ans, ils les conduisent au château de M. Frantzen; ils forcent l'enfant à boire, braquent leurs fusils sur les parens, et conduisent devant eux leur victime sur la pelouse. Elle résiste : on ne la dompte qu'en lui portant cinq coups de baïonnette. « Elle était dans un état des plus graves, ajoute son oncle, notable commerçant de Louvain, qui raconte les faits à la Commission, et le curé de la paroisse qui l'a administrée m'a dit qu'il ne croyait pas qu'elle avait survécu. » A Héverlé, la femme d'un gardien de prison a été odieusement maltraitée par un ambulancier de la Croix-Rouge, raconte le médecin principal X., qui a relevé la malheureuse. Le 26 août, le 48e régiment d'infanterie de réserve, commandé par M. von Biebers-

tein, occupe Elewyt : les filles de plusieurs notables, âgées de seize et dix-sept ans, sont violées pendant que les parens sont tenus en respect. La servante du vicaire d'A. se défend de ses insulteurs : on la jette à l'eau et on la noie. Aux environs de Montaigu, où des centaines de femmes (témoignage de M. J., séance du 26 septembre) subissent le même sort, un fermier du Keyberg, frappé à coups de crosse parce qu'il voulait protéger sa femme, est serré dans des cordes ainsi que ses enfans, pendant que les Allemands, de neuf heures du soir à six heures du matin, abusent de celle qui continue à l'appeler au secours. A Buecken, près de Herent, après une odyssée sanglante, les hommes de ce dernier village sont attachés à des canons, puis leurs femmes outragées au milieu de leurs enfans, la baïonnette leur piquant le sein. Un général, le lendemain, sans réprimander en rien ses hommes, envoie ces malheureuses vers les lignes belges : « Nous ne vous tuerons pas, ricane-t-il, vous serez tuées par vos propres amis. » Et sous les shrapnels qui éclatent, elles s'enfuient vers l'artillerie belge postée à Malines. A Beyghem, des hommes de trente à trente-cinq ans, qui viennent de brûler trois églises, et parmi lesquels se trouve, donnant ses ordres, l'ober-lieutenant Kümer, conduisent leur proie, une jeune fille, à la cure, abusent d'elle devant la sœur du curé et le curé lui-même qu'ils ont déshabillé, qu'ils empêchent de fermer les yeux ou de tourner la tête ; je néglige les détails immondes. Il faut passer rapidement d'ailleurs sur ce chapitre où les faits se multiplient à l'infini, dans un *crescendo* d'ignominies. Les magistrats et les membres de la Commission constatent pourtant l'effort que font les victimes de ces attentats pour les tenir secrets. Les plus criminels peut-être, ceux qui ont été commis par des officiers sur des jeunes filles du monde, dans les maisons dont ils étaient les hôtes, sont destinés, par la discrétion désespérée qu'on met à les cacher, à ne jamais être révélés.

Mais on comprend mieux, à connaître ces gestes odieux, le sadisme lâche apporté par les Allemands, dans leurs cruautés mêmes, leur goût barbare de s'attaquer à ce qui est faible et beau, et de raffiner les tortures. Les victimes qui furent fusillées purement et simplement, et qui se comptent par milliers, trois mille dans la seule province de Namur, une des moins peuplées du pays sont, pour la plupart, des hommes valides. Ceux

que l'on fait souffrir par plaisir, mourir lentement, sont des vieillards, des femmes, des adolescens, des petits... Arrivant à Averbode, le 20 août, ils voient une femme qui, prise de peur, se cache dans un fossé : ils la tuent à coups de lance. A une heure de là, à Schaffen, ils éventrent une jeune fille de vingt ans. Des paysans des environs de Louvain accourent à Anvers, le 12 septembre, et racontent qu'à Wilsele les Allemands ont voulu brûler vifs la femme Van Kriegelingen et ses onze enfans. « La femme et huit enfans ont été carbonisés, deux ont pu fuir, le dernier a été fusillé dans la rue. Nous avons vu les cadavres de la mère et des enfans et nous avons assisté à l'exécution. » Le général Deruette, aide de camp du roi Albert, a vu, à Hofstade, le cadavre d'une vieille femme percée par jeu de dix coups de baïonnette ; elle tenait encore en main l'aiguille et le bout de fil avec lequel elle cousait. Dans le même village, une paysanne cherche une jeune fille disparue : elle la trouve pendue à un arbre. Le canonnier volontaire De R. décroche du sol les cadavres d'une femme et de son enfant, cloués à la terre par des baïonnettes. Interrogé sur ce qui s'est passé à Boortmeerbeek, le docteur V., de Malines, dépose : « L'épouse van Rollegem est arrivée à l'hôpital de Malines, le 22 août. Le jeudi 20, fuyant de Boortmeerbeek avec son mari, elle fut atteinte par deux coups de feu à la jambe. Elle se jeta dans un fossé pour se mettre à l'abri. Quelques instans plus tard, les Allemands qui avaient tiré sur elle la rejoignirent et lui firent des plaies horribles à la cuisse gauche et à l'avant-bras gauche. Elle demeura ainsi sans secours jusqu'au samedi soir. Les plaies étaient infectées, les vers y grouillaient. » Dans la nuit du 23 au 24 août, des soldats frappent violemment à la porte du château de Canne, chez M. Poswick. Mme Poswick ouvre la porte : elle est aussitôt assommée à coups de crosse. M. Derrickx, député permanent du Limbourg, qui s'était réfugié au château, arrive à son tour, portant un enfant sur les bras : on le transperce de vingt lances. Le dimanche 30 août, une patrouille de hussards, en guise de distraction dominicale, s'amuse à tirer, chaussée de Bruxelles à Malines, sur une femme de soixante-quatorze ans, Catherine van Kerchove, partout où ils peuvent l'atteindre sans la tuer : un coup de fusil lui emporte la main droite, un autre lui déchire la joue. A Battice, avant de brûler les maisons, les Alle-

mands y font entrer les femmes et les y enferment. A Francorchamp, premier village entre la frontière et Verviers, ils demandent du café; pendant que Mme Bovy, âgée de soixante ans, s'empresse de leur en verser, ils la précipitent sur le fumier, face en avant, et la tuent. Ils s'acharnent dans ce même village contre une jeune fille, Fernande Legrand, qui fuyait portant sur son bras un petit enfant qu'ils transpercent. Aux abords de Molenstede, un vieillard de quatre-vingt-dix-huit ans veut protéger sa fille outragée : on le lie à un tronc d'arbre, on amasse de la paille à ses pieds et on le brûle vif. A Hérent, un octogénaire est attaché sur sa chaise, puis on lui ouvre le crâne. A Mouland, un avocat de Liége a aidé à déterrer le cadavre d'un vieillard enterré vivant la veille.

Il faut continuer, en prenant çà et là les exemples frappans, l'énumération sanglante. Les nerfs le supportent à peine, mais, pour avoir une idée du martyre d'un peuple entier, il faut connaître ces détails dont parfois j'atténue la violence. Voyons maintenant les bourreaux s'acharner sur les enfans.

— Quel est le chemin de Gand? demande le chef d'une patrouille à un gamin de Ternath. Le petit ignore l'allemand : — Je ne comprends pas, répond-il. Pour le punir, on lui coupe les deux mains ; le sang coule si fort qu'il succombe. A Werchter, le 27 août, M. Vincent Ernst de Bunswyck, consul de Belgique dans l'Uganda, voit sous un pont, flottant sur l'eau, le cadavre d'une jeune victime de douze années. Dans la nuit du 25 au 26, le comte H. de Hemptinne, engagé volontaire, ramasse près de Malines le corps d'un garçon de moins de quatorze ans, lardé de traces de lames. A Hofstade, il n'a pas quinze ans cet adolescent que l'on trouve les mains croisées derrière le dos, le corps percé de trous. « Je vis dans cette même commune, déclare le général Deruette, le cadavre d'un enfant qui avait été tué au moment où il demandait grâce. Telle était encore la position de son corps. » « Je vis à Hallembaye, écrit dans son rapport M. C., ingénieur de l'État, cinq malheureux civils horriblement tailladés, les poings liés, que des brutes de soldats tiraient méchamment pour les amener devant un corps d'officiers ; je vois toujours un pauvre petit vacher de treize à quatorze ans qui avait la joue percée d'un coup de baïonnette et les deux bras ruisselans de sang. » A Saint-Hadelin, comme on procède, devant sa femme, à l'exécution du maître d'école, on entraîne

près de lui et on tue avec lui ses trois enfans, deux filles et un fils. Au Pin, près d'Izel, deux jeunes garçons regardent arriver les uhlans; ceux-ci les prennent au passage et les font courir, les bras liés, entre leurs chevaux galopans. Leurs cadavres furent trouvés une heure après dans un fossé; ils avaient les genoux « littéralement usés, » selon l'expression d'un témoin, l'un avait la gorge coupée et la poitrine ouverte, chacun du plomb dans la tête. Sur la route de Louvain à Malines, un jeune homme emmené ne marche pas assez vite : on le frappe; désespéré, il se jette dans le canal : quand sa tête reparaît à la surface, les Prussiens amusés s'en servent comme d'une cible flottante. A Schaffen, un adolescent est attaché sur un volet, arrosé de pétrole, brûlé vif. Les soldats qui marchent sur Anvers s'emparent à Sempst du couteau du boucher : ils saisissent un petit domestique, lui découpent les jambes, puis la tête, et le rôtissent dans une maison qui flambe. A Lebbeke-lez-Termonde, Franz Mertens et ses camarades van Dooren, Dekinder, Stobbelaer et Wryer sont attachés l'un à l'autre, bras à bras. On leur crève les yeux à la pointe du fer, puis on les abat. A Rethy, la petite Marie van Herck, à Testelt, une fillette de douze ans sont assassinées. A Wacherzeel, un jeune garçon est déshabillé jusqu'à la taille et on s'amuse à le piquer du bout des lames et à faire de son torse mince une cible : pauvre petit Saint Sébastien, innocent et martyr! A Bertrix, un frère et une sœur adolescens sont tués. Le crime commis, on dépouille leurs cadavres, on les lie à terre l'un sur l'autre, dans une étreinte outrageante et éternelle. On les abandonne en riant. Ce sacrilège infâme ne fait pas rougir les bourreaux!

Les tout petits n'échappent point au carnage. Au contraire, on les recherche comme des victimes de choix : elles ne peuvent pas se défendre. On ramasse le 18 août, à Testelt, les restes d'un bébé de deux ans, l'enfant De Neef, tué d'une balle dans la tête. Le petit Deckers, son voisin, qui n'est guère plus âgé, subit le même sort. Non loin de là, à Betecom, le lieutenant d'artillerie Lemaire trouve, dans un puits mis à sec, les cadavres d'une femme, d'un homme et d'un petit que son père serre encore passionnément dans ses bras. Au début d'octobre, le sergent Delille est envoyé en patrouille à Zillebeke; il visite avec ses hommes les maisons l'une après l'autre pour en chasser les Allemands qui cantonnent. Il réveille un soldat qui dort au milieu

de ses vêtemens jetés, de son sac, de ses armes. « En visitant le sac, dépose le sergent, nous y avons trouvé la main d'un petit enfant de deux à trois ans : elle avait été coupée un peu au-dessus du poignet. Dans notre fureur nous avons dit à l'Allemand : c'est vous qui avez fait cela ? Et, sur son aveu, nous l'avons fusillé. » C'était un soldat de la landwehr. Le 20 octobre, sur l'Yser, après un assaut contre Pervyse, on fouille six prisonniers que l'on vient de faire : sur l'un d'eux on découvre deux mains d'enfans coupées... Les pères de famille d'outre-Rhin rapportent chez eux sans honte ces glorieux trophées. N'en a-t-on pas vu un marcher dans les rangs, au vu de ses officiers, portant fièrement un petit enfant embroché à sa baïonnette ?

Et ce n'est point le fanatisme qui les pousse, le désir d'exterminer. C'est le plaisir de faire mal. Voyez ressusciter dans cet épisode affreux tous les instincts du barbare : c'est le général baron de Stein d'Altenstein qui écrit, le 18 septembre, à la Commission : « La nommée Barbara Verbandert, épouse de Jean-Franz Dewit, de Humbeek-lez-Wolverthem, me déclare que les Allemands ont publié ce matin l'avis que tous les habitans devaient avoir quitté le village pour dix heures. Elle partit donc avec ses six enfans, trois dans une première charrette, trois avec elle dans une autre. La première charrette avait pris une avance de plus de cent mètres, quand, avant d'arriver à la chapelle Saint-Roch, des coups de feu retentirent tout près, et deux enfans, Jean et Florentine, âgés de dix et de six ans, furent tués. La cervelle de l'aîné fut projetée sur le sol ainsi que sa casquette. Le conducteur s'enfuit dans la charrette qui contenait les cadavres, et quand le second véhicule arriva à la hauteur des Allemands, ceux-ci, devant la mère, donnaient des coups de talon à la casquette et aux débris de cervelle en criant : *Belgische Bluth! Belgische Bluth!* La mère leur dit que c'étaient les débris de la tête de son enfant. Ils répondirent : « *C'est du cheval!* » et en jetèrent une partie dans la haie... Les cadavres m'ayant été amenés à Raemdonck, je les ai fait examiner par le Dr van Wien, du 3e chasseurs à pied, lequel, croyant, sans pouvoir l'affirmer, que la blessure a été causée par une balle *dum-dum*, les a fait transporter à l'infirmerie de Willebroek pour être examinés... »

Belgische Bluth! C'est du cheval! La lourde plaisanterie germanique apparaît dans la cruauté de ces hommes. Elle s'y mêle, la complète, la parfait. Leur inconscience s'y étale, leur cynisme

y éclate, leur âme épaisse en jouit... L'esprit du chef ne le cède en rien, d'ailleurs, à celui du simple soldat. A Louvain une jeune femme s'avance vers un officier : « Monsieur, j'ai des enfans, je voudrais les sauver de cette ville en flammes! » Et l'officier de répondre avec un sourire, et dans son meilleur français : « Ah! vous avez des enfans, Madame, eh bien! moi je n'en ai pas, et cela m'est bien égal! » Et voici la fleur de leur finesse : dans une ville qu'on saccage, la baronne de X. est retenue dans une maison pendant que, de l'autre côté de la place, flambe et s'écroule son hôtel, où elle a laissé ses enfans. Lâchée enfin elle court dans les rues de la ville, affolée, trouve ses quatre petits avec une servante, tremblans au milieu des flammes, sur le perron d'un monument public; elle les étreint et, à travers les ruines et les flammes, fuit vers la campagne, portant ses plus petits dans ses bras, la bonne la suivant avec les deux autres. Elle parvient aux champs, dans un village où la veille s'élevait encore son château. A bout de forces, elle interroge un officier prussien qui passe. « — Monsieur, puis-je rentrer chez moi? ma maison n'a-t-elle pas souffert? — Nullement, répond galamment le lieutenant, je vais vous conduire jusqu'à votre seuil. » Parmi les frondaisons du parc, il la précède avec une affectation de courtoisie et, au tournant d'un buisson, l'arrête devant un monceau de ruines : — « Voici, Madame, votre beau château! » Et comme la malheureuse, énervée, sanglote et que ses enfans pleurent avec elle, il a le beau courage d'ajouter, fier de tant d'esprit léger : — « Pourquoi n'y êtes-vous pas restée, Madame? il ne pouvait rien vous arriver, à part quelque incident... fort agréable. Une femme qui a goûté d'un Allemand ne supporte plus d'autres hommes! » Et il la chasse avec un salut.

Nous touchons du doigt ici, dans un seul exemple, ce que sont la chevalerie, la pitié, la décence et la grâce germaniques!

V

Il y eut en Belgique, pendant le premier mois de l'occupation, une série de crimes retentissans qui résument et synthétisent tous les autres : l'assassinat, froidement débattu et prémédité, de villes entières, avec leurs monumens les plus sacrés, leurs trésors d'art, leur population poussée comme un troupeau vers

la boucherie ou l'exil! Aerschot, Dinant, Andenne, Louvain, Termonde sont des noms inoubliables pour un peuple qui, dans son culte pour les victimes, puisera à jamais sa haine contre les meurtriers. Chaque jour un détail encore inconnu surgit de l'ombre où, depuis leur supplice, ces villes sont plongées, un détail qui, ajoutant une torture nouvelle à celles que l'on connaissait, ajoute une nouvelle lueur à l'auréole de ces martyres. Saluons-les de loin, douloureusement, en attendant le pèlerinage qu'au jour glorieux de la délivrance nous irons faire à leurs ruines fécondes et vengeresses : martyr veut dire témoin!

Aerschot, dont le nom a déjà été prononcé souvent, parce que ses environs, libérés pendant quelques jours par l'armée d'Anvers, ont pu être explorés méthodiquement, était une petite ville de huit mille âmes qui reposait au bord du Démer, au milieu des prairies. Une haute tour dominait son silence, troublé seulement par le bruit d'eau du moulin penché sur la rivière. Pendant la retraite de l'armée belge sur Anvers, la vallée qui joint Aerschot à Diest fut le théâtre d'une série de combats violens; mais il n'y avait plus un seul soldat belge dans la ville quand les Allemands y entrèrent, le matin du 19 août. Dès leur premier défilé, ils se révélèrent; des coups de feu furent tirés sur les maisons, plusieurs furent incendiées sans prétexte, et, comme prologue d'un drame qui déjà se préparait, on fit sortir de chez eux quelques habitans de la rue du Marteau, qu'on fusilla. Les troupes se répandirent ensuite dans la ville, où elles s'installèrent; le général et ses aides de camp descendirent chez le bourgmestre, M. Tielemans, et jusqu'au milieu de l'après-midi, aucun incident sanglant ne se produisit. A quatre heures, voyant son mari distribuer à la porte des cigares aux sentinelles qui gardaient la maison, Mme Tielemans le rejoignit et, comme le général l'observait du haut du balcon, conseilla à son mari de rentrer. La grand'place devant elle était encombrée de deux mille Allemands. Tout à coup, deux colonnes de fumée s'élevèrent, et une fusillade imprévue et générale éclata. Les soldats se débandèrent, tirèrent dans les fenêtres, enfoncèrent les portes des maisons pour décharger leurs armes dans les corridors. Devant cette furie déchaînée, Mme Tielemans entraîne son mari, ses enfans, les domestiques dans la cave. Elle ne sait pas que là-haut, au même moment, une balle atteint le général et le tue. Sur les murs la mitraille grêle. Il faut

l'entendre raconter la suite. « Après quelques instans d'angoisse sans nom, un des aides de camp du général descend, disant : Le général est mort ! où est le bourgmestre ? Mon mari me dit : Ceci est grave pour moi ! Comme il s'avançait, je dis à l'aide de camp : Vous pouvez constater, Monsieur, que mon mari n'a pas tiré. — *C'est égal*, me répondit-il, *il est responsable !* Mon mari fut emmené. Mon fils, qui était à mes côtés, nous a conduits dans une autre cave. Le même aide de camp est venu me l'arracher, le faisant marcher devant lui à coup de pieds. Le pauvre enfant pouvait à peine marcher (le matin, une balle allemande, pénétrant dans sa chambre, avait ricoché, le blessant au mollet). Après le départ de mon mari et de mon fils, j'ai été conduite dans toute la maison par des Allemands qui braquaient leur revolver sur ma tête. J'ai dû voir leur général mort. Puis on nous a jetées, ma fille et moi, hors de la maison, sans paletot, sans rien. On nous a parquées sur la grand'place. Nous étions entourées d'un cordon de soldats, et devions voir de là l'embrasement de notre chère cité. C'est là qu'à la clarté sinistre de l'incendie, j'ai vu, pour la dernière fois, vers une heure du matin, le père et le fils liés l'un à l'autre : suivis de mon beau-frère, ils allaient au supplice... Ces mauvais m'ont pris tout ce que j'aimais... »

Le père et le fils ! Cet enfant a quinze ans et demi, il n'a rien fait ; il va pourtant, pour justifier le crime collectif qui se commet, être accusé d'avoir tué le général. Après coup, ayant essayé d'abord de plusieurs autres, on inventera cette fable. C'est pour le punir, lui, que son père et lui vont tomber, que son oncle aussi mourra, que la population tout entière et la ville même vont subir trois semaines de tortures !

Cela commence aussitôt. Tous les hommes de la ville sont arrêtés ; cinquante, pris au hasard, sont conduits hors des murs : groupés par séries de quatre, on les fait courir sur la route, et l'on tire sur eux. Dix peuvent fuir, quarante tombent, et sont achevés à l'arme blanche. Plus tard, les autres bourgeois sont alignés contre des talus ; après les avoir tous mis en joue, on en abat méthodiquement un sur trois. Le secrétaire de la Commission, vingt jours plus tard, verra encore sur les herbes et les chaumes, de deux en deux mètres, les caillots de sang marquer la place des victimes.

Ceux qui restent doivent creuser les fosses de leurs frères ;

joints à la foule des habitans chassés de leurs maisons, ils peuvent voir la ville s'allumer. Sous leurs yeux, la première ruée des pillards se précipite sur l'église. Cinq fois ils tentent de mettre le feu aux portes, cinq fois ils échouent. Ils finissent, à grands coups, par les enfoncer. Ils brisent les autels, les confessionnaux, les orgues, fracturent les troncs, arrachent et brûlent les statues gothiques en bois qui ornent la nef, volent et profanent les vases sacrés. Puis ils enferment dans l'édifice les témoins horrifiés de leur furie. Ils ont désormais le champ libre. Pendant trois semaines, ils vont brûler, piller, entasser dans les fourgons et les wagons leur butin, se livrer dans les ruines à la plus dégoûtante orgie. Quand une maison est vidée, on l'incendie. Seules, celles où logent les officiers sont respectées, — et encore, il faut s'entendre sur ce mot. M. Pierre Orts, secrétaire de la Commission, nous donne des détails édifians : « J'ai pénétré, écrit-il, dans plusieurs maisons au hasard, dont j'ai parcouru les divers étages. Partout, le mobilier est bouleversé, éventré, souillé d'une façon ignoble. Les papiers de tenture pendent en lambeaux le long des murs, les portes des caves sont enfoncées, les armoires, les tiroirs, tous les réduits ont été crochetés et vidés. Le linge, les objets les plus disparates jonchent le sol, en même temps qu'un nombre incroyable de bouteilles vides. » Dans la maison du Dr Z., qu'une inscription protectrice recommande à la bienveillance des pillards, et où des officiers ont été logés, voyez ce spectacle : « Dès le seuil, une odeur fade de vin répandu attirait l'attention sur des centaines de bouteilles vides ou brisées qui encombraient le vestibule, l'escalier et jusqu'à la cour. Dans les appartemens régnait un désordre inexprimable; je marchais sur un lit de vêtemens déchirés, de flocons de laine, de matelas éventrés. Partout des meubles béans, et dans toutes les chambres, à côté du lit, encore des bouteilles vides. La salle à manger était encombrée de douzaines de verres qui couvraient la table et les guéridons qu'entouraient des fauteuils lacérés, tandis que, dans un coin, un piano au clavier maculé semblait avoir été défoncé à coups de botte. Tout indiquait que ces lieux avaient été, pendant bien des jours, le théâtre de beuveries et de débauches ignobles... D'après ce que m'a affirmé un maréchal des logis de gendarmerie qui s'occupait avec ses hommes de remettre un peu d'ordre dans tout ce chaos, il en est de même dans la plupart

des maisons où les officiers allemands avaient élu domicile... » Il ne restera plus en ville, quand les Belges y rentreront, — pour peu de jours, hélas! — le 10 septembre, que quelques femmes parmi des décombres arrosés de vin : par centaines, par milliers, les habitans, évacués de l'église où ils étaient entassés, avaient été embarqués pour l'Allemagne!

A l'autre bout du pays, deux petites villes wallonnes étaient à la même époque la proie du feu. Plusieurs jours après la bataille qui les y avait mis aux prises avec les Français, les Allemands entraient sans coup férir, le 23 août, dans Dinant évacuée. Tout le monde était au travail. Passant aux portes de la ville près de la filature, les soldats s'y précipitaient sans raison, séparaient les ouvrières des ouvriers, fusillaient ceux-ci au nombre de soixante-dix, enfermaient celles-là dans un couvent, où elles devaient rester plusieurs jours sans manger. Poursuivant leur route ils dévalaient par les rues, sonnaient aux portes, tuant à bout portant celui qui venait ouvrir, réunissaient déjà les hommes près de l'église pour le massacre ordonné, concentraient les femmes et les enfans dans les maisons religieuses et la prison. A l'abbaye des Prémontrés de Leffe, où ils tinrent, plusieurs jours durant, les femmes de ce faubourg, ils se livraient aux excès les plus odieux. Le premier jour, ils refusèrent de nourrir leurs prisonnières; le second jour, ils leur jetèrent du pain noir; le troisième, ils permirent à quelques-unes d'entre elles d'aller arracher des carottes dans le jardin des moines. Affolées, plusieurs, tombant aux pieds de leurs tortionnaires, demandèrent ce qu'il fallait leur donner pour être libérées! « — Trente mille francs, » leur répond-on. L'énormité de la somme ne les décourage pas; elles avaient emporté ce qu'elles avaient pu de leurs pauvres économies : en se cotisant, elles parviennent à réunir quinze mille francs. — « Cela ne peut-il suffire? » L'officier prend l'argent, mais ne les libère pas. Au contraire, on ne songe qu'à les faire souffrir. Tous les moyens furent bons pour torturer ces malheureuses. On leur annonça qu'on allait les fusiller, puis qu'elles allaient être brûlées vives : et, pour augmenter leur terreur, on alluma sous leurs fenêtres des feux de paille... Le quatrième jour enfin, on leur ouvre les portes : c'est pour qu'elles contemplent leur cité détruite, leurs foyers en cendres. L'une d'elles, Mme P., frémit de joie, voyant sa maison épargnée; elle y rentre avec ses six

enfans et trouve dans le vestibule le cadavre de son mari tué depuis quatre jours. Elle-même, aidée de ses petits, doit l'enterrer dans son jardin.

Les autres traversent ce qui reste de leur ville. On compte quarante maisons encore debout. Près de l'église, dont les murs calcinés sont éclaboussés d'une boue sanglante, cent vingt hommes ont été tués à la mitrailleuse. M. Wasseige, directeur de la Banque Nationale, ayant refusé de livrer le secret de son coffre-fort qui lui était confié, a été assassiné dans ses bureaux, et on a poussé près de lui, sous les yeux de leur mère glacée d'effroi, ses deux fils, dont l'un, Jacques, âgé de quinze ans, n'ayant pas succombé sur-le-champ, a sangloté pendant une heure, suppliant qu'on l'achevât. L'écho de drames plus affreux encore retentit. — « Pourquoi avez-vous agi ainsi? » demande une femme à un officier. Il ne sait pas... Elles cherchent leurs morts dans les tas, emportent leurs reliques. Le 10 septembre on avait dressé une liste de cinq cent quatre-vingt-dix fusillés! Elle monterait aujourd'hui à plus de huit cents.

On fit grâce aux quelques autres. Il n'en fut pas de même à Andenne, où trois cent vingt bourgeois furent massacrés à coups de baïonnette, de hache, et où, après une dévastation qui est une réplique de celle de Dinant, on infligea aux survivans, pour couronner leurs épreuves, un banquet qui fut baptisé le *Pardon d'Andenne!* Officiers et soldats l'organisèrent sur la grand'place, forcèrent les autorités locales à y prendre part, et au milieu des décombres où s'enfonçaient, pour ne point entendre, les veuves et les orphelins de leurs victimes, entrecoupèrent leur insultante orgie de *hoch* pour l'Empereur et d'hymnes à la réconciliation! On ne peut rêver plus tragique raffinement. Il ne suffit plus de blesser la chair; il faut aussi faire saigner les âmes!

Le sac de Louvain, comme celui de Dinant, fut inattendu. L'ennemi était entré en ville le 19 août et avait trouvé la population tranquille et résignée. Le pillage des banques privées, la dévastation de quelques maisons, la prise brutale d'un grand nombre d'otages, les réquisitions sans mesure, la libération des prisonniers de droit commun de nationalité allemande détenus à la maison centrale, les nombreux attentats commis sur les femmes, ne furent que des incidens préliminaires. La vie des habitans, l'existence de la ville semblaient devoir rester sauves.

Le 25 au soir, rendus furieux par un échec que venaient de leur infliger les troupes belges, et excités, dit-on, par une méprise qui venait dans l'ombre de jeter les uns contre les autres des compagnies rentrant en désordre et des compagnies qui crurent à une attaque, les soldats allemands, répandus par la ville, se mirent à tirer en tous sens dans les rues désertes. Aussitôt des incendies éclatent. L'antique bâtiment des Halles, devenu le siège de l'Université et contenant la célèbre bibliothèque, est parmi les premiers atteints. Tout près, l'impressionnante église Saint-Pierre flambe à son tour, et quelques-uns des plus beaux hôtels de la ville éclairent cette première nuit du carnage. « Les soldats enfonçaient les portes des maisons et y mettaient le feu au moyen de fusées. Ils tiraient sur les habitans qui tentaient de sortir. De nombreuses personnes réfugiées dans leur cave furent brûlées vives; d'autres, atteintes par des coups de feu au moment où elles voulaient sortir du brasier (1). »

Beaucoup d'habitans, par leurs jardins et les ruelles, parviennent pourtant à fuir leurs demeures : ils sont conduits devant la gare, où déjà dix cadavres de civils sont jetés sur l'herbe du square. On sépare brutalement les maris de leurs femmes et de leurs enfans; fouillés et dépouillés de leur argent et de leurs bijoux, ils sont poussés sur les routes sans avoir eu le temps d'un mot ou d'un baiser. Un groupe de soixante-quinze bourgeois , suivis d'ecclésiastiques parmi lesquels on remarque deux religieux espagnols et un prêtre américain, fut conduit devant le front des troupes allemandes jusqu'au village de Campenhout où, à la nuit tombante, on les enferma dans l'église. A quatre heures du matin, la porte s'ouvrit, un officier cria aux captifs qu'il était temps pour eux de se confesser, et qu'ils seraient fusillés une demi-heure plus tard. Une demi-heure plus tard on les relâcha. Se croyant sauvés, ils se dirigeaient vers Louvain quand un régiment les arrêta, leur fit rebrousser chemin et les poussa devant lui dans la direction de Malines. Aux portes de cette ville, on les laissa partir. Il faudrait lire dans les dossiers de la Commission les récits détaillés, faits par des vieillards, de cette brutale équipée... Un autre groupe, beaucoup plus nombreux, fut conduit dans la gare. Des centaines d'hommes furent entassés dans des wagons à bestiaux

(1) 3e rapport de la commission.

souillés d'ordure ; ils voyagèrent vingt-six heures debout, pressés les uns sur les autres, sans recevoir de nourriture. A Cologne, on les jeta dans un *Luna Park* abandonné, où ceux qui le purent dormirent, — ô ironie! — sur les marches d'une *Roue joyeuse!* On leur donna un peu de pain et d'eau. Reconduits le matin à la gare, on les remit en wagons, et un nouveau voyage les ramena à Bruxelles où ils arrivèrent le 30 août et où, malgré l'opposition de leurs gardiens, les agens de police parvinrent à les nourrir : ils n'avaient pas mangé depuis quatre jours. Ils furent ensuite dirigés devant les troupes jusqu'aux avant-postes belges. Plusieurs en route étaient devenus fous... Un troisième groupe, composé surtout de prêtres, parmi lesquels Mgr Ladeuze, recteur de l'Université, Mgr de Becker, recteur du Collège américain, et les jeunes Jésuites de l'importante maison d'études de Louvain, fut convoyé sur la route de Bruxelles. Plusieurs furent fusillés en chemin, entre autres le P. Dupierreux, scholastique de la Compagnie de Jésus : son crime était d'avoir sur lui un agenda où il avait noté quelques dates de la guerre.

Pendant ce temps, les femmes et les enfans furent d'abord gardés à vue devant la gare. De toute la journée du 26 août, point de nourriture. En revanche, on leur donna un spectacle. « Ils assistèrent à l'exécution d'une vingtaine de leurs concitoyens, parmi lesquels plusieurs religieux qui, liés quatre par quatre, furent fusillés à l'extrémité de la place... Un simulacre d'exécution de Mgr Coenraets, vice-recteur de l'Université, et du Père Schmid, dominicain, eut lieu devant eux; une salve retentit, et les témoins, convaincus de la réalité du drame, furent contraints à applaudir (1). »

Relâchés dans la nuit, celles de ces pauvres femmes qui retrouvent leur maison intacte n'ont pas une paix bien longue. A huit heures du matin, on leur donne l'ordre de quitter la ville : celle-ci va être bombardée. C'est alors l'exode en masse, l'exode déchirant par tous les chemins, à travers les villages qui brûlent. Ce ne sont plus des centaines d'hommes, c'est une foule que l'on chasse à coups de crosse, qui, à chaque passage d'officiers ou de soldats, doit lever les bras et s'agenouiller, qui, le jour, vit de légumes arrachés aux champs, qui, la nuit, dort à même la route! Il en tombe d'épuisés qui meurent sans parler; des femmes se suicident; des hommes qui ne vont pas assez vite

(1) 5e rapport de la commission.

ont été abattus ; des cas de folie subite éclatent dans les rangs. Sur la seule route de Tirlemont, ils sont dix mille et plus qui fuient, ce pendant que derrière eux le canon gronde, la ville flambe. A Tirlemont, ils veulent s'arrêter : non ! on va les chasser encore de village en village, jusqu'aux sables du Limbourg !

Dans la ville vidée, le pillage va être plus facile. Tout ce qui reste à prendre sera pris. La grande fête du feu et du vin va enivrer les soldats lancés à la curée. Quand le bataillon de *landsturm* de Halle entrera le 29 août dans les rues, le sac, qui doit durer cinq jours encore, sera à son point d'apogée. Un homme de ce bataillon, dont le journal de route se trouve annexé aux archives de la commission, verra en pénétrant à Louvain « une image de la dévastation telle qu'il est impossible de s'en faire une idée pire. Des maisons brûlant et s'effondrant bordaient les rues ; quelques rares maisons demeuraient debout... la course se poursuivait sur des débris de verre ; des morceaux de bois flambaient, les fils conducteurs du tramway et ceux du téléphone traînaient et obstruaient les voies... le bataillon allait en rangs serrés pour entrer par effraction dans les premières maisons, pour voler (pardon, réquisitionner !) du vin et autres choses. Ressemblant à une meute en débandade, tous y allèrent à leur fantaisie ; les officiers précédaient et donnaient l'exemple !... » Ainsi devait continuer et s'arrêter enfin dans la crapule consciente et le dégoût, la destruction de l'antique cité savante : quatorze cent quatre-vingt-quatorze maisons étaient brûlées ! Ainsi devait se terminer ces jours inoubliables du triomphe grossier de la culture allemande sur la Science et sur la Beauté !

Le crime de Louvain n'est pas seulement un crime contre la Vie : c'est un crime contre l'Esprit. Il dépasse dans sa double horreur tous les autres crimes. Un peuple qui l'a voulu est à jamais déshonoré, le chef qui l'a exécuté, — il s'appelle Manteuffel, — doit être cloué au pilori de l'Histoire. Il en est de même de von Schoenmann, exécuteur d'Andenne, — nous verrons qu'il n'en est pas l'unique héros, — de Bayer, froid bourreau de Dinant, et de Sommerfeld, qui, assis sur une chaise au milieu de la grand'place de Termonde, devait répondre au bourgmestre suppliant, qui lui demandait de préserver ce qui restait de sa ville blessée : *Nein ! Razieren !* et faisait signe aux « pionniers » de commencer... Je voulais raconter Termonde. Ne suffit-il pas de citer ce mot, ce geste, — et d'ajouter qu'ils furent obéis !

VI

A ces récits, pas un honnête homme, pas un cœur droit ne peut rester insensible. Pourtant certains neutres, dans leur indignation même, penseront peut-être qu'il s'agit là, surtout quand ils se passent dans les villages, d'actes individuels, presque inévitables dans toute guerre, à l'heure où l'instinct brutal prend le dessus chez l'homme ivre de sa force. Si plusieurs des faits révélés par la Commission d'enquête doivent être regardés comme des faits d'indiscipline, si même nous voyons parfois un officier intervenir pour faire cesser le scandale et aller jusqu'à le punir, il apparaît de toute évidence que les massacres, les pillages, les incendies, les crimes de toute sorte qui ont désolé et désolent encore la Belgique sont le résultat d'ordres donnés, les effets d'un système, les manifestations d'une organisation dure, savante, scientifique !

La science allemande en a d'ailleurs fait le célèbre aveu. « *Nos soldats ne commettent aucun acte de cruauté indisciplinée* (1) » (keine zuchtlose grausamheid), affirment les Quatre-vingt-treize dans leur manifeste. Les Quatre-vingt-treize exagèrent : nous reconnaissons qu'il dut y avoir quelques actes de cruauté commis sans ordre. Mais les illustres aveugles qui ont signé, sans rien vérifier, le papier de mensonge pédant et catégorique qui les flétrira devant l'avenir, ne croyaient pas exprimer, — en prétendant laver leur peuple de tant d'infamies, — une aussi effroyable vérité ! La cruauté de l'armée allemande est disciplinée. Le *Nein, Razieren!* du Sommerfeld assis sur la grande place de Termonde est l'expression même de cette discipline !

« Que voulez-vous, c'est la guerre ! » disent quelquefois les Allemands honteux qui veulent faire taire leur conscience. — « Il le fallait, les civils avaient tiré ! » crient tout de suite les autres pour légitimer leurs massacres, quand ils en éprouvent le besoin. *Civil hat geschossen!* c'est là, nous l'avons déjà constaté, le motif classique, obligatoire, général, le prétexte-omnibus qui à l'avance absout les pires excès, les ruines et les tueries ! Que

(1) La traduction officielle du manifeste porte « ni actes d'indiscipline, ni de cruautés. » Il suffit de lire en regard le texte allemand pour voir qu'il s'agit là d'une de ces altérations, — il y en a quatre ou cinq, — que les Quatre-vingt-treize ont fait subir volontairement à leur texte, en le traduisant en français.

l'on fusille un non-combattant (et encore faut-il s'entendre sur ce terme), qui se bat : les dures lois de la guerre le tolèrent. Mais le geste d'un homme ne peut excuser des représailles collectives, et d'ailleurs le *civil hat geschossen* qui déchaîne les brutes est invariablement la contre-vérité la plus odieuse. On a vu comment toutes les armes à feu avaient été enlevées aux habitans par les autorités belges; on verra, en lisant les accablans rapports de la Commission, que chaque fois qu'il s'est trouvé un habitant assez courageux pour réclamer, et un *oberlieutenant* assez honnête pour ordonner, avant le massacre, l'autopsie du cheval tombé qui demandait vengeance, on a trouvé dans le corps du cheval une cartouche de Mauser allemand... Mais, la plupart du temps, il n'y a pas de cheval tombé. Le cri précurseur du drame ne répond à rien qu'à l'instinct collectif qui s'excite et demande sa proie, — plus souvent au geste du chef qui trouve que le temps presse, et qu'il faut en finir!

Quand la localité est grande, et que l'on sait que le carnage, peut-être plus retentissant, sera jugé, il faut sauver l'apparence. A Louvain, deux soldats allemands frappent chez M. X..., professeur à l'Université, disant : « Il y a des soldats cachés chez vous. — Vous vous trompez, visitez la maison si vous voulez! » Aussitôt ils montent au second étage, ouvrent une fenêtre, déchargent leur revolver dans la rue. A l'appel, des *kamarades* arrivent de partout, entrent et pillent. « Toutes les fusillades, ajoute le professeur, commencèrent, au même moment, de tous les côtés de la ville. » Le plus souvent, l'organisation n'est pas si parfaite. Un Allemand se contente de tirer en l'air ou sur un passant inoffensif : l'alarme est ainsi donnée. Ailleurs, on cherche ingénieusement des mobiles plus variés. Un témoin de Liége en cite quelques-uns : « Il suffit qu'un pneu éclate pour que tous les fusils soient braqués prêts à tirer dans tous les sens. Ou bien on trouve une vieille cartouche, ou un coupe-papier trop aiguisé. » Ou bien encore, comme à Sittaard, on saisit comme pièces à conviction, avant de sévir, les arcs et les flèches, — les flèches empoisonnées, dira l'autorité prussienne, — qui garnissent le paisible cabaret du *Roi* d'une société de *tir à la perche!* Ailleurs encore, ce sont les dépôts d'armes eux-mêmes faits dans les maisons communales par les particuliers, sur l'ordre des bourgmestres, qui servent de prétexte affiché. Quatre ou cinq vieux fusils de chasse, précieuses reliques de

paysans conservateurs, et qu'on leur a enlevés par scrupule, se changent soudain en un redoutable arsenal !

C'est d'ordinaire le lendemain d'une défaite qu'ont lieu les massacres. Le succès des soldats belges, les pauvres paysans belges le paieront! C'est aussi lorsqu'avant l'entrée des Allemands au village, une audacieuse patrouille de carabiniers cyclistes, — on ne dira jamais assez le téméraire héroïsme de ceux-ci, — les a attaqués et meurtris. Ces carabiniers haïssables, — ils les appellent les *schwartze Teufel*, les diables noirs, — vont se muer tout de suite, dans leurs accusations, en francs-tireurs coupables. Ils classeront également parmi les francs-tireurs, selon les besoins de leur colère, les gendarmes et les gardes civiques. Ils détruisent Herve, Soumagne (cent quatre-vingt-deux habitans assassinés!), Romsée, Dolhain, Hastière, Surice, Visé, d'autres villettes et villages (il faudrait nommer tous ceux qui entourent Malines et Louvain), sans autre raison qu'un prétendu coup de feu. Parfois, au cours de leurs destructions, quelque soldat troublé éprouve comme un besoin maladif de se justifier : Vous avez tiré! vous avez tiré! répète-t-il aux habitans qu'il tue. A Louvain, un paisible fonctionnaire se présente aux Allemands, demandant timidement de pouvoir sauver ses archives. — Non! lui répond-on, profitant de sa présence pour l'enfermer, vous avez été armé par votre administration, et vous avez tiré!...

Souvent la décision de détruire est prise depuis le matin, — voire depuis plusieurs jours, et le franc-tireur, *deus ex machina*, n'apparaît qu'au moment voulu. Des destructions sont annoncées par des Allemands naïfs ou compatissans bien avant la naissance du prétexte ou le commencement de la tragédie. Le 17 août, un officier loge chez un magistrat du Luxembourg. Dans la conversation, parlant des jolies villes du pays, le magistrat nomme Dinant. — « Hélas! répond l'officier, Dinant, ville condamnée! » Les Allemands ne réoccupèrent Dinant et ne l'assassinèrent que plusieurs jours après. A un habitant indigné, un chef condescendant déclare dans cette même ville *qu'on agit par ordre*. C'est sans raison qu'Andenne fut saccagée. On allégua plus tard une prétendue agression des habitans contre les troupes d'occupation : on n'a jamais su en quoi avait consisté cette agression! A un notable d'Aerschot qui s'empresse aussitôt de fuir, un soldat conseille à l'avance de s'en aller : « On va

pulvériser la ville. » A Louvain, même chose : un soldat dit au témoin R. v. K. de partir, que la ville va être brûlée et rasée. Mieux, le mardi 25 août, le matin, — les fusillades n'éclateront qu'à la nuit, — des officiers allemands préviennent Mme R. qu'elle agirait sagement en s'éloignant, Louvain devant être incendié... Il semble se confirmer d'ailleurs que Louvain fut détruit par ordre supérieur, pour terroriser Bruxelles récemment occupée et à laquelle on n'osait pas toucher.

A toutes les horreurs résumées plus haut les officiers prennent leur part. Plusieurs fois déjà nous les avons vus apparaître. Diriger ces opérations est une partie de leur rôle. C'est sur leur commandement que les civils sont poussés devant les troupes, que les fusillades s'organisent, que les actes cruels se multiplient. Entrant à Aerschot à la tête de ses hommes bien rangés, c'est un officier qui tire un coup de revolver sur une jeune femme qui se penche à un balcon, porteuse d'un petit enfant. Ce sont des officiers qui, à Tamines, les mitrailleurs ne pouvant plus, — tant l'horreur était grande, — continuer le massacre des habitans massés, prennent la place de leurs hommes et tournent froidement la sinistre manivelle. C'est un commandant qui, le 27 août, à W., rencontre la Sœur Aldegonde : il lui demande où est le curé. — « Sans doute à la cure, » répond la religieuse. Aussitôt il prend son revolver, l'appuie sur la poitrine de la pauvre fille et lui dit : « Accompagnez-moi, et, si je ne trouve pas le curé à la cure, je vous tue et j'ordonne d'incendier le village ! » Ainsi parlent aux femmes les chevaliers allemands ! C'est un lieutenant de réserve du 163e d'infanterie qui, ayant enfermé à T. les femmes et les enfans dans un couvent où il vient d'être hébergé plusieurs jours, menace de tuer le premier qui bouge, et de tuer par surcroît des prêtres prisonniers dans une autre salle.

Ce sont les officiers qui ordonnent les incendies, qui en règlent l'ordonnance, qui en surveillent l'exécution ; qui, lorsque le corps des *pionnieren*, spécialement affecté à cette besogne, n'est pas présent, travaillent minutieusement à faire, sans fautes de style, une belle flambée. A Rethy, le rapport de la commission judiciaire envoyée sur les lieux, décrit les incendiaires entrant dans chaque maison, allumant avec soin, chambre par chambre, les rideaux, les vêtemens, les matelas : ce ne sont que des uhlans sans engins *ad hoc*. Quand la

troupe est plus nombreuse, elle a ses outils et le genre de munitions qu'il faut. A Schaffen, chaque maison est enduite préalablement de pétrole et de naphte (ces liquides sont contenus dans des récipiens perfectionnés). A Tamines, ce sont des sortes de fusées que les soldats ont sur eux qui allument l'incendie. A Louvain, ce sont des bombes incendiaires qu'on jette dans les maisons pour mettre le feu ou l'activer. Ailleurs, ce sont les pastilles incendiaires (nitro-cellulose gélatinée) dont les dossiers de la Commission d'enquête contiennent une analyse chimique détaillée. Rien n'est laissé à l'improvisation ou à l'imagination. Quand l'ardeur du feu diminue, on voit les soldats, comme à Aerschot, « soulever de place en place quelques tuiles des toits pour favoriser le développement des flammes. » Quand l'ardeur des hommes se ralentit, on entend les officiers, comme à Sempst, se promener entre les maisons déjà embrasées en criant : *Brent! Brent!* Un de mes amis est témoin en Wallonnie de l'entrée de l'ennemi dans un village condamné : l'officier à cheval donne ses ordres devant chaque maison, d'après l'aspect de l'immeuble et sa grandeur : « Ici un homme ! Ici trois ! ici cinq ! » Par ce système rationnel, en une heure l'exécution est finie. On prend soin d'empêcher le sauvetage : à Louvain l'autorité allemande fait détruire, dès le début de l'incendie, les pompes et l'échelle Porta. On profite aussi du feu pour faire double besogne : à Liége, pendant que l'on brûle les maisons d'une rue, on tire sur les bourgeois qui sortent, à coups de fusils et de mitrailleuses : notable économie de temps. L'incendie est une partie de la guerre. A Averbode, le commandant allemand déclare à un témoin : « Nous ne venons pas ici pour faire la guerre, mais pour brûler le village ! » Il est des fois pourtant où l'armée combattante s'abstient de ce glorieux devoir : c'est quand les *pionniers* ne sont pas loin. Ils sont chargés des incendies impeccables, et leur outillage est plus complet encore. Devant eux, comme à Termonde, les autres soldats se retirent. A une femme de Termonde qui demandait qu'on sauvât son bien, un officier répondit, avant même que Sommerfeld eût parlé : « Je regrette, Madame, mais l'incendie n'est pas ma partie, c'est celle de ceux-là qui entrent. Devant eux, je dois partir. » Division du travail, dernier mot de l'industrie guerrière !

Le pillage est réglé comme l'incendie, avec froideur et méthode. On emporte pêle-mêle ce qui est précieux et ce qui ne

l'est pas. Les objets inutilisables, — pour le vainqueur, — sont détruits, comme à T., où, dévalisant le couvent qui les nourrit, les hôtes reconnaissans enlèvent dans les salles d'école les ardoises, les cahiers, les buvards des enfans pauvres, en font des tas qu'ils brûlent ou couvrent d'ordures. De longs trains chargés de caisses soigneusement clouées partent pour l'Allemagne, cadeaux individuels ou butin officiel de l'Empire. Ces objets volés, — le goût pour les pianos, remarquons-le, a succédé au goût pour les pendules, — réjouiront les Gretchen aux yeux bleus, ou, négociés, enrichiront les caisses de l'État : les journaux de Cologne n'annonçaient-ils pas, il y a peu de jours, la vente publique, sur une des places de la ville, des étalons de prix ravis dans nos fermes à nos éleveurs ? Les pillards ne sont pas des soldats désobéissans ; ce sont de bons serviteurs. Ils agissent même parfois à contre-cœur. Le fantassin Klein, dont le carnet de route est sous mes yeux, termine le récit de sa participation au pillage organisé de Louvain par ces mots de dégoût : « Cette journée m'inspire un mépris que je ne saurais décrire. » Et un autre soldat, à W., apporte de l'argent à une religieuse en lui disant : « Voici, ma Sœur, pour vos bonnes œuvres... Ne me méprisez pas. Je suis obligé de piller, mais je ne suis pas un voleur ! » Pour chasser ces scrupules possibles, on leur fait commencer d'ordinaire l'ouvrage par la cave : l'excitation leur donnera plus d'entrain !

Les officiers supérieurs, que l'on pourrait croire plus discrets, ne répugnent pas au pillage. Ils le font exécuter sous leurs yeux, pour leur compte, avec cynisme et tranquillité. Ils ne sont pas moins que les officiers inférieurs, les barbares que les produits d'une civilisation plus fine émerveillent, et qui empilent pêle-mêle dans des caisses les argenteries, les chromos, les toilettes de bal et les draps de lit ! C'est le duc de Gronau qui préside, au mois d'août, après l'occupation paisible par son état-major du château de Villers-Notre-Dame, à l'enlèvement de cent-quarante-six couverts, de deux cent trente-six cuillers de vermeil, de trois montres en or, de neuf livrets de caisse d'épargne, de quinze cents bouteilles de vin, de soixante-deux poules, de trente-deux canards, de nombreuses robes de soirée, d'œuvres d'art et d'une grande quantité de linge d'enfant ! C'est Son Altesse Impériale et Royale, le prince Eitel Fritz, propre fils de l'Empereur, qui, ayant séjourné une huitaine de jours

dans un château du pays de Liége, chez M. X., avec le duc de Brunswick et le baron von Mirbach, remercie ses hôtes en faisant emballer sous leurs yeux toutes les robes qu'il peut trouver dans les armoires de Mme X. et de ses filles : tissus délicats qui vont fagoter, à l'instar de Paris, les beautés rebondissantes de Potsdam et du Hanovre !

C'est, du soldat à l'officier, de l'officier au prince, du prince au chef d'armée, le même système, la même cruauté, le même goût âpre du vol. « *Aucun acte de cruauté indisciplinée!* » non, mais le vol comme le crime, le pillage comme l'assassinat érigés en méthode, et commis par ordre des généraux et de l'Empereur !

Si quelque *Herr Professor* veut y contredire, qu'on lui fasse tenir le septième rapport de la Commission belge d'enquête, où ont été réunies les preuves les plus accablantes de cette responsabilité d'en haut, — les preuves les moins contestables aussi, puisqu'il s'agit des proclamations mêmes, brutales et sans pudeur, des von Emmich, des von Bülow, des von der Goltz...

Qu'y peut-on lire ? L'aveu atroce que les horreurs qui désolent le pays sont voulues et commandées. Le 22 août, après le sac effroyable d'Andenne, Bülow fait afficher à Liége :

« C'est avec mon consentement que le général en chef a fait brûler toute la localité, et que cent personnes environ ont été fusillées. »

Le 25 août, le même Bülow fait placarder à Namur la proclamation suivante :

« Les soldats belges et français doivent être livrés comme prisonniers de guerre avant quatre heures, devant la prison. Les citoyens qui n'obéiront pas seront condamnés aux travaux forcés à perpétuité en Allemagne. L'inspection sévère des immeubles commencera à quatre heures. *Tout soldat trouvé sera immédiatement fusillé.*

« Armes, poudre, dynamite, doivent être remis à quatre heures. Peine : fusillade.

« Toutes les rues seront occupées par une garde allemande qui prendra dix otages dans chaque rue. Si un attentat se produit dans la rue, les dix otages seront fusillés. »

Le 27 août, le lieutenant général von Nieber écrit au bourgmestre de Wavre pour réclamer à cette petite ville le solde d'une exorbitante contribution de guerre de trois millions de

francs imposée par le général commandant la deuxième armée (toujours Bülow). Il termine sa lettre par ces mots :

« La ville de Wavre sera incendiée et détruite si le paiement ne s'effectue pas à terme utile, sans égards pour personne : *les innocens souffriront avec les coupables !* »

Le 17 août, le bourgmestre de Hasselt, sur les ordres de l'autorité militaire supérieure allemande, avait été obligé d'afficher cet avis :

« Dans le cas où *des habitans* tireraient sur des soldats de l'armée allemande, *le tiers de la population mâle* serait passé par les armes. »

Le 5 octobre enfin, le feld-maréchal von der Goltz lance dans toute l'étendue de son gouvernement la proclamation suivante, plus claire encore que les autres (on sait que, fréquemment pendant la campagne de Belgique, des détachemens d'éclaireurs cyclistes ont été faire sauter, jusqu'au fond des provinces occupées, des voies de chemin de fer nécessaires aux communications allemandes) :

« Dans la soirée du 25 septembre, la ligne de chemin de fer et le télégraphe ont été détruits sur la ligne Lovenjoul-Vertryck. A la suite de cela, les deux localités citées ont eu, le 30 septembre au matin, à en rendre compte et ont dû livrer des otages.

« A l'avenir, les localités les plus rapprochées de l'endroit où de pareils faits se sont passés, — *peu importe qu'elles soient complices ou non,* — seront punies sans miséricorde ! »

Ainsi le mépris de la vie des citoyens, les sévices contre les prisonniers de guerre, des tragédies abominables comme celle d'Andenne, les représailles contre tous pour le geste d'un seul, — mieux, pour un fait étranger à la population, qui se passe dans les environs, tout cela est autorisé et ordonné. Tout cela se fait ouvertement sous les yeux d'un kaiser ami passionné de la Paix et « délices du genre humain ! »

VII

La cause est entendue. Déjà le monde a jugé. Pour le faire, il n'a pas attendu de connaître dans son ensemble la série sanglante des atrocités allemandes. Dès les premières scènes de la tragédie belge, il en a deviné toute l'horreur. Les documens

résumés dans ces pages montreront à tous ceux qui, dans leur cœur, ont déjà prononcé la sentence, qu'ils ne se sont point trompés. Cette étude est pourtant fort incomplète. Si l'on voulait délimiter géographiquement le théâtre des faits odieux dont j'ai parlé, on s'apercevrait que seule a pu être explorée jusqu'ici la partie du pays qui s'étend entre le cours de l'Escaut et le cours de la Meuse, au Nord d'une ligne oblique tracée de Gand à Namur. De la Flandre, piétinée aujourd'hui par les corps d'armée allemands qui combattent, des Ardennes et du Hainaut, trop loin de nous, nous ne savons presque rien. Chaque jour, un écho nous en arrive, un cri de détresse qui nous fait entrevoir des malheurs aussi affreux que ceux dont nous connaissons le détail. Le dossier redoutable ne cesse de s'enfler... Il ne fallait pourtant pas attendre qu'il fût définitivement constitué pour y puiser des pièces caractéristiques ; il fallait, alors que vibrent encore dans l'air la protestation allemande et les fières répliques, fortes de leur substance doctrinale et de leur vérité, des intellectuels français, démontrer qu'aux six *Il n'est pas vrai* des savans d'outre-Rhin répondent, non pas des affirmations vagues et des calomnies gratuites, mais des *faits* innombrables et précis, pour chacun desquels peuvent être données les indications nécessaires de dates, de noms, de lieux, de contrôle. Je n'ai fait qu'entr'ouvrir le recueil immense des procès-verbaux et des témoignages. La critique allemande, si elle cesse un jour d'être servilement aveugle, ne pourra, lors de la publication intégrale, que frémir de honte devant le dossier grand ouvert.

PIERRE NOTHOMB.

SOUVENIRS DE BORDEAUX[1]

1871-1914

Henri Rochefort, après la décision de l'Assemblée nationale qui, sur la proposition Keller, s'en était remise à la sagesse des négociateurs, s'était écrié avec ironie : « C'est un blanc-seing ! » Il se trompait. Ce n'était pas tout à fait cela. M. Thiers, en effet, ne voulut pas être seul à prendre la lourde responsabilité de signer les préliminaires de paix. Il demanda et obtint qu'on lui adjoignît quinze membres de l'Assemblée qui, désignés en qualité de commissaires spéciaux, le suivraient à Versailles; il leur rendrait un compte fidèle de ses démarches et il prendrait avec eux une décision définitive. Ces commissaires furent MM. Benoist d'Azy, Teisserenc de Bort, de Mérode, Desseilligny, Victor Lefranc, Laurenceau, Lespérut, Saint-Marc Girardin, Barthélemy Saint-Hilaire, le général d'Aurelle de Paladines, l'amiral de la Roncière Le Noury, Pouyer-Quertier, Vitet, Batbie et l'amiral Saisset. Leur participation aux essais de transaction tentés par M. Thiers ne fut pas grande, il est vrai, elle fut cependant un appui, sans être ni un empiétement, ni une gêne. Le nouveau chef du pouvoir exécutif avait formé son Cabinet avec quelques-uns des membres de l'ancien gouvernement de la Défense nationale : Jules Favre, Jules Simon, Ernest

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre et du 1er novembre 1914.

Picard, et des hommes estimés de tous les partis comme Dufaure, le général Le Flô, l'amiral Pothuau, Lambrecht, de Larcy et Pouyer-Quertier, qui remplaça Buffet dont il avait été question un moment. M. Thiers s'était installé dans l'hôtel Ducru, rue Esprit-des-Lois, très voisin du Grand Théâtre, et y recevait toute la journée les représentans, les journalistes et les personnages importans qui avaient à lui parler d'affaires urgentes. Plus de quarante journaux se publiaient alors à Bordeaux et donnaient à la presse une puissance que, seul, le questeur Baze ne voulait pas reconnaître. C'était tous les jours des scènes épiques, à la Questure, car le refus de donner satisfaction à cette honorable corporation en lui facilitant ses relations avec les représentans, en lui accordant les billets nécessaires et les places suffisantes pour s'installer dans la salle des séances, amenait des discussions perpétuelles qui agaçaient et irritaient les deux autres questeurs. A lui seul, M. Baze, véritable brandon de discorde, occupait l'attention publique et attirait sur lui des colères et des ressentimens sans fin. Nul despote ne fut aussi despote, et il faut reconnaître que, dans les annales parlementaires, il n'y eut jamais un seul représentant qui ait soulevé autant de récriminations et de plaintes, justifiées par ses exigences tatillonnes et par son caractère acerbe.

Le 19 février, le cabinet, présenté par M. Thiers, fut bien accueilli par l'Assemblée ; c'est ce jour-là que le chef du Pouvoir exécutif prononça le discours célèbre où fut énoncé et accepté le pacte dit « Pacte de Bordeaux. » On peut le résumer en ces quelques mots qui forment un programme dont toute l'Assemblée comprit l'urgence et la nécessité : « Débarrasser nos campagnes de l'ennemi qui les foule et les dévore, rappeler des prisons étrangères nos soldats, nos officiers, nos généraux prisonniers, reconstituer avec eux une armée disciplinée et vaillante, rétablir l'ordre troublé, remplacer sur-le-champ les administrateurs démissionnaires ou indignes, réformer par l'élection nos Conseils généraux et nos Conseils municipaux dissous, reconstituer ainsi notre administration désorganisée, faire cesser des dépenses ruineuses, relever notre crédit, renvoyer aux champs et aux ateliers nos mobiles et nos mobilisés, rouvrir les routes interceptées, relever les ponts détruits, faire renaître le travail partout suspendu, le travail qui peut seul procurer le moyen de vivre à nos ouvriers, à nos paysans... y

a-t-il quelqu'un qui pourrait nous dire qu'il y a quelque chose de plus pressant que cela? » Les bravos et les applaudissemens unanimes de l'Assemblée interrompirent l'orateur pour attester qu'il avait dit juste et que chacun l'approuvait. « Y a-t-il quelqu'un ici, continua M. Thiers, qui oserait discuter savamment des articles de Constitution, pendant que nos prisonniers expirent de misère dans des contrées lointaines ou pendant que nos populations sont obligées de livrer aux soldats étrangers le dernier morceau de pain qui leur reste? (*Sensation marquée.*) Ah! sans doute, lorsque nous aurons rendu à notre pays les services pressans que je viens d'énumérer, quand nous aurons fermé ses plaies, ranimé ses forces, nous le rendrons à lui-même, et, rétabli alors, ayant recouvré la liberté de ses esprits, il verra comment il veut vivre. (*Vive approbation.*) Quand cette œuvre de réparation sera terminée, le temps de discuter, de peser les théories du gouvernement sera venu, et ce ne sera plus un temps dérobé au salut du pays. Déjà un peu éloignés des souffrances d'une révolution, nous aurons retrouvé notre sang-froid; ayant opéré notre reconstitution sous le gouvernement de la République, nous pourrons prononcer en connaissance de cause sur nos destinées, et ce jugement sera prononcé non par une minorité, mais par la majorité des citoyens, c'est-à-dire par la volonté nationale elle-même. » (*Nouvelle approbation.*)

Telle était la politique que conseillait M. Thiers, tel était le pacte qu'il considérait comme seul possible et adapté aux circonstances douloureuses où l'on se trouvait alors. « Unissons-nous, Messieurs, disait-il dans une péroraison qui fut unanimement applaudie, et disons-nous bien qu'en nous montrant capables de concorde et de sagesse, nous obtiendrons l'estime de l'Europe et son concours, et de plus le respect de l'ennemi lui-même. Ce sera la plus grande force que vous puissiez donner à nos négociateurs pour défendre les intérêts de la France dans les graves négociations qui vont s'ouvrir. » Jules Favre a pu affirmer avec raison que ce fut un des plus beaux discours de M. Thiers, un morceau capital au point de vue politique, et très remarquable comme modèle d'éloquence parlementaire. L'effet en fut énorme et il dure encore. « Le temps ne l'a pas affaibli, disait Jules Favre, et l'abus regrettable qu'en a fait l'esprit de parti n'a servi qu'à mettre mieux en relief la sagesse des concepts qu'il renferme. »

Je sais bien qu'on a cherché depuis à découvrir, dans ces paroles de M. Thiers, l'ajournement habile et indéfini d'une Constitution. C'était trahir sa pensée. Sans doute, le chef du pouvoir exécutif voulait qu'on s'occupât d'abord et surtout du relèvement de la France, mais il avait dit, et il le croyait, que, lorsqu'elle serait ranimée et restaurée, elle pourrait et devrait mettre fin au régime provisoire sous lequel elle avait été obligée de vivre. On le savait si bien, en février 1871, que nul homme politique ne songeait alors à briguer un pouvoir qui ne présentait que des difficultés terribles et même des périls certains. Le Pacte de Bordeaux, que tous les partis acceptèrent, signifiait nettement que l'Assemblée voulait « relever du sol où il gisait ce noble blessé qu'on nomme la France, » puis lui rendre, après sa guérison, dans les délais nécessaires, la faculté de se donner une Constitution régulière. Les propos que j'ai entendus à cette époque et que j'ai pu relever dans tous les partis, confirment absolument ce que j'avance ici.

Après avoir obtenu la nomination des quinze commissaires chargés de suivre les négociations, M. Thiers fit adopter, sur la proposition de Barthélemy-Saint-Hilaire, la création de huit Commissions spéciales, chargées d'éclairer l'Assemblée sur l'état exact des forces militaires, sur celui de la Marine, des Finances, des Chemins de fer, routes, canaux et rivières, des Postes et des Télégraphes, des départemens envahis, de l'Administration intérieure et du commerce général de la France. Les feuilles radicales se moquèrent un moment de cette création qu'elles appelaient une occupation faite pour amuser les enfans turbulens. Mais quand on sut que les rapports étaient confiés à des hommes tels que MM. Guiraud, de Montlaur, Bastid, de Champvallier, Tallon, Gallicher, Jauréguiberry, de Mornay, Bouisson, de la Rochethulon, Mathieu de la Redorte, Dahirel et Eschasériaux, on prit la chose au sérieux. Ceux qui ont dit que l'Assemblée s'était prononcée pour les préliminaires de paix sans avoir été informée de la situation du pays, n'ont connu ni les travaux de ces huit Commissions, ni leurs importans rapports. Les ayant lus et étudiés à fond, je puis affirmer qu'ils ne laissaient aucun doute sur la situation désastreuse faite à la France, en février 1871, et sur la nécessité d'y apporter un prompt remède.

Des bruits de toute nature circulèrent dans les couloirs de

l'Assemblée. Les légitimistes croyaient à la restauration du trône avec le Comte de Chambord. Dans le centre droit et le centre gauche, on parlait de la possibilité de l'élection du Duc d'Aumale comme président de République. Les optimistes s'imaginaient que l'Europe interviendrait en faveur de la France et empêcherait tout démembrement. C'était prêter à une Europe indifférente et égoïste une politique intelligente qu'elle ne suivit malheureusement pas. M. Thiers, accompagné de Jules Favre, se rendait, non sans inquiétude, à Versailles; il prévoyait des exigences effrayantes contre lesquelles son énergie et son bon sens allaient se heurter sans grand espoir de les adoucir. On savait que le comte de Bismarck, qui n'était pas homme à se laisser attendrir, n'eût pas lui-même, — en le supposant animé d'intentions modérées, — pu résister aux volontés du Roi, de la Cour, des princes et de l'armée. Les succès inespérés des Allemands les avaient grisés, et le chancelier se rappelait que, dès le début de la guerre, l'état-major avait déclaré hautement que, cette fois, il ne se laisserait pas égarer comme à Nikolsbourg et qu'il ne permettrait pas qu'on traitât les Français avec la modération qu'on avait témoignée jadis aux Autrichiens.

L'interruption forcée des séances, pendant lesquelles les grandes Commissions seules travaillaient sans relâche, donnait lieu à toutes les conjectures. Ceux qui se croyaient de profonds politiques émettaient les craintes les plus diverses. La cession de la flotte, l'abandon de Nice, de la Savoie et de l'Algérie peut-être, sans compter les deux provinces de l'Est tant de fois menacées, leur paraissaient devoir être l'objet de pressantes revendications. Nous vivions dans un état insupportable d'inquiétude et d'agitation fiévreuses, et, pendant ce temps, les théâtres de Bordeaux jouaient des opéras-comiques et des comédies. Et il y avait un public pour y assister!... Aujourd'hui, heureusement, on ne tolère que le *Skating Club* et les cinémas; leur répertoire anodin, comme *les Yeux du cœur*, — *la Mobilisation de l'armée*, — *les combats du Maroc*, — *la Conscription des chevaux*, — *l'Arrivée des Hindous à Marseille*, est soumis à une censure impitoyable. Elle ne se contente pas de passer les journaux au caviar ou d'y faire des tonsures prodigieuses, elle exerce son autorité même sur les sujets cinématographiques et soumet les directeurs de ces industries mécaniques à une surveillance sévère. Mais elle laisse parfois passer dans la presse des textes

dangereux et des critiques ridicules; Bordeaux comme Paris s'en moque. Il a la pensée ailleurs, et peu lui importe, comme dit Horace, que la censure soit rigoureuse pour les colombes et pitoyable aux corbeaux :

Dat veniam corvis, vexat censura columbas,

Bordeaux ne s'occupe que de la guerre et des Communiqués officiels.

En 1871, cette ville pensait surtout aux négociations d'où allaient sortir la paix ou la guerre. Les journalistes assiégeaient les portes des huit Commissions, qui étudiaient chaque jour, de neuf heures du matin à dix heures du soir, l'état de la France au point de vue financier, militaire, administratif et commercial, espérant que, parmi les hommes compétens chargés de cette tâche difficile, il s'en trouverait d'assez avisés et bien informés pour leur ouvrir les arcanes de la politique et de la diplomatie. On apprenait avec satisfaction que la Russie avait été la première à reconnaître le gouvernement nouveau et on comptait sur elle, oubliant, hélas! que l'empereur Alexandre II avait félicité l'empereur Guillaume Ier de ses succès et que celui-ci avait reconnu que, sans la neutralité russe si scrupuleusement observée, l'Allemagne n'aurait pu recueillir tout le fruit de ses victoires.

Victor Hugo composait des vers sur la situation et, en attendant la discussion des préliminaires de paix, protestait avec virulence contre toute cession de territoire. On faisait circuler ces quelques strophes qui devaient un jour trouver place dans *l'Année terrible* :

Si nous terminions cette guerre,
Comme la Prusse le voudrait,
La France serait comme un verre
Sur la table d'un cabaret...

On le vide, puis on le brise...
Notre fier pays disparaît...
O deuil! il est ce qu'on méprise,
Lui qui fut ce qu'on admirait!

Plus de fierté, plus d'espérance,
Sur notre histoire un voile épais...
Dieu! ne fais pas tomber la France
Dans l'abîme de cette paix!

Et le poète, en des vers qui faisaient alors sensation, mais que j'ai oubliés, décrivait le vautour arrivant après l'aigle, l'orfraie après le vautour, les deux provinces écartelées, Metz et Strasbourg livrées, le vil boucher allemand succédant au rude soldat, la ruine de nos citadelles, la fuite éperdue des cigognes, la patrie morte; mais elle sortait tout à coup du tombeau où le Prussien croyait l'avoir enfermée pour jamais... Cela ne manquait certes pas de beauté, ni surtout de sonorité, et cela valait cent fois mieux que la réplique au général Trochu, qui s'était à bon droit moqué du képi en forme de tiare que portait Victor Hugo à son arrivée à l'Assemblée nationale. J'ai de mes yeux vu ce képi phénoménal et je me suis toujours demandé où il avait pu être fabriqué. Nul doute que Lockroy, qui attribuait justement à Victor Hugo un crâne exceptionnel, n'eût commandé lui-même chez quelque chapelier de renom cette coiffure à trois étages qui, malgré le respect que nous avions pour l'âge et le génie du poète, nous fit rire aux éclats, nous autres jeunes écrivains.

« Vous avez vu le képi de Victor Hugo, avait dit Trochu. Il symbolise à lui seul la situation. »

Ces quelques mots, prononcés peu de temps après, à l'Assemblée nationale, pour critiquer la valeur exagérée de la garde nationale parisienne, irritèrent à vif l'amour-propre du grand écrivain qui répliqua ainsi dans *l'Année Terrible* au général audacieux :

Participe passé du verbe *Trop choir*, homme
De toutes les vertus sans nombre, dans la somme
Un zéro, — soldat brave, honnête, pieux, nul,
Bon canon, mais ayant un peu trop de recul,
Pieux et chrétien, tenant cette noble promesse,
Capable de servir le pays et la messe,
Vois, je te rends justice... Eh bien, que me veux-tu?
Tu fais sur moi d'un style obtus, quoique pointu,
Un retour offensif qu'eût mérité la Prusse!

Le poète se qualifiait humblement de vieillard désarmé et bon à rien, mais qui n'avait pas capitulé. Furieux de l'innocente raillerie de Trochu qui l'avait fait sortir de son impassibilité énorme, il ajoutait avec colère :

D'où vient que ma coiffure en drap bleu te déplaît?
Qu'est-ce que mon képi fait à ton chapelet?

Et opposant à Trochu la trinité surprenante de Bara, Garibaldi et Kléber, il terminait sa philippique par ces deux vers :

> Ce fier pays saignant, blessé, jamais déchu,
> Marche par Gambetta, mais boîte par Trochu!

Il est permis de dire que l'auteur des *Châtimens* a écrit des vers bien meilleurs que ceux-là. Et le képi de Victor Hugo restera, malgré lui, aussi légendaire et aussi comique que la perruque de Chapelain.

*
* *

A ce moment, — c'était le 24 février, — le général Chanzy fut appelé à Paris par le gouvernement de la Défense nationale pour donner nettement son avis sur la situation. Fallait-il, oui ou non, continuer la guerre? Le pouvait-on avec quelque espoir de succès?... Le général répondit loyalement, — j'en ai eu l'assurance formelle par Charles Ferry qui le tenait directement de son frère Jules, — ce que le maréchal Ney avait dit à la Chambre des représentans le lendemain de Waterloo : « Inutile de lutter! Vous êtes détruits! » Ceci décida Jules Favre à insister avec M. Thiers sur la nécessité de signer au plus tôt des préliminaires de paix. Il est vrai cependant que le 1er mars, — comme on le verra, — Chanzy, avec les généraux Billot, Mazure et Loysel, se prononça contre le vote de ces mêmes préliminaires. Mais, si regrettable que soit cette volte-face, il faut reconnaître que le commandant en chef de l'armée de la Loire qui avait révélé des qualités exceptionnelles de manœuvrier et avait dit : « Celui qui voudra être maréchal de France devra chercher son bâton au delà du Rhin ; » celui qui avait encouru la haine des Communistes et failli être fusillé par eux, celui-là devait avoir quelque peine à ratifier un traité qui avouait nos défaites. Cette réflexion n'est d'ailleurs pas une excuse; elle est une explication facile à comprendre. On parlait dans les différens groupes de l'humiliation qui allait être imposée à Paris par l'entrée des soldats allemands, et le général Trochu, qui s'en émouvait plus que d'autres, écrivait à *la Liberté* que les Prussiens, après quatre mois et demi de siège, huit combats, quatre batailles et un long bombardement, auraient dû faire à Paris

les honneurs de la guerre en respectant l'enceinte qu'ils n'avaient ni pu ni osé franchir, puisqu'ils n'avaient pris aucun fort. Il ajoutait dans sa lettre : « Que les portes soient fermées et que l'Allemagne les ouvre par le canon auquel Paris désarmé ne répondra point et laissera à la vérité, à la justice, à l'histoire le soin de juger! » On reconnaîtra bien ici la faconde du général Trochu, mais il serait injuste de nier sa sincérité et sa vaillance. Bien des historiens, qui ne l'ont pas vu à l'œuvre, l'ont critiqué avec une amertume et une vivacité sans justice.

Du 24 au 26 février, il n'était question à Bordeaux que des pourparlers de Versailles, et on vivait dans l'anxiété et dans l'angoisse. Le 27, on apprenait enfin que les préliminaires venaient d'être signés. Mais à quelles conditions?

Je devais l'apprendre le 28 février, d'une façon bien inattendue.

*
* *

La petite loge que j'occupais alors au Théâtre Louis était placée à côté du 2e bureau présidé par M. Daguenet. Les membres de ce bureau étaient MM. Henri Brisson, Bertauld, Caillaux, le comte de Chaudordy, Horace de Choiseul, Léon Clément, Combier, le marquis de Dampierre, Delescluze, Floquet, l'amiral Fourichon, Greppo, le duc d'Harcourt, Martial Delpit, le général Pellissier, Plichon, Hervé de Saisy, Teisserenc de Bort, Teutsch et une quinzaine dont les noms m'échappent. J'étais occupé à classer des procès-verbaux d'élection et des papiers d'identité déposés par des représentans pour servir à la validation de leurs pouvoirs, lorsqu'un grand bruit résonna par la fenêtre entr'ouverte sur le local où je me trouvais, et j'entendis aussitôt le président du 2e bureau, M. Daguenet, saluer ainsi l'arrivée de M. Thiers : « Nous sommes heureux de posséder ici l'éminent chef du pouvoir exécutif, car, mieux que personne, il pourra nous expliquer le comment et le pourquoi du texte formidable des préliminaires de paix. » M. Thiers, à peine remis de ses fatigues, — il était rentré de la veille à Bordeaux à deux heures, — ne s'était pas fait attendre. M. Teutsch, représentant de l'Alsace, voulut lui poser immédiatement une question, mais M. Thiers l'interrompit en disant : « Vous savez, Messieurs, que

cet après-midi, vers quatre heures et demie, j'ai déclaré à l'Assemblée que M. Jules Favre et moi nous avions fait à Versailles tous les efforts possibles pour nous montrer dignes de vous et dignes du pays. La Commission, dont vous nous aviez entourés, et dont je vois ici un distingué représentant (l'amiral Fourichon), pourra vous dire elle-même ce que nous avons fait, car elle s'est associée entièrement à nos travaux. Je ne lui ai, comme vous le pensez, rien caché. Elle a tout su. J'ai fait lire ensuite devant tous vos collègues le texte des articles que j'aurais été incapable de lire moi-même. C'était assez déjà de les avoir débattus mot à mot et de les avoir, hélas ! signés... Mais qui donc eût autrement et mieux agi ?... Laissez-moi affirmer cela sans le moindre orgueil. On a dit que c'étaient des propositions honteuses que nous avions apportées à l'Assemblée. — Inacceptables, interrompit M. Teutsch. — Regrettables, murmura M. de Choiseul. — Oui, oui, continua M. Thiers, — car j'ai noté alors cette intime séance de nuit et l'ai communiquée depuis à M. Léon Clément, représentant de l'Indre, qui voulut bien revoir mes notes et y faire quelques additions ou modifications, — oui, cela est facile à dire. Je crois cependant qu'ici le mot vrai est le mot « douloureuses, » et vous avez dû voir avec quel chagrin j'ai lu l'article unique du projet, laissant à M. Barthélemy Saint-Hilaire la tâche pénible de vous faire connaître le texte des préliminaires qui m'a paru plus long à la lecture devant vous qu'à Versailles, où cependant les dix articles avaient demandé un temps considérable pour leur élaboration et leur approbation.

— C'est évident, dit le comte de Chaudordy, et nous comprenons bien toute la peine que vous avez dû ressentir. »

Après un court silence, M. Thiers continua : « On a dit que c'était une honte d'avoir accepté cela, comme si la honte était fatalement notre lot ! Est-ce que nous avions la moindre responsabilité dans les fautes énormes qui ont été commises et qui ont amené la catastrophe qui nous accable ? Je répète ici et encore une fois, Messieurs, que je suis étranger à toutes ces fautes et je dis que j'ai tout fait pour les épargner à mon pays. Mais, sachez-le bien, l'heure presse. L'urgence a été déclarée. J'ai demandé un vote rapide, il faut qu'il le soit. Devant l'Assemblée, j'ai laissé entendre que de graves événemens pourraient surgir d'un instant à l'autre et je ne les ai pas détaillés. Vous

les avez devinés. — Lesquels ? demanda M. Greppo. — Lesquels ? réplique M. Thiers, mais vous vous en doutez bien. L'agitation, le trouble, la révolte de Paris. Quelques soldats ont fraternisé, hélas ! avec la populace, place de la Bastille. Cela est un mauvais signe. Le préfet de police craint d'être débordé. Sous prétexte de patriotisme, on agite les plus mauvais instincts. Si vous votez en quelques heures les préliminaires, vous n'aurez imposé à Paris que la présence d'un échelon de 30 000 soldats étrangers. Si vous perdez au contraire votre temps en des débats sans portée sérieuse, vous forcerez Paris à recevoir, en deux autres fois, 60 000 soldats de plus... Eh bien ! je déclare que cette triste nécessité est au-dessus des forces de la capitale. — Une fois, c'est déjà trop ! remarqua M. Floquet. — En tout cas, reprit M. Thiers, il faut en finir au plus tôt, car autrement on imposerait à la capitale une douleur trop longue et trop cruelle. Les Prussiens, qui comptent sur nos divisions intestines et sur notre amour exagéré de la parole, croient que cette discussion durera plusieurs jours. Je n'ai rien dit pour les en détromper; mais nous, Messieurs, agissons de manière à leur montrer que plus notre discussion sera rapide, plus elle allégera les souffrances du pays et que, par conséquent, nous aurons tout sacrifié au plus pur patriotisme... Je suis très fatigué, Messieurs; j'ai quitté Paris hier soir après des journées de bataille sans nom avec un adversaire implacable, et je n'ai pas eu depuis ce temps un moment de repos... Ici même on me harcèle de toutes parts, et de Paris m'arrivent à chaque heure des dépêches qui me supplient de faire vite, d'obtenir de vous une prompte ratification... — Sans phrases ? demanda ironiquement un membre du Bureau. — Non, monsieur. Vous pouvez discuter, mais faites-le rapidement dans l'intérêt même de votre cause ! — Comment cela ? Est-ce que l'Alsace n'est pas déjà immolée ? — Qui la reprendra, demande M. Thiers, si vous nous livrez tous à l'ennemi ? Il est des sacrifices terribles, mais momentanés, et je compte bien, moi aussi, sur un avenir réparateur... Vous vous plaignez, vous vous désolez, vous nous incriminez même ! Est-ce que vous pensez que nous qui avons assumé l'effroyable tâche de conserver à la France tout ce que nous pouvions de territoire et de ressources, nous n'avons pas gémi, nous n'avons pas lutté, nous n'avons pas souffert ? Si vous saviez, — et je ne puis m'étendre là-dessus, — si vous saviez quelles étaient

les exigences de notre ennemi ! — C'est vrai, remarqua M. de Saisy dont je reconnus la forte voix. Comment, en effet, avez-vous pu conserver Belfort ? — Je l'ai arraché avec mon désespoir ! cria M. Thiers, et il se produisit alors dans le Bureau un mouvement sensationnel qui fut suivi d'un profond silence.

Ce mots : « *Je l'ai arraché avec mon désespoir !* » étaient la réalité même. Mais ce n'était pas tout. Et M. Thiers, faisant rapidement l'historique de ses négociations à Versailles, confia à ses collègues que le grand État-major prussien avait, sur une carte de notre pays, tracé un liséré bleu qui comprenait bien autre chose que la cession de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine. Cette carte allait d'ailleurs être remise à la Commission spéciale des préliminaires. Je l'ai publiée quarante ans plus tard, dans mon livre sur *les Causes et les responsabilités de la Guerre de 1870*. Elle était restée inédite et pour ainsi dire inconnue. Il y a là un surcroît d'honneur pour la mémoire de M. Thiers, car cette carte prouve que le chef du Pouvoir exécutif a non seulement sauvé Belfort et la trouée des Vosges, mais encore Briey, Longuyon, Nancy, tout le bassin minier si riche, si envié aujourd'hui de nos voisins, bassin que les pangermanistes réclamaient avant la guerre actuelle, disant que les vainqueurs de 1870 avaient eu tort de s'incliner à cet égard devant l'opposition de M. Thiers.

Au cours de cette soirée dramatique, j'appris que le comte de Bismarck n'accordait d'abord que quarante-huit heures pour négocier et pour voter les préliminaires. Il déclarait qu'il fallait accepter les exigences de la Prusse les yeux fermés, car le vaincu, — tel que nous l'étions, — devait être à la merci du vainqueur. Il évoquait le passé... Il rappelait les conditions léonines de Napoléon Ier en 1806 et les duretés implacables de Davoust à Berlin. D'ailleurs, il n'était pas le maître de la situation. L'État-major lui avait déjà cruellement reproché sa faiblesse à Nikolsbourg. Il avait eu tort de ménager l'Autriche, et les grands chefs de l'Armée ne le lui avaient jamais pardonné. C'est ainsi que, se rendant au quartier général au début de la guerre, il avait entendu l'un d'eux, le comte de Podbielski, dire à Roon, — sans soupçonner qu'il était entendu, — que cette fois cela ne se passerait pas comme pour le traité de Prague. Le Roi et la Cour étaient contre lui, et leurs exigences semblaient inexorables. Il fallait que l'armée assiégeante tout

entière entrât à Paris. Thiers objectait des troubles, des révoltes, qui sait? un attentat contre le Roi lui-même. « Gardez-vous bien de répéter cela! observa vivement M. de Bismarck. Ce serait tout faire échouer. Le Roi de Prusse ne craint ni un coup de pistolet, ni un coup de fusil. Il veut être seul et le premier à cheval, en tête de ses troupes, pour prouver à tous que rien ne lui fait peur. Les soldats prussiens et leurs camarades, qui ont tous souffert de cette guerre interminable, en font pour eux-mêmes un point d'honneur... — Que répondrai-je à ces braves, ajouta Bismarck, si l'un d'eux me dit : « Vous n'avez rien souffert, vous, dans votre personne, mais nous qui avons été blessés et qui avons subi tant de périls et de privations, vous nous avez refusé une joie que Napoléon a donnée à ses troupes! » Non, ce serait une honte pour moi, et, encore une fois, le Roi, les princes et les chefs ne l'accepteraient pas. » M. Thiers n'insista pas sur ce point, comptant bien y revenir, puis il demanda quel serait le chiffre de l'indemnité de guerre.

« — J'avais voulu en novembre quatre milliards, répondit le chancelier; maintenant, il nous en faut au moins six. — C'est impossible! C'est trop, c'est beaucoup trop! objecta M. Thiers. — Allons! allons, fit Bismarck, vous êtes encore très riches! Et Bleischrœder, qui connaît bien vos ressources, avait conseillé de vous demander dix et douze milliards. Henckel de Donnersmarck allait plus loin. Quinze milliards ne lui semblaient pas exagérés. Moi, je me contenterai de six milliards. — Si vous nous demandez l'impossible, dit M. Thiers, je me retirerai. Vous ferez ce que vous voudrez. Vous gouvernerez la France vous-même, et la France, dans une dernière convulsion, vous fera un mal horrible... l'Europe verra de quel côté est le droit. — L'Europe! L'Europe! dit avec un mauvais sourire le chancelier, n'en parlez pas!... A demain les affaires sérieuses, si vous le voulez bien. » La discussion fut renvoyée au mercredi 22.

M. Thiers revint à Versailles ce jour-là et demanda à voir l'Empereur. Sur son entrevue avec le vieux monarque, qu'il n'avait pas rencontré depuis l'année 1851, il fit quelques rapides confidences aux membres du second Bureau. L'entretien avait été assez long et avait roulé en grande partie sur l'entrée des Prussiens à Paris. M. Thiers renouvela ses craintes au sujet d'une révolte possible et de la mise à sac de la ville par l'armée alle-

mande. L'Empereur répondit avec une grande dignité qu'il était sûr de la discipline rigoureuse de ses soldats et que tous obéiraient à ses ordres. Le chef du Pouvoir exécutif essaya de faire entrevoir les dangers d'une paix trop rigoureuse. L'Empereur répondit qu'il fallait une compensation équitable pour les sacrifices imposés à l'Allemagne par la guerre. Il n'était pas d'ailleurs le maître absolu, il se devait tout entier aux exigences de la situation. Il termina l'entretien par des paroles très aimables pour M. Thiers lui-même, mais il ne céda rien. On l'avait visiblement chapitré à ce sujet. — A ce moment, M. Thiers paraissait accablé de fatigue, et j'entendis des membres du Bureau le prier de se reposer et d'ajourner même, s'il le fallait, ses importantes explications. Mais, très désireux d'informer ses collègues et en même temps pressé d'en finir, il voulut continuer.

Il raconta qu'il était allé voir ensuite le Kronprinz, lequel parut moins exigeant que son père et lui témoigna les plus grands égards. Le prince Frédéric-Guillaume n'avait pas l'air d'attacher autant d'intérêt que son père à l'entrée des troupes allemandes de Paris, mais M. Thiers crut deviner que son opinion généreuse ne prévaudrait ni contre celle de la Cour, ni contre celle de l'État-major. La suite de l'entretien avec le comte de Bismarck fut très pénible. Le sort de Metz fut longuement discuté, et M. Thiers put se rendre compte que, sans les exigences inébranlables de M. de Moltke, le chancelier aurait peut-être cédé à cet égard. Comme Bismarck s'étonnait des objections multiples et tenaces de son interlocuteur, M. Thiers lui répondit : « Négocier, c'est discuter... Pourquoi ne pas négocier suivant les règles d'usage? » M. de Bismarck répliqua : « Vous me permettrez en tout cas de remettre la suite à demain, car j'ai encore des avis et des renseignemens à prendre. » M. Thiers dit que cette remise soudaine l'inquiéta, car elle laissait prévoir de nouvelles exigences et de dangereux assauts. En effet, le lendemain jeudi, c'est devant le banquier Bleischrœder et le comte Henckel de Donnesmarck que la conversation s'engagea en premier lieu. Ces deux hommes, très habiles et très au courant de nos affaires, ne se gênèrent pas pour offrir aussitôt, avec une douceur hypocrite, leurs bons offices au chef du pouvoir exécutif. Ils se disaient prêts à donner les six milliards requis à la condition de prendre en mains nos contributions et d'en surveiller la recette et l'em-

ploi. « Messieurs, répondit M. Thiers avec une certaine hauteur, la France est encore assez grande personne pour s'occuper elle-même de ses affaires. Elle n'a pas besoin de tuteurs, surtout de tuteurs étrangers. Je ne sais à quelle somme elle sera condamnée, mais elle y pourvoira, je vous l'affirme. » Après un débat assez vif où il fut question de six milliards et où M. Thiers dit que ce serait un chiffre inouï, car il semblait fait pour écraser le crédit français et bouleverser en même temps la situation monétaire, la négociation fut encore renvoyée au lendemain vendredi 24. Bismarck reprit alors la question de l'indemnité de guerre qui le préoccupait très visiblement, plus que l'entrée à Paris. Il fit remarquer que la guerre coûtait plus de deux milliards à la Prusse, que le matériel était à réparer presque tout entier, que les pensions et secours de veuves et des nécessiteux formeraient un chiffre énorme et qu'il fallait prévoir des dons et des dotations considérables pour les chefs illustres et les hommes les plus méritans. Il ne disait pas qu'il comptait bien recevoir lui-même, avec un titre princier, un château, un domaine immense et peut-être un ou deux millions comptant. A ce moment, surgit un incident qui faillit tout gâter. Le ministre de Suisse, un excellent homme, M. Kern, avait cru devoir s'interposer pour obtenir quelque adoucissement aux exigences de la Prusse. Et pour comble de malheur, l'Angleterre elle-même, sortie de sa torpeur, par l'organe de lord Granville, avait tenté la même démarche. A peine eut-il connu les propositions de la Suisse et de l'Angleterre que le comte de Bismarck, de courtois qu'il était encore, devint grossier. Il reçut M. Kern comme on reçoit un chien dans un jeu de quilles et le mit quasiment à la porte de son cabinet. Il s'emporta avec fureur contre la perfidie anglaise et cria qu'on voulait détruire toute son œuvre, et la compromettre abominablement. Déjà, l'État-major l'accusait de recommencer le coup de Nikolsbourg et de sacrifier tous les avantages obtenus au prix du sang, du temps et des plus cruelles épreuves. Il se retourna vers M. Thiers et lui dit : « Vous me demandez l'impossible! Vous voulez me perdre de réputation! Je ne m'y prêterai pas! » Il se répandit alors en un flot de paroles confuses où l'allemand se mêlait au français. M. Thiers, qui ne fut jamais aussi maître de lui-même, le laissa dire. Puis, profitant d'une accalmie, il fit entendre que jamais la France ne donnerait six milliards.

Bismarck finit par avouer que le Roi consentirait à abaisser l'indemnité à cinq milliards, mais en ajoutant qu'il voudrait en échange la citadelle de Belfort. « Il fallait la prendre, dit M. Thiers, pour la réclamer avec un certain droit. A l'heure où nous discutons, elle se défend encore contre vous. Jamais je ne céderai une ville et une forteresse aussi héroïques. » Et cette lutte angoissante dura plus de deux heures.

Alors Bismarck se lève et dit qu'il va consulter le Roi son maître. M. Thiers reste avec Jules Favre, dans le cabinet du chancelier, pendant deux autres heures, sans échanger un mot avec le ministre, son compagnon d'infortune. Bismarck revient enfin et dit que la Prusse cédera Belfort, si on lui accorde l'entrée à Paris. M. Thiers, après s'être entendu d'un clin d'œil avec Jules Favre, répond : « Paris paiera pour Belfort et sera heureux d'être la rançon d'une ville qui a souffert pour la même cause ! » Mais il exige en même temps que les villages environnans seront concédés à la France, afin que Belfort ait le rayon d'action indispensable pour sa défense et sa sécurité. Bismarck va une seconde fois consulter le Roi et l'État-major allemand. Et l'attente recommence cruelle, horrible, haletante ; elle dure encore deux heures. Enfin, le chancelier reparaît et dit que le roi accepte. La discussion dans cette affreuse journée avait occupé dix heures et M. Thiers pouvait s'étonner de n'avoir pas succombé à la fatigue et à l'angoisse d'une telle épreuve. On se renvoie de part et d'autre au samedi 25 pour signer les préliminaires. Tout semblait fini, lorsque l'intervention réitérée de l'Angleterre exaspéra encore une fois le chancelier qui tomba à bras raccourcis sur la perfide Albion et accusa M. Thiers d'avoir intrigué dans l'ombre avec elle. Il jure, il sacre, il tempête en allemand. M. Thiers laisse passer le cyclone et demeure impassible. Puis Bismarck s'arrête et peu à peu reprend son calme. Il a voulu intimider le négociateur et prévenir de nouvelles demandes, de nouvelles concessions. Il paraît maintenant très pressé de signer et bouscule ses secrétaires. Il fait apporter les protocoles et les relit rapidement. Il n'admet aucune modification de rédaction et dit que chacun saura bien s'y retrouver. On lui parle des réquisitions qu'il faudrait suspendre, du retour en France des 400 000 prisonniers, de la nécessité de s'entendre avec les Compagnies du Nord et de l'Est. « Oui, oui, cela est entendu ; c'est très naturel. Cependant, il faut signer. » Mais M. Thiers de-

mande à revoir le texte à tête reposée, et obtient que la signature définitive n'aura lieu que le lendemain.

Le dimanche 26 février, M. Thiers et Jules Favre gravissaient pour la dernière fois le calvaire de Versailles. Il était une heure et demie quand, rue de Provence, ils entrèrent dans la maison de Mme Jessé. L'attente fut longue. A quatre heures seulement arrivèrent le comte de Bray-Stainburg, le baron de Wechter, MM. Mittnacht et Jolly qui représentaient la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Bade, alliés de la Prusse, faisant partie de l'empire allemand et ayant droit à revêtir de leurs signatures le texte du traité préliminaire. La lecture des deux expéditions dura une heure, et pendant ce temps le chancelier, en proie à une satisfaction trop visible, se balançait sur sa chaise et faisait craquer ses gros doigts. Quand la lecture fut terminée, il présenta à M. Thiers une plume d'or que des dames de Berlin lui avaient offerte. Le chef du pouvoir exécutif s'approcha d'une petite table à jeu où était placé le traité, en face de la pendule où un diable malicieux, debout sur le socle, semblait ricaner, pendule que le chancelier voulut, mais en vain, obtenir de Mme Jessé pour la rapporter comme un trophée à Varzin. M. Thiers écrivit lentement et très clairement son nom et Jules Favre lui succéda, imitant sa gravité silencieuse. Bismarck se contenta de tracer, de sa grande écriture, « Von Bismarck, » et les quatre autres plénipotentiaires inscrivirent leurs noms à leur tour, celui de la Bavière en tête.

Alors le chancelier invita très courtoisement M. Thiers et Jules Favre à dîner. Les deux négociateurs refusèrent cette invitation et regagnèrent leur voiture où Bismarck avait cru devoir faire placer un beau panier de victuailles qui fut également refusé... Il était sept heures du soir. Paris, où rentraient, après une journée douloureuse entre toutes, le chef du pouvoir exécutif et le ministre des Affaires étrangères, était prodigieusement tranquille. M. Thiers revenait de Versailles calme en apparence, mais le cœur serré, les yeux gros de larmes, sous le coup de l'émotion la plus vive qu'il eût ressentie de sa vie. Il avait dû céder à la force et constater, comme il le répéta plus d'une fois, que la victoire n'était pas plus sensée que la défaite. « Telle a été notre conduite, Messieurs, dit-il en prenant congé des membres du second Bureau. J'ai engagé, comme vous venez de l'apprendre, toute ma responsabilité. A vous et à vos

collègues de prendre la vôtre sans restriction, sans le moindre détour. Si vous vous opposez au vote des Préliminaires, vous serez responsables des événemens les plus terribles. L'examen et le vote immédiats du traité s'imposent. Nous sommes tous les victimes de fautes qui nous sont étrangères, mais le pays nous a élus pour les atténuer et les réparer. Il faut songer à la France avant de songer à nous-mêmes. Que cette pensée soit à la fois notre guide et notre consolation!... A demain donc, Messieurs. »

Le président, M. Daguenet, remercia M. Thiers de ses franches et saisissantes explications. Il était environ onze heures et demie quand je sortis du Théâtre Louis. Je ne pus dormir de toute la nuit.

Le lendemain, devait avoir lieu la séance de discussion des Préliminaires, séance qui fut la plus émouvante de ma carrière qui a vu cependant, au Parlement, bien des débats orageux et impressionnans, pendant une période qui dépasse déjà quarante années.

HENRI WELSCHINGER.

(*A suivre.*)

NIETZSCHE ET LA MÉDITERRANÉE

Nietzsche était fou, il est mort fou. On prétend même qu'avant d'être enfermé, il avait déjà donné des signes non équivoques de folie. Cette folie d'un Germain illustre fut la figure anticipée de la démence pangermaniste. Comme le disait très bien, ici même, M. André Beaunier, à propos du livre de Jacques Vontade, la mégalomanie allemande a trouvé son expression la plus littéraire et la plus complète dans l'œuvre de Nietzsche-le-Fou.

Chose surprenante : Nietzsche et les pangermanistes (on sait qu'à présent, c'est l'Allemagne entière) ont la prétention de représenter le positivisme intégral. Ils partent des faits, ils s'appuient fortement sur les réalités. L'auteur de *Zarathoustra* se pique d'avoir rappris à l'Allemagne et à l'humanité « le sens de la terre » : « O mes frères, dit-il, restez fidèles à la terre de toute la force de votre amour ! Que votre amour prodigue et votre connaissance aillent dans le sens de la terre. Je vous en prie et je vous en conjure. Ne laissez pas votre vertu s'envoler loin des choses terrestres et battre des ailes contre des murs éternels. Hélas ! il y eut toujours tant de vertu égarée ! Comme moi, ramenez vers la terre la vertu qui s'égare, oui, vers la chair et vers la vie, afin qu'elle donne son sens à la terre, un sens humain... » Mais la manie de la transcendance, manie héritée de leurs vieux idéalistes, a perdu les Allemands. Il leur a fallu surmonter l'humain et transcender le réel. Ces réalistes en sont arrivés, dans la frénésie de leur orgueil, à nier la réalité, à se cogner en aveugles à l'obstacle qu'ils ne veulent plus voir. Un

peuple entier, pris de vertige, imite les pire démens et les cassecous les plus aventureux de l'histoire.

Mais il ne faudrait pas croire que cette folie puisse être traitée à la légère ; il ne faut pas surtout qu'elle nous cache ce qu'il y a à retenir pour nous dans les théories pangermanistes. Déjà des rêveurs incorrigibles s'empressent de déclarer que la mégalomanie de nos voisins ne résistera pas à une cure de lumières, que les revers de leur politique outrecuidante et barbare ne tarderont point à leur dessiller les yeux et que, désabusés, ils finiront par se tourner vers la pure splendeur de nos immortels principes. Quelle naïveté! Comment espérer qu'un peuple, qui, avec tous les défauts, a aussi toutes les énergies impérialistes, s'en désaccoutume si facilement? Et même, en admettant qu'ils y arrivent, serait-ce une raison pour nous de méconnaître la force que leur impérialisme leur a valu dans la lutte actuelle ? Cette obéissance passive, ce dévouement absolu à la chose allemande, cette abdication paradoxale de la dignité humaine sous une discipline de fer sont pour quelque chose dans la formidable organisation militaire, contre laquelle nous nous défendons depuis des mois, au prix de notre sang.

Il en va de même pour la folie de Nietzsche, — qu'on l'appelle aussi comme on voudra! Sans doute, on peut être sévère pour ses extravagances et ses perversions intellectuelles, pour son prussianisme moral. Mais, à côté du pire, il a tout un enseignement vigoureux, dont il importe plus que jamais que nous fassions notre profit.

*
* *

Ce qu'il a de mauvais saute aux yeux tout de suite. Ses défauts sont énormes comme ses qualités. Et d'abord son détestable caractère, cet orgueil malade, qui corrompt même en lui des sentimens très purs et très généreux (car il en était parfaitement capable). Et puis, cette « volonté de puissance, » pour reprendre un de ses mots, ce besoin de dominer, qui, mal dirigés, lui ont fait commettre quelques vilaines actions. Rien de plus pénible que l'histoire de sa rupture avec Wagner et la longue rancune qu'il lui garda jusqu'après sa mort. Il est impossible d'attribuer cette brouille à un autre sentiment que la basse jalousie. En tout cas, rien ne l'excuse d'avoir attaqué publiquement son ancien ami.

Outre les défauts de son caractère, ceux de son esprit et de sa race : cette tension perpétuelle, ce parti-pris d'ahurir le lecteur, de le choquer et de le blesser par des paradoxes tranchans et contondans de la plus lourde sorte. Puis, sa prose fumeuse, qui passe pourtant pour un des chefs-d'œuvre de la prose allemande. (Mais Dieu sait ce qu'il a dit lui-même de la prose allemande!) C'est une torture pour un cerveau français que de repenser, après lui, ses idées, sous la forme et dans l'ordre qu'il leur a imposées. Il n'est vraiment net (et d'une netteté saisissante) que dans ses sentences les plus concises, auxquelles il excelle à donner des titres qui les fixent immédiatement dans la mémoire. Il a le génie des titres. Il sait trouver l'étiquette définitive d'une pensée. Mais, dès qu'il dépasse les limites de la sentence très courte, il vous laisse en plein brouillard. La dissertation ne lui réussit pas, et sa poursuite de la profondeur contribue encore à obscurcir ses laborieux développemens. Les choses les plus simples prennent pour lui une signification mystique. Il leur invente les explications les plus lointaines et les moins naturelles. C'est ainsi que, dans ses *Origines de la tragédie grecque*, il a compliqué singulièrement l'art de chercher midi à quatorze heures.

Enfin, ses continuelles attaques contre le christianisme, — la plupart du temps grossières et injustes, — ces diatribes où il a ramassé tout ce qui traîne de calomnieux contre les Juifs et les Chrétiens, depuis Celse jusqu'à Voltaire, — tout cela achève d'indisposer contre lui un lecteur français, surtout lorsqu'il reconnaît, là et ailleurs, dans l'œuvre de Nietzsche, des imitations ou des réminiscences alourdies, ou d'une déplaisance agressive, de nos moralistes et de nos psychologues les plus fins et les plus aimables. Les truculences même de Flaubert, les férocités paradoxales de Baudelaire, il trouve le moyen de les outrer encore. Sa morale et sa politique, moulées sur la description d'une aristocratie impitoyable et d'une plèbe de mercenaires et d'esclaves, semblent extraites de *Salammbô*.

Oui, tout cela irrite, et cependant, à mesure qu'on le lit, une admiration qui, par endroits, va presque jusqu'à la sympathie combat cette répugnance première. Pour ma part, je l'avoue, j'en arrive à pardonner à Nietzsche ce qu'il a d'odieux, non pas seulement parce qu'il a été très malheureux et très méconnu, ayant du génie (lui-même repousserait ce genre de pitié), mais parce

que son œuvre constitue pour la volonté le stimulant le plus énergique que je connaisse. Surtout je lui pardonne, parce que, après tant d'autres, il a découvert la Méditerranée, et que la Méditerranée a été pour lui la bonne maîtresse qu'elle fut pour tous les individus et pour tous les peuples destinés à l'empire.

*
* *

Il la connaissait bien, ou, tout au moins, la partie la plus belle de la Mer latine. Il fit de longs séjours à Nice, à Menton, à Gênes, à Rapallo, à Rome, à Naples et à Messine. Ayant traité avec le patron d'un bateau voilier, il alla même, par mer, de Gênes en Sicile : prouesse vraiment héroïque pour un malade comme lui. Peut-être lui manque-t-il d'avoir visité la Corse, les Baléares, certaines régions de l'Espagne, où il eût rencontré des types d'humanité selon son cœur, ce qu'il appelle des « têtes dures, » des « natures naturelles, » des caractères intacts, farouchement fermés à l'influence étrangère. Mais il est à noter qu'en Italie, sur la côte ligure, ou bien sur la Riviera provençale, il a recherché d'instinct les paysages les plus rudes en même temps que les plus splendides, les villes à la fois les plus modernes et les plus riches en souvenirs du passé, actives, intelligentes, artistes, âpres en affaires, comme elles le furent, autrefois, en politique. C'est pour cela que Gênes, la cité patricienne et marchande, lui plaît tant. La mollesse de Naples le dégoûte, et il ne peut pas s'acclimater à Rome. L'empreinte du catholicisme, qu'il y voit partout, lui cache la tension et la dureté romaines.

C'est que la Méditerranée n'est point, pour lui, ce qu'elle est pour les badauds du snobisme ou de la littérature. Pourquoi donc l'aime-t-il ? Écoutons-le nous le dire. Il l'a dit en une formule des plus heureuses, qui résume tout le sens de son œuvre, et qui devrait lui servir d'épigraphe : « J'aime, dit-il, le Midi (le Midi méditerranéen) comme une grande école de guérison de l'esprit et des sens, comme une excessive abondance de soleil, qui jetterait ses rayons transfigurés sur une existence orgueilleuse, pleine de foi en soi-même (1). » Ainsi, le Midi, pour Nietzsche, est avant tout *une école*. L'Italie, en particu-

(1) *Par delà le bien et l mal*, p. 284.

lier, ne lui apparaît point comme un lieu de loisir élégant ou de corruption cosmopolite, ni comme un conservatoire de couleur locale, ni comme la terre classique de l'art. Il faut y insister. Voilà un écrivain qui a vécu en Italie, et qui n'a pas éprouvé le besoin de la décrire, ni de célébrer ses palais, ses tableaux, ses statues. Pas un mot sur les musées. Non qu'il fût indifférent à tout cela. Autant que les grandes créations de l'art, les grands aspects de la mer et des montagnes l'émouvaient extrêmement. Mais cela lui paraissait secondaire. L'essentiel, pour lui, était de former des caractères, et c'est ce qu'il venait demander au Midi, — le Midi âpre et brûlant, — de lui enseigner. Ce qu'il voit à Gênes, c'est la ville natale de Christophe Colomb. Quel meilleur patron offrir au peuple allemand, dont l'avenir, suivant une parole célèbre, est sur l'eau! Et ce qu'il voit en Italie, c'est le pays des condottières et des aventuriers, des Borgia et des Malatesta. Cette Italie du moyen âge, quelle bonne école de sous-officiers pour l'armée allemande!

Mais pénétrons davantage la pensée de Nietzsche, revenons à la formule de tout à l'heure. Il s'y agit beaucoup moins de l'Italie historique et de l'influence exemplaire de son passé, que des vertus de son sol et de sa lumière; et bien moins aussi de l'Italie elle-même que des pays méditerranéens et du Midi en général. Le Midi, pour Nietzsche, est un lieu de thérapeutique physiologique, morale, intellectuelle, un climat tonifiant pour le corps comme pour l'âme. Les contrastes y abondent. Sur les hauteurs, l'extrême froid y succède brusquement à l'extrême chaud. Ce traitement alterné est excellent pour les nerfs, c'est un révulsif de premier ordre pour les organismes fatigués. Quant aux hommes sains et vigoureux, la violence de ces climats ne fait qu'exciter leurs énergies. Après des périodes d'assoupissement et de paresse, la passion flambe plus dévoratrice, l'activité se relève plus conquérante.

Dans l'air pur et léger du Midi, l'âme du Nord se débarrasse de son vague. Elle se purifie de toutes ses brumes, de son mysticisme nébuleux et sans consistance, de sa sensiblerie humanitaire, « de sa religion niaise de la pitié, pestilence funeste propagée par le roman russe, dit-il. A Gênes ou à Cagliari, Tolstoï n'est plus possible. » Enfin, dans le paysage méridional, l'œil intérieur s'éclaircit. La netteté des lignes, la transparence lumineuse du ciel sont conseillères de clarté et de probité d'es-

prit. Et puis, la joie éparse dans l'atmosphère suscite des désirs de vie voluptueuse et opulente, plaisirs et richesses qu'il faudra conquérir par un redoublement d'activité. Enfin la splendeur attirante des horizons vous convie aux navigations lointaines pour le butin et pour la gloire. C'est sur la Méditerranée qu'est née la légende des Sirènes et de la Toison d'or, et c'est de ses eaux que les navigateurs fabuleux ont cru voir surgir les Iles Bienheureuses...

Ainsi la Méditerranée se découvrit à Frédéric Nietzsche, au pauvre philologue allemand, qui était venu soigner, sur ses plages, ses yeux et sa tête malades. A Rapallo, à Nice, à Menton, elle lui dicta son poème de *Zarathoustra*, hymne à la force conquérante et dominatrice. Exaltation lyrique de l'individu et, pourtant, glorification de l'obéissance et de la discipline imposées par les élites et librement consenties par tous. Glorification aussi de la patrie, qui fait les guerriers intrépides et les bonnes épouses, et, en même temps, critique acerbe du nationalisme étroit et stérilisant. N'allons point nous pencher désespérément sur nos cimetières. Fuyons la morne province, où dorment nos morts. Il est vain de recommencer ce qu'ont fait nos pères. L'important est de faire autre chose. La meilleure façon d'être un bon Allemand, c'est d'acquérir toutes les qualités qui manquent à l'Allemand :

« O mes frères, ce n'est pas en arrière que votre noblesse doit regarder, mais *au dehors!* Vous devez être des expulsés de toutes les patries et de tous les pays de vos ancêtres.

« Vous devez aimer *le pays de vos enfans :* que cet amour soit votre nouvelle noblesse. Le pays inexploré dans les mers lointaines, c'est lui que je dis à vos voiles de chercher et de chercher encore!

« La mer est houleuse, tout est dans la mer. Quand même! Allez, vieux cœurs de matelots!

« Qu'importe la patrie! Nous voulons gouverner *là-bas où est le pays de nos enfans.* Au large, là-bas, plus fougueuse que la mer, souffle la tempête de notre grand désir. »

Entendons bien ces derniers mots : « Qu'importe la patrie! » Ce n'est pas la négation impie, chère à l'internationalisme, c'est l'affirmation d'une plus grande patrie, d'une Allemagne nouvelle *par delà* la vieille Allemagne. Les pangermanistes rêvent de l'égaler à l'univers, cette Allemagne neuve, cette plus

grande patrie. En attendant, ils acclament Guillaume II « Empereur d'Europe. »

*
* *

Pourquoi faut-il que, tout de suite, même dans les inspirations les meilleures de Nietzsche, — on sente percer l'erreur du mégalomane, la folie des grandeurs ! Cet homme qui a tant étudié les Grecs, qui leur a emprunté tant de bonnes choses, n'en a oublié qu'une, celle justement sans laquelle toutes les autres vont à leur perte : le sentiment de la mesure. Il est vrai que ce n'est pas une vertu allemande. A cet égard, Nietzsche dépassait déjà les Allemands de son temps : il est d'un asiatisme effréné. Mais il faut avouer que, depuis, les pangermanistes l'ont bien rattrapé. Au fond de tout Allemand, il y a un Asiatique qui sommeille. Voilà longtemps qu'après l'avoir confronté avec l'Oriental véritable, dans les rues de Péra, dans les souks de Damas et de Beyrouth, où se déverse le flot des touristes et des commis-voyageurs teutons, je soupçonnais l'Allemand d'être un Oriental grotesque.

Il se caricature lui-même. Ses sentimens, ses idées, ses projets, il les gonfle jusqu'à l'exagération dérisoire, jusqu'à l'explosion dans le ridicule. Il n'a pas plus le sens de la perfection que celui de la mesure, il ne sait pas s'arrêter à temps. C'est ainsi que Nietzsche qui, pourtant, a de belles phrases sur l'équilibre et le fini de l'art grec, comme de l'art français, se laisse emporter malgré lui par l'outrance germanique. Il confond la force avec la brutalité, il pousse l'amour de la discipline jusqu'à la cruauté contre soi-même et contre les autres. Cela devient du sadisme politique et militaire, un besoin de faire souffrir pour exalter les énergies. Il ne rêve que de couper, de trancher et d'inciser. « Inciser dans la vie, » tel est le devoir et la fonction du surhomme. Sa haine de tout ce qui peut gêner la libre expansion de la vie le conduit à la haine du passé, à l'emploi raisonné et systématique de la destruction. Car le fond irréductible de barbarie qui persiste chez l'Allemand se mêle et s'aggrave de pédantisme. Nietzsche, qui s'évertuait à tout renouveler des Grecs, a inventé exprès sa double théorie de l'esprit dionysien et de l'esprit apollinien, pour justifier et glorifier la double tendance de l'âme allemande. L'esprit diony-

sien, c'est la vieille sauvagerie teutonne; l'esprit apollinien, c'est la cuistrerie prussienne, et les deux unis dans une harmonieuse proportion forment ce qu'on appelle aujourd'hui « la culture allemande. »

Et cependant, qui ne voit que tout n'est pas à rejeter dans ces théories nietzschéennes, perverties par la brutalité méchante et la démesure de la race? Jamais nous n'avons eu plus besoin de la force pour défendre notre droit, et jamais la nécessité d'être forts ne s'est montrée à nous plus inexorable. Jamais nous n'avons eu plus besoin d'élites pour conduire notre force. Jamais enfin, par l'expansion civilisatrice de notre génie, nous n'aurons été appelés à faire plus de bien au monde. Dans toutes ces tâches, Nietzsche peut nous être un conseil, comme il le fut pour ceux de son pays. Mais nous n'avons pas voulu, ou nous n'avons pas su comprendre l'essentiel de son enseignement. Nous n'avons vu en lui qu'un anarchiste de la pensée et de la volonté, le destructeur des morales et des métaphysiques, l'individualiste éperdu, qui pousse jusqu'à l'absurde la théorie de son égoïsme. En réalité, Nietzsche est un éducateur, — un éducateur de peuples, — et c'est à la vieille terre méditerranéenne, qu'il est venu demander les principes de sa pédagogie héroïque.

*
* *

On ne l'a pas compris chez nous, et cela ne m'étonne point. Je suis le dernier qui doive s'en étonner. Pourquoi, il faut bien que je le redise encore, et peut-être qu'en le disant, j'aurai achevé de préciser ma critique de Nietzsche et mis au point quelques-unes des idées qui me sont chères.

Les personnes qui ont bien voulu écrire sur mes livres m'ont représenté, suivant les points de vue, comme un descripteur chateaubrianesque, ou comme un romancier exotique; d'autres, se croyant plus exacts, comme un romancier colonial. C'est là une façon sommaire et expéditive de juger les gens. Rien de tout cela n'est juste. Comme Nietzsche, et sans connaître Nietzsche, — car il a fallu cette guerre pour m'amener à lire son œuvre, — je n'ai guère fait que prêcher la Méditerranée. On s'y taille le domaine que l'on peut. Mon domaine à moi, — bien que j'aie poussé ma pointe dans toutes les régions

méditerranéennes, — c'est l'Afrique du Nord, l'Afrique romaine et gréco-latine. Je laisse à d'autres les pays nègres.

Je l'ai choisie de préférence à l'Italie et à l'Espagne, parce que c'est une terre de très jeune et de très ancienne civilisation, une sorte de carrefour des peuples, où la concurrence stimule les énergies, où déjà se forme une race de maîtres, en face d'une vieille race asservie, qui maintient avec une sombre obstination l'intégrité de son caractère. Le milieu est rude, la vie est dure, pour peu qu'on s'éloigne des villes du littoral. Là, tout est à créer. Le fils de famille n'y trouve point la table mise. Il faut y reconquérir sa place au soleil, soit par les armes, soit par la charrue. Sans cesse en contact avec le barbare, le civilisé amolli par le bien-être, affiné par une culture morale ou intellectuelle trop négligente des réalités, y sent la nécessité de se *rebarbariser* pour s'adapter à son nouveau milieu. Il y reprend le sens de l'ennemi, qu'une sécurité toujours provisoire lui avait fait perdre. Certes, malgré sa rudesse acquise, le colon n'est point, ni ne doit être un barbare. Au contraire, en face de la barbarie, il se sent l'envoyé de la civilisation, et il en est fier. Il ne s'agit pour lui que d'être capable de lutter avec le Barbare et de le vaincre par ses propres armes. Il se rebarbarise en ce sens qu'il connaît l'âme barbare, ses violences et ses ruses, qu'il peut vivre de sa vie, qu'il s'est fait des muscles aussi forts, une volonté aussi ferme que le Barbare.

Aller plus loin serait tomber dans l'erreur de Nietzsche, qui admet des retours momentanés et voulus de la barbarie. C'est un jeu périlleux. On ne fait pas à la barbarie sa part. L'homme qui, de sang-froid et par principe, commet une atrocité, ne joue point un rôle : il est réellement atroce dans son cœur et son âme. Si, au cours de la guerre actuelle, les armées allemandes se laissent aller si facilement à des actes de cruauté bestiale (1), il est bien possible que ce soit par quelque dilettantisme ignoble, mais c'est surtout parce que la brute pri-

(1) On ne trouve pas de termes assez forts pour flétrir cette abjection. Quand on lit l'article que nous publions sur *la Belgique martyre*, résumé fait par un écrivain belge de l'enquête officielle poursuivie par son gouvernement, en présence de tant de faits monstrueux, on frémit d'une colère et d'un mépris sans nom. Et ce ne sont pas là des fantaisies isolées dues à l'imagination d'un Prussien sadique; cela s'exécute *en service commandé :* c'est un mot d'ordre donné par le haut commandement. L'Allemand, tel qu'il se révèle en ce moment à nous, n'est pas seulement l'ennemi du genre humain, qu'il faut traquer et écraser dans l'intérêt commun, mais l'être dégradé, dont on se détourne avec dégoût.

mitive continue à vivre au fond de l'Allemand, sous le masque du civilisé.

*
* *

Dans les milieux coloniaux et, en particulier, dans notre Afrique du Nord, ce pédantisme de la barbarie, préconisé par Nietzsche, ne se comprend pas, et, dans tous les cas, serait superflu. Nul entraînement factice n'y est requis, pour restituer au civilisé l'énergie et la rudesse, le coup d'œil prompt et la décision rapide de l'homme inculte. Il suffit de se laisser faire par le milieu. J'ai toujours dit que, pour transformer nos plus amollis pacifistes en militaristes fougueux, il fallait leur offrir une ferme dans la brousse, avec l'obligation d'y résider trois mois par an.

Où trouver, en effet, non seulement une meilleure école d'énergie, mais une meilleure école de guerre que dans un pays où la faim et la soif redeviennent des nécessités immédiates et pressantes, où l'extrême froid et l'extrême chaud exercent et harcèlent durement les corps, où l'on se heurte, à chaque pas, contre une vieille race guerrière qui n'a désarmé qu'en apparence? En ce moment, l'expérience prouve que nos troupes les plus mordantes, celles qui ont au plus haut degré les qualités militaires, sont nos troupes africaines. Et je me laisse dire que, dans le haut commandement, ce sont encore nos Africains, ceux qui sont passés par l'école de la brousse, qui révèlent les plus brillantes et les plus solides aptitudes. La tactique et l'organisation savantes sont évidemment des choses admirables, mais la qualité de la matière vivante et pensante, qu'elles mettent en œuvre, importe extrêmement.

Ajoutons que, dans ces milieux coloniaux, l'homme fait pour commander, le chef-né émerge tout de suite et s'impose. Qu'il s'agisse d'une patrouille de zouaves ou d'une équipe de terrassiers, — devant le danger, ou l'obligation de se débrouiller vite dans un pays hostile, sans vivres, démuni de ressources, — les hommes perdus, livrés à leurs seules forces, se tournent d'instinct vers le maître et vers le chef. Pareillement, dans les régions tranquilles et dans le train habituel de la vie, celui qui sait acquérir et organiser de la richesse ou de la puissance, manifeste des qualités plus originales et plus vigoureuses que

le civilisé en pareil cas, parce que son action est plus isolée, moins soutenue par le milieu ambiant, moins entravée enfin par les règlemens ou les préjugés sociaux. Ainsi, les attributs réels de toute aristocratie reprennent une signification et une valeur dans les pays coloniaux. On les discerne à l'état naissant chez le premier rustre venu, pourvu qu'il se sente l'étoffe d'un maître. N'est-ce pas en ce sens que Nietzsche écrivait : « O mes frères, je vous investis d'une nouvelle noblesse. Vous devez être pour moi des créateurs et des éducateurs, des semeurs d'avenir... Celui que je préfère, et le meilleur aujourd'hui, c'est le paysan bien portant : il est grossier, rusé, opiniâtre, endurant : c'est aujourd'hui l'espèce la plus noble (1)... ? »

Dans ce même esprit, j'ai exalté autrefois les rouliers et les colons du Sud algérien.

*
* *

Parmi ces êtres rudes, anciens occupans du sol, immigrés venus de tous les points de la Méditerranée, le Français apprend ce à quoi il répugne le plus, à sortir de soi, à comprendre ce qui n'est pas lui. Il se confronte avec l'étranger, pour ne pas dire, souvent, avec l'ennemi. Et peu à peu il renonce à vouloir légiférer pour l'univers, à se considérer comme le modèle de la civilisation. Il constate que, si l'on peut exporter de la bimbeloterie ou des ponts métalliques, et même des idées, on n'exporte point les âmes, qu'une civilisation de chemins de fer et de téléphones est quelque chose d'extrêmement superficiel, que la vraie civilisation est une question d'âme, qu'il y a autant de civilisations qu'il y a d'âmes des peuples ou des races, et que ces âmes diverses sont irréductibles les unes aux autres.

Un Turc ou un Arabe, — voire un Allemand, — ne peut pas concevoir la liberté comme nous. Quand nous leur annonçons naïvement que nous venons les délivrer des liens odieux du fanatisme ou du militarisme, ils nous envoient promener avec nos bonnes intentions libératrices : ils protestent que le fanatisme ou le militarisme fait excellemment leur affaire, attendu qu'il est leur sauvegarde ou leur raison de vivre. Autant vouloir

(1) *Ainsi parlait Zarathoustra*, p. 344.

ôter au taureau sa corne. La liberté, telle que nous l'entendons, est une affaire qui ne regarde que nous, qui n'intéresse que nous. Défendons-la donc pour nous-mêmes, puisqu'elle nous plaît tant, au lieu de vouloir l'imposer aux autres, qui n'en ont cure!

Ainsi, les milieux coloniaux ne font qu'exaspérer, par la contradiction, la divergence des idées et des caractères : le type ethnique ou national s'y renforce. Évidemment, il n'en va pas absolument ainsi chez le colon qui demeure. Une moyenne s'établit peu à peu entre les mœurs des divers groupes coloniaux, mais ces groupes fondus en nationalités nouvelles n'en sont que plus âpres à défendre leur nouveau caractère, même contre celui de la mère-patrie. En tout cas, il s'agit surtout ici du civilisé qui passe, qui vient faire ses écoles en pays barbare.

Or, il y apprend à persévérer dans son être, à fortifier son caractère. Au lieu de se laisser amollir par la contagion des mœurs étrangères, il se raidit dans les siennes, et, par exemple, il devient plus Français ou plus Latin en pays d'Islam. Il y reçoit enfin une leçon d'énergie non plus théorique, mais pragmatique, et, pour ainsi dire, en acte.

Ce point de vue, qui est le mien, n'est-il pas très différent de celui du roman exotique ou colonial, l'un consistant à s'ébahir devant l'étrange, le non encore vu, ou le non encore éprouvé, à s'adapter aux mœurs d'autrui jusqu'à les faire siennes, — et l'autre à décrire les tares du civilisé en pays colonial ou à l'opposer puérilement à l'indigène? Il ne s'agit point de s'oublier ou de se discuter soi-même en face de l'étranger, mais de s'affirmer fortement devant lui.

*
* *

Comment cela est-il spécialement méditerranéen, et non germanique ou anglo-saxon? C'est l'objection qui se présente tout de suite. Si l'on cherche avant tout des écoles d'énergie, n'en trouverait-on point de plus complètes et de plus intenses en Asie ou en Amérique, — dans l'Amérique du Nord surtout? Prenons garde que, pour Nietzsche, la Méditerranée, avec son ciel et son climat, ses civilisations héroïques et aristocratiques, n'est guère plus qu'un exemple ou une métaphore. Exemple, le type grec du guerrier ou du citoyen. Métaphore, le calme alcyonien ou les midis brûlans de la Mer latine. Ce qu'il

voit dans ce calme des eaux si rapidement troublées, c'est le symbole de l'énergie virile, brûlante et fécondatrice, de la surhumanité future arrivée à son maximum de puissance et de splendeur. Même dans ses momens de lyrisme effréné, le midi ne lui suffit pas : il lui faut le soleil torride des tropiques. Le masque du faux Hellène éclate, et le visage grimaçant et convulsé de l'Asiatique se découvre.

Pour ma part, si je m'en tiens à notre Méditerranée latine, et, dans cette Méditerranée, à notre Afrique du Nord, c'est que l'atmosphère et l'activité américaines ou extrême-orientales ne sont point faites pour nous, Français. Elles nous amollissent, ou elles nous surmènent et elles nous accablent. Les Italiens eux-mêmes peuvent bien passer, ils ne s'établissent guère aux États-Unis. Au contraire, l'Afrique nous offre, avec la joie de son ciel, dont nous sommes avides, l'activité réglée qui nous convient : nous n'y perdons point notre sens inné de la mesure, pour sombrer dans les aventures de toutes les mégalomanies. Ensuite, nous y restons en contact avec les traditions de culture qui ont formé notre race. Héritiers d'Athènes, d'Alexandrie et de Rome, nous sommes chez nous à Carthage, où les courans de civilisation partis de ces trois villes sont venus se confondre.

J'ajoute enfin que, si la fameuse union des peuples latins, dont on a tant parlé, s'est jamais réalisée quelque part, c'est uniquement là, dans notre Afrique du Nord. Le fait est évident et ne peut plus se contester : Français, Italiens et Espagnols forment, à l'heure qu'il est, en Algérie, un peuple nouveau. Il y a là comme l'ébauche d'une alliance plus large et plus effective entre leurs trois nations d'origine. Quoi qu'il arrive, c'est dans ce sens, dans le sens d'une collaboration de plus en plus étroite que ces nations devraient agir, si elles veulent écarter à tout jamais des rivages de la Mer latine l'Aigle à deux têtes, le sombre oiseau de proie austro-germain.

LOUIS BERTRAND.

LES MARONITES

Parmi les communautés catholiques d'Orient qui, depuis les Croisades, font appel à la traditionnelle protection de la France, nulle ne s'est montrée plus reconnaissante et plus dévouée que celle des Maronites. Bien des liens nous unissent à elle. Il faut en faire remonter l'origine jusqu'à l'époque de l'arrivée en Syrie des premiers Croisés pour lesquels les Maronites furent de précieux auxiliaires. Dans la suite, et surtout pendant tout le cours des XVIIe et XVIIIe siècles, des relations suivies s'établirent entre nos Rois et les Cheiks du Liban dont certains exercèrent les fonctions de Consul de France. Plus tard encore, Bonaparte, dans sa campagne de Syrie, trouva nos amis du Liban prêts à venir à son aide. Enfin, en 1860, le Gouvernement de Napoléon III envoyait à leur secours un corps expéditionnaire pour les protéger contre la fureur exterminatrice des Druses. C'est tout ce long et glorieux passé que, lors des premiers massacres, Crémieux, qu'on ne saurait suspecter de parti pris en la circonstance, évoquait devant la Chambre des Députés pour l'exhorter à protéger nos cliens traditionnels : « Eh! Messieurs! s'écriait-il, il s'agit des chrétiens du Liban! « Les chrétiens du Liban, mais ils sont vos frères depuis des « siècles, non pas seulement vos frères en religion, mais vos « frères à la guerre, vos frères sur les champs de bataille. Dans « toutes les circonstances, vous les avez trouvés. Saint Louis « les a trouvés; Napoléon les a trouvés (1). »

(1) Discours du 3 juillet 1847.

L'attachement des Maronites pour notre pays est très généralement connu en France, sans que l'on sache cependant toujours à quel point il est vivace, ni à quelles origines lointaines il remonte. Mais si nos compatriotes n'ignorent pas qu'il existe en Syrie une sorte de « France d'outre-mer, » ils sont beaucoup moins bien renseignés sur ses habitans. Ils en connaissent mieux les sentimens que les caractéristiques. En d'autres termes, les Maronites sont, comme ils le méritent, très populaires chez nous pour leur dévouement à notre cause : tous les Français parlent d'eux, mais bien peu savent ce qu'ils sont. C'est à cette lacune que nous voudrions essayer de remédier en indiquant ici les origines de ce peuple, son évolution historique, ce qui le distingue des autres communautés catholiques d'Orient et quelle est sa situation actuelle, sans prétendre faire œuvre de critique, mais simplement de vulgarisateur.

*
* *

On sait que les chrétiens d'Orient se divisent en deux groupes, suivant qu'ils reconnaissent ou non l'autorité du Saint-Siège. Les premiers sont les catholiques unis à Rome; les seconds sont représentés par les différentes communautés dites schismatiques. En tête du groupe catholique se classent naturellement les « Latins, » auxquels se rattachent les nombreux rites orientaux ayant fait leur soumission au Saint-Siège, les Grecs catholiques ou Melchites, les Arméniens unis, les Chaldéens, les Syriens-catholiques ou Syriaques et les Coptes unis, sans compter les Maronites. A chacune de ces communautés, correspondent exactement d'autres groupes qui sont leurs équivalens dans la branche « schismatique. » Ce sont les Grecs-orthodoxes, les Arméniens orthodoxes ou Grégoriens, les Nestoriens, les Jacobites et les Coptes schismatiques. Seuls, les Maronites ne forment qu'un même groupement parfaitement homogène, sans aucun dissident. Tous sont unis à Rome. L'exception qu'ils font ainsi à la règle générale des communautés chrétiennes du Levant est remarquable, et ce n'est pas sans fierté qu'ils aiment à la rappeler.

Cette seule remarque indique assez combien les origines et les caractéristiques de ce petit peuple sont, avant tout, religieuses. Rien d'ailleurs de plus naturel dans cet Orient où les

questions de cet ordre ont toujours joué un rôle prépondérant. Qui ne sait en effet que les diversités de croyance y remplacent en réalité les différences de nationalité et que l'étiquette confessionnelle y tient lieu de sujétion? Et en nulle contrée, cette vérité ne s'impose avec plus de force qu'en Syrie, le berceau de la plupart des cultes. Il importe donc bien de se convaincre que les Maronites sont, en tout premier lieu, un groupement religieux et qu'à travers les vicissitudes des siècles, ils restent profondément marqués de cette empreinte. C'est la religion qui les a réunis et c'est à elle qu'ils doivent d'être encore aujourd'hui ce qu'ils sont, car c'est en elle qu'ils ont trouvé « l'énergie nécessaire pour défendre et conserver leur indépendance (1). »

*
* *

Les Maronites descendent d'une peuplade de même origine que celle des anciens habitans de la Syrie, les Araméens : ils sont donc de race sémitique. Leurs ancêtres comptent parmi les premiers chrétiens évangélisés par les apôtres. Ils peuplaient alors les plaines des environs d'Antioche et de Hama, l'ancienne Apamée des Croisés, ainsi que les villes phéniciennes de la côte. Jusqu'au IVe siècle, rien ne les distingue des autres chrétiens de ces contrées avec lesquels ils se confondent. Compris dans la province de Syrie seconde, ils relèvent de la domination de Byzance et se trouvent mêlés aux querelles religieuses, si nombreuses et ardentes, qui divisèrent le Bas Empire. Ce fut l'une d'elles, le schisme des monophysites, qui leur donna l'occasion de prendre conscience d'eux-mêmes et de se grouper en « nationalité. »

Après l'hérésie de Nestorius, affirmant l'existence de deux personnes distinctes dans le Christ, l'une divine, l'autre humaine, doctrine réprouvée au Concile d'Éphèse, se répandit celle du monophysisme, imaginée par Eutychès. Ce moine d'un couvent voisin de Constantinople, dans son ardeur à combattre les erreurs de Nestorius, en vint à tomber dans une hérésie tout aussi dangereuse aux yeux de l'Église, bien que totalement opposée, en soutenant qu'il n'existait dans le Christ qu'une seule nature. Le concile de Chalcédoine devait bientôt condamner

(1) *A travers l'Orient*, par l'abbé Pisani, p. 256.

avec la même sévérité la doctrine monophysite. Il déclara qu'il fallait distinguer dans le Christ la nature divine et la nature humaine coexistant en lui sans cependant se confondre.

Ces controverses théologiques, avivées par l'action des souverains byzantins, qui n'hésitaient pas à se jeter personnellement dans la mêlée, prirent bientôt une intensité particulière. Les plus lointaines régions de l'Empire ne tardèrent pas à subir, à leur tour, leur funeste influence.

Vers cette époque, vivait, aux environs d'Antioche, un pieux anachorète du nom de Maron. Son histoire a été rapportée par Théodoret, évêque de Cyrrhus, qui fut à peu près son contemporain (1). On ne peut guère indiquer avec précision l'époque de son existence. Il vivait sans doute à la fin du IVe siècle et au commencement du Ve (2). Or, c'est à saint Maron qu'il faut faire remonter l'origine de la communauté qui se mit sous son patronage en empruntant son nom. A lui, en effet, revient le mérite d'avoir jeté les premiers fondemens d'un groupement distinct destiné à se constituer plus tard en « nation. »

Théodoret raconte avec admiration la vie de cet ermite qui, ne voulant d'autre abri que la voûte du ciel, édifia toute la contrée par sa piété et ses guérisons miraculeuses. La tradition ajoute que saint Maron combattit les hérétiques, partisans des erreurs du monophysisme, et soutint avec ardeur les principes de la vraie foi. Il se serait retiré sur une montagne située au bord de l'Oronte, dans les environs de Hama, bientôt suivi par un grand nombre de moines qui partageaient sa discipline. C'est ainsi qu'il réussit à réunir, de son vivant, un premier noyau de partisans auxquels il aurait légué une liturgie particulière et même un embryon de constitution ecclésiastique.

L'orthodoxie de saint Maron a cependant trouvé quelques détracteurs. Il faut voir là, sans doute, l'effet de la jalousie de certaines autres communautés orientales. Ces accusations se fondent ordinairement sur une affirmation d'Eutychès, Patriarche melchite d'Alexandrie au Xe siècle, qui, le premier, paraît avoir fait planer sur saint Maron et ses disciples le soupçon de mono-

(1) Le théologien grec Théodoret de Cyr, qui écrivit la biographie des anachorètes de Syrie, vécut de 396 à 458 environ.

(2) Mgr Debs, l'avant-dernier archevêque maronite de Beyrouth, auteur de savans ouvrages sur l'histoire de son Église, place la mort de saint Maron vers l'année 433.

théisme resté, aujourd'hui encore, si vivace. Mgr Debs, un des derniers titulaires du siège épiscopal maronite de Beyrouth, a combattu cette opinion avec beaucoup de science, de logique et d'autorité (1). Il démontre que le monothélisme, ou doctrine de ceux qui, tout en admettant dans le Christ les deux natures, ne lui reconnaissaient qu'une seule volonté, prit naissance deux siècles après la mort du père et fondateur de la communauté maronite. Mais surtout, il reproduit (2) une longue lettre, écrite le 28 septembre 1753 par le pape Benoît XIV, dans laquelle celui-ci, après avoir cité de nombreux auteurs « prouvant merveilleusement la sainteté de saint Maron, » fait justice de ces allégations. Aussi le Patriarche melchite Cyrille, qui avait répété l'accusation formulée par Eutychès, était-il invité à désavouer ce qu'il avait fait, « afin de ne pas dépouiller de la vénération publique le bienheureux abbé Maron. » Comment d'ailleurs admettre que l'Église romaine ait constamment désigné la communauté maronite, qui lui est si attachée, par un nom rappelant celui d'un hérétique?

Théodoret nous apprend que lorsque saint Maron quitta cette vie, « les gens du voisinage se livrèrent à un rude combat pour s'approprier ses restes, » objet de la vénération publique et cause de nombreux miracles. Les habitans des villages les plus proches qui, arrivés en plus grand nombre, réussirent à s'en emparer, leur élevèrent un vaste temple. C'est là l'origine du couvent de saint Maron de l'Épomène, le plus célèbre de tous ceux qui se bâtirent bientôt sur les rives de l'Oronte. Il comptait, dit-on, jusqu'à huit cents moines. Les disciples du bienheureux ermite devinrent en effet toujours plus nombreux, de nouveaux fidèles, attirés par leur zèle de prédication, venant sans cesse se joindre à eux. La tradition veut qu'il se soit constitué, de cette façon, tout un petit peuple de moines (3) vivant retirés dans les monastères de la région de Hama et conservant

(1) *Perpétuelle orthodoxie des Maronites*, par Mgr Debs, 1 vol. grand in-8 de 268 pages.

(2) Protestation en faveur de la perpétuelle orthodoxie des Maronites par Mgr Debs, brochure de 61 pages. Beyrouth 1900. Pages 10 à 17, où se trouve traduite cette lettre extraite du *Bullarium*, t. IV, p. 85.

(3) Certains de ces anachorètes se livraient aux pratiques de l'ascétisme le plus rigoureux, tel ce bienheureux solitaire qui, sans doute inspiré par l'exemple de Siméon le Stylite, demeurait sur un arbre. Son histoire a été traduite, avec une saveur charmante d'ingénuité, par M. l'abbé Nau dans ses « Opuscules maronites, » *Revue de l'Orient chrétien*, 1899, p. 337.

intact, au milieu des luttes religieuses, le dépôt de la foi catholique légué par leur fondateur. Leur attachement aux principes du concile de Chalcédoine fut souvent pour eux l'occasion de subir de rudes épreuves de la part des hérétiques dont ils étaient entourés, témoins ces trois cent cinquante moines qui, sous les empereurs Sévère et Anastase, versèrent leur sang pour la cause de l'orthodoxie. Les annales du VIe siècle font mention du monastère de saint Maron qui, brûlé par ordre d'Anastase, fut ensuite restauré par les soins de Justinien le Grand. Ils relatent de même l'existence des religieux qui l'habitaient, et dont certains furent parfois délégués à Constantinople pour représenter les couvens de Syrie dans les assemblées ecclésiastiques. L'existence de cette communauté religieuse, un des centres chrétiens les plus importans d'Asie Mineure, se poursuivit ainsi jusqu'au VIIe siècle sans autres incidens que les persécutions dont elle était parfois l'objet.

*
* *

C'est à cette époque que la tradition fait vivre le second patron des Maronites, saint Jean Maron, qui aurait vécu vers la fin du VIIe siècle (1). Bien que relativement plus proche de nous, son existence paraît moins bien connue, et même, au dire de certains critiques, moins scientifiquement établie, que celle de son prédécesseur.

Sa vie est entourée de nombreuses légendes. Elles contribuent à faire de ce personnage une figure quelque peu mystérieuse. Quoi qu'il en soit, ce disciple de saint Maron, né aux environs d'Antioche, après avoir étudié dans le monastère fondé par son illustre prédécesseur et perfectionné ses connaissances à Constantinople, n'aurait pas tardé à se faire remarquer par sa science et à prendre sur ses coreligionnaires une autorité indiscutable. A ce moment, la Syrie venait de tomber dans les mains des Arabes qui firent leurs premières incursions dans ces contrées en 634. La domination byzantine s'y trouvait déjà si singulièrement affaiblie qu'une dizaine d'années à peine suffi-

(1) Mgr Debs, notamment, le fait vivre du VIIe au VIIIe siècle ; M. l'abbé Nau, professeur à l'Institut catholique de Paris, au commencement du VIIIe siècle. Cependant certains auteurs croient pouvoir placer son existence à une époqu postérieure.

rent aux nouveaux venus pour se rendre maîtres du pays, sinon pour y asseoir et y organiser leur conquête.

Non seulement les Arabes, malgré leur relative tolérance religieuse, soumettaient de temps à autre à différentes vexations les chrétiens relégués à une situation inférieure, mais l'Église d'Antioche se débattait alors dans une complète anarchie propice à l'éclosion des hérésies. C'est alors que saint Jean Maron, afin de sauvegarder en même temps l'intégrité et la foi (1) du petit peuple dont il avait la charge, prit le parti de déserter les plaines d'Antioche pour se réfugier avec les siens dans les montagnes du Liban. Sans doute y rencontra-t-il d'autres populations araméennes, également chrétiennes, qui ne tardèrent pas à se joindre aux disciples qui le suivaient. De cette fusion est née la nation maronite. C'est à saint Jean Maron qu'elle doit et sa constitution définitive et le choix du Liban comme patrie. Aujourd'hui, dans la plupart des esprits, le nom du Liban est si intimement associé à celui des Maronites que l'on est tenté de les confondre dans une même pensée en croyant que cette communauté, à elle seule, a toujours peuplé le Liban. Non seulement cette croyance est erronée, mais on vient de voir qu'il faut rechercher l'origine des disciples de saint Maron ailleurs que dans les montagnes syriennes.

En prenant cette décision, saint Jean Maron a marqué son peuple d'une telle empreinte que la tradition a fait de lui le premier Patriarche de la nation, la tête de cette lignée de chefs, à la fois religieux et civils, continuée sans interruption jusqu'à nos jours. D'après la légende, il aurait été, en 675, sacré évêque de Botrys (2) par Jean, évêque de Philadelphie. Dix ans après, le siège patriarcal d'Antioche, toujours bouleversé par les incursions des Sarrasins et les agitations des hérétiques, se trouvant vacant, les évêques du Liban et de la contrée y portèrent l'évêque de Botrys qui s'était distingué par l'énergie avec laquelle il avait combattu les Jacobites, partisans des doctrines de Nestorius et d'Eutychès (3). A la suite de cette élection, saint Jean

(1) On sait qu'au commencement tout au moins de leur domination, les Arabes firent du prosélytisme religieux. Ils ne tardèrent pas à y mettre un terme, estimant dangereux de réduire le nombre des chrétiens qui, par le fait de leur conversion à l'islamisme, devenaient leurs égaux.

(2) La ville actuelle de Batroun, située au bord de la mer, quelque peu au sud de Tripoli; le « Boutron » des Croisés.

(3) Les querelles des Maronites et des Jacobites monophysites remplissent

Maron se serait rendu à Rome où le Pape Serge l'aurait confirmé dans sa dignité nouvelle en lui conférant le Pallium, dont ses successeurs continuent à solliciter l'octroi à leur élévation au trône patriarcal. Ceux-ci, en mémoire de leur glorieux prédécesseur, portent, encore à l'heure actuelle, le titre de Patriarche d'Antioche (1).

La doctrine de saint Jean Maron n'a pas davantage trouvé grâce devant certains auteurs qui l'ont également suspectée d'avoir été entachée de monothélisme. Cependant, le Pape Benoit XIV, dans une allocution adressée le 13 juillet 1744 à ses Cardinaux, résumait ainsi le rôle de ce saint personnage : « Vers la fin du VIIe siècle, alors que l'hérésie désolait le Patriarcat d'Antioche, les Maronites, afin de se mettre à l'abri de la contagion, résolurent de se choisir un Patriarche dont l'élection fût confirmée par les Pontifes romains (2). » En outre, M. l'abbé Nau, professeur à l'Institut catholique de Paris, a publié la traduction d'un exposé de la foi (3), qu'il attribue, sans aucun doute, à saint Jean Maron, et dans lequel celui-ci réfute précisément la doctrine des monothélites.

*
* *

Désormais retranchés dans les escarpemens de la chaîne libanaise, dont certains sommets dépassent 3000 mètres, les Maronites formèrent bientôt un petit corps de nation relativement indépendant. A l'abri de leurs hautes montagnes habilement fortifiées, ils purent résister opiniâtrément à l'invasion arabe. Contraints, à la longue, de se soumettre à la domination des conquérans qui les entouraient de tous côtés, du moins conservèrent-ils leur organisation particulière, d'essence féodale. En fait, le Patriarche et les grands chefs féodaux, dépendans

Une grande partie de cette époque. La tradition rapporte qu'en 659 eut lieu à Damas, en présence du Khalife Mouaviah, une grande controverse entre les plus célèbres partisans des deux doctrines, au cours de laquelle les Jacobites furent déclarés défaits et condamnés à payer un lourd impôt.

(1) En souvenir de saint Pierre, le premier titulaire du siège patriarcal d'Antioche, les Patriarches maronites ajoutent tous à leur prénom celui de Pierre. Leur titre complet est : Patriarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient. Voyez, à ce sujet, dans la *Revue de l'Orient chrétien*, un article du P. Chebli, 1903, p. 133, et intitulé *le Patriarcat maronite d'Antioche*.

(2) Mgr Debs, *op. cit.*, p. 24 et 25.

(3) Opuscules maronites parus dans la *Revue de l'Orient chrétien*, 1899, p. 180 et 188.

en droit des Omeyades, faisaient figure de petits souverains. Ils profitaient des moindres défaillances de leurs ennemis pour les harceler sans cesse, si bien que le Liban constituait une sorte de forteresse naturelle chrétienne dressée intacte au milieu de la conquête musulmane. Sans aller jusqu'à croire, comme le rapportent les annales indigènes, que les chrétiens du Liban « tombèrent sur les Musulmans avec la force et le bruit du tonnerre et qu'ils les écrasèrent dans la plaine (1), » il est cependant certain que ce noyau d'hommes résolus et protégés par un rempart de rochers parvint à ralentir la marche victorieuse des Arabes, dont l'armée, surtout composée de cavaliers, était peu habituée à la guerre de montagne. C'est ce que les anciennes chroniques aiment à rappeler, non sans emphase, en affirmant que la résistance des Maronites réussit à retarder la chute de Byzance.

Réfugiés, aux heures pénibles, dans la haute montagne et ayant fait de la région des Cèdres (2) et de Bécharré le centre de leur nation, ils purent continuer à jouir d'une certaine autonomie. S'ils furent, sous les Abbassides, contraints de payer l'impôt foncier et si le Liban fut alors englobé dans le district de Damas, les Maronites continuèrent cependant à vivre de leur vie propre et réussirent pleinement à sauvegarder leur existence nationale.

Sous la double direction de leurs prêtres et de leurs grands propriétaires fonciers, ils s'organisèrent fortement en un petit peuple féodal qui, à l'abri de ses montagnes, vécut pendant plusieurs siècles dans un quasi isolement. Très morcelée en un certain nombre de villages, leur communauté évolua d'une façon distincte du milieu qui l'entourait et dont elle se trouvait, en quelque sorte, séparée (3). La constitution géographique du pays, aussi bien que les mœurs de ses habitans, ne se prêtaient nullement à la formation de grandes villes. C'était en effet le régime de la « recommandation, » du patronat, qui dominait, d'où résultait le groupement d'un certain nombre de paysans autour de leurs seigneurs relativement indépendans, chacun dans

(1) *Les Maronites*, par le R. P. Azar, p. 41.

(2) Les quelques cèdres qui subsistent encore, derniers vestiges des fameux arbres avec lesquels fut construit le temple de Salomon, se trouvent dans le nord du Liban, à une altitude de 1 900 mètres.

(3) Voyez à ce sujet « La question du Liban » par M. Jouplain, docteur en droit Paris, 1908, Arthur Rousseau, éditeur, p. 42 et 43.

sa vallée. De cette façon se constituèrent des villages représentant généralement le domaine d'un même propriétaire foncier (1). Celui-ci, protecteur naturel de ses paysans, les organisa en milices pour résister aux attaques des Musulmans. Telle a été l'origine de la féodalité, qui fut singulièrement persistante au Liban. Chaque canton, chaque domaine pour ainsi dire, ayant sa vie particulière, très intense, il se forma un patriotisme local, extrêmement vivace, en même temps qu'un patriotisme national, qui trouvait son expression la plus complète dans l'attachement à la personne du Patriarche et ne manquait jamais de se manifester violemment en présence de l'ennemi commun. Favorisés par la nature très accidentée du terrain et défendus par les escarpemens et les rochers de leurs montagnes, dont ils surent tirer parti en créant des centres fortifiés (2), les Maronites purent longtemps défier toutes les attaques.

En même temps, le milieu très spécial de montagnes, souvent arides, dans lequel ils étaient appelés à vivre, fit des Maronites un peuple simple, austère et développa encore leurs tendances naturelles au mysticisme. La beauté grandiose, parfois terrible, de certains sites libanais est bien propre au recueillement et à la méditation. Aussi, le monachisme, déjà très en faveur dans les plaines d'Antioche, prit au Liban une extension plus grande encore. Les anachorètes se sentirent particulièrement attirés par les gorges sauvages de la Kadischa, la rivière sacrée des Maronites, qui prend sa source au pied des Cèdres. La plupart d'entre eux y vécurent dans des grottes creusées à même le roc. On en voit aujourd'hui, dont certaines, surplombant à pic de vertigineux précipices, paraissent inaccessibles. Ils fondèrent de même de nombreux couvens, toujours très florissans au Liban à l'heure actuelle. La conduite des Khalifes qui, soupçonnant le clergé chrétien d'entretenir des intelligences avec ses ennemis byzantins, se montraient souvent fort durs à son égard, ne fit que contribuer à resserrer davantage autour de ses prêtres un peuple déjà enclin à la ferveur religieuse.

(1) Certains exemples de cet ancien état de choses subsistent encore aujourd'hui au Liban. Ainsi dans le district sud du Djezzin, le village d'Azour est resté la propriété de la famille Azouri.

(2) Le R. P. Azar relate qu'il existait trois centres fortifiés dans le Liban : Beskinta, Bécharré et Haddeth.

Très attaché à ses croyances, à ses traditions, à ses mœurs familiales, vivant replié sur lui-même, d'une vie concentrée et relativement dépourvue de grands événemens, ce petit peuple, peu accessible aux influences extérieures, n'évolua qu'avec une extrême lenteur. Il réussit longtemps à se conserver sans subir de modification appréciable. Aux environs de 1860, il s'était encore si peu laissé entamer par les siècles, qu'il paraissait en être resté au moyen âge en offrant encore l'image d'un parfait État religieux et féodal.

*
* *

Grâce à cet ensemble de circonstances particulières, le Liban put poursuivre son existence propre, à l'écart des événemens qui bouleversèrent sans cesse les contrées voisines et dont le contre-coup n'arrivait jamais que très affaibli jusqu'à lui.

La Syrie fut en effet pendant plusieurs siècles transformée en un vaste champ clos. Centre de l'Empire arabe et du monde musulman sous les Oméyades, elle ne fut plus, sous les Abbassides, par suite du transfert de leur capitale de Damas à Bagdad, qu'une simple province livrée par son éloignement à toutes les intrigues et à toutes les agitations. Elle devint une proie que, dans une mêlée terrible et extraordinairement confuse, les Bédouins, les Empereurs byzantins reprenant l'offensive, les Turcs Seldjoucides et les Croisés disputèrent tour à tour aux Khalifes Fatimites du Caire. Sans cesse prise et reprise, la Syrie fut, pendant trois longs siècles, mise à feu et à sang. A travers des vicissitudes dont l'histoire offre peu d'exemples et qu'elle devait à sa situation de « carrefour des nations, » tantôt morcelée, tantôt réunie, elle changea plusieurs fois de maîtres, mais toujours ses conquérans éphémères s'y installaient en guerriers et non en colons.

En présence de ces luttes continuelles, les Maronites renforcèrent leur organisation militaire afin de maintenir leur autonomie relative. Et c'est ainsi que les grands propriétaires du Liban furent amenés à prendre de plus en plus le caractère de chefs qui combattaient à la tête de leurs paysans, devenus leurs soldats : l'aristocratie terrienne se transforma en l'aristocratie militaire des Émirs et des Cheiks. Cette évolution ne fut, en définitive, qu'une adaptation des mœurs féodales et patriarcales

aux impérieuses exigences de ces temps singulièrement troublés. Obligés de lutter pour sauvegarder ce qui leur restait d'indépendance, les chrétiens du Liban sentirent la nécessité d'unir plus intimement leurs efforts en se groupant davantage et de se choisir parfois un chef unique, afin de mieux coordonner leur défense.

Tandis que la Syrie retentissait du fracas des armes, la plupart des événemens qui se passaient autour d'eux ne parvinrent guère à modifier sensiblement la situation des montagnards maronites. Il en est un cependant qui produisit chez eux une répercussion considérable : ce fut l'arrivée des Croisés. Campés sur leurs hauteurs, les guerriers chrétiens s'efforçaient de prolonger la résistance lorsque, au printemps de 1099, parut, aux confins du Liban, l'armée des premiers Croisés. On conçoit la joie des chrétiens de Syrie à l'arrivée de leurs coreligionnaires d'Occident et l'empressement qu'ils mirent à leur prêter main-forte. Guides dévoués et expérimentés facilitant la traversée des montagnes, ou archers habiles venant, fort à propos, grossir les rangs de l'armée chrétienne, ils furent toujours pour les Croisés de précieux auxiliaires. En récompense de ces services, une situation privilégiée (1) leur fut réservée dans les États Latins, notamment dans le Comté de Tripoli, fondé par Raymond, Comte de Toulouse, sur le territoire duquel la plupart d'entre eux se trouvaient compris. Ils acceptèrent d'autant plus facilement l'organisation féodale apportée par les Croisés qu'elle se rapprochait singulièrement de la leur. Bientôt, le Liban se couvrit de châteaux forts habités par les guerriers francs et dont quelques ruines subsistent encore à l'heure actuelle.

Lorsque, sous les coups répétés de Nourreddin et de Saladin, la ruine des États Latins se précipita, obligeant les seigneurs chrétiens à abandonner leurs conquêtes pour chercher un refuge, ce fut dans les hauteurs du Liban qu'ils le trouvèrent. Nombre d'entre eux reçurent asile chez les Maronites dont le pays devint, pour la seconde fois, une citadelle du christianisme dressée contre la puissance musulmane victorieuse.

Après l'échec de la tentative de saint Louis, à qui les chrétiens du Liban ne manquèrent pas de prêter leur concours, l'attention de l'Europe s'étant détournée de l'Orient, les États

(1) Voir E. Rey, *Les Colonies franques en Orient*, p. 76.

Latins furent définitivement perdus. Cependant, la résistance des guerriers francs put se prolonger plus longtemps dans l'île de Chypre et dans les montagnes de Syrie. Nos Croisés ont ainsi vécu près de deux siècles dans le voisinage des Maronites. De cette longue existence commune est né l'attachement affectueux et reconnaissant que ceux-ci n'ont cessé de témoigner à notre pays. N'affirment-ils pas même, non sans certaines chances d'exactitude, que le sang des Croisés français s'est souvent trouvé mêlé au leur, témoin cette curieuse poignée d'hommes blonds aux yeux bleus peuplant certains villages de la haute montagne? Aussi, les guerriers francs une fois disparus de Syrie, allaient-ils laisser dans le pays une trace profonde et leur souvenir généreux, toujours évoqué dans les jours de malheur, devait-il animer bien des légendes.

*
* *

Définitivement maîtres du pays après deux siècles de luttes, les Musulmans surveillèrent attentivement les Maronites qu'ils craignaient toujours voir de nouveau prêter la main à des envahisseurs. A cette époque, les chrétiens continuaient à être massés dans la partie septentrionale du Liban, du côté des Cèdres, de Batroun et de Djèbail (1) : ils n'étaient guère encore descendus au sud du Nahr Ibrahim, l'antique fleuve Adonis. Sous l'autorité spirituelle de leurs Patriarches, ils étaient divisés en plusieurs districts ayant à leur tête des chefs appelés « mouquaddams », parmi lesquels celui de Bécharré exerçait une sorte de prépondérance (2). Un certain nombre des leurs se trouvait également disséminé dans les îles de Rhodes, et surtout de Chypre, où leur communauté avait été particulièrement prospère sous la domination des Lusignan.

D'ailleurs, bien d'autres populations étaient, entre temps, arrivées au Liban, de sorte que celui-ci offrait le spectacle d'un curieux mélange de races et de religions. Sans compter les colons persans installés le long de la côte par les Oméyades, et ancêtres des Métualis actuels (3), c'était, en premier lieu, la

(1) L'antique Byblos, le « Gibelet » des Croisés.

(2) Voir l'article intitulé *Frère Gryphon et le Liban au XVe siècle*, publié par le P. Lammens, un des érudits de l'Université Orientale de Beyrouth, dans la *Revue de l'Orient Chrétien* en 1889, p. 83 et 84.

(3) Les Métualis que l'on trouve aux environs de Saïda, de Tyr et dans

tribu musulmane des Tanoukh, qui, établie dans le moyen Liban, entre Beyrouth et Saïda, formait une sorte d'avant-garde de l'Islam. Puis, une secte primitivement chiite, les Nosaïris ou Ansariehs, avait fait irruption dans le Liban septentrional d'où, après quelques luttes, les Maronites réussirent à la rejeter dans les montagnes du nord de la Syrie auxquelles elle a donné son nom. Les Druses enfin s'étaient, un peu plus tard, répandus et développés dans la Montagne. Les démêlés des Druses et des Maronites, et surtout les massacres de 1860, ont répandu la croyance que ces deux peuples ont toujours été des ennemis farouches. Rien n'est cependant moins exact. Jusqu'à la moitié au moins du XVIIIe siècle, ils vécurent dans un accord parfait et constant. Il fallut des intrigues étrangères pour venir le troubler au point que l'on connaît.

Le Drusisme (1), dont l'origine est assez obscure, a probablement commencé à être introduit dans certaines parties du Liban vers la fin du XIe siècle. Ses adeptes se recrutèrent plus particulièrement dans la région du Chouf qui forme, encore aujourd'hui, son centre le plus important. Une si parfaite harmonie régnait alors entre les Druses et leurs voisins chrétiens que, durant tout le moyen âge, et même encore au XVIIe siècle (2), on voulut voir en eux un peuple d'origine chrétienne. Très heureux de trouver ainsi un moyen de se ménager la protection de l'Europe contre les Musulmans qu'ils haïssaient, ils se gardèrent bien de détruire cette illusion (3). Une légende s'était

quelques parties de la plaine de la Békaa, descendent en effet de ces Persans. Ce sont des Musulmans chiites.

(1) On sait que la religion des Druses, soigneusement cachée, est restée très longtemps fort mal connue. Elle paraît, dans une certaine mesure, dérivée d'un islamisme très corrompu et mélangé de croyances égyptiennes à la métempsycose. Son fondateur en serait le khalife Fatimite Hakem, qui régnait au Caire au commencement du XIe siècle. Après avoir probablement simulé la folie, il se proclama une nouvelle incarnation de la divinité et disparut dans des circonstances mystérieuses. Sa doctrine, appelée l'Unitarisme, dont les sectateurs ne tardèrent pas à être persécutés en Egypte, fut propagée en Syrie, où elle fit rapidement des adeptes, surtout dans la région du Hauran, puis dans la vallée du Jourdain et la contrée de Homs. L'origine ethnique des Druses est controversée, les uns les croyant originaires de Perse, les autres voyant en eux des Arabes, différenciés par la seule religion de ceux qui les entourent. On peut évaluer leur nombre actuel à environ 150 000, dont une soixantaine de mille au Liban.

(2) Voir à ce sujet les *Mémoires du chevalier d'Arvieux*, consul à Alep.

(3) Ces excellentes relations, qui peuvent surprendre aujourd'hui, expliquent comment une délégation, composée de Maronites et de Druses, a pu se rendre à Rome, en 1444, accompagnée par un moine franciscain.

même formée d'après laquelle ils seraient descendus d'une colonie de Croisés réfugiés au Liban, après la ruine des principautés franques, sous la conduite du comte de Dreux, dont ils auraient emprunté le nom.

Déjà vers cette époque, une famille d'origine musulmane, celle des Ma'an, installée dans la région du Chouf vers le XIIIe siècle et convertie au Drusisme, jouissait dans la Montagne d'une autorité particulière faisant pressentir les hautes destinées auxquelles elle était appelée (1). Dès le commencement du XVIe siècle, les Émirs du Chouf s'étaient fait une situation qui les mettait hors de pair : ils étaient alors, sans conteste, les premiers des Émirs.

Telle était, à peu près, la situation des Maronites et du Liban lorsque, en 1516, le Sultan Sélim Ier, à la tête des Turcs Osmanlis, fit la conquête de la Syrie. Les Émirs de la Montagne, entraînés dans la lutte par les Mamelouks, abandonnèrent ceux-ci dès qu'ils virent la fortune leur être contraire. Aussi, l'Empire arabe s'étant soudainement écroulé, la domination ottomane s'organisa-t-elle rapidement. Cependant, grâce à sa situation spéciale, le Liban réussit, encore une fois, à échapper, en partie, aux nouveaux conquérans. Pressé de s'emparer de l'Égypte et estimant inutile de s'immobiliser dans une guerre de montagne contre les Émirs libanais, Sélim Ier, se contentant d'un acte de soumission de leur part, les confirma dans leurs fiefs en qualité de vassaux, moyennant le versement d'un tribut (2). Le Liban put, de cette façon, continuer à bénéficier de l'autonomie relative qui ne lui avait jamais fait défaut. Sous l'impulsion des Émirs druses, celle-ci allait même tendre à l'indépendance.

*
* *

Le rôle des Maronites, malheureusement assez désunis à cette époque, fut, par la suite, pendant près de trois siècles, fortement éclipsé par l'ascendant grandissant des chefs de la famille Ma'an, qui allaient accaparer tout le Liban à leur profit. Ce résultat fut le fait de la valeur, — on peut même dire du

(1) Dès le XIVe siècle, l'Emirat du Chouf lui appartenait à titre héréditaire.

(2) Voyez une brochure intitulée : *Perpétuelle indépendance législative et judiciaire du Liban depuis la conquête ottomane en 1516*, par Philippe el Khazen. Beyrouth, 1910.

génie, — d'un des leurs, Fakhr-ed-din II (1), le Grand Émir de la Montagne, dont le règne marque l'apogée de la puissance libanaise. Échappé par miracle à la vengeance des troupes ottomanes et caché par sa mère dans le district chrétien du Kesroan, il fut élevé par les soins de la famille maronite des Khazen. Énergique, habile et ambitieux, Fakhr-ed-din est une des figures les plus curieuses et les plus attachantes de cette période. Il réussit, sans d'abord éveiller la défiance de la Sublime Porte, à agrandir ses domaines en étendant son autorité non seulement sur tous les Druses, mais également sur les Maronites. Ceux-ci, sentant le besoin d'un chef puissant, l'acceptèrent d'autant plus volontiers que l'Émir faisait preuve de la plus large tolérance religieuse et que, soit reconnaissance, soit calcul, il s'était entouré de conseillers chrétiens. C'était, outre son vieux précepteur Chéiban, les Cheiks des familles Khazen et Habeiche, les plus influentes à cette époque. Rêvant de fonder un grand État, il poursuivit le cours de ses conquêtes jusqu'au moment où, la Porte finissant par s'alarmer de sa puissance, il se réfugia à Florence auprès de ses alliés, les Médicis (2). De retour en Syrie, il s'efforça d'introduire dans son État l'organisation qu'il avait admirée en Toscane. Sous son règne, le Liban trouva une prospérité et une tranquillité jusqu'alors inconnues, qui permirent aux lettres et aux arts d'y briller d'un certain éclat. Mais, grisé par ses succès, Fakhr-ed-din aspira à l'indépendance. Attaqué de toutes parts, abandonné par ses alliés, traqué dans la haute montagne, il se livra à ses vainqueurs : ils le firent décapiter à Constantinople. Sa puissance s'effondra; mais il avait créé l'unité politique du Liban et scellé l'union des Maronites et des Druses. La tradition assure même qu'il se serait fait secrètement baptiser peu de temps avant sa mort.

Son neveu, puis ses fils, parvinrent, en usant de plus de prudence vis-à-vis de la Porte, à sauvegarder l'autonomie libanaise.

Peu après, la famille Ma'an s'étant éteinte, les seigneurs de la Montagne firent choix des Émirs Chéhab pour la remplacer à leur tête. Ceux-ci, d'origine musulmane, s'étaient installés dans

(1) Fakhr-ed-din II Ma'an régna sur le Liban de 1598 à 1635.

(2) Désireux de s'assurer l'appui d'alliances étrangères, Fakhr-ed-din II avait réussi à entamer avec les Médicis de fort curieuses négociations qui aboutirent à un traité d'alliance signé à Saïda.

le Hauran, où, après avoir également adopté la religion druse, ils avaient acquis une influence prépondérante. Longtemps les plus fermes soutiens des Ma'an, ils ne tardèrent pas à s'allier à eux par des mariages. Bientôt leur prestige devint à tel point considérable dans le Liban qu'il les fit désigner pour succéder aux Émirs Ma'an, dont ils respectèrent les traditions dans le gouvernement de la Montagne.

C'est sans doute vers 1755 qu'une partie des Chéhab, suivie par les Émirs Bellama, se convertit au christianisme. Ces conversions, considérées comme de véritables trahisons par quelques vieilles familles druses, commencèrent à semer la méfiance entre deux peuples jusqu'alors unis. Il faut y voir l'origine de l'animosité qui devait dresser les Druses contre les Maronites et ensanglanter la Montagne. Cependant, à cette époque, leur union, simplement ébranlée, était encore si peu troublée que les Druses vinrent au secours de leurs compatriotes chrétiens du nord du Liban pour les aider à chasser les Métualis dont les brigandages incessans ravageaient la contrée.

Ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls ennemis de la tranquillité de la Montagne, car, au cours des dernières années du XVIIIe siècle, les Émirs Chéhab eurent fort à faire pour la défendre contre les attaques des grands aventuriers tels que le Bédouin Daher ou l'Albanais Djezzar, qui tentèrent de profiter de l'anarchie de la Syrie pour s'y tailler un État répondant à leur ambition.

Sous la suzeraineté des Ma'an et des Chéhab, les Maronites maintinrent intacte leur ancienne organisation féodale et profitèrent de leurs bonnes dispositions pour se répandre dans la Montagne. Ils peuplèrent ainsi les districts du Kesroan et du Meten, dans le moyen Liban. Toujours aussi profondément attachés à leur religion et devenus les champions officiels du catholicisme en Syrie (1), ils voulurent resserrer encore leurs liens avec Rome. Dès le XVIe siècle, ils reçurent la visite de légats du Pape, puis adoptèrent le calendrier grégorien et envoyèrent une partie de leur clergé se former dans le collège de Rome institué à leur intention par Grégoire XII. Ce mouvement aboutit au synode libanais de 1736 où, sous la présidence d'un Légat, l'Église maronite reçut sa constitution définitive. Aussi le Liban

(1) Jouplain, *op. cit.*, p.

devint-il la terre d'élection des catholiques et le centre d'action de leurs missionnaires, presque tous français. A la suite des voyages de quelques Carmes et Fransciscains, les Capucins s'établirent à Beyrouth en 1626. Quelques années plus tard, les Jésuites prirent pied au Liban où, grâce à la générosité des Cheiks Khazen, leurs missions se développèrent rapidement, notamment à Antoura où fut fondé, en 1656, le premier collège français (1). Le prestige de notre pays ne manqua pas de bénéficier très largement de l'influence dont jouissaient nos missionnaires.

D'ailleurs, depuis la capitulation de 1535, signée entre François Ier et Soliman, la France s'était érigée en protectrice officielle des chrétiens d'Orient. Grâce à l'autonomie relative dont ils jouissaient, elle put se préoccuper tout particulièrement de ceux du Liban sur la sécurité desquels elle veillait par les soins de ses Consuls à Tripoli et Saïda, soutenant le clergé maronite et protégeant le Patriarche. Un consulat distinct fut même créé à Beyrouth, en 1662, et confié aux Cheiks Khazen. En outre, de véritables lettres de protection, plusieurs fois renouvelées, avaient été accordées à la nation maronite par les Rois de France et leurs ministres. Ceux-ci entretenaient, tant avec les Patriarches qu'avec la famille Khazen, une correspondance dont de nombreuses traces sont restées et qui témoigne de toute leur sollicitude. Enfin, dans les instructions adressées à leurs ambassadeurs à Constantinople, ils leur recommandaient constamment d'intervenir d'une façon efficace en faveur des chrétiens du Liban.

Grâce à ces doubles relations avec Rome et avec la France, les Maronites furent parmi les premiers Orientaux à prendre contact avec la civilisation et la culture occidentales. Leur esprit, naturellement curieux et studieux, s'en affina, et c'est à cette influence que l'on peut, en partie, attribuer la véritable renaissance littéraire qui se manifesta au Liban vers cette époque. Plusieurs savans de leur nation se distinguèrent par des travaux philologiques et historiques, qui révélèrent à l'Occident les trésors de la littérature syriaque. Certains d'entre eux, comme Hesronite, Sionite et Ecchellensis, furent appelés par Louis XIII et Louis XIV pour enseigner les langues orien-

(1) Le collège d'Antoura est devenu, depuis 1782, la propriété des Lazaristes.

tales à Paris, tandis que d'autres, dont les Assemani et Duwaihi, poursuivaient leurs travaux en Italie. En même temps, l'imprimerie se développait dans les couvens du Liban dès la fin du XVIe siècle, assurant davantage encore aux Maronites la direction du mouvement intellectuel dont ils avaient pris l'initiative (1).

*
* *

Après la période troublée de la fin du XVIIIe siècle, un Émir Chéhab allait de nouveau donner un certain lustre au Liban et tenter de reconstituer l'État du grand Fakhr-ed-din. Tel fut le rôle auquel aspira l'Émir Béchir. Il prit le gouvernement de la Montagne en 1788 pour le garder une cinquantaine d'années, avec des fortunes très diverses qui l'amenèrent à abandonner par quatre fois le Liban pour y entrer d'ailleurs chaque fois avec un nouveau prestige. Tour à tour brutal et souple, cruel et rusé, toujours prudent (2) et souvent peu scrupuleux, l'Émir Béchir offrait l'image du parfait souverain oriental imposant le respect p son habileté et son faste. Sans cependant avoir l'envergure d'un Fakhr-ed-din, il était parvenu, en ménageant les partis ou en profitant de leurs divisions, à acquérir en Syrie une situation prépondérante. Bien qu'il fût baptisé chrétien, on ne sut jamais exactement sa religion, car, selon les circonstances, il affectait d'être Maronite, Druse ou Musulman. Des autels consacrés à chacun de ces trois cultes figuraient même dans son palais de Beit-Eddin, dont il voulait faire son Versailles.

Partisan de Méhémet Ali dès les premières défaites ottomanes, il facilita, grâce à sa défection, la conquête de la Syrie par les Égyptiens en 1831. Les Maronites, attirés vers le souverain d'Égypte, en raison de ses sympathies françaises, accueillirent ses troupes en libératrices. Mais ils ne tardèrent pas à s'en repentir, l'administration d'Ibrahim pacha étant dure et exigeante. Devant la menace d'une révolte libanaise, les Égyptiens, s'inspirant des principes de l'Émir Béchir qui gouvernait Maro-

(1) Voir à ce sujet *La Syrie*, par K. T. Khaïrallah. Brochure extraite de la *Revue du monde musulman*. Leroux, éditeur, 1912, p. 32 et suivantes et 94, 99.

(2) Lorsque Bonaparte pénétra en Syrie, l'Émir Béchir déclara qu'il lui viendrait en aide dès que Saint-Jean d'Acre se serait rendue. Cette réserve de leur chef n'empêcha d'ailleurs pas les Maronites d'essayer de venir en aide à l'armée française en facilitant son ravitaillement.

nites et Druses en les opposant les uns aux autres, réussirent à fortifier momentanément leur situation en désarmant successivement chacun de ces deux peuples avec l'aide de son rival. Cette politique de division ne manqua pas d'attiser les haines religieuses en inspirant aux Druses un vif désir de vengeance. Cependant, lors de l'offensive ottomane, en 1839, le Liban, exaspéré par un régime d'oppression et excité par les agens de l'Angleterre, se souleva tout entier, dans un mouvement national et populaire.

La Syrie sortit profondément troublée de la crise de 1840. Mettant à profit l'atteinte qui y fut portée au prestige de la France, l'Angleterre, s'érigeant en champion de la nation druse, mena tout à coup une politique singulièrement active au Liban où l'influence française était jusqu'alors sans rivale. Elle contribua à faire destituer, puis exiler l'Émir Béchir (1) devenu, à la longue, suspect à tous. Il fut le dernier Émir de la Montagne, car la maladresse de son successeur allait aussitôt provoquer, dans ce pays divisé et agité, une véritable guerre civile marquée par les premiers massacres de Maronites : l'exclusion des Chéhab du gouvernement du Liban en fut la conséquence.

Les vingt années qui devaient encore s'écouler avant l'époque des grands massacres représentent une période de transition anarchique pendant laquelle l'ancien état de choses se désorganisait sans qu'un nouveau se fût encore substitué à lui. Tout y concourait à préparer les sanglans événemens qui, par l'excès même du mal, allaient apporter quelque remède à cette lamentable situation.

Le désordre dont souffrait le Liban, continuel prétexte à l'intervention de la Porte, offrait à celle-ci une occasion propice pour réaliser son vieux désir de ruiner l'autonomie de la Montagne en abolissant les antiques privilèges devant lesquels venait se heurter l'exercice de sa pleine souveraineté. Exciter les dissentimens des Libanais, leurs haines de religion, de classes ou de partis, laisser le désordre y grandir, éviter, tout en sauvegardant les apparences, de rétablir l'ordre, prouver, en un mot, l'incapacité du Liban à s'administrer lui-même et saisir le prétexte de troubles graves pour s'emparer de son gouvernement, telle allait être la base de sa politique. Ces tentatives auraient

(1) L'Émir Béchir, d'abord exilé à Malte, se rendit ensuite à Constantinople, où il mourut en 1850.

pu être écartées par une entente entre les Grandes Puissances. Malheureusement, leur manque d'union, et surtout la rivalité de la France et de l'Angleterre, devaient, au contraire, faciliter le jeu du gouvernement ottoman.

Fidèle à ses traditions, la France ne cessa d'appuyer les revendications des Maronites en vue du maintien du Liban autonome et indivis sous l'administration des Chéhab. Devant l'opposition de l'Angleterre, la Montagne fut cependant partagée en deux gouvernemens, l'un Maronite au Nord, l'autre Druse au Sud. Leur délimitation, inévitablement artificielle, mécontenta les chrétiens en même temps que l'existence de deux administrations distinctes souligna fâcheusement l'opposition des deux peuples. De nouveaux massacres éclatèrent, nécessitant une revision du statut libanais, à laquelle la France, sortie de son isolement de 1840, put prendre une part active.

Au cours de cette période déjà si troublée, la Montagne traversait en outre une crise sociale des plus graves. Le régime féodal, maintenu à peu près intact jusqu'aux environs de 1840, était battu en brèche depuis que l'Émir Béchir avait cherché à diminuer, à son profit, le prestige des seigneurs. Encouragé par le clergé maronite, ce mouvement se développa avec rapidité, prenant l'allure d'un véritable réveil démocratique. De son côté, la Porte, par l'organisation d'une administration libanaise et l'institution de fonctionnaires revêtus des attributions jadis dévolues aux Émirs et aux Cheiks, contribua à ruiner l'autorité de ceux-ci. Enfin, de nombreux Maronites, émigrés vers le Sud, se trouvant les fellahs de la noblesse druse, la traditionnelle haine religieuse allait encore envenimer cette lutte de classes. A la suite d'une révolution populaire dans le district maronite du Kesrouan, les Druses, craignant la rébellion de leurs propres paysans, commencèrent à s'armer.

Les événemens de 1860 sont trop connus pour qu'il soit besoin de les rappeler longuement ici. On sait que, en présence des troupes ottomanes, impassibles, sinon complices, les Maronites, surpris et désunis, furent massacrés par les Druses fortement groupés et préparés à la lutte. Une explosion de fanatisme souleva la Syrie, ensanglantant Damas. L'Europe s'émut. Le gouvernement de Napoléon III, alors à l'apogée de sa puissance, ne se laissant pas arrêter par les lenteurs du concert européen et en particulier de l'Angleterre, envoya un corps expédition-

naire rétablir l'ordre en assurant la protection des chrétiens du Liban.

A la suite de ces événemens, un nouveau statut, élaboré par les Commissaires de la Porte et des Grandes Puissances, fut octroyé à la Montagne. Celle-ci, malheureusement aussi diminuée que possible et surtout amputée de Beyrouth, fut réunie sous l'administration d'un gouverneur chrétien désigné par la Porte, avec l'assentiment des Puissances. En définitive, l'autonomie libanaise était sauvegardée et placée sous la garantie de l'Europe. Enfin, le régime féodal disparaissait complètement avec ses institutions et ses privilèges. — C'est la charte d'où est véritablement sorti le Liban moderne.

*
* *

Le nombre des Maronites est difficile à déterminer en l'absence de recensement et même de données statistiques impartiales.

Au XIIe siècle, Guillaume de Tyr les estimait à 40 000 âmes seulement. Dans la relation de son voyage en Syrie, en 1784, Volney donne le chiffre de 115 000, qui paraît assez faible. Le recensement effectué à la suite des massacres de 1860 avait fait enregistrer au Liban 216 000 Maronites. A l'heure actuelle, les évaluations dignes de retenir l'attention varient entre 320 000 et 450 000 âmes (1). Il semble que l'on puisse adopter le chiffre approximatif de 400 000 comme étant le plus rapproché de la vérité.

Aux difficultés inhérentes, en Turquie, à toute tentative statistique s'ajoute ici l'incertitude résultant d'une forte émigration. De très nombreux Libanais quittent en effet leur pays pour se rendre, non seulement en Égypte, mais en Amérique, aussi bien aux États-Unis qu'au Brésil et en Argentine où ils

(1) Vital Cuinet (*Syrie, Liban, Palestine*, ouvrage paru de 1896 à 1901) estime le nombre des Maronites à 309 000 (dont 230 000 au Liban).

Le Général de Torcy (*Notes sur la Syrie*, parues dans *La Géographie*, n° du 15 mars 1913, p. 184) donne le chiffre de 320 000 âmes. Ces deux auteurs ne paraissent tenir compte que des Maronites résidant en Syrie.

Le Patriarche actuel, Mgr Hoyeck, alors vicaire patriarcal, indiquait en 1894, au Congrès eucharistique de Reims, le chiffre de 400 000 âmes.

Dans sa brochure sur la Syrie, M. Khairallah (*op. cit.*, p. 13) évalue le nombre de ses compatriotes à 450 000.

forment d'importantes colonies. Ces émigrans, dont l'appoint est considérable, constituent une population flottante particulièrement délicate à évaluer.

En ce qui concerne le Liban, les Maronites, très prolifiques, y forment la majorité : environ 270 000 sur un total d'à peu près 420 000 habitans (1). Peuplant presque entièrement les districts nords du Batroun et du Kesrouan, ils sont encore les plus nombreux dans celui du Méten, au centre, et restent sensiblement supérieurs aux Druses dans celui du Djezzin, au sud. Dans les autres régions de la Syrie, leurs groupemens les plus considérables se trouvent surtout à Beyrouth (55000), puis à Damas (15000), à Alep et même à Jérusalem. Au total, ils représentent à eux seuls environ les deux tiers de la population catholique de la Syrie.

En raison de leur nombre, une situation spéciale leur a été réservée dans l'administration libanaise. Elle n'est cependant pas aussi nettement prépondérante que leur supériorité numérique pourrait le faire supposer. Ils comptent parmi les leurs quatre des sept préfets de district et cinq (2) des treize membres du Conseil administratif, sorte de Parlement libanais. En outre, c'est également parmi eux qu'est toujours choisi le vice-président de ce Conseil, le plus haut fonctionnaire de la Montagne après le Gouverneur général.

La nation maronite étant, avant tout, un groupement religieux, il importe, afin de se rendre compte de sa situation et de ses caractéristiques, de l'envisager au point de vue confessionnel.

Par la force même des choses, il a déjà été nécessaire, en exposant l'origine de cette communauté, d'indiquer l'idée religieuse qui a présidé à sa constitution. On a vu que ses fondateurs furent accusés d'avoir adopté des doctrines entachées d'hérésie aux yeux de l'Église romaine ; cette accusation a reparu par la suite sous la plume de Guillaume de Tyr, l'historien des Croisades.

(1) Les autres populations libanaises sont : les Druses (60 000) peuplant le district du Chouf, les Grecs-Orthodoxes (55 000) habitant celui du Koura, au nord, les Grecs-Catholiques ou Melchites (35 000), la plupart massés dans la ville de Zalhé, les Métualis (18 000) et les Musulmans (15 000).

(2) Encore l'adjonction d'un cinquième membre maronite est-elle de date toute récente : elle a été décidée lors de la nomination du dernier Gouverneur général (novembre 1912).

Celui-ci rapporte (1) qu'en 1182, les Maronites, hérétiques depuis cinq siècles, auraient tout à coup abjuré leurs erreurs devant Aimery, Patriarche latin d'Antioche. Les intéressés ont toujours formellement protesté contre cette allégation. Tout au plus admettent-ils qu'un petit nombre des leurs, d'ailleurs excusables par leur isolement et les exemples dont ils étaient entourés, se soient, en toute bonne foi, ralliés pendant quelque temps à certaines hérésies qu'ils auraient repoussées dès que leur erreur leur fut apparue. Telle paraît être l'opinion du Saint-Siège, à en juger par les déclarations de nombreux Pontifes qui ont appelé les chrétiens du Liban leurs « fidèles serviteurs » conservés « comme des roses au milieu des épines, » leurs « fils les plus chers, » ceux qui « n'ont jamais chancelé dans leur foi. » Et il serait aisé de multiplier les citations de ce genre (2).

L'autorité pontificale prit d'ailleurs soin de faire examiner leurs croyances et leurs livres liturgiques par des théologiens qui se rendirent en Syrie à cet effet. Ce fut le but des missions confiées, dans le courant du XVIe siècle, au Franciscain François Surian et au Jésuite Jérôme Dandini, qui constatèrent tous deux l'attachement des Maronites au catholicisme romain. Plus tard, en 1736, se réunit au Liban, sous la présidence de Joseph Assemani, Légat du Saint-Siège, un synode au cours duquel le rite, les privilèges et la constitution de leur Église furent nettement déterminés et précisés en un véritable code qui la régit encore.

La liturgie maronite est celle de saint Jacques l'apôtre, la plus ancienne des Églises d'Orient. Bien qu'elle ait été quelque peu modifiée d'après la liturgie romaine, elle a conservé une forme particulière dans la façon de célébrer les offices, notamment par suite de l'usage particulièrement fréquent de l'encensement. Et surtout la langue syriaque, celle même que parlait le Christ, y est restée la langue sacrée, sauf pour l'évangile, toujours lu en arabe de façon à être facilement compris de tous les fidèles.

(1) Guillaume de Tyr, *Histoire des Croisades*, Livre XXII, chap. 8.

(2) Voyez, notamment, *l'Église maronite*, rapport de Mgr Hoyeck au Congrès Eucharistique de Reims, publié par l'Association de Saint-Louis des Maronites, 6, rue de Furstenberg, à Paris.

Dans ses *Opuscules Maronites* (parus dans la *Revue de l'Orient chrétien* en 1899, p. 175), M. l'abbé Nau déclare que les Maronites sont les seuls parmi les catholiques orientaux qui puissent défendre leur perpétuelle orthodoxie.

Le plus important des privilèges consacrés par le synode de 1736 consiste dans le droit d'élection du Patriarche et des évêques. Chef du clergé et, en même temps, chef d'un petit peuple, le Patriarche est désigné par une assemblée épiscopale. Ce choix est ensuite confirmé par le Saint-Siège qui envoie au nouveau prélat le pallium, symbole de sa dignité, quand il a reçu de lui une profession de foi catholique et un acte de soumission.

Le nombre des évêques a souvent varié. Actuellement, huit sont à la tête de diocèses (1), tandis que cinq autres remplissent la charge de vicaires patriarcaux. Indépendamment de leur autorité spirituelle, ils jouissent de pouvoirs très étendus en matière temporelle, dressant les actes de l'état civil et tranchant de nombreuses questions relatives au statut personnel.

Un autre privilège remarquable consiste dans l'autorisation, maintenue en faveur de certaines églises orientales, de donner le sacrement de l'ordre aux hommes mariés. Il est cependant inexact de dire que les prêtres maronites peuvent contracter mariage : la vérité est que des hommes déjà mariés peuvent devenir prêtres. En fait, et quoique cet usage, dont le clergé inférieur seul bénéficie, tende à devenir moins fréquent, bien des curés de village ont charge de famille.

Quant au clergé régulier, il est représenté par 1 800 moines environ qui, répartis en trois ordres (2), peuplent les nombreux et pittoresques couvens du Liban.

*
* *

Retirés dans le calme de leurs montagnes grandioses, qui se dressent entre la mer et le ciel, et disséminés dans de nombreux villages épars sur les flancs du Liban, les Maronites vivent, loin du tumulte des agglomérations, d'une vie simple et facile. Leurs origines religieuses et l'âpre nature qui les entoure les ont profondément marqués d'une double empreinte, à la fois mystique

(1) Sans compter le diocèse de Batroun, qui relève directement de l'autorité du Patriarche, les huit diocèses maronites sont ceux de Beyrouth, Tripoli, Alep, Baalbeck, Damas, Saïda, Tyr et Chypre. Tous les évêques ont des résidences au Liban, même lorsque leur diocèse n'y est pas compris. Quant au Patriarche, il réside pendant l'hiver à Békerké, au-dessus de Djouni, non loin de Beyrouth, et pendant l'été, à Cannobin, dans la haute Montagne, au-dessus de Tripoli et au pied des cèdres.

(2) Ces trois congrégations sont celles des Alepins, des Antonins et des Baladites.

et rude. Aussi, aujourd'hui encore, offrent-ils le spectacle, singulièrement rare, de mœurs patriarcales qui leur assurent une robuste santé, aussi bien morale que physique. Ceux que ne saisit pas la fièvre de l'Amérique savent, sous un ciel clément, se contenter de peu. Entretenir la petite maison cubique au toit en terrasse, cultiver le champ souvent rocailleux, assister aux offices et écouter les récits des vieillards est toute la vie de leurs paysans et les générations monotones se succèdent ainsi dans un même attachement aux traditions du passé. Tous les voyageurs qui ont parcouru le Liban ont vanté l'affabilité et le charme de l'hospitalité maronite. Comme autrefois le marquis de Nointel (1), ils ne peuvent se lasser « d'admirer la candeur de ce bon peuple, ses mœurs simples et douces. » Et s'ils ont la bonne fortune d'être reçus au Patriarcat, ils ne manquent pas d'éprouver une impression identique à celle des compagnons de voyage de l'Ambassadeur qui, « assis à la table du Patriarche, entourés des principaux prêtres, crurent se trouver dans un cénacle d'apôtres. »

Sauf quelques défections, le clergé est resté le maître de ce troupeau docile à ses conseils, où les prêtres exercent une influence d'autant plus sensible sur la vie familiale que nombre d'entre eux sont mariés. Si le changement des temps ne permet plus aux prélats d'aujourd'hui d'être comme cet ancien Archevêque d'Edhen qui cultivait sa vigne de ses propres mains et dont le lit était plus dur que celui des paysans (2), du moins donnent-ils toujours à leurs ouailles l'exemple de la simplicité.

Fortement groupés autour de leur clergé et de leur Patriarche, les Maronites constituent donc un petit peuple d'une essence très particulière. La vallée sacrée de la Kadisha, creusée de cellules d'ermites, les cèdres des hauts sommets, symboles de leur vitalité et de leur indépendance, et le monastère patriarcal de Cannobin, perché comme un nid d'aigle, résument toute leur histoire. Ils représentent « la plus pure théocratie qui ait résisté aux temps (3). »

(1) Le marquis de Nointel, ambassadeur de France à Constantinople, visita le Liban en 1674. M. Albert Vandal a relaté son passage en Syrie dans *les Voyages du marquis de Nointel*, p. 153-154.

(2) Relation du voyage du P. Philippe, Carme déchaussé, publiée par le P. Rabbath (*Documens pour servir à l'histoire du christianisme en Orient*, p. 446).

(3) *La Nationalité maronite*, article de M. Ferdinand Tyan, paru dans *la Quinzaine* du 1er août 1905, p. 358.

Bien que tout vestige de féodalité ait maintenant disparu, les anciennes grandes familles continuent à jouir d'un notable prestige. Malheureusement, leurs rivalités, en créant des partis, divisent trop souvent la communauté et poussent parfois des villages entiers l'un contre l'autre. C'est dans ces querelles que se réveille le tempérament guerrier de la race, resté plus vivace chez les populations de la haute montagne septentrionale, vrai berceau de la nation. Quant à l'animosité contre les Druses, elle est aujourd'hui bien atténuée et si des rixes les mettent encore parfois aux prises, ce ne sont guère que des incidens locaux n'empêchant pas les deux peuples de vivre côte à côte en bonne intelligence, malgré un fond de méfiance et de rancune.

Pour suffire à son existence, le Maronite n'a « que sa montagne; elle doit tout lui donner (1). » Il est vrai que ce peuple d'agriculteurs se contente de galettes de pain, d'olives et de lait caillé. Tandis que l'olivier et l'oranger boisent le rivage et les premiers contreforts du Liban, le tabac, la vigne et surtout le mûrier sont cultivés dans les régions plus élevées. Souvent la montagne est si abrupte et rocheuse que, pour retenir sur ses flancs un peu de terre végétale, les paysans ont dû construire des murs de pierre superposés qui la font paraître comme taillée en gradins réguliers. Le mûrier fournit au Maronite sa seule industrie (2), celle de la soie, jadis très prospère (3). L'élevage des vers à soie est pratiqué dans presque toutes les familles. Quelques-unes, parmi les plus aisées, possèdent des filatures dans lesquelles un assez nombreux personnel féminin trouve une occupation. Comme tous les Syriens, ce petit peuple est doué de remarquables qualités commerciales, ainsi qu'en témoignent les succès des négocians maronites établis à Beyrouth, en Égypte et jusqu'en Amérique où certains d'entre eux, après avoir débuté comme simples colporteurs, arrivent parfois à réaliser une petite fortune. Leur premier soin est alors de construire dans leur village quelque vaste maison à étage.

Le Liban, généralement sec et pierreux, étant en définitive un pays pauvre où les familles sont fort nombreuses, les habi-

(1) *Chrétiens du Liban*, article paru dans *le Figaro* du 11 décembre 1912 sous la signature de Claude Boringe.

(2) Depuis peu d'années, quelques fabriques de cigarettes se sont installées au Liban.

(3) Voyez *l'Industrie de la soie en Syrie* (1913) par M. Gaston Dusousso, édité chez Augustin Challamel, 17, rue Jacob.

tans ont une tendance naturelle à chercher fortune au dehors. L'émigration, surtout celle vers l'Amérique, est le véritable fléau des Maronites qui risque de corrompre les qualités de leur race. Peut-être une délimitation moins strictement parcimonieuse de leur province parviendrait-elle à enrayer ce mal en leur donnant à habiter autre chose que des rocs et des ravins.

On sait que les Maronites parlent l'arabe (1) qui s'est peu à peu substitué au syriaque. Celui-ci, resté plus ou moins en usage jusqu'aux environs du XVIe siècle, ne subsiste plus que comme langue liturgique. Ils ont cependant dans le français une sorte de seconde langue maternelle. S'il faut rendre justice à l'effort fait par les écoles indigènes, on ne saurait oublier que nos missionnaires ont couvert le Liban de leurs établissemens. Lazaristes, Jésuites, Capucins, Frères des Écoles chrétiennes et Frères Maristes rivalisent de zèle pour la diffusion de l'enseignement parmi les jeunes Maronites. De même, nos religieuses élèvent les jeunes filles, recueillent les orphelins et soignent les malades. Environ 10 000 élèves maronites fréquentent dans ces conditions les écoles françaises, ou patronnées par le gouvernement français. Sous l'impulsion de nos missionnaires, le mouvement intellectuel, originaire du XVIIe siècle, n'a fait que se développer, et l'instruction s'est largement répandue dans le peuple. A côté des savans et des philologues appartenant au clergé, s'est formée une pléiade d'écrivains, de poètes (2) et surtout de publicistes qui remplissent de leurs productions la presse arabe non seulement de Syrie, mais même d'Égypte.

*
* *

Cette large contribution de la France à la formation intellectuelle des Maronites n'a fait que développer encore l'attachement déjà si vivace que ceux-ci nous témoignent.

Depuis les Croisades, la vie nationale de ce petit peuple se mêle intimement à notre propre vie ; son histoire fait partie de la nôtre. La « protection et spéciale sauvegarde » que lui avaient jadis accordée les Rois de France ne s'est jamais démentie : tous

(1) Pour tout ce qui concerne le mouvement intellectuel, consulter l'ouvrage cité plus haut de M. Khairallah sur la Syrie, p. 39 et suivantes.

(2) M. Chukri Ghanem, l'auteur applaudi d'*Antar*, la tragédie jouée à l'Odéon, est un Maronite, ancien élève du Collège des Lazaristes à Antoura.

les régimes qui se sont succédé dans notre pays ont tenu à conserver intact ce legs d'un passé glorieux, éloquent témoignage du prestige du nom français dans le Levant. De son côté, le dévouement des Maronites à notre égard n'a jamais faibli : « Les liens inébranlables qui nous unissent à la France, » s'écriait récemment un de leurs notables, « constituent pour nous un précieux héritage transmis par nos aïeux et nous y restons attachés avec une fidélité intransigeante et jalouse (1). »

Ce dévouement se manifeste, avec une fougue tout orientale, dans leur empressement à fêter nos représentans. Quand l'un d'eux leur rend visite, les cloches sonnent, les paysans descendent de leurs montagnes, les fusillades éclatent, les femmes jettent de l'eau de rose, l'enthousiasme ne connaît plus de bornes (2). Et les sentimens sincères et profonds qui dictent ces démonstrations, sentimens en quelque sorte innés dans ce peuple et qui en animent tous ses membres depuis le Patriarche jusqu'au plus humble des fellahs, sont faits de reconnaissance pour le passé, d'attachement pour le présent et de sereine confiance en l'avenir. Ils tiennent presque du culte et rappellent d'une façon touchante ceux qu'inspire la piété filiale : « La France est notre mère, » paraissent penser tous les Maronites, « est-ce un nom qui se reprend (3)? »

René Ristelhueber.

(1) Discours adressé le 19 avril 1911 au Patriarcat maronite par le Cheikh Joseph Gémayel à M. Boppe, conseiller de l'Ambassade de France à Constantinople, de passage en Syrie.

(2) Voyez dans *le Temps* du 20 décembre 1911, sous la signature de M. Henry Outrey, la description de la réception faite à M. Couget, consul général de France, lors d'une visite au Patriarcat maronite.

(3) Claude Boringe, article du *Figaro*, cité plus haut.

REVUE LITTÉRAIRE

VOLTAIRE EN PRUSSE (1)

En 1758, vers l'automne, Voltaire demeurait aux Délices, bien agréablement. L'abbé Xavier Bettinelli alla le voir et le trouva dans son jardin, fort content de recevoir, disait-il, un Italien, un jésuite, un Bettinelli : « C'est trop d'honneur pour ma cabane !... » Et il faisait gentiment le modeste ; il affectait de n'être qu'un paysan, montrait son bâton, qui avait un hoyau à l'un des bouts et une serpette à l'autre : « C'est avec ces outils que je sème mon blé, comme ma salade, grains à grains ; ma récolte est plus abondante que celle que je sème dans les livres pour le bien de l'humanité... » Il portait une grande houppelande qui l'emmitouflait jusqu'aux pieds et, sur la tête, un bonnet de velours noir qui descendait jusqu'aux yeux, laissant passer les bouts de la perruque, le nez et le menton pointus. Il souriait, vantait son bonheur, son beau lac Léman, les montagnes qui le garantissaient contre les vents du Nord, se comparait à Catulle qui, auprès du lac de Garde, composait de belles élégies : « Moi, je fais ici de bonnes géorgiques. » Le jardinage, la culture des oignons et des tulipes, la surveillance des maçons, la discussion des baux et fermages, autant de plaisirs, sans compter l'orgueil de manger ses légumes, ses œufs, de boire son vin, de produire le chanvre et le lin de ses chemises, la soie de ses bas. Et la grosse Mme Denis était là. Bettinelli avait vu cette rareté, un homme de génie fort satisfait.

Voltaire, à cette époque, est toute bonhomie, aménité, gracieuseté. Il possède deux biens qu'il a toujours considérés comme la condition de la félicité en ce monde et qu'il n'a point acquis sans peine : la for-

(1) *Mémoires pour servir à la vie de M. de Voltaire, écrits par lui-même,* avec notice et notes de M. René Descharmes, Conard, éditeur.

tune et la liberté. Il est riche. Il n'a rien négligé pour le devenir. Son précepte fut celui-ci : « être attentif à toutes les opérations que le ministère, toujours obéré et toujours inconstant, fait dans les finances de l'État ; il y en a toujours quelqu'une dont un particulier peut profiter sans avoir obligation à personne. » Voire, il n'a méprisé ni les petites ni les grandes spéculations, ni les plus honnêtes ni les moins glorieuses ; ses fonds, il les place dans le commerce et les banques à Leipzig, Amsterdam ou Cadix ; il prête au maréchal de Richelieu, au duc de Wurtemberg, à l'Électeur palatin. Quant à sa liberté, il l'a installée très confortablement loin de Paris. A Genève, les calvinistes ont tenté de le taquiner, touchant les reproches qu'il adressait à Calvin pour avoir fait brûler Servet à petit feu sur des fagots verts. Lesdits sectateurs d'une religion mal commode, souhaitant de prouver que leur apôtre était un excellent homme, ont prié le conseil de Genève de leur communiquer les pièces du procès de Servet. Voltaire a prié le conseil de n'en rien faire et de ne point permettre que, dans Genève, on écrivît aucunement contre Voltaire. Ainsi procéda le conseil : et ce n'était pas la liberté des calvinistes que réclamait Voltaire, mais la sienne exactement. Divers ministres s'avisèrent cependant de compiler un pamphlet : « J'ai trouvé le moyen de faire saisir les exemplaires et de les supprimer par autorité du magistrat. » Ces gens ne recommenceront pas, sans doute. Et Voltaire s'en réjouit : quelle république, assure-t-il, celle dont on a, quand on veut, les chefs à dîner chez soi ! Pour l'attrister, il y aurait, somme toute, l'Europe, « l'Allemagne inondée de sang, la France ruinée de fond en comble, nos armées, nos flottes battues, nos ministres renvoyés l'un après l'autre sans que nos affaires aillent mieux... » Il n'y pense pas beaucoup ; s'il y pense, c'est pour se féliciter d'avoir trouvé son abri pendant l'orage. Il se demande s'il n'a pas honte de son bonheur ; tout compte fait, non : ce n'est pas sa faute, s'il a manqué de maladresse. Il est énormément égoïste et d'autant plus aimable qu'il a besoin qu'on lui pardonne sa chère tranquillité.

Voilà le temps où il se mit à écrire ses mémoires, si amusans, peu célèbres et qu'on ne lit guère, je ne sais trop pourquoi. Mais une édition nouvelle de ce petit volume vient de paraître, — ou bien avait paru dans les dernières semaines qu'on lisait volontiers, avant la guerre, — par les soins de M. René Descharmes : jolie édition, le texte sans fautes et qui plaît aux yeux, puis des notes, un commentaire précieux, élégant, le modèle de l'érudition à la française. J'insiste : louons M. Descharmes qui a eu le goût de ne pas alourdir une œuvre

charmante et d'offrir au lecteur, sans la lui imposer, une aide opportune. Aucun pédantisme ; et, tous les renseignemens de chronologie ou d'histoire qui nous manqueraient, on nous les donne. Ensuite, nous sommes curieux de savoir si Voltaire dit la vérité : les mémorialistes, habituellement, ne brillent pas par là, soit qu'ils cèdent à l'orgueil avantageux d'un Chateaubriand ou à l'orgueil cynique d'un Rousseau. M. Descharmes n'a rien laissé passer, de Voltaire, sans contrôle ; eh bien ! Voltaire est de bonne foi. Il ne dit pas tout, évidemment ; et, en cas de bisbille entre lui et le prochain, c'est le prochain qui a tort ; et, les gens qu'il n'aime pas, il les déteste ; et il ne cesse pas d'être malicieux, méchant, perfide, l'injustice même assez souvent ; et il ne ménage pas les grands hommes, sauf un, lui ; et, des autres grands hommes, ou de taille moyenne, il a tracé de terribles caricatures. Il aimait la vérité, mais sans fureur ; il voulait qu'elle l'éclairât et ne l'illuminât point ; il ne se privait pas d'elle et il l'arrangeait à sa guise : il en faisait quelque chose d'impitoyable et de divertissant.

Ses mémoires ; ou, plutôt, le récit de quelques années de sa vie. Un épisode : son aventure avec le roi de Prusse Frédéric II. Et quelle aventure comique ! Il nous invite à être gais, touchant la Prusse : qui ne saisira cette occasion ? plus sérieusement, à connaître les origines de la puissance et de la civilisation prussiennes : spectacle surprenant !

A Berlin, dans l'allée de la Victoire, on voit les statues magnifiques et fort laides des fondateurs de la monarchie ; et chacun d'eux vous a grand air, en marbre, un geste souverain, la dignité la plus grave. Mais lui, Voltaire, ce n'est pas cette déférence, si naturelle à un sculpteur officiel, qui l'empêchera de nous montrer des bonshommes tout autres, et autrement vivans, et authentiques. Son Frédéric-Guillaume, un gros garçon, très avare, très mauvais. On le rencontrait dans les rues, à pied, « vêtu d'un méchant habit de drap bleu, à boutons de cuivre, qui lui venait à la moitié des cuisses ; et quand il achetait un habit neuf, il faisait servir ses vieux boutons. » Armé d'une grosse canne de sergent, il passait, chaque matin, la revue de son régiment de géans : le plus petit soldat du premier rang avait sept pieds de haut ; et lui n'était qu'en largeur. S'il sortait en carrosse, deux heiduques placés aux portières en cas qu'il tombât se donnaient la main par-dessus l'impériale. Après la revue, il se promenait par la ville ; et, à son approche, les gens se sauvaient. S'il apercevait une femme à baguenauder, il vous la secouait : « Va-t'en chez toi, gueuse ; une bonnête femme doit être dans son ménage ! »

Puis un bon soufflet, un coup de pied dans le ventre et des coups de canne. Il traitait pareillement « les ministres du saint Évangile quand il leur prenait envie d'aller voir la parade. » C'est pour cela qu'on évitait de se trouver sur son chemin. Il était brutal à merveille. Un jour qu'il n'approuvait pas une idée de la princesse Guillelmine, sa fille, — celle-là qui devint la margrave de Baireuth et qui avait beaucoup d'esprit, — il la mena jusqu'à une fenêtre par où il pensa la jeter. La reine arriva justement lorsque la princesse allait faire le saut ; et elle la retint par ses jupes : « il en resta, dit Voltaire, à la princesse une contusion au-dessous du téton gauche qu'elle a conservée toute sa vie comme une marque des sentimens paternels et qu'elle m'a fait l'honneur de me montrer. » La cupidité de Frédéric-Guillaume tracassait méticuleusement son peuple. Il acheta, et à très bon compte, les terres de ses nobles ; ceux-ci eurent de l'argent et le dépensèrent : il établit des impôts sur la consommation et ainsi l'argent qu'il avait payé retournait dans ses coffres. Puis il organisa un système d'amendes très fertile. Par exemple, si une fille faisait un enfant, la famille devait au Roi une petite somme, « pour la façon. » Et la baronne de Kniphausen, riche veuve berlinoise, eut le tort de tomber mère trop de mois après le décès de son époux : « le Roi lui écrivit de sa main que, pour sauver son honneur, elle envoyât sur-le-champ trente mille livres à son trésor ; elle fut obligée de les emprunter et fut ruinée. » C'est ainsi qu'on fait les bonnes maisons ; et Frédéric-Guillaume, en peu d'années, devint le Roi le plus riche de l'Europe ; son peuple, évidemment, le plus pauvre, l'argent n'ayant pas le don d'ubiquité.

La manière de Voltaire, ne la voit-on pas ? En même temps qu'il plaisante, il a dessiné un portrait. — On n'y songeait pas ; et y songeait-il ? Mais on a le personnage sous les yeux, ridicule et vivant. Aucun trait qui ne se soit posé à la place précise où il marquait un caractère : peu de traits, et chacun d'eux fortement accusé, tous réunis comme dans une réalité manifeste. Et ce n'est pas là, certainement, tout Frédéric-Guillaume : il y avait, dans ce monarque, autre chose et, probablement, une grandeur que Voltaire se plut à méconnaître. On devine, sinon cette grandeur, au moins une suprématie de l'intelligence, de la volonté. Que de sûreté, dans cet art si rapide ; dans cette fausse nonchalance d'un prompt récit, quelle rigueur avisée ! Puis, les débuts de la monarchie prussienne, est-ce que Voltaire ne les a pas attrapés le mieux du monde ? Une petite monarchie de gens qui sont des caporaux parvenus et qui ont leur projet de réussite,

dont ils ne démordent pas. Il leur faut des soldats, de l'argent pour se procurer des soldats, une discipline pour tenir les soldats. C'est toute l'intention de Frédéric-Guillaume ; une intention que Voltaire, quant à lui, n'estime pas beaucoup. Mais enfin, lorsqu'il racontera, — et avec moins de chagrin qu'il ne l'aurait dû, avec le plus vil entrain, disons-le, — notre défaite de Rosbach, « la défaite la plus inouïe et la plus complète dont l'histoire ait jamais parlé, » il saura bien l'expliquer par des motifs impérieux : « La discipline et l'exercice militaire que Frédéric-Guillaume avait établis, et que le fils avait fortifiés, furent la véritable cause de cette étrange victoire ; l'exercice prussien s'était perfectionné pendant cinquante ans... » Voltaire débrouille fort bien tout cela. Seulement, ce caporalisme l'impatiente, le choque. Il est de bonne humeur et ne va point se fâcher ; mais il se moque, avec plus de gaieté que de colère.

Il ne prend point au sérieux ces Prussiens qu'un Frédéric-Guillaume mène à la baguette. Il les présente comme de pauvres diables, des rustres et à peine dégrossis. Frédéric-Guillaume les a dressés à la manœuvre ; qui les civilisera ? Ce n'est point l'affaire de ce « vandale. » Mais ce vandale a un fils, tout différent de lui, féru de poésie, de philosophie, de musique, liseur passionné, joueur de flûte. Et, quand le roi pinçait le prince héréditaire en train de lire, il lui arrachait le livre des mains pour le jeter au feu ; en train de filer des sons mélodieux, il lui cassait sa flûte. Le vandale résolut même d'en finir avec cet incorrigible jeune homme et de lui faire couper la tête : « Il considérait qu'il avait trois autres garçons dont aucun ne faisait des vers et que c'était assez pour la grandeur de la Prusse. » Les juges ne manquaient pas à Berlin ; et ils n'étaient pas désobéissans : de sorte que le prince héréditaire fut à la veille de son dernier jour quand Charles VI, l'empereur, voulut bien lui sauver la vie. L'Empereur envoya au roi de Prusse le comte de Seckendorf, lequel plaida la cause de l'imprudent mélomane et eut beaucoup de peine à obtenir qu'il n'eût pas le cou tranché. Plus tard, le prince héréditaire, devenu roi de Prusse, glissa dans les *Mémoires de Brandebourg* un affreux portrait de Seckendorf : « après cela, dit Voltaire, servez les princes et empêchez qu'on ne leur coupe la tête ! » Mais Voltaire eut pitié, semble-t-il, de cet adolescent malheureux, si touchant peut-être dans son amour de la littérature et de la pensée, de la musique et de tous les arts qui ornent la vie, si résolu à défendre les intérêts de la raison, victime et presque martyr de ses idées et de ses goûts ; oh ! l'aimable prince !... Voltaire ne l'a-t-il pas aimé ? Il dit : « Je

crus que je l'aimais. » Singulière petite phrase : il ne l'aime plus et la nouvelle rancune veut qu'il doute de l'avoir aimé. Il le déteste maintenant et il taquine le souvenir de son ancien attachement : plus il le taquine et mieux on devine qu'il n'est pas en querelle avec une vaine illusion d'amitié. Voltaire a aimé le roi de Prusse. Mais, bien entendu il l'a aimé à sa manière, qui n'est pas très sentimentale, ni très dévouée, ni dépourvue d'égoïsme, et surtout qui n'est point aveugle. A nul moment un Voltaire ne se trompe sur son émoi et ne se dupe lui-même sur la qualité de sa tendresse ; il sait ce qu'il éprouve et n'aide point son cœur à être plus alarmé : voilà de mauvaises conditions pour réussir en amour, et même en amitié. L'on connaît trop sa faiblesse et l'imperfection de l'autre : tant de clairvoyance est, en général, l'ennemie des passions affectueuses. Et Frédéric II était muni d'une intelligence analogue. Leurs analogies suffirent à rapprocher le monarque et le philosophe ; seulement ils se ressemblaient par des mérites et des défauts qui les devaient séparer.

Le Prussien fit les premières avances, à l'époque où il n'était que prince royal. Son père le tenant à l'écart des affaires, il occupait son loisir à correspondre avec les gens de lettres de France les plus célèbres : « Le principal fardeau tomba sur moi, » dit Voltaire, encore un peu plus flatté que mécontent. Ce furent des épîtres en vers et en prose, traités de métaphysique, de politique et d'histoire... « Il me traitait d'homme divin; je le traitais de Salomon. Les épithètes ne nous coûtaient rien... » Et l'on échangea de menus cadeaux : le philosophe donna une très belle écritoire de Martin et reçut quelques colifichets d'ambre. C'est lui qui le raconte. Évidemment, l'écritoire lui paraît plus belle et précieuse que les colifichets d'ambre. Le philosophe ne néglige pas de compter. Il a conscience de donner plus qu'il ne reçoit. Cette impression durera tout le temps : elle lui flatte son orgueil et lui tourmente sa cupidité. Quand Voltaire était à Cirey, le prince eut l'attention de lui envoyer un ambassadeur, comme à un roi, ce baron de Keyserling que la margrave de Baireuth appelle « grand étourdi et bavard qui faisait le bel esprit et n'était qu'une bibliothèque renversée. » Le « petit ambassadeur dans la province de Raison, » selon le mot de Frédéric, était chargé de remettre à Voltaire un portrait du prince, de lui demander pour le prince *la Pucelle*, *la Philosophie de Newton* et *le Siècle de Louis XIV*, probablement aussi de voir un peu si le philosophe méritait la curiosité du prince. Voltaire accueillit l'ambassadeur avec mille politesses, grands et petits soins, et avec des illuminations dans le parc de Cirey : « Les lumières dessinaient les

chiffres et le nom du prince royal, et cette devise, *L'Espérance du genre humain.* » Voltaire est enchanté; Voltaire est vaincu doucement. Le prince royal lui écrit « mon cher ami » et lui promet monts et merveilles pour le jour qu'il sera sur le trône. Frédéric devint roi et aussitôt envoya au Roi de France, — aux deux rois de France, Louis XV et Voltaire, — un ambassadeur extraordinaire. Il avait choisi un manchot, parce que le ministre de France à Berlin, Valori, manquait, à la main gauche, de quelques doigts emportés par la mitraille au siège de Douai. Voltaire était alors à Bruxelles, avec Mme du Châtelet. Le diplomate s'arrêta donc à Bruxelles. « Camas (c'est le nom du manchot), en arrivant au cabaret, me dépêcha un jeune homme, qu'il avait fait son page, pour me dire qu'il était trop fatigué pour venir chez moi, qu'il me priait de me rendre chez lui sur l'heure... » C'est un peu cavalier, de la part d'un ambassadeur, cette façon de déranger les gens auprès desquels son souverain l'accrédite : Voltaire eût souhaité un protocole plus cérémonieux. Mais Camas ajoutait qu'il apportait « le plus grand et le plus magnifique présent » du Roi son maître. « Courez vite, dit Mme du Châtelet; on vous envoie sûrement les diamans de la couronne! »

Et Voltaire courut. « Je trouvai l'ambassadeur qui, pour toute valise, avait derrière sa chaise un quartaut de vin de la cave du feu Roi, que le Roi régnant m'ordonnait de boire. Je m'épuisai en protestations d'étonnement et de reconnaissance sur les marques liquides des bontés de Sa Majesté, substituées aux solides dont elle m'avait flatté; et je partageai le quartaut avec Camas. » Première déception! Voltaire attendait mieux, il attendait plus solide. Il n'a pas encore vu son royal admirateur; avant de se lancer dans une aventure qui le tente et qui l'inquiète, il n'est qu'aux pourparlers et déjà il se demande si l'affaire est bonne : il craint que non. Les beaux esprits, dans les cafés parisiens, crèvent d'envie et conjecturent avec chagrin que sa fortune est faite. Il manque d'assurance et ne se fie qu'à moitié aux munificences que le Septentrion lui destine. Il hésite. Mais le Roi n'hésite pas. Le Roi lui annonce qu'il est à Strasbourg, en voyage et que, pour aller le voir, incognito, il poussera jusqu'à Bruxelles. Le Roi lui-même! Et Voltaire, à l'idée d'avoir chez lui une Majesté, ne se sent plus de joie : « Nous préparâmes une belle maison. » Nous, c'était Voltaire et son incomparable amie la marquise du Châtelet. Malheureusement, à deux lieues de Clèves, le Roi tombe malade; et c'est Voltaire qui se dérangera. Pour la seconde fois, les choses tournent un peu autrement qu'il ne l'espérait. L'ambassadeur fatigué, le Roi

malade : ce sont les Prussiens qui recherchent Voltaire et, avec ces contre-temps, c'est lui qui a l'air de faire les avances ; il n'aime pas beaucoup ça. Le Roi était au petit château de Meuse. Et, quand arriva Voltaire, il sut que Maupertuis l'avait précédé, ce Maupertuis que possédait « la rage d'être président d'une académie : » on le logeait au grenier. Dans la cour du château, le conseiller privé ministre d'État Rambonet soufflait dans ses doigts et montrait des manchettes de toile très sales, un chapeau troué, une vieille perruque. Eh bien ! si c'est ainsi que le roi de Prusse entretient son ministre d'État et loge un savant géomètre, Voltaire n'a plus envie de lier sa destinée au règne d'un si pauvre monarque. Cependant, on le conduit à l'appartement de Sa Majesté : « Il n'y avait que les quatre murailles. J'aperçus, dans un cabinet, à la lueur d'une bougie, un petit grabat de deux pieds et demi de large, sur lequel était un petit homme affublé d'une robe de chambre de gros drap bleu : c'était le Roi, qui suait et qui tremblait sous une méchante couverture, dans un accès de fièvre violent... » Quelle misère, et peu engageante !... Mais enfin, l'accès de fièvre passa. Le Roi se leva, s'habilla et put se mettre à table. Un charmant souper ; il y avait Algarotti, Maupertuis, Keyserling, un ministre ou deux ; et l'on traita de la liberté, de l'immortalité de l'âme, des androgynes de Platon. Aussitôt, quel plaisir ! Sur les androgynes de Platon et sur les diverses théories de l'amour énoncées au *Banquet*, Voltaire a de subtiles plaisanteries à lancer : le Roi ne redoute pas du tout les propos lestes, les considérations cyniques et drôles. Sur l'immortalité de l'âme, il est d'accord avec Voltaire, contre les dogmes chrétiens. Et Voltaire lui présente si joliment ses hypothèses subversives ! Il n'attaque pas Dieu : saint Thomas seulement. Il se doute qu'un Roi, même éclairé, ne professe pas l'athéisme aussi effrontément qu'un philosophe de Paris. Mais Dieu ? Ne limitons pas la puissance divine. Locke fut bien sage et « le seul métaphysicien raisonnable, » quand il nous avertissait de ne pas nier que Dieu pût « accorder le don du sentiment et de la pensée à l'être appelé matière. » Donc, nous serons matérialistes, avec le consentement de Dieu ; nous révoquerons en doute l'immortalité de l'âme, par déférence pour la puissance divine. Le Roi se plaît à ces hardiesses qui, au surplus, renforcent bien adroitement les doctrines d'autorité. Sur la liberté, entendons-nous : il y a la liberté métaphysique, si lointaine qu'il ne faut pas s'en effrayer, et la liberté du citoyen dans l'État. Là-dessus, quel est l'avis du Roi, fils d'un despote et qui eut à revendiquer sa liberté malaisément, despote lui-même ? Ici commencent les contrariétés. Mais la liberté que

réclame Voltaire se concilie le mieux du monde avec la tyrannie, pourvu que personnellement il soit en bons termes avec le tyran. Que dit le Roi ?... Principalement, c'est Voltaire qui parle ; et il est un de ces bavards délicieux qui déclarent charmans causeurs les gens dociles à écouter. Voltaire fut enchanté de Frédéric.

Si nous cherchons les raisons véritables de cette amitié qui réunit quelque temps le plus malin Français et un Teuton, somme toute, assez rude, n'oublions pas le génie de Frédéric, les prestiges de son intelligence. Mais surtout, n'en doutons pas, ce qui séduisit Voltaire, c'est le spectacle assez pervers et très aguichant pour lui d'un Roi incrédule, délibérément libertin d'esprit, et l'ami des lumières, et l'ennemi de la superstition : roi philosophe et qui, sur le trône, réalisera peut-être les espérances des penseurs et qui, en attendant, vous divertit par les gaillardises imprévues de sa majesté ; un échantillon d'humanité tout neuf, un peu cocasse, et attrayant. Et puis, c'est un Roi. Un homme ?... Un Roi !... L'on n'a guère de préjugés et l'on dévoue un talent merveilleux à combattre l'inégalité : tout de même, on sent le prix d'une faveur royale qui vous chatouille gentiment. « Je ne laissai pas, avoue Voltaire, de me sentir attaché à lui, car il avait de l'esprit, des grâces, et de plus il était Roi, ce qui fait toujours une grande séduction, attendu la faiblesse humaine. » Ah ! Voltaire n'est pas un révolutionnaire, quant à lui. Il avait l'intelligence imprudente et, en quelque sorte, licencieuse : elle le conduisait aux extrémités d'un libre jugement. Mais il avait, pour le retenir, un bon instinct bourgeois, dans la pratique. Un bourgeois est d'abord un homme qui refuse d'être volé, un conservateur et, autant dire, un homme qui tient à conserver ses avantages, plutôt à les augmenter. Sur la question des bénéfices, pécuniaires et glorieux, Voltaire ne badine pas. Les idées qui le gêneraient ou qui le tromperaient, il les écarte ; et il redoute l'imposture. Mais aussi, les idées qu'il accepte afin de réagir contre l'imposture, il ne veut pas être volé par elles. Les contradictions qui résulteraient de tout cela, il les arrange. Et il vit habilement.

C'est ainsi qu'ayant pesé les inconvéniens et les aubaines, il partit pour la Prusse et entra dans l'esclavage d'un Roi qui avait su le prendre. On n'ignore pas ses mécomptes. Les débuts, ravissans : le Roi le flattait comme, d'habitude, ce sont les gens de lettres qui flattent les rois ; et Voltaire ne dissimule pas qu'il fut « enivré » d'encens prussien. Puis, décidément, le Roi n'était pas généreux ; de sorte que Voltaire, pour se rattraper, manigança, de concert avec un

juif déshonnête, une petite affaire de diamans qui aboutit à un procès et à un scandale : le Roi le traita de fripon. Puis, le Roi l'importunait, touchant ces fameuses « œuvres de poëshie » qu'il fallait corriger et qui étaient souvent incorrigibles. Enfin, le Roi pressait Voltaire comme une orange : « et on la jette quand on a avalé le jus. » Voltaire s'aperçut que diminuait son crédit ; et il s'en alla : qui ne connaît l'aventure tragi-comique de Francfort, et le conseiller Schmid, et le résident Freytag, et toute cette affaire « d'Ostrogoths et de Vandales ? » Voltaire eut à payer cent quarante écus par jour, pendant le temps de sa prison ; et trente ducats au bourgmestre ; et on lui confisqua ses effets et bagages. Il écrit avec chagrin : « Je perdis environ la somme que le Roi avait dépensée pour me faire venir chez lui et pour prendre mes leçons ; partant, nous fûmes quittes. » Et, quittes, c'est-à-dire que Voltaire eut l'assurance de ne rien devoir à Frédéric ; mais, sans nul espoir de rentrer dans ses beaux débours de complaisance et de génie, il estima qu'il était le créancier du roi de Prusse. Il se remboursa comme il put, et en monnaie de singe : espièglerie et rancune satisfaite. Le petit volume de ses mémoires n'est pas autre chose et est bien le chef-d'œuvre du genre.

Le roi de Prusse y passe de mauvais quarts d'heure. Une terrible moquerie, et si gaie, si vraie jusque dans l'injustice que nul portrait moins malveillant ne supprime cette caricature et, sans doute, n'est plus ressemblant. Si Frédéric fut un Grand capitaine, comme je crois qu'il faut l'admettre, le voici pourtant à la bataille de Molwitz. Marie-Thérèse avait assemblé, sous les ordres de son maréchal Neipperg, vingt mille hommes à peu près. Et la cavalerie prussienne céda devant la cavalerie autrichienne : dès le premier choc, le Roi « s'enfuit jusqu'à Oppeln, à douze grandes lieues du champ où l'on se battait ; » Maupertuis l'accompagnait, monté sur un âne. Maupertuis fut pris et dépouillé par les housards. Mais Frédéric se sauva. Il passa la nuit dans un cabaret de village, près de Ratibor. « Il était désespéré, se croyait réduit à traverser la moitié de la Pologne pour rentrer dans le Nord de ses États, lorsqu'un de ses chasseurs arriva du camp de Molwitz et lui annonça qu'il avait gagné la bataille. Cette nouvelle lui fut confirmée un quart d'heure après par un aide de camp. La nouvelle était vraie. Le maréchal de Schwerin était un élève de Charles XII ; il gagna la bataille aussitôt que le roi de Prusse se fut enfui. » Frédéric II capitaine, le voilà, selon Voltaire. Le politique ? Il a déclaré la guerre à la Reine de Bohême et de Hongrie ; et il écrit : « L'ambition, l'intérêt, le désir de faire

parler de moi l'emportèrent et la guerre fut résolue. » Cette phrase n'est plus dans les ouvrages du Roi. C'est Voltaire qui la lui a fait supprimer. Il le regrette maintenant : « C'est dommage, dit-il; un aveu si rare devait passer à la postérité et servir à faire voir sur quoi sont fondées presque toutes les guerres. Nous autres gens de lettres, poètes, historiens, déclamateurs d'académie, nous célébrons ces beaux exploits : et voilà un roi qui les fait, et qui les condamne. » Cependant, après avoir résumé en une page les principales victoires de ce conquérant, Voltaire ne lui marchande pas son admiration : « Gustave-Adolphe n'avait pas fait de si grandes choses. Il fallut bien alors lui pardonner ses vers, ses plaisanteries, ses petites malices, et même ses péchés contre le sexe féminin. Tous les défauts de l'homme disparurent devant la gloire du héros. » Seulement, ce n'est point au héros que Voltaire avait eu affaire; et c'est aux défauts de l'homme qu'il a consacré tout son divertissant petit ouvrage.

Ne le lui reprochons pas, s'il nous divertit; et il me semble que jamais l'art de Voltaire n'a été plus étonnant, dru et alerte, son langage plus parfait, plus économe des mots, plus exact et rapide, sa méchanceté plus riche et heureuse. Pourtant, ce livre laisse à qui vient de le lire avec délices je ne sais quelle irritation, je ne sais quel malaise. Livre adorable, et qu'on déteste ! Quand Voltaire lance à la fin son grand éloge de Frédéric, c'est tout de suite après que les Français ont « jeté leurs armes, perdu leur canon, leurs munitions, leurs vivres et surtout la tête, » s'éparpillent et sont vaincus. Voltaire l'écrit sans nul embarras, sans nulle mélancolie : et, de sa part, que de bassesse !... Oui ; mais, dira-t-on, que d'impartialité ! Cette impartialité ne l'empêche pas de rapetisser cela même qu'il a vu chez nos vainqueurs. Tout ce dont il parle, il le rapetisse. Il est plus intelligent que personne : et il est plus léger que personne. Il comprend, certes; mais il s'échappe, à l'instant où l'on pouvait peut-être souhaiter qu'il se posât, pour songer un peu. Joubert le compare à un singe; et l'on se rappelle, dans *la Jungle* de Rudyard Kipling, les singes : ils n'ont pas de mémoire, ils n'achèvent pas le geste qu'ils ont commencé, ils sont le jouet d'une distraction perpétuelle, ce qu'ils saisissent; ils le laissent tomber. C'est bien cela, et pour Voltaire, en quelque mesure. Une calembredaine : et il n'est plus là; on le cherche. Il a traité ainsi, de cette façon sautillante, agile et souvent absurde, tous les grands problèmes qui sont le tracas de l'humanité, les problèmes de l'âme, les problèmes de la vie, et les problèmes de Dieu. Ses yeux très vifs, et miraculeusement perçans, et clignotans, ont aperçu ce qui

échappe au regard du vulgaire; et toujours il s'est esquivé trop vite. Son bizarre génie ne mé lite pas. En Prusse et dans cette relation de son séjour à Berlin, sous le règne de l'homme qui a constitué la puissance prussienne, il avait à examiner les préludes de cette puissance, à deviner au moins un peu d'avenir et à s'inquiéter, ne fût-il pas prophète. Rosbach suffisait à l'avertir. Mais Rosbach ne l'a point ému, non, pas plus que ne l'intéressent les « quelques arpens de neige » pour lesquels la France fut en guerre l'an 1756. Que lui importe? Cependant, il a été mêlé à de graves négociations presque diplomatiques : il ne les a pas prises gravement. Pourquoi? Ah! lisez-le : « Toutes les commodités de la vie, en ameublemens, en équipages, en bonne chère, se trouvent dans mes deux maisons; une société douce et de gens d'esprit remplit les momens que l'étude et le soin de ma santé me laissent... » Là-dessus, il s'arrête volontiers; et un certain égoïsme est le malheur de la plus belle intelligence : on n'aime que soi et, le reste, on l'aperçoit, fût-ce avec génie, comme par mégarde.

Ce qui sauve néanmoins ces *Mémoires* d'offenser trop le lecteur, en même temps qu'ils l'amusent, c'est, à mon gré, une coïncidence : l'esprit de Voltaire et l'esprit de la France, en querelle avec les Germains, se confondent de telle sorte que la suprématie de Voltaire tourne au contentement de notre orgueil. Quoi qu'il en soit de Frédéric II et de sa juste renommée, il apparaît ici comme le héros de la prime Allemagne, un barbare hier et qui se met, non sans effort, non sans gaucherie, à l'école de la civilisation : c'est à l'école de la France. Il ne réussit pas très facilement à devenir le bon élève de Voltaire. Et Voltaire a le dos à peine tourné que le disciple recommence à n'être qu'un fils de « Vandale ou d'Ostrogoth. » Et Voltaire, qui en pâtit, le raille avec une impertinence jolie. C'est bien. Voltaire qui, dans le récit des batailles, montre fort peu de sentiment national, se redresse et vous a un excellent air de fierté, quand il s'agit de la pensée, de la conversation, de l'art et du goût : ce n'est pas à lui qu'on eût fait croire que la « kultur » était là-bas; et, à cette prétention des barbares, il a répondu par avance et pour jamais, évasivement et avec le meilleur dédain. Son tort est d'avoir négligé les menaces de la barbarie et les moyens de préserver le plus beau royaume sous le ciel, celui de l'intelligence aimable.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les Chambres se sont réunies le 22 décembre et séparées le 23 : jamais la session n'avait été plus courte. Cette réunion était d'ailleurs indispensable, car, en l'absence de budget pour l'année prochaine, il fallait voter un certain nombre de douzièmes provisoires et il fallait aussi ratifier certaines mesures que le gouvernement avait été amené à prendre pendant l'interrègne parlementaire. Des craintes avaient été exprimées par la presse au sujet de l'attitude que la Chambre prendrait peut-être : l'épreuve a prouvé qu'elles n'étaient point fondées. L'attitude de la Chambre a été le 22 décembre ce qu'elle avait été le 4 août, c'est-à-dire parfaite. On ne saurait trop l'en féliciter. L'étranger, en ce moment, nous surveille avec une attention inquiète. Les uns espèrent que nous continuerons de donner au monde le spectacle d'union dont il est si vivement frappé ; les autres le redoutent et sont prêts à constater et à exploiter la moindre défaillance de notre part. L'union dans un même sentiment patriotique est pour nous une grande force morale, et même la plus grande de toutes. Gardons-nous d'y laisser porter atteinte.

Des paroles excellentes ont été prononcées dans cette session de deux jours. Les présidens des deux Chambres et M. le président du Conseil, organe du gouvernement, ont dit tout ce qu'il fallait dire, rien de plus, et ils l'ont fait avec une éloquence qui venait du cœur. L'atmosphère du Palais Bourbon et du Luxembourg était chargée d'une électricité généreuse. Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement? Sénat et Chambre avaient eu quelques-uns de leurs membres tombés héroïquement sur les champs de bataille et l'on sentait passer sur les têtes ce souffle de la mort qui purifie et qui grandit tout. Au Sénat, les pertes étaient moins nombreuses qu'à la Chambre, l'âge des sénateurs ne leur permettant guère de supporter les fatigues

des camps; mais le nom d'Émile Reymond, frappé en plein ciel sur son aéroplane, était dans toutes les pensées, et M. le président Dubost a fait de cet homme distingué, modeste et brave, un portrait qui n'a eu qu'à être ressemblant pour émouvoir profondément l'assemblée. A la Chambre, c'étaient Pierre Goujon, Paul Proust, Édouard Nortier, sans parler de ceux qui, s'ils n'ont pas été frappés par les balles de l'ennemi, n'en sont pas moins morts de la guerre comme Albert de Mun et Georges Cochery. De telles pertes sont sensibles à une assemblée. A tous, M. Paul Deschanel a rendu l'hommage qui leur était dû ; mais, dans une autre partie de son discours, il s'est élevé plus haut encore en faisant, à larges traits, un tableau de la situation générale où il a montré « l'Empire allemand, qui s'est constitué au nom du principe des nationalités, le violant partout, en Pologne, en Danemark, en Alsace-Lorraine, et nos provinces immolées devenues le gage de ses conquêtes. » Le poids si lourd de l'hégémonie allemande ne pesait d'ailleurs pas seulement sur les provinces slaves, danoises ou françaises que l'Empire avait attachées à son char victorieux; il pesait su toute l'Europe. « Le monde veut vivre enfin, s'est écrié M. Deschanel. L'Europe veut respirer. Les peuples entendent disposer librement d'eux-mêmes. Demain, après-demain? je ne sais. Mais ce qui est sûr, — j'en atteste nos morts! — c'est que tous, jusqu'au bout, nous ferons notre devoir pour réaliser la pensée de notre race : Le droit prime la force! » A plusieurs reprises, la Chambre a été soulevée d'un élan unanime en entendant ce noble langage : ses applaudissemens ont montré qu'elle partageait la pensée de son président ainsi que sa résolution.

Nous ferons tout notre devoir : c'est le résumé du discours de M. le président du Conseil. M. Viviani a dit beaucoup de choses en peu de mots. Après être remonté aux origines de la guerre et en avoir fait retomber la responsabilité sur ceux qui l'ont longuement préparée et brutalement déclarée, il a fait allusion aux preuves nombreuses qui sont venues de partout à l'appui de son affirmation. « Toutes ces révélations, a-t-il dit, sont apportées au tribunal de l'histoire où il n'y a pas de place pour la corruption. Et puisque, malgré leur attachement à la paix, la France et ses alliés ont dû subir la guerre, ils la feront jusqu'au bout. Fidèle à la signature qu'elle a attachée au traité du 4 septembre dernier, et où elle a engagé son honneur, c'est-à-dire sa vie, la France, d'accord avec ses alliés, n'abaissera ses armes qu'après avoir vengé le droit outragé, soudé pour toujours à la patrie française les provinces qui lui furent ravies par la force, restauré l'héroïque

Belgique dans la plénitude de sa vie matérielle et de son indépendance politique, brisé le militarisme prussien, afin de pouvoir reconstruire sur la justice une Europe régénérée. » Tel est le but que les trois alliés se sont juré d'atteindre : le pacte du 4 septembre en fait foi. Si on en juge par certains indices, par certaines suggestions venues de sources plus ou moins obscures, l'Allemagne n'avait pas encore perdu hier tout espoir de faire une paix séparée avec un des trois alliés, qui serait nous peut-être et même de préférence. Ce sont là des espérances téméraires et injurieuses. M. Viviani en a fait justice. Tant pis pour ceux qui ont imprudemment et criminellement déclenché cette guerre abominable ! Nous avons fait tout ce qui était humainement et honorablement possible pour détourner le fléau; mais, puisque nous ne l'avons pas pu, puisqu'on nous en a empêchés, nous sommes entrés dans la guerre avec la volonté très ferme d'en épuiser tous les effets, afin de n'avoir pas à la recommencer demain. Nous ne voulons plus de ce « système de provocations et de menaces méthodiques que l'Allemagne appelait la paix. » Pendant quarante-quatre ans, l'Europe a gémi sous le poids de ce système qu'on lui imposait au nom de la force : elle ne croit plus à cette force, elle la voit chanceler sur sa base, elle s'apprête à la voir tomber. « Nous avons la certitude du succès, » a déclaré M. Viviani, et cette affirmation, venant d'un gouvernement qu'on ne saurait accuser de forfanterie, a retenti dans le monde entier comme l'arrêt du destin.

L'Allemagne se refuse encore à le croire. Il semble pourtant que des fissures commencent à se produire dans la muraille de mensonge dont on l'a entourée. Le doute entre dans les esprits. Les Universités allemandes qui étaient, il y a quelques jours encore, unanimes dans l'espérance et la volonté de conquérir l'univers, se prennent à désavouer MM. Lasson et Ostwald, qui ont révélé ces grands projets avec un cynisme naïf : ces vieillards terribles sont devenus compromettans. Les savans allemands ont fait énormément de mal à leur pays depuis quelques semaines ! On cherche à réparer ce mal aujourd'hui, mais il est fait, et les marques en sont trop profondes pour qu'on puisse les effacer. Il n'est pas jusqu'au pamphlétaire Harden qui se préoccupe enfin de voir l'Allemagne entourée de tant d'ennemis et qui sonne la cloche d'alarme. « Nous avons contre nous, écrit-il, une majorité écrasante de pays neutres ; il se pourrait qu'une grande Puissance et deux nations guerrières de l'Europe orientale fortifient encore les rangs de nos ennemis. Il faut que l'Allemagne soit prête au pire sort qui l'ait jamais frappée. » Nous voilà loin des forfanteries imperti-

nentes que M. Harden proférait encore le mois dernier! Nous ne nous illusionnons pas toutefois sur les difficultés qui nous attendent. « Le jour de la victoire définitive n'est pas encore venu, a dit M. Viviani. La tâche, jusque-là, sera rude. Elle peut être longue. Préparons-y nos volontés et nos courages. Héritier du plus formidable fardeau de gloire qu'un peuple puisse porter, ce pays souscrit d'avance à tous les sacrifices. Les nations désintéressées dans le conflit le savent, et c'est en vain qu'une campagne effrénée de fausses nouvelles a essayé de surprendre en elles une sympathie qui nous est acquise. » Ce langage simple, sobre, énergique, a fait d'autant plus d'impression sur les Chambres qu'il traduisait leur propre sentiment. L'unanimité s'est faite autour du gouvernement. Au bout de cinq mois de guerre, rien en nous n'a fléchi : tout, au contraire, s'est fortifié.

Cette unanimité a trouvé l'occasion de se manifester sur le terrain financier. Le gouvernement demandait de faire des sacrifices considérables : les Chambres étaient résolues à y consentir, mais elles voulaient voir clair dans la situation. Ce vœu était trop légitime pour que M. le ministre des Finances n'y accédât pas. Le long exposé qu'il a lu à la Commission du budget et qu'il a communiqué à la presse ne laissait rien à désirer au point de vue de l'exactitude et de la lucidité. On sait combien, au moment de la déclaration de guerre, la situation s'est trouvée difficile, et nous ne parlons pas seulement de celle du Trésor public, mais aussi de celle du monde des affaires. Il a fallu y pourvoir par des mesures immédiates qui ne pouvaient guère échapper à la critique, quelles qu'elles eussent été d'ailleurs, car tous les partis avaient leurs inconvéniens. Quoi qu'il en soit, la crise qu'on pouvait, qu'on devait craindre, a été évitée, au prix sans doute de quelques embarras et même de quelques souffrances provisoires, mais sans que le crédit du pays ait été atteint. La Banque de France a aidé puissamment à traverser la période dont nous commençons seulement à sortir. M. Ribot a pu se montrer rassuré sur l'avenir. Son rapport à la Commission du budget est une œuvre d'optimisme, mais d'un optimisme qui s'appuie sur les faits. Aussi lorsque M. Ribot est monté à la tribune a-t-il été couvert d'applaudissemens. Spectacle rare, assurément. Il n'est pas habituel qu'un ministre reçoive un semblable accueil lorsqu'il vient demander le vote de crédits énormes, et aucun jusqu'ici n'avait demandé à la fois 8 milliards et demi. C'est un phénomène nouveau dans l'histoire financière. Et encore ces 8 milliards et demi n'étaient-ils demandés que pour six mois, sans préjudice de la suite. Une demande aussi exorbitante aurait fait frémir autrefois : aujour-

d'hui, nous sommes prêts à tout. Les crédits demandés se décomposent ainsi, nous prenons les chiffres ronds : 2 milliards et demi qui représentent six douzièmes provisoires calculés d'après le budget courant, et près de 6 milliards de dépenses militaires. Aucune voix n'a demandé des explications : on s'est contenté de celles que la commission du budget a déclaré avoir reçues et qu'elle a jugées satisfaisantes. On voit quelle large part de confiance entre dans un vote qui a réuni 561 voix contre zéro.

En somme, la Chambre s'est montrée à la hauteur des circonstances. Puisse-t-il en être de même en janvier! Nous ne recueillerons pas ici les bruits de couloirs ; il y en a eu beaucoup et de très divers ; mais les couloirs sont quelquefois la soupape de sûreté du Parlement. Il n'est peut-être pas de bonne politique de faire le procès de la Chambre, de l'attaquer et de la condamner avant qu'elle ait encore rien fait, ni rien dit. Nous ne savons pas ce que sera l'avenir : pour le moment, la Chambre n'a que deux dates dans son histoire, le 4 août et le 22 décembre. Aucune autre assemblée, dans aucun autre pays, n'aurait pu moins parler, puisqu'elle n'a rien dit, ni mieux agir, puisque, dans son patriotisme, elle a fait résolument tout ce que le gouvernement lui a demandé.

Que dire de la guerre? Elle se poursuit dans des conditions très rassurantes, mais avec la lenteur inhérente au caractère qui, de part et d'autre, lui a été donné. C'est une guerre d'usure : on ne peut donc pas compter, au moins pour le moment, sur une de ces batailles brillantes et décisives qui ont jeté tant d'éclat à d'autres époques. Au début, personne chez nous ne s'était attendu à ce que la guerre prît cette tournure, et il est très probable que les Allemands ne s'y attendaient pas davantage : l'imprudente rapidité de leur marche montre bien qu'ils comptaient procéder comme la foudre. Cependant ils s'y étaient préparés, — à quoi d'ailleurs ne s'étaient-ils pas préparés ? — et, le moment venu, ils ont déposé le fusil pour prendre la pelle et la pioche. Il a bien fallu que nous en fissions autant, et nous l'avons fait aussitôt. Jamais notre élasticité, notre facilité d'adaptation aux épreuves les plus diverses ne s'étaient manifestées plus évidemment. Avouons toutefois que cette guerre nous déconcerte un peu, parce que quelques-unes de nos qualités n'y trouvent pas leur emploi ; mais, ceci dit, nous aurions tort de nous en plaindre davantage, car elle nous sert au lieu de nous desservir. Le temps travaille pour nous.

Avant que la guerre éclatât, nos ennemis le reconnaissaient en

toute sincérité. Pris entre deux adversaires, ils avouaient avoir besoin d'écraser l'un des deux du premier coup, pour retourner ensuite et concentrer toutes leurs forces sur l'autre. Si la guerre se prolongeait, ils ne pouvaient qu'y perdre. Or la guerre se prolonge. Les Allemands ne sont jusqu'à présent venus à bout ni de nous, ni des Russes. Il est vrai que ni les Russes ni nous ne sommes encore venus à bout d'eux, mais nos situations respectives ne sont pas les mêmes : dans cette guerre d'usure, ils s'usent par les deux bouts, ce qui n'est ni notre cas, ni celui des Russes. Notre imagination s'était quelque peu exaltée et égarée sur le compte de ces derniers ; nous avions cru que leurs succès seraient plus rapides, mais il est vraiment difficile de dire d'où nous venait cette confiance. Les Russes tiennent la campagne avec une grande bravoure et, comme nous-mêmes, avec des alternatives diverses. On n'en sera pas surpris si on veut bien songer que les Allemands disposent pour la rapidité de leurs mouvemens de tout un réseau de voies ferrées spécialement créées en vue de la guerre : les Russes ont à ce point de vue une infériorité que, malgré leur nombre, ils ne peuvent pas compenser en quelques jours, car le nombre se fait obstruction à lui-même si on n'a pas les moyens et si on ne prend pas le temps de l'écouler. En dépit de tant de difficultés, les Russes ont maintenu sur une longue ligne une résistance dont le maréchal de Heidenburg n'est pas venu à bout. Il semble que les Allemands, dont l'intention première était de nous écraser d'abord et de se retourner ensuite contre les Russes, ne nous ayant pas écrasés, aient renversé leur plan et conçu le dessein de faire durer la guerre contre nous en attendant qu'ils eussent écrasé les Russes. Ils se sont donc terrés dans les Flandres : ils y pratiquent et nous imposent la guerre de tranchées. Où sont ces heureuses manœuvres de 1870, à la suite desquelles ils encerclaient et enlevaient des armées entières ? Celles d'aujourd'hui n'y ressemblent guère ! Partout l'offensive allemande est arrêtée. Cela nous a permis de réparer, sur bien des points, les insuffisances originelles de notre préparation et nous permet maintenant d'attendre les renforts considérables que l'Angleterre doit nous envoyer dans quelques semaines. Enfin nul n'ignore le travail qui se fait dans l'esprit de plus d'un pays neutre, travail dont nous ne dirons qu'un mot aujourd'hui, à savoir qu'il ne nous est pas défavorable et que nous avons quelque chose à en espérer. On nous recommande la patience : nous aurions bien tort de ne pas la pratiquer.

Un petit peuple, la Serbie, très grand par le courage, vient de

montrer une fois de plus combien on a raison d'espérer, quand on est résolu à ne pas mourir. L'Autriche-Hongrie s'était juré de mettre à la raison le peuple serbe, c'est-à-dire de l'anéantir, et, vu l'immense supériorité de ses forces numériques, elle ne doutait pas de son succès. La Serbie n'était pas de taille à lui résister et dès lors, suivant la morale nouvelle inventée par la science allemande, c'était presque un crime de sa part de le tenter. Elle en serait châtiée, et rudement même, on pouvait s'y attendre, d'après les projets combinés à Vienne et approuvés à Berlin. Mais on y avait compté sans l'intervention de la Russie, qui a obligé l'Autriche-Hongrie à diviser ses forces et à en mettre une partie notable au service de l'Allemagne. L'Allemagne avait l'air de venir au secours de l'Autriche : en réalité c'était l'Autriche qui, obéissant aux exigences allemandes, se dégarnissait elle-même pour entrer dans les plans de son puissant allié. On verra mieux, après cette guerre, quel virus mortel il y a dans l'alliance allemande, ou plutôt on le voit déjà à Vienne et à Constantinople. Les espérances de l'Autriche ont été déjouées par l'événement. La Serbie lui a opposé des obstacles imprévus. Pour les vaincre, elle aurait eu besoin de toutes ses forces, mais l'Allemagne, elle aussi, avait besoin d'en conserver une partie en Pologne, et, les ayant sous la main, ne les lâchait plus. On raconte que M. Tisza est allé voir l'empereur Guillaume pour lui demander de rendre à la Hongrie ses légions : l'empereur Guillaume n'a rien rendu. Grâce à cela, la Serbie a pu prolonger une lutte qui, au premier abord, semblait si inégale.

Mais ce paradoxe pouvait-il durer indéfiniment? La différence numérique entre l'Autriche et la Serbie ne devait-elle pas produire ses conséquences fatales? Un jour est venu où l'Autriche, impatiente d'en finir et un peu honteuse de ne l'avoir pas déjà fait, a réuni des forces plus considérables pour un effort décisif. Celles de la Serbie commençaient à s'épuiser. Une guerre aussi longue, aussi difficile, aussi meurtrière les avait réduites dans les proportions les plus inquiétantes. Les amis de la Serbie tremblaient pour elle et, certes, il y avait de quoi. La chute de Belgrade a paru être la première scène de l'acte final de la tragédie. Depuis cinq mois, les Autrichiens bombardaient la ville, sans avoir encore réussi à y entrer. Enfin ils l'ont fait, et ce succès a été célébré par eux comme s'il avait été vraiment une grande victoire. En réalité, au point où en étaient les choses, il n'avait à peu près aucune importance militaire, mais on pouvait y voir un symptôme de l'écrasement prochain de la Serbie sous la botte autrichienne. On se reprit à respirer à Vienne et à Pest : le but princi-

pal qu'on s'était proposé par la déclaration de guerre allait enfin être réalisé. On sait comment les choses ont tourné. Les Autrichiens marchaient fièrement sur Nisch lorsqu'ils ont rencontré l'armée serbe. Ils s'apprêtaient à l'écraser : c'est tout le contraire qui est arrivé. Avec une troupe qui semblait réduite à la dernière extrémité, les Serbes, par un merveilleux sursaut de courage, ont fondu sur l'armée austro-hongroise et l'ont brisée en morceaux. Depuis Granson et Morat, on n'avait rien vu de pareil. La veille de la bataille, le vieux roi Pierre, que l'âge et la maladie condamnent à une sorte de retraite et qui, sans avoir officiellement abdiqué, a cédé à son fils l'exercice du pouvoir, est venu se mettre au milieu de ses soldats en disant qu'il voulait mourir avec eux. La présence du vieillard, son attitude, son langage ont électrisé l'armée serbe, et il s'est produit un de ces phénomènes qui montrent ce que peut l'énergie morale lorsqu'elle est montée à un certain diapason. Tout semblait perdu, tout a été sauvé. L'armée ennemie a été repoussée jusqu'à la Drina, laissant entre les mains du vainqueur 20 000 prisonniers et près de cent canons. Il n'y a plus en ce moment, disent les dépêches, un seul soldat autrichien en Serbie, à l'exception des prisonniers. Enfin Belgrade, dont la prise avait provoqué un si vif enthousiasme en Autriche, a été réoccupée par les Serbes, au milieu d'un enthousiasme qui n'a pas été moindre et qui semble beaucoup mieux justifié.

Veut-on voir comment l'état-major austro-hongrois a annoncé sa défaite? « Certaines parties de nos troupes en Serbie se sont heurtées, dit-il, à l'Ouest de Milanovacz, à des forces ennemies importantes et n'ont pu passer. Afin d'échapper à la contre-attaque ennemie, certaines de nos troupes ont été dirigées vers des secteurs dont la position est favorable. » Elle est favorable peut-être, mais elle n'est pas en Serbie. Une dépêche explique que l'armée austro-hongroise n'a pas été vaincue par les Serbes, mais par la faim : elle s'en allait d'inanition lorsqu'elle a été assaillie. Cela ne fait pas l'éloge de l'intendance autrichienne. Toutes ces versions et explications ne méritent qu'un haussement d'épaules. Il est certain que les Autrichiens ont été battus, comme on dit vulgairement, à plate couture, et l'événement a été d'autant plus impressionnant qu'il était plus imprévu. Il a produit à Vienne et à Pest une confusion extrême. Être battu par les Russes, passe encore, mais par les Serbes! On va de surprise en surprise dans cette guerre, où il est de plus en plus manifeste que l'alliance allemande est le contraire d'un talisman. Peut-être commence-t-on à s'en apercevoir à Vienne et encore davantage à Pest. Des bruits sin-

guliers courent. Un jour M. Tisza a dit à la tribune que l'Autriche-Hongrie était une monarchie dualiste, avec une insistance qui semblait signifier que le sort de la Hongrie n'était pas indissolublement uni à celui de l'Autriche. On aurait tort d'attacher une importance trop précise et surtout trop immédiate, à des symptômes d'un caractère aussi vague, mais on aurait tort aussi de n'en tenir aucun compte : nous vivons en un temps où tout arrive. On connaît le vieux mot que l'Autriche, autrefois, devait « étonner le monde par son ingratitude. » S'il lui arrivait un jour de se séparer de l'Allemagne, ce n'est certainement pas d'ingratitude qu'on pourrait l'accuser.

Sur mer, la lutte se poursuit dans les conditions les plus favorables. Faut-il même dire qu'elle se poursuit? En réalité, elle est finie, ou du moins une de ses phases principales est finie. Ici encore on ne pouvait pas s'attendre à de grandes batailles, puisque la flotte allemande continue de se cacher prudemment et obstinément dans les canaux, les fleuves et les ports. M. Winston Churchill a bien dit qu'il irait l'y chercher, comme le chien ratier va chercher les rats dans leur trou, mais il n'en a encore rien fait, et l'entreprise serait peut-être plus coûteuse que profitable. Il y aurait sans doute pour les Anglais, et aussi pour nous, un grand intérêt d'avenir à détruire la flotte allemande : aussi ne s'y exposera-t-elle pas. Au surplus, ce qui nous importe, pour le moment, est d'avoir la maîtrise, c'est-à-dire la liberté de la mer, et nous l'avons. Jusqu'à ces derniers temps, nous ne l'avions pas pleine et entière. La supériorité de nos flottes réunies sur celle de l'ennemi était incontestable, mais il suffisait que quelques vaisseaux de guerre allemands sillonnassent encore la surface des mers pour inquiéter d'une manière sérieuse la sécurité de nos transports. Il faut rendre aux marins allemands la justice qu'ils sont d'une habileté et d'une audace remarquables. Avant qu'ils eussent réussi à prendre l'*Emden*, les exploits de ce croiseur dans le Pacifique avaient si fort frappé les Anglais, grands amateurs de tous les sports, qu'ils ont annoncé l'intention, quand son commandant prisonnier viendrait en Angleterre, de l'y recevoir avec honneur. Ils continuent d'admirer le courage au milieu des horreurs de cette guerre, et il faut d'ailleurs convenir que ce n'est pas sur mer qu'elles se passent : l'occasion ne s'en présente sans doute pas. Quoi qu'il en soit, l'Océan Pacifique n'était pas sûr aussi longtemps que l'*Emden* y promenait son drapeau, ou même un autre drapeau que le sien : il paraît que les stratagèmes de ce genre sont autorisés dans la guerre

maritime. Enfin il a été capturé, mais il restait toute une escadre allemande, qui continuait d'évoluer dans le Pacifique et qui est passée dans l'Atlantique en contournant l'Amérique du Sud. C'est cette escadre qui, sur les côtes du Chili, avait réussi à couler le *Monmouth* et le *Good Hope* : elle se composait de cinq croiseurs, le *Schanhorst*, le *Gneisenau*, le *Leipzig*, le *Nürnberg*, et le *Dresden*, accompagnés du croiseur auxiliaire le *Prinz-Eitel* qui portait 300 hommes de débarquement. Une escadre anglaise, très utilement secondée par la flotte japonaise, s'était mise à leur poursuite sous les ordres de l'amiral Frédéric Surdee et l'a finalement atteinte aux Iles Falkland, au Nord-Est de la Terre de Feu. Tous les navires allemands ont été aussitôt coulés, à l'exception du *Dresden* et du *Prinz-Eitel* qui ont réussi à se sauver, provisoirement. A partir de ce moment, les mers ont été purgées de navires ennemis. Avons-nous besoin de dire quel avantage cela nous donne? Et cet avantage, avec le temps, deviendra de plus en plus appréciable en rendant notre ravitaillement facile, tandis que celui de l'Allemagne deviendra à peu près impossible.

Elle sent cette infériorité très vivement et, ne pouvant pas s'en affranchir, elle cherche du moins à s'en venger. Ses sous-marins, qui sont eux aussi d'une belle audace, ont coulé quelques vaisseaux dans la Baltique et dans la mer du Nord. Ce sont là des faits de guerre; mais que dire d'une entreprise aussi incorrecte et aussi stérile que celle qui consiste à profiter du brouillard pour s'approcher des côtes britanniques et d'y bombarder quelques villes ouvertes, pour le simple plaisir d'y faire des dégâts et de tuer ou de blesser un certain nombre d'habitans inoffensifs? Les exploits de ce genre ressemblent à ceux que, pendant quelque temps, les taubes sont venus faire à Paris. Au point de vue militaire, le résultat est nul; au point de vue humain, il est cruel et odieux. Les taubes allemands ont tué chez nous quelques passans ; les bateaux allemands en ont tué davantage en Angleterre. Il y eu à Hartlepool, à Scarborough et à Whitby 122 tués, dont 6 seulement étaient des combattans, et 549 blessés : parmi les tués, 57 étaient des femmes et des enfans. A Paris, une bombe est tombée sur la cathédrale, sans l'endommager gravement. En Angleterre, une vieille abbaye a été plus maltraitée. On reconnaît la manière germanique dans ces actes de pure barbarie, qui n'ont d'autre objet que de répandre l'épouvante et ne l'atteignent d'ailleurs pas : ils provoquent seulement la colère et l'ardeur à se défendre. Quelle peut être l'intention des Allemands dans l'accomplissement de pareils actes? Quelle explication

en donner? On dit qu'en portant la guerre sur le territoire britannique, ils espèrent peut-être empêcher ou ralentir les enrôlemens dans l'armée destinée à combattre sur le continent. Mais est-ce là vraiment la guerre et ces médiocres actes de piraterie méritent-ils d'être décorés d'un aussi grand nom? En tout cas, l'effet est manqué: on a remarqué que, le lendemain d'opérations de ce genre, le nombre des enrôlemens augmente d'une manière très sensible. C'est que les Anglais y voient ce qui y est effectivement, une insulte à leur territoire, provoquée par la rage de l'impuissance. Ils en sont offensés et nullement intimidés. Bons juges en matière de courage, s'ils apprécient celui de l'*Emden*, ils n'ont que du mépris pour celui qui consiste à bombarder de loin des villes sans défense. Veut-on un exemple de vrai courage, digne d'une admiration sans réserve? Il faut le demander au sous-marin anglais qui, entré vaillamment dans les Dardanelles, y a coulé le cuirassé turc *Messoudieh* et a réussi à regagner sain et sauf la mer Égée. Tout officier voudrait être le héros d'une pareille entreprise, dont le succès sert du moins à quelque chose.

Mais à quoi bon discuter les faits et gestes des Allemands? Ils ont une conception de la guerre et de l'honneur qui n'est pas celle des nations civilisées. A leurs yeux, le succès justifie tout, à quelque moyen qu'il soit dû, et nous reconnaissons que l'histoire est quelquefois assez immorale pour consacrer cette doctrine : mais qu'en penseront les Allemands, quand ils seront battus? Ils estiment que la force crée le droit; mais il faut garder la force; si on la perd, on perd tout, tandis que celui qui est vaincu en défendant le droit, conserve au moins le sentiment de sa supériorité morale sur son vainqueur. Attendons la fin : nous causerons alors avec les intellectuels allemands sur les doctrines qui, dans leur pensée, les avaient élevés si haut et qui les auront finalement laissés retomber si bas.

L'Angleterre vient d'établir son protectorat en Égypte. L'événement devait fatalement se produire un jour ou l'autre : il change d'ailleurs peu de chose à une situation que nous avions créée nous-mêmes, d'abord par nos fautes, ensuite par nos traités. Comment aurions-nous pu refuser le consentement final, qui sans doute nous a été demandé ces derniers jours? Des engagemens réciproques liaient l'Angleterre et nous : elle avait promis de ne nous gêner en rien au Maroc et nous avions promis de ne pas la gêner davantage en Égypte. Tel est le contrat que nous avons passé avec elle, il y a dix ans. A la vérité, nous devions respecter l'un et l'autre

le statut politique des deux pays que nous soumettions à notre influence; mais l'avons-nous fait au Maroc? Nous y avons établi notre protectorat. Les circonstances, a-t-on dit, nous y ont obligés : il faut bien avouer que les circonstances actuelles, si elles n'obligeaient pas l'Angleterre à établir le sien en Égypte, pouvaient l'encourager à le faire et la justifier de l'avoir fait. Tout ce que nous avons à lui demander aujourd'hui est de reconnaître le nôtre au Maroc en retour de la reconnaissance que nous faisons du sien en Égypte. Le parallélisme le veut. Des difficultés avaient surgi. L'Angleterre ne voulait reconnaître notre protectorat que lorsque la situation de Tanger aurait été réglée. Les deux reconnaissances sont aujourd'hui liées l'une à l'autre. Elles faciliteront de part et d'autre la solution d'un certain nombre de questions qui étaient restées en suspens. Les situations réciproques y gagneront en clarté.

L'établissement du protectorat anglais en Égypte est encore un résultat de la politique allemande en Turquie. Le lien qui unissait l'Égypte à la Porte était bien faible, bien relâché; mais enfin il existait encore : le khédive était le vassal du Sultan et lui payait un tribut annuel. C'était là un souvenir du passé, beaucoup plus qu'une espérance d'avenir. Il faut pourtant croire que cette espérance n'était pas tout à fait éteinte dans le cœur de la Turquie, de la Jeune-Turquie, puisqu'elle a cru que, grâce à l'appui de l'Allemagne, elle pourrait encore jouer un rôle en Égypte. On a dit qu'une armée ottomane se réunissait en Syrie et qu'elle avait l'Égypte pour objectif : elle trouvera quelques obstacles sur sa route. L'aveuglement des Jeunes-Turcs est tel qu'on n'a pas été surpris de les voir s'embourber dans cette nouvelle aventure : on l'a été davantage en voyant le Khédive Abbas-Hilmi, qui ne manque pas d'intelligence et qui est personnellement sympathique, tomber malaladroitement dans le piège. Il était à Constantinople depuis quelque temps déjà, et ce qui aurait dû le refroidir sur la politique qu'on y pratique, c'est qu'il a failli y être assassiné. Mais on a fait reluire à ses yeux l'image séduisante d'une Égypte où il rentrerait en vainqueur avec une armée turque et d'où il chasserait les Anglais. Ce rêve, qui lui a porté à la tête, lui a coûté sa couronne. Les Anglais l'ont destitué, comme un simple préfet qui aurait manqué à ses devoirs hiérarchiques, et l'ont remplacé par son oncle, le prince Hussein-Kemal, homme distingué, cultivé, qui a été élevé à Paris à la fin du second Empire et qui se pliera naturellement aux circonstances dont il vient de bénéficier. Avec lui, les Anglais n'ont plus à craindre une velléité d'indépendance. Le prince Hussein-

Kemal est fils du Khédive Ismaïl pacha, que les Anglais et nous avons eu peut-être le tort de déposséder autrefois. Ismaïl désirait rapprocher par quelques côtés les institutions de l'Égypte de celles de l'Europe et il avait obtenu du Sultan, en payant largement cette concession, le droit de changer l'ordre successoral du Khédiviat : il devait passer à son fils aîné au lieu d'être attribué à l'aîné de la famille. C'est grâce à cette disposition qu'Abbas Hilmi avait succédé à son père Tewfik, à la place d'Hussein Kemal, frère de celui-ci. On voit par cet exemple la vanité des combinaisons humaines : la fortune ramène au Khédiviat Hussein Kemal, qui en avait été écarté par un arrangement en bonne forme.

Nous disons Khédiviat, le mot n'est plus juste : Hussein Kemal devient sultan et non pas Khédive, afin de mieux marquer son affranchissement à l'égard de la Porte. Quelques journaux disent même que c'est lui qui sera le vrai Sultan, le chef religieux de tout l'Islam. A dire vrai, nous n'en croyons rien : il est même un peu puéril d'espérer que le monde islamique accepte jamais pour chef le protégé d'une grande nation européenne. Mais il semble bien que le Sultan de Constantinople, Mahomet V, ait beaucoup perdu de son autorité religieuse entre les mains des Jeunes Turcs, juifs de Salonique, libres-penseurs et athées où il est tombé. Si son autorité diminue et s'affaiblit encore, celle du Sultan de la Mecque grandira dans la même proportion, à moins que l'autorité réelle ne tombe tout à fait entre les mains des congrégations religieuses, déjà si puissantes. Ce sont là les choses de demain. Celles d'aujourd'hui peuvent se résumer en un mot : il a suffi que l'Allemagne prît sous sa protection le Sultan de Constantinople et le Khédive d'Égypte pour que le premier perdît tout son prestige et que le second fût déposé.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

A QUI PROFITERA LA GUERRE ?

I

Une erreur très grossière, très dangereuse, et très répandue, est celle qui attribue à la victoire allemande de 1870 les progrès économiques et l'accroissement de richesse de l'Allemagne depuis cette époque.

Cette erreur est *très répandue*, non seulement chez nos ennemis, mais même en France, où il n'est pas rare d'entendre dire que « les marchés s'ouvrent aux vainqueurs..., que le développement du commerce extérieur était la conséquence des succès militaires... et qu'en travaillant pour le roi de Prusse, les Allemands de 1870 avaient fait leur fortune et assuré le prestige de leur production... » Cette erreur est *très dangereuse;* elle a beaucoup servi le stupide essor du militarisme germanique qui a forcé l'Europe entière à se ruiner d'abord en armemens pour aboutir logiquement à une guerre effroyable. La guerre actuelle en effet est due à cette erreur, du moins pour une bonne part : si l'opinion au delà du Rhin ne s'était pas abusée depuis nombre d'années sur ce point; si elle n'avait pas confondu ces deux choses si différentes, la « domination » et la « richesse; » si l'on n'était pas arrivé à lui faire croire qu'une première campagne heureuse lui ayant beaucoup profité, une seconde lui profiterait plus encore et que l'honneur engendrerait l'argent, la masse des sujets du *Kaiser*, y compris ceux même qui ne possèdent pas un atome de « kultur, » eût montré beaucoup plus de circonspection et moins d'enthousiasme à l'égard d'une entre-

prise belliqueuse où la mise était colossale, tandis que l'avantage matériel ne pouvait être que nul.

Au contraire, la vanité morbide, dégénérée en « folie collective des grandeurs, » dont le peuple allemand est aujourd'hui atteint, — passagèrement, espérons-le, — a été préparée, puis aggravée par cette idée fausse que la gloire avait été et serait toujours une « bonne affaire. » Le professeur baron Karl von Stengel, juriste et l'un des délégués allemands à la première conférence de La Haye, dans son ouvrage *Weltstadt und Friedensproblem*, écrit ceci : « Les préparatifs guerriers de l'Allemagne n'ont pas abouti à un désastre économique, mais à une expansion économique sans exemple, due, *sans doute possible*, à notre supériorité démontrée sur la France. »

Grossière, ai-je dit, est cette erreur, parce qu'il suffit d'y réfléchir quelques instans, de se remémorer le passé ou de jeter les yeux sur l'Europe contemporaine pour constater que, ni autrefois, ni de nos jours, la supériorité militaire n'augmente le commerce et n'a même aucun rapport avec le bien-être d'une nation. Historiquement, la guerre, même la plus heureuse, a toujours été une cause de gêne et non de prospérité. La France, aux heures où elle a possédé en Europe, par la force des armes, une suprématie à laquelle l'Allemagne n'a jamais osé prétendre, la France de Louis XIV et de Napoléon Ier était bien loin d'être prospère; tandis que les longues années de paix de la Restauration et de Louis-Philippe ont préparé et favorisé son essor industriel.

Depuis cinquante ans, des nations, grandes ou petites, depuis les États-Unis jusqu'à la Belgique, qui n'avaient fait et ne souhaitaient faire aucune guerre, n'avaient pas moins progressé que l'Allemagne; et, si le commerce de l'Angleterre demeurait le plus important de l'univers, cela tenait à de tout autres causes qu'à la guerre du Transvaal, qui avait coûté six milliards et quart, il y a une dizaine d'années, ou à l'augmentation du nombre des *dreadnoughts*. L'Angleterre aurait pu construire cinquante *dreadnoughts*. elle n'aurait pas vendu un canif de plus pour cela. La Hollande ou la Suisse, qui n'avaient livré aucune bataille, qui n'avaient pas de *dreadnoughts* comme l'Angleterre ou d'armée permanente comme la France, jouissaient d'une aisance égale et faisaient un commerce plus important, eu égard à leur population. Comparativement au

nombre de ses habitans, celui de la Norvège est triple de celui de la Grande-Bretagne.

Les fonds d'État de ces nations faibles se cotaient en Bourse 20 ou 25 pour 100 plus haut que ceux de l'Empire allemand. Enfin, à voir la renaissance économique de l'Espagne, depuis seize ans qu'une guerre malheureuse lui enleva sa dernière colonie américaine; à voir aussi depuis moins de dix ans l'ascension industrielle et agricole de l'Empire russe depuis la triste guerre de Mandchourie, on pourrait ériger en axiome, aussi absurde que son contraire, qu'une défaite militaire est toujours suivie d'avantages commerciaux ou financiers.

L'Angleterre renforçait sa marine, la France votait le service de trois ans, en dépit des pacifistes qui affirmaient bonnement que « les petits pays neutres n'ont pas à redouter l'invasion, parce que *les traités constituent une force morale plus grande que n'importe quelle force matérielle!* » La France et l'Angleterre agissaient ainsi pour défendre leur *puissance* politique, leur indépendance même qu'elles sentaient menacée, et non pas avec l'idée qu'elles accroîtraient leur *richesse* et leurs profits. Elles se résignaient à un sacrifice nécessaire pour leur dignité nationale; mais les meilleurs patriotes, de ce côté de la frontière, se fussent moqués d'un écrivain qui aurait osé imprimer qu'en doublant le budget de la guerre, on multipliait *le bien-être* des citoyens.

Comment se peut-il donc que ce qui, appliqué à la France, eût fait sourire, ait été longtemps admis par rapport à l'Allemagne? Nous avions déjà entendu, dans les années qui ont suivi la guerre de 1870, un propos aussi bouffon sur les soi-disant causes de notre échec, lorsqu'on affirmait couramment que la victoire de l'Allemagne venait de sa supériorité sur le chapitre de l'instruction primaire : « C'est, disait-on, le maître d'école allemand qui a gagné la bataille de Sedan... » Durant plusieurs années, le propos circula avec l'allure dogmatique d'un article de foi, sans que personne fît observer que l'instruction primaire, et même secondaire, n'avait pas sur l'*effectif* des fusils à aiguilles et des canons à longue portée l'influence que l'on croyait, que le plus ou moins d'instruction n'avait rien à voir dans la levée en masse et la force offensive d'une nation, que, dans le passé, nombre de races instruites l'avaient, il est vrai, emporté sur des races ignorantes, mais que pareil nombre

de populations cultivées avaient été asservies par des populations incultes, à commencer par Rome et par Byzance.

L'opinion qui eut cours en Europe sur les causes de la prospérité de l'Allemagne impériale, opinion qui s'incrusta particulièrement dans les esprits allemands, au point de rendre la guerre populaire chez ceux-là même qui devaient la craindre le plus, provient d'une espèce de coïncidence entre cette prospérité grandissante et la guerre de 1870. C'est comme si l'on attribuait à l'empereur Sigismond (1411-1437) quelque influence sur l'invention de l'imprimerie parce qu'elle eut lieu sous son règne; comme si les Anglais faisaient honneur à George III et à la guerre de Sept Ans des premières machines à vapeur construites à cette époque, et comme si nous-mêmes établissions un lien quelconque entre les principes de 89 et les découvertes scientifiques du XIXe siècle. Cette association d'idées qui fait bénir le gouvernement quand les récoltes sont abondantes a été celle des Allemands d'hier, qui voulaient voir dans le gain des batailles de 1870 la cause des gains industriels et commerciaux de 1914.

Ceux qui pensaient ainsi avaient oublié, ou connaissaient bien mal, leur histoire. Ni le traité de Francfort, malgré les clauses douanières qu'il avait stipulées, ni l'indemnité de 5 milliards de francs payée par la France, — 5 milliards qui, du reste, en ont coûté 60 à l'Allemagne depuis quarante-quatre ans, avec son système de paix armée, — n'avaient procuré aucun profit véritable à nos ennemis.

Il y eut chez eux, entre 1871 et 1875, tant de ruines qu'un publiciste écrivait alors : « Il est heureux que la France ne nous ait donné que cinq milliards; si elle nous en avait donné dix, nous tendrions nos chapeaux le long des routes en demandant l'aumône. » D'autres allèrent jusqu'à prétendre que ces victoires dont ils étaient si fiers avaient été funestes au point de vue économique. La vérité est que, pendant les sept ou huit ans qui suivirent la guerre, — la *Schwindelperiode*, période de vertige ou de flibusterie, — l'industrie ne fit presque aucun progrès au delà du Rhin, et l'Allemagne fut forcée d'aller acheter au dehors les produits manufacturés dont elle avait besoin.

Ce brusque cadeau d'une grosse somme d'argent monnayé provoqua une inflation des prix, une augmentation temporaire des importations, nullement due à une amélioration du com-

merce ni à une plus grande capacité de consommation. Cela fit un tort sérieux à l'industrie indigène et amena le chômage de ses ouvriers. Au moment même où les millions français pleuvaient sur elle (1873), l'Allemagne fut en proie à une grave crise financière; douze mois après le paiement de la dernière portion de l'indemnité, le taux de l'escompte était plus élevé à Berlin (4 à 6 pour 100) qu'à Paris où il se maintenait uniformément au taux de 3 pour 100, et l'argent circulait beaucoup plus abondamment en France qu'en Allemagne. De 1872 à 1877, les dépôts dans les Caisses d'épargne allemandes diminuèrent de 20 pour 100. Dans l'hiver de 1876-1877, le nombre des ouvriers sans travail prit des proportions énormes; il fallut établir des soupes communales et des ateliers d'État.

Notre régénération après la guerre s'opéra donc plus rapidement que celle de nos vainqueurs. La vie de Bismarck en fut assombrie. En présentant son projet de loi protectionniste de 1879, il déclara que « l'Allemagne saignait lentement à en mourir, » que, si la situation actuelle se prolongeait, elle se trouverait ruinée. « Nous voyons la France, disait-il (2 mai 1879), s'arranger de façon à supporter les difficultés de la situation commerciale mieux que nous-mêmes; son budget a augmenté d'un milliard et demi depuis 1871 et cela en dehors même des emprunts; nous voyons qu'elle a plus de ressources que l'Allemagne et qu'en un mot on se plaint moins là-bas de la dureté des temps. » Deux ans plus tard (29 novembre 1881), le chancelier revenait sur la même idée : « C'est vers 1877 que je fus frappé pour la première fois de la détresse générale et croissante de l'Allemagne, comparée à la France; j'ai assisté à la diminution du bien-être général... »

Tout en faisant la part des exagérations du chancelier à la tribune du Reichstag lorsqu'il voulait emporter un vote, on doit reconnaître que, dix ans après 1870, les effets économiques de la victoire n'avaient rien d'encourageant ; elle avait plutôt retardé qu'accéléré *le mouvement naturel* d'extension industrielle et commerciale qui s'étendait à toute l'Europe dès avant 1870, à l'Allemagne comme aux autres pays, mais plus lentement; parce que l'Allemagne, malgré ses prétentions un peu comiques à une « kultur » supérieure, était en retard sur la France, qu'elle copiait depuis le XVIIe siècle dans ses habits, ses meubles et ses usages.

II

Que l'Allemagne ait accédé plus tardivement que nous à la civilisation, c'est un fait historique, ou plutôt géographique, que nul ne pourrait contester ; qu'elle nous ait dépassés ou même rejoints tout à fait, c'est une question que l'on se pose, le cœur serré, lorsqu'on entend de tout petits enfans belges, aux mains coupées par les barbares de 1914, demander à leur maman « quand est-ce donc que leurs mains reviendront? » Depuis l'ère chrétienne, les Germains étaient en retard sur nous, comme la Gaule romanisée était en retard sur l'Italie; et, de même que la France du sud de la Loire fut policée bien avant la France du nord, de même, depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, depuis les « Saxons » du temps de Charlemagne qui demandaient le baptême toutes les fois qu'ils éprouvaient le besoin d'avoir une tunique neuve, jusqu'au hussard de la mort qui notait en septembre dernier sur son carnet de route que « le saindoux français avait vraiment un goût délicieux, » le Poméranien ou le Brandebourgeois est demeuré en arrière du sujet des Électeurs de Cologne, de Mayence ou de Bavière.

Nous étions nous-mêmes jusqu'en 1845 fort en retard, dans le domaine des progrès industriels, sur les Anglais qui en avaient été les initiateurs. L'invention de la vapeur devait naturellement profiter au pays où le charbon était déjà en usage depuis le XVIIIe siècle, où les gisemens étaient innombrables, l'extraction aisée, la qualité excellente, le transport court et partant peu coûteux. L'Angleterre est ainsi devenue cette colossale maison de fabrication, doublée d'une agence mondiale de transport, que nous voyons, parce qu'elle avait sous la main un outil incomparable de fabrication et de transport et qu'elle vendait jusqu'aux antipodes la portion de houille qu'elle n'employait pas elle-même, pour permettre aux autres nations de fabriquer et de transporter.

Par là, son commerce maritime atteignit le premier rang et, possédant une immense flotte marchande parce qu'elle était en mesure de l'utiliser, elle est arrivée à cet état d'entraînement où une industrie puise dans son succès de quoi le multiplier encore : si les deux tiers des navires qui se

construisent dans le monde sortent des chantiers britanniques, c'est parce qu'ils y coûtent moitié moins cher qu'ailleurs, et ce bon marché amène l'abondance des commandes, qui engendre à son tour une spécialisation extrême du travail. Avec des bateaux moins chers, c'est-à-dire avec un capital d'exploitation plus faible, exigeant de moindres amortissemens, les compagnies anglaises peuvent subsister là où d'autres ne le peuvent pas.

Et tout cela vient du charbon; toute l'Angleterre moderne est issue du charbon..., et aussi toute l'Allemagne, comme on va le voir. Sedan n'a pas plus servi à l'une que Waterloo à l'autre. Quant à la France, qui produisait 1 700 000 tonnes de charbon en 1830 et 3 millions dix ans plus tard, elle s'adonna de son mieux au machinisme et augmenta sa consommation de houille jusqu'à 21 millions de tonnes en 1870. Les deux tiers seulement étaient extraits de son propre sol; il lui fallait importer le reste.

L'Allemagne, plus arriérée que nous sous le rapport des manufactures, avait pourtant du charbon à revendre. Un événement métallurgique inaperçu du public, qui se produisit précisément en 1879, à l'époque où les affaires étaient chez eux fort déprimées, vint fournir aux Allemands le moyen, non seulement d'utiliser leur extraction, mais de la quintupler : je veux parler de la déphosphoration nouvelle des fontes. Tout le bassin rhénan, ceux du Luxembourg et de la Lorraine annexée, produisaient un fer médiocre et de vente difficile, parce que le phosphore, contenu en quantité notable dans le minerai, le rendait cassant.

De tous les systèmes préconisés pour purger cette fonte phosphoreuse de la substance qui empêchait de la transformer en acier marchand, aucun n'avait réussi, lorsqu'un pauvre clerc de notaire anglais, Thomas Gilchrist, qui suivait des cours publics de métallurgie à Londres, trouva la formule pratique que les savans avaient vainement cherchée : on savait que la chaux, mélangée à la fonte dans une proportion déterminée, accaparait la totalité du phosphore avec lequel elle se combinait; mais en même temps, par une réaction chimique, elle faisait fondre les briques qui formaient le revêtement intérieur du récipient, — le « convertisseur, » — dans lequel s'effectuait l'opération. L'idée de Thomas consista à remplacer

la chemise de briques par un enduit de *dolomie*, sorte d'asphalte composé de goudron et de magnésie qui, n'offrant à la chaux aucune prise, est presque inaltérable.

Cette découverte, qui valut à l'agriculture un engrais excellent, — les « scories de déphosphoration, » — fit une révolution dans l'industrie du fer en Allemagne, où le minerai exploitable était incomparablement plus abondant que chez nous. En 1880, la production de fer des deux pays était à peu de chose près la même : 1 350 000 tonnes en France, 1 550 000 en Allemagne, tandis qu'en Angleterre elle atteignait 4 millions, et celle de la fonte 8 millions de tonnes. L'Angleterre semblait, depuis le commencement du siècle, la patrie exclusive du fer; elle avait eu le monopole du puddlage et du laminage jusque vers 1825, époque où le Creusot échouait pour la deuxième fois avec la Société Manby et Wilson, et où la France entière ne fabriquait que 140 000 tonnes.

En dix ans (1880-1890), tandis que la production française demeurait presque stationnaire, celle de l'Allemagne avait plus que doublé (3 164 000); elle double encore de 1891 à 1900 (7 372 000 tonnes) et de 1901 à 1913 (14 millions de tonnes). Un tel essor de l'industrie métallurgique comportait un essor correspondant des houillères, et le charbon, indispensable à la fabrication du fer, trouvait en outre une clientèle innombrable dans l'alimentation des machines à vapeur issues de ce fer. Or, le sous-sol de l'empire allemand contenait d'énormes gisemens de houille, dont l'extraction aisée assurait le bon marché, puisqu'une journée de mineur en Silésie correspond à un rendement presque double de celui du mineur français. C'est ainsi que la production du combustible minéral (lignite comprise) est passée de 53 millions de tonnes en 1880 à 256 millions en 1913. Le militarisme et la guerre de 1870 sont tout à fait « étrangers à l'événement. »

Ce serait d'ailleurs une sotte généralisation de ne voir au développement économique de l'Allemagne d'autre cause que sa capacité nouvelle de fabriquer de bon acier et d'alimenter à bas prix ses hauts fourneaux et ses chaudières; c'est un facteur important, ce n'est pas le seul, mais les autres ne sont pas davantage belliqueux. Dans le sein de l'union douanière, — *Zollverein*, — que formait la Confédération germanique, l'évolution avait commencé bien avant 1870 : la preuve, c'est que

les classes adonnées à l'industrie et au commerce, qui ne comprenaient qu'un tiers (35 pour 100) de la population allemande en 1850, étaient arrivées à en représenter plus de la moitié (53 pour 100) en 1871. La proportion de la population agricole, ainsi tombée en vingt et un ans de 65 à 47 pour 100, a naturellement continué à décroître : elle n'était plus que de 43 pour 100 en 1882, de 32 pour 100 en 1900, de 28 pour 100 en 1910. Son effectif numérique a baissé d'un million et demi, — de 19 millions 2 à 17 millions 7. — En France aussi, la population est beaucoup moindre qu'il y a cent ans dans tous les districts purement champêtres, bien qu'en bloc elle ait augmenté de moitié depuis 1814. Aussi bien serait-il naïf de se réjouir de ce que le machinisme réduise les frais de la main-d'œuvre, en supprimant des bras dans l'agriculture, et, ces bras une fois supprimés, de déplorer qu'il n'y ait plus autant de monde dans les campagnes.

III

Mais si l'importance *relative* de la classe rurale a diminué beaucoup plus en Allemagne, cela tient à ce que le chiffre global de sa population a presque triplé *depuis un siècle*. Remarquons-le bien : ce n'est pas du tout à la guerre heureuse pour elle de 1870 qu'est dû son accroissement de population; et, du reste, on ne voit pas très bien comment le succès militaire pourrait influer sur la reproduction et déterminer des ménages précédemment stériles à procréer beaucoup d'enfans. Il y a juste cent ans (1815), l'Allemagne avait 23 millions d'habitans, la France en avait 27. En 1845, les deux pays possédaient le même effectif : 34 millions. En 1870, la France en avait seulement 37, l'Allemagne en avait 40.

Rien d'étonnant à ce qu'elle nous eût déjà dépassés : son chiffre annuel de naissances était de 1 233 000 en 1845, de 1 329 000 en 1860, de 1 511 000 en 1869; tandis qu'il demeurait chez nous, aux mêmes dates, stationnaire à 975 000 environ. Il est depuis quarante-quatre ans descendu graduellement en France jusqu'à 849 000 à la fin du XIXe siècle, jusqu'à 750 000 dans ces dernières années; tandis qu'il avait, de 1901 à 1908, atteint en Allemagne 2 millions par an et qu'il y est encore de 1 870 000,

malgré sa tendance évidente à la baisse depuis cinq ans. De sorte que la population allemande, qui avait augmenté de 1815 à 1870 de 70 pour 100, *a simplement continué* depuis quarante-quatre ans de croître dans la même proportion.

Un fait analogue s'est d'ailleurs produit en Angleterre où la population est passée (compris l'Écosse et l'Irlande) de 18 millions en 1815 à 32 millions en 1870 et à 45 millions et demi aujourd'hui. L'Angleterre n'a pourtant livré aucune bataille, mais elle a extrait beaucoup de charbon et bâti beaucoup d'usines. Or l'usine occupe plus de bras que la ferme. Si toute l'Allemagne était aussi peuplée que le bassin de la Ruhr où 11 millions d'âmes vivent sur 1 500 kilomètres carrés, — le quart en surface d'un de nos départemens français, — son territoire contiendrait *trois milliards et demi d'habitans*. Pour avoir beaucoup de population, il faut, en général, avoir beaucoup de travail à lui donner; l'industrie seule distribue du travail, et la population grossissante favorise à son tour l'industrie par le bas prix de la main-d'œuvre. Il est clair que l'Allemagne a été exceptionnellement handicapée sur le marché international depuis quarante ans par le taux modeste des salaires dont se contentaient ses ouvriers et ses employés; qu'elle a tiré de là une grande force pour établir en tout genre ces marchandises à bon marché qui ont été la base de son succès.

Tout cela n'avait rien à voir avec la victoire militaire; et si l'on disait que du moins l'indemnité de guerre, les 5 milliards qu'elle nous avait arrachés lui avaient été profitables au début, parce que son gouvernement en avait employé une partie à des travaux d'utilité publique, il serait facile d'établir que, chez nous aussi, l'État avait fait pour l'outillage national une dépense équivalente: c'est aux environs de 5 milliards que montait en 1878 le devis du « plan Freycinet. » Le ministre dont il porte le nom en recueillera l'honneur devant l'histoire parce qu'il a puissamment accru les moyens de communication; par lui nos canaux et nos fleuves ont été transformés. Mais comment créer, avec des lois, des gisemens de houille et des enfans?

Soit parce que le besoin engendre l'abnégation, soit parce que le caractère allemand est aussi susceptible d'humilité que d'arrogance, une autre cause a favorisé le développement économique de l'Empire voisin : la souplesse d'échine et les prétentions réduites de ses travailleurs. Ce sont là des vertus toutes

contraires à la brutalité du soudard et un état d'âme qui s'accorde mal avec l'ivresse du vainqueur. Si les Allemands étaient allés dans les deux hémisphères, ou simplement chez les autres peuples d'Europe, offrir leurs services avec l'allure terrible et un sabre sous le bras, ils auraient été partout éconduits; si leurs commis-voyageurs, pour placer leurs marchandises, avaient compté sur l'effectif imposant de l'armée germanique, ils n'auraient pas réussi à vendre cent paires de bottes.

Le prestige militaire ne leur a effectivement servi que pour l'écoulement des canons chez des peuples jeunes et pénétrés de cette idée que l'obus du plus fort est toujours le meilleur. Encore la maison Krupp est-elle seule à savoir ce qu'il en coûte de pourboires pour enlever certaines commandes. Pour tous autres produits, c'est par l'insinuation la plus douce, par l'adaptation aux habitudes et aux goûts des cliens que le commerçant allemand est parvenu à leur vendre d'abord un mouchoir, le lendemain un fourneau, le surlendemain une locomotive. Bien loin d'être enflés de leur propre mérite, comme nous les voyons depuis quelque temps par ces certificats de supériorité mondiale qu'ils se délivrent mutuellement, c'est à *l'imitation servile des bons modèles* que les Allemands se sont appliqués et, comme ils avaient le privilège de moteurs et d'ouvriers économiques, ils ont sollicité par l'article bon marché la clientèle énorme des petits consommateurs, et ont un peu partout, même en France, évincé des concurrens et raflé des ordres en proposant tout simplement 20 ou 30 pour 100 de rabais sur les prix français.

Cette sorte de chasse aux affaires n'avait pas le moindre rapport avec le rayonnement des armes et l'ambition des lauriers. Ce sont au contraire les Français qui, depuis quarante-quatre ans, ont sans cesse guerroyé pour conquérir de nouveaux territoires : en Tunisie, au Tonkin, en Annam, au Cambodge, au Congo, au Dahomey, au Soudan, à Madagascar et au Maroc, tandis que l'Allemagne luttait surtout pour répandre dans le monde entier sa glorieuse camelote. Financièrement parlant, il se peut bien que ce fût l'Allemagne qui ait fait les gros profits et que notre domaine colonial, le plus vaste après celui de l'Angleterre, ne nous ait pas rapporté beaucoup d'or; mais, par l'héroïsme d'un groupe d'explorateurs et de soldats dont

les noms sont devenus historiques, il a fait grand honneur à la « Culture française. »

Et, pour le dire en passant, si la culture, — avec ou sans K, — dont il est beaucoup question au delà du Rhin depuis quelques mois, est par définition la recherche désintéressée des biens intellectuels plutôt que des succès industriels ou commerciaux, il est assez amusant, dans le pays de Pasteur, de Berthelot, de Curie et d'Henri Poincaré, pour ne citer aucun vivant; dans le pays qui, depuis quarante ans, a doté la science de vingt découvertes capitales et qui a possédé des écrivains et des artistes d'une renommée universelle, d'entendre des voisins dont le triomphe consiste à monnayer les idées d'autrui en des usines achalandées, se targuer d'une génialité hors de pair.

La nouvelle civilisation allemande, qui ne brille ni par les lettres, ni par les arts plastiques, et non pas même par l'art musical depuis la mort de Wagner, dont la dernière œuvre est de 1878, la nouvelle civilisation allemande, avant tout matérielle et pratique, — « grossière » même, disait H. de Treitschke en 1895 devant les étudians de Berlin, — est la résurrection d'un vieux passé local : celui des villes hanséatiques, de la *Hanse* du moyen âge; et lorsque les Allemands se vantent comme d'un progrès marqué d'avoir substitué, à l'individualisme des Français ou des Anglais, l'association organisée, ils oublient que, si l'on entend par là certain collectivisme étroitement réglementé à la prussienne, loin d'être une conquête enviable du présent, ce ne serait qu'un vestige des sociétés en enfance que les peuples adultes remplacent peu à peu par la liberté. Cette liberté n'exclut pas les alliances de producteurs ou de consommateurs; mais ces ententes, cartels, trusts ou syndicats, n'ont rien de particulier à l'Allemagne, pas plus que son programme commercial : « Des affaires avant tout, le bénéfice viendra ensuite. »

Pour augmenter ses affaires avec les acheteurs du dehors, l'industriel allemand leur offrit des crédits plus longs qu'aucun autre, et, plus qu'aucun autre aussi, il dut, ayant plus d'affaires que d'argent, vivre sur le crédit de ses banquiers. Les banques laissèrent disposer sur elles par des spéculateurs; les plus grandes, les plus officielles même, eurent dans leur portefeuille des traites qui étaient de véritable « cavalerie, » ainsi que l'on nomme les effets de complaisance, sujets à renouvellemens

chroniques ; elles immobilisèrent ainsi une bonne partie de leurs dépôts à vue.

Il y a deux ans, la presse berlinoise reprocha vivement à M. de Havenstein, le gouverneur de la Banque d'Empire, d'avoir terrorisé l'opinion en la mettant en garde contre les dangers d'une spéculation excessive et d'un effondrement possible. Ce personnage avait obtenu des institutions de crédit qu'elles augmentassent leurs réserves, mais il n'avait pu modifier les mœurs, ni les habitudes. Afin de répondre au désir manifesté avec instance par la *Reichsbank*, les banquiers qui financent l'industrie s'efforcèrent de mobiliser leurs créances, en poussant leurs cliens à procéder à des émissions d'actions et d'obligations. Les valeurs ainsi créées furent placées dans la clientèle, mais le souscripteur ou l'acheteur n'a versé que de légers acomptes, et les banques restèrent créancières de la plus grande partie du prix. On juge ce que vaudraient aujourd'hui pareils titres, s'il fallait les réaliser.

La volonté de réussir très vite et à tout prix, de faire sur 550 000 kilomètres carrés autant que les États-Unis faisaient sur 8 millions de kilomètres, et d'atteindre en trente ans au point où l'Angleterre était parvenue en cent vingt ans, avait pour résultat de masquer, derrière une façade de chiffres formidables, un gain positif assez mince et disproportionné à l'effort. Les affaires devenaient à la fois plus actives et plus difficiles. La Chambre de commerce de Francfort se plaignait, l'an dernier, que l'on en arrivât à traiter, non pas contre espèces, mais par échange de commandes, et que des maisons de premier ordre, dans les industries métallurgiques et électrotechniques, ou parmi les entrepreneurs de construction, fussent obligées, pour placer des marchandises, d'accepter par voie d'échange des matières *dont elles n'ont pas l'emploi dans leurs établissemens.*

Le temps seul devait asseoir les fondemens de cette grandeur assez fragile : le temps et la paix ; car si, comme on vient de s'en rendre compte, la guerre de 1870 n'a été pour rien dans le succès économique de l'Allemagne, une nouvelle guerre, aussi heureuse qu'elle la pût souhaiter, ne pouvait lui promettre aucun *avantage matériel*, et ce n'est pas d'avoir mis en déroute tous ses voisins et étendu à leurs dépens ses domaines continentaux ou exotiques, qui lui eût permis ni de vendre plus de quinine, de parapluies, de poupées mécaniques ou de chaussettes

à 2 francs la douzaine, ni de vendre ces articles plus cher, ni même de les fabriquer meilleur marché pour y gagner davantage.

IV

A quoi la victoire devait-elle donc lui servir, et quel profit pensait-elle en tirer ? C'est ici que l'Allemagne constitue un saisissant anachronisme dans l'Europe actuelle, et même dans le monde entier. Loin d'être, comme elle se le figure, à la tête du progrès, ses conceptions politiques sont en retard de cent ans. Elle parle et pense en 1914 comme on parlait et pensait en 1814. A lire les manuels du parfait conquérant ou du parfait diplomate, rédigés par ses généraux ou ses hommes d'État, on se croirait revenu aux classiques théories sur le droit du sabre, on se croirait assis à la table du Congrès de Vienne, où, dans de louches marchandages de couronnes et de sujets, les *États* se jouaient des *peuples*.

L'Allemagne est une jeune nation qui a de vieilles idées. Après avoir été durant des siècles, sous le nom de « Saint Empire romain germanique, » le type achevé de l'anarchie féodale, un peu plus qu'une expression géographique, un peu moins qu'un groupement hiérarchisé, elle s'est éveillée à l'unité sous l'influence de la Révolution française et des armées de Napoléon qui lui révélèrent *le droit des peuples*, d'où est sorti *le principe des nationalités*. Ce principe, nos révolutionnaires l'ont violé souvent, ils l'ont propagé toujours, et l'histoire tout entière du XIXe siècle fut celle de son triomphe, depuis la création de la Grèce et de la Belgique, jusqu'à celle de l'Italie et de l'Allemagne, pour finir par celles de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Serbie.

Or, voici que l'Allemagne, dont le sol avait si longtemps servi de champ de bataille et dont les fils, depuis les reîtres et les lansquenets du XVIe siècle jusqu'aux contingens de la Grande Armée en 1812, avaient vendu ou donné tant de leur sang pour des querelles étrangères, l'Allemagne à peine constituée, oublieuse des maux de jadis et coiffée du casque prussien, reprend pour son compte l'entreprise de domination mondiale par les armes, cent fois tentée avec plus ou moins d'ampleur et de durée depuis l'antiquité jusqu'aux temps

modernes, depuis Alexandre et la Rome impériale jusqu'à Charles-Quint et Napoléon, sans parler du Grand Mongol et du Grand Turc. Que cette conception usée, ce rêve gothique ou d'ancien régime, ait pu naître, se développer, s'emparer enfin du cerveau de 67 millions d'hommes qui, sur le terrain commercial, se montrent novateurs, cela prouve combien le monde politique retarde sur le monde économique.

Dire que la force prime le droit, qu'une signature au bas d'un engagement n'est qu'un chiffon de papier et que la fidélité à la parole est une sottise, c'est exprimer des *idées surannées*, contre lesquelles toute la civilisation a été lentement construite et *qui ont complètement disparu des relations privées*. Le monde économique a créé la sûreté, la fidélité, l'honnêteté obligatoire. Ce qui prouve l'anachronisme de l'Allemagne, en folie de puissance, c'est que cette superbe machine à combattre demeure isolée dans un monde las de combattre. Seules l'Autriche et la Turquie, ou mieux les cours de Vienne et de Constantinople, demeurent attachées à l'ancien ordre des choses; ce sont, en effet, des « souverainetés » plutôt que des « nationalités; » la marche du monde désagrège leurs collections artificielles de territoires.

Les ambitions de la France et de ses alliés dénotent une mentalité tout autre et sont d'un ordre tout différent. Cette guerre où fourmillent les plus étonnans contrastes, où le civilisé, soudainement désorbité de sa vie ordinaire, offre de sublimes exemples d'héroïsme et des traits hideux de férocité, a pour effet d'unir sous une même bannière les deux sortes de gens aussi opposés, semblait-il, il y a six mois, que l'eau et le feu : les belliqueux et les pacifistes, puisque c'est la guerre au fléau de la guerre, l'extermination du militarisme. C'est pour imposer à tous la paix que nos frères meurent et tuent; ils ne se battent que pour mettre fin aux batailles. Ce qui semblait naguère le rêve des insensés est devenu la volonté raisonnée des sages et, par une vue toute nouvelle dans l'histoire, la conquête ici visée les armes à la main, c'est celle du désarmement.

La politique et les plans de chacun des Alliés se sont à ce sujet manifestés à la face de l'Europe depuis nombre d'années : chez eux, ce ne sont pas des particuliers bien intentionnés, mais sans mandat, ou des philosophes humanitaires, qui ont préco-

nisé les systèmes d'arbitrage et les organisations pacifistes; ce sont les princes et les ministres responsables, revêtus de l'autorité et parlant au nom de leur pays : l'Angleterre ne cessait de proposer à l'Allemagne la limitation des armemens navals et le tsar, à l'aurore du xxe siècle, prenait l'initiative de la Conférence de La Haye et recommandait les conventions préventives de guerre.

Cette Russie, que l'Allemagne se plaît à représenter comme barbare, se trouve au contraire avoir pour chef le plus moderne à beaucoup d'égards et le plus novateur des princes, et c'est chez la nation à la fois la plus pratique et la plus hardie de l'univers, c'est aux Etats-Unis d'Amérique que les plans d'avenir international de l'Empereur de Russie ont recueilli l'adhésion la plus chaude et l'enthousiasme le plus réfléchi. Ne croyons pas que sa promesse de ressusciter une Pologne autonome soit une manœuvre diplomatique inspirée par les circonstances présentes; c'est la réalisation d'un projet caressé depuis un siècle par ses prédécesseurs : tous ceux qui ont lu l'histoire savent qu'en 1814 l'empereur Alexandre voulait déjà refaire le royaume de Pologne et que c'est l'Autriche et surtout la Prusse qui s'y sont énergiquement opposées.

Quant à l'Angleterre, les faits, les chiffres, prouvent combien il est puéril de l'accuser, ainsi qu'on le fait outre-Rhin, soit de jalousie vis-à-vis de l'Allemagne, soit de la recherche d'un profit sordide résultant de prises maritimes. Quelles inquiétudes économiques pouvait éprouver l'Angleterre, pour qui les dix dernières années, malgré les charges très lourdes laissées par la guerre Sud-Africaine, ont été une période de *prospérité croissante*, si bien que son commerce extérieur atteignait l'an dernier 36 milliards de francs (onze milliards de plus que celui de l'Allemagne) ? Et de quel poids insignifiant seront pour elle les quelques douzaines de millions que pourront valoir les cargaisons et les corps de navires allemands, saisis en mer, auprès des milliards de francs, — elle en a déjà emprunté 8, — que représenteront pour elle les dépenses de la guerre et les pertes que son industrie ou son commerce en éprouvera ? Ce qui menaçait la Grande-Bretagne, ce qu'elle redoutait, ce n'était pas la *concurrence pacifique*, c'était la *domination militaire* d'une Allemagne, maîtresse du continent, qui l'eût à son tour réduite en vasselage et n'en dissimulait pas la prétention.

Pour nous, Français, qui, étouffant le regret inconsolé de notre Alsace-Lorraine, n'avions pas fait depuis quarante-quatre ans *un seul geste* manifestant le désir de la reprendre par les armes; nous qui, il y a deux ans, pour conserver la paix avec l'Allemagne, lui abandonnions une partie de notre Congo et qui, après le discours de Tanger en 1905, avions, ce qui est pour notre dignité un souvenir pénible, sacrifié aux susceptibilités de Guillaume un ministre clairvoyant et patriote; nous qui étions si attachés à la paix que le monde nous croyait devenus inaptes à la guerre, notre indépendance en péril nous a fait lever tous unis d'un même cœur, et nos soldats sont les dignes fils de ceux dont les ennemis disaient jadis : « Les Français vont à la mort comme s'ils devaient ressusciter le lendemain. » Mais *leur mentalité n'est plus la même*, et le goût des conquêtes leur est passé.

« Quand on ne peut pas se faire aimer, il faut se faire craindre, » a dit un jour le chancelier de Bülow. Contrairement à ce mot, le caractère du nouveau droit européen c'est que les « frontières naturelles » sont celles qui unissent les cœurs et que la carte politique ne doit plus se dessiner à coups de sabre. C'est aussi l'un des caractères de la présente guerre : le règne de la Force subira un nouvel échec.

Cet échec sera-t-il définitif? A mesure que le monde marche, siècle par siècle, la « Force » perd lentement ses droits : depuis les sauvages qui commencèrent par fonder une humanité à coups de poing et qui ensuite pactisèrent, pour respirer, jusqu'au moment où les individus se sont policés en se donnant des gendarmes, la nature humaine, que l'on dit immuable, a beaucoup varié pourtant en matière de combativité. La guerre privée du moyen âge, dont le duel contemporain demeure, en France du moins, l'ultime et pâle souvenir, devait paraître indestructible lorsque, du haut en bas de l'échelle sociale, chacun vidait ses querelles à main armée : l'on trouvait naturel, au XIIIe siècle, qu'un portefaix et un laveur de laine signassent devant notaire, comme des seigneurs, « une paix et trêve pour la durée de 101 ans. »

Les promoteurs de la « Trêve de Dieu, » réglant que l'on ne se battrait pas plus de quatre jours par semaine, passèrent en ce temps-là pour des esprits aussi chimériques que le gouvernement des États-Unis faisant signer, l'été dernier, par vingt-

deux États l'engagement de surseoir à toute déclaration d'hostilité pendant une année, où leurs différends seraient soumis à des arbitres. A notre ancêtre, l'idée qu'il pourrait compter, pour se faire respecter, sur autre chose que sur la force de son bras eût paru aussi absurde que l'idée d'un recours à une loi internationale peut le paraître aujourd'hui pour régler les rapports entre peuples, qui jusqu'ici sont demeurés primitifs.

Mais jusqu'à la consommation des siècles ceux qui auront raison vingt-quatre heures avant les autres passeront, pendant vingt-quatre heures, pour n'avoir pas le sens commun. Si les nations se sont pacifiées peu à peu *à l'intérieur*, en créant des armées nationales, sera-ce par la réduction au minimum de ces mêmes armées, par le désarmement conventionnel, qu'elles pourront se pacifier *à l'extérieur?* Il suffira toujours d'un seul État brigand, pour troubler la paix; mais on peut espérer que le respect de la liberté des États voisins augmentera à mesure que le nombre des hommes libres et éclairés croîtra sur la terre, que les violations brutales du droit deviendront de plus en plus *difficiles à réussir* par un seul contre tous, si le droit est devenu la force par l'adhésion du plus grand nombre des États. Rien à cet égard, je le répète, n'est plus encourageant que de voir le chef de l'Empire continental le plus vaste et le plus populeux, préconiser le premier l'organisation de l'arbitrage qui semble favorable surtout aux États petits et faibles. Et rien aussi ne confond mieux cette fausse idée de l'Allemagne, qui suppose la bravoure engendrée par l'esprit belliqueux et la lâcheté compagne habituelle du pacifisme, rien ne la confond mieux que de voir, du côté des Alliés, ces hommes qui savent mourir héroïquement, par milliers, pour détruire le fléau du militarisme.

V

Cette entreprise de destruction du militarisme, beaucoup d'hommes d'État la jugent irréalisable; ils pensent qu'aucun des groupes en présence ne sera matériellement capable de l'imposer à ses adversaires et qu'au contraire la guerre actuelle n'est que le début d'une série de luttes entre les races, sans cesse renaissantes, dont nos enfans ne verront pas la fin. Il serait malaisé et d'ailleurs puéril de vaticiner, puisque les inté-

rêts seuls peuvent être calculés, que les passions échappent au calcul et que les peuples le plus souvent obéissent beaucoup plus à leurs passions qu'à leurs intérêts. Ce que l'on peut constater, c'est que le détraquement causé par la guerre grandit en raison même du progrès.

Plus les organes de la vie sociale se sont perfectionnés et plus leur brusque arrêt paralyse l'existence des peuples. Durant les campagnes épiques de jadis, le rouet de la fileuse, le métier du tisserand continuaient de tourner et de battre dans les villages; la laine et le chanvre récoltés sur place n'y manquaient pas, non plus que les débouchés pour la toile et le drap consommés par les villes environnantes. De nos jours, quelques heures suffisent pour que toutes les machines cessent de fonctionner à la fois, celles des manufactures qui produisent, aussi bien que celles des chemins de fer et des paquebots qui transportent. Les matières premières font défaut, les marchés se ferment, et le prolétaire sans travail se voit soudain plongé dans une détresse que n'a pas connue son aïeul d'un temps moins « avancé. »

Le monde moderne est une maison illuminée à l'électricité où tout s'éteint à la fois par la rupture d'un fil. Plus la civilisation se complique, plus elle est à la merci d'un accident et les contre-coups sont ressentis d'autant plus loin et plus fort que la solidarité augmente entre les nations. Or cette solidarité augmente en dépit de nous-mêmes; elle n'est due à l'action consciente d'aucun de nous et ne pourra être mise en échec par la volonté de qui que ce soit. Les belligérans souffrent des maux qu'ils infligent dans une moindre mesure que leurs ennemis qui les éprouvent; mais ils en souffrent aussi et les neutres en souffrent également, peut-être autant qu'ils profitent de la suppression passagère de certaines concurrences : il y a perte pour ceux qui ne peuvent pas acheter, comme pour ceux qui ne peuvent pas vendre; le pétrole se perdait en Amérique dont les réservoirs débordaient cet été, au moment où l'on ne pouvait s'en procurer en France, et les producteurs de coton du Nouveau-Monde se voyaient ruinés devant leur superbe récolte invendue, pendant que les usines chômaient dans le vieux continent faute de textile. La panique monétaire que la guerre actuelle a suscitée s'est étendue à tout le globe et l'on sait que la crise des changes a duré plusieurs mois.

Cette paralysie de la vie nationale, qui atteint beaucoup moins l'agriculture que l'industrie *dans le sein de chaque pays*, affecte par conséquent un pays beaucoup plus qu'un autre, *suivant que leur population est plus industrielle qu'agricole*, ou inversement. L'Allemagne est dans le premier cas : elle a mis dans l'industrie le plus clair de sa fortune et, comme on l'a vu plus haut, la grande majorité de ses enfans, riches ou pauvres. Comme elle doit faire face sur deux fronts et entretenir sous les drapeaux un plus grand nombre de soldats que la France, il est certain qu'elle dépense davantage, bien qu'elle n'alloue que 11 fr. 25 et 15 francs par mois, suivant la saison, aux femmes qui reçoivent chez nous 37 fr. 50, et qu'elle ne donne que 0 fr. 25 par jour aux enfans de moins de quinze ans, à qui nous donnons ici le double. Moyennant quoi, au prix où sont les pommes de terre, femmes et enfans d'outre-Rhin vivront surtout de privations.

Mais l'Allemagne a très habilement masqué son indigence en disponibilités; elle se vante de n'avoir pas fait de moratorium, elle qui semblait plus que toute autre en avoir besoin, à cause du peu de liquidité de ses dépôts et, si l'on ne regarde que *le mot*, elle a raison; mais elle a organisé tout doucement *la chose :* les tribunaux, en effet, ont été autorisés, par ordonnance législative du Conseil fédéral, à accorder toutes prorogations de paiement aux débiteurs qui en font la demande, *même avant aucune poursuite*. Pour que personne ne manquât d'argent, bien que personne n'en eût, le gouvernement a imaginé diverses caisses de crédit où se pratique la maxime : « Prêtez-vous les uns aux autres. » Dans ces caisses, vides naturellement, l'on ne met rien puisqu'on n'a rien à y mettre; mais on leur emprunte, et elles s'enrichissent de ce qu'on leur devra; car elles prêtent sur toutes sortes de garanties, même morales, faute de gages plus substantiels. Chaque citoyen, ainsi mis à l'aise par l'État, aurait bien mauvais cœur, s'il refusait de prêter à son tour son argent à l'État.

La proclamation impériale, constituant pour le premier emprunt ce que serait pour une émission ordinaire le « prospectus financier, » disait nettement : « Nul n'a le droit de répondre qu'il ne se trouve pas en possession de fonds disponibles. Les mesures les plus larges ont été prises *pour rendre liquides* les sommes nécessaires. » « Liquides » est une manière

de parler; tantôt l'emprunt était un virement sur les 20 milliards des Caisses d'épargne, dont les fonds sont presque exclusivement placés en *créances hypothécaires*, présentement et pour longtemps irrécouvrables ; tantôt les caisses de guerre prêtaient, sur les titres du futur emprunt, les trois quarts de leur valeur nominale, pour souscrire et payer cet emprunt lui-même. Or, ces caisses n'ayant d'autre argent que des billets spéciaux garantis par l'État, c'était par conséquent l'État qui prêtait d'une main l'argent qu'il n'avait pas, mais qu'il empruntait de l'autre main.

Grâce à ces combinaisons artificielles de papiers, à ce système de mise hors budget et hors la Banque d'Empire des sous-engagemens du Trésor, on arrive à publier chaque semaine un bilan de la *Reichsbank*, d'allure très correcte, où l'on maintient le niveau de l'encaisse métallique en vidant les poches des voyageurs de l'or qu'elles se trouvent contenir. On en arrive même à imprimer fièrement à Berlin, en réponse au ministre des Finances anglais, qui avait fait valoir le rôle de l'argent dans la guerre : « Si la victoire doit appartenir à celui qui aura le dernier milliard à dépenser, les Allemands ont le droit d'être optimistes. »

On a toutefois peine à le croire, si l'on consulte ce critérium infaillible de la situation des belligérans : la valeur de leur papier chez les neutres que le cours du change nous révèle. Tandis que le billet français n'a cessé d'être accepté partout au pair, le billet allemand a subi, à New-York, comme à Berne ou à Rotterdam, 8, 10, et jusqu'à 13 pour 100 de perte de sa valeur nominale. S'il est déjà déprécié à ce point, lorsque les troupes allemandes campent encore en France et en Pologne, que vaudra-t-il lorsque les troupes alliées camperont aux bords du Rhin et de l'Oder? Non que l'Allemagne soit pauvre ; bien au contraire, elle est extrêmement riche, mais non pas en cette sorte de capitaux qui seuls comptent pour la guerre, parce qu'ils sont un peu à l'abri de ses coups. Les banques de Berlin et de Francfort se sont vainement efforcées de vendre leurs créances anglaises à Rotterdam, puis à New-York, avec qui elles traitent par câble viâ Copenhague; les banquiers américains et hollandais, après examen, ont refusé de prendre ce risque.

Quoique nous soyons encore loin du « dernier milliard, » chaque nation peut envisager le montant de ses dépenses men

suelles, sinon prévoir le total qu'il atteindra, parce que ce total dépendra autant du degré d'intensité que de la durée même des hostilités. Nous savons tous que la somme globale sera formidable et sans précédent : auprès d'elle, les chiffres atteints par les guerres antérieures depuis un demi-siècle, les 6 milliards 200 millions de la guerre franco-allemande de 1870, les 5 milliards de la guerre sud-africaine des Boers, les 9 milliards de la guerre russo-japonaise, semblent peu de chose. Suivant que l'on additionne *seulement les dépenses militaires* des États belligérans, y compris celles des neutres, qui tiennent leurs armées mobilisées, ou que l'on ajoute à ces débours connus les *pertes directes ou indirectes*, les destructions de capitaux sous toutes les formes, mobilières ou immobilières; les indemnités, les pensions à servir aux familles des victimes, les estimations varient du simple au double, et même au triple; mais *les plus modérées* ne descendent pas au-dessous de 5 milliards par mois; de sorte que si la guerre dure un an, ses frais ne seront pas inférieurs à 60 milliards.

De ce coup, la dette des principales nations de l'Europe, — qui est actuellement d'à peu près 100 milliards et demi environ, — *sera doublé*, attendu que les futurs emprunts, dans la période qui suivra la guerre, ne se feront pas au taux de 3 1/2, mais à celui de 5 et de 6 pour 100.

Pour répondre à la question posée par cet article : « A qui profitera la guerre? » le chiffre de la dépense et celui de l'indemnité à réclamer au vaincu importent peu. Quel que soit ce dernier chiffre, la guerre, même pour les alliés vainqueurs, se solderait par une perte immense, *si elle n'était suivie du désarmement*. La victoire n'est pas, *par elle-même*, une source de profits. Il est clair que l'industrie allemande dépend dans une très large mesure du bas prix de l'argent, que l'augmentation des frais de banque anéantira la petite marge de bénéfices dont elle se contentait, que les objets renchériront de ce chef, puisqu'aucun commerçant ne peut travailler pour rien. Il est vrai aussi que la gêne réduira les achats, c'est-à-dire la consommation. Mais les 65 millions d'Allemands seront toujours là, prêts à exploiter leurs mines et leurs usines, à les rebâtir, si elles sont détruites, comme nous rebâtirons nous-mêmes celles qu'ils ont incendiées, et ils seront d'autant plus âpres à la besogne qu'ils auront subi de plus grandes privations.

Si l'Europe continuait à être un camp armé *parce que la victoire des Alliés n'aurait pas été décisive*, quels que fussent les changemens dans la carte, il n'en résulterait pas un changement radical de nature économique; le fardeau militaire serait autant ou plus lourd encore pour l'univers. Il y aurait un taux d'intérêt plus haut et de moindres économies. Durant la dernière année de paix, les grandes nations ont dépensé, pour les chapitres militaires, l'énorme somme de *10 milliards de francs*. Imaginez ce qu'il arriverait si la plus grande partie de cette somme, au lieu d'être appliquée à la destruction, servait à développer les ressources naturelles du globe : abondance du capital, taux d'intérêt peu élevé et sans doute baisse de prix de la vie. Ajoutez à cela les millions d'hommes qui composent les armées actuelles sur le pied de paix, servant désormais à accroître la production : l'Europe ne serait pas longue à réparer ses plaies, et le monde entier bénéficierait de sa prospérité par les placemens qui seraient faits dans les contrées jeunes, encore dénuées de capitaux.

C'est donc l'univers qui profitera de la guerre, autant que les Alliés, s'ils sont vainqueurs; le monde est intéressé à leur victoire autant qu'eux-mêmes, puisqu'il est clair que, si l'Allemagne l'emportait, l'Allemagne prussienne de fer et de sang, fondée par Bismarck en 1863, nul ne suppose qu'il lui agréerait d'abandonner l'épée avec laquelle elle aurait conquis la domination et, si l'Allemagne gardait son armée et sa marine sur un pied égal ou supérieur, les nations voisines ne pourraient adopter une autre méthode.

Si le désarmement est la seule solution profitable, c'est aussi la plus difficile; les Allemands ne s'y résigneront qu'à la dernière extrémité; lorsqu'ils auront perdu l'espérance de vaincre, lorsqu'ils se seront résignés à céder des territoires et de l'argent, ils se battront néanmoins avec l'énergie du désespoir pour ne point renoncer au militarisme et conserver ainsi au lendemain l'espérance de pouvoir se battre encore. Précisément pour ce motif, le désarmement sera la solution la plus longue et la plus coûteuse à obtenir. Mais, de quelque prix qu'on le paye, comme sans lui toute victoire serait une duperie, les générations à venir ne trouveront pas qu'il ait jamais été payé trop cher.

Dans le domaine des idées, supérieur aux intérêts matériels,

une remarque s'impose : par leur portée, par leurs conséquences, les batailles actuelles débordent les temps et les lieux où elles se livrent. Elles marquent une nouvelle étape dans la mission historique de la France, qui est de propager les idées et de stipuler non seulement pour elle, mais pour l'univers. C'est du moment où la France s'est éprise de la liberté politique, c'est de la Révolution française, que date l'émancipation des peuples qui, l'un après l'autre, à son exemple, au cours du XIXe siècle, ont pris conscience d'eux-mêmes et se sont levés sur toute la surface du globe pour revendiquer leurs droits.

Pivot de l'alliance européenne par sa situation de première victime offerte aux convoitises germaniques, il appartient maintenant à la France, après avoir révolutionné les États au-dedans par l'amour de la liberté, d'inaugurer dans la politique extérieure des États une ère nouvelle par le règne de la justice. Ce ne sera pas pour sa gloire seule, ni pour son triomphe égoïste, que le sang de ses fils aura été répandu ; mais pour la paix de l'humanité civilisée, qui, par elle, ainsi profitera de la guerre.

GEORGES D'AVENEL.

COMME UNE TERRE SANS EAU...

DERNIÈRE PARTIE (1)

VII. — LE RETOUR IRRITÉ

Camille était à peine assis que le docteur Bureau s'avança jusqu'au milieu du salon, posa deux doigts sur la monture de son lorgnon, pour mieux voir autour de lui, et que, tout de suite, il tendait la main à celui dont on venait de lui annoncer l'arrivée. Sans desserrer son étreinte, il entraîna Camille dans son cabinet. L'ayant fait asseoir sur le divan, il prit place auprès de lui. Alors, les deux mains du pauvre homme dans les siennes, il lui parla ainsi :

— Mon pauvre garçon, mon pauvre garçon ! J'ai appris la terrible chose. Je vous attendais. Plusieurs fois, j'ai failli monter chez vous. Et puis je me suis dit qu'il valait mieux vous laisser venir. Il ne faut pas brusquer la douleur... Il y a huit jours, vous me quittiez avec un bon visage confiant. Et déjà la pauvre petite vous tendait ses bras. Je vous ai plaint de tout mon cœur... Mon pauvre garçon, vous êtes particulièrement éprouvé...

— Oui, n'est-ce pas ? docteur, dit Camille d'une voix âpre. C'est beaucoup pour un même homme et en si peu de temps...

— Comment vous trouvez-vous aujourd'hui ?

Camille commença par dessiner avec ses bras, lents à se soulever, un geste vague. Après s'être mieux interrogé, — car il ne voulait pas mentir, — il répondit d'une voix tremblante, encore hésitante :

— J'ai peur de ne pas souffrir assez.., d'avoir trop peu de

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre 1914, et du 1er janvier 1915.

ressentiment contre mon destin.., de n'avoir pas pleuré suffisamment... Il semble que, désormais, tout peut m'arriver, je ne me plaindrai plus... Ce n'est pas de la résignation. Non ! C'est un immense dégoût de l'existence... Je me retiens de ricaner... Oui, voilà le mot : je n'ai plus envie que de ricaner... de ricaner, au lieu de pleurer...

— C'est l'excès de votre douleur, mon ami, qui vous aveugle. Quand nous avons les yeux pleins de larmes, à travers une brume singulière, nous ne reconnaissons plus aucun des objets qui nous entourent. Votre chagrin a beau ne plus pleurer, il vous cache à vous-même. Vous ne savez plus où poser vos mains qui tremblent. Attendez. Il ne faut pas maudire la douleur avant de connaître son secret. Il ne faut pas l'arracher avant qu'elle ait donné son fruit...

— Pourquoi, docteur, la vie est-elle ainsi semée de traquenards ?...

— « Il faut passer par l'eau et par le feu avant d'arriver au lieu du repos. »

Le docteur Bureau avait prononcé lentement la phrase. Camille redressa son corps affaissé et fixa longuement le docteur. Puis il demanda :

— Qui a dit cela ?

— « Quelque part que vous soyez, » continua le docteur Bureau sans paraître avoir entendu la question, « et de quelque côté que vous vous tourniez, vous serez partout misérable... »

Il ne termina pas le verset : « Si vous n'êtes bien avec Dieu ! » Il fallait que Camille comprît, arrivât lui-même au bout du raisonnement... Après un court silence, il ajouta :

— « Qui est l'homme du monde à qui tout arrive à souhait ? Ce n'est ni à vous, ni à moi, ni à homme qui vive sur terre. Personne n'est au monde sans quelque sorte de douleur, non pas même le Roi, ni le Pape... »

— Qui a dit cela ? répéta Camille.

— On ne le sait pas. J'avoue que cela m'intéresse beaucoup moins que les paroles elles-mêmes. C'est très beau, n'est-ce pas ? Je vous prêterai, je vous donnerai le petit livre où l'on trouve ces bonnes leçons. Cela vous intéresse, n'est-ce pas ? Si vous les comprenez, c'est que vous guérirez. J'en sais quelque chose : elles m'ont été si utiles ! Je les ai si souvent relues que je les sais par cœur. Vous en chercherez qui s'appliquent encore mieux

à vous. Venez me voir, le soir, chez moi, — ici, c'est un peu chez tout le monde. — Nous causerons mieux. Vous me raconterez vos trouvailles. Je me sens très près de vous, mon cher ami, très près de vous. Il me semble que votre maman continue de m'encourager. Vous verrez, nous ferons, ensemble, de belle besogne...

— Comme vous êtes bon, docteur!...

— On ne peut guère comparer une douleur à une autre douleur, et cependant la vôtre me rappelle la mienne. Car j'ai souffert, moi aussi, j'ai beaucoup souffert... J'ai eu ma bourrasque... Un matin, je me suis réveillé seul sur terre. Je n'avais plus de famille et pas encore d'amis. Je me crus un homme mort parce qu'un orage avait tout renversé autour de moi. Comme le blessé sur le champ de bataille, je me dressai tout endolori... Toute notre vie, de ce moment terrible nous garderons la cicatrice. C'est pourquoi je voudrais vous appliquer le baume qui m'a si bien réussi lorsque je souffrais trop.

Il n'était pas dans les habitudes du docteur Bureau de parler de lui-même à ses malades, mais Camille devenait pour lui comme un grand fils désemparé qui revient au logis se faire consoler, conseiller, tranquilliser. C'est tout naturellement qu'il évoquait son triste passé, afin que Camille oubliât quelques instans le sien.

— Comme vous êtes bon, docteur! balbutia de nouveau Camille, de plus en plus touché par les paroles du brave homme. Personne ne m'a parlé comme vous faites. Mon père a son « Salon, » c'est tout dire. Rigal ne pense qu'à l'absence d'Hélène, à son terrible retour. Quant à mon brave Manin, comment saurait-il me plaindre, lui qui ne voit dans les gamins des rues, — les seuls enfans qu'il connaisse, — que de bruyans « modèles, » guère plus importans que des moineaux piailleurs !

— Tout de même, mon ami, votre père, l'excellent Rigal, M. Manin, si peu que cela paraisse, prennent leur part de votre grand chagrin. Qui vous dit qu'ils ne redoutent pas d'aborder devant vous ce grave sujet, et que leur pitié n'éclate pas dès que vous avez le dos tourné? La douleur est un peu égoïste. Quand nous souffrons, nous voudrions que tout le monde souffrît de même. Il ne faut pas trop en demander aux hommes. Et puis, aujourd'hui, on n'a plus de temps à donner aux larmes. La vie quotidienne, la vie trépidante nous saisit par les épaules, nous

pousse dans la mêlée, et nos cris se perdent, dans l'immense clameur du monde...

Le docteur se tut un moment comme pour laisser à Camille le temps d'écouter la rumeur de Paris.

— Il n'est pas bon de trop penser à soi... La petite âme blanche de votre fillette n'aura pas été salie. Elle est remontée vers son Créateur aussi pure que le corps qui lui avait été confié. Voilà à quoi il faut songer quelquefois. Je sais une très vieille dame qui me disait un jour : « Je ne connais plus âme qui vive sur terre. Toutes mes relations sont au ciel. » Elle prononçait ces mots avec un visage épanoui, et elle ajoutait : « Plaignons les pauvres gens qui ne connaissent personne dans l'au-delà... » Gisèle est allée retrouver sa grand'mère. Lorsque vous penserez à votre fille, dites-vous qu'elle est sur les genoux de votre mère... Et puis, il y a votre femme, qui va revenir. Je suis un peu comme M. Rigal, ce retour m'obsède. La malheureuse n'a pas vu son enfant depuis des mois. Elle a traversé Paris, il y a quinze jours, sans pouvoir aller l'embrasser. Elle n'aura pas eu, comme vous, l'horrible satisfaction d'avoir assisté à ses derniers momens. Elle a quitté un petit être de rire et de chansons, elle va retrouver une tombe... Pensez à votre fille pour l'envier, à votre femme pour la plaindre de tout votre cœur. De vous deux, c'est vous qui avez eu la meilleure part... Ne vous avais-je pas dit, l'autre jour, qu'elle souffrirait plus que vous? Je ne croyais pas être un si implacable, un si atroce devin. Comment ferez-vous pour la consoler ?... Je prévois encore, pour vous, de mauvaises journées...

Par un brusque retour en arrière, dans son court passé, déjà plein de « mauvaises journées, » Camille eut une rapide vision de son existence durant ces derniers mois et de ses métamorphoses. Oui, il avait fait quelques pas en avant, il en convenait. Mais sa femme ?

— Oui, dit-il, et je me demande ce que ma femme est devenue depuis notre séparation...

— Vous saurez tout cela d'un coup, dans l'instant même où vous la reverrez...

— Nous sommes peut-être destinés à ne plus nous rencontrer jamais. Le seul lien qui existait entre nous est brisé. Gisèle n'est plus. Hélène n'a plus aucune raison de revenir à moi...

— Qu'en savez-vous ? C'est bien nous qui bâtissons l'avenir,

mais notre vue est si courte que nous ne savons jamais quel sera le couronnement de l'édifice... Qu'importe! Nous n'avons qu'un devoir : apporter de bons moellons, un solide mortier, des poutres robustes et des écrous sans défaut... Viennent les vents et les orages, l'œuvre résiste si elle a été bâtie de main d'ouvrier... C'est ce qui sauva Ulysse. Vous rappelez-vous l'histoire de son lit? « Il y avait, dans l'enclos de la cour, un olivier au beau feuillage verdoyant, et plus gros qu'une colonne. » Autour de cet arbre, il bâtit sa chambre nuptiale; du tronc même de l'olivier il fit la base de son lit. Puis, pendant dix ans, il guerroya pour l'honneur de sa patrie, pendant dix autres années, il erra sur les vagues irritées. Mais, lorsqu'il rentra enfin dans son palais et que la prudente Pénélope, pour l'éprouver, lui proposa de faire « transporter son lit : » « Aucun homme vivant, s'écria Ulysse, même plein de jeunesse, n'est capable de cet exploit! » Et c'est ainsi qu'après avoir bâti solidement sa couche, il put, malgré l'adversité, y rentrer le front haut...

— C'est que, justement, murmura Camille, j'ai bien mal bâti ma demeure.

— C'est de l'histoire ancienne... Vous avez fait du chemin depuis, Dieu merci!

— Je n'en suis peut-être que plus loin d'Hélène...

— Non. Seulement, pour vous rejoindre, elle va être obligée de faire, en une étape, tout le chemin que vous avez parcouru en quelques mois...

— Alors, docteur?

— Alors, mon ami, toujours le même mot d'ordre : *confiance*. Comment la colère qui ricane pourrait-elle donner de bons conseils? Toutes les traîtrises du sort, les deuils et les désastres ne prévaudront jamais devant le regard droit d'un honnête homme. Vous êtes cet honnête homme! Confiance! L'homme confiant est humble et ferme; il sait que l'orgueil est absurde, mais il garde sa dignité. Il n'est point défendu de pleurer son enfant, mais il ne faut pas faire de son deuil un prétexte à se croiser les bras... Qu'est devenu votre projet de déménagement?

— Ah! docteur, cela même n'est-il pas horrible? Le bail est signé pour trois ans. A dater d'octobre, me voici sur le dos un loyer inutile. Est-ce que je ne suis pas bien tout seul dans ma mansarde? Mais Rigal m'a forcé de saisir l'occasion, comme s'il n'y avait pas toujours des appartemens à louer dans Paris.

— Vous êtes habitué à la maison, vous commencez à aimer votre quartier, il est tout naturel que...

— Sans doute, j'aurais été ravi d'habiter dans cette vieille demeure, un appartement un peu plus confortable, mais avec ma fille, avec ma femme. Moi tout seul, là-dedans, ça sera épouvantable...

— Confiance... Confiance...

— Je ne peux plus...

Cependant Camille sortit de chez le docteur singulièrement calmé et plus fort pour affronter les dures journées qui allaient suivre.

*
* *

Hélène et Camille, d'un même pas machinal, descendaient lentement l'allée qui conduit du caveau des Joubert à l'avenue de la Croix, dans le cimetière Montmartre. Depuis qu'ils s'étaient rejoints, à peine s'étaient-ils adressé la parole et voilà qu'ils repartaient en silence, comme deux étrangers qui se sont rencontrés dans un cortège funèbre et qui s'en vont ensemble, n'osant pas se séparer avant la sortie...

Camille portait un large crêpe à son chapeau rond, une cravate et des gants noirs, mais sa jaquette ne lui paraissant pas de couleur assez sombre, il s'était fait coudre, à la manche, un brassard de drap noir. Il avait le visage fatigué, amaigri; ses lèvres, par moment, tremblaient, des lèvres qui désiraient parler, qui hésitaient devant les mots, qui avaient envie de pleurer, de pauvres lèvres d'homme déçu et qui souffre de cette déception.

Depuis le moment où Rigal, — convoqué par Hélène à la porte du cimetière, — avait imaginé de se faire remplacer par Camille, celui-ci était hanté par une même idée : « Pourvu qu'elle ait du chagrin! » Ce n'était pas cruauté de sa part, au contraire : il redoutait l'indifférence de sa femme comme la pire punition qu'elle pût subir. Saurait-elle pleurer, elle qui n'avait pas voulu partager l'infortune de son mari, elle qui avait permis que fussent distribués, inégalement, les restes de leur luxe? Est-ce que la mère n'allait pas faire faillite, comme avait fait la femme? Il eût voulu trouver au rendez-vous une Hélène pouvant à peine marcher, les jambes coupées par l'émotion, contrainte de se suspendre au bras de son mari, une Hélène défigurée par les larmes et les émotions du retour précipité.

Maintenant, il n'osait plus la regarder. Le visage fermé d'Hélène était à jamais fixé dans sa mémoire. Il ne la regardait pas, mais il la voyait. Il voyait ses yeux secs, au regard dur, ses lèvres serrées de sphinge, ses joues immobiles dont la seule pâleur était émouvante... Hélène était vêtue du costume même qu'elle avait, hier, en voyage, un trotteur bleu marine, et coiffée d'une simple toque plate drapée de même teinte, sans autre ornement qu'une pierre verte servant de tête d'épingle. Une ombrelle fermée soutenait sa marche.

Quelle sorte de douleur habitait donc en elle ? Camille connaissait les mutismes de sa femme qui avaient les causes les plus variées, mais il ne connaissait pas sa femme ; il était incapable d'analyser ce silence et de discerner la qualité des sentimens qu'elle cachait avec cette étrange et hostile persistance.

Camille était cruellement désappointé. Il avait tout prévu, sauf cette figure de bois. Il avait prévu les larmes en saccades mêlées de rires nerveux, les sanglots contenus éclatant derrière le mouchoir, il avait prévu jusqu'à une Hélène pantelante de brusque repentir..., comment eût-il pensé à cette sombre Hélène sans paroles ?

Il se souvint de ce que lui avait dit le docteur. Qui sait si cette Hélène aux dents serrées n'était pas la caricature de la véritable Hélène qui se cachait et qui allait, dans un instant, briser son masque provisoire ? Et lui-même, quelle sotte figure ne montrait-il pas à sa compagne ! Pouvait-elle deviner avec certitude l'effroyable douleur qui l'avait terrassé huit jours durant et dont il se relevait à peine ?

Pourquoi ne parlait-il pas ? Sans doute, il avait déjà tenté quelques banales questions, par terreur d'aborder le seul sujet qui pût les passionner tous deux, en ce tragique après-midi. Où allait le conduire cette lâcheté ?

Comme ils approchaient de l'avenue qui allait leur découvrir la porte de sortie, ils ralentirent encore le pas, ensemble. Et le tremblement des lèvres de Camille se mua en paroles précises, rapides, prononcées d'une voix sourde, comme si elles étaient adressées dans la chambre même de la petite morte :

— Quand je suis arrivé, en pleine nuit, tout son petit corps était maintenu dans un appareil, ses plaies étaient bandées et, dans son lit bleu, on ne voyait que son gentil visage tout blanc... On avait dû lui couper les cheveux, et cela lui donnait

l'aspect d'un tout petit garçon, d'un petit frère que Gisèle aurait eu et qui me souriait. Car, tout de suite, dès qu'elle m'aperçut, la mignonne me sourit. Elle ne me parla ni de l'accident, ni de ses souffrances qui tiraient ses lèvres, cernaient ses yeux. Elle me dit : « Tu ne sais pas, tit papa, je vais devenir un Chérubin, dans le ciel... C'est monsieur le curé qui l'a dit, tout bas, à tante Adèle... J'ai très bien entendu... quand on est malade, on entend tout... un chérubin... un chérubin... tu le diras à tite maman... »

Camille avait beau ne pas regarder sa femme, il devina qu'Hélène portait brusquement sa main à son visage. Et, au même instant, ses yeux, à lui, s'emplirent de larmes. Il avait suffi d'évoquer Gisèle vivante pour mettre d'accord Hélène et celui qu'elle avait abandonné. Camille crut à ce miracle, et déjà son cœur battait de reconnaissance. La douleur lui avait fait une âme naïve :

— Il faut m'excuser, Hélène, d'être venu sans avoir été appelé. J'avais tant de hâte de te revoir que j'ai accepté, sans me défendre, la proposition de Rigal. Je déjeunais chez lui quand ton petit bleu est arrivé. D'abord, ce pauvre ami me trompa : « Hélène demande qu'on l'accompagne au cimetière, toi ou moi. » Puis, devant ma pauvre joie, il me dit la vérité. Il n'était question que de lui. « Vas-y tout de même. Je prends tout sur moi. » N'est-ce pas que tu me pardonnes ?

Camille ne vit pas le haussement d'épaule de sa femme. « Ah ! c'est toujours le même homme, disait le geste, à la merci de n'importe quelle volonté, la même loque qui ne remue qu'au vent du dehors... »

— Mes longues lettres, continue Camille, d'une voix saccadée, rapide, qui n'essayait pas de convaincre mais qui s'élèvait pour tuer le mauvais silence, mes trop longues lettres ont dû te faire comprendre combien je désirais ton retour, combien j'avais besoin de ta présence. Depuis des mois, tu n'es étrangère à aucun de mes actes. Si la chance me favorisait, si j'étais content d'une démarche ou d'un dessin, je t'évoquais pour te faire participer à ma joie passagère. S'il m'arrivait au contraire quelque contrariété, ou si la lassitude m'abattait, je t'appelais à mon secours. Et il me semblait parfois que, malgré la distance, tu me comprenais, tu me tendais la main, tu me souriais. Ton ironie même m'eût rendu service, je te l'ai

écrit un jour. Dans mon métier, où l'on est obligé de se renouveler sans cesse, le découragement succède souvent à l'enthousiasme. L'artiste, à moins qu'il ait du génie, ne peut pas vivre seul. Il a besoin d'avoir près de lui une compagne qui assiste à ses efforts, qui ait pitié de ses angoisses, qui applaudisse à ses succès, qui les partage; c'est le propre de l'artiste de faire déborder sa vie sur celle de ses semblables... Si tu entendais Manin me chapitrer! Tu sais que Manin n'est pas du tout l'homme que nous croyions. Il mène, dans son coin, la vie la plus digne. Nous nous moquions de ce que nous appelions sa médiocrité. Si tu savais comme il est heureux! J'envie quelquefois sa sérénité. S'il est inégal, c'est, je crois, qu'il vit seul : c'est son unique défaut ; mais comment l'en blâmer, s'il vit bien et qu'il arrive même à donner de bonnes leçons : c'est lui, le premier, qui m'a tiré du marasme où m'avaient jeté tous nos embarras. Il m'a appris à travailler...

La tête droite, raide, le regard dans le vague, Hélène écoutait sans songer à interrompre Toute cette histoire était à peu près neuve pour elle, car elle avait feuilleté les lettres de Camille sans se donner la peine de les lire.

Camille était lancé : comme tout timide qui s'emballe, il ne savait plus s'arrêter. Parfois, la gorge sèche, il baissait le ton, hachait ses phrases de silence, comme s'il eût voulu laisser à Hélène le loisir d'approuver ou bien de poser une question. Mais rien ne venait, et il poursuivait son récit :

— C'est Manin qui m'a guéri de ma paresse, mais c'est Bureau qui m'a secoué l'âme. Il ne saura jamais quel bien il m'a fait. Je ne peux pas arriver à le lui dire. Chaque fois que je commence, il me coupe la parole. Sa bonté ne recherche ni les complimens ni la reconnaissance. C'est une fonction qu'il remplit, pour sa propre satisfaction. Et quelle clairvoyance! C'est un homme qui sait ce qu'il veut et qui le suggère aux autres. Les Patriesco, les Maracajas, les Khan-Khan m'ont quitté. J'ai rencontré le docteur Bureau : je n'ai pas perdu au change, je te prie de le croire. Il a des remèdes pour toutes les... indispositions, pour toutes les circonstances de la vie...

Il hésita, puis lança bravement l'idée que venait lui suggérer son évocation du bon docteur :

— Tu devrais aller le voir !

A ce conseil imprévu, Hélène oublia son mutisme :

— Moi? Mais je ne suis pas malade !

Le mot arrêta court la pauvre verve de Camille. Ne prouvait-il pas qu'Hélène n'avait rien compris à ce que son mari avait essayé de lui expliquer, à savoir qu'il était un autre Camille et qu'il souhaitait ardemment qu'elle devînt, à côté de lui, une autre Hélène. Il avait fait fausse route. Il s'aperçut seulement qu'ils venaient de dépasser la porte du cimetière, et toute sa douleur reflua vers son cœur, toute sa douleur qu'il aurait dû ne pas oublier un instant. Hélène, sur le trottoir de l'avenue, hâtait le pas. Voilà l'endroit où ils s'étaient rencontrés; là sans doute ils devaient se quitter.

Camille alors tenta un dernier effort; il se pencha vers Hélène et, l'implorant des yeux, il lui dit d'une voix tremblée :

— Je t'ai tout dit. Mais de toi, je ne sais rien?

Hélène regardait ailleurs. Elle feignit de n'avoir rien entendu :

— Il faut que je parte, dit-elle.

— Déjà?

— Je suis attendue.

— Tu n'as pas besoin de moi?

— Non. Merci.

— Alors, jeta Camille, désespéré, je m'en vais. Adieu !

Ils ne se tendirent pas la main. Ils allaient s'éloigner l'un de l'autre, quand une voix amie les héla. C'était Rigal, embusqué; Rigal sous un chapeau haut de forme qu'il ne sortait que pour les mariages et les enterremens, mais qui ne parvenait pas en « embourgeoiser » ses grosses moustaches et sa longue et rousse barbe en pointe :

— Ah ! vous voilà. Je vous attendais. J'ai une voiture. Je vous enlève. Mes pauvres enfans, ce que je suis content de vous revoir tous deux....

Il se moucha bruyamment en essuyant ses yeux. Malgré son air fruste, c'était l'homme le plus sensible. Cette rencontre qu'il avait imaginée l'émouvait au point qu'il ne savait plus trop ce qu'il faisait. Il poussa Hélène par l'épaule :

— Je veux bien monter dans votre voiture, dit la jeune femme, mais vous me déposerez à l'hôtel Régina.

— Mais oui, mais oui. Montez toujours, on verra ensuite.

Camille ne se fit pas prier. Machinalement, il répéta :

— Tu es descendue à Régina?

— Oui ; j'ai promis à Mme Jean de la rejoindre immédiatement...

— Mme Jean est ici ? Elle est revenue ?

Camille était stupéfait, atterré.

— Sans doute, répondit Hélène sèchement.

Camille s'enfonça dans son coin, de façon à ne pas frôler Hélène. Il n'avait plus rien à espérer. D'Hélène seule à Paris, seule et désemparée, on pouvait faire quelque chose. Aidé de Rigal, il l'eût facilement circonvenue. Il lui eût évité ces minutes de solitude où la douleur débridée s'exaspère, il lui aurait ouvert son cœur... Mais que faire contre Mme Jean Joubert ? Camille se voyait vaincu d'avance.

Ce n'était pas l'opinion de Rigal.

— Mme Jean Joubert attendra. Elle n'est pas seule au monde, que diable ! Nous comptons un peu, nous aussi.

Pour cacher son zèle à reconstituer le ménage d'Hélène, il n'hésitait pas à revendiquer son titre d'ami, à se dresser auprès de Camille, à tenir tête à Hélène, puisque Camille paraissait si mal armé pour se défendre. Jamais, il y a un an, il n'aurait osé parler à Hélène sur ce ton presque autoritaire, mais depuis quelques mois sa situation avait changé ; il était devenu un homme indépendant ; c'est lui qui était, maintenant, le « patron » de M. Joubert. Sans s'en apercevoir, il relevait un peu le front. N'avait-il pas un devoir à remplir au profit de tous, au profit d'abord de son ancien « patron, » un grand enfant, plein d'idées, mais paresseux, au profit de Camille qui devenait de plus en plus intéressant, mais qui n'était pas encore capable de parler net, au profit enfin de cette volage Hélène.

Certes, il avait toujours pour elle une vive et respectueuse admiration, mais la fugue de la jeune femme l'avait tout de même un peu diminuée à ses yeux. Il la brusquait pour qu'elle reprît la place qu'elle n'aurait jamais dû déserter.

Hélène était surprise de tous les changemens qu'elle remarquait. Qu'est-ce que c'était que ce Camille phraseur, que ce Rigal agité et tyrannique ?

Le trajet était trop court pour qu'aucun sujet important fût abordé. Rigal, assis en face de ses amis, retira son chapeau, le considéra en haussant les épaules, puis parla de la chaleur et de l'absurdité des costumes modernes. Un quart d'heure plus tard, ils étaient rue Demours.

D'un geste prompt, Rigal paya le chauffeur, tendit la main à Hélène et, sans paraître s'occuper de Camille, qui suivait, en proie aux sentimens les plus contradictoires, il emmena tambour battant sa prisonnière jusqu'à l'atelier :

— Vous allez voir notre nouvelle installation. Nous sommes joliment mieux que rue Lalo. Et puis on a les fournisseurs sous la main. On n'a pas besoin de fréter un navire et de faire donner la garde pour se procurer un crayon et un paquet de tabac...

Jean Joubert avait averti qu'il ne viendrait pas de la journée. Rigal avait donné congé à ses modèles, à ses aides. Il avait fait le ménage lui-même et, avant de partir pour le cimetière, avait mis une bouillotte sur le réchaud à gaz. Il n'y avait qu'à verser l'eau bouillante dans la théière. On apercevait, au frais, dans un seau, deux canettes. Sur une assiette, des petits gâteaux étaient savamment échafaudés. Il est permis à un sculpteur de ne pas jouer impeccablement le rôle de maîtresse de maison. On ne saurait non plus lui faire un reproche de n'être pas un profond psychologue.

Parce qu'Hélène était devant lui, assise sur la chaise préparée pour elle, il la croyait à sa merci.

Il ne voyait donc pas le mouvement d'impatience du pied sous la jupe C'était la cavale qui piaffait avant de bondir... Camille vit plus clair et se souvint d'un pareil martellement nerveux qui l'avait fait tant souffrir le soir de la grande scène dans le salon illuminé de Mme Jean Joubert : « Monsieur mon beau-fils, je ne dispose pas d'Hélène sans son contentement! » Et il revoyait la robe cuirasse, la harpe sur l'estrade, les chaises dorées et, en bas, seule, Hélène dont le pied battait nerveusement le tapis. C'était hier. Rien n'était changé, sauf que Gisèle les avait quittés. Camille avait tenté de changer le cours du destin : on n'arrête pas le torrent de la vie. Hélène était toujours la même. Rien, ni personne, ne viendrait à bout de son obstination.

— De la bière, du thé, des gâteaux? demanda Rigal d'une voix assurée, en approchant une table de la jeune femme.

— Merci. Je n'ai pas faim, ni soif, répondit nettement Hélène. Dites-moi seulement pourquoi vous m'avez amené ici où je n'ai que faire?

Rigal, une bouteille à la main, resta figé de stupéfaction. Cependant, il se reprit vite :

— Mais, ma chère Hélène, il est assez naturel qu'un mari désire voir sa femme... un jour pareil.

— D'abord, mon mari, comme vous dites, n'a fait aujourd'hui que suivre vos conseils qui manquent d'à-propos. Car, vraiment, le jour est bien mal choisi. J'arrive du fond de la Norvège avec cette seule pensée dans la tête : « Ma fille est morte! ma fille est morte! » et la première personne que vous me lancez dans les jambes, c'est celui-là même qui est cause de cette mort....

— Moi, je suis la cause de...

Camille ne put arriver au bout de sa phrase. Hélène se dressa devant lui, menaçante :

— Oui, vous, auteur de notre ruine; vous qui m'avez forcée à quitter Paris, à mettre Gisèle en pension et qui n'avez pas su la protéger!... Est-ce que vous n'auriez pas dû m'empêcher de partir, et quand j'ai débarqué, il y a quinze jours, m'arrêter au passage? Mais cela vous est bien égal que je m'en aille quand ma fille va mourir! Qui sait si vous n'avez pas été heureux?...

Camille sursauta, tendit les mains de désespoir.

— ... Oui, heureux, je maintiens le mot, que je ne sois pas là. Je vous connais. Vous n'avez pas de cœur. L'avez-vous assez promenée, votre inertie! Les avez-vous assez exhibés, vos longs gestes engourdis! Tout vous était, tout vous est encore égal. Il n'y a que vous qui comptiez, votre fadeur, votre insupportable langueur, votre monocle le jour, et, le soir, votre lit... Avez-vous assez dormi!

Camille essaya vainement de placer un mot.

— ... Mais ne cherchez donc pas à m'interrompre! J'ai vécu cinq ans à vos côtés. Je vous connais.

Rigal, les yeux hors de tête devant cette explosion, tenait à pleine main sa longue barbe rousse, comme s'il voulait s'empêcher de bondir :

— Voyons, Hélène, voyons... Écoutez-nous...

Alors la jeune femme se retourna vers lui!

— Ce qui m'étonne de vous, Rigal, c'est le rôle que vous voulez jouer entre nous. Qu'est-ce que cela peut vous faire que je ne puisse plus supporter même la vue de ce monsieur? Il ne m'est plus rien. Ma fille est morte.

Comme elle prononçait ce dernier mot, elle porta sa main à son visage brusquement inondé de larmes. Elle voulut encore parler, mais les mots venaient mal;

— ... Trop malheureuse... qu'on me laisse... je veux... je voudrais m'en aller... m'en aller.

Des sanglots partirent enfin, Rigal approcha un fauteuil. Hélène y tomba et se cacha le visage dans ses mains. Elle était vaincue par la douleur. Elle ne cherchait plus à faire la femme forte, ni à étaler sa rancune. C'était la mère seule qui parlait!

— J'aurais voulu être là, être là... Ma petite Gisèle, ma chérie, mon enfant!...

Rigal ne savait que faire de sa personne.

Camille pleurait tout bonnement. Il pleurait sur sa fille et sur sa femme. Il avait devant lui une douleur égale à la sienne, et il ne pensait plus à rien, ni à son labeur, ni à son ménage, ni au passé, ni à l'avenir. Il pleurait.

VIII. — LA LONGUE ATTENTE

— Cinq heures et quart!

— Déjà! nous n'aurons jamais terminé...

— Mais si, mais si! Il nous reste un quart d'heure. Un quart d'heure, mon petit Camille, le temps de changer la face du monde, et nous n'arriverions pas à achever notre besogne!

— Ah! mon vieux Rigal, si tu n'existais pas, il faudrait t'inventer...

— Mais j'existe, j'existe... Aïe! La preuve, c'est ce coup de marteau sur mon pouce...

Monté en haut d'une échelle double, Rigal achève de poser des rideaux de salon, tandis que Camille, sur un escabeau, accroche des cadres aux murs.

— Un coup de torchon et la pièce est prête. Plus que le vestibulum...

— Nous aurions dû commencer par là...

— Mais non, mais non... Voyons, tu n'as pas l'intention de faire faire antichambre à ta femme?...

On entend partir de la cuisine des bruits de casseroles qu'on suspend à des clous.

— Elle est assez active, cette fille, observa Rigal.

— C'est la tante Adèle qui me l'a dénichée.

— Pauvre femme! Qu'est-ce qu'elle devient?

— Elle pleure, elle travaille, elle prie... J'ai passé dimanche

toute la journée avec elle. Je crois que cela lui a fait plaisir. Mais elle a dû être encore plus heureuse de la visite reçue la veille... Devine qui?

— Hélène?

— Oui...

— Tu ne me le disais pas...

— Je mène une vie si décousue, si mouvementée depuis quelques jours que...

— Va... va... Alors, Hélène?

— Elle avait prévenu... Elle n'est restée qu'une heure, mais elle a été très gentille, très bonne...

— Allons, allons, les bons signes se multiplient...

— Tu crois...

— Oui, je crois; mais toi aussi, sapristi, il faut croire de toutes tes forces, c'est la meilleure manière de mettre le sort de ton côté... Là, ça y est... Le plus gros est fait... Vous fignolerez à loisir tous deux...

— Tous deux... ah! mon bon Rigal, que j'ai peur de ces deux mots-là...

— Mais non, mais non, nom d'une pipe... Article premier: avoir confiance. Tout est là....

— On me l'a déjà recommandé!

— Bureau?

— Oui.

— Un rude bonhomme. Je le lui dirai à la première occasion... Sur ce, je me sauve...

— Ah! mais non. J'ai encore besoin de toi...

Camille, qui venait de courir à la fenêtre, reprit :

— D'ailleurs, il est trop tard. Voici Hélène. Oh!

— Quoi donc?

— Il y a une malle auprès du chauffeur...

— Eh bien! c'est parfait...

— Tu m'as dit hier : Hélène viendra visiter ton appartement demain à cinq heures et demie... C'est tout...

— Eh bien! oui, Hélène est une femme qui sait voyager... Elle prévoit tout. Si l'appartement lui plaît, elle restera...

— Tu le savais et tu ne me l'as pas dit!

— Je voulais ménager ton extrême sensibilité...

— Alors?

— Alors, mon petit Camillle, tu es aujourd'hui à un tour-

nant de ton existence... « Vie de Camille Joubert, » deuxième partie... Ding... Chapitre premier...

Mais Camille n'écoutait plus, il était déjà à la porte de l'appartement, tendant les deux mains à Hélène... La jeune femme regarda franchement son mari et, avec un sourire grave, elle donna ses deux mains, puis offrit son front à baiser. Une de ces petites scènes muettes, rapides, qui dans l'existence remplacent les grandes scènes bavardes des drames.

Rigal alors apparut et acheva, par sa gaieté bon enfant, de rompre la solennité :

— Si Madame veut bien me suivre, nous allons visiter l'appartement. Comme vous le voyez, le plafond est très élevé. On n'hésitait pas jadis à s'offrir un cube d'air suffisant. L'antichambre est carrée: quatre portes. Celle que je viens de refermer derrière vous; ici, à gauche, la porte de la cuisine. En face, le salon d'un côté, la chambre à coucher de l'autre. Entrons dans la cuisine... Je vous présente Mademoiselle Irma, de Rennemoulin. Pas grande, mais très débrouillarde. Dans les petits pots, les bons onguens... Je vous prierai de remarquer que la cuisine est séparée de la salle à manger par une sorte d'office, obscur sans doute, mais extrêmement logeable...

Hélène portait une robe noire garnie de crêpe et un petit chapeau sans rebord, avec un voile en arrière, mais qui n'empêchait pas de voir la couronne dorée des cheveux. Ce costume, l'air grave qui ne l'abandonnait pas, l'attention qu'elle fixait sur tous les objets, tout en elle émouvait profondément son mari. Camille marchait à ses côtés, ajoutant parfois un mot, à voix basse :

— Il manque encore bien des choses dans la cuisine. Je n'ai songé qu'au nécessaire... C'est plutôt un débarras... Le propriétaire est décidé à faire poser l'électricité; alors tout deviendra plus pratique...

Dans la salle à manger, Hélène s'arrêta, étonnée. Elle venait de reconnaître leur mobilier de la rue de Courcelles.

— Ceci est l'œuvre de Rigal. Il nous a cyniquement trompés. Au lieu de vendre, comme nous l'en avions chargé, il a tout fait porter au garde-meuble...

— Non, pas tout... J'ai vendu les horreurs... très bien du reste... En gardant le principal, j'ai fait une très bonne affaire... voilà tout...

— Voilà tout ! Non, mon vieil ami, et je veux qu'Hélène te gronde...

— Plus tard, plus tard, s'écria Rigal... Il y a du nouveau dans le salon... Je vous avertis, d'abord, que cette pièce est bicéphale et indivise... Les jours où vous recevrez, Camille s'éclipsera... Les autres jours, il régnera, monarque absolu...

L'installation de l' « atelier » de Camille ne tenait pas autant de place que Rigal voulait bien le dire. Près de l'une des deux hautes fenêtres du salon, il y avait une table avec, dessus, des crayons, des gommes, du papier, des bloc-notes...

— Hélène, dit Rigal, en caressant de petites tapes amicales un carton gonflé des essais de Camille, voici votre nouveau capital, inépuisable celui-ci. Vos valeurs sont en papier. Par une singulière tolérance, dont jouissent seuls les artistes, Camille pourra multiplier ses billets, qu'il signera de son propre nom et qui vaudront davantage à mesure que le dit Camille vieillira...

Pendant que Rigal se lançait dans son aventureuse comparaison, Hélène s'approcha de la table et entr'ouvrit le carton. Camille regardait, en remuant la tête, machinalement, comme l'arbuste se balance dans la crainte de la tempête. C'est que, d'un mot, Hélène allait lui verser le breuvage empoisonné ou l'élixir d'espérance. Comme la jeune femme restait silencieuse, Camille ne put pas supporter plus longtemps son angoisse et il dit, à voix basse :

— Nous verrons cela plus tard... Je t'expliquerai...

— C'est très curieux, prononça enfin Hélène, très original. Je suis si étonnée, si étonnée... Pardon... si étonnée...

Camille arrêta le balancement de son corps et le releva un peu. L'orage redouté était passé. Hélène usait volontiers de réticence. Camille s'attendait, tout au moins, à quelques phrases à double entente. Il ne pouvait donc qu'être satisfait du compliment où la raillerie elle-même demandait grâce.

Rigal s'était tu. Un court silence suivit : il jugea qu'il pouvait l'interrompre, et tirant sa montre :

— Sapristi, mes enfans, vous allez me faire manquer mon rendez-vous !

— Tu ne restes pas dîner? demanda Camille.

— Jamais de la vie!

Et Rigal, avec un geste familier, saisit à pleine main sa

barbe rousse et allait la tirer pour saluer comiquement de la tête, comme il faisait dans la compagnie des rapins, ses frères, mais il se retint. Il convenait de rire avec une sage modération. Même, il serra la main de ses amis plus longuement que de coutume pour les féliciter et les encourager sans qu'aucune parole hâtive vînt troubler la bonne volonté d'Hélène et de Camille.

— J'ai des bagages en bas, dit Hélène sur le palier. Rigal, voudriez-vous ?...

— Je descends avec lui, dit Camille. Nous allons les monter nous-mêmes pendant que tu enlèveras ton chapeau.

Lorsqu'ils furent deux étages plus bas, — l'appartement était au troisième, — Camille appuya sa main sur le bras de Rigal :

— Cela va trop vite. Cela va trop bien, laissa-t-il échapper.

— Si tu veux que je les remmène, elle et sa malle? tu n'as qu'un mot à dire, bougonna Rigal en haussant les épaules.

Pendant ce temps, Hélène entrait, toute seule, dans la chambre à coucher. Elle vit les lits jumeaux séparés par le chiffonnier, elle reconnut « son » armoire à glace, « sa » coiffeuse, puis, soudain, elle ne vit plus rien qu'un objet qui avait été placé au milieu de la cheminée. C'était le petit groupe que Rigal avait modelé de mémoire d'après Hélène et Gisèle. Il l'achevait au moment de la fuite du banquier des Joubert. Maintenant, le groupe était en terre cuite d'un ocre chaud un peu rose aux endroits où la chair était apparente. Gisèle souriait sage, confiante; Hélène avait l'air de parler, tandis que sa main caressait les cheveux de l'enfant, sa main seule, car l'esprit était ailleurs. « J'ai vu ça, un jour! » lui avait dit Rigal en lui montrant l'esquisse. Et, sur le moment, Hélène n'avait admiré qu'une gracieuse pochade d'une « ressemblance criante. » Et voici que, maintenant, elle voyait autre chose. Elle voyait une adorable fillette et, près d'elle, une maman, qui la main posée sur les cheveux de son enfant avait l'air de ne pas prendre garde que cet enfant existât. « J'ai vu ça. » Rigal avait deviné l'odieuse indifférence, l'insouciance abominable d'Hélène. Rigal et, sans doute, tous les gens de cœur... Elle ne pouvait détacher ses yeux du groupe révélateur. De toute sa volonté impuissante, elle demandait que le regard de la mère tombât enfin sur la fillette, que la main au moins ne se contentât pas d'effleurer les cheveux de la petite, mais attirât contre elle la fillette elle-même, qu'on sentît enfin qu'Hélène était vraiment la mère de Gisèle...

Hélas! rien ne pouvait être modifié. Hélène continuait de parler à la cantonade, de rire, de se distraire, et de laisser sa main pendre au hasard, effleurer des cheveux d'enfant comme elle eût caressé, en passant, les fleurs d'un parterre...

Alors des larmes inondèrent le visage d'Hélène, des larmes silencieuses et qu'on ne songe pas à arrêter, des larmes qui soulagent, qui tombent comme une pluie bienfaisante, en avril.

Lorsque Camille rentra, il trouva sa femme appuyée au dossier d'un fauteuil, les mains jointes, les yeux fixés sur le groupe émouvant. Il s'approcha doucement et, d'une voix toute gonflée de peine, il murmura :

— Appuie-toi sur moi, Hélène... Il m'a semblé qu'il ne pouvait pas y avoir, pour ce petit chef-d'œuvre, une meilleure place que notre chambre. Gisèle sera ainsi un peu avec nous. Nous ne la quitterons plus. Elle veillera sur nous. Vois comme elle sourit. Et toi, tu reprendras un jour ton beau visage assuré...

Hélène faillit crier : « Non, non, pas cela, pas cela! » Mais elle se retint. Comment avouer à Camille ce qu'elle venait de découvrir? C'était assez, pour son orgueil, de s'être ainsi dénoncée à elle-même. Comment, dans ce subit désarroi, eût-elle trouvé la force de se confier?

Ce ne fut, du reste, qu'une fugitive impression. Hélène essuya son visage et répondit :

— Tu as eu raison. Gisèle est ici à sa place, entre nous.

Et quittant le bras que son mari lui avait offert, elle commença de s'installer « chez elle. »

*
* *

Dès le lendemain, entre deux courses, Camille se précipita chez le docteur Bureau. Il refusa d'entrer dans le salon, malgré les objurgations du domestique :

« Je veux lui serrer la main et me sauver. Je ne puis attendre. »

Le domestique grogna un peu, — il n'aimait pas ces passe-droits, — mais le docteur étant venu reconduire un visiteur jusqu'au seuil de l'appartement, Camille alla vers lui. Il fallut parlementer. Le docteur n'avait guère de temps à donner. Enfin, il céda :

— Pourquoi n'êtes-vous pas venu hier soir, jeudi, comme d'habitude?

— Deux mots seulement, docteur, deux mots qui vous feront tout comprendre. Il m'est arrivé un grand, grand bonheur. Hélène est rentrée. Hélène, de complicité avec Rigal, est arrivée hier soir dans le nouvel appartement; elle s'installe.

— Oh! oh! elle s'installe... Je suis bien content pour vous. Mais enfin...

Les deux hommes parlaient debout contre la cheminée sans feu, à côté du cartonnier à fiches. Le docteur avait enlevé son lorgnon et se frottait le visage pour se donner le temps de réfléchir. C'était une façon de « se débarbouiller la mémoire, » comme il disait, pour passer d'un client à un autre.

— ...Mais enfin, reprit-il, il ne faut pas demander à la vie une brusque volte-face. Certes, elle vous doit des compensations. Ne les lui réclamez pas trop vite...

Camille écoutait à peine son bon conseiller :

— Dites-moi, docteur, quel est cet état singulier que je traverse. Tout me blesse ou m'enthousiasme. Moi, pour qui tout était indifférent, j'en arrive à me croire je ne sais quel être privilégié de qui tout le monde s'occupe, soit pour le malmener, soit pour le plaindre, soit pour le protéger. Tout glissait sur moi comme si j'avais été revêtu d'une invulnérable carapace. Aujourd'hui, au contraire, tout s'agrippe à moi, me secoue, me pénètre. Croyez-vous que cela durera, ou bien n'est-ce que le résultat d'une surexcitation de mes nerfs, et cela disparaîtra-t-il à la longue, par apaisement?

La voix de Camille était nette, claire, vigoureuse, avec, de temps à autre, un léger tremblement d'émotion.

— Il faut que cela dure, dit enfin le docteur en fixant le fond des yeux de son jeune ami et, pour cela, il clignait les siens jusqu'à ne plus laisser passer, entre ses paupières, qu'un éclair de regard; il faut que cela dure parce que jadis vous étiez comme mort et que maintenant vous vivez. Il ne suffit pas d'être un bon terrain, il faut qu'on y jette la semence convenable et il faut qu'il pleuve. Vous entendez, Camille Joubert, qu'il pleuve! La meilleure terre peut rester stérile. Le désert peut être fécondé : il suffit d'un peu d'eau recueillie dans une coupe de sable et voici une oasis... Vous faisiez semblant de vivre, comme fait semblant de savoir son chemin le joueur à qui l'on a bandé les yeux. Vous tâtonniez avec des gestes maladroits et risibles. On vous a arraché le bandeau; le monde vous est apparu, dans sa

réalité atroce et splendide, et vous avez reconnu votre chemin, avec ses mille étapes dont aucune n'est négligeable; un jour, dans une illumination, vous apercevrez le but. Vous êtes parti tard, qu'importe; vous êtes un de ces coureurs sur lesquels on ne comptait guère au départ et qui, à mesure que la route s'allonge, sent ses forces croître et qui gagne la palme. Je n'ai pas besoin de vous dire que vous n'avez pas encore mérité cette palme finale, mais vous êtes en bon chemin. Vous pouvez vous palper, vous n'êtes pas un vain fantôme, une baudruche légère, vous êtes redevenu un être humain, digne de jouir, digne surtout de souffrir. Car c'est un privilège que de savoir souffrir. « Si vous refusez de souffrir, vous refusez d'être couronné... » « Tâchons de vivre dans la peine. » Notre Dieu n'a pas songé à nous attirer à lui par la flatterie et les promesses des rapides récompenses : non pas seulement pour se faire aimer, mais pour se donner en exemple, il a souffert pour nous l'ignominie glorieuse de la Croix.

*
* *

Hélène ne parvenait pas à s'intéresser à son nouvel appartement. Le quartier, d'abord, lui déplaisait, un quartier provincial à cent lieues du vrai Paris, où elle ne connaissait âme qui vive, où personne n'oserait venir la visiter. Et puis la maison était vieille, irrémédiablement; pour la rajeunir, il eût fallu l'abattre : tout était lamentable : la façade à baies démesurées, le porche bas, le dallage; dès l'escalier qui était humide, obscur, la jeune femme sentait la tristesse l'envahir et, à peine avait-elle poussé la porte de son propre logis qu'elle sentait sa poitrine se serrer. Il lui semblait qu'elle entrait dans une prison d'où elle ne sortirait plus jamais, qu'elle était condamnée à finir son existence dans ce lugubre séjour.

Elle n'aimait ni son salon, ni sa chambre. Les objets qu'elle avait chéris jadis, rue de Courcelles, lui semblaient dépaysés et, comme elle, exilés. Il manquait à Hélène d'avoir désiré, d'avoir choisi cet appartement. Elle croyait cependant s'appliquer loyalement à s'y acclimater. Pour complaire à Camille qui l'y engageait, elle avait indiqué quelques réformes, fait déplacer plusieurs tableaux. Mais rien ne parvenait à lui procurer un peu d'intime émotion, rien sauf le groupe de Rigal.

C'était le seul objet qui, à ses yeux, vécût vraiment. Elle ne

pouvait pas ne point le regarder longuement lorsqu'elle passait près de lui. Parfois, elle s'accoudait, à côté, sur le marbre gris de la cheminée : c'était comme un confident. Tantôt elle considérait sa propre image, tantôt ses regards s'attachaient à sa fille. Il lui semblait qu'elle regardait ainsi deux fantômes de mortes. C'était son passé qu'elle contemplait, qu'elle regrettait tour à tour et qu'elle déplorait.

Camille, plusieurs fois, la surprit, tandis qu'elle s'oubliait dans cet examen et, chaque fois, selon les circonstances, une pensée nouvelle le tourmenta. Un jour, il se demanda s'il ne valait pas mieux éloigner ce témoin des mauvais jours. Il n'est pas bon, le docteur le lui avait dit, de s'hypnotiser à regarder en arrière. Mais une autre fois, il surprit un si pieux sourire sur les lèvres de sa femme qu'il se retira sans même faire connaître qu'il était venu. Enfin, un soir, il la trouva parlant à voix basse à sa fille et de la jalousie lui serra le cœur. Il n'eût pas su dire s'il était jaloux de Gisèle qui lui prenait sa femme ou bien d'Hélène qui accaparait Gisèle. Cependant, cette fois encore, il ne crut pas devoir intervenir. N'était-ce pas déjà un résultat que ce culte d'Hélène pour la pauvre petite disparue?

Camille avait repris ses travaux, ses démarches. Il était ennuyé de laisser Hélène seule. Cependant ses sorties étaient nécessaires. Il avait réuni une centaine de ses dessins les plus typiques et en avait formé un album auquel il avait donné bravement le titre de : *Des têtes, rien que des têtes.* Et il était à la recherche d'un éditeur. Ses premières visites avaient été assez encourageantes, en ce sens qu'on ne l'avait pas brutalement éconduit. Un de ces puissans personnages, tout à fait emballé, lui avait même proposé de partager les frais avec lui, avant de partager les bénéfices. C'était une aventure dont Camille ne pouvait malheureusement pas courir les chances. La mort de Gisèle et le retour d'Hélène avaient un peu modifié ses finances et il gagnait « quelques sous. » Mais l'heure des spéculations n'avait pas encore sonné. Lui pour qui jadis l'argent ne comptait pas, — et c'est pour cela qu'il était si sévère aux « tapeurs, » quels qu'ils fussent, — il était devenu regardant. Il hésitait à prendre des « premières » d'autobus, à acheter un journal illustré, à manger un sandwich dans une pâtisserie. L'argent était devenu pour lui un ami qu'on n'aime pas voir s'éloigner et se jeter entre les mains du premier venu. Il l'aimait surtout

pour les satisfactions qu'il procurerait un jour à Hélène. Car il ne voyait pas Hélène privée toute sa vie du plaisir de dépenser. Leur situation s'améliorerait grâce à son travail. Il convenait donc de ne rien négliger, pour gagner cet argent deux fois nécessaire, afin d'assurer leur vie et afin qu'Hélène fût heureuse, reportât sa reconnaissance sur son mari et s'habituât à sa nouvelle vie. Son raisonnement était un peu contradictoire. N'eût-il pas mieux valu, en effet, qu'Hélène s'accoutumât à une existence dont tout superflu fût courageusement banni? Sans doute. Mais Camille se souvenait de ses propres difficultés qu'il avait si mal surmontées. Il lui était pénible de penser qu'Hélène aurait à souffrir de la même manière. Il désirait, à tout prix, lui éviter cet enfer.

Tel était le thème de ses réflexions dès qu'il quittait sa femme.

Leur confiance réciproque était si précaire qu'il n'avait encore pas osé lui demander l'emploi exact de ses journées. C'est une des joies des ménages unis que ces récits spontanés où la franchise et la tendresse se donnent la main. Tout le long du jour, que faisait Hélène et à quoi pensait-elle? Elle sortait parfois. Où allait-elle?

L'humeur de la jeune femme était très variable, et ces changemens mêmes intriguaient Camille. Il se figurait que ses absences à lui impatientaient sa femme.

Un soir que Camille avait été retenu en ville et qu'il rentrait en courant, anxieux de l'accueil d'Hélène, la bonne lui remit un petit bleu qui venait « justement » d'arriver. Mme Jean Joubert avait retenu Hélène à dîner. « Elle a été si bonne pour moi, je n'ai pas osé refuser. » La première émotion passée, Camille se raisonna et résolut non seulement de pardonner cette première défection à sa femme, mais d'engager Hélène à ne pas abandonner complètement Mme Jean Joubert.

— Va la voir de temps en temps, lui dit-il, cela te distraira.

Hélène s'attendait sans doute à être blâmée car elle fronça les sourcils, remua une épaule et laissa échapper entre ses dents un :

— Oh ! j'y vais, j'y vais, ne t'inquiète pas... qui désola Camille.

Pourquoi sa femme lui avait-elle caché ces visites? Quand allait-elle chez Mme Jean Joubert? Depuis combien de temps avait-elle repris ces relations? Quelles pouvaient être les conversations des deux femmes? Il avait peur maintenant que sa belle-

mère, par son luxe et ses prétentions d'émancipée, ne reprît son ascendant sur l'esprit d'Hélène. Et il regrettait son sot encouragement. Mais eût-il été adroit de rattraper cette parole où il avait mis, ingénument, de la bonté pour les deux femmes qui, unies, lui avaient fait tant de mal? Il se tut. Cependant, malgré ses efforts, son visage dénonça sa peine, et de cela, Hélène fut mécontente.

Elle était surtout mécontente d'elle-même.

Pas bien longtemps après son installation quai de Bourbon, elle avait été saisie, un après-midi de solitude, par une envie irrésistible d'aller rue Lalo goûter un peu de bien-être, respirer une heure au milieu du luxe dont elle n'était pas guérie.

Plusieurs fois, elle manqua Mme Jean Joubert, mais les domestiques, connaissant son intimité avec leur maîtresse, et n'ayant du reste reçu aucun ordre contraire, la faisaient entrer. Elle s'asseyait dans une bergère du confortable salon, prenait un livre quelconque, puis, fatiguée d'attendre, partait. Le dîner dont elle parlait dans le pneumatique était de son invention. Elle avait dîné rue Lalo, mais c'est elle qui avait suggéré l'invitation de Mme Jean Joubert.

Hélène avait le malheur méchant. Son amertume croissait à mesure qu'elle constatait davantage qu'il n'y avait plus d'issue à la situation dans laquelle, mue par la brutalité de la catastrophe, elle s'était engagée. Dans la première crise de son ménage, elle avait rencontré en Mme Jean Joubert une auxiliaire inespérée. Mais c'était fini. Elle-même avait rompu ses liens. Un mot suffit à renverser une amitié bâtie avec les mauvais matériaux d'une mutuelle animosité. Mme Jean Joubert, à l'annonce du terrible accident, n'avait pas hésité : « Rentrons. » C'est elle qui avait tout arrangé; elle adorait organiser. Durant ce voyage précipité qui, pour elle-même, était sans but, elle médita un projet où elle exerça ce qu'elle nommait ses facultés de solidarité féminine, mais où elle gardait toujours l'emploi de vedette.

A Paris, elle proposa, sans enthousiasme, d'accompagner Hélène au cimetière. Hélène préféra se passer de cette trop décorative compagnie. Le soir, lorsque Hélène rentra, beaucoup plus tard qu'il n'avait été prévu, il y eut un choc entre ces deux femmes qui avaient vécu presque une année côte à côte, et qui n'avaient pas une idée commune. Mme Jean Joubert pensait toujours à ordonner l'avenir : Hélène, désormais, serait mieux que

sa fille, sa dame de compagnie, sorte de « confidente » de tragédie. Hélène ne songeait qu'à Gisèle, mais elle y songeait dans les derniers spasmes de sa colère encore mal apaisée. Sans doute, elle avait pleuré de tout son cœur, elle avait vu Camille pleurer, elle se sentait confusément reprise par son ménage, mais il y avait encore en elle tout un bouillonnement de rancune. C'est alors que Mme Jean Joubert lui fit la proposition de l'attacher définitivement à sa personne par des appointemens réguliers. Hélène releva la tête, et montra les yeux les plus étonnés :

— Et Camille?

— Ce pantin!

Le mot qui, trois jours plus tôt, eût fait rire Hélène, la meurtrit comme une attaque personnelle et injuste. Elle riposta brusquement :

— C'est le père de Gisèle, madame.

La phrase, et surtout le dernier mot, avaient été prononcés sur un ton autoritaire, dédaigneux, qui stupéfia Mme Jean Joubert. Elle n'insista pas. Au dîner, en tête à tête, elles parurent oublier la scène, mais les mots étaient là qui vibraient, les mots qu'on n'oublie pas :

— Ce pantin!

— C'est le père de Gisèle, madame.

Camille, qui ignorait tous ces détails, ne pouvait imaginer ce qui se cachait sous le mot énervé d'Hélène : « Oh! j'y vais, j'y vais, ne t'inquiète pas! »

Il y avait en Hélène un grand désarroi moral. Toutes ses pauvres idées s'en allaient à la débandade. Elle ne savait plus ni sur qui, ni sur quoi s'appuyer. Il lui semblait, par moment, que le monde entier la haïssait. L'isolement auquel son deuil et son chagrin la contraignaient lui apparaissait comme le fruit d'une vaste conspiration. Dans la première crise, elle s'était livrée sans réserve à Mme Jean Joubert; elle ne devait plus compter sur ce secours. Tout l'espoir d'Hélène résidait en Camille. Et cependant, par une étrange contradiction, elle se flattait de reconquérir l'artificielle amitié de Mme Jean Joubert, et elle recommença de faire à son mari une guerre sournoise.

Puisqu'elle avait révélé ses sorties à Camille et que celui-ci les avait niaisement approuvées, Hélène se mit à agir plus ouvertement et à multiplier ses prétendues visites rue Lalo. D'où qu'elle vînt, si son mari l'interrogeait, elle répondait négligemment :

— Tu le sais bien.

Une fois, ils se rencontrèrent au milieu de l'escalier du Métro de la place Clichy. Camille, un carton sous le bras, sortait en courant; Hélène, lentement et comme absente, descendait. Elle ne vit pas son mari, qui dut l'appeler; puis, très vite, elle se ressaisit, voulut mentir, prétendant qu'elle avait quitté le métro par erreur.

— Hélène! murmura Camille sur un ton de reproche amical.

— Ne m'as-tu pas engagée toi-même à ne pas abandonner Mme Jean Joubert? J'ai goûté chez elle.

— Non.

— Je t'affirme que...

— J'en viens, dit Camille, en entraînant sa femme vers le boulevard... La maison est fermée. Ils sont partis pour l'Égypte!

— Qui ça, *ils?*

— Le concierge m'a dit textuellement : Madame a quitté Paris samedi, pour l'Égypte. Monsieur l'accompagne.

— Ton père?

— Mon père! Il paraît même que Chien-Chien est de la partie...

— Ne me parle pas de cette bête... Je l'ai en horreur. Ta belle-mère et lui ne peuvent plus se quitter...

— Grand bien leur fasse!

— Tu ne m'en as jamais parlé. Tu ne le regrettes pas, toi?

— Ma foi, non. Chien-Chien, que c'est loin! Presque avant le déluge...

Camille cherchait à amuser Hélène, afin qu'elle oubliât les sottes paroles avec lesquelles elle l'avait accueilli. Il riait, mais sans conviction : il avait honte de la pauvreté de leur entretien. Ils étaient là, sous les platanes d'un boulevard populaire, marchant sans but et parlant d'un King-Charles gourmand quand ils auraient eu, par de courageuses confidences, tant de bien à se faire.

Cependant, Camille se rendait compte de la détresse de sa femme. Derrière ces mensonges, il pressentait enfin les déconvenues d'Hélène et la mésintelligence des deux alliées d'hier. Il devina d'où venait, cette fois, la malheureuse; il ne douta pas qu'elle n'eût été rendre visite à Gisèle. Pourquoi ne lui criait-il pas tout à coup la vérité? Il avait peur. Il ne voulait pas brusquer Hélène : il lui parlerait à son heure... qui allait venir! Derrière cette caricature, une autre femme se formait sans doute péniblement. En ouvrant trop tôt la chrysalide, il risquerait de tuer le papillon.

Et Camille se disait qu'il fallait encore attendre. Le plus urgent n'était-il pas qu'il se fortifiât lui-même, comme artiste et comme homme ?

Il continuait de se débattre pour vivre. Chaque jour, de nouvelles difficultés surgissaient. A peine quelques minces succès et il retombait dans les tribulations.

Des mois passèrent ainsi, dans le furieux emportement de l'activité.

Après des attentes pénibles, l'album de Camille lui revenait refusé, avec les complimens d'usage, parfois sans complimens. Mais il ne voulait plus se décourager. Il se dit que cet album qu'il avait voulu varié était trop disparate, et il entreprit de compléter une série qui lui tenait particulièrement au cœur et que, sans doute, à cause de cela, il réussirait : les chauffeurs, les hôtes, les héros et les bandits de la route, ceux qu'il avait tant aimés jadis, du temps où il pensait qu'on ne pouvait vivre « sans son auto, » ceux que, redevenu simple piéton, il avait si souvent dévisagés, ceux enfin qui avaient tué sa chère petite Gisèle. Et après ses courses dans Paris, il restait des heures, le soir, à mettre au point les « figures » recueillies dans la journée. Ils étaient tous là, chauffeurs professionnels, chauffeurs « de maître, » chauffeurs de camion et chauffeurs de voiturette, les empesés et les gouailleurs, les arrogans et les pacifiques, les graves et les insoucians, les « braves gens » et toutes les sortes de canailles, voleurs ou assassins. A côté du pittoresque défilé des chauffeurs de tout repos qui diffèrent à peine des cochers de jadis, Camille avait donné la plus large place aux malandrins du volant : tous ces êtres étranges et redoutables, nés spontanément et qui sont comme la fleur terrible de ces infernales machines.

On n'avait jamais su le nom du chauffeur qui, dans sa folle traversée de Noisy, avait renversé, écrasé Gisèle et sa vieille cousine. Cette brute courait encore les routes en compagnie d'une multitude de ses semblables. A chacune de ses sorties, Camille collectionnait les « belles têtes » qu'il rencontrait et lorsque, penché sur son papier, il retravaillait l'une d'elles à loisir, il se disait :

— C'est peut-être lui !

Et il accentuait le rictus bestial de la bouche, la flamme farouche de l'œil.

— C'est peut-être lui !

Et d'une tête de crétin, il faisait le chef-d'œuvre de la stupidité malfaisante.

Parfois, Hélène se penchait par-dessus l'épaule de son mari, regardait longuement, puis s'éloignait, étonnée, confondue, muette. Elle n'aurait su dire si le sentiment qu'elle éprouvait était de l'admiration ou de la jalousie. Chaque dessin qui sortait du crayon de Camille était pour Hélène une sorte de prodige ou une farce dont elle ne voulait ni rire ni s'émouvoir.

Un bienfaisant vertige l'attirait vers Camille et elle se retenait de toutes ses forces; elle s'insurgeait contre ce qu'elle croyait être une déchéance, une mutilation de sa propre personnalité.

A ce « nouveau Camille » auquel elle ne croyait pas encore, elle ne savait opposer que la plus saugrenue Hélène de jadis qu'elle n'était déjà plus en réalité.

Pour lui, il continuait, parmi tant de traverses, à cultiver son âme. Le « petit livre » que lui avait offert le docteur ne le quittait pas. Non content de l'avoir lu, il s'en versait, à chaque moment, quelques lignes, comme on se verse quelques gouttes d'un vin tonique.

« Il est bon d'avoir quelquefois des personnes qui nous contredisent et qui nous censurent à tort ou à raison, quoique d'ailleurs nous fassions bien et que nous soyons bien intentionnés; cela sert souvent pour acquérir l'humilité et pour nous garder de la vaine gloire. »

— Pauvre Hélène, se disait Camille, saura-t-elle jamais combien elle m'a été utile? Oui, utile ! Je me plains d'elle, et c'est elle qui m'a fait tel que je suis devenu. C'est elle qui me conduira plus loin, plus haut !

Il faisait de chacune de ses épreuves, de chacune de ses nouvelles douleurs, un échelon où se hisser. A chaque halte, il découvrait un horizon plus large.

Un soir, il rentra harassé, écœuré, déçu. Il venait d'avoir, avec le directeur d'une revue illustrée, la scène la plus stupide. C'était une maison désormais fermée pour lui. Quoiqu'il lui restât une grande heure avant le dîner, il se sentit incapable de faire œuvre intelligente. Dans cette minute d'épuisement, la solitude lui parut intolérable. Il aurait eu besoin de se plaindre, de se confier. Hélène n'était pas là, et qu'aurait-elle su lui dire?

Il s'installa cependant à sa table, près de la fenêtre qui don-

nait sur le fleuve. Il ne souleva pas les rideaux. Pour mieux oublier la misère quotidienne, il ne voulait pas voir les hommes s'agiter; il ouvrit au hasard son livre de chevet.

Hélène rentra sans qu'il l'entendît, elle s'approcha, puis, tout de suite, l'apostropha d'une voix sèche :

— Je te dérange !

Camille sursauta, ferma brusquement le livre, puis :

— Tu as raison, ce n'est pas le moment de perdre son temps. Je vais me remettre à l'ouvrage.

— Encore une mauvaise nouvelle. C'est décidément ta spécialité...

— Oui...

Camille prononça le mot d'une voix si tremblante qu'Hélène, qui allait se lancer dans un discours de sa façon, s'arrêta court. Et c'est d'un ton tout autre qu'elle reprit :

— Tu as eu des ennuis cet après-midi ?

— Oh ! qu'importe. J'ai l'habitude...

— Raconte-moi...

— Ce n'est rien. Je n'y pense plus... Et toi, as-tu eu, au moins, une journée agréable ?

— Camille, je t'en prie. Raconte-moi...

Camille regarda sa femme. Il vit qu'elle était sincère. Alors il craignit de la troubler par le récit de sa dernière aventure. Il se mit à rire pour se donner le courage de colorer de verve sa pauvre, sa banale histoire.

— Tu y tiens ? Eh ! bien, voilà... Darisse, de *Facetia*, m'avait reçu une suite de « Gueules de chauffeurs. » Il tenait à ce titre; après discussion, j'ai cédé. Vous avez peur des mots, vous n'arriverez à rien, me criait-il. J'avais envie de lui répondre que malgré sa « bravoure, » il n'était pas arrivé à grand'chose. Je crois bien qu'il devina. Un instant après, comme je me refusais à laisser inscrire des noms sous les têtes (il prétendait reconnaître les types !) il est entré brusquement dans une colère folle, il m'a sauté littéralement à la figure (il a cinquante centimètres de moins que moi !) Il m'a poussé à la porte, puis il est revenu prendre mes dessins pour me les lancer dans les jambes. C'était risible, tant la colère le contorsionnait !... Mais, il y avait là plusieurs confrères, et j'ai dû faire piteuse mine...

Hélène, toute blanche, se leva, s'approcha de Camille, appuya sa main sur son épaule, comme pour effacer l'offense, en répétant :

— Il a fait cela ! il a fait cela !

— Oh ! on en voit bien d'autres. Ce qui m'ennuie, c'est que je manque là une intéressante publicité. *Facetia* est assez répandue dans les milieux sportifs. On aurait peut-être remarqué mes croquis et un éditeur pouvait se trouver plus facilement. C'est une chose manquée. Et remarque que pour complaire à cet agité, j'ai dû retirer plusieurs de mes « têtes » de journaux qui allaient les donner. « Darisse veut tout ! » J'étais très fier de ce petit succès. Il est joli, mon petit succès... C'est-à-dire que me voilà non seulement à la porte de *Facetia*, mais dans une situation très fausse vis-à-vis des autres directeurs. Darisse est connu comme mauvais coucheur et comme lunatique. Ce n'est pas une excuse à invoquer : c'était à moi à mieux prévoir ce qui pouvait arriver...

Hélène suivait mal le raisonnement de son mari. Elle continuait de voir Camille malmené par le petit Darisse :

— Comment as-tu pu supporter cela? Il fallait riposter, lui montrer que sa prétention de t'imposer des légendes précises à tes dessins était absurde...

— Non, ma chérie, je n'avais qu'une chose à faire, m'en aller, ne pas envenimer davantage la querelle. Il est quelquefois déplorable d'avoir raison. Cela se pardonne difficilement...

— Quel métier, mon pauvre Camille !

— Tous se valent. Je ne me plains pas du mien. Il m'a déjà donné quelques petites satisfactions. Et je ne suis, en somme, qu'un débutant. La scène de Darisse? mais elle est classique ! Si l'on interrogeait tous les grands dessinateurs d'aujourd'hui, ils nous la raconteraient. Le nom seul change. Chacun a son ou ses Darisse. Darisse, c'est l'incapable prétentieux qu'un commanditaire mal renseigné a aidé à se faire « une situation » et qui, tout de suite, en use pour tyranniser. C'est le fait d'un petit esprit. Il ne faut pas y attacher trop d'importance. Les Darisse passent sans laisser plus de trace qu'une limace en travers de notre chemin... Pour nous, qui travaillons, il s'agit de durer...

— Alors, tu travailles, Camille ?

— Mais oui, et j'en suis si heureux...

— Oh ! heureux, interrompit Hélène, incrédule.

— Hélène, j'en suis heureux... pas dans le sens banal, étroit, qu'on donne trop souvent à ce mot. Je ne veux pas dire que je suis satisfait, que je n'ai pas de soucis, que je me laisse vivre

mollement, sûr du présent et de l'avenir. Non. Je n'ai jamais été aussi anxieux de demain, je n'ai jamais vu aussi cruellement les difficultés de ma tâche. Mais de sentir tout cela, avec mon cerveau et mon cœur qui avaient, jusqu'à ces temps derniers, si peu servi, avec tous mes membres, si je puis dire, qui enfin obéissent à des ordres raisonnables, de sentir tout cela avec âpreté, parce que je n'ai pas encore l'habitude, je me suis réveillé! Hélène, comment pouvais-je être heureux, puisque je dormais? Toi-même me le disais il n'y a pas longtemps... C'est fini, me voici réveillé, me voici debout. La tempête souffle, le vent hurle, la pluie me cingle le visage, qu'importe, je suis debout, je sens que je vis, que je suis un homme qui lutte contre les élémens, et qui veut en triompher, parce que tout de même, c'est lui le plus fort. Et cette certitude, n'est-ce pas vraiment du bonheur? Le travail et le malheur m'ont ressuscité!... Hélène, pardonne-moi ces paroles de fièvre. Sans doute, j'exagère, ma transformation n'est pas aussi absolue que je me l'imagine. Je retomberai peut-être dans mes défauts de jadis. Je sens encore en moi tant de lâcheté...

Hélène écoutait. Les doigts joints et serrés, elle ne prenait point garde à la morsure des bagues. Ses yeux papillotaient, n'osant pas fixer celui qui parlait. Elle avait peur, elle avait honte des larmes qui voulaient jaillir. Pas un mot ne s'échappa de ses lèvres serrées. C'est que vraiment Camille parlait un étrange langage. La vie est-elle donc si compliquée? Toutes ces pensées la trouvaient encore incrédule et désarmée. Elle était comme ces plantes de serre qui se sont d'abord penchées vers le soleil par la porte entr'ouverte; tout à coup, le froid les saisit, les immobilise, et elles ne trouvent plus en elles la force de résister à ce souffle inconnu impérieux et redoutable.

Camille s'était tu. Il attendit longtemps un cri qui ne vint pas.

La bonne entra.

— C'est le docteur, monsieur.

Camille ne put réprimer un geste de dépit. Qu'est-ce que le docteur lui voulait? Cette visite allait faire oublier à Hélène les paroles qu'elle semblait avoir, au moins, écoutées. Encore un effort perdu...

Camille remarqua tout de suite que le docteur n'avait pas sa démarche habituelle. Au lieu de son long pas mesuré, cadencé, et du balancement de ses bras et du sourire mystérieux de tout

son visage, le docteur Bureau offrait une silhouette raidie, un masque tourmenté, et il s'avança d'un seul élan jusqu'au milieu du salon, tandis que, d'une voix sourde, il s'écriait :

— Ah! mes enfans, quelle histoire!

Hélène et Camille s'étaient levés et le regardaient, interdits.

— Lisez-vous les journaux? avez-vous deviné? savez-vous ce qui se passe?

Camille se demanda si le docteur n'était pas halluciné. Machinalement, il le conduisit vers un fauteuil :

— Non, merci. Je ne m'arrête point. J'étais venu voir, en coup de vent, ma vieille amie du second. Il va bien falloir qu'elle se passe de moi, cependant... Ce que je vais vous dire, peu de personnes le savent encore. Mais, dans quelques jours, il n'y aura plus de secret. C'est la guerre!

— La guerre?

— La guerre?

Les deux exclamations de Camille et d'Hélène exprimaient une si parfaite incrédulité que le docteur haussa la voix :

— Oui, oui, la guerre, inévitable. On prépare la mobilisation générale. J'ai déjà reçu, officieusement, notification de mon ordre de marche. J'organise un hôpital...

— Voyons, voyons, docteur, avec qui voulez-vous que nous ayons la guerre? Avec la Serbie?...

— Il s'agit bien de la Serbie! Il faut dire les choses telles qu'elles sont. Dans quinze jours, dans huit jours peut-être, l'Allemagne et la France seront enfin aux prises et ce sera effroyable, effroyable!

— L'Allemagne contre nous, c'est impossible, s'écria Hélène, nous serions écrasés.

— Non, madame, dit le docteur en tendant sa main comme un écran vers cette funèbre vision.

— Ils sont dix fois plus forts que nous.

— Qu'importe! La défaite de la France serait, cette fois, sa disparition du monde, et la France ne peut pas disparaître!

— Vue de l'Argentine, c'est une bien petite chose que la France.

Le docteur Bureau, penché vers Hélène, apetissa ses yeux comme s'il essayait d'apercevoir, de France, cette minuscule Hélène, mais il ne trouva rien à répondre à ce propos sacrilège. Il se tourna vers Camille et, brusquement, il demanda :

— Dans quelle arme avez-vous servi ?

— Je n'ai jamais été soldat.

— Il va falloir le devenir.

Hélène éclata de rire :

— Camille soldat! Alors, en effet, la France est sauvée.

— Je suis réformé, dit Camille.

Le docteur Bureau hocha la tête plusieurs fois, puis :

— C'est de l'histoire ancienne. On peut être réformé en temps de paix. En temps de guerre, on a tout de suite une autre mentalité.

— Mais enfin, docteur, pourquoi voulez-vous que mon mari ne profite pas de la chance qu'il a d'être réformé ? D'ailleurs, il ne pourrait rendre aucun service...

Pour la seconde fois, le docteur Bureau se refusa à entrer en discussion avec la jeune femme. Son ton agressif, qui aurait choqué tout autre interlocuteur, le renseignait sur l'état anormal des nerfs d'Hélène. Il préférait avoir l'air de mal entendre, de suivre son idée.

— Vous verrez, mon ami, vous verrez. La France va se ressaisir! Et vous ne pourrez pas ne pas l'aider. Allons, au revoir, mon petit Camille. Nous allons vivre! vivre ou mourir pour notre pays. Ne souriez pas, madame, vous le regretteriez un jour...

Lorsque le docteur fut parti, Hélène éclata :

— Oh! il m'ennuie, Bureau, avec ses discours, ses conseils, ses reproches et toutes ses prédictions! Qu'est-ce qui le prend de se mêler perpétuellement de nous? Il ne nous est rien. J'ai bien failli le lui dire...

Camille était remué par trop de pensées contradictoires pour tenter de défendre son bon ami. Et d'ailleurs, comment s'y fût-il pris pour résister à Hélène ? Son devoir? Mais son devoir, le docteur lui-même ne le lui avait-il pas dicté? Hélène avant tout; tout pour Hélène !

Il trouva seulement la force de soulever les épaules.

Hélène ne désarmait pas :

— La guerre! quelle absurdité! Je croyais bien qu'on en était à jamais délivré. En tout cas, mon cher, je te prie de te tenir tranquille...

— Oh! murmura Camille, inutile d'avoir peur. Je ne me sens pas du tout l'étoffe d'un héros.

— Parbleu! s'écria Hélène avec un accent si cruel que Camille se sentit atteint au plus profond de son être.

Alors il entreprit de se disculper, à ses propres yeux autant qu'aux yeux de sa femme :

— C'est que, vois-tu, il y a trop de malheur sur moi. Le docteur a beau dire, trop est trop. C'est entendu, j'avais besoin de souffrir. Ce que je fais maintenant rachète un peu ma vie passée. Mais tout a ses bornes, même le meilleur. Et je ne vois pas la nécessité, pour rebâtir solidement mon foyer, d'aller me faire tuer... lorsque personne ne m'en prie. J'ai vraiment payé ma part d'adversité.

— Oh! et puis, reprit Hélène, il ne s'agit pas de savoir si on a payé ou si l'on n'a pas payé. Nous ne devons rien à personne, pas même au destin. Je ne comprends rien à cette comptabilité-là. Est-ce qu'on est maître de quelque chose? Quand on est riche, on s'amuse bêtement; quand on est pauvre, on s'assomme niaisement. Il n'y a guère de différence. Tu as beau dire, tu n'es pas beaucoup plus drôle depuis que tu travailles...

— Oh! j'ai bien conscience que je suis un triste sire... Rien ne pourra me relever, au moins à tes yeux...

— Mais si : la guerre... Tu auras une bonne tête en militaire!...

Camille eut un peu honte des paroles d'Hélène, mais il imita la discrétion du docteur. Il affirma seulement :

— La guerre, tu sais, au fond, sincèrement, je n'y crois pas.

— A la bonne heure. Ce Bureau de malheur ne sait ce qu'il dit. Tiens, va donc chercher un journal du soir, un sérieux...

— C'est une idée.

Mais les journaux du soir, comme ceux du matin, avaient à offrir à leurs lecteurs une pâture bien plus alléchante que des « bruits de guerre. » Un grand procès encombrait leurs colonnes jusqu'à la « dernière heure. » Pourquoi les Joubert eussent-ils été plus raisonnables que *le Temps* lui-même, plus sensés que la plupart des Parisiens de ces dernières journées de juillet 1914?

Hélène triomphait, et Camille, qui avait toutes sortes de mauvaises raisons de se laisser endormir, recueillait avec délice les échos de l'énervement loquace de sa femme. Il ne cherchait plus à s'analyser lui-même; il s'appliquait à suivre sa femme jusque dans ses imaginations les plus saugrenues. Il pensait ainsi se rapprocher d'elle...

Cependant, lorsque Camille se retrouvait seul, il se sentait

tout secoué d'un grand mécontentement. Sans aucun doute, il s'égarait : il avait quitté la belle route unie et droite où l'avaient conduit, par la main, Rigal, Manin et Bureau, pour un sentier où il se croyait dans une sorte de sécurité parce qu'Hélène l'y accompagnait. Mais où allaient-ils? Et Camille, avec la sincérité acquise depuis que les réalités brutales de la vie lui avaient ouvert les yeux, aperçut le sentier dévalant vers une solitude hargneuse où Hélène ne manquerait pas de lui adresser de nouveaux reproches, bien mérités, puisqu'il avait pleine conscience, cette fois, de sa nouvelle lâcheté.

Mais il est des momens où nous ne connaissons notre devoir, dirait-on, que pour le mieux éviter, où nous nous disculpons par la grâce de cette lumière. Nous nous croyons moins coupable parce que nous avons conscience de notre faute, parce qu'elle nous fait horreur et parce que nous en souffrons.

Et Camille appelait de tous ses vœux inquiets et poltrons l'incident grâce auquel tout rentre, de soi-même, dans l'ordre. L'incident se fit attendre. Camille accusait le sort de se faire complice de sa mollesse. Encore une fois, il se sentait incapable d'agir seul...

Un après-midi, les cloches de Saint-Louis-en-l'Ile, de Saint-Paul et le gros bourdon de Notre-Dame se mirent presque en même temps à tinter d'une façon étrange, inusitée. Hélène et Camille, d'un même mouvement, coururent à une fenêtre qu'ils ouvrirent, et les glas se firent plus violens, plus autoritaires. Hélène se précipita vers la porte de l'antichambre. Un locataire montait l'escalier :

— Qu'est-ce que c'est? lui cria Hélène. Il y a le feu?

— Oui, madame, à la France. C'est le tocsin... La guerre est déclarée!...

Camille et Hélène se regardèrent, puis fermèrent doucement la porte. Quelque chose de formidable planait au-dessus de leur tête, et ils se rendaient compte qu'aucun mot ne pouvait exprimer leur angoisse. Ils se turent pour écouter les derniers tintemens des cloches de Paris, des cloches de France.

Le troisième matin, Camille n'y tint plus. Il s'habilla fiévreusement en homme que soulève une bourrasque de volonté, et, sans éveiller sa femme, il partit d'un pas gaillard vers la rue de Varennes.

« M. le docteur a quitté Paris samedi. Il nous avait dit qu'il passerait aujourd'hui à l'appartement, mais nous ne l'avons pas encore vu. Mais voici un auto. C'est peut-être lui! oui! Vous en avez une chance!... »

Camille ne reconnut pas d'abord le docteur Bureau en cet homme mince, d'aspect si jeune, qui arrivait képi en tête, un képi à quatre galons d'or. Il avait, au côté, une épée qui paraissait le suivre à regret et qu'il flattait de la main pour calmer les soubresauts dont elle était secouée.

Le docteur fit à Camille un rapide signe, puis, à regret, s'arrêta pour lui serrer la main :

— Excusez-moi. Je n'ai pas une minute à vous donner...

— Un dernier conseil, docteur, je vous en prie.

— L'heure des conseils est passée. Plus de paroles : nos députés eux-mêmes ont donné l'exemple. C'est en soi qu'il faut chercher, qu'il faut trouver. Adieu, mon petit, je ne m'appartiens plus!

Et le docteur, épée sonnante, s'élança vers son appartement.

Camille, penché comme au temps de ses plus mauvais jours, prit, d'instinct, le chemin qui mène aux Ternes. A pied, on réfléchit mieux.

— M. Rigal? lui dit le concierge de l'atelier. Ah! il y a beau temps qu'il est parti. Il est garde-voie, à ce qu'il paraît, dans l'Aisne, du côté de la frontière. Moi je pars, mercredi, pour rejoindre mon dépôt, à Mayenne... Ma femme se fait du mauvais sang, mais faudra bien qu'elle s'habitue, elle aussi bien que toutes les autres... Ah! il va y avoir de l'ouvrage...

Des Ternes à Vaugirard, il y a un beau ruban de trottoir. Camille eut vite fait d'en atteindre le bout.

Le vieux maître n'était pas seul. Toutes sortes de voix jeunes se mêlaient à sa voix claironnante. Camille faillit rebrousser chemin. La curiosité l'emporta sur l'irritation et il entra, tout de go, sans frapper. Quel spectacle! Les toiles, entassées aux angles de la pièce, laissaient un large espace libre occupé par un grand tapis sur lequel dix ou douze bambins étaient assis à la turque.

Camille, suffoqué, ne trouvait rien à dire. Manin alors expliqua :

— Mon pauvre Camille, j'ai soixante-sept ans, je ne suis plus bon à rien, qu'à garder les mioches. Tout ça, c'est les gosses de

mon impasse. Les pères sont partis lundi matin, à la première heure. Leurs pauvres femmes sont désemparées. Alors voilà, j'ai proposé de les garder tous les après-midi. Je leur ferai dessiner des canons et je leur raconterai la guerre de soixante-dix et pourquoi nous serons vainqueurs. Et sais-tu pourquoi nous serons vainqueurs, toi, Camille Joubert? Ils vont te le dire. Alain, dis au monsieur pourquoi...

Le gamin prit le ton scandé de la parfaite récitation :

— Parce que tous les Français vont aller se battre. Tous! excepté le papa Manin, qui est trop vieux.

— Voilà! conclut le bon peintre.

Camille passa une heure à écouter le vieil impressionniste, puis il partit au hasard des rues. Où qu'il portât les yeux, il en retirait l'impression que tout le monde savait son devoir et que lui seul errait comme un misérable.

Tout à coup, il ralentit son long pas et aborda un gardien de la paix qui marchait devant lui :

— Pardon, agent, pourriez-vous me donner un renseignement?

— Je suis un peu là pour ça, vous savez, monsieur.

— Vous avez été soldat?

— Parfaitement Sous-off même. Et j'espère bien le redevenir d'ici peu.

— Ah! Alors vous devez être au courant. Je suis réformé. Est-ce difficile de s'engager?

— Oh! rien de plus simple. Vous allez au bureau de recrutement et... Mais, minute, en ce moment, c'est la mobilisation... Ça va durer vingt et un jours... Après, on vous écoutera...

— Vingt et un jours... C'est joliment loin..

— Bah! Vous rattraperez le temps perdu.

Et, sans ajouter rien de plus, l'agent tendit la main à Camille, une large main pour une fraternelle étreinte.

IX. — LA VICTOIRE

Grande animation dans le réfectoire des infirmiers. Un aide, avec fracas, enlève le modeste couvert. Les cuillers et les fourchettes d'étain font sonner les plats de zinc. Tirés brusquement, les bancs de bois tressautent et gémissent sur le ciment. On casse du bois sec pour allumer le gros Godin de fonte qui, réveillé en

sursaut, résiste, fume, empeste. On aligne les registres du bureau sur la toile cirée vite débarrassée des miettes et des macules de vin trop rouge. Le gaz, dans les manchons, ronronne. Six heures à peine, et c'est la nuit noire. Les hommes qui entrent secouent leur pèlerine. Il pleut dans l'air glacial.

— Pauvres types! Quel temps pour débarquer!

— N'aie pas peur, ils s'habitueront plus vite à leur lit qu'aux tranchées!

Au beuglement d'un auto, chacun se précipite à son poste. « Les voici! »

Les bras passés sur les épaules de deux infirmiers en veste blanche, un soldat surgit vêtu de l'uniforme vert des chasseurs, le béret enfoncé, ses deux pieds et le bas des jambes enveloppés de linge. Il aurait dû se faire porter, il tenait à marcher, à faire une entrée convenable.

Puis ce fut le tour d'un zouave. La chéchia rouge crânement rejetée en arrière et un peu sur l'oreille, le bras gauche en écharpe, la courte pèlerine raidie par la boue séchée, le zouave, un sous-officier, s'avança d'un bon pas. D'un rapide regard, il prit contact avec tous ces gens assemblés, s'arrêta pour saluer et s'assit à son rang. Il ne portait qu'une toute petite moustache brune, mais le visage était à ce point noirci, hâlé, qu'on n'eût pu lui donner d'âge.

Un troupeau de blessés étranges piétina : deux, quatre, dix, douze tirailleurs algériens se pressaient, plus ou moins éclopés, et que la vue du poêle fit sourire. Ils ne virent tous que le poêle et, sans façon, se rangèrent autour. Presque tous étaient Arabes, avec de belles têtes allongées et des barbes fines. Le dernier, boitant, était un nègre du noir le plus luisant, et, malgré la douleur que lui causait sa cuisse déchirée, il montra ses dents étincelantes.

Les officiers, les infirmiers, les dames de la Croix Rouge, l'institutrice accourue, — elle avait bien le droit d'assister à cette invasion exotique de son école transformée en hôpital, — tout le monde semblait heureux. L'hôpital n'avait pas encore reçu de soldats d'Afrique, — et voici qu'il en arrivait douze d'un coup. Le sourire épanoui du brave Soudanais anima tous les visages...

Le sergent de zouaves haussa un peu les épaules. Il les connaissait, les « sidis, » il y avait bel âge qu'il s'était fait sur eux une opinion raisonnable. En deux ou trois mots arabes pronon-

cés avec autorité, il fit asseoir sur les bancs tous ces grelottans. Aussitôt, tassés les uns contre les autres, on eût dit des écoliers craintifs sous la férule du maître. Les lueurs du gaz rajeunissaient pour un instant les beaux uniformes et les galons de couleur. Les petites médailles de plomb, elles-mêmes, attachées à un bouton luisaient, comme si elles avaient été de métal rare. Elles étaient comme un signe mystérieux de bravoure.

A un appel, le rang des curieux et des curieuses s'ouvrit. On apportait un homme couché. Les Arabes eux-mêmes s'écartèrent et, doucement, tout près de la table des officiers, le brancard fut déposé à terre. Le major se leva :

— Malade, mon ami?

— Non, monsieur le major, blessé. Une balle m'a brisé la jambe droite, et un éclat d'obus m'a endommagé l'épaule.

— Bravo. Je vous prends dans mon service.

Le blessé remercia d'un signe de tête. Comme il faisait un effort pour se tourner et mieux voir celui qui lui parlait, tout son pauvre visage pâlit, puis rougit, mais aucun cri ne sortit des lèvres serrées. Ainsi étendu, il paraissait immense; ses pieds enveloppés d'une couverture grise dépassaient l'extrémité du brancard. Tout un côté de sa capote déchiré, troué, taché de boue et de sang pendait, la manche avait été coupée, les boutons arrachés. Son képi à housse bleue de fantassin cachait son front, et son visage disparaissait dans un collier de barbe blonde poussée au hasard. Ses yeux bleus animaient seul tout son visage souillé, terni.

L'interrogatoire continua. L'officier, à son tour, parlait :

— Votre nom, mon gros?

— Joubert, Camille.

— Quelle classe?

— Engagé volontaire.

— Vous n'aviez jamais servi?

— Non, mon lieutenant; j'avais été réformé.

— Ah! ah!... Quel recrutement?

— Paris.

— Votre âge?

— Trente-deux ans.

— Deuxième classe?

— Comment, mon lieutenant?

— Simple soldat, n'est-ce pas?

— J'ai été fait caporal, il y a une quinzaine. Mais je n'ai pas cousu mes galons, vous pensez bien... Dans les tranchées, d'ailleurs, tout le monde a le même grade.

— Je vous remercie, mon gros. Allez vous reposer. Vous pouvez l'emmener. Deuxième division, salle 5...

Deux infirmiers de la division s'approchèrent et, d'un élan bien réglé, soulevèrent le brancard. Lorsque Camille Joubert passa devant les tirailleurs, le nègre secoua la tête et dit :

— Toi, poilu. Li moi barbier. Demain raser toi.

Et de peur de n'être pas bien compris, il fit le geste de Figaro en l'accompagnant d'un gros rire de la gorge.

Pendant sa promenade à travers les salles, rien n'échappa au regard curieux de Camille. Le calot sur l'oreille, un peu voûté, l'œil malin, un caporal marchait devant les porteurs. Sur leur lit, les blessés se dressaient pour voir le nouveau :

— Bonsoir, mon vieux. On se bat donc encore par là-bas? Ici, tu sais, on n'entend plus le canon, ça change!...

D'autres groupes, engagés dans de fiévreuses parties de manille, ne se dérangeaient pas. Quelques hommes penchés sur une table écrivaient des lettres. A cheval sur sa couchette, un alpin confectionnait un filet à provisions. Une partie d'échecs passionnait deux territoriaux à bonnets de coton.

Lorsqu'il parvint salle 5, un phonographe se mit à jouer une bruyante *Marseillaise*.

Le caporal fit signe aux porteurs :

« Mettez-le là. Lit 64... C'est de quand vos pansemens?

— D'hier matin. Mais il est tard. Je peux attendre à demain.

— Non, mon garçon. Sens contraire, dit le caporal en donnant une tape à son calot. Ici, on fait l'ouvrage tout de suite ; n'est-ce pas, monsieur l'abbé?

L'infirmier interpellé sourit, approuva de la tête, tout en aidant Camille à retirer son uniforme en lambeaux.

— Vous ne souffrez pas trop?

— Heu!... non, pas trop.

Quand les vêtemens furent en tas au pied du lit, une dame s'approcha avec une cuvette d'eau chaude et une savonnette :

— Voulez-vous que je vous lave les mains, monsieur?

— Me laver les mains! Ah! madame! c'est la plus belle parole que j'aie entendue depuis huit jours. Me laver les mains!

— Et vous débarbouiller!

— Et me débarbouiller!

Camille répétait ces mots enchanteurs avec un tel accent de convoitise qu'il n'eut pas besoin de s'expliquer davantage. Il allait enfin sortir de la crasse, glorieuse certes, mais gênante, qui le recouvrait depuis tant de semaines. Il allait pouvoir détendre les muscles ankylosés de son visage, il allait pouvoir rire et grimacer. Il allait pouvoir quitter ses gants de boue, retrouver ses mains, ses mains tailladées par le froid, griffées par les ronces, brûlées par la poudre, ses mains qui servirent si longtemps, longues, souples, fines, à porter son monocle à son œil... Où était le temps de la manucure!... C'est égal, il serait heureux de les revoir lavées, simplement, lavées! Et il offrit sa main droite aux soins de l'infirmière amusée par les naïves exclamations de son nouveau blessé.

Vingt minutes plus tard, rapporté de la salle de pansement, tout enveloppé de linge neuf, revêtu d'une chemise fraîche, le visage lavé, la tête enfoncée dans un oreiller, Camille Joubert sentait sourdre en lui une prière de reconnaissance. Il n'eut pas le temps de penser davantage. On lui apportait une assiettée de bouillon fumant. Une fillette accourait :

— Je vais vous faire manger!

— Mais, mademoiselle, j'ai une main.

— Ça n'est pas assez pour manger la soupe. Et puis cela me fera plaisir. Vous voulez bien me faire plaisir?... Papa est là-bas, du côté d'Ypres, alors, vous comprenez...

Si Camille comprenait! Il comprenait si bien que des larmes lui vinrent aux yeux, des larmes d'énervement, de joie, de reconnaissance, de lassitude, de bien-être, il ne savait pas au juste de quoi, mais des larmes. Un nom, alors, vint à ses lèvres : « Gisèle! » qu'il eût voulu pouvoir prononcer tout haut : « Gisèle! Ma petite Gisèle! » La main de l'homme trembla; elle trembla aussi... la petite main potelée d'enfant donnant la becquée à ce grand garçon aux cheveux hirsutes, qui ne faisait rien pour retenir les grosses larmes qui descendaient à travers sa barbe folle...

— Mademoiselle, voulez-vous me faire plaisir, à votre tour?

— Oh! oui.

— Eh bien je vais vous dicter une dépêche. Il suffit qu'elle parte demain matin... « Madame Joubert, hôpital temporaire 112, Paris. Suis blessé. Sois sans inquiétude. Viens si possible. Camille. Hôpital Saint-Martial. Châteauroux. »

Les dames avaient quitté la salle. Les conversations s'espacèrent. On mit le gaz en veilleuse. Un homme ronfla. Un Arabe, enfoui sous ses couvertures, se plaignait doucement, comme geint une bête malade. Camille ferma les yeux. Il sentit davantage l'âpre brûlure de son épaule ; sa jambe aussi le torturait. Sans doute il n'allait pas pouvoir dormir. Dormir ? et pourquoi donc ? Il aurait tout le temps de dormir les autres nuits ; cette nuit-ci vraiment, il avait mieux à faire. Il lui fallait d'abord mettre un peu d'ordre dans ses idées. N'avait-il pas enfin un lit... pour y réfléchir ? Un lit, il avait un lit ! et il songea à ses lits d'autrefois, à son grand lit de cuivre de la rue de Courcelles, lit but de l'existence, lit d'inutile qui ne sait que dormir, puis à son lit de pitchpin dans la petite alcôve du quai Bourbon, les premières semaines, lit-refuge, lit-remède à tous les maux d'ici-bas... Qu'ils étaient loin ces lits stupides, ces lits-tombeaux ! Depuis, il avait appris à dormir vite, à dormir juste le temps nécessaire, à sauter du lit avec joie pour vivre ! Il avait appris aussi à dormir sur la paille, une bûche en guise de traversin. Il avait appris à dormir dans la boue ! Mais aujourd'hui qu'il avait retrouvé un vrai lit, — oh ! pas bien large, — mais un lit avec des draps, il ne voulait pas dormir. Il avait besoin de s'interroger, de se demander où en était le drame de sa vie qui, depuis trois mois, se confondait avec la grande tragédie française. Il s'était battu, bien battu. Il n'était pas trop mécontent de lui. Mais il y avait autre chose : un grand bonheur chantait autour de son lit de blessé...

Avant que la fillette se fût éloignée, il lui avait demandé de déposer à son côté, sous le traversin, le portefeuille bourré, ficelé, risible, qu'on avait retiré de sa capote et mis sur la planchette, au-dessus de sa tête. Et maintenant, dans la nuit, bercé par le sommeil des autres soldats, il maniait son trésor, le paquet des lettres d'Hélène.

Il en savait des passages par cœur :

« Tout ce que je fais, il me semble que c'est pour toi, comme si tu étais blessé et qu'on t'eût confié à notre hôpital. Je me donne tout le jour sans compter. Ce n'est ni celui-ci, ni cet autre que je panse, que je dorlote, que je console, que je distrais, c'est toi, toi seul. Mais me crois-tu ?... » « Ah ! que je voudrais être telle que tu désires que je sois, telle que tu t'imaginais que j'allais devenir, tout de suite, à ton exemple !... »

« Mon petit Camille, je crois en toi et, je le sais maintenant, tout est là. Je crois en toi, non seulement dans le présent, parce que tu es brave, et dans l'avenir, qui nous réunira, mais, je crois en toi dans le passé. Je me figure ce qu'eût été notre vie si, comme toi, je m'étais mise courageusement à la grande besogne de nettoyage, comme tu m'as dit un jour. Et d'abord, je ne serais pas partie. Nous aurions été bâtir notre nid dans un faubourg, et Gisèle aurait gazouillé pour nous deux. C'est elle qui nous eût enseigné l'art d'être heureux simplement. Ses paroles me reviennent que tu m'as rapportées : « Je m'amuse « bien mieux dans le petit jardin des tatas que dans le beau parc « Monceau. » Je me suis obstinée à vouloir jouer dans le parc Monceau, sorte de Paradis Terrestre d'où je me figurais que toi seul avais été chassé. Et pendant que je me distrayais, on me tuait Gisèle. Comme j'ai été punie, Camille! Si je n'étais pas partie, Gisèle ne serait pas morte! Et comme j'ai été injuste envers toi, qui aimais si tendrement et avec tant d'indulgence la misérable que j'étais devenue!... J'implore encore le pardon que tu m'as depuis longtemps accordé. Je l'implore de toi, et je me le refuse. Je me méprise encore trop pour le mériter... »

Les plus anciennes lui revenaient à la mémoire, et il s'en amusait :

« Vrai, mon cher Camille, tu es parti trop tôt. Quelle belle scène tu as manquée. Je t'ai raconté avec quelle hâte fébrile, quel délirant patriotisme, notre « mère » avait organisé « son » hôpital. L' « hôpital des Joubert, » s'il vous plaît! Vingt lits dans l'atelier, quinze dans la salle de théâtre; six dans le salon, autant dans la salle à manger. Concours assuré de deux sommités médicales et d'une chirurgicale. Opulente lingerie. Pharmacie somptueuse, salle d'opérations où le cristal rivalisait avec le nickel dans la grande lumière purifiée par les blanches draperies... Mais le triomphe était les chambres de malades. Chaque lit séparé du voisin par un paravent immaculé. « Le blessé chez lui! » Près du lit, une table, un fauteuil et une chaise pour le visiteur. Sur la table, des fleurs, des livres à images, des revues, du papier à lettres et un petit cadre vide destiné à recevoir « le portrait de la personne aimée! » Il fallait voir Madame sous son uniforme de gala, le front ceint de la cornette moscovite. Que nous sommes peu de chose, pauvres aspirantes, pauvres soupirantes vouées au bleu jusqu'à

la fin des hostilités, à côté de Madame l'infirmière major!... L'hôpital va ouvrir, l'hôpital est ouvert! La cuisine avait déjà allumé ses fourneaux. A la pharmacie, deux cents litres d'eau bouillie attendaient dans de grands tonnelets de verre. Hier, quelques bruits fâcheux couraient. Le gouvernement s'apprêtait à quitter la capitale. Ce matin, la rue Lalo était en rumeur, trois autos et des camions à pétrole stationnaient devant l'hôtel. Je me fraye difficilement un passage. Enfin Mme Jean Joubert m'apparaît sur un piédestal de valises, de malles et de cartons : « Vous fuyez, madame? — Non, mon enfant, je transfère mon hôpital à Biarritz! » C'était beau. Un Forain. Hélas! J'éclatai de rire, ce qui me manqua pas d'offusquer la grande ambulancière : « Libre à vous, Hélène, d'attendre ici la ruée des barbares. » Alors, ma foi, j'ai répondu : « Mais certainement, madame. Je suis bien décidée à ne pas quitter Paris. Il y aura plus à faire ici que dans le Midi. » Qu'est-ce que tu aurais dit à ma place? Qu'est-ce que tu aurais fait? Seulement me voici sur le pavé! Bah! je trouverai bien un hôpital de bonne volonté!... »

Puis il pensa aux petites lettres plus intimes, plus émues, plus aimantes :

« Mon chéri, prends bien soin de toi. Je veux que tu reviennes. Tu reviendras, c'est promis. »

« Tes lettres, tes chères petites lettres au crayon, si tu savais comme je les aime!... »

Camille, au matin seulement, s'assoupit, un sourire sur ses lèvres brûlantes, emmenant dans ses rêves Hélène reconquise.

Cette dernière insomnie, après toutes ses précédentes fatigues, et s'ajoutant aux lavages et aux pansemens de ses plaies, lui procura une mauvaise journée et fit qu'il jugea toutes choses et les gens au rebours de la veille. Il se découvrit des voisins trop gais, trop bruyans; les dames infirmières étaient trop prévenantes, trop bavardes; son lit était dur, les draps trop courts. Hélène elle-même prit une figure revêche. Elle avait montré trop peu de cœur jusqu'à présent pour être devenue tout à coup parfaite. Cette passion qu'elle affichait pour « ses blessés » était-elle bien sincère? Est-ce que cela durerait? N'était-ce pas une sorte de jeu, de tragique distraction? La guerre finie, ne redeviendrait-elle pas la même Hélène froide et moqueuse du voyage en Argentine et du quai Bourbon?

Il avait la fièvre, qui déforme tout. D'autres passages des lettres d'Hélène lui revinrent à la mémoire : « Cette guerre me rend meilleure; il y a des instans où je la bénis. » Quelle folie égoïste! se disait Camille. « Figure-toi que celui-là il a fallu l'endormir. Il n'avait cependant qu'une balle dans le bras! Quelle poule mouillée! » Poule mouillée, répétait Camille, quelle dureté! ne devrait-elle pas plaindre chaque blessé avec une égale tendresse? Non, non, elle n'avait point changé et elle allait apparaître toute pareille, toute pareille... Et lui-même, son ardeur de bataille une fois tombée, ne redeviendrait-il pas le déplorable Camille de toujours?...

L'après-midi, il sommeilla. A son réveil, on lui remit la réponse à son télégramme : « Blessés nouveaux. Suis seule : impossible partir. Courage. A dimanche grand bonheur de te revoir. Longue lettre suit. Ton Hélène. » Avec sa main libre, il referma péniblement le papier bleu pour occuper ses doigts et son esprit. Il ne voulait pas juger la résolution de sa femme. En somme, Hélène n'était pas libre ; elle devait rester à son poste... C'est à peine si un mauvais sourire se dessina sur son visage. Il ferma les yeux. Il eut conscience qu'avec un peu de repos, il retrouverait l'équilibre...

Le lendemain, en effet, il était tout rasséréné. Il regarda mieux autour de lui ; une joie enfantine lui brouilla les yeux. C'était bien lui qui était là, au chaud, au calme ; le même Camille Joubert qui avait vécu trois mois sous la rafale de fer, qui avait vu tomber tant de ses compagnons, qui avait souffert l'héroïque et meurtrière retraite de Charleroi vers la Marne, qui s'était battu à Fère-Champenoise, à Vailly, à Bapaume, qui avait, trente jours, habité les tranchées, qui, avec vingt hommes, avait repris un moulin, fait quinze prisonniers, délivré une ambulance, le même Camille Joubert qui, la jambe cassée, était resté dix-huit heures dans un trou d'obus, qu'on avait enfin découvert et transporté dans une église dont le toit croulait un quart d'heure plus tard sous le poids d'une « marmite » dont les éclats lui labouraient l'épaule, le même Joubert, ardent, confiant, féroce, entraîneur d'hommes et tueur de Boches !...

La guerre, c'est la rénovation. Comme son frère de tous les temps, le soldat d'aujourd'hui peut être un héros ; il ne peut pas ne pas rester un homme. Mais quel homme! Que sa vie d'hier lui paraît grise et mesquine ! Elle se déroule tout entière devant

ses regards droits, avec ses petitesses, ses inconséquences, ses méchancetés inutiles, son hideux prosaïsme. En temps de paix, l'homme est aveugle. Sous la rafale des obus, des balles et de la mitraille, éclaboussé de sang, son fusil dans ses doigts crispés, il voit. Il voit qu'au-dessus de son champ de pommes de terre, de sa boutique, de son bureau, de ses dîners fins, de ses plaisirs, de ses spéculations, il y a les autres hommes, les maisons pleines de femmes et d'enfans, il y a le pays. Et au-dessus du pays, il y a la grande idée de justice. Tous n'y pensent pas avec une égale précision, mais tous y pensent, jusqu'à ceux qui s'en défendent publiquement. La guerre, en faisant crouler les plus humbles masures, les palais et jusqu'aux maisons de Dieu, enseigne aux hommes que la terre n'est qu'une halte, — une tranchée où l'on résiste quelques jours...

Pourquoi Hélène seule n'eût-elle pas été touchée par la grâce tragique de la guerre? Elle n'a pas dû tant réfléchir. Brusquement, elle est allée à son devoir, comme si elle n'attendait que cet appel angoissé du destin!...

Camille ne savait plus s'il devait se réjouir de la venue d'Hélène ou redouter cette entrevue. Il demanda une glace et se trouva si laid dans sa longue barbe jaune qu'il réclama le barbier qui s'était si gentiment offert. « Blanchette » (car il avait été baptisé tout de suite) arriva en boitillant, revêtu d'un caleçon à raies roses, avec, aux pieds, des pantoufles vertes, et sur la tête une petite calotte de perles de couleurs. La face luisait. Ses yeux pétillaient. Il aiguisa sur son biceps noir le fil du rasoir. Puis, embarrassé de la mousse, il fit sauter une de ses pantoufles et, d'un geste naturel, le plus gravement du monde, il essuya le rasoir sur son pied nu.

En dix minutes, Camille fut transfiguré. Sa moustache allongée et soyeuse allait bien à son visage amaigri où la fatigue des cent jours de campagne avait creusé de superbes sillons. Le menton, dégagé de sa broussaille, apparut plus jeune.

— Qu'est-ce que je te dois?

Le nègre pouffa de rire et tendit sa large main :

— Toi content? Moi content! Si souffit.

Puis, tout bas, il ajouta:

— Tou donneras on cigare!

*
* *

Hélène traversa les salles sans rien voir ni personne. Sa vaillance nerveuse était partie. Après le télégramme si laconique, elle n'avait pas reçu de lettre. Le long voyage en wagon avait, peu à peu, fait tomber sa confiance et elle arrivait tout angoissée. Elle aurait dû venir plus tôt, plus vite. Pourquoi l'avait-on retenue ? Ne se devait-elle pas à son mari plus qu'à tout autre blessé ? A un moment, elle n'y tint plus ; elle se tourna vers le caporal planton qui la guidait :

— Est-ce grave ? Souffre-t-il ? A-t-il encore de la fièvre ?

Camille avait été averti et tenait les yeux fixés sur la porte. Il y avait trois mois, presque jour pour jour, qu'il n'avait revu Hélène. De cette visite, allait dépendre sa vie. Peut-être n'y songeait-il pas? En quelques jours d'existence commune, les blessés se font une âme enfantine qui les met comme en marge de la guerre, en un lieu privilégié, et leur enlève tout souci... Camille s'efforçait de faire bonne contenance, à demi soulevé par deux oreillers, l'épaule malade dissimulée sous une veste drapée négligemment. Seul le pied du lit le choquait à cause du renflement des couvertures par-dessus le dôme de fil de fer protégeant la jambe dans sa gouttière.

Enfin Hélène apparut toute blonde, dans sa toilette sombre. Camille redevint lui-même, et leurs yeux, de loin, se donnèrent le baiser qui ne trompe pas ceux qui s'aiment vraiment.

Elle hâta le pas. On les regardait. Camille n'osa même pas lever son bras valide.

— Mon chéri, mon chéri, dit Hélène.

Ils s'embrassèrent vite, de peur de paraître ridicules.

— Te soigne-t-on bien ? Tu as un très bon visage, tu sais ? J'arrive à l'instant. J'ai voulu que tu saches tout de suite que j'étais ici. Mais je ne reste qu'un instant... Il ne faut pas que je te fatigue. On me gronderait...

Hélène avait beau, par des paroles précipitées, cacher son émoi, Camille ne pouvait s'y tromper.

— Hélène, assieds-toi. J'ai besoin d'entendre ta voix, j'ai besoin de ta main, j'ai besoin de tes yeux...

— Chut, chut ! ne remue pas, ne t'anime pas trop.

Hélène considérait Camille et elle vit, d'un seul regard, les Camille qu'elle avait connus : celui qu'elle avait épousé, un

Camille bon garçon, sans énergie, presque inexistant; le Camille inutile, à la merci du premier rastaquouère, le lamentable « Sans-mon-auto; » le Camille désemparé de la débâcle... Et puis elle vit un autre Camille, celui-là même qui était devant elle, pâle, amaigri, blessé, cloué à son lit, mais si merveilleusement vivant. C'est par celui-là qu'elle était aimée; c'est celui-là qu'elle aimait!

— Hélène...

— Camille...

Ils ne prononcèrent pas le mot qu'ils avaient aux lèvres, ni ne le murmurèrent. Il alla de l'un à l'autre cœur, dans un battement à l'unisson. Ils étaient là, silencieux, comme deux voyageurs qui ont fait ensemble une longue route malaisée en pleine nuit et pour qui, tout à coup, le soleil se lève.

Lorsque l'éblouissement du premier choc se fut évanoui, se fut répandu en eux comme une chaleur heureuse, Hélène tira de son manchon des friandises.

— Les malades sont gourmands, je le sais.

Puis une petite trousse de toilette :

— Tu me gâtes, dit Camille, comme une maman son petit enfant!...

A ce mot, Hélène et Camille arrêtèrent les gestes ébauchés. Une mignonne silhouette blonde apparut entre eux. Hélène posa sa main sur celle de Camille : ils avaient tous deux des larmes dans la gorge.

Hélène enfin put parler :

— Te souviens-tu de ses deux poupées de Noisy? Son petit soldat, c'était toi, déjà! Elle t'a vu, en soldat, avant nous tous...

— Elle savait tant de choses que nous avions oubliées...

— Gisèle, petite Gisèle, continue, d'où tu es, à nous conseiller, à nous protéger...

Hélène, dans son grand manchon, maniait un objet qu'elle n'osait sortir :

— Je t'ai encore apporté autre chose... Peut-être as-tu perdu?...

Elle montra un minuscule volume à reliure souple. Camille devina et fut tout remué de reconnaissance :

— Je l'ai toujours. Il ne m'a pas quitté. Mais j'accepte le tien. Je te donnerai le mien. Il ne m'a pas quitté, quoique je le sache par cœur. Il est avec tes lettres. J'allais de lui à toi. Il me

disait d'espérer et tu me répondais que j'étais exaucé : que nous aurions nos jours de bonheur!...

— Oh! oui, mon ami, mais par delà quelles horreurs!

— Tu penses aux horreurs de cette guerre de bandits. Je pense à mes défauts de jadis. Ah! comme je les abhorre! Cette parole me revient : « Vos yeux m'ont vu lorsque j'étais encore informe. » Hélène, je t'en demande pardon! Car toi aussi, tu m'as vu lorsque j'étais informe et j'en ai honte. « Mon âme est toute remplie d'angoisse à cause de l'état où je me trouvais! » Oh! Hélène, ma stupidité de jadis ne me fait plus rire. Je sens en moi un déluge de larmes qui voudrait sortir. Tu pleures, Hélène... Viens plus près de moi. Tu comprends tout, n'est-ce pas, maintenant?...

La nuit était venue, non pas une nuit sournoise, hostile, mais une pénombre bienveillante qui enveloppait toute la salle et jusqu'au moindre objet pour que deux âmes fussent mieux en présence.

— Parle-moi, parle-moi encore, Camille, dit Hélène dans un souffle.

Et Camille reprit, tout bas, mais ils étaient désormais si unis que les paroles de l'un et de l'autre semblaient venir de la même bouche, du même esprit :

— Dans la petite église où l'on m'avait mis à l'abri, ma jambe liée à la hâte, je trouvai près de moi dans la paille un vieux missel, tombé de quelque prie-Dieu. Pour endormir ma souffrance et pour apaiser l'émoi de mon cœur, j'avais besoin de lire des prières. J'ouvris à la page des Psaumes. Écoute. Je sais les mots. Apprends-les, Hélène, apprend-les... Écoute : « L'ennemi a poursuivi mon âme, il a humilié ma vie jusqu'à terre. Il m'a plongé dans des lieux obscurs, comme ceux qui sont morts depuis plusieurs siècles; et mon âme a été dans l'anxiété sur mon sort et mon cœur a été tout troublé au dedans de moi... Je me suis souvenu des jours anciens; j'ai médité sur toutes vos œuvres, je considérais les ouvrages de vos mains. Alors j'ai étendu mes mains vers vous : Seigneur, mon âme est en votre présence... *comme une terre sans eau!* » Comme une terre sans eau! Ces mots tout à coup apparurent à mes yeux, comme s'ils étaient écrits en lettres de feu. Comme une terre sans eau! Comprends-tu, Hélène, cela signifiait la sécheresse de mon âme.

— De notre âme, de *notre* âme!...

— Hélène, Hélène, tu as raison, de notre âme. Aurons-nous assez de larmes pour la mouiller, pour la pétrir, pour la féconder?

— Camille, aie confiance en moi. Je suis désormais toute avec toi, toute à toi. Tu as déjà tant souffert, et je ne t'ai pas consolé. Tu ne seras plus seul. Nous supporterons ensemble tout ce que le sort nous réserve...

La voix douce et ferme de la jeune femme retentissait dans l'âme étonnée de Camille comme un pas sonore dans une voûte sacrée.

— Oh! Hélène, Hélène, ma femme!

— La pluie suffit-elle pour qu'une terre stérile devienne féconde?

— Non, il faut que luise le soleil. Pour que le miracle de la douleur s'accomplisse, il faut que luise l'amour.

Alors, très bas, comme une première confidence, comme un aveu timide, Hélène murmura à l'oreille du blessé :

— Aimons-nous...

Camille ne sut pas contenir sa joie. Ce mot disait tout : le désert absurde du passé, les promesses innombrables de l'avenir. Il aurait voulu crier, mais il y a des paroles qui n'ont pas besoin d'éclat pour résonner jusqu'à l'infini.

— Mais nous nous aimons, nous nous aimons!

Puis, à mi-voix, comme s'il désirait prendre à témoin tous les autres blessés, comme s'il désirait englober dans son espoir toute la France :

— Les belles années que nous allons vivre!

JACQUES DES GACHONS.

SOUVENIRS DE BORDEAUX

1871-1914

IV[1]

Le mercredi 1er mars 1871, à midi et demi, les membres de l'Assemblée nationale, au nombre de 675, étaient réunis dans la grande salle du Théâtre Louis. Les tribunes avaient été envahies par une affluence énorme. On y apercevait une foule de dames élégantes, presque toutes vêtues de noir. Le questeur Baze, qui n'avait jamais été autant sollicité, se démenait avec une agitation comique et envoyait promener sur les Quinconces ceux dont le facies ne lui revenait pas. Tout le monde voulait assister à cette séance que l'on prévoyait orageuse et, quoique les tribunes, les galeries et le Paradis fussent pleins à se rompre, il arrivait à tout moment des flots de quémandeurs que les huissiers avaient peine à écarter. Les plus hardis avaient pénétré, malgré une consigne rigoureuse, jusque dans les coulisses et même dans les bas-côtés de la salle. Le chef des huissiers, pénétré de la gravité de ses fonctions et de leur importance, donnait des ordres sévères qui n'étaient qu'à moitié exécutés. Après le dépôt des pétitions protestant d'avance contre la cession de l'Alsace-Lorraine, dépôt opéré par Scheurer-Kestner, Floquet, Claude des Vosges et Émile Keller,

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre et du 15 décembre 1914.

la parole fut donnée à Victor Lefranc pour lire son rapport sur le projet des Préliminaires de paix. On savait déjà que ce rapport allait conclure à l'adoption du projet et une sorte de consternation, plus grande encore que celle de la veille, accablait tous les esprits. Au moment même où commençait la séance, la Garde nationale défilait sur les allées Tourny, musique en tête, et le bruit de ces instrumens qui jouaient je ne sais quel pas redoublé, parut fort insolite et ne fit qu'augmenter la tristesse générale. Quelques écrivains, au courant de l'histoire de Bordeaux, faisaient remarquer alors qu'il y avait une cruelle ironie des choses à voir démembrer la France du XIXe siècle, dans un monument consacré aux aimables loisirs de la France de Louis XV. Mais l'histoire réelle, l'histoire implacable se faisait à ce moment devant nous. J'en notais les incidens au vol, ne pensant pas que je serais amené un jour à écrire ces pages douloureuses.

Quæque ipse miserrima vidi.

Les ambassadeurs, les ministres étrangers encombraient la loge diplomatique; on se montrait lord Lyons et d'autres personnages qui étaient accourus à la séance, anxieux de savoir si la solution finale s'accomplirait en une seule journée. Les représentans s'étaient groupés un peu au hasard. On regardait le général Changarnier engoncé dans un grand caban doublé de soie rouge, la tête couverte d'une ample calotte, sombre et rêveur; Gambetta debout derrière un pilier de gauche au milieu des élus de l'Alsace; Louis Blanc, qui n'avait jamais semblé si minuscule; Victor Hugo, à la chevelure de neige, heureusement débarrassé de son képi phénoménal; Vacherot, à la tête fine et sarcastique; Keller, plus roide et plus émacié que jamais; Jean Brunet, un inconnu, à la figure d'apôtre; Emmanuel Arago, au profil bourbonien, Bamberger, à la face maigre et chafouine; Edgar Quinet, grave et solennel, qui les uns et les autres devaient prendre part à la discussion.

Victor Lefranc, d'une voix lente et posée, l'air attristé mais résolu, supplia l'Assemblée de voter les Préliminaires tels quels. Le patriotisme l'exigeait. « Il faut regarder, disait-il avec une conviction sincère, ce qui est soumis à votre conscience, en face, du haut et du fond de votre cœur. Vous souffrirez, mais vous verrez la vérité et vous irez droit à elle. » Sans doute,

l'Alsace tout entière et une grande partie de la Lorraine allaient nous être arrachées avec leur population ; mais tant de sacrifices ne devaient cependant pas nous rendre injustes envers les négociateurs qui avaient conjuré d'autres périls. Si Metz était menacé, Belfort nous était rendu. En écoutant ces paroles, l'Assemblée était houleuse comme une mer que bouleverse un vent orageux. J'entendis crier : « C'est une honte ! » et M. Thiers répondre avec vivacité : « Que celui qui parle de honte se lève ! — La honte, répliqua le comte de Maillé, est pour ceux qui nous ont amenés là ! — Et pour ceux, ajouta l'amiral Saisset, qui ne se sont pas battus ! » Victor Lefranc termina son discours en invitant ses collègues à ne pas s'abriter derrière une abstention qui, à son avis, n'était que la désertion du devoir et la peur de la responsabilité. Il y avait là quelque exagération, car des hommes tels que MM. Aubry, Buffet, Charrette, de Chaudordy, le général Deligny, Léonce de Lavergne, de Ravinel et quinze autres qui allaient s'abstenir, n'étaient, certes, ni des déserteurs ni des lâches. On a dit que M. Thiers avait engagé les princes à s'absenter de la séance pour s'abstenir plus facilement. Cela est faux. Leur non-validation a été la seule cause de leur abstention.

A Victor Lefranc succéda Edgar Quinet, qui ne fit que des phrases pompeuses où il dénonçait le droit nouveau allemand, qui unissait la haine féodale à la haine de race. Puis vint le docteur Bamberger, qui déchaîna, dès ses premiers mots, une véritable tempête. Il déclara qu'un seul homme devait signer cet odieux traité : « Cet homme, c'est Napoléon III, » et presque toute l'Assemblée l'applaudit frénétiquement.

Galloni d'Istria, Conti, Gavini, Haentjens, le comte Murat l'interrompirent aussitôt. Conti se précipita à la tribune et en écarta vivement Bamberger. Alors Jules Simon, Langlois, le duc de Marmier, Vitet, le marquis de Franclieu, Victor Hugo, Dufaure, Schœlcher, Bethmont, Target et beaucoup d'autres lui crièrent de descendre. Conti se cramponna à la tribune, malgré les efforts de quelques représentans qui l'en voulaient arracher. Il se carra ensuite dans le fond, prêt à repousser par la violence ceux qui le menaçaient. C'étaient des cris, des murmures, des protestations, des interruptions, des mouvemens désordonnés, et le président Grévy, sans s'émouvoir, laissait dire, laissait faire. Le bruit était immense. On n'entendait pas Conti qui

cherchait à défendre l'Empire et l'Empereur. « Assez! assez! lui criait-on; descendez! allez-vous-en! » Bamberger voulait remonter à côté de Conti. On l'applaudissait à tout rompre. Tout à coup, Victor Hugo écarta Bamberger et se dressa à côté de Conti. Schœlcher cria : « Voilà l'Empire et *les Châtimens* côte à côte! » Jules Grévy invitait Conti à se renfermer dans la question, mais le tapage continuait, puis soudain on entendit un certain nombre de voix pousser ce cri : « La déchéance! la déchéance! » Target voulut parler. On l'en dissuada. Le frénétique Langlois hurla: « Votons la déchéance des Bonaparte! — Oui, oui, » répondit-on de tous côtés, et un grand nombre de députés se levèrent en répétant : « La déchéance! la déchéance! » Le bruit devint alors si infernal que Jules Grévy se décida à mettre son grand chapeau et suspendit la séance.

On se répandit aussitôt dans les couloirs des loges pour se concerter dans les deux salons de la façade. Là, représentans et journalistes ne faisaient qu'une même cohue bourdonnante et frémissante. Le plus agité de tous était Target. Il allait de groupe en groupe, montrant un ordre du jour ainsi rédigé : « L'Assemblée nationale clôt l'incident et, dans les circonstances douloureuses que traverse la Patrie et en face de protestations et de réserves inattendues, confirme la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie déjà prononcée par le suffrage universel, et le déclare responsable de la ruine, de l'invasion et du démembrement de la France. » Target avait fait signer cet ordre du jour par M. Jules Buisson, le dessinateur caricaturiste de l'Assemblée, Bethmont, Charles Rolland, René Brice, E. Tallon, le duc de Marmier, Villain, Léon Say, Pradié, Ricard, Charles Alexandre, Cyprien Girerd, Lambert de Sainte-Croix, Laprade et Daniel Wilson. D'autre part, Henri Wallon, le célèbre historien, avait réuni, sur un ordre du jour un peu différent, les signatures de Jules Buisson, Charles Rolland, E. Tallon, Léon Say, Numa Baragnon, Victor de Laprade, Ch. Alexandre, Dupin, comte d'Osmoy, Ch. Rivet, Henri Viennet, comte de Brettes-Thurin, Farcy. Ce dernier ordre du jour, préparé depuis quelques jours en vue d'une manifestation attendue, était ainsi conçu : « L'Assemblée Nationale subit les désastreuses conséquences d'une situation léguée par l'Empire. Elle fait remonter à Napoléon III la responsabilité de la guerre, de l'invasion, de la ruine et du démembrement de la France.

En présence de l'impossibilité matérielle de continuer la lutte, elle cède à la force et ratifie le traité proposé par le chef du pouvoir exécutif et passe à l'ordre du jour. » Après une entente rapide dans le petit salon du premier étage qui fait l'angle de la rue Esprit-des-Lois, l'ordre du jour Target fut adopté par tous les signataires et, au bout d'une demi-heure, la séance recommença.

*
* *

Jules Grévy supplia alors l'Assemblée de ne plus se laisser distraire par des émotions, quelque légitimes qu'elles fussent, et de se pénétrer du sentiment de gravité et de calme douloureux nécessaires à cette délibération, puis il donna la parole à Target, qui proposa à ses collègues de voter, avant les Préliminaires, l'ordre du jour de déchéance cité plus haut. Target, pâle et fort ému, le lut dans un tonnerre d'applaudissemens. Toute l'Assemblée était debout, criant et approuvant par des cris et des gestes violens la motion que combattit vainement Gavini. Le député corse demandait l'appel au peuple et le marquis de La Rochejaquelein répondait que le peuple avait déjà, par les élections, donné son avis. Conti voulut discuter encore, mais M. Thiers monta à la tribune pour solliciter la clôture de l'incident. Il dit qu'il avait proposé une politique de conciliation et de paix et qu'il avait espéré que tout le monde comprendrait sa réserve et son silence à l'égard du passé, mais, quand ce passé se redressait tout à coup et semblait se jouer des malheurs qu'il avait amenés sur la France, il fallait une sanction immédiate. « Vous avez, dit-il, méconnu la vérité. Elle se dresse aujourd'hui devant vous, et c'est une punition du Ciel de vous voir ici obligés de subir le jugement de la nation, qui sera celui de la postérité. » Et sur sa proposition, faite avec une éloquence qui souleva les bravos enthousiastes de l'Assemblée, on vota par assis et levé l'ordre du jour Target. Sur six cent soixante-quatorze représentans qui siégeaient ce jour-là, six cents et quelques adoptèrent la motion et les autres s'abstinrent. Six seulement le repoussèrent, comme on le constata *de visu*.

On entendit ensuite la fin du discours de Bamberger qui voulut faire de l'histoire et n'intéressa plus personne, puis Victor Hugo se perdit en d'immenses phrases et nous montra le corps agonisant de la France assassinée, Paris cloué sur

la croix et saignant aux quatre membres, l'Allemagne baissant le front sous son lourd casque de horde esclave et la France droite et fière sous la couronne des peuples souverains. Il prédit le jour où la France reprendrait la Lorraine et l'Alsace, Trèves, Mayence, Cologne, Coblentz, et comme le fatras de sa parole fatiguait l'Assemblée, il se plaignit des violences dont il était l'objet, puis il finit ainsi : « On entendra alors la France crier : « C'est mon tour, Allemagne, me voilà! Suis-je ton ennemie? Non, je suis ta sœur. Je t'ai tout repris et je te rends tout à une condition, c'est que nous ne ferons plus qu'un seul peuple, qu'une seule famille, qu'une seule République... Ma vengeance, c'est la fraternité. Soyons la même République, soyons les États-Unis d'Europe, soyons la Fédération continentale, soyons la Liberté européenne! Et maintenant, serrons-nous la main, car nous nous sommes rendu service l'une à l'autre : tu m'as délivrée de mon empereur et je te délivre du tien (1)! » On applaudit sur quelques bancs, on sourit sur d'autres, et l'on considéra ce discours comme un hors-d'œuvre chimérique. Des irrévérens osèrent même dire : « C'est Jocrisse à Pathmos! » L'heure n'était guère propre à la proclamation d'une amitié future entre la France et l'Allemagne. Nul n'en voulait alors pas plus qu'aujourd'hui.

A ce discours, Tachard ne répondit qu'un mot. C'est que les Alsaciens-Lorrains repoussaient toute idée d'annexer un jour Mayence et Coblentz, attendu que cette politique de conquête, préconisée par l'Empire, avait été une des causes de leur triste sort. Le philosophe Vacherot fit un appel vibrant à l'union de tous et maudit le droit de conquête appliqué brutalement en pleine civilisation moderne, au XIXe siècle. Il combattit la politique qui permettait de disposer d'un peuple, comme on le ferait d'un troupeau, et il tint à déclarer que son intervention avait eu pour but de maintenir, dans l'opinion publique et dans le

(1) C'est à peu près ce que le grand poète écrivait dans *l'Année Terrible* (Décembre § IX), où il prédisait que l'Allemagne, ayant respiré l'air de nos penseurs, deviendrait la prisonnière auguste de l'Idée et chasserait son empereur :

Frères, vous nous rendrez notre flamme agrandie.
Nous sommes le flambeau, vous serez l'incendie!

Dans le même ouvrage, Victor Hugo, qui flétrissait si justement les crimes et la rapacité des Allemands, avait commencé par rendre à l'Allemagne un hommage qui semblerait aujourd'hui bien extraordinaire :

Longtemps, comme le chêne offrant ses bras au lierre,
Du vieux droit des vaincus tu fus la chevalière!

droit des gens, le principe par lequel les populations d'un territoire cédé devaient être consultées par un vote sur leur propre sort. Ce discours fut vivement applaudi. Mais après lui, Vacherot, Louis Blanc, Jean Brunet, Millière et Arago fatiguèrent l'Assemblée par des lieux communs ou par des redites.

Buffet vint lire alors, au nom de ses collègues des Vosges, une protestation contre toute annexion qui, à leurs yeux, ne pouvait créer aucun lien de droit pour l'avenir. Ces députés n'acceptaient pas la responsabilité de l'annexion ; cependant, ils étaient forcés de s'abstenir sans aller jusqu'au rejet des Préliminaires, car ils reconnaissaient loyalement l'impossibilité de soutenir la lutte. Keller fut d'un avis tout différent. Il le dit en termes ardens, en paroles vibrantes qui trouvèrent un écho dans cette malheureuse Assemblée forcée, la mort dans l'âme, de subir la loi des circonstances. « Nous voulons être Français, criait-il, et nous resterons Français, car il n'y a pas de puissance au monde qui puisse nous empêcher de le rester. » Si l'Assemblée se décidait à ratifier le traité, il en appellerait à Dieu le vengeur des justes causes ; il en appellerait à la postérité qui les jugerait les uns et les autres ; il en appellerait à l'épée des gens de cœur qui déchirerait ce détestable traité... Cet appel a enfin été entendu. Le cri d'Émile Keller s'est prolongé pendant quarante-quatre ans. Quelques jours peut-être et tous les Alsaciens-Lorrains pourront répéter ce qu'affirmait en 1871, à Bordeaux, avec tant d'émotion, leur noble représentant. Le général Joffre a eu raison de dire tout récemment aux Alsaciens accourus à Thann : « Vous êtes Français pour toujours ! » Sa parole a été pour l'Alsace, vouée encore à de rudes épreuves, une véritable consolation.

L'Assemblée était sous l'impression du discours de Keller, quand M. Thiers prit la parole pour défendre le projet. « Je me suis imposé, déclara-t-il aussitôt, une des plus cruelles douleurs de ma vie... » et, ce disant, il s'arrêta profondément ému. Son attendrissement sincère gagna tous ses collègues qui l'applaudirent avec une pitié touchante. Dans la salle, sur tous les bancs aussi bien que dans les tribunes, on ne voyait que des visages baignés de larmes... Ah ! quelle séance, quelle séance que celle-là ! Que Dieu nous épargne jamais le retour de telles tristesses, de tels déchiremens, de telles angoisses !... Comment avons-nous pu alors y survivre ?

« Si vous croyez pouvoir, dit M. Thiers, en reprenant son discours, obtenir de meilleures conditions, envoyez à Versailles d'autres négociateurs, vous me rendrez un grand service; vous me soulagerez d'un poids accablant!... Ne parlez pas d'honneur devant des gens qui en ont autant que vous, mais qui mettent cet honneur à ne pas risquer de perdre leur pays pour une fausse popularité qu'on vient courtiser à la tribune! » Il reconnaissait, il soutenait l'impossibilité d'une lutte prolongée, mais il ne doutait pas pour cela du relèvement futur de la France. « Ce traité, remarquait-il avec une sagesse particulière, n'est-il pas empreint des craintes que la France inspire encore, et quand l'ennemi vous demande une si grande partie de vos richesses, c'est dans l'espoir de vous affaiblir. Oui, c'est la crainte même qu'on manifeste par l'énormité du chiffre. Par conséquent, ce n'est pas de la France que je doute... » Il fit seulement remarquer que notre organisation militaire était brisée et en donna les raisons irréfutables. Il dit qu'on ne pouvait pas réparer ces défectuosités en quelques jours. Il dit que se battre sans avoir les forces suffisantes, c'était détruire la France. Or, par amour pour elle, il lui voulait d'autres destinées... Ah! qu'il était difficile de faire entendre la vérité aux nations comme aux individus! Il l'avait dite, il y a six mois. On ne l'avait pas écouté. Si aujourd'hui on voulait faire de même, « il n'aurait plus qu'à pleurer sur son pays infortuné... » Il descendit de la tribune, la voix brisée, les yeux en pleurs, la tête inclinée, et l'Assemblée, honorant sa douleur, l'acclama. Puis on procéda au scrutin à la tribune et cinq cent quarante-six représentans contre cent sept adoptèrent le projet des Préliminaires de Paix. Je vis Jules Grévy se faire suppléer à son fauteuil par le vice-président, Léon de Maleville, et venir jeter lui-même son bulletin dans l'urne déposée sur la tribune. Ce fait, à ma connaissance, ne s'est jamais renouvelé, sauf à la Haute-Cour, car l'usage veut que le Président s'abstienne dans les divers votes.

Le scrutin proclamé dans un grand silence, Jules Grosjean apporta à l'Assemblée les adieux des députés de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et finit par ces paroles qui augmentèrent l'émotion de tous, comme si elle eût pu être augmentée après le sacrifice atroce des deux provinces: « Vos frères d'Alsace et de Lorraine, séparés en ce moment de la famille commune, conserveront à la France absente de leurs foyers une affection

filiale jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place. » On applaudit et l'on cria de toutes parts : « Restez quand même, restez! » Mais Keller, Gambetta, Schneegans, Kœchlin, Titot, Boell, André, Melsheim, Saglio, Noblot, Dornès, Hartmann, Grosjean et les autres députés protestataires, sourds aux applaudissemens et écartant doucement les mains qui voulaient les retenir, sortirent de la salle... Sur une demande de M. Guichard, le nouveau ministre des Finances, M. Pouyer-Quertier, promit ensuite à l'Assemblée de lui soumettre rapidement toutes les mesures financières capables de réparer les désastres de la France, puis la séance fut levée. Il était six heures et demie du soir. A huit heures, Delaroche-Vernet, délégué des Affaires Étrangères, emportait les deux expéditions du Traité que nous avions rédigées et collationnées au service des Procès-Verbaux avec le plus grand soin, sous la direction d'un vieux chef consciencieux, nommé Dupin. Delaroche-Vernet les remettait le lendemain matin à Jules Favre, qui allait aussitôt à Versailles réveiller le comte de Bismarck pour les lui remettre. Celui-ci, très surpris, se fit un peu prier pour aller les porter à l'Empereur. On les examina au Palais de la Préfecture avec la plus grande attention et on les trouva en règle. L'Assemblée Nationale fut récompensée de sa diligence à voter les Préliminaires par le fait suivant : Guillaume Ier s'apprêtait à monter à cheval pour entrer à Paris à la tête du second échelon de 30000 Allemands et passer en triomphateur sous l'Arc de Triomphe. La ratification rapide du traité l'obligea à renoncer à cette satisfaction tant désirée par lui ; or, on ne peut penser à cela sans rendre à la mémoire de M. Thiers un nouvel hommage de reconnaissance. Grâce à son énergie, le séjour des Prussiens à Paris n'a duré que vingt-quatre heures.

Le lendemain du vote du Traité, tous les journaux de Bordeaux parurent encadrés de noir. L'Assemblée ne tint pas de séance ce jour-là, et ce fut dans un deuil universel que la France pleura la perte momentanée de l'Alsace et de la Lorraine.

*
* *

La tâche douloureuse était accomplie, mais le poids en était resté sur tous les cœurs : tous en souffraient, quelques-uns même en mouraient. C'est ainsi que le docteur Küss, le maire

si dévoué, si courageux de Strasbourg, n'avait pu survivre au vote des Préliminaires. Le 3 mars, Henri Martin annonçait en ces termes sa mort à l'Assemblée émue : « En 1792, la période héroïque et victorieuse de la Révolution française, disait-il, s'est ouverte dans la maison d'un maire de Strasbourg par le chant sublime qui a rejeté du sol de la patrie les ancêtres de nos envahisseurs. En 1871, la période des calamités de l'Empire s'est fermée, et la période de réparation et d'expiation s'ouvre dans la tombe d'un autre maire de Strasbourg. Il est mort, lui, de la douleur d'avoir vu les efforts de la France impuissans à chasser l'étranger de sa ville natale. Que ce grand citoyen emporte au moins dans le tombeau le regret de la France entière ! Je prie l'Assemblée de s'unir au deuil de l'Alsace par un vote unanime de douleur et de regret. » Et toute l'Assemblée se leva pour adhérer à cette noble inspiration ; puis, sur la proposition d'Eugène Pelletan, elle décida que les frais des funérailles seraient supportés par la nation.

Le matin même de la séance, le corps du docteur Küss avait été conduit de sa demeure, rue David-Johnston, à la gare du Midi, pour être transporté à Strasbourg. Une foule nombreuse avait suivi le char funèbre, dont Gambetta, Bethmont, Tachard et Fourcand, maire de Bordeaux, tenaient les cordons. Le Conseil municipal tout entier, plus de trois cents députés et quelques ministres s'étaient associés à ce deuil public. Un discours du pasteur Pélissier avait pris Dieu à témoin des violences barbares dont Strasbourg et son maire avaient été victimes, et avait attesté la liberté inéluctable des peuples et de la conscience humaine. Le procureur général de la Cour d'appel de Paris, M. Leblond, avait, sous le péristyle de la gare, prononcé d'émouvantes paroles patriotiques. Enfin Gambetta, dans une improvisation ardente, avait remué toute l'assistance. « La force nous sépare de l'Alsace, avait-il dit, mais pour un temps seulement, car nous reprendrons ce berceau traditionnel du patriotisme français. Nos frères de ces contrées malheureuses ont fait dignement leur devoir et jusqu'au bout. Qu'ils se consolent en pensant que la France ne saurait avoir d'autre politique que leur délivrance ! Or, pour atteindre ce résultat, il faut que les républicains oublient leurs divisions et s'unissent dans la pensée patriotique d'une revanche qui sera la protestation du droit et de la justice contre la force et l'infamie ! »

Cette union de tous les Français, sans distinction d'opinion politique, est faite aujourd'hui. A Bordeaux, en 1871, les divisions n'étaient pas encore éteintes. Ce qui le prouve, c'est la protestation bruyante de Rochefort, de Malon, de Tridon et de Ranc, qui accusaient l'Assemblée d'avoir démembré la patrie, et déclaraient ne plus reconnaître la validité de ses actes; ce sont les déclamations de Félix Pyat, se retirant de l'Assemblée à cause d' « un vote parricide, » et la dénonçant aux électeurs qui ne lui avaient pas donné, affirmait-il, le pouvoir de toucher à l'indivisibilité de la République ; c'est la proposition faite par Lockroy d'exclure de l'Assemblée les élus de la Corse, parce qu'ils avaient été les partisans de l'Empire. Les craintes des conservateurs et des libéraux étaient encore augmentées par les nouvelles inquiétantes qui venaient de Paris. Tout faisait prévoir un prochain mouvement insurrectionnel d'une gravité singulière. Aussi, la question du retour à Paris était-elle fort discutée, et la majorité parlait déjà de Fontainebleau ou de Versailles comme d'un séjour nécessaire pour les pouvoirs publics.

Dans des conversations particulières dont les échos nous revenaient, M. Thiers ne cachait pas sa préférence pour Fontainebleau qu'il trouvait beaucoup plus calme. Il employait tous ses efforts à maîtriser l'agitation qui s'était emparée de la capitale, et croyait pouvoir dominer le mauvais esprit de la Garde nationale en lui donnant pour chef suprême le général d'Aurelle de Paladines, assisté de Roger du Nord, comme chef d'état-major. Le 4 mars, l'Assemblée, après une discussion très vive, renvoya à la Commission des pétitions une singulière pétition du Club positiviste de Paris, déposée par M. Clemenceau, qui demandait que la Corse cessât de faire partie de la République française; mais, malgré le renvoi, chacun comptait bien que cette pétition n'aurait aucun succès. Le rapport de M. Cochery sur les élections de MM. Péconnet, Esquiros, Delorme et Mestreau, anciens préfets des départemens dans lesquels ils avaient été élus, et qui tendait à la non-validation de ces élections, donna lieu à quelques incidens. On écouta avec une curiosité toute naturelle le récit pittoresque du conflit entre le Gouvernement de Paris et la délégation de Bordeaux, qui avait voulu légitimer ces mandataires par un décret en date du 31 janvier. La mission de Jules Simon, investi de pleins pouvoirs pour s'opposer à ce que Paris considérait comme une illégalité et une reconstitution

de la candidature officielle, avait un intérêt spécial. Elle ne s'opéra pas sans difficultés et n'aboutit qu'à force de patience et de résolution. M. Jules Simon en avait été fort ému, et le conseiller d'État Silvy m'a raconté qu'ayant rencontré le ministre sur le pont de Bordeaux, celui-ci lui exposa le conflit très grave soulevé entre les deux fractions du Gouvernement, et finit par s'écrier : « Ah! mon cher Silvy, sans ma foi philosophique, je me jetterais dans la Garonne! » M. Thiers craignait alors aussi pour sa propre personne et s'était entouré d'une garde spéciale, que commandait un de ses amis les plus dévoués, M. Saubot-Damborgès. Je tiens ce fait d'une source très sûre.

Jules Simon, le 4 mars, se borna à dire que Cochery l'avait, dans ses rapports, un peu trop mis en scène, et qu'on devait lui rendre cette justice qu'il avait rempli avec modération un devoir assez difficile. Il supplia, en conséquence, l'Assemblée d'accueillir toutes les mesures qui pouvaient faire la paix dans le pays, et d'écarter les discussions qui ne tendraient qu'à désunir. La vraie, la seule question était celle de l'éligibilité des préfets; il fallait ne pas en sortir. Le 8 mars, il expliqua sa mission en termes des plus modérés, sans la moindre amertume, et se fit applaudir par la majorité, qui partageait ses sentimens, mais il ne cacha pas qu'il avait eu pour le Gouvernement de Paris les craintes les plus fondées.

Ne tenant aucun compte de cet état d'esprit, Louis Blanc, Victor Hugo, Peyrat, Quinet et quatorze représentans de l'extrême gauche voulurent demander compte au gouvernement de la Défense nationale de sa gestion pendant le siège de Paris, dans l'intérêt de la République qui ne devait pas rester responsable devant l'histoire des fautes de ceux qui l'avaient compromise. Quelques approbations assez rares soulignèrent cette proposition, mais il nous parut bien que la majorité ne lui était guère sympathique. C'est alors que M. Bérenger déposa une pétition tendant à décider que, temporairement au moins, les représentans et le pouvoir exécutif auraient leur siège dans une autre ville que Paris, afin d'éviter des influences fâcheuses pour le bien public. M. Thiers crut devoir intervenir et supplia ses collègues d'examiner sans retard cette question infiniment grave et des plus urgentes. La séance fut aussitôt suspendue et l'Assemblée se retira dans ses bureaux pour étudier la demande de M. Thiers et nommer une commission de quinze membres.

Bien des propositions furent faites ce jour-là, et successivement les noms de Blois, de Fontainebleau, d'Orléans, de Tours, de Versailles, de Saint-Germain-en-Laye furent mis en avant. Les Commissaires élus furent MM. de Maillé, Flaud, Paris, Beulé, Vast-Vimeux, de Lasteyrie, Buffet, Baze, de Cumont, Gatien-Arnoult, Brun de l'Ain, Mortimer-Ternaux, Vitet, le comte Daru et Carayon-Latour. Nous sûmes le même soir que M. Thiers s'était rallié à l'idée de choisir Versailles.

Un incident violent et inattendu surgit le 8 mars, à propos de l'annulation de l'élection de Garibaldi en Algérie, proposée par le 15e Bureau. Victor Hugo, très excité, monta à la tribune et déclara que Garibaldi avait été, pendant la guerre, le seul général qui n'eût pas été vaincu. Cette assertion souleva des tempêtes de protestations. Le baron de Jouvenel, le général Ducrot, Richier, de Lorgeril, le général de Chabaud-Latour, le marquis de Mornay protestèrent hautement contre une parole qu'ils appelaient anti-française et s'opposèrent à la continuation du discours de l'orateur. Celui-ci, furieux, descendit de la tribune, saisit une feuille de papier et, sur la tablette de l'un des sténographes de gauche, griffonna ces mots : « Il y a trois semaines, l'Assemblée a refusé d'entendre Garibaldi. Aujourd'hui, elle refuse de m'entendre. Je donne ma démission. » En signant avec colère, il fit un tel mouvement que sa plume répandit une forte tache d'encre sur le papier que j'ai remis ainsi constellé aux Archives de l'Assemblée et qui en forme une des pièces les plus curieuses. On n'accepta la démission que le lendemain pour laisser à Victor Hugo le temps de la ressaisir, mais il refusa et laissa à Louis Blanc le soin de dire les regrets qu'éprouvaient tous ceux qui « révéraient le génie combattant pour la liberté. » Le général Ducrot ne laissa pas passer, sans protester, la phrase de Victor Hugo ni celle de Lockroy, qui l'accusait de n'être revenu à Paris « ni mort, ni victorieux, » comme il l'avait proclamé lui-même. Il dit qu'il confiait seulement à ceux qu'il avait eu l'honneur de commander, de Wissembourg à Buzenval, le soin de le défendre. Et le ministre de la guerre, le général Le Flô, dans un beau mouvement oratoire, rendit hommage au courage et à la vaillance du général Ducrot, ainsi qu'à l'honneur de l'armée de Paris si souvent insultée par des gens qui ne se battaient pas.

Le 9 mars, Beulé lut son rapport sur la proposition de

M. Thiers qui tendait à transférer le siège de l'Assemblée dans un lieu plus rapproché de Paris. Trois villes avaient été l'objet d'un examen approfondi : Versailles, Orléans, Fontainebleau. La majorité de la Commission avait trouvé que Versailles était trop près de Paris et avait préféré Fontainebleau. « Pour y faire ses adieux à la nationalité française? » interrompit Henri Brisson. M. Thiers s'empressa d'ajouter : « Le gouvernement persiste dans sa résolution d'aller à Versailles, » et la discussion du projet fut fixée au lendemain 10 mars, à trois heures.

Louis Blanc fut le premier à parler. Se dressant sur un petit banc placé à l'intérieur de la tribune, car sa taille était trop exiguë pour la dominer, il demanda à l'Assemblée si Paris lui faisait peur. Et répondant à ceux qui disaient oui, il fit cette citation de Machiavel : « Quand on a à gouverner une ville, dont les dispositions intérieures sont redoutables, l'un des plus grands moyens et l'un des plus sûrs est d'aller y habiter. Étant sur les lieux, on voit les désordres et l'on y remédie aussitôt. Quand, au contraire, on est absent, on ne les connaît que lorsqu'ils sont si grands qu'il n'y a plus moyen d'y porter remède. » Mais Louis Blanc niait tout danger et il prétendait que la majorité voulait, pour désarmer ce qu'elle appelait « la Révolution, » transporter pour toujours hors de Paris le siège du gouvernement. Il soutenait que chercher à ôter à Paris son rang de capitale serait soulever tous les Français dans un même sentiment de colère formidable et il craignait qu'à une guerre étrangère ne succédât une guerre civile plus horrible encore. Alfred Giraud lui répondit que le mandat, donné par les électeurs de l'Assemblée, était de ne pas délibérer sous le canon prussien ni sous celui de l'émeute. Silva était d'un avis contraire. Pour lui, il fallait aller à Paris, parce que la dignité des représentans les y appelait et parce qu'il convenait de conjurer tout péril par l'énergie des résolutions. Belcastel et Fresneau rappelèrent les émeutes de la Révolution et celles de 1848. Paris avait été trop souvent le chef-lieu de la révolte organisée. Millière, qui allait se jeter dans la Commune et y prendre un des premiers rôles, vint défendre en termes mesurés l'unité de la France et s'opposer à une résolution qui décapitait notre pays; il affirma que, si l'on donnait satisfaction à des besoins légitimes, on n'aurait pas de révolution à craindre.

Enfin, M. Thiers prit la parole au milieu de l'attention géné-

rale. Il reconnut immédiatement que la question était des plus graves, et qu'il fallait s'exprimer en toute franchise. Pour faire sentir la nécessité impérieuse de la translation de l'Assemblée à Versailles, il retraça en peu de mots ce que le nouveau Gouvernement avait fait en quelques semaines : les négociations de paix avec le chancelier allemand, le vote des Préliminaires, la cessation de l'occupation de Paris; le rétablissement de l'ordre financier et le commencement de la réorganisation administrative. Que restait-il à faire? Beaucoup, hélas!... Rendre à la province les mobiles et les mobilisés, donner des bras à l'agriculture défaillante, faire renaître le calme partout, en un mot réorganiser et gouverner. Pour cela, on ne pouvait avoir deux gouvernemens, l'un à Bordeaux, l'autre à Paris. Il fallait que le calme fût entièrement rétabli dans la capitale pour y rentrer; mais, en attendant, il fallait aussi qu'on en fût assez près pour que les affaires n'en souffrissent pas. Il devait avouer que la population parisienne était très agitée et qu'elle avait été exploitée par des gens mal intentionnés. Il espérait, grâce à une énergie extrême, rétablir l'ordre, car il jurait de ne point parlementer avec l'émeute. Il devait dire aussi à l'honneur de Paris que sa résistance prolongée à l'ennemi avait rendu un merveilleux service à la France, et que si on était forcé de prendre aujourd'hui des mesures de précaution, on n'oubliait pas ce qui avait été pour Paris un honneur sans pareil. Si la capitale avait commis des fautes, elle les payait actuellement d'un prix bien cher : la méfiance de l'Assemblée.

A ceux qui lui reprochaient de n'oser rentrer à Paris, il répondait : « C'est résoudre la question, » et il ne le voulait pas. Pourquoi? Parce que la politique du Gouvernement était de ne point précipiter les choses, et de ne point prendre parti, comme certains l'auraient voulu, sur la forme du régime. Il constatait que l'Assemblée était souveraine, et que cependant elle avait eu la sagesse de ne pas le manifester. Il reconnaissait lui-même cette souveraineté, et il osait déclarer en même temps : « Vous vous êtes dit : nous ne serons pas Constituans! »

Cette affirmation hardie souleva des rumeurs à droite, et M. Thiers les apaisa aussitôt avec une adresse infinie. « Je ne veux pas dire, ajouta-t-il, que vous ayez renoncé à votre droit; je dis seulement que vous le réservez. » Il établit en termes clairs et saisissans que le premier devoir de l'Assemblée était

de réorganiser, c'est-à-dire de libérer le territoire, de rétablir les services financiers, de renommer les corps électifs, de rappeler les prisonniers, de recomposer l'armée; et sur ce programme, il obtint un assentiment unanime. Marchant alors sur un terrain brûlant, il ne craignit pas d'attester que les représentans étaient divisés, parce que le pays l'était lui-même; divisés en deux grands partis : celui de la monarchie constitutionnelle, et celui de la République. Et, cependant, ils s'étaient unis en honnêtes gens pour refaire la France, et différer le jour où on lui donnerait une Constitution. Il comprenait que ces paroles étaient faites pour émouvoir, pour heurter certains esprits, et dans un élan oratoire qui fit frémir toute l'Assemblée, il s'écria : « Moi-même, si je cédais aux mouvemens de mon âme impétueuse, je m'animerais; mais tout à coup, je rentre en moi-même, je songe aux grands devoirs que vous m'avez imposés, et je contiens les mouvemens de mon cœur. » Puis, allant droit à la question qui préoccupait tous les représentans, il promit solennellement de ne point préparer une solution exclusive qui désolerait les autres partis. Il jura devant l'Histoire de ne tromper personne, et il répéta : « Monarchistes, républicains, non, ni les uns, ni les autres, vous ne serez trompés! Nous n'avons accepté qu'une mission déjà assez écrasante : la réorganisation du pays. Nous ne travaillons qu'à cette œuvre assez difficile. » Et, continuant ce discours, chef-d'œuvre d'habileté politique et oratoire, il osa dire que la réorganisation se ferait sous la forme de la République, et à son profit. Mais aux républicains, il adressa cet avertissement très net : « La République est dans vos mains. Elle sera le prix de votre sagesse et pas d'autre chose. Toutes les fois que vous paraîtrez les confidens ou les complices des hommes de désordre, dites-vous bien que vous portez à la République le coup le plus violent qu'elle puisse recevoir! »

Et résumant sa pensée, qui n'avait jamais été ni plus claire, ni plus hardie, M. Thiers dit en termes qui lui valurent d'unanimes applaudissemens : « Lorsque le pays sera réorganisé, nous viendrons vous dire : vous nous l'avez confié sanglant, couvert de blessures, vivant à peine : nous vous le rendons ranimé. C'est le moment de lui donner sa forme définitive, et je vous en donne la parole d'un honnête homme, aucune des questions qui aura été réservée n'aura été résolue; aucune solution n'aura été altérée par une infidélité de notre part.

Telle est la pensée qui nous a animés en vous proposant d'aller à Versailles, et de ne pas aller ailleurs... Quant à moi, je serai placé à Versailles à côté de vous, si votre vote consacre cette mesure. Vous êtes ma force, mon unique force, je ne me séparerai jamais de vous. Je le répète, il faut aller à Versailles, et pas ailleurs. Je vous demande de nous accorder confiance, sans nous obliger à entrer dans des détails plus étendus. Nous vous le disons, non pas au nom d'une arrogante volonté ministérielle, non pas au profit d'un parti, mais au nom et au profit de l'État, et pour l'État, c'est-à-dire pour la Patrie ! »

On a fort critiqué ce discours. Depuis on a voulu y voir l'indication d'une politique personnelle, et la preuve que M. Thiers ne travaillait que pour lui-même. Une lettre à M. Tchitchérine, datée du 12 août 1876, et publiée ces jours derniers par *le Temps*, nous donne à ce sujet des indications très précieuses : « Il faut avoir vu la situation à Bordeaux, pour se figurer à quel point était commandée par les circonstances la conduite que j'ai tenue. On s'est adressé à moi, parce qu'on ne pouvait pas faire autrement. Les royalistes ne m'aimaient pas, parce qu'ils étaient convaincus que je ne serais jamais leur instrument passif. Les libéraux avaient des sympathies, mais des craintes pour mes dispositions anciennement monarchiques, et tous m'ont subi, prêts à se détacher, si je penchais vers l'un des partis en présence. Je n'avais ni un soldat, ni un écu, en présence de 800 000 soldats étrangers, maîtres du sol de la France. Il m'a fallu gouverner ainsi, en me tenant en équilibre entre tous les partis, dont pas un ne me soutenait franchement. J'ai écrasé une insurrection furieuse, maîtresse d'une capitale formidablement armée : je me suis débarrassé des Prussiens, en tenant mes engagemens au moyen d'opérations financières qui n'avaient pas de précédens; et enfin, j'ai rétabli un peu d'ordre et beaucoup de confiance. En me voyant à l'œuvre, le parti républicain a pris confiance, et m'a soutenu, mais les royalistes m'ont attaqué avec fureur. Je les ai laissés dire, et ne me suis occupé que de la libération du territoire. Mais cette libération obtenue, j'ai dû mettre au pied du mur les trois partis monarchiques, en les sommant ou d'accepter la République, que je croyais seule possible, ou de faire eux-mêmes la monarchie, s'ils croyaient pouvoir la rétablir. Ils ont préféré ce dernier parti, et je leur ai laissé le champ libre. Ils s'y sont couverts de

confusion, et ils ont rendu complète la démonstration qu'il n'y avait de possible que la République. » M. Thiers ne méconnaissait pas cependant que la situation était difficile, et qu'il pouvait en résulter des effets fâcheux, mais il croyait qu'avec la sagesse il était possible de s'en tirer, et il souhaitait, avant tout, que l'on conservât la paix extérieure avec dignité.

Après le discours de M. Thiers, qui ne fut alors critiqué par personne, l'amendement Louis Blanc, qui demandait le transport à Paris, fut repoussé par 427 voix contre 154. Puis on décida le transfert à Versailles par 461 voix contre 104. Aussitôt après ce vote, M. Thiers convia ses collègues à se réunir à Versailles le jeudi 16 mars, mais il fut décidé qu'on ne s'y réunirait que le lundi 20. MM. de Rességuier, Baragnon, le marquis de Mornay et quatre-vingts membres de la droite demandèrent alors que les ministères des Postes, de l'Intérieur et de la Guerre fussent transférés en même temps que l'Assemblée à Versailles. M. Thiers supplia l'Assemblée d'en finir au plus vite, et de ne pas empiéter sur le domaine de l'exécutif. Il fit remarquer que Versailles ne contenait plus, depuis ce jour même, de soldats prussiens; il dit que l'architecte du Palais, M. de Joly, lui avait affirmé que c'était le seul lieu capable de recevoir utilement et pratiquement une assemblée aussi nombreuse. Après ces observations, les auteurs de la motion la retirèrent, et la séance se termina à huit heures du soir, en laissant à tous le sentiment que de grandes vérités avaient été dites, dont chaque parti pouvait et devait tirer son profit.

Le samedi 11 mars, M. Thiers, qui avait été élu dans les Basses-Alpes, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, la Charente-Inférieure, le Cher, la Dordogne, le Doubs, la Drôme, le Finistère, le Gard, la Gironde, l'Hérault, l'Ille-et-Vilaine, les Landes, la Loire, le Loir-et-Cher, le Loiret, le Lot-et-Garonne, le Nord, l'Orne, le Pas-de-Calais, la Saône-et-Loire, la Seine, la Seine-Inférieure, la Seine-et-Oise et la Vienne, déclara opter pour la Seine, en remerciant les électeurs des autres départemens qui lui avaient fait l'honneur de l'élire. Jules Grévy, élu par le Jura et les Bouches-du-Rhône, opta pour le Jura; puis il clôtura la session de l'Assemblée, qui avait duré un mois, en offrant l'expression de la gratitude des représentans à la magnifique ville de Bordeaux pour son accueil sympathique et sa généreuse hospitalité.

Le 20 mars, l'Assemblée, réunie à Versailles au lendemain de l'insurrection de la Commune de Paris, allait se trouver en face des plus grands périls, puisque l'étranger était encore sur le sol de la patrie et que la guerre civile la plus menaçante et la plus monstrueuse succédait à la guerre étrangère. Plus que jamais on avait besoin d'énergie, de calme, de sang-froid et d'union. L'Assemblée Nationale vint à bout d'une insurrection qui aurait pu achever la ruine de la France et détruire toutes les espérances fondées pour son relèvement. Elle dut ce résultat heureux à sa propre sagesse et à l'expérience consommée du chef qu'elle s'était donné.

*
* *

Nous voici aujourd'hui, quarante-quatre ans après ces événemens, dans une situation d'une gravité exceptionnelle. En 1870-1871, nous étions à Bordeaux, à la fin d'une grande guerre et c'est là que nous avons dû faire la paix. En 1914, nous y sommes revenus, mais pour peu de temps, et ce n'est pas là que la paix sera faite. J'espère en effet qu'elle sera signée dans la Galerie des Glaces à Versailles, à la place même où, le 18 janvier 1871, le chancelier de fer a proclamé la formation de l'Empire allemand... Il faut, pour notre honneur, que cela soit ainsi. Le peu de temps qui vient de nous être donné à Bordeaux a suffi pour que la guerre ait pris une allure qui ne laisse aucun doute sur son dénouement. Cette fois, du moins, la cause juste l'emportera. En 1870, on s'était arrangé pour nous faire déclarer la guerre qui avait été résolue ailleurs; en 1914, on s'est épargné cette hypocrisie et c'est l'Allemagne qui, après avoir voulu et préparé la guerre, nous l'a déclarée. On sait comment les Allemands l'ont faite; ils en seront grandement punis. C'est ce que leur avait prédit un patriote incomparable, l'éloquent comte de Mun, auquel Bordeaux a fait des obsèques inoubliables, en réunissant autour de son cercueil les chefs du Gouvernement et les hommes de tous les partis, les derniers soldats restés dans la ville, ainsi que les amis de tout ce qui personnifie le courage, la justice et l'honneur.

Chacun avait tenu à rendre un suprême hommage au vaillant soldat de 1870, à l'infatigable député de la Bretagne, au défenseur admirable et obstiné des plus justes causes, à l'écrivain patriote qui n'avait jamais désespéré du triomphe de la France, à l'ini-

tiateur de grandes œuvres vraiment sociales, au créateur du corps des Aumôniers volontaires qui sont l'honneur de nos armées, au coopérateur assidu de cette belle Société de la Croix Rouge de Secours aux blessés militaires et de l'Union des Dames de France qui, sous la direction éclairée et puissante du marquis de Vogüé, dispose, rien que dans la huitième Région, de plus de 32 000 lits, provoque partout d'innombrables dons en nature, ouvre des hôpitaux temporaires dans les villes et bourgs importans, crée des asiles, des ouvroirs et des dispensaires, célèbre à ses frais des cérémonies religieuses dans tous les cultes pour les soldats morts au champ d'honneur... Voilà ce que signifiait ce concours immense du peuple bordelais aux obsèques du comte de Mun, réuni là pour honorer et exalter ce qui fait la passion de tous les Français : l'amour absolu, l'amour indéfectible de la Patrie.

C'est le sentiment qui inspirait aussi les conférenciers réunis, par l'heureuse initiative du *Journal des Débats*, dans la salle du Théâtre Français et qui, devant un immense auditoire, ont flétri la conduite de nos ennemis, ont célébré la droiture de nos alliés et à juste titre l'endurance, la valeur et l'héroïsme de notre armée. Le séjour du gouvernement à Bordeaux a permis au généralissime Joffre d'avoir plus de tranquillité d'esprit pour la direction de manœuvres habiles, prudentes et fortes qui ont fait l'admiration des critiques militaires les plus avisés et provoqué la reconnaissance du pays si bien défendu. Le gouverneur de Paris a pu, lui aussi, en toute liberté d'action, renforcer la défense de la capitale et la mettre à l'abri d'un coup de force violent résolu par un ennemi audacieux, qui était décidé à tout entreprendre et à tout risquer pour entrer victorieux dans la capitale réduite à sa merci et à laquelle il eût peut-être fait subir, par sa barbarie, le sort de Louvain, de Malines, de Reims ou d'Arras. Mais ces menaces-là sont vaines et devant l'union serrée, étroite de toute la nation qui a compris la grandeur du péril et qui est résolue à faire la guerre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la destruction de son féroce adversaire, toute crainte doit disparaître. La confiance dans le triomphe final s'impose aux esprits les plus hésitans. Nous pensons et nous disons tous ce que m'écrivait M. de Broqueville au sujet du peuple belge : « Nous avons foi dans l'avenir. Nous combattrons jusqu'au bout comme il convient à

une nation qui considère que l'honneur est le plus précieux des trésors. »

A la veille de quitter Bordeaux, une scène militaire, à laquelle j'assistai, m'émut profondément. De la caserne Xaintrailles qui donne sur le boulevard Armand-Gautier, je vis un matin sortir un détachement du 144e de ligne qui se dirigeait vers la gare Saint-Jean pour aller rejoindre les vaillans camarades de l'Est et du Nord. De jeunes voix fraîches et mâles répétaient le couplet des enfans de *la Marseillaise :*

Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus...

Et mes yeux se fixant alors sur le nom célèbre de Xaintrailles qui brillait en lettres d'or sur la porte de la caserne, j'évoquai à la fois les souvenirs héroïques du xve siècle et les souvenirs des temps modernes. Ma mémoire me rappela alors, dans une belle et soudaine alliance, les exploits splendides du noble gentilhomme gascon, Poton de Xaintrailles, compagnon de La Hire et de Jeanne d'Arc à Orléans, à Patay, à Reims, et en même temps les hauts faits de nos armées de Sambre-et-Meuse, des Alpes, du Nord et du Rhin commandées par Kléber, Marceau, Kellermann, Moreau, Hoche et Bonaparte. Mariant dans mon âme émue tous ces souvenirs grandioses, je me plaisais à penser que la belle et vaillante jeunesse des temps actuels, placée sous l'égide de Xaintrailles qui, conduit et inspiré par la Pucelle, avait délivré Montargis, repris Orléans, fait prisonnier le redoutable Talbot, assisté à la résurrection du royaume de France et au sacre de Charles VII, verrait, elle aussi, après de formidables jours d'épreuves, des jours heureux et glorieux. Cette conviction s'incarnait en mon esprit et, au moment où le train allait me ramener à Paris, j'entendais encore, avec une joie indicible, cette troupe de jeunes gens acclamée par la foule et couverte de fleurs, redire avec une ardeur confiante cette évocation suprême à la Liberté contre les barbares qui avaient insolemment prédit notre défaite :

Sous nos drapeaux que la Victoire
Accoure à tes mâles accens;
Que tes ennemis expirans
Voient ton triomphe et notre gloire!

Henri Welschinger.

LES
FINANCES FRANÇAISES
AU DÉBUT DE 1915

Au moment où, après cinq mois de guerre, s'ouvre l'année nouvelle, il est opportun d'étudier l'état de nos finances, de rappeler ce qu'elles étaient au moment de l'ouverture des hostilités, d'exposer les charges que les événemens nous créent et les premières mesures prises pour y subvenir, de rechercher les ressources au moyen desquelles, au lendemain de la paix, pourra se reconstituer l'équilibre budgétaire. Cette troisième partie de notre étude nous amènera à considérer la situation économique du pays en général, de la Banque et de la Bourse en particulier.

I

Ainsi que nous l'écrivions ici même, le 1er septembre 1914 (1), notre mobilisation financière n'avait pas été préparée avec le même soin que celle de nos armées. Depuis longtemps nos budgets, malgré de constantes plus-values de recettes, s'équilibraient mal. Des lois nouvelles y ajoutaient à chaque instant des charges imprévues, qui venaient bouleverser les prévisions

(1) *La mobilisation financière*, par M. Raphaël-Georges Lévy, *Revue des Deux Mondes* du 1er septembre 1914.

des ministres et des commissions parlementaires. Les déficits se comblaient au moyen d'expédiens peu dignes d'un grand pays. C'est ainsi que les annuités promises par la Chine, à la suite de l'insurrection des *Boxers*, avaient été capitalisées sous forme d'un emprunt de 265 millions, qui augmentait d'autant les ressources du budget de 1902. Plus tard, les 190 millions reçus de la Compagnie des chemins de fer de l'Est, en remboursement de sa dette pour avances obtenues par elle au titre de la garantie d'intérêt, furent versés, par l'intermédiaire du compte provisionnel, aux trois budgets de 1912, 1913, 1914. D'autre part, sauf la somme consacrée annuellement au remboursement d'une partie de la rente 3 pour 100 amortissable, et certaines annuités servies aux Compagnies de chemins de fer, notre budget ne faisait aucune place à l'amortissement d'une dette, qui est cependant la plus élevée du monde. Cet ensemble de conditions pesait sur nos finances, qui, en dépit de la prospérité du pays, ne présentaient pas l'aspect florissant qu'elles auraient dû avoir, si la gestion de la fortune publique eût été comparable à celle des patrimoines particuliers. La croissance ininterrompue des dépenses, due en première ligne à l'extension extravagante des attributions de l'État et, par suite, à la multiplication du nombre des fonctionnaires, n'a jamais été aussi rapide qu'au cours des premières années du XXe siècle. De 1896 à 1914, le total de nos dépenses avait augmenté de 50 pour 100, passant de 3 445 à 5 200 millions de francs. De 1876 à 1906, le budget avait progressé de 190 millions tous les cinq ans. Mais, de 1906 à 1911, il avait fait un bond d'un demi-milliard, et un autre, plus formidable encore, de 900 millions dans les trois années suivantes.

Le tableau ci-dessous permet d'embrasser d'un coup d'œil la marche des budgets depuis 1871 :

Années.	Millions.	Années.	Millions.
1871	2367	1896	3442
1876	2680	1901	3701
1881	2881	1906	3852
1886	3064	1911	4304
1891	3258	1914	5190

Le budget de 1914 dépasse de plus d'un milliard et demi

celui de 1901. En douze ans, les augmentations suivantes se sont produites :

	Millions
Guerre et marine	405
Dépenses spécialement motivées par la loi de trois ans	148
Lois sociales : assurance, prévoyance, assistance	235
Aggravation de charges dues au renchérissement de la vie	297
Exploitation du réseau de l'État à la suite du rachat de l'Ouest	65
Développement des services	374
	1 524

On voit combien a été relativement faible la proportion des dépenses militaires jusqu'au vote de la loi de trois ans. En même temps, la dette flottante n'a cessé de s'élever. Au 31 décembre 1913, elle atteignait 1 660 millions, dont 1 450 rapportaient intérêt. Ce dernier chiffre comprenait un demi-milliard de fonds départementaux et communaux déposés au Trésor, 375 millions appartenant à la Caisse des Dépôts et Consignations, et 400 millions de Bons du Trésor.

Un des motifs qui ont empêché nos budgets, depuis plus de vingt ans, d'être en équilibre stable et de profiter des plus-values considérables fournies par les rentrées des impôts, est le développement incessant pris par les crédits supplémentaires votés en cours d'exercice. Trop souvent, en établissant les projets des comptes à venir, les ministres et les commissions parlementaires se sont laissés aller à réduire les évaluations de dépenses certaines, ou bien à ajourner, dans les prévisions, certaines dépenses indispensables. Depuis 1891, date de la suppression du budget extraordinaire, il a été voté en moyenne 150 millions de crédits supplémentaires par an. Une certaine compensation à cet excédent de charges a été fournie par les annulations de crédit : tant en cours d'exercice qu'en loi de règlement, elles se sont élevées en moyenne à 90 millions par an, c'est-à-dire les deux tiers environ des crédits supplémentaires. Ceux-ci sont provoqués, en dehors des causes déjà signalées, par ce qu'on a appelé les amorces. Lorsqu'un service veut effectuer une dépense nouvelle, dont le chiffre pourrait effrayer le Parlement, il n'en fait pas connaître dès l'abord le total : le répartissant en plusieurs exercices, il commence par ne demander qu'une faible somme pour entamer les travaux : une fois l'affaire engagée, il faut continuer, et les exercices sui-

vans se trouvent grevés sans qu'il soit possible d'arrêter, ni de réduire la dépense.

Le budget de 1914, arrêté au chiffre de 5 191 millions, qui avait été soumis au Parlement dans le premier semestre de l'année, n'a plus aucun rapport avec les comptes de l'exercice 1914, tels que la guerre les aura faits. Cependant il présentait déjà des points faibles, résultant notamment de ce que certains crédits avaient été laissés en dehors de ceux qui étaient couverts par les recettes ordinaires.

La dernière augmentation de dépenses, motivée par la loi établissant le service militaire de trois ans, devait être accompagnée de la création de ressources nouvelles. Il fallait couvrir à la fois les dépenses civiles accrues, notamment celles qui résultent de l'application des lois sociales, et les dépenses militaires. Parmi celles-ci, il en était de deux sortes : celles qui ne devaient pas se renouveler et qui consistaient en frais d'établissement, construction de casernes, augmentation de matériel et d'armement, et celles qui, par suite de l'augmentation permanente des effectifs, se retrouveraient désormais régulièrement dans les budgets annuels. Il était juste de faire face aux premières par l'emprunt, aux secondes par l'impôt. Au mois de décembre 1913, le ministère Barthou, dont les efforts patriotiques avaient réussi, en dépit d'une opposition violente, à faire voter la loi de trois ans, soumit au Parlement un projet d'emprunt de 1 300 millions, en déclarant très sagement que les coupons seraient payés nets de tout impôt. La majorité de la Chambre refusa d'approuver cette disposition. Le ministère tomba. Celui qui le remplaça prétendit se passer de tout appel au crédit : il voulait se présenter aux élections générales d'avril 1914 en se vantant de n'avoir pas rouvert le grand livre de la Dette publique. Tout ce que fit le Parlement avant de se séparer fut de voter une loi spéciale établissant un impôt de 5 pour 100 sur les coupons des fonds d'État étrangers et des actions et obligations de sociétés étrangères non abonnées, c'est-à-dire n'acquittant pas entre les mains du fisc français des droits annuels par voie d'abonnement. Cette loi du 29 mars 1914 a été complétée par un règlement d'administration publique en date du 22 juin suivant.

La nouvelle Chambre, à peine réunie, s'occupa de l'impôt général sur le revenu, et, après une discussion rapide, l'inséra

dans la loi de finances du 15 juillet 1914. Il est assis à raison de 2 pour 100 sur le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque habitant ayant plus de 5000 francs de revenu. Le contribuable peut se laisser taxer administrativement, ou bien souscrire une déclaration de son revenu global, avec faculté d'appuyer cette déclaration du détail des élémens qui le composent. Certaines détaxes sont accordées pour les revenus inférieurs à 25000 francs; certains abaissemens profitent aux hommes mariés, aux pères de famille, à ceux qui ont à leur charge des ascendans. La guerre a empêché les travaux nécessaires à la préparation des rôles de l'impôt sur le revenu : aussi la loi du 26 décembre 1914 a-t-elle renvoyé au 1er janvier 1916 le point de départ de son application.

Les autres innovations de la loi de finances de 1914 consistaient en certaines augmentations de droits : le timbre sur les quittances, de fixe, est devenu gradué : il atteint 50 centimes pour les reçus supérieurs à 3000 francs; l'impôt sur les opérations de bourse a été porté à 15 centimes par 1000 francs.

En même temps que la loi de finances était promulguée, le 15 juillet 1914 une autre loi permettait aux ministres de la guerre et de la marine d'engager des dépenses, non renouvelables, en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminait les règles financières applicables auxdites dépenses. Le ministre de la guerre était autorisé à consacrer en quatre ans une somme de 389 millions, et en sept ans une somme de 754 millions, aux constructions, acquisitions et fabrications rendues nécessaires par l'application de la loi du 7 août 1913 (service de trois ans). Ces divers montans devaient être portés au débit d'un compte intitulé : « Dépenses non renouvelables intéressant la défense nationale. » Le ministre de la marine était autorisé à dépenser, dans les mêmes conditions, 1175 millions, répartis sur quatre années.

Nous ouvrions les crédits d'armement un an après que l'Allemagne avait voté sa contribution extraordinaire de 1250 millions : alors que plus d'un tiers de cette somme était déjà entré dans les caisses impériales, nous n'avions pas encore réalisé un centime des ressources destinées à couvrir nos dépenses nouvelles.

II

Dès que la guerre nous eut été déclarée, le gouvernement fit voter par les Chambres une série de lois destinées à lui fournir les ressources nécessaires. Des décrets préalables avaient établi l'état de siège en France et en Algérie, suspendu les droits d'entrée sur les farines, les blés, l'orge, les avoines, le maïs, les viandes frigorifiées, les pommes de terre ; prohibé la sortie et la réexportation d'une série de matières et d'objets utiles à la défense nationale; limité à 50 francs par quinzaine et par livret les remboursemens des Caisses d'épargne. Une loi décide que, jusqu'à la cessation des hostilités, les crédits supplémentaires et extraordinaires nécessaires aux besoins de la défense nationale, même s'ils sont destinés à la création d'un service nouveau, pourront, en l'absence des Chambres, être ouverts provisoirement par des décrets rendus en Conseil d'État, après avoir été délibérés et approuvés en Conseil des ministres. Ces décrets indiqueront les voies et moyens qui seront affectés aux crédits demandés et autoriseront, s'il y a lieu, la création et la réalisation des ressources extraordinaires nécessaires. Ils seront soumis à la sanction du pouvoir législatif dans la quinzaine de la plus prochaine réunion des Chambres.

Une loi promulguée le 6 août porta à 12 milliards le chiffre maximum de la circulation des billets de la Banque de France, avec faculté pour le ministre de dépasser cette limite par décret rendu en Conseil d'État. Celui de la Banque de l'Algérie était porté de 300 à 400 millions, avec la même possibilité d'extension. Les deux Banques sont, jusqu'à nouvel ordre, dispensées de l'obligation de rembourser leurs billets en espèces. Sont approuvées les conventions intervenues, en novembre 1911, entre elles et le gouvernement, à l'effet d'assurer à ce dernier des avances s'élevant à un total de 3 milliards, dont 2 900 millions fournis par la Banque de France et 100 millions par la Banque de l'Algérie.

Une loi, publiée au *Journal officiel* du 6 août, autorisa le gouvernement, jusqu'à la cessation des hostilités, à prendre, dans l'intérêt général, par décret en Conseil des ministres, toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations commerciales ou civiles, pour suspendre

toutes prescriptions ou péremptions en matière civile, commerciale ou administrative, tous délais impartis pour attaquer, signifier ou exécuter les décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif. Aucune instance, sauf l'exercice de l'action publique par le ministère public, ne pourra être engagée ni poursuivie, aucun acte d'exécution ne pourra être poursuivi contre les citoyens présens sous les drapeaux.

En vertu d'un décret du 14 août, l'État français peut garantir contre les risques de guerre soit les corps de navires, soit les cargaisons. Cette garantie ne s'applique qu'aux corps des navires battant pavillon français et immatriculés dans un port français, à la condition que ces bâtimens soient assurés contre les risques ordinaires de la navigation jusqu'à concurrence du quart au moins de leur valeur. Cette garantie ne pourra excéder 80 pour 100 de la valeur du navire, telle qu'elle est fixée dans la police d'assurance des risques ordinaires. La prime à payer ne pourra excéder 5 pour 100 de la somme garantie. L'État ne sera pas garant de la prise du navire s'il est repris et remis à l'armateur dans le délai de six mois. La garantie des cargaisons s'effectue dans des conditions analogues.

Un décret du 13 août, rendu en exécution de la loi du 6 août, a ouvert des crédits s'élevant à 2753 millions aux ministères de la Guerre, de la Marine, de l'Intérieur et des Affaires étrangères : la presque totalité de cette somme (2 686 millions) était réservée au premier. Dès le mois d'août, une émission de Bons du Trésor était prévue jusqu'à concurrence d'un milliard. Le décret du 3 décembre a porté ce chiffre à 1 400 millions, et la loi du 26 décembre (article 24) à 2 500 millions de francs. Une décision du ministre des Finances, en date du 19 août, avait fixé l'intérêt à 1 pour les bons de un à moins de six mois, à 4 pour les bons de six mois à moins d'un an, à 5 pour les bons à un an d'échéance. Le 2 septembre, un décret a ouvert de nouveau des crédits supplémentaires ou extraordinaires pour 922 millions. En vertu d'un décret daté de Bordeaux le 13 septembre, les Bons du Trésor émis à partir de ce jour et pendant la durée des hostilités porteront la mention de « Bons de la Défense nationale. » Ils seront admis pour la libération des souscriptions à tous emprunts futurs, avec droit de préférence pour les souscripteurs de ces emprunts, à concurrence du montant des Bons qu'ils remettront au Trésor. Le taux en

fut fixé à 5 pour 100. Il a été abaissé, le 19 décembre, à 4 pour 100 pour les Bons à trois mois.

Ce décret était précédé d'un rapport du ministre des finances au Président de la République, en expliquant le but et l'intention. Il a voulu mettre les Bons à la portée du public en créant de petites coupures de 100, 500 et 1 000 francs. Il a cherché à s'assurer une clientèle qui ne s'adressait pas jusque-là à ces titres et a promis à cet effet aux comptables directs du Trésor, aux receveurs des administrations financières et des postes, une remise proportionnelle. Ultérieurement, le ministre du travail a autorisé les Caisses d'épargne à s'entremettre également pour ces souscriptions. Le résultat a répondu aux espérances. Le montant des bons souscrits, qui ne dépassait pas 350 millions au milieu de septembre, s'est élevé graduellement et se rapproche de la limite légale.

En recherchant les mesures propres à renforcer la Trésorerie, M. Ribot a été amené à considérer le rouage des trésoriers généraux, qui étaient autrefois de véritables banquiers, recevant l'argent du public et le versant à leur tour à l'État, et à le remettre en mouvement dans les conditions antérieures. A cet effet, il a retiré l'interdiction faite en 1909 à ces fonctionnaires de recevoir les fonds des banques et des établissemens de crédit; il a supprimé la limitation des bénéfices qui leur avait été imposée : les commissions qu'ils percevront du chef des comptes courans et aussi du placement des Bons de la Défense nationale pourront dépasser le maximum en vigueur de 28 000 francs. Enfin, une disposition importante, de nature à accélérer les versemens de la clientèle aux guichets de ces fonctionnaires, est celle par laquelle l'État garantit subsidiairement le remboursement des fonds confiés aux trésoriers : ceux-ci d'ailleurs n'en continuent pas moins à être personnellement responsables de ces fonds.

Un décret du 30 août a autorisé les sociétés régies par les lois françaises, les départemens, les communes et les établissemens publics, à suspendre, jusqu'à une date qui sera fixée après la cessation des hostilités, le remboursement de leurs obligations et, s'il y a lieu, le placement des lots y afférant. Les tirages au sort prévus par les contrats d'emprunt auront néanmoins lieu aux dates fixées. Pendant la même période, les sociétés françaises qui ne sont pas à même d'assurer le service

de leurs coupons peuvent le suspendre en totalité ou en partie, à condition de remplir certaines formalités.

Parmi les mesures intéressantes prises dans l'intérêt du crédit public, il faut signaler celle dont la rente 3 et demi amortissable a été l'objet. On sait qu'elle avait été émise le 7 juillet 1914, à la veille de la guerre, au cours de 91 francs, pour un capital nominal d'environ 900 millions devant produire une somme effective de 805 millions. Sur ce montant, par suite de l'échelonnement des versemens, le Trésor n'avait encore encaissé le 10 septembre que 380 millions. Les deux derniers versemens, d'ensemble 60 francs par 3 fr. 50 de rente, étaient exigibles à raison de 30 francs le 16 septembre et 30 francs le 16 novembre. Afin de rassurer les souscripteurs contre l'éventualité de pertes pouvant résulter de la baisse des cours, un décret a décidé que les rentes 3 et demi seraient reçues au prix d'émission, c'est-à-dire à 91 francs et en tenant compte de l'intérêt couru, pour la libération des souscriptions de rentes ou d'obligations à court terme que le Trésor émettrait avant le 1er janvier 1917. Pour que les titres soient admis dans ces conditions, il faut que les versemens aient été effectués aux époques prévues par les arrêtés ministériels.

La France n'a pas eu seulement à subvenir à ses propres dépenses. Dans un esprit de solidarité que chacun comprend et approuve, elle est venue en aide à certains de ses alliés. Des décrets du 28 octobre et du 20 novembre 1914 ont autorisé le ministre des Finances à ouvrir, dans les écritures centrales du Trésor, un compte de services spéciaux intitulé : « Avances à des gouvernemens ou établissemens étrangers, » et à répartir, au débit de ce compte, une somme maximum de 360 500 000 francs, distribuée comme il suit :

	Millions.
Avances au Gouvernement belge	250
Avances au Gouvernement serbe	90
Avances au Gouvernement hellénique. . . .	20
Avances à la Banque de Monténégro	0[5]
Total égal.	360[5]

Il a été mis également des fonds à la disposition d'un certain nombre de Chambres de commerce, qui, chacune dans sa région, se sont employées à faire les achats de denrées nécessaires pour assurer le ravitaillement de la population civile. Les

avances ainsi consenties aux compagnies consulaires pour seconder leur initiative ont atteint 27 500 000 francs. Quant aux villes et départemens, des mesures ont été prises pour leur permettre de faire appel aux ressources locales et régionales. Un décret du 21 septembre les a autorisés à émettre des Bons communaux ou départementaux.

III

Telles furent les principales mesures prises par le Gouvernement au cours des cinq premiers mois de guerre. Lorsque le Parlement se réunit à Paris le 22 décembre, M. Ribot, ministre des Finances, lui soumit un exposé magistral de la situation, en même temps qu'il lui demandait le vote de six douzièmes provisoires pour le premier semestre de l'année 1915. On ne saurait trop louer l'esprit de prudence et la hauteur de vues qui ont présidé à la rédaction de ce document : il demeurera une page historique dans nos annales financières. Les prévisions qui ont servi de base ont été les crédits inscrits au budget de 1914, diminués de certains montans. Les dépenses extraordinaires de la guerre ont été calculées d'après les débours des trois derniers mois de 1914 et les prévisions faites par les divers ministères. Le tout a été réuni en un seul budget, après suppression de comptes spéciaux antérieurement ouverts, de façon à permettre au Parlement d'embrasser d'un coup d'œil la totalité de nos charges.

L'exercice 1914 ne donnera naturellement pas les résultats qui avaient été escomptés lors de l'établissement du budget. Il a souffert d'une diminution notable dans le produit des impôts. En ce qui concerne les contributions directes et les taxes assimilées, la marche des recouvremens a été ralentie : beaucoup de contribuables ont dû quitter leurs foyers par suite de la mobilisation ou de l'approche de l'ennemi; un grand nombre d'autres, notamment de patentables et de propriétaires d'immeubles, ont vu leurs affaires arrêtées ou leurs revenus atteints; l'action des comptables a été rendue partout difficile, le service ayant été complètement suspendu dans certaines régions, parmi les plus prospères du pays. En août, septembre et octobre, il n'a été perçu que 2 douzièmes au lieu de 4 douzièmes et demi en 1913. Toutefois, grâce aux résultats très favorables des

sept premiers mois, les recouvremens au 31 octobre, tout en étant en retard de 150 millions par rapport à 1913, représentaient à peu de chose près les termes exigibles. Ce résultat ne saurait être trop souligné, à la veille de l'époque où des discussions se rouvriront sur notre système d'impôts. Les quatre contributions directes, instituées par les assemblées de la première Révolution, perfectionnées depuis lors, n'ont pas cessé de fournir des ressources abondantes; au milieu de la tourmente, elles ont mieux résisté qu'aucun autre élément des recettes publiques.

Les produits de l'enregistrement et du timbre ont subi, dans les mois d'août, septembre, octobre et novembre, une moins-value de 64 pour 100 par rapport aux évaluations budgétaires : les plus fortes diminutions portent sur les droits de mutations après décès, sur les conventions entre vifs et actes judiciaires; elles s'expliquent par l'arrêt des affaires, la décroissance du nombre des ventes et la suspension partielle du cours de la justice. L'impôt sur les opérations de bourse est tombé brusquement, et donne une moins-value de 6 millions, que la fermeture de la Bourse de Paris suffit à expliquer. Au contraire, l'impôt sur les valeurs mobilières n'a fléchi que de 7 pour 100, grâce à la plus-value fournie en juillet et en août par la nouvelle taxe de 5 pour 100 sur les coupons de fonds étrangers et de valeurs étrangères non abonnées. Les droits de douane sont en moins-value de 56 pour 100, aisément explicable par la réduction des affaires et la suppression des droits d'entrée sur un certain nombre de marchandises.

Les impôts indirects présentent une diminution moyenne de 35 pour 100; elle porte principalement sur la bière, à raison de ce que les départemens qui produisent et consomment le plus cette boisson sont occupés par l'ennemi. Sur les sucres, la diminution est de 55 pour 100, par suite de la difficulté de l'approvisionnement et de la réduction des opérations de sucrage des vins, les raisins ayant mûri dans de bonnes conditions. Le produit de l'impôt sur les alcools a baissé de 47 pour 100; ce recul est dû à l'absence d'un grand nombre de consommateurs appelés sous les drapeaux, à la restriction volontaire de la consommation, à la réglementation étroite de l'heure d'ouverture des débits, à l'interdiction de la vente de l'absinthe, au bas prix des vins et enfin au développement de la fraude, moins sévèrement réprimée à cause de la difficulté de transport des

agens. Le produit de la vente des tabacs n'a fléchi que de 16 pour 100; mais la plus grande partie des recettes est fournie par le tabac de troupe, sur lequel le monopole ne réalise qu'un bénéfice insignifiant. Le maximum de fléchissement des impôts indirects s'est fait sentir en septembre (46 pour 100); en novembre, il n'est plus que de 30 pour 100; l'amélioration est sensible.

L'activité des communications postales ne s'est pas ralentie. Mais, en raison de la franchise accordée à la correspondance militaire, le produit s'est abaissé de 23 pour 100. La diminution a été des deux tiers pour le téléphone, dont l'usage a été soumis à des restrictions prohibitives sur une partie du territoire. Les perceptions télégraphiques présentent au contraire une légère augmentation de 4 pour 100.

En résumé, l'ensemble des produits budgétaires, autres que les contributions directes, présente, pour les quatre mois d'août à novembre, une perte, par rapport aux évaluations, de 578 millions; elle est compensée, jusqu'à concurrence de 74 millions, par les plus-values acquises au cours des sept premiers mois de l'exercice.

En même temps que fléchissaient les recettes, le Trésor avait à faire face à un surcroît de charges. La loi de finances avait arrêté à 5191 millions le total des crédits budgétaires pour 1914; mais elle n'y avait pas compris 488 millions pour dépenses non renouvelables entraînées par la loi de 3 ans; 128 millions pour dépenses du programme naval; 232 millions pour dépenses de l'occupation du Maroc.

Les dotations supplémentaires réclamées depuis l'ouverture des hostilités se sont élevées à plus de 6500 millions, dont 6092 pour la guerre, 83 pour la marine et 341 pour allocation aux familles des mobilisés. L'État a participé pour 14 millions aux caisses de chômage. L'entretien des personnes évacuées des places fortes ou des départemens envahis et des étrangers dirigés sur certains points du territoire, l'aménagement des locaux destinés à les recevoir, les transports d'indigens, la distribution de secours, ont exigé l'inscription au ministère de l'Intérieur de 47 millions de crédits. Le rétablissement des communications dans les régions réoccupées par nos armées a coûté 20 millions. Le versement à faire au réseau de l'État pour parer à l'insuffisance de son produit s'est accru de 33 millions.

Les Compagnies n'ont pu assurer leur exploitation, ainsi que le service de leurs obligations, que grâce aux acomptes qui leur ont été payés sur leur garantie, à concurrence de 88 millions. Les intérêts de la Dette flottante se sont accrus de 35 millions.

D'autre part, les diverses administrations civiles ont pu reviser leur budget et ont, d'ores et déjà, renoncé à employer 70 millions de crédits, sans préjudice des annulations qui se produiront en fin d'exercice. Le budget de la guerre a été profondément remanié. La plupart de ses chapitres ont été clos pour faire place à une nomenclature nouvelle : les disponibilités s'élèvent de ce chef à 447 millions. Le compte spécial, ouvert en vertu de la loi du 15 juillet 1914, cessait d'avoir sa raison d'être : sur les 488 millions dont il avait été doté, 129 seulement ont été employés, 359 sont annulés. La marine, de son côté, évalue à 69 millions les économies qu'elle fera sur les prévisions de l'année. C'est un total de 950 millions de francs qui disparaissent en face des 6 500 millions de besoins nouveaux. Les comptes spéciaux des ministères de la Marine et de la Guerre, celui du Maroc, sont et demeurent clos. Toutes les dépenses de 1915 sont présentées dans un seul cadre : l'unité budgétaire est rétablie. Les crédits demandés dans ces conditions pour le premier semestre de l'année nouvelle s'élèvent à 8 825 millions. La loi du 26 décembre 1914 ouvre, en outre, aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre aux budgets respectifs de leurs départemens, des crédits provisoires pour l'exercice 1915, s'élevant à la somme totale de 473 millions et applicables au premier semestre de l'année. Les crédits seront répartis par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République. Ces budgets annexes sont ceux des Monnaies et médailles, de l'Imprimerie nationale, de la Légion d'honneur, des poudres et salpêtres, de la Caisse des invalides de la Marine, de l'École des arts et manufactures, de la Caisse nationale d'épargne, du chemin de fer et port de la Réunion, du réseau de l'État.

Il n'a pas paru possible au ministre, dont il convient d'approuver la sagesse en la circonstance, de proposer des impôts nouveaux ou le relèvement des impôts existans. La rentrée de plusieurs de ceux-ci est difficile. Une partie importante du territoire est encore envahie et ne fournit aucune ressource. On ne saurait d'ailleurs envisager des taxes qui établiraient une

discrimination entre les départemens. C'est donc aux seuls moyens de trésorerie qu'il convient d'avoir recours. Grâce aux conventions avec la Banque de France et au succès de l'émission des Bons de la Défense nationale, ils sont suffisans.

L'article 12 de la loi du 26 décembre 1914 décide qu'une loi spéciale déterminera les conditions dans lesquelles s'exercera le droit à la réparation des dommages matériels résultant des faits de guerre. Un premier crédit de 300 millions est ouvert au ministère de l'Intérieur pour les besoins les plus urgens. Un décret pris en Conseil d'État fixera la procédure de la constatation des dommages et le fonctionnement des commissions d'évaluation.

Voici le détail des crédits votés pour le 1er semestre 1915 :

	Millions.
Dette publique	728
Pouvoirs publics	10
Ministère des finances	45
Ministère de la justice	29
Ministère des affaires étrangères	16
Ministère de l'intérieur	451
Ministère de la guerre	6030
Ministère de la marine	339
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	203
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes	9
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	92
Ministère des colonies	52
Ministère de l'agriculture	16
Ministère des travaux publics	396
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	374
Remboursements, restitutions et non-valeurs	35
	8825

Il est inutile d'insister sur l'énormité de ce budget semestriel. Les dépenses du ministère de la Guerre dépassent à elles seules 6 milliards, c'est-à-dire qu'elles correspondent précisément au milliard mensuel auquel on évalue les frais de chacun des principaux belligérans. Il ne faut pas oublier que les charges de plusieurs autres ministères, celui de l'Intérieur par exemple, sont également accrues, dans une forte proportion, par les événemens. Si la guerre dure jusqu'à la fin de 1915, le budget de l'année sera donc d'au moins 17 milliards.

La réparation des dommages aux victimes de la guerre est un des nombreux problèmes budgétaires qui se posent devant le législateur. La surface du territoire qui a été envahie dépasse 4 millions d'hectares; à l'heure où nous écrivons, il en est encore 2 millions qui sont occupés par l'ennemi. Sur ces 2 millions d'hectares vivaient, d'après le recensement de 1911, 3 250 000 habitans, plus de 8 pour 100 de la population totale de la France. La valeur vénale du sol représentait 9 milliards et demi, environ 7 pour 100 de celle du sol national tout entier. La dette hypothécaire est d'un milliard environ, représentant également 7 pour 100 de la dette totale du pays. La valeur des constructions, particulièrement des usines et installations industrielles de toute nature, dépasse de beaucoup celle du sol. Quelle est, à l'égard des destructions constatées, la responsabilité de l'État? Des décrets de 1793 l'avaient établie : le 14 août de cette année, la Convention déclarait, au nom de la nation, « qu'elle indemniserait les citoyens des pertes qu'ils ont éprouvées ou qu'ils éprouvent par l'invasion de l'ennemi dans le territoire français, ou par des démolitions ou coupes que la défense commune aura exigées de notre part. » En 1871 au contraire, le gouvernement fut d'un autre avis. M. Thiers affirmait que « l'État n'intervient jamais pour réparer les hasards de la guerre, qu'il n'indemnise que les dommages volontaires, intentionnels, réfléchis, dont il est l'auteur. » En fait, à cette époque, un compromis intervint : le montant des pertes subies dans les 34 départemens envahis fut arrêté à 657 millions, après une enquête qui ne se termina qu'en 1896. Des crédits furent ouverts pour 420 millions. Les intérêts qui s'y ajoutèrent portèrent les montans payés aux victimes à un total très voisin du total des dommages reconnus.

Dès maintenant, l'État a considéré qu'il y avait lieu de venir en aide aux populations si cruellement éprouvées, sans préjuger, bien entendu, les réparations qu'il y aura lieu d'exiger des auteurs des ravages. Le crédit de 300 millions est destiné à venir en aide aux victimes du nouveau mode de guerre pratiqué par les Allemands.

Cherchons maintenant à nous rendre compte de la façon dont pourront être couverts les 8 825 millions du budget semestriel ci-dessus. Admettons que les ressources ordinaires du budget qui, en 1914, étaient prévues pour 5 200 millions, tombent

à 4 milliards. Cela fera 2 milliards pour le semestre. Les Bons de la Défense nationale, dont le succès s'affirme chaque jour, pourront donner 2 milliards. La Banque de France, au 10 décembre 1914, avait avancé 3 600 millions ; mais elle est engagée, par la convention du 21 septembre, à aller jusqu'à 6 milliards; et il a été prévu que ce dernier chiffre pourrait être dépassé. Il reste donc, en tout cas, une première tranche disponible de 2 400 millions, ce qui forme un total de 6 400 millions. Les 2 milliards manquant devront être fournis par une augmentation de l'avance de la Banque ou par l'émission d'une dette à court terme, des obligations du Trésor de trois à cinq ans par exemple. D'ici à l'été, il est permis de supposer que la campagne sera assez avancée pour que la France puisse, à son tour, songer à l'émission d'un grand emprunt en rentes consolidées, qui sera souscrit aussi brillamment que l'a été, au mois de novembre 1914, celui de l'Angleterre. Les deux principales raisons qui ont empêché jusqu'ici l'émission d'un fonds consolidé sont l'occupation partielle de notre territoire et les questions pendantes au sujet de la rente 3 1/2 créée en juillet 1914.

On peut essayer de dresser dès maintenant le programme des impôts nouveaux, à l'établissement duquel une extrême prudence devra être apportée. Il faudra, avant tout, écarter les systèmes absolus, rejeter à la fois les programmes qui voudraient faire table rase de ce qui existe et ceux qui prétendent demander la totalité des ressources nouvelles à une seule nature de taxes. Pour réunir les sommes considérables dont on aura besoin, il sera nécessaire de s'adresser aux impôts de toute nature, les indirects aussi bien que les directs. Comme le disait Gladstone, on courtisera les deux sœurs, la brune et la blonde, qui devront, l'une et l'autre, accorder leurs faveurs au Ministre des Finances.

Déjà avant la guerre, alors que les partisans d'une saine gestion de nos finances critiquaient les expédiens au moyen desquels nos derniers budgets avaient été équilibrés et cherchaient à les asseoir sur une base solide, nous avions, d'accord avec M. Paul Leroy-Beaulieu, dressé un projet de recettes supplémentaires qu'il nous paraissait facile de réaliser, soit en établissant des taxes nouvelles, soit en majorant des impôts existans et en assurant la perception intégrale de ceux d'entre

eux qui ne sont pas recouvrés comme ils devraient l'être. En voici la liste :

		Millions.
Addition d'un décime sur les contributions existantes :		
A savoir : sur les contributions directes et taxes assimilées.	63	318
sur l'enregistrement	80	
sur le timbre	22	
sur les taxes douanières frappant les denrées coloniales	15	
sur les contributions indirectes (monopoles et sel non compris)	85	
sur les tabacs	53	
Suppression du privilège des bouilleurs de cru		100
Taxes sur l'éclairage		20
Doublement de la taxe sur les boissons hygiéniques		83
Doublement de la taxe sur l'alcool et l'absinthe		200
Doublement de la taxe sur les voyageurs de 1re et de 2e classe.		30
Retour à l'exploitation privée pour le réseau d'État		60
Versement au budget des fonds du pari mutuel		40
Versement au budget des redevances annuelles de la Banque de France		15
Prolongation des concessions de chemins de fer		130
Droit de navigation intérieure de 1/4 de centime par tonne kilométrique		15
		1 011

Ce programme est établi d'après six principes qui nous semblent devoir guider le législateur dans les résolutions qu'il aura à prendre pour organiser nos finances après la guerre : 1° respecter le plus possible notre système d'impôts, qui a fait ses preuves depuis plus d'un siècle et qui n'a cessé de fournir des recettes croissantes, sans provoquer de plaintes sérieuses de la part des contribuables; 2° frapper l'alcool; 3° faire disparaître un privilège injustifié, à l'abri duquel se commettent d'énormes fraudes; 4° diminuer les exploitations d'État, supprimer la plus ruineuse de toutes, celle des chemins de fer, et consolider celle des Compagnies, en renouvelant leurs conventions; 5° faire rentrer dans le budget un certain nombre de recettes qui sont l'objet, en dehors du contrôle parlementaire, d'affectations spéciales; 6° instituer une taxe légère pour un service rendu jusqu'ici gratuitement à un certain nombre de citoyens privilégiés. La simple application de ces règles directrices donnerait une recette annuelle de plus d'un milliard. Reprenons-en le détail :

1° L'addition d'un décime aux contributions existantes ne paraîtra certainement pas excessive aux Français, après les épreuves qu'ils viennent de traverser. Chacun de nous s'attend à ce que, à partir de 1916, la feuille du percepteur nous arrive avec une majoration : celle d'un dixième que nous suggérons est modérée. On remarquera que nous n'avons pas compris dans notre énumération les valeurs mobilières, qui viennent d'être lourdement frappées, et dont les coupons rapportent un ensemble de taxes amputant, dans certains cas, plus d'un sixième du revenu. Une taxe légère sur l'éclairage ne gênera point les consommateurs. Il n'y a pas bien longtemps, ils payaient à Paris le gaz 50 et l'électricité 300 pour 100 plus cher qu'aujourd'hui. Le doublement de la taxe sur les boissons dites hygiéniques est très justifiable et représentera bien peu de chose par rapport au déplacement de cours qui s'est produit depuis un certain nombre d'années. En quoi un droit de 3 francs par hectolitre, au lieu de 1 fr. 50, restreindra-t-il l'usage du vin, alors que le prix, qui en était de 5 ou 6 francs au commencement du siècle, a dépassé aujourd'hui 30 francs?

2° Quant à l'alcool, sur lequel nous reviendrons plus longuement tout à l'heure, et à l'absinthe, dont les ravages sont un sujet d'effroi pour tout Français soucieux de l'avenir de son pays, nous ne savons pas si le doublement du droit que nous proposons est suffisant : il ne portera pas encore la taxe française à la hauteur de l'accise anglais. Nous avons admis, dans le calcul de son rendement, qu'il entraînerait une diminution notable de la consommation.

3° Si, comme nous voulons l'espérer, le privilège des bouilleurs de cru est enfin supprimé, nous sommes en droit de supposer que cette énorme consommation clandestine sera partiellement remplacée par une vente à ciel ouvert, qui acquittera les droits et augmentera d'autant le produit de l'alcool. En demandant le rétablissement de l'impôt sur les voyageurs à son taux antérieur, nous laissons indemnes la troisième classe, celle qui sert au plus grand nombre. Nous ne pensons pas que la proposition ainsi limitée soulève d'objection sérieuse.

4° Nous croyons le moment venu d'examiner dans son ensemble la question des chemins de fer. On sait quel est le régime bâtard sous lequel nous vivons. A côté du système originaire d'après lequel s'est constitué le réseau français, celui

de concessions temporaires accordées par l'État, nu propriétaire des lignes, à des Compagnies exploitantes, le hasard des décisions parlementaires a créé un réseau d'État, dont celui-ci est non seulement le propriétaire, mais aussi l'exploitant. En 1875, l'acquisition des lignes Philippart en Vendée et dans les Charentes, forma un premier noyau, dont l'importance, trente-trois ans plus tard, fut triplée par le malencontreux rachat de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, aussi profitable aux actionnaires que nuisible au Trésor. Le déficit n'a cessé de croître; le compte d'établissement a grossi dans une proportion que personne n'avait prévue. Bien avant les événemens de 1913, qui nécessitèrent l'émission d'un emprunt, il avait fallu, pour les besoins de ce réseau, rouvrir le grand Livre de la Dette publique et émettre, à jet continu, des obligations 4 pour 100, dites des chemins de fer de l'État. D'un autre côté, les concessions des cinq grandes Compagnies, Nord, Est, Midi, Orléans, Paris-Lyon-Méditerranée, approchent de leurs échéances : la plus éloignée expire en 1960; la plus rapprochée en 1948, c'est-à-dire dans une trentaine d'années. La brièveté du temps qui leur est ainsi mesuré commence à paralyser l'activité de ces sociétés. Un chemin de fer a besoin de se développer sans cesse, de renouveler et d'augmenter sa voie, son matériel, de faire des constructions de diverse nature; pour tous ces objets, il faut qu'il emprunte; afin que ces emprunts ne soient pas trop onéreux, il doit pouvoir en espacer l'amortissement sur une période suffisamment longue : or, les délais actuels d'expiration de concessions rendent d'ores et déjà excessive la charge des obligations à émettre. L'État aurait tout intérêt à négocier dès maintenant avec les Compagnies une prolongation de leurs concessions, en échange de laquelle il se ferait attribuer de sérieux avantages. Il pourrait notamment stipuler en sa faveur une part plus élevée, dans le partage des bénéfices, que celle qui est prévue par les conventions de 1883. Il écarterait la menace d'appels considérables à sa garantie, qui, d'après le régime actuel, ne manqueront pas de lui être adressés au cours des prochaines années. Le trouble apporté par la période de guerre dans les finances des Compagnies ne manquera pas d'avoir sa répercussion dans les charges publiques. Aux six douzièmes votés pour 1915, figure déjà, sous la rubrique des dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État, une somme de

127 millions, au chapitre des garanties d'intérêt des chemins de fer. Le même service, pour l'année tout entière, n'avait exigé l'inscription au budget de 1914 que de 16 millions!

On voit la gravité du problème : ce sera l'un des premiers à étudier, au double point de vue de l'allégement de nos finances et de l'organisation d'un service répondant à tous les besoins du public. L'expérience de la guerre a d'ailleurs été concluante sous ce dernier rapport. Nos Compagnies ont été à la hauteur de toutes les exigences de la défense nationale. La façon dont la Compagnie de l'Est, par exemple, au commencement de septembre, a transporté des armées entières sur les champs de bataille de la Marne, a démontré la perfection de son organisation : elle a eu sa part dans nos victoires d'alors.

5° Les mêmes ministres qui parlaient sans cesse d'unité budgétaire, n'ont pas hésité à permettre que certaines recettes reçussent des affectations extra-budgétaires. C'est ainsi que les prélèvemens opérés au profit du Trésor sur le Pari mutuel des champs de courses servent à une foule d'œuvres, auxquelles ils sont distribués selon le bon plaisir du ministre de l'Intérieur, sans le contrôle du Parlement. Les sommes que la Banque de France verse annuellement au Trésor et qu'elle prélève sur les produits de ses escomptes et avances, ont été destinées à fournir des avances aux Caisses de crédit agricole. Celles-ci ont maintenant pris un développement suffisant et commencent à avoir des ressources assez importantes, au moyen des dépôts qu'elles reçoivent, pour pouvoir se passer de l'aide de l'État. Il semble donc légitime de faire rentrer dans les recettes budgétaires aussi bien la contribution de la Banque que les versemens du Pari mutuel.

6° La gratuité de la navigation sur les canaux ne se justifie par aucun argument. Il n'est pas plus logique de permettre aux transporteurs par eau d'user de cette route sans acquitter un péage, qu'il ne le serait de laisser des camionneurs faire rouler des locomotives et des wagons sur les rails des voies ferrées, sans payer le prix de ce passage. L'établissement et l'entretien d'un canal coûtent, aussi bien que ceux d'une ligne de chemin de fer. Pourquoi, dès lors, accorder une faveur à la classe des navigateurs dont les péniches parcourent ces artères? La taxe que nous proposons est bien modeste : un quart de centime par tonne kilométrique, le dixième à peu près de celle que

les marchandises acquittent pour le même parcours en chemin de fer. Ce tarif serait susceptible de relèvement si, comme nous le supposons, la navigation n'était pas ralentie par l'établissement de ce léger droit.

Le programme que nous venons d'exposer est modeste. Il ne bouleverse pas ce qui existe. Il en profite au contraire pour augmenter, là où cela semble pouvoir être fait sans nuire à la prospérité du pays et à l'activité des affaires, le taux d'impôts anciens, auxquels le public est habitué, et qu'il acquitte sans effort ni gêne. Il corrige des abus invétérés, difficiles à extirper en temps ordinaire, et qui ne peuvent être abolis qu'à des époques comme celle que nous traversons. Il réorganise un des principaux services d'intérêt général, en donnant aux sociétés qui l'exploitent le moyen de le perfectionner encore et d'en assurer le développement harmonieux.

Le budget de l'État ne sera pas seul à ressentir les effets de la guerre. Ceux des départemens et des communes, dans certaines régions surtout, en éprouvent vivement le contre-coup. Au premier rang, celui de la Ville de Paris, qui a établi ses prévisions de 1915 à un chiffre dépassant de 16 millions celui de 1914. D'autre part, l'exercice 1914 se réglera pour elle avec une diminution sensible des recettes sur les estimations, notamment en ce qui concerne l'octroi, et une aggravation notable des charges, due à des causes multiples. L'administration a dû organiser des transports par automobiles, constituer les stocks nécessaires à ses différens services, par exemple en charbon; assurer l'arrivée des matériaux pour maintenir en activité un certain nombre de chantiers, créer des services nouveaux ou activer les anciens; imprimer ou distribuer un Bulletin des Communes, de nombreux documens en vue du recensement et du recrutement; hospitaliser les réfugiés dans les asiles municipaux; remplacer des concessionnaires ou adjudicataires de services défaillans; assister les chômeurs, les réfugiés français et belges; assurer l'approvisionnement de la capitale. La municipalité a pris à sa charge une partie des allocations aux familles des mobilisés votées par l'État; elle a alloué, à titre de secours de chômage, à tout chef de famille privé de ressources faute de travail, une somme de 1 fr. 25 par jour, majorée de 0 fr. 50 par enfant au-dessous de seize ans. Conformément à la loi qui autorise les communes à créer une dette flottante, la

Ville de Paris a décidé l'émission de 140 millions de francs de Bons à un an d'échéance, rapportant 5 1/2 pour 100 d'intérêt : une partie de la somme servira à couvrir le déficit de 1914, et le reste à assurer l'équilibre en 1915.

IV

Il n'est pas possible de nous représenter encore ce que sera le budget de la France au lendemain de la guerre. Il est cependant du plus haut intérêt d'envisager dès maintenant certaines hypothèses qui nous permettent de juger sainement la situation et de ne pas nous effrayer outre mesure de l'énormité des dépenses de la guerre actuelle.

La ferme volonté manifestée par les trois Grandes Puissances de la Triple-Entente de ne pas s'arrêter avant d'avoir obtenu la victoire décisive, nous est un sûr garant que la paix ne sera pas un accord boiteux, un arrangement provisoire laissant tout en suspens, au lendemain duquel chaque pays reprendrait de plus belle la course aux armemens. S'il devait en être ainsi, ce serait une calamité nouvelle ajoutée à celles dont le monde souffre en ce moment. C'est en vain que tant de sang généreux aurait coulé et que la fleur de notre jeunesse eût été fauchée sur les champs de bataille. Il faut que les agresseurs soient mis hors d'état de renouveler leurs entreprises criminelles, et que, par suite, les budgets militaires de l'Europe soient réduits dans une notable proportion. S'ils devaient seulement être maintenus aux chiffres qu'ils atteignaient à la veille de la guerre, nous avouons que nous ne serions pas sans inquiétude sur la possibilité d'équilibrer les comptes de la France. Il ne faut pas perdre de vue que notre dette sera augmentée dans une proportion qu'il serait oiseux d'évaluer aujourd'hui, puisqu'elle dépend essentiellement de la durée de la campagne. D'autre part, tout en admettant que la somme à emprunter soit fortement réduite par le versement entre nos mains de l'indemnité de guerre à laquelle nous aurons droit, il y aura lieu de couvrir en partie par l'impôt les frais qui ne nous seront pas remboursés. La situation des contribuables se trouvera aggravée de ce chef.

Les frais de la lutte, nous l'avons dit, dépassent, pour la France seule, un milliard de francs par mois. A la fin de 1915, nous aurons donc dépensé de ce chef 17 milliards. Or, si l'on

songe au nombre des alliés qui réclameront leur part de la rançon à exiger de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie (nous ne parlons que pour mémoire de la Turquie), on voit qu'il nous est difficile d'espérer pouvoir recouvrer la totalité de nos débours. Admettons qu'il nous reste en fin de compte à nous procurer un capital de 12 milliards de francs. On ne saurait admettre un chiffre inférieur, d'autant moins qu'il ne s'agit pas seulement de solder les frais de la guerre proprement dite, mais qu'il y aura des sommes énormes à dépenser pour la reconstruction de tout ce qui a été détruit. Notre évaluation est donc modeste. L'annuité à inscrire de ce chef au budget ne sera pas inférieure à 600 et peut-être 700 millions, si nous faisons, comme il serait sage de nous y décider, une large part à l'amortissement. Il faut espérer que le budget de l'armée et de la marine pourront être réduits d'autant. Avec les économies que nous devrons réaliser sur un certain nombre de services civils, absurdement développés depuis le commencement du siècle, nous contiendrons alors du total de nos dépenses aux environs de 5 milliards, chiffre qui nous eût encore paru démesuré il n'y a pas dix ans et qui ne devrait pas être dépassé, aussi longtemps tout au moins que notre population n'augmentera pas.

Il conviendra de faire une place importante, dans ce budget rénové, à l'amortissement de notre dette, dont le capital dépassera vraisemblablement après la guerre 40 milliards, et atteindra peut-être 50 milliards, c'est-à-dire 1 250 francs par tête d'habitant. Le sentiment de cette nécessité est aujourd'hui général : l'emprunt de juillet 1914 fut créé selon cette formule. Afin de ne pas trop charger la génération actuelle, l'amortissement des rentes qui auront pour objet de liquider les dépenses de la guerre pourra s'étendre sur une période plus longue que les vingt-cinq ans prévus pour les 900 millions de 3 et demi. Il sera légitime de faire porter une partie du poids sur nos enfans et nos petits-enfans qui, nous en avons la conviction, profiteront encore des résultats obtenus par nous au prix de tant d'efforts. On sait d'ailleurs que la rente 3 et demi de 1914 est destinée à disparaître, en vertu de la décision du Ministre des Finances qui déclare qu'elle sera reçue à son taux d'émission, en paiement des futurs emprunts. Il n'est pas douteux que les porteurs s'empressent de faire usage de ce droit. Il

est d'ailleurs possible que certaines combinaisons, envisagées dès maintenant pour faciliter la reprise des affaires à la Bourse, fassent disparaître ce fonds à brève échéance.

Une partie de notre législation qui devra attirer tout spécialement l'attention de nos hommes d'État est celle qui concerne l'alcool. On sait les terribles ravages que ce poison opère dans nos villes et nos campagnes. C'est un des facteurs les plus redoutables de la dépopulation : en affaiblissant la race, il prépare des générations de plus en plus chétives, vouées au crime, à la folie, à toutes les misères et à toutes les déchéances physiques et morales. C'est l'alcool qui est en partie responsable du recul effroyable de la natalité en Normandie, où quatre départemens ont perdu, en un demi-siècle, plusieurs centaines de milliers d'habitans. Il convient d'abord de le surtaxer, de façon que l'élévation du prix en ralentisse la consommation, sans diminuer pour cela les recettes du fisc. En même temps il faudrait à tout prix faire disparaître le privilège des bouilleurs de cru. Sous prétexte de respecter la liberté du propriétaire, on autorise les cultivateurs à distiller leurs fruits et à fabriquer des quantités d'eau-de-vie, soi-disant destinées à leur consommation individuelle. Ils dépassent largement cette limite, fraudent le Trésor du montant des droits qu'ils n'acquittent pas et mettent en circulation, d'une façon plus ou moins clandestine, des masses de liquide qui échappent à l'impôt. C'est par cette voie que des centaines de milliers d'hectolitres se répandent dans la circulation, où ils servent souvent de monnaie d'échange : les producteurs paient en nature les journées de leurs ouvriers. On juge de l'effet produit par un pareil abus ; il est aussi dangereux au point de vue de la santé publique que nuisible aux intérêts du Trésor. De timides efforts ont été faits, à diverses reprises, pour le supprimer : ils sont malheureusement restés vains. Lors de l'un de ses ministères, M. Rouvier avait tenté de l'extirper, mais il n'eut pas le courage de résister aux objurgations de la majorité, et il céda une fois de plus. Depuis lors, le mal n'a cessé de croître. Les statistiques démontrent que la France est le pays du monde où la consommation de l'alcool par tête d'habitant est la plus forte. Non seulement on ne fait rien pour l'enrayer, mais on semble prendre plaisir à favoriser la diffusion du mal. En mars 1914, la Chambre, avant de se séparer, avait voté la suppression de la licence des débits. On

a limité depuis cette exemption aux débitans qui s'engagent à ne pas vendre d'alcool pur, et qui ne fournissent que des boissons, telles que le vin et la bière, évidemment moins dangereuses que l'eau-de-vie, surtout si elles ne sont consommées qu'en quantités modérées : mais la nécessité de dégrever les cabaretiers ne se faisait pas sentir.

Le problème de l'alcool est vital pour notre pays. Ce n'est qu'à la faveur d'une poussée violente de l'opinion que nous pouvons espérer le voir résolu. C'est dans des époques dramatiques comme celle où nous vivons, que les masses sont susceptibles de comprendre la grandeur du péril et de prendre les résolutions viriles qui, seules, nous sauveront d'une menace plus terrible que celle de l'invasion allemande. Il faut qu'un pétitionnement s'organise dans toutes les communes, que les femmes de France prennent la direction du mouvement, que des millions de signatures soient recueillies, qui imposent à nos législateurs les mesures de salut indispensables. Elles se résument en trois articles de loi : suppression du privilège des bouilleurs de cru, doublement du droit de consommation de l'alcool, réduction progressive du nombre des débits.

Le tsar Nicolas II, dès le début des hostilités, a fermé les dépôts de *vodka* (eau-de-vie) en Russie. Il a renoncé ainsi volontairement à une recette budgétaire de plus de 2 milliards et demi de francs. Sera-t-il dit que la République française est moins soucieuse de l'existence des Français que l'empereur moscovite ne l'est de celle de ses sujets ? Nous ne demandons même pas à nos parlementaires d'aller aussi loin que notre allié : qu'ils suppriment seulement la consommation illicite et clandestine, qu'ils élèvent la taxe à une hauteur telle que les ventes soient sérieusement ralenties, qu'ils réduisent le nombre des établissemens où s'engouffrent les salaires et se détruit la santé des ouvriers, et un grand pas aura été fait. Mais il est indispensable que le problème soit abordé dans toute son ampleur : il n'y en a pas de plus pressant pour la France. Déjà les hécatombes de la guerre vont avoir cruellement diminué le nombre des jeunes pères de famille, de ceux sur lesquels nous comptions pour avoir de nombreux enfans et combler les vides. Si des mesures n'étaient pas prises pour sauvegarder la vitalité et la santé de ceux qui resteront, nous devrions concevoir de très sérieuses inquiétudes sur l'avenir de notre population.

C'est là un des élémens du problème social : dans l'espèce, il doit se résoudre par des mesures fiscales qu'il faudra savoir prendre sans faiblesse. Dans un autre ordre d'idées, nous espérons que les yeux du pays et de ses représentans vont enfin s'ouvrir, à la lumière de la grande épreuve que nous traversons, et qu'ils discerneront le véritable devoir qui incombe à l'État, c'est-à-dire au gouvernement. Pour avoir voulu se mêler de tout, celui-ci a négligé les parties essentielles de sa tâche primordiale, et qui consiste à veiller à la sécurité nationale et maintenir l'armée et la marine au plus haut degré de puissance. Ce n'est pas le moment d'écrire à ce sujet tout ce qui remplit le cœur des bons citoyens et de demander des comptes aux coupables qui, négligeant les avertissemens les plus sérieux, n'avaient mis ni nos finances, ni nos forteresses, ni nos approvisionnemens dans l'état où ils auraient dû être. Aussi n'en parlons-nous que pour dégager la conclusion qui s'impose, à savoir la nécessité de ramener le gouvernement à ses fonctions naturelles et de ne pas lui permettre de s'égarer dans un labyrinthe d'expériences dites sociales, sous prétexte desquelles il commençait à bouleverser l'édifice financier de la France.

Ce qu'il faudra avant tout, dans nos futurs budgets, c'est rendre au pays la liberté de ses mouvemens, que les tendances interventionnistes des derniers temps paralysaient de plus en plus. Pour payer chaque année au Trésor les milliards qu'il réclame, les Français ont besoin de travailler ; leur esprit d'entreprise doit être stimulé, ou tout au moins ne pas être contrarié. Or, l'un des plus graves défauts d'une certaine législation, c'est de décourager le contribuable, en lui faisant craindre l'intervention excessive et abusive du fisc dans ses affaires, le prélèvement d'une portion exagérée de ses bénéfices, les tracasseries administratives, la violation du secret de ses affaires et de sa vie.

Comment l'État trouvera-t-il les sommes nécessaires à la souscription de ses emprunts, si l'épargne ne peut se former librement? Il faudra un élan d'autant plus grand chez nos nationaux que les concours étrangers, qui, à d'autres époques, s'étaient produits, seront plus rares. Toutes les grandes nations du globe, en effet, à l'exception des États-Unis d'Amérique, auront, elles aussi, des rentes à placer : pendant quelque temps,

le marché des capitaux sera accaparé par les émissions de fonds publics, et la question se posera de savoir si les épargnes des particuliers, singulièrement amoindries par la guerre, seront à la hauteur de toutes ces demandes.

En cherchant à prévoir ce que sera en France le marché des capitaux au lendemain de la guerre, nous devons tenir compte non seulement des besoins de notre pays, mais de ceux des autres. En dépit de la séparation absolue qui s'est actuellement établie entre les deux groupes de belligérans, il est inévitable qu'une fois la paix signée, l'influence réciproque de la situation économique de chacun des peuples qui auront été engagés dans la lutte se fasse sentir. Il est peu probable que les Anglais, les Russes et les Français souscrivent alors aux emprunts austro-allemands : mais la répercussion des opérations entreprises sur les diverses places se produira à travers les pays neutres, les marchés américain, suisse et hollandais par exemple.

L'ensemble des appels au crédit atteindra des chiffres énormes. Si la guerre dure un an, le total des dépenses sera pour les cinq grandes puissances de 60 milliards ; si elle dure dix-huit mois, de 90 milliards. Il faut y ajouter les frais de la Belgique, de la Serbie, du Monténégro, de la Turquie, sans oublier l'Égypte et le Japon. Ce dernier, jusqu'ici, a borné son action à l'Extrême-Orient : mais, s'il envoyait un certain nombre de corps d'armée en Afrique et en Europe, les sommes dont il aurait besoin seraient singulièrement accrues. Évidemment, la totalité de cette formidable carte à payer ne sera pas exigible au moment de la cessation des hostilités. Une partie des émissions de rentes qui se feront alors ne seront pas autre chose que des consolidations de Bons du Trésor créés antérieurement : il n'y aura donc pas, de ce chef, d'appel de fonds nouveaux. De plus, certains des belligérans ont émis dès maintenant des sommes importantes de consolidés qui leur ont fourni des ressources, dont le chiffre est à déduire de celui des emprunts à contracter au moment de la liquidation générale.

L'Allemagne, la première, a émis au mois de septembre 1914, au cours de 97 et demi, un milliard de mark (1250 millions de francs) en Bons du Trésor à cinq ans d'échéance, rapportant 5 pour 100 d'intérêt, et une rente 5 pour 100 perpétuelle, non remboursable avant le 1er octobre 1924, pour un montant indé-

terminé; d'après certaines communications, il en aurait été souscrit 3 milliards et demi environ. La Prusse a suivi, avec un emprunt d'un milliard et demi de mark qu'elle n'a même pas essayé de placer dans le public et qui a été enfermé dans des établissemens officiels. L'Autriche a émis, le 16 novembre, au même cours de 97 et demi, des Bons du Trésor 5 et demi pour 100, remboursables en 1920, et la Hongrie, toujours au même cours, une rente 6 pour 100, dont les souscripteurs pourront, moyennant préavis d'un an, réclamer le remboursement en 1919. Il a été, dit-on, placé en Autriche 1 540 millions de couronnes (1 600 millions de francs) et, en Hongrie, 800 millions de couronnes (840 millions de francs). L'Angleterre a émis, le 24 novembre, au prix de 95, le plus grand emprunt qu'aucune Puissance ait jamais contracté, 350 millions de livres (8 750 millions de francs) d'une rente 3 et demi remboursable de 1925 à 1928. Enfin l'Italie a émis avec un grand succès, en janvier 1915, un milliard de rente 3 et demi pour 100.

Voilà déjà une vingtaine de milliards de francs entrés dans les caisses publiques, sinon d'une façon définitive, au moins pour des périodes telles que le remboursement n'en pèsera pas sur les exercices qui suivront immédiatement la guerre. Mais, d'autre part, il faudra rembourser les avances consenties aux différens Trésors par les Banques d'émission, et retirer le papier-monnaie mis en circulation. En outre, il n'y aura pas seulement à régler le compte des dépenses faites ; des sommes considérables seront nécessaires pour réparer les effroyables dévastations commises au cours des hostilités. Que ces dommages, qui se chiffrent par dizaines de milliards, soient couverts en partie par les gouvernemens des victimes, ou qu'elles en reçoivent le montant des auteurs mêmes des crimes à qui une contribution de guerre équivalant au mal causé sera imposée, peu importe au point de vue qui nous occupe : de toute manière, ces milliards devront être empruntés. Voyons en face de quelles ressources nous nous trouverons alors, et recherchons à cet effet quelle est la situation de notre marché monétaire et financier.

V

Notre étude ne serait pas complète si elle ne s'occupait de la Banque et de la Bourse, dont il a été si fort question depuis

le mois d'août : l'une et l'autre ont été l'objet de mesures spéciales, dont le but était de retarder l'exécution d'engagemens pris avant l'ouverture des hostilités. En ce qui concerne les établissemens de crédit, c'est-à-dire les sociétés par actions, dont la fonction principale consiste à recevoir les dépôts du public et à les faire fructifier en les employant notamment à l'escompte du papier commercial ou financier, la déclaration de guerre les a surpris en pleine activité. Beaucoup d'affaires étaient en préparation : certains emprunts étrangers, émis au cours du premier semestre de 1914, et l'emprunt français 3 et demi du 7 juillet, n'étaient pas encore entièrement classés, c'est-à-dire entrés dans le patrimoine des capitalistes. Au premier moment de l'émoi causé par la note autrichienne et de la panique qui suivit la déclaration de guerre, les banques se procurèrent des ressources en réescomptant à la Banque de France une grande partie des traites qu'elles avaient antérieurement acquises : du 27 juillet au 6 août, le portefeuille de notre grand institut d'émissions augmenta de 2 352 millions ; du 6 août au 1er octobre, il progressa encore de 541 millions, si bien que, de 1 504 millions au 21 juillet, il passa en deux mois et dix jours à 4 476 millions : en chiffres ronds, il tripla. Malgré l'aide puissante qu'elles avaient ainsi reçue, les banques n'avaient pu mobiliser, c'est-à-dire transformer en espèces ou en crédits immédiatement disponibles, des sommes égales à la totalité de leurs dépôts. En effet, elles n'emploient pas ceux-ci exclusivement à l'escompte de papier bancable ; on appelle ainsi les lettres de change remplissant les conditions voulues pour être achetées par la Banque de France. Elles font des reports, des avances sur titres; et cela non seulement en France, mais aussi à l'étranger, où il arrivait fréquemment que les taux fussent plus rémunérateurs que dans notre pays. Les reports, c'est-à-dire les prêts sur valeurs mobilières cotées à la Bourse, opérés dans des conditions spéciales, arrivaient bien à échéance le 31 juillet; mais le règlement des opérations engagées à Paris ayant été ajourné, ces sommes ne sont pas encore rentrées dans les caisses des établissemens prêteurs. Elles ne s'élèvent toutefois, au parquet des agens de change, qu'à une soixantaine de millions.

Une autre cause qui explique les difficultés passagères contre lesquelles nos banques ont eu à lutter est l'importance prise, au cours du XIXe et du XXe siècle, par la place de Paris au point de

vue international. Elle est devenue, dans une mesure comparable à celle de Londres, le banquier d'une partie du monde, avec cette différence que les maisons anglaises, dont on désigne souvent l'ensemble sous le nom de Cité, ouvrent surtout des crédits aux négocians importateurs ou exportateurs de marchandises, tandis que les banques françaises se spécialisent plutôt dans les transactions financières proprement dites, ayant trait aux emprunts d'État, aux actions et obligations de toute nature. Cette tendance de nos établissemens s'est accentuée, en raison du goût de plus en plus prononcé de notre public pour les placemens en valeurs mobilières et particulièrement en valeurs étrangères, auxquelles nos épargnans trouvaient le double mérite de fournir un revenu plus élevé que les titres nationaux similaires et de soustraire le capital ainsi placé à quelques-uns des risques qui leur paraissaient à redouter dans leur propre pays. Ce n'est pas ici le lieu de discuter cet état d'esprit, qui va sans doute se trouver modifié par la guerre : les occasions de placemens avantageux en fonds français seront nombreuses; des Bons du Trésor rapportant 5 et des Bons de la Ville de Paris rapportant 5 et demi pour 100 sont d'ores et déjà une aubaine qui eût paru invraisemblable il y a six mois.

D'autre part, le crédit de plusieurs pays étrangers, auxquels nous avions confié un peu légèrement nos capitaux, subit une atteinte sérieuse, en dépit de leur neutralité et de leur éloignement. Ils n'ont pas cessé d'avoir besoin de notre aide pour se développer, et n'ont pas encore suffisamment mis en valeur leurs ressources propres pour faire aisément face à tous les engagemens, durant la période d'épreuves que nous traversons.

Hâtons-nous d'ajouter que, pour plusieurs de ces pays, notamment les grandes Républiques de l'Amérique du Sud, la situation est déjà en voie de s'améliorer. C'est ainsi qu'au Brésil, la balance du commerce extérieur s'est modifiée brusquement. L'an dernier, les importations dépassaient les exportations; depuis plusieurs mois, au contraire, celles-ci atteignent des chiffres très supérieurs aux premières et fournissent au pays les ressources dont il a besoin pour acquitter ses engagemens au dehors. Il est vrai que le gouvernement fédéral a dû conclure avec les porteurs de ses rentes un engagement qui lui permet de leur payer temporairement leurs coupons en titres, solidement garantis d'ailleurs par les douanes de Rio-de-Janeiro. Pareille conven-

tion avait déjà été passée en 1898, et avait été le signal d'une amélioration notable dans les affaires brésiliennes. Il paraît devoir en être de même cette fois-ci. Le change sur Londres, qui, au début de la guerre, était tombé à Rio à 11 pence, c'est-à-dire à 30 pour 100 au-dessous du niveau normal de 16 pence, s'est vivement relevé à 14 pence. Quant à la République Argentine, elle a une belle récolte de maïs et de blé; elle vend ses céréales et ses viandes congelées aux armées européennes; elle surmontera les difficultés d'une crise qui frappe surtout les immeubles urbains, sur lesquels une spéculation excessive s'était produite. Ses habitans devront, comme leurs voisins du Nord, restreindre pendant quelque temps leurs achats au dehors, ce qui aura pour effet de rétablir le change. La Caisse de conversion argentine détient encore plus d'un milliard de francs en or, en dépit de retraits considérables qui lui avaient fait perdre plus d'un cinquième de son encaisse dans les derniers jours de juillet 1914.

Nos banques ont pour habitude d'ouvrir des crédits à des États, à des Sociétés, à des banques étrangères; ces crédits se donnent en général sous forme d'acceptation, c'est-à-dire que le bénéficiaire de l'avance fournit sur l'établissement français une traite à échéance de trois mois, que ce dernier s'engage à payer à l'échéance. Quelques jours avant cette date, les fonds doivent être remis au banquier; mais celui-ci est tenu de faire honneur à sa signature, même s'il n'a pas reçu de son débiteur ce qu'on appelle, en termes techniques, la couverture de son acceptation. L'état de guerre a empêché et empêche encore beaucoup de ces couvertures d'être adressées à Paris. Les établissemens de crédit avaient de ce chef des engagemens de plusieurs milliards, qui contribuaient à peser sur eux et à paralyser leur activité.

C'est alors qu'intervinrent des moratoria successifs. Le décret du 31 juillet prorogea de trente jours francs les délais dans lesquels doivent être faits les protêts et les autres actes destinés à conserver les recours pour toutes valeurs négociables souscrites antérieurement au 1er août 1914, échues depuis cette date ou venant à échéance avant le 15 août. Le décret du 29 août prorogea ce délai de trente jours; celui du 27 septembre accorda une nouvelle prorogation jusqu'au 31 octobre; celui du 27 octobre en décida une de soixante jours, jusqu'au 1er janvier 1915. L'application de ce dernier décret a été encore une fois retardée.

Des mesures spéciales intervinrent en ce qui concerne les dépôts de fonds. Un premier décret autorisa les banques à ne rembourser à chacun de leurs déposans qu'une somme de 250 francs, plus 5 pour 100 du surplus. Des décrets successifs ont porté la somme fixe à 1 000 francs et les remboursemens proportionnels à 50 ou 75 pour 100 du total, selon qu'il s'agit de sommes réclamées par les particuliers pour leurs besoins personnels ou par des commerçans et industriels pour la gestion de leurs affaires. Depuis le 1er janvier 1915, la plupart des sociétés ont renoncé à se prévaloir de la limitation légale, et tiennent le montant total des dépôts à la disposition de leur clientèle. On peut donc considérer qu'en ce qui concerne cette partie du problème, la crise est terminée. Mais les effets s'en feront sentir pendant quelque temps. Le public a été effrayé de cette fermeture à peu près complète des guichets, à un moment où il aurait voulu, au contraire, pouvoir librement disposer de son avoir. Le résultat des restrictions a été que, au fur et à mesure que les limites du moratorium se faisaient moins étroites, les titulaires de comptes s'empressaient de retirer tout ce qui leur était offert, sans se demander s'ils ne dépassaient pas considérablement leurs besoins. Ils thésaurisaient, parce que leur confiance dans la solvabilité des établissemens avait été un moment ébranlée. C'est à des milliards de francs que s'élèvent aujourd'hui les sommes ainsi retirées de la circulation, sans profit pour personne et au plus grand dommage des intérêts généraux.

Deux correctifs cependant ont été apportés à cette accumulation de ressources improductives. Un certain nombre de particuliers ont compris que la détention pure et simple de numéraire ou de billets de banque dans leurs tiroirs était sans objet; ils les ont versés à leur crédit à la Banque de France, chez qui les comptes particuliers ont passé de 800 millions en juillet à 2700 millions en décembre. Ils se sont ensuite avisés qu'au lieu de laisser des sommes importantes s'accumuler sans en retirer aucun intérêt, il valait mieux souscrire aux Bons de la Défense nationale, dont le placement a été rapide au cours des dernières semaines. Le faire, c'est à la fois s'assurer un emploi fructueux et rendre service au Trésor public.

Les banques, en même temps qu'elles rendaient à leurs cliens la pleine disposition de leurs dépôts, se préoccupaient de

rembourser les traites acceptées par elles, dont des décrets successifs avaient retardé les échéances. Parmi ces effets, il s'en trouvait un grand nombre qui avaient été tirés par des banques étrangères, lesquelles éprouvaient de grandes difficultés à se procurer du change sur Paris. C'est ainsi que les blés russes ne sortent plus d'Odessa ni des autres ports de la mer Noire à cause de la fermeture des Dardanelles : dès lors, les exportateurs n'ont pas à leur disposition les sommes au moyen desquelles les établissemens moscovites s'acquittent en temps ordinaire de leurs dettes. De là la hausse du franc à Pétrograd, où le change sur Paris a passé de 265 à 220. Pour remédier à cet état de choses, une convention a été passée entre la Banque de France et la Banque de Russie, sous les auspices du Gouvernement impérial et avec le concours du Gouvernement français. Des accords analogues, mis à l'étude avec d'autres pays, également débiteurs du nôtre, auront pour effet de procurer à nos banques des remises de fonds de plus en plus abondantes, grâce auxquelles elles acquitteront une proportion croissante de leurs acceptations. La situation se dégagera; le portefeuille de la Banque de France, qui, le 1er octobre, s'élevait à 4476 millions, était tombé, le 10 décembre, à 3850 millions : plus de 600 millions d'effets avaient donc, dans l'intervalle, été acquittés entre ses mains. Ce mouvement continuera et, en dégageant la Banque centrale, lui rendra des forces qui lui permettront d'aider efficacement à la reprise des affaires.

Mais il ne suffit pas, pour que cette reprise ait lieu, que les engagemens du passé soient liquidés. Il faut, comme l'a dit excellemment M. Ribot dans son exposé soumis aux Chambres, mettre fin à cette sorte de paralysie qui frappe d'impuissance temporaire le grand organisme du crédit commercial, l'ensemble merveilleux de tous les moyens imaginés, perfectionnés au cours des siècles, sans lesquels le commerce et l'industrie n'auraient jamais pris le développement que l'on sait. Le producteur et le négociant ont besoin non seulement des fonds qu'ils peuvent avoir en dépôt dans les banques, mais de crédit pour l'achat des matières premières, pour les salaires des ouvriers, pour les transports. Ce crédit se donne par l'intermédiaire des banques : il faudrait que celles-ci ne craignissent pas, même en pleine guerre, de l'accorder aux maisons solvables, qui s'occupent d'affaires légitimes. Beaucoup de transac-

tions s'effectuent au comptant. Le nombre en croîtrait vite si le crédit reprenait son expansion naturelle et si les lettres de change, cette véritable monnaie des banques, recommençaient à être créées et à circuler. On a pu se faire une idée de la contraction qu'a subie sous ce rapport le marché français, en apprenant, par le bilan de la Banque de France du 10 décembre, que, sur un portefeuille de 3 850 millions, il n'y avait que 213 millions d'effets non échus. Le reste se composait d'effets prorogés, provenant de transactions antérieures à la déclaration de guerre. On voit par là que, depuis cinq mois, il ne s'est, pour ainsi dire, pas créé d'effets de commerce ayant trait à des affaires nouvelles.

Voici quels étaient, au même bilan, les soldes des principaux comptes de la Banque de France :

Actif.	Millions.	Passif.	Millions.
Encaisse or	4142	Billets en circulation. . . .	9986
Encaisse argent	351	Compte du Trésor public. .	177
Portefeuille non échu. . . .	213	Comptes courans	2273
Portefeuille prorogé	3637	Comptes de dépôts de fonds.	399
Avances à l'État	3600		
Avances sur titres	781		
Divers.	111		
Total	12835	Total	12835

La situation qui ressort de ce document est satisfaisante. Elle fait le plus grand honneur au Conseil de Régence et au Gouverneur de notre grand institut d'émission, M. Pallain, dont la politique prévoyante avait su réunir et conserver l'encaisse puissante, qui est aujourd'hui la pierre angulaire de la Banque, et l'un des soutiens de nos finances publiques. La proportion du métal à la circulation est de 45 pour 100. Si l'on ajoute le portefeuille commercial au numéraire, on trouve une couverture de 84 pour 100. Si l'on comprend dans cette couverture les avances sur titres faites à des particuliers, on arrive à 91 pour 100. Il ne reste donc que 9 pour 100 de la circulation qui corresponde à la dette de l'État. Il est vrai que cette proportion augmenterait au fur et à mesure des retraits des comptes courans : mais les engagemens de la Banque ne seraient pas aggravés de ce chef. Elle devrait en moins à ses déposans ce qu'elle devrait en plus aux porteurs de billets.

Il est évident que la Dette du Trésor est destinée à augmenter au cours des prochains mois. Mais le remboursement de cette dette a été prévu, dès le mois de septembre 1914, dans la convention intervenue à cette époque entre le ministre et le gouverneur de la Banque. Il a été stipulé que l'intérêt payé par l'État, qui n'est actuellement que de 1 pour 100, serait porté à 3 pour 100 dans l'année qui suivra la cessation des hostilités, et que les deux tiers de cet intérêt seraient alors appliqués à l'amortissement du capital restant dû.

Ceci ne constituera pas le seul mode d'extinction de la dette : le gouvernement s'est engagé à la rembourser sur ses premières ressources. Nous sommes convaincu qu'il apportera à le faire le même zèle que M. Thiers après 1871. L'amortissement de 2 pour 100 serait d'autant moins suffisant que la Banque a été autorisée à imputer sur ce fonds les pertes qui se produiraient sur le montant de son portefeuille immobilisé par la prorogation des échéances. Cette mesure est analogue à celle qu'a prise le Gouvernement britannique, lorsqu'il garantit directement la Banque d'Angleterre contre les pertes que lui infligeraient ses escomptes. Le Gouvernement français s'est inspiré de cet exemple sans le suivre complètement; il a considéré qu'il n'avait pas à intervenir dans des opérations conclues sous la seule responsabilité de la Banque et qu'il serait dangereux de les livrer à une discussion parlementaire. Cette intervention eût présenté un caractère particulièrement périlleux dans notre pays, où l'on tire trop volontiers des conséquences permanentes d'un fait accompli en temps de crise.

VI

La Bourse de Paris a été surprise par la déclaration de guerre. Les négociations qui s'y trouvaient engagées et devaient se régler à la fin du mois de juillet 1914 étaient moins importantes qu'à d'autres époques : on les évalue à 500 millions au marché officiel et à 150 millions sur le marché libre, connu sous le nom de coulisse. La moitié environ portait sur des rentes françaises, particulièrement sur les titres du nouvel emprunt 3 1/2 amortissable. La première mesure prise fut l'ajournement du règlement de la liquidation : il apparaissait que, sous l'influence de l'émotion causée par les premières nouvelles du

gigantesque conflit, les acheteurs de valeurs voudraient réaliser à tout prix, mais qu'ils ne trouveraient pas en face d'eux d'acquéreurs à des prix raisonnables ; d'autre part, les capitalistes, qui avaient employé des fonds en report, voudraient les retirer immédiatement, sans se préoccuper du trouble que ce retrait causerait. Il fallut donc, comme à Londres, reculer l'exécution des engagemens. Un décret du 27 septembre 1914 a suspendu provisoirement toutes demandes en paiement et toutes actions judiciaires relatives aux ventes et achats à terme antérieurs au 4 août, de rentes, fonds d'État et autres valeurs mobilières, ainsi qu'aux opérations de report s'y rattachant. Les sommes dues à raison de ces achats, ventes et reports sont augmentées d'un intérêt moratoire de 5 pour 100 par an. Au mois de novembre, un arrangement est intervenu avec la Banque de France, qui s'offre à rembourser aux reporteurs 40 pour 100 du montant de leur créance, jusqu'à concurrence d'une somme globale de 200 millions, en recevant en échange la garantie des titres sur lesquels le report avait été consenti. Très peu d'entre eux ont fait usage de cette faculté.

Cette mesure s'applique au parquet des agens de change, en attendant que des dispositions analogues, qui sont à l'étude, puissent être prises en ce qui concerne le marché de la coulisse. La Bourse de Paris, qui avait été fermée lors du départ du Gouvernement pour Bordeaux, a été réouverte le 7 décembre 1914. Les transactions y ont pris une certaine ampleur; les cours des rentes françaises, des obligations de la Ville de Paris, du Crédit Foncier, des grandes Compagnies de chemins de fer, se sont raffermis. La Bourse de Londres a suivi notre exemple et rouvert ses portes le 4 janvier 1915 : elle a dû, d'accord avec le Chancelier de l'Échiquier, apporter de nombreuses restrictions à la liberté ordinaire des échanges.

Notre marché financier est créancier d'une partie du monde, non pas seulement en vertu des comptes que nos banques ont ouverts à des sociétés et à des États étrangers, mais surtout de par les nombreux titres que nos épargnans ont souscrits et qu'ils possèdent. On évaluait, avant la guerre, à une quarantaine de milliards la valeur de ce portefeuille étranger; en admettant que les cours aient baissé du quart, et dans beaucoup de cas ils sont loin d'avoir subi une dépréciation aussi forte, c'est encore 30 milliards que représenterait cette partie de notre fortune

publique, grâce à laquelle nous recevons tous les ans du dehors des remises correspondant à l'intérêt de nos placemens : on ne saurait les évaluer à moins d'un milliard et demi de francs. Cette somme, jointe à celle que les étrangers dépensaient chez nous, faisait plus que compenser l'excédent de nos importations sur nos exportations de marchandises ; elle nous permettait en outre de continuer nos achats de fonds étrangers, dans lesquels une partie de notre épargne annuelle s'employait régulièrement. Elle exerce le plus heureux effet sur le cours de nos changes. Comme nous sommes constamment créanciers des autres peuples, les monnaies étrangères sont offertes à Paris, et la monnaie française est recherchée sur les places étrangères. C'est ainsi qu'aujourd'hui, après cinq mois de guerre, en dépit d'une émission de billets de banque à cours forcé qui approche de 10 milliards, le franc est partout coté à prime. Pour avoir une livre sterling, il nous suffit de payer 25 fr. 05, alors que la livre contient 25 fr. 22 d'or; pour un dollar américain, nous payons 5 fr. 15 au lieu de 5 fr. 18, qui est la parité mathématique; pour obtenir 1 franc suisse, il nous suffit de 0 fr. 99; pour 1 franc italien, de 0 fr. 94 de notre monnaie. N'oublions pas la force dominante que nous donne, au point de vue financier, notre situation de créanciers d'une partie du monde.

En Allemagne et en Autriche, c'est le phénomène inverse qui s'est produit. Alors que le *reichsmark* en or vaut 1 fr. 23 de notre monnaie, on obtient à Genève, moyennant 1 fr. 11 par *reichsmark*, les billets de la Banque impériale, c'est-à-dire que ceux-ci perdent le dixième de leur valeur, par rapport au métal. La couronne autrichienne est encore bien plus dépréciée : alors que sa valeur métallique est de 1 fr. 05, le billet de la Banque austro-hongroise s'achète à raison de 80 centimes la couronne. Chez les deux empires du centre de l'Europe, cette baisse de la monnaie indigène est en partie une conséquence des erreurs économiques qu'ils ont commises en essayant de masquer par des expédiens une situation difficile. L'un et l'autre ont créé des caisses de prêt, qui font des avances sur toute espèce de marchandises et de titres: comme elles n'ont pas de capital propre, elles s'en fabriquent un en émettant des bons de caisse, que les gouvernemens reconnaissent comme monnaie libératoire : l'Allemagne va jusqu'à les admettre, à l'égal de l'or, en couverture des billets de banque. Il n'est pas étonnant dès lors que ceux-ci

subissent une perte qui va croissant. D'autres raisons s'ajoutent à celle-là pour exercer une action déprimante sur le *reichsmark* et la couronne. Les exportations de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie sont en recul énorme; l'une et l'autre manquent de ressources pour payer les achats qu'elles opèrent au dehors et qui, malgré la surveillance des flottes alliées et les barrières élevées par les Puissances soucieuses de remplir correctement leur devoir de neutralité, atteignent encore des chiffres importans.

Le contraste entre cette situation et celle de la Triple-Entente est frappant. En Russie, les principales industries, telles que la métallurgie, l'extraction houillère, les tissages et filatures, à l'exception de celles qui sont dans la partie de la Pologne où la lutte se poursuit, travaillent comme à l'ordinaire. En Angleterre, le nombre des chômeurs est plus faible qu'il y a un an à pareille époque; les principales industries sont actives; les flottes sillonnent les mers et approvisionnent la Grande-Bretagne et ses alliés de tout ce qui leur est nécessaire. En matière économique comme en matière militaire, le temps travaille pour nous. Nos réserves de cette nature, non seulement n'ont pas donné, mais, dans la stupeur du début, elles se sont cachées. Nous avions eu le grand tort, après avoir établi en 1913 la loi de trois ans, de ne pas faire immédiatement, sur le terrain financier, un effort correspondant à celui que nous venions d'accomplir en matière militaire. Des hommes se sont trouvés au Parlement pour renverser le président du Conseil qui venait d'arracher aux Chambres, à force d'éloquence et de patriotisme, le vote du service triennal, alors qu'il demandait un emprunt de 1 300 millions. Le nouveau ministre des finances déclara qu'il n'avait pas besoin d'argent! Il laissa s'écouler la période de calme et de reprise d'affaires qui a marqué les deux premiers mois de 1914 sans en profiter pour remplir les coffres du Trésor. Après les élections d'avril, le ministère Viviani n'osa demander l'autorisation d'emprunter qu'une modeste somme de 800 millions qui, émise le 7 juillet, n'avait pas eu le temps de se classer dans les trois semaines qui ont précédé la guerre.

Le cabinet, qui, au début de 1914, avait jugé la situation de notre trésorerie prospère et un appel au crédit inutile, poussa nos établissemens de banque à émettre des emprunts balkaniques, notamment une rente turque, dont le produit servit en

grande partie à acheter des navires, à payer la mission militaire allemande à Constantinople, à équiper l'armée qu'on mettait sous les ordres d'un général prussien et qui ne devait pas tarder à être mobilisée contre nous. La Porte nous berna avec l'octroi de quelques concessions de travaux publics, plus profitables à l'empire ottoman qu'aux entrepreneurs français, et notre bel argent, qui eût si bien trouvé son emploi à l'intérieur de nos frontières, émigra sur les rives du Bosphore : Dieu sait quand il en reviendra! L'imprévoyance de notre politique à cet égard contraste étrangement avec celle de l'empereur allemand, qui, déjà au moment d'Agadir, demandait aux financiers berlinois s'ils étaient prêts à la guerre, et, sur leur réponse négative, les invitait à s'y préparer. Depuis lors, la tendance de nos ennemis à rendre leur argent plus liquide, à s'abstenir de placemens étrangers, à réunir leurs ressources de façon à les avoir sous la main, a été manifeste. Il faut d'ailleurs ajouter qu'ils avaient fort à faire. Leurs industries s'étaient échafaudées à coups de crédit; elles ne vivaient que grâce aux comptes que leur ouvraient les banques et dans lesquels elles puisaient largement : il était urgent de chercher à leur donner une base plus solide.

En France, au contraire, la plupart des entreprises minières, métallurgiques, manufacturières, ont, de longue date, su se constituer des réserves importantes, prélevées sur les bénéfices, et qui sont une aide puissante pour traverser les mauvais jours. Les particuliers ne sont pas moins prévoyans : il n'est si modeste épargnant qui n'ait dans son coffre-fort quelques obligations françaises ou étrangères, dont les coupons lui servent en général à faire de nouveaux achats. Survienne une crise, et les titres pourront fournir des ressources à leur propriétaire, soit qu'il les aliène, soit qu'il emprunte en les donnant en gage.

Mais les événemens d'août 1914 ont été trop foudroyans pour que le mécanisme jouât. La plupart des Français n'avaient point accoutumé leur imagination à la possibilité d'une guerre, et ils ne surent même pas se servir des armes qu'ils avaient dans la main. On ne voulut voir que les difficultés créées par l'arrêt brusque du crédit; on oublia les trésors accumulés par de longues années de prospérité et de sagesse financière. Heureusement, la panique n'a qu'un temps. De même que nos

armées se sont reformées derrière la Marne et ont reconduit les Allemands jusqu'en Flandre, les capitaux accumulés dans les banques et chez les particuliers rentrent dans la circulation, et réapprovisionnent les organismes qui en ont besoin. Ils faciliteront la tâche des commerçans et des industriels; nous ne parlons pas des agriculteurs, qui ont réalisé de gros bénéfices par la vente, à des prix élevés, de leurs denrées et de leurs troupeaux, et qui sont aujourd'hui mieux pourvus qu'aucune classe de Français, à l'exception de ceux des départemens du Nord et de l'Est.

Les milliards thésaurisés font peu à peu leur réapparition. D'abord timides, ils se sont risqués à acheter quelques fonds publics, dont les cours dépréciés les tentaient : ils vont bientôt se répandre dans le pays et aider à cette reprise des affaires qui est sur toutes les lèvres et dont le signal infaillible sera le nettoyage de notre territoire envahi. En attendant cette heure, un travail silencieux, mais obstiné et énergique, se poursuit. Dans les villages éventrés par les obus, les courageux habitans reviennent dès que l'ennemi se retire; dans les villes comme Reims, où le bombardement n'a pas encore cessé, la vie se poursuit sous le feu des batteries. A plus forte raison, dans les soixante-quinze départemens inviolés, devons-nous travailler et nous préparer aux grandes tâches qui suivront la cessation des hostilités. La richesse de notre sol, l'intelligence et l'énergie de notre race, la puissance de ses réserves morales et matérielles feront des miracles; elles résoudront le problème des budgets de l'avenir. Les chiffres pourraient sembler effrayans à ceux qui se borneraient à en supputer les milliards; ils cessent de l'être dès qu'on évoque le souvenir des épreuves que la France a traversées dans l'histoire et dont elle est sortie meilleure, plus vivante et plus forte.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

LES DERNIERS

ÉVÉNEMENS MARITIMES

Il semble qu'à mesure que les opérations de la guerre continentale rentrent dans une phase de relative stagnation, celles de la guerre maritime prennent, au contraire, plus d'importance, d'étendue, de relief. Il y a eu en particulier, dans ces derniers temps, — j'écris au commencement de janvier, — des affaires d'un intérêt essentiel et qui auront des conséquences.

Un mot d'abord du combat des Falkland. On se rappelle que, chassée du Pacifique Ouest par les forces navales combinées du Japon et des Anglo-Français, « l'escadre des croiseurs » allemande avait fait son apparition, en octobre, sur la côte du Chili et avait réussi, le 1er novembre, à combattre, en vue de Coronel, la division de l'amiral anglais Craddock, malheureusement privée, à la suite d'un malentendu encore mal expliqué, de sa principale unité, le cuirassé *Canopus*. Deux croiseurs britanniques, le *Good Hope*, portant pavillon de l'amiral Craddock, et le *Monmouth*, avaient été détruits : le *Glasgow*, croiseur léger, et l'*Otranto*, croiseur auxiliaire, s'étaient retirés du combat à peu près indemnes.

Qu'allait faire, après ce succès, l'escadre victorieuse ? Se maintenir sur la côte du Chili, c'était inutile et dangereux, puisqu'on ne pouvait ni s'y réparer, ni s'y approvisionner commodément, et qu'au surplus, Tsing-Tao tombé, les alliés ne tarderaient pas à traverser le Pacifique.

Revenir tout droit en Europe, ce n'était pas une entreprise prudente. Il était inutile d'essayer de pénétrer dans la Médi-

terranée et encore plus de tenter le percement de la ligne de blocus anglaise dans la mer du Nord. En outre, on risquait d'aller au devant de la force navale que l'Amirauté ne manquerait pas d'envoyer dans l'Atlantique Sud pour venger l'échec de Coronel.

L'amiral von Spee, — spontanément ou sur l'ordre de son gouvernement, nous l'ignorons, — se décida pour un moyen terme assez judicieux, qui consistait à s'emparer de la base secondaire anglaise de Port-Stanley, aux îles Falkland, autrefois appelées les Malouines.

A Port-Stanley, l'escadre allemande pouvait enfin se reposer, réparer ses avaries, remplir ses soutes sans rien emprunter à ses paquebots convoyeurs. Enfin elle avait le loisir d'attendre en sécurité, sur une rade bien abritée et suffisamment défendue, le réapprovisionnement en munitions dont elle avait grand besoin, après le combat de Coronel, précédé du bombardement si inutile de Papéète. Ce réapprovisionnement, l'état-major de la marine allemande réussirait bien à le lui faire parvenir. En attendant, rayonnant de Port-Stanley jusqu'au détroit de Magellan, d'un côté, jusqu'à l'estuaire de La Plata, de l'autre, elle ne pouvait manquer de faire quelques bonnes captures.

Ces projets furent déjoués par la remarquable activité dont fit preuve, en cette circonstance, l'Amirauté anglaise. Un mois à peine s'était écoulé depuis le combat de la côte du Chili qu'une forte escadre de croiseurs cuirassés, — dont deux « dreadnoughts, » — arrivait aux Falkland sous le commandement du vice-amiral Sturdee. Le *Canopus* et le *Glasgow* y étaient déjà. Certaines relations officieuses nous ont appris que ces bâtimens, joints à quelques croiseurs de type relativement ancien, avaient servi d'amorce à l'escadre allemande qui, déçue déjà dans son espoir de surprendre Port-Stanley, engagea cependant le combat avec son habituelle vigueur. Mais, peu de temps après, les deux « dreadnoughts » rapides prenaient l'adversaire à revers et décidaient, non pas de sa défaite, qui était à peu près inévitable, mais de sa prompte destruction.

Le *Gneisenau*, le *Sharnhorst*, le *Leipzig* et le *Nürnberg* furent coulés. Le *Dresden* put échapper à la poursuite des croiseurs légers anglais, ainsi que le paquebot armé *Prinz-Eitel*, qui portait, dit-on, 3000 hommes destinés à l'occupation de Port-Stanley.

Le désastre des Falkland fut vivement ressenti en Allemagne. Pour donner satisfaction au sentiment public, le gouvernement impérial décida, — et c'est bien dans sa manière! — de faire ravager par sa flotte une partie du littoral anglais de la mer du Nord, où des villes assez importantes sont en bordure sur la côte, sous l'insuffisante protection de quelques batteries. Mais comme son désir de restaurer le prestige de la marine allemande n'allait pas jusqu'à consentir au risque de compromettre avant l'heure le gros de ses cuirassés d'escadre avec les *Home fleets*, il choisit pour cette expédition le *groupe de croiseurs* régulièrement affecté à sa flotte de haute mer et prescrivit d'attendre un temps de brume, afin que l'on se donnât toutes chances, d'une part d'atteindre la côte du Yorkshire sans être signalé, de l'autre de se soustraire, le coup fait, à la poursuite de la première escadre de croiseurs anglais.

Celle-ci, en effet, comprend les quatre croiseurs de combat, « dreadnoughts » très rapides (30 nœuds) et armés de canons de 343 millimètres, *Lion*, *Princess-Royal*, *Queen-Mary* et *Tiger*, adversaires redoutables pour le *Moltke*, le *Von-der-Tann*, le *Seydlitz* et le *Lützow*, qui ne portent que du 280 et du 305 (le *Lützow* seulement).

C'est dans ces conditions que, le 16 décembre, au matin, les paisibles habitans de Scarborough, de Whitby, de Hartlepool subirent le châtiment que méritait toute la nation anglaise. Il y eut, tout compte fait, dans ces trois villes, 800 victimes, dont près de 200 tués (militaires compris). L'escadre de von Spee était vengée.

Tout autre fut, deux jours après, le caractère de la réplique anglaise. Le 18 décembre, par brouillard encore, huit hydravions, dirigés par le « commander » Hewlett, survolaient la région du canal de Kiel et de l'estuaire de l'Elbe, lançant force bombes sur Cüxhaven et ses établissemens militaires. Quelques-uns de ces aéroplanes, passant en vue d'Helgoland, s'étaient trouvés au-dessus de la flotte de haute mer allemande, mouillée à l'est de l'îlot, derrière le banc du Sand Insel (1). Les Anglais ont affirmé qu'ils avaient pu atteindre quelques cuirassés. Les Allemands le nient et n'admettent que la destruction de

(1) C'est le mouillage classique sous Helgoland, mouillage relativement abrité des vents, ou plutôt de la grosse mer du Sud-Ouest à l'Ouest-Nord-Ouest. La flotte française s'y tint souvent dans l'hiver de 1870-71.

l'usine à gaz de Cüxhaven. Il faut bien avouer quelque chose.

Mais le point intéressant de cette brillante affaire est que l'opération des hydravions était exactement combinée avec une vigoureuse reconnaissance des bâtimens légers anglais et d'un groupe de sous-marins. Nous n'avons pas encore assez de détails sur ce qui s'est passé pour pouvoir établir la part de chacun des élémens employés et apprécier le rôle qui leur était dévolu; mais il est certain que tous, bâtimens de surface, sous-marins et aéroplanes, se sont parfaitement soutenus les uns les autres, que le feu des destroyers ou des croiseurs légers, notamment, a paralysé les Zeppelins et les avions d'Helgoland, tandis que les sous-marins britanniques arrêtaient ceux des Allemands qui allaient s'attaquer aux croiseurs.

Il n'est pas douteux non plus que nos adversaires n'aient été surpris, désorientés, — ils ne se ressaisissent pas aisément, — par une attaque aussi bien préparée et où les Anglais employaient avec succès des armes dont ils pensaient, eux, Allemands, s'être réservé le monopole. Et puis, les assaillans ayant navigué plusieurs heures dans le *Helgolander bucht* et jusqu'à toucher les bancs de la côte, sans avoir heurté une seule mine, c'est donc que les « champs » dont on avait tant parlé n'existaient pas, ou bien que les torpilles en étaient dispersées, bref, que l'accès du littoral germain n'était plus interdit par d'infranchissables obstacles? Telle fut du moins l'une des plus pénibles constatations faites par la presse d'outre-Vosges à la suite du « raid » britannique du 18 décembre. Il faut s'entendre. Les marins alliés, je parle de ceux qui ont réfléchi sur l'emploi des mines automatiques dans la défense de la côte allemande, n'ont jamais pensé que nos adversaires aient semé de ces engins, qui ne distinguent point l'ami de l'ennemi, une aire qui devait, de toute nécessité, être constamment parcourue par leurs escadres ou leurs bâtimens détachés. S'ils eussent agi de la sorte, toute communication leur eût été interdite entre Helgoland et les estuaires, entre Borkum ou Wilhem'shaven et Cüxhaven. Les champs de mines, actuellement fort clairsemés, sans doute, ne s'étendent qu'au Nord, au Nord-Ouest et à l'Ouest d'Helgoland, au delà d'une ligne brisée que l'on pourrait tracer sans trop de difficultés. Ce n'est pas sur une mine automatique rencontrée par hasard, une *streu-mine*, c'est sur l'une des torpilles du barrage régulier de l'entrée de la Jade que le croiseur

cuirassé *Yorck* s'est venu jeter en novembre, après la première incursion des Allemands sur la côte anglaise, toujours par temps de brume et alors qu'il ne pouvait distinguer les amers de la portière de ce barrage. Aussi le commandant de cette unité vient-il d'être condamné, pour son imprudence, à deux années de prison.

Retenons en tout cas de l'opération anglaise du 18 décembre que la flotte cuirassée allemande n'est plus dans le canal de Kiel, ni dans l'Elbe, entre Brunsbüttel et Cüxhaven, mais fréquemment, sinon à demeure, au mouillage d'Helgoland. Elle y est là en « position d'attente avant l'offensive, » sous pression, prête à filer ses chaînes et à marcher. Mais elle est aussi en bonne position pour être attaquée, et elle le sait. De grands événemens se préparent de ce côté-là, il me semble...

Peut-être n'en est-il que temps, pour en finir avec l'obsession des sous-marins allemands, qui paraissent, vraiment, s'être emparés de la Manche. Ne viennent-ils pas, au moment où j'écris (3 janvier), d'y détruire un cuirassé anglais, le *Formidable*, celui qui opérait d'abord sur la côte de Belgique et que, — on se le rappelle (1), — j'y trouvais fort exposé, par sa taille et par les circonstances hydrographiques autant que par le voisinage de Zéebrügge, à des attaques du genre de celle à laquelle il vient de succomber? Mais, en fait, le *Formidable* n'était plus du côté de Nieuport. C'est aux environs de Start-point, non loin de Plymouth et presque à l'autre bout de la Manche, qu'il a reçu les deux torpilles automobiles, — l'une à l'avant, l'autre à l'arrière, — qui l'ont coulé. Ce déplorable événement, qui prive nos alliés d'une unité de valeur, encore qu'un peu ancienne, et surtout de 5 575 marins éprouvés, montre bien quelle extension donne au rayon d'action, assez faible, des sous-marins, la création d'une base intermédiaire aussi bien placée que Zéebrügge. Cette création, je l'avais annoncée d'avance (2), dès la prise d'Anvers et le débordement du flot germain sur la côte belge. On m'a traité, à ce sujet, de pessimiste. Plût au ciel que j'eusse pu prévoir ce malheur, — assez relatif, du reste, — de plus loin, et surtout qu'il eût été possible de faire plus tôt et plus longtemps ce que l'on a fait un peu plus tard, et pas

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.
(2) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

assez complètement peut-être, par égard pour de malheureuses villes belges, le bombardement systématique, méthodique, de tout port susceptible de recéler, de ravitailler, de réparer les sous-marins allemands !

C'est qu'il faut bien se dire que de détruire leurs bases d'opérations, c'est à peu près le seul, en tout cas le plus sûr moyen de venir à bout des sous-marins. Par définition même, ces engins dangereux échappent aux recherches tant qu'ils n'agissent pas offensivement. Encore, dans ce cas, ne les voit-on qu'au dernier moment, et pas toujours : cela dépend beaucoup de la disposition de leur périscope et de l'habileté de leur capitaine à se diriger sur son but, moyennant de brèves émersions de cet instrument de vision et de visée. Toutefois, comme une navigation de quelque durée ne se peut faire, en majeure partie, qu'à la surface, les bâtimens légers et rapides ont quelque chance de découvrir un sous-marin dans une mer resserrée comme la Manche. Nos contre-torpilleurs s'y emploient activement; nos sous-marins aussi, paraît-il, faute, sans doute, d'une utilisation mieux adaptée à leurs facultés. Mais découvrir n'est pas atteindre. Le plus souvent, le sous-marin qui se voit reconnu a le temps d'effectuer ses opérations de plongée. Il faut alors renoncer à tout espoir de le détruire, et l'anxiété renaît sur ce qu'il va bien pouvoir entreprendre...

Quand on veut se débarrasser une bonne fois des guêpes, on brûle leur nid. Je ne vois rien d'autre à faire ici de vraiment décisif.

Il ne serait point aussi facile aux Autrichiens de brûler le nid de guêpes qu'est Bizerte qu'aux Anglais de détruire celui qu'est Zéebrügge, — à supposer que ce soit facile (1). Nos ennemis de l'Adriatique paraissent cependant fort préoccupés de l'activité qu'ont montrée, dans ces derniers temps, contre Pola, nos escadres légères et nos sous-marins. Toute l'Istrie leur parut menacée, certain jour, et les journaux italiens sont remplis des curieux détails de la panique qui régna chez les sommités militaires et

(1) Je n'ai pas la prétention d'en décider. J'ai noté seulement une correspondance de Belgique où l'on affirmait que les Allemands avaient été sur le point de tout abandonner à Zéebrügge, lors du dernier bombardement, qui fut intense et efficace. Malheureusement, le feu cessa trop tôt. Je rappelle, à cette occasion, que, pour obtenir la destruction totale d'un établissement militaire, il faut mettre du monde à terre, au moins temporairement.

administratives de Trieste. La ville fut évacuée en un tournemain. L'amusant est que, comme rien ne paraissait, les autorités autrichiennes rentrèrent enfin dans la ville, déclarant qu'on avait voulu faire « un exercice d'occupation des hauteurs voisines. » A la bonne heure!

Pendant ce temps, un de nos sous-marins, le *Curie*, avait eu l'habileté de suivre à quelques mètres, peut-on dire, un sous-marin autrichien qui rentrait à Pola et qui le guidait, sans s'en douter, au travers des lignes de mines de la défense. Ce coup d'audace méritait de réussir. Il a échoué. La portière d'un dernier barrage, constituée par des filets à mailles d'acier, s'est dérobée au moment où l'Autrichien venait de la franchir. Notre *Curie* embarrassé dans le filet a dû remonter à la surface au bout de quelques heures, alors que déjà des hommes avaient péri par asphyxie. Le reste de ce brave équipage a été fait prisonnier, et le sous-marin détruit. Un autre réussira.

Si l'on en croyait la presse de la péninsule, l'apparition fort inattendue d'un sous-marin français en rade de Pola aurait causé à l'État-major naval autrichien de telles préoccupations qu'il serait question de transférer à Sebenico, sur la côte Dalmate, le point de stationnement habituel de l'escadre cuirassée impériale. Celle-ci, en effet, n'est pas mouillée dans la rade de Pola proprement dite, qui est trop étroite, mais dans le canal de Fasana qui s'étend, au Nord-Ouest du port, entre la côte d'Istrie et le groupe des îlots Brioni. C'est de là que partit, le 19 juillet 1866, la flotte qui, le lendemain, allait combattre devant Lissa.

Or si l'on a facilement pu tendre des lignes de torpilles automatiques ou électro-automatiques à l'orée du canal de Fasana, il n'est pas aussi aisé d'y créer le barrage en filets d'acier qui apparaît comme le seul obstacle sérieux que l'on puisse opposer à un sous-marin entreprenant. Cet orifice d'entonnoir a, en effet, plus de 3 000 mètres. Le grand Brioni et la côte ferme sont bien armés, — fort Tegetthoff, batteries Turulla et Fasana, — mais les canons n'ont de valeur que contre les bâtimens qui naviguent en surface. D'autre part, à Sebenico, l'escadre serait bien « en l'air, » à 115 milles, ou 210 kilomètres de sa base principale, avec de faibles ressources, quoique ce port soit le chef-lieu du IIe arrondissement maritime : pas de grand bassin de radoub, des défenses extérieures insuffisantes

et, de plus, la perspective d'être embouteillée. Je doute que l'amiral Haus adopte définitivement cette solution.

Est-ce de Sebenico qu'est sorti le sous-marin autrichien qui a torpillé l'un de nos cuirassés de premier rang dans le canal d'Otrante? Je croirais plutôt que c'est de Castelnuovo di Cattaro, où la marine impériale avait déjà un poste permanent de torpilleurs et qui est à peu près le point de la côte Dalmate le plus rapproché de l'issue de l'Adriatique (125 milles marins, — 230 kilomètres environ). Quoi qu'il en soit, voici, en gros, comment les choses se sont passées : le 21 décembre, par assez mauvais temps, — l'état de la mer rendant fort difficile la découverte d'un périscope de sous-marin, — deux torpilles automobiles furent lancées contre un groupe de nos unités de combat qui croisaient dans le canal. L'un de ces engins passa à l'arrière du *Danton* sans le toucher; l'autre, atteignant le X... à l'extrême avant, partie très cloisonnée, ne lui fit qu'une déchirure de quelques mètres dans les œuvres vives au-dessous de la cuirasse. C'est qu'elle avait une trajectoire très oblique, qu'elle glissa un peu sur la coque et que l'explosion ne se produisit qu'à plusieurs mètres du bâtiment. Quelques jours de bassin à Bizerte et il n'y paraîtra plus. La réparation est déjà faite, très probablement, à l'heure où j'écris. Fortune de guerre! Notre X... fut plus heureux dans l'Adriatique que le *Formidable* dans la Manche. J'observe seulement qu'il semble que nos cuirassés naviguaient « comme en escadre, » peut-être en ligne de file. Il devait y avoir des raisons pour cela. Mais, en principe, dans une croisière de ce genre et en de tels parages, il vaut mieux « s'égailler. » On fait ainsi la part moins belle au sournois adversaire.

Notons, pour finir, le bruit qui court avec persistance que trois cuirassés autrichiens auraient reçu des avaries sérieuses à la suite d'attaques de sous-marins français. On n'a pas de confirmation officielle de ces informations.

Quelques réflexions, maintenant, sur l'ensemble des opérations maritimes de ces cinq premiers mois de guerre.

Au fond, il est toujours utile, chez nous, de plaider la cause de la marine, à qui l'on fait assez volontiers son procès en

arguant, les uns de son inutilité, les autres de son inefficacité. Le chef du département s'est déjà chargé de cette défense. Il a montré que les mers étaient libres, purgées d'ennemis, et que c'était là un grand avantage, un avantage inestimable. Pour les incrédules, les faits, à leur tour, ont parlé. En même temps que de vives et graves réclamations se produisaient chez certains neutres dont les flottes alliées gênent les complaisantes relations avec certains belligérans, ceux-ci faisaient la preuve de la valeur des moyens employés contre eux en édictant des mesures intérieures qui sentent déjà la détresse; de sorte qu'une seule chose étonne, c'est que la vis de l'étau qui les enserre n'ait pas été, tout de suite, serrée à fond. Mais il y avait des dispositions préparatoires à prendre, des ménagemens à garder. Et puis, on ne voyait pas, il y a quatre mois, comme on le voit aujourd'hui, que l'issue de cette lutte où les deux partis, à peu près égaux en force, font preuve d'une égale ténacité, que l'issue, dis-je, de cette lutte d'usure dépendra probablement de leur « endurance » économique. Je ne m'arrête pas à prouver que, s'il en est ainsi, le parti où nous nous rangeons doit nécessairement l'emporter, ayant justement pour lui le plus précieux facteur de cette endurance économique : une marine maîtresse de la mer, des flottes qui commandent « le grand chemin des nations. »

Que cette domination de la mer n'ait pu être obtenue sans de grandes fatigues et des pertes sensibles, c'est ce que disent assez les dures croisières de nos bâtimens dans la Manche et dans la Méditerranée et, mieux encore, les glorieux combats livrés par la marine britannique dans les deux hémisphères. Que le blocus de plus en plus étroit des mers ennemies, qui a déjà tant coûté, doive exiger encore de douloureux sacrifices, c'est à quoi nous nous attendons avec une fermeté tranquille dont nos alliés, plus éprouvés que nous, jusqu'ici, nous donneraient l'exemple, s'il en était besoin. De grands résultats valent d'être chèrement payés.

Ces cruelles rançons du succès final, qui, on le sent, préoccupent parfois l'opinion, pouvaient-elles être évitées? Leur rigueur, au moins, pouvait-elle être atténuée? Expliquons-nous une bonne fois là-dessus. Le lecteur averti sentira que ce que je vais dire peut s'appliquer à d'autres qu'à nous.

Dans un remarquable article, *Une étape*, publié le 1er janvier dans le *Journal des Débats*, M. Georges Blanchon, ancien lieu-

tenant de vaisseau et écrivain de talent, disait avec une courageuse franchise les fortes paroles que voici :

... « Ces cinq mois presque entiers ont été nécessaires pour combler le fossé que nous avions laissé creuser devant nos pas et remettre les choses comme elles eussent dû être au premier jour. Cinq mois pour improviser, pour réparer, pour rattraper. Nous avons appris l'essentiel de ce que nous ne savions pas, appris la guerre à l'école de la guerre, inventé, fabriqué, expérimenté le matériel manquant, discipliné et instruit le personnel. Maintenant nous pouvons avancer. Il n'a pas fallu, hélas! moins que tout ce sang pour payer nos erreurs..., etc. »

Dans ces observations générales d'une si saisissante justesse, l'auteur englobait-il la Marine? Je l'ignore. En tout cas, si elle n'était pas visée, elle a peut-être été atteinte. Non pas qu'on lui puisse expressément reprocher, comme à l'autre département militaire, de n'avoir pas créé en temps utile le matériel et les organismes nécessaires à la guerre moderne, ni de n'avoir pas institué les méthodes tactiques correspondantes, ni de n'y avoir point assoupli son personnel : non! nous avions des sous-marins, — comment n'en eussions-nous pas eu, les ayant inventés depuis si longtemps! — nous avions des mines sous-marines, — nous venions de trouver un modèle qui satisfaisait notre goût du parfait, — nous avions des mouilleurs et des dragueurs, — pas beaucoup, pas assez, ni complètement prêts, — nous avions même quelques hydroaéroplanes, — et l'on se rappelle peut-être les curieux subterfuges qu'un des chefs de la marine employait pour tâcher d'obtenir sur ce point des crédits un peu plus larges (1)... Et notre personnel technique était entraîné suffisamment, tandis que le gros des équipages voyait, à chaque sortie de nos escadres, des torpilleurs et des sous-marins attaquer les cuirassés. L'organisation existait donc, incomplète, peut-être, mais toute prête à se développer et qui a été développée, en effet. Non, ce qui manquait, c'était la foi dans ces engins, non pas tous nouveaux, certes, mais toujours suspects, toujours dédaignés. Ce qui manquait, *c'était la vision nette, la claire prescience de ce qu'allait être la prochaine guerre navale*. D'immenses et merveilleux navires, d'imposantes escadres, que dis-je ? des « armées navales » déroulant sur les

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

eaux complaisantes le savant entrelacs de leurs combinaisons tactiques; des flottilles aussi, des flottilles bien réglées, bien ordonnées de contre-torpilleurs et jusqu'à des escadrilles de sous-marins qui, naviguant à la queue-leu-leu, asservissaient leur essentielle indépendance aux exigences d'un ordre majestueux (1), c'est cela qui plaisait, ce qui est naturel, et cela seul, ce qui est fâcheux; c'est cela qui gonflait d'orgueil tous les cœurs et faisait passer dans les yeux des visions de triomphe. Qu'était-ce donc que la guerre maritime? Une marche rapide à l'ennemi, une grande bataille, décidée en deux heures par le feu lointain, mais précis, de canons énormes... Et puis peut-être, à la fin, pour achever les vaincus, une charge de torpilleurs, voire de sous-marins, — à supposer que la lenteur de leur marche permît à ceux-ci d'intervenir.

Eh bien! après cinq mois de guerre, où est-elle, cette grande bataille? Et à sa place, que d'autres opérations auxquelles on ne pensait pas! N'en disons pas plus. Aussi bien viendra-t-elle forcément, car, au-dessus d'un intérêt militaire évident, il y a l'aveugle, mais invincible pesée d'une opinion publique en pleine frénésie d'orgueil. La flotte allemande « sortira », comme est sortie, en 1866, la flotte italienne, parce que la nation la croit invincible. Et elle sera vaincue.

Oui, il y aura au moins encore une grande bataille navale. Mais qu'on ne s'imagine pas que le cuirassé géant y trouvera la consécration de ces facultés admirables que réduit à néant, d'un seul coup, l'explosion d'une mine automatique ou d'une torpille automobile. Dès maintenant, ne fût-ce que par cet étonnant combat du 18 décembre où l'on sent la main de l'habile et clairvoyant amiral Percy Scott, à qui l'Amirauté a pardonné d'avoir eu raison, la preuve est faite qu'on peut concevoir une guerre maritime, — appelons-la, si vous voulez, une guerre aéro-navale, — où les grandes unités n'aient à intervenir, *loin des sous-marins*, que dans les opérations du large, contre les communications de l'adversaire, et alors sous la forme particulière du croiseur cuirassé rapide, bien armé, bien défendu, largement pourvu de combustible, appuyé sur de solides bases secondaires.

Voilà l'événement essentiel de cette première et déjà longue

(1) Très intéressant article, sur ce point, dans l'*Excelsior* du 25 décembre, par un écrivain maritime qui voit fort juste, d'ordinaire, M. Larisson.

phase d'une guerre maritime dont les enseignemens seront lumineux. J'aurai l'occasion d'y revenir.

. . . . . .

Je ne veux pas, au contraire, attendre plus longtemps pour dire un mot des services des marins employés à terre. On ne parle, le plus souvent, que de l'admirable brigade qui, depuis septembre, se bat, dans l'armée du Nord, avec cette impétueuse vigueur que les Parisiens célébraient déjà, en 1870, chez les fusiliers marins d'alors. Mais le département a fourni, en réalité, beaucoup d'autres formations : l'escadrille de remorqueurs armés qui éclairent la Seine et ses rivières (j'espère que l'on aura, au printemps, de vraies *canonnières* pour certains fleuves); le régiment de canonniers qui dessert les pièces moyennes de la marine en batterie à Paris... et ailleurs, bouches à feu précieuses, devant lesquelles reculent les célèbres obusiers de 30 et de 42 centimètres; les auto-mitrailleuses blindées; les auto-projecteurs, etc., etc.

Cette marine « qui ne fait rien, » disent de bonnes âmes, fait, en réalité, beaucoup de choses. Elle se révèle bonne à tout, et il n'était que de vouloir, que de savoir l'utiliser. J'ai tout lieu de penser qu'on ne tardera pas à lui faire donner son plein rendement à la mer. C'est encore là qu'elle fera le mieux. Qu'on laisse seulement s'épanouir l'esprit d'offensive qui anime ses officiers et ses équipages !...

Contre-amiral Degouy.

AUGUSTE LAUGEL

Auguste Laugel s'éteignait, il y a trois mois, dans le silence de l'extrême vieillesse. Mais l'heure était trop menaçante pour tenter de distraire un moment l'attention des champs de bataille si rapprochés où se comptaient tant d'autres morts. Le péril n'est plus maintenant le même, et la *Revue des Deux Mondes* peut rappeler à ses lecteurs d'aujourd'hui le savant, le philosophe, l'historien, le polémiste, le poète que fut son ancien collaborateur de quarante ans. Nombre d'entre eux ne l'ont pas oublié; quelques-uns toutefois ne l'aperçoivent surtout que dans la pénombre d'une illustre intimité.

Fils d'un officier des dernières armées du premier Empire, Auguste Laugel, après des études longtemps légendaires au collège de Saverne et au lycée de Strasbourg, sortait le cinquième de l'École polytechnique. Ingénieur au département minéralogique comprenant l'Eure-et-Loir et l'Eure, placé auprès d'Élie de Beaumont pour travailler sous sa direction à la carte géologique détaillée de la France, il devint tout de suite un de ses plus utiles auxiliaires. Aussi, lorsque M. de Chancourtois, qui le suppléait dans son cours à l'école des Mines, se vit nommé chef de cabinet du prince Napoléon, ministre de l'Algérie et des colonies, Élie de Beaumont s'empressa-t-il de confier cette suppléance à Auguste Laugel, hier encore élève de cette école où il rentrait presque aussitôt comme professeur. Sa parfaite connaissance de l'anglais et de l'allemand lui avait permis d'étudier très complètement les mémoires des géologues de ces deux pays et de donner ainsi une documentation plus étendue à un enseignement dont les auditeurs se mêlèrent

bientôt à de très réputés savans. Mais M. de Chancourtois reprenait à bref délai sa chaire, et Auguste Laugel consacrait les loisirs que lui laissaient ses autres fonctions à écrire assidûment dans les grands périodiques des sciences physiques et naturelles et dans la *Revue des Deux Mondes*, où il débutait en 1855.

Son œuvre très vaste de cette époque y fut surtout une œuvre de critique scientifique et philosophique. Il est peu de problèmes de la nature, puis de la vie, que Laugel n'y discute : la paléontologie et les révolutions du globe avec Agassiz, l'origine des espèces avec Darwin, l'anthropologie avec Lyel et Huxley, la philosophie chimique avec Berthelot, la chimie physiologique avec Pasteur, l'esprit physique moderne avec Grove. Les problèmes de l'âme sont sa préoccupation constante et en lui le savant ne se sépare jamais du philosophe.

Sans doute l'actualité des questions traitées, la publication des volumes étudiés président à la chronologie de ses essais plutôt qu'à leur ordre méthodique. Mais il est aisé d'en dégager l'ensemble et les déductions de sa doctrine. La paléontologie et la zoologie, les seuls témoins que la stratigraphie ne peut récuser, montrent, selon Auguste Laugel, que les révolutions du globe n'ont été ni aussi totales ni aussi fondamentales qu'on le présumait autrefois. Chacune d'elles n'a point entraîné la destruction radicale et le renouvellement complet des êtres vivans. Cette continuité n'indiquerait-elle pas une loi générale dans le développement de cette multitude de toutes les classes et de toutes les familles ? Les formes organiques ne se seraient-elles pas modifiées de par une cause inhérente, attribut même de la vie ? Ne doit-on pas préférer à la théorie d'une création unique avec extinctions successives, ou à celle de créations multiples avec négation de tout progrès organique, la transformation des êtres due à l'œuvre lente soit des évolutions de la nature physique, soit de l'action même des forces vitales ? C'est cette force mystérieuse et inconnue que Darwin croit avoir trouvée dans la sélection naturelle. Les modifications du monde physique ont pour effet d'arrêter le processus de certains êtres et de favoriser au contraire celui d'autres variétés mieux adaptées aux circonstances actuelles. Nulle solution de la transformation des espèces ne semble plus séduisante ; mais si Darwin confirme le système de la création continue, le fil de la création n'en reste

pas moins suspendu à l'inconnu. L'hérédité conserve les formes organiques, elle ne les crée pas, la sélection naturelle ne façonne pas les matériaux de la vie, elle exclut les uns et perpétue les autres.

La physiologie qui prend la vie à ses sources mêmes, la chimie qui pénètre dans ce que la matière a de plus profond et de plus spécifique en sa substance organisée comme en sa substance inerte, complètent l'œuvre de Darwin. Toutefois la chimie organique n'étudie et ne compose que les élémens de la vie sans s'occuper de l'être vivant lui-même. Elle ne fait ni une fleur, ni un fruit, ni un muscle; elle fabrique uniquement les principes chimiques que nous pouvons en extraire. Or l'homme, auquel la science nous ramène toujours parce qu'il est le point culminant de ses recherches, n'est pas seulement un poids, une réunion d'atomes chimiques, l'assemblage le plus délicat d'instrumens physiques, il est encore une force personnelle. Et ici, la métaphysique établira les rapports de la substance corporelle avec la substance cachée qui en règle le mouvement. Qui a raison des matérialistes qui identifient la matière à l'esprit, des vitalistes qui interposent la vie comme un lien entre le corps et l'âme, des animistes qui font de l'âme la source et le principe non seulement des phénomènes intellectuels, mais encore des fonctions organiques, telles sont les questions que pose Auguste Laugel avec Tissot, Vohgt, Moleschott, Buchner, Schopenhauer, Fichte, Carus, Hirn, et il répond qu'en face des phénomènes de la volonté et de la liberté il sent le besoin de croire à autre chose qu'à la matière tangible, à des mouvemens atomiques, à des forces serviles. Les fatalités du monde physique, l'inaltérable impassibilité de ses modes ne contrastent-ils pas avec la lutte de la volonté, la liberté de la pensée, les agitations de la conscience et tous les sentimens qui constituent le drame humain et ne peuvent naître que d'une substance spirituelle. La préoccupation du passé comme de l'avenir, la recherche du redoutable secret de notre sort, sont-ils le fait de la matière qui n'agit que dans le présent? Qu'importe alors que les formes primordiales ne soient, selon Darwin, que trois ou quatre tout au plus, et que l'homme, dernier venu, se rattache, par une filiation naturelle, aux êtres antérieurs dont les caractères organiques sont les plus rapprochés des siens? Qu'importe la

parenté humiliante qui nous serait infligée ? Le souffle sacré déposé en nous sera-t-il moins divin parce qu'il aura été immédiatement communiqué, suivant le beau mythe biblique, à une statue d'argile ou parce qu'il nous sera médiatement arrivé de plus en plus affranchi à travers une série d'organismes divers? Dieu ne peut-il présider au développement de la nature organique par la force qu'il a placée en elle comme il dirige celui du monde physique par les seuls effets combinés de l'attraction et de l'affinité ?

Auguste Laugel ne subit jamais d'influence confessionnelle ; aucune théologie ne l'a guidé ; la métaphysique seule l'a conduit vers ce spiritualisme dont sont imprégnés ses très remarquables traités : *La Voix*, *L'Oreille et la Musique*, *L'Œil et la Vision*, *L'Optique et les Arts*. L'esthétique s'y joint à la physiologie pour nous apprendre que l'auteur n'est étranger à aucune des sensations d'art et leur demande la révélation de la beauté, comme à la philosophie et à la science celle de la vérité.

Ses enquêtes embrassaient en outre et l'astronomie et la géographie. Les grandes entreprises industrielles et techniques intéressaient l'économiste auquel la politique et la sociologie n'étaient pas indifférens. *La France politique et sociale* devait en être plus tard un nouveau témoignage.

Toutefois Auguste Laugel ne se spécialisait point, ne s'enfermait point dans la science. Le savant, chez lui, se doublait d'un historien, qui aimait à traiter ces grands sujets d'histoire contemporaine dont les lecteurs d'une grande revue sont toujours curieux. On ne peut relire, sans être saisi de la perspicacité prophétique de l'auteur, son premier essai de ce genre : *L'Allemagne en 1860*.

Mécontente de son organisation fédérale qui la condamne à l'impuissance, sa préoccupation constante est l'unité qui lui donnera la domination à laquelle le génie intellectuel, industriel et commercial de la race a, d'après elle, un incontestable droit. Si la révolution de 1848 n'a pas réalisé ce rêve, une grande lutte européenne sous l'hégémonie de la monarchie du Nord, la Prusse, à l'exclusion de l'Autriche, sera le remède héroïque aux divisions de l'Allemagne. Le fantôme de l'Allemagne unie n'apparaît à ses fils qu'à travers la fumée des combats; ils désirent la guerre pour la guerre et se résignent d'avance à des défaites nombreuses dans l'espoir d'un triomphe

suprême et définitif, signal de la régénération. La France est l'ennemie à qui on ne pardonne pas la conquête et l'assimilation de l'Alsace dans le passé. Ses assurances pacifiques ne sont reçues qu'avec d'injurieux soupçons : nombre de brochures paraissent où tantôt on traite de la manière de combattre l'armée française, tantôt on trace un plan d'invasion de la France avec toutes les étapes marquées jusqu'à Paris.

Mais c'est de la guerre civile des États-Unis que Laugel est surtout l'historien. Pendant cinq ans, il en étudie, en de fréquens articles, la cause et le caractère, et en suit les opérations. Un séjour en Amérique lui a même permis d'assister à toute une période de la lutte dans l'intimité du Gouvernement fédéral des Lincoln, des Seward, des Sumner, des Quincy, et aux côtés des meilleurs généraux; nul n'est mieux informé sur les partis et leurs principaux représentans. Puis il a épousé, en 1854, Miss Chapmann, d'une famille de Boston aussi considérable que cultivée, fort dévouée à l'abolition de l'esclavage, et dont le rôle ne fut pas sans importance avant comme pendant la guerre de Sécession. Aussi l'élite politique et littéraire des États du Nord de passage à Paris, se retrouve dans le salon du jeune ménage avec M. et Mme Mohl, la marquise de Montagu, Lady Elgin, l'auteur anglais Mrs Gaskell, les Quatrefages, Villemain, Collegno, Ampère, Loménie, Souvestre, Tourguénef, Geoffroy Saint-Hilaire et beaucoup d'autres habitués non moins goûtés, non moins connus.

Mme Laugel était nièce de M. Sylvain Van de Weyer, ministre de Belgique à Londres dès la création du royaume belge : esprit charmant, élevé, très instruit de toutes questions politiques, sociales et mondaines des divers pays et pour qui la Grande-Bretagne en particulier ne possédait pas de secret. Le Duc d'Aumale, depuis son arrivée en Angleterre, avait en lui un guide précieux sur cette terre d'exil, et un inépuisable interlocuteur. Car ce prince, maintenant inoccupé, tentait au moins de chercher une issue à l'activité de son esprit dans l'expansion de sa pensée, qui savait embrasser de vastes horizons, aussi bien que se livrer aux études les plus spéciales et les plus variées.

Dès ses premières rencontres chez M. Van de Weyer avec Auguste Laugel, venu voir à Londres ce proche parent, le Prince avait singulièrement goûté la conversation de l'ingénieur érudit

pour qui, non seulement les sciences, mais les lettres et les arts étaient sujets d'entretiens animés. Puis, Laugel ne faisait-il pas partie de cette jeunesse française de belle culture et de brillans labeurs dont l'indépendance évoquait contre le régime impérial les souvenirs d'un passé de liberté cher aux proscrits et les espérances d'un avenir qui leur rouvrirait un jour les portes de la patrie !

La séduction fut égale de part et d'autre, de plus fréquens rapports désirés. Un voyage en Amérique avec le Comte de Paris et le Duc de Chartres en aurait été la première conséquence; mais accompagner ces princes après avoir refusé d'aller au Palais-Royal et aux Tuileries où l'invitaient ses fonctions, c'était la révocation assurée et le terme d'une carrière d'autant mieux aimée que ses débuts y avaient été plus heureux. L'année d'après, on se revit souvent chez M. Van de Weyer où les mêmes devoirs rappelaient Laugel, et l'attirance de l'un vers l'autre s'accentuait encore. Aussi, en 1862, Auguste Laugel répondait-il à l'appel réitéré d'un prince dont la personnalité seule séduisait ce jeune homme qu'aucune tradition de famille, qu'aucune conviction dynastique n'amenaient au sein d'une maison royale, dont toutefois rien, certes, ne l'éloignait.

Auguste Laugel devenait le compagnon d'Henri d'Orléans. Nulle fonction ne lui incombait, toutes pouvaient lui être confiées. Et alors commença pour lui une vie partagée et diverse comme celle du prince. Aujourd'hui à Orléans-house ou à Wood-Norton; tantôt dans l'intimité familiale des princes et des princesses de deux générations; tantôt mêlé aux hommes d'État, aux lettrés, aux savans, aux artistes qui s'y pressaient en foule. Le lendemain, à Windsor, à Buckingham Palace, dans les châteaux de la haute aristocratie anglaise où il prenait part, avec les aptitudes voulues, aux plaisirs de la chasse et autres sports. Puis sur les chemins de l'Europe en voyageur, en hôte de cours amies et parentes du prince, qu'il accompagnait sur les champs de bataille où le conduisaient ses études historiques, et dans ses visites aux musées et aux monumens, ainsi que dans les recherches de ces objets d'art, de ces livres rares, de ces tableaux que nous admirons aujourd'hui à Chantilly. Partout on l'accueillait avec une particulière considération pour sa personnalité, qui savait ne pas se confondre avec celle du prince.

Auguste Laugel gardait dans son cottage de Richmond l'autonomie de son foyer, l'indépendance de ses mouvemens, et continuait le cours de ses travaux dans la *Revue* comme dans de grands journaux étrangers dont il était le correspondant. Son influence y fut notable aux heures de l'Union libérale où il créait *le Temps* avec ses amis d'Alsace : Nefftzer, Schérer, Dolfus, quelques autres, parmi lesquels Eugène Forcade et le très jeune Adrien Hébrard. Il donnait ainsi aux républicains, maintenant alliés des libéraux à préférences monarchiques, un organe qui devenait pour eux ce que *les Débats* étaient alors pour ceux-ci : un journal autorisé, considéré, derrière lequel se grouperait toute l'élite à préférences républicaines. Il fondait aussi, dans ce même dessein et en ces mêmes années, *l'Étoile Belge*, à Bruxelles, et on y lisait ses *Lettres de Verax*, virulentes satires du second Empire, longtemps attribuées au Duc d'Aumale, malgré ses démentis répétés.

Ce pacte de l'Union libérale répondait singulièrement à l'état d'esprit orléaniste, car l'Orléanisme n'était pas un parti organisé et délimité, mais un carrefour où se rencontraient les tendances des groupes sociaux et politiques les plus variés : aristocratie, haute et moyenne bourgeoisie, intellectuels, droite républicaine, gauche monarchiste et religieuse, voire quelques serviteurs de l'Empire. Cet état d'esprit subordonnait toute arrière-pensée au fait libéral.

Quel serait l'avenir : républicain ou monarchique? Auguste Laugel appréciait trop les sentimens intimes des princes pour ne pas les croire à la hauteur de la mission dont on les pressentait capables, et ne pas espérer les en voir définitivement investis par l'alliance qui se constituait, s'il lui advenait de triompher. Léon Gambetta lui-même ne lui avait-il pas dit : « Nous pourrions vivre avec la dynastie d'Orléans ? » Puis l'allié vainqueur ne ferait-il pas l'accueil le plus empressé aux tenans de l'autre solution, dont le ralliement serait assuré d'avoir une large part à la conduite des affaires? Le rêve était permis : l'heure des réalités s'annonçait lointaine.

Le Journal de Laugel racontera un jour les premiers heurts entre coalisés et avec quelle rapidité les événemens mirent à l'épreuve l'associé qui, arrivé au pouvoir le lendemain de son vote au Corps législatif contre les lois d'exil, demandait aux princes, descendus à Paris le 6 septembre chez leur ami, de

quitter la France à laquelle ils venaient offrir leur épée et leur vie. Des anecdotes curieuses, des dialogues révélateurs et les commentaires du moraliste avisé qui les recueillait, nous feront encore mieux connaître tous les dessous de la scène politique de 1871 à 1873. Les ambitions des uns, les irrésolutions des autres, les intransigeances de beaucoup écartèrent Henri d'Orléans de la présidence : transaction où l'appoint républicain nécessaire ne vit qu'un acheminement vers la monarchie et où l'appoint monarchiste n'aperçut que le maintien d'une république, loyalement servie selon des intentions formellement exprimées. L'union libérale ne put renaître. Auguste Laugel était encore déçu dans ses espérances comme dans ses efforts, car, s'il ne faisait pas partie du Parlement, il inspirait la campagne de presse dont Laurence Oliphant avait été dans *le Times* l'important *leader*.

Le 24 mai assurait l'exclusion du Duc d'Aumale de tout rôle politique, sur l'ordre exprès de Frohsdorf. Le prince se renferma uniquement dans les fonctions de commandant de corps d'armée qu'on lui confiait. Il ne s'entoura plus que d'aides de camp et d'officiers d'ordonnance choisis parmi les meilleurs sans acception d'opinion. Sans doute Auguste Laugel se rendait quelquefois à Besançon et le général, lors de ses fugues rapides à Paris, le rejoignait. Mais leurs entretiens, comme leur correspondance, n'échangeaient que des impressions. La reconstruction et les embellissemens de Chantilly appelaient surtout leur attention : le Duc d'Aumale consultait souvent le technicien et l'homme de goût.

En 1872, l'*Italie et Sicile, Notes de Voyage* paraissait, et Auguste Laugel commençait dans la *Revue* une série d'études sur l'Angleterre. Il s'attachait à définir les origines et le caractère de son aristocratie ainsi que de son pouvoir parlementaire. La puissance de l'aristocratie anglaise n'était pas, comme celle de certaines autres, une puissance d'imagination, elle se fondait sur les réalités de la richesse; plutôt politique que militaire, elle avait créé et modelé l'idéal de la nation et su conserver la primauté intellectuelle et morale, avec un prestige social supérieur encore à son pouvoir. Les parlemens anglais eurent, malgré l'impureté fréquente de leurs collèges, l'incomparable mérite, que ce fût avec ou contre le roi, de gouverner dans l'intérêt du pays. Ils ne se considéraient que comme des

instrumens de sa prospérité, de sa sécurité. C'était le vrai mérite de Palmerston, dont Laugel traçait le portrait en 1876. Ce grand ennemi de la France ne connut ni la justice, ni la liberté, ni la morale; son pays a été la seule passion de son patriotisme, toujours jeune et ardent. Lord John Russel, lui aussi, nous disait-il, l'année précédente, aima l'Angleterre d'un amour assez exclusif pour ne concevoir l'univers que comme l'ouvrier de sa grandeur; mais il ne sépara jamais sa cause de celle de la justice et de la liberté dont il fut le vaillant et souvent téméraire soldat à l'extérieur et dans le Royaume-Uni.

Laugel, en sa critique historique, se tenait au courant de toutes les publications, mémoires, correspondances, etc., et reconstituait avec leur aide les événemens, les mœurs, les caractères d'autrefois. Si les contemporains l'attiraient souvent parce qu'il se savait mieux éclairé sur eux, les principaux personnages du XVIe siècle ne tardèrent pas à lui devenir presque aussi familiers. Le Duc d'Aumale travaillait de son côté à son histoire des premiers Condé. Assez sûr de sa composition et de sa langue pour n'accepter de ses amis que leurs impressions sur un travail déjà achevé, il les associait cependant à ses recherches dont l'abondante moisson enrichissait encore les belles archives de Chantilly. Auguste Laugel trouvait ainsi le précieux complément des matériaux que lui avait légués Charles de Loménie sur cette même période historique et il réunissait, dans *Fragmens d'Histoire* et *La Réforme au XVIe siècle*, des essais consacrés entre autres à Philippe II, à Don Juan d'Autriche, à Alexandre Farnèse, à Jean de Barneveldt, à Catherine de Médicis, à Coligny, au duc de Bouillon, à Jeanne d'Albret, à Éléonore de Roye, à Gustave-Adolphe, etc., parus de 1874 à 1886 dans la *Revue*, à qui il offrait aussi la primeur des maîtres chapitres de l'important ouvrage consacré à Henri de Rohan. Henri IV, Louis XIII, les guerres de religion, la guerre de Trente Ans, Richelieu, la Cour, les Partis, formaient le fond de cette vaste toile d'où se détachait au premier plan la grande figure d'Henri de Rohan que l'histoire laissait jusque-là dans un jour indécis. « Cependant Rohan avait donné sa mesure, écrit Laugel en sa dernière page. Avec de petits moyens, il avait fait de grandes choses. Parmi les hommes de guerre protestans, il a sa place au-dessus de Coligny, pas bien loin de Turenne, et il ne lui manqua peut-être que l'occasion pour rendre à la France des services aussi

grands que ce dernier. Qui fut plus fécond en ressources? Qui sut mieux proportionner les moyens au but, sortir d'un mauvais pas, tromper un ennemi par la rapidité des mouvemens, tenir une troupe allègre? Qui montra plus de constance dans la mauvaise fortune, et plus de ténacité dans les desseins? Quand on le voit, pendant les guerres civiles, tour à tour soldat, tribun, négociateur, calme au milieu des agitations populaires, serein dans la bataille, guidé dans la confusion des haines, des jalousies, des trahisons, par la lumière fixe et tranquille de sa foi, ne doutant jamais de lui-même ni de la sainteté de sa cause, disputant le terrain pied à pied, combattant encore le genou en terre et ne s'avouant jamais vaincu, on ne peut lui refuser le caractère du véritable héros. »

Si la science, en la rapidité de sa course, abandonne souvent derrière elle ceux qui dans le passé ont le mieux noté ses progrès, l'Histoire est plus fidèle aux écrivains qui ont fixé ses traits avec autant de vérité que de talent. L'érudition d'Auguste Laugel, experte entre toutes dans l'appréciation et le judicieux emploi des documens, le jeu si vivant des acteurs qu'il met en scène, le coloris et l'émotion de ses récits, l'indépendance de ses jugemens, la philosophie des conclusions, ne lui assurent-ils pas cette fidélité?

L'Académie française sembla un instant sur le point de lui ouvrir ses portes. Mais elle aurait paru déférer au vœu d'un prince académicien, et celui-ci se serait fait scrupule de l'imposer en le laissant pressentir. Il n'est pas d'amitié et de dévouement qui ne comportent de sacrifices.

L'ingénieur des mines, lui, était nommé membre des conseils d'administration du Paris-Lyon-Méditerranée, des Docks de Marseille, des Mines de la Loire. Il leur apportait, avec le concours de ses lumières professionnelles, la pondération et l'expérience d'une vie qui n'ignorait plus rien des choses et des hommes. Il la vivait vraiment en sage. Aussi secret que prudent dans la conduite des intérêts de tout ordre, il n'en avait pas moins un cœur ouvert à toutes les sensibilités. Il ne connaissait pas la haine, tout au plus le dédain. L'aménité et la distinction de ses manières ne rendaient que plus séduisant encore le causeur recherché partout où le commerce de l'esprit était en faveur.

Le second exil d'Henri d'Orléans, en 1886, rejeta son fidèle

compagnon d'autrefois sur les chemins de Londres et de Bruxelles. Il se voua surtout à la tâche de faire rouvrir au prince les portes de la patrie. Il rencontrait au *Temps*, dont il était resté le chroniqueur scientifique, des puissans du jour, d'anciens alliés de l'époque lointaine de la coalition libérale. Sans doute l'aujourd'hui les séparait, mais sans amertume et sans rancune. Il sut les associer à la campagne de l'Institut en faveur de ce membre de trois de ses sections, et le prince rentrait en 1889 consacrer ses dernières années aux lettres et aux arts dans ce palais de Chantilly, déjà leur domaine, et qu'il ornait toujours avec la même sollicitude.

Quelques années s'écoulaient ; le Duc d'Aumale mourait. Le souvenir d'Henri d'Orléans, l'intérêt, l'espérance de la jeunesse, de la maturité d'Auguste Laugel, allait être le culte de sa vieillesse ! Les deuils se précipitaient. Après les princes s'égrenait leur groupe de si haute valeur, dont l'erreur fut de croire que la France entière pouvait former un cénacle délicat et choisi à qui la liberté suffirait, sans passions et sans appétits à satisfaire. Des amis étrangers, Reeves, Klaczko, La Rive, Lord Acton, Stanley, lord Lytton et tant d'autres, qui n'oubliaient ni la plaisance ni la cordialité de leurs rapports avec Auguste Laugel, disparaissaient un à un.

Puis une santé très chère vacillait pour lentement s'éteindre, et le bibliophile ne retrouvait plus à son foyer solitaire que ses livres aimés. Il relisait aussi et publiait sous le titre de *Flammes et Cendres* l'œuvre de ses heures émues : premiers et derniers chants du poète qu'ils nous révélaient. L'Alsace, dont ses vers semblaient refléter la douce lumière comme le charme de ses vallées et la noblesse de ses sommets, y était toujours présente : jamais elle ne quittait sa pensée, et, s'il ne lui fut pas permis de la revoir française, il crut entrevoir de son lit de mort l'aube à peine naissante du jour qui nous la rendrait.

BARANTE.

LES
GEÔLES ALLEMANDES
EN 1870-1871

Dès le début de la guerre actuelle, les journalistes d'outre-Rhin ont consacré des articles haineux et mensongers à la façon dont étaient traités en France les prisonniers allemands. Ils se seraient plaints moins haut s'ils connaissaient ce qui se passa en 1870-1871 ou si, volontairement, ils n'avaient pas oublié leur histoire.

Rappelons-la-leur donc, sans passion et en n'utilisant que des documens certains.

Les Français, pour la plupart si oublieux du passé, bien qu'il renferme la leçon de l'avenir, apprendront en même temps pourquoi 17 240 de nos frères (1) ont succombé dans les geôles allemandes; en outre, ils trouveront dans cette révélation un grief de plus pour lutter actuellement avec la dernière énergie.

Un apôtre, le R. P. Joseph, dont le nom mérite d'être conservé pour les services qu'il prodigua en Allemagne à nos compatriotes, a écrit : « De tous les maux engendrés par cette effroyable guerre, la captivité a été, sans conteste, le plus désastreux. Elle a privé tout d'un coup la France de ses meilleurs défenseurs; elle a jeté 400 000 jeunes hommes dans les prisons glaciales de l'Allemagne où ils arrivèrent anéantis par

(1) Ce chiffre a été déterminé avec une rigueur scientifique, à l'aide de fiches individuelles, comme pour les guerres de Crimée et d'Italie, par le docteur Chenu. Il convient cependant de le prendre pour un minimum, bon nombre de prisonniers ayant succombé, plus ou moins de temps après leur rentrée en France, des suites de la captivité.

les émotions, brisés par les fatigues, épuisés par les privations (1). »

Un nombre aussi élevé de victimes ne peut être attribué, — ainsi que nous allons nous appliquer à le démontrer, — tout en faisant la part de la nostalgie, qu'à la faim, au froid et aux mauvais traitemens.

Il serait injuste, reconnaissons-le, de prétendre que nos prisonniers furent traités partout avec autant d'inhumanité, mais le nombre des endroits où il en fut autrement (2) est trop restreint pour l'honneur du nom allemand.

Les documens sérieux relatifs à la captivité en Allemagne sont tellement nombreux qu'ils pourraient former une petite bibliothèque; aussi ne citerons-nous que les exemples les plus probans.

Enfin, il ne sera guère question dans cette enquête succincte que des soldats et des gradés. Certes, les officiers ont eu aussi beaucoup à souffrir, mais surtout moralement : ceux d'entre eux qui étaient dépourvus de ressources personnelles, même minimes, endurèrent des privations que l'on ne saurait cependant comparer à celles de leurs malheureux soldats.

*
* *

En captivité, il existe, à n'en pas douter, des devoirs et des droits pour le vainqueur aussi bien que pour le vaincu. « ... La fin de la guerre étant, a dit J.-J. Rousseau, la destruction de l'État ennemi, on a le droit d'en tuer les défenseurs tant qu'ils ont les armes à la main; mais, aussitôt qu'ils les posent et se rendent, cessant d'être ennemis, ils redeviennent simplement hommes, et l'on n'a plus de droit sur leur vie (3)... »

Le Suisse Vattel (1714-1764) a, de son côté, nettement fixé les devoirs et les droits du vainqueur envers le vaincu qui ne saurait être transformé en un esclave : « ... On est en droit de s'assurer de ses prisonniers et, pour cela, de les enfermer et de les lier même, s'il y a lieu de craindre qu'ils ne se révoltent ou ne s'enfuient; mais rien n'autorise à les traiter durement, à moins qu'ils ne se soient rendus personnellement coupables

(1) Joseph (R. P.), *La captivité à Ulm*. Préface, p. 9.

(2) C'est ainsi que plusieurs commandans de places dont les fils prisonniers en France y étaient bien traités usèrent de réciprocité envers leurs propres détenus.

(3) *Contrat social*, livre V, chap. IV.

envers celui qui les tient en sa puissance. En ce cas, il est maître de les punir. Hors de là, il doit se souvenir qu'ils sont hommes et malheureux. Un grand cœur ne se sent plus que de la compassion pour un ennemi vaincu et désarmé (1)... »

Dans notre règlement du 3 mai 1832 sur le service en campagne, encore appliqué en 1870, l'article 135 était ainsi formulé : « Les officiers doivent rappeler aux soldats que la générosité honore le courage. En conséquence, les prisonniers de guerre ne sont jamais dépouillés ; chacun d'eux est traité avec les égards dus à son rang. »

On aurait vainement cherché, dans le règlement prussien correspondant, une recommandation à la fois si humaine et si digne.

Le 6 mai 1859, au début de la campagne d'Italie, des Instructions françaises, tout en recommandant de mettre les prisonniers hors d'état de nuire, interdirent les rigueurs inutiles, leur attribuèrent une solde, du tabac et arrêtèrent que les salaires gagnés par eux constitueraient une masse leur appartenant.

En somme, si la Convention de Genève laissa de côté la question des prisonniers de guerre, il était admis, en juillet 1870, que la personne d'un prisonnier est inviolable ; qu'il a droit à un traitement humain et même que, s'il n'a pas aliéné complètement sa liberté en prêtant serment, il conserve le droit de s'évader, sans qu'on puisse lui refuser la qualité de belligérant, qui est une garantie sérieuse.

Tels sont les droits du vainqueur et surtout ses devoirs.

En ce qui concerne le vaincu, insistons sur un cas particulier. Son identité une fois loyalement déclarée, le prisonnier est soumis de fait aux lois et règlemens qu'a édictés le vainqueur qui le détient ; en cas d'insubordination, il s'expose aux rigueurs jugées nécessaires pour le contraindre à l'obéissance.

Il peut être employé à des travaux publics, à la condition qu'ils n'auront pas un rapport direct avec les opérations sur un théâtre de guerre.

Tout serment aggrave la situation morale de celui qui le prête ; en le violant, on manquera à l'honneur et on s'exposera, si on est repris, à subir les peines les plus sévères, même la peine de mort.

(1) Vattel (Emmerich de), *Le Droit des gens...*, livre III, chap. VIII.

*
* *

En 1870-1871, les prisonniers de guerre furent conduits sous escorte jusqu'au lieu de l'embarquement, puis internés : suivons cet ordre.

Les prisonniers faits à Sedan et à Metz séjournèrent d'abord, pendant un temps plus ou moins long, dans un camp de concentration ; nous ne nous occuperons que des premiers auxquels se rattache le lamentable souvenir du Camp dit *de la Misère*, établi dans la presqu'île d'Yges, près de Sedan. Un philanthrope belge a décrit *de visu*, avec une émotion et une indignation communicatives, les souffrances de tous genres que les prisonniers entassés là sans la moindre distinction eurent à endurer pendant plusieurs jours, bon nombre du 2 au 12 septembre.

Littéralement abandonnés par les Allemands, exposés sans le plus léger abri à une pluie qui tomba souvent à torrens et transforma le terrain en un véritable cloaque, les prisonniers n'eurent, par les soins de l'autorité allemande, du 2 au 10 septembre, que cinq distributions de vivres; encore ne les durent-ils, à défaut du général Wimpffen qui était parti le 4 septembre, qu'à l'intervention incessante des généraux Ducrot et Lebrun, aidés surtout par les généraux de Galliffet, Ameil et Le Forestier de Vendeuvre. Il semble que l'unique préoccupation de vainqueurs dénués de la générosité la plus élémentaire ait été d'affaiblir systématiquement les malheureux débris de l'armée d'Alsace; ils traitèrent deux mois plus tard de la même façon les prisonniers de Metz, toutefois pour ceux-ci l'épreuve fut d'une durée moindre.

Cette conduite odieuse eut un tel retentissement en Europe que le chancelier Bismarck essaya, le 22 septembre, par l'intermédiaire de son fidèle secrétaire Moritz Busch (1), de détruire cette fâcheuse impression; une fois de plus, il eut recours au mensonge. Si les intendans allemands auxquels on adressa tant de louanges à la fin de la guerre avaient reçu des ordres fermes à ce sujet, il leur eût été facile, grâce au voisinage de la Belgique, de pourvoir aux besoins de troupes concentrées de la sorte.

On eut à constater la même insensibilité et le même défaut

(1) Moritz Busch, *Le comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre de France* 1870-1871, p. 227.

de prévoyance dans la conduite des convois de prisonniers, avec une circonstance aggravante : les habitans qui, touchés d'une pareille misère, apportaient des vivres à des malheureux parfois privés de pain et d'eau depuis vingt-quatre heures, furent, en effet, brutalement repoussés. Comme si ce n'était pas assez, les insultes et les coups ne leur furent pas ménagés; on a même à signaler des assassinats individuels ou collectifs.

Le R. P. Joseph, dans son ouvrage, et le brave commandant du Petit-Thouars, un témoin (1), ont relaté la façon dont les Badois traitèrent les défenseurs de Strasbourg qu'ils conduisaient en exil. Pendant deux jours, ces prisonniers furent privés de repos et presque complètement de nourriture; sous le plus léger prétexte, ils recevaient des coups de plat de sabre et s'entendaient dire : « Vous n'êtes plus des hommes, c'est à peine si nous vous considérons comme des chiens. »

Les mobiles faits prisonniers, le 6 octobre 1870, à Nompatelize, atteignirent Lunéville, après avoir été frappés à coups de crosse ou de plat de sabre et souvent menacés de la baïonnette; là, on les fit passer entre une double haie de landwehriens, qui leur appliquèrent des coups de poing, de plat de sabre et parfois les piquèrent avec la pointe de leurs baïonnettes.

Le 24 novembre, à Nogent-le-Rotrou, ce furent des officiers qui, noblement, cinglèrent à coups de fouet, ainsi qu'en a porté témoignage Léopold-Charles, les jambes de malheureux marchant depuis dix heures et n'ayant eu pour toute nourriture que « quelques débris de biscuit et des pommes à cidre ramassées sur la route (2)... » A la Ferté-Bernard, la même scène se renouvela avec le concours de soldats (3).

A Querrieu, le 23 décembre, c'est un officier qui abat d'un coup de revolver le chasseur à pied Seigneurin, coupable de s'être avancé de deux pas en avant de l'alignement pour reprendre sa capote jetée à terre avec des fournimens.

Mais l'épouvantable massacre de Passavant (Marne) domine toute la question.

L'évacuation de la petite place de Vitry ayant été jugée nécessaire, sa garnison fut mise en route dans la nuit du 24 au 25 août; elle formait une colonne comprenant environ

(1) *Rapport au ministre de la marine.*
(2) Léopold-Charles, *Notice sur l'invasion à la Ferté-Bernard* en 1870-1871, p. 13.
(3) *Id. ibid., op. cit.*, p. 15.

1 500 hommes dont 1 200 mobiles armés depuis quatre jours et sans instruction militaire.

Le 25, vers dix heures du matin, cette colonne qui n'est pas éclairée est chargée, entre Dampierre-le-Château et Sivry-sur-Ante, à La Bassée, par une fraction de la 6e division de cavalerie prussienne; elle met bas les armes à la suite d'un semblant de résistance. Après que ces prisonniers ont été injuriés, frappés, et que les officiers ont été fouillés, puis dévalisés, une colonne est organisée à Sivry.

Dirigée sur Passavant, elle est réduite à 800 hommes, par suite d'évasions qu'a favorisées la connaissance des lieux, lorsque, vers cinq heures du soir, elle atteint cet endroit. Les parens ou amis qui cherchaient à satisfaire la faim et la soif de ces affamés sont brutalement écartés par l'escorte; la marche est bientôt reprise.

La colonne n'est encore qu'à une petite distance de Passavant lorsqu'un prisonnier rejeté de la route par une poussée ou l'ayant quittée pour aller boire à quelques pas est tué par un soldat de l'escorte.

Au bruit de la détonation, une débandade se produit; presque aussitôt, un second coup de feu tiré par on ne sait qui retentit. S'imaginant qu'on veut les massacrer, les prisonniers se sauvent dans toutes les directions et cherchent à s'abriter.

Les Prussiens tirent sur les fuyards, d'autres les poursuivent et massacrent ceux qu'ils atteignent. Ce sont autant d'assassinats, puisqu'il s'agit d'hommes désarmés. « Les mobiles ont voulu fuir et, *d'après les lois de la guerre*, nous avons tiré sur eux! » ont allégué les bourreaux. Piètre défense reposant sur un double mensonge : attaqués par qui? les mobiles n'ayant pas d'armes; il est de fait que les prisonniers demeurés sur place ne furent point davantage épargnés. Les officiers qui ordonnèrent cette poursuite ou qui n'eurent pas la générosité de l'arrêter connaissaient l'origine du premier coup de fusil; depuis quand, d'ailleurs, deux coups de fusil séparés auxquels succède un silence complet constituent-ils une attaque en règle? Dégageons les causes véritables : le manque de sang-froid causé par la peur dont le soldat prussien a donné tant de preuves; la haine farouche et le mépris de tout ce qui est français considéré comme un bétail sur lequel on aurait des droits absolus.

Cette chasse à l'homme renforcée par les Prussiens cantonnés à proximité s'étendit jusqu'à Passavant où les courageux efforts du maire Boiet, ceint de son écharpe, demeurèrent infructueux et où des habitans furent malmenés. Quand ce brillant fait d'armes prit fin, le sol était jonché de blessés et de morts dont les bourreaux retournèrent consciencieusement les poches. On a conservé, à Passavant et à La Bassée où se dressent deux monumens commémoratifs, les noms de 49 mobiles tués et de 97 blessés.

Le 28 août au soir, les mobiles demeurés valides atteignaient Remilly où ils furent embarqués; ils n'avaient dû leur nourriture qu'à la pitié des habitans. A Glogau, lieu de leur internement, 49 d'entre eux étaient morts à l'époque de la libération, sur les 692 Français qui y sont enterrés.

Le massacre des prisonniers dits de Soissons, perpétré, le 16 octobre, sur le territoire d'Hartennes, dans le bois de Saint-Jean, fut aussi provoqué, à n'en pas douter, par l'impressionnabilité excessive des Allemands : prodigues de la vie des autres, ils perdent la tête lorsque, tout à coup, ils croient leur propre existence menacée. Partis de Soissons, vers trois heures du soir, au nombre approximatif de 4 000, les prisonniers étaient arrivés dans le bois Saint-Jean où on fit halte. Tout à coup, sans que le mystère ait jamais pu être éclairci, « des feux de peloton et de file, partant de la tête, de la queue et des flancs de la colonne, vinrent jeter l'épouvante et le désordre dans la masse des malheureux prisonniers... Toute cette foule désarmée se jeta dans les bois où elle fut poursuivie à coups de fusil (1)... »

Il ne fut pas possible de fixer le chiffre exact des victimes, parce que beaucoup de prisonniers trouvèrent un asile momentané dans les fermes ou les chaumières; on sait seulement que, lorsqu'il atteignit Château-Thierry, le convoi était réduit à environ un millier d'hommes.

Arrivons au transport des prisonniers. Le récit suivant, emprunté à un prisonnier civil, renseignera exactement sur la brutalité que déployèrent, dans la majorité des cas, les officiers, sous-officiers et soldats composant l'escorte du train. Le convoi comprenait 52 habitans arrêtés en Beauce, à Bricy-le-Colombier, dans des circonstances que nous relaterons vers la

(1) *Le Progrès du Nord.*

fin de cette enquête; parmi eux figurait l'instituteur Gustave Fautras, qui publia depuis, en 1873, un rapport émouvant sous le titre : « *Cinq mois de captivité. Récit d'un prisonnier civil en Prusse.* »

Partis de Bricy-le-Colombier le 11 octobre, les prisonniers furent conduits jusqu'à Nogent-l'Artaud et là embarqués à destination de Stettin.

... Ici, dit Fautras, commence pour les prisonniers de Bricy une nouvelle période de souffrances... Dans le wagon de Nogent-l'Artaud, la faim et la soif vont les accabler ; un air vicié va presque les asphyxier ; le sommeil va leur faire complètement défaut ; ils ne pourront ni s'asseoir, ni se coucher, et ils vont être privés par là d'un repos devenu des plus nécessaires ; beaucoup de vieillards à qui on ne permettra pas de descendre aux différens arrêts vont être obligés de satisfaire aux besoins de la nature dans un coin du wagon ou de salir leurs vêtemens... Tous enfin, ils vont être en butte à la férocité des soldats de Guillaume ; quelques-uns même vont souffrir un long et douloureux martyre...

La crosse et la baïonnette nous avaient poussés dans le lourd véhicule prussien ; nous étions quarante-huit, pressés les uns contre les autres, ne pouvant faire le moindre mouvement, ne pouvant ni nous asseoir, ni nous coucher. Le wagon avait servi précédemment au transport de chevaux, il se trouvait rempli de fumier ; une odeur fétide nous y suffoquait et y rendait notre présence insupportable...

Bornons-nous, pour terminer, à citer un acte criminel. Deux des prisonniers avaient donné des signes d'aliénation mentale avant l'arrivée à Francfort : Jacques Penot, de Bricy, septuagénaire, et Eugène Gigoux, d'Ingré, âgé de cinquante-cinq ans. L'un d'eux qui se débattait mordit au doigt le Prussien qui le repoussait avec la crosse.

La rage de nos gardiens fut telle alors qu'ils nous menacèrent de nous fusiller tous dans le wagon... Ne pouvant le faire, ils voulurent au moins que la punition des deux aliénés fût de la dernière rigueur.

Ils commencèrent par les dépouiller de leurs casquettes et de leurs chaussures ; puis, leur ayant attaché les pieds l'un à l'autre, leur ayant lié les mains sur le dos, et les ayant couchés sur la planche du wagon, ils les battirent avec une cruauté sans exemple : non seulement ils se servirent de la crosse et du sabre pour assouvir leur colère sur ces deux hommes sans raison, ils ne craignirent point d'employer aussi le fer de leurs baïonnettes... ou bien, dans un moment de rage, ils chargeaient leurs armes et, appuyant le canon sur la gorge de nos deux compatriotes, le doigt sur la détente, ils semblaient pendant quelques instans vouloir mettre fin à leurs souffrances...

Lorsque, le 22 octobre, à deux heures du matin, on débarqua à Stettin,

les deux infortunés étaient complètement privés de la raison; la tête découverte, le visage ensanglanté, ne présentant plus qu'une immense plaie, les pieds nus, coupés, ainsi que les mains, par les liens qui les avaient retenus, ils tremblaient sous une bise glaciale.

Eugène Gigoux mourut le lendemain, « de faiblesse et de fatigue; » Jacques Penot dura jusqu'au 31 octobre, et mourut de « fortes contusions, » inscrivit-on sur la liste officielle des décès : nous connaissons la cause véritable des deux morts. Au nombre des 60 prisonniers incarcérés dans le fort Preussen, figuraient 37 habitans de Bricy : 13 moururent à Stettin; 24 seulement revinrent à Bricy, affublés de casaques prussiennes.

Effectué trop souvent, malgré la rigueur de la température et la durée du voyage, dans des *wagons découverts*, le transport contribua, avec le manque d'une nourriture régulière, à débiliter les victimes, et entraîna la mort de beaucoup d'entre elles; plus d'une fois des arrêts eurent lieu, afin d'offrir les personnes en pâture aux habitans, qui, nous le verrons, les insultaient et même les frappaient. Nancy est un des points du réseau de l'Est où le mode de transport des prisonniers put être le mieux observé. Louis Lacroix, auquel on doit un récit loyal et très modéré, a consigné dans son *Journal* les principales constatations :

12 septembre. — On voit descendre, par la rue Stanislas, des gens dont le visage bouleversé, les yeux rouges et humides de larmes dénotent qu'ils éprouvent une profonde affliction. L'un d'eux, que j'interroge : — Ah! Monsieur, me répond-il, nous venons de la gare au moment où passait un train de nos prisonniers de Sedan. Ils sont entassés dans des wagons, dont beaucoup sont découverts, à peine vêtus, grelottant de froid, mourant de faim. On leur jette des pains vers lesquels ils tendent des mains avides. On leur passe des bouteilles de vin au bout d'une perche. Ils remercient en pleurant, et la foule les salue et les acclame en pleurant aussi; c'est un spectacle qui vous navre, et que je n'oublierai jamais. » Or, c'est la même chose pour tous les convois. Voilà quatre jours que ce passage a commencé, et il n'est pas près de finir...

Le mardi, 6 décembre, le thermomètre marque 12 degrés de froid... Mais que dire de ce qu'ont à endurer nos pauvres prisonniers, que l'on transporte à wagons découverts, et qui arrivent à notre gare hâves, exténués, grelottans de froid, dans un état et avec un aspect qui fait mal à voir! La population de Nancy se surpasse pour les assister. On leur jette des cache-nez, des cabans, des couvertures...

Lundi, 12 décembre. — Retour du froid. Le matin, le thermomètre est de 12° au-dessous de 0. Il est passé encore des prisonniers français,

dont beaucoup dans des wagons découverts. On dit qu'il en est mort quinze de froid cette nuit...

De son côté, Fautras n'a pas manqué de signaler des cas de mort par congestion :

... Il n'est pas rare, dit-il, au mois de janvier que quelques-uns des prisonniers amenés des environs du Mans périssent du froid dans les wagons découverts qui les transportaient...

Les Allemands qui seraient tentés de taxer d'exagération les récits précédens ne pourront récuser le passage suivant, extrait d'un de leurs journaux, le *Wanderer :*

« Seize cents prisonniers de guerre de l'armée de la Loire sont entrés dans la nuit à Berlin, par le chemin de fer de Potsdam, pour être dirigés sur Stettin, où ils sont internés; mais ils sont dans un état tellement déplorable qu'il est impossible de les transporter plus loin. Leur voyage d'Orléans à Berlin a duré dix-sept jours, et ni les prisonniers, ni les hommes de l'escorte n'auraient été en état de voyager encore une seule heure. »

Le transport a été évacué en soixante *wagons ouverts;* les malheureux devaient se tenir debout, car il n'y avait pas de siège; leur mince uniforme était trempé par les pluies battantes; le froid glacial leur gelait le corps, la neige leur montait jusqu'aux genoux, et leurs jambes vacillantes, leurs membres raidis leur refusaient le service.

La descente des wagons était très dangereuse à cause des marchepieds gelés et glissans. Un turco qui, malgré les avertissemens, voulut descendre, tomba sous les roues et fut broyé. Cinq prisonniers sont morts du tétanos; plus de cent ont dû être transportés chez des particuliers, les ambulances étant toutes pleines. Avant que tous soient mis à couvert, il en mourra un grand nombre. Plusieurs d'entre eux ont été pris, après avoir avalé un peu de bouillon chaud, de spasmes auxquels a succédé un sommeil profond. Les soldats sains sont déjà internés dans les casernes, et des gens bienfaisans leur ont donné de la nourriture et des vêtemens.

Le nombre des prisonniers du 3e régiment de zouaves est très grand. Ce régiment a été presque anéanti. L'habillement de ces militaires n'est pas approprié au climat du Nord. Leurs souliers étaient tellement déchirés qu'ils tombaient en lambeaux, leurs larges pantalons et burnous étaient collés aux membres raidis, et ont dû être coupés du corps. On a dû hisser les malheureux sur les voitures qui devaient les transporter dans les chambres qui leur étaient destinées.

A l'autorité militaire incombe le devoir d'ouvrir une enquête sévère sur le transport des prisonniers, de prendre des mesures promptes pour

mettre fin à ces souffrances. De pareilles scènes ne doivent pas se renouveler...

La *Gazette de Cologne* fut non moins catégorique, et rendit tout commentaire superflu.

... Les forteresses allemandes sont toutes encombrées de prisonniers, et le transport de ces malheureux dans des wagons à charbon *ouverts*, jour et nuit, par un froid de 8 à 12 degrés au-dessous de 0 est une *cruauté* que l'on ne saurait jamais défendre *devant le tribunal de l'humanité*.

Beaucoup de ces malheureux arrivent malades, exténués de froid et de faim, légèrement vêtus, et souvent sans souliers et sans bas...

*
* *

La façon dont fut dirigé l'internement ne pouvait qu'aggraver un état déjà si lamentable.

En février 1871, il restait en Allemagne, comme prisonniers de guerre, 12000 officiers et 372000 hommes de troupe. Ils étaient répartis entre 195 dépôts : 152 sur le territoire prussien ; 26 en Bavière ; 7 en Wurtemberg ; 8 dans le grand-duché de Bade ; 2 en Hesse-Darmstadt.

Les officiers qui avaient signé l'engagement de ne pas s'évader jouirent d'une certaine liberté, mais ils étaient tenus de répondre à des appels et savaient que leur correspondance serait contrôlée ; ils logeaient en ville à leurs frais. Nous aurons occasion de parler de l'insuffisance de leur solde. Plus d'un eut à subir les insultes des habitans, ce qui les obligea à porter des effets civils ; mais, en général, ils furent traités avec les égards dus à leur grade.

Les officiers qui n'avaient pas voulu donner leur parole d'honneur furent mis en forteresse et parfois durement traités.

Les hommes de troupe, — gradés et soldats, — formèrent, dans chaque dépôt, des compagnies placées sous les ordres d'un commandant supérieur ayant un pouvoir disciplinaire des plus étendus.

Il est prouvé, par de nombreux témoignages, que les hommes de troupe furent insuffisamment et mal nourris et que, légèrement vêtus, mal chaussés, ils eurent, surtout en décembre et en janvier, à souffrir cruellement. Trop souvent aussi, ils furent en butte à d'indignes brutalités.

En principe, les simples soldats travaillèrent gratuitement,

pendant cinq heures, pour l'État; le travail qu'ils fournirent aux particuliers et aux communes fut inégalement rémunéré, parfois non rétribué.

Devant les conseils de guerre, on appliqua exceptionnellement le code militaire français aux prisonniers qui surent s'en réclamer.

Une situation particulière fut créée aux tirailleurs algériens, aux « pauvres turcos; » en Allemagne où ils causèrent une terreur égale à celle qu'ils avaient semée sur les champs de bataille de Wissembourg et de Froeschwiller, on les désigna sous les noms de *thiere* (bêtes fauves) et on les traita d'une façon inhumaine : à peine vêtus et maintenus cruellement dans le Nord, ils y moururent « comme des mouches. »

Les rédacteurs du *Récit officiel prussien* ont prétendu que, à part « quelques *inconvéniens*, » la majorité des prisonniers « n'a eu à se plaindre ni de l'alimentation, ni du traitement; » demandons à des faits certains ce qu'il faut penser de cette audacieuse affirmation.

Du règlement qui fut mis en vigueur dans la plupart des dépôts allemands, nous nous bornerons à reproduire trois articles qui furent largement appliqués :

6° Toute sentinelle doit faire usage de ses armes au moindre refus d'obéissance.

7° Chaque désobéissance est punie selon le code prussien. Dans les cas graves et en récidive, le coupable sera impitoyablement mis à mort.

8° La même peine sera appliquée pour toute voie de fait envers un supérieur quelconque.

Demandons à un officier auquel nous devons des notes à la fois intelligentes et modérées, ce que fut l'installation à Spandau où commandait cependant un chef bienveillant, le « bon général » Streit :

Les prisonniers campés furent d'abord établis sous la tente; puis, quand vint l'hiver, dans de longues baraques formées d'une carcasse en bois revêtue de carton goudronné. Chacune de ces carcasses pouvait contenir cent hommes et était munie de deux poêles. L'humidité des neiges et des pluies suintant à travers ces légères parois se combinait avec l'effet réfrigérant d'un sol sablonneux pour faire de ces locaux un séjour des plus malsains. Or, nos pauvres troupiers manquaient souvent des vêtemens les plus indispensables. Des maladies nombreuses, phtisie, petite vérole et typhus, se déclarèrent et tous les jours en emportaient quelques-uns.

Vers le mois de décembre, le gouvernement prussien leur distribua des châlits en bois qui permettaient d'isoler la paille du sol, et des toiles pour la réunir en paillasse.

Mais il laissa toujours en souffrance l'habillement et la chaussure. Cependant il avait saisi nos magasins militaires; il lui était donc bien facile de satisfaire à toutes les exigences (1)...

Un prisonnier en Poméranie a également fourni de précieux renseignemens. Un mois après l'arrivée, voici ce qu'il vit :

... Au milieu du cloaque où nous étions, que l'on se figure une centaine de trous ayant environ 30 mètres de long sur 10 de large, avec 1 mètre de profondeur ; ces trous avaient une couverture faite de paille de marais tressée entre des branches de sapin fichées en terre de chaque côté et venant se joindre au milieu, en forme de toit, à environ 2 mètres 50 centimètres au-dessus du sol. Cette couverture était tellement mince et peu serrée que, pendant les nuits claires, on apercevait les étoiles à travers.

Dans ces grandes fosses creusées dans la vase et par des temps pluvieux, il était resté des flaques d'eau sur lesquelles on avait jeté un peu de paille, et il suffisait de poser le pied dessus pour que cette paille s'enfonçât sous les pas et que l'eau parût à sa place. Ces affreuses cahutes, véritables terriers humains où couvaient les fièvres, la variole et le typhus qui devaient nous décimer plus tard, n'avaient qu'une seule issue se fermant par une porte sans gonds faite de la même manière que la toiture en paille tressée, et à laquelle il fallait donner du pied pour la faire tenir lorsqu'à reculons on entrait dans le trou (2)...

... Vers le milieu du mois de novembre, la neige fit son apparition ; les faibles toitures qui nous abritaient laissaient passer cette neige qui filtrait, fine comme de la farine ; il faisait un froid terrible dans ces trous malsains ; la neige, en tombant sur nos couvertures, se formait en verglas; et, dans l'obscurité qui régnait là-dedans, on n'entendait que grelotter et se plaindre.

Les tirailleurs algériens surtout, avec leur pantalon de toile, souffraient rudement de cette température mortelle ; parfois, dans la nuit, ils poussaient de sourds rugissemens mêlés au nom d'Allah et de Mahomet auxquels ils reprochaient d'avoir abandonné la France et ses enfans (3)...

Le 9 février 1871, le thermomètre descendit à 41° au-dessous de 0, et cette température ne varia pas pendant trois jours.

...Impossible de s'endormir avec un froid pareil, et il y en eut qui,

(1) Patorni (lieutenant L.), *Neuf mois de captivité en Allemagne*.

(2) Bruchon (Ph.), *Neuf mois en captivité. Octobre 1870-juillet 1871*, pp. 93, 94, 95.

(3) *Id. ibid., op. cit.*, p. 105.

engourdis et paralysés, furent trouvés gelés, parmi leurs camarades qui les croyaient endormis.

Les Poméraniens nous disaient en ricanant : « Encore deux degrés seulement, et les Français n'auront plus besoin d'être gardés (1) !... »

D'autres exemples également probans pourraient être encore cités, mais il faut se borner.

C'est ainsi qu'un témoin, loyal entre tous, le capitaine Quesnay de Beaurepaire, a signalé la recrudescence de mauvais traitemens que provoqua à Ingolstadt, de la part des Bavarois, la nouvelle de leur défaite à Coulmiers : « ...Le plus souvent, les sous-officiers de service exigeaient par cruauté ces promenades si redoutées des prisonniers » qui, à peine vêtus, avaient beaucoup à souffrir d'un froid intense (2).

A la fin de novembre, le 30, 6000 prisonniers quittèrent Stettin pour aller occuper, à 6 kilomètres environ de là, le camp de Krekow où ils furent installés dans des tentes d'une contenance de vingt hommes environ : le froid rigoureux, les mauvais traitemens et l'insuffisance de la nourriture comme quantité et comme qualité ne tardèrent pas à provoquer chez les prisonniers une mortalité effrayante (3). Sur l'ordre du gouvernement prussien, ils construisent des baraques en planches ; on en comptait quatre-vingts dans les premiers jours de janvier.

La mortalité diminua dès lors sensiblement ; cependant, le 8 février 1871, le thermomètre étant descendu à 25°, « sur 46 soldats français venant de Krekow à Stettin pour y chercher le pain pour la distribution du lendemain, huit furent gelés : deux moururent immédiatement et les autres les jours suivans (4). »

L'alimentation fut déplorable, avons-nous dit.

A Stettin, dit Bruchon, les prisonniers reçurent « une espèce de bouillie grisâtre assez semblable à ce que l'on voit dans les pots des colleurs d'affiches, mais cependant bien moins épaisse et plus noire. C'était de la farine de seigle aigre et gâtée, délayée avec des balais de bouleau et où il n'y avait pas même de sel (5)... »

(1) Bruchon (Ph.) *op. cit.*, p. 156. Pendant ces trois jours, plus de 200 prisonniers ayant les bras et les jambes gelés entrèrent à l'hôpital.

(2) Quesnay de Beaurepaire (capitaine), *De Wissembourg à Ingolstadt* 1870-1871), p. 216.

(3) Bruchon (Ph.), *op. cit.*, p. 122.

(4) Fautras (Gustave), *op. cit.*, p. 154.

(5) Bruchon (Ph.), *op. cit.*, pp. 98, 99.

Si encore le pain dont les Français sont friands avait pu dédommager de ce brouet répugnant !

... Ils nous donnèrent à chacun, dit encore Bruchon, quelque chose de carré ressemblant assez à un poids de 20 kilos ; il y avait une marque faite avec des chiffres gravés sur l'une des faces : c'était noir et moisi, et cela avait l'apparence d'un bloc de terre pressée dans un moule à briques ; cette chose, c'était du pain ! Il y en avait un peu plus d'un kilo pour quatre jours (1)...

A Torgau, « le plus lamentable coin de ce grand cimetière qui s'appelle l'Allemagne » et où le chiffre des morts s'élèva à 1 134,

la nourriture était juste ce qu'il faut pour ne pas mourir de faim. Pain noir mêlé de paille, bouillie de farine aux patates. C'était tout (2)...

Le même témoin irrécusable a décrit l'habillement :

... Ces pauvres enfans, dépourvus d'habits, furent gratifiés de vieilles longues tuniques de soldats prussiens, si déguenillées, si sales, si habitées, me disait l'un d'eux, qu'il aurait fallu prendre un crochet de chiffonnier pour les saisir. On leur distribua même de vieux souliers éculés. Ceux qui pouvaient les chausser avaient encore les orteils dehors (3)...

Dans les autres dépôts, les prisonniers ne furent pas mieux traités.

*
* *

Parmi les conventions internationales qui règlent le sort des prisonniers de guerre, il en est une relative aux travaux publics que l'on est en droit d'exiger d'eux : ces travaux ne doivent avoir aucun rapport direct avec les opérations de guerre, et il est naturel qu'ils ne soient ni exténuans, ni humilians pour leur grade ou leur position, soit officielle, soit sociale. C'est ainsi que le vainqueur n'a pas le droit d'employer des prisonniers à nettoyer des rues de la ville où ils sont internés : des soldats prisonniers sont toujours des soldats. Si, d'un commun accord, des prisonniers travaillent pour des particuliers, il convient, comme nous l'avons déjà dit, que ce travail soit rétribué, et que le salaire serve à améliorer leur position ou leur soit compté au jour de la libération.

(1) Bruchon (Ph.), *op. cit.*, p. 95.
(2) et (3) Guers (chanoine E.), *op. cit.*, p. 260.

Les Allemands faisant passer avant tout leur intérêt ne tinrent trop souvent aucun compte de ces règles; elles découlent pourtant d'une appréciation à la fois équitable et digne du caractère du soldat qui, bien que trahi par le sort, n'a pas démérité.

En Poméranie, dit Bruchon, « les besognes les plus rudes et même les plus abjectes nous étaient toujours réservées ; on nous fit faire maintes et maintes fois le service de vidangeurs, dans les casernes et dans différens autres bâtimens ; et, chose inouïe, nous n'avions même pas d'eau pour nous laver !... »

Jamais non plus le plus mince salaire ne nous fut donné en échange d'un aussi rude labeur ; au contraire, lorsque nous étions loués à des particuliers, c'étaient les soldats poméraniens chargés de nous surveiller à la besogne qui recevaient de leurs compatriotes des gratifications comme récompense des coups qu'ils nous donnaient lorsque nous éprouvions le besoin de souffler dans nos doigts ou que nous nous arrêtions un instant de travailler (1)...

Pendant l'hiver, des prisonniers furent utilisés pour dégager les places et les rues de Stettin :

Du matin au soir, nous étions occupés à briser la glace, balayer, ramasser et transporter cette neige dans des traîneaux auxquels nous étions attelés comme des bêtes de somme (2)...

Au camp de Krekow, les prisonniers furent employés, par des températures de 20 et même de 30 degrés, à charrier de la glace destinée à ravitailler d'immenses glacières pour les hôpitaux de Berlin, Stettin et autres villes.

Le même auteur a tracé un tableau saisissant que nous regrettons de ne pouvoir reproduire en totalité, d'une corvée de cette nature faite, deux fois par jour, sous la neige ; des coups de dos de plat de sabre servaient de stimulans (3) ! A Cologne même, où la vie fut plus douce, voici ce dont fut témoin un homme de cœur le capitaine (depuis lieutenant-colonel) Meyret :

Oh !... c'est à travers mes larmes que j'écris ceci : Vingt soldats français, zouaves, fantassins, cavaliers en guenilles, attachés à une voiture

(1) Bruchon (Ph.), *op. cit.*, pp. 96, 97.
(2) *Id. ibid.*, *op. cit.*, p. 109.
(3) *Id. ibid.*, *op. cit.*, pp. 131, 134, 135.

chargée de sacs de farine, blancs de froid, tremblant la fièvre, escortés par des soldats prussiens, le fusil chargé ; un mot, et ils recevront un coup de crosse ; un geste, ce sera un coup de baïonnette ; et ce mot cependant est prononcé par les soldats de ces bataillons de Metz qui ont terrifié nos ennemis ; ce sont ces braves gens qui nous ont conservé nos épées qu'on transforme en des bêtes de somme (1)...

En dehors de ces travaux illicites imposés par la rapacité et aggravés par la brutalité allemandes, citons, à titre de contraste, mais sans insister, les travaux d'un caractère spécial que l'ingéniosité de nos soldats put réaliser, à Ulm (2), à Spandau (3). Nous entendons parler de travaux de l'*industrie parisienne*, véritables petites merveilles provenant de la transformation de boutons d'uniformes en métal blanc : bagues, épingles de toutes les formes, médailles, etc., qui trouvaient de nombreux acquéreurs, comme les petits bateaux fabriqués par les marins et les sabots-bijoux des sabotiers. Ce gain permit à quelques prisonniers d'améliorer leur nourriture ou de faire face à des besoins urgens.

Nous serions incomplet si nous ne mentionnions pas les tentatives que firent les Allemands pour affaiblir physiquement et moralement les prisonniers et la façon dont ils les exploitèrent.

Dans certains dépôts, à Ingolstadt par exemple, ainsi que le capitaine Quesnay de Beaurepaire en a fourni le témoignage (4), le gouverneur donna l'autorisation de vendre des liqueurs fortes dans les casemates à nos malheureux prisonniers.

Nous étions bien pour tous ces Allemands, dit le témoin, les Français de la décadence morale et physique. Le but a été atteint autant que pouvaient le souhaiter les Prussiens et ceux qui exécutaient leurs ordres dans les États du Sud. Hâtons-nous d'ajouter que rien n'a été omis pour parler aux yeux des populations et frapper leur esprit, pas même les moyens que repousse l'humanité...

Parmi ces moyens, deux sont à signaler : — montrer des Français ivres et débraillés escortés par des soldats bavarois très corrects : voilà pour le niveau moral ; — présenter, comme

(1) Meyret (lieutenant-colonel), *Souvenirs d'un prisonnier de guerre*, pp. 227 et 228.

(2) R. P. Joseph, *op. cit.*, pp. 124 et 125. Les généraux Pritwitz et Dietl s'y montrèrent bienveillans.

(3) Patorni (lieutenant), *op. cit.*

(4) Quesnay de Beaurepaire (capitaine), *op. cit.*, p. 163.

prisonniers de guerre, de pauvres infirmes qui n'avaient jamais dû porter un fusil : voilà pour le côté physique. La conduite des régimens provisoires qui, fournis par ces prisonniers, terrassèrent la criminelle Commune, déjoua leur déloyal calcul.

Les prisonniers furent parfois exploités d'une façon odieuse. C'est ainsi qu'en Poméranie des soldats et des sous-officiers allemands se firent les complices des brocanteurs juifs. Il leur suffit, avant que le froid eût sévi, de répandre dans le camp un double mensonge : la paix est signée; le rapatriement sera immédiat pour les prisonniers pouvant faire la dépense du trajet de Stettin à Berlin où on active l'organisation de trains à destination de France.

...Ce fut, dit un témoin, une véritable foire aux habits; c'était à qui parviendrait à vendre qui sa capote, qui sa tunique ou son manteau, et cela à des prix dérisoires, car ce qu'il y avait de meilleur fut à peine vendu un thaler.

Enfin, ils partirent après nous avoir dépouillés de ce qui aurait pu nous être si utile pour nous préserver de la terrible froidure que nous endurâmes par la suite : et, le soir même, nous apprenions que tout ce qu'ils nous avaient dit était faux (1).

Les malheureuses dupes purent lorsque, le froid venu, elles étaient à peine vêtues de haillons sous la neige, apercevoir « sur le dos des charretiers et des portefaix du port les vêtemens qui leur avaient été volés et sur la vente desquels les soldats poméraniens avaient reçu une forte somme en échange de leur complicité. »

*
* *

Abordons maintenant l'importante question des insultes et des mauvais traitemens auxquels participèrent trop souvent habitans, gardiens et officiers.

Presque partout, ce qui n'est pas étonnant pour quiconque connaît le manque absolu de générosité de l'Allemand, nos prisonniers eurent à se plaindre des habitans. Depuis le grand-duché de Bade, pour prendre cet exemple, jusqu'en Poméranie, hommes, femmes et enfans agirent de la même façon, c'est-à-dire sans pitié; pour le prouver, suivons un convoi depuis son point de départ jusqu'à son arrivée.

(1) Bruchon (Ph.), *op. cit.*, pp. 107 à 110.

Formé de soldats du 32e régiment de marche capturés le 6 octobre 1870, au combat de la Burgonce, ce convoi a eu pour historien l'un d'eux, Ph. Bruchon.

Dans le grand-duché de Bade : à Carlsruhe, ce sont des clameurs, des menaces du poing, de la part des femmes des gestes dégoûtans, des cris de *Franzosen caput* (mort aux Français); à Rastadt, la foule « sut se rendre digne en tous points des énergumènes de Karlsruhe. »

De Rastadt à Cassel (Prusse), « la réception de Karlsruhe fut suivie à la lettre, dans toutes les stations où le train s'arrêtait, et les démonstrations hostiles s'accentuaient au fur et à mesure que nous avancions dans l'intérieur de l'Allemagne. »

A Berlin, où la capitulation de Metz venait d'être connue, le train marcha avec une lenteur calculée : hommes et femmes purent ainsi de leurs fenêtres insulter à qui mieux mieux les prisonniers; le silence ne se fit que lorsque l'apparition des zouaves et des turcos fit impression sur ces braillards. Pendant le repas, « menaces, insultes, provocations, tout cela pleuvait sur nous, et, lorsque nous sortîmes pour remonter en wagon, la fureur de ces êtres féroces tourna au délire. »

A Stettin, bien qu'il fût dix heures du soir et « qu'une pluie glacée mêlée de gros flocons de neige » inondât les rues, « les habitans ne voulurent pas rester en arrière de leurs compatriotes de Berlin et d'ailleurs; ils nous firent cortège, et la sérénade recommença. » Fort heureusement, la mine farouche des bons Turcos, qui jouissaient auprès de beaucoup d'Allemands de la réputation de « manger le monde, » tint instamment la foule à une distance respectueuse.

Les enfans, avons-nous dit, ne restèrent pas en retard sur leurs charitables parens. C'est ainsi qu'un certain jour, comme une quarantaine de prisonniers brisaient la glace dans une rue de Stettin, des garçons qui sortaient de l'école, encouragés par les surveillans, leur lancèrent des boules de neige et des morceaux de glace; bientôt même les habitans du quartier se mirent de la partie.

Les prisonniers patientèrent jusqu'à ce que, leur sang ayant coulé, ils firent, tout en travaillant, des boules de neige dans lesquelles ils mirent des pierres : alors tout à coup, répondant par le cri de « Vive la France! » aux cris de « Mort aux Français! » et de « Paris caput! », ils se portèrent en avant et

firent évacuer la place par les cinq cents personnes environ qui s'y trouvaient.

Alors, dit Ph. Bruchon, nous reprîmes notre travail sous les coups de crosse qui nous furent distribués par les casques à pointe, furieux d'avoir vu fustiger leurs tristes compatriotes (1).

Le 23 octobre 1870, eut lieu à Stettin l'enterrement d'un des martyrs de Bricy, Jean Marchand. « Il nous fallut, dit Fautras, pour aller prendre le corps, traverser une partie de la ville. Je ne décrirai point la manière dont nous fûmes accueillis : menacés du poing par les hommes, injuriés par les femmes, accablés de pierres par les enfans, ce trajet nous fut un véritable calvaire (2)... »

L'article 5 du règlement dont nous avons reproduit les articles 6, 7 et 8 était ainsi formulé : « Chaque soldat prussien est supérieur du soldat français, *sans distinction de grade* : » une pareille latitude devait être grosse de conséquences; elles ne manquèrent pas, en effet.

Envers les prisonniers de guerre, a dit Fautras, l'orgueil prussien se traduisait de toutes les manières : chefs et soldats ne savaient quels moyens employer pour nous narguer, nous humilier, nous mépriser (3)...

Pendant le travail, qui consistait à casser des cailloux avec de grosses masses,

les nombreux gardiens qui nous entouraient ne nous épargnaient, rapporte le même témoin, ni les menaces, ni les coups... Si le soleil venait à reluire un moment, une foule empressée, parmi laquelle se trouvaient beaucoup de femmes, s'assemblait près de nous, nous envoyait ses injures les plus grossières, et riait sans pitié sur notre infortune. Quant aux coups, malheur à qui de nous relevait un instant la tête (4)...

Mais tout cela n'était que vétilles comparé au fait suivant. Compris dans la capitulation de Metz, le soldat Eveno, qui avait fait les campagnes de Crimée et du Mexique, fut dirigé sur Thorn. Son récit confirme en tous points ce qui a été dit sur le transport, sur la nourriture et sur les insultes des habitans; n'en consultons que la partie consacrée au séjour à Thorn : le

(1) Bruchon (Ph.), *op. cit.*, pp. 110 et 111.
(2) *Id. ibid.*, *op. cit.*, p. 97.
(3) *Id. ibid.*, *op. cit.*, p. 133.
(4) *Id. ibid.*, *op. cit.*, p. 99.

détachement était enfermé dans le fort qui protège la gare, et il était défendu de regarder les trains, surtout ceux venant de l'Ouest, de la France.

Un matin, lit-on dans ses *Souvenirs*, à l'heure de la récréation, nous étions dans la cour. Un de mes amis, un Breton, commit l'imprudence de se pencher pour voir au dehors, à travers le créneau. La sentinelle qui montait la garde au pied du rempart l'aperçut, épaula, fit feu. La balle atteignit à l'œil mon malheureux compatriote et lui transperça le front.

Au bruit de la détonation, nous accourûmes tous : le blessé fut transporté au poste où il ne tarda pas à expirer. Nous étions blêmes de rage. Le commandant de place prétendit que le prisonnier avait dû insulter la sentinelle.

— C'est faux ! m'écriai-je, indigné. Il n'a pas seulement ouvert la bouche. Faites-nous fusiller tous, c'est plus simple, et que cela finisse !

On se contenta de changer le factionnaire...

Continons la série des assassinats. Dans le suivant, qui se passa à Stettin, le drame fut complet.

Le soldat poméranien qui surveillait une corvée transportant de la terre frappe avec le dos de son sabre un prisonnier qui, selon lui, n'avait pas suffisamment rempli sa brouette. Indigné, le Français, vieux soldat à moustache grise, fait avec sa pelle le simulacre de parer les coups et de vouloir riposter.

L'Allemand le frappe alors avec rage du taillant de son sabre et lui fend la tête; inondé de sang, ce malheureux tombe pour ne plus se relever. L'ignoble brute qui vient de commettre ce double assassinat remet crânement son sabre au fourreau, sans l'essuyer, afin de pouvoir montrer ce sang à ses camarades.

Les autres Poméraniens applaudissent et semblent envier l'acte de sauvagerie auquel vient de se livrer un des leurs.

Soudain un dragon quitte sa brouette, s'approche du Prussien, et, prompt comme l'éclair, avant que les autres soldats allemands aient le temps d'intervenir, il assène sur la face du meurtrier un si terrible coup de poing, que le sang jaillit par la bouche, le nez et les oreilles; le Prussien s'abat comme une masse, les yeux hors des orbites; alors le Français s'écrie : « Vive la France ! » et « Tuez-moi maintenant, tas de lâches ! »

A peine a-t-il prononcé ces paroles qu'un coup de fusil le couche pour toujours à côté de la première victime de ces brigands, qui criblent son cadavre de coups de baïonnette et lui écrasent la figure à coup de talons de bottes...

Transporté à l'hôpital, le Prussien mourut le même soir. Les cadavres des deux Français furent déposés à l'amphithéâtre et livrés aux étudians pour servir à leurs études.

A dater de ce jour, les gardiens ne donnèrent plus des ordres que le sabre à la main.

Il faudrait un volume pour relater tous les faits indignes qui se passèrent en Poméranie et dont Ph. Bruchon a été l'historien; quelques-uns furent marqués au coin d'une sauvagerie véritable.

Un soir de novembre, les prisonniers du camp de Krekow, revenant du travail et pressés de prendre leur repas, se bousculent à l'entrée trop étroite de la cuisine; les factionnaires s'emploient en vain à rétablir de l'ordre.

L'officier de service prend peur et va chercher deux compagnies d'infanterie qu'il établit face à la cuisine. Tout à coup, sur son ordre et sans avertissement préalable, ces compagnies chargent à la baïonnette, en poussant de sauvages clameurs, les prisonniers entassés entre elles et la baraque servant de cuisine. Alors se passe une scène indescriptible qu'il est facile de se figurer. Les prisonniers s'enfuient dans toutes les directions, aux cris de : « Ils nous assassinent! ils nous égorgent! oh! les lâches! » et en laissant le sol jonché de morts et de blessés dont on n'entendit plus parler (1).

Citons encore un fait concernant le camp de Krekow. Vers la fin de janvier 1871, un chasseur à pied, sorti le soir de sa baraque pour obéir à un besoin naturel, parvient à la regagner après avoir échappé à la patrouille qui le poursuivait; la lumière s'était éteinte.

Lorsque les soldats qui composaient la patrouille « virent que celui auquel ils donnaient la chasse leur échappait dans l'obscurité, ils s'arrêtèrent et firent feu à volonté, tirant au jugé, espérant ainsi atteindre quand même leur proie. »

On juge quel fut le réveil de ceux qui dormaient là-dedans; ils crurent que c'était un massacre en masse qui s'exécutait; et cette croyance avait d'autant plus de consistance qu'il y eut des tués et des blessés... Ce fait d'armes accompli, la patrouille se retira, et, le lendemain matin, on en emporta deux à l'amphithéâtre et sept à l'ambulance, dont trois moururent le même jour des suites de leurs blessures (2)...

Parmi plusieurs actes indignes qui entachèrent l'honneur d'officiers allemands, choisissons le suivant qui se passa à

(1) Bruchon (Ph.), *op. cit.*, pp. 112 à 116.
(2) *Id.*, *op. cit.*, pp. 152 et 153.

Ingolstadt et que le chanoine Guers, qui s'y trouvait alors, a relaté avec détails (1).

Jean-Pierre-Auguste Hamel, soldat au 8e bataillon de chasseurs, regagnait son dépôt lorsqu'il croise, sans le voir, un officier allemand; il ne le salue donc pas. « Ah! s'écrie l'officier, je ne salirai pas mes nobles mains à te toucher! » et, se précipitant sur lui, il le frappe furieusement à coups de plat de sabre.

Justement indigné, Hamel se précipite sur lui, et, le jetant par terre, le piétine. La foule l'arrête; on le conduit en prison. Le Conseil de guerre se réunit aussitôt et, sans tenir compte de la lâcheté de l'officier, séance tenante, condamne Hamel à mort.

Le chanoine Guers ne parvint pas à obtenir sa grâce (2); il passa auprès de lui sa dernière nuit et fut accueilli avec gratitude.

A l'aube naissante, raconte-t-il, Hamel était à genoux, embrassant longuement un crucifix, après avoir rempli tous ses devoirs religieux... et nous étions conduits au champ de manœuvres et au fatal poteau, et, avant de se laisser bander les yeux, il me disait : « Mon père, je ne me repens pas de ce que j'ai fait, mais seulement d'avoir offensé mon Dieu durant ma courte existence. Dites cela aux camarades, avec mes adieux à la famille, aux amis..., et au revoir au Ciel. »

C'est à Ingolstadt aussi que se perpétra, le 9 janvier 1871, l'assassinat juridique du sergent de tirailleurs Charles Gombault, qui a été raconté de deux façons différentes.

Exposons d'abord la version la plus vraisemblable, puisqu'elle est due au capitaine Quesnay de Beaurepaire, qui ne ménagea pas sa sympathie active à ses malheureux frères d'armes. Il était sur les lieux et reçut de première main des détails qui lui furent fournis par le sergent-major Wallet dans une lettre couverte de signatures.

Né à Dinan (Côtes-du-Nord), Gombault, chrétien convaincu, possédait une instruction lui permettant d'aspirer à l'épaulette. Sous-officier au bout de dix-huit mois pour sa brillante conduite dans le Sud-Oranais, il s'était distingué avec le 2e tirailleurs à Frœschwiller. A Ingolstadt, il avait, par « sa nature à la fois

(1) Guers (chanoine), *op cit.*, pp. 76 à 80.

(2) « Je comprends votre démarche, dit le général auquel il s'adressa, mais elle est inutile. Il faut un exemple à vos Français indisciplinés. Ils vont l'avoir. » De l'acte inqualifiable de l'officier, nul regret.

douce et énergique, son caractère franc et ouvert, gagné la sympathie de ses chefs et l'affection de ses camarades (1). »

Les prisonniers prenaient l'air dans la cour de la forteresse, lorsque Gombault, ignorant la défense de communiquer avec les hommes punis, s'approche de l'un d'eux pour lui dire quelques mots.

Le Bavarois qui était de faction le repousse brutalement, *sans rien dire*, d'un coup de crosse dans la poitrine; puis, à la suite d'une discussion animée, il appelle à son aide des camarades, tout en continuant à frapper le sergent.

Un sergent bavarois « accourt avec quelques hommes de piquet et, *sans demander d'explication*, frappe au visage Gombault, dont il serre la gorge avec l'autre main. C'est alors seulement que notre malheureux camarade riposta par un coup de pied et fut immédiatement enlevé. »

Déféré sans retard à la cour martiale, Gombault est condamné à mort après un simulacre de jugement.

Quesnay de Beaurepaire n'avait pu obtenir l'autorisation de s'entretenir avec lui.

Gombault n'ayant pu embrasser une dernière fois ses camarades leur adressa ses adieux « écrits d'une main ferme : »

« A Monsieur Benoist Vincent, sergent au 2e régiment de tirailleurs, à Ingolstadt.

« Messieurs les sous-officiers du 2e régiment de tirailleurs algériens! Adieu, braves camarades, je meurs fier d'avoir appartenu à votre noble corps et à la France.

« GOMBAULT. »

Jugé à huis clos, il a été fusillé de même.

Aussitôt informés de cet attentat véritable, tous les officiers détenus à Ingolstadt protestèrent en constatant que Gombault n'avait pas été jugé, ayant été privé, contrairement au droit des gens, de défenseur.

Cette lettre valut aux signataires, de la part du gouverneur, huit jours d'arrêts que le ministre de la guerre doubla; elle se terminait ainsi :

« ...Votre cour martiale a fait une mauvaise action contre laquelle nous protestons et que nous dénonçons aux armées de tous les pays. »

(1) Quesnay de Beaurepaire (capitaine), *op. cit.*, pp. 217 à 228.

Toutefois, peu de temps après, le gouverneur ne s'opposa pas à l'érection, dans le fossé du fort, d'un petit mausolée portant l'inscription suivante : « A la mémoire de Gombault Charles, sergent au 2e tirailleurs, prisonnier à Ingolstadt, fusillé le 8 janvier 1871, à l'âge de 22 ans ! ses camarades du 2e tirailleurs. »

La seconde version, beaucoup plus dramatique à coup sûr que la précédente, a été lancée, d'après des renseignemens erronés, par l'abbé Landau (1), puis propagée de la meilleure foi du monde, — cela est hors de doute, — par le R. P. Joseph (2) et par le chanoine Guers (3).

L'abbé Landau, qui demeurait à Munich, ne séjourna à Ingolstadt qu'en mars 1871, les 17, 18, 19 et 22 ; quant aux deux autres prêtres, ils exercèrent leur mission, le premier à Ulm, le second un peu partout.

Nous sommes donc en présence d'une légende d'après laquelle Gombault aurait été fusillé devant 6000 prisonniers après leur avoir adressé quelques mots, les avoir invités à crier avec lui le cri de « Vive la France ! » que « les rives du Danube furent... forcées de répéter » (*sic*) et commandé lui-même « Feu ! »

Quatre mille exemplaires du portrait de Gombault exposé dans Ingolstadt s'écoulèrent rapidement.

*
* *

Les prisonniers civils furent traités avec une telle dureté par les Allemands qu'il est équitable, — sans vouloir les séparer de leurs compatriotes militaires, — d'appeler tout particulièrement sur eux l'attention. Le chanoine Guers a tracé un tableau véridique de leur situation à Stettin.

Le général Vogel de Falkenstein, commandant la place de Stettin, fut rude pour nos trente mille soldats français confiés à sa garde, mais *il se montra impitoyablement barbare pour les prisonniers civils* amenés en grand nombre de toutes les parties de la France et spécialement du Loiret. *Il les condamna aux travaux forcés.* Qu'on se figure un bataillon de paysans, la plupart des vieillards, exténués par les épreuves de la guerre, hâves des

(1) Landau (abbé E.), *Six mois en Bavière par l'aumônier militaire de Munich*, pp. 144 et 145.

(2) R. P. Joseph, *op. cit.*, p. 122. Fondateur de l'Œuvre des Tombes des soldats français en Allemagne, le R. P. Joseph y fit ériger 190 monumens.

(3) Guers (chanoine E.), *op. cit.*, p. 80.

fatigues extrêmes du voyage, les uns à moitié vêtus, les autres sans souliers, forcés, une masse à la main, dans la boue, la neige, la glace ou sous une pluie battante, de casser des pierres sous les murs de la ville, du matin au soir. C'était leur misérable sort! Beaucoup y succombèrent, victimes lamentables des plus odieux traitemens (1)...

L'exemple du Loiret nous sera fourni par Bricy-le-Colombier, dont nous avons déjà eu occasion de parler, en nous appuyant sur le témoignage de l'instituteur Gustave Fautras.

Le 11 octobre 1870, une colonne allemande se portant sur les Ormes atteint Bricy.

Pendant que s'opère la perquisition des armes, Gilbert dit Blandin, surpris comme il cachait dans une haie son fusil dont il ne s'était pas servi, est mis à mort. L'absence d'armes une fois constatée, les Allemands emmènent comme otages un certain nombre d'habitans dont Fautras qu'un officier a insulté : il y a parmi eux plusieurs vieillards âgés de soixante-huit à soixante-douze ans; les uns sont en blouse ou vêtus d'un simple gilet; les autres sont chaussés seulement de sabots.

Après le combat des Ormes, la marche sur Orléans est reprise au milieu des insultes et des coups prodigués par les fantassins et les cavaliers qui encombrent la route (2).

A Toury, après un jeûne presque complet de cinquante-cinq heures, une petite ration de pain est distribuée; elle ne sera renouvelée qu'à Étampes. A Boissy-le-Cuté, des habitans accourent avec du pain et de l'eau, ils sont chassés par les Prussiens, qui, rapporte Fautras, s'emparent des alimens, répandent le liquide et brisent les vases le contenant (3). Les choses se passent de la même façon près de la Ferté; des cavaliers distribuent même des coups de sabre.

Le 14 au soir, à Corbeil, pendant que les Frères des Écoles chrétiennes distribuent des rations de pain, un prisonnier tombe inanimé.

Les 15, 16 et 17, la marche continue par Lieusaint, Bric-Comte-Robert,.. « Parfois, un vieillard se traînait humblement près d'un chef, lui montrait ses pieds déchirés par les

(1) Guers (chanoine E.), *op. cit.*, p. 296.

(2) Fautras (Gustave), *op. cit.*, p. 28. Picard Prosper, âgé de 73 ans, accablé de fatigue, se jette dans un fossé pour y mourir : roué de coups, piqué avec des baïonnettes, il doit se remettre en route. Labbé, septuagénaire, eut le front atteint de plusieurs coups de baïonnettes, p. 31.

(3) *Id. ibid.*, *op. cit.*, p. 41.

pierres, ses cheveux blanchis par les années, lui disait qu'il était innocent, que jamais un fusil n'avait touché ses mains... Le Prussien ne l'écoutait pas toujours; impatienté, il le repoussait odieusement en lui hurlant ces mots : « Si vous m'importunez, je vous fais fusiller (1)... »

On atteint enfin Nogent-l'Artaud où eut lieu l'embarquement.

*
* *

Nous avons eu occasion de signaler la détresse matérielle dans laquelle se trouvèrent, par suite de l'insuffisance de la solde que leur servait le gouvernement allemand, la plupart des officiers français prisonniers.

Dans la réclamation que le chancelier Bismarck adressa de Ferrières, le 4 octobre 1870, au Gouvernement de la Défense nationale, il osa affirmer que des officiers allemands prisonniers étaient « traités d'une manière aussi indigne que contraire aux lois de la guerre » et « en contradiction avec les principes du droit des gens et de l'humanité. »

Le 28 octobre, après enquête, le comte de Chaudordy n'eut, pour réduire à néant de pareilles assertions, qu'à établir un simple parallèle; reproduisons-le.

... En France, les soldats et les sous-officiers des armées allemandes reçoivent, par jour, et indépendamment des allocations de vivres, une somme de 0 fr. 05 à 0 fr. 07; ils peuvent travailler chez les particuliers, et, dans ce cas, ils touchent environ 0 fr. 40 par jour.

En Allemagne, nos soldats ne reçoivent aucune solde, et ils en sont réduits, a écrit récemment lord Loftus, à vendre leurs médailles pour se procurer de petits adoucissemens, qui, dans leur situation, sont presque nécessaires à la vie, le tabac notamment.

Les officiers inférieurs, prisonniers en Allemagne, reçoivent mensuellement 12 thalers (2), soit 45 francs, et les officiers supérieurs et généraux 25 thalers, soit 93 fr. 75.

En France, au contraire, nous donnons aux officiers prisonniers :

Aux généraux de division, 333 francs; de brigade, 250 francs;

Aux officiers : supérieurs, 200 francs; subalternes, 100 francs.

Enfin, les colis qui leur sont adressés par leurs familles leur sont toujours fidèlement remis (3).

(1) Fautras (Gustave), *op. cit.*, p. 57.

(2) Le thaler vaut 3 fr. 75.

(3) Le lieutenant-colonel Meyret, précisant davantage, s'est appliqué à démontrer les détournemens de toute nature qu'il put constater, à Cologne du moins, p. 211.

On voit donc que nous faisons à nos prisonniers une situation beaucoup plus favorable que celle qui est faite à nos soldats en Allemagne.

Le lieutenant-colonel Meyret a donné, d'une façon humoristique, l'emploi des 45 francs qu'il touchait comme capitaine (1) : logement et café au lait du matin, 18 francs ; pension par jour, 1 fr. 40; soit 42 francs ou 43 fr. 40, lorsque le mois était de trente et un jours; il était donc à découvert, chaque mois, de 15 francs ou de 16 fr. 40 sans compter le blanchissage, le tabac et les menues dépenses d'entretien.

Ému de cette situation précaire, misérable, le gouvernement français fit servir aux officiers, par les soins de l'ambassade anglaise, un supplément mensuel uniforme de 30 francs.

*
* *

Consacrons un mot à la libération des prisonniers de guerre pour donner une preuve de plus de la rapacité du caractère allemand.

L'article 14 de la Convention signée le 28 janvier 1871 pour l'armistice concernait les prisonniers; il fut confirmé le 10 mai suivant.

Il sera procédé immédiatement à l'échange de tous les prisonniers de guerre qui ont été faits par l'armée française depuis le commencement de la guerre. Dans ce but... Les échanges devaient avoir lieu en nombre pareil de prisonniers de guerre français du grade correspondant.

Le 17 février, l'armistice fut prolongé jusqu'au 26 et les préliminaires de paix signés le même jour.

Le 12 mars, les officiers furent enfin autorisés à solliciter une permission de rentrer en France à leurs frais, en profitant toutefois de la réduction de demi-place accordée aux militaires sur les chemins de fer allemands; l'intervention de M. Thiers leur procura l'allocation d'une petite indemnité dite de rapatriement.

Le gouvernement prussien notamment manœuvra alors de façon à extorquer le plus d'argent possible aux prisonniers.

... Aux mois de mai et de juin, les officiers et les *soldats* payaient encore leur voyage. A Memel, qui est la ville la plus éloignée, on demandait aux soldats 5 thalers ou 18 fr. 75; quand ils ne les avaient pas, *on marchandait*

(1) Meyret (lieutenant-colonel), *op. cit.*, p. 192.

et l'on faisait prix 3 ou 2 thalers. Mais, quand ils avaient davantage, la rapacité allemande ne connaissait plus de bornes : à Spandau, les soldats ne purent partir à moins de 15 thalers (56 fr. 25) ! Pour les officiers, la somme exigée était généralement 30 thalers (112 fr. 50). Beaucoup s'obstinèrent d'abord à rester, puis de guerre lasse, vaincus par l'ennui, ils payèrent tout ce qu'on voulut. Très peu, en définitive, quelques centaines, sont rentrés aux frais du gouvernement prussien (1)...

En principe, les Allemands n'avaient pas le droit de retenir les prisonniers passibles de peines disciplinaires pour insubordination, tentative d'évasion, ou autres actes tenant uniquement à leur caractère de prisonniers ; ils se l'arrogèrent cependant, bien qu'il tombe sous le sens que le pouvoir de tout État détenant des prisonniers de guerre cesse d'exister à la paix (2).

On a expliqué le maintien de quelques prisonniers en alléguant des *crimes contre le droit commun*. Comme les élémens et appréciations faisaient généralement défaut, il eût été loyal de rendre publics les noms des coupables.

Quoi qu'il en soit, tout en faisant quelques réserves, certains prisonniers furent maintenus en Allemagne pendant quinze, vingt ans, davantage encore peut-être ; on signala du moins le retour en France de certains de ces malheureux en 1888, en 1889 et même en 1894.

* * *

Nous nous reprocherions, après avoir raconté tant de faits malheureusement trop authentiques choisis parmi beaucoup d'autres, de ne point signaler le bien là où il fut constaté. La charité avait un trop beau champ d'action pour ne pas s'exercer sous des formes variées ; des Allemands, des Français et des étrangers s'efforcèrent d'apporter un remède à tant de misères.

Plusieurs généraux et commandans de place allemands ont traité nos compatriotes avec sollicitude, parfois même avec bonté. Ils n'obligèrent pas des ingrats : c'est ainsi que sont arrivés jusqu'à nous les noms des généraux Streit, de Spandau, Pritwitz et Dietl, d'Ulm, Michaëlis, d'Erfurth, von Hanstein, de Magdebourg, von Vaag et Diez, de Rastadt. Dans ces différens endroits, le départ des prisonniers ne s'effectua pas sans qu'ils

(1) Patorni (lieutenant L.), *op. cit.*, p. 78.
(2) Bluntschli, règle 716. — Heffter (A. G.). Le droit des gens européen, § 181.

se fissent un devoir de témoigner, d'une façon ou d'une autre, à qui de droit, leur gratitude.

L'action de la reine Augusta fut également bienfaisante.

Les prêtres et missionnaires français, dont le zèle charitable s'exerça d'une façon si utile en Allemagne, se sont tous plu à reconnaître les services rendus aux prisonniers, quand son action n'a point été entravée ou empêchée par l'autorité militaire même.

Le plus autorisé d'entre eux, le R. P. Joseph, a écrit : « Le clergé allemand ne s'est pas séparé, dans ces œuvres de dévouement, de notre clergé national ; il a eu à cœur de prouver au monde que le prêtre, comme la charité dont il est l'apôtre, ne connaît pas de frontières : les inimitiés des nations, les rivalités des partis, les haines implacables des guerres ne trouvent pas de place dans le champ pacifique de son action, et il est fort heureux qu'au sein de nos tourmentes, la Providence nous ait ménagé cette oasis impénétrable aux passions humaines. Le clergé d'Allemagne s'est donc montré dévoué et plein de zèle pour nos chers prisonniers : nous tenons à le constater et à lui rendre justice (1)... »

Prêtres et missionnaires français, prêtres allemands reçurent de l'argent, du linge et des vêtemens des nombreux comités de secours qui s'étaient organisés en France, en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Allemagne aussi.

Malgré la gêne imposée par les circonstances à la majorité des officiers, beaucoup d'entre eux s'efforcèrent, au milieu de difficultés de toute sorte, d'améliorer le sort de leurs frères d'armes en adoucissant leur misère et en s'opposant à leur dégradation morale. Leur rôle fut très efficace si, comme le dit avec vraisemblance le lieutenant Patorni, « le mot d'ordre secret de la politique prussienne était la destruction de toute discipline, afin de renvoyer l'armée française aussi affaiblie moralement que physiquement. »

La Sœur de charité exerça aussi en Allemagne l'action si réconfortante dont elle possède le secret.

L'abbé Landau a fait connaître quelques-uns des bienfaiteurs des prisonniers : « ... Mme la baronne de Reybeld, d'origine française, femme du maître de poste en retraite, est depuis

(1) R. P. Joseph, *op. cit.*, p. 58.

sept mois à Landshut, la mère de nos soldats, comme la maréchale de Mac-Mahon à Mayence, Mme de Michaëlis à Erfurt, la comtesse de Zeppelin à Rastadt, la comtesse de Prascha-Stolberg à Neisse, la baronne von Hanstein à Magdebourg, la supérieure du Bon Pasteur, la comtesse de Gramont à Munich (1)... »

A ces noms, ajoutons ceux de la princesse Clémentine d'Orléans, de la duchesse de Saxe-Cobourg-Gotha, du comte et de la comtesse Praschna, pour Kosel, de la comtesse Plater, à Posen, du comte Dziatouski à Redhen, de Mlle Julie Schill et du banquier Franz-Simon Meyer, pour Rastadt, de Mme Bontoux, pour l'Est de l'Allemagne, du baron de Chaulin, pour le Wurtemberg, etc.

Il est pénible d'avoir à constater que, en certains endroits, la charité fut contrariée par les soldats allemands. C'est ce qui arriva notamment, en octobre 1870, à Mme Dering, femme du premier secrétaire de l'ambassade anglaise, qui était chargée à Spaudau des intérêts français.

... Mme Dering commençait donc son admirable mission lorsque les soldats prussiens qui formaient le poste de garde se jetèrent sur elle, lui arrachèrent sa boîte de cigares et l'un d'eux la souffleta!... Toute la presse de Spandau et de Berlin applaudit à l'acte de ce soldat et déclara qu'il avait bien fait (2)...

On punit pour la forme le soldat et l'incident fut clos. Il n'est pas hors de propos de dire que :

Le gouvernement prussien, après avoir excité sa meute de journaux contre la neutralité bienveillante qu'exerçaient à notre égard la Belgique, le Luxembourg, adressa à ces deux petits pays des représentations diplomatiques, auxquelles nécessairement ils durent se soumettre. Des démarches dans le même sens réussirent également auprès de l'Autriche et de la Suisse... (3)

*
* *

Le moment est, il nous semble, venu de conclure.

Lorsque, en 1859, après la campagne d'Italie, les prisonniers autrichiens qui venaient de recouvrer leur liberté eurent atteint le pont de Kehl, ils se retournèrent vers la France pour

(1) Landau (abbé L.), *op. cit.*, p. 148.
(2) Patorni (lieutenant), *op. cit.*, p. 55.
(3) *Id. ibid.*, *op. cit.*, p. 56.

lui envoyer des baisers d'adieu. C'est que, dans ce pays généreux, on met en pratique l'hommage rendu par Napoléon Ier : « Hommage au courage malheureux ! »

En revanche, que de larmes de rage nous avons vues couler, que de poings fermés se sont levés en signe de menace toutes les fois qu'il a été question devant nous des geòles allemandes de 1870-1871 !

Lorsque, le 1er mars 1871, l'instituteur G. Fautras fut sur le point de quitter Stettin, où il venait de séjourner cinq mois, le chef de la compagnie à laquelle il appartenait lui dit :

« — De retour en France, vous raconterez certainement de quelle manière vous a traités, vous et tous ces prisonniers civils, l'administration prussienne. Sans doute, vous ne direz pas là-dessus de bonnes choses.

« — Telle est, en effet, mon intention, monsieur, répondis-je. Et, comme vous l'avez pensé, ce que je pourrai dire ne sera sûrement pas à la louange de votre gouvernement.

« Il se mordit les lèvres (1). »

Fautras a tenu sa promesse.

En nous appliquant à faire connaître aux Français qui entrent dans la période active de la vie le martyrologe des prisonniers de 1870-1871, nous n'avons pas songé à susciter des représailles dont l'heure est venue ; elles répugneraient, d'ailleurs, aux sentimens d'humanité qui distinguent notre nation de la nation allemande. Gardons cette supériorité et sachons l'affirmer par des actes ; nous mériterons ainsi de conserver notre réputation de nation chrétienne et vraiment civilisée.

Général Fr. Canonge.

(1) Fautras (Gustave), *op. cit.*, p. XII. C'est seulement au mois de mai de l'année dernière que, grâce à l'action persévérante de M. Frédéric Masson, de l'Académie Française, M. G. Fautras a reçu la croix de la Légion d'honneur ; elle était bien méritée.

AU PAYS DE STENDHAL

Douceur des beaux jours de juillet, à Grenoble, que j'aime, chaque année, venir vous respirer! Une infinie suavité emplit la ville, surtout aux fins des après-midi, quand les tilleuls en fleurs et les fameux orangers de Lesdiguières, sortis des serres aux premières chaleurs, versent leurs ondes lourdes de parfums...

Je ne sais plus quel soir, — un soir qui mourait dans une poussière d'argent, — m'étant à moitié assoupi sur un banc du Jardin-de-Ville, je crus voir Stendhal s'asseoir près de moi. A l'étonnement que je manifestai, il comprit que je l'avais reconnu et s'en montra fort touché.

— Vous ne devez pas ignorer, me dit-il, si mon œuvre vous est aussi familière que mon visage, que j'ai toujours rêvé d'être célèbre au XXe siècle : j'ai voulu m'en assurer. Et vous voyez, monsieur, un homme heureux, à qui la renommée enfin sourit. « Je n'estime, ai-je écrit, que d'être réimprimé en 1900. » Vraiment, je suis comblé. A la devanture des libraires de Paris, il n'est guère question que de moi; on publie mes œuvres complètes; on déchiffre mes manuscrits les plus illisibles; critiques et professeurs me consacrent des articles et des volumes; on soutient sur moi des thèses en Sorbonne; je suis même devenu chef d'école, puisque le *beylisme* existe. En traversant le jardin du Luxembourg, j'ai vu un socle neuf où l'on doit sceller mon effigie. C'est la gloire... Alors, j'ai eu le désir de venir la savourer dans ma ville natale; mais je vous avoue que je m'y sens un peu dépaysé. Si je n'avais reconnu les montagnes

toujours pareilles et les beaux arbres du cours de Saint-André, je me serais cru dans une cité nouvelle. La place Grenette est éventrée; heureusement, j'ai retrouvé, point trop mutilées, la vieille maison de mon grand-père et celle de mes parens, qu'une plaque indique même aux passans. Mais, hélas! que de désillusions! Puisqu'on a débaptisé cette rue des Vieux-Jésuites où je suis né, pourquoi lui a-t-on donné le nom de ce rhéteur de Jean-Jacques Rousseau, qui n'y coucha qu'une nuit?

— Mais une rue de Grenoble porte votre nom, fis-je vivement, tout heureux de dire quelque chose d'agréable.

— Oui, dans d'affreux quartiers neufs où nul ne passe... Je croyais aussi, ayant un médaillon à Paris, qu'ici, je pourrais contempler ma statue : je n'ai vu que celle de Berlioz, qui est de La Côte-Saint-André...

Des cris d'enfans, interrompant ma rêverie, me dispensèrent fort à propos d'une réponse difficile. Instinctivement, je regardai autour de moi. J'étais seul sur le banc. Le soir achevait de mourir. Les senteurs des tilleuls et des orangers semblaient s'être exaspérées avec le crépuscule. La tête un peu lourde, dans cette demi-inconscience qui suit les assoupissemens, je me levai et sortis du jardin. Les quais de l'Isère m'envoyèrent leur vent frais. Je regardai les montagnes qui s'endormaient paisibles et la ville qui s'estompait dans une brume claire. Des vers chantèrent dans ma tête :

Un soir d'argent, si beau, si noble,
Enveloppe et berce Grenoble.
Tout l'espace est sentimental.
Voici la ville de Stendhal...

***

Peu de cités ont autant que Grenoble modifié leur physionomie en moins d'un siècle ; mais les coins où vécut Beyle ont à peine changé. Sa maison natale, noire et morne, ouvre toujours son affreux corridor presque en face des restes de l'hôtel du conseiller Rabot, dont les jolies arcatures et la fenêtre en forme de tabernacle ont toute la grâce du XVIe siècle commençant. L'ancienne rue des Vieux-Jésuites est encore plus triste, depuis que le centre et le mouvement se sont déplacés; les grands cars automobiles, qui sillonnent les Alpes, évitent l'étroite voie

qu'ébranlaient jadis les courriers de Lyon et de Paris. Presque intacte également est la maison où le docteur Gagnon, le grand-père de Stendhal, installa « le plus beau logement de la ville. » Par le vieil escalier, magnifique pour le temps, je suis monté à l'appartement dont il y a, dans la *Vie de Henri Brulard*, tant de minutieuses descriptions, accompagnées de plans et de croquis, qu'il fut possible d'en faire l'exacte reconstitution. Les étudians de l'Institut électrotechnique y ont aujourd'hui leur cercle, et ce milieu de jeunesse studieuse ne déplairait point à l'ancien lauréat de mathématiques. J'ai retrouvé sans peine le « salon à l'italienne, » qu'orna, pendant les journées révolutionnaires, l'autel où le jeune Henri servait la messe dite par un prêtre insermenté, la pièce qui servait à loger les collections minéralogiques du docteur, et le cabinet, orné d'un buste de Voltaire, au fond duquel était la bibliothèque où Stendhal connut la joie des lectures défendues.

Mais le plus vivant souvenir qui nous reste de Beyle, à Grenoble, est l'étroite terrasse dont il parle si souvent et où il vécut les meilleurs momens de son enfance et de sa jeunesse. Faisant suite à l'appartement, elle est bâtie sur un mur qui porte encore, paraît-il, le nom de *mur sarrasin* et qui est, en réalité, un fragment des remparts romains. Son grand-père dépensa de grosses sommes à son aménagement. Dans de profondes caisses en maçonnerie, remplies de terre, il planta des arbustes et des ceps de vigne dont les feuillages devaient former une voûte de verdure. Les vignes ont résisté et leurs branchages, entrelacés à des arcades et à des treillis de bois, font, en effet, un coin charmant, qui l'était plus encore, quand les arbres du Jardin-de-Ville, moins hauts, laissaient les regards se perdre sur les plateaux du Vercors. Par-dessus le petit jardin des Périer-Lagrange, situé en contre-bas de la terrasse, on apercevait les cimes du Villard-de-Lans, où l'imagination de Stendhal rêvait « d'un pré au milieu de hautes montagnes, » la masse arrondie du Moucherotte, les falaises calcaires de Sassenage et la ligne de rochers qui, vue de Grenoble, dessine un vague profil du masque de Napoléon. Que de fois Stendhal parle de ce panorama! C'est sur cette terrasse que son grand-père lui donnait ses premières leçons de choses et citait, tout en arrosant ses fleurs, Pline et Linné. Quand il était seul, il y dévorait en cachette les romans volés dans la bibliothèque. Le

soir, il contemplait les couchers de soleil, écoutant les cloches de Saint-André, « dont les beaux sons lui donnaient une vive émotion, ou le bruit de la pompe de la place Grenette, quand les servantes pompaient avec la grande barre de fer. » Et par les nuits d'été, tandis que son père, « peu sensible à la beauté des étoiles, » s'enfermait avec la terrible Séraphie, il demandait au docteur Gagnon de lui parler des constellations... Nulle part on ne se sent plus près de lui que sous l'ombrage léger de ces vignes qu'il vit planter et où ses fidèles peuvent encore, comme le dit M. Debraye, cueillir, l'automne venu, une grappe de raisin à la « treille de Stendhal. »

Toujours nous émeuvent les lieux où vécut un écrivain célèbre, surtout lorsqu'ils servirent à façonner sa sensibilité. Une ville, un paysage, qui n'eurent aucune influence sur l'esprit d'un mathématicien ou d'un philosophe, prennent souvent une importance décisive chez un poète ou un romancier. Mais jamais cette empreinte des choses ne fut plus forte que chez Stendhal qui, jusqu'à la fin, revécut ses impressions de jeunesse. Comme l'a établi M. Léon Blum, « le vrai Stendhal, c'est celui de l'éveil à la vie. » Jamais ne s'effacèrent ses premiers souvenirs. Il n'avait qu'à évoquer cette terrasse pour entendre encore le glas funèbre sonné le jour de l'enterrement de sa mère, emportée « à la fleur de la jeunesse et de la beauté, » et pour se rappeler, comme si elles dataient d'hier, les folies qu'il commit au cimetière, quand il s'opposait à ce qu'on jetât des pelletées de terre sur la tombe et criait qu'on lui faisait mal à lui-même, exprimant ainsi cette touchante idée qu'une mère n'est jamais tout à fait morte, puisqu'elle vit dans le cœur de son fils.

Sur cette terrasse aussi frémirent, herbes folles ondulant au vent, ses rêves d'adolescent et ses premiers émois d'amant. Quand le soleil de midi trouait les branchages d'immobiles rais d'or, le jeune Beyle voyait danser devant lui, en un étrange pêle-mêle, d'imprécises silhouettes : sa petite amie Victorine, Mlle Vignon, pareille avec ses gros yeux rouges à un lapin blanc, la Fanchon, l'élégante nonne du couvent de la Propagation, la belle Mme de Montmort, qui avait inspiré Choderlos de Laclos, d'autres encore, et surtout cette Mlle Kably, immortalisée, à défaut de talent, par l'inconscient désir de Stendhal, qui défaillait presque quand il l'apercevait venant vers lui, à travers

le Jardin-de-Ville... Ces souvenirs de l'éveil amoureux de celui pour qui l'amour seul compta dans la vie, ne sont-ils pas délicieux à évoquer dans le cadre même qui les vit naître?

*
* *

Au début de la notice qui précède l'édition de *Lucien Leuwen*, Jean de Mitty, « desservant de la chapelle beyliste » comme il se nomme, indique trois stations où le pèlerin de Stendhal doit s'arrêter, avant d'aller fouiller, à la bibliothèque, dans ses manuscrits. Elles me semblent choisies un peu arbitrairement. Ni le château de Sassenage, ni le couvent de la Grande-Chartreuse ne tiennent à cet égard une place suffisante dans l'œuvre et la vie de Beyle. Quant à la troisième, — la chambre de l'hôtel des Trois-Dauphins où coucha Napoléon, en 1815, le soir de la rencontre de Laffrey, — elle n'a guère d'intérêt depuis qu'en fut enlevé le mobilier historique.

Bien plus intéressant est le pèlerinage à cette maison de Furonières qui, d'après son propre aveu, « joua le plus grand rôle dans son enfance. » Au verso d'une feuille du manuscrit de la *Vie de Henri Brulard*, j'ai lu cette note : « Idée : aller passer trois jours à Grenoble... aller seul incognito à Claix. » Ainsi donc, à cinquante ans, il a encore le désir de revoir cette propriété qui n'est plus à lui, mais où il y a tant de lui. A un voyageur, Victor Hugo dit, dans les *Feuilles d'automne :*

Vous avez pris des lieux et laissé de vous-même
Quelque chose en passant.

Beyle, qui fit plus que passer dans ces campagnes de Claix, y vit encore pour qui sait l'y chercher.

Dire qu'il aima et goûta la nature est aujourd'hui un lieu commun. On connaît la déclaration formelle et si curieuse qu'on lit presque au début de la *Vie de Henri Brulard* : « J'ai recherché avec une sensibilité exquise la vue des beaux paysages ; c'est pour cela uniquement que j'ai voyagé. Les paysages étaient comme un archet qui jouait sur mon âme ; et des aspects que personne ne citait, la ligne de rochers en approchant d'Arbois, je crois, en venant de Dôle par la grande route, sont pour moi une image sensible et évidente de l'âme de Métilde. » La comparaison avec l'archet devait plaire à son goût musical, car on la

retrouve dans les *Mémoires d'un Touriste* : « J'aime les beaux paysages; ils font quelquefois sur mon âme le même effet qu'un archet bien manié sur un violon sonore; ils créent des sensations folles, ils augmentent ma joie et rendent le malheur plus supportable. » Beyle prête une âme, son âme plutôt à la nature; c'est lui qu'il chérit en elle. Chose plus rare, il l'aima dès l'enfance. Les impressions de nature, au début de la vie, sont, en général, à fleur de peau. Ruskin est une exception qui, tout jeune, contemplant la plaine de Croydon, s'écriait que les yeux lui sortaient de la tête. Mais, presque toujours, ces impressions s'avivent avec l'âge. Que d'émotions, douces et fortes à la fois, me donnent aujourd'hui des paysages que je vis mille fois jadis, sans même en remarquer la grâce et le caractère! Bords du Rhône, montagnes du Diois, collines brûlées de soleil de mon petit hameau de Vaugelas, à vingt ans, je ne songeais point à vous regarder. Pourquoi donc maintenant quand, parti le soir de Paris, je vous aperçois au matin, vous éveillant dans la blonde lumière du jour nouveau, des larmes roulent-elles sur mes joues?

Beyle avait à peine sept ans quand il fit un voyage aux Échelles, à la maison de campagne de son oncle Romain Gagnon. « Ce fut, dit-il, comme un séjour dans le ciel, tout y fut ravissant pour moi. Le bruit du Guiers, torrent qui passait à deux cents pas devant les fenêtres de mon oncle, devint un son sacré pour moi, et qui sur-le-champ me transportait dans le ciel. » Il n'oublia jamais les « grands rochers » et les « immenses hêtres » où son imagination devait placer plus tard les scènes de l'Arioste et du Tasse.

A partir de ce jour, il semble que ses yeux s'ouvrent plus grands au monde extérieur. Toutes les fois qu'il en a l'occasion, il admire les horizons de Grenoble, et ceux-ci se gravent si profondément dans sa mémoire qu'il peut, de longues années après, les noter avec précision. Chez M. de Clermont-Tonnerre, commandant du Dauphiné, il regarde par les fenêtres de l'hôtel du Gouvernement et il jouit longuement d' « une vue superbe sur les coteaux d'Eybens, une vue tranquille et belle, digne de Claude Lorrain. » A l'École centrale, dont les bâtimens se dressaient sur les remparts, il a un éblouissement en apercevant le paysage. A trois reprises, au cours de la *Vie de Henri Brulard*, il revient sur cette même description. Et, dans les *Mémoires*

d'un Touriste, il la donne plus complète encore, à propos du Musée de Grenoble, qui était alors dans une ancienne église des Jésuites. La citation est un peu longue, mais elle est vraiment si caractéristique, — et d'ailleurs si jolie, — que personne ne s'en plaindra. Elle m'a toujours ravi ; et je crois qu'elle ravira tous ceux qui, pendant la fastidieuse visite d'une galerie de tableaux, ont éprouvé une sourde fureur contre le gardien dont la hâte ou le zèle les empêchait de contempler un coin de nature entrevu par une baie. C'est seulement en Italie que j'ai trouvé des *custodes* assez artistes et assez sensibles à toutes les beautés pour m'ouvrir d'eux-mêmes les fenêtres de leur musée et me faire admirer la noblesse d'un jardin ou d'un horizon.

Les tableaux examinés, et comme je me promenais à l'extrémité méridionale de la salle, le gardien m'a ouvert une fenêtre ; étonné, saisi par une vue délicieuse, j'ai prié cet homme de me *laisser tranquille* à cette fenêtre et d'aller à cent pas de là s'asseoir dans son fauteuil. J'ai eu beaucoup de peine à obtenir ce sacrifice ; le Dauphinois, ne me comprenant pas, craignait quelque finesse de ma part ; enfin j'ai pu jouir un instant d'une des plus aimables vues que j'ai rencontrées en ma vie.

Midi sonnait, le soleil était dans toute son ardeur, le silence universel n'était troublé que par le cri de quelques cigales ; c'était le vers de Virgile dans toute sa vérité :

Sole sub ardenti resonant arbusta cicadis.

Une brise légère agitait l'herbe assez longue du glacis qui faisait le premier plan. Au delà, les délicieux coteaux d'Échiroles, d'Eybens, de Saint-Martin-de-Gières, couverts par leurs châtaigniers si frais, déployaient leurs ombres paisibles. Au-dessus, à une hauteur étonnante, le mont Taillefer faisait contraste à la chaleur ardente par sa neige éternelle, et donnait de la profondeur à la sensation.

Vis-à-vis, à droite, la montagne du Villard-de-Lans. (Peut-être que je brouille un peu tous ces noms, mais peu importe, ceci n'est pas un livre d'exactitude, la chose que je conseille de voir existe.) Un tel moment mérite seul un long voyage. J'eusse donné bien cher pour que le gardien du Musée eût à en faire les honneurs à quelque autre étranger, mais la finesse de ce cruel homme avait pris ombrage de mon air simple. C'est dans ces instans célestes que la vue ou le souvenir d'un homme qui peut vous parler vous fait mal à l'âme.

Au-dessous des coteaux d'Échiroles, et un peu à droite, on voit la plaine du Pont-de-Claix ; tout à fait à droite, tout près du sol, le rocher et les précipices de Comboire.

Cet ensemble est bien voisin de la perfection : j'étais ravi au point de me demander comme à Naples : que pourrais-je ajouter à ceci, si j'étais le Père éternel ? J'en étais là de mes raisonnemens fous, quand le maudit gardien est venu m'adresser la parole. J'ai donné son étrenne à ce cruel homme, et je cours encore.

Ce qui me frappe, c'est combien Stendhal a été sensible au charme et au pittoresque de la montagne. Pour lui, un paysage n'est beau et complet qu'avec des montagnes. C'est un besoin de tout son être. « L'absence de montagnes et de bois me serrait le cœur. » Et ce fut l'une de ses premières désillusions en approchant de Paris. « Par malheur, il n'y a pas de hautes montagnes auprès de Paris : si le ciel eût donné à ce pays un lac et une montagne passables, la littérature française serait bien autrement pittoresque... Quel dommage qu'une fée bienfaisante ne transporte pas ici quelqu'une de ces terribles montagnes des environs de Grenoble ! »

La séduction de la montagne est faite de sensations diverses, sensations de calme et de paix, de vie saine et libre, et surtout de cette maîtrise de soi qu'exalte la solitude. Beyle a subi la fascination des cimes, aussi attirantes parfois que la mer, et cette sorte d'enivrement grave, — presque religieux, — que donne une ascension même modeste. A mesure que l'on respire un air plus léger, dominant villes et villages d'où les bruits n'arrivent qu'assourdis et comme ouatés, on oublie les bassesses de la vie quotidienne, les mesquineries, les réalités souvent puériles. Certaines matinées surtout ont tant de fraîcheur et de pureté qu'on n'en imagine point d'autres pour les premiers jours de la naissance du monde. On se sent devenir meilleur et capable de grandes actions. Stendhal éprouva ces « momens de générosité et de supériorité, » — ce sont ses termes mêmes, — dès sa jeunesse, quand il grimpait, avec son ami Bigillion, sur la Bastille, au-dessus de Grenoble : « La vue magnifique dont on jouit de là, surtout vers Eybens, derrière lequel apparaissent les plus hautes Alpes, élevait notre âme. » Les beaux rêves montent facilement le long des pics et se perdent dans le ciel bleu. La montagne d'ailleurs, malgré ses apparences, n'est point froide et inerte. Pour ses amans, elle vit. Elle est comme ces femmes à l'air taciturne et concentré qui sont, au contraire, les plus ardentes. Les cimes dauphinoises devinrent les confidentes

des naissantes amours du jeune Beyle qui accordait son tumulte intérieur aux murmures des torrens et du vent dans les grands arbres balancés. Elles furent, comme il le déclare lui-même, « témoins des mouvemens passionnés de son cœur, pendant les seize premières années de sa vie. »

*
* *

J'ai fait bien souvent à pied la dizaine de kilomètres qui séparent Grenoble de Claix, trajet que Stendhal déclare avoir suivi « mille fois peut-être. » J'ai pris l'un et l'autre des deux itinéraires qu'il indique dans la *Vie de Henri Brulard*, ayant relevé, sur le manuscrit de la bibliothèque, les deux croquis qu'il a tracés. Et, somme toute, dès qu'on est sorti des faubourgs de Grenoble, chemins et paysages n'ont guère changé. Après la porte de Bonne, aujourd'hui démolie, par où Napoléon entra en 1815, deux routes s'offraient à Beyle. Il pouvait d'abord suivre le cours de Saint-André, dont la quadruple rangée d'arbres, déjà plus que centenaires, reliait Grenoble au célèbre pont de Claix qu'avait bâti le connétable de Lesdiguières. Stendhal a vanté souvent cette magnifique avenue de huit mille mètres. « Cette idée à la Lenôtre, déclare-t-il, placée au milieu de montagnes sauvages, est d'un effet admirable. » Ou bien, se dirigeant directement vers le Drac — que l'on passait alors sur un bac remplacé par l'actuel pont suspendu, — il gagnait Seyssins, montait à travers champs au petit col qui sépare le rocher de Comboire des flancs du Moucherotte et redescendait sur Claix.

O volupté des matins d'été au milieu des prairies de montagnes ! Les hautes herbes, où l'on entre jusqu'au genou, sont de véritables bouquets, tant y sont abondantes et variées ces innombrables fleurs des champs dont je n'ai jamais su les noms. Chaque pas soulève des vagues de senteurs à la fois vives et délicates, délicieuses dans le vent frais. Mais la vraie fête des parfums commence avec la fenaison. On ne peut se douter de l'intensité qu'atteint l'arome du foin coupé, si on ne l'a pas respiré dans ces prés où il y a moins d'herbes que de fleurs. Dès que s'annonce une semaine de beau temps, en toute hâte une armée de faucheurs se répand dans la campagne et rase le sol. Si la pluie menace, vite on remet les foins en tas ; dès que le soleil reluit, vite on les étale de nouveau pour les

faire sécher et les rentrer. Et tout ce remuement répand de véritables flots d'odeurs qui alourdissent l'air et grisent comme le moût des cuves...

Un peu avant Claix, sous d'abondans ombrages, se dissimule le petit hameau de Furonières qui compte, à côté de quelques maisons de paysans, trois ou quatre jolies propriétés, dont l'une fut celle de Beyle. L'aspect extérieur des bâtimens, le jardin, l'allée des tilleuls, le verger sont presque pareils après un siècle. Pareilles aussi la ferme et les fameuses bergeries de pierre, avec voûtes d'arête, qui coûtèrent si cher au père de Stendhal. Ses héritiers durent vendre le domaine, pour une centaine de mille francs, au général Durand, des mains duquel il passa aux Bougault, qui le possèdent encore aujourd'hui.

La maison est un vaste quadrilatère, dont le rez-de-chaussée s'ouvre de plain-pied, suivant une mode fréquente à la fin du XVIIIe siècle. Elle n'a que deux étages, et il semble même que l'état des finances du père Beyle l'ait empêché de donner au second l'importance qu'il devait avoir. Sur la façade, régulière et très simple, se détache seulement une bizarre horloge avec sonneries, que l'acquéreur de l'immeuble dut d'ailleurs payer au fabricant.

La baronne Bougault voulut bien, levant la consigne rendue nécessaire par la gloire grandissante de Stendhal, me faire visiter la maison. La chambre du jeune Beyle est située à l'un des coins de l'étage supérieur; une vive lumière l'inonde, entrant par trois fenêtres d'où l'on embrasse toute la plaine de Claix et les lointains horizons de montagnes. Le petit lit en bois blanc laqué, les sièges, un meuble d'angle formant placard sont dans l'état même où ils servirent à Stendhal. Dans une pièce du premier étage, on voit encore le bureau de Beyle; c'est un meuble sans ornement, mais de lignes sobres et pures, ayant toujours, collée au fond d'un tiroir, la marque de Hache fils, l'ébéniste grenoblois qui jouissait alors d'une grande réputation. Enfin, dans un petit salon du rez-de-chaussée, est la bibliothèque « en bois de cerisier et glaces » où Beyle lisait en cachette les volumes de Voltaire reliés « en veau imitant le marbre. » C'est là aussi qu'il trouva un *Don Quichotte* avec estampes. « La découverte de ce livre, lu sous le second tilleul de l'allée du côté du parterre... est peut-être la plus grande époque de ma vie. »

Sous l'ombre odorante des tilleuls, — pour qui cent ans ne

comptent guère, — j'ai compris l'amour que leur portait Stendhal, et le regret qu'il eut toute sa vie d'avoir dû se séparer d'eux. Au ministère de la Guerre, où Daru lui avait procuré une place, il regarde avec pitié les tilleuls du jardin et il ne cesse de les comparer à ceux de Claix, « qui avaient le bonheur de vivre au milieu des montagnes. » Et c'est certainement en songeant à eux qu'il a ce beau cri : « Abattre un grand arbre! quand ce crime sera-t-il puni par le code? »

De chaque côté de l'allée, s'étendent bosquets, prairies et vergers. C'est un ensemble tout à fait agréable de verdures et de fleurs, avec de jolies perspectives de montagnes, dont M. Arbelet, dans sa très complète thèse sur *la Jeunesse de Stendhal*, me semble avoir un peu exagéré le caractère sauvage. Il faut quelque complaisance pour parler de l'aspect « dramatique... formidable... surhumain » de cimes qui atteignent péniblement dix-neuf cents mètres. Les rochers du Moucherotte sont d'ailleurs en partie masqués par un ressaut de terrain, dont la molle inflexion rejoint en pente douce l'élégant plateau Saint-Ange, où l'on ne va point chercher des impressions de terreur, mais une des plus délicates flores du Dauphiné. « La solitude grandiose et la mélancolie de ce jardin de Furonières, perdu au flanc presque désert de la montagne, est enveloppé d'un horizon tragique. » Que voilà de grands mots pour cette campagne riante et ensoleillée, semée de villas et de fermes, couverte de grasses cultures, de vignes luxuriantes et de figuiers en pleine terre! J'y ai même vu un olivier... Ce pays m'a toujours séduit par sa grâce et sa gaieté; quand Stendhal d'ailleurs en parle à sa sœur, c'est pour lui rappeler « la *charmante* vue de la plaine de Claix. » Les Grenoblois, pour lesquels il est une joyeuse banlieue, y font souvent de bons repas, arrosés d'un vin qui est le meilleur de la région; je ne crois pas qu'ils aient jamais eu l'idée de venir contempler une « toile de fond romantique » souvent animée « de reflets étranges et de gestes passionnés. »

C'est à Claix que le jeune Beyle fit sa première communion. Il y passait la plupart de ses jeudis et de ses dimanches, puis toutes les vacances, les *féries* comme il dit, et non les *foins*, comme avait lu un peu hâtivement Stryienski. Les souvenirs de ces séjours, — que gâtaient seulement les promenades où il subissait les discours de son père, — ont parfumé toute sa vie.

Il n'a cessé de les évoquer dans leurs moindres détails. Le don visuel est si fort chez lui qu'à quarante ans de distance, il peut faire un croquis des choses les plus insignifiantes; c'est ainsi qu'il décrit minutieusement la disposition des lieux où il tua ses trois premiers tourdres. « Je tuai le troisième et dernier sur un petit noyer bordant le chemin au nord de notre petit verger. Ce tourdre, fort petit, était presque verticalement sur moi et me tomba presque sur le nez. Il tomba sur le mur à pierres sèches, et avec lui de grosses gouttes de sang *que je vois encore.* »

On comprend la douleur qu'il eut à se défaire de Furonières. Son ami Colomb nous raconte qu'en 1824, Beyle n'y tint plus et vint rôder autour du domaine; il acheta timidement à des vendangeurs quelques grappes, voulant goûter le plaisir, — que Colomb appelle délicieux et qui dut être plutôt amer, — de savourer des raisins qui ne lui appartenaient plus. Lui-même fait allusion à une visite semblable qu'il fit quatre ans plus tard, en 1828.

*
* *

Stendhal n'oublia jamais Claix, ni le Dauphiné qui, à son avis, est le plus beau pays de France et presque d'Europe. « Je n'ai rien trouvé de pareil en Angleterre, ni en Allemagne... Je ne vois de plus beaux paysages qu'en Lombardie, vers les lacs... Mais comment décrire ces choses-là? Il faudrait dix pages, prendre le ton épique et emphatique que j'ai en horreur... Si l'on cédait à la tentation de parler du beau en ce pays, on ferait des volumes. » Sainte-Beuve avait déjà remarqué la place prépondérante qu'il donna toujours au Dauphiné. « Beyle, dit-il, n'est pas ingrat pour sa belle province. » Ce qui a parfois induit en erreur à ce sujet, c'est la haine pour Grenoble qu'il exprima si fréquemment et si violemment; mais aujourd'hui que la publication de ses œuvres inédites nous a fait pénétrer dans sa complète intimité, on ne peut plus douter que cette haine vise seulement les Grenoblois et le milieu bourgeois où vivaient ses parens. « Ville que j'abhorrais et que je hais encore, dit-il, *car c'est là que j'ai appris à connaître les hommes.* »

Longtemps, trop longtemps, les Grenoblois lui ont gardé rancune de ces propos. A la fin de sa parfaite édition de la *Vie de Henri Brulard*, M. Debraye me semble exagérer quelque peu en déclarant que Grenoble n'en veut plus à Stendhal et « lui a

rendu en admiration ce que son fils ingrat lui avait donné de dédains. » Certes, nul n'est prophète en son pays, et je ne tiens pas à ce qu'une statue, — probablement fort laide, — vienne s'ajouter à tant d'autres. Les vrais monumens qu'on doit aux écrivains sont les belles éditions que des mains fidèles élèvent pieusement. Mais, à Grenoble, où l'enseignement scientifique eut souvent de l'éclat, la haute littérature ne fut jamais en honneur. Un professeur de la faculté des lettres a jadis reconnu, d'assez bonne grâce, cette infériorité : « La plupart des hommes célèbres du Dauphiné, écrit-il, se recommandent par ces solides qualités de l'esprit qui font les mathématiciens, l'homme à raisonnement déductif et à système, l'observateur patient, l'inventeur ingénieux. Les dons de l'esprit qui font le succès éclatant dans les lettres y sont plus rares. La puissance de l'imagination, l'éclat de l'invention verbale leur font défaut. » N'est-il pas étrange, en effet, que pas un des compatriotes de Beyle n'ait eu l'idée de puiser dans le trésor de ses manuscrits? Ceux-ci dormiraient encore sous la poussière de la bibliothèque municipale, si des étrangers, meilleurs juges des véritables renommées, n'avaient travaillé pour Grenoble, qui ne manquera point, dans les siècles futurs, de joindre au nom de *reine des Alpes* celui de *ville de Stendhal.*

***

Mais peut-être pense-t-elle aussi que le pays de Bayard n'a nul besoin d'autres titres de gloire. J'achève cet article, — où je célébrais en commençant la douceur de juillet, — au milieu du fracas des armes, dans l'enthousiasme des troupes qui partent vers la frontière. Et le Dauphiné est légitimement fier que, pour peindre l'attitude noble et résolue de la France entière, le Président du Conseil n'ait pas trouvé de formule plus belle que celle de son héros : « Sans reproche et sans peur. »

GABRIEL FAURE.

REVUE DRAMATIQUE

LA RÉOUVERTURE DES THÉATRES

La déclaration de guerre avait eu pour effet immédiat de fermer les quelques scènes parisiennes qui continuent à donner des représentations en été. Depuis lors, la guerre s'est prolongée, beaucoup de ceux qui avaient quitté Paris y sont rentrés, tout le monde a fait un louable effort pour reprendre, dans la mesure du possible, son activité ordinaire. Les théâtres ont été autorisés à rouvrir, sous le contrôle de deux ou trois censeurs. Ils ont été à peu près unanimes à ne faire de la permission qui leur était octroyée aucun usage. Ni le Vaudeville, ni le Gymnase, ni aucun des théâtres de genre classés n'en ont profité. Des deux théâtres de déclamation subventionnés, seule la Comédie-Française a, non pas ouvert, mais entr'ouvert ses portes. Ici ou là on annonce une série de représentations sans lendemain. Ailleurs on organise des matinées dites nationales, avec récitations et allocutions patriotiques. Ailleurs on donne, au bénéfice de quelque œuvre de secours militaire ou d'assistance sociale, des spectacles coupés. En somme, un minimum de vie théâtrale. Et c'est encore un des aspects particuliers à cette guerre qui ne ressemble à aucune autre. Aux époques les plus troublées ou les plus sinistres, on a continué d'aller au théâtre; les chroniqueurs ont pu écrire l'histoire des théâtres de Paris pendant la Révolution, pendant les guerres de l'Empire, même pendant le siège de Paris : pour la première fois nous assistons au chômage à peu près complet de nos théâtres.

A cette abstention, en partie volontaire, il y a d'abord des causes morales. Elles sont trop faciles à deviner, et d'ailleurs trop douloureuses, pour qu'il soit besoin d'y insister. Dans nos sociétés

modernes, le théâtre, qui n'a rien conservé de ses origines sacrées, sert uniquement à nous divertir. C'est un plaisir, qui peut être d'ordre relevé, noble, et même austère, mais enfin un plaisir : personne aujourd'hui n'est en disposition de prendre du plaisir. Beaucoup ont été cruellement frappés, pour qui ce serait un supplice intolérable de se trouver dans un lieu public, en contact avec des indifférens ; peut-être, et il faut le leur souhaiter, parviennent-ils dans la solitude à occuper leur esprit par quelque lecture qui leur est un réconfort ou une diversion ; mais il y a dans le plaisir pris en commun quelque chose d'offensant pour une douleur intime qui veut la retraite et le silence. D'autres, qui jusqu'ici ont été épargnés, connaissent du moins le tourment de l'inquiétude : car combien sont-ils ceux qui n'ont pas aux armées un fils, un frère, un mari, un être tendrement aimé ? Ceux même qui ne tremblent pas pour la chair de leur chair éprouvent un scrupule à s'asseoir paisiblement dans une salle de fête, alors que tant d'autres sont sous la mitraille.

D'autre part, le théâtre est étroitement dépendant des sujétions matérielles. La moindre représentation exige non seulement une troupe d'acteurs exercés, mais tout un bataillon de comparses, figurans, machinistes, accessoiristes, électriciens. La plupart ont été mobilisés : il ne reste que des équipes désorganisées, réduites aux élémens les moins jeunes et les moins actifs. Avec le développement qu'a pris la mise en scène, depuis quelque temps, l'industrie du théâtre est devenue très coûteuse, et chaque soirée entraîne des frais considérables : le directeur ne se soucie pas d'engager des dépenses qu'il n'est nullement assuré de couvrir. Quant aux spectateurs, dont les revenus sont diminués, et qui ont déjà beaucoup de peine à faire face aux dépenses de première nécessité, ils hésitent à grever encore leur budget, en y ajoutant des dépenses de luxe ; et on sait quels prix, d'ailleurs insensés, avaient atteints aux dernières nouvelles les places de théâtre. Ajoutez que, le soir, les rues sont à peine éclairées et les moyens de communication font complètement défaut. Les autobus sont partis, pour servir au ravitaillement des troupes ; il paraît même qu'ils s'acquittent de cette fonction à ravir et qu'ils y ont trouvé l'emploi qui leur convient le mieux. Les taxi-autos ont été, pour la plupart, réquisitionnés. Les fiacres eux-mêmes manquent de chevaux. Ni tramways ni métro ne marchent à l'heure de la sortie des théâtres. Plutôt que de traverser, à pied, un Paris plongé dans l'obscurité, on préfère rester chez soi. C'est pourquoi tout se réduit à quelques matinées où le public, — qui s'y presse, — est composé, en majeure partie

de jeunes gens. Dans ces matinées, — je songe surtout à celles de la Comédie-Française, — les seules pièces qu'on se soit aventuré à donner sont celles qui, du *Cid* à *la Fille de Roland*, représentent chez nous la tradition du drame héroïque. On les a écoutées avec ferveur, on les a acclamées. Les vieux chefs-d'œuvre ont été au cœur des Français d'aujourd'hui, qui y reconnaissaient leurs propres sentimens : le spectacle était dans la salle, autant que sur la scène. L'intérêt de cette épreuve a été justement de montrer leur impérissable jeunesse. L'histoire, en ses perpétuels recommencemens, se charge de ramener de telles circonstances, une telle atmosphère morale, que nous sentions s'éveiller en nous les mêmes états d'âme dont notre théâtre classique conserve à jamais le dépôt. F. Brunetière aimait à faire ressortir la « modernité » des grands maîtres de la pensée au XVIIe siècle, un Pascal, un Bossuet, et à montrer que la façon dont ils ont posé quelques-uns des grands problèmes de la conscience est restée la même dont ils se posent encore à nous. Ce que nous venons d'éprouver, c'est la « modernité » de Corneille.

La tragédie, telle qu'il l'a conçue, est née dans une France toute guerrière. On était au lendemain des guerres de religion, à la veille d'une autre guerre civile, sous la menace constante de l'étranger. L'année du *Cid* est celle même où la prise de Corbie jeta jusque dans Paris la consternation et l'effroi. Il y eut un moment de panique, un exode de Parisiens, et le gouvernement délibéra s'il ne quitterait pas une capitale trop rapprochée de la frontière. On a beaucoup reproché à Victor Cousin d'avoir prétendu que Corneille avait pris modèle sur les héroïnes de la Fronde pour les héroïnes de son théâtre. Comment Émilie, cette adorable furie, ressemblerait-elle à une frondeuse, si la Fronde n'était pas née ? Et pourtant peut-on dire qu'il se fût trompé ? On ne sait jamais, à quelques années près, si c'est la littérature qui se modèle sur la vie ou la vie qui copie la littérature. Durant cette première moitié du XVIIe siècle, l'héroïsme était dans l'air. Les âmes, familiarisé aveces le danger, s'étaient façonnées à certaines manières de penser et de sentir dont les circonstances leur faisaient une nécessité. C'est sur elles que Corneille a pris mesure, et avec les élémens qu'elles lui fournissaient il a constitué une tragédie entièrement nouvelle, dont il est vrai que celle de Racine sera la contre-partie.

Ce qui la caractérise, c'est que le principal rôle n'y appartient pas aux individus. Un personnage invisible et partout présent plane au-dessus d'eux : l'État, ou, comme nous dirions aujourd'hui, le pays.

On croyait alors que ses destinées dépendent uniquement du bon plaisir des princes ; nous pensons aujourd'hui qu'elles sont en partie déterminées par des agens impersonnels, la race, l'histoire, les conditions économiques. Mais peu importe. État ou pays, c'est lui qui dure, et nous n'en sommes qu'une fraction infime et éphémère. Il était avant nous, il sera après nous, et nous n'existons que par rapport à lui: c'est donc que, comme nous lui devons tout ce que nous sommes, nous nous devons à lui. Avant d'être de telle famille, de tel rang, de telle profession, nous sommes Grecs ou Romains et Français ou Espagnols. Nous l'oublions un peu en temps de paix, et plus se prolonge la sécurité de cette paix endormeuse, plus se détend le lien qui nous rattache à la communion nationale dont nous faisons partie. Nous nous isolons de l'ensemble ; nous nous enfermons dans le petit cercle de nos affections, de nos intérêts et de nos goûts ; nous cultivons notre jardin ; nous nous complaisons dans notre égoïsme dont nous nous faisons une manière de dogme ; nous sommes la cellule qui se désintéresse de la ruche. Nous abandonnons le soin des affaires publiques à ceux dont c'est le métier de s'en occuper, comme c'est un métier de faire un livre ou une pendule. Mais que ce calme, par lequel il nous plaît de nous laisser abuser, vienne à être troublé, qu'une menace surgisse sur notre frontière, alors toutes les vérités que nous avons méconnues nous apparaissent soudain dans un jour éclatant. Nous comprenons que chacun de nous est l'héritier d'un long passé, et qu'il porte en lui un dépôt sacré, celui qu'y ont accumulé les générations appartenant à une même race. Nous nous rendons compte que notre esprit, notre sensibilité sont le produit d'un sol, d'un climat, et aussi d'une lente élaboration à travers les siècles. Nous nous apercevons qu'autour de ce trésor, qui est notre commun patrimoine, des jalousies naissent et grandissent et que nous avons donc à le défendre contre les convoitises étrangères. Ainsi l'individu se subordonne à la Cité... C'est ce qu'il faut entendre quand on dit que la tragédie de Corneille est *politique*. Ne prenons pas le mot au sens étroit de rivalités entre les partis et de compétitions pour le pouvoir. La tragédie, chez Corneille, agite les grands intérêts du pays : c'est le drame de la Cité.

Les passions qui animeront cette tragédie politique seront exclusivement les passions viriles : goût du commandement, ambition, souci de l'honneur, haine, vengeance. Les héros en seront les chefs d'État, les rois et leurs ministres, les capitaines et leurs soldats. Le crime y sera toujours un crime contre la sécurité de l'État. La conquête y sera celle d'un pays voisin, celle d'une couronne ou d'une dignité, alors que

chez Racine la seule conquête qui importe est celle de l'objet aimé. C'est qu'ici l'amour est toujours sacrifié. Rien d'ailleurs de plus significatif que le rôle donné dans le drame cornélien à cette passion qui, de Racine à Marivaux, allait envahir tout le théâtre, tragédie et comédie, et, de proche en proche, gagner le roman, la poésie lyrique et absorber à peu près toute la littérature d'imagination. Corneille l'a dit formellement : « La passion de l'amour est trop chargée de faiblesse pour être la dominante d'une pièce héroïque. » Tels de ses personnages s'expriment sur ce sujet avec une rudesse dont on devine qu'un peu plus tard, vers 1660, elle dut faire sur la jeune cour et le public galant l'effet d'une impardonnable grossièreté. C'est dans *le Cid* que se trouvent les vers fameux :

> Nous n'avons qu'un honneur, il est tant de maîtresses :
> L'amour n'est qu'un plaisir, l'honneur est un devoir.

Eh quoi ! Celle qu'on aime n'est-elle pas, tant qu'on l'aime, l'incomparable et l'unique ? Si l'amour n'est qu'un plaisir, que deviennent ses tortures qui sont ce qu'en recherchent avec une âpre volupté ceux qui aiment à aimer ? Et si l'honneur seul est un devoir, aimer n'est-il donc pas la première obligation d'un honnête homme ? Pour parler ainsi de l'amour, mieux eût valu n'en pas parler du tout. Cette passion est exclusive, de sa nature ; si on l'introduit dans une pièce, elle doit y régner toute seule : elle n'admet pas le partage : la reléguer au second plan, c'est un crime contre l'amour...

Ce crime, c'est précisément celui dont Corneille n'a cessé de se rendre coupable. Car il n'a certes pas ignoré l'amour : il n'en a méconnu ni le charme, ni la violence, ni la douceur, ni la noblesse. Mais il l'a toujours présenté comme un obstacle qui risque de nous arrêter sur le chemin du devoir, ou de nous en détourner, et dont il convient donc de triompher. Don Diègue a été insulté et le devoir exige que Rodrigue venge l'honneur de son père. Mais il aime Chimène, qui est la fille de l'insulteur. Cet amour le fait hésiter, délibérer avec lui-même. Conflit intime dont l'issue ne saurait être douteuse : c'est le devoir qui l'emportera et tout l'amour de Rodrigue ne l'empêchera pas de provoquer un offenseur qui est le père de Chimène. De même en sera-t-il pour celle-ci. Et tout l'amour qu'elle a pour Rodrigue, cet amour dont tout à l'heure elle pâmera, ne l'empêche pas de demander justice contre un criminel qu'elle adore. Il n'y a pas d'amour plus pur et plus élevé que celui de Polyeucte pour Pauline. Mais l'attrait de cette tendresse légitime va

retarder le néophyte dans son élan vers le sacrifice. Même débat de conscience que dans *le Cid*, et d'où le héros sort pareillement victorieux. Tel est alors son détachement des plaisirs du monde et de leurs flatteuses voluptés, qu'au moment de mourir, il fera don de Pauline à Sévère, il résignera son bien entre les mains de son rival, ce qui, du point de vue mondain, est impardonnable, et qui a valu à Corneille les railleries de Voltaire et de tant d'autres. Que si l'amour n'est pas sacrifié, il devient la source de toutes sortes de maux et d'actions ridicules ou honteuses. Camille apprend qu'on lui a tué son fiancé, et elle a sous les yeux le meurtrier qui l'a frappé, l'épée qui a fait couler son sang ; nous serions, quant à nous, disposés à beaucoup d'indulgence pour celle qui vient d'être si cruellement meurtrie; et dans la minute où elle reçoit le premier choc, la révolte de tout son être nous paraît trop naturelle pour pouvoir être très coupable. Mais Camille a blasphémé contre la patrie : elle a mérité la mort. Cinna, parce qu'il est amoureux d'Émilie et qu'il se fait de l'amour une religion, est prêt à commettre un meurtre abominable. Et Maxime, pour la même raison, s'engage dans un imbroglio qui fait de lui, en plein drame, un personnage de comédie. Au surplus, l'amour ne pouvait avoir un autre rôle dans cette rude et grave tragédie d'État. On en a souvent fait la remarque, les passions de l'amour sont éminemment un passe-temps pour désœuvrés, incomparables pour remplir une existence vide, l'occuper ou la bouleverser; elles tiennent beaucoup moins de place auprès de ceux qui ont seulement à gagner le pain quotidien; mais lorsque les grands intérêts entrent en lutte, et quand la guerre se déchaîne, alors ces terribles orages du cœur ne nous paraissent plus que vaines agitations et jeux futiles.

Que ce soit d'ailleurs l'amour ou la haine, toute passion a, aux yeux de Corneille, un défaut irrémédiable, c'est d'être une passion. Le sens du mot n'est que trop clair : l'homme y est passif, à la merci d'impulsions qu'il subit. Or il ne suffit pas à la dignité humaine d'échapper au pouvoir d'une volonté étrangère ; encore ne devons-nous pas être livrés à ces forces obscures qui sont en nous, mais qui ne sont pas nous. Auguste, lorsqu'il prononce le vers fameux,

Je suis maître de moi comme de l'univers,

définit le héros cornélien. Tout au rebours, le héros romantique se qualifiera d'être « une force qui va » et fera bon marché de l'intelligence au profit de la seule passion. D'après la psychologie du XVIIe siècle, la seule faculté où nous ayons droit de

nous reconnaître, c'est la raison. La raison conçoit une idée ; elle l'aperçoit dégagée de toutes les brumes de la sensibilité ; elle la pose comme le but à atteindre. A la volonté de nous mener vers ce but défini par la raison. Les personnages de Corneille sont des personnages raisonnables, et même raisonneurs ; et ils sont les héros de la volonté.

Longtemps on les avait considérés comme les héros du devoir ; on s'est aperçu que l'appellation n'allait pas sans quelque impropriété. Presque tous ils seraient passibles des tribunaux pour crimes de droit commun : il ne se peut pas que la morale soit en un conflit aussi flagrant et aussi continu avec la justice. Les héros de Corneille ne veulent pas toujours ce qu'il serait bon de vouloir, mais ils le veulent bien : ils veulent pour vouloir. Ils tiennent que la volonté, par elle-même et indépendamment de son objet, est bonne. Comme dira plus tard Stendhal, ce qu'ils recherchent, c'est l'énergie. Ou, comme nous dirions aujourd'hui, ils estiment que la qualité essentielle pour un homme, c'est d'avoir du caractère. Ce n'était pas notre avis, toutes ces années dernières. Les seules psychologies auxquelles nous accordions quelque estime étaient les psychologies compliquées ; et plus elles étaient compliquées, plus elles nous faisaient l'effet d'être distinguées. Nous avions du goût pour les incertitudes de la pensée et les fluctuations du sentiment. Il nous plaisait qu'une âme fût en contradiction avec elle-même, et nous trouvions à certaines défaillances une élégance que n'a pas la vertu.

Video meliora proboque
Deteriora sequor,

nous paraissait la formule qui enferme le plus de véritable humanité. Hamlet était pour nous le type de l'homme moderne, par cela même qu'il personnifie l'impuissance à agir, la paralysie de la volonté. Nous nous reconnaissions dans les héros tourmentés de Racine ; nous refusions toute réalité à ceux de Corneille, sous cet unique prétexte qu'ils savent ce qu'ils veulent et le font comme ils le veulent. Caractères tout d'une pièce, nous les accusions d'avoir été fabriqués de toutes pièces et imaginés par l'auteur. Mais il y a des époques dans la vie des peuples, et partant dans la vie des hommes, où tout ce qui n'est pas l'énergie semble méprisable et hors de saison. Dans ces temps de crise, nous comprenons la nécessité de faire effort pour résister à la pression qui menace de nous détruire. Il faut tendre le ressort intérieur. Il faut durer, c'est-à-dire être soi-même, c'est-à-dire vouloir.

Ces temps sont revenus. Aussi est-ce merveille de voir comme soudain les personnages de Corneille nous ont semblé aisément intelligibles et comme ils se sont rapprochés de nous ou, pour mieux dire, comme nous nous sentons près d'eux. Jusqu'ici nous cherchions dans l'histoire des modèles auxquels les comparer. Aujourd'hui nous n'avons qu'à regarder autour de nous.

Le Cid est-il venu d'Espagne? Il faut qu'en passant les monts il ait changé de caractère, car il est, celui-là, tout français. Ce qu'il personnifie, c'est la bravoure française, telle que nous la retrouvons, semblable à elle-même, à travers toute notre histoire, et telle que nous l'avons vue, aux premiers bruits de guerre, jaillir une fois de plus du fond de la race dans sa splendeur radieuse. Ce qui est la marque de cette bravoure, c'est justement qu'elle fait partie des qualités de la race, qu'elle est naturelle, spontanée, instinctive, et qu'aux âmes nées dans un tel pays la valeur n'attend pas le nombre des années. Le héros français nous apparaît le plus volontiers sous les traits d'un héros jeune. De la jeunesse il a l'insouciance, la pétulance et l'entrain. On l'humilierait à lui dire qu'il a le mépris du danger; loin de le mépriser, il le recherche, il en a le goût, il en subit l'attirance. Il ne se contente pas de lui faire face et de l'attendre sans reculer : il va au devant, il le provoque, il le défie. A l'instant de la bataille, une allégresse sacrée s'empare de lui. Il se bat dans l'enthousiasme, dans une frénésie d'ardeur belliqueuse, et l'ennemi le reconnaît à cette « furia » dont le nom est italien, mais la chose est française. Or tout cela est français d'aujourd'hui comme il était français d'hier. Pour un public de jeunes gens il n'y a qu'une pièce, et c'est *le Cid*. J'ai vu donner en matinée, devant des salles exclusivement composées de jeunesse, *la Dame aux Camélias*. Évidemment, c'était une erreur. Si on demandait quelle est, dans tout le théâtre français, la pièce la plus française, personne n'hésiterait à désigner *le Cid*.

La merveille, dans *Horace*, est que Corneille y a ouvert devant nous l'intérieur d'une famille et nous a fait suivre le retentissement que la guerre y provoque dans le cœur de chacun. C'est bien pourquoi aucune pièce aujourd'hui ne saurait lui être comparée pour l'intensité de l'émotion qu'elle provoque en nous. Pères, enfans, frères et sœurs, épouses, fiancées, chacun a, suivant son âge, son sexe, sa situation, une manière différente de s'émouvoir : c'est ce que montre Corneille, et c'est exactement le tableau de la France actuelle. Comme Horace et Curiace, tous nos soldats, en partant, ont laissé derrière eux des êtres dont il leur a été si dur de se séparer; et ce qui

a fait la beauté de leur attitude, c'est l'abnégation avec laquelle ils se sont arrachés à la douceur de ces affections de famille. Sabine, Camille, attendent avec anxiété les nouvelles du champ de bataille. Combien sont-elles, dans toute la France, les pauvres femmes qui tremblent à chaque coup de sonnette, guettent l'arrivée du facteur, et redoutent chaque fois la nouvelle qu'il leur apporte? Le vieil Horace a beau se raidir dans sa vertu déjà stoïcienne, on devine que la tendresse du père va faire trembler la voix du patriote : c'est à cela même que tous les pères se reconnaissent en lui. Une atmosphère de deuil et de gloire enveloppe toute la pièce :

> Deux jouissent d'un sort dont leur père est jaloux.
> Que des plus nobles fleurs leur tombe soit couverte :
> La gloire de leur mort m'a payé de leur perte.

Elle l'a payé, elle ne l'a pas consolé...

Les drames de Corneille sont les drames de l'héroïsme : *Polyeucte* est le drame du martyre; aussi marque-t-il un degré de plus dans l'échelle des valeurs morales. Que le héros se sacrifie d'ailleurs pour la religion ou pour cette autre religion qui est le culte de la patrie, peu importe : il personnifie l'esprit de sacrifice; il se dévoue pour un idéal; et il n'y a rien au monde de plus beau. Mais cet idéalisme ne doit pas être seulement la vertu sublime de quelques individus qui les élève au-dessus de l'humaine condition; elle est encore la vraie force des peuples. C'est ce que nous appelons en langage courant, ou en jargon moderne : le facteur moral. Une nation qui ne met rien au-dessus de la prospérité matérielle n'est pas digne de durer et, de fait, est bien près de disparaître. Elles aussi, les nations doivent être idéalistes ou ne pas être. Et *Polyeucte* est une magnifique leçon d'idéalisme.

Le génie de Corneille s'est si bien identifié avec ce genre de tragédie, que dans toute pièce où vibre l'âme de la patrie il nous semble apercevoir un rayon émané du foyer cornélien. C'est ce qui est arrivé pour *la Fille de Roland*, et c'est le plus bel éloge à faire de ce drame, qu'on puisse le citer tout de suite après ceux de Corneille. Cette fois encore, dans la hâte du premier moment, et désireux de faire entendre au public des accens dignes des circonstances que nous traversons, on est allé tout droit au drame d'Henri de Bornier. On connaît l'histoire vraiment singulière de cette pièce. Quand elle fut représentée en 1875, on crut qu'elle était un écho de l'Année terrible, et on ne douta pas que ce cri de fierté ne fût celui de l'âme française qui se redresse

après l'orage. Or la pièce avait été écrite avant 1870, et son auteur n'était pas un jeune homme qui venait de se révéler ; il avait à son actif plus d'une production tout juste honorable ; mais une fois, qui devait rester la seule, l'inspiration était venue, sans qu'on pût savoir d'où ni comment : l'esprit avait soufflé où il avait voulu. Des critiques habiles à expliquer tout succès par des raisons étrangères à la valeur de l'œuvre, s'empressèrent de faire remarquer ce que celui-ci devait aux circonstances. Depuis lors, les temps ont changé, *la Fille de Roland* a été bien souvent reprise, et chaque fois l'impression a été la même. Ne craignons pas de le redire, c'est une des plus belles œuvres qu'il y ait dans tout notre théâtre. Il est fâcheux que l'expression n'y soit pas toujours à la hauteur du sentiment : Bornier aurait dû demander au plus humble des parnassiens de retoucher quelques-uns de ses vers qui font tache. Mais, à la représentation, c'est à peine si on note ces défaillances. On est emporté par le mouvement de l'action dramatique qui est une « reconnaissance, » comme dans les drames les mieux faits, de Sophocle à d'Ennery. Quand l'identité d'Amaury et de Ganelon a été reconnue par celui qui avait le plus d'intérêt à l'ignorer, étant le propre fils du traître, le sujet est épuisé, la pièce est terminée. Ce n'est là que l'armature du drame ; pour l'inspiration, combien elle est généreuse et vraiment poétique ! Cette épée de la France prisonnière à l'étranger et que délivre un jeune preux, quel symbole, à la fois si clair et si plein de signification ! Les mâles pensées, les élans chevaleresques, les nobles mouvemens par lesquels se trahissent les âmes haut placées éclatent à chaque instant. Et quel amour de la France ! Quel culte pour sa mission providentielle !

Ta gloire ! Oh ! puisse-t-elle, aux époques prochaines,
Croître en s'affermissant comme croissent les chênes,
Offrir l'abri superbe et l'ombre de son front,
Nation maternelle, aux peuples qui naîtront,
Afin qu'on dise un jour, selon mon espérance :
Tout homme a deux pays, le sien et puis la France.

Quelle foi dans les destinées de la France immortelle !

O France, douce France, ô ma France bénie,
Rien n'épuisera donc ta force et ton génie !
Terre du dévouement, de l'honneur, de la foi,
Il ne faut donc jamais désespérer de toi,
Puisque, malgré tes jours de deuil et de misère,
Tu trouves un héros dès qu'il est nécessaire.

Notre tradition, voilà ce qu'illustre et exalte *la Fille de Roland.* C'est une notion nouvelle qui est entrée dans la poésie au XIXe siècle, et dont il n'est que juste de faire honneur au romantisme. Il a eu le sens de l'histoire. Il a voulu tout savoir de notre passé. A suivre la France à travers les siècles, il s'est pris pour elle d'admiration et d'amour comme pour une personne qu'on aurait vue beaucoup souffrir. Il tenait compte de l'extérieur, il jouissait du paysage, il se plaisait à contempler les monumens. Il nous a enseigné à aimer la France pour son génie d'abord, mais aussi pour la douceur de son climat, pour la variété de ses campagnes et de ses bois, pour la hardiesse et la grâce de son architecture. Et c'est tout cela qui nous émeut dans ce drame, dernier écho d'une poésie nationale et née du sol.

Et *Cyrano de Bergerac*? Je ne l'ai vu figurer que pour un acte sur l'affiche de je ne sais plus quelle matinée. D'où vient cette discrétion si peu dans les mœurs de ce garçon qui fut, dit l'histoire, bruyant et avantageux? C'est, je crois, qu'il se sent un peu dépaysé dans l'ambiance d'aujourd'hui. Il est gai, et même comique, d'un comique copieux et truculent : l'heure n'est pas à la gaieté. Il est bavard et légèrement hâbleur : il ne laisse ignorer aucun de ses exploits et, de préférence, il en conterait un peu plus qu'il n'y en a. Nos soldats et leurs chefs sont modestes; ils font les choses sans les dire : la plupart d'entre eux se contentent d'être des héros anonymes. Jusqu'au bout et dans la pire détresse, il est quelque chose que Cyrano a conservé intact, c'est son panache. Que viendrait-il faire dans cette guerre qui a pour caractéristique de manquer de panache? A la guerre de manœuvres, d'assauts, de charges, nous avons laissé se substituer, et nos adversaires nous ont imposé une guerre lente, morne, traînante, amorphe, qui est éminemment une guerre ennuyeuse : on s'ennuie dans les tranchées, on s'ennuie dans les forteresses, la flotte s'ennuie comme l'armée s'ennuie. Cyrano, s'il s'ennuyait ou s'il nous ennuyait, ne serait plus Cyrano.

Tel est jusqu'ici le bilan de la vie théâtrale. Il se réduit à peu de chose. Les théâtres devront-ils en rester là? Je ne le crois pas. On nous a déjà fait savoir que le gouvernement s'est préoccupé d'assigner à M. Albert Carré un poste qui lui permît de concilier son devoir militaire avec l'administration de la Comédie-Française. Cela semble indiquer que, tout au moins sur notre première scène, nous pouvons nous attendre à quelque reprise d'activité. Ce serait de tous points souhaitable. Il est nécessaire en effet de donner aux esprits

un peu de détente. Rien ne les détournera de l'ordre de préoccupations dont nous sommes tous hantés : il n'y a de ce côté rien à craindre; mais, puisque nous avons devant nous encore de longs jours d'épreuve et puisqu'il nous faut faire provision de courage et de patience, le meilleur moyen n'est-il pas d'offrir à l'imagination quelque aliment? Le besoin s'en fait sentir dans toutes les classes sociales et plus particulièrement dans le peuple. Pourquoi n'organiserait-on pas pour lui des représentations à bon marché? Nous en profiterions tous. Le théâtre est devenu trop dépendant des luxueuses mises en scène; il s'encombre et s'embarrasse de toute sorte d'accessoires inutiles qui entravent sa marche : qu'il revienne au système d'antan, qui était le bon : quatre fauteuils sous un lustre. L'hiver dernier, un petit théâtre, ayant résolument rompu avec tout l'aria de la mise en scène moderne, et remplacé les décors coûteux par une toile de fond, de sujet vague et de couleur neutre, tout Paris courut à la salle du Vieux-Colombier. Que des troupes de bonne volonté s'improvisent, qu'elles remplacent tout ce qui leur manquera par beaucoup de cordialité : je ne leur prédis pas seulement le succès, je leur donne l'assurance qu'elles nous rendront de grands services. Elles contribueront à soutenir notre moral. Et elles feront de bonne besogne littéraire. Car elles ne reprendront pas la pièce d'hier ou celle d'avant-hier, crainte qu'entre elles et nous un abîme se soit creusé. Mais elles ne se borneront pas non plus à ne jouer que des pièces héroïques. Corneille sans doute, disait récemment M. Maurice Donnay, mais pourquoi pas Molière? Il avait raison. Molière, Regnard, Beaumarchais, Émile Augier, leur œuvre est l'image, toujours vivante, de notre bon sens et de notre santé morale : pourquoi les exclure? Il n'est que de puiser à toutes mains dans le répertoire. Raviver notre tradition littéraire, c'est encore faire œuvre de défense nationale. Car cela aussi l'ennemi l'a attaqué et menacé de destruction. Et c'est aussi pour nous conserver cette partie du patrimoine sacré que se battent nos soldats.

René Doumic

REVUES ÉTRANGÈRES

UN PANGERMANISTE D'IL Y A CENT ANS : LE FELD-MARÉCHAL VON GNEISENAU

Gneisenau, par le lieutenant-général W. von Unger, un vol. in-8°, illustré, Berlin 1914. — *Die Befreiung* (1813-1814-1815), documens publiés par T. Klein. Un vol. in-18, Ebenhausen, 1914.

Les récentes révélations de notre *Livre Jaune* touchant la longue préméditation allemande de la guerre sont venues m'expliquer, entre autres choses, le zèle extraordinaire avec lequel, depuis deux ans, toute l'Allemagne a été invitée et encouragée à commémorer solennellement ses luttes nationales d'il y a un siècle. Le fait est que, depuis le début surtout de la présente année 1914, c'est par centaines que l'on a vu surgir, chaque mois, des volumes de tout format et de tout caractère, souvent ornés d'abondantes images, et qui, — moyennant un prix d'un bon marché à peine croyable, — sous couleur de rappeler au public allemand sa glorieuse « délivrance » de la « tyrannie » de Napoléon, ne tâchaient vraiment qu'à le stimuler dans le culte de ses rancunes et de son orgueil. Tout cela, nous le comprenons désormais, se trouvait dûment approuvé, sinon commandé, par les hommes d'État qui, dès lors, avaient résolu de guetter le premier prétexte pour recommencer chez nous la double invasion de 1814 et de 1815 : de telle sorte que je me représente volontiers les soldats allemands de l'Yser ou de la Woevre arrivant « sur le front » avec la tête remplie de cette littérature guerrière fabriquée tout exprès afin de leur enseigner, à la fois, et la possibilité pour eux de vaincre les Français et la nécessité de se faire payer plus largement leur victoire que l'ont fait leurs naïfs ancêtres des armées de Blücher.

Peut-être, seulement, les rédacteurs de ces livres patriotiques n'ont-ils pas assez pris garde à la différence de leur point de vue allemand et de celui des autres races européennes, en matière de morale aussi bien que de goût. Leurs compilations rétrospectives sont semées de documens qui, sans doute, leur auront paru « intimes » ou piquans, tandis qu'ils risquaient de choquer profondément un lecteur étranger. En veut-on quelques preuves, tirées un peu au hasard d'un recueil populaire, — et quasiment gratuit, — de pièces relatives à la « Délivrance » allemande d'il y a cent ans?

Voici d'abord, tout de suite à l'entrée du recueil, dans une brève notice consacrée à la biographie du général prussien Yorck, le « héros de Tauroggen, » — encore que la qualification de « traître de Tauroggen » eût mieux convenu pour désigner le premier des chefs allemands de la Grande-Armée qui, en 1813, se soit retourné lâchement contre Napoléon affaibli, — voici l'histoire de la manière dont le susdit Yorck s'était vu forcé, dans sa jeunesse, de s'éloigner momentanément de l'armée prussienne :

Dès sa seconde année de service, le lieutenant Yorck a été cassé et a dû quitter l'armée, parce qu'il avait écrit d'un autre officier, dont les mains n'étaient pas restées tout à fait nettes en temps de guerre : « Cet homme a volé ! » Sur quoi Frédéric le Grand a rayé le jugement trop sévère du trop scrupuleux lieutenant, et a inscrit en marge : « Piller n'est nullement voler ! Que ce Yorck s'en aille à tous les diables ! »

Plus loin, un extrait des *Mémoires* du célèbre Arndt nous apprend que, depuis un siècle déjà, l'Allemagne a coutume de pratiquer l'étonnante « germanisation » de Dieu qui nous a frappés récemment dans la bouche de son chef suprême. Voici, en effet, ce que nous raconte Moritz Arndt : « *Notre vieux Dieu allemand vit encore !* nous sommes-nous écriés unanimement lorsque, vers la fin d'avril 1813, l'on nous a annoncé la mort du feld-maréchal russe Koutouzof. » L'armée russe était cependant alors, comme l'on sait, en train de collaborer contre les Français avec celle des compatriotes d'Arndt : mais celui-ci redoutait que le tsar Alexandre, sous l'influence de son vénéré Koutouzof, ne mît pas assez d'ardeur à poursuivre et à écraser Napoléon. D'où ces actions de grâces au « vieux Dieu allemand, » pour avoir enlevé aux troupes prussiennes un collaborateur que l'on soupçonnait capable d'un fâcheux excès de modération ! Ou bien encore, voici un passage curieux des *Souvenirs* du général prussien Henkel von Donnersmarck :

A Châlons, dans la nuit du 5 février 1814, la ferveur combative de nos troupes s'est tristement relâchée. Le matin suivant, le général Yorck a envoyé en ville son « brosseur, » avec ordre de lui rapporter quelque chose à boire. Après une longue absence, le soldat est revenu complètement ivre, et chargé d'une demi-douzaine de bouteilles de vin de Champagne. Et comme le général lui reprochait sa conduite, il a répondu que toute l'armée prussienne du faubourg était encore plus ivre lui. Aussitôt le général a envoyé son chef d'état-major, le colonel von Valentini, en le chargeant de s'informer de ce qui en était ; et Valentini lui a appris qu'en effet l'infanterie de son avant-garde se trouvait non seulement épuisée de fatigue, mais aussi soumise de la façon la plus entière au pouvoir déplorable d'une abondante provision de vin de Champagne que l'on avait découverte, la veille, dans les caves des maisons du faubourg. Un bon nombre d'hommes, saturés de cette boisson inaccoutumée, qu'ils avaient prise d'abord pour de la bière blanche, s'étaient laissés tuer, la bouteille en main, tout le long des remparts. Beaucoup d'autres également, domptes par la force soporifique du vin, ronflaient sans l'ombre de souci aux postes les plus dangereux. La deuxième brigade, surtout, avait perdu une foule d'hommes, morts ou blessés, et se voyait dorénavant hors d'état d'affronter le combat, si bien que le général a dû la remplacer aussitôt par la septième. Le maire de Châlons, dans sa plainte au général Yorck, a constaté que, durant cette seule nuit, 57 000 bouteilles de vin de Champagne avaient été dérobées et vidées par nos troupes.

Il se trouve, d'ailleurs, que le vin de Champagne a joué un rôle considérable dans toute l'histoire de la partie proprement « française » de la « Délivrance » allemande. A chacune des étapes de la Campagne de France en 1814, et puis ensuite à Paris, cette année-là et la suivante, chefs et soldats de l'armée prussienne, notamment, ne se montrent guère devant nous que « la bouteille en main. » Pas de succès allemand, militaire ou diplomatique, qui ne nous apparaisse sanctionné par une copieuse libation de champagne, — d'un champagne naturellement « découvert » dans nos caves françaises. Sans compter les riches convois du même vin que traînaient parfois à leur suite les généraux prussiens, ainsi que le faisait en particulier l'effarant Blücher, ce principal « héros » de toute l'aventure d'il y a un siècle. Écoutons encore, à ce propos, le récit d'un compagnon de luttes du vieux feld-maréchal :

A l'émoi que lui causait la résistance de Napoléon s'ajoutait, pour Blücher, une autre inquiétude. Jour et nuit, il avait en tête le sort de son fameux « fourgon de champagne, » et vivait dans l'épouvante de le voir tomber aux mains des Français. « — Dites-moi, Gneisenau, demandait-il, où peut bien être mon fourgon de champagne ? — En vérité, Excellence, je l'ignore ! — Cependant vous m'affirmez qu'il est parti par la bonne

route ? — Hélas ! Excellence, de ces temps-ci aucune route n'est sûre. L'ennemi peut toujours saisir notre bagage derrière notre dos. — Pourvu, tout de même, que ces maudits Français ne s'avisent pas de saisir mon champagne ! — Ma foi, je serais presque tenté de souhaiter qu'ils le saisissent, Excellence, ce serait toujours pour nous un souci de moins ! — Oui, cela vous est facile à dire, — gémissait Blücher, — mais savez-vous que ce serait une catastrophe effroyable, un coup qui aurait de quoi me réduire au désespoir ? »

Impossible d'imaginer une « brute » plus achevée que ce fameux Blücher, dont l'étrange figure occupe bien, à soi seule, une moitié du recueil populaire allemand. Un professeur d'université qui l'a beaucoup connu nous a laissé sur lui un jugement que je regrette de ne pouvoir pas traduire tout entier. « Blücher, — écrivait Steffens, — a été sous tous les rapports un personnage incorrect, et c'est précisément son incorrection qui a fait sa grandeur. Certes, le moraliste trouverait en lui bien des choses à blâmer ; et l'on ne saurait, non plus, le considérer comme un chef militaire de très haute valeur. » Mais Steffens affirme qu'il y a eu, chez Blücher, un trait qui a suffi pour lui tenir lieu et de « correction » morale et de génie militaire. Ce trait était la « haine de Napoléon et de la France entière, » la « résolution inébranlable de les anéantir. »

Et, en effet, il n'est pas douteux que la haine de la France ait été l'un des sentimens les plus profonds de cette âme rudimentaire, — tout au moins pendant que Blücher ne souffrait pas de ses accès de goutte, car tous les témoignages contemporains s'accordent à nous montrer le vieux feld-maréchal devenant tout à fait indifférent au sort de Napoléon comme à celui de ses propres armées, aussitôt qu'il est repris de ces accès de sa maladie pendant lesquels il ne cesse pas de se plaindre, d'insulter ses médecins et ses gardes-malades, de trembler pitoyablement devant la perspective abhorrée de la mort. A l'exception de ces semaines de « goutte, » c'est chose certaine que Blücher a toujours réservé une partie de son cœur au désir passionné d'abattre un ennemi dont il ne manque jamais à parler, dans ses lettres, comme parlerait de sa future victime un chasseur, — ou plutôt encore un garçon boucher. Il a beau apprendre que Napoléon a comblé d'égards son fils blessé et prisonnier ; il a beau recevoir de Louis XVIII et des royalistes français, en 1814, maintes preuves de gratitude respectueuse : rien au monde ne saurait lui ôter l'idée que, depuis le « tyran » Napoléon jusqu'au plus humble de ses sujets français, notre race ne finira de constituer un danger pour le monde qu'à la condition d'être

« anéantie. » Son mépris haineux de la France s'étend même au « prince royal » de Suède, qui n'est toujours à ses yeux que l'ex-général Bernadotte. S'étant rencontré avec celui-ci sur l'Elbe, à la veille de la bataille de Leipzig, le vieux maréchal prussien profite de son ignorance de la langue allemande pour lui vomir au visage toute sorte d'injures, traduites aussitôt par son interprète en autant de paroles affectueuses.

Mais, combien on se tromperait, en fin de compte, à croire que ces sentimens d'animosité « patriotique, » pour profonds et immuables qu'ils aient été, aient occupé le premier rang dans l'âme de Blücher ! N'a-t-on pas vu déjà de quelle manière le souci de son « fourgon de champagne » risquait de faire oublier au vieux chef celui de son armée ? Et plus au large encore, par-dessous tout cela, s'étalait cyniquement, dans cette âme de brute, le souci de l'argent. Il faut entendre le vieux feld-maréchal, tout au long du recueil, exprimer à sa femme ou à ses confidens le mélange singulier d'aigreur et de dédain que lui inspire l'insistance des souverains alliés à couvrir sa poitrine de décorations inutiles, tandis que personne ne songe à payer ses services de la seule monnaie qui ait de quoi lui plaire. C'est au point que l'on pourrait citer en guise d'épigraphe, à la première page d'une biographie du célèbre « héros » de la « Délivrance » prussienne, l'édifiante anecdote que voici, extraite des *Souvenirs* du général von Hüser :

Lorsque, après mon retour à Paris en 1815, je me suis présenté devant Blücher, j'ai trouvé celui-ci tellement exaspéré de l'insuccès de plusieurs de ses propositions, — (notamment de celle qui avait pour objet la destruction du pont d'Iéna, et de celle aussi qui tendait à dépouiller la France de l'Alsace-Lorraine), — qu'il en était devenu malade, et avait dû se faire appliquer des sangsues. Encore la malchance voulait-elle qu'il lui fût impossible de se procurer de nouvelles sangsues. Il est vrai que, la veille, le feld-maréchal avait eu l'honneur de recevoir une décoration expressément créée à son usage, la Croix de Fer entourée de rayons d'or, et destinée à être portée comme une étoile sur l'endroit du cœur : mais cette distinction elle-même n'avait pas réussi à le rasséréner, car il avait compté plutôt sur un don d'argent, ou sur l'attribution d'un domaine. « — Que veut-on encore que je fasse de cette machine-là ! — avait-il dit, lorsque lui était arrivée la décoration. — J'en ai déjà tant, de ces ordres, que je ne sais pas où les fourrer ! Si du moins c'était un verre avec des sangsues, je pourrais me l'appliquer sur la tempe ! »

Ce qui n'empêche pas que ce vieux Blücher, avec son « fourgon de champagne, » sa raillerie cynique et sa mauvaise humeur, nous

représente encore le général prussien de l'ancienne espèce, le « soudard » formé à l'école du premier roi de Prusse. Et, pareillement, c'est encore à l'ancienne école que se rattachent la plupart des compagnons ou émules du feld-maréchal, les Yorck et les Scharnhorst, les Bülow et les Hardenberg, tels que nous les fait voir le recueil populaire. Mais, à côté d'eux, une autre figure domine le recueil et toute l'histoire de la « Délivrance » allemande d'il y a cent ans, une figure qui, celle-là, est déjà toute « moderne, » et contient en soi bien des traits que nous montreront plus tard les figures caractéristiques d'un Bernhardi ou d'un Hindenburg. Je veux parler précisément de ce Gneisenau que l'on a vu, tout à l'heure, énonçant le vœu impertinent d'une prochaine saisie, par Napoléon, du « fourgon de champagne » de son « vénéré maître. »

Aussi bien les organisateurs de la préparation « littéraire » de la guerre présente semblent-ils avoir compris que personne autant que Gneisenau ne pouvait servir de « modèle » pour le type nouveau de chef militaire « sur-allemand » qu'il s'agissait d'imposer à l'admiration unanime du peuple : car le fait est que pas un autre des généraux de la « Délivrance » n'a été gratifié, depuis deux ans, d'autant d'*éloges* pompeux ou de savantes études biographiques, pour ne rien dire de la mise au jour d'une foule de lettres de Gneisenau, de notes intimes du général, de rapports ou de mémoires rédigés, sur tous sujets, par cet infatigable noircisseur de papier. Et que si, à coup sûr, rien de tout cela ne saurait parvenir à nous rendre sympathique un personnage dans l'âme duquel nous chercherions vainement la moindre trace d'une impulsion spontanée ou d'un sentiment désintéressé, il n'en reste pas moins que la révélation de ces nombreux documens relatifs à la vie publique et privée du général prussien a de quoi nous offrir, aujourd'hui, une très éminente portée instructive.

Il faut savoir d'abord que, lorsqu'à la fin de l'année 1785 le futur feld-maréchal von Gneisenau a sollicité et obtenu de Frédéric le Grand la faveur d'être admis dans l'armée prussienne, le jeune homme avait eu déjà l'occasion de renier le nom, la religion, et la patrie de ses parens. Il était né d'un obscur officier autrichien nommé Neidhardt ; et tout semble prouver que c'est sans l'ombre de droit qu'il avait substitué à ce nom familial l'appellation, plus aristocratique, de : von Gneisenau. Mais surtout, comme je l'ai dit, il s'était empressé d'oublier la pieuse et paternelle éducation catholique reçue par lui, pendant son enfance, à la fois dans la maison de ses grands-

parens et au célèbre Collège des Jésuites de Würtzbourg. Il avait fait plus : non content de se transformer en un protestant tempéré de franc-maçon, ainsi qu'il convenait pour s'attirer les bonnes grâces de son nouveau maître, il avait même cru devoir déplorer, avec son aplomb habituel, « qu'une éducation trop sommaire l'eût empêché de développer harmoniquement en soi ce qui s'y trouvait de meilleur. » Inutile d'ajouter que jamais, d'autre part, Gneisenau ne s'est vanté de la manière dont, le 4 février 1780, il avait déserté l'armée autrichienne : tout au plus affirmait-il volontiers qu'il n'était entré dans cette armée que « par besoin d'argent, » et la chose n'a rien que de vraisemblable. Il s'en était allé ensuite, toujours pour le même motif, combattre en Amérique dans l'armée anglaise, était revenu servir en Allemagne sous les ordres du margrave d'Anspach et puis, comme on l'a vu, s'était décidément improvisé patriote prussien.

Et déjà sans doute, à ces quelques traits, mon lecteur aura reconnu en Gneisenau un « intellectuel, » une espèce d'homme chez qui le cerveau l'emporte toujours sur le cœur. Intellectuel, le chef prussien l'était, en effet, à un très haut degré. Rien de plus curieux que de le voir, parmi le groupe ignorant et brutal des autres compagnons de Blücher, transporter jusque sous la tente ses curiosités naturelles d'amateur de beaux monumens et de belle musique, comme aussi que de comparer aux lettres informes de Blücher lui-même et de son entourage l'élégante clarté et la précision littéraire de tout ce qu'écrit le subtil Gneisenau. Évidemment, celui-là est l'unique « penseur » de la bande ; et l'on comprend aisément que le vieux Blücher, en particulier, n'ait pu manquer de subir la domination « spirituelle » d'un assistant dont l'intelligence et le savoir se trouvaient être infiniment au-dessus des siens propres. Quand plus tard, à Paris, Blücher risquera de se donner une congestion cérébrale à force d'exiger en vain des souverains alliés des « représailles » telles que l'explosion du pont d'Iéna ou que le morcellement de la France, nous pouvons être certains qu'il n'aura fait que répéter docilement, une fois de plus, la leçon de Gneisenau.

Il n'y a pas, du reste, jusqu'à la commune haine des deux généraux envers la France qui, dans l'âme de chacun d'eux, ne se soit inspirée de motifs très différens. Blücher nous détestait, avant tout, parce que nous étions l'ennemi qu'on l'avait chargé de combattre, sauf à nous regarder aussi, confusément, comme un danger pour sa patrie prussienne. Chez Gneisenau, le même sentiment provenait

d'un besoin inné de haïr et d'envier. D'un bout à l'autre de la biographie du général prussien, un immense flot d'amertume s'épanche sous la forme de violentes critiques à l'adresse de ses chefs ou de ses collègues. Yorck, Blücher, le ministre Stein, même la reine Louise, cette idole adorée de tout cœur prussien, autant de figures qui, tour à tour, provoquent dans l'âme ulcérée de Gneisenau un fiévreux élan de colère ou de mépris. Seul, sans doute, Napoléon lui est toujours apparu un adversaire vraiment digne de lui : car sous l'animosité à peu près universelle du général se cachait une très haute idée de sa propre valeur. Dans un mémoire daté de juillet 1807, il affirmait que le triomphe militaire et la nouvelle grandeur politique de la France résultaient de ce que la Révolution avait permis, chez nous, à toutes les « forces individuelles » de se manifester, de trouver à s'employer selon leur mesure. Et toute l'ambition sans limites de l'humble descendant d'officiers de fortune autrichiens s'exprimait, ensuite, dans ces phrases significatives de son mémoire :

Quelles forces infinies dorment au sein d'une nation, non développées et non utilisées ! Tandis qu'en France le plus grand homme s'est élevé presque sans effort à la tête d'une hiérarchie de grands généraux et de grands hommes d'État, il se peut que chez nous, parmi des milliers de natures médiocres, existe dans l'ombre un génie plus grand encore, empêché par sa situation de prendre son libre vol. Pendant que le royaume périt dans la faiblesse et la honte, qui sait si le plus misérable de ses villages ne renferme pas un César occupé à traîner la charrue, un Epaminondas chétivement nourri du travail de ses mains? Pourquoi les Cours européennes ne se décident-elles pas à faire usage de moyens simples et sûrs pour découvrir le génie, en quelque lieu qu'il réside, pour lui ouvrir sa carrière, pour le stimuler sans égard à de vaines considérations de titres ou de rangs? L'époque nouvelle exige plus que de vieux parchemins : elle veut une activité fraîche et des talens nouveaux.

Oui, toute sa vie Gneisenau a eu conscience d'être ainsi quelque chose comme un génie méconnu, un Napoléon « empêché par sa situation de prendre librement son essor. » De là, dans ses lettres, une série ininterrompue de récriminations et de plaintes, sans que ni les succès militaires ni les distinctions honorifiques vaillent à lui enlever l'impression de n'être pas traité suivant son mérite. Et souvent aussi le général, avec une indifférence déjà toute « nietzschéenne » pour les anciennes « limites du bien et du mal, » ne se fait pas scrupule de « forcer la main » au roi de Prusse ou à ses ministres pour leur arracher l' « avancement » où il sait avoir droit. Un de ses procédés favoris est de signifier qu'il est las de servir, et de solliciter

sa mise à la retraite. Tantôt il demande un emploi dans les postes, tantôt la faculté d'aller s'emplir les yeux des chefs-d'œuvre de l'art italien : et l'on entend bien que, chaque fois, son véritable désir est d'être mieux payé, ou de passer « par-dessus la tête » de tel de ses collègues.

Mais, avec tout cela, il n'est pas douteux que le vigoureux esprit de cet « intellectuel, » à défaut de son cœur, ait été l'un des instrumens principaux de la chute finale de Napoléon. A chacun des « tournans » de la campagne de deux années que va terminer la première entrée des troupes prussiennes à Paris, c'est toujours la voix de Gneisenau que nous entendons s'élever par-dessus toutes les autres, infatigable à exiger la « très active poursuite » des vaincus de Leipzig. Le 11 novembre 1813, de Francfort, il proteste furieusement contre l'hésitation que mettent les Alliés à traverser le Rhin; et puis, dès qu'il a obtenu le passage du fleuve, tous les jours il va insister pour que l'on se hâte d'envahir Paris. « Je tremble de peur que l'on se laisse émouvoir des propositions de paix de Napoléon, — écrit-il de Nancy au ministre Stein. — A Paris seulement nous pourrons dicter la paix telle que la réclame la sécurité des peuples. Que si nous manquions à profiter de ce moment, nous ne mériterions pas d'en vivre un second semblable... Et puis nous avons tant de comptes à régler avec la France! » Sans cesse, désormais, les lettres de Gneisenau vont répéter obstinément le même refrain. « C'est à Paris que se trouvent centralisées toutes les forces vives de l'ennemi, — écrira-t-il à Stein quelques jours plus tard. — S'emparer de la capitale de la France, cela signifie plus encore que de prendre possession de Vienne ou de Berlin. En mettant la main sur Paris, nous paralysons tous les nerfs de l'ennemi, nous nous assurons le moyen de nous venger de tant de souffrances et d'humiliations trop longtemps subies! »

Tout son programme se résume dans cette marche forcée sur Paris; et, lorsqu'enfin son désir est réalisé, c'est à ce moment surtout que nous apparaît, dans son plein relief, la différence qui sépare l' « intellectuel » allemand des autres collègues ou assistans de Blücher. Car, tandis que ceux-ci, depuis deux ans, n'ont combattu Napoléon qu'afin de le vaincre, Gneisenau est le seul qui, dès le début, n'ait voulu voir dans la défaite de l'Empereur qu'un « moyen » d'accroître l'importance matérielle et morale de la Prusse. Déjà les lettres que je citais tout à l'heure contenaient deux petites phrases assez inquiétantes. « Nous avons tant de comptes à régler avec la France! » insi-

nuait Gneisenau dans l'une des lettres ; et dans la seconde il parlait de l'obligation, pour la Prusse, de « se venger à Paris de tant de souffrances et d'humiliations ! » C'est au point que peut-être même, malgré toute sa haine, aurait-il presque consenti à se désintéresser du sort individuel de Napoléon, pourvu que la défaite de celui-ci et l'invasion de sa capitale eussent eu de quoi offrir à la Prusse les divers avantages qu'il en attendait.

Le « butin, » tel est maintenant le mot qui revient dans tous ses écrits ; et l'on entend bien qu'il désigne par là non seulement notre argent et le contenu de nos caves françaises, mais aussi de gros morceaux de notre territoire. L'Alsace et la Belgique, notamment, sont deux régions qu'il se vante d'avoir marquées depuis des années comme devant former le « butin » de la Prusse. Tantôt il travaille à les faire annexer l'une et l'autre à sa « patrie d'adoption, » et tantôt il s'efforce du moins d'en faire annexer une, — de préférence l'Alsace, — sauf à devoir nous sacrifier l'autre. Il y a des jours où, dans son découragement, il se contenterait pour la Prusse de l'acquisition de Liége, « précieuse en raison de ses mines et de ses fabriques d'armes. » Mais toujours ses lettres et mémoires ont pour unique objet de prouver à son Roi, aux ministres prussiens, à tous les personnages plus ou moins influens, la folie criminelle qu'il y aurait à s'éloigner de Paris sans nous avoir enlevé un « butin » digne de la victoire présente de la Prusse et de la future grandeur qu'il a rêvée pour elle.

Et comme, de jour en jour, il constate l'écroulement de tous ses beaux projets, il faut voir avec quelle passion il épanche sa haine contre tous ceux qu'il accuse de cet « abandon » de la cause prussienne. Tour à tour il s'en prend aux divers souverains ou ministres alliés, sans compter le groupe détesté des petits princes allemands. Tel d'entre eux lui paraît trop « mou, » tel autre est bien près de lui sembler suspect. Mais plus abondamment encore se déploiera sa rancune quasi universelle lorsque, l'année suivante, après Waterloo, il croira de nouveau sentir autour de soi l'opposition d'une foule d' « incapables » ou de « vendus » de toutes provenances ; et le plus curieux est que, dès lors, tous ses écrits nous le montreront concentrant déjà les jets les plus venimeux de son fiel sur les représentans principaux des deux races qui, aujourd'hui, ont l'honneur d'être le plus fortement exposées à la bruyante et féroce inimitié de ses compatriotes, — l'Angleterre et la Russie.

A l'adresse du tsar Alexandre, Gneisenau entretient d'ailleurs, en tout temps, un sentiment de défiance nuancée de mépris. « Nul

moyen de se fier à cet homme-là! — écrit-il par exemple. — Il risque à chaque instant de se laisser aller à de fâcheuses idées de générosité intempestive. Avec cela, une politique impossible à prévoir : car souvent l'empereur Alexandre se dirige d'après ses penchans personnels, et souvent aussi d'après de siens projets dont il ne s'ouvre à personne. » Et quant au personnage qui incarne à ses yeux l'Angleterre, le duc de Wellington, celui-là devient proprement pour lui le grand ennemi, à peine moins redouté et haï que Napoléon.

Son hostilité implacable à l'égard du général anglais commence à s'exhaler dès le lendemain de Waterloo, où ce chef prussien qui, lui-même, a été honteusement vaincu l'avant-veille à Ligny, prétend que Wellington n'a pas joué le rôle décisif dont il se fait gloire. Depuis lors, pas un jour ne se passera sans que Gneisenau renforce ses griefs contre son illustre rival. Ce dernier s'avise-t-il, par exemple, de déclarer que les alliés peuvent épargner la vie de Napoléon, qui désormais n'offre plus pour eux aucun danger, sur-le-champ Gneisenau excite Blücher à protester violemment contre une opinion aussi scandaleuse. « Lorsque le duc de Wellington, — écrit-il à ce propos, — se proclame opposé à la mise à mort de Bonaparte, il pense et agit en parfait Anglais. Le fait est que jamais aucun homme n'a été de plus de profit pour l'Angleterre que l'a été ce misérable. C'est par lui que la fortune de l'Angleterre s'est accrue infiniment, c'est à lui que l'Angleterre doit sa suprématie maritime et commerciale. Mais il en va tout autrement pour notre pays. Nous, Prussiens, c'est ce Bonaparte qui nous a ruinés. Et ne devons-nous pas nous regarder comme les agens de la Providence, qui, peut-être, ne nous a accordé une telle victoire qu'afin de nous appeler à exercer ce grand acte de justice éternelle?... Tout cela n'est que pur étalage de magnanimité théâtrale ! »

Plus tard encore, j'ai l'idée que l'empressement apporté par Gneisenau à exiger contre nous des représailles d'ordre simplement « moral, » comme la destruction à Paris de tous les souvenirs de notre grandeur napoléonienne, lui aura été suggéré bien moins par un sentiment de haine personnelle et désintéressée, de l'espèce de celle qui allumait le sang du vieux Blücher, que par un désir de contrarier la « magnanimité » de Wellington ou du tsar Alexandre. En réalité, Gneisenau n'avait d'autre passion que celle d'utiliser son nouveau séjour à Paris pour obtenir des Alliés la promesse d'un accroissement des limites de la Prusse.

« Il n'y a pas dans l'histoire une bataille plus décisive que celle de

Belle-Alliance, — écrivait-il au chancelier prussien avant même que ses troupes fussent entrées à Paris. — La destinée future de la Prusse réside aujourd'hui entre vos mains. » L'armée victorieuse, à l'en croire, aurait été indignée d'apprendre que les alliés venaient de signer avec les Bourbons un traité qui conserverait à la France ses limites anciennes. « Le monde veut être rassuré contre le génie inquiet d'une nation mauvaise, mais intelligente et intrépide. Honte et malheur si l'on ne profite pas de cette occasion unique pour garantir à jamais la sécurité de la Prusse et de l'Allemagne ! »

Instruit par l'expérience, Gneisenau ne se risque plus, cette fois, à vouloir faire de la Belgique une province prussienne. Au contraire, il réclame pour elle toutes les places fortes du Nord de la France, tandis que, pour la Prusse, il exige le Luxembourg et cette principauté d'Anspach dans l'armée de laquelle il a jadis servi. Il est vrai qu'en échange il propose de donner au margrave d'Anspach nos régions françaises de Luxembourg et l'Alsace, — faute de pouvoir désormais espérer l'attribution de celle-ci à la couronne de Prusse. « Il sied également, — ajoute-t-il, — que les forteresses de la Moselle et du Rhin soient arrachées à la France, comme aussi la Lorraine et tout le pays dont les cours d'eau se jettent dans la Meuse. Impossible de demander et d'obtenir moins, sous peine d'exposer vos gouvernemens au mépris éternel des peuples ! Et quant à la manière dont la Prusse peut et doit parler, c'est, très vénéré prince, ce que vous savez mieux que moi. Jamais, en tout cas, la Prusse ne s'est trouvée placée aussi haut : il convient qu'elle le sente, et en tire profit ! »

Ne croirait-on pas entendre le Treitschke de 1871, ou bien encore l'un des « pangermanistes » officieux d'il y a quatre mois ? Et quand j'aurai ajouté que parfois Gneisenau poussait même l'effronterie jusqu'à réclamer au nom de la « culture » l'attribution à la Prusse de telle de nos provinces, ne sera-t-on pas forcé de reconnaître que c'était vraiment là un « ancêtre » de choix, un « héros allemand » digne d'être offert en exemple aux futurs soldats des von Kluck et des von Hindenburg ?

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous avons parlé à diverses reprises, d'après les dépêches publiées par les agences et les renseignemens recueillis par les journaux, des atrocités sans nom commises par les Allemands en Belgique et en France, au cours de la présente guerre. Le lecteur a pu croire quelquefois qu'il y avait de l'exagération dans ces récits qui, tout au contraire, on peut le voir à présent, étaient au-dessous de la vérité. Les enquêtes officielles du gouvernement belge et du gouvernement français sont aujourd'hui, sinon terminées, au moins très avancées, et les résultats commencent à en être publiés. L'enquête belge est déjà connue de nos lecteurs. Si l'article de M. Pierre Nothomb, qu'ils ont trouvé dans notre numéro du 1er janvier, n'est pas lui-même un document officiel, il a été fait sur ces documens : en les condensant et les résumant, il en a scrupuleusement respecté le caractère. Depuis lors, le gouvernement de la République, stimulé par l'initiative prise ailleurs, sollicité et presque mis en demeure par l'opinion, s'est décidé à ouvrir lui aussi ses dossiers.

On ne l'accusera pas d'y avoir mis de l'empressement, encore moins de la hâte, ni d'avoir voulu par là exalter les imaginations. Son intention, au contraire, était d'attendre la fin des hostilités pour livrer à froid au tribunal de La Haye les fruits de ses recherches. Mais l'opinion a protesté contre ce retard, qui était en effet inexplicable. Une campagne de presse, entamée par M. Franck-Chauveau et poursuivie vigoureusement, a obligé le gouvernement à devancer l'heure qu'il s'était fixée, et le *Journal Officiel* a tout publié. L'impression a été profonde. Déjà d'autres publications avaient révélé une partie de la vérité. Le *Bulletin de l'Alliance Française*, par exemple, rédigé par des savans consciencieux et habitués aux méthodes historiques les plus sévères, avait jeté de vives clartés sur les exploits de la barbarie

teutonne et il continue de le faire : nous ne saurions trop en recommander la lecture. C'était un commencement, mais les publications officielles ont répandu à pleins torrens des lumières nouvelles et il est impossible de ne pas éprouver un sentiment d'indignation et de révolte devant cette accumulation d'actes monstrueux. Puissent ces publications vengeresses se répandre dans le monde entier ! Nous les signalons surtout aux nations neutres, parce que nous comptons encore davantage sur leur impartialité. Nous sollicitons leur jugement, qui sera celui de la postérité. On ne sait trop ce dont il faut le plus s'étonner ici, ou de la cruauté, ou de la stupidité de tout cet étalage de sauvagerie. Si tant d'actes odieux étaient dus à l'emportement, sur le champ de bataille, d'une race naturellement violente et brutale, on pourrait les expliquer. Mais non : les soldats ont exécuté les ordres reçus ; les officiers ont donné ces ordres ; les savans allemands les ont approuvés, ils en ont revendiqué la solidarité et le journal la *Post* déclare maintenant qu'ils ont eu pour objet, par pure humanité, d'abréger la guerre en répandant l'épouvante. Tout devait fléchir et se soumettre sous l'influence de cette lâcheté. C'était confondre la terreur avec l'horreur. Personne n'a fléchi, personne ne s'est soumis, tout au contraire, et. si la science allemande avait conservé assez de liberté d'esprit pour contrôler ses théories par les faits, elle s'apercevrait de la faute commise. Si on se place au point de vue utilitaire qui est le sien, qu'on nous dise quelle utilité, quel avantage, quel profit l'Allemagne a retirés des incendies de Louvain, de Reims, d'Arras, etc. Et tout ce sang qu'elle a répandu hors du champ de bataille avec une férocité mêlée de sadisme, croit-elle qu'il fécondera ses lauriers ? Il semble bien qu'elle commence à en douter ; mais il est trop tard pour se reprendre, peut-être même pour s'arrêter. La vengeance d'en haut est sur ceux qui ont profané la morale divine et humaine : ses arrêts seront exécutés.

Généralement, les maladresses allemandes sont assaisonnées de barbarie, mais quelquefois elles se présentent sans alliage, et c'est ce qui vient d'arriver dans le cas de l'archevêque de Malines. Le cardinal Mercier a écrit une lettre pastorale dont il a ordonné la lecture dans les églises pour tracer aux catholiques leur devoir dans les circonstances troublées que traverse la Belgique. Aux autorités légales de leur pays et avant tout au Roi, ils doivent l'obéissance, cette obéissance librement consentie qui est un acte libre de la volonté. A l'envahisseur étranger, ils ne doivent que la soumission extérieure, celle qu'on ne saurait s'abstenir d'avoir envers un fait qu'on ne peut pas

empêcher : la volonté n'agit ici que pour s'abdiquer provisoirement elle-même. Ce ne sont pas les termes dont s'est servi le vénérable prélat, mais c'est le sens de sa lettre. Le gouverneur allemand de Malines en a éprouvé une vive irritation. Pourquoi? Ne suffit-il donc pas aux Allemands qu'on se soumette à la force qu'ils représentent? Non, cela les vexe, ils veulent être aimés pour eux-mêmes : ne sait-on pas que, d'après M. Lasson, à moins que ce ne soit d'après M. Ostwald, ils sont les délices du genre humain? La soumission matérielle ne leur suffit pas, ils veulent celle du cœur. Mgr Mercier la leur refuse. Il a tracé, avec l'âme d'un grand citoyen, le tableau douloureux de la Belgique livrée aux flammes et inondée de sang : c'est pourquoi il a été arrêté. Sous quelle forme? On discute sur ce point et nous ne pouvons pas encore l'établir d'une manière précise. Il est probable que le prélat a été simplement consigné dans son palais épiscopal, avec un planton à sa porte. Mais la forme n'y fait rien : il n'en est pas moins prisonnier, ou il l'a été. S'il ne l'est plus, ce qui est possible, probable même, d'après les démentis des journaux allemands, c'est que le Gouvernement impérial a réfléchi. Il tient à ménager l'Église catholique. Des intrigues nombreuses sont nouées aujourd'hui autour du Vatican, intrigues au milieu desquelles il joue sa partie d'une manière très serrée. L'arrestation d'un prince de l'Église, si elle était maintenue, serait de nature à troubler ses chances de succès.

Puisque nous avons fait allusion au Vatican et à ce qui s'y passe, nous en dirons un mot, sans d'ailleurs y insister, car alors les bornes limitées de notre chronique n'y suffiraient pas. Aux yeux du monde entier, sauf à ceux du gouvernement de la République, le Saint-Siège représente une très haute puissance morale, si haute même et si puissante qu'elle se manifeste d'une manière très effective, même dans l'ordre matériel et politique. Pour dire la chose plus clairement, le Pape est une force dans le monde; on peut affecter de l'ignorer, ce qui est notre cas, on ne peut pas y échapper, si on est un gouvernement mêlé aux grandes affaires de l'univers. Aussi tous les gouvernemens de l'Europe, toujours à l'exception de la France, ont-ils un représentant auprès de lui. Hier encore, l'Angleterre non plus n'en avait pas, mais elle vient d'y en envoyer un, sir Henry Howard, qui, par sa naissance et par la profession qu'il fait de la religion catholique, était assuré d'y être accueilli avec la plus grande faveur. La France seule continue de briller par son absence dans ce concert, ce qui, dans les circon-

stances actuelles en particulier, c'est-à-dire à un moment où nous regardons du côté de la Palestine et de la Syrie d'un œil particulièrement attentif, est une des plus grandes absurdités qu'on puisse imaginer. Mais ne sortons pas de l'Europe : il faut n'y rien connaître pour ne pas savoir, pour ne pas sentir que la fine main du Pape peut beaucoup sur le développement et l'évolution de plus d'une affaire qui intéresse à la fois nous, nos alliés et nos ennemis. Les Puissances s'en rendent toutes si bien compte qu'elles s'appliquent à circonvenir le Saint-Siège. L'Allemagne s'y emploie de son mieux, et c'est pour cela qu'un incident maladroit, comme celui de Malines, peut lui créer des embarras. Mais nous, que faisons-nous ? Que pouvons-nous faire ? Rien, et notre abstention est d'autant plus surprenante, — nous employons un terme très adouci, — que le pape Pie X, contre lequel nous nous étions forgé des griefs plus ou moins imaginaires, ayant disparu de la scène du monde, y a été remplacé par un pontife dont les sympathies pour la France sont notoires, et qui a nommé successivement à la secrétairerie d'État les deux membres du Sacré Collège qui étaient les plus enclins à pratiquer envers elle une politique conciliante. Le malheur est qu'on ne peut pas faire de la conciliation à soi tout seul : il faut être deux pour cela.

C'est à peine cependant si quelques demi-gestes hésitans et timides ont indiqué de notre part des velléités nouvelles. Vaille que vaille, indiquons-les. Après la mort du pape Pie X, un service religieux a eu lieu à Notre-Dame de Paris : M. le président de la République s'y est fait représenter. Depuis, le pape Benoit XV lui a notifié son élection par une lettre personnelle : M. le Président de la République lui a répondu. Enfin, ces derniers jours, le Pape a pris une initiative qui lui fait grand honneur : dans son désir de rendre moins dures les rigueurs de la guerre pour les blessés et pour leurs familles, il a proposé aux puissances belligérantes de procéder à l'échange des prisonniers que leurs blessures rendent désormais impropres à porter les armes. Tout le monde y a consenti. L'Empereur de Russie et le roi d'Angleterre ont écrit à ce sujet au Saint-Père des lettres pleines de déférence et de respect. Il en a été de même des Empereurs d'Allemagne et d'Autriche. Les radicaux-socialistes ne pourront pas reprocher à M. le Président de la République d'avoir mis un empressement excessif à suivre leur exemple ; on a même pu se demander s'il le ferait, car il a pris le temps de la réflexion ; il l'a fait pourtant, et même il n'est pas arrivé le dernier : le Sultan est venu après lui. Notre gouvernement n'ignore donc plus le Pape, et c'est un progrès,

mais il en reste quelques autres à faire. Nous ne saurions trop dire à quel point notre absence au Vatican est un désavantage pour nous, ni combien il peut être exploité contre nous par une diplomatie aussi habile et aussi perfide que celle de l'Allemagne, sans parler de celle de l'Autriche, la « catholique Autriche, » pour laquelle un parti puissant travaille autour du Saint-Siège. C'est avoir une vue bien bornée que de s'entêter à ne pas voir ces choses que tout le monde voit; mais de même qu'il n'y a pas de pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre, il n'y a pas de pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir.

Quant à la guerre, objet principal de nos préoccupations, nous n'aurions qu'à répéter ce que nous en avons déjà dit dans nos dernières chroniques, à savoir qu'elle se poursuit toujours dans de bonnes conditions pour nous, quoique très lentement, si nous n'avions pas à signaler la victoire éclatante que les Russes ont remportée contre les Turcs au Caucase, et aussi les progrès sensibles qu'ils ont faits dans les Carpathes, d'où ils menacent de plus en plus sérieusement la Hongrie. La défaite des Turcs a été une déroute; tout un corps d'armée a été fait prisonnier. Qu'est devenue cette armée ottomane qui a eu de si belles heures dans l'histoire? Victime d'une détestable politique, elle semble avoir perdu le ressort qui l'a rendue autrefois redoutable. Enver Pacha, qui était allé chercher au Caucase un peu de cette gloire qu'on ne trouve pas dans les seules intrigues politiques, ne l'y a pas rencontrée. Il est plus facile de passer sur le corps de Nazim pacha, abattu d'un coup de pistolet, que sur celui d'une armée russe. On ne sait même pas ce qu'est devenu Enver Pacha ; on n'a pas non plus de nouvelles précises du général Liman de Sanders, qui était parti avec ce jeune homme pour lui servir de Mentor. Le prestige de l'armée turque, déjà si entamé, ne survivra pas à quelques échecs du même genre et le monde islamique y regardera à plusieurs fois avant d'obéir à l'appel qu'il a entendu, mais non pas écouté, et à se jeter dans la guerre sainte.

C'est en cela surtout que la bataille livrée dans le Caucase est importante. Elle est trop éloignée du champ principal des opérations militaires pour y influer d'une manière très sensible, mais, si elle n'influe pas sur l'Europe, elle le fera sur l'Asie et sur l'Afrique. Dans ces vastes régions, l'imagination allemande s'était donné carrière. Elle n'y rêvait que soulèvement contre la Russie dans le Caucase et en Perse, contre l'Angleterre en Égypte, contre la France en

Tunisie, en Algérie, au Maroc : aucun de ces rêves ne s'est encore réalisé et le moment est passé où on pouvait en éprouver des inquiétudes. L'Égypte a eu tout le temps de se mettre en état de défense et l'armée ottomane dont la formation a été annoncée en Syrie aurait tort de se jeter sur elle par la frontière où il lui est le plus facile de se défendre. Quant à nos possessions ou protectorats du Nord de l'Afrique, leur tranquillité n'a pas été troublée un seul instant. Tunisiens, Algériens, Marocains sont venus vaillamment combattre pour cette France qu'on leur avait dépeinte comme un tyran oppresseur. En ce qui concerne le Maroc, cela prouve l'excellence de la politique qui y a été suivie. Le général Lyautey n'a certainement pas vu sans regrets la guerre s'engager sur notre frontière sans qu'il y fût. « Pends-toi, brave Crillon, » écrivait Henri IV à un de ses compagnons qui avait éprouvé la même déconvenue ; on s'était battu, on avait vaincu sans lui, comment s'en serait-il consolé ? Mais pendant ce temps-là, Crillon n'avait eu rien à faire, tandis que le général Lyautey a maintenu le Maroc dans l'ordre, a continué d'y faire briller le prestige de la France et l'a purgé de tous les Allemands qui, forts de l'appui de leur pays, y intriguaient et conspiraient contre nous, en attendant le jour où ils y prendraient notre place. C'est un grand service que le général Lyautey a continué de rendre. Mais le principal péril, au Maroc, n'était pas dans la guerre sainte proclamée à Constantinople dont Tanger et Fez sont très indépendans religieusement comme politiquement. Dans tout le Nord de l'Afrique, l'influence ottomane s'est trouvée périmée lorsqu'on y a fait appel, et c'est à peine s'il y a eu quelques manifestations, peu importantes d'ailleurs, dans ce Sud de la Tripolitaine où l'établissement italien, bien qu'il soit de date récente, n'a couru, lui non plus, aucun danger. Ce qui restait encore de la force islamique, appuyée sur ce fanatisme religieux qui a fait autrefois des miracles, a été frappé d'impuissance par les scandales de la Jeune-Turquie. Les bruits qui viennent d'Orient sonnent de plus en plus nettement le glas funèbre de l'Empire Ottoman.

Sur l'Autriche-Hongrie, les victoires russes ne sont pas encore aussi décisives, mais elles le deviennent chaque jour davantage par suite de succès qui suivent une marche régulière et se renouvellent constamment. On est même un peu surpris que les opérations militaires puissent se poursuivre en plein hiver sur les Carpathes, comme il semble bien qu'elles le font. L'armée russe s'empare des défilés des montagnes qui sont les portes de la Hongrie et d'ici à peu, elle pourra sans doute les franchir. Alors qu'arrivera-t-il ? Les nou-

velles de Hongrie sont trop confuses, trop contradictoires même, pour qu'on puisse en faire état. Nous parlions récemment d'un discours de M. Tisza qui, sous l'émotion de circonstances de plus en plus inquiétantes, parlait comme si la Hongrie allait se séparer de l'Autriche et pourvoir seule à sa propre sécurité. On racontait alors, dans les journaux que le ministre hongrois s'était rendu auprès de l'empereur d'Allemagne pour lui demander que l'armée hongroise fût seulement employée à la défense du territoire hongrois. Bien entendu, l'empereur Guillaume avait refusé. Il est difficile de savoir s'il y avait là même une partie de vérité et on peut en douter puisque, depuis lors, M. Tisza a affirmé que l'alliance avec l'Allemagne était plus intime et plus solide que jamais. Ce qui avait sans doute donné naissance aux bruits contraires, c'est que l'Autriche et encore plus la Hongrie auraient eu un intérêt évident à sortir de l'aventure où elles s'étaient laissé si imprudemment entraîner et dont elles auraient pu alors arrêter et limiter les frais. Bismarck, en pareil cas, n'aurait pas hésité à le faire, lui qui a soutenu le principe, dont ses successeurs ont si fort usé et abusé, que les traités ne lient un pays qu'aussi longtemps qu'ils lui sont utiles. Mais l'Autriche a eu des scrupules et il y a tout lieu de croire qu'elle a laissé passer le moment où elle aurait pu encore se dégager de la rude étreinte allemande et accommoder sagement les restes de ses territoires amoindris. N'est-il pas trop tard aujourd'hui ?

Des événemens nouveaux se préparent. La guerre traîne un peu, mais les combinaisons politiques vont leur train. La Roumanie, l'Italie ont proféré des paroles significatives et ne restent pas inactives. Tout donne à croire que la première est sur le point de sortir de sa neutralité pour enlever à l'Autriche les provinces roumaines qu'elle détient, la Transylvanie, la Bukovine, une partie du Banat. Nous avons vu à Paris trois Roumains de grande distinction, appartenant au monde de la politique et de la science, qui sont venus remplir chez nous une de ces missions dont on ne saurait trop dire si elles sont officielles ou officieuses, mais où il est permis de reconnaître la pensée de leur pays et de leur gouvernement. Un banquet leur a été offert, auquel assistait le ministre de Roumanie à Paris, le sympathique M. Lahovary, et que présidait M. Paul Deschanel. On ne peut guère se tromper sur le sens des discours qui ont été prononcés et sur les intentions qu'ils révèlent. La Roumanie a pris son parti et elle l'exécutera bientôt. Elle était demeurée jusqu'ici non pas dans l'hésitation, mais dans l'expectative, pour divers motifs dont le principal

est qu'elle ne savait pas ce que ferait la Bulgarie le jour où elle entrerait elle-même en action : puisqu'elle sort de la réserve, il faut croire qu'elle le sait maintenant et que des assurances mutuelles ont été échangées. De grands pas ont été faits depuis quelques jours; des résolutions définitives ont été prises; il est probable que le printemps prochain en verra l'exécution. Alors il y aura un changement profond sur l'échiquier où se joue le sort du monde, et l'Autriche-Hongrie regrettera peut-être de n'avoir pas su se décider à temps. Ne disait-on pas d'elle déjà autrefois qu'elle était toujours en retard d'une idée, d'une armée et d'une année? A présent on ne compte plus par années, mais par semaines, presque par jours, et les retards les plus brefs peuvent amener les plus longues conséquences.

Et l'Italie? Elle n'a pas encore parlé d'une manière aussi claire que la Roumanie : cependant M. Salandra a dit un jour à la tribune que la neutralité, qui avait suffi jusqu'alors, ne suffirait pas toujours. Cette neutralité a été maintenue, le gouvernement l'a observée de la manière la plus stricte, mais le sentiment public nous est de plus en plus favorable et des Italiens de marque sont déjà venus combattre dans nos rangs. La France a été touchée, émue, en apprenant que deux petits-fils de Garibaldi avaient été tués, à peine à quelques jours d'intervalle l'un de l'autre, en défendant son territoire. Que ces deux jeunes gens emportent dans la tombe notre souvenir reconnaissant! M. le Président de la République a envoyé ses condoléances à leur père, le colonel Ricciotti Garibaldi, qui a lui-même combattu pour nous en 1870 et qui a répondu à M. Poincaré en termes dignes de Plutarque. Ce sont là des liens de plus entre deux pays qui ont si souvent mêlé leur sang. Qui pourrait dire s'ils ne le mêleront pas encore, et bientôt? Bornons-nous à constater qu'il n'y a jamais eu de situations plus analogues que celles de la Roumanie et de l'Italie à l'égard de l'Autriche-Hongrie : il serait par conséquent naturel que leurs résolutions finales se ressemblassent aussi.

En attendant, l'Italie a donné une preuve nouvelle du remarquable esprit d'à-propos qui est le sien : ce n'est pas d'elle qu'on a jamais dit qu'elle était en retard, fût-ce d'une heure. On sait quels sont ses intérêts dans l'Adriatique : elle en a plus particulièrement concentré la représentation et la défense dans la petite ville de Vallona, en Albanie, dont l'occupation, en face d'Otrante, devait lui permettre, de barrer cette mer. Si elle ne l'a pas occupée plus tôt, c'est que l'Autriche avait des intérêts du même ordre qu'elle n'aurait sacrifiés pour rien au monde, et que l'occupation de Vallona par

l'Italie, alors que l'Autriche avait encore les mains libres, aurait amené l'occupation par celle-ci du Nord de l'Albanie et, finalement, à bref délai sans doute, un conflit entre les deux pays. Pour éviter ce danger, l'Italie, comme nous-mêmes d'ailleurs et comme toutes les Grandes Puissances, avait consenti à la création de ce royaume d'Albanie, conception bâtarde dont l'histoire aurait ressemblé à une opérette si beaucoup de sang n'y avait pas coulé : et il y en coulera encore. L'Autriche et l'Italie se tenaient donc là réciproquement en respect. Mais aujourd'hui l'Autriche a affaire ailleurs et si grandement même qu'il lui serait difficile de détacher un de ses soldats pour l'envoyer en Albanie. De plus, la fortune ne sourit pas à ses aigles, et on peut prévoir pour elle une issue fatale. Vallona était donc à portée de la main de l'Italie ; la tentation était forte ; qui donc y aurait résisté ? L'Italie ne l'a pas fait. Elle a cherché un prétexte pour expliquer son intervention et ne s'est pas mise en grands frais d'imagination pour le trouver, ce dont il faut d'autant plus l'approuver que, quand bien même on aurait trouvé mieux, on ne l'aurait pas crue davantage. Elle a donc envoyé une mission sanitaire à Vallona : on sait ce que cela veut dire, et il est facile de prévoir où cela conduira. Mais qui s'en soucie ? Non pas nous, assurément. En tout temps, nous avons été sympathiques aux visées de l'Italie dans l'Adriatique : si elle avait besoin d'une approbation pour ce qu'elle vient de faire, elle aurait la nôtre pleine et entière. Elle pousse d'ailleurs la prudence aussi loin que possible, et plus même qu'il n'est nécessaire. M. Sazonoff, dans une conversation récente, s'est étonné qu'elle ait laissé flotter à côté du sien le drapeau de l'Albanie qui est le pur symbole de l'anarchie. L'Albanie n'existe plus, si tant est qu'elle ait jamais existé ailleurs que sur le papier des chancelleries. Elle n'existe plus, mais l'anarchie y règne toujours, et l'Italie, après avoir pris le gage qui lui semblait indispensable, ne se montre nullement tentée de s'y engager davantage.

On connaît l'odyssée d'Essad Pacha, auquel elle a donné l'hospitalité pendant la seconde partie du règne du prince de Wied. Essad lui appartient, autant qu'il peut appartenir à quelqu'un ou à quelque chose, et cela a suffi pour qu'il soit devenu impopulaire dans un pays où il semblait devoir être tout-puissant, au moins pendant quelques mois. Il y a, parmi tant d'autres, une intrigue musulmane en Albanie : elle s'appuyait autrefois sur Essad, elle s'est à présent tournée contre lui et, menacé, il a cherché un refuge à Durazzo. Il y a été poursuivi, un combat s'est engagé, on ignore comment il se serait terminé, si

l'escadre italienne n'était pas intervenue : quelques coups de canon, tirés de la mer, lui ont suffi pour disperser les insurgés. Nous ne sommes pas sûr que le mot d'insurgé soit ici tout à fait en situation, mais on risque peu de se tromper en l'appliquant indistinctement à tout le monde en Albanie. Les Italiens auraient pu débarquer à Durazzo : ils n'en ont rien fait, et ont annoncé l'intention de n'en rien faire. Sans doute ont-ils raison, car l'Albanie est un nid de guêpes : mais l'occupation de Vallona suffit à les brouiller avec l'Autriche. Dès ce moment, l'Italie se trouve engagée contre elle. Si l'Autriche triomphait dans la grande guerre où elle s'est si étourdiment jetée, l'Italie aurait un compte délicat à régler avec elle. Au contraire, si l'Autriche ne triomphe pas, l'affaire est toute réglée. On voit de quel côté sont les intérêts de l'Italie : elle a dû faire ses calculs en conséquence. Nous serions d'ailleurs bien surpris si elle s'en tenait là. Toute la question de l'irrédentisme se trouvera posée demain.

Il est donc probable que l'Allemagne et l'Autriche, puisqu'elles sont inséparables, auront demain en commun de nouveaux ennemis. A vrai dire, la Roumanie et l'Italie n'ont rien à demander, à arracher à l'Allemagne, mais ce n'est pas leur faute si celle-ci est à côté de l'Autriche, avec son armure, qui était jadis plus étincelante : les amis de nos ennemis sont aussi nos ennemis. La coalition formée contre l'Allemagne et l'Autriche s'accroîtra donc bientôt d'autres élémens et, au même moment, un peu plus tôt ou un peu plus tard, l'Angleterre commencera à nous envoyer les renforts qu'elle nous a promis. Un article du *Times*, publié à l'occasion du 1er janvier, a parlé de l'armée française en termes excellens : il reconnaît que c'était elle qui fait en ce moment le gros du travail et qu'elle le fait avec héroïsme, et il nous en témoigne la plus vive gratitude ; mais il ajoute que, sous peu, de nombreux contingens britanniques viendront se ranger à nos côtés. Ils seront les bienvenus et jamais nous n'aurons été plus forts qu'à ce moment.

La guerre actuelle apportera des leçons à tout le monde : les Anglais en auront quelques-unes à recueillir. Ils se demandent déjà, — phénomène tout nouveau ! — s'ils ne seront pas amenés un jour à substituer le service obligatoire au système d'enrôlemens volontaires qui leur a suffi jusqu'à présent. Hier encore, ils ne voulaient pas entendre parler de la question, même lorsqu'elle était posée par l'illustre lord Roberts, le plus grand soldat de l'Angleterre, alors sur le point de venir terminer au milieu des feux de la guerre une vie qui

avait été si glorieuse pour lui et si utile à son pays. Depuis cette mort toute récente, la question a fait du chemin. Lord Haldane s'en est expliqué l'autre jour devant la Chambre des Lords et lord Crewe l'a fait à son tour au nom du gouvernement. L'un et l'autre estiment que le système actuel des enrôlemens volontaires n'a pas fait banqueroute, certes! mais ils admettent comme possible que des nécessités nouvelles s'imposent, et qu'il y aura peut-être lieu d'y pourvoir autrement. Sans doute, le régime des enrôlemens volontaires a tenu à ce qu'on attendait de lui, mais combien il est lent à le produire! Avec un pays qui pousse aussi loin que l'Allemagne la perfection de la préparation militaire et qui, lui, est toujours prêt à entrer brusquement en action, combien il est dangereux de n'être prêt soi-même qu'au bout de six ou huit mois! Si la Belgique n'avait pas résisté comme elle l'a fait, si la France ne l'avait pas fait à son tour avec une patience qu'on n'attendait pas d'elle, que serait-il arrivé? Les Anglais ne seraient arrivés que quand tout aurait été fini sur le continent. Sont-ils bien sûrs qu'ils auraient été alors en sécurité dans leur île? Qui le sait? Mais c'est l'avenir qu'il faut voir Nous ignorons encore jusqu'à quel point les Allemands ont dès maintenant poussé leurs progrès, mais ces progrès vont toujours en augmentant et, dans quelques années, des transformations nouvelles se seront produites dans la guerre maritime et dans la guerre aérienne. Des problèmes inquiétans sortent en quelque sorte de partout. Ils nous obligent à être toujours prêts. Si on examine à ce point de vue la question, qu'on a tant débattue depuis quelques semaines, de la participation des Japonais à une guerre européenne, on voit combien la solution en est incertaine et inefficace : incertaine, parce que les Japonais peuvent refuser de venir et que, en fait, ils ont montré jusqu'ici une grande répugnance à le faire; inefficace, parce qu'il faudrait quatre ou cinq mois pour les transporter par mer de chez eux chez nous. A supposer qu'ils se décidassent aujourd'hui même à nous donner leur concours, nous ne devrions guère y compter avant la fin de juin, et il se passera bien des choses d'ici là. Cette considération, sans compter quelques autres, devrait nous refroidir sur la participation des Japonais à la guerre. Nous n'avons d'ailleurs pas vu sans quelque confusion ses partisans les plus chaleureux offrir aux Japonais, qui ne demandaient rien de pareil, nos colonies d'Extrême-Orient : — Voulez-vous toute l'Indo-Chine? Vous contenterez-vous du Tonkin? — Il y a des inconvéniens, on peut nous en croire, à professer ouvertement un tel détachement de colonies qui nous ont coûté si cher. Mais passons:

le temps et la place nous manquent pour traiter aujourd'hui une question aussi complexe.

Si nous avions à la traiter sous toutes ses faces, il faudrait nous demander quelle impression produirait la venue des Japonais en Europe sur certaines nations qui nous témoignent en ce moment de la sympathie, notamment sur l'Amérique. Les États-Unis ont dans leur sein un très grand nombre d'Allemands, et c'est sans doute à ce fait qu'il faut attribuer l'hésitation qu'ils ont mise à se prononcer entre les belligérans au commencement de la guerre. Pays pratique, l'industrie et le commerce allemands étaient pour eux un sujet d'admiration. Pays de grande et de noble imagination, l'idée qu'ils se faisaient de la science allemande exerçait sur eux un puissant prestige. Mais tout cela a changé : la violation de la neutralité belge et le mépris arrogant, outrageant, du droit des gens et des devoirs envers l'humanité ont révolté la conscience américaine, et les savans allemands se sont chargés de dissiper eux-mêmes le prestige dont leur science jouissait à l'excès. Aujourd'hui, les États-Unis sont favorables aux alliés et nous nous en tenons pour très honorés. Aussi y a-t-il eu chez nous un moment de surprise lorsque les agences télégraphiques nous ont apporté le résumé d'une note que le président Wilson venait d'adresser au gouvernement anglais.

Hâtons-nous de dire que cette première impression a été sensiblement atténuée quand le document lui-même a été connu. M. Wilson prenait soin de dire, dès le début, que ses intentions étaient amicales et que sa franchise n'avait d'autre objet que de dissiper tous les malentendus. Comment ne pas tenir le plus grand compte d'intentions aussi nettement exprimées ? Ne sont-elles pas presque tout en pareil cas ? Ceci dit, M. Wilson se plaignait des entraves que le droit de visite apportait au commerce des neutres. Il n'en contestait pas le principe ; comment un homme aussi versé que lui dans le droit public aurait-il pu le faire ? Il n'en avait même pas la pensée, mais il discutait, — quelquefois avec un peu de rudesse et d'âpreté, — sur la manière dont l'Angleterre use de ce droit, sur la saisie d'un trop grand nombre de navires, sur la longue durée de leur détention avant qu'une solution intervienne, sur l'insuffisance de la réparation, quand elle est était accordée, enfin sur la gêne que tant de hasards à courir faisait peser sur le commerce américain. M. Wilson a d'ailleurs une trop grande probité d'esprit pour ne pas reconnaître, et il a formellement reconnu, que des fraudes avaient été commises et il a invité ses compatriotes à ne pas tomber dans la récidive. Soit, mais com-

ment s'assurer que ce bon conseil sera suivi? Quelque délicates que soient ces questions, elles ne sont pas insolubles, pour peu qu'on y apporte, comme c'est ici le cas, une égale bonne volonté de part et d'autre. Au moment où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore la réponse du gouvernement anglais, mais on annonce qu'elle va être publiée, et nous sommes convaincu qu'elle sera à la fois ferme et conciliante. La Hollande, elle aussi, a été mêlée à cette affaire. Nous avons eu, au début de la guerre, quelques difficultés avec elle, qui ont été depuis dissipées. La presse en a rendu compte d'une manière inexacte, ou du moins incomplète. Il n'est pas aussi facile qu'on semble le croire de prendre du jour au lendemain des mesures efficaces contre la contrebande de guerre. La Hollande les a prises pourtant; elle y a mis la sévérité nécessaire et le but a été atteint autant qu'il peut l'être. Nous nous sommes d'ailleurs entendus avec elle pour cela. La Hollande, quoi qu'on en ait dit quelquefois, pratique loyalement les devoirs de la neutralité et peut-être y a-t-elle plus de mérites que d'autres dans la situation géographique où elle se trouve. Nous n'en demandons pas davantage aux pays neutres pour que l'Allemagne trouve, dans un temps prochain, de grands embarras à se ravitailler. Sur ce point, comme sur tant d'autres, la prolongation de la guerre lui est beaucoup plus défavorable qu'à nous.

C'est la conclusion à laquelle nous revenons toujours, parce que tout nous y ramène : la patience doit être notre arme principale. Il est bon de le rappeler au moment où les Chambres se réunissent. Elles ne sont pas naturellement patientes, mais le pays non plus ne l'était pas et il l'est devenu. Nous ne demandons aux Chambres, à cet égard comme à tous les autres, que d'être la vraie représentation du pays, d'oublier ce qui nous divise, de se tenir à ce qui nous unit. Elles l'ont fait jusqu'ici: pourquoi ne continueraient-elles pas? On a exprimé à cet égard des soupçons qui les ont assez naturellement irritées; mais des défenseurs ardens se sont portés garans pour elles: nous souhaitons vivement qu'elles justifient leur confiance et nous ne demandons qu'à la partager.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

L'*ITALIA IRREDENTA*

I

L'unité de l'Italie, telle qu'elle est sortie, après une longue préparation, des quatre étapes qui, en moins d'une douzaine d'années, lui ont apporté la Lombardie, l'Italie du Centre et du Sud, la Vénétie, enfin Rome, a cependant laissé hors des frontières du jeune royaume certains territoires considérés comme italiens; c'est « l'Italie qui n'est pas encore rachetée. » Aussi, ces temps derniers, lorsque l'on a discuté, dans les chancelleries ou dans la presse, l'hypothèse d'une intervention de l'Italie dans la guerre actuelle, a-t-on fréquemment envisagé comme un des motifs possibles de son intervention la délivrance des 750 000 Italiens sujets de l'Autriche, et, comme prix d'une victoire, les provinces de l'Istrie et du Trentin.

L'Italie est une trop grande puissance, les Italiens sont des diplomates trop avisés pour avoir besoin de conseils. Il appartient à eux seuls de peser les risques et d'examiner les avantages de l'attitude qu'ils croiront devoir observer dans la crise que l'Europe traverse. Mais peut-être le lecteur français prendra-t-il quelque intérêt à jeter un coup d'œil, à titre purement objectif, sur cette *Italia irredenta* dont il entend si souvent parler.

S'il pouvait, au lieu de la regarder par métaphore, parcourir cette région à pied et le bâton à la main, il y découvrirait quelques-uns des plus admirables spectacles de la nature. Au voyageur qui, sortant des neiges de l'Ortler, descend la route du Stelvio et se rend, par Méran et Botzen, au pays des Dolomites, de grandes joies sont réservées. Parmi des prairies pleines de fleurs, au-dessus des sapins et des mélèzes, se dressent brusquement d'énormes chaînes de rochers aux couleurs d'ocre et de

sang. Plusieurs de ces montagnes, Marmolada, Monte Cristallo, Cima della Pala, Rosengarten, approchent ou dépassent trois mille mètres. Leurs sommets, aux formes de bastions, de dômes ou d'aiguilles, comme « les tours de Vajolet, » évoquent un décor d'opéra, l'embrasement de quelque fantastique Walhalla. A leurs pieds s'allongent des vallées étroites où s'abritent parfois de petits lacs aux eaux vertes, comme le Karersee, le Dürrensee et le lac de Misurina. Le massif montagneux, poussant au Sud ses contreforts jusqu'au lac de Garde, se prolonge à l'Est par les Alpes Juliennes, le pays du Titien, dont on peut découvrir le contour du haut des campaniles de Venise; il surplombe l'extrémité de l'Adriatique, dominant la rade de Trieste et les cyprès de Miramar. Puis il étend dans la mer ses derniers soulèvemens par la presqu'île de l'Istrie. Tel est le domaine de l'*Italia irredenta*.

Je ne me permettrai pas de décider si, géographiquement, ce pays se rattache à l'Italie. La géographie est une personne bien complaisante pour les diplomates. A vrai dire, « les frontières naturelles » seront toujours discutables, car la nature ne s'est guère préoccupée de frontières. Entre le Tyrol allemand et le Tyrol italien ne s'élève pas une chaîne de montagnes unique pour les séparer ainsi qu'une barrière ininterrompue, mais une série de massifs et de vallées le plus souvent orientés du Nord au Sud et communiquant par des cols facilement accessibles. La ligne de démarcation que l'on tracerait de l'Est à l'Ouest, à mi-chemin de Botzen et de Trente, n'irait donc pas sans quelque arbitraire; cependant on ne saurait imaginer de limites d'États plus artificielles que celles qui existent actuellement entre le Trentin et l'Italie. Pour aller, par exemple, de Toblach à Misurina et Cortina, en suivant la même vallée, il faut franchir deux fois des postes douaniers, et, plus au Sud, au lac de Garde, la frontière qui en coupe la partie supérieure ne paraît pas établie moins arbitrairement.

Mais ce n'est pas seulement sur la géographie que se fondent les revendications des irrédentistes; ils invoquent aussi la « nationalité » et l'histoire. La *théorie des nationalités*, qui, succédant à la *théorie des frontières naturelles* de la Révolution, inspira l'évolution politique de l'Europe dans la seconde moitié du dernier siècle, n'a toutefois jamais réussi à définir les signes auxquels se reconnaissait une nation. Est-ce le langage, la foi, la forme du crâne ou le désir de vivre sous un même gouverne-

ment qui la constitue? Sans doute, à elle seule, aucune de ces conditions ne suffit; la nationalité consiste plutôt dans un composé de mille élémens divers que l'on sent plus qu'on ne peut les définir, et dont, pour nous Français, le premier demeure la volonté même d'un peuple. Nous verrons tout à l'heure comment les habitans du Trentin et de la côte autrichienne de l'Adriatique ont su conserver et défendre leur caractère d' « italianité. »

Certes, à première vue, le caractère italien de ces deux régions ne saurait échapper au moins observateur des touristes. Après Botzen, — que l'on nomme aussi Bolzano, et que les irrédentistes ne revendiquent point, quoiqu'elle se pare déjà d'une douceur latine sous un ciel plus bleu, — tout le monde parle italien dans les petits villages du Trentin qui s'appellent Moena, Vigo di Fassa, Predazzo, Primiero, San Martino di Castrozza, Cortina d'Ampezzo, au pied des Dolomites. La capitale, Trente, construite sur l'Adige, paraît trop vaste pour ses vingt-cinq mille habitans; avec ses façades à fresque, ses palais de marbre, ses églises, elle ressemble comme une sœur aux cités de la Haute-Vénétie. C'est aussi l'Italie qu'évoquent Rovereto, entourée de vignobles, Arco et ses jardins de grenadiers et de lauriers-roses, Riva, étendant au bord du lac de Garde ses villas dominées par le bastion en ruines d'un château des Scaliger de Vérone.

La grande cité de Trieste rappelle les autres métropoles maritimes de la Péninsule, Gênes, Livourne ou Naples. En débarquant, on s'aperçoit à peine qu'on a traversé l'Adriatique. L'animation des rues, la foule qui vous coudoie, les enseignes des boutiques, la vie des cafés et des *trattorie*, tout est encore italien. Cependant, dès qu'on arrive aux faubourgs, les Italiens disparaissent devant les Slovènes. Sur le Littoral, tandis que l'arrière-pays est slave, l'italien demeure la langue des négocians, des marins, des pêcheurs. Fiume compte une colonie de 22 000 Italiens. Les petits villages reflètent dans l'Adriatique des campaniles semblables à ceux des îles vénètes. Pola, dont les temples et les arcs de triomphe attestent la grandeur romaine, possède aussi maints vestiges de la domination vénitienne, et, si nous suivons la côte, c'est toujours l'empreinte de Venise qui est restée gravée sur les villes dalmates, comme, aux portes de leurs murailles, la griffe du lion sur l'Évangile de Saint-Marc. Zara est fière de ses puits de bronze, à l'instar de ceux du Palais

des Doges; Sebenico, Spalato, pleine du souvenir de Dioclétien, conservent des monumens de la Sérénissime République.

C'est que les provinces du littoral comme le Trentin furent à plusieurs reprises terre italienne; nous verrons même qu'un moment ils faillirent définitivement le redevenir.

Le Trentin semble prédestiné à servir de terrain de luttes entre les Italiens et les Allemands. De longues compétitions entre les Goths, les Lombards, les empereurs, les ducs de Bavière, remplissent le moyen âge. Le Tyrol fut acquis au XIVe siècle par les Habsbourg. L'évêque de Trente fut membre du Saint-Empire, à côté des évêques de Brixen et de Coire. Sécularisé en 1803, le Trentin septentrional fut, à la paix de Presbourg, donné par Napoléon à la Bavière avec le Tyrol autrichien; la partie méridionale, incorporée à la Lombardie. Tandis que Brixen et Méran restaient à la Bavière, Botzen et Trente devenaient italiennes, cette dernière comme chef-lieu du département du Haut-Adige. — C'étaient les patriarches d'Aquilée, les Vénitiens, les ducs de Carinthie, les margraves d'Istrie qui se disputaient la possession de Trieste. Tour à tour pillée par ses voisins, la cité invoqua l'appui germanique, et par le traité de Gratz, en 1382, se mit sous la protection des ducs d'Autriche, dont elle fut désormais « la ville très fidèle. » Mais Trieste, au point de vue économique, restait tributaire de Venise. Les flottes de la République demeuraient maîtresses de l'Adriatique, *il golfo di Venezia*, établissaient comptoirs et colonies dans les villes dalmates, jusqu'à Corfou, et, de là, cinglaient vers l'Orient. Au XVIIIe siècle seulement, alors que décline la prospérité de Venise, l'empereur Charles VI commence celle de Trieste en encourageant ses commerçans et ses armateurs. En 1805, Napoléon obligea l'Autriche à lui céder la côte de l'Adriatique, dont, à Campo-Formio, elle avait hérité de Venise. Ce fut le prix d'Austerlitz. En 1806, l'Istrie était proclamée Xe province du royaume d'Italie (1). Ainsi, à Trieste, de même qu'à Trente, nous voyons dans Napoléon un précurseur des revendications irrédentistes.

Le Congrès de Vienne devait restaurer la domination des Habsbourg à Trieste, tandis que l'empereur d'Autriche, « comte princier du Tyrol, prince de Trente et de Brixen, » succédait à

(1) En 1808, Napoléon créa Bessières « duc d'Istrie » pour ses services rendus en Espagne.

Trente aux évêques du Saint-Empire. Le Trentin continua donc à faire partie de la Confédération germanique, mais Trieste en resta exclue, et, lorsque le Cabinet de Vienne songea à l'y incorporer, ce fut le gouvernement français qui, dans un Mémorandum très net du 5 mars 1851, fit observer que « ... adjoindre aux populations allemandes des populations slaves, hongroises, illyriennes, *italiennes*, au milieu desquelles elles seraient noyées, ce serait dénaturer la Confédération. » Comme le déclarait également l'ambassadeur de la Grande-Bretagne, il faudrait préalablement obtenir « le consentement et le concours formel de toutes les Puissances qui ont pris part au Traité général de Vienne du 9 juin 1815. »

Quand, avec l'aide des armes ou de la diplomatie de Napoléon III, le Piémont réussit à s'annexer les provinces italiennes de l'Autriche, peu s'en fallut que le Trentin et Trieste, après la Lombardie, ne fussent associés à la conquête de Venise.

Alors que le gouvernement de Victor-Emmanuel discutait, en avril 1866, sous les auspices de la France, les termes de l'alliance avec la Prusse destinée à lui donner la Vénétie, il eût voulu que la cession du Trentin fût également spécifiée. M. de Bismarck répondit « que, le Trentin faisant partie de la Confédération germanique, il lui était impossible de stipuler à l'avance cette session au profit de l'Italie, mais ce qui ne pourrait pas se faire avant la guerre pourrait parfaitement, disait-il, s'effectuer pendant ou après, surtout en adressant un appel aux populations. » Quoique les Italiens n'eussent pas été heureux dans leurs opérations militaires contre l'Autriche, Victor-Emmanuel télégraphiait à Napoléon III en vue des pourparlers d'une paix que Sadowa rendait probable : « Le territoire à réunir au Royaume devrait s'étendre aux frontières nécessaires à sa sécurité. Le Tyrol italien en ferait par conséquent partie. » (6 juillet.) Déjà, se hâtant d'occuper le pays avant l'ouverture des négociations, Garibaldi s'y avançait avec une armée de 38 000 hommes auxquels le général Khün ne pouvait en opposer que 15 000. Mais les Alpes du Trentin offraient de redoutables remparts à leurs défenseurs qui surent habilement les mettre à profit. Laissant des avant-postes aux extrêmes limites de la frontière, organisant des réserves tactiques pour les soutenir un peu en arrière sur les grandes routes qui, toutes, convergent vers Trente, le général Khün restait lui-même sous cette ville, conservant entre

ses mains une masse de manœuvre prête à se porter rapidement sur le point menacé. Par cette ingénieuse répartition de ses forces, le général Khün se trouvait en mesure d'opposer des effectifs suffisans aux Garibaldiens, partout où ils se présenteraient. En effet, ces derniers furent repoussés le 3 juillet à Monte-Suello et à Vezza, puis défaits de nouveau à Cimengo et à Condino (19 juillet) quand ils tentèrent de reprendre l'offensive. Le combat contesté de Bezzeca (21 juillet) n'apporta aucun résultat décisif. Désireux de contraindre l'Autriche à céder le Trentin et même la Côte Adriatique, l'Istrie au moins, le gouvernement italien se décidait à poursuivre en même temps les opérations sur mer. On sait qu'elles non plus ne furent pas heureuses.

Cependant, même après Sadowa, le Cabinet de Berlin, qui n'était pas encore assuré de la paix et se sentait sous la menace possible de complications européennes, se gardait bien de décourager son allié ; l'agent de la Prusse, Usedom, lui faisait savoir le 20 juillet : « ... Si l'Italie résiste à la pression de la France (en faveur de la paix), je suis, par mon gouvernement, autorisé confidentiellement et de façon précise à lui assurer : 1° ... ; 2° la Prusse soutiendra fermement l'Italie ; si la guerre continue, elle appuiera sa revendication du Tyrol du Sud. »

Enhardi par ces assurances, Visconti-Venosta déclarait au prince Napoléon « que la perspective d'une paix ou même d'un armistice, sans que la possession du Trentin fût assurée à l'Italie, était impossible. » Une nouvelle armée, commandée par le général Medici, s'avançait vers Trente, tandis que le corps de Cialdini devait, par Trieste, marcher sur Vienne. On s'abandonnait ainsi, dans l'entourage de Victor-Emmanuel, aux plus vastes espoirs, quand on y apprit soudain la signature entre la Prusse et l'Autriche des préliminaires de Nickolsbourg.

Le gouvernement de Vienne se résignait à une paix peu onéreuse que l'intelligence supérieure de M. de Bismarck sut imposer aux convoitises du roi Guillaume et de son état-major. L'intérêt de la Prusse n'était ni de rendre l'Autriche irréconciliable, ni de laisser à une intervention possible le temps de se produire. Sans doute, tant qu'il avait pu craindre la reprise des hostilités, M. de Bismarck encourageait les ardeurs italiennes. Mais il n'avait plus besoin maintenant d'assurer à son alliée la possession d'anciens territoires germaniques, et il songeait

encore moins à supprimer entre elle et l'Autriche une cause de rivalités futures, dont il se réservait, à l'occasion, de profiter. N'avait-il pas obtenu de l'Italie tout ce qu'il en pouvait attendre, la « neutralisation » d'une armée autrichienne et du meilleur général de l'Empire? Que lui importaient désormais les prétentions de Victor-Emmanuel? Il s'en désintéressait ouvertement. M. de Moltke, avant de libérer les officiers autrichiens prisonniers, avait exigé d'eux le serment de ne plus porter les armes contre la Prusse, sans rien spécifier en ce qui concerne l'Italie.

Les Italiens, peu habitués à traiter avec le Cabinet de Berlin, se montrèrent douloureusement surpris de cette attitude (1). Le roi Victor-Emmanuel se plaignit, menaça de continuer la guerre, et envoya le général Govone au camp prussien pour y porter ses doléances et ses revendications. Du moins, il exigeait l'armistice sur la base de l'*uti possidetis*, c'est-à-dire avec l'occupation du Trentin par les troupes de Garibaldi et de Medici. Mais M. de Bismarck ne laissait point ignorer qu'il ne soutiendrait pas ces prétentions, qu'il était résolu à s'en tenir à la lettre du traité d'alliance stipulant seulement la cession de la Vénétie. Se sentant libre désormais du côté de Berlin, le gouvernement autrichien opposa à l'Italie un refus formel. C'est en vain que l'inlassable générosité de Napoléon III intercédait à Vienne; M. de Gramont répondait par télégramme : « La résolution de l'Autriche de repousser l'*uti possidetis* est irrévocable. » Néanmoins, en face de l'attitude menaçante des armées impériales, la situation de Garibaldi devenait critique, et La Marmora prit sur lui de faire évacuer le Trentin.

Jusqu'à la fin des pourparlers, le Cabinet de Florence s'efforça encore d'obtenir satisfaction. Il télégraphiait le 29 juillet à son ambassadeur à Paris : « Le but peut-être le plus important de la négociation est une rectification des frontières de la Vénétie qui devraient être portées à l'Isonzo et à une ligne qui traverserait la vallée de l'Adige au Sud de Botzen et au Nord de Trente (2). » Le lendemain, Nigra remettait à notre ministre des

(1) « Condotta piu indigna di quella che tenne la Prussia verso di noi dalla battaglia di Sadowa sino alla conclusione della pace non si potrebbe pensare, » écrit Bonghi, *Alleanza Prussania*, IV. Sur la déloyauté de la Prusse, négociant avec l'Autriche en dehors de son alliée, Cf. également Ricasoli, *Lettere* et les *Souvenirs* de La Marmora.

(2) Recueils de Documens diplomatiques presentés au Parlement italien le 21 décembre 1866, p. 753.

Affaires étrangères la note suivante : « La réunion du Trentin au royaume est essentielle pour l'Italie. Ce territoire appartient à la péninsule ethnographiquement, géographiquement, historiquement et militairement. L'Italie ne réclame même pas toute la partie du Tyrol italien qui fut annexée à l'ancien royaume d'Italie sous le nom de département du Haut-Adige. Ses demandes se bornent exclusivement aux populations italiennes... De la façon dont cette question sera résolue dépend en grande partie le rétablissement de rapports définitivement amicaux entre l'Italie et l'Autriche. »

Ces prétentions se heurtaient à un mauvais vouloir obstiné du gouvernement de François-Joseph. Celui-ci déclarait très haut qu'il préférait continuer la guerre plutôt que de céder une partie du Tyrol et de l'Istrie où ses troupes n'avaient connu que des succès. Ne pouvant songer à affronter seule une nouvelle guerre avec l'Autriche, l'Italie dut s'incliner; le traité de paix (art. IV) stipula seulement que « la frontière du territoire cédé est déterminée par les confins administratifs actuels du royaume lombard-vénitien. » C'est aujourd'hui encore la frontière austro-italienne.

Ce traité fut accueilli par les Italiens sans enthousiasme. La guerre leur avait causé bien des déboires; la paix non plus n'apportait pas tout ce qu'on en attendait. Lorsque la ratification du traité fut soumise à la Chambre, le député Cairoli exprima sa véhémente protestation contre l'abandon des frères italiens du Trentin et de l'Istrie.

II

La déception paraissait cruelle. Après la Lombardie, la Toscane, les Romagnes, Naples, la conquête de la Vénétie que l'on venait de réaliser, celle de Rome qui suivait bientôt, l'unité du Royaume était inachevée, puisque des terres italiennes restaient hors de ses frontières. Comme Crispi le reconnut un jour à la tribune, « les manifestations en faveur de l'*Italia irredenta* sont un douloureux héritage de la guerre de 1866 et de la paix conclue avec peu de prudence, et je dirai même avec peu d'habileté (1). »

L'agitation irrédentiste voit ainsi survivre en elle, sous une

(1) Discours du 15 mars 1880.

forme atténuée, le mouvement vers l'unité nationale, né avec le *Risorgimento* aux environs de 1840 et qui se manifesta victorieusement en 1859, 1866 et 1870. Mais ce qu'on n'avait pas réussi en faveur de Milan et de Venise, « fara da se, » les reprendre de vive force et par ses propres forces à l'Autriche, pouvait-on songer à le tenter pour l'Istrie et le Trentin? Puisque seule l'Italie n'était pas en mesure de les délivrer, il fallait attendre une occasion.

A la veille de la guerre de 1870, l'occasion parut se présenter. Lorsque les Cabinets de Paris, de Vienne et de Florence discutaient l'hypothèse d'une Triple Alliance défensive contre la Prusse (1868-1870), on reparla (mission du général Türr) de la cession bénévole du Trentin par le gouvernement de François-Joseph. Mais celui-ci se montra peu disposé à céder gracieusement une partie de ses domaines héréditaires. Pour d'autres causes d'ailleurs, l'alliance envisagée ne fut pas conclue.

Quand, après la guerre russo-turque, les diplomates s'assemblèrent autour d'un tapis vert pour refaire une nouvelle carte d'Europe, beaucoup d'Italiens espérèrent que de cette distribution de territoires ils rapporteraient des terres « *irredente,* » au moins une rectification de frontières, peut-être le Trentin, abandonnés par l'Autriche comme compensation pour ses agrandissemens en Orient. Cette fois encore, ils furent déçus, et la diplomatie italienne ne joua au Congrès de Berlin qu'un rôle effacé.

De cette époque date, à vrai dire, l'agitation irrédentiste.

Le soir même du jour où le Congrès de Berlin décidait d'attribuer à titre de protectorat la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche, commença la série des manifestations : à Venise, la foule, aux cris de : *Viva il Trentino! Viva Trieste! Viva l'Istria!* brisa les vitres du consulat austro-hongrois. Durant quelques mois, dans toute la Péninsule, se succédèrent réunions, discours, proclamations, formation de ligues et de comités en faveur de l'Istrie et du Trentin.

Aux récriminations de ceux qui prétendaient que l'Italie n'avait su ni profiter d'une occasion historique pour compléter son unité, ni même obtenir les avantages territoriaux qui lui étaient dus afin de maintenir l'équilibre de ses forces et de celles de l'empire voisin, Zanardelli refusait de répondre à la tribune de la Chambre et faisait dire par ses journaux que l'occupation

de la Bosnie-Herzégovine constituait une charge plutôt qu'un avantage.

Le 14 juillet 1878, la Société *l'Italia Irredenta* tint à Naples un grand meeting, sous la présidence du général Avezzana. On y lut des adresses venues de Trente et de Trieste et on acclama l'ordre du jour suivant : « Les intrigues ou les violences du Congrès de Berlin ne pouvant effacer les frontières tracées par la nature, l'Italie, forte de son droit et voulant sauvegarder sa dignité, proteste contre la politique extérieure du ministère et écrit sur les sommets des Alpes Rhétiques et Juliennes, sur les portes de Trieste et de Trente, la devise de l'audacieuse prudence latine : *Quod subreptum erit ejus rei æterna auctoritas esto.* »

Des réunions semblables eurent lieu à Milan, Gênes, Florence, Bologne, Ravenne. Au *meeting* de Rome, présidé par Menotti Garibaldi, on vota un ordre du jour « condamnant la violation du principe des nationalités par les plénipotentiaires de Berlin. »

Cependant, comme le déclarait un sénateur italien dans une étude sur le Congrès (1), « nul ne songeait à faire la guerre à l'Autriche pour le Trentin. » Mais cette agitation, tolérée par le gouvernement, et visant si directement le territoire d'un État voisin, risquait à elle seule de provoquer ce résultat. Déjà on affectait de croire à Vienne que le ministère Cairoli, reprenant la tradition de Cavour envers Naples et les États de l'Église, favorisait secrètement le mouvement irrédentiste, et l'Autriche massait des troupes sur la frontière. On semblait être à la veille d'une rupture.

Le prince de Bismarck, avec son habileté coutumière, sut admirablement tirer parti de cette situation. L'Autriche mise à sa merci par l'écrasement de la France, il avait réussi à lui faire oublier Sadowa et la perte de sa prépondérance en Allemagne par des conquêtes en Orient, l'opposant ainsi pour l'avenir comme rivale à la Russie, ce qui était un autre avantage. Après le Congrès de Berlin, les relations entre l'Autriche-Hongrie et l'empire allemand devinrent chaque jour plus intimes. En 1879, le prince se rendit à Vienne. Il avait préludé à cette visite par de longs entretiens à Gastein avec le nonce, calculés sans doute pour émouvoir le Quirinal. A Vienne, il alla voir tous les ambassadeurs, sauf un :

(1) *Un po di commenti sul Trattato di Berlino*, par le sénateur Jacini, Roma, 1878.

« Le seul ambassadeur, écrit Rafaële Cappelli, auquel M. de Bismarck ne rendit pas visite fut le nôtre. Il y avait pis : le comte Andrassy, causant avec le prince, lui avait dit que l'Autriche, incommodée par l'agitation irrédentiste, pourrait bien finir par déclarer la guerre à l'Italie. Il demandait si, dans ce cas, l'Allemagne s'opposerait à ce que l'Autriche reprît possession d'une partie des provinces perdues en 1859 et en 1866. M. de Bismarck avait hésité un instant, puis répondu : Non, nous n'y mettrons pas d'obstacles, l'Italie n'est pas de nos amis (1). »

Le prince s'exprimait en des termes analogues devant l'ambassadeur de la République française, envers lequel il se montrait particulièrement aimable. L'ambassadeur lui ayant demandé s'il avait envisagé dans ses entretiens avec les ministres de François-Joseph l'éventualité d'une attaque de l'Autriche par l'Italie, voici, telle qu'elle est rapportée dans les souvenirs de M. de Chaudordy, la méprisante réponse que fit M. de Bismarck : « Si l'Italie était une puissance militaire redoutable, nous aurions eu peut-être à nous en préoccuper, mais j'aurais craint de blesser l'Autriche en lui offrant une protection contre une agression de son voisin subalpin. »

Les rapports entre l'Italie et l'empire austro-hongrois devenaient de plus en plus tendus. Cependant, les manifestations irrédentistes continuaient. Aux funérailles du général Avezzana, député, président de la Ligue *l'Italia irredenta*, des bannières de Trente et de Trieste, avec des inscriptions hostiles à l'Autriche furent arborées; l'irritation s'accrut à Vienne. Le gouvernement austro-hongrois massait de nouvelles troupes à la frontière italienne, et, interrogé, son ambassadeur se bornait à répondre : « L'Autriche prend ses précautions contre toutes les éventualités possibles. » Les journaux officieux de Vienne représentaient les premières manœuvres qui venaient d'avoir lieu dans le Tyrol comme « un avertissement. »

Ainsi l'Italie, isolée en Europe, — les relations avec le gouvernement français étaient alors peu cordiales, — se sentait exposée par l'agitation irrédentiste aux représailles autrichiennes. Le moment était venu où, la situation ne pouvant se prolonger, il fallait choisir entre des rapports corrects avec l'empire voisin ou l'hostilité déclarée. Au printemps de 1880,

(1) *La Politica estera del conte di Robilant*, par le marquis Rafaële Cappelli, ancien secrétaire de M. de Robilant. Rome, 1897.

de grands débats eurent lieu à la Chambre italienne, afin de décider quelle devait être désormais la politique extérieure du royaume.

« De bons rapports avec l'Autriche-Hongrie sont plus importans pour nous qu'une rectification de frontière, » constatait le député Marselli, et du reste, ajoutait-il, « aucun État ne voudra entretenir des relations d'amitié avec nous, si nous nous montrons peu fidèles aux traités et toujours assoiffés de nouvelles conquêtes. Nous risquons ainsi de compromettre, pour l'Italie non rachetée, l'Italie rachetée. » Visconti-Venosta précisait : « Qui veut la fin, veut les moyens. Le premier est de réprimer l'agitation irrédentiste, » inconciliable avec un rapprochement entre les deux États. Et, pour le démontrer, il lut à la tribune les statuts dans lesquels la Société *l'Italia irredenta* exposait son programme. Minghetti dénonçait aussi ces associations irresponsables, avec leurs comités secrets. Tolérer une semblable propagande, c'était la guerre. « Et la guerre avec l'Autriche, personne n'en veut, même parmi les membres de *l'Italia irredenta*, » reconnaissait le député de la gauche Bovio, « quoique d'autre part, ajoutait-il comme restriction, nous n'acceptions pas de renoncer à nos espérances d'avenir. »

Cependant, l'Italie hésitait. La Droite, la Cour, inclinaient vers une entente avec les deux empires de l'Europe centrale, maintenant alliés. Les partis de gauche, où se retrouvaient beaucoup de survivans des luttes de l'Indépendance, conservaient la haine des anciens oppresseurs. Au Parlement et dans la presse, on continuait à discuter la question des relations avec l'Autriche.

« Avant tout, écrivait M. Sonnino dans *la Rassegna Settimanale* du 29 mai 1881, il faut mettre avec résolution à l'écart la question de l'*Italia irredenta*. La possession de Trieste, dans la situation actuelle de l'empire austro-hongrois, est de la plus haute importance pour lui, et il lutterait à outrance plutôt que d'y renoncer. De plus, c'est le port le mieux situé pour tout le commerce germanique. Sa population est mixte, comme toute celle qui avoisine notre frontière orientale. Revendiquer Trieste comme un droit serait une exagération du principe des nationalités... Trente, au contraire, est sans conteste terre italienne et compléterait notre système défensif sans avoir pour l'Autriche l'importance de Trieste. Mais nos intérêts dans

le Trentin sont trop médiocres en comparaison de ceux que représente pour nous une amitié sincère avec l'Autriche (1). »

L'occupation de la Tunisie, en attirant sur la France l'irritation italienne, devait orienter définitivement la politique du Cabinet de Rome vers une entente avec les empires germaniques. Comme on l'a dit souvent, ne pouvant vivre en amis avec l'Autriche, les Italiens devinrent ses alliés, combinaison élégante, conforme à l'ingéniosité de la race, presque imposée d'ailleurs, comme nous l'avons vu, par les nécessités du moment, et que le génie du prince de Bismarck n'avait pas peu contribué à faire prévaloir.

Mais cette alliance devait être troublée par bien des orages auxquels nous retrouverons le plus souvent une origine irrédentiste.

Dès le lendemain de la conclusion de la Triple Alliance, un étudiant de Trieste, membre de la Société *l'Italia irredenta*, se sacrifia à la cause de l'irrédentisme en préparant contre la personne de l'empereur François-Joseph un attentat visiblement inspiré par le souvenir de celui d'Orsini. Arrêté, condamné, Oberdank rédigea, comme son modèle, un testament politique qui fut publié le jour de sa pendaison. « Au premier cri d'alarme, la jeunesse d'Italie accourra... pour chasser à jamais de Trieste et de Trente l'étranger haï, qui depuis longtemps nous menace et nous opprime. Oh! que mon acte puisse conduire l'Italie à la guerre contre l'ennemi!... Indépendans d'abord, libres ensuite, frères d'Italie, vengez Trieste et vengez-vous! » Ce langage, qui rappelait celui du *Risorgimento* et des libéraux de 1848, joint au côté dramatique d'une affaire bien faite pour frapper les imaginations, devait avoir en Italie un retentissement considérable. Oberdank y fut salué comme un martyr. Victor Hugo avait signé une supplique à François-Joseph pour obtenir sa grâce. Le poète Carducci écrivait :

« Guillaume Oberdank nous jette sa vie et nous crie : « Voici « le gage, l'Istrie est à l'Italie. » Nous répondons : « Oberdank, « nous acceptons, à la vie et à la mort. Nous reprîmes Rome « au Pape. Nous reprendrons Trieste à l'Empereur, à cet Empe- « reur des pendus. »

Défenseurs de la Triple Alliance, Depretis, puis Crispi, répri-

(1) Cité par Loiseau, *l'Équilibre adriatique* (1901), p. 32.

mèrent les manifestations irrédentistes; ils interdirent les cérémonies en l'honneur d'Oberdank, les comités pour Trente et Trieste furent dissous, le cri : *Evviva Trieste italiana!* puni par les tribunaux; à la revendication des terres italiennes possédées par l'Autriche, Crispi opposait, dans un discours à Florence, la théorie des *zones grises* qui doivent séparer les frontières des grands États, et même il fit révoquer son collègue, le ministre des Finances Seismit Doda, pour avoir, dans un banquet, écouté sans protester un toast irrédentiste.

III

Découragées par ces mesures, les manifestations se firent plus rares, puis, pendant une quinzaine d'années, cessèrent à peu près complètement. Ce fut dans les provinces « irredente » que le mouvement se continua. Car, pour qu'il disparût, il aurait fallu que l'administration austro-hongroise modifiât ses procédés de gouvernement et sa nature même. Au contraire, l'Autriche, désormais exclue de la péninsule, mais conservant encore sous sa domination les Italiens du Trentin et de l'Istrie, devait être naturellement peu disposée à la bienveillance envers une population qui lui avait causé, durant le dernier quart de siècle, tant de déboires. Or, ces élémens italiens, peu nombreux, par suite d'autant moins à ménager, se trouvaient en contact avec une nationalité rivale, allemande dans le Tyrol, slave sur la Côte adriatique. Les autorités impériales ne manquèrent pas de favoriser ces dernières aux dépens des Italiens. Ainsi le mouvement irrédentiste revêtit le caractères d'hostilités quotidiennes contre l'élément allemand dans le Trentin, contre l'élément slave en Istrie, et, dans chacune des deux provinces, d'une lutte contre l'administration autrichienne.

Le Tyrol compte un peu plus d'un million d'habitans, dont les deux cinquièmes, de langue italienne, sont localisés dans le Sud. La partie méridionale du Trentin, avec 360 000 Italiens environ, se trouve liée administrativement à la partie septentrionale, peuplée exclusivement d'Allemands. La première revendication des Italiens du Trentin ou *Tridentini* fut le droit de s'administrer eux-mêmes et de ne plus recevoir la loi d'une majorité étrangère. Ils demandèrent, à défaut d'une Diète locale, au moins une Chambre séparée à la Diète d'Innspruck; leurs

députés se firent élire sur le programme de l' « autonomie; » durant plusieurs années, ils s'abstinrent même systématiquement d'aller occuper leurs sièges à Innspruck, refusant par avance de s'associer aux décisions d'une assemblée résolue, disaient-ils, à ne jamais prendre leurs intérêts en considération.

Les revendications politiques des « Tridentini » n'ont qu'un but : obtenir, par une autonomie plus ou moins large, les moyens de conserver intacts leurs caractères nationaux, leurs usages, leur langue, et de se défendre contre l'invasion d'éléments étrangers. Or, ce n'est pas seulement par les huit ou dix mille Allemands déjà établis dans le Trentin, ni même par les Allemands d'Innspruck ou de Vienne, que les Italiens du Tyrol méridional se sentent menacés dans le maintien de leur nationalité propre. Ils sont exposés, eux aussi, à devenir les victimes de la poussée pangermaniste. Les professeurs des bords de l'Elbe ou de la Sprée, si experts à invoquer les textes historiques, se souviennent que Trente a fait partie du Saint-Empire et de la Confédération germanique. Durant ces vingt dernières années, les habitans du Trentin ont assisté dans leur pays à une progressive pénétration allemande. Allemands les grands hôtels qui se fondent dans les admirables paysages des Dolomites, allemands leur personnel comme leur architecture, allemands les refuges établis sur les sommets, allemandes les inscriptions qui indiquent les sentiers aux pentes des montagnes, — et placées là non seulement par le Club alpin de Vienne, mais par les Clubs de Leipzig ou de Dresde : — toute la population qui, chaque été, envahit le pays, est allemande. Les touristes aux complets vert-pomme et aux feutres surmontés de l'edelweiss paraissent échappés d'un album de Hansi. Cette invasion pacifique irrite d'autant plus les Italiens du Trentin que les Allemands y ajoutent, comme toujours, leur insolence et l'affectation d'une culture prétendue supérieure. Il y a quelques années, une bande de touristes teutons, sous la conduite d'un certain professeur Meyer, pangermaniste notoire, fut reçue dans un village à coups de pierre, et ses membres obligés de se réfugier à la gare la plus proche, couverts de sang et quelques-uns sérieusement blessés.

La propagande en faveur de la langue allemande inquiète surtout les habitans du Trentin, puisque la langue italienne demeure le symbole de leur nationalité. Le *Schulverein*, d'autres

sociétés de Berlin ou de Hambourg fondent des écoles, des asiles, et alors se produisent mille petits incidens, dont l'un, pris au hasard dans un grand journal de Trieste, suffira à donner l'exemple :

« Nous avons annoncé en son temps l'établissement imminent d'un asile allemand à San Sebastiano de Folgoria. Afin d'écarter cette menace, le curé de l'endroit, don Giovanni Cosser, a commencé à recueillir les souscriptions pour la construction d'un asile italien. Il est arrivé que la noble idée du digne prêtre — (le *Piccolo* ne s'exprimerait pas ainsi s'il s'agissait de certains religieux croates!) — a trouvé des ennemis dans quelques renégats de l'endroit, vendus aux pangermanistes de Botzen et d'Innspruck, lesquels se sont livrés à de violentes manifestations aux cris de : « A bas les prêtres! Mort aux Italiens! A bas la *Ligue nationale!* »

La rivalité entre les deux nationalités est si ardente dans le Tyrol que les incidens se succèdent pour ainsi dire quotidiennement : arrestations ou destitutions de fonctionnaires trop favorables à la cause italienne, grèves générales pour des prétextes politiques à Trente et à Rovereto, défense signifiée aux habitans du Trentin de se rendre à des fêtes à Brescia, etc. L'année dernière, le *Corriere della Sera*, dont on connaît cependant la modération, fut interdit dans le Trentin pour avoir publié une enquête sur la situation des Italiens dans les provinces de l'Autriche.

A Trieste, la lutte pour la défense de l' « italianité » revêt le même caractère qu'à Trente. Comme les habitans du Trentin réclamaient leur autonomie, les Triestins exigent le maintien, sinon l'extension de leurs libertés municipales. Pour donner une idée de la nature, — et de la forme, — de leurs revendications, il suffira de citer les deux principaux épisodes où, en 1906 et en 1913, elles ont trouvé l'occasion de se manifester.

En 1906, un rescrit du gouvernement impérial ayant enlevé à la municipalité de Trieste, pour les remettre à l'administration autrichienne, les attributions qui lui avaient été conférées par le Statut civique de 1850 (préparation des listes électorales, surveillance des écoles, etc.), ces mesures eurent leur écho à la Chambre de Vienne. (Séance du 13 février 1906.) Voici comment le député Pitacco les commenta :

« Les causes qui ont déterminé la dernière décision du gou-

vernement résident dans sa constante hostilité envers nous, dans sa profonde aversion pour Trieste et pour tous les Italiens qui professent ouvertement leur sentiment national. » Et le député Mazorana s'écrie : « L'on traite Trieste comme un pays conquis! » Le député de Capodistria, Bennati, s'efforça de tracer « un résumé de toute la longue histoire de douleur du peuple italien dans cet État. Pour le faire, ajouta-t-il, je devrais énumérer une série interminable d'injustices, de mesures iniques prises par le gouvernement en vue de notre ruine. Je pourrais démontrer que nos intérêts les plus vitaux ont été systématiquement négligés, que l'on a toujours brisé nos plus légitimes aspirations nationales... Vous avez tenté d'abord de nous germaniser; mais l'expérience n'a pas réussi, et, après bien des années d'inutiles efforts, un gouverneur de Trieste, rapportant au gouvernement l'insuccès de la tentative, écrivait ceci : « Je « me trouve dans un pays qui me semble absolument italien ; « ce peuple finira par se persuader qu'il est italien, au plus « grand dommage de l'État. » Et alors vous avez imaginé un autre système, la *slavizzazione;* ne pouvant nous rendre Allemands, vous avez voulu nous faire Slaves... Nous avons donc des raisons justifiées pour expliquer le mécontentement qui croît chaque jour parmi nous envers un ordre de choses devenu désormais insupportable. C'est un cri de révolte qui s'échappe violemment de l'âme nationale contre des outrages répétés, contre les ignobles tentatives pour la faire souffrir : Trieste n'est plus la ville très fidèle. » Et Bennati continuait en montrant « aux 800 000 Italiens, menacés dans leur existence nationale, la mère patrie dont ils ont été séparés. » Il y eut un tumulte dans la salle quand le député Pitacco déclara que les tentatives pour détruire les libertés de Trieste et l'hostilité témoignée aux Italiens à Trente comme en Istrie signifiaient « que l'on prévoyait une mobilisation contre l'État qui est le plus voisin des cités dénommées, c'est-à-dire le royaume d'Italie. »

On voit avec quelle énergie et sur quel ton les Triestins défendent leurs privilèges politiques ou administratifs. L'an dernier, un décret du lieutenant général a soulevé une émotion analogue. Ce décret déclarait exclus de tout emploi public les étrangers n'ayant pas acquis la nationalité autrichienne. La mesure prise par M. de Hohenlohe frappait un grand nombre d'employés des services de la ville (eaux, gaz, etc.), qui se

trouvaient être exclusivement des Italiens non naturalisés. Mais comment les Triestins pourraient-ils faire triompher leurs réclamations? Ils demeurent désarmés en face de l'administration impériale, à moins que Rome n'intervienne en leur faveur. Sur ce terrain, la conversation est singulièrement délicate entre les deux Cabinets, et nous aurons bientôt à considérer l'influence que devaient exercer sur les rapports des gouvernemens alliés les revendications des Italiens sujets de l'Autriche.

Comme leurs privilèges politiques, les Triestins entendent défendre leur culture nationale. A Trieste, les Italiens indigènes sont environ cent vingt mille, auxquels il faut ajouter une trentaine de mille Italiens immigrés inscrits au Consulat Royal, alors que les Slaves, Croates, Slovènes sont seulement vingt-cinq mille, habitant surtout la banlieue, et qu'on ne compte que douze mille Allemands (1). Les Italiens occupent les situations les plus importantes dans le commerce, les affaires, les professions libérales. Possédant avec le nombre la fortune et l'instruction, ils seraient volontiers enclins à considérer le petit peuple slave ainsi que les Hongrois regardent les Roumains, ou les Allemands les Tchèques, c'est-à-dire comme une race quelque peu inférieure et des sujets naturels.

Jusqu'à ces dernières années, l'italien et l'allemand étaient les seules langues en usage dans les administrations, les tribunaux, les services des postes. La suprématie de leur langue demeurant une des conditions du maintien de leur propre prépondérance, les Italiens de l'Istrie s'insurgèrent contre toute atteinte qui pourrait la menacer. Cependant l'instruction se répand parmi les Slaves. En vingt ans, le nombre de leurs écoles a doublé. Mais l'inauguration de chacune d'elles a été marquée par des manifestations hostiles faites aux cris de *Evviva Trieste italiana!* (Bagarres en 1897 à Capodistria, en 1899 lors de l'érection d'un collège croate à Pisino.) En 1895, l'administration autrichienne ayant admis la langue slave sur un pied d'égalité avec l'italien dans certains actes publics, nouvelles manifestations. En 1899, le Conseil municipal de Trieste vote à l'unanimité la pose solennelle, dans la salle des réunions, d'une plaque de marbre portant l'inscription suivante :

(1) Une statistique par nationalités est toujours difficile à établir. Celle-ci m'a été fournie à Trieste en 1906. Les chiffres donnés par M. Chéradame ou M. Loiseau diffèrent sensiblement.

« Le 15 janvier 1899, les Députés et les Maires de l'Istrie et du Frioul Oriental, réunis dans cette salle, ont affirmé, à l'encontre des récentes prétentions d'autres races, le caractère italien indélébile depuis mille ans de la région comprise entre les Alpes Juliennes et la mer. »

La même année, un congrès réuni à Trieste pour préconiser l'établissement dans cette ville d'une Université italienne protestait contre la création de nouvelles écoles slaves, du collège serbo-croate de Pisino, contre l'admission éventuelle du slovène dans les tribunaux, les administrations et les églises. Car la rivalité entre Italiens et Slaves revêtait même un caractère religieux. Les Italiens ne suffisant pas à assurer le recrutement du clergé, il fallait faire appel à des prêtres slaves du littoral, de Dalmatie ou de Carniole; ceux-ci considéraient les Italiens avec défiance, et favorisaient naturellement les Slaves à leurs dépens. Mais si les évêques intervenaient pour imposer la neutralité à leurs trop ardens subordonnés, les Slaves menaçaient de se faire orthodoxes (1). Et, comme dans toute l'Europe orientale, se posait encore la question de savoir quelle serait la langue liturgique, puisque le curé, avec l'approbation de son évêque, peut choisir pour prêcher l'italien ou le slovène.

Jusqu'à ces dernières années, le parti libéral, qui est en réalité le parti irrédentiste, demeurait assez fort et assez uni pour faire passer à Trieste tous ses candidats aux élections municipales. Dans la banlieue seulement l'élément slave réussissait à élire des représentans. Chose qui surprendra ceux qui ne connaissent pas les procédés de l'administration Impériale et Royale, le Gouvernement favorisait aux dépens des libéraux irrédentistes les socialistes et leur journal *Il Lavoratore* désavoué à plusieurs reprises par l'*Avanti* (2) et le parti socialiste italien. Toute division profite aux maîtres de Vienne; il semble qu'Italiens et Slaves aient fini par s'en rendre compte, car leurs relations sont aujourd'hui sensiblement plus cordiales, et même, à certaines occasions, on a vu se former une coalition italo-slave contre les Allemands.

Sur la côte de l'Adriatique, où les Italiens sont en minorité, ils ont dû également en venir à un accord avec les Slaves. Déjà la province de Goritz compte presque deux fois plus d'habi-

(1) Loiseau, *loc. cit.*, p. 54.
(2) *Avanti!* 15 février 1906.

tans slaves que d'Italiens; à mesure que l'on descend de Trieste vers Cattaro, la proportion devient plus faible encore, et dès que l'on s'enfonce à l'intérieur du pays, l'élément italien disparaît. D'une première croisière en Dalmatie, j'avais rapporté le souvenir de villes prospères et pleines de fleurs, favorisées par la nature et le commerce, où hôteliers, négocians, matelots, tout le monde parlait italien. Impression superficielle, car, deux ans plus tard, j'ai parcouru de nouveau la même côte, cette fois en automobile (1), et j'ai trouvé un pays pierreux et désolé, où nul des villageois, des paysans et des bergers rencontrés sur les routes ne comprenait un mot d'italien. Les irrédentistes le reconnaissent :

« Il ne faut pas se faire illusion, dit Pellegrini, sur la véritable situation de l'élément italien en Dalmatie : on trouve sur la côte et dans toutes les îles des oasis italiennes, mais l'intérieur du pays est slave. Slaves et Italiens doivent marcher d'accord, c'est la condition même de l'avenir de l'italianité, la langue italienne demeurant la langue de la culture, des affaires, du commerce. Mais il n'y a pas de place pour l'Allemand (2). »

Les sentimens italiens sont entretenus par plusieurs importans journaux comme l'*Indipendente* et surtout *Il Piccolo* de Trieste. Ces feuilles affectent de considérer comme étrangers les événemens qui, dans la double monarchie, ne les concernent pas directement; en fait de questions politiques, sociales, littéraires, elles semblent ne relever que de la Péninsule, donnent en première page les nouvelles de Rome, les comptes rendus des Chambres italiennes. Elles ont parfois maille à partir avec les autorités impériales qui les ont suspendues à plusieurs reprises. Les habitans de Trente et de Trieste s'intéressent de même aux événemens du royaume : ils prirent le deuil à l'occasion de la mort du roi Humbert, — la ville de Trieste télégraphia « à son Roi; » — lors des tremblemens de terre de Calabre, les municipalités votèrent des subventions aux victimes, etc.

Ainsi, dans le Sud-Tyrol comme le long du littoral, les

(1) Il n'est d'ailleurs guère possible de visiter le pays autrement, car, comme le notait un industriel autrichien, M. Neustadtl, « l'Abyssinie même possède un réseau ferré plus perfectionné que la Dalmatie dont la capitale, Zara, résidence du Gouvernement, n'a encore jamais entendu le sifflet d'une locomotive. » Concentrant tous ses soins sur la région maritime, l'Autriche-Hongrie a complètement négligé de mettre en valeur l'arrière-pays.

(2) Pellegrini, *Verso la guerra*, p. 224.

revendications sont analogues : ce que demandent les Italiens sujets des Habsbourg, c'est le droit de conserver la situation prépondérante de leur culture et de leur langue. Ils luttent « pour la défense de l'italianité. » Ils veulent leur autonomie, des écoles, enfin, si c'est possible, une Université. Car aux articles essentiels du programme irrédentiste, — autonomie du Tyrol Méridional, libertés municipales de Trieste, défense contre le Germain ou le Slave, — est venue s'ajouter une nouvelle « question, » celle de la création d'une Université italienne à Trieste.

Lorsque l'Autriche possédait encore la Vénétie, ses sujets italiens désireux de poursuivre leurs études se rendaient à l'Université de Padoue. Depuis 1866, s'ils veulent compléter leur culture scientifique ou obtenir les diplômes nécessaires à l'exercice de certaines professions, ils doivent aller s'établir dans une ville étrangère et y suivre un enseignement dans une langue qui n'est pas la leur.

Il y a une dizaine d'années (1903-1904), las d'attendre la réalisation de vagues promesses, les étudians italiens d'Innspruck organisèrent des cours libres, mais le jour où M. de Gubernatis voulut prononcer sa leçon sur Pétrarque, il en fut violemment empêché par les étudians allemands. Les rixes sanglantes se prolongèrent dans la rue. Les élèves des universités prussiennes ne manquèrent pas d'envoyer à leurs camarades autrichiens des adresses de félicitation exaltant le germanisme (1).

M. de Koerber, par mesure de conciliation, institua une Faculté de Droit italienne indépendante à Innspruck. Elle fut saccagée par les Allemands le jour où elle s'ouvrit. Devant l'émeute, la mesure fut rapportée. Le gouvernement proposa alors de transférer la Faculté à Rovereto (mars 1905). Les députés italiens au Reichsrath adoptèrent la proposition et en réclamèrent la discussion immédiate. Mais, tandis que les Allemands désireux de germaniser le Tyrol du Sud étaient opposés au projet, les Italiens se montraient de leur côté peu satisfaits du choix de Rovereto, charmante petite ville mieux faite pour enchanter le séjour d'un amateur de la nature que d'un étudiant ; c'est Trieste, la grande cité italienne, métropole de

(1) *Per l'Universita italiana à Trieste.* Enquête publiée par les soins du Cercle Trentin (éd. Trèves, Milan, 1904). Lire en particulier les réponses de Fogazzaro et Hortis.

leur nationalité dans l'Empire, qu'ils exigeaient comme siège de la future Faculté. Et même une Faculté de Droit paraissait bien peu de chose, alors qu'on demandait toute une Université, centre d'études et de propagande intellectuelle, — sinon politique, — précisément ce que le gouvernement de Vienne voulait éviter. Le 8 août 1905, les étudians du Trentin votèrent une adresse, réclamant la création d'une Université italienne à Trieste et préconisant le « boycottage » de la Faculté de Droit de Rovereto, accompagnée d'un blâme aux députés italiens du Reichsrath. Ceux-ci s'inclinèrent ; le 18 septembre 1905, ils protestèrent solennellement contre le choix de Rovereto et prirent pour devise « Trieste ou rien. » Ce fut « rien, » car le gouvernement, aussi peu désireux d'aboutir à une solution que de prononcer un *non possumus* catégorique, a depuis près de dix ans admirablement réussi à égarer l'insoluble problème de l'Université italienne dans tous les méandres de la procédure parlementaire. En 1909, on reparlait officiellement de créer une Faculté de droit italienne. En février 1911, la Chambre autrichienne votait l'établissement provisoire d'une Faculté de droit à Vienne; en février 1913, la Commission du budget adoptait une proposition du gouvernement en vue de créer une Faculté des Sciences politiques à Trieste.

En attendant la lointaine exécution de ces projets, — par lesquels le gouvernement manifestait son désir de donner une apparence de satisfaction aux vœux irrédentistes plutôt que sa ferme volonté de les réaliser, — les étudians italiens du Trentin et de l'Istrie devaient continuer à fréquenter les Universités autrichiennes, et leurs rapports n'allaient pas sans difficultés avec leurs « camarades » allemands : discussions, rixes, coups, blessures et morts, arrestations et emprisonnemens, aux chants de la *Wacht am Rhein*, à laquelle répondent la *Marche Royale* et l'*Hymne à Garibaldi*, telle fut leur histoire de 1904 à 1914, aussi bien aux Universités de Vienne ou de Gratz qu'à Innspruck.

Ainsi que le constatait dès 1905 à la Diète de Dalmatie le député Salvi, dans un discours contre la germanisation de l'enseignement :

« Notre nation a parlé dans ses réunions, dans ses journaux... Notre jeunesse a versé à notre cause les documens humains les plus typiques et les plus conformes au caractère de

l'État autrichien : le sang et la prison » et il concluait : « Toute la pesante érudition allemande nous est antipathique, nous pouvons l'absorber, non l'assimiler... Notre province lie indissolublement ses traditions en fait de culture au beau pays d'Italie... »

IV

Comment les Italiens de la Péninsule eussent-ils pu se désintéresser de la lutte que leurs frères du Trentin et de l'Istrie poursuivaient pour le maintien de leur existence nationale, la défense de leurs libertés politiques, de leur langue et de leur culture ?

Découragé, ainsi que nous l'avons vu, par les mesures énergiques qui, sous les ministères Depretis et Crispi, suivirent la conclusion de la Triple-Alliance, le mouvement irrédentiste sembla disparaître, — ou plutôt il se transforma. Abandonnant son caractère politique et les revendications territoriales, ainsi que les manifestations violentes, qui, tolérées de 1878 à 1882, avaient failli provoquer une rupture entre l'Italie et l'Autriche, l'irrédentisme limita désormais son programme au maintien et à l'extension de la civilisation italienne dans les provinces de la Double Monarchie. C'est à cette œuvre, qualifiée sous le terme vague et plastique de « défense de l'italianité, » que se consacrèrent plusieurs associations, d'abord la *Ligue nationale*, puis surtout la société *Dante Alighieri*. Cette dernière association, fondée sur le modèle de l'*Alliance Française*, du *Schulverein* allemand et des Sociétés slaves de Russie, reconnue en 1893 par le gouvernement italien, se propose de répandre dans le monde, du Levant à l'Amérique du Sud, la langue et la pensée italiennes. Mais avant d'apprendre l'italien à ceux qui l'ignorent, il importe d'empêcher que ceux qui le savent l'oublient, c'est-à-dire de défendre la culture italienne dans les provinces irrédentistes. « Afin, comme le déclare un des manifestes de la Société, qu'il n'arrive pas qu'un jour, au moment où retourneront à l'Italie les régions qui lui appartiennent au point de vue géographique et ethnographique, mais qui en sont aujourd'hui politiquement détachées, elles ne lui fassent retour moins italiennes que lorsqu'elles en furent séparées. »

Cependant les années passaient, et les Italiens étaient obligés de s'apercevoir qu'elles n'apportaient aucune des satisfactions qu'ils attendaient de la Triple Alliance. Non seulement,

comme nous l'avons vu, les *Tridentini* et les *Triestins* n'étaient pas traités par le gouvernement de Vienne avec plus d'égards, mais l'Autriche, libre désormais du côté de l'Italie, appuyée sur l'Allemagne, poursuivait, sans se soucier des intérêts italiens, son expansion par l'Adriatique vers l'Orient.

Entre les mains de l'empire austro-hongrois, Trieste devenait pour l'Europe centrale ce qu'est Hambourg pour l'Allemagne du Nord, le débouché d'une immense région industrielle, commerciale, agricole. Grâce au réseau ferré, amélioré sans cesse, qui l'unit à Vienne par le Semmering, à Munich par la ligne de la Tauern, Trieste attire à elle le commerce non seulement de l'Autriche-Hongrie, mais de la Bavière, de l'Allemagne du Sud, et de la Suisse, qui se dirigeait autrefois par le Brenner sur l'Italie. Elle ferait même concurrence, dit-on (1), par la ligne de l'Arlberg, au Gothard et au port de Gênes. Pour aller de Londres en Égypte, Trieste est aujourd'hui la voie la plus rapide et la plus confortable. Venise doit renoncer à lutter contre sa rivale. Les beaux paquebots du Lloyd ont remplacé les galères de la Sérénissime République sur la mer que l'on nommait jadis *il golfo di Venezia.*

« La politique que nous suivons dans l'Adriatique, dont nous nous sommes fait pour ainsi dire chasser, est-elle une politique nationale italienne (2) ? » se demandait déjà mélancoliquement le député Imbriani à la Chambre italienne le 25 mai 1896. Comme le constatait en 1901, dans ses études sur l'avenir maritime de Venise, M. Manfroni, le voyageur qui, du littoral méditerranéen de la Péninsule remonte par Tarente et Ancône la rive Adriatique, « se croirait transporté des rues populeuses d'une grande ville dans les allées sombres et désertes d'une nécropole (3). » Même au sujet de la Méditerranée, la Triple Alliance n'apportait à l'Italie, vis-à-vis de l'Angleterre ou de la France, aucune sécurité. « Cette Triple Alliance a-t-elle vraiment protégé les intérêts de l'équilibre dans la Méditerranée? Quelles sont pour l'avenir les garanties que la Triplice nous donne en ce qui concerne cette mer où réside l'existence même

(1) Strini, *l'Arlberg e il porto di Genova.*— Loiseau, *l'Équilibre Adriatique*, p. 100.

(2) « *Vi pare forse... che la politica che seguiamo nell Adriatico dove si lasciamo conculcare giornalmente e donde ci siamo fatti quasi cacciare, sia una politica nazionale italiana ?* »

(3) Cité par Loiseau, *loc. cit.*, p. 86.

de l'Italie? » demandait à la Chambre (13 décembre 1899) M. de Martino, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères. L'Italie s'apercevait de ce que lui avait coûté, financièrement et économiquement, l'association triplicienne. L'évolution de la politique européenne contribuait d'ailleurs, autant que le souci légitime de ses propres intérêts, à écarter insensiblement le Cabinet de Rome des deux Empires germaniques, — accords commerciaux avec la France, arrangemens pour les affaires de Tunisie, mariage du prince héritier et d'une princesse monténégrine, rapprochement avec la Russie, caractérisé par l'échange de visites entre les souverains (1). La rivalité de l'Italie et de l'Autriche se précisait en Albanie (débats à la Chambre italienne, 1901). Mais à mesure que les relations entre les deux pays devenaient ainsi de plus en plus froides, on assistait peu à peu à une renaissance de l'agitation irrédentiste.

Dès 1899, acceptant la présidence de la « Ligue Nationale irrédentiste, » Ricciotti Garibaldi écrivait : « Non seulement j'accepte, mais je vous remercie. Vous me permettez de prendre ma part d'une œuvre sainte, abandonnée depuis si longtemps, à la honte du peuple italien ; j'entends par là que l'unité de notre patrie n'est pas encore terminée et qu'elle le sera seulement lorsque le drapeau italien flottera sur Trieste et sur Trente. »

En décembre 1900, le journaliste Borghetti, directeur du journal de Trente l'*Alto Adige*, ayant été expulsé par le gouvernement autrichien, l'affaire fut portée à la tribune de la Chambre italienne. A l'occasion d'un autre incident (inauguration du buste d'un poète italien interdite à Trente), un député apprécia en ces termes l'attitude des deux pays : « En face de la Puissance alliée, l'Italie ne doit pas se comporter comme le clown du cirque qui se confond sans cesse en courbettes et en révérences pour recevoir d'un autre clown des camouflets et des gifles (2). » En 1901, le député Barzilaï inter-

(1) Les journaux italiens firent remarquer que, lors du voyage de Victor-Emmanuel en Russie, le seul ambassadeur absent de Pétersbourg fut le représentant de l'Autriche : sur l'ordre de son gouvernement, le baron d'Ærenthal était parti la veille de l'arrivée du souverain. (*Corriere della Sera*, 12 juillet 1902.) Les Italiens n'oublient pas non plus que l'empereur d'Autriche n'a jamais consenti à rendre à Rome la visite que leur roi avait faite jadis à Vienne.

(2) « *Cadiamo che, di fronte alla potenza alleata, l'Italia non si comporti come quel clown della pantomima che si sbraccia di continuo in inchini e riverenze per ricevere da un altro clown pizzicotti e ceffoni.* » (Interpellation du député Fradeletto.)

pella parce que le cri « Vive l'Italie ! » était puni comme séditieux à Trieste, et le député Campi, dans cette même séance, déclara : « Nous conservons toujours au fond du cœur le souvenir et l'amour des autres Italiens qui ne sont pas *encore* réunis à la Patrie. »

L'Irrédentisme, dominant la question de l'alliance austro-italienne, va continuer ainsi à se trouver mêlé à la politique générale de l'Europe.

C'était pour le gouvernement italien une tradition, imposée par sa situation géographique, consacrée par l'histoire, d'entretenir des rapports d'amitié avec la Grande-Bretagne. Or les relations de cette dernière Puissance avec l'Allemagne se refroidissaient ouvertement et on pouvait prévoir qu'un jour viendrait où il faudrait choisir entre Londres et Berlin. L'évolution qui entraînait l'Italie vers la France et l'Angleterre, réconciliées désormais (avril 1904), ne devait pas manquer de favoriser le renouveau de l'agitation irrédentiste. En 1904, au moment du voyage à Rome du Président Loubet, les parlementaires français recevaient un album avec des vues de Trieste et des villes de l'Istrie, et la dédicace suivante aux anciens alliés de 1859 : « Trieste, souffrant sous le joug de l'Autriche, vous envoie son salut italien, dans l'espérance inébranlable que pour elle aussi finira par resplendir de toute sa lumière le soleil victorieux des plaines lombardes. »

L'année suivante, nouvelle manifestation, tombée cette fois du siège même du Président de la Chambre. Le 30 juillet 1905, M. Marcora, prononçant l'éloge funèbre du député Ettore Socci, évoqua le souvenir des luttes qu'il « avait soutenues avec Garibaldi dans notre Trentin. » Ces derniers mots furent couverts d'applaudissemens. Du Tyrol, de l'Istrie, comme de toute la Péninsule, les irrédentistes adressèrent des télégrammes de remerciemens pour *Il Trentino nostro*. Plusieurs autres petits froissemens, provoqués par l'irrédentisme, viennent aigrir encore les relations entre les deux Puissances alliées, incidens de frontière dans le Trentin, au Mont Toraro (1904), à la Cima Dodici, au Mont Mandirolo un peu plus tard.

Les rapports devinrent si tendus que les gouvernemens commencèrent à prendre des précautions militaires : en 1903, eurent lieu d'importantes manœuvres autrichiennes en Istrie auxquelles répondirent les manœuvres des corps italiens d'Udine, de Tré-

vise et de Bellune. En 1905, le Cabinet de Rome demanda un premier crédit de 200 millions « pour fortifier la frontière Nord de l'Italie et pour protéger dans l'Adriatique les intérêts italiens ; » à partir de 1906, sous l'impulsion de l'amiral Bettolo, il organisa le front de mer et les défenses de Venise. De son côté, l'Autriche, profitant des défaites russes en Mandchourie, faisait passer ses régimens de Moravie dans le Pusterthal, concentrait des troupes dans le Tyrol et y créait même des formations nouvelles. La flotte autrichienne, vigoureusement entraînée, ne demeurait pas non plus inactive dans l'Adriatique ; n'alla-t-elle pas un jour où elle procédait, selon son habitude, à des exercices de tir en vue des côtes d'Italie, jusqu'à simuler une attaque de l'importante ligne ferrée Bologne-Ancône-Brindisi qui longe la mer, à la vive émotion des riverains ? De Vienne, les gazettes de l'État-major, *Revue du Cercle Militaire*, *Danzers Armee Zeitung*, annoncent qu'une explication avec l'Italie n'est plus qu'une question de temps ; la *Neue Freie Presse* déclare que « le haut commandement doit compter avec des complications du côté de l'Italie ou des Balkans plutôt que sur des opérations à la frontière russe. » (1906-1908.) Aussi lorsque B. Pellegrini, ancien secrétaire de Zanardelli, publia une étude sur les rapports austro-italiens, intitula-t-il son ouvrage *Verso la Guerra ?*

On se croirait presque reporté aux années orageuses de 1878-1882, quand, chaque jour, l'agitation irrédentiste menaçait de faire éclater la guerre entre les deux pays. Mais, hier comme alors, les gouvernemens, à Vienne cette fois autant qu'à Rome, demeurent opposés à une rupture. Le gouvernement italien, ne se jugeant pas en mesure d'affronter un conflit, se rend compte de l'impossibilité de conserver, en dehors de l'alliance, des rapports corrects avec son puissant voisin. L'alliée de Berlin, trop heureuse de jouer le rôle d'arbitre, est là d'ailleurs pour brandir à propos « le péril autrichien. » M. de Bülow, dans son discours au Reichstag de novembre 1906, lui montre « les dangers de faire sortir l'Italie du port paisible de la Triplice, » — elle qui vient de passer si difficilement les écueils d'Algésiras.

... « Si l'Italie et l'Autriche n'étaient pas alliées, ajoute-t-il, « leurs relations pourraient bien devenir tendues. » Le gouvernement italien le sait mieux que personne, aussi s'efforce-t-il de verser un peu de cordialité dans l'alliance. Entre les Cabinets

de Rome et de Vienne, les relations affectent d'être amicales; les ministres se visitent périodiquement au Semmering, à Desio, à Pise ou à Abbazzia; à la suite de ces entrevues, un communiqué annonce au monde que les hommes d'État ont examiné dans une complète communauté d'esprit les différentes questions qui se posent en Europe, et que le plus parfait accord règne au sein de la Triple Alliance. Si l'on y fait une allusion à l'irrédentisme, c'est pour déclarer qu'il n'existe plus.

Mais, par un singulier hasard, les ministres ne se sont pas encore séparés que l'irrédentisme vient généralement leur rappeler son existence. Le 3 septembre 1908, au moment d'une nouvelle rencontre du comte d'Ærenthal et de M. Tittoni, les Slovènes de Trieste attaquent des Italiens et blessent le consul d'Italie à coups de pierre. Les autorités autrichiennes expulsent le comte Foscari pour avoir envoyé un télégramme entaché d'irrédentisme à Gabriele d'Annunzio lors de la représentation de *la Nave*, d'où vive émotion en Italie; nouvelles protestations parce qu'un officier de l'armée royale, le major Sutto, était puni par ses chefs pour avoir publié une carte où Trieste et Trente étaient qualifiés de « pays non encore restitués à l'Italie. » Sensation plus considérable lorsqu'on dut frapper un commandant de corps d'armée, le général Asinari, qui, à Brescia, remettant un drapeau à ses troupes, avait prononcé les paroles suivantes : « Tournez vos regards vers cette frontière de l'Est, au delà de laquelle il y a des frères italiens qui attendent impatiemment l'heure de la délivrance. De cette caserne se déploient à vos yeux les collines baignées du sang de nos martyrs et plus loin des terres italiennes *irredente* à libérer... » (1909.)

La même année, un professeur de l'Université de Bologne tenait aux étudians assemblés un discours aussi belliqueux que le général à ses soldats : « Vous devez vous préparer en silence à la guerre contre l'Autriche, comme le Japon s'est préparé a la guerre contre la Russie; le devoir d'honneur de la jeune génération italienne est de rendre à la mère patrie tous les territoires qui en sont séparés. »

Les journaux de Milan dénoncent les préparatifs militaires poursuivis secrètement par l'Autriche, les parcs d'artillerie lourde organisés à Trente, les bateaux démontables dissimulés à Riva. Et les incidens irrédentistes se succèdent. En 1909, une réunion a lieu à Vérone « pour conserver au lac de Garde son

caractère italien. » La Société autrichienne *Danubius* ayant projeté d'organiser sur le lac un nouveau service de bateaux à vapeur, les Italiens annoncent déjà que ces paquebots seront préparés pour recevoir des canons. Aux fêtes du Centenaire d'Andreas Hofer à Innspruck, nouvelles rixes entre Allemands et étudians italiens, avec leur accompagnement traditionnel *Die Wacht am Rhein* et l'*Hymne à Garibaldi*. En 1911, manifestations irrédentistes à la Chambre italienne, parce qu'une représentation théâtrale organisée par la Société *Trente et Trieste* a été interdite à Florence. A Trieste, les Slovènes manifestent devant le consulat d'Italie et crient : « A bas l'Italie! Vive Trieste! A bas les irrédentistes! » (3 sept. 1909). Expulsion des ouvriers italiens du Lloyd (1909) des chantiers San Marco et de Monfalcone (1912). Sans parler de mille autres incidens venant quotidiennement mettre à une rude épreuve la bonne volonté réciproque des deux gouvernemens, et des manifestations qui, pour le moindre prétexte, se forment place Colonna devant le palais de l'ambassade d'Autriche, aux cris de : « Vive Trente et Trieste! » aux accens de l'hymne célèbre : « Va-t'en d'Italie, étranger! »

La tâche du ministre des Affaires étrangères de Victor-Emmanuel est singulièrement délicate : s'il désavoue les manifestations irrédentistes, ou s'il paraît se désintéresser du sort des Italiens molestés dans l'empire voisin, les députés, les journalistes d'opposition, qui, sans crainte des responsabilités, peuvent à bon compte faire montre de patriotisme, lui reprochent de sacrifier la dignité du pays. Sa situation est moins enviable encore quand il doit adresser à Vienne des explications, sinon des excuses, à la suite de quelque incident retentissant, comme l'affaire Marcora (1905) : « Il a avili le prestige de l'Italie à l'extérieur en reniant les aspirations nationales, » écrivait le *Secolo*, et les députés de la Gauche dénonçaient « cette politique de vasselage par laquelle on compromet irrémédiablement l'avenir de l'Italie. » Quand, en 1904, à la suite des événemens d'Innspruck où tant d'étudians italiens furent blessés et emprisonnés, M. Tittoni dit à la tribune : « Je déplore l'événement, » les nationalistes s'indignèrent, estimant la protestation insuffisante. La question de l'Université de Trieste, au sujet de laquelle il avait espéré que les Italiens obtiendraient satisfaction, faillit même amener la retraite du ministre quelques années plus tard.

On doit reconnaître que l'allié autrichien ne lui facilite guère son rôle. Sans doute, le ministre impérial des Affaires étrangères, responsable de la politique extérieure de la double monarchie, demeure sincèrement désireux de conserver de bonnes relations avec la nation voisine; mais il est impuissant à imposer ses vues aux fonctionnaires locaux du Trentin ou de l'Istrie, presque tous hostiles à l'élément italien. A Vienne même, beaucoup parmi ceux qui rêvaient de grande politique dans l'entourage de l'archiduc héritier, croyaient faire la cour aux Slaves du Sud en brimant les Italiens. Les catholiques, le parti chrétien-social regardaient sans bienveillance vers le Quirinal. Dans les milieux de la Cour comme dans l'armée, on avait l'habitude de parler de l'Italie avec une hauteur méprisante, d'envisager comme possible, comme désirable, comme nécessairement victorieuse, une campagne contre les anciens vaincus de 1849 et de 1866. Un député italien, M. Barzilaï, a produit à la tribune de la Chambre une brochure distribuée aux officiers de la nation alliée « pour qu'ils puissent se faire comprendre en Italie » et où l'on trouve des phrases comme celle-ci : « Halte-là, où sont les Italiens? Dis la vérité ou tu seras fusillé. » L'amiral Montecuculli, commandant des flottes autrichiennes, ne manquait jamais une occasion d'évoquer dans de belliqueuses harangues le souvenir de la bataille de Lissa où les vieux navires de l'amiral Tegethoff réussirent à anéantir la flotte cuirassée de l'amiral Persano. L'attitude du généralissime des armées autrichiennes, Conrad von Hœtzendorf, qui préparait ouvertement une campagne contre l'Italie avec le consentement de l'archiduc François-Ferdinand, était si peu conciliable avec l'alliance que le comte d'Ærenthal dut faire momentanément disgracier cet officier.

Car les gouvernans responsables continuent à craindre une rupture. Après avoir visité la frontière qui les sépare et qui se hérisse chaque jour de nouveaux canons (1), les chefs d'état-major, les généraux Saletta et von Beck, ne manquent pas de s'adresser des télégrammes de bienvenue et des vœux. Le général Caneva, qui vient de commander en chef l'armée de Libye, se rend à Vienne, où après l'échange habituel de congratula-

(1) Sur la couverture d'un journal satirique, deux officiers autrichiens causent : » Est-il vrai qu'on construise encore de nouvelles fortifications dans le Sud-Tyrol? » demande l'un, et l'autre répond : — « Mais oui, c'est pour *fortifier* la Triplice ! »

tions et de décorations, il déclare solennellement que « l'agitation irrédentiste a cessé d'exister en Italie. » Mais l'irrédentisme vient, une fois encore, de rappeler qu'il est dangereux de l'enterrer prématurément. Le général quitte Vienne, et l'on annonce que les décrets Hohenlohe, qui ont soulevé tant de colères à Trieste, vont être étendus au Trentin :

« L'accueil courtois et les honneurs rendus au général Caneva durant sa visite à Vienne, les promesses du comte Berchtold au duc d'Avarna, tout cela, après cette nouvelle, ce sont des choses n'ayant pas plus de valeur que des petits pains chauds, » déclare le *Giornale d'Italia*, organe de M. Sonnino. *La Tribuna* constate que « la politique du comte Hohenlohe tend à annuler l'élément italien sur tout le littoral de l'Adriatique; les Italiens peuvent-ils encourager et fortifier cette politique par leur alliance? » — « Vaut-il la peine de conserver la Triplice dans le seul dessein d'exalter la nationalité allemande, d'opprimer l'Italie et de favoriser l'invasion des rivages de l'Adriatique par les Slaves et les Allemands? » se demandait déjà, sept ans plus tôt, le député Brunialti.

Les deux États ont sans doute des motifs de rivalité plus profonds que l'*Italia irredenta*. Tout les oppose et les divise, du lac de Garde jusqu'aux montagnes d'Albanie, le passé et le présent, la géographie et l'histoire. Mais le différend pour Trente et Trieste y ajoute un élément sentimental bien propre à émouvoir l'âme populaire; cause permanente de frictions, ainsi que le reconnaissait dans le *Neues Wiener Tagblatt* M. de Grabmayr (déc. 1910), « l'irrédentisme est le point faible de la Triplice. » Comme nous avons eu l'occasion de le constater, malgré la volonté des gouvernemens, il se charge de faire éclater par une foule d'incidens imprévus ce qu'il y a de paradoxal dans l'alliance de deux Puissances qui constituent bien, si jamais le terme a trouvé son application, des *ennemis héréditaires*. Car, sans même parler des terres « *irredente*, » peut-on évoquer un épisode de l'histoire du jeune royaume, célébrer un anniversaire, inaugurer un monument, sans qu'une allusion s'impose aux luttes soutenues contre l'Autriche et à leurs victimes? Et de l'autre côté des Alpes ou sur la rive opposée de la mer, si le vieil empire des Habsbourg veut se complaire aux images d'un des rares succès remportés au cours du dernier siècle, n'est-ce pas dans les souvenirs des guerres de la péninsule

qu'il doit les chercher nécessairement? Novare (1), Custozza, Lissa, Radetsky, Tegethoff...

Arrivé au terme de cette étude, nous pouvons essayer de porter un jugement d'ensemble sur l'histoire de l'irrédentisme.

Depuis 1866, à aucun moment, sans doute, l'Italie n'a songé à attaquer seule l'Autriche pour « racheter » le Trentin et l'Istrie. Il est trop évident qu'elle ne se sentait pas en mesure de le faire avec des chances de succès. Elle a d'abord espéré obtenir d'une occasion un règlement amiable ; contre son attente, les deux derniers bouleversemens de l'Europe, la crise franco-allemande de 1870 et la guerre russo-turque, auxquels elle avait assisté en spectatrice, ne le lui ont pas apporté. Presque contrainte de s'allier aux empires germaniques par les dangers auxquels l'exposait l'agitation irrédentiste, l'Italie a ensuite compté recevoir spontanément de l'Autriche alliée des concessions en faveur des sujets italiens de la Double Monarchie. Là encore elle a été déçue : autonomie du Trentin, libertés municipales de Trieste, maintien de la culture et de la langue, octroi d'une Université, sur aucun de ces points elle n'a jamais réussi à obtenir d'autres satisfactions que des promesses. Il n'est pas d'histoire plus décevante que celle des revendications irrédentistes de 1866 à 1914.

Et comment aurait-il pu en être autrement? L'Autriche peut-elle se résoudre, sans y être contrainte par la force, à faire droit aux revendications autonomistes de l'*Italia irredenta?* Il est trop évident que toute province autonome de la monarchie évoluera naturellement vers l'indépendance complète ou l'annexion aux États voisins, comme le firent, dans l'empire ottoman, les Principautés Moldo-Valaques, la Serbie, la Bulgarie, la Roumélie. On ne saurait reprocher à l'Autriche de ne pas consentir d'elle-même à devenir un nouvel Homme Malade. Si Vienne avait octroyé aux habitans du Trentin et de l'Istrie les libertés politiques, les garanties qu'ils demandaient pour leur culture et leur langue, aussitôt Tchèques, Roumains, Bosniaques, auraient exigé les mêmes privilèges ; dès que les

(1) Le nom de cette défaite italienne, donné à un navire de la flotte alliée, souleva de vives protestations en Italie.

Italiens parlaient d'une Université italienne à Trieste, les Slovènes réclamaient déjà la leur à Laybach. L'Autriche peut-elle d'ailleurs accepter qu'il s'établisse à Trieste un centre d'études, sans doute, mais aussi, inévitablement, de propagande politique et d'agitation séparatiste?

Après avoir sommairement parcouru l'histoire des revendications irrédentistes dans le passé, si nous essayons de prévoir l'avenir qui leur est réservé, nous sommes ainsi obligés de constater qu'elles n'ont à espérer de la bonne volonté autrichienne aucune espèce de satisfaction.

Quant à une cession territoriale de l'Istrie et du Trentin, nous avons vu que l'Autriche s'y est refusée à l'époque du Congrès de Berlin comme à la veille de la crise de 1870, et même antérieurement, en 1866, malgré ses défaites en Bohême. L'empereur-roi peut-il se résigner à abandonner bénévolement, sans l'avoir défendue par les armes, cette partie des domaines héréditaires de sa Maison? Et d'ailleurs, il ne serait pas seul à en décider. Le Trentin a fait partie du Saint-Empire et de la Confédération germanique, dont le nouvel Empire d'Allemagne se considère comme le successeur et l'héritier éventuel. Le Parlement de Francfort ne proclamait-il pas jadis, dans un vote fameux, que « le peuple allemand frapperait de sa malédiction et des peines de haute trahison ceux qui compromettraient des territoires germaniques dans des négociations avec des Puissances étrangères? » L'Allemagne unie, enivrée d'orgueil et de convoitises, ne se montrerait pas moins intransigeante.

Lorsque certains journaux annoncèrent que le prince de Bülow, se rendant à Rome, était chargé d'offrir le Trentin à l'Italie pour prix de sa neutralité, la *Gazette de Cologne* s'est empressée de démentir cette nouvelle dans un article officieux. Et si le Trentin devenait jamais, aux mains des empires germaniques, l'objet de quelque marchandage désespéré, on peut se demander ce que pèserait, après une victoire, le « chiffon de papier » arraché par les circonstances. En ce qui concerne Trieste, la situation est plus claire encore. Vers le Levant, la Mer-Noire, l'Égypte, le canal de Suez, les Indes et l'Extrême-Orient, cette ville est devenue le port naturel pour tout le trafic des Allemagnes : elles ne le laisseront pas volontairement échapper. Sans doute Trieste est italienne, mais les Allemands ne reconnaissent pas le droit des peuples et des nationalités;

ils ne connaissent que la force. Quelle raison auraient-ils par suite de tenir compte des désirs de l'Italie, si celle-ci n'est pas en mesure de les imposer? Or, ils l'imaginent du moins : « L'Italie est trop pauvre, trop inhabile à la guerre, pour pouvoir entrer en concurrence avec nous. »

On ne conçoit donc point qu'aucune concession bénévole puisse être consentie jamais à l'Italie au sujet de l'*Italia irredenta*. Toute l'histoire que nous venons de parcourir le prouve bien. Et cependant cette histoire témoigne aussi du durable attachement des Italiens de l'empire austro-hongrois à leur culture, à leur « italianité, » comme l'étude des événemens, plus forts que la volonté des chefs d'États, démontre que, même si l'Italie pouvait toujours rester sourde à leurs plaintes et à leurs appels, sa situation géographique ne lui permettrait pas de se désintéresser de l'Istrie et du Trentin. Elle ne peut abandonner les colonies italiennes du littoral, installées dans des villes prospères, formant un absolu contraste avec les ports de la péninsule qui leur font face et qui sont si disgraciés par la nature. Elle se sent « chassée » de l'Adriatique, cette mer qui baigne pourtant la moitié de ses côtes. Enfin, la possession du Trentin entre les mains de l'Autriche crée pour elle un état d'insécurité insupportable.

Il suffit de jeter les yeux sur une carte pour constater que le Trentin pénètre entre la Lombardie et la Vénétie « comme un coin : » l'expression se retrouve invariablement chez tous les géographes ou écrivains militaires qui ont parlé de cette région. Ainsi que le remarquait l'un d'eux, la frontière italo-autrichienne ressemble à un S couché, dont la base repose aux sources de l'Adda, la boucle s'avance entre Milan et Vérone, et le sommet enveloppe le territoire de Venise. Maîtres du Trentin, il est aussi aisé aux Autrichiens d'envahir le territoire italien que difficile aux Italiens de pénétrer en Autriche. Plus de sept routes divergentes permettent de déboucher de ce bastion du Tyrol, dont le défenseur, comme le fit si habilement le général Khün en 1866, peut de Trente se porter tour à tour sur chacun des points menacés. D'autre part, la présence dans les montagnes du Trentin de forces ennemies intactes rendrait très dangereuse, sinon impossible, la marche d'une armée italienne, voulant, comme le fit Bonaparte en 1797, mais seulement après avoir écrasé Wurmser et Alvinzy, s'élever par la Vénétie et le

Frioul vers Vienne; son flanc gauche serait exposé à être enfoncé, tandis qu'au contraire, protégées par des troupes gardant une expectative menaçante dans le Trentin, les masses autrichiennes peuvent, après avoir franchi l'Isonzo, s'avancer librement dans la large plaine d'alluvions entre les Alpes et la mer.

L'Autriche a su d'ailleurs rendre encore plus forte cette situation naturelle. « Entouré de forts cuirassés et de batteries casematées, Trente est devenu dans ces dernières années un camp retranché de premier ordre. » Les six forts Cevezzano, Bucco di Vela, Matarello, Romagnano, San Rocco, Sopramonte, constitueraient un obstacle sérieux, même pour une artillerie lourde qu'il serait d'ailleurs malaisé d'amener à pied d'œuvre. D'autres points du Trentin, — notamment Riva, — ont été solidement fortifiés, et de nombreuses lignes stratégiques viennent faciliter les mouvemens de troupes à l'intérieur du pays. Le tracé de la frontière actuelle, tel qu'il a été établi en 1866, est aussi désavantageux pour l'Italie à l'Est qu'au Nord; il laisse à l'Autriche, avec les deux rives de l'Isonzo, le libre passage du fleuve. L'offensive autrichienne menace l'Italie par le Trentin, par le Frioul oriental et aussi par l'Adriatique, car de Venise au canal d'Otrante il n'y a pas un port de guerre, comme du lac de Garde à la mer on ne trouve pas une place pour la retarder : « Elle menace Milan comme Vérone, comme Venise, comme Ancône et jusqu'à Bari. »

On conçoit donc que les Italiens ne puissent assister en spectateurs indifférens à la crise que l'Europe traverse. S'ils admettent un instant l'hypothèse d'une Autriche victorieuse, beaucoup disent dans les couloirs du Parlement, écrivent dans les grands journaux de Rome, de Milan et de Naples, que c'en serait fait alors de leurs espérances anciennes; installé à Trente et à Trieste pour n'en plus jamais sortir, l'Empire des Habsbourg y formerait l'avant-garde de la Germanie, de même qu'en Albanie ou dans le Balkan, sa prépondérance ne laisserait plus de place à l'activité italienne.

Mais une victoire des Slaves pourrait n'être pas non plus sans danger pour l'Italie, si celle-ci, n'ayant pas pris part au conflit, ne se trouvait pas consultée au moment du définitif règlement de compte. Sans envisager la disparition totale de l'Autriche, qui ne serait probablement dans l'intérêt de personne, on peut prévoir, à la suite de cette guerre, une refonte de sa

constitution, une redistribution de ses territoires, telles qu'on n'en a pas vu de plus considérables depuis les traités de Westphalie. De Cattaro à Raguse, jusqu'où s'étendra la grande Serbie de demain? Sur quelles bases s'établira le nouvel État slave du Sud? Quelle place laissera-t-il aux Italiens du littoral? Quel sera le sort de Trieste, enveloppée par les Slovènes?

Ainsi la question irrédentiste ne pouvait rester absente de la guerre actuelle. L'ambassadeur de Russie ne l'a-t-il pas officiellement indiqué en proposant de confier au gouvernement de Rome les Italiens faits prisonniers dans les régimens austro-hongrois? Les Italiens d'Autriche ne se laissent pas oublier. Hier, raconte le *Times* du 29 octobre dernier, cinq mille jeunes Triestins ont quitté Trieste pour le front. Ils ont été conduits à la gare sous une forte escorte de police, la foule suivait dans un silence funèbre. Mais lorsque le train s'ébranla, un même cri s'échappa de toutes les poitrines : « *Evviva Trieste Italiana!* » « Vive Trente et Trieste! » C'est aussi le cri qui a accueilli les déclarations de M. Salandra à la Chambre (1). Cette année, les fêtes en souvenir de la mort d'Oberdank ont été célébrées avec un éclat qu'on ne connaissait plus...

Quelques semaines après la déclaration de la guerre, le grand journal libéral de Milan, *il Secolo*, a publié un dessin bien caractéristique : sur les eaux de l'Adriatique vogue une petite barque, battue par les flots, où est assis le marquis di San Giuliano, en grand costume d'ambassadeur, avec deux béquilles sur les genoux; à la proue flotte un drapeau qui porte ce mot : *Neutralita.* Mais on voit à l'avant, dormant entre deux eaux, une énorme mine sur laquelle est écrit en grosses lettres : *Irredentismo.*

La souplesse sicilienne de l'éminent diplomate elle-même aurait-elle réussi à prolonger longtemps cette inquiétante navigation? C'est aux Italiens qu'il appartient, les yeux fixés sur leur seul intérêt, de tenir la barre à travers les obstacles sournois et en profitant des occasions fugitives... La mine fera-t-elle sauter le frêle esquif? Peut-être n'éclatera-t-elle jamais, mais il m'a semblé que le lecteur français pourrait trouver quelque profit à connaître l'existence de cet engin et l'histoire de sa fabrication.

JEAN POZZI.

(1) « L'Italie a le devoir de ne pas laisser passer le moment de revendiquer ses frontières naturelles. » (Ordre du jour voté par le Parti radical le 15 septembre dernier.)

LE
MYSTÈRE DES BÉATITUDES

PREMIÈRE PARTIE

Heureux les pauvres d'esprit
Heureux ceux qui sont doux
Heureux ceux qui pleurent
Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice
Heureux les miséricordieux
Heureux ceux qui ont le cœur pur
Heureux les pacifiques
Heureux ceux qui souffrent persécution pour la justice.

— Qu'est-ce que je vais servir à ces messieurs? demanda Constant, le garçon attitré du groupe qui venait d'arriver à la terrasse du Café de la Paix.

Et il passait, d'un air de sollicitude, sa serviette sur le guéridon blanc.

Augustin Muzard, le caissier du journal *la Poste*, d'un mouvement nerveux de la tête, compta la bande, interrogea chacun et dit d'un ton bref, sa barbiche rousse rejetée en avant, presque provocante :

— Cinq bocks.

Sa petite taille faisait ressortir la taille démesurée de son camarade Jean Solème, dont une grande mèche blonde, qu'il relevait sans cesse, patiemment, s'obstinait à cacher le front. Ce camarade était un reporter de *la Poste* qui avait trimé tout le jour à propos d'un assassinat commis aux Batignolles, et qui se laissa tomber devant la table, son regard gris voilé par le cristal du lorgnon. A côté d'eux s'assirent Lucien Gérard, le

dessinateur favori de *la Poste du Dimanche*, et sa femme Huguette, qui le suivait partout. Au même instant, Jean Solème parut se réveiller et s'écria :

— Mais vous êtes très mal, monsieur Loche; prenez donc ma place.

— Pas du tout, pas du tout, répondit le cinquième personnage.

Augustin Muzard toisa ce Cyprien Loche, auquel Solème prodiguait ses attentions. C'était un banquier, nouvellement établi rue Vivienne et que tous les collaborateurs de *la Poste* connaissaient. Digne et froid, le pardessus étroitement boutonné sur un long corps maigre, la tête petite, les cheveux gris en brosse courte, il posait à l'aristocrate. Muzard n'eut pas un geste d'aménité. Cyprien Loche lui tendit un cigare :

— Monsieur le caissier, faites-moi donc le plaisir d'accepter.

— Vous m'excuserez, monsieur, je ne fume que la pipe, et si madame Gérard le permet...

La gentille Huguette Gérard permit d'un sourire.

Alors il se mit à bourrer une petite pipe de merisier, pendant que tous se taisaient, comme des hommes de travail qui viennent de finir leur journée.

Il était six heures et, par ce soir d'octobre tiède et beau, la place de l'Opéra prenait des aspects de féerie. Quatre torrens charriant impétueusement fiacres, camions, auto-taxis, autobus, s'y croisaient dans un tumulte de tonnerre, et par un jeu savant, à intervalles réguliers, les torrens s'immobilisaient pour laisser passer, dans le silence, le flot des piétons, s'élançant la tête en avant, comme à la charge. Se faisant face, les deux ouvertures des catacombes modernes, avec leurs galeries à balustres, vomissaient périodiquement une foule noire, pendant qu'une autre foule s'y engouffrait. On aurait dit les allées et venues affolées et stupides d'une fourmilière. De-ci, de-là, aux balcons, fulgurait l'éclair des affiches lumineuses. Et au fond, la façade géante de l'Opéra avec ses colonnades, ses entablemens, ses frontons, ses génies, apparaissait allégée et bleuâtre.

Huguette Gérard décolletée, ses cheveux blonds dans le cou, une rose bleue sous son chapeau sombre, ne buvait pas, les yeux perdus dans le mouvement des voitures. Soudain, le geste d'un agent ayant arrêté net le torrent, plus de vingt autos de luxe, aux panneaux luisans, stationnèrent en trépidant devant

les consommateurs du café. La poitrine soulevée de désir, Huguette rompit le silence :

— Tout de même, dit-elle, si on avait de l'argent!

Cyprien Loche agita la tête d'une façon lente et rythmée et il souriait en même temps d'un sourire mystique, puis sa main fit un geste étrange, comme magique. Il semblait dire : « Jeune femme, venez-vous donc seulement de découvrir la vérité, à savoir qu'il n'y a que ce dieu au monde? »

Le mot d'Huguette Gérard avait donné une commotion aux cerveaux; ç'avait été dans chacun comme le rappel de l'idée fixe. Son mari, dissimulant une amertume profonde sous une apparence de blague, dit :

— Évidemment, tant qu'Albert Blond, notre patron à tous, me paiera un louis mes dessins, je ne t'offrirai pas d'auto, ma pauvre chatte.

Augustin Muzard, imperturbablement, tira une bouffée de sa pipe. Mais Jean Solème, relevant sa longue mèche blonde, se pencha vers le banquier et à mi-voix :

— Alors, monsieur Loche, c'est donc tout à fait une affaire merveilleuse que votre Compagnie de Navigation soudanaise?

Cyprien Loche eut de nouveau son pâle sourire, orné d'un de ces gestes qui en disent plus long que toutes les paroles. Puis, enfin, daignant se faire entendre :

— Bête comme chou, mon ami, bête comme chou. Quelques navires à acheter, et ils le sont à l'heure qu'il est, quelques cours d'eau à rendre navigables, quelques kilomètres de canaux par-ci par-là, et voici, avant quinze mois, les gros dividendes!

Puis, soudain, changeant de ton :

— Mais, d'ailleurs, jeunes gens, je me suis donné comme règle de ne jamais causer de cela avec vous. Eh! mon Dieu, j'ai eu trente ans, moi aussi, et j'étais employé, et je gagnais trois cents francs par mois, et je sais bien que cela vous retourne de se dire : « Si j'avais cinq billets de mille francs à mettre dans cette affaire, j'aurais dans trois ans mathématiquement cinquante mille francs dans ma poche. »

— Ne vous gênez pas pour moi, à tout le moins, monsieur, dit sans broncher Augustin Muzard, car vous ne me retournez nullement.

Le banquier eut l'air de ne pas entendre.

— A partir de combien peut-on souscrire à votre machine, monsieur? demanda Huguette, mélancolique.

Cyprien Loche se tut, comme par système. Ce fut Jean Solème qui répondit :

— Il y a des parts d'actions de cent vingt-cinq francs.

— Cent vingt-cinq francs! répéta la jeune femme avec accablement.

Et elle trempa ses lèvres dans la mousse de son bock, comme pour y chercher l'oubli.

A ce moment, une voiture de courses mêla ses grelots aux gémissemens des autobus et s'arrêta devant la sortie du Métro. Plusieurs personnes sautèrent à terre et parmi elles un couple qui se fraya entre les voitures un chemin jusqu'au trottoir.

— Tiens! les Nassal, s'écria Solème, avec un grand geste.

Ils entendirent leur nom, accoururent les mains tendues, les yeux fous. Jean Solème les présentait au banquier.

— Mon ami, Abel Nassal, sous-chef de bureau au ministère de l'Intérieur, Madame Nassal.

Mais celle-ci n'entendait rien, serrait au hasard les mains, disait : « Bonjour, Muzard, bonjour, Gérard, bonjour, Huguette, » puis ne se tenant plus :

— Vous savez, nous revenons de Vincennes; nous avons joué *Ibaldi* qui nous avait mis dedans l'autre jour à Auteuil; nous l'avons joué placé, Abel et moi, et il a rapporté soixante-huit francs. Imaginez-vous cela : cent trente-six francs à nous deux avec une seule bête, sans compter la veine que nous avons eue encore avec *Jonquille*, gagnant à treize francs. En voilà une journée!

C'était une jolie femme élégante, en tailleur noir, qui semblait avoir pour chacun une intention aimable. En réalité, elle se riait à elle-même; elle riait aux pièces d'or, jetées en vrac dans sa sacoche, tout à l'heure, aux guichets du pari mutuel et qu'elle sentait peser lourdement sur sa hanche fine. Cette sorte d'impudeur des joueuses hallucinées qui n'ont pas conscience de leur folie, qui ne se savent même pas en dehors de la vie, elle l'avait, malgré son aspect correct. Elle n'aurait parlé que chevaux, performances, pédigrees, jockeys, écuries ou pistes, sans penser même que, pour ses amis, il pût y avoir d'autres sujets d'intérêt.

Augustin Muzard la disséquait du regard, curieusement, tout en fumant sa pipe en silence.

Le mari conservait plus de discrétion, au milieu des faveurs de la chance. Néanmoins, lui non plus, ne put tenir sa langue, et Muzard, maintenant, s'amusait à entendre ce gros garçon chauve, légèrement sourd et assez balourd, conter en s'asseyant à une table voisine les péripéties de la course de ce « sacré *Ibaldi*, » trottant d'abord cinquième, puis à chaque tournant rattrapant une distance. Et devant ses yeux bleus béats, on sentait s'étendre encore la grande pelouse infinie, cernée de sa piste; quelques arbres rares s'élevaient dans le lointain; au fond, le donjon de Vincennes se dorait au soleil couchant d'automne, ce pendant qu'une foule hurlante se mouvait doucement en rond, aimantée par quinze petites choses mécaniques aux taches multicolores, glissant au ras du sol, vertigineusement, là-bas.

Constant, le garçon, revint, et passant avec son éternelle sollicitude sa serviette sur la table :

— Qu'est-ce que je vais servir à Madame et Monsieur?

Ils étaient altérés par la fièvre d'une telle journée. Ils demandèrent de la bière. Alors Cyprien Loche, voyant tous les verres vides, sauf celui d'Huguette Gérard, commanda :

— Constant, six bocks!

— Ah! les courses, ça peut être intéressant, déclara Jean Solème; seulement, il ne faut pas être poursuivi par la guigne. Moi, j'ai toujours perdu.

Alors le banquier, gravement :

— Le jeu, cela existe, et j'en tiens compte. Mais c'est un moyen inférieur, et inférieur en tant que moyen parce que supérieur à nos forces. Nous ne le régissons pas. Beaucoup plus intelligente est la spéculation. Mais le plus malin, comme vous dites, jeunes gens, c'est la simplicité des bonnes affaires sûres, fécondes, terrain dans lequel le capital reproduit comme une graine semée dans du terreau.

— Encore faut-il avoir la graine! ricana Jean Solème, nerveusement.

De nouveau, les autobus, lancés furieusement, durent stopper avec une plainte de monstres blessés; une file de voitures, dont les chauffeurs restaient la main sur la direction, s'allongea comme tout à l'heure devant la terrasse. Huguette Gérard se pencha vers Mme Nassal :

— C'est la sortie d'une matinée à l'Opéra; regardez donc ces tiolettes.

En effet, au fond des voitures de maîtres, sous les gerbes de fleurs de Nice, d'impassibles femmes, leur vêtement à demi ouvert sur des robes claires, semblaient indifférentes et lasses. Çà et là, un diamant scintillait. On voyait des coiffures savantes, avec des rubans d'or et des bijoux d'art moderne voilés par la mantille.

Soudain Jean Solème devint très attentif; il allongea la tête, fouilla des yeux chaque voiture. Il n'entendit même pas Huguette Gérard dire à son mari :

— Si tu voulais, on irait demain à Auteuil avec les Nassal; tu pourrais avoir des tuyaux sûrs par M. Solème, et on risquerait cent sous sur un bon cheval.

Solème semblait de plus en plus nerveux; maintenant, il se rejetait en arrière pour tâcher d'apercevoir les autos arrêtés plus haut, sur la place. Puis, tout se remit en mouvement. D'abord, une théorie de cinq autobus qui ronflaient là pesamment depuis une minute; puis près d'eux, les grands taxis aux panneaux rouges qui semblaient rouler d'une allure légère; ensuite une succession de voitures de luxe; et toute cette masse, lancée maintenant à folle allure, ressemblait à une armée roulante, chargeant pour quelque conquête monstrueuse, se précipitant à un assaut mystérieux.

Solème n'avait plus le temps, en ce moment, de distinguer aucun visage; ses yeux bougeaient perpétuellement, accrochés à l'éclair de chaque vitre qui passait. Augustin Muzard, qui ne laissait rien inaperçu, lui dit à l'oreille :

— Tu crois donc qu'elles sont là?

Solème répondit :

— C'est toujours possible qu'elles soient à l'Opéra quand on joue en matinée une machine de Wagner. Je sais qu'elles adorent cela.

Les yeux de Muzard eurent un pétillement d'ironie à peine visible, et il se retourna vers le banquier qui s'adressait paternellement aux deux jeunes femmes :

— Mais non, mais non; ne jouez donc pas. Il y a une folie, une absurdité dans le jeu. Vous, Madame, surtout, que le serpent de cette passion n'a pas encore mordue, ne vous laissez pas séduire !

— Ah! vous êtes bon, vous, monsieur Loche ! Ne pas jouer, c'est très bien, mais si, moi, je meurs d'envie de vous acheter

une action, avec quoi vous la paierai-je? Comptez : en calculant que nous ayons, dans un temps indéterminé, quatre fois la chance que nos amis Nassal ont eue aujourd'hui, et nous voici actionnaires de la « Société de Navigation soudanaise. » En somme, cela n'a rien d'énorme : quatre fois cette chance-là, en six mois, en un an, s'il le faut.

— Écoutez, Madame, dit Cyprien Loche, en homme raisonnable, vous l'aurez, votre part; vous l'aurez. Que M. Gérard vienne me voir un jour et m'apporte des dessins, un petit album, quelque chose dont il soit content, et je lui paierai cela grassement; vous aurez bien, pour parfaire la somme, quelques sous d'économie, et voilà votre rêve réalisé.

— Oh! monsieur Loche, vraiment vous êtes trop bon!

— Monsieur Loche finira par se ruiner lui-même, prononça imperturbablement Augustin Muzard, en secouant sur son talon la cendre de sa pipe.

— Je n'en accepte pas l'augure, monsieur le caissier, répondit enfin Loche, poussé à bout.

Du boulevard des Italiens, du boulevard des Capucines, de l'avenue de l'Opéra, de la rue de la Paix, de la rue Auber et de la rue Halévy, les torrens arrivaient maintenant plus denses, plus furieux, comme les armées un soir de bataille. Mais où avait lieu l'assaut?

Une demi-mondaine passa sur le trottoir; elle aperçut Solème et Muzard dont elle était la bonne camarade et leur fit un signe imperceptible; mais, voyant qu'il y avait deux femmes du monde en leur compagnie, avec la philosophie coutumière aux personnes de sa catégorie, elle alla s'asseoir solitaire un peu plus loin.

— Ninette sait vivre, dit Jean Solème à Nassal et à Gérard; elle rend hommage à la vertu de vos compagnes en s'écartant humblement.

— Ah! c'est la fameuse Ninette? dirent ensemble Rosine et Huguette.

Et, du coin de l'œil, elles la dévisageaient curieusement.

— Mais c'est qu'elle a l'air très gentil, dit Mme Nassal. Pourquoi n'est-elle pas restée honnête, cette petite?

— Elle était marquée pour le vice, déclara Cyprien Loche.

— Pourquoi elle n'est pas restée honnête, pourquoi? dit Augustin Muzard; vous en êtes encore à vous demander cela, vous tous?

Il caressa de la main sa barbiche rousse ; dans son pâle visage, bilieux et maladif, ses yeux noirs, sans cesse changeans, tantôt moqueurs, tantôt inquisiteurs, tantôt emplis d'une mélancolie profonde, prirent une ardeur concentrée, et, cambré sur sa chaise, le regard fixé sur l'œuf électrique inondant de lumière la terrasse, il dit de sa voix métallique :

— Ninette est devenue ce que vous voyez, parce qu'elle a adoré l'idole que vous adorez tous. Vous vous traîneriez à genoux, vous vous traîneriez à plat ventre dans la poussière pour séduire l'Argent, pour attirer sur vous ses faveurs. Ninette a pris un chemin, vous en avez pris d'autres; mais vous allez tous au même but qui vous fascine : l'Argent. Il a hypnotisé Nassal et sa femme. qui pouvaient vivre tranquillement d'une situation petite, mais sûre, et qui se précipitent de champ de course en champ de course, béans devant la potence où se lève automatiquement, à intervalles, en gros chiffres, le rapport d'un cheval au pari mutuel. L'or dont un coup de chance peut leur jeter l'aubaine, ils l'attendent tremblans, les mains sans cesse tendues, et ils ne sortent pas d'un état de transe au bout duquel les guette la folie. Et voici Huguette Gérard, dont la vie matérielle semble très douce entre ses trois beaux enfans et un mari qui se tire d'affaire à l'heure qu'il est. Toutes les choses nécessaires qui feraient envie à un pauvre diable, ils les possèdent. Mais que la Richesse, sous un aspect quelconque, s'offre en spectacle, voilà les désirs qui s'éveillent, et, puisque le droit chemin ne les mène pas à l'idole, frénétiquement ils en cherchent d'autres. Je les vois venir; ils vont spéculer; les usines ténébreuses, où l'Argent se reproduit tout seul, secrètement, les hantent ; ils commencent à tourner autour. Et M. Cyprien Loche est là, juste à point. Ah! lui, c'est le véritable conquistador de la Fortune. Il vous parle de pays féeriques et inconnus, où les millions vont s'engraisser. Sous des palmiers, le long des fleuves bleus, il passe des navires, et l'hélice de ces bateaux moud de l'or, et les millions reviendront plantureux, quadruplés. Mais, en attendant, ses yeux de financier les voient, ces millions qu'il ne tient pas encore, dans la poche de tous; il les appelle, il les charme, il les attire et il les aura, car, dans la conquête que vous avez tous entreprise, vous n'êtes que des pygmées à côté de M. Cyprien Loche. Il la vaincra, l'idole, de même que Ninette Coquard saura se la rendre favo-

rable. Ce n'est pas Ninette qui a le moins soif, allez, dans la fièvre générale ! Elle aura l'auto, et l'appartement garni de meubles rares, et surtout les titres de rente, plein son portefeuille fleurant la verveine. Et il y a aussi mon ami Solème dont je ne veux rien dire, parce que sa passion, plus secrète, presque clandestine et sourdement effrayante, notre intimité seule me l'a révélée ; mais Solème ! Solème ! je te vois dévoré comme certains le sont par un grand amour.

Tous écoutaient Muzard avec un demi-sourire errant aux lèvres. C'était le plaisir de la bande quand ce garçon taciturne, à qui l'on permettait toutes ses boutades et qui parfois, de toute une soirée, ne desserrait les lèvres que pour vous lâcher en plein visage une vérité cinglante, s'emballait ainsi. Il avait tous les droits ; du moins il les prenait tous. Il vous fouillait l'âme, démasquait vos arrière-pensées, vous confessait publiquement. Sans cesse, il cherchait des affaires, les provoquait, en avait eu plusieurs et en avait tiré sa réputation d'escrimeur sans égal. Aucune appréhension ne bridait ses propos. Nul ne l'aurait fait taire ; c'était lui qui jugulait les autres.

Cette fois, le grand Solème, se redressant indolemment, allait répliquer. Mais Augustin Muzard, qui n'avait pas fini et s'était interrompu seulement pour boire une gorgée de bière, lui coupa la parole, sa main osseuse, petite et toute frémissante de pensée, tendue vers la place.

— Regardez ça, continua-t-il, regardez cette frénésie des moteurs, et ces hommes plus trépidans encore que leur machine, où tout cela se rue-t-il ? Vous savez bien que l'on peut le pronostiquer à coup sûr : pour les deux tiers, à tout le moins, cela va vers le gain, vers la fortune, car de sa naissance à sa mort, c'est en réalité ce que poursuit l'homme. Interrogez celui qui passe, lisez ses pensées, les combinaisons de son esprit ; est-ce qu'elles ne tendent pas toutes à l'argent ? Les grandes passions, l'amour, la haine, elles pâlissent, elles paraissent puériles à côté de celle-là. Quant à l'ambition, elle n'est qu'incluse dans le désir de l'argent, car vous n'ignorez pas que si, par exemple, les hautes charges n'étaient pas rétribuées, — et comment ! — il ne se trouverait personne pour les tenir. Eh bien ! quand je vois l'argent, chose vile en soi, chose qui devrait être inerte et morte, animée d'une telle puissance, se faire plus vie que la vie même, de moyen devenir but, et, en même temps que le

but, l'excitateur de tout le mouvement humain vers ce but, je dis avec Huysmans : « Ou l'argent qui est ainsi le maître des âmes est diabolique, ou il est impossible à expliquer. »

— Vous croyez donc au diable, Muzard ? fit Nassal avec sa grosse ironie.

— Ma foi, à force de me heurter à lui partout, à force de le rencontrer constamment, je commence à penser qu'il existe, dit le jeune homme, sans qu'on pût savoir au juste s'il plaisantait.

— Mais non, reprit enfin Solème, dont les idées, moins fulgurantes que celles de son ami, venaient au jour avec plus de lenteur, plus d'effort; mais non, l'argent n'est pas diabolique, au sens même où tu l'entends; c'est divin qu'il faut dire, au contraire, car sans lui, rien de grand, rien de bon, ne se serait fait. Imaginons une divinité bienfaisante en présence de l'apathie, de la lâcheté de la race humaine ; comment animera-t-elle cette masse, comment l'incitera-t-elle à tout entreprendre, comment la fera-t-elle progresser? Le désir du confortable, l'appât du bien-être ne peut être que personnel et n'opère que si l'individu travaille pour lui. Il faut, pour que l'homme entreprenne ce dont il ne jouira pas, un mobile aussi puissant que l'intérêt propre. Alors, la divinité inventera l'argent qui socialisera l'effort, le répartira sur tous les besoins publics, le rémunérera individuellement. Mais cela est admirable, Muzard, cela est digne d'une divinité tutélaire ! Et plus il y a de puissance mystérieuse en l'argent, plus je trouve justifiée notre adoration.

Le banquier, soulevant sa petite tête, le cigare entre deux doigts, répéta gravement :

— Adoration, le mot n'est pas trop gros. Il est bon. Il faut adorer l'argent sans le comprendre, sans essayer d'en sonder le mystère. Constatons seulement et courbons la tête. Ses bienfaits sont partout et il n'y a de souffrance que là d'où il se retire. Voyez l'œuvre du capital : les pays défrichés, la distance abolie, la douceur de vivre, et, grâce aux échanges, l'existence ornée, la beauté produite, répandue partout. Ah ! l'argent ! l'argent !

Et il balançait la tête, lentement, comme un encensoir devant un dieu.

— Divin ? l'argent, divin ? reprit Muzard ; bienfaisant,

l'argent? ah! ah! Mais il est venimeux, il pourrit tout. Il suffit qu'il se glisse entre deux affections pour les gâter. Il est l'ennemi de l'amitié contre laquelle il lutte et qu'il terrasse toujours; il sert de ciment à la famille, dit-on, mais il la désagrège à la fin. Il tue éternellement ce qu'il y a de plus pur dans l'humanité, le désintéressement. Il corrompt les individus, il corrompt les familles, il corrompt les œuvres, il corrompt les institutions, il corrompt les races. Tout ce qui est fait avec son concours croule, car c'est un faux dieu, et tout ce qui a été fait de vraiment grand a été fait sans lui. Et si ce qui a été fait de grand pactise avec lui, c'est la dégénérescence, le poison, la ruine. Ainsi, quand j'entends des hommes dire en se rengorgeant : « La France est riche! » je pense : « Malheureux, au moins ne le criez pas si haut, car on sait bien ce que ça signifie, l'opulence d'un peuple! »

— Sacré farceur! dit Jean Solème, si demain tu héritais, je voudrais bien te voir!

— Si demain j'héritais, prononça Muzard, sourdement, je ferais comme les autres, je serais contaminé. Et l'homme relativement propre que je suis dans ma pauvreté connaîtrait les péchés qui me sont maintenant impossibles, tels que l'avarice, l'égoïsme cruel, la paresse et toutes les gourmandises. Ah! ce n'est jamais beau, un pauvre qui devient riche! Sa générosité naturelle, qui faisait que ce qu'il donnait était de sa propre substance, sera bientôt combattue par cet amour du pécule, cette tendresse ignoble qui s'éveille dans l'homme dès qu'il possède. Et ce pécule lui deviendra tellement sacré, tellement intangible, que tous les maux humains qu'il verra souffrir autour de lui et qu'il pourrait soulager en puisant dans le vif de son bien, lui deviendront indifférens. L'or engraisse l'égoïsme, boursoufle l'orgueil, aveugle les yeux clairs. Et, comme je ne suis pas meilleur qu'un autre, je subirais les transformations fatales.

Le vacarme était devenu tel sur la place qu'on entendait à peine Muzard, dont la voix était sourde et voilée. Des bruits d'essieux, de freins, de moteurs, de cornes d'autos, traversés par les noms des journaux du soir, lancés à la course par les crieurs, formaient un unisson formidable, et de la cohue montait une vapeur lumineuse qui éclairait le faîte des maisons et les frontons bleus de l'Opéra. Toute l'opulence de Paris semblait rouler ici : trafic, finance, aristocratie. On sentait la richesse

profonde, solide, indestructible, de la grande ville, affichée dans ce mouvement vertigineux des véhicules de haut prix, dans ce tourbillon de fête gigantesque. Soit que ce tumulte les eût comme assoupis, soit que les paroles du jeune homme leur eussent donné à réfléchir, les Gérard, les Nassal et même Jean Solème se taisaient. Le banquier appela Constant qui passait, mais le garçon expliqua que Muzard avait tout réglé : personne n'avait rien vu. Sans doute avait-il payé sournoisement, tout à l'heure, pendant qu'on l'écoutait. D'ailleurs, c'était toujours ainsi. Alors, ayant un moment laissé lui aussi ses yeux errer sur la charge des passans qui se précipitaient d'un trottoir à l'autre, il recommença :

— A cette heure, dans Paris, il y a un saint...

— Comment? interrogea le gros Nassal qui, d'oreille un peu dure, n'avait pas entendu.

Sa femme répéta pour lui :

— M. Muzard dit qu'en ce moment-ci, il y a un saint à Paris.

— Ah! et où le voit-on?

Il demandait cela ingénument, comme s'il se fût agi d'une attraction de cirque ou de music hall.

Discrètement, Cyprien Loche regarda l'heure, toujours talonné par le temps. Jean Solème prononça :

— Oui, nous connaissons... L'abbé Naïm, hein?

— L'abbé Naïm, en effet, acquiesça Muzard.

Mais les deux femmes, que la vie parisienne avait pourtant rendues depuis leur enfance fort indifférences à toute idée religieuse, avaient eu, à ce mot de saint, le même tressaillement de curiosité.

— Un vrai saint? demanda Mme Nassal.

— Un vieux curé à cheveux blancs? interrogea Huguette Gérard.

— Non, fit Muzard, un jeune prêtre à barbe noire.

— Est-ce qu'il fait des miracles? questionna encore Huguette.

Mais, agacé, Muzard négligea de répondre. Au bout de quelques minutes seulement, il répondit :

— C'est lui qui, sans discours, sans théories, sans paroles, par le seul spectacle de sa vie, m'a appris tout ce que je viens de vous dire, et bien d'autres choses encore. J'ignore toujours

s'il y a un bon Dieu, si le monde s'est fait tout seul, si l'au-delà existe. Mais j'ai vu un homme lumineux, dont tous les actes sont une leçon, dont tous les gestes répandent du bonheur, dont tous les regards sont de la bonté vivante. J'ai vu un homme qui devine, qui sait, qui comprend, qui pardonne; j'ai vu un homme qui aime et j'ai eu la vision de ce qu'eût été la vie terrestre, si l'humanité avait entendu la Voix qui proclamait, il y a deux mille ans, les Béatitudes sur la Montagne.

— Monsieur le caissier, dit Cyprien Loche, qui se leva et tendit la main à Muzard, je vous dis à un de ces jours.

— Est-ce que, par hasard, je vous aurais jeté de l'eau bénite, monsieur Loche? demanda le jeune homme d'un air déférent dont tout le monde sourit.

A leur tour, les Nassal prirent congé, et le sous-chef de bureau dit à Muzard en le quittant :

— Mon vieux, quand votre saint aura changé un timbre de deux sous en un billet de mille, je croirai en lui.

— Et si le diable faisait d'un gros homme un porte-mon naie, qu'est-ce que vous diriez? demanda Muzard terriblement.

Les Gérard s'effarèrent quand ils virent l'heure. « Comment, déjà si tard! Et leurs petits enfans qui n'avaient pas encore dîné! » Ils demeuraient fort loin, du côté de l'Observatoire. Dans le premier autobus qui s'arrêta, ils sautèrent, tout à fait ressaisis par les préoccupations familiales. Alors Ninette, voyant que Muzard et Solème étaient demeurés seuls, déplaça quelques chaises pour se rapprocher d'eux.

— Dis donc, Muzard, demanda-t-elle d'un ton de confidence, j'ai besoin de te parler. Tu ne voudrais pas que j'aille te voir un dimanche matin?

— Dis donc, Ninette, répliqua le jeune homme de son ton cinglant, ne t'ai-je pas déjà signifié que je ne voulais pas de femmes chez moi?

— Penses-tu que j'irai pour te faire la cour, mon vieux! Tu sais bien que je suis sérieuse, voyons. D'abord, il s'agit de ma famille. Je te conterais bien mon affaire ici, mais, d'une minute à l'autre, Butterfly peut arriver, et c'est une sale rosse, curieuse comme une chatte; puis elle est de la bourgeoisie, elle; elle n'a pas besoin d'apprendre que je suis d'une famille de crève-la-faim, n'est-ce pas?

— D'autant qu'on te croirait plutôt née chez des princes, Ninette, ajouta le grand Solème.

— Je comprends, répondit-elle de bonne foi.

— Écoute, Ninette, dit Muzard, viens demain matin entre onze heures et midi, mais n'en prends pas l'habitude, et surtout que ta visite ne traîne pas, car j'ai à faire.

Puis se tournant vers son ami :

— Viens-tu ? Solème. Je rentre à pied.

Il habitait rue de Seine, Solème, boulevard Saint-Germain.

Une dernière fois avant de s'engager dans la rue de la Paix, ils se retournèrent vers la place un peu calmée, à cette heure, assagie, parcourue seulement par les premières voitures roulant vers les théâtres du boulevard, et par le passage moins fréquent des autobus. Un silence relatif régnait ; les fourmis en plus grand nombre entraient dans les fourmilières du Métro et en sortaient de leur même mouvement stupide. La fumée rousse s'étendait maintenant sur toute la ville, comme un nuage lumineux rasant les toits. Et la façade de l'Opéra ressemblait à un palais de songe éclairé par un clair de lune fantastique. Muzard pensait des choses qu'il ne disait plus. Il devait penser au ruissellement nocturne de l'argent qui allait maintenant commencer, à cette apothéose de la richesse qui éclaire les nuits parisiennes et qui fait la puissance fascinatrice de l'Idole. Solème le ramena aux contingences :

— Pourquoi as-tu pris en grippe cette malheureuse Ninette, qui est bonne fille au fond ?

— Je ne l'ai pas prise en grippe, dit Muzard, mais je me méfie d'elle comme je me méfierais de Loche, si j'avais un capital à sauvegarder. Je ne possède qu'une chose, moi, et j'y tiens. C'est la paix, ma paix de vieux garçon qui ne veut pas introduire de femme dans sa vie. As-tu remarqué qu'elle tourne plus autour de moi que de toi ? Pourtant, tu es un beau gars, tu as le type et la douceur séduisante des Scandinaves, chose très prisée. Moi, je déplais aux femmes. Mais une ironie de la vie a fait, de l'imaginatif que je suis, un aligneur de chiffres, et du pauvre diable contempteur de l'Argent, un caissier entre les mains de qui l'argent coule sans cesse. Et c'est ma caisse qui me donne un prestige secret près de Ninette. Songez donc, ce serait si commode, un ami qui manie l'or à pleins doigts, à qui l'on pourrait faire, en toute honnêteté d'intention, s'entend,

de petits emprunts! Je suis une puissance, moi, pour Ninette. Alors, alors, est-ce qu'on sait? est-ce qu'on peut répondre de soi? imagines-tu ce comble que moi, qui n'ai jamais aimé une femme, qui me suis méfié même de celles dont on dit le plus de bien, à qui l'on prête le plus de noblesse, celles qui font, soi-disant, les grandes épouses, j'en vienne à me laisser rouler par une Ninette Coquard? Et cela s'est vu. Ma force apparente me met en état d'infériorité. Je suis très seul. Parfois je m'embête. Je serais capable de la prendre au sérieux... Non, non, pas même une liaison de huit jours!

Et il saisissait à pleines mains sa barbiche rousse qu'il tordait, ce qui était son geste dans les instans où il s'approuvait lui-même complètement et à coup sûr.

— Tu n'as que vingt-neuf ans, dit Jean Solème avec mélancolie; tu seras bien pincé, toi aussi, un jour ou l'autre.

— Allons donc! répliqua le jeune homme, j'ai cent ans!

Et il regardait son ami de ses yeux dilatés, comme chargés d'une vie déjà longue, des yeux qui avaient vu trop de pays, trop d'hommes, trop de choses.

— Je ne voudrais pas te le souhaiter, poursuivit Jean Solème; pourtant quoique ça ne soit pas drôle, il n'y a vraiment que ça qui vaille la peine de vivre.

— Tu te montes l'imagination, mon cher, car en mettant les choses au point, c'est d'une dot que tu es amoureux.

Le grand Solème eut un haut-le-corps dont Muzard s'aperçut, car il reprit :

— Je n'habille jamais la Vérité, pour un ami.

— Eh bien! mon cher, aujourd'hui, tu la déguises. La première fois que j'ai vu Yvonne avec sa cousine de Chastenac, au mariage du patron et qu'on m'a dit le chiffre de sa fortune, c'est vrai que j'ai été presque ébloui et que la tête m'a tourné, et que j'ai entrevu ce que pourrait être une vie de luxe auprès de cette jolie petite. Peut-être, sans doute même, mon désir de l'épouser m'est-il venu du désir de sa richesse. Après tout, ma convoitise est excusable. J'étais né pour être millionnaire, moi. J'ai tout un atavisme de besoins de luxe au fond de mon être. Tous mes grands-parens depuis des générations ont vécu dans les meubles rares, les tapisseries anciennes, les bibelots d'art, avec équipages et terres dans le Berry à la clef. Moi-même, étant gosse, j'ai dormi dans des berceaux de Valenciennes. Et

si mon père n'avait pas été un viveur, est-ce que je battrais la dèche à l'heure qu'il est?... Oui, tout ce qui dort en moi d'héréditaire, s'est réveillé à l'aspect de cette dot. Et puis, quoi? c'était mon droit : je ne salissais aucun sentiment, puisque aucun sentiment n'était encore né chez moi pour cette petite. Mais aujourd'hui, aujourd'hui c'est autre chose! Je la prendrais sans le sou, je la prendrais habillée de loques... Et si on me disait à bon escient, là, à cette minute précise, que c'est fini, qu'elle ne veut pas, que je ne l'aurai jamais, tiens, sans hésiter, j'enjamberais ce parapet.

Ils traversaient à ce moment le pont du Carrousel. Ils s'accoudèrent pour contempler l'eau : un fleuve d'encre de Chine, avec des moires d'argent qui fuyaient sans cesse et un alignement de vers luisans se tordant follement sous les ponts.

— Oh! dit Muzard, se noyer pour une femme!

— Tu peux blaguer ça, tu avoues bien que tu ne t'amuses pas tous les jours dans ton coin de la rue de Seine.

— Bah! on s'arrange. Chez un homme, l'amitié peut suffisamment occuper les besoins affectifs.

Solème comprit qu'il pensait à son ami, le prêtre.

— A propos, lui demanda-t-il en désignant Notre-Dame, dont les tours et la flèche s'estompaient dans une masse noire là-bas, est-il toujours vicaire là, ton abbé Naïm?

Alors en se remettant en marche vers la brasserie de la rive gauche où ils avaient coutume de dîner ensemble, Muzard dit à Solème le changement de fonctions du jeune prêtre. Il ne pouvait rester à Notre-Dame. Il y avait dans la véhémence de sa sainteté, dans son doux entêtement de pauvreté, dans sa déconcertante simplicité, quelque chose de trop fort pour la débilité spirituelle des paroissiens bourgeois. Oui, oui, il scandalisait. Et l'archevêché où lui, Muzard, sentait fort bien qu'on admirait secrètement Naïm, qu'on le vénérait, l'avait vite compris. Ce clergé, il connaissait son cœur humain comme pas un psychologue! Et il savait aussi que sur les petites gens, sur les misérables, sur la populace, dans un monde où l'on ne compte plus avec les conventions, un homme comme Naïm pourrait déployer largement ses grandes ailes sans blesser personne. C'est pourquoi l'archevêque l'avait nommé curé de cette paroisse de planches bâtie là-bas, à la porte de Montreuil, pour cette population singulière, hétéroclite et terrible des zoniers, qui fait, le

long des fortifications, à la ville d'opulence, une ceinture de misère.

— C'est dommage qu'il ait quitté la Cité, dit Solème. C'était intéressant qu'il fût là. Une légende commençait à s'établir sur son compte. Sans rire, de divers côtés on m'en avait parlé; on disait qu'il guérissait des malades. Maintenant, qu'il est enterré dans ce quartier de barrière, personne n'en parlera plus.

— Qu'importe que les imbéciles en parlent ! Moi je te réponds qu'on pourrait jeter des pelletées de terre sur cette flamme sans l'éteindre.

Comme ils avalaient leur potage dans la brasserie, attablés à un couvert où il y avait un huilier ébréché et de la simili argenterie noirâtre, et qu'autour d'eux, une bande de jeunes dactylographes, assommées par leur journée de travail, mangeaient en silence, Solème releva sa mèche blonde en deux ou trois coups, puis se décida :

— Élisabeth de Chastenac, la cousine d'Yvonne, le connaît, l'abbé Naïm; c'est elle qui m'en a parlé, l'autre jour, à la vente de charité.

— Ah! Madame Élisabeth...

Muzard qui avait vu « ces dames, » appelait ainsi cette jeune veuve au pâle visage, aux yeux meurtris, qui, avec sa sérénité douloureuse et son bonnet sévère de deuil, rappelait les estampes de Madame Élisabeth, au Temple. Elle avait, racontait-on, adoré son mari et s'occupait uniquement aujourd'hui de bonnes œuvres, dont la première consistait à se charger de sa jeune parente orpheline, qui paraissait insatiable de plaisir et fort coquette. On les rencontrait toujours ensemble, soit à pied, soit dans leur auto, soit aux réunions de charité, soit aux grands sermons, soit au théâtre, soit aux concerts mondains, soit aux thés intimes, soit aux conférences, soit à la Sorbonne. Un jour même, elles étaient venues à *la Poste* verser leurs cotisations pour une souscription de bienfaisance. A son petit guichet du second étage, Augustin Muzard les avait reçues. Et il avait dit ensuite crûment au malheureux amoureux de la jeune fille :

— Ces deux femmes n'ont qu'une cervelle pour elles deux, et tu choisis justement celle qui n'apportera pas en dot cette propriété indivise.

Solème avait été secrètement fort affecté d'une telle phrase, car les jugemens de Muzard l'impressionnaient toujours. Il lui

en avait gardé rancune. Il aurait pu même, là-dessus, rompre avec lui, si ce singulier Muzard n'avait possédé une force entraînant ses amis autour de lui comme des satellites.

— Oui, Mme de Chastenac m'en a dit beaucoup de bien, de ton abbé. Elle visite des pauvres là-bas, dans la Cité, elle l'a rencontré chez des miséreux. Elle prétend qu'elle a vu un miracle... Elle en est très entichée... Et j'avais pensé que tu pourrais me présenter à lui... qu'il aurait pu préparer ma candidature à la main d'Yvonne.

— Naïm ne fait pas de mariages, dit sèchement Muzard.

Puis aussitôt, comme s'il y eût eu au fond de lui-même un autre être meilleur que l'être apparent :

— On ira le voir ensemble un jour, si tu veux.

On leur servit de la tête de veau à la vinaigrette, puis des pieds à la Sainte-Menehould, produits venus de chez le voisin, marchand d'abats de seconde qualité. Derrière eux, un petit comptable de boutique fumait un cigare d'un sou dont la fumée leur venait aux narines, avec le relent d'un hareng grillé que se partageaient deux dactylographes. Devant la guipure de la vitre, entre deux potiches à fausses fleurs défraîchies, était un aquarium où dormaient des poissons rouges. A la première table, trois maçons cossus fumaient leur pipe.

Solème excédé de ces repas, déclara ne plus vouloir manger que de la salade. Avec autant de dégoût et plus de stoïcisme, Augustin Muzard souriait de cette chère misérable. Il voulait que son ami vînt boire chez lui le café qu'il faisait toujours lui-même, sur une lampe à alcool. Mais Solème refusa. Il s'était procuré ce soir un billet pour le Français où l'on donnait *le Monde où l'on s'ennuie*. Et « ces dames » avaient une loge au Français. A neuf heures et demie, rien ne put le retenir.

Muzard monta seul dans sa chambre, au quatrième. Un petit lit de cuivre faisait face à la fenêtre. Un fauteuil léger, mais profond, en sparterie, était disposé devant une table longue, un peu basse, étrangère aux modèles connus, et qu'on sentait fabriquée sur les plans de son propriétaire. Deux chaises de paille coloriée, une vaste armoire de bois blanc tenaient contre la muraille toute la place qui n'était pas occupée par des rayonnages pleins de livres. Et il y avait aussi une cheminée de marbre blanc où posait le buste de Dante aux deux tiers entouré d'un encombrement de pipes, de boîtes d'allumettes et de journaux.

Un feu de bois était dressé dans l'âtre. Muzard, qui avait eu un frisson en arrivant, y mit une allumette avant même d'ôter son chapeau. Puis il jeta son pardessus sur le lit, alla prendre dans un placard le moulin à café et tous ces gestes automatiques avaient l'aspect méthodique, religieux, de ce qu'on fait dans le silence de l'absolue solitude.

Il posa le moulin sur la table et, pendant que l'eau chauffait sur le réchaud, il se mit à tourner la manivelle.

Alors, comme il arrivait toujours, le ronronnement bruyant de la petite meule de fonte se mit à réveiller en sa mémoire des images endormies. Il ferma les yeux, revit la garnison de Nancy, son père jeune sous-lieutenant, le cours de la vieille demoiselle qui lui avait appris à lire, puis sa première vision de la mort, son père avec sa fine moustache blonde étendu tout blanc sous le drap blanc. Et le mouvement de sa main s'alanguissait avec ses souvenirs qui tournoyaient plus confus : le petit appartement de Paris, sa jeune mère cousant des lingeries, le lycée Charlemagne où il était boursier, l'arrivée de Paul Naïm dans la classe de cinquième, sa surprise en présence de ce nom levantin, de ce visage ambré aux longs yeux noirs si calmes, si impassibles, ce type extraordinaire d'enfant juif. Une hostilité était née en lui sur-le-champ. Six mois après, gamin solitaire et hargneux, comme il insultait incisivement Naïm sur sa figure, sur sa race! Puis quelle révélation, quand là-dessus Naïm, impétueux et fier, batailleur à l'extrême sous l'apparence de sa douceur orientale, s'était jeté sur lui, l'avait roulé dans la poussière! Et après, malgré les tentatives de leurs maîtres, aucune réconciliation possible, une rancune farouche, un souverain dédain. Oui, mais au fond, quelle admiration secrète, quelle estime! Muzard se le rappelait aujourd'hui; il analysait alors Naïm et tout chez le jeune homme, jusqu'à sa piété ardente de néophyte chrétien, — si l'on pouvait donner ce nom à un enfant dont la famille était convertie au catholicisme depuis deux générations déjà, — lui était sujet de s'émerveiller, si sceptique et raisonneur qu'il fût à quinze ans. Et à cet endroit, se plaçait un souvenir plus vif : celui d'un chahut mémorable fait en étude à un surveillant détesté. Une menace de retenue générale avait fait le silence; seuls Naïm et Muzard continuaient leurs cris férocement; alors, ce dernier, se sentant lâché par les autres, s'était tourné vers la classe entière, et il se revoyait, les coudes pliés,

les poings en avant, provoquant tous les camarades, leur criant:

« Vous êtes tous des pleutres ici, sauf Naïm ! »

Et il avait évité de regarder Naïm, redoutant l'entente qui allait sûrement naître, d'un coup d'œil, entre eux deux. Il avait encore fallu plusieurs semaines pour que l'amitié naquît enfin et naquît d'une discussion. A cette époque, une guerre européenne était menaçante. Muzard, batailleur, hanté par le désir des aventures, tout vibrant de son intrépidité et du besoin de la mettre en jeu, aimait et louait la guerre. Mais le fils du grand rêveur humanitaire qu'avait été le docteur Naïm, tout imprégné des utopies paternelles, réclamait l'abolition des armées. Là-dessus, les deux collégiens disputèrent follement et pendant des récréations entières; et ils compensaient la chaleur des termes par une attitude de froideur. La pudeur, la timidité de leurs seize ans voilaient l'ardeur secrète de leurs âmes.

Aujourd'hui que l'amitié consolidée par tous les accidens de la vie était devenue consciente, pleine et parfaite, Muzard ne pouvait évoquer ces faits enfantins sans qu'un sourire de douceur ne détendît ses traits durs et tristes. Maintenant, dans un petit filtre de terre, l'eau s'égouttait avec un bruit de pluie; un parfum pur de café moulu se répandait. Muzard accoté à la cheminée, immobile, voyait défiler d'autres scènes : des vacances passées au bord de la mer chez le docteur Naïm si doux et si bon, et ses larmes puériles d'enfant pauvre et orgueilleux, que l'impossibilité de rendre pareille politesse à cette famille riche humiliait sans cesse. Plus tard, survenait le chagrin atroce de son échec au baccalauréat. A quel âge allait-il donc commencer d'éviter à sa mère, si délicate et si fluette, ses pénibles journées de lingère? Et c'était son départ du lycée résolu, les adieux douloureux à son unique ami, puis cette sorte de fuite vers Saint-Louis du Sénégal où un emploi lui était promis, chez Camérier, le grand exportateur. Alors les souvenirs tourbillonnaient plus colorés et plus violens, comme éclairés par cette lumière crue des grands voyages africains: d'abord le port de Bordeaux, des odeurs de salaisons, de saurisseries et d'ail, puis d'oranges, de fumée et de goudron ; le grand vieux vapeur *Atlantida*, repeint à neuf au blanc de céruse, des figures de matelots, jusqu'au sifflet rauque, interminable du départ, qui vous faisait vibrer jusqu'aux entrailles de l'angoisse, du désespoir des adieux. Et il se retrouvait enfant de dix-sept ans, fer-

vent, précoce, pressentant toute la vie, mais n'en connaissant rien, dans la promiscuité de cette foule hétéroclite et louche des passagers de pont. Quelle brutalité de révélations! quels aperçus tragiques sur l'humanité! Le cuisinier du bord avait fait la traite, rêvait de la reprendre, cherchait un associé et convoitait cet adolescent énergique, prêt à toutes les audaces. Il y avait un grand mulâtre sinistre, démesurément long et maigre, qui de toute la traversée ne devait pas plus desserrer les lèvres que s'il eût été muet; de tous, il était le plus tragique, respirant le vice, effrayant à regarder: et c'était encore le toréador espagnol de troisième ordre, estropié dans une *corrida* et qui allait, soi-disant, vendre de la pacotille là-bas. Muzard l'entendait encore lui dire, dans l'entrepont: « Zé vous férai oune situation, mon pétit zoune homme. »

Et cette écume humaine de l'Aventure qui, éternellement, à mesure que les civilisations se déplaceront, courra les mers tentatrices, il la retrouvait aux colonies entre les madras rouges des négresses et les perroquets criards des buvettes de matelots. Visages basanés d'Anglais qui ont été jockeys, chercheurs d'or, tenanciers de maisons de jeu; visages ambrés de Brésiliens ou d'Espagnols dont le métier demeure secret; visages cendrés d'Indiens; visages jaunes de la mystérieuse Asie; visages blancs de Parisiens qui ont fumé l'opium à Java, planté de la canne à sucre aux Antilles, poignardé un usurier juif à Alger, vendu des femmes à Tombouctou, pillé des fermes au Transvaal, et qui, sans le sou, grelottant de fièvre, viennent fonder des comptoirs sur la côte. Oui, en ce moment, Muzard, en fermant les yeux, voyait défiler ces courtisans de la Fortune-fantôme, qu'il avait côtoyés douze années, éperdus, frénétiques, intrépides, forçant le danger et la mort, criminels, de mœurs effrayantes, cyniques, mais braves toujours, semblables au temps de Carthage, au temps des contes de Voltaire ou de nos jours. Et il se rappelait la douceur qu'avait été, au temps qu'il fréquentait cette tourbe, à Saint-Louis, à Nouméa où il avait servi dans l'infanterie coloniale, à Tananarive où il avait trouvé un nouvel emploi après le service militaire, la correspondance si fidèle et si noble que Naïm et lui n'avaient jamais cessé d'entretenir.

A ce moment, Muzard prit une grande tasse, y mesura méticuleusement le sucre à la grosseur des morceaux, et, avec

une lenteur calculée, versa le café qui sentait bon. Puis il s'assit, allongea ses jambes vers le feu et bourra sa pipe.

« J'ai été un idiot, le jour où je les ai brûlées, ces lettres. Elles faisaient un sacré document sur la psychologie de Naïm, et ç'aurait été amusant de les relire aujourd'hui : celles qu'il m'écrivait du régiment, celles qu'il m'écrivait en suivant les cours à l'École des Hautes-Études, celles qui précédèrent son entrée au séminaire. Sans doute qu'aujourd'hui, j'y noterais les transformations insensibles qui ont précipité insidieusement vers la soutane ce garçon fait comme nul autre pour les luttes politiques. Ces transformations, moi, naïf, je les ai laissées passer inaperçues, sans quoi, j'aurais pu les combattre. Il aurait été si beau à la tribune, cet avocat de l'humanité! Ah! son programme de vie qu'il m'envoyait un jour, quelle pièce à mettre sous le nez des élus du peuple, en leur demandant ce qu'ils font de leur vie, eux! Je donnerais gros pour ne l'avoir pas détruite, cette lettre-là, comme toutes celles où son mysticisme se révélait. Quel être particulier qui semble posséder des sens invisibles, l'usage d'une vie inconnue et supérieure! Chose bizarre, l'existence mystique et la terrestre n'entraient nullement en lutte chez lui; au contraire, elles se nourrissaient mutuellement, concourant à l'unité, à l'harmonie de sa personnalité singulière. Familier du monde surnaturel, il n'était pas indifférent au plus petit rouage de la machine sociale. Dans la même page où il m'écrivait : « Cette nuit, véritablement, j'ai vu Dieu, » il établissait un système de réforme électorale pour le jour où il serait au pouvoir. Est-ce que ces histoires-là peuvent se mêler? »

Muzard n'avait pas touché à son café, et il s'aperçut que sa pipe était éteinte.

« Pas d'allumettes, continua-t-il. Une braise ardente au bout de la pincette, c'est meilleur, cela égalise le feu dans le fourneau et raffine la fumée. On a des devoirs envers sa pipe. Ce sont des goujats, ceux qui ne savent pas faire jouer au palais et au cerveau la gamme des sensations que peuvent produire les fumées diverses. Ainsi, on ne me dira pas que, du tabac humide au tabac sec, il n'y ait un monde de saveurs étagées. Je crois que quelque part dans l'occiput, se trouve une sorte de plaque sensible destinée uniquement à enregistrer ces nuances. »

Gravement, il se tapotait, du bout des doigts, le crâne. « Ici,

environ, à l'endroit de la tonsure des curés... Ah! le coup que j'ai reçu le jour où Naïm m'a annoncé cela : « J'entre au séminaire. » Ce pasteur d'hommes, ce chef dont j'avais entrevu la carrière, qui aurait pu devenir le sauveur, ce lion se faisant chien de berger! Est-ce que je ne me suis pas révolté? Non, pas tout d'abord. Tout d'abord, j'ai ressenti une peine profonde, j'ai pleuré. Oui, oui, je me souviens; c'est dans le bureau de la place que je lisais sa lettre; il y avait un palmier qui balançait devant la baie ouverte les lanières vertes de ses feuilles, très doucement. Les caporaux lisaient aussi des lettres de France, et j'ai dit bêtement pour excuser mes larmes : « C'est ma mère qui est mourante. » J'étais enragé contre Naïm. Au fond, j'avais honte pour lui de cette soutane qui symbolisait la servitude où s'engageait ce fier esprit. Je me sentais le perdre. Ça ne l'a pas empêché pourtant, quand je suis rentré à Paris, ma mère morte, de me faire trouver une place par sa famille. Pauvre vieux! »

Muzard se renversa en arrière, et caressant du pouce le fourneau brûlant de sa pipe :

« Ma vie est stupide; pourtant, j'y ai deux excellentes choses : ma pipe et Naïm. Ma pipe d'abord, parce qu'elle est la servante de ma volonté, et que l'autre appartient à sa destinée avant de m'appartenir. C'est juste, il est plus grand que moi. Et cela fait qu'au fond, je n'ai que ça. »

Il souffla dans le tuyau, le fourneau rougeoya, une fumée bleue épaisse en sortit et Muzard aspira une large bouffée.

« Est-elle assez dénuée de sens, ma vie, est-elle assez vide! Un labeur mécanique toute la journée, et puis le soir, le travail de la pensée dans un cerveau borné; l'écureuil tournant une roue dans sa cage. Le Moi est détestable, pourtant, je n'agis que pour lui; pas un de mes efforts qui ne tende à lui. Ainsi, tant de soins pour préparer à mon palais cette tasse de café... Imbécile, tu ne l'auras pas! »

Muzard saisit d'un mouvement vif l'anse délicate et, dans le même instant, le liquide jeté sur les bûches en soulevait un nuage de cendres et de vapeur. Et d'un air de colère méchante et triomphante :

« Je puis me passer d'un ami, je puis me passer d'un femme et d'une famille; je puis me passer de tout. »

II

— Mon vieux, dit Ninette Coquard en s'asseyant au coin du feu, en face de Muzard, voilà ce qui m'amène. Il y a Désiré, mon frère, qui est valet de chambre chez Madame la baronne Avignon. Ce pauvre gosse, il n'a que dix-sept ans et il n'est pas heureux dans sa boîte. Sa dame est un vieux rat qui tondrait un œuf, quoique riche à millions; elle ne nourrit pas les domestiques et s'imagine tout le temps qu'on la vole. Or, tu sais, Désiré est honnête. Ça le vexe d'être soupçonné. Et il a une idée, ce gosse. Il voudrait servir chez un curé. Ça te semble cocasse, hein? Il dit que là on est tranquille, que ce sont de braves gens, et qu'on est bien nourri. Et puis enfin, c'est son idée. Alors comme tu as un ami là dedans, j'avais pensé que tu pourrais me donner un coup de main pour le placer.

— Tu m'embêtes avec ton frère, fit Muzard. Est-ce que je tiens un bureau de placement? D'abord, je ne connais qu'un prêtre et c'est une femme de ménage qui le sert.

— Ça ne fait rien, mon vieux, tu pourrais toujours lui recommander Désiré et il en parlerait à ses camarades, tu comprends. Je peux y compter, hein, mon petit Muzard? Tu diras que c'est un garçon très gentil.

— Si j'y pense, oui.

Ninette alors parcourut des yeux la chambre qu'elle n'avait pas encore regardée et où sa présence répandait une atmosphère inaccoutumée.

— Il y en a des livres chez toi!

Ce fut tout le compliment qu'elle trouva, déconcertée devant l'austérité de ce logis. Elle avait, dans la pâleur de sa poudre, une bouche toute petite et d'un rouge violent, des yeux noirs dont la peinture dénaturait l'expression, mais qui eussent pu être vifs et beaux. Comme Muzard la considérait sans lui répondre, elle ajouta :

— Dire que tu ne m'offrirais seulement pas une cigarette!

— Ma petite, je n'en ai pas une ici, je te jure.

Elle soupira, contempla la pointe de son soulier verni sur lequel un nœud de ruban faisait une touffe énorme, ce qui accentuait la finesse de la cheville, dans le bas à jour. Puis, d'un air grave :

— C'est drôle, mon vieux, je n'ai jamais vu un homme qui te ressemble. Tu as beau être dur avec moi comme pas un, je sens que tu vaux à toi seul plus que tous ensemble. Tiens, pour ne citer que les amis : ce grand nigaud de Solème, ce paquet de Nassal, cet abruti de Gérard, qui n'a jamais été fichu de faire mon portrait, et Loche, cette ficelle de Loche, et Albert Blond, ton patron, qui a pourtant de la branche, non, non, ne me parle d'aucun de ceux-là. Et d'autres que tu ne connais pas, des nobles, et des sacs, et des situations qui n'étaient pas de la petite bière, je t'assure, — pourtant, dans le tas, il y en a que j'ai bien aimés, tu comprends, — eh bien! aucun ne te venait au coude, mon vieux. Je ne sais pas bien dire ce qu'il y a en toi; tu inspires la confiance, voilà; tu as l'air du monsieur qui ne se trompe ni ne vous trompe jamais.

— Oh! oh! cela, c'est beaucoup dire, Ninette. Néanmoins, tu me croiras donc lorsque je t'aurai assuré qu'il est onze heures et demie, et que je dois descendre déjeuner dans une minute, ayant à faire d'ici deux heures.

— Tu me mets à la porte. Je suis trop fine pour ne pas m'en apercevoir, mon vieux. Mais tu m'es tellement sympathique, vois-tu, que je ne t'en veux pas.

Elle resta debout quelques instans, silencieuse. Une larme perla au coin de son œil peint. Elle l'épongea vivement du bout de son petit mouchoir.

— Je n'aurai jamais eu de chance, commença-t-elle enfin.

Mais Muzard, entr'ouvrant la porte devant elle :

— Mademoiselle Coquard, je vous présente mes hommages.

Dans l'escalier, elle lui criait encore :

— Monsieur Muzard, je compte sur vous pour mon petit valet de chambre...

Quand il eut refermé la porte et qu'il se vit seul dans la pièce, Muzard renifla fortement et un peu comiquement, ainsi que s'il agissait pour des spectateurs; puis, d'un mouvement brusque ouvrant la fenêtre :

« Elle a empoisonné l'air avec ses sacrés parfums. Mauvais apéritif. Et quel petit animal jacassant! Je suis sûr qu'elles sont toutes les mêmes. Et quand on se tue à travailler pour elles, pour les nourrir, pour les parer, on se donne l'illusion qu'on s'est voué à une grande cause. Autant travailler pour son Moi, — bien que ce soit assez répugnant. »

Il enfila son pardessus, calcula qu'il pouvait rencontrer Solème, déjeuner avec lui en un quart d'heure, et filer ensuite en sa compagnie chez l'abbé Naïm, à la porte de Montreuil, avant de rentrer à son bureau. Mais sa pensée revint à Ninette.

« Je n'avais qu'à ouvrir la bouche. Ce soir, le silence de ma chambre ne m'aurait plus bourdonné aux oreilles. Le ronron de ses paroles, deux tasses de café, et l'effort, l'effort de toute la journée de labeur pour un autre être que soi-même. Oui, mais aussi le plaisir niais de s'asservir à une créature inférieure. La solitude vaut mieux que cela. »

Mais il se rappela cette petite larme qu'il avait vue aux yeux de la jeune femme. Ses paupières battirent. Il sortit.

En descendant ses cinq étages, il se demanda s'il tenait à la vie, véritablement. Et il conclut :

« On me dirait que la fin de tout m'attend en bas, à la dernière marche, certainement je hâterais le pas. »

Quand la gaîté d'une matinée d'octobre ensoleillée le surprit, dans la rue, il pensa qu'avant une heure il allait voir l'abbé Naïm, et ses idées changèrent de tour. Il y eut en lui comme une fête. L'état d'âme de sa dix-septième année renaquit. Et il songeait aux propos qu'ils allaient tenir. Ils en échangeaient parfois de profonds, de troublans, sur les problèmes ténébreux de la vie, parfois de puérils et de gais, comme ceux des lycéens.

— Tu sais, dit-il à Jean Solème qui prenait l'apéritif à la brasserie, en l'attendant, tu sais, nous déjeunons en quatre, et si tu veux, je t'emmène chez Naïm.

— Aujourd'hui, tu vas me présenter? demanda Solème, interloqué à l'annonce de cette chance trop brusque.

Déjà, le nez sur la carte, Muzard combinait un menu de cervelles frites et de poisson en mayonnaise, et houspillait la servante qui ne s'occupait que de la table voisine. A la fin, il s'emporta contre elle, l'interpella par son nom de famille qu'il connaissait :

— Eh bien! Marie Plichet, est-ce que vous vous fichez de nous? Voilà une heure que nous attendons.

— N'est-il pas d'origine arménienne? interrogea Solème, qui suivait son idée.

— Oui, le père Youssouf Naïm, qui, en mil huit cent quarante, vendait de vieux ivoires rue Saint-Honoré, arrivait tout

droit d'Erzeroum. Lui est mort dans la religion d'Abraham ; mais c'est sa femme, la grand'mère de Naïm, qui vit encore d'ailleurs et doit bien avoir quelque chose comme cent ans, c'est elle qui, par sa conversion, devait amener au catholicisme sa tribu. Ce fut une conversion romantico-mystique, et il faut l'entendre, la vieille prophétesse Sarah, lorsqu'elle raconte le miracle initial qui l'a éclairée. A seize ans, plus mécréant encore que je ne le suis aujourd'hui, j'avais la chair de poule à l'écouter. Une maîtresse femme d'ailleurs, la fille d'un petit brocanteur de la rue de l'Ancienne-Comédie, et qui a fait la fortune de sa famille en imaginant d'aller elle-même à Dieppe acheter des ivoires neufs pour les mêler à son commerce de vieux.

— Dites donc, patron, elle est pourrie, votre cervelle !

Et Muzard, du bout de sa fourchette, soulevait en l'air une chose molle, rissolée au beurre noir. Le patron, assis à son comptoir, fit la sourde oreille ; mais Marie Plichet, avec son diadème de mousseline empesée, son tablier à bavette, ses fausses manches de calicot, accourut empressée, et, penchée sur l'assiette de Muzard avec une nuance d'intérêt :

— Que Monsieur se rassure, cette cervelle est très bien. C'est l'humidité qui cause ce que Monsieur croit.

— Enlevez, dit Muzard, et l'addition !

Solème avait encore faim, mais il n'y prit même pas garde, tel était son contentement de joindre au plus tôt l'ami de Mme Élisabeth.

— Tu peux lui dire tout, expliquait-il à Muzard dans l'escalier du Métro, et je voudrais que tu le presses de transmettre ma demande officielle à ces dames, car cette incertitude, je ne puis plus y tenir.

— Oh ! oh ! mon bon, cela, nous verrons.

— Ce n'est pas une vie..., continua Solème.

Le train arrivait. Ils s'y engouffrèrent avec une foule qui les y porta. Une forte odeur d'humanité emplissait l'air des wagons mêlée à des senteurs de coaltar. Tout le monde avait l'air vulgaire. Les deux jeunes gens, debout, entre deux lourds personnages, oscillaient à chacune des courbes de la ligne. Muzard reprit :

— La vieille avait deux enfans, Joël et Rachel. Rachel exploite maintenant avec son mari le fonds de commerce de

la rue Saint-Honoré. Quant à son frère, c'est le docteur Naïm, le père de l'abbé, ce médecin que tout Paris connaît pour l'avoir entendu prêcher la solidarité dans quelque meeting populaire. Vois-tu, dans cette famille, la perfection s'est mise en marche en somme chez l'ancêtre, la vieille Sarah; elle a cheminé en passant par le docteur Naïm, que j'ai longtemps cru le type accompli de la beauté morale, le dernier mot du parachèvement humain; mais, en réalité, elle ne s'est épanouie tout à fait que dans le prêtre que nous allons voir, devant lequel il faudrait que les foules fussent à genoux.

— Les théologiens diraient que c'est la progression de la Grâce, dit Solème.

— Mais non, puisque le docteur Naïm, élevé par la vieille Mathusalem dans la dévotion la plus excessive, ayant été, même jusqu'à vingt-cinq ans, jusqu'à l'année de la guerre où il prit part à la Commune, l'enfant, le jeune homme le plus mystique, entraîné par les esprits libres de l'époque, versa dans l'irréligion et fit le désespoir de sa mère, de sa femme et de Paul. C'est le spécimen de la bonté laïque, du croyant à l'Humanité qui se passe de dogme. Donc la Grâce a rencontré là un gouffre qu'elle aurait franchi pour sauter de l'aïeule au petit-fils.

— Mais les théologiens, reprit Solème, disent aussi qu'il n'y a pas de charité véritable sans Grâce, et que la Grâce a des opérations cachées, inconnues parfois même de ceux en qui elle travaille, et qui l'ignorent ou la nient.

— En tout cas, le docteur Naïm qui a enchanté ma jeunesse fut un homme, est encore un vieillard exquis, et que son mysticisme humanitaire, si doux, si sain, ne rend jamais insupportable. Ah! cette élégance arabe qu'il a gardée, assouplie par tout ce qu'il s'est assimilé de français! En voilà un qui ne sent plus le ghetto!

Un arrêt du Métro les déposa sur le quai d'une station voisine de la barrière du Trône. Ils enfilèrent en tramway la rue d'Avron qui s'allongeait populeuse et boueuse. Muzard, qui orientait machinalement Solème, poursuivit :

— Et Mme Naïm aussi est une femme effacée, mais excellente. Elle joue ce rôle discret des saintes femmes dont on parle à peine et qui ont entouré les grands êtres, mères de prophètes, épouses de savans. Elle a un goût, mon cher, qui dénote une fameuse aristocratie d'âme. Tu vas voir l'appartement charmant

qu'elle a préparé elle-même à l'abbé. Je crois bien qu'il avait bazardé tous ses bibelots de la rue du Cloître Notre-Dame, quand il était vicaire à la cathédrale. J'ai vaguement compris une histoire de ce genre. Elle a tout racheté. Et le docteur, toujours désolé de voir son fils en soutane, ne lui en a pas moins constitué une admirable bibliothèque. Et ce qui te dépeindra mieux que tout l'étonnante sérénité de cet esprit, c'est qu'il y a réuni, avec une parfaite impartialité, tous les bouquins théologiques à la série complète des manuels socialistes. Il y a là des éditions introuvables; des reliures d'art épatantes.

— Ce qui me gêne, dit Solème en descendant du tramway, c'est que je n'ai jamais fréquenté beaucoup les curés et que j'ignore comment on parle à ces gens-là. J'ai peur malgré moi de me faire patelin.

Ils se trouvaient arrêtés à la barrière de Montreuil avec une théorie de voitures de bois et de paille que des employés de l'octroi s'affairaient à cuber au moyen de longues perches. Les buttes des fortifications simulaient une chaîne de petites montagnes verdoyantes, et derrière des palissades vertes qui, à droite et à gauche, bordaient le passage, on voyait se presser, habitations d'une ville volante, les roulottes des zoniers sur le terrain neutre qui surplombe la tranchée verte. Le ciel était d'un bleu voilé. La lumière légère, le gazon, ce vaste espace dégarni qui fuyait circulairement autour de Paris donnaient une courte illusion de campagne. Du côté de Montreuil, sur un terre-plein formé par la corne de deux rues, apparaissait une chapelle de planches. Un campanile dressé au-dessus du portique, à la mode italienne, laissait voir une cloche, et la croix qui le surmontait était le seul signe religieux de l'édicule, avec l'inscription peinte en lettres noires sur la façade blanche et qui indiquait que l'église était dédiée au *Christ Consolateur*.

Les deux compagnons regardèrent ensemble cette pauvre architecture et n'échangèrent pas une réflexion. Muzard obliqua vers une grande maison neuve, dominant de trois étages les autres vieilles constructions du faubourg garnies d'hôtels borgnes.

— C'est là, au troisième, dit-il. Et ne t'embarrasse pas; devant Naïm, on est soi-même, tout simplement et quoi qu'on fasse, qu'on le veuille ou non. Ah! c'était un type extraordinaire de pasteur d'hommes. Jadis, il fréquentait assidûment le Café

de la Paix. Constant, le garçon, l'a bien connu et s'en souvient encore. Il te raconterait que lorsque M. Naïm parlait, il y avait toujours un cercle de huit à dix messieurs qui l'entourait et qu'aux tables voisines, on faisait silence. Cet être-là empaumait tout le monde!

Ils avaient gravi les trois étages de l'escalier sans tapis. Ils sonnèrent à la porte de droite.

— Chic! dit Solème en tirant sa montre, il n'est que midi et demi.

Une vieille femme en caraco sordide, le front garni de mèches blanches lamentables, vint leur ouvrir, eut l'air désappointé en les voyant :

— Je croyais que c'était M. le Curé. C'est qu'il n'a pas encore mangé! Le fricot est brûlé. Pour moi, il faut que je m'en aille sans l'attendre. J'ai un autre ménage à faire dans Montreuil; je devrais y être déjà. Tant pis, je vais mettre la clef sous la porte.

— Vous ne savez pas où est M. le Curé? demanda Muzard.

— Ça, non. Peut-être bien à faire des visites dans la zone; peut-être bien dans la rue de Paris; oui, ça doit être dans la rue de Paris que je l'ai vu s'enfiler. Vous pourriez y aller voir; à moins que vous ne préfériez l'attendre ici...

Muzard consulta Solème d'un regard et décida d'aller au petit bonheur chercher le prêtre.

— Car, expliquait-il en redescendant l'escalier, je connais Naïm; l'heure de son repas n'existe pas pour lui. C'est l'homme qui suit son rêve perpétuellement, ou plutôt qui l'accomplit et ignore le reste.

La rue de Paris commençait précisément à la chapelle de planches. Elle était peuplée de débitans. De-ci, de-là, sous le chambranle d'une porte, bouillait dans une bassine la graisse de friture pour les pommes de terre. Dans les usines, le travail ayant repris et, d'autre part, l'activité de l'après-midi n'ayant pas commencé encore, la rue était à peu près déserte, bien que ce fût la grande artère de Montreuil à Paris. Quelques camions passaient. Le long des façades, on voyait partout la pancarte des hôtels meublés. Des filles en cheveux qui se levaient s'en allaient le filet à la main, traînant leurs bottines sur le pavé du trottoir. Elles regardaient Solème qui était joli garçon. Après les débits, ce furent les magasins de victuailles qui abondaient. Des bou-

cheries, des charcuteries, des boulangeries et des épiceries dont les salaisons : lard fumé, saucissons, harengs saurs, ou les herbes cuites : oseille, épinards en masses vertes, les œufs rouges, ou les légumes en bottes : carottes, poireaux, navets envahissaient, jusqu'au ruisseau, le passage. On sentait qu'un peuple de travailleurs affamés vivait là, dont les premiers et terribles besoins étaient ceux de la bouche et que les marchands affriolaient ici le chaland avec la nourriture, comme dans d'autres quartiers avec l'élégance. Des fillettes sautaient à la corde en attendant l'ouverture de l'école; d'autres, portant des marmots trop lourds, les contemplaient d'un œil d'envie.

Soudain Muzard et Solème aperçurent, à cent mètres devant eux, un attroupement qui grouillait devant une boutique. Des cris en venaient. Les deux amis crurent à une rixe entre ivrognes et la curiosité hâta leurs pas. Bientôt ils distinguèrent la devanture d'une charcuterie avec ses linges blancs et un porc au ventre béant, la tête pendante, de chaque côté de la porte. Sur le seuil, se tenait menaçant le charcutier, un colosse au tablier maculé de sang, qui invectivait quelqu'un, furieusement. Au milieu de la foule et la dominant, foule d'apprentis, de gamins, d'ouvrières, était un jeune prêtre osseux et de grande taille au profil arabe, à la barbe noire. C'était lui qu'on injuriait; toutes les femmes criaient après lui ; impassible, il considérait l'homme qui l'insultait et ne répondait pas.

En le voyant, Muzard et Solème s'arrêtèrent net, s'entre-regardèrent; ils n'échangèrent pas un mot. Solème avait compris. En même temps, Muzard, qui était devenu blême, s'élançait. Il fendit la masse qui entourait le prêtre. Les yeux de celui-ci virent Muzard et leur expression de paix parfaite se mua aussitôt en un regard d'inexorable autorité; puis sa main se leva pour arrêter son ami.

— Est-ce que je m'en vais chez vous, moi, monsieur le calotin, criait toujours le gros homme ; est-ce que je m'en vais dans votre sacristie pour empêcher les dévotes de vous payer vos messes? Est-ce que vous ne nous ficherez pas la paix, à la fin, tous tant que vous êtes. Chacun son métier. Le mien n'en est pas un de « feignant » comme le vôtre. J'ai le droit de me faire payer après tout !

— A bas le ratichon ! criaient les enfans.

Les femmes poussaient, en s'efforçant, des éclats de rire

aigus. Muzard, tremblant de rage, eut un sursaut. Et, comme il fonçait de nouveau, les poings en avant, le bras de l'abbé Naïm s'abattit sur son épaule et le cloua sur place.

— Je ne veux pas, Augustin !

Comme malgré lui, Muzard se soumit. Mais le charcutier, sous le regard terrible que lui lançait ce jeune homme dont il avait entrevu les poings nerveux, tourna les talons et rentra dans sa boutique.

— A bas la calotte ! continuaient les gamins.

Solème, qui était demeuré un peu à l'écart, déconcerté, en aperçut un qui ramassait une petite pierre; il l'arrêta au moment où l'enfant visait le prêtre. Mais déjà celui-ci ayant pris le bras de Muzard l'entraînait. D'un geste tranquille, il écarta les groupes qui lui barraient la route en l'insultant toujours.

— Laissez-moi passer, mes petits.

Les enfants se turent et le laissèrent passer. Les femmes le regardaient s'éloigner; elles ne cessaient de rire de toutes leurs forces en se tenant les côtes et en échangeant des propos grossiers sur sa figure. Il s'en allait sous les huées décroissantes, avec sa soutane tachée de boue, ridiculisé par l'injure, humilié par ces moqueries de femmes qui le suivaient jusqu'ici.

Pourtant Solème, saisi d'une timidité inconnue, n'osait l'aborder. Un peu en arrière, il réglait son pas sur celui des deux amis et observait l'abbé Naïm. Il ne se le figurait pas ainsi. En entendant Muzard tout à l'heure, il avait imaginé un jeune prêtre aristocratique, tout frais sorti des mains d'une mère élégante, ayant cette aisance que confère une fortune héréditaire et ce brio que possèdent les ecclésiastiques très écoutés. Et voici que marchait devant lui un homme plus vieux que son âge : sa lourde barbe noire lui faisait paraître dix ans de plus que Muzard, un prêtre à qui le drap noir usagé de son habit donnait un aspect de pauvreté, un être effacé, à l'allure silencieuse.

« Qu'a-t-il donc d'étrange en lui ? » se demandait Solème.

Et il se mit à étudier sa démarche, son port de tête. Était-ce donc cela qui avait rendu muets les enfans tout à l'heure ? qui avait désagrégé leur masse ? qui avait immobilisé Muzard prêt à se battre ?

Juste à ce moment, l'abbé Naïm se retourna ;

— Tu m'avais amené quelqu'un, dit-il à Muzard.

Alors Solème en s'avançant vit, fixés sur lui, des yeux noirs clairs comme des yeux d'enfant, et d'une bonté si puissante que ce Parisien sceptique, un peu troublé déjà par le spectacle dont il venait d'être témoin, en reçut une commotion.

Pendant que Muzard le présentait, il aurait voulu exprimer au prêtre son indignation pour les insultes de tout à l'heure; mais devant cette sérénité souveraine, il sentit sa pitié petite et déplacée et se tut. Muzard, lui, nerveux à l'excès, tremblait encore de colère, la voix altérée, cherchant ses mots. Ce fut l'abbé Naïm qui dit :

— Puis-je vous être utile en quelque chose, monsieur?

— Monsieur l'abbé, répondit Solème, vous pouvez l'être en effet, et infiniment. Si vous vouliez bien nous recevoir, notre ami Muzard vous expliquerait ce que je demande de vous.

Il pensait à Yvonne de Chastenac; il se croyait dans un monde nouveau ; il s'attendrissait et s'exaltait.

— Eh bien! nous allons nous dépêcher de rentrer pour causer à la maison, dit le prêtre.

— Tu n'as pas déjeuné, Paul? fit Muzard.

— Mais si, mais si, dit l'abbé Naïm.

Comme ils passaient devant la chapelle de planches :

— Tu as vu mon église? demanda-t-il à Muzard.

Et il la regardait amoureusement.

En montant les étages de sa maison, il expliquait :

— Ce charcutier est un pauvre homme qui ne pouvait pas me traiter autrement qu'il ne l'a fait. J'ai cru devoir lui parler un peu sévèrement. Plusieurs familles viennent d'arriver dans la zone. Il leur a d'abord vendu à crédit, et maintenant, comme ces gens ne peuvent le payer, il les fait poursuivre. Il n'y a guère que la charcuterie, le pâté de foie, si bon marché, le boudin, et les bas morceaux comme l'oreille de porc, qui puissent permettre à ces pauvres gens de ne pas manger leur pain sec. Ils travaillent et paieront sûrement ce marchand. Je sais bien qu'économiquement, le crédit est une chose déplorable. Mais allez donc appliquer des théories économiques lorsque des êtres meurent de faim! La loi d'amour, d'ailleurs, est suffisante pour tout et annule toutes les autres. Je lui ai dit la misère de ces familles et le crime qu'était le sien. De l'indignation, je suis allé à l'irritation, — chose, hélas! trop facile. — Il m'a chassé, vous

avez vu comment. J'aurais dû employer plus de douceur. Je comprends bien ma faute maintenant.

— Ta faute? dit Muzard tout frémissant. Vas-tu t'excuser maintenant, quand un individu pareil a osé insulter un homme tel que toi?

Ils étaient arrivés. L'abbé Naïm prit la clef sous le paillasson, introduisit les visiteurs dans une grande pièce toute garnie de planches vides : et dans cette chambre, qui paraissait déménagée, demeuraient encore un bureau Empire aux quatre lourds pieds d'acajou, aux chimères dorées, un fauteuil de même style, des chaises appareillées, une bibliothèque à rideaux verts. Sur la cheminée, un *Ecce Homo* en bronze, impressionnant.

— Le plus étrange, continuait l'abbé Naïm en riant, c'est que ces enfans, ces apprentis, ces ouvriers pour lesquels en somme j'étais venu plaider...

— ... Tiens! fit Muzard l'interrompant, où sont tes livres?

L'abbé Naïm eut un sursaut, un regard apeuré, comme un enfant pris en flagrant délit. Ses paupières battirent.

— Mes livres, hésita-t-il une seconde. Ils sont ailleurs, — voilà!

— Tu les as vendus! dit Muzard. Il t'a encore fallu faire de l'argent. Avoue donc, misérable!

— Es-tu donc venu pour m'espionner! s'écria le jeune prêtre.

Et plaisamment, il simula un coup de poing lancé à son ami. Puis, aussitôt, ce fut un éclat de rire bruyant qui découvrait ses dents encadrées de sa barbe noire. Enfin, redevenant grave :

— Le prêtre d'une paroisse où tous ses frères meurent de faim n'a pas besoin de livres. Tous les livres sont superflus; il n'y en a qu'un. Et dans celui-là il n'y a qu'une ligne. Et dans cette ligne-là qu'un mot : Aimer!

Il ne souriait plus. Ce qu'il exprimait là formait si véritablement l'essence même de son âme qu'il semblait en vibrer tout entier : ses yeux agrandis s'embuèrent; il dut les baisser pour dérober son exaltation intérieure.

— Tout le reste est jeu de l'esprit, passe-temps ou vanité. Et à tous les problèmes posés par les livres, il n'y a qu'une solution, celle que le mot très saint leur donne. Ah! un pauvre prêtre qui ne saurait rien, qui ne saurait même pas lire, qui ne saurait qu'aimer ses frères comme Jésus nous a aimés, et qui répéterait sans cesse le mot de vie, croyez-vous qu'il ne retour-

nerait pas les masses comme la charrue retourne la terre ?

Muzard et Solème l'écoutaient en silence. Solème surtout était dévoré de curiosité. Cet homme qui, en plein vingtième siècle, semblait sortir vivant des bollandistes, était pour le boulevardier le sujet d'un étonnement sans mesure. Il ne pouvait tirer les yeux de ce visage maigre où la flamme du regard s'enfonçait sous la voûte du front, de toute cette figure qui, par la ligne des traits, par la majesté de la structure, des attitudes, évoquait l'idée d'un pasteur de troupeaux dans les déserts de l'Arabie.

— Un prêtre qui ne saurait rien, qui ne posséderait rien non plus, poursuivait l'abbé Naïm, car l'argent, c'est l'obstacle ; l'esprit de possession nourrit l'égoïsme ; c'est lui qui, sans cesse, nous fournit des argumens perfides contre la charité.

Jean Solème, relevant sa mèche blonde, regarda Muzard. Il avait trouvé la source des théories de celui-ci.

— Mais, monsieur, reprit l'abbé Naïm s'adressant à Solème, je n'oublie pas que vous avez bien voulu me choisir pour réclamer de moi un service.

— Vous connaissez Mme de Chastenac, monsieur l'abbé ?

Alors Muzard prenant soudain la parole :

— Figure-toi que mon ami Solème a rencontré Mlle de Chastenac et qu'il l'aime, mais qu'il l'aime tout à fait, n'est-ce pas, Solème ?

Le journaliste n'eut pas à répondre ; l'abbé Naïm avait posé sur lui le regard calme, pur et terrible de ses larges prunelles noires, et ce regard le forait, comme on fore un terrain dont on veut reconnaître les ressources secrètes ; il allait, en la conscience du jeune homme, jusqu'à des régions inconnues de l'indolent et superficiel Solème lui-même. Puis il posa cette seule question :

— Vous aimez cette jeune fille, monsieur ?

Alors, comme en dépit de lui-même, Solème fut pris d'un tel scrupule de sincérité, qu'il hésita une seconde, se demandant s'il aimait véritablement Yvonne, s'il n'avait pas pris un désir transitoire, l'avidité de sa richesse, une admiration, pour l'amour. Puis un monde d'idées tourbillonna en lui : qu'était-ce au juste que l'amour ? Le besoin de mourir pour ce qu'on aime peut-être. En effet, il avait ressenti plusieurs fois ce besoin. Mais il ne pouvait plus soutenir le regard de l'abbé Naïm, ses paupières

battirent. Il revit la charmante Yvonne, sa petite tête, ses yeux malicieux, ses mains exquisement fines. Un élan de tendresse gonfla son cœur. Du fond de son être, un cri jaillit :

— Oui, je l'aime!

Mais l'abbé Naïm le scrutait toujours, avec une persistante inquiétude qui apparaissait sous la tranquillité des prunelles limpides. Solème crut à un doute qui le peina :

— Je ne vous ai pas trompé, monsieur l'abbé, dit-il, sans dissimuler son chagrin.

— L'amour est aussi austère que doux, vous le savez? demanda l'abbé Naïm. Il comporte autant de devoirs que de joies. Vous le savez?

Jean Solème, pressé comme un coupable, repartit :

— Je sais que je chéris Yvonne autant qu'on peut chérir une femme, voilà tout.

Le prêtre paraissait angoissé.

Il garda de nouveau le silence. Une fois encore Jean Solème se sentit interrogé, pénétré et fouillé jusqu'aux plus secrètes parties de son âme par les yeux implacables; enfin, l'abbé Naïm prononça :

— Allez donc voir tout simplement Mme de Chastenac. J'annoncerai votre visite; c'est tout ce que je puis, monsieur.

Muzard, impassible, les contemplait tous deux, notait l'inquiétude du prêtre, l'embarras du journaliste. Il entendit celui-ci, acculé à la franchise absolue, confesser :

— Je suis pauvre, monsieur l'abbé. La fortune de ces dames rend ma démarche très difficile...

— Ah! dit l'abbé Naïm, l'argent rend tout difficile, monsieur.

Solème, qui pensait tout le contraire, ne put cacher un sourire.

— Si Mlle de Chastenac était pauvre, elle aussi, comme tout serait simple et pur! reprit l'abbé Naïm.

Il soupira, puis se hâta d'ajouter :

— Mme de Chastenac dans son opulence est pauvre elle-même; elle a tué dans son cœur l'esprit de propriété; elle est aussi nette qu'une de ses servantes.

Solème comprit que, pour cet homme inspiré, l'argent était une tache, une rouille s'incrustant sur l'âme. Une telle conception lui faisait juger le prêtre comme un phénomène, mais il était

trop dilettante pour ne pas s'intéresser d'autant plus au personnage que celui-ci paraissait plus énigmatique.

— Mme de Chastenac lira votre sincérité, monsieur, continua l'abbé Naïm; elle vous recevra avec sa bonté coutumière et vous vous sentirez en confiance. Elle seule devra discerner si l'enfant à qui elle sert de mère doit vous être donnée.

— Il y a cependant, objecta Solème, des choses que je ne puis dire moi-même. La fortune d'une de mes tantes, la baronne Avignon, doit me...

— Comment! s'écria Muzard, l'interrompant, tu es le neveu de la baronne Avignon? Tu ne t'en étais jamais vanté.

— Oh! cette vieille Harpagonne n'est pas une de ces parentes dont on se vante, dit Solème. Mais tu la connais donc?

Alors Muzard dut à son tour dire ce qui l'amenait, et il raconta l'histoire de Ninette, la lubie qu'avait eue le jeune valet de chambre de servir un prêtre, ses plaintes contre la baronne.

— Tu devrais le prendre, Paul, conclut-il. Je suis indigné de la façon dont tu es soigné. Cette femme de ménage qui, au hasard de ses heures de travail, vient te cuisiner à la diable un repas que tu ne mangeras peut-être jamais, est inadmissible.

— Un domestique, au service exclusif de ma personne! s'exclama l'abbé Naïm comme terrifié.

Au même instant, l'on sonna. Le prêtre sortit en hâte pour aller ouvrir la porte. On entendit une voix de femme chevrotante, un bruit de canne.

— Déveine! prononça Muzard avec un geste d'humeur, c'est la vieille Mathusalem!

Au bout d'une seconde, l'abbé Naïm introduisit une petite masse noire qui lui venait à la ceinture, qui s'avançait lentement, scandant chaque pas du bruit de sa canne sur le parquet. D'une grande cape de satin noir qui, sur ce pauvre être tordu par un siècle de vie, affectait la forme d'une cloche, sortait un long visage blanc comme la cire, desséché, sous lequel on ne sentait plus couler une goutte de sang. Mais des yeux de braise, des yeux comme précipités par des coups cruels au fond de deux cavités meurtries, allaient curieusement de l'un à l'autre des visiteurs.

— Entrez, grand'mère, disait l'abbé Naïm, penchant sa haute taille, adoucissant sa voix; entrez, vous allez reconnaître mon ami Muzard, qui m'amène un autre ami.

Si elle avait été belle, on ne pouvait plus le savoir, mais ardente, pleine de vie, une vie que quatre-vingt-treize années n'avaient pu éteindre, c'était indiscutable. Et elle joignait à la puissance de cette vitalité la majesté de son âge, l'autorité de son caractère; et, ainsi diminuée par les ans, exténuée par les trois étages, informe, elle était, comme avait dit Muzard, la prophétesse écoutée et respectée de la tribu. Avec mille soins tendres, l'abbé Naïm approcha d'elle un fauteuil bas; le fauteuil se trouvait encore trop élevé pour son corps réduit; il lui fallut un tabouret pour s'y asseoir. Son petit-fils l'y porta presque.

— Mon fils, dit-elle, tu demeures bien haut!

Et à la façon dont, en disant ces mots, elle regardait le prêtre, dévotement, extatiquement, Muzard étranglé par une secrète émotion comprit qu'elle songeait, elle la souche qui avait porté ce rejeton de sainteté, aux régions où planait l'âme de son descendant.

— Grand'mère, dit l'abbé Naïm, quand vous venez me voir, je suis confus. C'est moi qui devrais...

— L'apôtre n'est pas fait pour sa famille, mon fils.

En tremblotant, et s'y reprenant à plusieurs fois, elle leva la tête; son profil israélite apparut, magnifique de hardiesse et de dureté. Elle vit les rayons dénudés. Un réveil de sa race la fit frémir :

— Où sont tes livres? interrogea-t-elle, sèchement.

L'abbé Naïm se tut, se contentant de l'implorer du regard.

Elle commanda :

— Ouvre la bibliothèque.

Le prêtre docile se leva, ouvrit les deux battans, aux grillages voilés d'une serge verte. Les étagères étaient vides. Pas une brochure n'était restée, pas une revue, pas un journal.

Après un instant de silence orageux, la vieille femme demanda, sa frêle voix se gonflant légèrement :

— La *Cité de Dieu* de saint Augustin dans l'édition de dix-sept cent soixante, et que ton père avait payée deux cent cinquante francs, partie aussi?

L'abbé Naïm, sans lever les yeux, fit signe que oui.

— Le *Château de l'âme*, de sainte Thérèse, avec la reliure elzévir, partie aussi?

L'abbé Naïm répéta son signe de tête.

— Et ton *Tertullien* en dix volumes qui portait l'estampille

de Port-Royal des Champs, et le *Bossuet* complet que je t'avais donné pour ton ordination. Plus rien? non?

Le prêtre fit signe que non.

Un cri échappa aux lèvres de la vieille Sarah Bloch.

— Si encore tout cela, tu ne l'avais pas revendu à perte!

L'abbé Naïm, mortifié par la désapprobation terrible de l'ancêtre, essaya de se défendre.

— Grand'mère, dit-il, avec une humilité qui lui faisait baisser le ton, il y a des circonstances où la voix de Notre-Seigneur se fait entendre si puissamment, qu'on ne doute pas un instant de ses ordres. Un homme venait de mourir dans une roulotte de la zone, laissant une femme et sept jeunes enfans. La femme était Roumaine, elle ne savait pas un mot de français; et ces huit personnes allaient périr aussi, étant même incapables de se faire secourir, à cause des formalités françaises. Le même jour, dans une roulotte voisine, une Russe, abandonnée de son compagnon avec ses deux enfans, en mettait au monde un troisième. Et j'avais encore trois pères de famille ouvriers du bâtiment qui ne pouvaient trouver de travail. En tout, sans compter d'affreuses misères, trente et une personnes souffrant de la faim, menacées de mort, et qui me racontaient, les unes avec des mots, les autres avec des plaintes qui sont les mêmes dans toutes les langues, d'autres avec leur simple regard, le mal dont elles souffraient. Et moi, prêtre de Jésus, qui vois tous mes besoins assouvis, qui n'ai rien à souffrir pour mon Maître, moi dont la vie est molle, est facile, j'aurais eu le droit de garder ces objets de jouissance pour les yeux et l'esprit? Je ne m'y complaisais que trop. La vue des fers dans un beau chagrin, la douceur d'un cuir fauve, d'un papier translucide, sont de ces délectations auxquelles le raffinement de l'éducation des riches ne prédispose qu'avec excès. Quant à la substance même du livre, l'esprit s'en fait une nécessité factice. Mais à quoi aura servi de tout lire, le jour où le Maître nous demandera : Qu'as-tu fait de ton frère? Mes frères se mouraient, mes brebis se mouraient, et moi, leur berger, j'aurais continué de me délecter en des jouissances artificielles! Oh! je n'ai pas pu différer. J'ai fait venir Mancereau, le libraire du quai Voltaire, et il m'a tout pris en vrac, et j'ai eu six mille francs!

Muzard et Solème, les yeux attachés aux lèvres de l'abbé Naïm, arrachés à la vie coutumière, à leurs préoccupations

mesquines de chaque jour et emportés dans un air céleste, ne pensèrent même pas à regarder l'aïeule, qui, sur ce chiffre, éclata :

— Six mille francs, le tiers de ce qu'avait payé ton père! Et tu n'as pas, je suppose, donné tout cela d'un coup, inconsidérément.

— Oh! alors, il faut que je vous dise...

Et l'abbé Naïm ployant le dos, la tête entre ses mains, avec la confusion d'un coupable, se mit à se confesser lentement, dominant un reste d'amour-propre qui lui faisait sentir la honte de son humanité indestructible.

— Alors il s'est produit quelque chose. Lorsqu'on m'eut versé entre les mains ces six billets de mille francs, et que j'eus employé le premier à assurer pour un mois la vie de mes pauvres brebis, je ramassai les autres. Je les ramassai ici, dans ce tiroir de bureau que vous voyez. Oui, il faut que vous sachiez tout, et ce qu'est l'argent, et ce qu'est une pauvre âme humaine. L'argent était là, moi j'étais ici. Bientôt je m'aperçus qu'entre lui et moi il y avait un lien, et que celui qui dominait l'autre ce n'était pas moi. Quand j'entrais ici, j'avais pour ma cachette un regard de servitude et de crainte. Je redoutais une demande, une prière de pauvre qui m'eût forcé d'y attenter. Ces demandes vinrent. Pour ne pas réduire en monnaie un billet, pour laisser là dans leur intégrité ces papiers qui me dominaient, je fis à mes frères une offrande indigne. Enfin je fus éclairé. *On* me montra mon abaissement. Ce jour-là, j'ai parcouru ma paroisse tout entière, des pièces d'or plein mes poches, et j'entrai partout et je distribuai tout, non pas pour donner, non pas poussé par la moindre charité, mais pour me débarrasser du danger, tant j'étais terrifié de ma faiblesse, et de la force de cette Force...

Les deux jeunes gens attendaient ici la vieille Sarah, croyant à un nouvel éclat, à une apostrophe véhémente contre une telle dilapidation; mais cette fois elle se taisait, dépassée par cette folie divine, écrasée sous le poids de cette perfection, réduite au silence par l'autorité du Saint. Ce fut Muzard qui osa dire, en contemplant son ami les yeux humides :

— Mais tes sermons, comment les prépareras-tu désormais, à présent que tu as bazardé tous tes Pères de l'Église?

— Mes sermons? dit l'abbé Naïm, surpris d'une telle ques-

tion; mais tu ne réfléchis pas, Augustin, que c'est chez les Béotiens que je suis ici; saint Jérôme, saint Ambroise, saint Thomas, Bossuet seraient bien fâchés que je récite leurs gloses à mes pauvres brebis dont l'esprit travaille si peu, et à qui j'ai bien assez de répéter sans cesse : « Portez votre croix, aimez-vous les uns les autres. » Quand j'aurai fini de leur dire ces deux choses, alors je leur prêcherai les Pères.

Et le rire enfantin du prêtre jaillit, sonore, dans la pièce.

La vieille Sarah, lançant à Muzard, qu'elle connaissait depuis quinze ans, un regard de complicité :

— Il faut le laisser faire. Ce n'est pas à nous à lui enseigner les voies de Dieu.

A ce moment, Solème qui se sentait, entre ces trois personnes unies par des liens mystérieux et anciens, comme un intrus, prétexta un reportage au fort de Vincennes, si voisin, et prit congé. L'abbé Naïm, en le reconduisant, le scrutait encore. En revenant dans le parloir, il confia tout bas à Muzard :

— Son amour n'est pas pur.

— Il n'a pas non plus l'intention d'épouser un ange, lança Muzard.

— Tu te méprends; la passion sensuelle entache moins l'amour que l'avarice qui s'y mêle parfois si étroitement.

— Avare? lui, Solème? ne put s'empêcher de protester Muzard.

— Tu sais bien que j'appelle ainsi le goût de l'argent, quelque forme que prenne ce goût.

— Alors tu crains que ce ne soit la dot de la petite de Chastenac... Non, vrai; Solème est un grand paresseux plein de désirs de luxe, mais sa délicatesse est certaine. Et puis, au fait, je n'ose te contredire, tu es un Voyant, toi.

Ces phrases à mi-voix avaient été en quelques secondes échangées entre les deux amis, pendant que l'aïeule, absorbée dans cette rumination mentale chère aux vieilles gens, repassait en son esprit les choses qu'elle venait d'entendre. A cette minute, reprenant la parole :

— J'ai aperçu... j'ai aperçu ton couvert intact dans la salle à manger. Tu n'as donc pas déjeuné?

L'abbé Naïm, tout d'abord, essaya d'échapper aux questions dont sa grand'mère et son ami se mettaient à le presser. Puis il dut avouer qu'il était à jeun depuis le matin.

— Venez, Muzard, dit alors la vieille en se mettant péniblement debout, allons à la cuisine voir ce qui l'attend.

Elle prit le bras du jeune homme et l'entraîna toute tremblante à travers le corridor obscur, puis la salle à manger où de clairs meubles anglais entouraient la table, garnie d'une assiette, d'un verre et d'un couteau. Enfin ils ouvrirent la porte de la cuisine. Cette cuisine était fort sale. Des torchons graisseux y traînaient sur les chaises, une bassine de cuivre tachetée de vert-de-gris était accrochée à la muraille entre deux ou trois casseroles enfumées. Et ce qui en complétait le désagrément, c'était une insupportable odeur de brûlé qui régnait encore dans l'atmosphère épaisse et sombre. Sur le fourneau, un ragoût calciné achevait de se dessécher.

L'abbé Naïm, qui les avait suivis, rougit jusque sous les ondes épaisses de ses cheveux, jusque sous la masse de sa barbe. Il était excessivement troublé et ne put que dire :

— C'est brûlé !...

— Voilà donc ton déjeuner, mon fils ? demanda l'aïeule en levant douloureusement sur lui ses yeux meurtris qui s'emplissaient d'angoisse.

— C'est fou de te nourrir ainsi, ajouta Muzard ; tu te fatigues sans repos, tu déploies une activité incessante, et tu ne fais rien pour réparer. C'est une mortification coupable de se laisser dépérir.

L'abbé Naïm répondit :

— Je connais une cinquantaine d'ouvriers qui ne mangent pas si bien tout en exerçant les métiers les plus durs, comme des terrassiers, des plâtriers. J'en connais qui se couchent le soir l'estomac vide. Il y en a que la tuberculose prend à quarante ans, par la détresse physiologique. Il y en a que la faim mine et qu'elle arrive à tuer sous des formes détournées, et vous voudriez que moi, le Pasteur, je me nourrisse de poulet rôti !

Il ne riait plus, une mélancolie sans mesure l'envahissait. Il alla ouvrir la fenêtre, car on étouffait. Cette fenêtre commandait toutes les fortifications, et l'on apercevait d'ici, par delà les petites ondulations vertes, par delà l'invisible tranchée, les roulottes disparates de la zone montées sur leurs roues, avec les courtes fenêtres à volets, la porte vitrée aux rideaux de mousseline. De Vincennes à Romainville, sa paroisse était là, frémissante de vie brutale, misérable, affamée. Il en avait pré-

sentes à l'esprit toutes les souffrances, toutes les plaintes. Elles le ravageaient encore. C'était là qu'il vivait, parcourant du matin au soir, entre les immondices, les ruelles que les voitures dessinaient par leurs files. Il allait d'une roulotte à l'autre, tellement pris par la tendresse et la pitié, qu'il oubliait de sermonner les pauvres. Mais les enfans commençaient à courir sur ses pas ; quand il avait passé, une douceur s'élevait de son sillage, et les révoltes des cœurs s'apaisaient. Maintenant, ses yeux erraient sur l'étrange cité; il endurait en lui-même ce qu'il avait vu endurer à ses frères.

— Pardonne-nous, mon fils, dit l'aïeule encore une fois vaincue.

Mais Augustin Muzard ne se rendait pas si vite.

— Pour quatre sous de plus tu aurais eu un bon bifteck, déclarait-il.

Et il exposa son idée devant celle qu'il appelait toujours assez irrévérencieusement la mère Mathusalem, mais dont, en son for intérieur, il aimait la puissante originalité, l'admirable foi, — cette foi qui superposait sans cesse en elle l'esprit mystique au tempérament.

— Voilà, Paul devrait prendre un jeune domestique sûr, auquel il s'attacherait, et qui ne le laisserait pas sans soins des journées entières. Son apostolat en profiterait. N'est-ce pas d'ailleurs un devoir que de s'occuper de son corps, véhicule de l'âme?

Puis il parla de Désiré Coquard dont il connaissait la sœur, — une honnête petite ouvrière, mentait-il avec arrogance. Ce garçon de dix-sept ans veillerait au moins sur l'abbé Naïm, sur ses repas, sur le bon état de sa maison.

— Vous voulez que je vive comme un prince, disait le prêtre qui résistait. Cela ne doit pas être. D'ailleurs, je n'ai pas le sou.

— Ses gages, dit la vieille Sarah, je m'en charge.

L'abbé Naïm se livrait à lui-même un combat. Le dénuement où il s'enfonçait chaque jour davantage, qui lui était si cher, où il se trouvait une âme allégée, volant aux pauvres sans entraves, ce dénuement, il faudrait y renoncer dans une certaine mesure, le jour où un serviteur entrerait dans sa maison. Cependant, bien qu'il lui en coûtât, il finit par céder au désir des deux êtres qui le chérissaient.

— Comme vous voudrez, dit-il résigné.

Il fut convenu qu'on préviendrait, par sa sœur, le jeune homme, et que l'abbé Naïm irait prendre des renseignemens près de la baronne Avignon. Satisfaite, l'aïeule voulut alors que son petit-fils se mît à table, afin de pouvoir le servir : elle était encore vive, impétueuse, arracha sa cape de satin noire, apparut avec son corps ratatiné de petite fille, le buste écroulé dans les hanches, le cou fripé, la tête branlante. Elle s'empressait à couper le pain, à chercher le sel, trouvant une joie auguste à honorer par cette sollicitude celui qu'elle appelait dans sa tribu l'ange du Christ. L'abbé Naïm se défendait encore :

— Grand'mère, asseyez-vous, reposez-vous, je vous en prie !

Muzard ne put savoir lequel des deux l'emporterait ; l'heure le pressait. Il dut même accepter l'offre de la vieille dame qui exigeait qu'il usât de son auto, pour se rendre au boulevard. Dans le corridor, l'abbé Naïm qui le conduisait lui dit :

— J'aimerais aller passer une soirée avec toi dans ta chambre, là-bas, et je ne le puis pas. Je réunis le soir les petits enfans pour la prière du Rosaire ; ils chantent, et je leur raconte l'Évangile. Si tu savais, c'est d'une douceur indicible.

— Je voudrais avoir huit ans, dit Muzard, et être assis un de ces soirs-là, sur un banc de ta paroisse de planches, à t'écouter ; tes zoniers sont des veinards, mon vieux.

Il plaisantait, mais c'était pour donner le change, car il avait envie, sans savoir pourquoi, de se jeter à genoux. Il ajouta :

— Surtout, n'oublie pas de recommander chaudement ce pauvre Solème près des dames de Chastenac. Un mot de toi, et il est agréé !

— Tu me fais peur.

— Allons donc, je réponds de lui comme de moi-même.

— Oh ! toi, c'est autre chose, fit le prêtre.

Et pressant les mains de son ami, qu'il pénétrait d'un regard de tendresse :

— Toi, Augustin, tu aimeras une femme un jour ou l'autre. Je l'ai demandé pour toi afin que ta vie morale soit parfaite. Ce jour doit être proche. Alors je n'aurai ni doute ni crainte. Ton amour sera pur.

Maintenant il souriait, les yeux mi-clos, à une vision intérieure :

— Je pense, murmura-t-il presque bas, à la beauté de l'amour qui sortira d'un cœur comme le tien.

— Malheureux, tu as fait ce vœu imprudent? Mais il ne fallait pas! Je ne veux pas, moi!

Et Muzard descendit l'escalier, l'air furieux.

Dans l'auto qui l'emportait avec un roulement doux de voiture de luxe vers son bureau, il s'aperçut qn'il n'avait pas encore ouvert le journal. Dans la poche de son pardessus était pliée *la Poste* du matin. Encore distrait par les émotions qu'il venait de ressentir près de son ami, négligemment il parcourut l'article de tête sans trop savoir ce qu'il lisait. Peu à peu il comprit qu'il s'agissait du salaire des ouvrières. Bientôt ces lignes où il y avait plus de pitié que de documens exacts ou de statistique l'intéressèrent et, avant d'atteindre la fin, son regard courut à la signature : Andrée Ornans. Alors il se rappela une jeune femme de lettres, — fille ou femme, — à laquelle, deux ou trois fois, il avait payé le prix de sa copie à la caisse. Elle était brune et petite, d'allure assez effacée, pauvrement mise. A peine avait-il vu ses yeux bleus sous un grand chapeau gris...

COLETTE YVER.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'ALLEMAGNE

MANQUERA-T-ELLE DE MUNITIONS?

Devant une guerre de siège qui immobilise depuis tant de mois face à face des armées presque égales en nombre comme en courage, les pessimistes se sont demandé si la solution pourrait jamais résulter d'un bel assaut victorieux à la française et s'il ne faudrait pas attendre notre succès final, assuré pour tous, d'un épuisement qui, peu à peu, paralyserait l'adversaire. Le blocus économique de l'Allemagne a déjà été étudié ici par M. d'Avenel avec sa haute compétence, et nous ne reviendrions pas sur la question s'il n'y avait lieu, suivant nous, d'attacher une importance toute spéciale à un point qui peut d'abord sembler secondaire. Avant que l'Allemagne soit réduite à mourir de faim, nous croyons qu'elle manquera de munitions, faute de certaines substances indispensables à la guerre, substances pour la plupart de nature minérale, et nous ne serions pas surpris si cette disette menaçante exerçait déjà, dans un avenir assez prochain, une influence notable sur la marche des hostilités. On ne saurait, dès lors, trop attirer l'attention sur la nécessité de rendre le blocus effectif en ce qui concerne au moins ces matières premières étudiées plus loin : ce qui, pour certaines d'entre elles, semble, nous allons le voir, relativement facile. Les armées actuelles font des consommations de matériel et de munitions supérieures à toutes les prévisions et, plus d'une fois déjà, il est arrivé, soit en Belgique, soit en Serbie, soit ailleurs, que l'un ou l'autre des combattans ait dû s'arrêter essoufflé, interrompre la bataille ou même

reculer, faute d'avoir pu se ravitailler assez vite en obus ou en cartouches. Le jour où cet état de choses prendrait une tournure définitive dans un des camps, il est trop évident que la guerre serait terminée. Mais, sans aller jusque-là, dès que la gêne deviendra sérieuse pour nos ennemis, la paix ne sera pas loin d'être conclue.

Notre intention n'est pas d'examiner les difficultés qui ont pu se présenter à peu près égales des deux parts quand il s'est agi d'organiser des fabrications intensives d'armes, de machines diverses ou de munitions et, pour ne pas étendre démesurément un sujet très vaste, nous n'envisagerons pas non plus tous les élémens d'origine organique, végétale ou animale, nécessaires au renouvellement du matériel, qu'énumèrent les listes relatives à la contrebande de guerre publiées le 6 novembre 1914 et le 3 janvier 1915; nous nous bornerons aux métaux et autres substances minérales qui jouent un rôle prépondérant. Nous le ferons uniquement pour l'Allemagne et pour les deux nations qu'elle entraîne à sa suite en des liens de vasselage. La contrepartie serait inutile pour les Alliés, puisque la liberté complète des mers leur assure des conditions de vie normales. Mais, avant d'entamer un tel examen méthodique pour les diverses substances auxquelles nous venons de faire allusion, quelques remarques générales sont nécessaires, afin de montrer toute la complexité réelle du problème posé : complexité qui, nous le craignons, n'apparaîtra que trop dans notre exposé, malgré nos efforts pour rester clair. Il ne suffit pas, en effet, de comparer la consommation normale des Allemands et de leurs associés à leur production pour en conclure le déficit, ni de constater le blocus pour être certain que ce déficit deviendra irréparable dans un délai facile à calculer par une règle de trois. L'enchevêtrement des relations commerciales, financières et politiques dans le monde moderne est extrême, et il y aurait imprudence à confondre, sur ce point comme sur bien d'autres, la théorie avec la pratique, les articles du code avec leur application, les espérances avec les réalités. Avant de chercher complaisamment ce qui se passerait, si le blocus était efficace, il faut d'abord se demander s'il peut l'être et constater que, jusqu'à ces derniers temps, il ne l'a pas été. Le cercle d'investissement commence à peine à se fermer autour de l'Allemagne, et les protestations soulevées chez les neutres peuvent servir d'étalon pour

mesurer dans quelles proportions nous réussirons désormais à en obstruer les trop larges fissures. A cet égard, on ne saurait se dissimuler que c'est un choix à faire. Si l'on veut réellement arrêter la contrebande de guerre, on ne pourra y parvenir qu'en heurtant bien des intérêts privés, en ruinant des relations commerciales avec l'Allemagne qui se chiffraient par centaines de millions, en supprimant les bénéfices illicites et supplémentaires que certains intermédiaires tiraient encore récemment de la situation même. Cela, sans doute, est regrettable; mais, sauf pour quelques très rares pays étrangers auxquels la continuation des hostilités peut sembler par certains côtés avantageuse, n'est-ce pas l'intérêt général et supérieur de l'humanité, n'est-ce pas aussi l'intérêt pratique et immédiat des neutres que la guerre finisse plus tôt, et ceux qui profiteront de la paix comme nous, ne doivent-ils pas, pour atteindre ce résultat, accepter quelques sacrifices?

*
* *

Le problème commercial que nous abordons se pose sous la forme d'une balance économique; il comporte une demande et une offre, des besoins et des ressources. Voyons quels sont les besoins des Austro-Allemands, que nous appellerons souvent, pour plus de brièveté, les Allemands. Nous passerons ensuite aux ressources. Dans la plupart des cas, nous sommes fort mal outillés pour évaluer avec quelque apparence de précision la consommation de guerre que peuvent faire nos adversaires en acier, cuivre, plomb, zinc, étain, nickel, manganèse, chrome, aluminium, pétrole, nitrates, etc. Nous ne savons rien sur le débit de leurs arsenaux et de leurs usines privées. De tels chiffres restent, par leur nature, éminemment mystérieux, et nous ne sommes même pas en droit d'utiliser, comme termes de comparaison, les renseignemens relatifs à ce qui se passe en France. Mais, quand nous posséderions, pour leur fabrication mensuelle d'obus et de cartouches, des états de situation précis, il faudrait encore faire intervenir deux élémens contradictoires : d'une part, l'existence, avant la guerre, d'approvisionnemens que l'on épuise; et, d'autre part, la constitution momentanée de stocks importans, nécessaires pour une violente offensive future.

Puis, lorsqu'on évalue la consommation de métaux ou de

minéraux, il ne faut pas oublier, bien entendu, la continuation de la vie civile qui, depuis la guerre, se poursuit sous une forme atténuée, mais cependant avec une tendance naturelle à se réorganiser le plus possible. En Allemagne, dès le mois d'août, la métallurgie ne travaillait plus, dit-on, qu'à 40 pour 100 du taux habituel. Néanmoins, jusqu'ici, tout montre que l'existence de 68 millions d'habitans, réduits par la mobilisation à 63, a continué d'une façon presque normale, sauf la restriction capitale qui concerne les commerces d'exportation. Ces élémens civils ont donc, eux aussi, puisé dans les stocks, et cela d'autant plus que nos adversaires ont pu concevoir au début l'espoir de terminer la campagne relativement vite.

Ajoutons enfin qu'il ne faut pas s'imaginer la fabrication du matériel ou des munitions comme destinée à s'arrêter brusquement le jour où manquera telle substance que l'on estimait auparavant nécessaire. Dans un grand pays, où les industries chimiques et métallurgiques sont aussi fortement et scientifiquement organisées qu'en Allemagne, il existe bien des ressources pour suppléer à telle matière déficitaire par une autre que l'on peut se procurer. Rappelons-nous ce qui s'est passé dans la France de 1793, à une époque où la chimie ne possédait pas sa puissance actuelle : pour les matières salpêtrées récoltées un peu partout, pour le charbon de « pierre » substitué au bois comme combustible, pour le bronze des cloches employé à fondre des canons. Un alliage métallique peut à la rigueur être remplacé par un autre, un métal par son homologue. Si le cuivre fait défaut pour les douilles de cartouches, on réussira peut-être à les fabriquer en acier. Quand le pétrole s'épuisera, on substituera le benzol à l'essence, puis l'alcool au benzol. Faute de nitrates, il n'y a aucune impossibilité à organiser des usines électriques destinées, comme celles de Norvège, à extraire l'azote de l'air. Ce sera long, ce sera coûteux; mais, lorsqu'une industrie, travaillant pour le salut même du pays, n'a plus à faire entrer en ligne de compte le prix de revient, elle est très forte. On ferait la même réflexion pour d'autres substances non minérales, telles que le caoutchouc, dont la synthèse a été théoriquement résolue. Le caoutchouc artificiel coûtait beaucoup trop cher pour être pratique. S'il faut absolument se procurer à tout prix une substance élastique, on pourra songer à ce procédé.

Les ressources en métaux ou en matières minérales, au moyen desquelles on subvient et on subviendra aux besoins de l'armée, comportent des réflexions plus longues. Parmi ces ressources, les premières à considérer sont celles que l'Allemagne possède sur son propre sol et qu'elle gardera la faculté d'extraire dans ses carrières et ses mines. Les industries minières ou métallurgiques peuvent se trouver momentanément arrêtées ou réduites par la mobilisation d'une partie de leur personnel; mais, le jour où ces industries deviennent indispensables à la vie même de la nation, on est toujours en mesure de leur restituer des ouvriers. On doit donc admettre que la production nationale se maintiendra, si on en a besoin, à son taux de paix. Il ne sera généralement pas facile de l'augmenter, du moins dans des proportions appréciables; car, la transmutation des élémens n'étant pas encore résolue, on ne peut, en fait de métaux, créer ou produire par synthèse ce qui n'existe pas. Il est toutefois des minerais pauvres qui restaient inutilisables parce que l'extraction du métal correspondant eût entraîné des frais supérieurs au prix de vente et qui, à l'occasion, fourniront un appoint. Mais on ne saurait guère compter, pour une grosse production, sur ces minerais à basse teneur: d'abord, parce qu'en raison même de leur pauvreté, ils donnent des quantités particulièrement restreintes du métal désiré; ensuite, parce que des galeries et des chantiers de mines métalliques ne s'improvisent pas du jour au lendemain, même en employant les procédés les plus perfectionnés.

A la production courante, il faut ajouter les stocks intérieurs visibles et invisibles et les apports de l'étranger. Les stocks commerciaux comportent souvent un mois ou deux de consommation. L'État allemand qui, depuis longtemps, voulait et préparait la guerre, en a certainement accumulé de plus considérables. Cependant, s'il a gardé jusqu'au bout, comme il semble, des illusions sur l'attitude réelle de l'Angleterre, il n'a pas dû se mettre en mesure pour parer à un blocus d'une année. Nous avons mentionné les stocks invisibles. Il faut entendre par là, dans le cas de métaux comme le cuivre, le plomb, le nickel, qui peuvent être aisément refondus après usage, tous les objets disséminés chez les particuliers et que fait réapparaître au jour une hausse un peu accentuée, sans parler même des mesures législatives, auxquelles l'Allemagne a

déjà eu recours. Le gouvernement puise dans de semblables stocks quand il fait démonter, dans les localités les moins importantes, les fils électriques ou téléphoniques. Ce ne sont là, toutefois, que des réserves non renouvelables, dont l'intérêt sera d'autant plus faible que la guerre se prolongera plus longtemps. Et, en outre, il n'existe rien de semblable pour des matières qui se détruisent, ou dont les particuliers n'ont aucune raison pour posséder un stock appréciable, comme les nitrates, le chrome, le manganèse, etc.

Éphémère également sera la ressource fournie par le pillage systématiquement organisé des pays envahis. On aura beau vider les dépôts de pétrole belges là où le temps a manqué pour les incendier comme cela a été fait à Anvers, remplir des trains entiers avec toute la chaudronnerie de la Belgique, réquisitionner le cuivre des usines électriques, enlever les portes de bronze des monumens, dévaliser, après les casseroles de cuisine, les boutons de porte, ce pétrole s'usera, ce cuivre, une fois transformé en douilles de cartouches ou d'obus, reviendra s'enfouir dans les tranchées. Ce qui est beaucoup plus intéressant, parce que c'est l'équivalent d'un fleuve qui coule et non d'un réservoir qui se tarit, ce qui demande à être étudié avec insistance, c'est le ravitaillement continu par le dehors. Dans un pays à très grosses importations de matières premières comme l'Allemagne, ce ravitaillement existe, puissamment organisé, en temps de paix. Nous ne ferons certainement pas trop d'honneur à nos voisins en admettant que leur prévoyance habituelle a préparé, sur ce point comme sur les autres, une mobilisation économique d'avant-guerre. Des pays de transit habituels, tels que la Hollande ou la Suisse, où les agens allemands ont toujours été extrêmement nombreux, se sont trouvés tout désignés pour jouer, au moment voulu, le rôle d'intermédiaires. La mise en œuvre de la contrebande s'est faite savamment. On raconte que les officiers allemands, à l'École de Guerre, emploient leurs loisirs à étudier les ruses de guerre antiques pour chercher le moyen de les moderniser. Il est probable qu'ils en approfondissent aussi de plus récentes, et leur imagination inventive se révèle sans le moindre scrupule toutes les fois qu'il se présente quelque fourberie à combiner. Dans quelle proportion cette fraude s'est exercée, des chiffres le montreront bientôt. De notre côté, il a fallu, au contraire, orga-

niser progressivement un blocus très difficile, qui ne fonctionne en réalité que depuis peu.

Les pays étrangers peuvent être divisés pour notre sujet en trois groupes : les belligérans; les producteurs et exportateurs de métaux américains ou espagnols; les neutres européens dont le commerce est limité au transit. On s'étonnera peut-être de nous voir mentionner les belligérans. Mais, contrairement à l'idée trop simple que l'on se forme souvent, les relations n'ont pas été tranchées du premier jour entre les deux partis hostiles, et elles ne sont pas sans admettre aujourd'hui encore certaines survies. Il a fallu d'abord que chaque gouvernement défendît le commerce direct, et c'est le 27 août seulement qu'il a été légalement interdit à un Anglais de commercer avec un Allemand; il a fallu ensuite limiter et surveiller les exportations destinées aux neutres, de telle sorte qu'elles ne parvinssent pas finalement aux ennemis. Il y a peu de temps encore, l'on voyait des négocians de Perse témoigner un désir tout particulier de s'assurer du pétrole russe, qui ne devait pas être entièrement consommé dans l'Iran, et c'est seulement le 8 novembre que la Russie a proscrit l'exportation du pétrole, le 27 décembre qu'elle a interdit la sortie du manganèse (nécessaire à la fabrication de l'acier) sinon à destination des Alliés. De même, c'est à la fin d'octobre que le Canada a prohibé l'exportation du nickel.

Aux producteurs américains ou espagnols, on ne saurait demander des mesures aussi strictes et que les belligérans eux-mêmes n'ont pas établies du premier coup. Assurément, les exportations directes des États-Unis vers l'Allemagne ont été vite annihilées. Mais le commerce indirect a subsisté, et la plus grande partie de ces exportations n'a fait que changer de route. Le marché américain reste libre, et la plupart des expéditions demeurent permises. Aussi les Alliés ont pu songer un moment à faire le vide en achetant eux-mêmes sur le marché la production totale de cuivre ou de pétrole; mais l'énormité des chiffres en jeu, sans parler de spéculations faciles à concevoir, les a fait reculer. Quand une cargaison est ouvertement partie de New-York sous pavillon neutre à destination d'un port neutre, c'est aux belligérans à prendre des mesures pour qu'elle n'arrive pas, en fin de compte, à l'Allemagne ou à l'Autriche. Au début, quand il subsistait encore quelques navires allemands courant les mers, c'est par un moyen de ce genre qu'on les ravitaillait en

charbon. Un navire était affrété à New-York pour transporter une cargaison de houille, par exemple à destination de Ténériffe. Un agent de l'affréteur s'installait à bord. Arrivé dans les parages des îles du Cap Vert, il invitait le capitaine à croiser sur une certaine ligne Nord-Sud, et, si celui-ci s'y prêtait, on rencontrait bientôt le croiseur à réapprovisionner.

Ce procédé n'a plus cours et d'ordinaire maintenant le navire vient aborder avec son chargement dans le port neutre prévu au départ (1). Les bâtimens anglais qui exercent le droit de visite en mer se trouvent donc en présence d'un norvégien, d'un hollandais, d'un italien, qui emportent du cuivre en Europe. S'ils les laissent passer, la contrebande de guerre arrivera un jour, comme nous allons le voir, en Allemagne. Aussi n'autorisent-ils souvent le bâtiment à poursuivre sa route que lorsque les autorités du port auquel sa cargaison est destinée ont pris l'engagement de la faire débarquer et d'empêcher sa réexpédition par terre ou par mer à destination de l'Allemagne. On conçoit les ennuis qui en résultent pour les neutres de bonne foi et leurs réclamations.

De tels reproches sont regrettables ; ils sont difficiles à éviter ; et les Allemands, de leur côté, ont soulevé les protestations des Suédois, quand ils ont prétendu retenir les cargaisons de bois destinées à l'Angleterre ou à la France. Le commerce honnête des neutres doit forcément, nous l'avons dit, souffrir de la guerre. La surveillance efficace est encore bien plus paralysée par un commerce illicite qui reste indéniable. Assurément, on arrête en route bien des cargaisons suspectes, mais il en passe trop d'autres. Des « manifestes » fictifs se fabriquent et s'achètent comme de faux passeports, et ce sont souvent les armateurs les moins honnêtes qui ont le soin de se mettre le mieux en règle. Considérons donc le blocus maritime comme seulement approximatif en raison des indulgences amenées par les protestations des neutres, et suivons maintenant, à travers l Europe, la marchandise que nous supposons, si on veut, du

(1) Il faut cependant mentionner le cas des grands paquebots allemands et autrichiens internés dans les ports des États-Unis que l'on s'efforce depuis longtemps de faire passer, par une vente fictive, sous pavillon américain pour les employer à la pose des mines ou à la contrebande. A propos du *Dacia*, le gouvernement de la Grande-Bretagne a déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas la vente comme valable et que le paquebot serait saisi, s'il tentait de se rendre dans un port allemand.

cuivre ou du pétrole. C'est ici que se place l'intervention des neutres voisins de l'Allemagne : les États scandinaves, la Hollande, la Suisse, l'Italie et la Roumanie.

Le mot de neutralité offre, sous une apparence précise, un sens très vague et peut être entendu de bien des manières, suivant l'esprit dans lequel cette neutralité est pratiquée, depuis la complaisance touchant à la complicité jusqu'à l'hostilité ouverte. Dans le cas présent qui nous intéresse seul, une évolution très nette s'est produite en notre faveur depuis le début de la guerre, et cela pour des raisons d'ordres divers : beaucoup parce que le contraste de notre attitude chevaleresque avec les atrocités allemandes nous attirait des sympathies; un peu aussi parce que la pression de l'Angleterre prenait une rigueur de plus en plus active.

Le premier sentiment a trouvé son expression très claire dans un article de Maximilien Harden (*Zukunft* du 19 décembre), où le polémiste allemand déclarait : « La grande majorité des neutres est maintenant contre l'Allemagne. Une grande Puissance et deux peuples belliqueux de l'Europe orientale doivent allonger et raffermir le front de nos ennemis. » D'autre part, il a été facile aux neutres de comprendre que leur intérêt était d'accord avec leurs sentimens. S'ils favorisaient le ravitaillement de l'Allemagne, ils aboutissaient à prolonger leur propre mobilisation, qui leur coûte généralement très cher sans aucun espoir de profit, et ils s'exposaient en outre à des représailles qui pouvaient aboutir à les affamer eux-mêmes.

Quand le cœur et la raison sont ainsi d'accord, les solutions devraient être faciles à trouver. Mais une très simple observation va nous suffire pour montrer qu'il y avait des mesures à prendre, qu'il reste à les compléter, et que les possibilités de ravitaillement frauduleux ont, surtout dans les premiers temps de la guerre, atteint des chiffres considérables. Bornons-nous à comparer les quantités de cuivre exportées de New-York aux divers neutres européens dans la période de septembre-octobre 1913 et dans la période correspondante de 1914. Voici ce que nous trouvons. En 1913, il avait été importé : en Italie, 3 080 tonnes; aux Pays-Bas, 585; en Norvège, 0; en Suède, 1 260; au total, 4 925. En 1914, on a atteint : 11 310 en Italie, 5 490 aux Pays-Bas, 3 690 en Norvège; 3 015 en Suède : au total, 23 505 tonnes. A la fin de décembre 1914, les importations

en Italie montaient, depuis le début de la guerre, à 16 335 tonnes contre 6 840 pour la période correspondante de 1913. Ce supplément, qui arrive, pour l'ensemble des pays neutres, à quintupler le chiffre de l'année précédente, n'a pas apparemment été employé tout entier à préparer la mobilisation de ces pays ni à y fabriquer des garnitures de lampes et des fils électriques. Et cette juste suspicion se trouve confirmée, quand on voit le sénateur Walsh, représentant du grand État producteur de cuivre aux États-Unis, le Montana, se plaindre qu'au même moment les Anglais aient saisi et retenu 31 navires portant 19 350 tonnes de cuivre. Si le procédé employé par les autorités britanniques a été ou non justifié en droit, c'est affaire de libre discussion entre les deux gouvernemens devant un tribunal d'arbitrage. Mais, en fait, cette réclamation démontre bien toute l'étendue du commerce destiné à favoriser nos ennemis.

Plus généralement, considérons les exportations des États-Unis dans les États scandinaves et l'Italie au mois de novembre 1914. Nous trouvons : dans les États scandinaves, 63 000 000 de francs contre 7 000 000 de francs en novembre 1913 ; en Italie, 25 000 000 contre 15 000 000. Au total, c'est exactement le quadruple : 88 millions contre 22. Sans doute, il entre, dans ces chiffres, certaines marchandises qui, autrefois, arrivaient aux Scandinaves par l'Allemagne, tandis qu'elles leur viennent directement. Il n'est pourtant pas douteux que la grande majorité de l'excédent soit à destination de l'Allemagne.

D'autres preuves sont fournies par l'activité même qui régnait en octobre et novembre dans les ports de la mer du Nord, du Cattégat, de la Baltique, ainsi que par les annonces continuelles insérées dans les journaux suédois pour demander, par cargaisons entières avec livraison immédiate et paiement comptant, des bateaux de pyrite, ou de minerais divers.

Enfin cet état de choses fâcheux se trouve encore confirmé indirectement par le cours des changes à Londres, où se sont soldées les importantes opérations financières réalisées par les Allemands, soit pour acheter des matières premières aux États-Unis par l'intermédiaire de la Scandinavie et de la Hollande, soit pour encaisser des coupons et vendre des valeurs à New-York, toujours par la même voie. Les changes montrent très nettement que la Scandinavie a de gros paiemens à faire aux États-Unis par Londres, pour compte allemand, et que l'Alle-

magne a de grosses sommes à recevoir par la Hollande, où le produit des encaissemens a dépassé le règlement des achats.

Mais les Anglais sont particulièrement bien placés pour voir clair dans ces manœuvres, et une vieille expérience personnelle leur a appris tous les artifices auxquels peut donner lieu le commerce maritime. Ils ont donc, avec cette progression continue dans la fermeté qui les caractérise, employé peu à peu les moyens de coercition dont ils disposaient pour amener les gouvernemens des pays neutres à agir et pour décourager les armateurs ou les assureurs d'un commerce irrégulier, rendu plus hasardeux de jour en jour. Une série d'incidens fâcheux, tels que des mines posées dans la mer du Nord par des bateaux ayant pris l'apparence de paisibles pêcheurs norvégiens, ont permis de déclarer la mer du Nord tout entière zone militaire (5 novembre). Les marins ont été avertis qu'à partir d'une ligne allant de l'Islande aux Féroé et à la pointe nord des Hébrides, ils s'exposeraient à des dangers, auxquels ils n'échapperaient qu'en suivant la route régulière de la Manche, où la surveillance est facile. D'autre part, les Allemands ont contribué au même résultat par la profusion scandaleuse avec laquelle ils ont semé des mines, qui, se détachant, coulent sans cesse des navires norvégiens ou hollandais, aussi bien que des navires anglais. En même temps, les difficultés qu'ont éprouvées certains États neutres à se ravitailler eux-mêmes après avoir abusé de leurs marchandises en faveur de l'Allemagne ont amené de leur part une série de prohibitions législatives. Peu à peu, on a donc vu se resserrer les mailles du filet, très lâche au début, où les Allemands vont se trouver pris. Par l'effet de ces mesures, la plupart des neutres ont successivement passé jusqu'ici par trois étapes distinctes dont l'énumération va accuser les progrès accomplis.

Dans la première phase, qui a parfois duré plus d'un mois, aucune interdiction légale n'existait. Alors les Allemands ont eu toutes les facilités pour absorber les stocks de métaux, d'essence, etc., qu'avaient formés leurs voisins immédiats, et même pour en faire revenir d'outre-mer des provisions nouvelles. Il suffisait qu'une maison interposée de Norvège, de Suisse ou de Hollande demandât pour elle-même les marchandises en question et les réexpédiât aussitôt en Allemagne. Les flottes alliées, qui, à cette époque, exerçaient incomplètement

le droit de visite, se trouvaient en présence d'un envoi très correct qu'elles n'avaient pas le droit d'arrêter, les neutres devant conserver la faculté légitime de se ravitailler, et les surveillans des mers étaient réduits à s'étonner platoniquement de l'extension imprévue prise par certaines consommations en des pays où elles étaient restées jusqu'alors insignifiantes.

Dans une seconde période, les neutres européens ont été amenés l'un après l'autre à défendre l'exportation (ou simplement la réexportation) en Allemagne d'une série de substances, à peu près les mêmes, dont la liste s'est allongée avec le temps. La Suède avait pris un décret de ce genre dès le 22 août. Le Conseil fédéral de Suisse a promulgué une série d'arrêtés le 18 septembre, le 27 octobre, les 5 et 30 novembre. La Hollande a prohibé en octobre l'exportation du pétrole et du cuivre. La Norvège a défendu le 19 octobre l'exportation et la réexportation du pétrole et de la benzine. En Italie, la défense d'exporter le cuivre, l'étain, le chrome, le benzol, le caoutchouc, etc., date du 16 novembre. En Danemark, les limitations à l'exportation ont été édictées le 19 novembre, mais ne portent que sur les substances nécessaires à la population danoise, le gouvernement se considérant toujours comme libre de vendre aux belligérans ce qu'il lui plaît. Cependant, le 15 janvier, ce pays a pris de nouvelles mesures pour empêcher la contrebande : tous les armateurs danois doivent désormais signer une déclaration, en vertu de laquelle leurs capitaines ne transportent pas d'autres marchandises que celles consignées sur leurs papiers réguliers.

Enfin, le cercle achève de se fermer par la Roumanie, qui se trouvait dans des conditions particulièrement difficiles : d'abord comme pays producteur de pétrole et de céréales, entièrement bloqué vers l'occident par l'hostilité de la Turquie, ensuite comme autrefois inféodée à la Triplice. Commercialement, le pétrole est un élément de première importance pour les Roumains qui, depuis longtemps, rêvent de conquérir à leurs huiles une partie du marché européen. Si l'on se rappelle, en outre, que beaucoup de sociétés pétrolifères roumaines sont allemandes, tout au moins par leurs capitaux et par leur direction, on comprend les efforts qui ont dû être tentés pour que l'exportation du pétrole en Autriche restât libre. On a eu cependant le courage de l'interdire, du moins pour les benzines et les résidus destinés aux automobiles, réservant seulement la

question du pétrole lampant employé à l'éclairage. Le même problème posé pour les céréales se compliquait d'un ancien traité, par lequel la Roumanie s'était engagée à expédier des grains à l'Autriche, celle-ci la fournissant d'armes en échange. Ce traité a continué à être appliqué jusqu'à la mort du roi Charles Ier. Depuis le nouveau règne, les Autrichiens l'ont rompu eux-mêmes, en fournissant aux Roumains des fusils inutilisables, et le mouvement actuel, qui emporte la Roumanie vers les alliés, a rendu cette rupture irrémédiable. Mais, encore au mois de novembre, l'Allemagne recevait de Roumanie, comme de Bulgarie et d'Italie, des quantités importantes de céréales.

Cette interdiction d'exporter, qui s'est ainsi généralisée, n'a pas toujours suffi. Il a fallu arriver à une troisième phase, qui n'est pas encore complètement organisée, et remédier en outre aux inconvéniens que présente le transit. Théoriquement, ces inconvéniens ne devraient exister que pour les substances dont l'exportation est permise dans un pays, défendue dans un autre. Puisque les navires sont visités et contrôlés avant d'entrer en Italie, puisque l'Italie, comme la Suisse, a interdit l'exportation de la contrebande de guerre à destination de l'Allemagne, peu importe, ce semble, que des wagons plombés traversent l'Italie ou la Suisse, allant en Autriche ou en Allemagne. Ils ne doivent contenir que des marchandises licites. Si d'outre-mer ces expéditions sont arrivées à Gênes, c'est que les navires anglais et français n'y ont rien trouvé à redire. Si l'Italie, ayant reçu ces produits par une voie quelconque ou les ayant tirés de son propre sol, les expédie en Suisse, c'est qu'elle les considère comme admis à l'exportation par les règlemens. Mais voici, à titre d'exemple, deux des artifices auxquels il est arrivé d'avoir recours. D'Amérique ou d'Espagne, on expédiait à un commerçant de Gênes ou de Naples des bateaux chargés de marchandises prohibées. Quand, par hasard, ces bateaux étaient visités en route, on trouvait leurs papiers en règle, désignant les marchandises comme expédiées à un Italien; on était donc forcé de les laisser passer. Après quoi, lorsque le paquebot approchait de terre, il recevait un radiotélégramme lui annonçant que ledit commerçant génois ou napolitain venait de vendre sa marchandise à M. X... de Munich ou de Trieste. Une fois le navire entré au port, le contenu était considéré comme matière de transit, et, le transit étant libre, on l'expédiait par les voies

les plus sûres et les plus régulières, vers la destination allemande déclarée à la douane.

Supposons maintenant qu'un tel procédé n'ait pu être employé et que la contrebande doive partir d'Italie même; on voit alors intervenir l'armée des agens allemands, qui ont formé à Rome une véritable organisation en relation avec leur ambassade, et ceux-ci, très inventifs, imaginent quelque autre tour. L'un de ces artifices (encore pratiqué couramment, paraît-il, à la fin de novembre) était le suivant. Conformément à la loi italienne, qui défend l'exportation du cuivre en Allemagne, l'agent en question expédiait simplement son métal à Lucerne, avec certificat d'origine et déclaration d'expédition en Suisse. L'envoi de cuivre arrivait à Ponte Chiasso, la station frontière entre l'Italie et la Suisse, muni d'un état civil parfaitement correct, et les autorités douanières italiennes ne pouvaient que laisser passer une marchandise expédiée par un neutre à un neutre. Mais, dans la gare frontière, il existe une zone libre d'une vingtaine de mètres entre la douane italienne et la douane suisse. Cet intervalle était suffisant pour substituer à la déclaration d'expédition en Suisse une déclaration de transit par la Suisse en Allemagne. Quand les autorités helvétiques vérifiaient à leur tour ces papiers, elles se voyaient dans l'impossibilité d'arrêter l'envoi, couvert apparemment par la responsabilité des agens italiens, et devaient le laisser continuer par wagons plombés en Allemagne.

Ce sont là seulement des exemples entre bien d'autres des facilités auxquelles se prête le transit, du moment qu'il existe des États neutres à traverser pour arriver à un belligérant dont toutes les influences, les forces et l'argent tendent à favoriser la contrebande. Le mal est difficile, mais non impossible à guérir. Ce qu'exigent très justement les Anglais pour laisser passer une cargaison allant en Italie, c'est que l'envoi soit fait, par navire italien, à une maison connue d'Italie, qui en devient responsable et qu'aucun changement de destination ne puisse, sous aucun prétexte, avoir lieu en cours de route. C'est à peu près exactement ce qu'ont édicté les Italiens, depuis le milieu de novembre et sous de graves sanctions : la marchandise, pour laquelle on aurait manqué à ces prescriptions, devant être immédiatement saisie et vendue en Italie.

Les États scandinaves ont pris, de leur côté, des mesures

analogues et s'annoncent résolus désormais à empêcher toute contrebande. La Suède avait déjà adopté, depuis le 18 octobre, une disposition radicale, interdisant toute réexpédition à partir d'un port suédois pour les cargaisons dont la destination étrangère n'avait pas été, dès l'origine de l'expédition, déclarée et établie par des documens authentiques. Le 13 janvier, elle a complètement interdit de transporter sur son territoire du matériel ou des provisions de guerre. L'évolution qui se produit depuis quelque temps dans ces pays, trop bien disposés au début pour l'Allemagne, a permis de compléter et de coordonner ces mesures. L'entrevue de Malmoë, le 18 décembre, entre les trois souverains scandinaves paraît avoir eu pour résultat de faire rentrer les pays du Nord dans des règles de loyauté conformes à leur caractère national.

En Suisse également, le gouvernement fédéral s'est assez ému de la situation pour avoir eu l'idée de monopoliser l'importation des céréales, froment, maïs, avoine et orge, afin d'exercer sur elle son contrôle.

Enfin, un fait capital vient de se produire, qui pourrait exercer une influence décisive dans le cas des substances minérales étudiées ici, cuivre, pétrole, etc. Le 29 décembre 1914, le gouvernement des États-Unis adressait à la Grande-Bretagne une longue note destinée à obtenir une amélioration dans le traitement imposé par la flotte britannique au commerce américain. La forme en était amicale, mais néanmoins assez vive pour que les Allemands se soient crus fondés à en triompher bruyamment. Il y était dit que, de tous les côtés, l'on considérait l'Angleterre comme directement responsable de la dépression qui atteignait un grand nombre d'industries américaines. « L'opinion a été émue à un tel point que le gouvernement se sent obligé de demander des informations définies, afin de prendre des mesures capables de protéger dans leurs droits les citoyens américains... Cinq mois se sont passés depuis l'ouverture des hostilités, et il n'y a aucune amélioration, quoique les armateurs se soient soumis aux différentes demandes du gouvernement britannique : par exemple, en indiquant les noms des consignataires auxquels ils expédiaient des cargaisons en pays neutres et en se procurant des certificats auprès des consuls britanniques qui sont établis aux États-Unis. » La note insistait sur le caractère de contrebande « conditionnelle » que pré-

sentent les produits alimentaires, puisqu'ils peuvent être destinés à la population civile aussi bien qu'à l'armée. En ce qui concernait la détention de navires américains, elle reconnaissait le droit de visite, mais affirmait que ce droit ne saurait être élargi au point d'entraîner des navires dans les ports d'un État belligérant sur un simple soupçon. Pour les cargaisons envoyées « à ordre » ou sans mention du nom du consignataire, il fallait, disait-elle, fournir la preuve qu'elles avaient une destination hostile, la charge de la preuve incombant aux belligérans.

En même temps, l'effet de cette note se trouvait atténué par une déclaration du président Wilson disant : « Ceux des armateurs américains qui dissimulent de la contrebande de guerre, par exemple sous le nom de coton, ont mis le gouvernement dans un grand embarras. Aussi longtemps qu'il se présentera des cas de cargaisons suspectes du même genre, les soupçons se porteront sur toutes les autres cargaisons, lesquelles, tout naturellement, seront exposées à des perquisitions. »

La question se trouvait nettement posée. Le 10 janvier, sir Edward Grey remit la réponse anglaise, où se trouvaient rappelés quelques-uns des faits très démonstratifs que nous avons énumérés plus haut, notamment la comparaison des exportations américaines et, plus particulièrement, des exportations de cuivre à destination des neutres en 1913 et 1914. « En présence de tels chiffres, ajoutait le gouvernement anglais, il est permis, à bon droit, de supposer que la presque totalité du cuivre expédié récemment dans ces pays n'était pas destinée à leur usage personnel, mais à un belligérant. » Très conciliante pour les objets d'alimentation et pour le coton, la note anglaise remarquait néanmoins que, si le gouvernement britannique accordait trop de facilités aux navires chargés de coton, ceux-ci seraient spécialement choisis pour la contrebande. Enfin, au sujet de l'embargo mis sur les exportations de caoutchouc venant des colonies anglaises, elle cherchait également un moyen de réapprovisionner les États-Unis, sans amener aussitôt d'importantes exportations de caoutchouc entre les États-Unis et l'Allemagne.

En résumé, les deux gouvernemens se sont montrés entièrement d'accord sur les principes du droit international et sur la nécessité d'empêcher la contrebande destinée à l'ennemi, tout en évitant les erreurs et donnant prompte réparation pour

les dommages causés aux propriétaires neutres de cargaisons et de navires. Le président Wilson a proposé alors une mesure qui, acceptée par le gouvernement anglais, paraît constituer ce que les mathématiciens appellent une solution élégante du problème. Dans une circulaire adressée aux exportateurs américains, en même temps qu'il les invitait à établir des connaissemens et des manifestes sincères et complets, il leur a offert de faire vérifier leurs chargemens à l'embarquement par un fonctionnaire des douanes. Les États-Unis deviendraient ainsi responsables vis-à-vis de l'Angleterre qui accepterait leur garantie. Grâce à cette inspection préalable, en même temps que la fraude serait réprimée, la circulation sur les mers reprendrait presque sa liberté et sa simplicité anciennes.

Nous paraissons donc entrer dans une dernière phase, où la contrebande que l'on pourrait qualifier de légale sera réduite à son minimum. Reste seulement à se tenir en garde contre les subterfuges individuels, qui, sur les frontières terrestres de l'Allemagne ou de l'Autriche, sont appliqués chaque jour avec une audace et un cynisme analogues à ceux que les Allemands déploient dans leurs opérations militaires. Même en temps de paix et sur une frontière fortement et régulièrement surveillée, les contrebandiers réussissent à vivre de leur métier. Mais, de ce côté aussi, les mesures nécessaires ont été prises et, dans tous les cas, la contrebande individuelle doit être considérée comme un détail d'application négligeable. Qu'il arrive ou non à filtrer quelques caisses, quelques wagons, quelques bateaux de ravitaillement, l'Allemagne n'en sera pas moins, suivant l'expression de ses propres journaux, cette « forteresse assiégée, » où une famine menaçante excite déjà des haines si violentes contre l'Angleterre. Voyons maintenant quelle sera la conséquence du blocus pour les principales matières minérales. Le lecteur voudra bien excuser, vu l'actualité du sujet, des chiffres un peu arides et quelques détails techniques.

*
* *

Les deux grands seigneurs du monde minéral, le charbon et le fer, par lesquels nous commencerons, ne nous arrêteront pas bien longtemps; ce n'est pas pour eux que les problèmes les plus urgens et les plus graves vont se poser. En ce qui concerne la houille, on ne voit guère comment l'Allemagne, avec ses res-

sources incomparables en combustibles minéraux, pourrait se trouver embarrassée. Les journaux ont, il est vrai, annoncé que la production des mines avait été réduite, d'abord au tiers dès le mois d'août, puis au dixième par le départ des ouvriers mobilisés. Si le fait est exact, ce qui demanderait à être vérifié, il faut l'attribuer, moins à la mobilisation qu'à l'arrêt des exportations et à la réduction de nombreuses industries nationales. N'oublions pas que la production de houille et de lignite allemande dépasse 250 millions de tonnes par an (191 000 tonnes houille et 37 000 tonnes lignite en 1913) contre environ 41 en France. La situation ne se trouverait un peu modifiée que si les Russes occupaient les mines de Silésie, par lesquelles est alimenté tout l'Est du pays. La production de la Haute-Silésie est, par an, de 37 millions de tonnes pour la partie prussienne (presque l'équivalent de toute notre production française) et de 9 millions pour la partie autrichienne. C'est une des raisons pour lesquelles l'envahissement de cette région si industrielle serait un événement d'une portée considérable. Ce jour-là, les chemins de fer allemands de la frontière russe devraient tirer leur charbon de l'Ouest et, en même temps, la production de zinc et de plomb serait privée d'un de ses facteurs essentiels.

Le premier inconvénient s'aggraverait si notre offensive nous menait en même temps dans le Bassin de Sarrebruck, sans vouloir penser à la Westphalie ou à ses prolongemens rhénans dont l'occupation, si elle se réalise, aura bien des chances pour marquer à peu près la fin de la guerre. Nous nous contentons d'indiquer ces hypothèses, encore trop aléatoires pour qu'on doive en tenir compte.

La situation n'est pas très différente pour l'Autriche-Hongrie, singulièrement plus pauvre en houille que l'Allemagne, mais ayant pourtant une grosse production de combustibles inférieurs et ravitaillée en outre par son alliée. Si l'on a raconté à diverses reprises que le charbon manquait à Vienne, ce ne peut être qu'un incident momentané ou une erreur. N'a-t-on pas lancé un moment une nouvelle pareille pour Paris?

Les besoins de fer et d'acier pour l'armement ne sont pas non plus parmi les plus inquiétans pour l'Allemagne. L'acier est cependant nécessaire aux armées pour la fabrication des canons, des obus, des blindages, pour les navires, les coupoles

des forts, les machines de toutes espèces, les rails, poutrelles, etc., destinés à la réfection des voies ferrées et à la reconstruction des ponts. Même en temps de paix, les gros cliens recherchés des usines sidérurgiques sont, avec les chemins de fer, la Guerre et la Marine. A plus forte raison dans une période où les arsenaux travaillent nuit et jour au maximum de leur rendement en se faisant aider par toutes les forces de l'industrie privée. Mais il faut se représenter ce que produit, dans son plein essor, la métallurgie allemande et mettre en regard les chiffres assez faibles auxquels correspondent les munitions de guerre. Il entre relativement très peu d'acier dans les obus et les canons. L'obus vide de 77 pèse un peu plus de 3 kilos. En admettant, par exemple, 200 000 obus tirés par jour sur les deux fronts, on arrive à quelque 600 tonnes dispersées en éclats, ou, en chiffres ronds, 18 000 tonnes par mois, 216 000 tonnes par an. L'Allemagne au taux normal fabrique plus que cela d'acier en une semaine. De même un canon pèse à peu près une tonne. S'il fallait fournir le chiffre énorme de 10 000 canons, le poids d'acier utilisé ne monterait donc qu'à 10 000 tonnes : quelques heures de production. Mais, bien que si le problème, sous cette forme directe, ne se pose pas, certaines réflexions sont pourtant nécessaires.

En ce qui concerne les minerais de fer, on ne peut s'empêcher de remarquer que, sur une extraction annuelle de 20 millions de tonnes pour toute l'Allemagne, la seule Alsace-Lorraine (à laquelle il faudrait ajouter le Luxembourg) en fournit 14 millions. Les mines sont sur notre frontière, les plus éloignées à environ 60 kilomètres de Verdun. Quoiqu'elles se trouvent défendues par Metz et Thionville, il n'y a donc rien de chimérique à envisager leur reprise par nous. Le jour où elles seraient enlevées aux Allemands, il resterait seulement à ceux-ci les 6 millions de tonnes fournies par le pays de Siegen, la Silésie, la Hesse et la Bavière. L'Autriche-Hongrie, de son côté, a trois grands centres de production, en Styrie et Carinthie, en Bohême, dans le Banat, qui sont tous trois éloignés de la frontière russe, mais dont l'extraction totale ne dépasse guère 4 millions de tonnes.

Ne spéculons pas sur des conquêtes futures, puisque notre travail a précisément pour but de voir si on peut arriver au but en s'en passant. Nous devons encore observer que l'Allemagne,

en tout temps, est forcée d'importer des minerais de fer étrangers, dont la plus grande partie correspond à des qualités supérieures qui lui manquent. Elle en prend près de 3 millions de tonnes en Suède ; elle en tire aussi d'Espagne et même, en temps de paix, d'Algérie. Sauf peut-être celles qui viennent de Suède, ces importations doivent, pour la plus grande partie, lui manquer. Mais ce qui va surtout la gêner dans la fabrication des aciers spéciaux destinés au matériel de guerre, c'est le manque de ces petits métaux qui sont devenus indispensables : soit pour la production même de l'acier Martin ou Bessemer, comme le manganèse; soit pour les aciers à blindages et à ressorts, les aciers rapides ou extra-durs, comme le nickel, le chrome, le molybdène, le tungstène, le vanadium. Ainsi que nous allons le voir, pour quelques-uns des plus utiles, les centres uniques de production dans le monde appartiennent aux Alliés, et il s'agit donc ici d'une disette qui peut devenir rapidement presque irrémédiable.

Cette remarque s'applique en premier lieu au manganèse que les métallurgistes ajoutent, sous la forme de ferro-manganèse ou de spiegel, dans la fabrication de l'acier, pour réduire l'oxyde de fer dissous dans la masse et obtenir l'épuration. On admet que la consommation moyenne par tonne d'acier est de 10 kilos. Pour les 15 millions de tonnes d'acier que l'Allemagne produit en temps normal, cela représente annuellement 150 000 tonnes de manganèse, ou 300 000 tonnes de minerais à 50 pour 100. En admettant même que la fabrication de l'acier soit tombée à moins de moitié, la production allemande de manganèse ne peut y contribuer que pour une très faible part. Les seules mines d'Allemagne, situées dans la Hesse et le Nassau, produisent à peine 80 000 tonnes de minerais très inférieurs, à 15 ou 20 pour 100 de teneur, qui peuvent tout au plus représenter 15 000 tonnes de manganèse métal. D'où viennent donc les manganèses utilisés dans les usines germaniques, comme dans le reste de l'Europe? De deux pays principalement : de Russie (gisemens du Caucase et de Nikopol), des Indes britanniques. Aussi tous les métallurgistes se souviennent-ils de l'embarras que leur a causé, en 1906, l'arrêt des mines du Caucase, à la suite des troubles révolutionnaires. Ajoutons seulement un faible appoint du Brésil. Il a été facile de fermer à l'Allemagne les deux marchés principaux, l'un russe, l'autre

anglais, et de lui interdire ainsi tout réapprovisionnement.

Notre pouvoir est égal pour priver l'Allemagne de nickel; car ici les deux centres de production mondiaux appartiennent: l'un à l'Angleterre, dans le district de Sudbury, au Canada, qui en fournit les deux tiers, l'autre à la France, en Nouvelle-Calédonie (1). Près des 25 à 30 000 tonnes extraites annuellement dans ces deux pays, les 80 tonnes de la production norvégienne font piteuse figure, et il faudrait envisager une durée de guerre bien longue pour que les usines de Norvège pussent dépasser 3 à 400 tonnes, ou pour que les Saxons eussent le temps de reprendre les pauvres petites mines autrefois exploitées dans leur pays. Contrairement à ce qui se passe pour tous les grands métaux, les États-Unis, pour le nickel, sont importateurs et non producteurs. Aussi, dès la fin de novembre, le prix maximum admis officiellement pour le nickel avait-il déjà doublé en Allemagne : 6 francs le kilogramme contre 3,50. Or le nickel est particulièrement indispensable à l'armement des Allemands. L'enveloppe de leurs balles est en maillechort à 25 pour 100 de nickel ; le métal de leurs canons est de l'acier au nickel, comme celui des bandes chargeurs dans leurs mitrailleuses ; il entre du nickel dans les cuirasses de leurs navires. Les aciers spéciaux employés dans certaines pièces des automobiles, dans les arbres de machines, etc., renferment également du nickel. Et nous ne parlons pas du nickelage superficiel moins indispensable sur les armes. Dans la plupart de ces emplois, la teneur en nickel est faible, il est vrai : 1 pour 100 pour les arbres de machines, 2 pour 100 pour le métal à canons, 5 pour 100 pour les plaques de blindage. Cependant l'artillerie emploie également quelques aciers à haute teneur de 25 pour 100. Tout cela finit par constituer un tonnage que nos ennemis seront fort en peine de se procurer.

Nous sommes moins bien armés pour priver l'Allemagne de chrome. Ce métal est d'un emploi courant pour les blindages, les obus de rupture ; il entre également, à l'état de fer chromé, dans la construction des appareils sidérurgiques. Ici encore les Alliés sont les gros producteurs : la France avec la Nouvelle-Calédonie ; l'Angleterre avec la Rhodesia, les Indes, le Canada, la Nouvelle-Galles du Sud ; la Russie avec l'Oural. Presque

(1) Le 4 décembre, on a arrêté et déclaré de bonne prise un chargement d'environ 3 000 tonnes de minerai de nickel néo-calédonien destiné à l'usine Krupp.

toute la production mondiale vient de ces pays; car, pour le chrome comme pour le nickel, les États-Unis, qui sont la grande ressource habituelle des Allemands, n'interviennent pas. Mais, dans ce cas particulier, l'Allemagne garde pour le moment un fournisseur suffisant; la Turquie d'Asie possède, en effet, d'importantes mines de chrome, beaucoup plus importantes même en réalité qu'elles ne le semblent sur les statistiques, toujours illusoires quand il s'agit de pays turcs; et leur exploitation, qui se fait souvent par carrières superficielles, peut être assez aisément augmentée. Notre liste des contrebandes de guerre, qui mentionne le ferro-chrome, semble d'ailleurs avoir omis le fer chromé.

C'est pour faire une observation analogue que nous mentionnerons le molybdène, un autre petit métal devenu indispensable dans la fabrication des aciers spéciaux, aciers à outils, aciers rapides, aciers à aimans permanens, aciers ternaires ou quaternaires destinés aux blindages ou projectiles. Le molybdène, qui est très rare, se vend au kilogramme et non plus à la tonne. Sa production est très localisée. Les usines Krupp étaient alimentées pour la plus grande partie par l'Australie, désormais fermée; mais la Norvège, qui donne peut-être un quart de la production mondiale, doit, avec la Suède, continuer à leur fournir le nécessaire.

Nous en dirons autant pour le tungstène, dont les emplois sont semblables, sous la forme d'aciers extra-durs et d'aciers à ressorts. Si l'on avait réalisé l'idée qui a couru tous les services techniques d'artillerie de faire les balles des shrapnels en tungstène, métal particulièrement lourd, pour pouvoir en diminuer le volume et, par suite, en augmenter le nombre, la disette de tungstène, aurait été grave. On a dû renoncer à cette vue théorique par l'impossibilité où l'on s'est trouvé d'obtenir le tungstène en quantités suffisantes. Commercialement, les Allemands détenaient, dans le Hanovre, un véritable monopole du tungstène et la France a dû longtemps passer par leur intermédiaire. Ils ne sont pourtant pas producteurs. Quelques-unes des principales mines sont même en territoire britannique : d'abord en Queensland, puis en Cornwall. Le Portugal, qui est allié à l'Angleterre, entre également pour environ un dixième dans la production. Mais le principal producteur, l'Argentine, qui fournit environ le sixième du total, et l'Espagne (Galice et Cordoue) peuvent continuer des exportations indirectes. Le

faible volume sous lequel se présentent des quantités importantes de tungstène facilite la contrebande.

Quelques mots également sur l'antimoine, nécessaire pour durcir les balles de plomb. La plus grande partie vient de France; mais la Hongrie fournit environ 700 tonnes et l'Italie 500 à 600 tonnes. La disette d'antimoine doit se manifester; car, dès la fin de novembre, le prix de l'antimoine avait triplé : 2 fr. 10 le kilo à Hambourg contre 0 fr. 70, en moyenne, par temps normal.

Nous passons à un grand métal dont il a été beaucoup question ces temps derniers, depuis que l'on a commencé à discuter dans la presse les possibilités d'affamer l'Allemagne : c'est le cuivre. Chacun connaît les emplois que j'appellerai civils du cuivre, surtout comme fils électriques, puis comme dômes et tubes de locomotives, comme laiton pour la décoration, le matériel d'éclairage, comme bronze, etc. Nous insisterons seulement sur ses applications dans le matériel de guerre et nous ferons, à ce sujet, un petit calcul approximatif, sans nous dissimuler que des chiffres semblables indignent généralement les spécialistes par leur imprécision forcée; mais, pour la très grande majorité des non-initiés, ils ont l'avantage de fixer l'ordre de grandeur, généralement insoupçonné par le public.

La balle du fusil allemand n'est pas en cuivre comme la nôtre et ne contient que moitié de ce métal dans le maillechort de l'enveloppe; mais sa douille est en laiton, ainsi que la petite plaque du chargeur, par laquelle cinq cartouches sont reliées ensemble. De ces deux chefs, une cartouche correspond environ à 10 grammes de métal (1). Combien un soldat allemand brûle-t-il de cartouches par jour et, sur ce nombre, combien peut-il en être récupéré par la recherche qui se fait sur les champs de bataille et que doit favoriser la longue immobilité actuelle : nous l'ignorons. Un soldat emporte une centaine de cartouches; mais cette provision, qui est parfois insuffisante pour une journée, peut, à d'autres momens, durer de longs jours. Au moment où l'ennemi s'avance, une mitrailleuse tire normalement 300 coups par minute et peut en tirer jusqu'à 600 (2).

Admettons seulement, comme moyenne générale, que l'on

(1) L'étui pèse 12 grammes, la balle en plomb 10 grammes, son enveloppe en maillechort 5 grammes.

(2) L'approvisionnement d'une section de mitrailleuses comprend 32 700 cartouches.

consomme dix cartouches par jour et par homme : cela fait, pour les 3 millions d'hommes engagés sur les deux fronts allemands, 300 tonnes de laiton, ou 200 tonnes de cuivre par jour. Il faut ajouter la consommation de cuivre pour les obus. L'obus allemand n'a pas la fusée en cuivre du nôtre; mais il possède également une ceinture de cuivre rouge destinée à s'engager dans les rayures pour donner le mouvement de rotation au projectile et une douille de laiton qui permet de charger un canon comme un fusil avec une seule cartouche renfermant charge, bourre et obus. La ceinture du 77 pèse 300 grammes et la douille 700. La douille du 105 pèse 4 500 grammes en moyenne; celle du 210, environ 11 kilogrammes. Nous resterons dans les mêmes limites d'approximation que précédemment en admettant, sur les deux fronts allemands, 200 000 obus par jour représentant environ 200 tonnes de cuivre (1). On recueille les douilles d'obus avec plus de facilité que les douilles de fusil, en raison de leurs dimensions et de leur accumulation sur quelques points plus restreints (2). Mais le travail de la douille amène des pertes de métal qui font, dans quelque mesure, compensation. Si la consommation journalière de cuivre pour les cartouches et les obus était bien de 400 tonnes, cela représenterait 12 000 tonnes par mois ou, en chiffres ronds, 150 000 tonnes par an. Mettons qu'il y ait exagération dans nos calculs. Mais la guerre consomme, en outre, du cuivre sous bien d'autres formes, ne fût-ce qu'en installations provisoires de fils téléphoniques. La marine en absorbe également, quoique en proportions inférieures à ce qu'on croit souvent (500 tonnes pour un dreadnought). On est donc fondé à admettre que, malgré la réduction subie par toutes les industries nationales, la consommation du pays a dû plutôt augmenter par l'effet de la guerre que diminuer. Or, l'Allemagne, en 1913, a consommé pour elle-même (non compris le cuivre réexporté après élaboration) 190 000 tonnes.

(1) Dans une période particulièrement active comme celle du 20 août au 20 septembre, les Allemands ont dû lancer plus de 5 000 obus par jour et par corps d'armée. On prévoit souvent 300 obus par canon et par jour de combat.

(2) Les Allemands établissent de grands parcs à munitions, où sont entreposés des paniers pour recueillir, soit les douilles vides, soit les munitions ennemies qui peuvent être abandonnées dans un mouvement de recul. Une prime est accordée par douille ramassée. Néanmoins, d'après des chiffres moyens, on ne doit pas recueillir plus de 10 à 15 pour 100 des douilles d'obus consommées.

Quels moyens les Allemands possèdent-ils pour se procurer cette grosse quantité de métal? Il ne faut pas compter sur les 40 000 tonnes de cuivre brut que fournissent en temps de paix les usines allemandes; car une bonne partie provient de minerais importés, qui n'arrivent plus à Rotterdam ou à Hambourg. Ce qui est extrait des mines allemandes, et spécialement du Mansfeld, ne dépasse pas 25 000 tonnes. Supposons, quoiqu'on ait annoncé le contraire, que les difficultés de main-d'œuvre n'aient pas fait restreindre cette production; l'Allemagne doit, pour le reste, puiser dans les stocks ou recourir à la contrebande. Les stocks visibles du commerce allemand, qui figurent régulièrement dans les tableaux d'Henry Merton ou de la *Metallgesellschaft* sont très faibles et tendaient à faiblir dans ces dernières années. L'Allemagne n'y figurait plus que pour 5400 tonnes au 1er juillet 1913 (sur 67 000 pour l'Europe) contre 12 000 au 1er janvier 1911. Au mois de septembre, l'État allemand a réquisitionné les stocks à Hambourg, en même temps que le gouvernement britannique mettait la main sur ceux de Rotterdam. Il faut ajouter les provisions qu'avaient dû rassembler avant la guerre tant le gouvernement lui-même que les grandes sociétés industrielles comme l'*Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft*, ou les vols pratiqués dans les pays envahis. Il faut surtout faire intervenir ce que nous avons appelé les stocks invisibles. Ceux-ci sont certainement considérables. Une partie des 190 000 tonnes absorbées par le pays dans ces dernières années pourrait être, à la rigueur, recouvrée, mais au prix de quelle complète désorganisation! Devant une information des journaux annonçant qu'on avait commencé à démonter des lignes téléphoniques, nous avons eu la curiosité de calculer ce que pouvaient contenir de cuivre les réseaux téléphoniques urbains et interurbains de l'Empire allemand avec les grandes transmissions de forces : nous sommes arrivé à plus de 200 000 tonnes, soit l'alimentation d'une année. Il a été beaucoup plus simple d'acheter du cuivre américain ou espagnol par l'intermédiaire des Norvégiens d'abord, puis des Italiens, et nous avons donné, à cet égard, des chiffres parlans. C'est un des points sur lesquels la surveillance porte aujourd'hui le plus sérieusement et le plus efficacement, sauf à susciter un mécontentement incontestable dans les États du Far-West, en Montana, dans l'Utah ou en Arizona. On a déjà atteint un résultat, puisque le prix maximum

pour le cuivre en barres à Hambourg atteignait, au début de janvier, 2 940 francs la tonne, soit le double du prix en France. Mais cette hausse, qui commence à peine, est surtout appelée à se précipiter dans l'avenir.

Après le cuivre, nous passerons rapidement sur deux autres grands métaux, le zinc et le plomb. Pour le zinc, les Allemands réalisent des chiffres de production considérables. Leurs usines ont donné, en 1913, 290 000 tonnes et, en défalquant les minerais importés, on trouve encore, pour le zinc extrait de leurs propres mines, plus de 150 000 tonnes. Ils ne manqueront pas de zinc, d'autant plus que les États-Unis, gros exportateurs, sont toujours prêts à en fournir. On peut seulement remarquer que la presque totalité des usines à zinc allemandes peut se trouver arrêtée d'ici peu. Car elles sont, les unes en Silésie, les autres dans la Prusse Rhénane, près des usines belges qui, suivant toutes vraisemblances, doivent être entièrement fermées.

L'Allemagne consomme 259 000 tonnes de plomb et en produit 181 000 (1913), dont 90 000 tirées de ses minerais nationaux. L'Autriche ne produit que 13 000 tonnes. L'addition de ces deux chiffres décèle un gros déficit en temps normal. Or la balle de plomb pèse environ 10 grammes. Un shrapnel allemand renferme 300 balles de plomb pesant au total 3 kil. Si nous reprenons des chiffres précédens, nous arrivons environ à 600 tonnes par jour (300 pour les cartouches, et 300 pour les obus à balles), ou 300 000 tonnes par an qui s'ajoutent presque totalement à la production normale en temps de paix (1).

L'étain sera un des premiers métaux à manquer; car il vient tout entier d'outre-mer (sauf les 6 000 tonnes du Cornwall) et, pour les deux tiers, de possessions anglaises (États Malais, Australie, etc.). N'appartiennent à des neutres que les mines des Indes néerlandaises et celles de Bolivie. Il est peu probable que la surveillance maritime anglaise laisse passer beaucoup d'étain. Or ce métal est nécessaire, ne fût-ce que pour l'étamage : par exemple dans l'intérieur des obus explosifs en acier, qui, sans cette précaution, s'attaqueraient. Il en faut également un peu pour le laiton. Les cours actuels de l'étain en Allemagne donnent lieu aux mêmes observations que ceux du cuivre.

(1) C'est peut-être en partie la raison pour laquelle les Allemands ont utilisé récemment des shrapnels nouveaux qui renferment seulement trente balles noyées dans du phosphore rouge.

Un autre métal dont l'intérêt s'est beaucoup accru dans ces dernières années, c'est l'aluminium, pour lequel les Allemands semblent avoir une prédilection toute spéciale et qui entre dans l'équipement du soldat, dans les appareils d'aviation, dans les automobiles, dans les fusées d'obus, etc. L'Allemagne, étant pauvre en houille blanche, n'a pu organiser très en grand la fabrication électrique de l'aluminium. Elle possède cependant une importante usine, en face de Rheinfelden sur le Rhin; elle peut également puiser dans les usines d'Autriche telles que Lend, ou dans celles de Suisse, telles que Neuhausen, qui est, en réalité, une usine allemande. Mais la grande difficulté sera pour elle de se procurer le minerai, la bauxite, qui vient presque totalement du midi de la France et auquel il est peu pratique de suppléer par les autres substances alumineuses existantes en Allemagne ou dans les pays voisins.

Enfin, sans vouloir traiter incidemment une question de premier ordre, nous ne pouvons cependant oublier dans cette énumération que l'or est un métal, et même un métal de première importance. Or, en dehors de l'Amérique, tous les producteurs d'or mondiaux sont du côté des Alliés et l'Amérique a moins envie de donner son or que d'en recevoir. Tandis que de l'or continue à affluer chez nous de l'Afrique australe, des Indes, du Canada, des Guyanes, de la Côte d'or africaine, etc., tandis que le précieux métal nous arrive plus sûrement encore sous la forme des créances sur l'étranger, l'Allemagne, malgré tous les subterfuges dont elle se sert pour vendre des titres ou toucher des coupons par l'intermédiaire de la Hollande, ne peut manquer d'avoir une balance de plus en plus défavorable, qui se traduit déjà par une perte de 10 pour 100 sur le change du *mark*. On aura beau employer les moyens les plus énergiques jusqu'à forcer tous ceux qui pénètrent en Allemagne à livrer leur or contre des billets, quêter l'or dans les régimens et dans les paroisses, inviter les Allemandes patriotes à échanger leurs alliances d'or contre des anneaux de fer, vendre des prolongations de congé aux soldats qui rapportent des pièces d'or de leur famille, de tels procédés sont d'une application précaire. Il a été fait grand étalage en Allemagne de ce que l'encaisse or de la *Reichsbank* avait augmenté de 738 millions depuis les hostilités pour atteindre 1 991 millions au début de décembre (1); c'est

(1) Pour pouvoir enfler sa circulation fiduciaire, la *Reichsbank* considère que

assurément un beau résultat ; mais, en admettant même, comme l'annoncent les Allemands, qu'il leur reste encore 2 milliards d'or disponibles entre les mains des particuliers, rien ne prouve qu'on arrivera à les leur faire livrer et, plus le change deviendra défavorable, plus on sera forcé d'exporter de l'or pour maintenir les cours. La guerre coûte à l'Allemagne de 40 à 50 millions par jour. Pour la continuer seulement jusqu'au début de novembre, il lui faudra augmenter sa dette de 17 milliards, dont une partie devra passer à l'étranger. L'Autriche, qui a dû dépenser 7 milliards et demi dans les six premiers mois de guerre, en aurait encore 12 et demi à fournir pour atteindre la même date. Cette question, que nous nous bornons à rappeler, fera sentir son contre-coup pour toutes les substances auxquelles est consacrée notre étude ; car la disette d'or rendra de plus en plus difficile le paiement, toujours coûteux, des complicités nécessaires.

Après les métaux, nous ne continuerons pas, pour les autres substances minérales, une énumération qui deviendrait vite fastidieuse. Nous nous bornerons à en citer deux, dont la plus importante est le pétrole avec ses dérivés, l'essence, le benzol, etc. et l'autre le nitrate. Les Allemands ont des besoins considérables de carburans liquides. Il leur en faut pour leurs automobiles dont ils ont développé l'emploi sur un pied extraordinaire. Les 200 000 automobiles de guerre que l'on attribue aux Austro-Allemands doivent consommer en moyenne chacune 20 litres d'essence par jour, soit, au total, 4 000 000 de litres : 750 000 barils ou 100 000 tonnes par mois. Les sous-marins en absorbent également. Mais il en faut surtout, et de qualité tout à fait supérieure, pour les zeppelins et les aéroplanes, où la moindre défectuosité du carburant peut entraîner des catastrophes. Ne parlons pas ici de l'éclairage. Si l'on manque de pétrole lampant, ce sera un embarras, mais non un désastre. Au besoin, on le remplacera par de l'acétylène, du gaz ou, plus simplement, par de la bougie. Il n'en reste pas moins à prévoir une très forte consommation pour les machines motrices.

Dans le cas spécial, si important, des automobiles, on a la possibilité d'utiliser trois carburans qui sont, par ordre de

les bons du Trésor et effets créés par le gouvernement impérial ont la valeur de l'or, puisqu'ils peuvent être admis légalement comme couverture de ses billets et donnent le même droit de triple émission.

mérite décroissant, l'essence, le benzol et le pétrole ordinaire. La substitution du benzol à l'essence est une ressource à laquelle les Allemands ont déjà eu recours. Le benzol commercial donne des résultats inférieurs à l'essence; il encrasse les moteurs et ne permet pas leur plein rendement. Beaucoup de mécaniciens le rejettent. Mais il offre des avantages économiques qui l'ont fait adopter souvent dès le temps de paix et sa substitution à l'essence ne nécessite pas une transformation du matériel. Or, si le benzol peut être extrait du pétrole brut et est, en pratique, souvent fourni par lui, on l'obtient également par la distillation du goudron de houille que les Allemands possèdent en abondance. Le remplacement d'un corps par l'autre est donc tout indiqué, sauf pour les aéroplanes où il ne pourrait être réalisé que grâce à des perfectionnemens chimiques dont les Allemands ne sont peut-être pas incapables.

Ajoutons seulement pour mémoire que, ces combustibles normaux venant à manquer, on aurait encore la ressource, en modifiant le matériel, d'employer l'alcool, médiocre carburant, dont on peut aisément fabriquer de très grandes quantités. La disette de pétrole ne constituera donc pas, pour nos adversaires, la paralysie immédiate et complète que l'on a parfois imaginée. Elle n'en sera pas moins une difficulté très sérieuse, surtout si elle arrête les aviateurs, qui sont devenus l'agent d'informations indispensable pour les armées. Voyons, dès lors, comment se pose le problème du ravitaillement.

Sur son propre sol, l'Allemagne ne possède que des gisemens pétrolifères insignifians en Alsace et en Hanovre. La tentative qu'elle avait faite, par l'intermédiaire de la Turquie, pour mettre la main sur ceux du Caucase, paraît avoir définitivement échoué. L'Autriche en avait d'importans en Galicie, mais elle les a laissé prendre par les Russes. Admettons que la contrebande, très active au début, ait été définitivement arrêtée et qu'il n'arrive plus de pétrole des États-Unis ni des Indes néerlandaises. Supposons encore, comme on est en droit de le croire aujourd'hui, que la Roumanie maintienne énergiquement une interdiction d'exportation fort coûteuse pour elle. Il reste à envisager les stocks importans que les Allemands avaient constitués avant la guerre et ceux qu'ils ont pu former depuis, par la confiscation dans les pays envahis, par la mainmise sur les bateaux-citernes sortant de la Mer-Noire, par les

exportations roumaines du début. Ce qu'ont été un moment ces derniers envois, une comparaison de chiffres va le montrer. Le pétrole brut roumain était tombé de 7 francs à 4 francs les 100 kilos dans le mois d'août. L'exportation en Allemagne une fois organisée, il remonta à 5 fr. 20 fin septembre. L'attitude politique de la Roumanie, de plus en plus favorable aux Alliés, est un gros facteur en cette matière.

L'attention s'est trouvée attirée aussi sur la question des nitrates, par le fait que deux cargaisons chiliennes de 3 000 tonnes chacune, à destination de Hambourg, avaient été saisies en décembre et janvier et amenées, l'une à Swansea, l'autre à Nantes. Le nitre ou salpêtre fait immédiatement penser à la grave question des explosifs. Sans doute, la vieille poudre noire au salpêtre est une substance fort désuète. Mais l'acide nitrique n'en demeure pas moins l'élément essentiel dans la fabrication des explosifs : nitrocellulose pour les cotons colloïdaux et les fulmi-cotons, nitroglycérine pour la dynamite, nitrification de la fibrine, de la soie, du phénol pour obtenir l'acide picrique, ou trinitro-phénol, base de la mélinite, de la lyddite et autres produits analogues. Toujours il s'agit, pour réaliser l'explosion, d'oxyder rapidement une substance organique de manière à obtenir une pression considérable par l'accumulation des gaz à haute température. Le corps organique peut être varié à l'infini. L'intervention de l'élément nitrique est presque constante.

D'autre part, ce qui n'est pas négligeable, l'Allemagne utilise en temps normal des quantités considérables de nitrates comme engrais de printemps. Depuis trente ans, cette consommation a décuplé et dépasse aujourd'hui 800 000 tonnes. L'emploi de tels engrais serait particulièrement nécessaire cette année où les semailles ont dû se faire dans des conditions défectueuses (1).

Or, les nitrates minéraux viennent presque totalement du Chili, qui en fournit 2 000 000 de tonnes, correspondant à 280 000 tonnes d'azote. L'azote extrait électriquement de l'air en Norvège ne forme encore qu'un appoint insignifiant. Des deux côtés, l'approvisionnement allemand est fermé. La Norvège a annoncé qu'elle observerait une neutralité absolue et, si le Chili,

(1) De même que les Allemands ont confisqué les appareils en cuivre dans nos raffineries du Nord, ils ont pris également les stocks d'engrais artificiels à Gand.

qui est quelque peu germanophile, tentait d'oublier la sienne, les navires anglais rencontrés en mer la lui rappelleraient sans doute efficacement.

On peut toutefois, comme nous l'observions en commençant ce travail, penser à extraire l'azote de l'air, cette mine inépuisable. Bloqués par l'Angleterre en 1812, les États-Unis se sont aperçus que, par une opération naturelle de ce genre, il s'était constitué, dans les célèbres grottes du Mammouth, des provisions de salpêtre, grâce auxquelles ils ont pu résister. Pendant le siège de Paris, en 1870, une commission présidée par Berthelot reconnut qu'en cas de nécessité, le lessivage des matières salpêtrées, contenues dans la seule enceinte de Paris, pourrait en un mois fournir plusieurs centaines de tonnes. Une guerre moderne demande des quantités de nitrates hors de proportion avec celles qui pouvaient être nécessaires en ces temps déjà anciens. Mais les ressources de la chimie ont décuplé. La plus grosse difficulté pour un pays riche en énergie utilisable sous la forme de houille est le temps nécessaire à l'organisation de telles industries qu'on ne crée pas du jour au lendemain.

Il faut mentionner également, parce qu'on y a fait plus d'une allusion dans ces derniers temps, la ressource que pourrait fournir, à défaut de nitrates, cet autre oxydant, plus efficace encore et partout facile à obtenir abondamment, l'air liquide. Des cartouches d'oxygène liquide et de charbon pulvérulent ont déjà été employées à la place de dynamite; mais elles ont le très grave défaut de ne pouvoir se conserver plus de quelques heures. On a préconisé depuis longtemps des obus à l'air liquide qui auraient l'avantage de ne pas échauffer le canon et la culasse. Ce n'est probablement pas encore dans la guerre présente que cette application entrera assez en pratique pour fournir un explosif courant aux Allemands.

*
* *

Nous arrivons ainsi au terme d'une étude, dans laquelle nous nous sommes efforcé de montrer le pour et le contre, en résistant à la tentation toujours plus séduisante de plaider une thèse formelle. Notre conclusion y perdra un peu en rigueur, mais gagnera peut-être en sécurité. Cette conclusion, c'est que l'Allemagne, malgré toute sa puissance industrielle, va se trouver, sinon paralysée, du moins progressivement gênée et

ligottée par des liens de plus en plus nombreux et serrés qui la tiendront enchaînée en tous sens, comme les fils attachés par les Lilliputiens au grand corps de Gulliver. Il suffit pour cela que, malgré les pressions exercées par les neutres et malgré le désir de se les concilier, l'Angleterre et la France maintiennent efficacement un blocus indispensable au bien de l'humanité tout entière. Réduite à ces termes généraux, une telle conclusion, que nous avons tenté d'établir, sur des données précises, avec les nuances et les atténuations nécessaires dans chaque cas, pourra sembler s'être imposée de prime abord comme évidente. Un grand pays moderne, surtout avec les besoins spéciaux que développe chez lui l'état de guerre, ne peut se passer du reste du monde et, le jour où il en est séparé, il constate avec stupeur combien, malgré tout son orgueil, il en restait dépendant. D'une contrée à l'autre, on a vu s'établir pour toutes les substances naturelles un équilibre de vases communicans, en raison duquel chaque région, suivant la logique des choses, tend à produire seulement ce qu'elle est particulièrement apte à fournir, pour exporter son excédent et importer en échange ce qui lui manque. Une telle loi s'applique particulièrement pour des produits localisés dans l'écorce terrestre comme les métaux, que le travail le plus obstiné et la science la mieux armée ne peuvent extraire d'un sol, s'il ne les renferme pas d'abord. Néanmoins, si prévue qu'ait pu être la conclusion, notre étude n'en aura pas moins montré sur quels points particuliers l'ennemi est le plus sensible et doit être le plus rapidement, le plus efficacement atteint. Nous entrons, avec l'année 1915, dans une période de blocus à peu près effectif, où les résultats de cette guerre économique à peine commencée vont l'un après l'autre se manifester, et il est permis d'en déduire, outre toutes nos autres raisons d'attendre patiemment le succès, des motifs presque mathématiques d'espoir.

Dans cette forme de lutte nouvelle, le programme de notre offensive est simple, quoique nous ayons insisté sur les complexités de sa réalisation. Il consiste à encercler l'Allemagne en obstruant l'une après l'autre toutes les voies d'accès et à continuer patiemment le siège. Ne comparons pas cette idée avec celle du Blocus continental. Si le plan de Napoléon a échoué, c'est qu'il voulait empêcher l'Angleterre de vivre en lui interdisant l'accès de quelques ports européens, sans posséder

lui-même la maîtrise des mers. Enfermer un pays continental quand on possède, au contraire, les mers avec une bonne partie de ses frontières terrestres, est plus aisément réalisable. L'Allemagne le comprend fort bien ; elle sait que, si elle ne nous a pas abattus assez vite, ce blocus peut constituer pour elle un danger irrésistible, contre lequel ni ses pièces lourdes ni ses attaques en colonnes de quatre ne pourront rien. Elle le sait, puisque ses écrivains militaires l'avaient mise en garde longtemps avant la guerre contre un tel péril, et c'est pourquoi sa haine est plus forte contre l'Anglais que contre le Russe ou contre nous. Mais il ne faut pas en conclure que le succès soit déjà obtenu et se fier naïvement à ces descriptions fantaisistes où l'on nous peint une Allemagne souffrant déjà de la famine. L'heure de l'angoisse suprême n'est pas encore venue, ni pour les céréales ou la viande dont nous n'avons pas voulu nous occuper ici, ni pour les matières minérales que nous avons étudiées. Contre nos assauts, le gouvernement allemand a organisé sa défense avec la même science et suivant les mêmes principes que sur le terrain militaire.

Pour résister, il va mettre en œuvre toutes les ressources d'un étatisme qui volontiers se solidarise avec la grosse industrie et, par un échange de bons procédés, obtient de cette industrie son utile concours. Nous avons vu se créer une société des céréales de guerre, une société des métaux de guerre et, dans cette dernière, sont entrées toutes les grandes compagnies métallurgiques ou financières. La formidable machine industrielle allemande, dont les rouages ne pouvaient plus longtemps tourner à vide, adapte peu à peu ses engrenages et ses bielles au seul fonctionnement de la guerre. En groupant les capitaux et les capacités techniques, on va donner les mots d'ordre, auxquels le particulier obéira avec cette merveilleuse discipline qui fait de l'Allemand un instrument puissant lorsqu'il est en nombre et bien encadré.

Outre son intérêt passionnant pour la conclusion d'une lutte atroce, l'expérience sociale qui va être ainsi tentée ne sera pas sans présenter quelque intérêt d'un point de vue purement théorique. On va voir, mieux qu'on n'aurait pu le faire dans aucune autre circonstance, si un État moderne, tenant toutes ses forces en main et disposant de tous les pouvoirs indiscutés, peut réglementer dans ses moindres détails la vie de 68 mil-

lions d'habitans, s'il est assez fort pour fixer les prix à l'avance, limiter les achats, réquisitionner les réserves, restreindre l'éclairage, rationner le pain. Ainsi que la logique seule permettait de le prévoir, quelques difficultés pratiques ont déjà été rencontrées. Docilement les bourgeois allemands ont apporté leur or, livré leur pétrole, fourni leurs métaux. Mais, le jour où le gouvernement a édicté des prix maxima, l'inévitable danger de telles interventions n'a pas tardé à se manifester. D'une part, on n'a pu décider le peuple à économiser réellement une substance dont la disette ne lui apparaissait pas sous la seule forme qui soit tangible pour un esprit simple, par une augmentation de prix. D'autre part, les commerçans ont renoncé à employer leur outillage et leurs relations pour faire venir des matières qu'ils auraient été obligés de vendre au-dessous du prix coûtant. Ce qu'ils tenaient en réserve, ils se sont efforcés de le garder caché pour attendre des cours plus élevés. Dans un autre domaine que le nôtre, celui de l'alimentation, les minotiers ont reproché aux marchands de grains de ne plus rien leur fournir à moudre, et les consommateurs se sont plaints des minotiers qui n'apportaient plus leur farine sur le marché. Les éleveurs, auxquels on a interdit de nourrir leur bétail avec le grain de leur récolte, ont préféré abattre leurs bêtes en masse plutôt que d'être exposés un jour à les vendre à perte. Pour les métaux, on exercera sans doute un contrôle plus facile et plus direct sur des consommateurs plus localisés ; mais on n'obtiendra pourtant pas d'un commerçant qu'il entre en concurrence à New-York avec les acheteurs russes et anglais, si on lui assigne d'avance un prix de vente déterminé. Plus les prescriptions se multiplieront et deviendront rigoureuses, plus la confiance que l'on a entretenue artificiellement dans le peuple allemand s'affaiblira. Avec cette lutte instituée à coups de décrets contre ceux qu'il est trop facile d'appeler des accapareurs, on entre dans un cercle vicieux où, tôt ou tard, fatalement, on finit par étouffer.

L. De Launay.

L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

D'APRÈS LE LIVRE DE M. LE PRINCE DE BÜLOW

I

L'EMPIRE ET LES NATIONS

Dans son numéro du 1er octobre, la *Revue* a déjà rendu justice à la traduction et à l'édition françaises que M. Maurice Herbette, chez l'éditeur Lavauzelle, nous a récemment données du livre du prince de Bülow : *la Politique allemande*. Mais des deux parties qui composent ce livre, *Politique extérieure* et *Politique intérieure*, la *Revue* n'a parlé alors que de la première, dont les circonstances faisaient et font encore la principale. Reste l'autre, à laquelle les événemens de demain rendront, je crois, le plus d'importance.

Car, en cette seconde partie, M. de Bülow ne s'est pas contenté de nous faire le tableau et l'apologie de *sa* politique intérieure durant les neuf années (1900-1909) qu'il fut à la tête de la chancellerie impériale. Il tenait sans doute à démontrer qu'il avait eu grand'raison et plein succès dans les trois entreprises capitales de son ministère : 1° lois douanières de 1902 pour le salut de l'agriculture; 2° formation du Bloc, entre Conservateurs et Libéraux, pour la lutte électorale contre le Centre et le Socialisme ; 3° reprise, dans les Marches de l'Est, de la colonisation allemande et de la persécution contre les

Polonais. *Le Tarif douanier de 1902, la Politique du Bloc, la Lutte pour le Sol :* ces trois chapitres, entre plusieurs autres, sont un plaidoyer personnel, où l'habileté de l'auteur se donne carrière, où son talent d'exposition, sa dialectique de finesse, d'ironie, de mesure, son ton de grand seigneur et sa preste élégance lui gagnent, sinon l'adhésion, du moins l'applaudissement de tous les connaisseurs.

Mais ces chapitres n'ajoutent presque rien à ce que nous savions déjà. Pour le lecteur français, ils sont loin de valoir le lumineux exposé que faisait ici même M. André Tardieu en septembre 1909; c'est encore là qu'il nous faut chercher tous les renseignemens sur ces neuf années de politique allemande, que M. de Bülow résume et apprécie plus qu'il ne les expose. M. de Bülow adressait à un public fort averti cette sorte de « Discours à la nation allemande » sur les conditions vitales de l'Empire; il pouvait se passer des explications détaillées et s'en tenir aux grands sujets : quelles sont les conditions de toute politique intérieure dans l'Allemagne unifiée? quelles nécessités inéluctables dominent la vie de l'Empire? quelles difficultés permanentes la traversent? quels obstacles y opposent « le Passé politique du Peuple allemand » (c'est le titre d'un chapitre) et « l'Esprit séparatiste dans le nouvel Empire allemand » (c'est le titre d'un autre) et « l'Intérêt de Parti en face de l'Intérêt d'État » (c'est celui d'un troisième)? quelles sont « l'Intelligence et la Sentimentalité politiques » des peuples allemands? quelles doivent être les relations entre « le Gouvernement et les Partis, » entre « l'État prussien et la Social-Démocratie? » que doit être « le vrai Remède au Socialisme? » etc.

Il est probable que, depuis Bismarck, ni l'Allemagne, ni l'Europe n'ont eu beaucoup d'hommes d'État qui fussent capables de procéder à pareil examen. M. de Bülow, mieux qu'aucun autre, était à même de motiver ses réponses sur une parfaite connaissance de l'Allemagne dans le présent et dans le passé et sur une longue expérience des nations étrangères : il avait une compréhension assez intime, en particulier, des nations latines, dont les idées en politique, étant tout juste le contraire des idées allemandes, peuvent le mieux servir à éclairer celles-ci par leur contraste même.

Né au lendemain des journées révolutionnaires de 1848-1849, dans l'Allemagne du Nord, en plein Mecklembourg féodal;

élevé dans la libérale Allemagne du Sud, puis dans les Universités du Centre et de la Suisse, M. de Bülow est arrivé à l'âge d'homme quand les victoires de 1870 faisaient succéder aux Allemagnes d'autrefois l'Allemagne nouvelle. Il a débuté dans les ministères impériaux de Berlin, où son père était le collaborateur et le confident du grand chancelier. Sa carrière de diplomate l'a promené ensuite, vingt-trois années durant (1874-1897), de Rome à Pétersbourg, à Vienne, à Paris, à Bucarest, à Pétersbourg et à Rome de nouveau, pour le ramener enfin à ce ministère des Affaires étrangères où son père était mort à la tâche. Douze années comme ministre (1897-1900) ou chancelier (1900-1909) l'ont, au plein de son âge viril et de sa force intellectuelle, mis au courant de toute la politique intérieure et extérieure de l'Empire. Son mariage avec une Italienne, après avoir complété le sens et le respect de la latinité que lui avaient donnés ses longues années de séjour dans les capitales latines, l'a ramené prendre sa retraite en un palais de Rome, le jour où la rancune de Guillaume II le libéra du pouvoir. Quatre années (1909-1913), il a vécu silencieux, en cette studieuse et digne retraite, en face du Palatin, devant les ruines de ce qui fut, durant quatre siècles, le palais des divins Empereurs, des maîtres de Rome et du monde.

Sa jeunesse s'était écoulée à l'ombre de Bismarck, dont il continue de se proclamer l'humble disciple. La vieillesse lui est venue sous les ombrages d'une villa romaine. Rome et Bismarck : à fréquenter tour à tour deux grandeurs si pareilles et si différentes, il est impossible qu'un esprit alerte n'ait pas reçu quelques grandes leçons. Le Chancelier de Fer était le meilleur des exemples pour apprendre comment on fonde les Empires. Le Palatin est peut-être le meilleur des observatoires pour embrasser du même regard les Empires du présent et ceux du passé.

C'est après quatre années de méditations sur l'Aventin (1909-1913) qu'avant de rentrer en grâce et en fonctions et de redevenir ambassadeur auprès du Quirinal, M. de Bülow a écrit son livre, non par besoin seulement de se raconter et de se faire valoir, mais bien plutôt, je pense, par le même sentiment du devoir patriotique, qui, en novembre 1908, lui faisait dire de si cruelles vérités à son Maître. Comme en 1908, il a voulu, en 1913, mettre et l'Empereur et l'Empire en garde contre les dangers qu'une politique trop personnelle faisait

courir à l'œuvre de Bismarck, à la fragile unité de l'Allemagne. Il est probable que le nouvel ambassadeur ne tient plus aux Romains de 1915 le même langage que l'ancien chancelier aux Allemands de 1913. Ses auditeurs d'aujourd'hui feront bien de relire les multiples et excellentes raisons qu'il avait, hier encore, de mettre en doute la durée de la tyrannie prussienne sur l'Allemagne et sur l'Europe. En sourdine et comme en refrain, il est une pensée qui revient à la fin de tous ses chapitres : autant M. de Bülow avait de confiance dans la force militaire de la Prusse, autant il avait de défiance dans la faiblesse politique de l'Allemagne, et tout le livre aboutit à cette conclusion pessimiste que, la monarchie des Hohenzollern ayant fait l'unité artificielle et provisoire des États allemands, leur union profonde et durable ne pourrait être obtenue que par un changement radical du tempérament germanique. Pour M. de Bülow, « l'esprit allemand » et « la monarchie prussienne » s'opposent comme deux termes antinomiques, dont la conciliation serait pourtant indispensable au salut de l'empire bismarckien : toute l'histoire germanique, depuis les lointaines origines jusqu'à l'heure présente, tout le développement interne de l'éternelle Allemagne servait d'argument à l'ancien chancelier pour démontrer à ses lecteurs la nécessité, mais aussi la quasi-impossibilité de cette entreprise.

L'*Introduction* à la *Politique intérieure* débute ainsi : « L'histoire de notre politique intérieure, abstraction faite de rares périodes lumineuses, est une histoire d'erreurs politiques, » et M. de Bülow ajoute un peu plus loin : « Il coulera beaucoup d'eau sous nos ponts jusqu'à ce que les faiblesses et les défauts innés de notre tempérament politique disparaissent. Le destin, qui, au su de tous, est un mentor distingué, mais coûteux, pourrait bien entreprendre de nous éduquer par le dommage que nous causeront encore les faiblesses inhérentes au caractère de notre peuple... *Espérons qu'elles ne seront pas trop cuisantes, les épreuves* qui ajouteront le talent politique aux dons nombreux et brillans que nous avons reçus de la nature... Je m'entretenais un jour à ce sujet avec un des directeurs du ministère, feu Althoff: « Ah ! que demandez-vous là? répondit-il avec son humour coutumière. Nous autres, Allemands, nous sommes le peuple le plus savant de la terre et, en même temps, le plus capable à la guerre. Nous avons fait merveille dans tous les arts, dans toutes

les sciences : les plus grands philosophes, les plus grands écrivains, les plus grands musiciens sont des Allemands. En ce moment, nous sommes au premier rang pour les sciences naturelles et dans tous les domaines techniques; par-dessus le marché, nous sommes arrivés à un essor économique prodigieux; comment pouvez-vous vous étonner que nous soyons des ânes en politique? Il faut bien que quelque chose cloche. »

Malgré l'humour de feu Althoff, M. de Bülow n'a jamais pris son parti de l' « ânerie » en politique. Il a voulu la combattre chez son peuple et chez d'autres encore. Il était un sujet trop respectueux et, malgré sa disgrâce, un diplomate et un courtisan trop anxieux de déplaire pour dire ou seulement laisser entendre que les faiblesses du peuple se retrouvaient en très haut lieu. Mais si nous connaissions par le menu, comme son infaillible mémoire les connaît encore, les conversations et les correspondances que, durant dix années de faveur, il eut avec le Maître, je crois qu'en nombre de phrases du présent livre, nous découvririons des allusions ou des réminiscences que le Maître, lui, n'a pu manquer de saluer au passage, comme on salue involontairement les premiers obus qui passent sans encore éclater.

En octobre 1900, Guillaume II fondait à Saalbourg un musée d'antiquités romaines, dans l'un de ces petits forts romains, *castella*, dont les ruines jalonnent les ruines du *Limes romanus*, du « Seuil romain, » de ce long rempart de terre et de pieux, que les Augustes avaient tendu, entre le coude du Rhin à Mayence et le coude du Danube à Ratisbonne, pour protéger la Germanie du Sud romanisée contre les ruées de la barbarie nordique. Au-devant de ce *castellum*, scientifiquement restauré, l'empereur Guillaume avait fait dresser la statue de l empereur Antonin, scientifiquement copiée de l'antique, mais moins scientifiquement dédicacée *A l'Empereur des Romains, T. A. Hadrianus Antoninus, l'Empereur des Germains, Guillaume II, — Imperatori Romanorum, T. A. Hadriano Antonino, Guilelmus secundus, Imperator Germanorum.* Trop heureux, sans doute, d'une occasion de télégraphier en latin, Guillaume II envoyait « à l'incomparable historien de Rome, Th. Mommsen », cette belle dépêche : *Theodoro Mommseno, antiquitatum romanarum investigatori incomparabili..., salutem dicit Guilelmus Germanorum Imperator.*

Germanorum Imperator! Empereur des Germains! Il semble que ce solécisme prussien ait fait bondir le vieil et irascible « antiquaire de Lietzelbourg. » Car, de sa bonne encre latine, Th. Mommsen, *antiquarius Lietzelburgensis*, télégraphia ses remerciemens au *Prince des Germains*, *Principi Germanorum*, voulant rappeler à cette Majesté, — qui d'ailleurs ne comprit pas la leçon, — que le monde n'a jamais connu qu'un Empire et qu'un Empereur, l'Empire romain, l'*Imperator romanus*. Cet Empire, à travers les siècles, a pu transporter son siège occidental de Rome à Arles, à Trèves, à Ravenne, à Aix-la-Chapelle, à Ratisbonne, à Francfort, à Paris, à Berlin. Il a pu avoir des titulaires de nation italique et syrienne, illyrienne et gauloise, gothique et grecque, germanique et tchèque, anglaise et castillane, française et prussienne : d'Auguste à Guillaume II, la suite des Césars passe par Éliogabale, Charles-Quint et Napoléon. Mais si Guillaume II a le titre impérial dans le monde d'aujourd'hui, il n'est toujours en Allemagne que le premier des Germains, le *princeps* des Allemands.

« A Guillaume le Second, prince des Allemands, *Guilelmo secundo, principi Germanorum*, à Celui qui se croit l'*Imperator* d'une *Respublica* germanique, comme Auguste était le chef de l'État romain, ou comme Napoléon fut l'empereur de la République française, à Celui qui n'est toujours que la tête du corps germanique, le premier des rois allemands, le *Kriegsherr*, le chef de guerre des Germains, et non leur magistrat unique et suprême : » telle devrait être, je crois, la dédicace du livre de M. de Bülow. Maints développemens et plus d'un chapitre ne font que paraphraser la dépêche du vieil antiquaire de Lietzelbourg.

En 1900, quand cette dépêche fut envoyée, M. de Bülow était chancelier déjà. Mais je doute qu'il l'eût présente à l'esprit quand, en 1913, il écrivit cette *Politique allemande*. En revanche, on sent partout, derrière les axiomes juridiques ou les allusions historiques de son texte, la présence invisible, mais réelle, de réminiscences, de lectures, de citations érudites. L'auteur ne nous renvoie jamais aux sources : il est prince et se garde de pédantiser. Mais il est savant tout de même et l'on peut, de-ci, de-là, retrouver les savans auteurs d'Allemagne, d'Angleterre et de France auxquels il emprunta ce dont il fit son bien. On sait à quelles disputes des théoriciens et des commentateurs est en proie le droit constitutionnel des Allemagnes, le

Staatsrecht germanique, et quelles furieuses batailles on s'est livrées sur lui depuis des siècles, — on s'en livrait déjà au XIIIe siècle, au temps des Hohenstaufen, — entre « latinisans » et « germanisans », entre importateurs du droit romain et défenseurs du vieux droit germanique. Sans avoir fait la moindre allusion à ces querelles d'érudits, M. de Bülow sera rangé quelque jour parmi les « latinisans : » M. J. Huret (1) nous avait déjà dit l'estime où le chancelier tenait la « netteté latine » et les plus romains de nos législateurs.

Au cours de ses études universitaires et de ses loisirs diplomatiques autrefois, aux jours de sa puissance après, pour vérifier sa propre expérience enfin, M. de Bülow a connu et pratiqué les traités allemands qui racontent les origines de l'Allemagne, les conditions et les vicissitudes du pouvoir impérial à travers les siècles : une phrase de Treitschke sert d'épigraphe à tout son ouvrage, et dans cette *Histoire de l'Allemagne*, il trouve non seulement « un sens historique profond, mais aussi une signification politique très moderne. » Néanmoins, de César et Tacite à James Bryce et Fustel de Coulanges, il semble avoir médité surtout les ouvrages des étrangers. Soit dans le texte anglais, soit dans la traduction française, il a dû lire et relire le *Saint Empire romain germanique et l'Empire actuel d'Allemagne* de James Bryce, et je ne doute pas qu'il estime à sa juste valeur l'*Histoire des Institutions* de notre grand Fustel de Coulanges. Je crois même qu'ayant à expliquer à des lecteurs français telle formule concise et taillée à facettes, dans laquelle M. de Bülow a résumé la suite de plusieurs siècles ou les interminables déductions des théoriciens, on ne saurait mieux faire que mettre en regard telle page ou tel chapitre de Fustel : après les injures que lui prodiguèrent les « germanisans » de France et d'Allemagne, le chef de nos « latinisans » eût goûté quelque plaisir à retrouver, sous la plume du chancelier de Guillaume II, du seul chancelier qu'ait eu le nouvel Empire après Bismarck, des phrases qui ne sont que des comprimés de sa propre doctrine.

(1) *De Hambourg aux Marches de Pologne*, p. 483 : « Bismarck, disait M. de Bülow à M. Huret en 1906, Bismarck a toujours dit qu'il est bien plus facile de gouverner les Français libéraux et frondeurs que les Allemands traditionalistes et individualistes. Napoléon, à côté de beaucoup de mal, a fait du bien dans notre pays, en simplifiant *avec sa netteté latine* l'organisation compliquée qu'il y avait trouvée. »

*
* *

« Dans l'histoire de l'Allemagne, dit M. de Bülow, l'union nationale est l'exception : la règle, c'est le particularisme sous les diverses formes appliquées aux circonstances; cela est vrai du présent comme du passé. » L'unité allemande a été proclamée, il y a près d'un demi-siècle, « sous le baptême de feu de Kœniggraetz et de Sedan; » mais l'union allemande n'est pas encore faite et ne sera pas faite de longtemps encore, si l'on entend par union nationale le groupement volontaire de la nation consciente en un État unifié : « En 1871, par la fondation de l'Empire, dit M. de Bülow, nous avons conquis une existence d'État nationale. Notre développement politique a pris par là une voie nouvelle et sûre; mais il n'est pas encore arrivé à son terme : la tâche, assurément commencée, mais non pas achevée, doit être l'unité de notre vie intellectuelle et politique. »

M. de Bülow dit ailleurs : « La tendance propre à l'humanité de se coaliser en syndicats, corporations et communautés, cette inclination naturelle atteint en politique la forme la plus haute dans le groupement de la nation en un État. Là où cette forme suprême est réalisée en connaissance de cause, les formes inférieures perdent de plus en plus leur importance, l'ensemble de la nation se subordonne les groupemens de moindre dimension, et cette subordination se fait, non par la violence et tout d'un coup, mais au fur et à mesure que s'étend la conscience nationale... Les peuples à esprit politique vigoureux vont au-devant de cette évolution: l'Allemand s'est souvent mis en garde contre elle. »

Dans le présent comme dans le passé, l'Allemand en est toujours resté, il désire toujours en rester aux formes inférieures: c'est aux fédérations de voisinage ou de sympathies, aux communautés laïques ou religieuses, aux corporations de métiers ou de classes, aux syndicats d'études ou de conquêtes, aux associations locales ou personnelles, bref aux *Vereine* de goûts, d'intérêts, de sentimens, qu'aujourd'hui comme hier vont toutes ses préférences. Nous pouvons suivre les peuplades germaniques à travers dix-neuf siècles d'histoire : nous les voyons toujours former sur la terre allemande des groupemens particularistes, dont les cadres et les dimensions varient, dont les buts particuliers et les relations réciproques peuvent tendre, mais n'at-

teignent jamais à « cette forme suprême » où, en pleine liberté de choix, en pleine connaissance de cause, le groupement d'État se subordonne tous les autres, « non par la violence et tout d'un coup, » mais par le vœu et le règne d'une conscience nationale.

« Ce n'est pas mauvais vouloir, ajoute M. de Bülow, ni manque de sens patriotique; mais, de par son tempérament, l'Allemand se sent plus à son aise, lié aux petites associations, que rangé dans la vaste union nationale. » Voilà, je crois, l'une de ces phrases qui eussent fait la joie de Fustel de Coulanges : quel commentaire il eût donné à chaque mot de cette formule, en opposant le lien personnel, donc fragile et éphémère, des associations germaniques à l'union instinctive, donc permanente et infrangible, des nations latines ou latinisées, la *res publica* de celles-ci à « l'hommage » de celles-là!

« Le principe fondamental de tout le droit public à Rome, dit Fustel, était la souveraineté absolue de l'État, de la « chose publique, » *res publica*. L'État, la *res publica*, n'était pas chez les Romains une conception vague, un idéal de la raison; c'était un être réel et vivant qui, bien que composé de tous les citoyens, existait par soi-même et au-dessus d'eux. Les Romains comprenaient l'État comme un être constant et éternel, au sein duquel les générations d'individus venaient passer l'une après l'autre. Aussi cette *res publica* était-elle à leurs yeux un pouvoir supérieur, une autorité maîtresse, à laquelle les individus devaient une obéissance sans limite... La République ou l'État était une sorte de monarque insaisissable, invisible, omnipotent toutefois et absolu. Tout était sous la surveillance de l'État, même la religion, même la vie privée; tout lui était subordonné, même la morale (1). »

A Rome, l'établissement de l'Empire et la souveraineté absolue de l'Empereur ne furent que l'incarnation de la *res publica* dans un être visible, tangible, auquel l'État déléguait viagèrement tous ses pouvoirs, au lieu de les déléguer, comme autrefois, à plusieurs magistrats annuels. L'*Imperator* fut désormais l'État fait homme, ou plutôt l'État fait dieu, puisque les autels de la déesse Rome et le culte des divins Empereurs furent établis en chaque province pour semer et entretenir la

(1) Fustel de Coulanges, *Histoire des Institutions*, I, p. 147.

religion, le fanatisme même de la *res publica* dans les cœurs de tous les *cives romani*, — et tous les hommes libres de l'Empire avaient désormais ce rang.

Sans distinction de races ni de langues maternelles, tous étaient les citoyens de la nation impériale, les participans égaux, bénéficiaires et serviteurs tout ensemble, de la communauté romaine. L'égalité devant une loi écrite, l'égalité sous le devoir civique et sous le commandement de l'État, tel était le caractère essentiel de l'Empire romain : tout homme y était l'égal de son prochain, l'homme libre de l'homme libre et l'esclave de l'esclave, et les peuples aussitôt annexés devenaient les frères et cousins du peuple romain, *fratres consanguineique populi romani.*

Les Allemands ont beau nous présenter leur empire actuel comme l'héritier du Saint-Empire d'autrefois et ce Saint-Empire lui-même comme le continuateur du vieil Empire romain : jamais pour eux État et nation, Empire et *res publica* n'ont été termes synonymes. A leur gré, deux, trois et dix nations ennemies, les unes asservies, les autres dominantes, peuvent composer un seul État et, dans le même Empire, quinze ou vingt *res publicæ* indépendantes peuvent conserver leur droit particulier et leurs intérêts rivaux sans les concilier sous l'arbitrage d'une loi unique, mais en les juxtaposant et les superposant sous la médiation d'une diplomatie interne.

Le *Bundesrath*, cette Chambre haute du nouvel Empire allemand, n'est pas un Sénat, une Chambre des Pairs comme telle assemblée des républiques ou des monarchies voisines : ce n'est toujours, comme la Diète de l'ancien Empire, qu'un Congrès permanent de diplomatie nationale, où les États participans du *Bund*, de « l'Alliance » impériale, maintiennent au jour le jour l'unité qu'a établie un traité en règle et qu'a souscrite, bon gré mal gré, chacun des contractans. En guerre, Guillaume II donne le même nom de *Kamaraden* à ses combattans d'Allemagne, d'Autriche et de Turquie. En paix, c'est le même nom de *Bundgenossen* (alliés) qu'il donnait à ses confédérés du dedans et à ses partenaires de la Triplice. Il n'y a jamais eu de nation allemande. L'Empire d'aujourd'hui, comme celui d'autrefois, n'est toujours qu'une coalition de peuplades, les unes germaniques, les autres étrangères, une Sainte Alliance imposée par la force aux répugnances des Allemands et aux

révoltes des Polonais, Danois, Alsaciens, Lorrains et autres « confédérés. »

Les théoriciens du droit germanique ont découvert mille raisons humaines et divines d'en admirer l'essence. De siècle en siècle, catholiques et protestans ont rivalisé de mépris pour le droit païen de Rome, de dévotion pour le droit chrétien de l'ancienne et de la nouvelle Germanie : « Il était dans l'essence du droit germanique, — dit le plus catholique d'entre eux en son apologie du Saint-Empire (1), — d'accorder le plus d'indépendance possible aux diverses classes sociales. Elle étaient libres de diriger et d'administrer librement leurs intérêts privés. Une hiérarchie organique s'élevait de bas en haut. Le père de famille gouvernait sa maison en toute liberté. La réunion des familles formait la commune. Les communes s'organisaient en districts, en cantons, en pays et, dans cette échelle d'associations qui remontait jusqu'à la royauté elle-même, chaque degré ne fournissait au degré suivant que la part de service réclamé par l'intérêt général (2). »

Pour maintenir cette « hiérarchie organique, » le vieux Dieu allemand fut toujours invoqué comme la source de tout droit et de toute puissance; l'échelle des associations germaniques est une échelle de Jacob, qui pèse sur la terre et monte jusqu'au ciel : « Toute autorité publique, dit le même théoricien, était considérée comme un pouvoir d'emprunt conféré par Dieu sous la forme d'une charge. Le Roi la recevait de Dieu. Il la transmettait aux membres d'Empire. De ceux-ci, elle passait à leurs hommes-liges et descendait ainsi jusqu'aux plus humbles de ceux qui avaient un droit, une part quelconque au gouvernement. Tout seigneur devait service à un autre seigneur plus grand que lui; tout subordonné, à son tour, pouvait être seigneur d'un moindre que lui. L'ensemble de la vie sociale reposait sur ces deux principes : *commander et servir.* »

Commander et servir; être toujours le serviteur ou le

(1) Voir là-dessus le chapitre de Jean Janssen, *l'Allemagne et la Réforme*, I, p. 408 : « Dès l'apparition des Allemands dans l'histoire, nous voyons en eux une race différente des autres : *ils ne forment pas une nation*, mais des peuplades distinctes qu'aucun lien politique ne rattache les unes aux autres et qui ont entre elles les rapports les plus divers; les unes sont alliées, d'autres se combattent, d'autres enfin vivent dans un isolement complet, » etc.

(2) J. Janssen, *l'Allemagne et la Réforme*, I, p. 410-411.

maître d'autrui ; mieux encore, être tout à la fois serviteur et maître, *homme* d'un chef et seigneur d'un *vassal;* ne pas être uni au prochain, à l'égal, par ces lois naturelles que le Latin pense trouver en sa conscience et qu'il voudrait formuler et, de siècle en siècle, mieux dégager en ses lois écrites ; mais imposer et subir les ordres oraux de la force ou les liens personnels de l'autorité ; se conformer aux obligations de la coutume ; ne pas croire que le droit puisse sortir de la libre conviction de la communauté, ni que la société puisse reposer sur la libre obéissance des citoyens aux chefs librement élus ; « supposer, avant tout, un ordre de choses supérieur et surnaturel, » dans lequel chacun des hommes a sa place hiérarchique et son rôle prédestiné, avec un droit spécial qui correspond à la mission spéciale de chacun ici-bas ; proclamer que « l'égalité des droits ne consiste nullement à ce que tous soient autorisés à faire ce qui est permis à quelques-uns, mais à ce que chacun soit protégé conformément à sa situation, à son état : » telle est, disent les théoriciens, la loi germanique, parce qu'elle « envisage le droit comme découlant de Dieu même, et non pas seulement comme une règle établie par les hommes pour leur propre avantage (1). »

Quel contraste entre ces deux conceptions des sociétés humaines ! D'un côté, l'autorité plénière de l'État romain, pouvant aller jusqu'à l'oppression des individus et à la tyrannie des âmes ; de l'autre, la sujétion hiérarchique des hommes de Germanie, pouvant aller jusqu'à l'asservissement des corps et à la servilité des caractères. Là, le devoir national d'obéissance et de dévouement à l'État ; ici, le devoir féodal de service et de fidélité au chef. Là, une libre et égalitaire fraternité ; ici, un obligatoire et militaire enrôlement. Toute la différence entre la « civilisation » latine et la *Kultur* germanique se ramène, en fin de compte, à cette opposition fondamentale.

On en peut constater le prolongement ou les effets, non seulement dans la vie politique des deux groupes, — l'un oscillant toujours du coup d'État à la révolution populaire, l'autre sursautant toujours de l'anarchie au militarisme ; l'un remontant toujours du désordre à la règle, l'autre retombant toujours de la discipline à la confusion, — mais encore dans toute leur vie

(1) Voir là-dessus le chapitre de Janssen, auquel j'emprunte ces différentes citations : *l'Allemagne et la Réforme*, I, p. 419-437.

morale et intellectuelle, et jusque dans les productions de leur pensée, de leur travail et de leurs arts.

Le Latin produit ses grands et petits chefs-d'œuvre par l'incarnation de la conscience nationale en des génies individuels; le Germain ne présente le plus souvent au monde que des orchestres d'érudits, de travailleurs ou d'artistes sous le bâton d'un chef. Porte-parole de sa nation, l'artiste ou l'artisan latin ne peut produire qu'au sein d'un État vivant et conscient; nos plus belles périodes d'art, de littérature et d'industrie ont toujours coïncidé avec nos plus clairs réveils de conscience nationale. Pour le Germain, c'est tout justement le contraire : « Nos périodes politiques les plus faibles, dit M. de Bülow, les temps de la plus évidente décadence de l'État allemand nous ont donné précisément la plus belle floraison de notre vie intellectuelle; les classiques du Moyen Age, comme ceux des temps modernes, ont créé la littérature allemande au milieu des ruines de notre vie politique. »

Ainsi, pour faire œuvre d'art, œuvre humaine, œuvre universelle, il semble que le Latin ait besoin de se sentir plus latin, si l'on peut dire, et que le Germain ait besoin d'être dépouillé ou diminué de son germanisme, de vivre sous la férule ou l'influence de l'étranger. En ses temps de *Kultur* triomphante, le Germain n'est qu'un homme de guerre et de science, un barbare armé par l'industrie du savant. L'ombre française fait naître en Allemagne les Gœthe et les Schiller. Le soleil impérial n'y fait grandir que les Krupp, auxquels l'université de Bonn décerne ses titres de docteur *honoris causa*.

Sous le soleil impérial, en dépit de l'éducation la plus latine, l'Allemand le plus cultivé du XXe siècle n'est toujours qu'un Germain. Pour M. de Bülow, État et nationalité ou, comme il dit lui-même, « domaine politique et possession nationale » ne sont pas termes synonymes : « Il faut distinguer entre le territoire sur lequel s'étend la domination politique d'un peuple et le territoire possédé par ses nationaux. S'il y avait moyen de s'arranger sur notre terre de telle sorte que les nationalités puissent se séparer les unes des autres d'une façon aussi nette que les États, on allégerait l'histoire de son problème le plus difficile. Mais les frontières des États ne séparent pas les nationalités. » Ce qui fait l'État, au gré de ce Germain, ce n'est pas le territoire héréditaire, possédé par une nation de citoyens; ce

n'est pas la réunion des individus dévoués à cet « être réel et vivant, éternel et constant » qu'est la nation et pour lequel chaque génération doit travailler et, s'il en est besoin, se sacrifier sans se plaindre : l'État, c'est le domaine conquis par la force, l'agrégat maintenu par la force, l'enclos et le troupeau sur lequel s'exercent la tyrannie et l'exploitation d'un peuple sous le bon plaisir d'un homme. « Dans la lutte des nationalités, dit M. de Bülow, une nation est marteau ou enclume, victorieuse ou vaincue; il n'y a pas de troisième solution. » Ce que l'on appelle État prussien et Empire allemand, ce ne sont donc pas des communautés égalitaires et fraternelles de citoyens : ce ne sont toujours qu'organisations tyranniques, échelles de victorieux et de vaincus, de seigneurs, d'hommes libres, de captifs, de serfs et d'esclaves, sous la botte d'un chef de guerre et de ses guerriers, de par la volonté du vieux Dieu germanique.

Le maintien des provinces polonaises dans l'État prussien et de la nation polonaise dans l'Empire allemand semble à M. de Bülow un des devoirs cardinaux de toute politique allemande. Il croit néanmoins rendre pleine justice à la nationalité polonaise : « Bien que les Polonais aient perdu toute indépendance politique et se soient montrés incapables, pendant des siècles, de créer un puissant État, il faut que nous ayons du respect et, précisément parce que nous avons une haute idée de notre propre nationalité, il faut que nous ayons de la sympathie pour l'attachement que le Polonais montre à ses souvenirs nationaux. Mais tout notre respect pour la nationalité polonaise ne nous empêchera pas de veiller au maintien et au renforcement du régime allemand dans les territoires qui furent autrefois polonais : c'est le devoir allemand, le droit allemand de l'État prussien de veiller à la protection, au maintien et au renforcement du régime allemand *à côté des Polonais.* »

Une cervelle latine est incapable d'inventer ni même d'accepter pareille définition de l'État, de l'ordre, du devoir, du droit. A tous les disciples de Rome, les droits et les devoirs semblent universels, humains, et non pas français, allemands ou polonais. Nous croyons qu'en tout pays, les droits et les devoirs de l'homme et du citoyen sont les mêmes, fondés sur l'égalité des charges et des individus. Mais l'Allemand, après dix-neuf siècles de *Kultur*, conserve son intime pensée qu'il

existe un droit allemand, un devoir allemand, sous le joug desquels les hommes « d'à côté » ont le devoir de se ranger et n'ont que le droit de vivre, en mettant leur bonheur et leur vertu dans l'obéissance aux ordres du Germain, interprète de Dieu : « Sous l'administration prussienne, dit M. de Bülow, la situation des Polonais s'est considérablement améliorée... D'autre part, nos concitoyens de Pologne ont vaillamment combattu sous les drapeaux prussiens dans les guerres de 1866 et 1870. » Partant, tout est pour le mieux dans la meilleure des Allemagnes et des Polognes : de quoi se plaignent les « concitoyens » polonais?

M. de Bülow nous donne une définition encore plus précise de cette « organisation allemande » que les intellectuels d'outre-Rhin offrent non seulement à la Pologne, mais à la Scandinavie, à la Belgique, à la Hollande, à la Suisse, à la France, à l'humanité tout entière, comme le terme de l'évolution humaine : c'est « l'offensive de l'État prussien pour sauver, conserver et, si possible, fortifier le régime allemand » dans l'Est, dans l'Europe, dans l'univers.

Tous les manifestes des XCIII Intellectuels, toutes les conférences des Ostwald et autres chimistes ou alchimistes de Germanie ne vaudront jamais cette dernière phrase de M. de Bülow pour bien faire comprendre aux générations futures ce qui se débat dans la guerre d'aujourd'hui entre l'Empire de *Kultur* et les nations civilisées, entre l'Allemagne régimentaire et les hommes libres « d'à côté, » entre l'État prussien, organe de l'oppression germanique, et l'Europe liguée pour la défense du droit national et international, tel que l'entendent le reste de l'humanité blanche et ses disciples de l'humanité jaune.

*
* *

La guerre présente n'est que la réponse des peuples conscients, des États nationaux à cette « offensive prussienne pour l'extension du régime allemand. » Ce n'est pas seulement le plus formidable choc d'armées, que le monde ait jamais vu. C'est une rencontre d'idées politiques et morales telle que l'histoire n'en avait pas connu depuis les invasions des Barbares, ou même depuis Marathon et les Thermopyles : M. Asquith eut grand'raison de dire que l'héroïsme des Belges prendra place désormais dans les fastes de l'humanité reconnaissante au

même rang que l'héroïsme des Athéniens et des Spartiates. Tout comme les Belges d'aujourd'hui, les libres citoyens de la Grèce d'alors ne faisaient que repousser « l'extension d'un régime » qui croyait représenter le dernier mot de la science, de l'organisation, de la *Kultur*. L'Asie savante et philosophante de Memphis, de Sidon, de Ninive et de Babylone, l'Asie théocratique, enrégimentée dans les innombrables bataillons du Persan, était, en face de la Grèce artiste et politique, — civile, — le plus formidable arsenal de peuples et de ressources militaires. Alors comme aujourd'hui, la Science barbare rencontrait, sur un champ de massacre, les défenseurs de la Cité : la Science, indispensable moyen de vivre, souverain instrument de combat dans toutes les luttes pour la vie, source inépuisable de forces et de richesses ; la Cité, mère de la justice et de la loi, des arts et du bonheur, de la morale et des « humanités, » comme dirent nos aïeux de la Renaissance, le jour où, sortant du Moyen Age germanique, ils retrouvèrent dans les livres le souvenir et le contact de la Cité grecque.

Entre Européens et Germains d'aujourd'hui, c'est la même rencontre qu'entre Hellènes et Asiatiques du ve siècle avant notre ère. Pour les hommes du xxve ou du xxxe siècle futur, l'histoire se partagera sans doute en quatre grandes périodes : Temps primitifs jusqu'à Marathon ; Temps anciens, de Léonidas à l'invasion des Barbares ; Temps modernes, des Barbares à Albert Ier ; Temps nouveaux depuis la fuite du Roi des Rois germaniques. Nous sommes à l'un de ces carrefours de l'histoire où se rencontrent et se coupent les routes venues du plus lointain passé.

C'est que tous les peuples consciens de l'Europe nous arrivent de la Cité grecque par l'intermédiaire de la *res publica* romaine, devenue la double *res publica* chrétienne d'Occident et d'Orient. Tous ont partagé les vicissitudes ou reçu les leçons de ce double Empire romain, que l'invasion du christianisme dissocia en Cité de César et Cité de Dieu et que l'invasion des Barbares disloqua en nos États nationaux. Tous ont la même conception gréco-romaine du droit et de la loi pour avoir longuement vécu sous l'obéissance ou l'obédience romaines, soit dans les anciennes provinces de la Rome occidentale, soit dans les terres ou l'Église de la Rome byzantine. Tous ont hérité de Rome la même notion et comme le même sens, et le

même instinct de l'État. En face des Germains, peuplades d'enrôlement, tous ces romanisés sont des peuples d'État, et c'est là ce qui fait l'unité profonde de la coalition européenne contre le *Kriegsherr* allemand et ses vassaux germaniques. Russes, Anglais, Français, Belges et Serbes ne vivent pas sous le même régime politique : pourtant, les monarchies anglaise, belge et serbe, la république française et le tsarisme russe sont de même essence, sortis du même tronc gréco-romain.

Aristote définissait l'homme un « animal politique, » c'est à-dire un être qui n'atteint son plein épanouissement et sa fin que dans une communauté urbaine et policée, dans cette *polis*, cette ville-cité des Grecs qui fut la première ébauche de la *res publica* des Romains et qui resta toujours la première cellule de tout État romanisé. Les peuples d'État sont encore aujourd'hui des peuples de cité. C'est vers la *polis* grecque qu'ils se tournent encore comme vers la source de toute leur civilisation et vers l'un des modèles de toute leur politique. La définition d'Aristote reste toujours valable à leurs yeux : le sauvage, bête fauve, vit dans ses bois, sa grotte ou son désert, en troupes ou en solitaire ; le rustre, bête inculte, ne vit que dans ses champs ; l'esclave, bête dégénérée, vit dans les palais ou les domaines de son maître, en troupeau comme les autres bêtes domestiques ; mais l'homme vit dans sa *polis*.

M. de Bülow nous dit en son *Introduction :* « A côté d'une riche abondance de grandes qualités et de précieux avantages, accordés au peuple allemand, le don politique lui a été refusé. Nous ne sommes pas un peuple politique. Ce n'est pas que nous ayons jamais manqué de pénétration d'esprit pour saisir l'enchaînement des forces religieuses, morales, sociales et économiques qui déterminent la politique. Cette science, nous l'avons toujours possédée, proportionnellement à l'état des connaissances du temps, et même au delà. Mais le grand art de passer de la compréhension directement à l'application, ou même le talent plus grand de faire ce qu'il faut, en obéissant à un sûr instinct créateur et sans réfléchir longtemps ni se creuser la tête, voilà ce qui nous a fait défaut et ce qui nous fait encore défaut maintes fois... En politique, nous vivons dans une évidente disparité entre savoir et pouvoir, par défaut de sens politique. »

Qu'est-ce donc que ce sens politique, dont le défaut a toujours fait l'infériorité des peuplades allemandes, quand on les

compare, non pas seulement aux grandes nations, aux peuples supérieurs de l'Angleterre et de l'Amérique, mais aux Continentaux les moins enviables, « Tchèques, Slovènes, Magyars, Polonais, Français, Italiens même, » comme dit M. de Bülow, en une énumération dédaigneuse?

« Le sens politique, répond M. de Bülow, est le sens des généralités. Les peuples bien doués, agissant tantôt et plutôt par instinct, au bon moment et sous la pression d'une situation critique, placent les intérêts de la nation avant les tendances et les *desiderata* des particuliers. Or, il est dans le tempérament allemand d'exercer son énergie surtout dans le particulier, de placer l'intérêt général après l'intérêt plus restreint et plus directement saisissable, de le lui subordonner même. C'est là ce que vise Gœthe dans sa cruelle phrase, souvent citée, que l'Allemand est capable dans le détail et piteux dans l'ensemble. »

L'intérêt local, l'intérêt privé, l'intérêt individuel prenant le pas devant l'intérêt commun, public, général : ce phénomène, qui, dans les États nationaux, dénote une crise ou une décadence, est et a toujours été la règle dans les communautés allemandes. Rome ne voulait tenir compte des individus que dans la mesure où ils servaient l'État. L'Allemagne ne tolère l'État que dans la mesure où il sert les individus. Rome interdisait toute coalition des particuliers contre le peuple souverain : la « conjuration » des citoyens était à ses yeux le premier des crimes de lèse-majesté; elle cloua au pilori de l'histoire et abattit comme un fauve ce conjuré de Catilina; elle persécuta et jeta aux bêtes ces coalisés de chrétiens. Le serment d'homme à homme, la coalition assermentée, la conjuration d'intérêts ou d'ambitions fut le seul lien de la société germanique au Moyen Age et reste encore la plus chère habitude de l'Allemagne actuelle.

L'Allemand se ligue pour satisfaire ses goûts et ses besoins, servir ses préférences ou ses idées. Il éprouve même le besoin d'être toujours ligué dans le plus grand nombre possible d'associations, de *Vereine*. C'est la race du *Verein* et même du *Verein* pour le *Verein*, comme d'autres sont les races du *speech* pour le *speech* ou de l'art pour l'art. Mais toute association allemande, dit M. de Bülow, est plus ou moins séparatiste; tout *Verein* dirige son activité instinctive ou consciente contre la souveraineté et les intérêts du public : « Même quand une association poursuit un but élevé de nature économique ou politique, ses membres et,

notamment, ses chefs ne tardent pas à voir en elle le point d'appui d'un Archimède pour soulever hors de ses gonds tout le monde politique. »

Et M. de Bülow de citer encore la boutade d'un spirituel député (à lire M. de Bülow, on découvre que le parlementaire allemand est le plus spirituel du monde entier) : « Le défunt député de Kardorff me disait peu de temps avant sa mort : « Voyez quels fanatiques d'associations nous sommes ! En France, l'*Alliance française* a réuni des millions pour fonder à l'étranger des écoles françaises; mais elle n'a jamais songé à prescrire au gouvernement les lignes directrices de sa politique. Notre *Ligue pangermaniste* a beaucoup fait pour stimuler le sentiment national; mais elle se considère comme la plus haute juridiction dans les questions de politique étrangère. Notre *Ligue navale* a fait de grandes choses pour populariser l'idée d'une flotte; mais elle n'a pas toujours résisté à la tentation de tracer les voies de la politique navale au gouvernement et au Reichstag... Nous nous imprégnons si fort de l'idée de notre association que nous ne voyons plus rien en dehors d'elle... Plus un but est spécial, plus vite se fonde un club allemand, et pour longtemps. Plus les fins à atteindre sont générales, plus les Allemands mettent de temps à s'unir, et plus ils sont disposés à renoncer, et rapidement, et pour des motifs insignifians, à la communauté péniblement constituée. »

Tels sont les Allemands après quinze et vingt siècles de *Kultur* politique, c'est-à-dire de laborieux efforts pour essayer de modeler leur sauvagerie primitive sur la civilisation gréco-romaine. Depuis quinze cents ans, depuis deux mille ans qu'ils essaient de se cultiver, ils se sont mis à l'école politique des peuples étrangers, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, de Rome et de la Grèce, pour suppléer par l'étude et la science au défaut congénital de la race : « Nous n'avons jamais manqué, dit M. de Bülow, de reconnaître nos singulières infirmités politiques; nous pouvons être fiers actuellement de notre floraison de sciences politiques; pendant que j'exerçais mes fonctions, je me suis vivement intéressé au développement de cet enseignement. Mais il faudra longtemps avant que nous sentions les effets de cette érudition sur la pratique politique : il coulera beaucoup d'eau sous nos ponts jusqu'à ce que les faiblesses et les défauts innés de notre tempérament politique disparaissent par ce pro-

cédé. » Qui nous expliquera ce miracle? Pourquoi ni de longs siècles de souffrances, ni l'exemple des peuples civilisés, ni les efforts des Germains eux-mêmes et leur désir de se modifier, ni les méthodiques assauts de cette érudition omnipotente, qui croyait renverser tous les obstacles devant elle, pourquoi rien n'a-t-il encore triomphé de ce tempérament germanique? Serait-ce que, façonné durant des millénaires par certaines conditions d'habitat et de vie, le Germain soit resté comme une cire malléable sous la pression toujours maintenue et l'empreinte toujours pareille d'une nature et d'un entourage qui, jusqu'au second tiers de notre XIXe siècle, n'a presque pas changé?

Parmi ces conditions naturelles, il en est une au moins, — et la plus importante, semble-t-il, — qui n'a jamais échappé à l'œil des géographes, ni même au premier regard des voyageurs. Mme de Staël, au début du XIXe siècle, ouvrait son livre *De l'Allemagne* par cette phrase : « L'Allemagne est une forêt. » C'est ce qu'Ératosthène et Strabon, César et Tacite disaient déjà de la Germanie d'il y a deux mille ans. Plus puissante que leur effort *kultural*, il semble que leur terre forestière ait toujours conservé les Germains tels qu'ils étaient au premier jour où les Grecs et les Romains les connurent, tels qu'ils étaient encore cinq et six cents ans plus tard, au temps de Clovis et de Théodoric, lorsque la grande invasion jeta nombre de leurs peuplades sur les terres de la *res publica*, dans l'unanimité de l'Empire et de la paix romaine. *Unanimitas imperii, pax romana:* l'unanimité, la paix! Deux biens que Gaulois avant César, Germains et Slaves avant le dernier siècle, les blancs de la forêt septentrionale n'avaient jamais connus, pas plus que les nègres de la forêt tropicale ne les connaissaient hier encore, car les dissensions et les guerres quotidiennes étaient l'état naturel de ces demi-nomades aussi bien que des vrais nomades de la steppe ou du désert : on dit encore tueries de nègres et querelles d'Allemands.

De César à Clovis, les trouées des voies romaines, la plantation du vignoble sur les pentes et l'asséchement des bas-fonds pour la culture intensive des céréales avaient policé la forêt gauloise : la Gaule était entrée dans la paix unanime de l'Empire romain; le Gaulois était devenu un citoyen de la *res publica*. Mais la Germanie : c'est au XIXe siècle seulement que les che-

mins de fer, les canaux, la culture intensive de la pomme de terre et de la betterave transformèrent l'Allemagne prussienne comme les chemins de pierre, les ponts, la vigne et le blé avaient transformé la Gaule romaine. Après quarante ans d'un immense travail de force et de science, le sol germanique est aujourd'hui conquis sur l'arbre et le marais; l'homme germanique commence à se libérer de la vieille emprise forestière; nos petits-fils connaîtront sans doute des Germains *civic style*. Mais jusqu'à nous, c'est la forêt marécageuse qui continua de régner sur la Germanie : pour être jadis resté en dehors du « Seuil romain, » le Germain continua durant des siècles de rester ce que César et Tacite l'avaient connu.

C'était toujours l'homme des bois et des marais, vivant dans sa clairière ou sur son îlot, de sa chasse, de sa pêche, de sa cueillette, de ses maigres cultures, de ses troupeaux de cochons forestiers. Toujours en garde ou en lutte contre les fauves et les brigands du voisinage, il n'avait pour toute organisation politique et sociale que le groupement local par famille, par clan, par peuplade, suivant l'étendue de sa clairière ou de ses terres émergées. Sur chaque groupe, un roi patriarcal, distributeur des communaux de pâture et de culture, distributeur aussi des coutumes de justice et de paix, réunissait en sa personne tous les pouvoirs, mais ne les exerçait que dans la mesure de sa force ou de son influence personnelles, dans le rayon de sa popularité ou de son poing.

Une clairière ou un îlot, *gau;* un roi, *könig;* la juridiction de celui-ci dépendant de l'étendue de ceux-là et s'arrêtant aux fourrés ou aux marécages du pourtour; un ou plusieurs groupes de familles et de huttes dans le *gau;* une ou plusieurs assemblées intermittentes de chefs de familles autour du roi; les terres du *gau* appartenant héréditairement, non pas à tels individus, mais à telle famille, tel clan ou tel peuple, aussi longtemps que les possesseurs avaient la force de les défendre contre les reprises de la forêt ou du marais et contre les invasions de leurs hôtes; le roi exerçant et léguant à sa race sa précaire autorité aussi longtemps que lui et les siens étaient capables de la défendre contre la révolte ou la désaffection de leur peuple; une indiscernable confusion des droits, des devoirs, des intérêts, des biens; un fourré de *res publica* et de *res privata;* un tumulte de fantaisies individuelles, d'anarchie popu-

laire et de prétentions royales : tel était en paix ce régime de la forêt, que l'on a voulu décorer, que les « germanisans, » décorent toujours du nom de « libertés germaniques, » en l'opposant à la discipline rigide et permanente, à la « tyrannie » de l'État romain.

Encore ce régime de paix était-il traversé et bouleversé par l'organisation et par les conséquences de la guerre, laquelle était au moins annuelle soit à l'intérieur du *gau* entre hommes libres ou factions, soit entre *gaus* ou fédérations de *gaus*, de clairière à clairière, d'îlot à îlot, de région à région, sans compter les lointaines croisières de brigandage et de conquête. Gaulois et Germains d'autrefois, Éthiopiens et Soudanais d'aujourd'hui, ces gens des bois ne vivent que dans la haine et la défiance du voisin. Les guerres personnelles, familiales et civiles ne sont interrompues entre eux que par la guerre de voisinage ou, de loin en loin, par quelque coalition pour la guerre étrangère. Une « éternelle discorde » les met aux prises dans la forêt, *æternum discordant.* Une éternelle envie de nuire ou de profiter les jette sur les champs du dehors. Ils ont toujours soif de meurtre réciproque, *in mutuam cædem inhiant* (1) ; leur grande joie est la *Schadenfreude* (plaisir de nuisance) *undique se barbaræ nationes vicissim lacerant et excidunt.*

Pour cette guerre perpétuelle, les blancs de l'ancienne Germanie, comme hier les nègres de Guinée, se groupaient autour d'un « chef de guerre, » d'un *Kriegsherr*, auquel ils vouaient par serment leurs services, leur vie, dont ils devenaient les « fidèles » et dont ils restaient les « hommes » aussi longtemps que ce chef était assez brave et assez puissant pour leur assurer protection et bénéfices. Il se pouvait que le roi et le chef, le *König* et le *Kriegsherr*, fussent une seule et même personne ; il arrivait le plus souvent que, le roi étant choisi pour l'illustration et l'influence de sa race, le chef était élu pour sa bravoure, ses ressources et ses capacités personnelles, *reges ex nobilitate, duces ex virtute*, dit Tacite : « Noblesse des rois, valeur des chefs. » Il fallait dans le *gau* faire une place pour le chef à côté du roi et, pour les fidèles, une place au-dessus des hommes libres. D'où nouvelle source de statuts personnels, de rivalités et de privilèges, — de libertés.

(1) Voir le chapitre de Fustel, *Histoire des Institutions*, II, p. 306.

La guerre achevée, les vaincus, hommes ou *gaus*, gens et biens, devenaient la chose, le « bénéfice » des vainqueurs. D'où l'entrée, dans le *gau* vainqueur, d'esclaves, de captifs, d'hommes sans liberté, auxquels il fallait faire une place au-dessous des hommes libres, sur une échelle de servitude qui allait de la chaîne temporaire à l'esclavage définitif : roi dans son *gau*, un Germain pouvait être esclave dans un autre ; un chef de fidèles devenait un serf des vainqueurs, tout en conservant sa propre meute de vassaux. Et de même pour les biens : autant d'individus, autant de propriétés et de « bénéfices ; » autant de statuts personnels, autant de droits individuels, de contraintes, de libertés. Aucune règle générale ni permanente. Pour chaque espèce, une définition provisoire, un contrat oral, une promesse ou un serment toujours révocables. Pour l'ensemble, le seul règne de la force et de la fantaisie, de la « liberté, » tempérée soit par le caprice des guerriers, soit par l'absolutisme éphémère du roi ou du *Kriegsherr*, — bref le « droit du poing, » le *Faustrecht*, le seul droit que les Germains aient jamais cru le maître du monde.

Celles des peuplades germaniques, qui dépecèrent l'Empire d'Occident, s'installèrent avec ces habitudes de vie dans l'unanimité et la paix romaines, sur les terres du droit écrit et de l'État souverain. Elles voulurent concilier leurs coutumes et leurs instincts avec les exigences de cette *res publica*, dont leur conversion au christianisme leur faisait admirer la majesté, la beauté et goûter, après tant de siècles de vie sauvage, la douceur. Ces conquérans de l'Empire voulurent devenir romains comme leurs nouveaux sujets, tout en restant germaniques comme leurs ancêtres, devenir des peuples d'État tout en restant des animaux de forêt. Ils n'y réussirent pas du premier coup, ni eux, ni leurs fils ou petits-fils, ni même les arrière-petits-fils de leurs arrière-petits-enfans. Aux nations germano-latines dont l'invasion des Barbares avait couvert les provinces romaines, il fallut plus de quatorze siècles (406-1815) pour découvrir une solution approchée au problème des relations entre l'individu et l'État, entre la souveraineté de celui-ci et la liberté de celui-là.

Sous le nom de féodalité, ce furent les libertés germaniques, les associations locales, les combinaisons individuelles, le régime du serment personnel, de « l'hommage, » qui d'abord

l'emportèrent, durant les huit ou dix siècles du Moyen Age. Par une revanche du droit romain, de la loi écrite et de ses légistes, ce fut ensuite la souveraineté de l'État qui reparut, personnifiée en des monarchies absolues, jusqu'au jour où se dressa, triomphante résurrection de l'*Imperator romanus*, le divin César corse dont la France jacobine érigea, ou peu s'en faut, les statues sur ses autels. Puis, le dieu jeté bas, les nations germano-latines de l'Occident empruntèrent à la plus germanisée d'entre elles, à l'Angleterre, cette conciliation expérimentale et quotidienne de la souveraineté nationale et de la liberté individuelle, qui s'appelle le régime parlementaire.

Depuis un siècle, les unes après les autres, toutes les nations germano-latines, qui vivent sur les terres de l'ancien Empire d'Occident, ont adopté cette solution, et toutes les nations slavo-grecques, issues de la *res publica* ou de l'Église byzantines, ont suivi ou commencent à suivre cet exemple; les unes et les autres s'efforcent de plier à ce régime anglais leurs traditions et leurs préférences, — en attendant peut-être qu'entre le socialisme d'État et la rébellion anarchiste, qu'il entraînerait tout aussitôt, recommence la lutte de la *res publica* romaine et des « libertés » germaniques... Mais, en dehors du Seuil romain, dans les forêts d'outre-Rhin où n'avait pénétré ni la route, ni la vigne, ni la paix de Rome, restait l'homme des bois. Il conservait jusqu'à nous son humeur première et ses coutumes. C'est en vain qu'il était entré dans la communion de l'Église et même dans la dignité d'Empereur d'Occident, en vain que, depuis onze siècles, il revendiquait pour ses chefs de guerre le titre impérial et se posait en continuateur de Charlemagne, d'Auguste et des Romains : il continuait de mettre sa vanité et son devoir héréditaire à transmettre aux générations les pensées et les mœurs des aïeux; la *Germanie* de Tacite, fidèle portrait de la sauvagerie forestière, était le miroir politique où les Allemands d'hier encore se complaisaient à se retrouver.

*
* *

« Certainement, notre peuple aussi, dit M. de Bülow, est capable à un haut degré de mouvemens nationaux d'ordre général, puissans et raisonnés. La conscience nationale, la passion nationale et l'abnégation nationale ne nous ont, Dieu merci, jamais complètement fait défaut. Mais en opposition

avec celles des peuples plus heureusemt doués en matière politique, les manifestations allemandes d'union nationale sont plus occasionnelles que durables. Nous sommes entrés dans l'histoire comme un peuple divisé en peuplades se disputant entre elles. L'Empire du Moyen Age n'a pas été fondé par la libre union des peuplades, mais par la victoire de l'une d'elles, et les autres ne reconnurent qu'à contre-cœur la domination de la plus forte. De nos jours, l'union dans le nouvel Empire fut aussi obtenue, non par un accord pacifique, mais par des batailles entre Allemands. De même que l'ancien Empire avait été fondé par une peuplade supérieure en force, de même le nouveau fut créé par le plus fort des États, la Prusse... Dans une forme moderne, mais sur l'ancien mode, le peuple allemand a achevé encore une fois l'œuvre qu'il avait jadis accomplie, puis détruite par sa propre faute. Il nous a fallu un millier d'années pour créer, détruire et recréer ce qui, pour d'autres peuples, était déjà, depuis des siècles, le fondement de leur évolution : une vie nationale. »

On ne saurait résumer plus exactement, en formules plus brèves et plus philosophiques, toute la vie intérieure des Allemagnes depuis le jour où Charlemagne les mit en contact intime avec la *res publica* romaine jusqu'au jour où Bismarck essaya d'établir, sous l'empire du Hohenzollern, une nouvelle forme de *res publica* germanique. « Dans une forme moderne, mais sur l'ancien mode, » Bismarck et le Hohenzollern ne firent que tenter à nouveau ce que, durant onze siècles, d'autres chefs de peuplades allemandes avaient essayé et ce que le monde avait vu crouler aussitôt que la force, créatrice violente de cette œuvre, n'avait plus été de taille à l'imposer aux peuples germaniques et au monde. Le sol des Allemagnes a d'étranges pouvoirs de résistance et de révolte : à la même époque, avec la même puissance, par les mêmes moyens, un souverain n'arrive pas à dresser là-bas l'édifice politique dont il assure ailleurs l'achèvement et la durée; mieux encore, il n'arrive à faire produire à cette terre que le contraire des institutions qu'il en avait souhaitées. Disciple des légistes de Bologne, admirateur et fauteur de droit romain, Frédéric II de Hohenstaufen achève au delà des Alpes cette royauté absolue des Deux-Siciles qui, durant six siècles après lui, pourra changer de dynasties, mias non pas de constitution : en Allemagne, c'est sa même

politique qui commence la ruine de l'ancien Empire, créé par Charlemagne quatre siècles auparavant (800-1250), et l'anarchie de la Confédération germanique, domptée par Bismarck six siècles après (1250-1870).

De Charlemagne à Bismarck, des Carolingiens aux Hohenzollern, l'éternelle Allemagne n'a vécu que pour tisser, défaire et tisser à nouveau cette toile de Pénélope que, tour à tour, chacun des prétendans à l'Empire la forçait d'achever, mais qu'elle se hâtait de défaire, sitôt le prétendant ruiné ou disparu. Avec les mêmes ambitions, par les mêmes moyens, pour les mêmes résultats, on vit tour à tour les chefs des Francs (800-919), des Saxons (919-1024), des Franconiens (1024-1125), des Souabes (1125-1250), des Autrichiens (1493-1806) et des Prussiens essayer, « dans une forme nouvelle, mais sur l'ancien mode, » de relever l'œuvre caduque, et Bismarck recommencer ce que n'avaient réussi ni Charlemagne, ni Barberousse, ni Charles-Quint, et Guillaume II de Hohenzollern revivre le rêve et la catastrophe qu'avait vécus Frédéric II de Hohenstaufen.

C'est que, du fond de ses forêts et de ses libertés, le Germain eut toujours des heures d'admiration et de convoitise pour le bel édifice, l'ordre souverain, le chaud abri de la *res publica* romaine. *Kennst du das Land... ?* L'Italie pour le Germain n'était pas seulement le pays de la vigne et de l'oranger; c'était encore la terre du droit écrit et de l'État souverain. Car il ne faut pas croire que l'homme des bois ne se complaise jamais qu'en sa rude vie de pluie et de neige, en sa lutte quotidienne contre les élémens, les voisins et les fauves : ce n'est que dans les fables que le loup dédaigne toujours le bonheur du chien. Chefs et peuples, l'éternelle Allemagne fut presque toujours attirée on poussée vers la vie des « animaux politiques; » pour les chefs, comme pour la foule, la *res publica* prospère, tranquille, confortable, égalitaire, autoritaire, majestueuse avait à certaines heures d'invincibles attraits.

Le chef de guerre, harcelé par les exigences de ses fidèles, et le roi, contrarié par la turbulente anarchie de son *gau*, voyaient dans l'*Imperator* le modèle du souverain obéi et du général heureux; les fidèles voyaient dans les offices impériaux le modèle des « bénéfices » stables et abondans; les peuples voyaient dans le citoyen l'homme assuré du présent et du lendemain. Tous avaient leurs raisons de souhaiter le règne de ce

maître exigeant, mais unique et sans caprices qu'est l'État civil, — le plus raisonnable, le plus régulier, le plus équitable des maîtres, sinon le plus accommodant, ni le moins coûteux. La *res publica* supprimait quelque liberté, mais assurait l'égalité dans l'exercice des droits. Il était donc des heures, — c'étaient les plus nombreuses, — il était surtout des conditions, — c'étaient les privilégiées, — où le plein exercice de sa liberté pouvait sembler au loup germanique le premier des besoins et des bonheurs. Mais il était des heures aussi où la grande majorité eût préféré la paix égalitaire et l'assurance d'une liberté restreinte aux risques quotidiens de ruine, de captivité et d'esclavage, que faisaient peser sur la forêt tout entière les guerres civiles et extérieures, conséquences des trop complètes libertés.

« Trop souvent, dit M. de Bülow, l'union nationale nous fut imposée par le malheur. » Presque toujours, en effet, c'est pour échapper aux douloureuses conséquences de l'anarchie ou de l'invasion que les peuples allemands se sont mis en quête d'une souveraineté nationale, qui les sauvât d'eux-mêmes et du voisin. Le dernier bâtisseur d'empire allemand, Bismarck, est né sous le joug napoléonien. C'est l'attaque des légions romaines qui fit sortir de la forêt les deux premiers Bismarck, Arminius et Marbod. Marbod surtout fut le premier exemplaire du « libérateur » germanique, essayant de copier la *res publica* latine pour donner aux Germains une cohésion nationale contre l'étranger.

Marbod le Souabe, — on disait alors le Suève, — essayait, dès les premières années de l'ère chrétienne, de policer la Germanie, en lui inculquant ces habitudes urbaines et ces mœurs politiques qu'il avait appris à admirer durant sa fréquentation de Rome et des Romains. Sur les bords de la Moldau, en forêt, Marbod avait bâti, pour sa royauté et pour son peuple, la première capitale allemande autour d'un palais en planches, derrière un rempart de terre, de pierres et de troncs. Quand il eut recruté une garde soldée et une armée permanente et quand, en de perpétuels exercices, il les eut exercées et disciplinées à la mode romaine, *perpetuis exercitiis exercitu paene ad Romanae disciplinae formam redacto*, ce Barbare de naissance, mais non de connaissances, *natione magis quam ratione barbarus*, ne voulut plus se contenter d'un principat anarchique, accidentel, éphé-

mère, dépendant du seul caprice des sujets, *tumultuarium, fortuitum, mobilem et ex voluntate parentium constantem principatium*, dit excellemment l'auteur latin Velleius Paterculus, en une ligne qui est la définition la plus complète de l'autorité germanique. Marbod voulut acquérir un commandement stable et une royauté efficace, *certum imperium vimque regiam*.

Une royauté efficace sur son *gau*, un commandement stable sur tous les *gaus* de la forêt : telle fut toujours la double ambition des « libérateurs » germaniques. Durant les deux mille ans qui séparent Marbod de Bismarck, une vingtaine ont travaillé, une dizaine ont réussi à dresser sur le tumulte des libertés germaniques ce commandement stable d'un *Kriegsherr* national et cette royauté efficace d'un *König* héréditaire. Quelques-uns ont eu la chance de voir leur œuvre durer autant qu'eux-mêmes. La plupart l'ont vue crouler de leur vivant. Aucun n'a jamais pu la fonder pour plus de quatre ou cinq générations. Aujourd'hui le troisième empereur Hohenzollern ruine ce que Bismarck avait élevé. Jadis il avait suffi de trois ou quatre Carolingiens, puis de trois Ottons, puis de trois Hohenstaufen pour consommer la ruine toute pareille de l'éternel édifice, toujours rêvé, toujours entrepris, parfois achevé, toujours renversé.

Éphémère commandement des Allemagnes ! M. de Bülow, dès 1913, semblait prévoir la ruine de l'œuvre bismarckienne. Il redoutait la révolte de « l'esprit allemand » contre la « monarchie prussienne. » Il disait que le particularisme allemand « déteste cette monarchie de l'aigle qui plonge une aile dans le Niémen et l'autre dans le Rhin. » Il ne croyait pas que l'Allemagne sût voir longtemps encore « dans la Prusse, l'État de l'ordre, le cœur et le noyau de l'Empire, l'État sans lequel il n'y aurait pas d'Empire, avec lequel l'Empire restera debout, avec lequel *il tombera*... » Ainsi parle en 1913 l'ancien chancelier de Guillaume II. C'est la parole d'Otto de Frisingen, l'oncle et l'historien du grand Barberousse, disant : « L'Empire tombera, frappé par sa propre épée, » au temps où le monde du XIIe siècle saluait dans les Hohenstaufen les restaurateurs de la gloire germanique et les dominateurs de la chrétienté.

VICTOR BÉRARD.

LA GUERRE VUE D'UNE AMBULANCE

III[1]

27 octobre.

Nous avons reçu cette nuit trois blessés de Dixmude, qui ont quitté le train sanitaire à Juvisy. La guerre change encore d'aspect. Plus meurtrière que jamais, elle offre, du moins, l'avantage de reparaître au grand jour. On se tue dans les champs, le long des rivières et des canaux, sur les bords de la mer; on se tue aussi dans les villes et les villages, pris, repris, saccagés, détruits de fond en comble. J'allais dire que cela nous change de la guerre de tranchées; mais, au fait, celle-ci n'en continue pas moins sur tout le reste de l'immense front.

Voici un marin de Cherbourg (et cela met bien en évidence le déracinement de toutes choses), voici un marin de Cherbourg, qui, avant de se battre près de Dixmude, se trouvait à Gand et, quelques jours plus tôt, à Reims. Il fut versé dans l'armée de terre au milieu d'août, librement, d'ailleurs, et en volontaire, comme tout son bataillon. Il a été blessé il y a trois jours, le 24, à deux heures, d'une balle qui lui a brisé l'os du bras. Le choc le fit tomber dans un ruisseau, heureusement peu profond, où il resta d'abord quelques heures. Les projectiles y pleuvaient dru. Il s'appliqua, malgré la blessure, à détacher son sac. Ce fut long et douloureux; mais il y parvint, et il s'en

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre et 1er novembre 1914.

servit aussitôt comme de bouclier pour la tête. Paré ainsi du côté des balles, il ne tarda pas à courir d'autres risques. Les Allemands mirent le feu à un réservoir de pétrole, et le dangereux liquide commença de couler dans le ruisseau. Notre ami craint bien que plusieurs blessés qui gisaient non loin de lui, et parmi eux son capitaine, n'aient été brûlés. Pour lui, malgré une hémorragie qui l'avait exténué, il put remonter sur la berge, mais ce fut pour se voir tout à côté des lignes allemandes, qui avaient progressé. Il se traîna quelques centaines de mètres, trouva l'aide d'un camarade et atteignit enfin l'ambulance française. Un automobile le conduisit à Furnes, où il fut mis dans un train sanitaire qui se dirigeait vers Orléans. Au bout de deux jours d'un trajet épuisant, sa faiblesse lui valut de pouvoir descendre à Juvisy. Nous le guérirons.

Je lui demande s'il a vu les bateaux anglais qui ont pris part à la bataille. Il a seulement entendu les détonations de leur artillerie, et il confirme qu'elle fait des ravages énormes dans les rangs serrés des ennemis. Un autre de nos trois blessés, qui est allé, lui aussi, à Dixmude en partant de Reims, mais par Paris et Dunkerque, les a nettement aperçus en montant le long du rivage et de l'endroit même où il combattait. Le journal d'aujourd'hui nous apprend qu'il s'y trouve aussi de nos sous-marins. Maintenant, c'est complet; les engins de mort partent à la fois du sol, des airs et des flots; et il en est d'autres qui cheminent sous terre pour faire exploser tranchées, villes, casernes, forêts, tout ce qui porte des vies humaines. La science est maîtresse du monde!

30 octobre.

Nous avons reçu près de cinquante blessés ces trois derniers jours. Aucun d'eux ne m'a fait plus de pitié qu'un pauvre réserviste à qui une balle a traversé le front de droite à gauche, coupant le nerf optique et fermant à jamais les yeux. Il ne connaît pas encore l'étendue de son malheur : « Pourvu que je revoie clair après les pansemens! » répète-t-il sans cesse; et personne jusqu'ici n'a eu le courage de briser son reste d'espoir, moi pas plus que les autres.

Deux autres blessés d'avant-hier avaient été aveuglés par le plâtre d'une muraille le long de laquelle ils s'abritaient et qu'un obus avait dispersée. Aujourd'hui déjà ils recommencent à voir.

Mais inutile de nous leurrer : l'épreuve de l'autre est définitive; il restera toujours dans la nuit. Lorsqu'il le saura, mon Dieu, inspirez-moi les paroles de résignation. Pour consoler, je me sers plus des regards que des mots. Comment faire avec qui ne voit plus?

2 novembre.

En voilà un autre qui est arrivé aujourd'hui à deux heures, et que l'on me signale comme fort exposé à une subite aggravation. Extérieurement, il n'y paraît pas; et nous pouvons causer. « J'étais, me raconte-t-il, à l'hôpital militaire d'Arras depuis le 4 octobre, blessé au bras, et la jambe cassée. Les derniers temps, on nous bombardait tous les jours; un médecin, une sœur, une infirmière ont reçu des éclats d'obus; l'hôpital civil a eu une vingtaine de tués. Jeudi soir, il a tout de même fallu évacuer. J'ai été, moi, avec d'autres, dans une carriole; on est secoué, là dedans. Nous arrivons dans une ferme vide, où il n'y avait rien à boire ni à manger; on y reste deux jours, couchés sur la paille. On a ensuite pris le train, jusqu'à l'endroit où votre auto nous a ramassés. — C'était à Aubervilliers. Comment vont vos blessures? — Mon bras est guéri. Ma jambe allait beaucoup mieux; les voyages me l'ont démolie. Maintenant, c'est bien; on me l'a arrangée. »

Je profite de cette remarque pour l'encourager, insistant sur la science et le dévouement de nos médecins, de nos infirmières. Mais lui, pour le moment, ne voit qu'une chose, la fin du cauchemar : « Sûrement qu'on est bien ici; on n'y entend plus le canon. » Il n'a fait que se battre dans les deux premiers mois; et, depuis, à l'hôpital, il entendait sans cesse la bataille. La Bassée, centre d'une lutte si furieuse, est à quatre kilomètres d'Arras; et sur Arras même les obus pleuvent à jets continus : « Il y en a un qui a fait tomber la cloison de verre à côté de moi, dans la salle de pansemens; j'en ai bien eu toute une brouette sur mon lit. » J'interroge les médecins. Sa jambe, qui allait guérir, demande à être amputée. Et son voisin, qui a traversé les mêmes infortunes, va probablement perdre un bras qui était sauvé. Quand nous lisons, dans les journaux, que les Allemands tirent sur les ambulances, voilà ce que cela veut dire, — sans compter ceux qui reçoivent de nouvelles blessures ou qui sont tués net.

Si la foi ne venait pas, sur tant de misères, jeter ses lueurs adoucissantes, et soulever le voile d'un au-delà meilleur, je ne sais pas comment le cœur, à moins de se durcir, y pourrait résister. Mais grâce à elle, si nous ne sommes pas, et il ne le faudrait point, exemptés de souffrir, du moins ne souffrons-nous pas, du moins ne pleurons-nous pas, comme ceux qui n'ont pas d'espérance.

Dix heures du soir. — La force du sens religieux, je l'ai constatée une fois de plus ce soir en allant revoir un soldat breton qui devait communier dimanche et qu'on m'a dit fort épuisé par suite d'hémorragies. A ma demande de nouvelles : « Cela ne va pas, répondit-il avec calme, et je sens que je vais mourir. » J'interroge la *nurse;* elle ne croit pas au péril immédiat.

J'essaie donc de le rassurer : « Non, répond-il, toujours aussi tranquille, je sais bien, moi, que je vais mourir. — Et quand cela serait, vous êtes un chrétien ! — Je n'ai pas peur de la mort. » Je lui propose alors de recevoir tout de suite les sacremens de Pénitence et d'Eucharistie, qu'il avait acceptés pour dimanche prochain. « Pour qu'aucune grâce ne vous manque, nous ajouterons, entre les deux, l'Extrême-Onction, et ensuite je vous laisserai en compagnie de Notre-Seigneur. — Oui, je serai bien content. »

Son action de grâces achevée, il demanda aux infirmières de lire trois lettres que venait d'écrire sa famille. Si complaisantes que fussent nos Américaines et si versées dans la connaissance de notre langue, elles n'étaient pas accoutumées au genre d'écriture qu'il leur mit sous les yeux. Je m'offris à les remplacer et je lus de mon mieux les lettres des sœurs et celle de l'oncle. Si la grammaire n'y trouvait guère son compte, elles valaient, en noblesse de cœur, en élévation, en foi, en simplicité, les plus belles qu'on ait publiées.

Il était dix heures quand je laissai mon malade, un peu assoupi déjà, l'esprit et le cœur tout remplis de son Dieu et de sa famille, rêvant de sa place à l'église et de sa place au foyer. « A demain matin, lui avais-je dit quelques minutes plus tôt. — Je ne sais pas si j'y serai, » m'avait-il répondu. Et moi, enhardi par sa foi sereine, j'avais ajouté en souriant : « Après tout, si vous vous réveillez auprès du bon Dieu, le mal ne sera pas grand. On y est aussi bien qu'ici. » Et il m'avait répondu par un « oui » que je n'oublierai pas. S'il vient à mourir, mon bon

paysan breton, sans doute je prierai pour lui selon ma promesse; mais surtout je le prierai pour moi et pour ceux que j'aime.

En le quittant, je suis venu m'agenouiller à la galerie supérieure de notre chapelle. C'était bien là, dans le grand silence du milieu de la nuit, qu'il convenait d'achever cette fête des Morts. Mon père, ma sœur, mes grands-parens, mes amis, ceux que j'ai assistés dans leur agonie, notamment ces deux derniers mois; ceux qui sont morts pour leur patrie, en cette guerre et dans les autres guerres : tous je les recommandais à l'indulgence infinie du Christ, du Juge et du Sauveur caché au tabernacle et dont une petite lampe, lumière symbolique parmi les ténèbres, signalait discrètement la divine présence. En face de moi, contre les grandes fenêtres de la rue, le vent agitait des branches d'arbres, et les feuilles automnales, distinctes parce que moins touffues, frappaient aux vitres de la chapelle comme un essaim d'âmes suppliantes.

3 novembre.

Un petit rayon de soleil a traversé l'atmosphère brumeuse de ces jours. Au milieu de l'après-midi nous est arrivé un superbe envoi : « De la part de la Ville de Paris les dernières fleurs de Bagatelle. » Et dans une grande corbeille d'osier deux vieux jardiniers apportaient seize magnifiques bouquets de roses, de roses fraîchement cueillies, rayonnantes de grâce et d'éclat, de ces roses d'automne que notre vieux poète avait raison de dire plus fines, plus délicates, « plus exquises. » Par une charmante idée de M. L. C..., notre directeur du personnel d'infirmiers, il n'a été procédé au partage des bouquets par salles qu'après que les deux jardiniers eurent promené dans toutes le panier complet :

Chacun en a sa part, et tous l'ont tout entier.

5 novembre.

Le grand réconfort est toujours de s'entretenir avec les blessés. Il faut qu'ils soient bien bas pour se plaindre et perdre leur belle humeur; encore y en a-t-il qui gardent jusqu'au bout leur entrain de soldats, leur sérénité de chrétiens.

Hier matin, c'était un adjudant dont une balle avait traversé le palais et les joues, qui m'accueillait avec plus de joie encore que les autres, et qui, malgré la difficulté de s'exprimer, arri-

vait à me faire comprendre qu'il était prêtre, qu'il avait même célébré la messe deux jours avant d'être blessé. Et, joyeusement, il me tirait de son livret militaire un *celebret* de l'évêché de Moulins, où je lisais qu'il est vicaire à Saint-Pierre de M... Il ne peut pas communier encore, — à peine s'il parvient à boire, — mais il marche et est déjà venu à la messe ce matin. Espérons que bientôt il me servira d'auxiliaire.

Cet après-midi, j'entends l'histoire d'un réserviste du Finistère, arrivé depuis deux jours. Elle ne manque pas de tragique dans sa simplicité :

« Ma compagnie a quitté ses tranchées pour faire une attaque jeudi dernier, 29 octobre, à neuf heures du soir. Elle a dû se retirer, brisée par les mitrailleuses. Je suis resté là avec une jambe cassée et l'autre traversée d'une balle, plus une balle dans le dos. — Resté seul? — Non; l'on était deux; l'autre, je crois, il est mort. J'ai passé la nuit sur place, à trois ou quatre mètres d'une tranchée vide. Le lendemain, ma compagnie revient, et je me crois sauvé. Elle échoue encore; la moitié des camarades sont blessés ou tués; les Allemands prennent le reste. A cause des balles et des obus, je m'étais traîné dans la tranchée vide. C'était le vendredi matin; j'y suis resté jusqu'à dimanche soir sans rien à boire ni à manger, et je ne pouvais pas me remuer, vu l'état de ma jambe.

« C'était entre les deux lignes de feu, à environ 50 mètres de la ligne allemande et à 200 mètres de la ligne française. Ma tranchée était plus haute du côté allemand, moins haute du côté français, ce qui fait que le dimanche, on m'a aperçu. Un sergent est venu vers quatre heures : « Qu'est-ce que vous faites là? qu'il me dit. — J'attends la mort, » que je réponds. Je ne pensais qu'à ça. Je n'avais pu faire aucun pansement ni rien; tellement que j'avais saigné, la tranchée était pleine de sang. Le sergent est reparti et m'a envoyé chercher par deux soldats du génie, vers huit heures du soir. On a ensuite prévenu l'infirmerie de Fontenoy, qui m'a fait prendre avec un brancard. J'y ai passé deux jours à l'hôpital. Et puis le train m'a mené à Aubervilliers. »

6 novembre.

Cinq zouaves nous sont arrivés ce matin : deux ont les jambes et un le bras cassés; le quatrième a le poumon traversé d'une balle; le cinquième, l'épaule traversée d'une balle explosive,

avec un trou gros comme le poing. Et ils sont blessés depuis trois jours. A peine sortis de la voiture, et encore étendus sur le brancard dans notre vestibule, c'était à qui raconterait avec le plus d'entrain et de gaieté le beau combat où « ils ont eu ça, » la reprise de la Ferme de Metz, lundi 2, sur le coup de minuit. Ils rient encore de la peur qu'ils ont faite aux Boches : « Dès qu'ils voient des zouaves, ils jettent leurs fusils en criant : « Kamarades... ! » J'ai eu le bonheur d'en embrocher un... A trois, nous en avons pris une trentaine... Un qui se rend, il y en a dix qui suivent. »

En allant les revoir cet après-midi, j'en trouve un dans une chambre où il ne risque pas de perdre son entrain. Trois Anglais y chantent joyeusement, aux applaudissemens d'un Tunisien et de quatre Français. Un de ceux-ci et un Anglais s'occupent, en riant, à tricoter. C'est l'infirmière qui le leur a enseigné. Voilà une bonne distraction, et que je préfère aux cartes, aux dames, aux *puzzles* ou patiences. Elle n'est pas encore assez répandue; il n'y a guère à s'y livrer, jusqu'ici, qu'une vingtaine de blessés, presque tous Anglais.

Contrairement à ce qu'on pensait d'eux en France avant de les avoir vus de près, les Anglais se font remarquer par leur animation. Peut-être à cause des maux que nous subissons de plus près, nous ne pouvons guère, et c'est trop naturel, aller plus loin que la résignation et le courage voulu. Ils vont, eux, jusqu'à la gaîté. Quel est ce jeune officier qui se promène en riant, un képi d'emprunt crânement campé sur l'oreille? Un lieutenant anglais. Quels sont ces soldats qui, dans le corridor, jouent à sauter sur leurs béquilles ou à courir sur leur jambe de bois? Des Anglais encore. Et ceux-là qui chantent avec force gestes, qui rient tout haut et cherchent à faire rire les autres ? Des Anglais toujours, à moins que ce ne soient, par hasard, des Tunisiens ou des nègres. Des Français, sûrement non. La Bruyère disait mélancoliquement qu'il faut rire avant d'être heureux, sous peine de mourir sans avoir ri : nous connaîtrons de nouveau le bonheur, et de nouveau nous rirons; maintenant, non.

Quand je demande de leurs nouvelles aux Anglais, il faut qu'ils soient moribonds pour ne pas me répondre que ça va « joliment bien, » ou même « splendidement : » *getting on nicely; getting on splendidly*. Dialogue d'hier, avec un amputé : « Comment êtes-vous ce matin? — Je vais splendidement. —

Vous avez des nouvelles de chez vous? — Une lettre de ma mère. — Sait-elle qu'on vous a coupé la jambe? — Oui. Elle remercie Dieu, comme moi, de ce que, blessé si grièvement, j'aie gardé la vie sauve. »

10 novembre.

Cérémonie émouvante, aujourd'hui, à cinq heures.

Si accoutumé que je sois maintenant aux beaux exemples de foi et de courage, j'avais remarqué entre tous un de nos malades pour la vivacité de ses sentimens religieux et pour son calme dans les pires souffrances.

Qu'il se fût conduit parfaitement sur le champ de bataille, je n'en doutais pas; mais j'ignorais que ce fût au point de se faire distinguer parmi tant d'autres héros. Il a mérité qu'on lui décernât la médaille militaire, et un lieutenant de tirailleurs, délégué par le ministre de la Guerre, est venu tout à l'heure la lui apporter. Maréchal des logis au 5e régiment d'artillerie de campagne, Louis Schoeny (je puis bien donner son nom, car nous n'espérons pas qu'il survive, et cette crainte trop justifiée rend encore plus impressionnante la cérémonie de ce jour), Louis Schoeny reçut, à Braisne, deux blessures très graves, dont l'une lui emporta un côté de la face et l'autre lui fractura le crâne. Il n'en eut pas moins l'énergie surhumaine de rester à son poste, moitié aveuglé par le sang, et de continuer à servir sa pièce, jusqu'à ce qu'un éclat d'obus, l'atteignant au ventre, le renversât près de l'affût.

La médaille lui a été remise par un autre vaillant, le lieutenant-colonel D..., du 53e d'artillerie, en traitement lui-même à notre ambulance pour blessures au pied et à l'épaule. Il s'est conformé, autant que les circonstances le permettaient, au cérémonial habituel. Des trompettes n'ont pu ouvrir ni fermer le ban, mais le salut militaire en a tenu lieu; et c'était une belle assistance que celle des camarades regardant de leur lit, et de dix officiers venus des salles voisines avec leur bras en écharpe ou le pied sur une béquille. Eux tous, et avec eux les infirmiers, les infirmières, ont senti des larmes leur monter aux yeux quand, après les paroles réglementaires : « De par le Président de la République et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous décernons la médaille militaire, » le blessé a demandé qu'on le soulevât pour baiser le glorieux insigne, et le recevoir avec plus de respect. En l'épinglant sur cette poitrine

haletante au milieu des bandages, la main elle-même du colonel vacillait un peu.

12 novembre.

... A défaut de l'avenir, c'est le passé, presque aussi obscur jusqu'ici, qui commence un peu à se révéler. Depuis la seconde semaine de septembre, ça va; mais le mois d'août a dû être terrible et nous y avons fait de rudes écoles. Pour autant que l'on puisse faire fond sur un récit tout fragmentaire, les souvenirs d'un de nos blessés, sous-lieutenant de réserve, me donneraient à croire que nous avons montré quelque inexpérience. Je les rapporte pour ce qu'ils valent, garant de leur seule sincérité :

« J'ai reçu le baptême du feu le 20 août sur les bords du canal de Saverne. La 25e division d'infanterie était partie pour prendre Sarrebourg. La ville était fortifiée de ces gros obusiers fixés sur ciment, dont les projectiles font des trous à y enterrer deux ou trois chevaux. Mais nous n'en savions rien. Depuis Épinal, nous avancions remplis d'entrain, sans rencontrer d'obstacles. Les régimens qui nous avaient précédés avaient vu quelques Allemands; nous, pas un. Le 20 août, ce fut différent, et je m'en souviendrai. Mon bataillon eut à tenir tout le jour, sur la cote 330, au milieu des obus. On n'essayait même pas de se retrancher ni de se cacher des aéroplanes; aujourd'hui, l'on serait plus prudent. Certaines compagnies furent décimées à plusieurs reprises. Je vois encore mon capitaine faisant baiser le crucifix à deux ou trois hommes qui allaient mourir. Le soir, vers six heures, il fallut battre en retraite, malgré le secours de notre artillerie lourde. Comme nous venions de repasser le canal de Saverne, le général de division arrive avec son état-major. Il ordonne demi-tour. Toute la division attaque à nouveau. Nos canons et nos mitrailleuses ouvrent le feu; quatre régimens s'élancent. Nous descendons une première pente et en remontons une seconde, sous une pluie d'obus et de balles. Quelques fantassins reculent; nous continuons, nous, d'avancer. Arrivés à portée d'assaut, l'on nous fait tirer à notre tour, et le feu des Allemands diminue d'intensité. Ils avaient fait entendre, pour nous tromper, nos propres sonneries de : « Cessez le feu ! » Mais nous étions prévenus et distinguions bien la différence du son. Ils s'arrêtèrent de tirer, et nous après. Quand nous n'entendîmes plus rien, nous grimpâmes la côte jusqu'à la cime, et ralliâmes ce

qui restait du groupe, une centaine d'hommes. La nuit était venue; nous nous demandions où était l'ennemi. Des cris se firent entendre, sans que nous pussions d'abord discerner s'ils venaient de Français ou d'Allemands. Suivit un peu de silence, puis le son du fifre, puis un chœur lent et grave; et, dans la nuit complètement noire, cela ne manquait pas de beauté. Bientôt, à une cinquantaine de mètres, des feux s'allumèrent comme spontanément; ils avaient dû les préparer pour nous découvrir et nous tirer dessus. Le commandant nous défendit d'en approcher.

« Nous n'étions plus qu'à 470 mètres de Sarrebourg; mais elle était trop bien défendue pour qu'il nous fût possible d'y entrer, et nous descendîmes, avant le milieu de la nuit, vers notre point de départ, sur les bords du canal, ramassant, tout au long du chemin, des blessés de nos quatre régimens. Des brancardiers leur donnaient les premiers soins. J'en ai emporté un sur mes épaules. Nous arrivâmes au canal exténués. Après un peu de sommeil, nous reprîmes la marche en arrière, qui continua quatre ou cinq jours. Elle se fit en bon ordre, mais quand même tristement, à travers des villages vides, et notre cœur se serra en repassant la frontière où gisaient les poteaux arrachés peu avant avec tant d'enthousiasme. Mais, dès le 24, nous nous étions ressaisis, et, une fois arrêtés sur la ligne de la Mortagne, nous sûmes tenir l'ennemi en respect. Nous n'en bougeâmes plus jusqu'au 10 septembre, où l'on nous rappela dans l'Oise. Des réservistes nous remplacèrent et tinrent bon, eux aussi; les Allemands n'ont plus avancé. Je crois même qu'à leur tour, et cette fois pour de bon, ils ont dû reculer. Nous avons appris notre leçon. »

14 novembre.

Voici un beau progrès. Nous avons reçu ce matin à cinq heures un soldat de Vic-sur-Aisne, qui avait été blessé hier matin vers huit heures : moins d'une journée entre le moment où l'on est frappé et celui où commencent les soins, c'est, à moins d'atteinte extraordinaire, la certitude de la guérison. Trois autres sont venus en même temps, qui n'étaient tombés que de l'avant-veille. S'il en était toujours ainsi!

Notre blessé de Vic a trente-cinq ans : la territoriale commence à donner; presque tous nos hommes sont mariés, on le

voit à leur alliance. Celui-ci montre, comme les autres, un moral parfait; mais quand même, dit-il, ça le chiffonne d'avoir fait la guerre, et la guerre pour de bon, sans avoir vu d'ennemis : « Vous n'en avez vraiment guère vu? demandé-je. — Pas un seul, je vous dis, monsieur l'aumônier. Ou plutôt si, j'en ai vu, mais des prisonniers, près de Besançon, où je suis venu de Lyon le 6 août et resté au dépôt jusqu'au 13 octobre. Les civils, d'ailleurs, en ont vu autant que moi. Mais depuis le 15 octobre, où j'arrivai à Vic-sur-Aisne et où je pris place dans les tranchées, je n'en ai pas aperçu un. Il ne faisait pas bon lever la tête pour chercher où ils étaient. Hier, au petit jour, on nous a fait mettre baïonnette au canon et avancer, en rampant, dans un champ de betteraves. Nous n'étions pas là depuis deux heures que je recevais un éclat d'obus à la hanche droite et un autre un peu plus haut. Mais toujours pas vu d'Allemands. C'est une drôle de guerre. »

15 novembre.

Je crois bien n'avoir rien dit encore de nos blessés noirs. Nous en avons cependant un grand nombre, surtout depuis quelques semaines. Ce sont bien les vaillans soldats que l'on dit partout et les ennemis féroces des Allemands. Chacun d'eux en a, comme ils disent, « zigouillé » en moyenne cinq ou six; et la terreur qu'ils inspirent à l'ennemi est des plus justifiées : « Allemands, y a pas bon. » Mais, à part cette haine et aussi l'endurance au mal, qu'ils ont tous en commun, ils présentent, suivant l'origine, le pays, la race, la tribu, des différences très marquées. Les noirs qui nous viennent de l'Afrique du Nord sont des civilisés presque autant que leurs compatriotes Berbères ou Arabes. De l'Afrique occidentale et du Congo français il en arrive, au contraire, à côté d'assez cultivés, quelques-uns de fort primitifs.

Nous recevions un soir, à la fin d'octobre, un Guinéen de Konakri, qui parlait le français très convenablement, et même un peu l'anglais. Blessé à la tête seulement, il put être envoyé à la salle de bains, où le docteur me permit d'entrer. Le bain est de rigueur pour tous les arrivans à qui leur blessure ne l'interdit pas et l'on peut croire qu'après des semaines, des mois passés sans se déshabiller, ils en apprécient à sa valeur le bienfait. C'est même, presque toujours, l'occasion de montrer,

me dit l'actif et dévoué baigneur en chef, leur esprit de camaraderie : « Si les copains pouvaient avoir ça! » Notre Africain en jouit d'une façon attendrissante : « Y a bon! y a bon! » répète-t-il en s'étirant dans l'eau tiède; et, lorsqu'on lui dit de s'asseoir ou de tendre les bras pour le savonnage, il s'y prête avec le sourire. La mousse blanche sur la peau de bronze fait ressortir ses muscles puissans et les harmonieuses proportions de son grand corps. Le docteur en est dans l'admiration. Comme il n'y a pas d'autres blessés qui attendent, on ne se presse pas. Le beau nègre se trouve bien de l'opération. Plein d'entrain, il nous montre ce qu'il sait d'anglais, puis il raconte en français ses prouesses : « Allemands y a pas bon. Zigouillé deux; zigouillé quatre. » En même temps, ses longs bras dessinent hors de l'eau un geste expressif d'embrochage à la baïonnette.

Le moins cultivé de nos nègres au début de son séjour (car depuis...), ce fut certainement le Soudanais Mouça Sénoco, du village de Chibougo, dans le Bambarra. Son entrée fut sensationnelle. Atteint d'une fracture du tibia, il ne put être admis au grand bain le soir de son arrivée et fut, non sans résistance, lavé sur son lit. Il trouva, du reste, le moyen de s'offrir une compensation : quand on l'eut bien débarbouillé, il prit une tasse sur sa table, la remplit dans la cuvette, et avant qu'on eût compris son dessein, en avala le contenu d'un seul trait. Ç'avait déjà été une affaire que de le déshabiller, mais, quand on voulut le panser, il poussa des cris de fauve; l'infirmière fut sérieusement mordue à la main. Il devait nous prendre pour des Boches. Nous eûmes toutes les peines du monde à l'empêcher de défaire son bandage. Jamais il ne voulut s'étendre dans son lit; il y passa plusieurs jours, le dos contre le traversin et les oreillers ou contre la chaise d'à côté, tête basse et ses longs bras noirs étendus jusqu'aux pieds.

Conduit, le lendemain matin, à la salle d'opération pour le drainage de sa plaie, il regarda avec curiosité le tube à éther et se le mit de lui-même au bout du nez; on n'eut qu'à l'y maintenir. Tant qu'il fut endormi, tout alla bien; mais le réveil fut terrible. Envers et contre tous, il cherchait à se lever. Furieux de l'opposition qui lui était faite, il saisit la chaise et la lança au milieu de la salle. On dut éloigner de lui sa table: tout ce qui s'y trouvait eût passé par la fenêtre.

L'heure des repas venue, il ne mangea que très peu et avec

une défiance manifeste. Mais il réclama opiniâtrément : « Champagne! Thé! » les seuls mots qu'il connût, avec trois ou quatre termes grossiers que les colons feraient bien de garder pour eux. Il entrait, à toute résistance, en des colères folles.

En vue de l'apprivoiser, on amena près de lui un autre Soudanais. Il voulut le mordre. Pensant que c'était peut-être un représentant de tribu ennemie, on essaya d'une seconde expérience et on le transporta dans une salle où se trouvait un nègre modèle, le bon et grave Maciga, de Boubou Keita, aux environs de Bafoulabé. Ce fut pour notre petit sauvage le commencement du salut. Maciga, qui était, du reste, caporal, sut lui en imposer, lui faire entendre peu à peu raison, et, la douce fermeté des *nurses* y aidant, l'amener en quelques jours à une réelle docilité.

Les progrès, depuis lors, ont été rapides, et il n'y a pas maintenant de plus gentil malade que Mouça. Bien loin de vouloir vous mordre quand vous l'approchez, il est le premier à vous dire bonjour et à demander : « Ça va? » Il reste couché à la façon européenne, et c'est même un charmant tableau que forme sa tranquille figure noire entre les draps blancs et la chéchia rouge. Depuis qu'il va mieux, il sifflote la charge, il mange des bonbons, il regarde des images, il palabre avec Maciga, il apprend à faire du tricot.

Mouça reçoit des visites. Je ne parle pas de l'intérêt qu'il éveille chez tous ceux qui entrent dans sa salle pour remplir une fonction ou pour voir d'autres blessés ; non, Mouça reçoit des visites personnelles d'amis, de compatriotes. Pour être sincère, mettons le singulier : Mouça reçoit la visite de Baba Konaté, nègre instruit et bien élevé, l'air d'un vrai gentleman, actuellement domestique aux Missions protestantes du boulevard Arago. Baba Konaté arrive toujours chez nous muni de tabac, de pommes, de pastilles, de châtaignes bouillies; et cela le rend plus cher encore à nos blessés nègres. Originaire de Grand-Bassam, il peut s'entendre avec tous en parlant bambarra, qui est la langue la plus répandue de l'Afrique occidentale française, avec le woolof toutefois. C'est lui, du reste, qui me l'a dit; car je suis bien, moi aussi, avec Baba Konaté, grâce à un excellent infirmier qui l'a découvert et m'a présenté à lui. Et par Baba Konaté, je suis devenu l'ami de Mouça Sénoco, de Maciga Kata, sans parler d'Akodou Toudé,

d'Ona Couami, de Kodé Kamara... Mais je n'aime pas à me vanter.

16 novembre.

Hier soir nous fut annoncé un grand convoi d'Anglais. Il en arrivait quatre cents à la gare du Nord, dont une quarantaine pour nous. Tous nos autos y allèrent, et l'on en mobilisa plusieurs autres. En fait, nous ne reçûmes que huit blessés, frappés la veille auprès de Dixmude, et tous remplis d'entrain. Comme nous, du reste, nos Alliés déploient à défendre l'Yser, c'est-à-dire la route de Calais, un courage fantastique. Il nous en coûte, à tous, chaque jour et depuis des semaines, un nombre de tués et de blessés qui aurait suffi jadis à illustrer une bataille. Anglais, Belges, Français, loin d'en être abattus, se réjouissent de ce que les Allemands perdent encore bien plus de monde et ne passent pas. Or, cette vaillance n'est pas de l'exaltation; elle subsiste après la bataille. Ce matin, un Irlandais de ce nouveau groupe demande à se confesser. Quand je le revois l'après-midi : « Père, j'ai perdu ma jambe, » me dit-il du ton le plus normal. On a dû, en effet, l'amputer sans retard. Un peu saisi malgré moi, je le regarde tendrement et je lui dis quelques bonnes paroles. Tout de suite, il me répond : « J'accepte la volonté de Dieu. » Et son visage ne trahit aucune émotion; seulement un peu plus pâle, à cause du sang perdu.

18 novembre.

Louis Schoeny, l'artilleur qui avait reçu la médaille, il y a juste huit jours, jouit maintenant, au ciel, de récompenses plus hautes et plus durables. Il s'est éteint cette nuit, aussi brave devant la mort lente de l'hôpital que sous le feu des ennemis.

Dans cette maison où le tragique lui-même, devenu état normal, cesse d'éveiller l'attention, tous s'intéressaient à Schoeny en particulier, et sa mort est un deuil public. Ce sont les faits de ce genre qui peu à peu créent entre nous, malgré notre grand nombre, une sorte d'âme commune et plus d'intimité. Quelques-uns disent, pensant à ce qu'a souffert Schoeny depuis son entrée : « Mieux eût valu pour lui, puisqu'il devait en arriver là, mourir tout de suite sur le champ de bataille. » J'essaie de répondre que d'avoir accru pour jamais sa valeur, son mérite moral, ce n'est pas perte de temps pour une âme

immortelle. Mes compagnons s'en rendraient compte comme moi, s'ils occupaient mon « service, » et peut-être ils en profiteraient mieux. Je vis dans une atmosphère d'héroïsme et de foi.

L'héroïsme, il éclate partout. Jamais l'humanité n'en aura déployé autant. Épouses, mères, fiancées, qui acceptent de voir leurs aimés sur le champ de bataille et qui, s'il en était besoin, les y enverraient; soldats et chefs, qui exposent sans compter leur vie; ceux qui ramassent les blessés sous les balles, et celles qui les soignent dans les hôpitaux; ceux qui ont tout perdu et qui s'y résignent ; ceux qui se dépouillent pour les secourir... Au-dessus de ces milliers d'exemples, comme pour les concentrer en un fait unique : la Belgique ! c'est-à-dire une nation entière sacrifiant tout à sa dignité, au devoir, à l'honneur, et, alors qu'elle pouvait d'un mot échapper au désastre, acceptant, plutôt que de forfaire, la ruine, la faim, l'incendie, les assassinats ; chassée de chez elle avec son roi, avec son armée ; ne possédant plus qu'une parcelle de son territoire, et sur cette parcelle continuant de résister ; agonisante, en apparence, et pourtant sereine, aussi sûre de finalement vaincre qu'elle est sûre de son droit; toujours la main sur son épée, et en même temps ses yeux levés au ciel pour voir venir la justice de Dieu. Devant les sublimes leçons d'un pareil spectacle, il y a des momens où l'on croit comprendre pourquoi fut permise la guerre, le monde peut-être n'ayant jamais souffert d'autant de maux, mais jamais non plus ne s'étant élevé à pareil niveau de grandeur morale. En voyant, avant-hier, notre pays entier célébrer avec tout son cœur la fête du roi des Belges et louer par toutes ses voix, du journal à la chaire chrétienne, Albert Ier avec son peuple, je me réjouissais du bien que produisent la contemplation et l'amour de si beaux exemples. C'était bien que, dimanche, à Notre-Dame de Paris, devant notre cardinal, devant la sœur du roi Albert, devant une foule immense qui applaudissait malgré la sainteté du lieu, un éloquent prédicateur terminât ainsi son sermon : « A toute la race belge, honneur et bénédiction dans les siècles des siècles ! »

Aussi j'avouerai bien avoir apprécié comme une vraie faveur de me trouver hier sur le passage de Mme la duchesse de Vendôme, lorsqu'elle parcourait nos salles de blessés; et j'ai reçu ses encouragemens comme s'ils étaient venus du peuple qu'elle est si digne de personnifier. Les visites, même princières,

se font ici sans solennité; et je n'ai connu que fortuitement celles de la reine Amélie et du prince de Monaco, comme plus tard celles de la princesse Marie et du prince Georges de Grèce. J'aurais aimé apercevoir la première, qui réunit, — talens et malheurs, vertu et rang, — toutes les majestés. Je me serais réjoui de renouveler au second mes hommages personnels. On ne peut le connaître sans s'attacher à lui, pour l'activité qu'il consacre au progrès de l'esprit humain et pour son dévouement à la France. Il la servit en s'engageant sous nos drapeaux dans la guerre de 1870, donnant là, du reste, un exemple que ne manque pas de suivre aujourd'hui son fils et son héritier. Mais, si j'avais eu à choisir entre ces rencontres, j'aurais opté pour celle que m'a ménagée un hasard tout providentiel; j'aurais opté, en fait de personnes augustes, pour celle qui est née « princesse de Belgique. »

24 novembre.

Les décorations ne sont pas rares dans notre asile de braves, et je tomberais dans la monotonie si je les citais toutes. J'ai mentionné, il y a quinze jours, la collation d'une médaille militaire. Nous avons un sergent arabe, à physionomie délicate et grave, qui l'a gagnée à la ferme de Soupir, par un acte de dévouement dont voici le libellé officiel :

« Aïtammer Achour Benamor, sergent au 3e régiment de tirailleurs indigènes : au combat du 6 novembre, son lieutenant étant tombé mortellement atteint, dans une zone balayée par le feu d'une mitrailleuse ennemie, a, par deux fois, franchi cette zone; a réussi à ramener le corps de son officier, tout en étant blessé grièvement au genou. »

La blessure, due à une balle explosive, est une des pires qu'on ait eues à soigner ici. Achour Benamor mettra longtemps à s'en guérir; on le devine à sa photographie, cependant tirée après plus de six semaines de soins. Volontiers, en face d'elle, nous reproduirions le portrait de son jeune lieutenant, qu'il conserve fidèlement entre les feuillets de son livret et qu'il regarde souvent avec émotion. Entre cette noble figure d'Africain et celui qui le frappa d'une balle interdite par les lois de la guerre, quel est le plus avancé en « culture » véritable?

Un de nos officiers, le lieutenant André B..., vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur pour le motif suivant :

« Commandant la compagnie de tête d'une colonne d'assaut, le 27 octobre, a entraîné ses hommes sous un feu meurtrier avec la plus grande bravoure. Tombé frappé de deux blessures, continuait à exciter ses hommes par ses paroles ardentes et par ses gestes. » Son capitaine, qui lui transmet la nouvelle, y ajoute d'affectueuses félicitations et ce vœu délicat : « Ce sera, je pense, un baume sur votre cruelle blessure. »

La croix a été remise, avec la formule ordinaire, par un autre blessé, un commandant décoré lui-même de 1870, du Tonkin et de la Tunisie. « Tant d'autres l'ont mieux méritée, » murmurait le jeune lieutenant, rouge d'émotion. Ce qui acheva de le troubler, fut que le commandant, l'ayant embrassé, ajouta que « l'accolade de ces dames allait confirmer la sienne. » Après une jolie minute d'embarras, la femme d'un autre officier, soigné dans cette salle, prit l'initiative du mouvement, et la cérémonie s'acheva avec autant de grâce que de dignité. Les infirmières étaient juste d'âge à avoir leur premier fils à l'armée. Elles avaient apporté un bouquet splendide et les autres blessés offraient la croix même. De crainte qu'on ne l'eût pas à temps, l'infirmier, comte de la S..., un commandant en retraite, avait préparé la sienne, qu'il avait gagnée jadis en Afrique.

Dans la même salle que notre nouveau chevalier, et très lié avec lui, se trouve un jeune lieutenant de réserve, que j'ai eu grande joie d'accueillir ici, L. de T..., un des écrivains qui ont le mieux parlé des choses d'Amérique et qui, sans la guerre, serait actuellement à San Francisco (pauvre Exposition!). Pour avoir étudié des sujets semblables, nous nous étions quelquefois écrit; voilà une rare occasion de faire connaissance. Je m'en félicite sans scrupule, car sa blessure, pour douloureuse qu'elle soit, ne l'empêchera de reprendre ni l'épée ni la plume. Et puis, les officiers n'aiment pas qu'on les plaigne. Il y a des soldats, même très barbus et chefs de famille, qu'on peut dorloter comme de grands enfans; un officier, lui, si on l'entretient de ses blessures, ne demande qu'à changer de sujet. Il peut lui arriver, quoique assez rarement, de perdre l'entrain et le sourire, mais ce ne sera jamais à l'heure cruelle du pansement. La douleur moyenne le trouve toujours calme; quand elle se fait trop vive et qu'il ne peut se taire, alors il plaisante.

C'est une fierté, vraiment, que de serrer la main à de tels hommes. Depuis trois mois que je les fréquente, je n'en ai vu

que d'admirables : et les officiers de carrière, et les officiers de réserve, professeurs, médecins, hommes d'affaires, commerçans ou agriculteurs, élite de chaque profession; et les petits jeunes qui n'avaient pas achevé leur école militaire, et les anciens, qui avaient démissionné pour motifs divers, mais ont repris du service dès l'appel aux armes. Ils attendent, tous, avec impatience, le moment de reprendre leur commandement, et, à la lettre, le temps leur dure, l'inquiétude les tient de leurs compagnies ou de leurs bataillons, on peut dire, et très justement, de leur famille guerrière. Ce n'est pas qu'ils aiment brutalement les coups pour les coups; mais ils ont pleine conscience de la cause qu'ils servent et elle les brûle d'enthousiasme. Ils savent qu'ils ne se battent point seulement pour la sauvegarde légitime d'intérêts matériels, mais pour l'indépendance de leur propre pays et de l'Europe entière, pour garder à leurs fils et au genre humain une forme supérieure de vie, pour briser la domination d'une bande d'assassins, d'incendiaires et de pillards, qui croient leurs crimes excusables parce qu'ils les commettent sans remords, et qui, bien plus, éprouvent un horrible orgueil de ce que personne avant eux n'avait perpétré de si grands forfaits, ni avec tant de science. Reims, Louvain, Senlis, Arras, Ypres, la Belgique, autant de noms qui suffisent à leur gloire honteuse, mais entretiennent heureusement chez les nôtres, et surtout chez nos officiers, la conscience claire, l'enthousiasme sacré, d'une mission justicière et réparatrice.

26 novembre.

J'ai pu accompagner aujourd'hui l'une de nos voitures d'ambulances à la gare d'évacuation d'Aubervilliers-la Courneuve, d'où nous parviennent maintenant la plupart de nos blessés. Nous arrivons à deux heures. Personne ne sait quand pourra venir un train sanitaire, ni même si l'on en verra avant le milieu de la nuit. Je me résigne à attendre, s'il le faut, jusqu'à dix heures du soir.

Je n'aperçois, d'abord, qu'une immense gare de marchandises en apparence vide et presque morte : quelques trains au repos, des baraquemens fermés, des soldats de tous uniformes errant çà et là, ou de planton devant une barrière que nul ne songe à ouvrir.

Que faire, toute une demi-journée, en ce désert banal et froid?

Les deux chauffeurs américains, mes compagnons de route (ou plutôt je crois que l'un est chauffeur, l'autre brancardier), m'ont indiqué comme refuge un compartiment de seconde classe qui est affecté au personnel de notre ambulance, et, ce qui importe davantage, ils m'ont promis de ne pas repartir sans moi. Ils m'ont présenté, de plus, au chef de gare militarisé, ou mieux au militaire chef-de-garisé, qui m'a fait l'éloge de notre ambulance et m'a donné toute latitude : « Vous êtes ici chez vous. » Charmant accueil sans doute. Mais comment en user?

Si je pouvais trouver l'infirmier qui est venu, de cette gare, nous faire visite la semaine dernière, je serais sauvé; seulement, j'ignore même son nom. Je sais qu'il est prêtre; mais prêtre-soldat n'est plus une caractéristique suffisante et j'ai ici, paraît-il, sous l'uniforme, trois ou quatre confrères. Enfin, je me débrouille et, de quai en quai, de salle en salle, de factionnaire en dame de la Croix-Rouge, de religieuse en militaire, j'arrive au guide espéré.

Nous nous promenons partout ensemble et j'admire l'accueil que chacun lui fait. En dépit de la capote et du pantalon rouge, en dépit de sa fière moustache et de son bonnet de police, civils et soldats lui donnent du *Monsieur l'abbé* plus sympathiquement, je le présume, que ses paroissiens d'Indre-et-Loire. C'est le vrai aumônier de la gare; et, quand arrive le train de blessés, ses deux fonctions de prêtre et d'infirmier en chef se confondent ou plutôt se complètent admirablement. Tandis que nous faisons les cent pas dans la cour, un soldat s'approche et lui remet un petit flacon : « Les saintes huiles pour l'Extrême-Onction, m'explique-t-il. Quand je m'absente, je les confie toujours à un autre prêtre. » Bientôt il me laissera, pour donner le salut et un petit sermon dans l'église de la Courneuve à la place du curé absent.

Les installations qu'il me montre avant de s'en aller sont des plus sommaires, mais de grande utilité. Deux cantines s'occupent du ravitaillement des trains, distribuent aux blessés la nourriture et parfois les vêtemens dont ils ont besoin : l'une, la plus ancienne, est dirigée par la Société de secours aux blessés avec le concours des Sœurs de saint Vincent de Paul; l'autre, appelée Cantine de la Presse, est dirigée par Mme Berthoulat. Une ambulance de la Croix-Rouge, où se dévouent des femmes de haute distinction, se tient prête, également, pour tous

les soins et secours nécessaires. Mais ce ne sont là, — sans du tout rabaisser leur valeur, — que des auxiliaires et des complémens de l'ambulance militaire proprement dite. Elle occupe en entier le vaste hall des marchandises. Tous les blessés et tous les malades y sont amenés de chaque train sanitaire; les uns, pour être évacués sur les hôpitaux de Paris ou de la banlieue; les autres, pour attendre la formation d'un nouveau train qui, après être passé à la gare régulatrice du Bourget, prendra la destination des hôpitaux fixes répartis dans toutes les provinces.

Ceux que les majors désignent pour être évacués partent le plus tôt possible, en une ou deux heures au plus; c'est parmi eux que se recrutent nos chers hôtes. Depuis deux jours, on en accorde jusqu'à deux cents à la région de Paris; précédemment, l'on n'en donnait que très peu et tout le monde a entendu les plaintes des infirmières de bonne volonté qui se consumaient d'impatience en leurs hôpitaux vides.

En attendant quelques heures, parfois un jour et même deux, le train qui les conduira plus loin, les autres reçoivent sur place les soins que réclame leur état. Cent cinquante lits leur sont destinés, ou plutôt, — car ils ne se déshabilleront pas, — cent cinquante « couchages. » L'extrémité de ce grand dortoir est réservée aux contagieux; couvertures et paillasses y sont chaque jour passées à l'étuve. A l'autre bout, une petite cantine et un vague bureau avec une table et des chaises autour d'un petit poêle en fonte. Là se tiennent, aux heures de repos, les infirmières de garde. Aidées par des équipes d'infirmiers militaires, ce sont elles qui feront les pansemens sous la direction des majors. Elles ont, me disent-elles aussi, fort à se louer des boys-scouts du IXe arrondissement, toujours à leur service quand elles les appellent.

A leur tête se trouve la femme d'un industriel de la Courneuve, Mme G... Non contente de nourrir pendant la guerre les femmes et les enfans des employés de son mari, elle garde à sa charge les frais de l'ambulance. Mais son grand mérite a été de l'organiser. Tout marche aujourd'hui si bien qu'il n'y a plus d'inconvéniens à rappeler un passé dont personne, d'ailleurs, ne semble responsable. Dans les commencemens, c'était on ne peut plus simple : il n'existait rien. On regardait dans les wagons, et l'on descendait les soldats qui ne pouvaient plus attendre ou

qui étaient morts. Le 19 septembre, sans que lui-même ni personne d'autre en fût averti, le chef de gare vit débarquer la foule énorme de 3 700 blessés. Il envoya quérir Mme G... Elle accourut avec quelques femmes, apportant ce qu'elle avait de coton et de linge sous la main, de quoi en panser vingt ou trente. Le hall, à peine éclairé, était encore encombré de colis, de malles et de futailles. La courageuse femme se dit qu'il fallait que cela changeât. Son initiative, appréciée et secondée par les autorités compétentes, amena l'organisation qui, je l'espère, fonctionnera tout à l'heure sous mes yeux.

« Tout à l'heure, » je ne sais trop quand ce pourra être. Il est seulement quatre heures lorsque mon guide m'abandonne. Avec l'intention de me reposer et de prendre des notes, je monte dans le compartiment réservé à notre ambulance. Quelques-uns de nos hommes y sont installés déjà (nous avons à cette gare des voitures en permanence pour profiter de toutes les occasions). Je retrouve avec plaisir celui de mes compagnons de route qui avait bien voulu, pour me céder sa place, s'asseoir sur le marchepied. La conversation s'engage, et bientôt je m'aperçois que j'ai affaire, sous une apparence un peu dégagée, à de parfaits gentlemen. On s'entretient, naturellement, de la guerre, de ses causes, de ses conséquences; et voilà qu'interviennent des considérations sur César, sur Napoléon, sur les conflits sociaux et économiques d'aujourd'hui, où je ne suis pas peu surpris de rencontrer tantôt des vues générales, tantôt des connaissances précises, qui prouvent, les unes comme les autres, une très solide formation d'esprit. Mon compagnon, surtout, un bon géant de six pieds et demi, fait preuve, sans nulle recherche, d'une vive intelligence et d'une belle culture. Nous causons de Boston, de ses études à Harward, de mes conférences à Lowell Institute, du plaisir que j'ai eu à rencontrer son maître William James, M. Elliot, l'ancien président de l'Université; M. Lowell, qui la dirige maintenant avec tant d'éclat. Nous devenons tout à fait amis; et, au retour, sa sollicitude pour me garantir du froid ira, malgré moi, jusqu'au dépouillement. Je l'avais pris pour un *bachelor*, tant il a l'air jeune; mais il est père de famille, et dans les affaires. Ce double lien n'a pu le retenir; la guerre déclarée, il a fallu qu'il traversât l'Atlantique pour prendre sa part, n'importe comment, des grandes choses qui allaient se passer. Et ce n'en est pas la moins bonne manière que de pour-

voir au soin des blessés. Il travaille volontiers aux convois des gares; mais sa joie d'âme est bien plus grande, quand vient son tour de faire le transport entre le champ de bataille et les hôpitaux rapprochés du front. Le péril ajoute son charme à celui du service rendu. Ces jours derniers encore, vingt braves jeunes hommes comme celui-ci sont arrivés d'outre-mer pour entrer dans notre ambulance. On comprend qu'avec cela, nous puissions avoir jusqu'à quatre-vingt-trois voitures, dont quinze à Neuilly et soixante-huit sur le front (1). J'aime cette façon américaine de pratiquer la neutralité; elle prouve la sincérité de ce qu'on dit là-bas : « Nous sommes tellement neutres que peu nous importe de savoir la nation qui battra l'Allemagne. »

. . . .

2 décembre.

Un soldat m'a bien étonné en me disant que, dans la tranchée, on commençait à faire du feu : « Mais la fumée, objecté-je? — Oh! elle n'est pas très forte. On prend des précautions. Un peu de paille et de petit bois; ensuite de grosses bûches. » J'ai oublié de le lui demander; mais, évidemment, la position de cette tranchée doit être fort particulière ou assez éloignée de l'ennemi. Dans toutes les autres dont j'entends parler, on souffre du froid. On en souffre aussi, et même davantage, en dehors des tranchées. J'ai trouvé tout à l'heure pour la première fois un patient qui avait un pied gelé. « Que voulez-vous? me dit-il, il faut, quand on est de faction, passer des heures la nuit sans remuer. Impossible même de piétiner; la moindre agitation vous ferait tirer dessus. Je suis resté comme cela les pieds dans la neige. Il n'y en a qu'un de gelé, mais je souffre autant de l'autre, qui ne se réchauffe pas; on le tient dans la ouate. Pour celui qui est gelé, les doigts sont comme morts. »

Je m'étonne qu'on n'ait pas l'idée de procurer à nos soldats quelques paires de sabots, ou des galoches assez grandes pour qu'ils puissent les mettre sans quitter leurs souliers. Tout au moins en devrait-on donner à ceux qui passent ainsi la nuit immobiles dehors.

3 décembre.

Je tiens à mon idée au sujet des galoches. Je l'ai soumise

(1) Au milieu de janvier, nos voitures atteignent le chiffre de cent trois.

aujourd'hui à un de nos officiers, et même à un général qui venait voir son fils blessé. Il paraît qu'elle n'est pas si neuve que je le croyais et qu'on en a parlé plus d'une fois dans les sphères compétentes. D'en parler ne suffit peut-être pas.

Et la voilà, cet après-midi, qui reçoit une confirmation plus probante que je ne le souhaiterais. Trente soldats anglais nous arrivent de ce rude et perpétuel champ de bataille qu'est la région comprise entre Ypres et La Bassée. Quelques-uns sont des malades et nous les faisons conduire aux hôpitaux appropriés. Parmi les autres, que nous gardons tous, trois ou quatre sont blessés, mais le plus grand nombre ont les pieds gelés. Si de modestes sabots peuvent épargner à ces braves d'inutiles souffrances et nous garder plus de combattans, ne dédaignons pas les sabots.

Dans un journal de ce matin, je trouve avec émotion, à la liste des médailles militaires, ce nom et ces motifs : « Schoeny, maréchal des logis au 5e d'artillerie de campagne. A fait preuve d'un sang-froid tout à fait extraordinaire à l'attaque de nuit du 31 octobre ; horriblement blessé sur plusieurs parties du corps, a montré un courage inouï en ne faisant entendre aucune plainte et a répondu au commandant de groupe qui lui annonçait qu'il le proposerait pour la médaille militaire : « Je n'ai rien fait pour cela. » Nous avons parlé de ce héros. Le curé de sa paroisse m'écrivait, justement hier, pour me remercier des notes que j'avais transmises sur lui à sa famille et il me disait qu'il n'avait jamais connu de meilleur chrétien.

11 décembre.

Cette fois, j'ai réussi, et mes galoches vont entrer dans le domaine de l'application ; oh ! en petit d'abord ; mais qui sait si l'exemple ?... J'en parlais avant-hier à la comtesse de C... et à deux de ses amies, en leur montrant notre ambulance. Elle a été si émue qu'elle m'a déjà écrit pour me demander ce qu'elle pourrait faire contre le péril des pieds gelés. Je l'ai invitée à se mettre en rapport avec l'œuvre des vêtemens chauds pour les combattans, dont je connais beaucoup les directeurs et les directrices.

L'un de ces directeurs, justement, m'a envoyé, hier même, une visite bien intéressante, celle d'un publiciste roumain, M. D..., qui désirait voir l'ambulance. Je pouvais avoir confiance en lui. Il venait pour s'instruire, il venait voir comment l'on devra secourir chez lui les victimes de la guerre prochaine.

Ses questions l'auraient fait deviner, s'il n'en était lui-même convenu dès que nous fûmes en confiance. Je ne trahis pas de secrets en le disant dans ces notes; il est probable que l'événement, quand elles paraîtront, aura commencé de se produire. Les signes, du reste, en sont assez visibles dans le langage des hommes d'État, dans les armemens, dans les manifestations de plus en plus vibrantes du sentiment public. Aux quatre millions de Roumains qu'opprime l'insolence magyare, le premier rayon de soleil qui fondra la neige des Karpathes annoncera l'approche, si longtemps attendue, des frères libérateurs... Et en même temps, osons l'espérer, en même temps se lèveront la Grèce et l'Italie. D'Athènes et de Rome, comme de Paris, de Londres, de Bruxelles et de Pétrograd; du Parthénon et du Capitole, comme du Kremlin, de Westminster, de Sainte-Gudule et de Notre-Dame, de tous les grands sommets de l'humaine civilisation, un cri unanime s'élèvera contre la menace germaine, et, cette fois, malgré les armes effroyables qu'ils ont tirées des progrès de la science, les Barbares auront la stupeur d'apprendre que le droit est aussi une force.

13 décembre.

Mon adjudant-vicaire étant là pour me rassurer, j'ai assisté, hier soir, à une conférence illustrée sur « les Champs de bataille de la Marne. » M. Gervais Courtellemont, qui l'a donnée à la salle Gaveau, fut témoin des combats qui se livrèrent la seconde semaine de septembre, aux environs de Meaux et qui commencèrent notre délivrance. Il a pu, après la victoire, parcourir les champs de bataille et, grâce aux projections en couleur qu'il a prises lui-même, nous y emmener avec lui.

Jusqu'au document « Quatre mois de Guerre, » publié le 5 décembre dans le *Bulletin des Armées*, nous n'avions pas compris grand'chose à l'heureux ensemble de succès qui gardera le nom de victoire de la Marne; il nous suffisait de savoir qu'il avait sauvé Paris de l'investissement et retourné en notre faveur les chances de la guerre. En contact avec des blessés qui y avaient pris part, j'avais, de plus, connu maints détails que la presse n'avait pas donnés. Mais ces détails restaient sans lien et ils se présentaient sous l'angle fatalement étroit qui est celui du combattant individuel. D'un autre côté, le résumé officiel du *Bulletin* restait trop concis pour donner la sensation

de la réalité. Le conférencier d'hier a, pour une grande part, comblé ces deux lacunes.

Si, à cause de certains secrets difficiles à pénétrer ou à révéler, il n'a pu donner un récit complet ni tout à fait tenir le langage de l'histoire, du moins, sa géographie n'a-t-elle rien laissé à regretter et nous a-t-il montré les tableaux les plus véridiques du théâtre des combats ; ou plutôt, avec la puissance que revêt la photographie en couleur sous les mains d'un habile artiste, c'est ce théâtre même qu'il a fait passer sous nos yeux. Et nous avons vu en réalité les plaines où l'on s'est battu, les collines que l'on a enlevées, les tranchées d'où tirait l'ennemi, les trous des obus, les villages incendiés, les clochers abattus, les tombes surtout, les tombes innombrables où dorment nos soldats, juste à la place de leur trépas glorieux.

Sous leur tertre de fleurs pieusement entretenues et que domine la croix avec le drapeau de la France, elles ne constituent pas seulement le plus poétique et le plus émouvant des vestiges de la lutte, elles en sont aussi le plus instructif : dispersées et étroites, où elle fut moins intense ; larges et rapprochées, où elle sévit avec le plus de rage. Si vous voulez savoir jusqu'où s'avança la menace allemande, à quels endroits précis la France, d'un geste héroique, se redressa contre l'envahisseur et lui cria : « On ne passe plus ! » cherchez-les un par un, les monticules sacrés, et contemplez leur ligne dernière en ses sinuosités. Vous la verrez, à sa pointe extrême, entre Meaux et Dammartin, s'approcher à un jour et demi de la capitale. Là combattait, le 5 septembre, une division de l'armée de Paris. A 5 heures du soir, sous une grêle de balles, une compagnie lancée à l'assaut approche de la crête où les Allemands se tiennent retranchés. Le capitaine est déjà tué, avec un des deux lieutenans ; l'autre ordonne : « Couchez-vous et feu à volonté ! » Mais lui, malgré les objurgations, reste debout, défiant la mitraille. Une balle l'atteint en plein front. Tous ses hommes succombent après lui ; il n'en survit qu'un, blessé, pour servir de témoin. On a creusé leur tombe sur l'emplacement où ils moururent. A cet autel, où la patrie commença de voir son sacrifice agréé du ciel, il fallait des victimes de choix : le lieutenant qui commandait cette poignée de braves avait nom Charles Péguy : Péguy, le héraut de Jeanne d'Arc, l'un des poètes

qui ont le mieux parlé d'espérance chrétienne, et celui qui, prophétiquement, a écrit ces vers :

Heureux ceux qui sont morts pour la terre charnelle,
Mais pourvu que ce fût dans une juste guerre.
Heureux ceux qui sont morts pour quatre coins de terre,
Heureux ceux qui sont morts d'une mort solennelle.

Heureux ceux qui sont morts dans les grandes batailles,
Couchés dessus le sol à la face de Dieu...

Heureux ceux qui sont morts pour leur âtre et leur feu
Et les pauvres honneurs des maisons paternelles...

Heureux ceux qui sont morts, car ils sont retournés
Dans la première argile et la première terre.
Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre.
Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés.

23 décembre.

Musique et décorations, nos préparatifs de Noël marchent moins mal que je ne l'aurais cru. Je ne puis m'empêcher, toutefois, de les interrompre un instant pour noter une entrée trop originale : celle d'un zouave d'Alger et de son chien « Fend-l'Air, » qui s'appela un moment « Tue-Boches. » Leur histoire a été racontée dans les journaux avec addition de quelques détails peu exacts. Elle est assez jolie pour se suffire à elle-même. Je vais la donner telle que je l'ai apprise du zouave ce matin. Si elle présente des lacunes, c'est que je n'ai pas voulu le laisser parler trop. Il est encore bien faible.

C'est le 12 décembre qu'il fut blessé, à Rocquelincourt, près d'Arras, dans une tranchée, ou plus exactement dans un boyau, de première ligne. Les boyaux sont les couloirs qui relient les tranchées entre elles. Une bombe éclata près de lui, tua ses voisins et le couvrit de terre, le déplacement d'air ayant fait crouler les madriers qui soutenaient la paroi. Grièvement blessé, aux trois quarts enfoui, sans autre voisinage que celui des camarades morts, il se sentait aller au découragement, lorsque son chien, qui ne l'avait pas quitté de toute la guerre, arriva près de lui, s'empressa comme il put, se répandit en gémissemens pleins de tendresse : « Il n'est pas vrai qu'il m'ait déterré, mais il me remonta le moral. Je commençai à me dégager les bras, la tête, le reste du corps ; ce que voyant, lui-

même se mit à gratter de son mieux tout autour de moi, et ensuite à me caresser, à lécher mes plaies. J'avais le bas de la jambe droite arraché, la gauche atteinte au mollet, un éclat de bombe dans la fesse, deux doigts de coupés, le bras gauche brûlé. Je me traînai en saignant jusqu'à la tranchée, où j'attendis une heure les brancardiers. Ils me menèrent au poste de secours de Rocquelincourt où l'on enleva mon pied avec sa chaussure ; il ne tenait plus que par un nerf. De là je fus emporté sur un brancard à Anzin, puis en voiture à un autre poste de secours, où l'on me recoupa encore, puis à l'ambulance de Houvin-Hauvigneul, où je restai cinq à six jours. Un train sanitaire m'emmena ensuite à Aubervilliers, d'où je suis venu ici. Mon chien avait assisté au premier pansement. Une heure après mon départ, il s'échappa et vint me retrouver à Anzin. On me le laissa à l'ambulance et dans le train sanitaire. »

A la gare d'Aubervilliers, il fallut se séparer. Voyant combien était grave l'état du pauvre zouave, le major ordonna de l'évacuer chez nous : « Mon chien avec moi? » demanda le blessé, et il conta leur histoire. Tout attendri qu'il fût, le major ne pouvait prendre sur lui d'envoyer un chien à l'hôpital militaire. « Mais que va-t-il devenir? Et où le retrouver plus tard? » La directrice de la cantine promit de le garder et d'en prendre soin. « Merci, madame. Seulement, tenez-le bien, sans quoi il se crèverait plutôt que de ne pas suivre l'auto de l'ambulance. » Ce ne fut pas sans peine, en effet, qu'après les adieux des deux amis, on put garder celui qui restait. Plus d'une infirmière en versa des larmes.

Un témoin raconte : « Solidement attaché dans le fourgon de la cantine, comblé de friandises auxquelles il ne touchait point, et d'attentions qui le laissaient insensible, il resta là deux jours. Ayant oublié de demander son nom, on l'appelait ingénieusement Tue-Boches... « Mon petit Tue-Boches! Gentil Tue-Boches, mange ta soupe. Ton maître va bien! Tu vas le revoir! Voilà du sucre... » Mais Tue-Boches restait muet, refusant tout, triste à mourir... Toute la cantine en était angoissée! On n'y put tenir : « Viens, Tue-Boches, dit la directrice; nous allons essayer de te rendre à ton ami. » Et on alla à l'Ambulance américaine et on raconta le sauvetage du zouave; et le chien, dûment bichonné et passé à l'antisepsie la plus raffinée, fut admis à l'hôpital où il retrouva son maître et son appétit. Il a

retrouvé aussi son vrai nom, qui est Fend-l'Air. Admiré de tous, resplendissant et heureux, Fend-l'Air ne quitte pas plus d'une minute par jour le chevet de son rescapé. Tous les deux vont à merveille. Dans quelque temps, ils rejoindront le front pour être ensemble, avec le même cœur qu'auparavant, de vaillans Tue-Boches. »

Ces derniers traits, pour être tout à fait exacts, demandent quelques petites retouches. Il est bien vrai que Fend-l'Air est admiré de tous et soigné comme le chien d'un roi, mais non pas qu'il soit complètement heureux ni qu'il passe tout son temps auprès de son maître. Il n'est pas vrai, non plus, que celui-ci soit déjà guéri, ni qu'avec un pied amputé il soit question pour lui de repartir au front. Fend-l'Air a bien le sentiment de tout cela; et, dans la courte visite qu'il est admis à faire chaque matin, il sait parfaitement, après un tendre et discret bonjour, se tenir très sage en bas du lit, les yeux fixés sur son malade.

27 décembre.

Notre fête de Noël s'est, à tous points de vue, passée admirablement, et j'aurais voulu en noter plus tôt l'impression. Mais, le soir de la fête, je tombais de sommeil; et hier nous avons reçu quinze blessés grièvement atteints.

Compatir aux souffrances de ces nouveaux venus n'a pas exigé de nous, même en ce lendemain de fête, un grand retournement. Il n'avait été que trop facile de garder à nos réjouissances un ton grave et mélancolique. Elles auront eu leur charme, pourtant; et je crois que dans plus d'une âme elles laisseront de beaux souvenirs. Lorsque plus tard, au bord des lacs d'Écosse ou d'Irlande, sur la lande bretonne, aux montagnes d'Auvergne, dans les déserts d'Afrique, nos hôtes penseront à la guerre géante où ils faillirent être tués, une douce apparition traversera, dans leur mémoire, cette phase terrible de leur existence, et ce sera, — comme en un rêve de lumière, d'harmonie et de fleurs, — la Noël célébrée à l'ambulance américaine.

Les préparatifs déja offrirent leur intérêt. Tandis que les *nurses* suspendaient au plafond de belles touffes de gui ou attachaient aux espagnolettes de gros bouquets de houx liés d'un ruban rouge, nos soldats les moins invalides se plaisaient à leur tendre la verdure ou à tenir l'échelle, et les plus malades

suivaient de leur lit les opérations; tous regardaient les tables se couvrir de fleurs et de jolis bibelots, les lampes électriques se draper de soieries multicolores. Chaque fenêtre même, dans chaque corridor, recevait sa part de branches vertes, et l'on ne saura jamais la longueur totale de nos corridors ni le nombre exact de nos fenêtres. Partout se dressaient les drapeaux des nations alliées et celui des États-Unis; il s'en clouait de grands au-dessus des portes et le long des murs; il s'en piquait de petits jusque dans les boîtes de remèdes et dans le bouchon des litres d'eau stérilisée.

Un dernier effort après le pansement du matin, et tout était en ordre, le 24 décembre à l'heure du déjeuner. Ce ne fut pourtant qu'à trois heures de l'après-midi que commença, dans la grande lingerie, la cérémonie de l'arbre de Noël. Un sapin resplendissant de petites lumières occupait, comme de juste, le centre de la pièce, et à côté se tenait un majestueux père Noël à barbe chenue dans son costume traditionnel de pourpre et d'hermine. Tous nos blessés capables de marcher, la moitié peut-être, passèrent devant lui et reçurent à leur tour un présent de ses mains. La plupart d'entre nous assistaient à ce défilé; et d'abord il nous plut, il nous égaya même, par le contentement que donnaient les cadeaux, mais peu à peu nous nous sentîmes envahis d'autres sentimens, à voir cette longue théorie de mutilés, et je demeurais presque seul, ayant voulu serrer toutes les mains, quand le deux-centième passa à son tour en sautillant sur ses béquilles.

Ceux qui restaient dans leurs lits offraient réellement, quoique plus malades, un spectacle moins triste, n'étalant pas leur infirmité. Le père Noël se garda de les oublier : il passa dans chaque salle, il s'arrêta auprès de chaque lit, accompagné d'un chœur d'infirmières qui ne cessaient de chanter de beaux hymnes, cantiques français, *Christmas carrols* de l'Angleterre et de l'Amérique. J'aimais surtout le *Come, ye faithful*, adapté mot à mot et note pour note, comme s'y prête bien l'anglais, à notre magnifique prose d'*Adeste Fideles*. Vers les quatre heures, un concert fut donné, partie dans une grande salle, partie dans l'angle de deux corridors, afin d'arriver au plus de monde possible. Une cantatrice de talent y fit entendre un morceau touchant de *la Vivandière*, un autre de *Carmen*, et *la Marseillaise*.

Puis tout rentra dans le silence et l'ordre. A six heures,

comme à l'ordinaire, les dîners s'achevaient et bientôt les lumières s'estompaient en veilleuses. Ce n'était pas le jour de se fatiguer, si l'on voulait venir à la messe de minuit.

Si on voulait y venir? Je ne crois pas, en vérité, qu'un seul y ait manqué, de ceux qui en obtinrent la permission, et elle ne fut refusée qu'aux malades pour qui c'eût été réelle imprudence. Avec eux y assista, presque au complet, le personnel de tous les services, depuis l'officier du jour, exprès revenu de Paris, jusqu'aux femmes de ménage, pourtant obligées de travailler le matin dès six heures. Il n'y avait, parmi les infirmiers et les infirmières, d'autres absences que celles qu'imposait le soin des alités. Dans la chapelle, dans les galeries, il ne restait pas une seule place vide. Je ne dis point que tous étaient venus dans une même pensée de religion; beaucoup n'appartenaient pas au catholicisme, et quelques-uns peut-être n'avaient pas la foi. Mais tous observèrent un recueillement parfait, et, s'il faut en croire ce qui fut répété de tous côtés le lendemain, personne n'en sortit sans un sentiment de profonde émotion.

La chapelle était tout ornée de guirlandes et de branchages. De sobres luminaires éclairaient, sur l'autel, un fond de plantes grasses qu'animaient aussi quelques lilas blancs et des boules de neige. Un palmier magnifique encadrait de ses rameaux le tabernacle et le crucifix même. Plus haut encore, sur le mur du fond, un faisceau de drapeaux, les alliés et l'américain, mettait sous la protection céleste notre œuvre d'ambulance.

Mais la vraie parure de notre chapelle, c'était la présence des nombreux blessés. Le pittoresque varié des costumes et la différence des races n'étaient pas, chez eux, ce qui frappait le plus, mais leurs blessures mêmes, que racontaient, en trop clair langage, les bandeaux qui ceignaient leur tête ou couvraient leurs mains, les écharpes qui soutenaient leurs bras, les béquilles où ils s'appuyaient, les fauteuils mêmes dans lesquels quelques-uns s'étaient fait amener. C'était, autour du Christ, réellement présent sur l'autel, une scène comme en admira la Galilée d'il y a dix-neuf siècles. Et, au moment de la Communion, quand, par mes mains tremblantes, il s'avança vers nombre d'entre eux, la voix mélodieuse ne se trompait pas, qui, au fond de la chapelle, chantait divinement :

Le ciel a visité la terre...

Tous nos soli, tous nos chœurs, tout l'accompagnement, vinrent de l'ambulance même. A nos infirmiers à nos infirmières, qui avaient soigné les souffrances du corps, il appartenait aussi d'émouvoir les âmes et d'en exprimer les hauts sentimens. Tant à la messe de minuit qu'à celle du matin et au salut de l'après-midi, eux et elles seuls chantèrent. Il n'y eut d'exception que pour la femme d'un de nos blessés les plus grièvement atteints. Elle représentait toutes celles qui de loin, en ce jour habituel de joie, veillaient par la pensée au chevet de ceux qu'elles aiment et qu'elles souffrent de ne pouvoir soigner, de ne pas même revoir.

Mais des grands souvenirs de notre Noël, celui qui me restera comme le plus grand de tous, c'est d'avoir, le matin, porté la joie et les forces de la Communion, sur leur lit de souffrance, à environ quarante blessés, dont plusieurs, sans le savoir, en danger de mort. Dieu ne se fût-il jamais servi de moi pour rien d'autre, je le remercierais de m'avoir créé et de m'avoir fait prêtre.

28 décembre.

Un de ceux qui ont reçu la sainte Communion dans leur lit, l'Irlandais N..., qui souffre ici le martyre depuis trois mois et dont la blessure ne laisse pas d'espoir, témoignait un peu de joie, ce matin, en me montrant les jolis cadeaux que lui a envoyés la Reine comme, du reste, à chacun des blessés anglais. Les soldats du front en ont reçu d'un peu différens.

Notre malade me fait prendre sur son étagère une boîte de métal dorée dont le couvercle porte au milieu le portrait de la Reine entouré d'inscriptions : au-dessus, *Imperium britannicum;* au-dessous, *Christmas 1914;* à gauche, *France;* à droite, *Russie;* aux quatre angles, *Belgique, Serbie, Monténégro, Japon.* J'ouvre la jolie boîte et j'y trouve une pipe, un paquet de cigarettes, un paquet de tabac. A côté de ces présens substantiels, une charmante petite carte apporte « les meilleurs vœux de la princesse Marie et des amis du pays pour un heureux Noël et une nouvelle année qui soit victorieuse. » Une autre carte présente les deux portraits des souverains avec ces lignes au verso, en fac-similé de l'écriture du Roi : « Nos meilleurs vœux pour Noël 1914. Puissiez-vous être bientôt rendu à la santé ! — George. »

Tous ces gracieux détails donnent à l'envoi royal un caractère personnel et intime qui n'est sûrement pas ce dont les pauvres blessés sont le moins touchés. En France, non plus, ni les blessés, ni les combattans n'ont été oubliés. Du peuple entier, des enfans eux-mêmes, leur sont arrivés d'innombrables témoignages d'affection et de reconnaissance. Et les autres pays auront, sans doute, fait de même. Il n'y a peut-être jamais eu, dans l'histoire, de Noël aussi douloureux que celui de 1914; il n'y en a peut-être jamais eu d'aussi beau. Uue fois de plus l'étoile de Bethléem aura jeté son doux éclat parmi la nuit sombre, et du Dieu fait Homme on aura pu dire que sa lumière luit dans les ténèbres.

29 décembre.

On a conduit au cimetière trois de nos pauvres soldats; et il y en a trois sur le point de mourir. Nous étions moins éprouvés depuis quelques semaines. A l'année 1914 près de nous quitter il fallait un cortège digne d'elle, un cortège de mourans et de morts. Elle aura même eu le temps qui lui convenait, d'ouragan et de pluie glacée; il n'y manque que le sang. Mais non, le sang n'y manque pas! Il se mêle à la boue dans les plaines de Flandre et de Pologne, à la neige sur les pentes des Vosges, des Karpathes et des monts Caucase; on en voit les traces rouges dans les champs, sur la place des villages en ruine, dans les rues des villes bombardées, dans l'eau des fleuves qu'on se dispute, sur les épaves que rejette la mer. O l'effroyable année!

Mais, quand même, l'année admirable, et « l'année sublime (1)! » l'année des dévouemens, des réconciliations et des héroïsmes. Dieu connaît le bien qui est sorti de tant de souffrances, le bien plus grand qui en sortira; c'est pour cela qu'il les a permises et qu'il n'a pas arrêté dans leur déchaînement les volontés criminelles, mais libres, qui en sont responsables. Nous aussi, un jour, nous le connaîtrons, ce bien si chèrement payé. Nous n'en jouirons pas seulement, comme déjà nos morts bien-aimés, dans le monde invisible où chaque personne récolte en fruits de joie ou de peine ce qu'elle a semé de mérites ou de fautes; nous en jouirons dès ce monde même,

(1) Suivant le mot, qui restera, de M. Étienne Lamy dans son discours à la séance publique annuelle de l'Académie française.

où la justice divine, que les incrédules adorent comme nous sous un autre nom, finit toujours par distribuer aux peuples, suivant leur conduite, la prospérité ou la déchéance, la gloire ou le déshonneur.

Puisse l'année qui commencera demain produire au jour sans trop de retard les dons précieux que nous en espérons! Puisse-t-elle bientôt nous apporter la paix, non une paix lourde et menaçante, comme celle qui depuis longtemps recélait en elle-même cette guerre, mais une paix sincère et durable, garantie fortement par l'entente des meilleures nations et des plus nombreuses, une paix où l'humanité, guérie de ses erreurs par une dure expérience, n'ait plus d'autre souci que de remédier aux maux soufferts et de respecter les droits de chacun!

Et quelle joie de penser qu'en cet avenir prochain et réparateur, notre patrie sera l'une des plus favorisées! Avec ses limites du passé, elle en retrouvera l'honneur et l'indépendance. Non seulement ses ennemis ne pourront plus lui nuire, mais, habitués qu'ils sont au culte des forts, ils la respecteront à cause de sa victoire. Ses amis la traiteront, comme ils font déjà, en reine de grâce et de vaillance. Les fils qui lui seront rendus, après un demi-siècle de captivité, lui feront, à sa frontière nouvelle, un rempart de tendresse et de dévouement. Et quant à ceux qui ne l'ont pas quittée, mais qui l'affligèrent trop souvent de leurs divisions, ils se seront reconnus, à l'heure du danger, pour membres de la même famille; après avoir versé leur sang pour le même héritage, pour le même idéal, ils ne voudront point, en se déchirant de nouveau, compromettre le fruit de tant de sacrifices, déconcerter leurs alliés fidèles, éveiller chez l'ennemi vaincu des espoirs de revanche.

FÉLIX KLEIN,

Aumônier de l'Ambulance américaine.

QUELQUES RÉFLEXIONS

SUR LA

SCIENCE ALLEMANDE

I

Jadis, nous avons tenté de décrire le cachet qui, aux théories physiques des Anglais, imprime un caractère si particulier et si saillant; nous voulons aujourd'hui nous efforcer, d'une manière semblable, à découvrir les marques propres aux doctrines de Mathématique ou de Physique fabriquées en Allemagne.

Un tel essai se doit bien garder de prétendre à des conclusions rigoureuses. Prise en son essence, considérée sous sa forme parfaite, la Science doit être absolument impersonnelle; puisque aucune découverte n'y porterait la signature de son auteur, rien non plus ne permettrait de dire en quel pays cette découverte a vu le jour.

Mais cette forme parfaite de la Science ne saurait être obtenue, sinon par un très exact départ des méthodes diverses qui concourent à la découverte de la vérité; des multiples facultés que la raison humaine met en œuvre lorsqu'elle veut savoir plus et savoir mieux, chacune devrait jouer son rôle, sans en rien omettre, sans l'excéder d'aucune façon.

Ce parfait équilibre entre les multiples organes de la raison ne se rencontre en aucun homme. En chacun de nous, telle faculté est plus puissante et telle autre plus faible; à la conquête de la vérité, celle-ci ne contribuera pas autant qu'il le faudrait

et celle-là prendra plus que sa part; la science produite par ce travail mal partagé ne présentera pas les harmonieuses proportions de son idéal exemplaire; au défaut de développement de certaines parties correspondra la croissance excessive de certaines autres; c'est à ces difformités seules qu'on pourra reconnaître la tournure d'esprit de l'auteur.

Ce sont elles aussi qui, fréquemment, permettront de nommer le peuple qui a produit telle doctrine.

Du type idéal du corps humain, le corps de chacun des hommes s'écarte par les proportions exagérées de tel organe, par l'amoindrissement de tel autre; ces sortes de monstruosités atténuées qui nous distinguent les uns des autres sont aussi celles qui caractérisent physiquement les diverses nations; tel excès ou tel arrêt de développement est particulièrement fréquent chez tel ou tel peuple.

Ce qu'on dit du corps se peut répéter de l'esprit; dire qu'un peuple a son esprit particulier, c'est dire que très fréquemment, dans la raison de ceux qui forment ce peuple, telle faculté est développée plus qu'il ne conviendrait, que telle autre faculté n'a point toute son ampleur et toute sa force.

De là se tirent aussitôt deux conclusions.

En premier lieu, les jugemens qui portent sur la forme intellectuelle d'un peuple pourront être fréquemment vérifiés; ils ne seront jamais universels. Tous les Anglais n'ont pas le type anglais; à plus forte raison, les théories conçues par des Anglais ne présenteront pas toutes les caractères de la science anglaise; il s'en rencontrera qu'on pourrait aussi bien prendre pour œuvres françaises ou allemandes; en revanche, il se trouvera en France des intelligences qui pensent à la mode anglaise.

En second lieu, si le caractère national d'un auteur se perçoit dans les doctrines qu'il a créées ou développées, c'est que ce caractère a modelé ce par quoi ces doctrines s'écartent de leur type parfait; c'est par ses défauts, et par ses défauts seuls, que la Science, s'éloignant de son idéal, devient la science de tel ou tel peuple. On peut donc s'attendre à ce que les marques du génie propre à chaque nation soient particulièrement saillantes dans les œuvres de second ordre, produites par des penseurs médiocres; bien souvent, les grands maîtres possèdent une raison où toutes les facultés sont si harmonieusement proportionnées que leurs doctrines très parfaites sont exemptes de

tout caractère individuel comme de tout caractère national; on ne trouve aucune trace de l'esprit anglais dans l'œuvre de Newton, aucune de l'esprit allemand dans l'œuvre de Gauss ou dans celle de Helmholtz; en de telles œuvres, on ne devine plus le génie de tel ou tel peuple, mais seulement le génie de l'humanité.

II

« Les principes se sentent, les propositions se concluent, » a dit Pascal, qu'il faut toujours citer lorsqu'on prétend parler de la méthode scientifique. En toute science qui a revêtu la forme qu'on nomme rationnelle, la forme que, mieux encore, on appellerait mathématique, il faut, en effet, distinguer deux tactiques, celle qui conquiert les principes, celle qui parvient aux conclusions.

La méthode qui, des principes, aboutit aux conclusions, c'est la méthode déductive suivie avec la plus rigoureuse exactitude.

La méthode qui conduit à formuler les principes est beaucoup plus complexe et difficile à définir.

S'agit-il d'une science purement mathématique? L'expérience commune est la matière d'où l'induction tire les axiomes; de ces propositions universelles, la déduction fera sortir toutes les vérités qu'elles renferment. Or le choix des axiomes est une opération d'extrême délicatesse. Il faut qu'ils suffisent à justifier toutes les propositions de la science qu'on en veut extraire; il ne faut pas que la chaîne des raisonnemens voie, tout à coup, sa continuité brisée et sa rigueur compromise parce qu'un principe nécessaire à son progrès serait demeuré inclus dans les données de l'expérience et n'aurait pas encore été formulé d'une manière explicite. Il faut également que les principes ne soient pas surabondans, qu'on ne donne pas pour axiome un simple corollaire d'autres axiomes. Qu'on suive, des *Élémens* d'Euclide aux œuvres de M. Hilbert, l'histoire des axiomes de la Géométrie; on verra combien le choix des principes d'une science mathématique est besogne minutieuse et compliquée.

Plus complexe encore est le choix des hypothèses sur lesquelles reposera tout l'édifice d'une doctrine appartenant à la science expérimentale, d'une théorie de Mécanique ou de Physique.

Ici, la matière qui doit fournir les principes, ce n'est plus l'expérience commune, celle que tout homme pratique spontanément dès qu'il est sorti de l'enfance ; c'est l'expérience scientifique. Aux sciences mathématiques, l'expérience commune fournit des données autonomes, rigoureuses, définitives. Les données de l'expérience scientifique ne sont qu'approchées; le perfectionnement continuel des instrumens les retouche et modifie sans cesse, tandis que le hasard heureux des découvertes, chaque jour, de quelque fait nouveau en vient grossir le trésor ; enfin, bien loin d'être autonomes, d'être intelligibles immédiatement et par elles-mêmes, les propositions qui formulent le résultat d'une expérience de Physique ou de Chimie ne prennent de sens que si les théories admises en fournissent la traduction.

De cet inextricable lacis où s'enchevêtrent les données d'une sensation secondée par des instrumens de plus en plus compliqués avec les interprétations fournies par des théories variables et sujettes à caution, parfois par la théorie même qu'il se propose de modifier, le physicien doit extraire ses principes; il doit, à l'inspection de ce mélange confus, deviner les propositions générales dont la déduction fera sortir des conclusions conformes aux faits.

Pour accomplir une telle œuvre, il ne trouverait dans la méthode déductive qu'une auxiliaire trop rigide et trop peu pénétrante ; il lui faut un moyen plus souple et plus délié ; plus encore que le mathématicien, le physicien, pour choisir ses axiomes, aura besoin d'une faculté distincte de l'esprit géométrique; il lui faudra faire appel à l'esprit de finesse.

III

L'esprit de finesse et l'esprit géométrique ne marchent pas à la même allure.

Le progrès de l'esprit géométrique obéit à des règles inflexibles qui lui sont imposées par ailleurs. Chacune des propositions qu'il déroule les unes à la suite des autres a sa place marquée d'avance par une loi nécessaire. Se soustraire, si peu que ce soit, à cette loi, passer d'un jugement à un autre en sautant quelque intermédiaire requis par la méthode déductive, c'est, pour cet esprit, perdre sa force, qui est toute faite de

rigueur. Le mot : enchaînement vient aux lèvres aussitôt qu'on veut définir l'ordre dans lequel se succèdent ses syllogismes; à ses raisonnemens, en effet, la chaîne qui les relie ne laisse aucune liberté.

Si l'esprit géométrique doit à la rigueur de sa démarche toute la force de ses déductions, la pénétration de l'esprit de finesse tient tout entière à la souplesse prime-sautière avec laquelle il se meut. Aucun précepte immuable ne détermine le chemin que suivront ses libres tentatives. Tantôt on le voit, d'un bond audacieux, franchir l'abîme qui sépare deux propositions. Tantôt il se glisse et s'insinue entre les objections multiples qui défendent l'abord d'une vérité. Non qu'il procède sans ordre; mais l'ordre qu'il suit, il se le prescrit à lui-même; il le modifie sans cesse au gré des circonstances et des occasions, en sorte qu'aucune définition précise n'en saurait fixer les sinuosités et les sauts imprévus.

La démarche de l'esprit géométrique évoque l'idée d'une armée qui défile pour une revue; les régimens divers sont alignés avec une impeccable régularité; chaque homme tient exactement le rang que lui attribue une consigne sévère; il s'y sent maintenu par une discipline de fer.

Le progrès de l'esprit de finesse rappelle plutôt celui de tirailleurs lancés à l'assaut d'une position difficile; tantôt il a la soudaineté d'un bond, tantôt il se glisse en rampant parmi les obstacles qui hérissent la pente; là aussi, chaque soldat obéit à un ordre; mais de cet ordre, rien n'est explicitement formulé, si ce n'est le but à conquérir; la libre interprétation qu'en donne chacun des assaillans doit, de la façon qui lui paraît la plus favorable, faire tendre les mouvemens divers à la fin prescrite.

Cette comparaison entre l'allure de l'esprit de finesse et l'allure de l'esprit géométrique ne nous laisse-t-elle pas déjà deviner le caractère propre de la science allemande, celui qui la distinguera, en particulier, de la science française? La science sera sans doute, chez le plus grand nombre des Français qui la cultivent, marquée par un usage excessif de l'esprit de finesse; non content du rôle qui lui est dévolu, impatient des pesantes lenteurs de l'esprit géométrique, l'esprit de finesse empiétera, parfois, sur les attributions de ce dernier. Sans doute aussi devons-nous nous attendre à voir la science allemande man-

quer souvent d'esprit de finesse, et concéder à l'esprit géométrique ce qui n'est point, pour lui, possession légitime.

Jetons les yeux sur quelques-unes des œuvres qui ont fait le renom de la science allemande, et voyons si la prédominance de l'esprit géométrique sur l'esprit de finesse ne s'y laisse point aisément reconnaître.

IV

L'esprit géométrique pourrait mieux encore s'appeler esprit algébrique. Il n'est pas de science, en effet, où la méthode déductive ait plus de part que cette vaste généralisation de l'Arithmétique à laquelle on a donné le nom d'Algèbre ou d'Analyse. Les axiomes sur lesquels elle repose consistent en un très petit nombre de propositions fort simples touchant les nombres entiers et leur addition. L'esprit de finesse n'a point eu grand effort à faire pour les dégager de l'expérience la plus vulgaire. De ces axiomes, c'est par la suite de syllogismes la plus rigoureuse qui se puisse concevoir que se tirent les innombrables vérités dont est faite la science algébrique.

La faculté de suivre sans défaillance, au cours de raisonnemens longs et compliqués, les règles les plus minutieuses de la Logique n'est pas, cependant, la seule qui entre en jeu pour construire l'Algèbre; une autre faculté prend, à cette œuvre, une part essentielle; c'est celle par laquelle le mathématicien, mis en présence d'une expression algébrique très complexe, aperçoit aisément les diverses transformations, permises par les règles du calcul, qu'il lui peut faire subir et, par là, parvient aux formules qu'il voulait découvrir; cette faculté, très analogue à celle du joueur d'échecs qui prépare un coup savant, n'est point puissance de raisonner, mais aptitude à combiner.

Parmi les mathématiciens allemands, il en est, sans doute, qui ont possédé à un haut degré cette aptitude à combiner les opérations du calcul algébrique; mais ce n'est pas par là que les analystes d'outre-Rhin ont excellé; on trouverait plus aisément en France, et surtout en Angleterre, les grands maîtres de cet art; tels un Hermite, un Cayley, un Sylvester. C'est par sa puissance à déduire avec la plus extrême rigueur, à suivre, sans la moindre défaillance, les chaînes de raisonnemens les plus longues et les plus compliquées, que l'Algèbre allemande a

marqué sa supériorité; c'est par cette puissance qu'un Weierstrass, un Kronecker, un Georg Cantor ont montré la force de leur esprit géométrique.

Par cette absolue soumission de leur esprit géométrique aux règles de la Logique déductive, les mathématiciens allemands ont fort utilement contribué à la perfection de l'Analyse. Trop volontiers, les algébristes qui, avant eux, avaient brillé chez d'autres peuples s'étaient, plus que de juste, fiés aux intuitions de l'esprit de finesse; aussi leur était-il souvent arrivé de formuler comme démontrées des vérités qui n'étaient que devinées; parfois même des propositions avaient été, à la hâte, données comme exactes, alors qu'elles ne l'étaient pas; la Science germanique a grandement contribué à débarrasser le champ de l'Algèbre de tout paralogisme.

N'en citons qu'un exemple entre mille. Par une intuition trop prompte et trop sommaire, l'esprit de finesse avait cru reconnaître que toute fonction continue admet une dérivée; pressant plus que de juste l'esprit géométrique, il avait fait accepter à celui-ci d'apparentes démonstrations de cette proposition; en formant des fonctions continues qui n'ont jamais de dérivées, Weierstrass a montré combien, au cours d'une déduction algébrique, pouvait être dangereux l'abandon momentané de la rigueur.

L'extrême rigueur de l'esprit géométrique a donc, pour les progrès de l'Algèbre, de très grands avantages; elle présente aussi de très graves inconvéniens. Soucieuse à l'excès d'éviter ou de résoudre des objections qui ne sont que vétilles, elle embarrasse la Science de discussions oiseuses et fastidieuses. Elle étouffe l'esprit d'invention; en effet, avant de forger la chaîne, aux maillons éprouvés, qui doit, aux principes, rattacher une vérité nouvelle, il faut bien, tout d'abord, avoir aperçu cette vérité; cette intuition qui, en toute découverte mathématique, précède la démonstration, elle est apanage de l'esprit de finesse; l'esprit géométrique ne la connaît point et, au nom de la rigueur, il lui dénie volontiers le droit de s'exercer. Inquiets des dangers que fait courir, à la puissance d'inventer, l'usage trop exclusif de l'esprit géométrique, certains géomètres, tel M. Félix Klein, se sont rencontrés, même en Allemagne, pour revendiquer, dans le domaine de la méthode algébrique, la place des intuitions propres à l'esprit de finesse.

V

L'Algèbre assujettit la raison à cette discipline de fer que sont les lois du syllogisme et les règles du calcul; nulle science n'est donc mieux adaptée à l'esprit allemand, fier de sa rigueur géométrique, mais dépourvu de finesse. Aussi l'Allemand s'est-il efforcé de donner à toute science une forme qui, le plus possible, rappelât celle de l'Algèbre. Par exemple, entre ses mains, la Géométrie s'est trouvée réduite à n'être qu'une branche de l'Analyse.

Déjà, par l'invention de la Géométrie analytique, Descartes avait ramené l'étude des figures tracées dans l'espace à la discussion des équations algébriques. A chaque point de l'espace, il nous avait appris à faire correspondre trois nombres, les *coordonnées* de ce point; pour que le point se trouve sur une certaine surface, il faut et il suffit que ses trois coordonnées vérifient une certaine équation; tout renseignement sur les propriétés algébriques de l'équation est, tout aussitôt, un renseignement sur les propriétés géométriques de la surface, et inversement; celui donc qui est plus apte à combiner les formules qu'à considérer les assemblages de lignes et de surfaces, va se trouver grand géomètre par cela seul qu'il est algébriste habile.

Toutefois, même après l'œuvre de Descartes, la réduction de la Géométrie à l'Algèbre n'était pas absolue. Pour attribuer trois coordonnées à un point de l'espace, il fallait encore faire appel à quelques propositions géométriques, aux théorèmes les plus élémentaires sur les droites et sur les plans parallèles; si simples que fussent ces propositions, elles impliquaient adhésion à tous les axiomes dont Euclide, au début des *Élémens*, réclame l'acceptation; or pour certains, dont l'esprit géométrique souffre du moindre défaut de rigueur, cette adhésion aux axiomes d'Euclide est sujet de scandale.

Les axiomes qu'une science de raisonnement demande qu'on lui concède ne doivent pas seulement s'accorder entre eux sans l'ombre d'une contradiction; ils doivent encore être aussi peu nombreux que possible; partant, ils doivent être indépendans les uns des autres; si l'un d'entre eux, en effet, se pouvait démontrer à l'aide des autres, il devrait être rayé du nombre des axiomes et rejeté parmi les théorèmes.

Or, les axiomes d'Euclide sont-ils vraiment indépendans les uns des autres? C'est une question qui a, de bonne heure, inquiété les géomètres. Parmi ces axiomes, il en est un, celui sur lequel repose la théorie des droites parallèles, où beaucoup ont cru reconnaître un simple corollaire des autres demandes formulées par le géomètre grec; aussi a-t-on vu foisonner les tentatives de démonstration du postulatum d'Euclide; mais toujours, en chacune de ces tentatives, une critique un peu perspicace a découvert un cercle vicieux.

Plus ingénieusement, la question fut prise d'un autre biais par Gauss, par Bolyai, par Lobatchewski. Ces mathématiciens s'attachèrent à dérouler la suite des propositions qu'on peut établir en admettant tous les axiomes formulés par Euclide, sauf le postulat de la théorie des parallèles; si, pensaient-ils, il est permis de poursuivre à l'infini la série des conséquences de ces axiomes-là, sans supposer la vérité du litigieux postulat et sans jamais, cependant, achopper à une contradiction, c'est donc que l'adoption de ces principes ne requiert pas, d'une manière nécessaire, la vérité de celui qui porte la théorie des parallèles. Henri Poincaré a montré tout le bien fondé de cette pensée conçue par Gauss, par Bolyai et par Lobatchewski; il a fait voir que si la Géométrie non-euclidienne construite par ces mathématiciens pouvait jamais aboutir à deux propositions contradictoires entre elles, c'est que la Géométrie euclidienne, elle aussi, fournirait deux théorèmes incompatibles.

Reconnaître si tous les axiomes d'Euclide sont vraiment indépendans les uns des autres, c'est une question qui ressortissait à l'esprit géométrique; et avec Gauss, Bolyai, Lobatchewski, avec leurs successeurs, l'esprit géométrique l'a pleinement résolue. Mais décider si le postulatum d'Euclide est véritable, c'est une question à laquelle l'esprit géométrique, abandonné à lui-même, ne saurait donner de réponse; il lui faut, ici, le secours de l'esprit de finesse.

La vérité de la Géométrie ne consiste pas simplement dans l'indépendance absolue des axiomes les uns à l'égard des autres, dans la rigueur impeccable avec laquelle les théorèmes se déduisent des axiomes; elle consiste aussi et surtout dans l'accord entre les propositions qui forment cette chaîne logique et les connaissances données à notre raison, touchant l'espace et les figures qu'on y peut tracer, par cette longue expérience

qu'on appelle le sens commun; il appartient à l'esprit géométrique de vérifier l'exactitude de la déduction par laquelle toutes ces propositions se tirent les unes des autres; mais il n'a aucun moyen de reconnaître si elles sont ou non conformes à ce que nous savons, avant toute Géométrie, sur les figures planes ou solides; cette dernière besogne, c'est à l'esprit de finesse qu'elle est à tâche.

Or une des premières vérités, antérieures à toute Géométrie, que nous puissions formuler au sujet de l'espace, c'est que celui-ci a trois dimensions. Quand l'esprit de finesse analyse cette proposition pour saisir ce qu'entend exactement celui qui la formule, découvre-t-il qu'elle ait ce sens : A chaque point de l'espace correspondent trois nombres qui sont ses coordonnées? Point du tout. Ce qu'il trouve, c'est qu'en attribuant trois dimensions à l'espace, l'homme qui n'est pas mathématicien prétend dire ceci : Tout corps a longueur, largeur et hauteur. Et s'il presse cette affirmation, l'esprit de finesse reconnaît qu'elle équivaut à cette autre : Tout corps peut être exactement contenu dans une boîte, de grandeur bien déterminée, dont la figure est celle que le géomètre nommera parallélipipède rectangle. L'esprit de géométrie vient alors pour démontrer que les propositions relatives au parallélipipède rectangle, jugées véritables par l'esprit de finesse, impliquent le célèbre postulatum d'Euclide.

En fouillant dans le trésor de vérités relatives aux grandeurs et aux figures qu'amassa l'expérience la plus vulgaire, l'esprit de finesse rencontre encore ces propositions : On peut, par le dessin, représenter une figure plane, par la sculpture une figure solide, et l'image peut ressembler parfaitement au modèle, bien qu'elle ait une autre grandeur que lui. C'est une vérité dont ne doutaient aucunement, aux temps paléolithiques, les chasseurs de rennes des bords de la Vézère. Or que des figures puissent être semblables sans être égales, cela suppose, l'esprit géométrique le démontre, l'exactitude du postulatum d'Euclide.

Reconnaître ainsi la très large part qui revient à l'esprit de finesse dans le contrôle des axiomes de la Géométrie, cela ne saurait être du goût de la science allemande; celle-ci fera bon marché de l'accord entre les propositions de la Géométrie et les connaissances tirées du sens commun, puisque cet accord ne

saurait être constaté par l'esprit géométrique; la vérité de la Géométrie, elle la fera consister exclusivement dans la rigueur du raisonnement déductif par lequel les théorèmes dérivent des axiomes; et, pour ne pas être exposée à compromettre cette rigueur en empruntant quelque renseignement à l'expérience sensible, elle réduira la Géométrie à n'être absolument qu'un problème d'Algèbre.

Pour elle, un point, ce sera, *par définition*, l'ensemble de trois nombres; qu'en un tel ensemble, les valeurs des trois nombres varient d'une manière continue, et l'on dira que le point engendre un espace; la distance de deux points, ce sera, *par définition*, une certaine expression algébrique où figurent les trois nombres d'un premier ensemble et les trois nombres d'un second ensemble; sans doute, cette expression algébrique ne sera pas prise absolument au hasard; on la choisira de telle manière que quelques-unes de ses propriétés algébriques s'expriment par des phrases analogues à celles qui énoncent certaines propriétés géométriques attribuées par le sens commun à la distance de deux points; mais ces propriétés, on veillera à ce qu'elles soient aussi peu nombreuses que possible, de peur que l'esprit de finesse n'y trouve prétexte à pénétrer dans le domaine de la science qu'on veut construire; alors on développera des calculs algébriques qu'on appellera Géométrie.

Peut-être les connaissances intuitives que la raison nous fournit touchant les figures planes et les corps trouveraient-elles encore moyen de s'insinuer entre les mailles du filet déductif que tisse cette Algèbre. Contre cette intuition redoutée, une nouvelle précaution sera prise. Elle ne connaît point d'espace qui n'ait deux ou trois dimensions; énoncer des propositions où il serait parlé d'un espace à plus de trois dimensions, ce serait prononcer des mots qui n'ont, pour elle, aucun sens. Ce sont précisément de telles propositions qu'on aura constamment soin de formuler. Ce qu'on nommera point, ce n'est pas, comme nous l'avons supposé, un ensemble de trois nombres, mais un ensemble de n nombres; on ne fixera pas la valeur du nombre entier que représente la lettre n; cette valeur pourra être supérieure à trois, elle pourra être aussi grande qu'on voudra; cet ensemble de n nombres, c'est dira-t-on, un point dans un espace à n dimensions.

Ainsi s'y est pris le génie si puissamment géométrique de Bernhard Riemann pour écrire un chapitre de profonde Algèbre auquel il a donné ce titre : *Sur les hypothèses qui servent de fondemens à la Géométrie (Ueber die Hypothesen welche der Geometrie zu Grunde liegen).*

Nous avons dit avec quel soin minutieux la connaissance intuitive des lignes et des surfaces avait été tenue à l'écart de la composition de cette doctrine. Est-il étonnant que les corollaires auxquels cette Algèbre aboutit, et qu'elle énonce avec des mots empruntés à la Géométrie, heurtent de front les propositions que la connaissance intuitive de l'espace regarde comme les plus certaines? Qu'elle affirme, par exemple, la rencontre à distance finie de deux droites quelconques d'un même plan, qu'elle nie l'existence même des parallèles?

La doctrine de Riemann est une *Algèbre rigoureuse*, car tous les théorèmes qu'elle formule sont très exactement déduits des postulats qu'elle énonce; elle satisfait donc l'esprit géométrique. Elle n'est pas une *Géométrie vraie*, car, en posant ses postulats, elle ne s'est pas souciée que leurs corollaires s'accordassent en tout point avec les jugemens, tirés de l'expérience, qui composent notre connaissance intuitive de l'espace; aussi révolte-t-elle le sens commun.

VI

Le Mémoire de Riemann sur les fondemens de la Géométrie est une des œuvres les plus justement célèbres de la science allemande; il nous paraît un remarquable exemple du procédé par lequel l'esprit géométrique des Allemands transforme toute doctrine en une sorte d'Algèbre.

Aux deux méthodes à l'aide desquelles progresse toute science de raisonnement, cet esprit fait des parts extrêmement inégales; il développe avec autant d'ampleur que de minutie la déduction par laquelle les corollaires se tirent des principes; il supprime ou réduit à la plus mince place l'ensemble d'inductions, de divinations par lesquelles l'esprit de finesse a su, des données de l'expérience, dégager les principes.

Les hypothèses sur lesquelles repose une théorie quelconque de Mécanique ou de Physique mathématique sont fruits dont la maturité a été longuement préparée; données de l'observation

commune, résultats de l'expérience scientifique que secondent des instrumens, théories anciennes maintenant oubliées ou rejetées, systèmes métaphysiques, croyances religieuses même y ont contribué; leurs actions se sont croisées, leurs influences se sont mêlées d'une manière si complexe qu'il faut une grande finesse d'esprit, soutenue par une connaissance approfondie de l'histoire, pour démêler les directions essentielles de la voie qui a conduit la raison humaine à la claire aperception d'un principe de Physique.

Or, parcourons quelques-unes des leçons, d'une si savante Algèbre, où Gustav Kirchhoff a exposé les diverses doctrines de la Physique mathématique. De cette élaboration, longue et compliquée, qui a précédé l'adoption des principes, nous ne trouvons aucune trace; chaque hypothèse est présentée *ex abrupto*, sous l'aspect très abstrait et très général qu'elle a pris après bien des évolutions et des transformations, sans qu'aucun mot nous en fasse soupçonner l'indispensable préparation. Un Français qui avait été, à Berlin, l'auditeur de Kirchhoff me répétait naguère la formule par laquelle le professeur allemand avait accoutumé de présenter chaque principe nouveau : « Nous pouvons et nous voulons poser... *Wir können und wollen setzen...* » Pourvu qu'aucune contradiction n'interdise au logicien pur la supposition que nous allons faire, nous l'imposons comme un décret de notre libre arbitre. Cet acte de volonté, ce choix du bon plaisir se substitue, pour ainsi dire, purement et simplement, à toute l'œuvre qu'au cours des âges, a dû parfaire l'esprit de finesse; il ne laisse plus rien subsister dans la science, sinon ce qui se soumet à la rude discipline de l'esprit géométrique ; une théorie de Physique n'est plus, à partir de postulats librement formulés, qu'une suite de déductions algébriques.

Kirchhoff n'est pas seul à traiter de la sorte la Mécanique et la Physique ; ceux qui ont suivi ses leçons imitent sa méthode; se peut-il imaginer, par exemple, algébrisme plus absolu que celui dont s'inspire Heinrich Hertz lorsqu'il prétend construire la Mécanique ? La disposition, à un instant donné, des divers corps dont se compose le système étudié est connu lorsqu'on connaît les valeurs prises par un certain nombre n de grandeurs ; de peur que l'intuition expérimentale ne vienne à nous suggérer quelque propriété de ce système mécanique, perdons

bien vite de vue, oublions les corps qui le forment, dépistons l'intuition, et ne considérons plus qu'un point dont les coordonnées, dans un espace à n dimensions, seront précisément ces n valeurs. Ce point, qui n'est lui-même qu'une expression algébrique, qu'un mot à consonance géométrique pris pour désigner un ensemble de n nombres, convenons qu'il change, d'un instant à l'autre, de telle sorte qu'une certaine grandeur, représentée par une formule algébrique, soit minimum. De cette convention, si parfaitement algébrique de nature, si pleinement arbitraire d'aspect, déduisons, avec une parfaite rigueur, les conséquences que le calcul en peut tirer, et nous dirons que nous exposons la Mécanique.

Sans doute, le postulat formulé par Hertz n'est point aussi arbitraire qu'il le paraît. Il a été disposé de telle manière que son énoncé algébrique résumât et condensât tout ce que, de Jean Buridan à Galilée et à Descartes, de ceux-ci à Lagrange et à Gauss, les intuitions, les expériences, les discussions avaient découvert aux mécaniciens touchant la loi de l'inertie, touchant les liaisons par lesquelles les corps se gênent les uns les autres dans leurs mouvemens. Mais de toute cette élaboration préalable, Heinrich Hertz, dans l'exposé si absolument précis et rigoureux qu'il nous donne de la Mécanique, ne conserve plus le moindre souvenir; il en fait complète et systématique abstraction, afin que le principe fondamental de la science prenne la forme impérieuse d'un décret porté par un algébriste librement autoritaire : *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.*

Une telle manière de procéder peut d'ailleurs, dans certains cas, produire de très heureuses conséquences.

A force de démêler avec patience l'écheveau complexe des opérations qui ont lentement produit une hypothèse de Physique, l'esprit de finesse s'abuse parfois sur le rôle qu'il a joué; il en vient à s'imaginer qu'il a fait œuvre d'esprit géométrique; la suite des considérations, aux transitions délicatement ménagées, par lesquelles il a, peu à peu, préparé l'esprit à recevoir une proposition, il la prend à tort pour une démonstration catégorique de cette proposition. Dans cette piperie, notre Physique française a trop souvent et trop longtemps donné. Il importe de mettre la raison en garde contre cette méprise; de ne pas lui laisser croire qu'un principe de Physique est démontré par cela seul qu'on l'a rendu séduisant; il est bon de lui rappeler

que, du point de vue de la Logique déductive, les hypothèses de Physique se montrent sous l'aspect de propositions qu'aucun raisonnement n'impose; que le savant les formule comme bon lui semble, conduit seulement par l'espoir d'en tirer des corollaires conformes aux données de l'expérience; qu'il les propose à notre acceptation parce que la condensation d'une multitude de lois expérimentales en un petit nombre de postulats théoriques lui semble, selon le mot d'Ernst Mach, une heureuse économie de la pensée. A cette besogne, le pur algébrisme des théories allemandes est merveilleusement apte.

Mais qu'est-ce à dire? Simplement qu'un exposé de la Physique où l'esprit de finesse avait exagéré sa puissance est corrigé par un autre exposé d'où l'esprit de finesse a été chassé avec trop de brutalité; en d'autres termes, qu'un excès trouve souvent son remède dans l'excès contraire; chacun d'eux n'en est pas moins un excès. La belladone et la digitale neutralisent les effets l'une de l'autre; ce sont, cependant, deux plantes empoisonnées.

VII

A poser les hypothèses d'une théorie de Mécanique ou de Physique sans aucun souci des considérations par lesquelles l'esprit de finesse leur pourrait préparer notre adhésion, on risque de donner dans un grand travers; on s'expose à produire des doctrines qui choquent les enseignemens universellement reçus du sens commun.

La science allemande fait bon marché des exigences du sens commun; il ne lui déplaît pas de les heurter de front; la doctrine géométrique de Bernhard Riemann nous a déjà permis de le reconnaître. A la base des systèmes qu'elle construit avec un appareil si minutieusement agencé, la pensée germanique, parfois, semble prendre un malin plaisir à poser quelque affirmation qui, pour l'esprit de finesse, soit occasion de scandale, dût même cette affirmation contredire aux principes les plus assurés de la Logique. Au nombre des axiomes, mettre une proposition formellement contradictoire, puis, d'un tel principe, par une suite de syllogismes très concluans, tirer tout un ensemble de corollaires, quel délicieux exercice pour un esprit géométrique qui fait fi de l'esprit de finesse et du bon sens!

Cette gageure, il s'est trouvé de bonne heure, en Allemagne, des hommes pour la tenir.

Avant que le xve siècle eût atteint le milieu de sa course, le premier penseur original qu'ait compté la raison allemande, Nicolas de Cues, écrivait son traité : *De docta ignorantia.* Pour servir de base à l'édifice philosophique qu'il allait élever, le « Cardinal allemand » posait cette affirmation, dont le caractère contradictoire saute aux yeux : En tout ordre de choses, le maximum est identique au minimum. Puis, sur cette assise, la méthode déductive lui permettait de construire toute une Métaphysique.

Le xixe siècle a vu se produire, en Allemagne, une tentative non moins étrange que celle de Nicolas de Cues. Hegel a fait reposer tout son système philosophique sur l'affirmation de l'identité des contraires ; et le grand succès que connut l'Hégélianisme dans les universités d'outre-Rhin marque à quel point l'esprit géométrique des Allemands, bien loin d'être choqué par ce défi au sens commun, prenait plaisir à ce tour de force de la méthode purement déductive.

Un être dont la nature consiste à se sentir dominé par une discipline de fer trouve son bonheur à obéir, sans discuter l'ordre auquel il obéit ; plus cet ordre est étrange, révoltant même, plus l'obéissance est, pour lui, joyeuse ; ainsi s'explique l'allègre soumission avec laquelle l'esprit géométrique d'un Nicolas de Cues ou d'un Hegel déroule les conséquences d'un principe absurde. Les métaphysiciens, d'ailleurs, n'ont pas été seuls, en Allemagne, à donner l'exemple de cette soumission intellectuelle qui nous déconcerte. On a vu des mathématiciens dévider des Géométries complètes où quelqu'un des axiomes les moins discutables qu'Euclide ait formulés se trouvait remplacé par sa contradictoire ; et les auteurs de ces déductions semblaient y prendre un plaisir d'autant plus vif que les conclusions en étaient plus inconcevables, plus saugrenues au jugement du bon vieux sens commun.

C'est cependant d'une Géométrie conforme à ce bon vieux sens commun qu'usent ces mathématiciens toutes les fois qu'il leur arrive, dans la pratique de chaque jour, de mesurer quelque corps ou de tracer quelque figure.

Semblable inconséquence n'est point rare là où l'esprit géométrique prétend se passer du concours de l'esprit de finesse. Isolé du sens commun, l'esprit géométrique peut bien raisonner

déduit [illegible] ns fin; mais il est incapable de diriger l'action et assurer [illegible] ie; c'est le sens commun qui règne en maître dans [illegible] ne des faits; entre ce sens commun et la science [illegible] est l'esprit de finesse qui établit une perpétuelle circul[illegible] vérités, qui extrait du sens commun les principes d'où [illegible] ce déduira ses conclusions, qui reprend parmi ces conclusions tout ce qui peut accroître et perfectionner le sens commun.

La [illegible] nce allemande ne connaît pas ce continuel échange. Sour[illegible] la discipline rigoureuse de la méthode purement déduc[illegible] la théorie poursuit sa marche régulière sans aucun so[illegible] sens commun. Le sens commun, d'autre part, continue d[illegible] ger l'action, sans que la théorie en vienne, d'aucune [illegible] aiguiser la forme primitive et grossière.

[illegible] tte absence de toute compénétration entre la science et la [illegible] ne la met-il pas dans une évidence toute crue, ce philosophe [illegible] iste? Dans sa chaire d'Université, il dénie toute réalité au [illegible] nde extérieur, parce que son esprit géométrique n'a pas rencontré cette réalité au bout d'un syllogisme concluant. Une heure après, à la brasserie, il trouve une satisfaction pleinement assurée dans ces pesantes réalités que sont sa choucroute, sa bière et sa pipe.

Chez les Allemands, purs géomètres privés d'esprit de finesse, la vie ne guide point la science, la science n'éclaire pas la vie. Aussi, dans sa magnifique étude sur *L'Allemagne et la guerre*, M. Émile Boutroux pouvait-il écrire :

« Leur science, affaire de spécialistes et d'érudits, n'a pu pénétrer leur âme et influer sur leur caractère... A part, certes, de notables exceptions, considérez à la brasserie, dans les relations de la vie ordinaire, dans ses divertissemens, ce savant professeur, qui excelle à découvrir et à rassembler tous les matériaux d'une étude et à en faire sortir, par des opérations mécaniques, et sans le moindre appel au jugement et au bon sens vulgaire, des solutions appuyées toutes sur des textes et sur des raisonnemens. Quelle disproportion, souvent, entre sa science et son degré d'éducation! Quelle vulgarité de goûts, de sentimens, de langage, quelle brutalité de procédés chez cet homme, dont l'autorité est inviolable dans sa spécialité!... Le savant et l'homme, chez l'Allemand, ne sont que trop souvent étrangers l'un à l'autre. »

Il en est de la science allemande comme du savant allemand. L'absence d'esprit de finesse y laisse béer un abîme entre le développement des idées et l'observation des faits; les idées se déduisent les unes des autres, fières de contredire au sens commun auquel elles n'ont rien emprunté; le sens commun manipule les réalités et constate les faits par ses propres moyens, sans souci d'une théorie qui l'ignore ou le choque; tel est le spectacle que, bien souvent, nous présente aujourd'hui la Physique d'outre-Rhin.

VIII

De cette incohérente dualité, les théories allemandes des phénomènes électriques nous fourniront des exemples.

Il est, en Physique mathématique, une doctrine particulièrement difficile et compliquée; c'est la théorie de l'électricité et du magnétisme. Le génie des Poisson et des Ampère en avait mis les principes dans une clarté toute française; l'œuvre de ces grands hommes avait, avant le milieu du XIXe siècle, servi de guide aux travaux que les plus illustres physiciens allemands, les Gauss, les Wilhelm Weber, les Franz Neumann, avaient accomplis pour la compléter; tous ces efforts, inspirés par l'esprit de finesse en même temps que disciplinés par l'esprit géométrique, avaient édifié l'une des doctrines de Physique les plus puissantes et les plus harmonieuses qu'on eût jamais admirées. Depuis quelques années, cette doctrine s'est vue bouleverser de fond en comble par l'esprit exclusivement géométrique des Allemands.

Le point de départ de ce bouleversement ne réside pas en Allemagne; il le faut chercher en Écosse.

Le physicien écossais James Clerk Maxwell était comme hanté par deux intuitions.

En premier lieu, les corps isolans, ceux que Faraday a nommé *diélectriques*, doivent jouer, à l'égard des phénomènes électriques, un rôle comparable à celui que jouent les corps conducteurs; il y a lieu de constituer, pour les corps diélectriques, une Électrodynamique analogue à celle qu'Ampère, W. Weber, F. Neumann ont constituée pour les corps conducteurs.

En second lieu, les actions électriques doivent se propager,

au sein d'un corps diélectrique, de la même façon que la lumière se propage au sein d'un corps transparent ; et pour une même substance, la vitesse de l'électricité et la vitesse de la lumière doivent avoir la même valeur.

Maxwell chercha donc à étendre aux corps diélectriques les équations de la théorie mathématique de l'électricité, et à mettre ces équations sous une forme telle que l'identité entre la propagation de l'électricité et la propagation de la lumière s'y reconnût avec évidence. Mais les lois les mieux établies de l'Électrostatique et de l'Électrodynamique ne se prêtaient point à la transformation rêvée par le physicien écossais. Tantôt par une voie, tantôt par une autre, celui-ci s'acharna, tant que dura sa vie, à réduire ces équations rebelles, à leur arracher les propositions qu'il avait entrevues et qu'avec un merveilleux génie, il devinait toutes proches de la vérité ; cependant, aucune de ses déductions n'était viable ; s'il obtenait enfin les équations souhaitées, c'était, à chaque tentative nouvelle, au prix de paralogismes flagrans, voire de lourdes fautes de calcul.

Ce n'était certes point une œuvre allemande que l'œuvre de Maxwell ; pour saisir les vérités que lui révélait sa pénétrante intuition, l'esprit de finesse le plus prime-sautier et le plus audacieux qu'on eût vu depuis Fresnel y imposait silence aux réclamations les mieux justifiées de l'esprit géométrique. L'esprit géométrique avait, à son tour, le droit et le devoir de faire entendre sa voix. Maxwell était parvenu jusqu'à ses découvertes par un sentier coupé de précipices infranchissables à toute raison soucieuse des règles de la Logique et de l'Algèbre ; il appartenait à l'esprit géométrique de tracer une route aisée par où l'on pût, sans manquer en rien à la rigueur, s'élever jusqu'aux mêmes vérités.

Cette œuvre indispensable fut menée à bien par un Allemand, mais par un Allemand dont le génie paraît exempt des défauts de l'esprit germanique. Hermann von Helmholtz montra comment, sans rien abandonner des vérités éprouvées que l'Électrodynamique avait depuis longtemps conquises, sans heurter d'aucune façon les règles de la Logique et de l'Algèbre, on pouvait cependant atteindre au but que le physicien écossais s'était proposé ; il suffisait, pour cela, de ne pas imposer à la propagation des actions électriques une vitesse rigoureuse-

ment égale à celle que Maxwell lui assignait; cette vitesse-là était seulement très voisine de celle-ci.

L'esprit de finesse et l'esprit de géométrie trouvaient également leur compte dans la belle théorie de Helmholtz; sans rien renier de l'Électrodynamique construite par Ampère, par Poisson, par W. Weber, par F. Neumann, elle l'enrichissait de tout ce que les vues de Maxwell contenaient de vrai et de fécond. Cette théorie, si satisfaisante pour toute raison harmonieusement constituée, était proposée par un Allemand, et cet Allemand, qu'illustraient des découvertes faites dans les domaines les plus divers, jouissait, dans son pays, d'un grand et légitime renom. Elle ne trouva cependant, en Allemagne, aucune faveur. Les élèves mêmes de Helmholtz n'en firent point de cas. C'est l'un d'eux, Heinrich Hertz, qui donna à la pensée de Maxwell la forme où se complut, dès lors, la science allemande, car l'esprit géométrique en avait rigoureusement expulsé l'esprit de finesse.

Des objections aussi nombreuses que graves barraient la route aux méthodes diverses par lesquelles Maxwell avait tenté de justifier les équations qu'il souhaitait d'obtenir. Pour se débarrasser d'un seul coup de toutes ces objections, un moyen s'offrait, simple jusqu'à la brutalité; ce moyen, c'était de ne plus voir, dans les équations de Maxwell, des objets de démonstration, de n'en plus faire les termes d'une théorie à laquelle les lois communément reçues de l'Électrodynamique dussent servir de principes; c'était de les poser d'emblée, à titre de postulats dont l'Algèbre n'aurait plus qu'à dévider les conséquences. Ainsi fit Hertz. « La théorie de Maxwell, proclama-t-il, ce sont les équations mêmes de Maxwell. » A cette façon d'agir, l'esprit de géométrie des Allemands prit un goût singulier; pour déduire, en effet, les corollaires d'équations dont l'origine n'est plus mise en question, il n'est nul besoin de recourir à l'esprit de finesse; le calcul algébrique suffit.

Qu'à cette manière de procéder, le sens commun ne trouve pas son compte, cela va de soi. Les équations de Maxwell, en effet, ne heurtent pas seulement les enseignemens que donne une Physique savante et compliquée; elles contredisent, et d'une manière immédiate, des vérités accessibles à tous. Pour qui regarde ces équations comme universellement et rigoureusement vraies, la simple existence d'un aimant permanent est

inconcevable. Hertz l'a très explicitement reconnu, et aussi Ludwig Boltzmann; ni l'un ni l'autre, cependant, n'y a vu un motif suffisant pour refuser le titre d'axiomes aux équations de Maxwell. Or ce n'est pas seulement dans les laboratoires de Physique qu'on trouve des aimans permanens, des pierres d'aimant, des aiguilles, des barreaux, des fers à cheval en acier aimanté; sur le pont de tout navire, l'habitacle de la boussole en contient; on en rencontre même parmi les jouets d'enfans; le sens commun est assurément dans son droit quand il interdit à l'esprit de géométrie d'en nier l'existence.

Des aimans permanens, il s'en trouve aussi dans les instrumens dont usent les physiciens qui, sur le conseil de Hertz, reçoivent les équations de Maxwell comme des ordres, qui soumettent leur raison à ces équations sans examiner les titres d'une telle autorité. A l'aide d'instrumens pourvus d'aimans permanens, ces physiciens exécutent nombre d'expériences; les résultats de ces expériences sont invoqués par eux lorsque, à quelque cas concret, ils prétendent appliquer les corollaires des équations de Maxwell; ces résultats leur disent alors quelle valeur il convient d'attribuer à la résistance électrique ou au coefficient d'aimantation. Comment donc peuvent-ils faire usage d'aimans permanens au moment même qu'ils invoquent une doctrine dont les axiomes réputent absurde l'existence d'un semblable corps?

Une telle inconséquence suit naturellement le défaut d'esprit de finesse. Réduit à ses propres forces, l'esprit géométrique ne saurait jamais appliquer ses déductions aux données de l'expérience. Entre les abstractions que le théoricien considère dans ses raisonnemens et les corps concrets que l'observateur manipule au laboratoire, c'est l'esprit de finesse seul qui saisit une analogie et qui établit une correspondance; le lien entre la Physique théorique et la Physique expérimentale se sent: il ne se conclut pas.

Si une théorie a été composée suivant les lois d'une saine méthode, si l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse y ont joué chacun son rôle légitime, la liaison entre les équations qu'analyse l'esprit de géométrie et les faits que constate le sens commun sera aisée et solide; elle résultera des opérations mêmes par lesquelles l'esprit de finesse a, des enseignemens de l'expérience, tiré les hypothèses qui portent la théorie. Mais si

les fondemens de la théorie n'ont pas été, par l'esprit de finesse, extraits des entrailles de la réalité, si ce sont postulats algébriques que l'esprit de géométrie a posés d'une manière arbitraire, entre les conséquences de la théorie et les résultats de l'expérience il n'y aura plus de contact naturel; les déductions, d'une part, les observations, d'autre part, se développeront dans deux domaines séparés; si, de l'un à l'autre, on établit quelque passage, ce sera d'une manière artificielle; la légitimité de ces transitions ne se pourra plus justifier, dès là qu'on a privé de toute justification les principes mêmes de la théorie. Ainsi verra-t-on appliquer les corollaires d'une déduction à des objets que les axiomes mêmes de cette déduction déclaraient inexistans.

IX

L'étude de divers effets électriques a conduit à supposer, puis, semble-t-il, à constater, au sein des gaz, l'existence de très petits corps électrisés, animés d'un mouvement rapide, qui ont reçu le nom d'*électrons*. En déplaçant vivement dans l'espace la charge électrique qu'il porte, un électron agit à la manière d'un courant électrique lancé dans un corps conducteur; l'étude de ces courans est un nouveau chapitre de l'Électrodynamique; ce chapitre, il s'agit de l'écrire.

Pour composer l'Électrodynamique de l'électron, on eût pu et dû, semble-t-il, imiter la méthode prudente par laquelle Ampère, W. Weber, Franz Neumann avaient composé l'Électrodynamique du corps conducteur; mais cette méthode requérait des expériences délicates, des intuitions pénétrantes, des discussions ardues dont les travaux de W. Weber, de Bernhard Riemann, de Clausius donnaient un premier aperçu; elle réclamait beaucoup d'ingéniosité et beaucoup de temps. L'Algébrisme trouva moyen de procéder avec moins de peine et plus de hâte. L'intensité des courans précédemment connus figurait dans les équations de Maxwell; qu'on y ajoutât purement et simplement l'intensité du *courant de convection* dû au mouvement des électrons, sans changer d'autre manière la forme des équations, et l'on tiendrait le postulat fondamental de la nouvelle Électrodynamique. Aussitôt qu'un physicien hollandais, M. Lorentz, eut proposé cette hypothèse, les savans allemands se mirent, avec

une ardeur extrême, à en déduire la Physique des électrons.

Cette Physique reposait ainsi tout entière sur une simple généralisation des équations de Maxwell. C'était bâtir sur une poutre qu'on savait vermoulue, et donc rendre caduc tout le monument. Portant en elles-mêmes une contradiction formelle avec la simple existence des aimans, les équations de Maxwell n'avaient pas été guéries de ce vice lorsqu'on y avait introduit le courant de convection. L'Électrodynamique nouvelle se présentait, de prime abord, comme l'ensemble des corollaires d'un postulat inadmissible.

Cette théorie, viciée dans les hypothèses mêmes qui la portent, n'hésita pas, cependant, à se poser en critique et en réformatrice des doctrines regardées jusqu'alors comme les plus solides. La Mécanique rationnelle, cette sœur aînée des théories physiques, que toutes les doctrines plus jeunes avaient, jusqu'alors, prise pour guide, dont elles s'étaient même efforcées, bien souvent, de tirer tous leurs principes; la Mécanique rationnelle, disons-nous, se vit, par la nouvelle venue, ébranlée jusque dans ses fondemens; au nom de la Physique des électrons, on proposa de renoncer au principe d'inertie, de transformer entièrement la notion de masse; il le fallait pour que la doctrine nouvelle ne fût pas contredite par les faits. Pas un instant, on ne s'est demandé si cette contradiction, au lieu d'exiger le bouleversement de la Mécanique, ne signalait pas l'inexactitude des hypothèses sur lesquelles repose la théorie électronique et ne marquait pas la nécessité de les remplacer ou de les modifier. Ces hypothèses, l'esprit géométrique les avait posées à titre de postulats; il en déroulait les conséquences avec une imperturbable assurance, triomphant des ruines mêmes qu'amoncelait, parmi les doctrines anciennement établies, le passage de la théorie conquérante. Guidé, cependant, par l'expérience du passé, instruit par l'histoire des grands progrès scientifiques, l'esprit de finesse, en cette marche dévastatrice, soupçonnait une mauvaise marque de vérité.

D'ailleurs, par cette inconséquence à laquelle se voit si souvent condamnée une raison dépourvue de finesse, les tenans de la Physique électronique ne se faisaient pas faute d'user, dans la pratique, et lorsqu'ils ne déroulaient pas les conséquences de leur doctrine préférée, des théories mêmes que cette doctrine condamnait; leurs déductions exigeaient qu'on rejetât

la Mécanique rationnelle ; mais, sans scrupule, ils faisaient appel aux théorèmes de la Mécanique rationnelle pour interpréter les indications des instrumens dont ils empruntaient les renseignemens.

X

La Physique nouvelle ne s'est pas contentée d'entrer en conflit avec les autres théories physiques, et en particulier avec la Mécanique rationnelle ; la contradiction avec le sens commun ne l'a pas fait reculer.

Une délicate expérience d'Optique, exécutée par M. Michelson, se trouve en désaccord avec la Physique électronique, comme elle l'est, d'ailleurs, avec la plupart des théories optiques proposées jusqu'à ce jour. Dans cette expérience, du moins si elle se trouve dûment confirmée et correctement interprétée, l'esprit de finesse nous conseille de voir la preuve qu'aucune Optique n'est, jusqu'ici, irréprochable, et la nécessité d'apporter à chacune d'elles au moins certaines retouches. L'esprit géométrique des physiciens allemands a été d'autre avis ; il a trouvé moyen de mettre d'accord les équations de la théorie électronique et le résultat de l'expérience faite par M. Michelson ; pour y parvenir, il lui a suffi de bouleverser les notions que le sens commun nous fournit touchant l'espace et le temps.

Les deux notions d'espace et de temps semblent, à tous les hommes, indépendantes l'une de l'autre. La nouvelle Physique les unit entre elles par un lien indissoluble. Le postulat qui noue ce lien et qui, vraiment, est une définition algébrique du temps, a reçu le nom de *principe de relativité ;* ce principe de relativité, d'ailleurs, est si pleinement une création de l'esprit géométrique qu'on ne saurait, en langage ordinaire et sans recours aux formules algébriques, en donner un énoncé correct.

Du moins peut-on montrer, en citant une des conséquences du principe de relativité, à quel point la liaison qu'il établit entre la notion d'espace et la notion de temps heurte les affirmations les plus formelles du sens commun.

Entre la grandeur du chemin parcouru par un corps mobile et le temps que dure ce parcours, notre raison n'établit aucun rapport nécessaire ; quelque long que soit un chemin, nous pouvons imaginer qu'il soit décrit en un temps aussi petit que

nous voudrons; si grande que soit une vitesse, nous pouvons toujours concevoir une vitesse plus grande. Sans doute, cette vitesse plus grande pourrait être, en fait, irréalisable; il se pourrait qu'aucun moyen physique n'existât actuellement, qui fût capable de lancer un corps avec une vitesse supérieure à une limite donnée; mais cette impossibilité, borne imposée au pouvoir de l'ingénieur, n'aurait rien d'une absurdité infranchissable à la pensée du théoricien.

Il n'en est plus de même si l'on admet le principe de relativité tel que l'ont conçu un Einstein, un Minkowski, un Laue; un corps ne saurait se mouvoir plus vite que la lumière ne se propage dans le vide; et cette impossibilité n'est pas une impossibilité physique, celle qu'entraîne, pour un effet, l'absence de tout moyen apte à le produire; c'est une impossibilité logique; pour un tenant du principe de relativité, parler d'une vitesse qui surpasse celle de la lumière, c'est prononcer des mots qui sont dénués de sens, c'est contredire à la définition même du temps.

Que le principe de relativité déconcerte toutes les intuitions du sens commun, ce n'est pas, bien au contraire, pour exciter contre lui la méfiance des physiciens allemands. Le recevoir, c'est, par le fait même, renverser toutes les doctrines où il était parlé de l'espace, du temps, du mouvement, toutes les théories de la Mécanique et de la Physique; une telle dévastation n'a rien qui puisse déplaire à la pensée germanique; sur le terrain qu'elle aura déblayé des doctrines anciennes, l'esprit géométrique des Allemands s'en donnera à cœur joie de reconstruire toute une Physique dont le principe de relativité sera le fondement. Si cette Physique nouvelle, dédaigneuse du sens commun, heurte tout ce que l'observation et l'expérience avaient permis de construire dans le domaine de la Mécanique céleste et terrestre, la méthode purement déductive n'en sera que plus fière de l'inflexible rigueur avec laquelle elle aura suivi jusqu'au bout les conséquences ruineuses de son postulat.

Décrivant « l'ordre de la géométrie, » Pascal disait : « Il ne définit pas tout et ne prouve pas tout; mais il ne suppose que des choses claires et constantes par la lumière naturelle, et c'est pourquoi il est parfaitement véritable, la nature le soutenant, à défaut du discours. Cet ordre, le plus parfait entre les hommes, consiste non pas à tout définir et à tout démontrer, ni aussi à ne rien définir ou à ne rien démontrer, mais à se tenir

dans ce milieu de ne point définir les choses claires et entendues de tous les hommes, et prouver toutes les autres. Contre cet ordre pèchent également ceux qui entreprennent de tout définir et de tout prouver, et ceux qui négligent de le faire dans les choses qui ne sont pas évidentes d'elles-mêmes.

« C'est ce que la Géométrie enseigne parfaitement. Elle ne définit aucune de ces choses, espace, temps, mouvement, nombre, égalité, ni les semblables qui sont en grand nombre.

« On trouvera peut-être étrange que la Géométrie ne puisse définir aucune des choses qu'elle a pour principaux objets; car elle ne peut définir ni le mouvement, ni le nombre, ni l'espace; et cependant ces trois choses sont celles qu'elle considère particulièrement... Mais on n'en sera pas surpris, si l'on remarque que cette admirable science ne s'attachant qu'aux choses les plus simples, cette même qualité qui les rend dignes d'être ses objets les rend incapables d'être définies; de sorte que le manque de définition est plutôt une perfection qu'un défaut, parce qu'il ne vient pas de leur obscurité, mais au contraire de leur extrême évidence, qui est telle qu'encore qu'elle n'ait pas la conviction des démonstrations, elle en a toute la certitude. »

L'esprit exclusivement géométrique ne veut pas concéder à l'esprit de finesse le pouvoir de tirer du sens commun, où elles étaient contenues, certaines connaissances douées de cette extrême évidence qui n'a pas la conviction des démonstrations, mais qui en a toute la certitude. Il ne connaît d'autre évidence et d'autre certitude que celle des définitions et des démonstrations, en sorte qu'il en vient à rêver d'une science où toutes les propositions auraient été démontrées. Et comme il est contradictoire de tout définir et de tout démontrer, du moins veut-il réduire au plus petit nombre possible les notions non définies et les jugemens non démontrés; les seules idées qu'il consente à recevoir sans définition, ce sont les idées de nombre entier, d'égalité, d'inégalité, d'addition entre nombres entiers; les seules propositions qu'il veuille bien accueillir sans en exiger la démonstration, ce sont les axiomes de l'Arithmétique. Lorsque, à partir de ces quelques notions et de ces quelques principes, il a développé l'ample doctrine de l'Algèbre, il entend bien ramener toute science à n'être qu'un chapitre de cette Algèbre. Les idées d'espace, de temps, de mouvement nous

sont présentées par la connaissance commune comme des idées simples, irréductibles, qu'on ne saurait reconstruire à l'aide d'opérations portant sur des nombres entiers, qui sont donc essentiellement incapables d'une définition algébrique. Qu'à cela ne tienne! L'esprit géométrique se refuse à considérer cet espace, ce temps, ce mouvement que conçoivent clairement tous les hommes et dont ils peuvent discourir entre eux sans cesser jamais de s'entendre. Par des opérations portant sur des expressions algébriques, c'est-à-dire, en dernière analyse, sur des nombres entiers, il se fabrique son espace à lui, son temps à lui, son mouvement à lui; cet espace, ce temps, ce mouvement, il les soumet à des postulats qui sont des égalités algébriques arbitrairement disposées; et lorsque, de ces définitions et de ces postulats, il a, selon les règles du calcul, rigoureusement déduit une longue suite de théorèmes, il dit qu'il a produit une Géométrie, une Mécanique, une Physique, alors qu'il a seulement développé des chapitres d'Algèbre; ainsi s'est faite la Géométrie de Riemann; ainsi s'est faite la Physique de la relativité; ainsi la science allemande progresse, fière de sa rigidité algébrique, regardant avec mépris le bon sens que tous les hommes ont reçu en partage.

XI

De cette science allemande, nous n'avons encore considéré que la Géométrie, la Mécanique, la Physique; c'en sont les parties où l'emploi des Mathématiques est incessant, celles donc qui, le plus aisément, se laissent revêtir de la forme algébrique. Mais les caractères que nous avons reconnus en examinant ces divers chapitres de la science allemande, l'observateur quelque peu attentif les retrouve, croyons-nous, s'il en considère les autres chapitres.

Nul n'ignore, par exemple, le développement extraordinaire qu'a pris, en Allemagne, l'étude de la Chimie. Or l'essor de la Chimie germanique date du jour où la notation atomique est issue des notions de type chimique et de valence, notions qu'avaient enfantées les travaux des J.-B. Dumas, des Laurent, des Gerhardt, des Williamson, des Würtz. Cette notation, en effet, permet, à l'aide de règles fournies par la partie de l'Algèbre qu'on nomme *Analysis situs*, de prévoir, d'énumérer, de

classer les réactions, les synthèses, les isoméries des composés du carbone. Aussi est-ce l'étude des composés du carbone, la Chimie organique, désormais sujette à l'emprise de l'esprit géométrique, qui a produit, dans les laboratoires allemands, des surgeons innombrables et d'une extraordinaire vigueur. Dans les nombreux chapitres qui composent la Chimie minérale, au contraire, les opérations mathématiques de la notation atomique sont d'un usage très restreint; l'esprit de finesse est encore l'instrument qui démêle la complexité des réactions et qui classe les composés; aussi ces chapitres de la Chimie n'ont-ils pas reçu, de la science allemande, un tribut comparable à celui que leur a payé la science française.

Nous ne voudrions pas nous aventurer dans le domaine de la critique et de l'histoire; *ne sutor ultra crepidam;* il semble, cependant, à nos yeux de profane, qu'on y trouverait occasion de faire des remarques semblables à celles qui précèdent.

Au gré de la science française, les études historiques ressortissaient essentiellement à l'esprit de finesse. L'ingéniosité et la vive imagination qui sont propres aux Français les portaient trop souvent, peut-être, aux conclusions aventureuses et aux synthèses de fantaisie. En prônant la minutieuse recherche des sources, le patient contrôle des textes, en réclamant la production de documens solides à l'appui de la moindre affirmation, l'esprit géométrique des Allemands est venu, très heureusement, refréner les imprudences d'un esprit de finesse trop primesautier. Mais il ne s'est pas contenté de rappeler à celui-ci que son pouvoir deviendrait bien fragile s'il n'étayait ses intuitions à l'aide de preuves assurées; il a voulu l'exclure entièrement d'études où, jusque-là, il avait régné en maître. On a donc vu se développer cette érudition allemande dont la méthode, réglée comme un instrument d'horlogerie, prétendait nous mener, des textes aux conclusions, par des voies infaillibles, « sans le moindre appel au jugement et au bon sens vulgaire. » Par la rigueur de ses procédés, par l'allure systématique de ses opérations, voire par la forme, inintelligible aux profanes, de son langage et des signes qu'elle se plaisait souvent à employer, cette érudition s'efforçait visiblement de copier l'allure de l'Analyse mathématique.

Or les études qui requièrent le sens critique sont précisément celles où la méthode absolue et rigide de l'Algèbre se

trouve, au plus haut point, déplacée. C'est surtout de l'examen d'un texte historique qu'on peut dire avec Pascal : « Les principes sont dans l'usage commun et devant les yeux de tout le monde. On n'a que faire de tourner la tête ni de se faire violence. Il n'est question que d'avoir bonne vue, mais il faut l'avoir bonne; car les principes sont si déliés et en si grand nombre, qu'il est presque impossible qu'il n'en échappe. Or l'omission d'un seul principe mène à l'erreur. Ainsi il faut avoir la vue bien nette pour voir tous les principes, et ensuite l'esprit juste pour ne pas raisonner faussement sur des principes connus. »

Pour garder la vue bien nette de ces nombreux principes qui « sont dans l'usage commun et devant les yeux de tout le monde, » est-il raisonnable de placer entre l'œil du bon sens et les documens qu'on lui demande de lire, les mailles inextricables et serrées de la méthode germanique?

XII

A ces quelques réflexions, faut-il donner une conclusion? Elle découle si naturellement, semble-t-il, de ce qui précède, que nous éprouvons quelque pudeur à la formuler; aussi le ferons-nous avec une extrême brièveté.

La science française, la science allemande s'écartent toutes deux de la science idéale et parfaite, mais elles s'en écartent en deux sens opposés; l'une possède à l'excès ce dont l'autre est maigrement pourvue; ici, l'esprit géométrique réduit l'esprit de finesse jusqu'à l'étouffer; là l'esprit de finesse se passe trop volontiers de l'esprit géométrique.

Pour que la science humaine, donc, se développe en sa plénitude et subsiste dans un harmonieux équilibre, il est bon qu'on voie la science française et la science allemande fleurir à côté l'une de l'autre, sans chercher à se supplanter l'une l'autre; chacune d'elles doit comprendre qu'elle trouve en l'autre son complément indispensable.

Toujours, donc, les Français trouveront profit à méditer les œuvres des savans allemands; ils y rencontreront soit la preuve solide de vérités qu'ils avaient découvertes et formulées avant d'en être bien assurés, soit la réfutation d'erreurs qu'une imprudente intuition leur avait fait recevoir.

Toujours, il sera utile aux Allemands d'étudier les écrits des inventeurs français; ils y trouveront, pour ainsi dire, les énoncés des problèmes que leur patiente analyse se doit appliquer à résoudre; ils y entendront les protestations du bon sens contre les excès de leur esprit géométrique.

Que la science allemande soit, au XIXe siècle, sortie de l'œuvre des grands penseurs français, nul, je pense n'oserait le contester de l'autre côté du Rhin; et nul, de ce côté-ci, ne songe à méconnaître les apports dont, plus tard, cette science allemande a enrichi nos Mathématiques, notre Physique, notre Chimie, notre Histoire.

Ces deux sciences, donc, doivent garder entre elles d'harmonieux rapports; il n'en résulte pas qu'il les faille placer au même rang. L'intuition découvre les vérités; la démonstration vient après, qui les assure. L'esprit géométrique donne corps à l'édifice que l'esprit de finesse a, tout d'abord, conçu; entre ces deux esprits, il y a une hiérarchie analogue à celle qui ordonne le maçon à l'égard de l'architecte; le maçon ne fait œuvre utile que s'il conforme son travail au plan de l'architecte; l'esprit géométrique ne poursuit pas de déductions fécondes, s'il ne les dirige vers le but que l'esprit de finesse a discerné.

D'un autre côté, à la partie de la Science que construit la méthode déductive, l'esprit géométrique peut bien assurer une rigueur sans reproche; mais la rigueur de la Science n'en est pas la vérité; seul, l'esprit de finesse juge si les principes de la déduction sont recevables, si les conséquences de la démonstration sont conformes à la réalité; pour que la Science soit vraie, il ne suffit pas qu'elle soit rigoureuse, il faut qu'elle parte du bon sens pour aboutir au bon sens.

L'esprit géométrique qui l'inspire confère à la science allemande la force d'une discipline parfaite; mais cette méthode étroitement disciplinée ne saurait aboutir qu'à des résultats désastreux si elle continuait de se mettre aux ordres d'un impérialisme algébrique arbitraire et insensé; la consigne à laquelle elle obéit, elle la doit recevoir, si elle veut faire œuvre utile et belle, de celle qui est, dans le monde, la principale dépositaire du bon sens, de la science française : *Scientia germanica ancilla scientiæ gallicæ.*

PIERRE DUHEM.

POÉSIES

LE POÈME D'AUTOMNE

Octobre, roi des mois et prince des féeries,
Vient répandre en tous lieux à flots ses pierreries...

Il descend sur la terre en traînant après lui,
Comme un pourpoint royal qui fascine et reluit,
Son manteau chamarré de mille feuilles mortes
Et paré de dessins des plus étranges sortes.
Il chemine sans bruit sur l'herbe des sentiers,
Dérobe digitale et fougère aux halliers,
Trace sur le gazon maint bizarre méandre
A l'aide du colchique et de fleurs mauve tendre.
Il frappe les rameaux de sa baguette d'or
Et fait de la Nature un éclatant décor.

Sa présence partout se devine et s'impose :
Sur la grève il se mêle au coquillage rose;
Colore l'arbousier et le chêne marin;
Jette au ruisseau la sorbe, et diapre le terrain.
Parmi les rochers gris où le vent se balance
Il se pose un instant, puis, épris de silence,
Vole aux coteaux boisés, hante monts et guérets,
Va sonner l'hallali dans les hautes forêts
Où la biche aux aguets surveille sa venue.
On le voit tout à coup au bout de l'avenue,

Auprès de la chaumière, au faîte de l'ormeau
Qui sur le vieux manoir incline son rameau,
Au bord du guier jaseur dardant sa flore insigne.
Et voici que dans mon village il me fait signe.

De grands brouillards furtifs s'étendent sur les prés,
Lorsque l'aube apparaît dans les matins pourprés.
Ils couvrent l'horizon d'ivoire transparente;
Leur blanche hermine au fer argenté s'apparente,
Dans la plaine indistincte où les noirs peupliers
Dressent leurs fûts, tels des mâts géans, par milliers;
Ils exhalent dans l'air leur arome de brume,
Et puis, s'effilochant, roulant leur souple écume,
Leurs houppes d'ouate ambrée autour des frondaisons
S'égrènent tout à coup, comme de faibles sons...

Et le ciel d'azur pâle apparaît. Sa nuance
Au bleu pastel ancien des La Tour se fiance.

L'heure est songeuse et grave et les bruits se sont tus.
Le peuple des oiseaux ne chante presque plus.
Les vaches dans les champs dispersent leurs sonnailles.
Devant les chais ouverts reposent des futailles,
Et l'on entend grincer le cadre d'un pressoir.
Là-bas, sur l'humus gras fouillé par le fossoir,
Un paysan s'avance, et jette, à la volée,
Le blé traçant dans l'air sa trajectoire ailée.
Au verger solitaire on a gaulé la noix.
Soir et matin, on voit flamber des feux de bois
Et danser leurs lueurs aux murs des métairies,
Dans un parfum de poire et de pomme mûries.
Au sommet d'un coteau, profilés sur le ciel,
Dix forts mulets couplés labourent; blonds de miel,
Les sillons remués fument dans la lumière.
Un troupeau de moutons pâture la bruyère.
Brusque, un coup de fusil déchire le lointain.
La voix des chiens courans dit qu'un lièvre est atteint

Dans le vallon. Peureux, un vanneau caché crie.
Des flaques d'un chemin de l'azur irradie.

Les roses de l'Automne animent mon jardin
D'une grâce languide et dont l'éclat éteint
Est bercé doucement par leur tige fragile.
Le gai ruisseau, fluant dans sa gaine d'argile,
Semble fuir d'un élan moins vif et moins pressé,
Comme s'il regrettait l'Été trop tôt passé.
Sur le dernier œillet une abeille sonore
S'est posée. Et, tout près, dans le clair sycomore,
Mélancolique, doux, solitaire, un pinson
Gazouille ses adieux à la belle saison.
Une à une voici se détacher les feuilles,
Que la main de l'Automne une à une recueille,
Et place lentement sur les ailes de l'air,
Pour les livrer au sol, otages de l'Hiver.
L'une après l'autre, ici et là, les feuilles tombent :
Feuilles blanches ainsi qu'un duvet de colombes;
Feuilles jaunes; feuilles de cire et de carmin;
Feuilles blondes; feuilles d'un vert incarnadin;
Couleur de rouille ocreuse, ou couleur de poussière;
Sombres comme la nuit; brunes comme la terre;
Feuilles rouges autant que des caillots de sang,
Qui recouvrent l'humus, tapis éblouissant...
On les vit, en avril, crevant leurs bourgeons, tendre,
A l'appel du Printemps, une verdure tendre
Comme l'aile qu'entr'ouvre un papillon qui sort,
Fier, de sa chrysalide et qui prend son essor.
Et maintenant, voici qu'ayant vécu leur vie,
La Nature soudain à la mort les convie...
Mais leur frêle existence est moins frêle pourtant
Que nos plus hauts désirs, nos plus tendres instans

Feuille qui tombe, espoir qui meurt, jour qui défaille!
Octobre a visité le ravin qui tressaille.
Sans trêve, jour et nuit, il va par les sentiers,
Çà et là, rôde au sein des bas-fonds forestiers.

Rien ne peut entraver son œuvre sourde et sûre.
Il se rue à l'assaut de la futaie obscure,
Enguirlande le hêtre, escalade les cieux,
Chevauche les troupeaux des nuages joyeux.
Il tend contre le mur la vigne vierge rouge,
Dont la liane souple au moindre zéphyr bouge.
Il jette, en le fendant, le corset épineux
De la châtaigne bistre aux flancs des monts brumeux.

Octobre est là, les bras chargés de glands, de baies,
Et des mûres qu'on voit dans l'épaisseur des haies.
Il porte dans sa bouche un brin de serpolet
Et suspend à son thyrse un raisin violet.
Octobre est là, si beau qu'on ne peut de sa face
Soutenir la splendeur que nulle autre n'efface;
Si sublime, si riche et divers à la fois,
Que devant lui, la Muse, hélas! presque sans voix,
Désespère à jamais de trouver des vocables
Dignes d'en célébrer les instans adorables,
Ce règne mordoré, ces lointains opalins,
Ce feuillage où le feu sertit le gris des lins.
Qui dira les reflets des glèbes retournées
D'après les tons des cieux, les heures des journées?
Les ondes parcourant la mer verte des prés?
Les instables trajets des nuages moirés?
Au milieu du réseau tout dénudé des branches,
Les espaces ouvrant leurs découpures blanches?
Comment décrire et peindre en mots assez choisis,
En termes, à la fois fluides et précis,
Ces teintes de topaze et ces écharpes bleues
Sur de molles vapeurs flottant durant des lieues?
Les émaux délicats et les rais nuancés,
Les gammes, les accords sur les champs dispersés?
Ces bordures de cuivre au long d'une rivière?
Les mille pâmoisons, les jeux de la lumière,
Cette beauté trop belle et ces émois trop vifs,
Et ces troublans parfums sur les derniers massifs?

O sublime splendeur des choses finissantes,
Volupté si profonde éparse dans les sentes,

O Nature émouvante et, si près de la mort,
Te faisant plus magique et radieuse encor,
Vêtant pour le trépas ta plus brillante étole,
Te parant pour la fin, t'ornant comme une idole,
Te portant en triomphe avant d'agoniser :
Ton suprême regard m'émeut comme un baiser.

Ah! laisse-moi jouir de ton apothéose
Au seuil des longs frimas et de l'hiver morose;
Mettre à profit ton règne une dernière fois;
Suivre tes pas furtifs dans l'épaisseur des bois;
Accueillir tes rayons; absorber ta lumière;
Emporter dans mes yeux sa dorure plénière
Pour me réchauffer l'âme à son beau souvenir,
Lorsque le ciel se voile et le froid va venir...
Laisse-moi m'attacher à chaque fleur qui tombe
Dans l'instant qu'elle va se perdre dans la tombe.
Fais-moi goûter, Nature, en toute piété,
Ta multiple, éphémère et riche majesté...
Que mon cœur soit l'écrin où le passé fleurisse
Dans ses matins couleur d'iris et de narcisse;
Ses ciels où l'alouette en chantant voletait;
Ses midis de soleil, où le blé miroitait;
Ses soirs de vers luisans et ses nuits étoilées;
Ses senteurs par la plaine, à l'aurore, exhalées;
Rayons, gaîtés, reflets, murmures et chansons;
Doux loisirs sur la mousse; oasis des frondaisons;
Heures de flânerie aux paisibles clairières,
Thyrses de lilas blancs et de roses trémières
O Printemps qui narguait la nuit de l'avenir,
O délices des jours, voici qu'il faut finir...
Sur la nef du départ où se jouait la brise,
Vos jeunes fronts, chargés de lys et de cytise,
De crocus et d'arum, se levaient, orgueilleux,
Dans un défi superbe à l'Olympe et ses Dieux.
Vous ignoriez alors votre courte durée,
Et que la mort, déjà, vous guettait, fils de Rhée,
Dans la brièveté de vos faibles instans,
Avec Octobre, but que vous fixa le Temps.

Adieu l'oiseau qui chante, adieu les douces roses.
Adieu toutes les fleurs qu'avril avait écloses.
Adieu le tiède éther que le gel va ternir.
Chaque feuille qui tombe évoque un souvenir.
C'est Octobre! Je pense à vous, ô ma chérie
Je mêle mon amour à cette griserie
De parfums, de couleurs et de suavité :
Dais magnifique offert à votre royauté!...
Il me souvient du jour où je vous ai connue.
Votre robe traînait sur la mousse menue;
Des feuilles d'or pleuvaient sur vos cheveux dorés;
Le décor de l'Automne en vos yeux adorés
Se reflétait ainsi qu'en un miroir limpide.
Octobre vous tendait sa guirlande splendide.
Vous étiez toute rose en l'Automne emouvant,
Et votre joie était un miracle vivant.
Votre fraîcheur charmait les brindilles flétries.
L'Automne, sur vos pas semant ses pierreries,
M'était plus cher alors que le plus fier Printemps;
Et la précarité de ses jours éclatans,
Tout cet effeuillement navrant de la Nature,
Me semblait aussi beau qu'un lever d'aube pure.
L'espoir me dérobait le deuil du bois désert.
Mon cœur était sans crainte en pensant à l'Hiver.

Et puis, c'est en ce mois que vous êtes partie.
Votre amour a duré moins qu'une fleur blottie
Aux replis d'un ravin par l'Automne guetté...
Un sourire, un caprice, et vous m'avez quitté...
Votre grâce, au tournant du chemin solitaire,
Ne fut plus qu'un distant et décevant mystère
Qu'Octobre allait porter, avec l'âme des fleurs,
Au gouffre de l'oubli, sans pitié pour mes pleurs.
Ah! que vous étiez belle et grande, mon amie!
Vous étiez la ferveur, l'ardeur et l'eurythmie;
L'éternelle, sublime et fraîche illusion;
La foi réconfortant l'âme de son rayon.
La forme du baiser s'arquait sur votre bouche.
Comme Mab animant l'objet que sa main touche,

Vos doigts, pressant mes doigts, faisaient jusqu'à mon cœur,
Tel un ruisseau vivant, refluer leur chaleur.
Les fruits où vous mordiez, vous les jetiez dans l'herbe.
Vous portiez dans vos bras des fleurs à pleine gerbe.
Vous cueilliez des jasmins et les lanciez dans l'eau.
L'Automne de ses ors vous faisait un halo.
Vous étiez belle ainsi qu'une nymphe de Grèce.
Sous vos pas l'on voyait éclore la tendresse
En rejets merveilleux dont vous vous couronniez.
Et le bonheur naissait où se posaient vos pieds.

O chère, vous m'avez escorté dans la vie,
L'espace d'un accord, puis vous êtes partie...

Et j'erre maintenant dans les lieux désolés
Où résonnaient vos chants et vos rires ailés.
Voici le taillis d'aulne où l'amour en silence
Vous jeta sur mon cœur, tremblante. Voici l'anse
Où nous nous abritions au bosquet de bouleaux.
Le fleuve, à nos baisers, ralentissant ses flots,
Jaloux, nous semblait-il, de nos longues étreintes,
S'attardait sur la rive à chercher les empreintes
De vos pas imprimés sur le sable soyeux,
Afin de les baigner de mille pleurs pieux...

Mais tout cela n'est plus qu'un passé. Mon amie,
Que faites-vous depuis que vous êtes partie?
Je ne sais, désormais, hélas! plus rien de vous.
Qu'êtes-vous devenue? En quels sites plus doux
Votre grâce, adorable et superbe, vit-elle?
Les échos d'alentour, que souvent j'interpelle,
Indifférens et sourds, gardant votre secret
Opposent à ma voix un silence discret...
Je ne sais rien de vous, mon Dieu!... Les feuilles tombent.
Les fleurs de mon jardin pâlissent et succombent.
La vie au sein des champs paisiblement s'endort
Dans les bras que lui tend Octobre aux tiares d'or...
...Voici l'Automne... Il pleut de la mélancolie.
Qu'êtes-vous devenue, ô ma Jeunesse enfuie

L'ACCUEIL

Qui que tu sois : marchand; pèlerin; fier guerrier
Que grandit la victoire et pare le laurier;
Artiste épris du rêve et des belles images;
Philosophe marchant sur la trace des Sages;
Poète qu'Apollon inspire; paysan;
Vieillard pour qui la vie est un fardeau pesant;
Adolescent heureux de posséder la vie;
Femme que l'abandon ou l'amour ont suivie :
Qui que tu sois, arrête au seuil de ma maison
Ta marche fatiguée. Entre! C'est la saison
Où l'on aime au foyer dont la flamme pétille
Présenter ses doigts gourds, cependant que scintille,
Çà et là, sur le mur quelque rouge reflet
Et que le vent secoue en passant le volet...

Entre! Tu trouveras sur la table l'amphore
Qu'un vin rose muscat joyeusement colore,
Et dans l'assiette creuse où fume un lait bouillant
La châtaigne et le pain de froment pur baignant.

Assieds-toi. Ne crains point les crocs aigus du dogue
Qui se ramasse et gronde, ou qui, revêche et rogue,
Évite la caresse, et, le poil hérissé,
Ne quitte pas des yeux le passant harassé.
Tout en te reposant, fais-moi tes confidences :
Gains poursuivis; jeux où se plaît la Providence;
Grands désirs que la Gloire a sans cesse comblés.
Beaux rêves d'art en beaux chefs-d'œuvre modelés;
Graves enseignemens puisés à la sagesse;
Poèmes que dicta la Muse enchanteresse;
Labeur tenace et dur de la glèbe ou du champ;
Désir triste et craintif du trépas approchant;
Jeune espoir éclairant de son aube la route;
Amante qu'un amour partagé charme toute,
Ou saignant à jamais de l'affreux abandon...

Ainsi j'écouterai ton récit, bref ou long,
Sans mêler à tes mots de bonheur ou de haine
L'écho de mon passé d'allégresse ou de peine,
Pour ne pas amoindrir, le comparant au tien,
Ton passé triste ou gai, dont ne subsiste rien, —
— Sur la grève du Temps insignifiante écume, —
Qu'un souvenir, voilé de joie ou d'amertume,
Mais qui, dans le présent, te reste cher encor,
Parce qu'il fut ta vie avant d'être la Mort.

LORSQUE LA NUIT DESCEND

Lorsque tombe le soir lentement sur la terre,
Alors j'entends la voix du silence gémir
Dans les cyprès bordant les champs pleins de mystère,
Comme un faon orphelin que la nuit fait frémir.

Le sol laisse échapper des parfums d'ombre tiède.
La détente un moment envahit les pensers.
Et le long bruit de mer sortant de la pinède
Évoque un flot obscur où les morts sont bercés.

O morts, mes morts chéris, qui reposez dans l'ombre,
Jamais je ne vous sens plus rapprochés de moi
Qu'à l'heure où le soleil descend, décline et sombre
Derrière les coteaux qui rougissent d'émoi.

Car, tout au doux rappel de ses chères tendresses,
Mon cœur, que la ténèbre enveloppe, n'est plus
Distrait aux bruits du jour, et goûte l'allégresse
De revivre à loisir les instans révolus.

Et comparant son sort à votre paix immense,
Imaginant les maux qu'il doit encor souffrir,
Il vous envie, épris de votre grand silence,
O morts, d'avoir enfin mérité de mourir.

LE PASSÉ

La brume étend partout sa gaze diaphane.
De confuses rumeurs s'élèvent çà et là.
La Nature, assoupie et fragile, se fane
Sur les bords des sentiers d'où l'Amour s'envola.

Les bouleaux élancés mettent leur tache claire
Parmi les châtaigniers, dans l'air silencieux.
Sous ses dentelles d'eau l'heure est crépusculaire,
Et l'aube, sans lueur, n'anime pas les cieux.

L'âme est comme un parterre où la mélancolie
Promène ses langueurs et son rêve attristé,
Au milieu des rameaux qu'abandonne la vie
Et d'une amère et froide odeur d'humidité.

Et tous les souvenirs des jours enfuis, près d'elle,
Ainsi que les oiseaux de l'arrière-saison
Sur le seuil d'un logis, viennent battre de l'aile
Et pleurer sans retour sur leur défleuraison.

PIERRE DE BOUCHAUD.

REVUE LITTÉRAIRE

L'INFLUENCE FRANÇAISE EN ALLEMAGNE (1)

En 1772, il y avait à Gœttingue un petit groupe de jeunes gens un peu fous, émus de poésie et qui s'abandonnaient à leur imagination résolument. C'étaient Voss, Bürger, Hœlty, les frères Stolberg, Leisewitz, Miller et quelques autres, plus ou moins célèbres depuis lors. Vers la fin de l'été, un soir, comme le clair de lune était particulièrement beau, ils partirent pour une promenade, au cours de laquelle il leur serait donné de communier avec l'admirable nature. Ils gagnèrent la campagne, burent du lait dans la cabane d'un paysan, puis arrivèrent à un endroit où les chênes faisaient une sorte de bosquet charmant. Ils couronnèrent de feuillage leurs chapeaux. Et ensuite, ces grands garçons, déraisonnables sans barguigner, dansèrent une ronde. Ils prirent à témoin de leur amitié la lune indifférente et les innocentes étoiles et fondèrent un cercle de camarades qui, en souvenir de cette heure enchantée, porterait le nom du Bosquet. L'année suivante, le 2 juillet, les membres du Bosquet se réunirent chez l'un d'eux, pour célébrer l'un des plus ennuyeux poètes d'Allemagne, — mais ils l'adoraient, — l'auteur de *la Messiade*, Frédéric-Gottlieb Klopstock. Aujourd'hui, nous avons beaucoup de peine, je crois, à nous figurer ce vif enthousiasme qu'on eut pour ce Klopstock. Un passage de *Werther* m'a toujours étonné, même déçu. Les deux amans sont à la fenêtre. Au loin, le tonnerre gronde ; les champs, mouillés de pluie, exhalent des parfums enivrans. Accoudée,

(1) L. Reynaud, *Histoire générale de l'influence française en Allemagne* (Hachette). Du même auteur, *Les origines de l'influence française en Allemagne*, tome Ier ; le tome II est en préparation (Champion).

la jeune fille regarde le ciel, et bientôt regarde le bien-aimé; ses yeux sont pleins de larmes. Elle pose sa main sur la main de Werther, en disant... On s'attend qu'elle dise quelque chose de tendre et de pâmé... Elle dit : « Klopstock ! » Une Lolotte de chez nous aurait trouvé mieux, il me semble. Mais enfin, Klopstock était alors le poète préféré de toutes les âmes sentimentales. Et les jeunes gens du Bosquet, précurseurs de ce mouvement romantique appelé *Sturm und Drang*, — autant dire, si je ne me trompe, Orage et Désir, bref Passion, — avaient choisi Klopstock pour leur maître, ou mieux leur prophète. Ils se réunirent donc, le 2 juillet 1773, dans la chambre de Hahn, leur ami. S'ils ne firent pas leurs agapes dehors et à même la sainte nature, c'est qu'il pleuvait ce jour-là. Une longue table était tout ornée de fleurs. Et, à la place d'honneur, il y avait un grand fauteuil, enguirlandé de giroflées et de roses : le fauteuil de ce Klopstock. Seulement, Klopstock n'étant pas là, on assit, pour ainsi parler, sur son fauteuil son œuvre, la pile de ses œuvres complètes. On commença par des chants triomphaux; l'on mangea; l'on vida, en l'honneur du poète, maints verres de vin du Rhin : ce fut, pour Hahn, l'occasion de déclamer à très haute voix une ode de Klopstock, le *Vin du Rhin*. D'autres odes, sur la liberté, eurent un succès magnifique : et l'on gardait son chapeau sur la tête, en signe de désinvolture. Quelqu'un, Bürger probablement, cita le nom de Wieland. Aussitôt tout le monde se leva et cria : « Mort à Wieland, corrupteur des mœurs allemandes ! » et : « Mort à Voltaire ! » Voltaire, c'était, pour cette jeunesse allemande, le vivant symbole de la France et de sa littérature; et, Wieland, ils ne lui pardonnaient pas d'être, dans leur pays, le poète qui avait le plus parfaitement subi, ou reçu, l'influence française. Car ils cédaient à une violente velléité nationaliste : et c'est toute la signification de leur repas. Wieland était, à leurs yeux, le traître. Sous le fauteuil où siégeait l'œuvre complète de Klopstock, ils avaient jeté, après l'avoir mise en lambeaux, l'*Idris* de Wieland. Puis, quand le punch flamba, l'on y alluma les pipes, au moyen de feuillets arrachés à l'*Idris*. Un poète au cœur fatigué, qui ne fumait pas, dut racheter sa nonchalance en piétinant ce qui restait du volume. Et parmi les relens de la mangeaille, la fumée du tabac, les vapeurs de l'alcool, on jura d'en finir avec l'hégémonie française, avec la débauche de Lutèce, avec l'impiété des philosophes parisiens : on rendrait à la vieille Allemagne son pur esprit, sa pure littérature et sa chasteté légendaire. On écrivit à Klopstock, pour lui demander sa bénédiction, qu'il donna très volontiers, car il était l'obligeance même.

Cette révolte ne manquait pas d'entrain; et l'on peut dire qu'elle eut des conséquences, si elle marque le début de l'autonomie intellectuelle que l'Allemagne chercha désormais. Dans les années qui ont suivi notre défaite de Rossbach, il est certain que le prestige de la France diminua dans les pays voisins. Et Frédéric II, à qui l'Allemagne dut son orgueil en ce temps-là, ne goûtait, lui, que notre littérature et nos arts : les événemens tournent à leur manière capricieuse et autrement que ne le devinaient, ou ne le souhaitaient, leurs auteurs principaux. Mais une révolte est l'indice d'une servitude. L'influence française, que ces jeunes gens de Gœttingue voulaient secouer, on l'a niée ou bien on l'a réduite à peu de chose, même en France : ces jeunes gens la sentaient forte, la sentaient lourde et efficace. Plus ils mettent d'énergie à la dénoncer comme une détestable oppression, mieux ils avouent qu'elle leur a pesé. D'ailleurs, c'est vite fait, de boire à la santé du libre génie allemand : c'est plus difficile de le manifester par des poèmes; et, quand ces écrivains, prompts à trinquer, en furent à publier leurs écrits nouveaux, on put voir qu'ils étaient encore les élèves, parfois dissipés, de nos poètes.

La question de l'influence française en Allemagne, passionnément controversée depuis longtemps, et mal posée presque toujours, et faussée à l'envi par des historiens illustres, des critiques notoires, a tenté l'un de nos érudits les plus attentifs, M. Reynaud, qui vient de lui consacrer un volume de plus de cinq cents pages, in-octavo ; et ce n'est, dit-il, qu'un « tableau largement brossé : » non, non, mais le travail d'un peintre méticuleux!... Son *Histoire générale de l'influence française en Allemagne*, M. Reynaud la vit d'abord, assure-t-il, comme une espèce d'introduction à une étude beaucoup moins rapide et succincte. Mais, une introduction de cinq cents pages, cela dépasse les limites habituelles d'un avant-propos : et il consentit alors que, somme toute, il avait écrit une histoire. Néanmoins, il continue ses recherches. Sur les *Origines de l'influence française en Allemagne*, de 850 à 1150, il a donné un premier tome, énorme; et il prépare le second : le deuxième, qui sait?... Il y a là un peu d'excès, à mon avis. La patience de l'auteur, si méritoire, demande au lecteur une assiduité remarquable. L'auteur avoue qu'il n'ose pas s'adresser aux « gens du monde; » il ne prétend qu'aux « gens cultivés. » C'est déjà très joli! Mais son livre, son résumé, n'est pas d'une lecture aisée et perpétuellement agréable. Peut-être aurait-il mieux valu résumer davantage encore, ne point accumuler les petits faits qui tendent tous à une même conclusion, dégager plus nettement les épisodes caractéris-

tiques, et enfin marcher d'une allure un peu plus gaillarde. Nous piétinons quelquefois, auprès de notre guide. Après avoir piétiné, nous ne savons plus où il nous mène. Et cet inconvénient l'oblige à des redites, qui ne sont amusantes pour personne. J'insiste : les érudits ont tort de ne pas veiller à notre plaisir. Cette négligence, à l'endroit de notre plaisir, n'est pas fort ancienne chez nous. Et d'où vient-elle? D'Allemagne! L'influence allemande chez nous, c'est ici qu'on peut la surprendre. Mauvaise influence, et contre laquelle nous nous révolterons un de ces jours, après la revanche de Rossbach et de Sedan. Les érudits possèdent la vérité. Ils l'ont découverte ; et ils nous la refusent : c'est nous la refuser que nous l'offrir d'une façon mal engageante. Sommes-nous frivoles par trop? Ils ne le sont point assez. Il leur est venu, — d'Allemagne, hélas! — une manie d'austérité, à laquelle je ne trouve ni utilité ni grâce. Pourquoi ne se contentent-ils pas d'être sérieux ? Cela suffirait. Sérieux; aimables cependant. Ne nous aiment-ils pas? Ils nous dédaignent; non sans orgueil, ils s'enferment dans leur solitude. Et ils demeurent ésotériques ; nous demeurons ignorans. Une science plus gentille rendrait service à nous, et même à eux. Peut-être n'est-il rien qui vaille la peine d'être dit et qu'on ne puisse dire, presque gaiement, à presque tout le monde.

Cependant, gardons-nous de méconnaître l'effort considérable de M. Reynaud. Les résultats auxquels il aboutit laborieusement sont une acquisition véritable ; on a, en le lisant, la certitude heureuse de recevoir, non pas une opinion : de la réalité, rare présent. Que de recherches il lui a fallu mener à bien ! Cette influence que notre pays a exercée en Allemagne n'est pas seulement de qualité littéraire, mais philosophique, artistique et morale. Elle se révèle de la façon la plus variée, souvent la plus imprévue, dans les objets où d'avance on l'aurait le moins soupçonnée. Elle s'infiltre par des chemins cachés et confus. Puis, une idée qui passe les frontières ne voyage pas sans des péripéties nombreuses ; elle se modifie, prend les costumes et la mode des pays qu'elle traverse : et ne va-t-elle pas, sous de multiples déguisemens, nous échapper? Tâche immense et délicate, celle que M. Reynaud ne craignit pas d'assumer : examiner dans le détail deux littératures, la française et l'allemande, deux histoires, la nôtre et l'histoire des Germains, l'histoire politique et militaire, l'histoire des institutions et l'histoire morale de deux nations qui sont en rapports de guerre et de commerce depuis plus d'un millier d'années. Pour augmenter encore la difficulté de l'entreprise, il y avait le prodigieux entassement des livres, dissertations et mémoires qui ont encombré

le problème, qui ne l'ont pas éclairé, qui l'ont obscurci. Je reproche à nos érudits la lenteur embarrassée de leur dialectique : c'est qu'ils ne bougent pas commodément parmi la quantité des matériaux, quelquefois en décombres, apportés par leurs devanciers. Il y a là du mauvais et du bon. Ce n'est pas dans un chantier parfait que le savant moderne travaille, mais dans les démolitions d'une bâtisse qu'on appelle la science, bâtisse de Babel, toujours à recommencer. Chaque ouvrier la recommence; et il emploie les pierres que d'autres ont taillées : il les taille à son tour, corrigeant les fautes d'un imbécile ou d'un maladroit. Et il n'en finit pas. Quant au problème de l'influence française en Allemagne, comme il n'en est pas de plus divers et de plus embrouillé, peut-être aussi n'en est-il pas qui ait également souffert d'une malfaçon, tantôt involontaire et tantôt pareille à un industrieux sabotage. Ces jeunes gens de Gœttingue, si ardens à réagir contre l'influence française, ont donné, dans leur pays, le signal d'une activité qui, depuis lors, n'a pas eu de cesse. Les poètes et les écrivains de toute sorte firent de leur mieux, et avec succès ou non, pour être originaux; les érudits se chargèrent de démontrer qu'au surplus cette influence française n'existait pas et, en quelque sorte, n'avait point existé.

L'on se trompe, chez nous, sur la science allemande, quand on se la figure impassible, détachée de tous intérêts autres que la seule et intangible vérité. Ce n'est pas en Allemagne, c'est en France, au Collège de France, et en 1870, pendant la guerre, qu'un savant prononça ces mémorables paroles : « Je professe absolument et sans réserve cette doctrine, que la science n'a d'autre objet que la vérité, et la vérité pour elle-même, sans aucun souci des conséquences que cette vérité pourrait avoir dans la pratique. Celui qui, par un motif patriotique, religieux et même moral, se permet dans les faits qu'il étudie, dans les conclusions qu'il tire, la plus petite dissimulation, l'altération la plus légère, n'est pas digne d'avoir sa place dans le grand laboratoire où la probité est un titre d'admission plus indispensable que l'habileté. » Le grand Gaston Paris formulait ainsi l'évangile de la science française, évangile contre lequel les savans d'outre-Rhin ne se privent pas de pécher avec un zèle continu. La France était enclose dans le « cercle de fer » des armées allemandes, lorsque Gaston Paris refusait si noblement de soumettre la science à des argumens patriotiques : et le sujet de son cours était *la Chanson de Roland et la Nationalité française ;* d'un bout à l'autre de ses leçons, pas une fois il ne broncha. Mais eux, les savans d'outre-Rhin, c'est après la défaite d'Iéna, puis après la victoire de Sedan qu'ils vouèrent une érudition

passionnée à l'initiative commune de requinquer, puis d'exalter l'orgueil national. Je ne dis pas qu'il n'y ait là aucune beauté ; mais tromperie, incontestablement. Les érudits allemands, — sauf toutes les exceptions honorables qu'on voudra, — se sont embauchés dans les troupes irrégulières du pangermanisme. Pour peu qu'on le sache, et c'est l'évidence même, on n'aura guère été surpris du manifeste dit des « Intellectuels allemands, » où tant de contre-vérités impudentes compromettent la signature de professeurs et de philologues notoires.

Schlegel a composé son *Cours de littérature dramatique* pour démontrer que, sur les ruines de la civilisation gréco-latine, les Germains christianisés, sublimes inventeurs, ont édifié la civilisation nouvelle. Gervinus a composé son *Histoire de la littérature nationale* « pour signifier à ses compatriotes qu'ayant derrière eux déjà l'apogée de leur production littéraire, ils eussent à se tourner vers l'action. » Mommsen, dans son *Histoire romaine*, « prêchait la restauration de l'Empire. » Ranke, Sybel et Treitschke « préparaient les voies à la Prusse. » Eh bien ! qu'ils préparent les voies à la Prusse, qu'ils prêchent la restauration de l'Empire, encouragent leurs compatriotes à l'action, vantent le génie créateur des Germains, c'est leur idée : qui la leur reprocherait ? Seulement, leur idée, ils l'ont dissimulée ou déguisée sous les dehors de l'histoire : et, leur astuce, la voilà. Où l'astuce devient le plus sournoise, c'est dans l'érudition proprement dite. On sait qu'un historien, si intègre qu'on le suppose, cache toujours un orateur : on se méfie. On ne se méfie pas d'un philologue, d'un mythologue. Philologues et mythologues allemands profitèrent de la créance qu'on leur accordait ; ils en abusèrent et, sous couleur de science impartiale, ils tirèrent à eux, à la Germanie, ce qui n'appartenait point à eux, ni à la Germanie. En fin de compte, ils élaborèrent cette illusion : « à savoir (dit M. Reynaud) que, dans n'importe quel ordre de faits, il convenait d'abord de définir le rôle de l'Allemagne, les événemens les plus importans de la civilisation ne pouvant avoir leur origine que dans un effort spontané du monde germanique. » Les Germains étaient « le sel de la terre. » A toute mythologie étrangère, ces malins trouvaient une racine dans le sol tudesque ; les coutumes ou les légendes, les thèmes lyriques ou épiques de l'Espagne, de la France ou de l'Irlande, ils les rattachaient à des origines allemandes. Leurs *Niebelungen* étaient la source de la poésie universelle, tandis que ces *Niebelungen* dépendent très étroitement de nos épopées féodales et tandis que l'auteur des *Niebelungen* avait la tête farcie de notre littérature médiévale. L'architecture gothique, l'art français par

excellence, passa pour une invention des Germains, et à tel titre que, sous le règne de Frédéric-Guillaume IV, la cathédrale de Cologne étant restée inachevée, les « Intellectuels allemands » se cotisèrent et, de leurs deniers, payèrent les architectes et maçons qui munirent des suprêmes clochetons et flèches un chef-d'œuvre si allemand. Ce chef-d'œuvre n'était, sauf la vaine surcharge des fioritures, que la mauvaise copie de nos cathédrales. On ne l'ignorait qu'à demi ; et l'on aima cette imposture qui flattait la fatuité nationale. L'enquête ne serait pas longue pour dénicher, dans la moindre thèse d'un *privat-docent*, les traces de la volonté pangermaniste. Mais oui! et tels de ces gens qui vous ont l'air de ne chercher que des étymologies, tranquille besogne, sont de faux linguistes : leur intention secrète et la récompense dont l'espoir les anime est d'enlever à la fécondité romane maints rejetons qu'ils offriront au géniteur allemand.

Tout cela, tout ce formidable travail, attifé de pédantisme et fortifié d'un appareil imposant de commentaires et de discussions critiques, c'est la science allemande, annexe de la politique allemande. Ces érudits ne sont pas les simples servans de la vérité, mais plutôt les auxiliaires d'une vérité allemande à la fabrication de laquelle ils ont collaboré puissamment, et en tapinois, et avec des mines benoîtes, comme ces autres auxiliaires du pangermanisme, les informateurs ou espions. Les uns et les autres nous ont dupés.

Si l'on veut voir jusqu'où alla cette duperie, laissons nos romantiques s'attendrir sur la sensibilité allemande : ce sont des poètes. Mais voici deux historiens, Renan et Michelet : ils applaudissent à la victoire de Sadowa, comme au triomphe excellent de la moralité allemande. Et Renan, qui passe pour connaître fort bien le moyen âge, accorde facilement que notre civilisation médiévale provient, en majeure partie, d'Allemagne. Certains phénomènes se sont pourtant manifestés plus tôt et plus complètement chez nous que chez le voisin : Renan déclare, dit M. Reynaud, que « mainte idée germanique avait rencontré chez nous un terrain plus favorable pour germer et s'épanouir que dans sa patrie première. » Cependant, on ne l'aperçoit pas en Allemagne premièrement, cette idée qui a germé, qui s'est épanouie en France. Non; et, tout simplement, on suppose qu'elle était d'abord là-bas. Pourquoi? C'est un hommage rendu à la bonne Allemagne. On aime l'Allemagne. Un peu plus tard, quand on cessa de l'aimer, on lui continua une déférence de qualité scientifique. M. Reynaud ne cite, parmi nos historiens, que Duruy comme ayant résisté à l'engouement germanique de son époque. Duruy, dans son

Histoire des Romains, écrivait : « Le livre de Tacite est l'évangile historique de nos voisins et ils en ont fait sortir quantité d'admirables choses pour l'honneur de leur race. Avec une imprudente générosité, nos savans les ont longtemps soutenus dans leurs prétentions à ne voir d'autres facteurs de la civilisation moderne que le germanisme, *das Germanentum*, comme si le reste des nations étaient demeurées inactives et silencieuses devant la révélation nouvelle descendue du Sinaï germanique... » Il ajoutait : « La vérité est que, durant quatre siècles, cette race de proie fut le fléau du monde ; et Grégoire de Tours répond à Tacite quand il montre les instincts malfaisans et grossiers de ces hommes sans respect pour la parole jurée, sans pitié pour le vaincu, sans foi envers la femme, l'enfant et le faible... » On dirait ces lignes écrites d'hier, il me semble ; Duruy ne s'était pas trompé sur la race de proie. Les collègues de Duruy avaient été et, après lui, malgré son avertissement, furent encore menés en erreur par cette érudition d'outre-Rhin que j'appellerais volontiers, selon le mot de M. Léon Daudet, un subtil travail d'Avant-guerre.

Favorisée par notre singulière complaisance, la critique allemande arriva le mieux du monde à ses fins : elle réalisa et, par tous les moyens, elle vivifia cette doctrine mensongère d'une Allemagne qui a civilisé l'Europe, que les autres pays ont empêchée d'accomplir toute sa mission et qui, en dépit de toutes résistances, l'accomplira. Or, ne hasardons point de prophéties ; mais jugeons le passé. M. Reynaud, les érudits d'Avant-guerre ne lui imposent pas. Il a repris toute la question comme si personne ne l'avait résolue encore d'une manière ou d'une autre. Avec bonne foi, sans négliger rien, sans ménager ni son temps, ni sa peine, sans préoccupation d'aucune sorte et animé du seul désir de savoir, il a étudié une à une toutes les pièces du procès. Voici sa réponse : depuis l'origine des deux pays voisins jusqu'à nos jours, et plus ou moins heureusement selon les siècles, l'influence française, toujours active, a civilisé l'Allemagne ; tout ce qu'a de civilisation l'Allemagne, l'Allemagne le doit à la France, et la fameuse *Kultur* que vantent les Germains sans modestie est un cadeau de nous, un cadeau qui d'ailleurs n'a point embelli chez eux. Pour aboutir à cette conclusion, si exactement opposée à celle que constitua le patient orgueil de nos émules, tandis que nos savans ne déjouaient pas la ruse, il a fallu, — on excusera cette métaphore de guerre, — gagner, de tranchée en tranchée, les positions indispensables à une conquête de vérité : positions d'où l'ennemi nous avait délogés et qu'aussi nous avions abandonnées trop aisément. Et je reprochais à

M. Reynaud la lenteur de ses manœuvres offensives ; certes, il ne va pas vite : mais pouvait-il se lancer plus hardiment sur un terrain miné, parmi les embûches et parmi la préparation formidable de l'imposture ? Il chemine avec une sage précaution ; quand une fois on a compris sa tactique et les nécessités de sa méthode, on l'accompagne volontiers.

Les cinq cents pages in-octavo de son *Histoire générale*, comment les résumerai-je, si déjà elles ne sont qu'un résumé? Je ne souhaite que de retracer les grandes lignes de l'ouvrage. Eh bien ! dès le commencement de l'Europe, le Germain barbare est, pour la pensée, le tributaire du Celte : pour la pensée, et dans l'action même. Le Celte lui enseigne le labourage, la construction des villages et des villes, le combat, la poésie qui chante les héros, l'art qui orne la rude existence. La Gaule chrétienne évangélise la Germanie ; elle importe en Germanie le secret de la vie policée, l'organisation de l'État. Nos religieux, Clunisiens, Cisterciens et Prémontrés, vont en Germanie défricher le sol, former des artisans et des artistes, ouvrir les âmes à de belles croyances. Au XIIe siècle, la France rayonne de prospérité : c'est une des époques les plus magnifiques de la France, une de celles où ont le mieux flori ses arts, sa poésie et sa gaieté ; c'est alors que naît la « douce » France, bien souriante, et qui invente, dans la richesse, le goût. Puis elle invente son aménité, une grâce nouvelle du cœur et de l'esprit, la courtoisie. On a comparé à Racine le poète Chrétien de Troyes : c'est lui faire beaucoup d'honneur, et plus que de raison. Mais, dans les poèmes de Chrétien, la politesse du récit, la finesse des sentimens et une élégance exquise témoignent en effet de la perfection délicate qui fut, en ce temps, naturelle et habituelle dans la société française. Le vocabulaire de l'amour n'a jamais été plus attentif, plus discret ; et l'amour n'a jamais été plus sincère à la fois et plus respectueux ; et les femmes n'ont jamais été environnées de plus d'égards, et plus ingénieux. La France porta en Allemagne sa trouvaille, la courtoisie : dangereux voyage, pour un si fragile chef-d'œuvre ! Les femmes allemandes ne s'attendaient pas à une telle aubaine ; et, les Allemands, il leur fallut renoncer à ces fortes réunions d'hommes, où l'on buvait, où l'on chantait sans vergogne ; il leur fallut, pour suivre la mode française, apprendre les règles de la causerie. Or, les critiques d'outre-Rhin réclament pour leurs ancêtres l'invention de la « Frauenverehrung, » — c'est le respect qu'on doit aux dames ; — pas du tout ! et les Français ne réussirent pas sans peine à dresser aux jolies manières ces barbares, d'ailleurs zélés. Le

plus difficile fut de leur faire admettre que, non, ce n'est point aux femmes à commencer le dialogue de l'amour : ils préféraient qu'on vînt à eux, avec de la complaisance toute prête. Et puis, le mysticisme de l'amour les importunait, comme aussi l'attirail compliqué des épreuves et des délais, tant de cérémonie ! Les premiers *Minnesinger*, là-dessus, montrent de la mauvaise humeur et laissent deviner la maladresse de leurs chevaliers galans, des rustres fort déconcertés. Un peu plus tard, Wolfram d'Eschenbach, Gottfried de Strasbourg, Hartmann d'Aue, Walther de la Vogelweide sont de charmans poètes et au courant de toute gentillesse : mais poètes courtois, c'est à la France qu'ils ont emprunté la maxime de courtoisie, principe d'élégance et de morale, discipline des passions et loi de renoncement. Tout de même, leurs bévues trahissent quelquefois leur bonne volonté. Wolfram d'Eschenbach n'évite pas les fautes d'une sensualité qu'il contient assez mal ; Hartmann d'Aue ne s'accoutume point à ce que les femmes aimées ou désirées ne fassent pas toutes les avances ; il refuse de « mettre l'honneur au-dessus de la vie » et ses chevaliers ne risquent pas inutilement, pour le seul plaisir de l'abnégation, l'aventure de la mort. Les successeurs de ces poètes sont franchement d'une autre sorte. Neidhart, lui, remplace les nobles dames par des Gotons; Steimar débite des ordures. Les seigneurs n'ont plus pour modèles Arthur de Bretagne et ses compagnons ; mais ils épiloguent touchant le prix du blé, les vendanges, et retournent aux maritornes. Qu'est-il arrivé ? L'influence française en Allemagne décline ; aussitôt la vulgarité allemande triomphe. Mais alors, l'Allemagne organise ses libertés communales, sa bourgeoisie ; c'est encore à la France qu'elle demande des recettes. Puis, sous le règne de Louis XIV, la France élabore et conduit au plus merveilleux achèvement le système de ses idées. L'Allemagne adopte ce système intégralement : « conception de la vie politique, institutions civiles et militaires, attitude envers la religion, philosophie, usages mondains, rôle social de la femme, littérature, les arts, les métiers, tout est français, en Allemagne, jusqu'à la langue elle-même. » Schlosser écrit : « Nous avions tant de respect pour la langue et les usages de l'étranger que n'importe quel barbier français portait en Allemagne le titre de marquis et que, tandis que le docteur allemand marchait de pair avec le cocher, le maître de français était reçu à la Cour et frayait avec les altesses. » On proposait à Frédéric II, comme bibliothécaire, le célèbre Winckelmann, qui désirait, en fait d'émolumens, deux mille thalers ; et le Roi : « Pour un Allemand, mille thalers, c'est bien assez ! » Il engagea un très obscur bénédictin fran-

çais et lui donna, sans marchander, les deux mille thalers qu'il refusait à Winckelmann. A la table du prince de Zell, un soir, tous les convives étaient français ; et quelqu'un dit : « Monseigneur, c'est assez plaisant, il n'y a ici que vous d'étranger ! » Tard dans le XVIIIe siècle dure, en Allemagne, la domination spirituelle de notre pays : et Frédéric II le prouve. Quand on s'en aperçut, on se fâcha. Déjà Leibnitz, qui écrivait en français la *Monadologie*, réprimande ses contemporains comme ceci : « Nous avons érigé la France en parangon de tous les agrémens ; nos jeunes gens, voire nos jeunes princes, ont méconnu en conséquence leur propre pays et admiré par contre toutes les choses de France. Ils ont discrédité leur patrie auprès des étrangers et aidé eux-mêmes à ce discrédit : leur inexpérience a pris, pour les mœurs et pour la langue allemande, une répugnance qui leur reste même quand ils ont acquis de l'âge et de la raison. » Et ces étudians de Gœttingue, qui se révoltent comme je l'ai raconté, sont des patriotes éperdus. Ils refusent de tolérer plus longtemps le servage intellectuel que la suprématie française leur a imposé. Mais, dans leur révolte même, ils sont les disciples de nos révoltés. Et que feront-ils ? Rien.

Les deux époques les plus brillantes de la civilisation, de l'autre côté du Rhin, sont (dit M. Reynaud) celles où l'Allemagne « a été le plus étroitement dépendante de nos mœurs et de nos idées ; » et « la loi de son développement ne lui est pas intérieure : c'est la loi de la civilisation française qui devint celle de l'Allemagne. »

Mais, dira-t-on, l'Allemagne a ses poètes, ses philosophes ; elle a son originalité. Oui ! Et, quand on prouve que, depuis les origines, l'influence française a éduqué l'Allemagne, on n'entend pas que l'Allemagne soit inféconde et nulle : seulement, c'est un fait que l'intervention de notre pays l'a fertilisée. Elle a ses poètes ; et même, elle a sa poésie. Cela n'empêche pas que ses plus grands poètes ont reconnu leur dette envers la France ; et Gœthe s'écriait : « Comment aurais-je pu haïr les Français, un peuple auquel je dois une si grande partie de ma formation intellectuelle ? » Puis, elle a ses philosophes ; et il ne s'agit pas de nier la secousse que la philosophie a reçue d'Emmanuel Kant : à mon avis, on exagère la valeur de l'emprunt qu'a fait à Rousseau l'auteur des *Critiques*. Il n'en est pas moins vrai que la spéculation métaphysique a préludé en France, que l'admirable scolastique (si étrangement méconnue) passa de chez nous en Allemagne, que Leibnitz dépend de notre Descartes et que toute la philosophie allemande a été suscitée par l'œuvre de nos philosophes

Et, enfin, oui, l'Allemagne a son originalité. Mais, précisément, — et, si je me trompe, la faute n'en doit pas être imputée à M. Reynaud, que j'abandonne ici ; d'ailleurs, ne nous effrayons pas des mots : leur insolence s'atténue à la réflexion, — comme l'originalité française est une civilisation, l'originalité allemande est une barbarie. A chaque fois que l'Allemagne a voulu s'émanciper, à chaque fois qu'elle a pu le faire, elle a déchaîné des instincts, et non pas ordonné des pensées. A Francfort-sur-le-Mein, le jeune Gœthe eut sous les yeux des exemples français. Il avait, chez son père, la compagnie d'un Français distingué, lieutenant de Soubise, le comte de Thorenc. Il assistait avec enchantement aux spectacles de la troupe française : « Les chefs d'œuvre du théâtre français, a-t-il écrit, seront toujours des chefs-d'œuvre ; c'est à eux que je dois mon inspiration dramatique. » Parlant à Eckermann de Voltaire et de nos écrivains, il disait : « Il ne ressort pas assez nettement de ma biographie quelle influence ces hommes ont exercée sur ma jeunesse. » Puis quand, à l'instigation du *Sturm und Drang*, il prétendit se dégager de nos écoles, il tomba dans l'extravagance, et voilà tout. Il délirait, ne fût-ce que pour éberluer ses amis. A l'auberge d'Elberfeld, il danse autour de la table si étrangement que ses amis sont, plus qu'éberlués, inquiets. A Darmstadt, souhaitant de montrer aux bonnes gens un poète et sa désinvolture, il se baigne tout nu, content d'ébaubir le monde. Et il a recours à mille absurdités, pour affirmer sa *Genialitat*. Il avait la tête solide et put résister à ce surmenage de déraison ; mais, auprès de lui, un garçon plus débile, le malheureux Lenz finit dans la démence. Le jeune Gœthe n'est-il pas un peu nietzschéen, déjà ? et les promoteurs du *Sturm und Drang* ne sont-ils pas des nietzschéens, par avance ? et, l'Allemagne, toutes ses crises de hardiesse indépendante n'ont-elles pas ce même caractère de désordre ? Le *Kraftmensch* qu'en ses jours délurés tout patriote allemand tâche d'être, c'est un sauvage vaniteux qui se débride. La sagesse de Gœthe lui vint, non de ses origines germaniques, mais de son éducation française. La Germanie, semblablement, c'est la France qui l'a pourvue des seules règles qui, par momens, lui ont donné bon air ; elle ne s'est jamais échappée de nos disciplines que pour se livrer à ses velléités fantasques ou folles. La Germanie a besoin d'être, du dehors, civilisée, ou maîtrisée.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le proverbe qui dit qu'il ne faut pas changer de chevaux au milieu du gué a toujours paru d'une grande sagesse, mais cette sagesse n'est celle, ni du gouvernement austro-hongrois, ni même, quoique à un moindre degré, du gouvernement allemand. Ce dernier, qui avait déjà mis de côté le comte de Moltke, vient encore de changer de ministre de la Guerre. Pourquoi le général de Falkenhayn a-t-il été remplacé par le général Wild von Hohenborn? On ne nous le dit pas, et le fait n'a peut-être pas une grande importance. Mais ce qui se passe en Autriche-Hongrie mérite plus d'attention. Là, c'est tout un branle-bas. Le ministre commun des Affaires étrangères donne sa démission et un nouveau titulaire le remplace. Le président du Conseil autrichien disparaît à son tour et est remplacé par le ministre des Finances, gouverneur de l'Herzégovine et de la Bosnie. L'archiduc héritier se rend à Berlin et au quartier général pour causer avec le chancelier impérial et avec l'Empereur lui-même. Le baron Burian, nouveau ministre des Affaires étrangères, va lui aussi à Berlin voir son collègue allemand, M. de Jagow, et le chancelier de Bethmann-Hollweg. Les journaux s'ingénient pour découvrir les motifs de tous ces mouvemens et ne peuvent faire que des hypothèses. Nous n'avons pas la prétention de faire autre chose.

Le comte Berchtold a succédé au comte d'Æhrenthal en janvier 1912 : il a donc passé deux ans au pouvoir, et rarement deux années ont été, nous ne disons pas mieux, mais plus remplies que celles-là. On assure que le comte Berchtold n'avait accepté que par dévouement à l'Empereur, et sur la demande expresse de celui-ci, la lourde charge qui lui a été confiée : si le fait est vrai, il montre que le comte Berchtold se jugeait exactement lui-même. Il n'était pas l'homme de la situation. Sa volonté était trop vacillante et trop faible pour dominer les événemens qui ont surgi ; aussi n'est-ce jamais lui qui

a été le vrai ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie ; la direction est venue tantôt de Berlin et tantôt de Pest. Le comte Berchtold est allé à la guerre sans avoir bien compris où on le menait : il n'en a pas moins une lourde responsabilité dans les torrens de sang qui coulent aujourd'hui. Nul assurément ne regrettera sa retraite, mais il reste à savoir quelle en est la signification et dans quelle direction nouvelle l'Autriche-Hongrie va s'engager, ou être engagée. La personne de son successeur, le baron Burian, ne donne pas, à ce point de vue, une indication très précise. Le baron Burian est un diplomate de carrière qui passe pour spécialiste dans les questions balkaniques : il a pu les étudier dans différens postes et a été ministre des Finances et gouverneur de l'Herzégovine et de la Bosnie, fonctions qui ont toujours été réunies sur une même tête. Il est certainement mieux préparé à sa tâche que ne l'était le comte Berchtold, et on s'accorde à reconnaître son mérite ; mais il semble bien que ce n'est pas pour tous ces motifs que le choix de l'Empereur s'est porté sur lui Le baron Burian a été nommé ministre surtout parce qu'il est Hongrois. Le comte Berchtold l'était aussi, mais il semble qu'il y ait des degrés dans cette qualité et que son successeur la possède à une puissance supérieure. En effet, le baron Burian n'est pas un Hongrois comme tous les autres, il est encore l'homme de confiance et un peu l'*alter ego* de M. Tisza. Et tous les regards se tournent aujourd'hui du côté de M. Tisza. On connaît cet homme politique, très entier dans ses idées, bien qu'il en change quelquefois, doué d'une volonté très forte, entreprenant, hardi, et dont la dictature déborde la Hongrie pour s'étendre sur l'Autriche. Si on recherche à qui, dans la monarchie dualiste, revient la principale responsabilité de la guerre, on reconnaîtra sans peine que c'est à la Hongrie de M. Tisza. Elle a voulu, elle veut toujours mal de mort à la Serbie, qui représente à ses yeux la révolte du monde slave contre la domination magyare en Transleithanie : c'est à Pest encore plus qu'à Vienne que la guerre a été déclenchée par une main résolue. Mais les événemens qui se sont succédé depuis ont trahi les espérances du début. L'enthousiasme qui a accueilli la déclaration de guerre n'a pas tardé à faire place à d'autres sentimens. On avait cru qu'une expédition en Serbie y serait une simple promenade militaire, qu'il n'y aurait nulle part de résistance sérieuse, et que le petit pays serait en quelques jours écrasé par le grand. Les déceptions sont venues vite. La Serbie a manifesté un héroïsme imprévu et, à l'heure même où sa situation paraissait le

plus désespérée, elle a remporté sur l'armée autrichienne une victoire écrasante. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en Serbie que l'armée autrichienne a éprouvé des revers ; elle n'a guère été plus heureuse en Galicie. Déjà l'armée russe occupe les défilés des Carpathes, prête, dès la fonte des neiges, à entrer en Hongrie et à marcher sur Pest. Sur les autres champs de bataille les armées en présence se sont tenues mutuellement en respect et, si on aperçoit déjà de quel côté le fléchissement final doit avoir lieu, il ne s'est pas encore produit. Il n'en est pas ainsi en Galicie. Le territoire allemand n'a pas été envahi ; le territoire autrichien l'a été, et le mal paraît très grave. Que faire pour le réparer?

A dire vrai, nous n'en savons rien, et nous ne croyons pas que l'Autriche-Hongrie puisse échapper tout à fait aux conséquences de ses fautes; elle les expiera cruellement. Mais le comte Tisza a un tempérament de lutteur, et il veut lutter. Nous le verrons à l'œuvre. Il estimait que le comte Berchtold, dont le tempérament est très différent du sien, lui donnerait dans ce combat pour la vie un appui insuffisant : voilà pourquoi le comte Berchtold est tombé de la scène. Le baron Burian y fera-t-il meilleure figure? Y sera-t-il plus heureux? Son premier acte a été d'adresser à M. de Bethmann-Hollweg un télégramme sans fierté, auquel le chancelier allemand a répondu avec une condescendance protectrice. « Je prie Votre Excellence, a dit le ministre autrichien, de me prêter dans l'exercice de mes fonctions, pleines de responsabilité, le même appui vigoureux qu'elle a prêté à mes prédécesseurs pour le maintien des rapports intimes et empreints de confiance avec le gouvernement impérial allemand. » A quoi le chancelier a bien voulu répondre : « Votre Excellence peut être assurée de ma plus confiante collaboration et de mon appui sans réserve pour l'accomplissement des tâches, etc. » Voilà qui est bien; mais si l'appui et la collaboration de l'Allemagne ne sont pas plus utiles au baron Burian qu'ils ne l'ont été au comte Berchtold, nous plaignons le nouveau ministre. L'Autriche-Hongrie ferait sans doute mieux d'attendre son salut d'elle-même que d'un allié dont la toute-puissance est déjà irrémédiablement brisée.

Il semble qu'elle en ait eu parfois l'intuition fugitive ; mais les velléités dont on a cru apercevoir quelques vagues symptômes n'ont pas encore pris corps. Le prendront-elles jamais, ou plutôt le prendront-elles avant qu'il n'en soit plus temps? Pendant qu'on réfléchit, qu'on délibère, qu'on tâtonne à Vienne et à Pest, les événemens marchent. Nous avons parlé, il y a quinze jours, des mani-

festations très significatives de la Roumanie. Le gouvernement s'y est tenu jusqu'ici, au moins en paroles, dans une correcte réserve, mais notoirement il arme et se prépare. C'est un gouvernement d'opinion, et l'opinion, en Roumanie, développe de jour en jour son action avec une intensité plus grande. Comment le gouvernement y résisterait-il? Qu'il soit d'ailleurs d'accord avec l'opinion sur le fond des choses, nul n'en doute : la réserve que nous avons constatée chez lui ne s'applique qu'au choix des moyens les plus efficaces et du moment le plus favorable. S'il laissait passer ce moment quand il sera venu, s'il n'agissait pas quand il faudra agir, le pays ne le lui pardonnerait pas. L'occasion qui s'offre en ce moment à la Roumanie de conquérir un territoire habité par 4 millions de Roumains ne se présentera probablement plus avant plusieurs siècles : aussi se montre-t-elle résolue à en profiter. Nous avons parlé de la mission roumaine qui est venue récemment à Paris pour nous faire part de cette résolution dans les termes les plus formels. Elle la cachait si peu que l'univers entier en a eu connaissance. L'écho de ces conversations, de ces toasts, de ces discours, a été entendu à Vienne, et il est à croire que les changemens politiques dont nous venons de parler en ont été influencés dans une large mesure. MM. Diamandy, Cantacuzène et Conztantinesco ne mettaient pas en doute qu'un accord était déjà établi entre le gouvernement italien et le leur en vue d'une action commune quand l'heure du destin viendrait à sonner, et cette heure, ils la fixaient à une échéance précise et prochaine. Toutefois, la mission roumaine n'a pas eu jusqu'ici une contre-partie italienne. Après les paroles retentissantes que M. Salandra a prononcées il y a quelques semaines, rien de plus n'est venu de Rome, ce qui ne veut pas dire qu'on n'y parle pas, ni qu'on n'y agit pas; seulement, tout y est enveloppé de mystère, et nous ne pouvons prévoir l'attitude et la conduite probables de l'Italie qu'en songeant à ses intérêts, qui sont les mêmes que ceux de la Roumanie et ne sont pas moins évidens. Mais peut-être y a-t-il plusieurs manières de les servir, et le gouvernement italien n'a-t-il pas encore choisi celle qui lui paraîtra décidément la meilleure. N'importe : ni à Vienne, ni à Pest, ni à Berlin, on ne peut désormais se faire illusion sur ce qui s'élabore à Bucarest et à Rome, et la diplomatie austro-allemande prépare, de son côté, un immense effort pour dissiper ou détourner un danger de plus en plus inquiétant. Le but qu'elle se propose est double : d'abord et avant tout retenir, si c'est encore possible, la Roumanie et l'Italie dans la neutralité qu'elles ont observée jusqu'ici et

pourvoir d'une manière plus active à la défense du territoire austro-hongrois.

Retenir l'Italie et la Roumanie dans la neutralité, qui n'en voit l'intérêt pour l'Allemagne et encore plus pour l'Autriche? Cette dernière, en effet, est directement visée; l'Allemagne ne l'est qu'indirectement et à travers son alliée. La Roumanie et l'Italie peuvent dire à l'Allemagne qu'elles ne lui veulent aucun mal. Elles n'ont rien à lui prendre, elles ne poursuivent pas sa ruine, elles n'ont affaire qu'à l'Autriche dont elles convoitent certains territoires. Si l'Autriche les leur cédait de bonne grâce, elles lui tendraient aussitôt la main et seraient avec elle les meilleures amies du monde. Mais l'Autriche peut-elle le faire? Qui le croira? On a bien dit que le prince de Bülow avait fait des promesses à l'Italie. Mais lesquelles? Quelles qu'elles soient, elles sont certainement insuffisantes. Les ambitions principales de l'Italie ne sont pas sur le Trentin; elles sont sur Trieste, sur l'Istrie, sur la Dalmatie, en un mot, sur la côte de la mer Adriatique. Et l'Italie a parfaitement raison de tourner les yeux de ce côté, car là est son avenir, ou du moins une partie notable de cet avenir. Elle renoncerait à sa fortune, si elle laissait échapper l'occasion providentielle que la fortune lui donne de réaliser les projets qui, depuis si longtemps, hantent son imagination et occupent sa pensée. Mais voit-on l'Autriche, pour avoir la paix avec l'Italie, se dessaisir bénévolement de provinces qui sont parmi les joyaux les plus précieux de sa couronne? La voit-on accepter une semblable humiliation? La voit-on renoncer à l'amiable à ce que la guerre la plus désastreuse pourrait lui coûter? Ce sont là des propositions, des insinuations qu'on ne peut pas faire à un grand pays qui a de l'honneur. Entre ce que l'Italie désire, ou plutôt veut et poursuit, et ce que le prince de Bülow a pu lui faire entrevoir comme concession possible, la distance est si grande qu'aucun pont ne saurait la combler. Et si de l'Italie, nous reportons nos regards sur la Roumanie, la situation n'est-elle pas la même? On a dit que, pour désarmer les Roumains, l'Autriche pourrait proclamer, ou plutôt promettre l'autonomie de la Transylvanie: mais ce n'est pas l'autonomie de la Transylvanie que veulent les Roumains, c'est la Transylvanie elle-même, et ils pousseraient bien loin la naïveté, s'ils croyaient que l'autonomie, à supposer qu'ils s'en contentassent pour la Transylvanie, survivrait à une guerre où l'Autriche serait victorieuse. Toutes les promesses d'aujourd'hui deviendraient alors des chiffons de papier que le vainqueur déchirerait sans scrupule. La Roumanie trouvera plus de sûreté

ailleurs. Elle a une armée excellente, instruite, bien outillée, composée de 500 000 hommes, sinon de davantage : elle ne saurait disposer d'un argument plus solide dans le conflit politique où elle se trouve déjà engagée par ses déclarations.

On le sent si bien à Berlin et à Vienne qu'on semble avoir renoncé aux promesses pour mettre en œuvre d'autres moyens d'action, c'est-à-dire la menace. Mais comme on craint que la menace d'avoir affaire à l'armée autrichienne ne fasse pas suffisamment peur, on montre à sa place l'épouvantail d'une armée allemande : humiliation nouvelle à laquelle l'Autriche consent. Les Italiens pourraient avoir l'idée de marcher sur le Trentin : on y découvre depuis quelques jours de nombreux officiers allemands, et il est à croire qu'on en découvre aussi du côté de l'Istrie. Qu'y a-t-il derrière cette façade? Peu de chose sans doute. L'Allemagne n'a pas trop de toutes ses forces pour faire front contre les Russes et contre nous : elle aurait tort d'en distraire une partie de quelque importance pour les porter ailleurs. Le bruit court néanmoins que des troupes autrichiennes seraient envoyées dans les Flandres pour guerroyer contre nous, et qu'elles seraient remplacées à Trente, à Trieste, au Nord et au Sud des Carpathes par des troupes allemandes. Ce serait une manière de dire aux Italiens et aux Roumains : — Prenez garde et regardez bien à quoi vous vous exposez. Vous croyez que vous n'aurez affaire qu'aux Autrichiens ; cela explique votre audace et votre confiance ; mais vous aurez affaire à nous, Allemands; vous connaissez notre force, elle doit vous faire trembler ! — On saura bientôt si les Roumains et les Italiens tremblent en effet devant la force allemande. S'ils le font, s'ils hésitent, s'ils s'abstiennent, s'ils laissent passer l'occasion qui ne revient pas, ils le regretteront longtemps. Dans le cas contraire, tout favorisera leur succès. Il y a quelques chances à courir, à la vérité, dans une politique d'intervention et d'action ; mais qui ne hasarde rien n'a rien. Ne rien hasarder, ou du moins ne le faire qu'au dernier moment, et pour l'effort le plus infime possible, est une politique qui a réussi quelquefois ; on comprend que les esprits ingénieux et subtils s'y complaisent ; mais elle est dangereuse et fertile en déceptions. La Roumanie et l'Italie abandonneraient-elles le certain pour l'incertain ?

On s'explique davantage l'inquiétude qui s'est répandue en Hongrie à la suite des revers de l'Autriche en Galicie. L'armée autrichienne n'est plus une couverture suffisante pour la Hongrie qui croyait pouvoir envahir si facilement la Serbie et qui se voit menacée elle-même d'invasion. Des préoccupations nouvelles se sont emparées

d'elle, préoccupations qui ont été à de certains momens assez vives et qui doivent l'être encore, car rien n'est survenu pour les calmer. Est-ce pour ce motif que M. Tisza s'est rendu, il y a quelques semaines, auprès de l'empereur d'Allemagne? Son langage pourrait le faire croire. Nous avons déjà parlé du discours assez singulier dans lequel il a fait entrevoir la possibilité pour la Hongrie de se séparer de l'Autriche, de rappeler son armée et de pourvoir elle-même à ses propres affaires. Cela aussi était une menace. La Hongrie, insuffisamment protégée, employait tous les moyens pour faire sentir qu'elle devait l'être davantage. Le langage de M. Tisza a sans doute été compris. Depuis, en effet, il a multiplié les affirmations les plus loyalistes au sujet de l'accord entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et on vient de voir que le baron Burian, son délégué au ministère des Affaires étrangères, a abondé dans le même sens avec beaucoup d'énergie. Toutefois, ce ne sont là que des mots, et, en politique, les mots ne sont pas toujours d'accord avec les actes. La chose est vraie surtout de la politique austro-hongroise, et nous en avons eu des preuves récentes. Jamais le gouvernement autrichien n'a mieux parlé de ses intentions pacifiques qu'au moment où il préparait, d'accord avec l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, l'odieux ultimatum qu'il allait adresser à la Serbie. Il voulait endormir l'Europe dans une sécurité trompeuse à la veille même du jour où il aller pousser un cri de guerre.

L'Allemagne sait mieux que personne ce qu'elle doit croire des protestations de l'Autriche : mais, en même temps que celle-ci les prodigue, il semble bien qu'elle émette aussi des exigences et qu'elle cherche à les imposer. C'est à cet ordre d'idées que se rattache, dit-on, le voyage de l'archiduc Charles-François-Joseph à Berlin et au quartier général. Qu'adviendra-t-il de tout cela? Qui pourrait le dire? mais on le saura bientôt. Depuis quelques jours, une nouvelle expédition est en projet contre la vaillante Serbie. On compte que ses forces épuisées ne lui permettront pas de faire un nouvel effort pour repousser l'envahisseur, d'autant plus que, cette fois encore, l'Allemand se substituerait ou se joindrait à l'Autrichien et que le véritable envahisseur ce serait lui. Ce projet s'exécutera-t-il? Quelque grandes que soient ses ressources, l'Allemagne ne suffit pas à tout et, si elle étend encore son champ d'action, le moment viendra où son immense effort sera enfin rompu. Mais quelque chose se prépare et nous devons nous y attendre. Tout le mouvement, toute l'agitation dont nous sommes les témoins un peu étonnés, ces changemens de

ministres et de généraux, ces voyages multipliés donnent, au total, une impression de désordre et de malaise. Si les choses allaient bien chez nos ennemis, si la confiance régnait, si la Hongrie n'avait rien à redouter pour elle-même et effectivement ne redoutait rien, ce spectacle ne nous serait pas donné. Que penserait-on, qu'en dirait-on si nous changions fiévreusement nos ministres de la Guerre et des Affaires étrangères, sans parler de notre président du Conseil, car l'Autriche a aussi changé le sien ? Ce qu'on ne manquerait pas de dire de nous, il nous est permis de le penser des autres et d'y voir déjà un symptôme du dénouement où nous allons.

Nous y allons lentement, à la vérité, au milieu des difficultés et des obstacles, mais notre marche est sûre, et notre confiance est si forte que nous n'hésitons pas à reconnaître les accidens qu'il nous arrive d'éprouver. Comment pourrions-nous n'en avoir aucun dans une guerre qui s'étend sur un front de quatre ou cinq cents kilomètres et qui dure depuis six mois ? Ce serait miracle si nous n'y rencontrions que des succès. Nous avons eu un échec à Vrégny, dans les environs de Soissons : après un combat de plusieurs jours, nous avons abandonné quelques canons, rendus au préalable inutilisables, et de la rive droite de l'Aisne nous nous sommes repliés sur la rive gauche. La crue subite de ce cours d'eau, qui rendait précaires les communications entre ses deux rives, a été la raison principale de ce mouvement : il aurait été par trop imprudent de laisser une partie de nos troupes combattre avec une rivière débordée derrière elles, sans que nous pussions leur porter secours. Déjà l'inondation avait emporté plusieurs des ponts que nous avions jetés sur la rivière : il n'y avait pas d'autre parti à prendre que celui que nous avons exécuté. Que cette obligation ait été fâcheuse, nous ne cherchons pas à le nier, mais bien plus fâcheuses encore ont été pour les Allemands les défaites que nous leur avons infligées dans les nombreux combats où nous avons repoussé leurs furieux assauts contre notre extrême gauche. Nous n'avons cependant jamais parlé à ce propos d'une grande bataille que nous aurions gagnée et qu'ils auraient perdue : nous avons trop le sens de la mesure pour employer des expressions aussi disproportionnées. La bataille de la Marne seule a été une grande bataille : aussi a-t-elle eu une immense influence sur le reste de la campagne qu'elle a en quelque sorte conditionnée. Y a-t-il eu, en sens inverse, quoi que ce soit de comparable à Soissons ? L'ennemi a-t-il passé l'Aisne derrière nous ? Nous a-t-il poursuivis ? La situation militaire a-t-elle été modifiée dans son

ensemble ? Il n'y a eu rien de pareil. Nous avions conquis une position les jours précédens, nous l'avons perdue dans des circonstances exceptionnelles qui ne nous ont pas permis de prolonger plus longtemps notre effort à travers un pays submergé ; c'est à peine si l'affaire dépasse en importance celles qui se produisent quotidiennement ici et là et où la fortune favorise tantôt nous, tantôt nos ennemis. Ceux-ci n'en ont pas moins fait grand tapage de leur victoire : ils n'ont pas hésité à la comparer à celle de Saint-Privat qui a été, en 1870, si désastreuse pour nous. A Soissons, où donc est le désastre ? Nous ne voyons qu'un échec local, partiel, qui n'a pas eu de suites. Mais si nous avons le sens de la mesure et des justes proportions, les Allemands ont la manie du grossissement : tout ce qui leur arrive leur apparaît colossal. Cette fois cependant ils ont eu un autre but, en faisant sonner leur succès, que de se complaire dans le bruit qu'ils en faisaient. Ne pouvant pas en tirer un parti militaire, ils ont essayé d'en tirer un parti politique. Ils ont annoncé à l'étranger que la bataille de Soissons était pour la France le commencement de la débâcle. Bien imprudente serait la Roumanie qui ferait cause commune avec elle ! Bien folle serait l'Italie qui commettrait une pareille erreur ! Nous doutons que ces objurgations aient fait un grand effet à Bucarest et à Rome ; et, même en admettant qu'il y ait eu surprise le premier jour, ce jour a été sans lendemain, comme la victoire allemande elle-même. En réalité, rien n'est changé dans la situation respective des deux armées : la guerre ne sera pas près de finir aussi longtemps que l'une d'elles n'obtiendra pas de plus importans succès. Mais nous espérons bien que le moment approche où des coups plus décisifs seront portés.

En attendant, l'Allemagne se contente de victoires aériennes où elle tue quelques femmes, quelques vieillards, quelques enfans, au petit bonheur : les bombes tombent où elles peuvent du haut des aéroplanes ou des zeppelins, et ce ne sont pas elles non plus qui changeront le sort de la guerre. Les Allemands ayant à se venger des Anglais, l'ont fait à leur manière. Les Anglais avaient réussi un coup admirable en envoyant une escadrille d'avions bombarder Cuxhaven à l'embouchure de l'Elbe dans la mer du Nord. Il s'agissait là d'une forteresse couvrant un établissement militaire ; rien n'était donc plus légitime que le but que l'Angleterre s'était proposé et qu'elle a brillamment atteint. Et ce n'est qu'un commencement : l'Angleterre fera sans doute encore mieux, c'est-à-dire ira encore plus loin une autre fois.

On l'a bien senti ou pressenti en Allemagne ; l'émotion y a été très vive ; une revanche a paru indispensable. En conséquence, une escadrille de zeppelins, ou peut-être de simples aéroplanes, — on ne sait pas au juste, il faisait nuit, personne n'a rien vu, — s'est rendue sur les côtes d'Angleterre et a laissé tomber des bombes sur les villes ouvertes d'Yarmouth et de King's Lynn, après quoi, elle a pénétré dans les terres et a renouvelé le même exploit sur le château royal de Sandringham. Le Roi et la Reine y étaient quelques heures auparavant : les Allemands le savaient-ils? on l'ignore, mais ils connaissaient certainement le caractère du château qu'ils avaient pris pour cible : ils ne feront croire à personne qu'ils l'aient confondu avec un établissement militaire. Au surplus, ils ne s'en embarrassent guère et les règles les plus usuelles du droit des gens ne sont pas pour les arrêter. Ils ont tué quatre malheureux dont une femme de soixante-douze ans et un enfant qui dormait dans son lit. Il y a eu, en plus, une dizaine de blessés. En présence de pareils actes d'inhumanité, on se demande : à quoi bon ? Quel effet les Allemands cherchent-ils à produire par des actes semblables? Les aéroplanes et les dirigeables ont rendu, comme éclaireurs, de précieux services pendant cette campagne, mais, comme lanceurs de bombes, ils ont fait complètement banqueroute. On avait annoncé de leur part des choses formidables, on n'en a vu que de pitoyables, et cette dernière expédition germanique n'est pas de nature à modifier ce jugement. Réflexion faite, il est à croire que les Allemands, en inquiétant les Anglais sur leur propre territoire, espèrent les empêcher d'envoyer des armées sur le continent; mais pour atteindre ce résultat, il faudrait inquiéter les Anglais bien davantage. Quand Napoléon organisait la flotte de Boulogne, on a éprouvé quelque appréhension en Angleterre et si aujourd'hui l'empereur Guillaume avait une flotte assez puissante pour être maître de la mer du Nord ou du Pas de Calais, ne fût-ce que pour quelques heures, le même sentiment se réveillerait sans doute; mais aussi longtemps que l'Empereur ne disposera que d'un jouet malfaisant, tout au plus capable de faire une demi-douzaine de victimes, les Anglais auraient tort de prendre au tragique ce qui ne mérite même pas d'être pris au sérieux. La barbarie des Allemands fait horreur, elle peut provoquer de la colère mêlée de mépris : mais qui pourrait s'en alarmer?

Ont-ils senti que, pour se faire craindre, ils devaient employer d'autres instrumens ? Peut-être, car, quelques jours après leurs zeppelins, ils ont envoyé une véritable escadre en Angleterre.

Enfin ! ont dû penser les Anglais. Depuis qu'ils avaient détruit la dernière escadre ennemie près des îles Falkland, il semblait qu'aucun navire de guerre allemand n'osât se risquer sur la surface des mers. Pourtant, le 24 janvier au matin, une escadre de patrouille anglaise commandée par l'amiral David Beatty aperçut quatre croiseurs de bataille allemands, plusieurs croiseurs légers et quelques contre-torpilleurs qui se dirigeaient vers la côte anglaise. Aussitôt la chasse commença. Les croiseurs allemands, surpris par une force qu'ils estimèrent tout de suite supérieure, s'enfuirent à toute vitesse, mais ils furent poursuivis et ne purent pas échapper au combat. Les croiseurs britanniques étaient le *Lion*, le *Tiger*, le *Princess Royal*, le *New Zealand* et l'*Indomitable;* les croiseurs allemands le *Derfflinger*, le *Seidlitz*, le *Moltke* et le *Blücher*. Ce dernier fut coulé, les autres plus ou moins gravement endommagés : ils auraient eu sans doute le même sort que le *Blücher* si, arrivé dans la région rendue dangereuse par les mines sous-marines, l'amiral Beatty n'avait pas dû abandonner la poursuite. Quoi qu'il en soit, voilà un combat correct, où des soldats luttent contre des soldats et où les choses se passent conformément aux lois de la guerre. L'Angleterre en éprouve une légitime fierté. Il est à désirer que d'autres se produisent, surtout s'ils doivent finir de même ; mais les Allemands s'y exposeront-ils de nouveau ? Ils préféreront sans doute monter sur des zeppelins et venir, en pleine nuit, jeter des bombes sur des non-combattans inoffensifs.

Sur terre, la situation militaire n'est pas, nous l'avons dit, sensiblement modifiée en Europe, mais, en Asie, nos alliés russes ont eu de nouveaux succès dans la région du Caucase, et l'armée turque qui leur a été opposée, sous le commandement d'officiers allemands, semble bien près d'être anéantie. Le même sort attend sans doute celle qui a été préparée contre l'Égypte, si on l'y envoie en effet. Les Allemands ne s'attendent sans doute pas à ce qu'elle remporte des victoires, mais leur politique consiste à imposer à leurs adversaires des diversions qui les obligent à envoyer et à maintenir une partie de leurs forces loin du front principal. N'ont-ils pas dirigé un détachement de troupes turques sur Tauris, pour inquiéter les Russes en Perse et les obliger à faire face aussi de ce côté? Mais l'expédition de Tauris est, elle aussi, sans lendemain, et l'armée turque, disséminée comme elle l'est sur plusieurs points quelquefois très éloignés les uns des autres, peut occuper l'ennemi ici et là, sans réussir à l'inquiéter. Il semble bien que l'expédition projetée sur l'Égyyte n'ait pas d'autre objet. En tout cas, l'Égypte est prête à se défendre et si

les échos du canon réveillent un jour prochain les quarante et un siècles endormis au haut des Pyramides, ce ne sera pas pour leur faire contempler des batailles aussi formidables que celles d'autrefois.

Mais quelle guerre! Elle est partout, et les Allemauds s'ingénient pour l'étendre encore, afin de diviser nos forces toujours davantage. Cela ne les sauvera pas, et ils commencent à s'en douter. Le ton de leurs journaux est bien changé. La colère et la rage se donnent toujours carrière, mais la confiance diminue. On peut en juger par la lecture des articles de M. Maximilien Harden dans le *Zukunft*. M. Harden est l'enfant terrible de la presse allemande, qui dit tout ce qu'il pense au jour le jour sans se préoccuper des suites. Il était fier, et arrogant, et menaçant au commencement de la guerre. Le cynisme germanique s'étalait le long de ses colonnes avec une particulière impudence. M. Harden sonnait éperdument la fanfare des conquêtes prochaines qu'il étendait jusqu'à Calais et de là jusqu'en Angleterre : il n'y avait plus qu'un fossé à franchir, un bond à faire. Il écrit maintenant : « Battez-nous, plongez-nous dans la mer, dans le Rhin; affamez-nous jusqu'à ce que nous nous soumettions. Nous mourrons honorablement, nous mourrons debout, les mains propres. Nous ne savons pas si nous vaincrons, mais nous savons que nous ne périrons pas d'une manière indigne. »

M. Harden en est-il bien sûr? L'Allemagne ne mourra pas d'une manière indigne en ce sens que son armée se bat bravement; mais combien d'indignités n'a-t-elle pas accumulées! Le sang qu'elle verse avec courage sur les champs de bataille ne la sauvera pas de la honte de tant de victimes innocentes qu'elle a sacrifiées à la monstrueuse idée qu'elle s'est faite de la guerre et qui, à travers l'histoire, ne cesseront pas de crier contre elle justice et pitié !

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

FUSTEL DE COULANGES

ET

L'ALLEMAGNE

Les normaliens qui eurent, les premiers, — il y aura bientôt quarante-cinq ans, — l'honneur de compter parmi leurs maîtres Fustel de Coulanges, gardent, entre autres souvenirs de ce professeur éminent, l'image très présente de sa conférence d'entrée à l'École de la rue d'Ulm. Je crois le voir encore, avec sa figure amaigrie, dont la gravité très marquée s'animait fort heureusement des étincelles d'un regard qui aurait paru acéré, s'il eût été moins lumineux; une taille haute ou plutôt allongée; une structure grêle et anguleuse; une allure de corps hésitante et comme effacée. Le geste, si sobre qu'il fût, gardait on ne sait quoi d'indocile et de saccadé. La voix, métallique et nettement articulée, mais martelée et, on peut le dire, coupante, ne pouvait manquer d'arriver jusqu'à l'esprit des auditeurs, ni même d'y entrer profondément : il semblait qu'elle dédaignât de s'y insinuer. Les quelques paroles qu'il prononça pour nous dire son contentement sincère de venir à nous et pour nous assurer qu'il n'aurait désormais d'autre devoir ni d'autre ambition que de guider, dans la recherche exclusive du vrai, notre inexpérience et notre activité de débutans, étaient à mille lieues du convenu, du banal, du superficiel. Nous eûmes tous le même sentiment : ce professeur, qui nous arrivait de l'Université, si française, d'Alsace, ce fondateur du laboratoire ou séminaire

historique de la Faculté des lettres de Strasbourg, serait certes le bienvenu à l'École normale : il y entrait vraiment en honnête homme. Le maître qu'il était allait tout de suite se manifester devant nous.

L'ordre du jour appelait un élève à faire une leçon sur Philippe de Macédoine. Cette leçon avait été préparée avec soin et par un des plus fermes esprits de la jeune bande. En écoutant l'ample étude se développer, personne de nous ne doutait qu'elle ne dût être approuvée du nouveau professeur, au moins pour la composition, qui nous faisait l'effet d'être très régulière. Notre surprise fut grande. Au dire de ce juge, si qualifié pour mesurer et l'effort et le résultat, cette leçon « n'était nullement composée. » Il s'expliqua : l'exposé, qu'on venait d'entendre, pouvait nous paraître ordonné ; mais cet ordre, n'étant pas fourni, déterminé et dominé impérieusement par une idée caractéristique, expression d'un fait incontestable et essentiel, restait un ordre extérieur au sujet; et ne pouvait, par cela seul, fournir qu'un cadre artificiel, qu'un groupement sans cohésion, sans portée historique. Il ajouta que ce fait essentiel, cette idée caractéristique, il les découvrait, mais dissimulés, mais à peu près perdus dans un coin de cette leçon, abondamment informée et même trop remplie. Il ramena notre attention sur le passage suggestif, qu'aucun de nous n'avait su remarquer. Il dégagea le fait, il dégagea l'idée. Par des moyens d'une telle simplicité, qu'on n'en distinguait la puissance d'effet qu'à la réflexion, il fit surgir de cette idée et de ce fait une distribution nouvelle, et tout le plan s'organisa, pour ainsi dire de lui-même, avec une absolue rigueur. Un premier développement, ramassé en très peu de mots, entraînait après lui, comme un corollaire obligé, le développement qui devait suivre et qui se condensait tout aussi laconiquement, et l'on allait ainsi d'un anneau logique à un autre, sans que la chaîne fût jamais moins continue et moins serrée, jusqu'à la formule de conclusion. Dans cette correction *ex tempore* se révélait, sans ostentation, mais non pas sans dessein, le génie constructeur qui avait édifié, quelques années auparavant, le monument de *la Cité antique*.

Ce n'est pas pourtant à *la Cité antique*, ce chef-d'œuvre d'intuition sur les origines religieuses de la société grecque et romaine, ce n'est pas davantage à l'audacieuse et toutefois

durable *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France* que le moment semble venu de ramener les lecteurs. A l'heure présente, ce qui répand sur la personne et projette sur la pensée de notre historien un reflet d'actualité tout à fait saisissant, ce sont quelques écrits patriotiques, fiévreusement improvisés pendant le siège de Paris; c'est aussi, c'est surtout une étude mémorable, un peu postérieure, sur *la Manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne.* J'ai rouvert la monographie magistrale de Fustel de Coulanges par son disciple Paul Guiraud. Il mentionne avec honneur, mais pour les louer seulement, sans les analyser, ces pièces de circonstance. Elles sont dignes, aujourd'hui, de plus d'attention. Ceux qui les reliront y trouveront comme un cordial savoureux et vivifiant (1).

I

Le 18 octobre 1870, Fustel de Coulanges adressait « à Messieurs les ministres du Culte évangélique de l'armée du Roi de Prusse » une lettre rendue publique, dans laquelle il les dénonçait comme ayant eu l'inconscience ou l'impudeur de prêcher à Versailles, non « la charité, » mais « la haine et la guerre. » Ils avaient reçu le mot d'ordre, ou s'étaient arrogé, d'eux-mêmes, la mission de justifier par avance l'assaut de Paris, que préparait l'état-major allemand : ils y « entraînaient » leurs soldats. « Comme il faut bien donner à cette lutte exécrable les dehors de la justice et de la religion, vous représentez Paris comme une ville *corrompue, réprouvée de Dieu, damnée*, et vous l'appelez dans vos sermons la *moderne Babylone.* » Avec une émotion, bien poignante dans sa candeur, le serviteur scrupuleux de la vérité opposait à cette image, toute romanesque, de la capitale française, une esquisse rapide, mais expressive, de ce peuple si ingénu ou si dégoûté de la tartufferie, qu'il affichait ses travers naturels, se targuait de vices qu'il n'avait pas, dissimulait, comme des ridicules, ses vertus. Il montrait, dans la beauté simple et la virilité de ses résolutions, cette « population civile, » pacifique par définition, prenant les armes « pour défendre l'honneur et l'intérêt de la

(1) Presque tous les écrits de Fustel de Coulanges, dont j'ai à parler, furent d'abord publiés dans la *Revue des Deux Mondes.* Ils ont été recueillis par M. Camille Jullian dans le volume posthume des *Questions historiques*, édité par ses soins

France, et peut-être en même temps l'honneur et l'intérêt de l'Europe. » Comment oser traiter de ville corrompue, et réprouvée, et à jamais damnable, ce Paris « à qui tout manque, excepté le cœur? » Ah! nous avons été mieux instruits par l'expérience et nous savons jusqu'à quel point des argumens de cette sorte sont des traits impuissans, lorsqu'il s'agit de traverser la cuirasse de fer forgé, la muraille de diamant qui protège contre l'équité les consciences germaniques.

Cette doctrine sacrilège, prêchée par les pasteurs sous couleur de parole sainte, Fustel de Coulanges aurait pu rappeler, s'il l'eût jugé à propos, qu'avant de devenir l'acte de foi de la chaire évangélique chez les Prussiens, elle était, depuis cinquante ans, le catéchisme indiscuté des historiens allemands. Il avait lu Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, Droysen, Dahlmann, Giesebrecht et d'autres. Il connaissait leurs formules, ou tranchantes ou insinuantes, mais sans équivoque toujours, sur la supériorité de l'État de Prusse et de la lignée des Hohenzollern. Dans une des préfaces de son *Histoire de l'époque révolutionnaire*, Henri de Sybel, le pamphlétaire mordant, qui s'était rendu populaire dans les limites de l'Allemagne, et même fameux au delà, par son impitoyable discussion sur la *Sainte tunique de Trèves*, s'exprimait ainsi sur le problème religieux : « En embrassant le protestantisme, l'Électeur de Brandebourg devint, par cela même, le champion de l'Allemagne indépendante; tout au rebours, l'Autriche, en ruinant chez elle l'œuvre de la Réforme et en livrant aux Jésuites l'éducation de ses sujets, a rompu pour jamais avec la tradition de l'esprit allemand (1). » Dans un écrit plus ample et plus documenté, dont j'essaierai plus loin de montrer le haut intérêt, Fustel de Coulanges signalera d'un trait rapide, mais profond, l'importance qu'il est juste d'attribuer, dans la fureur de haine des Allemands contre le peuple français, à leur fanatique aversion pour la croyance et les pratiques catholiques. Et qui donc pourrait en douter? La guerre de 1870, celle de 1914 ont été, avant tout, organisées pour la conquête et pour l'annexion de territoires français; mais elles gardent

(1) Le passage est mis en bon jour par M. Antoine Guilland, professeur d'histoire à l'École polytechnique suisse, dans son remarquable ouvrage : *L'Allemagne nouvelle et ses historiens*. Qui n'a, parfois même sans le nommer, profité de ce livre?

plus d'un trait, — l'anéantissement systématique et forcené de nos églises en fait foi, — des guerres de religion.

« De tous les temps, disait Fustel, les conquérans et les destructeurs ont osé se dire les fléaux de Dieu et les instrumens de sa colère. Mais vous, pasteurs d'âmes, vous devriez savoir mieux que personne qu'il faut y regarder à deux fois avant de mêler le nom de Dieu à nos luttes criminelles. Vous, ministres du Christ, vous invoquez le Dieu des combats. Vous connaissez donc un Dieu qui aime la violence et la guerre? » Nous nous imaginons bien aisément la surprise irritée des prédicans. Nous connaissons aujourd'hui leur *credo*. C'est celui qu'Henri de Treitschke, le professeur et archiviste de Berlin, l'historien cher à Bismarck, a proféré plus d'une fois dans ses sursauts de mégalomanie, dans ses accès de rage gallophobe : « Tout théologien qui a le sens commun entend bien que l'expression biblique : *tu ne tueras point*, ne doit pas plus être prise au pied de la lettre que le précepte apostolique d'abandonner son bien aux pauvres. » Et encore : « Ce n'est pas à nous, Allemands, qu'il appartient de ressasser les lieux communs des apôtres de la paix ou des prêtres de Mammon, ni de nous refuser à voir les nécessités implacables de notre temps. » Treitschke, comme chacun sait, définissait l'époque actuelle une époque de guerre, et cet âge un âge de fer. Pour lui aussi, le danger de l'Europe était l'esprit jésuitique. Si la Prusse devait porter jusqu'au plus haut point la puissance des races de Germanie, c'est parce qu'elle seule avait la force suffisante pour amener les autres nations à se remettre en liberté, en secouant le joug de l'Église dite universelle. La Prusse n'était-elle pas la forteresse du protestantisme ? Le catéchisme de Luther n'était-il pas le sceau sacré de l'esprit allemand ?

II

Le 29 octobre 1870, Fustel de Coulanges se reprenait à son œuvre de polémiste pour apprécier, comme ils le méritaient, trois factums que Mommsen, « professeur à Berlin, » avait adressés sous forme de Lettres au peuple italien, et qui, réunis en brochure, constituaient « un véritable manifeste » contre la France.

Les deux premiers de ces écrits visaient surtout à établir que

la Prusse, « malencontreusement attaquée, » n'avait fait que prendre la défensive pour repousser une insolente et imprudente agression. La supercherie effrontée du comte de Bismarck, falsifiant en compagnie de Moltke et de Roon la fameuse dépêche d'Ems, pour lui donner le caractère injurieux destiné à produire sur le « taureau français » l'effet d'un « haillon rouge, » restait encore, et pour longtemps, le secret des trois bons apôtres. Fustel se borna donc, sur ce point-là, à répondre très simplement, mais avec une force de conviction dont on n'espère pas donner l'idée en résumant, presque en trois mots, ses argumens : depuis l'entrevue de Ferrières, les rôles étaient renversés; en repoussant toute demande de paix, la Prusse, à son tour, était devenue l'agresseur ; ses desseins ambitieux n'avaient rien de secret, elle étalait toutes ses convoitises.

Mais la troisième lettre de Mommsen allait plus loin que les deux autres. Il réclamait pour la patrie allemande, après l'écrasement des forces de l'ennemi, la liberté de retenir telle ou telle partie de notre territoire qu'elle voudrait s'annexer. C'était, selon lui, un devoir pour la Prusse que de « s'emparer de l'Alsace et de la garder. » Avant même que M. de Bismarck eût énoncé sa résolution de trancher « par la force » cette question : *L'Alsace est-elle à la France ou à l'Allemagne?* les historiens de Germanie, armés en guerre à leur manière, mettaient leur érudition et leur dialectique au service de l'esprit de conquête le plus rapace et le plus immoral qu'on eût jamais imaginé. La Science allemande se faisait un sujet de gloire d'humilier aux pieds de la Force le Droit, ou d'affirmer brutalement que ces termes se confondaient. C'est cette criminelle confusion qu'il importait de signaler et de flétrir.

« Il faut que l'on sache bien s'il est vrai que, dans cet horrible duel, le Droit se trouve du même côté que la Force. » Sur quel support d'ordre moral s'appuyait donc l'ambition dévorante de l'Allemagne? Sur le principe de la nationalité? Mais, en faisant appel à ce principe, elle en dénaturait du tout au tout la signification. Ce n'était plus, comme tous les peuples sauf un seul en demeuraient d'accord, la faculté, « pour une province ou pour une population, de ne pas obéir malgré elle à un maître étranger. » C'était, au profit d'un « État puissant, » l'initiative assurée et indiscutable de « s'emparer d'une province par la force, à la seule condition d'affirmer que cette province

est occupée par la même race que cet État. » Fustel de Coulanges montrait non seulement l'iniquité, mais l'absurdité du principe entendu à la manière de la Prusse, et il revendiquait la tradition « du bon sens de l'Europe, » c'est-à-dire le droit pour l'Alsace de ne pas se soumettre à une nation, si forte qu'elle fût, qui lui fût étrangère.

Mais, avait dit Mommsen, l'Alsace est de nationalité allemande : « Sa race est germanique, et son langage est l'allemand. » La nationalité, répond Fustel, plusieurs années avant qu'Ernest Renan n'ait repris cette thèse, n'est ni affaire de langue ni affaire de race. C'est le trésor des sentimens héréditaires, c'est le legs « des victoires et des défaites, de la gloire et des fautes, des joies et des douleurs » qui fait une patrie (1). Par le cœur, par l'esprit, ajoutait-il, l'Alsace est de toutes nos provinces la plus française. On l'a vue à l'œuvre. « On a sommé Strasbourg de se rendre, et vous savez comment il a répondu... Comme les premiers chrétiens confessaient leur foi, Strasbourg, par le martyre, a confessé qu'il était Français. » Quelle cornélienne éloquence ! A ce « prétendu » principe de nationalité, il opposait un autre principe, celui de l'avenir, le principe du libre choix, par la population, soit des institutions qui doivent la gouverner, soit de l'État, auquel elle soumettra sa volonté constante. Il concluait ainsi : « La France n'a qu'un seul motif pour vouloir conserver l'Alsace, c'est que l'Alsace a vaillamment montré qu'elle voulait rester avec la France. Voilà pourquoi nous soutenons la guerre avec la Prusse... Nous combattons contre vous au sujet de l'Alsace ; mais, que nul ne s'y trompe : nous ne combattons pas pour la contraindre, nous combattons pour vous empêcher de la contraindre. »

Langage émouvant et viril, et qui saisit par sa noble naïveté, quand on le rapproche aujourd'hui des aphorismes germaniques. « Nous, Allemands, » proclamait Henri de Treitschke, faisant écho à la voix de Mommsen et tâchant de la dominer, « nous qui connaissons et l'Allemagne et la France, nous savons bien mieux ce qui est bon pour l'Alsace que ne le savent elles-mêmes ces malheureuses populations. » Le Teuton s'indignait à l'idée que ces populations, enveloppées et comme garrottées dans un

(1) Cette définition exprime l'idée essentielle de la conférence : « Qu'est-ce qu'une nation, » qui fit sensation sous les voûtes de la Sorbonne. Renan aurait dû y nommer Fustel.

réseau d'erreurs, grâce aux accointances françaises, eussent croupi dans un marasme honteux, « sans rien savoir de la moderne Allemagne. » Et il criait, comme un sourd, — il l'était, et au point d'avoir dû renoncer à la carrière du soldat, qui était celle de son père, général saxon : — « Nous leur rendrons leur propre identité, fût-ce au prix de leur volonté même. »

Quand les historiens allemands tenaient un tel langage, ce fut l'honneur de Fustel de Coulanges d'y répondre comme il l'a fait. Pour estimer à sa valeur cette inflexible dignité, cette roideur généreuse qui donnent tant de tenue et de résonance profonde à la discussion contre Théodore Mommsen, je ne vois rien de plus simple ni de plus sûr que d'en rapprocher la première lettre de Renan à Strauss. Ce n'est pas, on peut le penser, pour sacrifier à un souvenir révéré la moindre parcelle de l'admiration due à une autre mémoire, que j'indique le rapprochement. Mais qui n'éprouvera, surtout aux heures où nous sommes, un peu de gêne et de regret, en constatant combien l'auteur français de la *Vie de Jésus* gardait de déférence et d'apparente humilité devant l'exégète allemand?

III

Le 1er janvier 1871, sous ce titre : *La politique d'envahissement, — Louvois et M. de Bismarck,* Fustel de Coulanges retourne à ce sujet inépuisable du conflit de la France et de l'Allemagne, abordé de biais dans la Lettre aux pasteurs et dans la réponse à Mommsen. Est-il nécessaire de dire qu'il l'approfondit? Il y aboutit à des conclusions, dont on ne voit bien qu'aujourd'hui la hardiesse et la lucidité, vérifiées par les événemens d'une façon presque miraculeuse.

Les débuts du règne de Louis XIV, au dire de l'historien, sont d'un prince ami de la paix. L'industrie renaît au moment de sa jeune majorité et prend un essor admirable. La noblesse est rentrée dans ses terres et les fait valoir. Il semble qu'on soit pour longtemps détourné de la guerre. L'Europe est aussi peu belliqueuse que notre roi. Si ce régime politique eût duré, on peut s'imaginer les progrès « de l'intelligence, de la conscience même » qui auraient pu en résulter. Mais Louvois vint contrecarrer et finit par réduire à rien ces pratiques laborieuses, imposées à la France entière par Colbert, le commis

rémois, fils du marchand lainier, à l'enseigne du Long-Vêtu. Sous la nouvelle influence, la politique de conquête et d'envahissement s'empara de l'esprit du roi, né magnifique et glorieux. Le règne, qui avait semblé préluder comme un spectacle de l'âge d'or, devint un règne de luttes sans fin, tel qu'on n'en avait pas vu en France. Ces entreprises de guerre pour la guerre échouèrent dès le premier jour. La Hollande envahie fut, en réalité, notre vainqueur. Quand la convoitise croissante de Louis XIV inquiéta l'Allemagne, les souverains d'Europe formèrent la Ligue d'Augsbourg. Vint la triste aventure de la succession d'Espagne, et aux victoires sans résultats succédèrent les défaites les plus onéreuses. Notre pays fut envahi, et des revers, presque sans précédent, ramenèrent au roi les cœurs de ses infortunés, mais très loyaux, sujets. Dans l'opinion des peuples, la France fut, dès ce moment et pour toujours, la nation « dévorée de la manie de guerre. » Ils se trompaient sur elle, écrit très finement Fustel de Coulanges. « De ce qu'elle est courageuse, ils ont conclu qu'elle est belliqueuse. Ils l'ont appelée *nation inquiète*, parce qu'elle ne tend pas le cou au joug de l'étranger; ils l'ont appelée *nation agressive*, parce qu'elle ne veut pas voir l'envahisseur sur son sol. » Il faudrait tout citer, et je dois m'excuser de ne savoir que résumer bien froidement des pages si expressives.

La politique d'envahissement, si funeste à l'État français sous le règne de Louis XIV, est abandonnée, après lui, sous les deux rois insoucians, ou incapables que l'on sait. Elle était si peu dans l'esprit de notre nation, que la Révolution française faillit prendre la résolution de « supprimer les armées. » Voilà encore, je me risque à le dire en passant, une de ces notations qui révèlent un observateur des données de l'histoire, ne marchant pas le même train que tous les moutons du troupeau. La République fut bien obligée, pour raisons de salut public, de recourir aux armes, mais jamais elle ne s'annexa « une province, que par le vœu formel de la population. » Vous entendez l'allusion à l'élan de l'Alsace. L'Empire, fondé par la guerre, fut, moitié de gré, moitié de force, du premier jour jusqu'au dernier, de plus en plus guerroyeur. Dès qu'il fut tombé, la France se reprit, passionnément, à ses traditions pacifiques. Faut-il insister sur les capitulations diplomatiques du gouvernement de Juillet? La République de 1848 chanta surtout la Marseillaise

de la Paix. Napoléon III lui-même, tout en aventurant l'armée, à l'aveuglette, en Crimée, en Italie, au Mexique, prétendait bien ne pas trahir la promesse de ses débuts et se flattait d'établir, à la fin, la paix impériale.

« Mais il s'est trouvé en Europe un souverain et un ministre qui ont relevé le vieil héritage tombé à terre de Louis XIV et de Louvois, et qui ont repris les vieilles idées, la vieille ambition, les vieilles convoitises. Cette restauration d'un passé détesté nous est revenue de la Prusse, comme si l'intelligence de la Prusse était en retard sur celle des autres peuples. Tandis que toute l'Europe comprenait depuis longtemps que la vraie grandeur des nations consiste dans leur travail, dans leur prospérité, dans le progrès régulier de leurs institutions libres, dans le développement de leur esprit, dans l'équilibre de leur conscience, tandis que tout ce qui était intelligent en Angleterre et en France, même en Allemagne, était unanime à reconnaître que les destinées des nations sont dans la paix et dans la liberté, la Prusse en était encore à croire que la grandeur tient au nombre des armées, et que la gloire dépend de la force et de la violence. Elle en était encore à mettre son ambition à être une grande puissance militaire. Au moment où l'esprit de travail prévalait dans toute l'Europe, l'esprit de conquête régnait encore à Berlin. C'est par la Prusse que la vieille politique d'envahissement a reparu dans le monde. »

Au service de cette politique de conquête et d'envahissement, la Prusse, nous disait le logicien de l'histoire, a mis, non plus comme Louis XIV, une raison d'intérêt dynastique, de gloire royale, de droit divin, mais le prétexte spécieux de la grandeur de la patrie, mais les principes d'unité et de nationalité allemandes. Toute la race germanique a dû se plier à cette conception, y asservir son âme et ses moyens. Tout homme, né Allemand, a été appelé à se faire soldat pour cette cause et s'est persuadé qu'il était « tenu de devenir un conquérant et un envahisseur à la suite du roi de Prusse et du ministre prussien. » Si la morale répugnait à une telle conception, était-il donc si malaisé de faire taire la morale? Par bonheur, au-dessus d'elle, « il y a la piété, et il y a le doigt de Dieu... Qu'on ne parle plus du Droit; la religion commande. La conquête et l'occupation sont un devoir providentiel... Marchez donc devant vous, ô roi pieux, et ne vous inquiétez ni du sang ni des ruines; c'est

Dieu qui pille par vos mains et qui tue par vos canons. La dévotion est un bien doux oreiller pour la conscience. » Il passe dans cette ironie, d'une tristesse ardente, un frisson d'âme à la Pascal.

Avec une clairvoyance bien pénétrante et bien rare, pour un Français de ce temps-là, Fustel de Coulanges décrit la frénétique exaltation des sentimens belliqueux, non dans les classes ignorantes de l'Allemagne, mais dans les classes « élevées et instruites. » Il sait que les anciennes idées sur « la guerre et la gloire » sont l'aliment de la conversation des salons berlinois et « trônent dans les chaires de l'Université. » Il montre qu'à la guerre d'autrefois, « loyale et sans fiel, » la maison des Hohenzollern a substitué un art de combattre nouveau. « Elle a compris, avant tous les autres hommes, que, pour récolter plus sûrement la victoire, il faut commencer par semer la haine. Elle s'est mise à l'œuvre longtemps à l'avance; bien avant de nous combattre, elle a répandu parmi ses sujets les calomnies les plus incroyables sur notre caractère. Elle n'a cessé de leur parler de notre orgueil, de notre ambition, de notre athéisme, de notre immoralité; elle a dévotement fait couler la haine dans les âmes. Elle y a employé la religion et a fait du piétisme une arme de combat contre nous. Elle y a employé aussi la science : ses professeurs se sont attachés à travestir notre Révolution française et à dénaturer toute notre histoire pour nous rendre haïssables; j'en connais qui ont altéré jusqu'à l'histoire romaine pour la remplir d'allusions contre nous. »

La nation haineuse, qui s'était ainsi formée, ne faisait plus la guerre à l'État français, mais à la France, mais à tout homme de notre race, mais à toute existence, forte ou faible, alimentée d'un flot de notre sang. « Son orgueil voulait effacer notre nom, son envie voulait détruire nos arts et nos sciences, sa cupidité voulait emporter nos richesses. Par-dessus tout, sa dévotion prétendait châtier nos vices, et elle commençait par nous enlever notre argent, afin d'en faire à Berlin un meilleur usage que nous. Voilà jusqu'où a été poussée la politique d'envahissement... Jamais monarques ni ministres n'avaient si bien su employer un peuple à en frapper un autre. »

Tout cela, sans doute, est noté, déterminé, décrit avec la justesse et la force d'un penseur, qui est un écrivain. Mais que dire de cette vue fatidique de l'avenir? Quand l'Allemagne aura

accompli, jusqu'où elle le veut, son œuvre de conquête et de spoliation, que lui en reviendra-t-il? Elle aura volé une ou deux provinces. Et elle aura perdu, à tout jamais, non seulement notre ancienne sympathie, mais l'amitié des autres peuples. « Sa sécurité ne sera pas mieux affermie, car plusieurs nations auront intérêt à l'affaiblir. Elle a, il est vrai, l'armée la mieux organisée qui soit au monde, mais la supériorité militaire est ce qu'il y a de plus instable dans l'humanité. »

Autre conséquence à redouter pour l'Allemagne victorieuse : perturbation de son état moral, altération profonde de son âme. Que nos ennemis ne dédaignent pas l'expérience de notre nation! « Beaucoup des défauts dont on nous accuse sont venus de nos guerres, surtout de nos guerres heureuses. La vantardise, la fanfaronnade, l'admiration naïve de nous-mêmes, le dédain pour l'étranger, n'étaient pas plus dans notre nature que dans celle de tout autre peuple; ils y ont été introduits par nos guerres, par nos conquêtes, par notre habitude du succès. Toute nation qui recherchera comme nous la gloire militaire, et qui comptera autant de victoires que nous, aura aussi les mêmes défauts. L'Allemagne n'échappera pas à cette destinée. »

Il va plus loin. Il constate que déjà « la vieille Allemagne n'existe plus, » que c'en est fait « des vertus allemandes. » Et il ose, à ce moment-là, prévoir la résurrection de toute l'énergie de notre race. En homme qui doit à son sens de l'histoire l'avantage de « distinguer dans les faits et dans la marche des sociétés ce qui est apparent de ce qui est réel, ce qui est l'illusion des contemporains de ce qui est la vérité (1), » il présage le déchet fatal, l'inévitable affaissement de la nation triomphante : « Qu'on ne pense pas que ce soit nous que cette détestable guerre ait le plus frappés, car nous, nous levons la tête, sûrs de notre droit et de notre conscience. Ceux qui souffriront le plus, ce sont les envahisseurs. Il n'est pas impossible que cette guerre soit le commencement de notre régénération ; elle est peut-être le commencement de la décadence de l'Allemagne. » Mais ce qui peut nous ménager une surprise et ce qui doit nous pénétrer d'admiration, c'est qu'à cette heure de nos grands désastres, Fustel

(1) Ces paroles où, sans le vouloir, et en définissant l'idéal de l'historien, Fustel de Coulanges semble s'être défini lui-même, sont tirées d'une des notes intimes que M. Jullian a retrouvées. Il a fait de ce feuillet de prix, portant l'épigraphe *Quaero*, la préface des *Questions historiques* (Hachette),

entrevoit le jour où l'Allemagne maudira son comte de Bismarck, sa colossale idole. « Alors, » dit-il avec ce tour d'esprit profond et cette concision de style lapidaire qui font de lui l'héritier des maîtres anciens, « la haine qui pèsera le plus sur la mémoire du ministre prussien ne sera pas la haine de la France, c'est la haine de l'Allemagne. »

IV

La guerre était achevée depuis une année et demie. Un deuil silencieux, mais qui serrait les cœurs comme un étau, enveloppait tout le pays de France. On lui avait arraché, malgré lui, pour les asservir, malgré elles, ces deux belles provinces de l'Est, l'Alsace et la Lorraine. Elles sont captives encore; mais, au cri d'appel et au pas, sans cesse rapproché, des courageux enfans des autres provinces, leurs sœurs, elles se relèvent, et, selon la parole imagée du poète, elles nous apparaissent,

Détachant les nœuds lourds du joug de plomb du Sort.

Cette délivrance, que nos yeux voient poindre, Fustel voulait en hâter la venue, et c'est le sens profond de l'étude qu'il écrivit en septembre 1872, et qu'il intitula : *L'Histoire en France et en Allemagne.* Il n'attendait qu'une occasion pour reparler à fond de l'esprit allemand et de l'esprit français. Il avait ses raisons pour les opposer. C'était une guerre d'une autre sorte, où nous avions été vaincus depuis longtemps, mais où la revanche pouvait être prise, sans attendre même que les ennemis eussent fini d'évacuer tout notre sol. Fustel reprit sa plume, aussi aiguë, aussi loyale qu'une épée.

Il déchira le rideau qui nous avait caché les procédés insidieux des historiens de pays germanique et, d'autre part, il mit au jour aussi résolument les imprudences, les erreurs, les crimes de lèse-patrie de la plupart de nos historiens. C'est ici surtout que l'on voudrait recueillir la moindre parole. Si je ne cite pas *in extenso* ces pages qu'il faut lire, c'est que j'espère bien que nos éducateurs sauront, en attendant qu'elles aillent aux anthologies, les rechercher dans la *Revue des Deux Mondes*, et qu'ils les livreront, avec ou sans commentaire, à la méditation de leurs écoliers.

On ne peut mieux montrer comment, à dater de 1815, le

besoin d'admirer l'étranger et surtout l'Allemagne fut en France « plus fort que l'amour du vrai et que l'esprit critique. » Ce fut un enthousiasme sans nom pour la tradition germanique, « en dépit des documens, en dépit des chroniques et des écrits de chaque siècle, en dépit des faits les mieux constatés. » La mode fut d'exalter les Germains les plus reculés, et, tout en chargeant par plaisir la Gaule d'iniquités, personne ne parut tenir le moindre compte de ce que les historiens latins avaient su, avaient vu, avaient affirmé, démontré de la débauche et de la cruauté des barbares de Germanie. Passe encore pour les origines. Hélas ! « Nous portions les mêmes illusions et cet engouement irréfléchi dans toutes les parties de l'histoire. Partout nos yeux prévenus ne savaient voir la race germanique que sous les plus belles couleurs. Nous reprochions presque à Charlemagne d'avoir vigoureusement combattu la barbarie saxonne et la religion sauvage d'Odin. Dans la longue lutte entre le sacerdoce et l'empire, nous étions pour ceux qui pillaient l'Italie et exploitaient l'Église. Nous maudissions les guerres que Charles VIII et François Ier firent au delà des Alpes. Mais nous étions indulgens pour celles que tous les empereurs allemands y portèrent depuis cinq siècles. Plus tard, quand la France et l'Italie, après le long travail du moyen âge, produisaient ce fruit incomparable qu'on appelle la Renaissance, d'où devait sortir la liberté de conscience avec l'essor de la science et de l'art (l'admirable formule !), nous réservions la meilleure part de nos éloges pour la Réforme allemande, qui n'était pourtant qu'une réaction contre cette Renaissance, qui arrêta et ralentit cet essor dans l'Europe entière, et qui trop souvent n'engendra que l'intolérance et la haine. » O merveilles de Reims, de Louvain, d'Arras, d'Ypres, lacérées et jetées à bas par les obus incendiaires que les Allemands dirigeaient sur vous, entre deux reprises sans doute du cantique luthérien,

Ein feste Burg ist unser Gott,

que notre maître n'est-il là pour appeler en témoignage vos ruines (1) !

(1) Il vaut mieux prévenir certaines objections. Un de mes amis me rappelle que, dans une supplique adressée à Guillaume II, de nombreux sujets allemands, membres d'un des grands ordres religieux de la catholicité, ont sollicité « la faveur de servir contre la France impie. » D'autre part, dans nos armées, si

A noter, aussi, ce que dit Fustel de Coulanges des « médisances et des ignorances de Saint-Simon, » et de notre docilité à jurer par ce duc et pair, ulcéré jusqu'à la fureur. Ses indiscrétions, plus d'une fois suspectes, ont eu le déplorable inconvénient d'ouvrir école de scandale, de faire pulluler les commérages sans génie ou même sans talent, toujours accueillis, puisqu'ils étaient dénigrans. « Nous accusions Louis XIV d'avoir fait la guerre à l'Allemagne (entendons l'Empire allemand d'autrefois) pour les motifs les plus frivoles, et nous négligions de voir dans les documens authentiques que c'était lui, au contraire, qui avait été attaqué trois fois par elle. Nous n'osions pas reprocher à Guillaume III d'avoir détruit la république en Hollande et d'avoir usurpé un royaume; nous pardonnions à l'Électeur de Brandebourg d'avoir attisé la guerre en Europe, pendant quarante ans, pour s'arrondir aux dépens de tous ses voisins; mais nous étions sans pitié pour l'ambition de Louis XIV, qui avait enlevé Lille aux Espagnols et accepté Strasbourg, qui se donnait à lui. Au siècle suivant, nos historiens sont tous pour Frédéric II contre Louis XV. Le tableau qu'ils font du XVIIIe siècle est un perpétuel éloge de la Prusse et de l'Angleterre, une longue malédiction contre la France. Sont venus ensuite les historiens de l'Empire ; voyez avec quelle complaisance ils signalent les fautes et les entraînemens du gouvernement français, et comme ils oublient de nous montrer les ambitions, les convoitises, les mensonges des gouvernemens européens. A les en croire, c'est toujours la France qui est agresseur; elle a tous les torts; si l'Europe a été ravagée, si la race humaine a été décimée, c'est uniquement par notre faute. »

Quelle peut être la raison d'une aberration semblable? Ce « travers de nos historiens » n'est qu'une « suite de nos discordes. » Et l'homme, qui vient d'assister à l'insurrection de la Commune de Paris, qui a vu la guerre civile s'ajouter comme « complication » à la guerre étrangère, tire de cet exemple cette tragique assimilation : « Il en est parmi nous qui préfèrent la victoire de leur parti à la victoire de la patrie. Nous faisons de même en histoire... Écrire l'histoire de France était une façon

quelque chose égale l'esprit de sacrifice des prêtres catholiques enrégimentés, c'est la bravoure résolue des fils des protestans français. Est-il nécessaire d'ajouter que le sémitisme, l'islamisme, la pensée libre ont leurs jeunes héros? Le bloc pangermaniste s'est heurté à la concorde sublime des âmes de nos soldats.

de travailler pour un parti et de combattre un adversaire. L'histoire est ainsi devenue chez nous une sorte de guerre civile en permanence. Ce qu'elle nous a appris, c'est surtout à nous haïr les uns les autres... L'histoire ainsi enseignée n'enseignait aux Français que l'indifférence, aux étrangers que le mépris. »

Cette façon d'écrire et d'apprendre l'histoire, poursuit-il, a fait surgir chez nous un « patriotisme nouveau. » Pour beaucoup de Français, « être patriote, c'est être ennemi de l'ancienne France. Notre patriotisme ne consiste le plus souvent qu'à honnir nos rois, à détester notre aristocratie, à médire de toutes nos institutions. Cette sorte de patriotisme n'est au fond que la haine de tout ce qui est français. Il ne nous inspire que méfiance et indiscipline; au lieu de nous unir contre l'étranger, il nous pousse tout droit à la guerre civile. » Fustel aurait pu ajouter ce qu'il a d'ailleurs fait entendre : ce patriotisme à rebours nous remet à l'école de l'Allemagne; il nous ramène dans ses bras.

Il fait observer seulement que nos plus cruels ennemis n'ont pas à se mettre en frais pour inventer, à notre endroit, « les calomnies et les injures, » ils se font l'écho complaisant de nos assertions téméraires, et tout propos, qui, par sottise, nous trahit, est propagé par eux comme un article de foi. Les plus cruelles définitions de notre société, de notre esprit, de nos tendances dangereuses, les Sybel comme les Bismarck, les ont prises chez nous. « Nous avons appris récemment que l'étranger nous détestait; il y avait cinquante ans que nous nous appliquions à convaincre l'Europe que nous étions haïssables. L'histoire énervait chez nous le patriotisme; elle le surexcitait chez nos ennemis. Elle nous apprenait à nous diviser, elle enseignait aux autres à se réunir contre nous, et elle semblait justifier d'avance leurs attaques et leurs convoitises. »

Quelle autre façon de faire chez les Allemands! Leurs historiens sont disciplinés. Ils forment une armée, où les soldats travaillent au service national et sous le mot d'ordre de chefs. L'humble et infatigable investigateur ne sait pas même où il va, mais il arrive où on le mène. Point d'initiative, chez la plupart; mais « l'effort » d'aucun « n'est perdu. » Tout ce corps savant est animé par une seule volonté; « il n'a qu'une vie et qu'une âme. »

Quelle est cette âme? Celle du pays. Tout au rebours de

nous, Français, qui jetons aux vents cette définition : « La science n'a pas de patrie, » les Allemands professent hautement que la patrie et la science se confondent. Fustel cite M. de Giesebrecht : « La science ne doit pas être cosmopolite, elle doit être nationale, elle doit être allemande. »

Le patriotisme historique est pour les Allemands la source et la raison d'être d'énormes contradictions. Ce qu'ils détestent dans autrui, ils l'exaltent chez eux. Fustel multiplie les exemples; en voici un, dont la France a cruellement, et par deux fois, vérifié l'exactitude : « Ils ne peuvent pardonner aux autres peuples d'avoir quelquefois aimé la guerre; ils ont de généreuses indignations contre les conquérans toutes les fois que les conquérans sont des étrangers, mais ils admirent dans leur propre histoire tous ceux qui ont envahi, conquis, pillé. »

Fustel développe avec force une idée profonde : la science allemande n'est jamais désintéressée. Elle est une arme. Elle met la main sur l'Alsace et la Lorraine, vingt ans avant que les armées se lèvent pour les conquérir. Fustel saurait aujourd'hui que l'audace de ces savans a fait parfois reculer le plus audacieux diplomate. Dans un mémoire adressé par Treitschke à Bismarck, l'armée prussienne s'emparait, en un tour de main, et sans plus de souci du qu'en dira-t-on, de toute la Suisse allemande On prétend que le diplomate, si dénué qu'il fût de scrupules en matière d'usurpation, ne put se défendre d'un haut-le-corps et qu'il annota d'un triple point d'exclamation cette suggestion d'entreprise à la cavalière.

Mais Fustel de Coulanges ne garde-t-il pas lui-même un reste de l'ancien préjugé français, si favorable aux Allemands, lorsqu'il fait cette concession, qu'en agissant comme on l'a vu, « ces savans sont d'une sincérité parfaite » et que « leur imputer la moindre mauvaise foi serait les calomnier? » Il n'a bien connu, il est vrai, que les historiens antérieurs à 1870. Dans le catalogue de vente des livres de sa bibliothèque, je crois bien n'avoir vu qu'un ouvrage d'auteur allemand qui soit entré, depuis la guerre, dans sa collection : c'est un ouvrage de Georges Waitz, l'historien médiéviste, qu'il plaçait à son rang, un rang élevé. Et il n'a pas assez vécu pour lire, s'il en avait eu le loisir, les écrits qui nous éclairent maintenant sur le degré de bonne foi de la science allemande au service de l'esprit prussien. Je ne parle pas de ce dernier manifeste, rédigé sans doute

avec autant de scrupule scientifique que les communiqués de la fameuse agence Wolff. Mais qui croira que le roué Mommsen ou même que le pur Treitschke, dans leurs attaques véhémentes contre nous, aient été à ce point sincères? Tout au plus dirons-nous qu'ils se payaient de mauvaises raisons et s'illusionnaient. Ils se flattaient que l'Allemagne humaniserait la Prusse, et il est arrivé que la Prusse, en inoculant ses instincts barbares à l'Allemagne, n'a réussi qu'à propager dans tout le sang germain une monstrueuse maladie morale.

Ce n'est pas un Français qui a le premier constaté et dénoncé ce résultat. C'est l'Allemand Treitschke lui-même. Homme austère, religieux, son sentiment intime a fini par se révolter devant la corruption du principe vital de la Germanie actuelle. Presque à la veille de sa mort, en 1895, il fit publiquement cette confession : « Dans tous les sens nos mœurs se sont détériorées. Le respect, que Gœthe déclarait être la vraie fin de toute éducation morale, disparaît dans la nouvelle génération avec une rapidité vertigineuse. » Il affirmait que le respect de Dieu, le respect des limites que la nature et la société ont établies entre les deux sexes, que le respect de la Patrie disparaissaient de jour en jour devant la poussée égoïste des appétits et des jouissances brutales. Quant au jeune empereur, il n'avait pas attendu jusque-là pour se révéler, aux yeux du confident des pensées de Bismarck, comme un « charlatan dangereux. » Le germe de déchéance, démêlé par Fustel de Coulanges, dans le triomphe même de l'esprit de conquête des Allemands, avait mûri mystérieusement, et les yeux, devenus perspicaces, du professeur allemand considéraient avec terreur cette moisson qui se levait. Périr de corruption ou subjuguer l'Europe, c'est le choix qui s'offrait à ce peuple victorieux.

Les nations alliées, comme Fustel de Coulanges le prévoyait, ont formé le faisceau. Rien ne pourra le rompre, et la hache des peuples libres achèvera, le jour venu, le colosse oppresseur. Ce jour, qu'il a prophétisé, Fustel de Coulanges ne le verra pas.

V

« Les Strasbourgeois, » a écrit Paul Guiraud, dans le livre que je citais en commençant, « n'oublièrent pas le professeur qu'ils avaient tant goûté. Peu de temps après la guerre, ils le

prièrent de donner encore une conférence. Quoiqu'il évitât de parler à ses élèves des choses du dehors, il nous communiqua, à son retour, les tristes réflexions que lui avait suggérées le voyage, et il termina par ces mots : « Si Strasbourg nous est rendu et que l'un de vous y occupe mon ancienne chaire, je le prie, le jour où il en prendra possession, d'accorder un souvenir à ma mémoire. »

C'est le seul honneur que Fustel ait jamais souhaité. Il avait cette modestie si fière des âmes hautes. On sait qu'il fallut le presser beaucoup pour qu'il acceptât la direction de l'École normale supérieure, et, dès qu'il eut une raison de dignité pour s'éloigner de ce poste élevé, qu'il avait accepté par sentiment de son devoir, il reprit son enseignement et ses rudes études.

Il était membre de l'Institut. Gaston Boissier, qui admirait chez son collègue l'humaniste accompli et l'écrivain de tradition classique, aurait voulu le conduire à l'Académie française. Il détourna ses instances par cette excuse qui doit être rare chez les candidats : il n'avait pas assez fait. Il ne pouvait présenter que bien peu d'ouvrages ; quand il aurait terminé ses travaux sur le moyen âge, il aurait peut-être les titres que l'on doit avoir.

Mais nous connaissons, grâce à la confidence de Paul Guiraud, quel fut le vœu secret du grand historien. Je me permets de le transmettre au directeur de l'Enseignement supérieur, notre camarade normalien Lucien Poincaré. Le jour où il ira inaugurer l'Université française de Strasbourg, qu'il nous fasse une joie de plus et donne le nom de Fustel de Coulanges à la salle d'histoire où l'on enseignera, sans faiblesse, mais humainement, l'histoire de la patrie.

Ernest Dupuy.

LE
MYSTÈRE DES BÉATITUDES

DEUXIÈME PARTIE (1)

III

— Dis donc, mon cher, j'ai quelque chose à te raconter...

C'était Jean Solème qui, descendant de la rédaction où il venait de griffonner sa copie, entrait au bureau de la caisse et interpellait Muzard.

— Je n'ai pas fini ma journée, lâcha le caissier, d'un ton d'humeur, pendant que sa plume, sautant d'une ligne à l'autre, descendait l'escalier d'une colonne de chiffres, sur un registre.

— Il est d'une politesse! bougonna Solème à mi-voix.

Et il attendait patiemment l'attention de son ami.

Le bureau de Muzard était une cage étroite en verre dépoli. Tout y était en ordre, le cartonnier, les bons de rédaction enfilés sur une tige de fer; à droite du buvard, les plumes, l'encrier. Solème vérifia même le calendrier, qui était à jour.

— Écoute donc, reprit-il enfin, voyant que les additions ne finissaient pas, nous avons vu Cyprien Loche là-haut, tout à l'heure; il est venu inviter le patron à dîner pour ce soir, et, chemin faisant, il m'a demandé d'accompagner Albert Blond. Il m'a également tâté pour savoir si tu ne consentirais pas à te

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

rendre, toi aussi, à ce dîner. Tu es étonnant, mon bon, avec ton petit emploi, ton air effacé, ton affectation de jouer les seconds rôles, il faut toujours que tu forces l'attention, que tu t'imposes. Et voici un homme arrogant, important, en train de devenir considérable, qui te fait des coquetteries comme à un ministre.

Muzard qui, la plume entre les dents, passait le buvard sur la feuille humide, eut un sourire à peine visible.

— Loche est un brocanteur, dit-il. Son principe est de tout acheter. Ensuite il trie...

— Irais-tu s'il t'invitait?

— C'est fait, dit Muzard, en fermant son registre. Je l'ai vu il y a un instant.

— Tu as accepté? dit Solème saisi d'une sorte de stupeur.

— Oui dit Muzard avec un rire qui, cette fois, laissa voir toute sa gaieté caustique; j'ai accepté. Il m'amuse tellement que j'ai pensé...

Le carillon du téléphone lui donna juste à ce moment une secousse nerveuse. Il s'approcha de l'appareil, saisit l'écoutoir et Solème entendit ses phrases hachées :

— ... Oui, c'est convenu... — Ah! vous aussi... — Très bien; je passerai vous prendre dans une heure... — Tiens, cette malice! Quand le loup offre un dîner, c'est qu'il médite de croquer un convive... — A tout à l'heure.

Puis en raccrochant l'écoutoir :

— C'est Lucien Gérard qui a reçu, lui aussi, l'invitation. Il n'y comprend rien, me dit-il. Mais nous saurons plus tard. La petite Gérard doit être très flattée. Ils me demandent d'aller les chercher. C'est assommant, l'Observatoire est au diable.

— On se retrouvera rue Vivienne alors, dit Jean Solème, qui retournait lire les journaux du soir avant d'aller s'habiller.

Cette question de costume occupa un instant l'esprit de Muzard, quand il eut regagné sa chambre.

« Il a dit : un dîner tout à fait sans cérémonie; donc, il sera en habit et le patron également. M'y mettre serait ridicule. La jaquette? peut-être... »

Il ouvrit un placard, empauma des vêtemens par le porte-manteau, les jeta sur le lit. Sa garde-robe était limitée. Des trois ou quatre costumes étalés pêle-mêle sur le lit, aucun n'était neuf. Muzard, en bras de chemise, médita plusieurs minutes devant cette friperie. Puis soudain :

« Mon vieux Loche, tu as voulu recevoir à ta table le petit employé râpé; tu l'auras. »

Et après avoir simplement changé les manchettes et le faux-col, il enfila son veston de bureau, et prit sans plus de frais le chemin de l'Observatoire.

Les Gérard habitaient, boulevard Arago, un atelier avec logement, au rez-de-chaussée. Quand Muzard pénétra dans l'atelier, qui était la première pièce et donnait sur un jardinet planté de fusains, il y trouva Huguette Gérard en jupon de dessous et en corsage décolleté qui achevait de se coiffer devant une psyché mise là pour meubler. Le dessinateur, lui, était déjà tiré à quatre épingles, en redingote. On voyait, à la chemise, briller un bouton en simili-diamant.

Les deux aînés des enfans, un garçon et une fille de cinq et sept ans, crayonnaient à une table, et le dernier, un gros joufflu déjà en culotte, Paddy, trônait bravement sur sa porcelaine où il avait été oublié depuis près d'une heure. Mme Gérard, qui n'attendait pas si tôt leur ami, rougit de le recevoir dans ce désordre. Elle tenait au décorum, s'obstinait à illusionner les gens sur sa situation pécuniaire, souffrait en silence de sa médiocrité. Bien vite elle appela la Bretonne pour culotter Paddy, du pied repoussa derrière un carton à dessin la porcelaine délictueuse et se sauva en faisant un geste amical à Muzard dont elle ne voulut même pas, en un tel costume, serrer la main.

— Cette pauvre Huguette, dit l'artiste avec mélancolie, elle rêve d'un cabinet de toilette, qu'elle n'aura peut-être jamais. Qu'est-ce que tu veux, l'appartement est si petit qu'on vit tous ici pêle-mêle. Elle a beau s'exténuer à donner à cette pièce un aspect coquet, cela reste toujours la *nursery*, le salon, la lingerie et l'usine.

Muzard parcourut des yeux les quatre murs. L'un troué d'une baie vitrée montrait le jardin aux fusains rognés. Les autres portaient de petites draperies maigres, faites en imitation de voiles persans. Des bouts d'étoffe enveloppaient tout, les pots de fleurs, les cartons, jusqu'au seau à charbon près du poêle. On sentait une prétention au luxe dans les deux divans recouverts d'une andrinople brodée, dans les coussins de peluche, dans le bahut pyrogravé, dans la plante verte artificielle. Et parmi cette simulation d'élégance régnait, posée sur des tré-

teaux, la table tachée d'encre du pauvre diable de dessinateur, encombrée de paperasses, de croquis, de photographies, de godets, de crayons, de plumes, de compas et d'équerres.

— Elle se donne beaucoup de peine pour rien, dit Muzard crûment.

— Tu trouves que ce n'est pas bien chez moi? demanda Gérard intimement blessé.

— Beaucoup trop bien, mon cher, mais j'estime que vous êtes bien bons de vous acharner à paraître plus riches que vous n'êtes.

— Que veux-tu? cette pauvre Huguette a des amies haut placées. Elle fréquente des salons luxueux. Elle voit des toilettes opulentes, des intérieurs bien meublés...

— Oui, je sais, elles sont toutes comme ça. Elles se parent, elles parent leur logis, non pour le plaisir de s'environner de beauté, mais pour imiter ce qu'elles ont vu ici ou là.

Dans la voiture, il recommença d'invectiver ses amis.

— Vous êtes ridicules tous les deux. Vous portez-vous bien? Oui, n'est-ce pas? Vous aimez-vous ? Oui, n'est-ce pas? Aimez-vous vos enfans? Oui, n'est-ce pas? Gagnez-vous vos croûtes? Oui, n'est-ce pas? Eh bien ! êtes-vous heureux? Non, n'est-ce pas? Car, pour vous, la vraie vie, ce n'est pas de s'aimer, de compléter son âme l'une par l'autre dans le compagnonnage d'une union rare et belle, ce n'est pas de se sentir survivre dans de beaux enfans qu'on chérit, ce n'est pas l'exercice agréable du métier choisi où l'on se sent réussir. Non, la vraie vie, pour vous, c'est de s'enfler pour devenir aussi gros que le voisin dont on envie la maison, les meubles, les nippes, la considération, la surface. La réputation de pauvreté dont vous entoure la modicité de votre existence, vous mine, vous ronge. Vous ne vous aimez pas tant l'un l'autre que vous n'aimez l'argent que vous n'avez pas!

— Oh! Muzard! vous dites des choses! s'écria Huguette.

— Parfaitement. Vous ne cessez de vous plaindre. Je ne vous vois jamais sans entendre vos doléances. Votre idéal, il n'est pas dans le solide, réel et absolu bonheur que vous possédez, et dont certains pourraient être envieux pourtant. Il est dans l'argent.

— On s'aime cependant bien, n'est-ce pas, mon gros? dit la jeune femme, en enlaçant câlinement son mari dans le fond de la voiture.

— Parce que je vous y fais penser, vous parlez de votre attachement, dit Muzard. L'argent, vous y pensez toujours et sans qu'il soit besoin de vous le rappeler.

Huguette, si bonne fille d'ordinaire, poussée à bout, finit par riposter :

— Un vieux garçon n'aime que lui : et ce n'est pas plus beau, mon cher !

Muzard sourit, mais la boutade qu'attendait Huguette ne vint pas. Il regardait ce mari et cette femme qui, malgré les petits heurts quotidiens des caractères, formaient un ménage très uni. En dépit de leurs faiblesses qu'il venait de critiquer si acerbement, cet homme et cette femme liés l'un à l'autre jusque dans ces faiblesses, dans une commune envie de paraître, dans un commun désir du luxe des autres, lui semblaient représenter une force qui humiliait son infériorité de solitaire. Il se mit à tordre sa barbiche rousse rêveusement.

Mais l'auto tournait maintenant le coin de la rue Vivienne ; son mouvement s'alanguit ; ce fut l'arrêt devant le grand immeuble neuf dont les bureaux de la « Banque Fidelia, directeur C. Loche et Compagnie, » tenaient une partie du rez-de-chaussée.

Dès l'antichambre, l'appartement s'annonçait princier. Un laquais à favoris avait à peine ouvert la porte, qu'une soubrette anglaise sortit d'un massif de verdure pour aider Mme Gérard à se déshabiller. Des glaces miraient de tous les côtés les visiteurs. Mais la grande impression fut produite sur les invités par le salon où Monsieur, Madame et Mademoiselle Loche étaient déjà réunis avec Albert Blond, le directeur de *la Poste*, Jean Solème et un député. On eût dit un salon d'or. L'or se suspendait au plafond en arabesques, dans les branches du lustre ; il encadrait à profusion les glaces, les paysages, les tableaux de genre accrochés aux murailles ; il recouvrait le fût des larges fauteuils Louis XV, des bergères qui avaient l'air en métal massif, jusqu'au bois des consoles ; et même dans une encoignure, il peinturlurait un énorme Bouddha à la mitre pointue, qui, accroupi sur un petit meuble hindou, aux incrustations d'or, apparaissait comme le lare mystérieux qu'on adorait dans ce foyer.

Au milieu de ce ruissellement du métal sacré, digne et froid, parcimonieux de sa courtoisie, Cyprien Loche, cravaté

de blanc, l'habit impeccable, portant haut sa fine tête grise, s'avançait, saluait, serrait les mains. La petite Gérard le trouvait si imposant qu'elle n'osait pas le regarder en face ; elle fut moins intimidée près des dames Loche, qui étaient d'une grande affabilité. La mère, forte personne à bandeaux châtains, à la lèvre ombrée, prenait les convives à part, les entretenait à voix basse des difficultés qu'on rencontre près des gens de service, ou du renchérissement de la vie. Et la fille était une belle sans souci de vingt-huit ans passés, faite comme un gendarme, blonde et fraiche, qui blaguait tout, avec esprit. Solème, épris d'une femme délicate et raffinée, fragile comme un enfant, la trouva épaisse et vulgaire ; mais Muzard s'amusa de sa bonne humeur, de son franc parler. Elle lui disait :

— Connaissez-vous ce vieux député ? Moi, non plus. Je ne sais où papa l'a pêché. C'est la première fois qu'il nous l'amène. Il n'a pas dit deux mots depuis qu'il est ici. Je le crois sourd-muet.

— Monsieur votre père ne l'a sans doute pas invité sans raison, dit Muzard.

Sous ses paupières charnues, elle lui glissa un coup d'œil étonné qui bientôt sourit, comme si une amitié s'était nouée soudain entre elle et cet étranger.

— Vous le connaissez bien, papa? demanda-t-elle.

— Je crois le connaître, dit Muzard.

Elle soupira comme pour dire qu'elle le connaissait aussi et plus encore. Puis en conclusion :

— Il est bien amusant, mon père.

Au même instant, un jeune valet de chambre qui paraissait le fils du premier, ce qui donnait à la maison un air de bourgeoisie traditionnelle, cossue et vénérable, vint annoncer le dîner.

— Messieurs, dit Cyprien Loche avec une grande simplicité, vous savez que nous sommes entre nous, et tout à fait à la bonne franquette. Ces dames vont donc sans façon nous précéder à la salle à manger et nous les suivrons.

Mais il fallut alors traverser un second salon, qui renchérissait encore sur le premier pour l'opulence. Alors que le premier vous infligeait dès l'abord la commotion de son éclat, l'éblouissement de tout cet or brutalement exhibé, l'autre prolongeait l'effet par son luxe plus vrai d'antiquités authentiques : bahuts

de la Renaissance, chaises monacales sculptées menu d'ogives flamboyantes, stalles fouillées comme de petites cathédrales, murailles flottantes de Gobelins véritables. Après le règne de l'or, c'était celui du bois, du beau chêne sombre, noirci, au fond de chapelles obscures, par les vapeurs séculaires de l'encens, ou, dans les salles gothiques, par les fumées résineuses des sapins entiers, vomies par les âtres géans, les jours de tempête.

Huguette Gérard passait lentement, dévorant des yeux le mobilier somptueux, qui dépassait ce qu'elle avait encore vu chez ses amies les plus riches. Jean Solème y jetait un regard connaisseur, et se souvenait d'un temps où ses mains enfantines avaient caressé, dans d'autres salons, d'autres ameublemens plus discrets et plus familiaux.

— C'est d'ailleurs, continua le banquier, un véritable repas improvisé, puisque c'est ce soir même, à *la Poste*, qu'a germé dans mon esprit l'idée de rassembler à cette table les habitués du Café de la Paix, notre petit groupe habituel, auquel M. Albert Blond a bien voulu se joindre.

Albert Blond, grand seigneur, qui pénétrait à ce moment dans l'énorme salle à manger ruisselante de lumière, lança un coup d'œil sur le veston de bureau de son caissier. C'était un patron sympathique, volontiers camarade avec ses collaborateurs; mais Muzard lui restait inconnu, et cette tenue le désobligeait comme un discrédit jeté sur sa maison.

— Aussi, poursuivait Cyprien Loche en faisant asseoir à ses côtés Mme Gérard pendant que sa femme s'installait entre le député et Albert Blond, aussi je réclame votre indulgence pour une cuisine qui n'est pas sans me donner des inquiétudes.

Gérard et Solème, qui prirent une telle phrase pour de l'argent comptant, se récrièrent. Albert Blond en fit autant. Pour eux, la table donnait déjà des gages, avec ses cristaux, ses guirlandes de fleurs singulières dont Huguette Gérard, elle-même, ignorait les noms, ses porcelaines transparentes, ses fruits coloniaux étranges et rares.

Les deux valets de chambre, dans un chassé-croisé régle comme une figure de ballet, servaient les assiettes de potage. C'était un brouet exquis, floconneux, parfumé, d'une nuance noisette, où l'on ne savait quelles substances étaient amalgamées. Muzard était gourmet. Après les premières cuillerées, il

sentit le regard du banquier fixé sur lui, ayant surpris sa gourmandise. Et les yeux gris du financier terrible avaient un sourire bienveillant et doux, auquel se fût pris tout autre que le sceptique Muzard.

— Qu'est-ce que vous pensez de papa? lui demanda à mi-voix sa voisine, qui se désintéressait complètement d'Albert Blond, assis à sa droite.

— Je l'admire! dit Muzard vivement, et avec une véhémence vibrante.

— Ah! vous ne savez pas encore comme il est extraordinaire, reprit la jeune fille.

Le député savourait à petites lampées le potage inédit. Les autres parlaient théâtre, s'emballant sur Butterfly, la célèbre demi-mondaine qui s'exhibait en des danses égyptiennes, sur une scène du boulevard. On entendait, par-dessus leurs éclats de voix, les mots tranquilles de la maîtresse de maison, qui disait à Mme Gérard, continuant à travers la table la conversation ménagère.

— ... Deux francs cinquante le beurre... cinq sous pièce les œufs... sept francs un petit poulet...

Alors Muzard, qui sentait toujours sur lui les yeux gris de Loche, fut saisi d'une extraordinaire curiosité à l'endroit de cette étrange famille où le hasard de ce dîner le faisait plonger tout d'un coup. Qu'était-elle, cette fille, aux larges bras ronds, bâtie, comme une faneuse normande, pour lever au bout d'une fourche des bottes de foin serrées et lourdes, et avec cela gavroche, démolissant tout, même son père, toujours prête à tout dire, et pourtant ne lâchant pas un mot de l'énigme paternelle dont elle paraissait se divertir passionnément? Qu'était la mère, sotte ou dressée, qui semblait un compteur vivant fait pour enregistrer le prix des choses, et qui, ayant de l'usage, de l'aisance et de la race, traitait sur le même pied d'amabilité commandée tous les invités que lui imposait son Maître? Et surtout, qu'était ce Cyprien Loche?

Il avait surgi sur le pavé du boulevard en même temps que la banque Fidelia. De ce moment on l'avait vu partout. Mais où se cachait-il auparavant? De quel passé se dégageait-il? D'où venait son argent, qu'on ne sentait pas héréditaire?

Huguette Gérard, de plus en plus troublée, terrassée par cette ostentation de fortune, par Cyprien Loche qui lui en

imposait comme jamais ce soir, dans un tel milieu, se contraignit à boire du vin qu'elle n'aimait pas, afin de contracter de l'assurance. Sa pauvre robe lui semblait ridiculement simple devant la toilette de Mme Loche parée comme une châsse, et celle de la jeune fille dont les formes pleines faisaient valoir la coupe du costume. Et elle rêvait d'un intérieur qui, sans égaler celui-ci, l'imiterait de loin. Oh! trouver au Louvre ou au Bon Marché. un jour d'occasions, le service de verrerie en simili-cristal qui rappellerait, pour l'originalité des formes, le service des Loche! Et elle résolut d'acheter, coûte que coûte, de petits moules de porcelaine semblables à ceux où elle mangeait à bouchées délicates pour y servir chez elle, sous couleur de nouveauté, les mets anodins dont elle savait la recette.

Ce fut après le faisan que Cyprien Loche commença.

— J'ai reçu ce matin d'excellentes nouvelles de *là-bas*.

Et fouillant dans son portefeuille une lettre timbrée de Tombouctou, il en tira deux photographies non collées, au virage encore tout frais, qui représentaient chacune un vapeur sur cale sèche.

— Ce sont, dit-il, nos deux premiers transports : le *Fidelia*, qui sera mis en service avant quelques semaines, et le *Président-Carnot*, qui doit commencer en janvier son premier voyage.

Les photographies circulèrent de mains en mains. Ces images, prises sur le vif, d'une activité mystérieuse et lointaine, dont le puissant, dont l'unique metteur en scène était le maître de la maison, donnèrent soudain à celui-ci une consécration irrésistible.

Alors Loche, toujours impassible, mais enregistrant néanmoins l'étincelle que ces deux petites photos avaient allumée au fond des prunelles, ne cessa plus d'entretenir ses hôtes de la Compagnie de navigation soudanaise.

Ce furent bientôt les splendeurs du dessert, prétexte à nouvelles pièces d'argenterie. Quand on passa les ananas et les noix de Karité, il dit que l'envoi de ces fruits lui avait été fait par son ingénieur. Dès lors le parfum, le jus de ces pulpes fraîches donnèrent au palais des convives une curiosité. C'était un peu à la vie de *là-bas* qu'on goûtait. Dans les cerveaux excités, les évocations se faisaient plus brillantes. Les conversations particulières s'étaient tues. Un rêve grisait le cerveau de chacun. Et l'on voyait des cabanes de bambou bâties sur les rives de

fleuves immenses, des îles verdoyantes chargées de bananiers, des rideaux d'arbres à beurre le long d'une rivière herbeuse, ou bien des Touareg desséchés, des femmes peuhles trayant des vaches, des jeunes filles Toucouleur aux mamelles longues et pendantes.

On prit le café dans le second salon, parmi les meubles de vieux chêne, dans une lumière atténuée, absorbée par les sombres tapisseries des murailles. Loche passa dans son cabinet qui était voisin et il revint avec une liasse de dossiers contenus dans une chemise administrative. Et s'adressant au directeur de *la Poste* et au député, il leur mit sous les yeux un large carton qu'il déploya. C'était le plan de la Navigation Soudanaise. Tout d'abord on n'y comprit rien. Mais Loche en démontra la simplicité. C'était tout bonnement le cours du haut Niger qu'on rendait favorable à la navigation, puis la ligne se continuait par le tracé du grand canal de la Benoué au lac Tchad et à Kouka. En somme, le gros effort portait sur la canalisation, car c'était à chaque instant qu'un nouveau lit latéral à celui du fleuve devait être creusé pour éviter, soit les hautes herbes indestructibles, soit les bancs de sable, soit les rapides. Ceux de Labezenga n'avaient pas moins de trois cents kilomètres. Mais Loche souriait :

— Avec la dynamite, expliquait-il, c'est un jeu.

— Oh! oh!... monsieur Loche, dit tout à coup Muzard, est-ce que votre ligne de navigation passera par ici?

Le banquier ajusta son lorgnon, suivit de l'œil le doigt du caissier, renversa la tête en arrière et demanda pourquoi.

— Parce que c'est la ville de Gogo, monsieur Loche, reprit Muzard innocemment.

— On dit plus ordinairement Goa, monsieur le caissier, dit Loche, sans amertume. Oui, notre ligne y passera, puisqu'elle emprunte le Niger, mais c'est une ville ruinée et nous la ressusciterons comme nous ressusciterons Tombouctou.

Ah! cette ville ténébreuse, pleine du mystère de sa souveraineté morte, quand on la réédifierait éclatante sous le soleil, quand elle serait devenue avec ses quais, ses entrepôts, ses magasins étalés le long du grand fleuve, un des plus énormes ports de l'Afrique centrale, quand l'ivoire, la gomme, le sel, la plume d'autruche, le coton et surtout l'arachide et le caoutchouc, déborderaient de ses murs, quand ses bazars seraient la mer-

veille du Soudan et que les caravanes y afflueraient en pèlerinages incessans, comme à la Mecque des formidables échanges du monde, alors le ruissellement de l'or commencerait.

— Je prétends, affirmait-il avec la douceur tranquille de la sécurité, que ce jour-là notre Compagnie pourra être cotée la troisième ou la quatrième de l'univers.

A ce moment, on sonna; Loche prêta l'oreille et dit :

— Ce doit être Leherpeux, mon démarcheur.

C'était lui : un jeune Méridional vivant, vibrant et sympathique, au teint mat, aux cheveux bouclés, aux yeux luisans. Il souriait à tout le monde. Discrètement, pendant que les conversations se ranimaient autour d'Albert Blond, il entraîna son patron dans l'embrasure d'une fenêtre et lui dit d'un air épanoui quelques mots à l'oreille. Muzard remarqua la poignée de main presque clandestine que lui donna Loche. Puis le banquier revint se mêler au groupe sans se hâter, traînant ses pas. Et, soudain, il posa la main sur l'épaule d'Albert Blond :

— Nous sommes entre amis, lui dit-il, et vous me permettrez de ne pas vous cacher la grande joie qui m'arrive aujourd'hui, ce soir, en cette minute même. Vous m'avez porté bonheur, madame, et vous aussi peut-être, messieurs. Une grosse affaire était pendante. Mon démarcheur vient de l'enlever. De ce fait, à l'heure qui sonne, notre capital de dix millions est couvert.

Toujours si maître de lui d'ordinaire, il semblait à cet instant ne plus pouvoir cacher son émotion. Albert Blond s'attendrit devant cette joie naïve d'un homme qu'il avait toujours connu si fort.

— Monsieur Loche, s'écria-t-il spontanément en pressant ses mains, bien cordialement je vous félicite.

Le député, Lucien Gérard, Solème, vinrent, tour à tour, offrir leurs complimens.

C'était comme si, dans un coup de vent, les dix millions eussent envahi la pièce. Cyprien Loche en était enveloppé ainsi que d'une splendeur d'apothéose. La physionomie de chacun était devenue grave. Les dix millions, ce chiffre colossal, on se les représentait tout à coup, comme si leur valeur s'était faite tangible. On se recueillait. On frémissait. Le dieu était là. Est-ce qu'en tendant les mains, on n'allait pas recevoir un peu de sa substance? Et le désir de l'or faisait briller les yeux, closait les lèvres, bouillonnait dans les cerveaux.

Alors Muzard, s'évadant en pensée de ce salon où le capital alourdissait l'atmosphère, affolait les esprits, se réfugia dans cette chambre lointaine de la barrière où l'abbé Naïm, pauvre, mortifié, affranchi de l'Argent, veillait sans doute à cette heure. Son cœur allégé ne connaissait plus qu'une tendresse universelle et toute-puissante. Et il était assez grand pour que toute douleur humaine trouvât en lui non seulement un écho, mais un baume.

— A quoi songez-vous, monsieur ? demanda Mlle Loche, en se penchant vers lui avec une nuance d'intérêt.

— Je songe, dit Muzard, que vous devez être bien heureuse du succès de monsieur votre père.

— Oh! dit-elle avec un rire équivoque, les succès de papa, j'y suis habituée.

— Vous ne me ferez pas croire qu'un capital de dix millions est couvert tous les soirs.

— Ah! ces questions-là, je m'en fiche, dit-elle d'un air ennuyé. Les affaires de papa, je les suis de loin, en dilettante.

— Mais vous n'y engageriez pas vos économies.

— Quand on a un père comme papa, on n'a pas besoin d'économies, dit-elle d'un air orgueilleux.

Puis aussitôt :

— Tout m'ennuie; je voudrais travailler, gagner quatre-vingts francs par mois comme employée des postes, dans un bureau de chef-lieu de canton.

Muzard regardait avec sympathie cette grande fille si amicale à son égard et qui dominait suffisamment le milieu où elle vivait pour le juger froidement.

— Vous avez été élevée dans le luxe, lui dit-il, poursuivi par l'idée de fouiller son passé, vous ne pouvez pas savoir si vous aimeriez une existence de travail.

Mais il n'obtint pas de réponse.

Leherpeux, le démarcheur, entourait de soin Mme Gérard. Comme elle était beaucoup moins intimidée par lui que par Loche, elle l'interrogeait sur le fonctionnement de la banque. Alors, c'était fini, il n'y avait plus moyen d'acheter même une pauvre petite part d'actions, tout était vendu ?

Leherpeux se mit à rire. Mais c'était maintenant, au contraire, que commençait le grand marché. Les valeurs de la Compagnie soudanaise étaient cotées à la Coulisse, et, comme la prospérité de la Compagnie s'avérait, la demande allait

affluer; de sorte que ce qui se vendait aujourd'hui cinq cents francs monterait dans trois mois peut-être à cinq cent cinquante, peut-être à six cents.

A ces chiffres, irrésistiblement attiré, Cyprien Loche s'approcha et Solème le suivit.

— Vous allez trop vite, Leherpeux; nous ne pouvons encore déterminer la plus-value des actions pour un si bref délai. Trois mois, songez donc! Il faut tenir compte du hasard.

Albert Blond, qui par courtoisie était allé dire quelques mots à la maîtresse de maison, vint rejoindre le groupe au moment où le banquier, de ses phalanges sèches, percutait avec véhémence le fût d'un fauteuil, en haussant le ton.

— Mais ce que je puis affirmer, c'est que, dans deux ans, une action de la Compagnie ne vaudra pas moins de huit cents francs.

On avait sonné de nouveau, et soudain Loche prêta l'oreille à un bruit de voix qui arrivait de l'antichambre. Puis, mettant un doigt sur sa bouche, il s'adressa aux trois jeunes gens plus particulièrement :

— S'il vous plaît, messieurs, changeons de conversation; le visiteur qui vient n'a pas toute ma confiance et je n'ai pas à lui livrer...

Il parlait encore quand le nouvel invité entra; il entrait avec la majesté d'un monarque. C'était un homme de quarante ans, un Italien, car le banquier le nomma dans ses présentations : Giulio Agostini, et sans nul doute un Romain, comme on pouvait le certifier à ce profil arqué, profil de médaille, profil de César, dont l'œil, au regard malsain, démentait la noblesse. Il ne parlait français qu'avec une certaine difficulté.

— Monsieur Loce, disait-il au banquier, avec le sourire ensorcelant de sa race, il faut besoin que vous veniez en Italie, cet hiver. Je sais à Rome une villa que je vous ferai louer. Ah! quel repos, quelle douceur, un bois d'eucalyptus...

— Et mes affaires, monsieur Agostini? laissa tomber Loche, avec un mépris souverain.

Là-dessus, l'Italien alla faire la cour à Mme Gérard qu'il trouvait belle. Et il lui demanda brutalement, à quoi elle se mit à rire, si elle n'était pas veuve. Au même instant, Muzard surprit un mot à la dérobée que Cyprien Loche adressait tout bas à son démarcheur :

— Méfiez-vous de son indiscrétion naturelle, mon cher ami.

— Qu'est ce monsieur Agostini ? demanda Muzard à Mlle Loche.

Les yeux illisibles de la jeune fille plongèrent hardiment dans ceux d'Augustin.

— Vous avez entendu ce que mon père en a dit tout à l'heure, répondit-elle.

— Oui, mais sa profession ?

— Commis d'agent de change, à ce que je crois. Et puis est-ce que cela me regarde !

Tout de suite Muzard conçut de la curiosité pour cet individu et il usa de ruse afin de se rapprocher de lui. Il le joignit au moment où il disait à Mme Gérard de sa voix chantante :

— Il faut besoin que vous alliez en Italie. Je sais des petites *trattorias* où vous vivrez pour quatre francs par jour.

Le regard d'Agostini fuyait celui de Muzard. Alors celui-ci l'interrogea :

— Vous appartenez à la banque Fidelia, monsieur?

— Non, monsieur, dit l'Italien.

Et s'étant assuré que ni Mme Loche, ni le banquier ne l'observaient, il reprit en clignant de l'œil malignement :

— Non, monsieur.

Ce qui signifiait clairement qu'il n'en aurait pas voulu être.

— M. Loche, continua Muzard, nous a fait passer une belle soirée au Soudan. Vous seriez arrivé plus tôt, monsieur, vous nous trouviez à Tombouctou.

— Monsieur, répondit Agostini, avec un geste ondulant de tout son corps qui faisait paraître ce gros garçon souple et félin, ze préfère être resté à Paris.

Voyant que Muzard l'avait abandonnée, Mlle Loche se leva, s'en fut vers le piano où elle dessina presque indistinctement quelques arpèges. Solème, qui était un musicien fanatique et voulait au surplus flatter ses hôtes, la rejoignit. Le député qui décourageait tout le monde par son silence demeura seul en son fauteuil. Mme Gérard et son mari complimentaient la maîtresse de maison sur le talent de sa fille.

— Loce, monsieur, disait Agostini, Loce, il est admirable, il est énorme, c'est le plus merveilleux des hommes d'affaires. Moi, je lui confierais la fortune de mes cliens, je lui confie-

rais des millions, parce qu'avec lui ça vaut la peine de risquer le paquet. Oui, un client me dirait : Placez-moi à grosse chance, mille francs, dix mille francs, je dirais : j'acète des actions de la Compagnie de navigation soudanaise. Che me fa, moi!... Mais cent francs de ma poce, monsieur, je ne les mettrais pas dans la banque Fidelia, parce que Loce, monsieur, c'est l'homme qui tient dans ses deux mains fermées ici la fortune et ici la ruine, et on ne sait jamais laquelle il vous ouvrira sous le nez.

Et en même temps se cambrant, se balançant, dodelinant de la tête, il fredonnait :

— Ne croyez pas, monsieur, que je sois le petit cien de M. Loce.

Il déconcertait Muzard, qui s'énervait à ne le pas comprendre. Là-bas, au piano la musique devenait poignante. Albert Blond disait à Gérard :

— Mon cher ami, vous parlez d'elle avec la défiance de la rivalité. Entre homme et femme qui travaillent, cela existe. Mais moi, je vous réponds qu'Andrée Ornans est un talent, qu'elle est quelqu'un, qu'elle arrivera, et moi je suis enchanté de favoriser ses débuts; c'est pourquoi je l'insère, tout inconnue qu'elle est. Son article de ce matin était très remarquable.

— Quel âge a-t-elle? demanda Gérard.

— Ma foi, je n'en sais rien. Vingt-cinq ans, peut-être. Et puis, c'est une brave petite, qui lutte avec douceur, et qui surtout pense étrangement juste pour une femme.

Et tout à coup Muzard, qui surprit la phrase, imagina aux Batignolles, à Montmartre, à Vaugirard peut-être, enfin dans un quartier de peine et de travail, une petite chambre solitaire où une jeune fille écrivait sous la lampe. Il voyait son front fatigué par cette veille de pensée, les yeux clairs qui par instans se perdaient dans l'espace. Le reste de son visage demeurait indistinct. Et le mot d'Albert Blond résonnait encore : « C'est une brave petite qui lutte avec douceur. »

— Monsieur, disait Huguette Gérard à l'oreille du démarcheur, je prendrai, la semaine prochaine, deux parts d'action de cent vingt-cinq francs, mais je voudrais que vous vous arrangiez pour que mon mari n'en sache rien.

— Attendez donc, réfléchissait Leherpeux, passez me voir dans quatre ou cinq jours, au bureau de la banque, après la

Bourse, c'est-à-dire vers quatre heures. J'ai dans ma clientèle beaucoup de dames comme vous...

Il était minuit ; Muzard passa derrière Solème et lui murmura :

— Allons-nous-en. J'ai une sacrée envie de dormir.

IV

L'abbé Naïm, à l'autel de son église de planches, célébrait l'office de la Toussaint. C'était un pauvre autel fait d'une pierre consacrée, posée sur un retable de bois de sapin à moulures. Une nappe fraîche à large dentelle le recouvrait. Tout l'ornement était fait de cierges et de bougies qui brasillaient abondamment autour du tabernacle. Un crucifix doré régnait au-dessus. C'était un seul enfant de chœur qui servait l'office, et sur un prie-Dieu, par derrière, un vieil homme venait de chanter le *Gloria in excelsis Deo.* Maintenant l'abbé Naïm, courbé sous sa chasuble rouge, les mains croisées sur sa poitrine, priait en silence, au centre de l'autel. Sa messe était toujours interminable, arrêtée sans cesse par ses méditations, ses tête-à-tête avec Dieu. En ce moment, un piétinement, des bruits de chaises heurtées se faisaient entendre derrière lui. Jamais la petite enceinte n'avait été pleine ainsi. Et il écoutait, sans qu'il y eût dans sa prière un trouble, le bruit de ce peuple toujours grossissant qui venait faire corps avec lui, qui le prolongeait, son troupeau dans lequel il se fondait en présence du Maître.

Enfin il se redressa, passa au côté gauche de l'autel et sa voix grave s'éleva pour lire l'Évangile du jour, qui était le discours sur la Montagne, ces Béatitudes dont la terrible simplicité qui condamne le monde versait en lui un fleuve de douceur. Et il disait lentement, les deux mains ouvertes de chaque côté du livre : *Beati pauperes... Beati misericordes.* L'enivrement de sa pauvreté, le délice d'être détaché de tout qui rend l'homme divin, l'exaltait. Et quant aux souffrances de la pitié, qui le roulaient dans la même vague de douleur que ses pauvres brebis, quant à cette miséricorde tendre, envahissante, impérieuse qui était devenue toute sa vie, il la ressentait comme une force expansive reculant à l'infini les limites de son âme, le rendant participant de l'humanité tout entière.

Ah ! qu'il les aimait ceux qui étaient là, derrière lui, amenés

à l'église en ce jour de Toussaint par cet instinct du culte des Morts qui est l'alpha et l'oméga du sentiment religieux chez les peuples ! Qu'il les aimait, ceux qui n'étaient pas venus, ceux qui étaient demeurés dans les sordides roulottes de la zone, à peiner, à souffrir, les malades surtout dont les misères physiques effaçaient les tares morales, et qu'il excusait avec toutes les faiblesses et les indulgences d'une mère ! Il était l'arbre, eux les rameaux. Les opprobres de leur conscience dont il était sans cesse le témoin, il les prenait sur lui, il en ressentait la honte ; mais le moindre acte de bonté que ses yeux avaient vu, il le portait à l'autel, l'étalait aux regards du Christ, réclamait d'en être béni lui et son troupeau, au nom de la communion mystérieuse des frères.

Puis il continuait : « Bienheureux les cœurs purs, car ils verront Dieu. Bienheureux ceux qui sont doux, car ils posséderont la terre... »

Ceux qui sont doux... Et l'aveuglante clarté du divin paradoxe le retenait à cette phrase, ébloui. Ah ! l'on croyait communément que c'étaient les conquérans, les violens et les forts qui s'appropriaient la domination terrestre. Ah ! l'on pensait que la volonté impérieuse vient à bout de tout régir, et l'on vivait sur cette erreur de prendre le simulacre de la puissance pour la puissance même. Le conquérant s'empare des instrumens d'autorité, il emploie le fer et le feu, et tout se passe comme s'il dominait ; mais c'est l'homme doux qui seul possède véritablement, sans faux semblans, sans trompe-l'œil, un droit réel dont son cœur est la source. Oh ! l'invincible, l'irrésistible Douceur, maîtresse souveraine ! la Miséricorde qui exalte ! la Pauvreté qui libère !

Quand, après l'Évangile, il se retourna vers le peuple, pour le prône, il eut un sursaut de surprise en voyant des femmes envahir jusqu'aux marches du petit sanctuaire. Beaucoup d'enfans et des hommes de mauvaise mine, en habits de travail ou en loques, se mêlaient à elles. Certaines avaient mis de pauvres chapeaux, fleuris de bouquets ridicules. Mais la plupart étaient nu-tête, et avec leurs traits fatigués par la misère, leurs tignasses décoiffées, leurs bustes amaigris, leurs épaules découragées, elles représentaient si bien la faim, les privations, les mauvais traitemens, et l'habitude de souffrir, tous étaient tellement les parias vomis par la grande ville opulente que l'abbé Naïm,

étranglé d'émotion, se tut à la seconde même où il allait essayer de répéter devant eux la parole du Maître.

Il revit son appartement de la barrière, le lit qui l'attendait tous les soirs, la nourriture dont il était sûr pour le lendemain, le linge frais plié dans l'armoire, le bien-être qui subsistait encore dans sa vie, bien qu'il eût supprimé, croyait-il, tout superflu.

« Misérable pasteur, se dit-il, tu as tout cela et ils n'ont rien ; tu manges quand ils sont dans la disette, tu es heureux, tu es heureux, et ils pleurent ! Et toi, gorgé de tout, tu vas leur demander le surhumain effort vers la vie spirituelle, à ces meurt-de-faim ? Seigneur, donnez-leur du pain d'abord ! »

Tous avaient les yeux levés sur lui. Il n'y avait pas un habitant de la zone qui ne le connût pour le voir parcourir du matin au soir les bords de la tranchée, attirant à lui la masse des petits enfans, entrant dans les roulottes, allant droit au lit de chiffons où gisait toujours quelque agonisant, donnant des aumônes, caressant jusqu'au chat galeux qui venait se frotter à sa soutane. La plupart le retrouvaient aujourd'hui pour la première fois dans ses habits sacerdotaux. Sa chasuble ôtée, il était en blanc, et sur son noble visage des larmes roulaient jusque dans sa barbe noire. Et voici que ce qu'il pensait en son cœur, il se mit insensiblement à le dire tout haut, d'une voix émouvante qui était le cri de détresse de son troupeau :

« Père, ils n'ont pas de pain ! Père, leurs petits meurent de faim ! Je ne vous demande pas pour eux la richesse qui corrompt, je ne vous demande pas pour eux la jouissance de l'argent qui rend esclave, ni le bien-être, ni la mollesse, ni la considération des hommes, qui n'est rien à côté de la vôtre ; je vous demande du pain ! Comment voulez-vous qu'ils fassent votre volonté sur la terre, s'ils ont faim ? Comment voulez-vous qu'ils deviennent bons et doux comme vous l'ordonnez, s'ils ont faim ? Comment seraient-ils justes, comment seraient-ils purs, si leurs forces défaillent ? Quand un enfant demande du pain à son père, nous a dit Jésus, son père lui donne-t-il une pierre, lui donne-t-il un scorpion ? Je vous demande du pain pour mes pauvres brebis. Allez-vous être pour vos enfans plus insensible que les pères de la terre ? Les mères qui sont ici chérissent leurs petits au point d'endurer les plus dures privations pour les nourrir. Mais vous aimez vos enfans comme elles n'ont jamais aimé

les leurs, Alors voyez leur dénûment, voyez leur misère, et ayez-en pitié! Père, vous savez si je les aime, tous ceux qui sont ici, tous ceux qui ne sont pas venus vous prier aujourd'hui, mais que vous m'avez confiés aussi. Père, vous savez que je donnerais ma vie pour eux. Pourtant vous les aimez mille et mille fois plus que je ne les aime moi-même. Alors donnez-leur du pain. Et quand ils seront rassasiés, j'essayerai de les conduire dans vos chemins. »

Il y avait au premier rang une grande Romanichelle, au teint ambré, aux cheveux noirs collés et lustrés, aux boucles d'oreilles d'or, à l'air inquiétant, qui, les traits apaisés, transfigurés, se mit à prier en joignant les mains. Et il y avait aussi une pauvre vieille au visage très doux, marchande de pommes de terre frites au coin de la rue de Paris, qui s'était jetée à genoux, et répétait en elle-même les implorations de l'abbé Naïm. Mais les plus jeunes s'étaient exaltées quand on leur avait parlé de leurs petits enfans et de la paternité céleste, et leur visage ruisselait de larmes. Quant aux hommes, ils restaient assis, comme hypnotisés par ce nouveau berger qu'ils ne quittaient pas des yeux, qui les surprenait, les stupéfiait. Ils étaient venus par curiosité, défians, hostiles, et un calme inconnu se faisait dans leur cœur. Parmi eux, quelques individus blêmes et sordides, de la colonie slave, qui ne comprenaient pas le français, regardaient aussi le prêtre, de leurs yeux gris dilatés, comme si les mots inintelligibles qu'ils venaient d'entendre les eussent pénétrés de douceur.

L'abbé Naïm tendit les bras vers tous et les bénit. Puis il continua sa messe avec sa lenteur coutumière. Quand l'enfant de chœur agita la sonnette, au moment de l'élévation, comme toutes les femmes, se souvenant de leur très ancienne fréquentation des offices, courbaient la tête, les hommes restaient assis. Beaucoup pensaient que ce prêtre-là pourrait leur expliquer les causes de leur misère, qu'ils ne comprenaient pas. Mais la grande Romanichelle aux accroche-cœur collés aux tempes restait debout, les yeux fixés sur l'hostie que l'abbé Naïm tout frémissant élevait en l'air. Et elle croyait qu'un miracle allait se produire.

Enfin il rentra dans la petite sacristie, emportant le calice d'argent sous un pavillon de soie rouge.

Alors les dames de Chastenac, qui avaient assisté à la messe

au fond de la chapelle, avec les pauvres, se levèrent pour aller le rejoindre. Yvonne était une toute jeune fille rieuse, dont le regard très gai filtrait sous de longs cils. Elle semblait avoir seize ans, portait un costume de velours noir, qui rendait lumineuse la fraîcheur de son teint. « Madame Élisabeth » montait la nef derrière elle, vêtue de son habit de veuve, le voile flottant à son petit chapeau blanc et noir qui la faisait ressembler, comme l'avait très justement trouvé Muzard, à la prisonnière du Temple, dont elle avait au surplus le profil pur et la mélancolie. L'abbé Naïm ôtait sa chasuble quand elle pénétra dans la sacristie. Ils se sourirent en silence comme deux amis dont les entrevues sont rares et rapides, mais qui se retrouvent sans surprise parce que leurs pensées voisinent dans la même région. Ce fut Yvonne qui prit la parole :

— Oh! monsieur l'abbé, quelle belle inspiration vous avez eue ce matin! Tante et moi nous étions venues pour entendre votre sermon. Et voici qu'au lieu de prêcher, vous avez prié, tout simplement. Vous savez qu'ils avaient l'air tout à fait attentifs, tout à fait captivés. C'est que vous avez touché au plus vif de leurs souffrances. Mais est-il vrai qu'ils soient affamés à ce point?

— Oui, dit l'abbé Naïm. Il y a d'abord des chômeurs qu'une malchance poursuit et qui ne rapportent rien pour nourrir leur famille. Puis il y a ceux qui rapportent un petit salaire, mais qui doivent nourrir, avec ce gain minime, une femme et six ou sept enfans. Enfin, il y a ceux qui sont malades. On peut donc dire que, d'une façon générale, tous manquent de la nourriture nécessaire, malgré les secours, malgré l'assistance. Que Jésus me pardonne si je n'ai pas prêché l'Évangile aujourd'hui, lui qui, en nous énumérant les choses qu'il fallait demander, a placé le pain avant tout le reste!

Mme Élisabeth devint divinement grave; son beau visage pâle s'éclaira d'une flamme et elle dit vivement :

— Mais, jamais, jamais, vous n'avez prêché l'Évangile comme aujourd'hui.

Cependant, la messe dite, la plupart des pauvres étaient demeurés dans l'église, attendant le retour de l'abbé Naïm, qu'ils voulaient revoir encore. Quand les femmes s'aperçurent que, poussant la porte de la sacristie, les deux dames élégantes étaient entrées pour lui parler, un même désir courut le cœur

de toutes. Les deux premières qui vinrent timidement furent la Romanichelle et la vieille marchande de frites. Une troisième suivit qui portait sur ses deux bras un enfant malade dont la tête de cire pendait. Enfin, s'avança un ouvrier blême en veston dont le teint dénonçait une victime de la céruse. L'étrangère, la plus hardie, frappa l'ais de la porte entre-bâillée et entra. Alors ce fut une ruée de tout ce misérable troupeau vers la petite salle où des armoires de bois blanc enfermaient les objets indispensables au culte. L'abbé Naïm se tenait debout en rochet, au fond, sous le grand Crucifix de bois sculpté. En une minute, la sacristie fut envahie au point que les dames de Chastenac furent repoussées contre les armoires, ce dont Yvonne riait beaucoup, quoiqu'elle eût un peu de répugnance au frottement de ces gens crasseux.

— Faites quelque chose pour moi, réclama l'impérieuse Bohémienne, s'adressant au prêtre. Je vois que vous comprenez la misère; eh bien! j'ai quatre garçons couchés dans ma voiture là-bas, et pas un sou pour acheter un remède, et pas d'assistance, car je suis arrivée depuis trois jours.

— Moi, — reprit la vieille qui attendrit davantage le prêtre, parce qu'elle lui rappelait, en sa vétusté pitoyable, toute la débilité de la grand'mère Sarah, — je n'ai que mon travail pour élever mes six petits-enfans orphelins; comment voulez-vous que j'y arrive, monsieur le curé!

L'ouvrier peintre le regarda insolemment et dit :

— S'il y avait eu un Bon Dieu, quand vous lui avez parlé ainsi, tout à l'heure, les pains seraient descendus sur l'autel.

— Mon ami, répondit l'abbé Naïm en lui posant la main sur l'épaule, n'avez-vous jamais rien refusé au camarade plus pauvre que vous qui vous demandait votre aide?

Et il le scrutait d'une telle manière que l'homme ne répliqua rien.

Mais il y eut une bousculade à la porte, car la sacristie était pleine et plus de trente personnes se pressaient encore sur le seuil pour entrer. Des mains se tendaient vers l'abbé Naïm. Les mêmes mots partaient de tous les points de la cohue : « Faites quelque chose pour moi! » On lui parlait comme au Tout-Puissant. La jeune femme à l'enfant malade, qui avait été repoussée, parvint à se rapprocher du prêtre; elle ne demanda rien, mais ses lèvres bougeaient, et elle frotta la tête du bébé mori-

bond sur le manipule rouge que l'abbé Naïm portait au bras.

— Mes petits enfans, dit le prêtre désolé, que puis-je pour vous? Moi aussi, je suis pauvre! Mes petits enfans, si je n'avais pas crédit chez le boulanger et le boucher, je ne mangerais pas non plus aujourd'hui. Je ne sais pas faire de miracle, moi...

Une voix douce dit :

— Laissez-moi passer, laissez-moi passer, je vous prie.

C'était Mme de Chastenac qui se frayait avec peine un passage parmi la foule jusqu'à l'abbé Naïm. Quand elle l'eut rejoint, il lui dit :

— Être impuissant à les soulager, c'est affreux!

Elle répondit en lui tendant le sac de cuir qu'elle tenait à la main :

— Soulagez-les, donnez-leur tout ce qui est là dedans. Laissez-y seulement dix sous pour qu'Yvonne et moi puissions rentrer par le Métro.

— Avez-vous réfléchi? Est-ce prudent, ce que vous faites? interrogea le prêtre; quand il eut ouvert le sac et qu'il eut aperçu des billets et de l'or.

— Non, je n'ai pas réfléchi, dit la veuve en riant; mais c'est vous-même qui m'avez enseigné la divine imprudence.

Alors il reprit son air impérieux de pasteur arabe dans le désert et il déclara :

— Mes petits enfans, voilà le secours que vous apporte votre sœur généreuse que Dieu inspire. Le don de son amour fraternel sera partagé entre vous tous, également, quels que soient vos besoins, afin que ceux qui auraient reçu au delà de leurs besoins urgens aient à leur tour le devoir de donner ce surplus à leurs frères plus malheureux. Mes petits enfans, vous agirez ainsi, car autrement vous seriez semblables à des bêtes, qui ne veulent point partager. Qu'importerait que vous ayez été soulagés, si vous demeuriez méchans! Voyez, le Père a exaucé notre prière; il vous envoie du pain. Mais, à son tour, il vous demande de vous aimer et de vous soulager mutuellement. N'est-ce pas que tout à l'heure, quand vous aurez reçu, chacun des moins malheureux fera de bon cœur à son voisin plus pauvre une petite offrande?

— Oui, oui, répondirent les hommes, qui trouvaient cette logique simple et facile.

Mais les femmes calculaient si elles s'en tireraient en

donnant trois ou quatre sous, ce qui leur semblait compter déjà, pour une aumône.

Ils étaient ici cinquante-quatre, et treize étaient demeurés à la porte. Quand l'abbé Naïm eut évalué ce que contenait le sac de Mme Élisabeth, il vit qu'on pouvait donner un peu plus de huit francs à chacun. Alors, il chargea son vieux chantre, qui l'aidait généralement dans de telles besognes, d'aller au bureau de tabac le plus prochain de la rue d'Avron pour faire de la monnaie, et il envoya « ses petits enfans » s'asseoir sur les bancs de l'église, leur ordonnant de regarder l'autel en attendant.

Quand la troupe tumultueuse eut vidé la sacristie, Mme de Chastenac demanda au prêtre pourquoi il avait commandé à ces pauvres gens de regarder l'autel.

— Parce qu'ils ne savent pas prier, répondit-il. Je ne peux leur demander d'élever à Dieu leur âme. Mais quand ils regardent l'autel, déjà ils échappent à la bestialité de leur nature; c'est le premier instinct de la prière; c'en est le premier degré, et une première grâce vient à leur cœur.

— Quel connaisseur de l'âme vous faites! murmura Mme Élisabeth.

Mais l'abbé Naïm n'entendit pas; il cherchait à se rappeler quel devoir il avait encore à remplir et se souvint enfin de Jean Solème, l'ami de Muzard, qui aimait Yvonne et voulait être recommandé près de ces dames. Il ne savait employer ni préambule, ni adresse. Il dit simplement :

— J'ai vu un jeune homme qui aime Mlle Yvonne et désire l'épouser. Voudrait-elle se marier?

— Mais oui, dit Yvonne en rougissant; on veut toujours se marier.

Elle n'avait pas vu tout à l'heure sans changer de visage le geste de sa cousine. Elle était habituée à ce qu'elle appelait « les coups de tête de Tante. » La fortune de Mme Élisabeth recevait à chaque instant, du fait de sa charité sans calcul, presque téméraire, des assauts effrayans après lesquels il fallait vivre des semaines dans une gêne relative, d'autant plus difficile à soutenir qu'elle était environnée de luxe et qu'on était lancé dans un train de vie coûteux et impossible à refréner. Yvonne prévoyait, après l'offrande de la sacristie, un ou deux dîners décommandés, un chapeau supprimé, peut-être

une robe. Mais ce mot de mariage dissipa sa maussaderie.

— Qui est ce jeune homme? demanda Mme de Chastenac.

L'abbé Naïm le nomma et dit l'intimité qui existait entre lui et Muzard, ce Muzard dont il avait tant de fois parlé à ces dames avec toute la tendresse de son amitié. Et sur les indications qu'il donna, on se souvint d'avoir vu bien souvent ce M. Solème qu'on trouvait charmant.

L'abbé Naïm représenta ensuite à ces dames les scrupules du jeune homme, qui était pauvre, appartenant à une famille haut placée, mais que l'inconduite du père avait ruinée. Il hésitait devant la fortune de Mlle de Chastenac.

— Mais, s'écria Mme Élisabeth, Yvonne n'est pas si riche qu'on le croit! Son tuteur n'a pas eu d'heureux placemens; les valeurs baissent, et l'on ne peut appeler richesse les six ou sept mille francs de rente qu'elle apportera en dot.

— Ah! dit l'abbé Naïm, c'est encore, si l'on veut, de quoi faire un bien infini.

Car il ne pouvait plus envisager l'argent que comme un moyen d'échanges fraternels entre les hommes. Ce n'était que par un effort qu'il se replaçait au point de vue ordinaire des autres. Il dut, à l'encontre de tous ses goûts, continuer à parler de ces choses avilissantes. Il le faisait par loyauté envers l'ami de Muzard. Il dit que c'était le neveu de la baronne Avignon, et l'héritier de cette dame.

— Si M. Solème est l'ami de votre ami, reprit Mme de Chastenac, sur un ton qui indiquait sa piété fervente envers le prêtre, ce nous est un garant de l'élévation de son caractère.

— Vous le verrez, reprit seulement l'abbé Naïm; il doit vous rendre visite un jour.

Yvonne était radieuse. Elle répétait :

— C'est qu'il me plaît tout à fait, tout à fait.

Sa cousine et le prêtre la regardaient en souriant. Enfin, le vieux chantre revint essoufflé, les mains pleines de rouleaux où s'empilaient des pièces d'argent. Alors les dames de Chastenac rentrèrent dans l'église de planches avec l'abbé Naïm qui commença la distribution. Il ne cessait de parler en déposant la part de chacun dans les mains qui se tendaient. Il redisait :

— Que les moins pauvres donnent de leur lot au plus pauvre. Si vous n'avez pas pitié les uns des autres, pourquoi le

Père Céleste aurait-il pitié de vous? Il y en a parmi vous dont la détresse dépasse toutes les autres. Ceux-là, mes petits enfans, je vous les confie. Qu'il n'y ait entre vous ni jalousie ni méchanceté. Aimez-vous.

La plupart n'étaient guère attentifs qu'aux pièces tombant dans leurs paumes avides. Cependant ces paroles répandaient en eux une paix qu'ils avaient déjà ressentie tout à l'heure. Quand il fut arrivé au blême ouvrier peintre, celui-ci regardant l'argent dit :

— Voilà deux mois que je chôme après une maladie. Ma femme s'en va de la poitrine, et il n'y a pas de lit dans notre turne. Que voulez-vous que je fasse de ça!

La vieille marchande de frites se plaignit plus amèrement encore. L'aîné de ses petits-fils avait la nuit d'horribles sueurs, étant pris lui aussi. Et il se réveillait le matin trempé et glacé faute de linge pour changer.

A la porte, le trafic s'opéra. Une sorte d'obligation de partager s'imposait à ces parias après ce qu'ils venaient d'entendre. Ils lésinaient, trouvant qu'ils n'avaient rien de trop pour eux, souhaitant qu'on leur eût fixé un tarif pour leur aumône. Certains ne donnaient que leurs sous. C'était seulement aux vieillards qu'allait la pitié; quelques-uns d'entre eux reçurent jusqu'à vingt francs, pièce à pièce. Et les femmes disaient en leur donnant :

— Voilà, grand-père; voilà, grand'mère.

Ils se faisaient les uns aux autres de la monnaie pour détailler leur offrande. Mais la jeune femme à l'enfant malade, ayant conclu sans doute un marché secret avec le ciel, versa toute sa part dans les mains de la Bohémienne qui, étrangère, n'avait rien reçu des autres pauvres.

Sur le seuil de l'église de planches, l'abbé Naïm transfiguré, comme illuminé d'un rayon divin, regardait ces échanges. Et sur le boulevard qui borde la zone, un homme accompagné par deux femmes qui jouaient de la guitare et de la mandoline, chantait une chanson obscène. Une troupe d'enfans les entourait.

Quand les dames de Chastenac furent parties et que les ouailles de l'abbé Naïm s'éparpillèrent pour acheter des vivres, le prêtre retint l'ouvrier peintre et lui dit :

— Conduisez-moi vers votre femme.

Puis il pria la bonne vieille de rester l'attendre, ce qui fut loisible à celle-ci, car l'aînée de ses petites-filles faisait, en son absence, bouillir les frites au coin de la rue de Paris. Et on vit l'ouvrier et le prêtre pénétrer sur le terre-plein des fortifications par la porte étroite s'ouvrant dans la palissade.

Ils enjambèrent un fossé qu'on avait creusé pour recevoir les immondices de cette cité de misère. Des chiens aboyèrent, des têtes ébouriffées se mirent aux petites fenêtres des roulottes. L'ouvrier escalada l'escabeau qui menait à la sienne et invita son compagnon à en faire autant. Il poussa la porte. Il n'y avait pas même de table; une caisse à savon renversée en tenait lieu. Par terre était un amas de chiffons qui s'agita faiblement. L'abbé Naïm distingua les traits d'une jeune femme qui s'était recroquevillée dans ce lit improvisé où elle semblait avoir froid. Elle considéra d'un air indifférent le curé de la paroisse de planches. Elle était affreusement maigre et de temps en temps toussait faiblement. Son visage ne changea qu'au moment où son mari lui laissa voir la petite somme qu'il venait de recueillir.

L'abbé Naïm s'agenouilla pour lui prendre la main; ses yeux se fermèrent. On aurait dit qu'il priait. Mais il réfléchissait seulement. Et quand il se redressa, il se tourna vers le mari.

— Venez avec moi chercher un lit.

Puis en se retirant, sur le seuil, à mi-voix il prononça :

— Que la bénédiction de Jésus soit sur votre pauvre demeure !

Comme l'homme n'était pas sûr d'avoir compris l'invite, le prêtre dut la lui répéter, et ils sortirent ensemble de la zone.

A la barrière, la bonne vieille, que quatre de ses petits-enfans étaient venus rejoindre, l'attendait toujours. Il emmena tout ce monde, ne disant rien, le front chargé de soucis. Tous les sept gravissaient l'escalier en silence, quand une voix terrible éclata en bas :

— Dites donc, monsieur le curé, vous n'aurez donc jamais fini de m'amener du sale monde dans la maison ? Je vous ai déjà averti que je ne le permettais pas..

L'abbé Naïm regarda ses pauvres amis en souriant avec des mines complices et il leur conseilla de monter tout doucement sans faire crier les marches. Pour lui, patiemment, il redes-

cendit, jusqu'à la loge de la concierge, arranger la chose.

— Écoutez, madame, fermez les yeux encore pour cette fois. Vous êtes en place, Dieu merci, et n'êtes pas embarrassée pour gagner votre vie. Songez pourtant que le malheur, la misère pourraient fondre sur vous. Vous aimeriez bien alors qu'on vous soulageât et qu'on vous accueillît sans dureté.

Elle baissa les yeux, ne pouvant soutenir le regard du prêtre. Elle maugréa :

— Le propriétaire n'aime pas ça! Ça vous attire des ennuis.

— Aucune loi, dit l'abbé Naïm fermement, ne peut s'opposer à ce que j'amène chez moi qui je veux. Je ne fais rien de mal. Je continuerai donc. Je vous supplie seulement, madame, d'avoir plus de pitié pour des personnes si malheureuses.

Et il remonta les étages, plus triste que tout à l'heure, car si la détresse matérielle de ses brebis le bouleversait, quelle émotion plus affreuse lui causait la méchanceté de leurs âmes!

Quand il eut ouvert la porte, il introduisit les pauvres dans son appartement et les amena jusque dans sa chambre où il fit asseoir la marchande de frites et l'ouvrier peintre, pendant que les enfans s'amusaient à détailler tous les meubles, l'armoire et le lit en pitchpin, la table tout encombrée de lettres, la cheminée qu'ornait seulement une grosse lampe en cloisonné, cadeau de fête de Mme Naïm. Mais lui ne perdait pas son temps et saccageait l'armoire.

— Il vous faut des chemises et des draps, n'est-ce pas? disait-il à la bonne vieille; tenez, voilà et puis voilà, et voilà encore.

— Monsieur le curé, il ne va plus vous en rester!

— Oh! moi, je me porte bien; moi, je ne suis pas malade.

Les draps étaient lourds; les petits enfans se les partagèrent. La grand'mère prit le paquet de chemises qu'elle roula dans son tablier. Elle remerciait beaucoup, mais ne s'étonnait pas plus que si l'accomplissement de la loi eût été une chose naturelle, qui ne surprend que les cœurs compliqués.

L'abbé Naïm les reconduisit à la porte comme s'il se fût agi de gens haut placés, et il avait repris sa physionomie enfantine qui exprimait une joie sans mesure. L'ouvrier peintre était demeuré assis dans la chambre, l'homme ne demandait rien, n'interrogeait pas.

— Voici le lit que je vous ai promis, dit l'abbé Naïm. Le bois

ne tiendrait pas dans votre voiture, mais vous allez toujours emporter les matelas pour y coucher votre femme.

L'ouvrier se mit à contempler ce lit étroit où il crut voir soudain le sommeil du prêtre. Il n'avait jamais envisagé la vie d'un prêtre. Celle de l'abbé Naïm lui apparut tout à coup. Il était tellement troublé, déconcerté, qu'il n'avait pas même l'idée de l'aider dans son travail. Les couvertures étaient arrachées, jetées à terre, les matelas roulés, ficelés vigoureusement.

L'abbé Naïm riait, disait en soulevant son fardeau :

— Croyez-vous qu'un curé n'ait pas de forces?

L'ouvrier était haletant: il vint regarder les toiles métalliques du sommier maintenant dénudé.

— Et puis vous? demanda-t-il.

— Moi, dit le prêtre, parfaitement indifférent, je coucherai ici, là, n'importe où...

L'homme hésitait à s'emparer de toute cette literie. L'abbé Naïm crut qu'il s'effrayait du poids.

— Vous ferez deux voyages, dit-il.

— Monsieur le curé... commença l'ouvrier.

Et ses joues molles, décolorées par l'intoxication de la céruse, tremblaient comme dans la fièvre.

— Monsieur le curé, décidément oui, il y a un bon Dieu, et ce bon Dieu, c'est vous.

— Ne dites pas cela, malheureux, fit l'abbé Naïm en lui pressant les mains; je ne suis, moi, qu'un pauvre prêtre, un homme misérable comme vous. C'est du Père Céleste que vient toute charité.

L'homme se détourna brusquement et partit, emportant sur son dos le premier matelas.

V

Augustin Muzard, qui attendait depuis deux minutes, assis devant sa table du petit restaurant, commençait d'invectiver Marie Plichet :

— Alors, je ne compte pas, moi? Vous ne m'avez pas vu, peut-être? Savez-vous que je suis pressé, Marie Plichet?

Elle arrivait du bout de la salle, grandie par son diadème blanc, l'air maniéré, à cause de ses fausses manches de calicot.

— Voilà, voilà, monsieur; j'ai aujourd'hui un menu qui vous plaira : des soles frites, un soufflé de riz.

— Vous n'avez pas encore vu M. Solème ?

— Non, M. Solème n'est pas venu.

— Les hors-d'œuvre ! commanda Muzard.

Il y avait dans la salle un insupportable brouhaha. Certains cliens ne trouvaient pas de place, restaient debout, attendant avec mauvaise humeur que de tranquilles employés dont ils épiaient la mastication se missent dans la bouche le dernier morceau. Mais ceux-ci, comme pour les narguer, ne se hâtaient pas, après le fromage réclamaient encore de la confiture et ensuite se faisaient servir du café. Çà et là, comme des oiseaux blancs dans la foule noire, s'entre-croisaient les bonnets des trois servantes qui filaient, les deux mains chargées d'assiettes sales. L'odeur de la friture emplissait l'atmosphère et l'on voyait passer des soles dorées sur de petits plats couronnés de persil. Muzard distraitement croquait des radis quand, dans la porte, apparut la longue silhouette de Solème. Ses yeux clignotans de myope cherchaient quelqu'un. Marie Plichet, un plat dans chaque main, s'avança vers lui, la tête penchée.

— M. Muzard est ici, à gauche; on vous a gardé une place près de lui, monsieur Solème.

Il répondit, d'un ton inaccoutumé :

— Merci, ma bonne Marie.

En face de Muzard, il se laissa choir sur la chaise qui l'attendait, en murmurant seulement :

— Ah! mon pauvre vieux!...

— Que t'arrive-t-il ? demanda son ami, soudainement anxieux.

— Je suis trop heureux, Augustin, reprit-il, comme accablé.

— Eh bien! continue.

Muzard, d'un air indifférent, appelait Marie Plichet pour le poisson; mais, en dépit de lui-même, ses yeux riaient de plaisir au bonheur de son ami.

Solème, oubliant les radis dans son assiette, commença :

— Mme Élisabeth est exquise; ce matin, elle nous a laissés seuls deux heures, Yvonne et moi. Et alors, mon cher, imagine-toi qu'il m'arrive cette chose extraordinaire, inespérée : cette petite Yvonne, si incomparable, si au-dessus de toutes les autres femmes par la grâce, l'élégance, par sa perfection, eh

bien! j'ose à peine te le dire à toi-même, vieux camarade, eh bien! elle m'aime aussi et... depuis longtemps.

Les deux coudes sur la table, il se prit le visage dans les mains, pour se replonger une fois de plus dans le délice de ses souvenirs. Muzard souriait avec indulgence.

— Mon cher, ce n'est pas une raison pour te laisser mourir de faim.

— Ah! tu peux plaisanter. Tu ne sais pas ce que c'est, toi! J'aurais cru cela impossible : être quelque chose pour elle, être tout! Quand elle m'a avoué si ingénument, si naturellement, j'ai fait le bond dans l'infini, mon vieux; vrai, je n'y étais plus! On lui aurait donné seize ans. Elle a de petits doigts fuselés qu'elle croisait sur ses genoux en balançant la jambe, et sa bouche d'enfant, qui sourit toujours, me disait cela mot par mot, mais crânement, sans timidité..., moi qui suis tremblant devant elle, comme devant une petite impératrice.

— Il n'en sera pas toujours ainsi, prophétisa tranquillement Muzard en décortiquant avec soin l'arête de sa sole.

Solème, sans relever le mot, continua :

— Mais il y a une raison de femme derrière ce visage de gosse. Nous avons causé très sérieusement de l'avenir, et c'est elle qui en a posé d'une manière très nette les principes. J'ai compris qu'il lui fallait une vie large, facile, exempte de comptes mesquins. Nécessairement, une jeune fille de cette sorte ne peut s'astreindre à faire ses robes elle-même, ni à porter deux saisons de suite le même costume. Et je t'avoue même que je suis un peu effrayé. Je sais bien qu'Albert Blond m'augmentera pour la circonstance. Mais Yvonne m'a avoué le chiffre de ses rentes, qui est loin de celui que la Renommée avait répandu. Elle m'a dit : « Et vous savez, Tante ne fera rien pour nous. Elle est bien gentille, Tante, mais elle estime que lorsque l'on a de quoi manger à sa faim et ne pas se promener tout nu, cela suffit. L'abbé Naïm lui monte la tête. Elle ne consacre pas cinq cents francs par an à ses robes. Nous avons une voiture au mois, mais c'est sa belle-mère qui la paye. Et si l'hôtel que nous habitons depuis longtemps n'est pas encore vendu, c'est qu'il appartient à grand'mère de Chastenac, laquelle exige que sa belle-fille y demeure. Sans cela, Tante vivrait dans un grenier. Elle jugera que nous serons encore trop riches avec nos treize ou quatorze mille francs par an. » Oui, voilà

ce qu'elle m'a dit, la pauvre petite, qui est ardente et vibrante et a soif de la vie, — ce que ne comprend pas une veuve dont l'existence est finie.

— Ton Yvonne parle comme une écervelée, dit Muzard, et Mme de Chastenac est dans le vrai. Quand tous les besoins véritables sont satisfaits, que l'on contente encore ceux des conventions sociales, je veux parler de la décence de la façade, eh bien! l'on peut se ficher du reste.

— Mon vieux Muzard, tu ne veux pas que j'exige de cette petite raffinée qu'elle vive en Spartiate, comme toi. Chacun ses goûts.

— Enfin, ce matin, avez-vous parlé d'amour ou d'argent, durant cet exquis tête-à-tête?

— Ma foi, on a parlé de tout...

Muzard fronça le sourcil. Sa physionomie prit une expression douloureuse. Et il considérait anxieusement Solème dont le masque, penché vers l'assiette, dénotait aussi une pénible inquiétude. Puis, nerveusement :

— Marie Plichet, et ce soufflé de riz?

Elle arriva, l'air angoissé, portant encore en chaque main des colonnes de hors-d'œuvre. Une plainte échappa enfin à sa patience professionnelle :

— Mais, monsieur Muzard, il faut aussi que je serve les autres cliens.

— Les autres cliens, je m'en moque, dit Muzard.

Et comme la servante s'éloignait, il se leva furieux :

— Adieu, Solème. Cette boîte devient impossible. Je m'en vais.

Son ami eut beau chercher à savoir ce qui le prenait de la sorte, il partit sans plus d'explication.

Dans la rue, comme il s'en allait, le nez au vent, en quête du premier autobus qui se dirigeât vers la Bastille :

« Au fait, pourquoi n'ai-je pas dit que j'allais chez Andrée Ornans? Il est assez inexplicable que j'aie fait mystère de cette visite. Pourtant j'en fais mystère. Je pouvais fort bien révéler à Solème que j'allais rapporter à cette jeune fille le louis que, par erreur, j'ai omis dans son compte hier soir. Faut-il donc, en dehors même de l'amour, garder secret le sentiment de sympathie ou d'amitié que nous inspire une femme? Solème aurait pu m'objecter que ce louis serait allé aussi vite au but

à l'état de mandat-poste. J'aurais alors répondu que je tenais à m'excuser. — Les excuses se font aussi par lettres, aurait dit Solème. Et il m'aurait alors fallu, acculé à la franchise, avouer que je suis curieux de cette femme. Cette curiosité dont je sais, moi, les limites certaines, Solème l'aurait dénaturée. Il ne me plaît pas qu'on me croie capable des mêmes sottes faiblesses que les autres. »

En réfléchissant ainsi, il avait atteint par hasard une entrée du Métro, de l'autre côté de la Seine. Il y pénétra et fut tout étonné, tant ses pensées l'avaient absorbé, de se retrouver, quelques momens plus tard, sur le quai découvert de la Bastille.

« Quelle idée de venir loger sur cette place infernale, se dit Muzard, en cherchant un chemin sinueux parmi une demi-douzaine d'autobus, de tramways, de camions qui s'entre-croisaient en tous sens ; — n'aurait-elle pas pu choisir... »

Une corne d'auto éclata à son oreille ; les pneus frôlaient ses jambes, il fit un bond et se trouva sur le trottoir, juste devant la maison de la femme de lettres.

— Troisième au fond de la cour ! lui cria une voix sortant de la loge.

Dans l'escalier sans tapis, sans lumière et sans air, son cœur se serra.

— La pauvreté, passe encore, songea-t-il, mais la tristesse de la misère, ce serait bon pour un vieux marsouin comme moi.

Andrée Ornans vint ouvrir elle-même la porte. Elle rougit et parut toute jeune à Muzard, quand elle sourit.

— Je viens, mademoiselle, pour vous demander pardon de ma méprise d'hier, et vous restituer ce que vous doit encore le journal.

Elle se mit à rire, bien franchement.

— Ah ! tant mieux. Je m'étais bien aperçue qu'il manquait vingt francs à mon compte. C'est qu'un louis est une grosse somme pour moi, et jamais je n'aurais osé vous les réclamer cependant.

— Bah ! dit Muzard, c'est de la délicatesse mal placée. L'argent ne vaut pas qu'on fasse tant de façons avec lui.

Ils avaient échangé ces mots dans un corridor obscur. Mlle Ornans ouvrit la porte d'une pièce très claire qui, par un retour de la maison, donnait sur le boulevard, et y introduisit son visiteur. Et il fallait qu'en effet Muzard, si indifférent

d'ordinaire à la vie extérieure, fût devenu bien curieux, car il scrutait tout, examinant depuis la grande table de bois blanc noirci où étaient étalées les feuilles du travail en cours, jusqu'aux chaises de bazar, jusqu'à la cheminée garnie d'une botte de chrysanthèmes achetée dix sous sur le trottoir, jusqu'au paravent de papier japonais dont on devinait qu'il masquait le lit de la jeune fille, plié par derrière. Ce devait être donc ici la chambre où elle travaillait et celle où elle dormait. Sa vie s'écoulait entre ces murailles aux teintes fraîches, parmi ces choses si simples, toutes indispensables, ayant toutes, dans leur pauvreté, cette beauté des objets utiles parfaitement adaptés à leur usage. L'appartement devait comporter encore une salle et une cuisine, peut-être d'autres chambres si la jeune fille habitait en compagnie de ses parens...

Il aurait voulu apprendre d'elle une foule de détails concernant son existence; mais l'astuce amusante qui divertissait tous ses amis, et dont il usait d'ordinaire pour confesser les gens, il ne la retrouvait plus, ou n'osait s'en servir à l'égard de cette femme au regard si loyal.

— Je vous connais un peu par M. Albert Blond, qui me parle de vous, lui dit-elle alors. Il vous trouve des principes de vie très originaux et des idées bizarres. Vous symbolisez pour lui un autre âge. Il vous comprend peu et cependant vous admire. Je sais ainsi que vous habitez dans une sorte de bibliothèque et que vous vivez comme un ermite en plein Paris.

— Mes principes, mes principes, ces gens-là sont extraordinaires, maugréa Muzard. Est-ce que j'en ai, des principes? Parce que je cherche la vie vraie, dépouillée de toute vanité, parce que je dénonce autant que je peux cette maladie de l'Argent qui pourrit notre civilisation morale, je passe pour un homme à principes; on me ridiculise, tout simplement.

— Mais non, lui dit doucement Mlle Ornans, qui l'observait en l'écoutant; vous intéressez, voilà...

— Je suis comme tout le monde, reprit Muzard, ses yeux ardens, sa nerveuse physionomie, toute sa vie dirigée vers cette jeune femme attentive; mais j'ai vécu dans l'isolement, j'ai connu toutes les misères; j'ai vu dans l'ordre moral les plus belles choses humaines et les pires. J'ai été partout l'acteur sans rôle, mais le spectateur passionné, et la vérité s'est déduite d'elle-même, dans mon cerveau. Tout petit, la tristesse de la pauvreté

soudaine et mal comprise, — car on peut comprendre la pauvreté et tous ses charmes apparaissent, mais ma mère superficielle et mélancolique ne la comprit pas, — la pauvreté, dis-je, m'a mis en deuil. Au lycée, j'ai souffert des humiliations que veulent bien ressentir ceux à qui cette maîtresse mal habillée fait toujours honte. Et j'aurais pu ou continuer ainsi ma vie, ou bien, par un effort désespéré, tenter de m'enrichir. Mais les spectacles qu'il m'a été donné de voir m'ont fait comprendre le mensonge de la vanité, la sottise du « paraître, » et me voilà aujourd'hui, pauvre petit employé obscur, gagnant tout juste ma vie, peu considéré, mais charmé de mon sort.

C'était lui, maintenant qui, entraîné par un impérieux besoin d'épanchement, s'analysait, se racontait devant cette jeune fille inconnue. Au bout d'une demi-heure, il ne lui avait pas posé une question, il ignorait encore tout d'elle, et elle savait tout de lui : ses origines, son enfance, son existence coloniale, et jusqu'à l'amitié de l'abbé Naïm qu'il n'avait pas été capable de lui taire. Elle, assise à sa table de travail, dans une robe noire unie qui enserrait sa personne menue, n'avait pourtant ni un geste, ni une attitude, ni un visage qui engageât aux confidences ou à l'intimité. Seuls, dans ce visage énigmatique de brune, deux yeux bleus, fixés sur Muzard, exprimaient quelque chose d'affectueux, de fraternel dans leur demi-sourire, et c'étaient ces yeux-là qui arrachaient de force les paroles au solitaire si maître de lui d'habitude.

Quand il se tut, sans même prononcer un mot qui fît connaître sa pensée, elle dit :

— Ma vie a des analogies avec la vôtre, sauf que je n'ai rien vu, n'étant jamais sortie de Paris. Mon jeune frère et moi, nous sommes orphelins, enfans d'officier aussi. Cinq cents francs de rente chacun. Il me faut payer les mois de lycée du petit. C'est pourquoi je travaille. Je donne, vous l'ignorez sans doute, des leçons de français à de petits condisciples de mon frère, et j'écris, ce que vous savez mieux que personne, des articles et des contes pour les journaux.

— Et même, ajouta Muzard, ce que le caissier ne vous avait jamais dit, mais ce que le lecteur peut bien vous déclarer aujourd'hui, vous avez un admirable talent.

— Admirable? fit-elle incrédule.

Et elle rougit.

Alors, il lui cita tel ou tel conte publié dans *la Poste*, et qu'il appelait de petits chefs-d'œuvre. Il finit par s'exalter tout à fait, par dire :

— Il n'y a que vous aujourd'hui, en France, capable de tourner un conte, sans défaut ; vous entendez, pas un homme, personne autre que vous.

Elle souriait de plaisir, mais sans prendre tout à fait au sérieux une telle louange.

— Je vais vous poser une question de sauvage, dit Muzard. Quel âge avez-vous?

Il l'observait, elle paraissait une si jeune fille, malgré la maturité de ses idées!

— Oh! il m'est bien égal qu'on sache que j'ai vingt-sept ans, répondit Andrée Ornans.

En s'approchant pour prendre congé d'elle, il vit la manche de sa robe finement reprisée au coude. Hypnotisés par ce raccommodage, ses yeux y revenaient sans cesse avec cette insistance des nerveux qu'une image a vivement frappés. Elle finit par s'en apercevoir, eut un mouvement enfantin pour regarder à son tour l'usure de l'étoffe et hausser les épaules en signe d'indifférence. Et, à ce moment précis, comme ils riaient ensemble, crânement, heureux de constater combien ils s'élevaient au-dessus des mesquineries de la vanité, Muzard s'aperçut que cette femme était charmante. Aussitôt un instinct de défense s'éveillant en lui, il se promit d'être sur ses gardes, comme si cette grâce, cet attrait de la jeune fille qui venaient de lui être révélés, eussent fait d'elle une ennemie.

Mais elle, sans défiance :

— Tout ce que vous m'avez dit aujourd'hui, avoua-t-elle enfin, je l'ai souvent pensé, moi aussi. Je ne désire ni l'argent, ni la gloire. Mais vous êtes le premier à exprimer ce que j'avais impérieusement senti.

Dans la rue, Muzard pensa :

« Fichtre, quel équilibre! Quelle calme santé morale! Cette énergie sous cette douceur... Voilà une femme qui me plaît. Elle me plaît comme un homme me plairait. Pas plus. Peut-être un peu plus, si... à cause de la diversité des cerveaux, cerveaux de sexes différens. Mais elle n'est ni belle, ni coquette, ma paix n'a rien à craindre. Elle ferait une très bonne amie, moins bonne que Naïm qu'aucun être n'égalera jamais, mais

peut-être meilleure en ce sens que Naïm n'est plus à moi. »

Il était, tout en pensant ainsi, descendu dans le Métro. A peine s'il avait interrompu sa réflexion pour s'engouffrer dans un compartiment comble, où il avait peine à se tenir debout entre deux grosses dames dont la poudre de riz l'incommodait d'ailleurs. Le jeu présent de son imagination consistait à comparer à Andrée Ornans toutes les femmes qu'il apercevait ici. Il y éprouvait un plaisir inconscient. Il les jugeait de haut, les roulait dans son mépris de solitaire victorieux, et ses yeux devenaient joyeux quand il se représentait l'Autre. Soudain, deux mains s'abattirent sur son épaule, et comme il se retournait d'un réflexe de fureur, prenant fort mal la plaisanterie, son regard s'adoucit : il avait vu l'abbé Naïm, tout épanoui du bonheur de cette rencontre.

Le prêtre avait gardé sous la soutane ses manières allègres d'étudiant. Il saisit les mains de son ami.

— Mon bon vieux, je te trouve, je te garde; il faut que tu m'accompagnes chez la baronne Avignon, où je vais de ce pas me renseigner sur le jeune domestique dont on veut m'imposer le service. Grand'mère et toi, vous avez comploté : il est venu se présenter l'autre jour. En somme, il a l'air doux et bon, et comme grand'mère me paie ses gages, cela m'économisera toujours les frais d'une femme de ménage,

— Harpagon! lui jeta au visage Muzard, d'un air terrible.

Mais l'abbé Naïm ne rit pas. Une angoisse, au contraire, contracta ses traits, et la voix scandée par les secousses du train, assourdie pour n'être entendue que de Muzard :

— Tu dis peut-être plus vrai que tu ne penses; l'argent a comme une glu qui le colle à vous. On a beau faire... Tu as été témoin de mes luttes, Augustin; tu sais si je l'ai repoussé, si je m'en suis cru délivré... Eh bien! son attrait m'empoigne toujours dans le maniement journalier des quelques sous que je me permets encore; et jusque dans le règlement de mon devoir de charité, je me surprends à prendre plaisir en des marchandages...

— Oui, dit Muzard, je vois cela; tu calcules ainsi : manger deux sous de hareng saur par jour, et gaver de viande les roulottes de la zone. La voilà, ta lésinerie.

— Tu ne comprends pas... C'est l'amour impur de l'épargne que je retrouve en moi et qui corrompt jusqu'à mes privations

en m'y faisant trouver un plaisir coupable. C'est au point que je me demande si tous mes frères sont comme moi, ou si je ne retrouve pas en moi l'obscur et indestructible instinct de ma race, adoratrice de l'Argent.

Muzard le regarda. Le train s'était dégarni, les voyageurs assis, seuls les deux amis restaient debout; et l'abbé Naïm, en sa haute taille impérieuse, dominait tout. Sous le chapeau ecclésiastique, son profil israélite relevé d'une divine noblesse apparaissait dans toute sa vigueur. Puis il promena son regard sur ces êtres inconnus qui, disparates, installés en vis-à-vis de hasard sur les banquettes, se laissaient emporter en somnolant vers leurs affaires, Et alors que la vue de ces étrangers, destinés à n'être jamais revus, n'eût inspiré à un autre qu'indifférence défiante, ou hostilité hargneuse, les yeux purs du prêtre s'emplirent de bonté en les contemplant. Muzard, qui savait lire toutes les émotions de cette âme auguste, devina les divers mouvemens de pitié, d'indulgence, de bénédictions qu'exprimaient ses traits. Il l'admirait. Il pensa tout à coup :

« Naïm ressemble à Jésus. »

Mais il n'osa pas le dire par respect pour la susceptible humilité du saint.

Celui-ci devait prier maintenant pour ces frères ignorés qu'un hasard lui avait adjoints pour quelques minutes. Il dit tout à coup en prenant le bras de Muzard :

— Mon petit, si nous pouvions être vraiment pauvres et vraiment aimans, la terre serait un paradis.

Muzard, sans répondre, le contemplait comme on contemple un enfant inspiré, en souriant à ses chimères.

Au Palais-Royal, le jeune homme voulait absolument descendre pour regagner son journal; mais l'abbé Naïm le pria si impérieusement de demeurer avec lui, l'assura d'une façon si certaine que la visite serait courte et que l'heure ne pressait pas, qu'il se laissa faire.

La tante de Solème, dont la ladrerie était célèbre, habitait avenue de Wagram un grand appartement au cinquième étage. Comme les lenteurs de l'ascenseur permettaient aux deux amis de voir se dérouler le luxe de l'escalier princier, Muzard demanda au prêtre curieusement :

— Comment fais-tu pour concilier ta charité et ton amour de la pauvreté? Tu dois haïr les riches.

Les yeux étonnés de l'abbé Naïm s'ouvrirent tout grands sur Muzard.

— Les haïr... mais s'ils sont bons, je les adore. S'ils ne le sont pas, est-ce leur faute? je les plains comme des malades, toujours je les considère comme des ministres de mon Maître; les riches sont nécessaires. Je respecte le pouvoir qui leur a été donné...

Ce fut le frère de Ninette qui vint ouvrir. Muzard, peu confiant, l'examina. C'était un long garçon blême, au visage maladif, qu'en lui-même Muzard définit ainsi : « une figure qu'un coup de poing défoncerait. » Il avait déjà cette physionomie muette, illisible des laquais, et il était impossible de deviner en lui le moindre sentiment.

— Mon ami, lui dit l'abbé Naïm, nous venons voir Mme la Baronne à votre sujet.

— Que ces messieurs veuillent bien se méfier des propos que Mme la Baronne tiendra sur moi. Mme la Baronne m'a accusé souvent de choses que je n'ai jamais faites, jamais.

Malgré son masque impénétrable, une certaine véhémence de jeunesse, qui donnait un peu de feu à son regard, appuyait son affirmation. L'abbé Naïm le scruta profondément une seconde, mais le jeune domestique détourna les yeux. D'ailleurs, il introduisait les visiteurs qui aperçurent aussitôt dans une petite pièce Louis XVI, assise dans une bergère qui s'accotait à un bureau, une femme énorme, impotente à force d'obésité. Ses cheveux blancs, clairsemés, frisaient sur ses tempes, et elle avait, en dépit de ses lunettes de bureaucrate et de son embonpoint, un profil royal de vieille impératrice.

Ses yeux s'attachèrent aussitôt à la soutane du prêtre. Ses sourcils se froncèrent :

— Monsieur l'abbé, prononça-t-elle, sans attendre aucune explication, j'ai mes bonnes œuvres, auxquelles je donne ce que je peux : je n'en admets pas d'autres. J'aime mieux vous en avertir sur-le-champ. Je n'ai pas un centime pour vous.

— Madame, je ne suis pas venu quêter, essaya de dire l'abbé Naïm.

Mais elle continuait :

— Je sais, vous vous y prenez tous ainsi et vous ne partez jamais sans argent. Mais avez-vous l'idée, monsieur l'abbé, de la lutte qu'il faut entreprendre aujourd'hui quand on pos-

sède la moindre petite fortune, pour la défendre contre tous les assauts qui la menacent? On est entouré d'ennemis qui ont les yeux sur votre bourse. D'abord, ce sont les gens de service qui vous pillent, les fournisseurs qui, sans vous voler même, poussent à l'extrême le prix des denrées, afin d'exploiter ce porte-monnaie qu'ils voudraient pressurer jusqu'à ses suprêmes ressources. Après vient la famille où quelque membre souffrant réclame toujours, tacitement ou d'une autre manière, quelque subside. Ce sont les amis mêmes, envieux de ce que vous possédez, qui rôdent près de vous, ayant toujours quelque désir ou quelque besoin. Puis c'est ensuite l'arrière-garde des quêteurs, des gens qui ont l'illusion de sauver le monde avec leur souscription et qui s'attachent à nous comme des sangsues pour nous sucer, pour nous épuiser, et qui n'ont de cesse, je dirai même de contentement, qu'ils ne nous voient ruinés. Enfin j'aurais dû compter d'abord tous les larrons, gens d'affaires, escrocs, cambrioleurs, qui nous guettent, nous harcèlent, finissent par nous atteindre sûrement un jour ou l'autre. Alors, imaginez-vous, monsieur l'abbé, l'état d'une femme seule, obligée de retenir son argent de toutes ses forces, de toute son habileté, contre de pareilles attaques? Il y a contre ma fortune comme un complot immense; et si je lâchais pied, si je perdais un pouce de terrain, je serais ruinée, ruinée; on viendrait ici faire la curée. Mais ils ont affaire à forte partie : je ne céderai rien, pas un centime, pas un centime.

Muzard était rayonnant. Il n'avait jamais rencontré si beau type chez les passionnés de l'Argent. Cyprien Loche, lui, aimait les bienfaits de l'Argent. Les Nassal, ses hasards. Les Gérard, ses vanités. Solème, le rang qu'il confère. Mais la baronne Avignon l'aimait classiquement, pour lui-même, comme les héros avares. Cette femme de soixante-dix ans, si bouffie de graisse qu'elle pouvait à peine bouger en son fauteuil, et qui, parvenue au terme de sa vie, se vantait d'une lutte si farouche, entreprise pour la défense de son bien, faisait pour Muzard un délicieux contraste, un rapprochement inénarrable avec la figure sereine de Paul Naïm, ce jeune riche dépouillé volontairement de tout, à trente ans.

Il entendit celui-ci murmurer :

— Madame, savez-vous que l'Argent est maudit?

La baronne Avignon fixa les yeux sur le prêtre, ses longues

joues molles tremblèrent un peu, comme pour une ironie, puis avec politesse :

— Je connais ; oui, monsieur l'abbé, vous dites tous la même chose; n'empêche que vous ne pouvez rien faire sans l'argent, et qu'il vous en faut beaucoup. Il en faut à tout le monde. On ne saurait se passer de lui. C'est pourquoi on doit se défendre quand on le possède.

Muzard ne pouvait s'empêcher d'observer la physionomie de l'abbé Naïm. Celui-là n'était pas un dilettante; l'apôtre qui vivait en lui souffrait de toutes les tares, de toutes les ignominies humaines qu'il rencontrait, et, si indulgent à toutes les fautes de faiblesse, il s'indignait contre cette malice honteuse, inexcusable, de l'avarice. Toute la gravité orientale avait reparu en lui, — plus même, cette sévérité arabe qui vous scrute et vous juge. Ses yeux terribles semblaient s'être rapprochés au-dessus de ce nez arqué si expressif de justice. La barbe noire assombrissait encore sa figure.

— Madame, dit-il, je n'en veux pas à votre bourse. Il ne m'appartient pas d'arracher votre âme à ces richesses desséchantes. Dieu s'en chargera! Mon dessein était tout autre en me présentant chez vous.

Et il en vint à Désiré, le jeune valet de chambre qu'il était sur le point de prendre à son service. Il présenta en même temps Muzard, comme son ami, et l'ami de Jean Solème.

— Ah! mon neveu? fit la vieille dame avec une moue, un sujet peu brillant, digne fils de son père, gagnant à peine sa vie à trente ans. Il m'aurait volontiers ruinée, je m'en doute, si je m'étais laissé faire. Je n'aime pas qu'on me parle de lui. On n'a pas de devoirs envers un neveu, monsieur; vous ne les trouverez dans aucun code. Quant à ce chenapan de Désiré, voici les renseignemens que je puis donner sur lui. C'est un jeune sournois qui a le goût de la toilette et de la dépense, et se plaint sans cesse de la fatigue que lui occasionne son travail. Mais je dois reconnaître que, s'il est paresseux et fat, il est aussi poli et doux. Il m'a peut-être volée. Néanmoins, j'ai retrouvé les bijoux que je croyais qu'il avait pris. Je ne le regretterai ni ne le remplacerai, monsieur l'abbé. Désormais une femme de ménage viendra aider mes servantes. Il est trop dangereux aujourd'hui d'accepter chez soi de ces garçons inconnus, affiliés à des bandes organisées.

Et là-dessus, la vieille dame confessa la seconde passion qui, plus violente encore que l'autre, ravageait sa vie : la peur.

Une terreur perpétuelle pesait sur son âme. Ses nuits étaient atroces. Elle imaginait sans cesse de colossales effractions, des cambriolages inédits, son appartement envahi par ce qu'elle nommait « les bandes, » son coffre-fort éventré, ses armoires vidées, ses titres disparus. Elle avait fait inventer pour ses portes des serrures extraordinaires, des verrous et des barres dignes d'une forteresse. Elle avait fait blinder ses volets, cadenasser jusqu'au tablier des cheminées, se figurant des intrusions fantastiques, opérées par les toits. Et au milieu de cet appareil de défense, elle demeurait terrorisée, alimentant ses craintes nerveuses de la lecture de journaux aux faits-divers les plus horrifians, journaux dont on voyait les piles s'entasser sur son bureau. Il semblait que toutes les sociétés de malfaiteurs, qui grouillent dans le mystère de Paris, eussent les yeux fixés sur son Argent, et qu'une formidable expédition dût être fatalement entreprise contre lui.

— Elle est, disait Muzard avec une sorte d'admiration, quand ils redescendirent l'escalier, de l'espèce de ces bonnes femmes qui meurent seules sur leur trésor, ayant écarté d'elles tout serviteur, par peur d'être volées. Tu verras, elle est destinée à finir ainsi. En tout cas, elle est diablement bâtie, la tante de Solème.

— Elle est effrayante, dit l'abbé Naïm, tout assombri. Je n'avais jamais rencontré pareil exemple de possession. Cette créature n'existe plus; c'est l'esprit de l'Argent, c'est-à-dire l'esprit du Mal. Que subsiste-t-il en elle d'un être humain, d'une femme?

Muzard ne put lui arracher une parole de plus, tant que dura leur trajet commun. Le prêtre était comme bouleversé par une vision d'horreur, trop forte pour la sensibilité de sa perfection. Et Muzard lui-même, en le voyant, ne souriait plus, respectueux de cette souffrance à la fois incompréhensible et si visible d'un Saint. A la station de la Bourse, il lui serra la main longuement en lui disant :

— Retourne à tes zoniers, va, mon vieux, c'est meilleur pour toi.

— Ah! dit l'abbé Naïm dont la physionomie s'éclaira enfin, avec toutes leurs tares et leurs misères morales, ils sont

presque beaux en comparaison de ce que je viens de voir.

Comme Muzard sortait du Métro, dans un de ces paquets de foule que le train souterrain jette périodiquement l'après-midi sur la place de la Bourse, il fut pris aux oreilles par la criée du marché de la coulisse, qui battait son plein sur le péristyle. Un soleil encore vif de novembre inondait la colonnade. Au frontispice de la façade, l'horloge marquait deux heures trente-cinq. Les marches étaient envahies par un flot montant et descendant de pardessus et de chapeaux melon. De jeunes commis, élégans et nu-tête parfois, dégringolaient le degré, filant au télégraphe, et là-haut, escaladant les barres, grimpant aux chaises, gesticulant et lançant par saccades ses aboiemens de bête, la meute des financiers s'exaspérait dans le dernier assaut de l'offre et de la demande.

Muzard instinctivement leva les yeux et laissa son regard errer sur ces têtes frénétiques. L'une d'elles, appuyée au vitrage de la loge du concierge, le frappa soudain : le visage était d'une pâleur dorée, avec les traits pleins, le nez romain, mais tant de convoitise dans les yeux, dans la mâchoire pendante sous la bouche mi-ouverte, qu'il évoquait une gueule de fauve. Le jeune homme reconnut Giulio Agostini, l'Italien reçu chez Loche et qui lui avait paru si équivoque.

« Mon vieux Naïm, pensa-t-il, tu as bien fait de te laisser emporter sous terre jusque là-bas. Reste dans ton beau rêve. Si tu étais venu, Mammon te serait encore apparu ici, tu aurais souffert, tu aurais appelé la foudre pour pulvériser ce palais de l'Argent, et tu aurais évoqué le règne des Béatitudes. Tu es un sublime chimérique ; la Bourse demeurera où elle est. Tout le sang de la nation y bat, comme dans un cœur malsain, mais indispensable ; n'empêche qu'en face de tous ces énergumènes, un seul être est dans le vrai absolu, et c'est toi ! »

En songeant ainsi, il biaisait vers la rue Notre-Dame-des-Victoires, hâtant le pas, et il venait de franchir l'angle du monument, quand Cyprien Loche et Jean Solème, qui sortaient ensemble du bureau télégraphique, surgirent devant lui.

— Qu'est-ce que vous manigancez tous les deux ? leur lança Muzard.

Solème parut fort gêné de rencontrer son ami ; son regard fuyait les coups droits des yeux de Muzard.

— Est-ce que vous faites des affaires ensemble? réitéra celui-ci, d'un ton qui n'était pas pour flatter le banquier.

Mais Loche, suprêmement à l'aise toujours, le saisit par le bras et d'un ton caressant :

— Allons, enfant terrible, faut-il vous rendre des comptes, maintenant? Oui, n'est-ce pas. Vous prenez tous les droits, Grand Inquisiteur. Eh bien! nous faisons effectivement des affaires ensemble, Solème et moi, et puisqu'il ne peut rien y avoir de caché pour votre œil de lynx, apprenez donc que je lance une machine nouvelle, une idée que m'a suggérée un aviateur bien connu. Il s'agit d'hydro-avions, de glisseurs, toute la navigation rapide de l'avenir. J'ai déjà un hangar de construction à Grenelle. Je vous y conduirai un de ces matins, mon cher Muzard; cela vous intéressera prodigieusement.

Muzard fronça le sourcil.

— Et toi, Solème, qu'est-ce que tu fais là dedans?

— M. Loche a bien voulu m'associer à son entreprise.

— Tu ne m'en avais rien dit.

— C'est tout à l'heure, à l'instant même, qu'il m'a décidé.

— Ah!

— Et puisqu'il vous faut tout conter par le menu, continua le banquier, nous étions allés ensemble envoyer un télégramme à mon brave Leherpeux, pour lui donner avis de cette bonne recrue.

— Parfait, prononça Muzard, visiblement furieux.

Alors, Loche se fit plus enveloppant, plus paternel :

— Vous ne sauriez croire, mon cher ami, comme j'ai souvent rapproché votre pensée de mon idée nouvelle. Votre franchise, votre loyauté, votre bravoure faisaient de vous un auxiliaire naturel pour une œuvre qui est moins une affaire commerciale qu'une noble tentative de témérité, de patriotisme, de courage viril. Vous viendrez à nous; vous verrez, vous verrez, et malgré vos bouderies, on vous tendra les bras, mauvais sujet!

— Monsieur Loche, dit Muzard sèchement, je ne suis qu'un pauvre rond-de-cuir dont vous n'auriez que faire. Je ne vous apporterais ni relations, ni capital, même éventuel...

Adroitement, Cyprien Loche le tira un peu à part de Solème et braquant ses yeux gris dans les yeux du caissier comme un homme qui se dévoile tout entier enfin :

— Et le capital de votre intelligence, mon cher! Vous ne

voyez donc pas que depuis des mois je tourne autour de lui, je le convoite, je l'attends. Je vous ai mesuré. Je ne vous demande rien, Muzard, mais le jour où, las de la petite situation où vous végétez, situation indigne de votre valeur, de votre puissance, inférieure à vous-même, vous désirerez vivre d'une vie plus intense, vous viendrez à nous, et nous ferons de vous quelqu'un.

— N'ai-je donc été personne jusqu'à présent ? demanda Muzard superbement ironique.

— Je veux dire que vous n'avez point paru quelqu'un. Je vous le répète, vous viendrez à nous, vous viendrez à l'Argent, parce que lui seul nous donne l'épanouissement complet de notre personnalité, et l'unique vie qui vaille la peine de vivre.

— Voyons, monsieur Loche, vous savez bien que je vous gênerais !

Ils se défièrent une seconde du regard, chacun prétendant surpasser l'autre. Ce fut le banquier qui détourna les yeux.

Du péristyle de la Bourse, venaient encore, affaiblis, les abois de la meute hurlante ; on aurait dit les éclats cadencés d'un chœur infernal. Le marché finissait. Pas une paillette d'or n'avait étincelé au soleil qui ruisselait le long de la colonnade, qui pénétrait par les vitres jusqu'à la fourmilière démente de la corbeille. Cependant des fortunes s'étaient écroulées, d'autres édifiées. L'or n'avait pas besoin d'apparaître ; il n'était qu'une matière inerte, un symbole. Mais le dieu qui l'anime, la puissance mystérieuse était là, mettant en transes la foule dont il lui plaisait de se jouer. Cyprien Loche dut retourner à ses bureaux de la banque Fidelia où c'était son heure de réception. Muzard et Solème regagnèrent ensemble leur journal. A peine furent-ils seuls, que le caissier, ne pouvant se contenir :

— Mes compliments, mon vieux, te voilà l'homme de cette canaille de Loche. Il te fallait de l'argent, n'est-ce pas, il t'en fallait. Tu y as mis le prix. L'homme de Loche. C'est exquis.

— Mais je t'assure, dit Solème, qu'il n'y a dans cette entreprise rien de suspect .

— Il y a Loche, ça suffit. Je devine tout. Apprenant ton prochain mariage, il a flairé tout l'argent de ta nouvelle famille ; il t'a donné un titre ronflant d'inspecteur ou de directeur même de la Société, sous promesse de racoler des capitaux dans l'année. Est-ce cela ?

— A peu près, dit Solème qui frémissait.

— Alors l'hypnose de l'argent t'a paralysé au point que le gentilhomme qui est en toi n'a pas sursauté au moment où tu l'as vendu à cet escroc? Car, tu le sais comme moi, la banque Fidelia est un repaire de bandits ; la Navigation soudanaise n'a jamais existé ; le capital de dix millions, on le couvre chaque soir qu'il y a un dîner ou une réception. Tout cela est fictif, fictif, fictif. Mais il y a eu des dupes, de l'argent a été versé, et beaucoup, je pense. La spéculation ne suffira pas le jour où l'on devra payer les dividendes, ou en avoir l'air, donc il faut coûte que coûte trouver un terrain solide à exploiter, une affaire industrielle réelle rapportant gros. Loche l'a trouvée. Il lui manque encore de l'argent pour la lancer. Il t'a choisi comme rabatteur. Tu seras Leherpeux en second. Mes complimens.

— Écoute, dit Solème qui se contenait, je suis encore bien bon de me disculper, mais je me disculpe. J'aime follement Yvonne, tu le sais. Elle veut du luxe. Il me faut lui en donner, et voilà. Au surplus, je ne fais rien de malpropre, et je ne suis pas du tout l'homme de Loche.

— Son gentilhomme, mon vieux, c'est pire. Et tiens, si je ne me retenais, en te voyant ainsi dominé par l'argent, je te saisirais au collet et te traînerais devant Paul Naïm pour lui raconter ton cas et te faire exorciser.

Alors Jean Solème éclata :

— F..s-moi la paix, à la fin, avec ton sacré curé !

(La troisième partie au prochain numéro.)

COLETTE YVER.

L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

D'APRÈS LE LIVRE DE M. LE PRINCE DE BÜLOW

II [1]

L'EMPIRE ET LA GUERRE

« L'Empire allemand, tel qu'il est sorti des baptêmes du feu de Kœniggrætz et de Sedan, comme le fruit tardif de la longue évolution de notre peuple, — dit M. de Bülow en sa *Conclusion*, — ne pouvait naître qu'au moment où se rencontreraient l'esprit allemand et la monarchie prussienne : il fallait qu'ils se rencontrassent pour que l'Allemagne pût obtenir une vie unitaire d'une force durable. C'est dans l'Ouest et dans le Sud de l'Allemagne qu'a été formé l'esprit allemand. C'est en Prusse qu'a été formé l'État allemand. »

Mais cinquante ans après la rencontre de l'esprit allemand et de la monarchie prussienne, M. de Bülow ne pensait pas que l'Allemagne fît un seul cœur avec la Prusse ; il croyait, tout au contraire, que la tâche essentielle du nouvel Empire était encore de vaincre les résistances de l'éternelle Germanie et de « réaliser l'unité de vie intellectuelle et politique en Allemagne, c'est-à-dire la pénétration réciproque du génie prussien et du génie allemand; » il disait que « l'avenir de l'Allemagne dépendait de la façon dont l'âge contemporain réussirait à amalgamer l'esprit allemand avec la monarchie prussienne. »

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

Passé politique du Peuple allemand; l'Esprit séparatiste dans le nouvel Empire allemand; Tâche de la Prusse; le Devoir national allemand, etc.; autant de chapitres où M. de Bülow retourne le problème : comment réconcilier l'esprit allemand et la monarchie prussienne? comment imposer définitivement l'ordre prussien au désordre germanique, l'État fédéral au tumulte des associations locales, l'Empire national aux revendications ou à la mauvaise humeur des peuples et des partis? comment empêcher les gens de Prusse de « ne voir dans la vie politique de l'Allemagne du Sud qu'une dissolvante démocratie, » et les gens du Sud de « récuser, comme réactionnaire, la vie gouvernementale de la Prusse? »

Puisque Prusse et Allemagne, Empire et Germanie sont inséparables pour la grandeur et la prospérité des deux contractans, ne pourrait-on pas imaginer qu'entre les libertés germaniques et l'autorité prussienne, quelque ajustement des droits et des usages gouvernementaux fît la part de chacun, sous l'arbitrage de la discussion publique et de l'intérêt général? C'est la solution qu'en des problèmes analogues, ont adoptée toutes les nations occidentales, que sont en train d'adopter toutes les nations européennes : c'est ce que l'on appelle ici régime constitutionnel, ailleurs régime parlementaire.

En terres germaniques, répond M. de Bülow, ne croyons pas à l'efficacité d'un pareil arbitrage : « Ici encore, s'applique l'avertissement de Bismarck : ne pas chercher nos modèles à l'extérieur, du moment que nous ne possédons pas les antécédens et les qualités nécessaires pour imiter l'étranger. » L'État prussien, dont « la perte briserait la colonne vertébrale de l'unité allemande, » a une nature spéciale qui ne s'accommode pas du régime parlementaire. Même on ne saurait plier ce rigide organisme prussien à des exercices d'assouplissement constitutionnel. A quoi bon, d'ailleurs? « Ce qui nous fait défaut au point de vue politique, à nous Allemands, nous ne l'obtiendrons pas au moyen de modifications constitutionnelles : dans une représentation commune de la nation, les forces allemandes ont plus de tendances à se disperser qu'à se grouper pour de grandes tâches nationales. »

On ne peut donc rien changer à la monarchie prussienne, ni au régime unitaire que Bismarck sut « magistralement » combiner pour « créer un ensemble solide, sans détruire l'ori-

ginalité et l'indépendance des différentes monarchies, et, tout en faisant de la Prusse l'État-directeur, non seulement de nom, mais aussi de fait. » Même si l'on pouvait modifier ce régime, M. de Bülow ne voyait aucune utilité à rien changer aux habitudes prussiennes. C'est sur l'Allemagne qu'il conseillait d'agir pour en modifier l'esprit. Il voulait mettre la Germanie en disposition, en nécessité de mieux apprécier le pas de parade et la stricte obéissance au *Kriegsherr* national : « Il faut éveiller en elle les sentimens patriotiques, les vivifier, les fixer par une politique vaillante et de grande allure, qui sache conserver dans le peuple l'amour de la vie nationale. Le point de vue national doit sans cesse être mis en avant par des entreprises nationales, afin que l'idée nationale ne cesse jamais de remuer les partis, de les unir et de les séparer. Rien ne décourage, ne paralyse et n'aigrit un peuple d'une activité intellectuelle, d'une vitalité et d'un développement pareils à ceux du peuple allemand, autant qu'une politique monotone et sans vie. Pour l'Allemand, la meilleure politique n'est pas celle qui le laisse tranquille : c'est celle qui le tient en haleine, sur le qui-vive, et lui permet de montrer à l'occasion sa force. »

Donc, l'unité allemande, fondée par le militarisme prussien, ne peut être maintenue que par des ministres « qui sachent risquer la forte mise, sauter une haute barrière » et ne jamais laisser l'Allemagne tranquille. Les conducteurs de l'Empire doivent rester toujours « assez frivoles » pour ne pas sacrifier aux considérations de prudence ou d'humanité ce vieil amour de la bataille que l'histoire et la légende ont toujours vanté chez les Allemands. « Le devoir du gouvernement impérial n'est pas de procurer de nouveaux droits au Parlement : c'est d'éveiller l'intérêt politique du peuple dans toutes les classes de la nation par une politique vivante, résolue dans le sens national, grande dans ses ambitions, énergique dans ses moyens. » Que l'on pèse tous les mots de cette formule.

En 1914-15, les XCIII Intellectuels allemands voudraient faire croire au monde que la savante, pieuse, morale et pacifique Allemagne n'a aucune responsabilité dans la guerre présente, qu'elle a répondu seulement à l'agression ou aux menaces de ses voisins jaloux, qu'elle est le champion du droit contre l'argutie anglaise et de la civilisation contre la barbarie moscovite. Dès 1913, M. de Bülow prédisait, au contraire, et récla-

mait cette politique vivante, ambitieuse, énergique ; il y voyait l'aboutissement nécessaire de l'œuvre des Hohenzollern, — mieux encore : le seul moyen de prolonger l'unité de tout Empire allemand. A l'entendre, le militarisme prussien ne pouvait maintenir sa prise sur l'Allemagne actuelle qu'en l'étendant sur l'Europe et le monde, parce qu'il n'y a jamais eu d'autre moyen pour un pouvoir unitaire, quel qu'il ait été, de maintenir sa prise sur l'éternelle Germanie.

XCIII Intellectuels d'un côté, M. de Bülow de l'autre : auquel de ces Allemands devons-nous croire ?

Les XCIII Intellectuels affirment sans la moindre preuve. M. de Bülow n'est pas seulement l'homme d'Allemagne qui connaît le mieux les nécessités de la monarchie prussienne. Il est encore l'homme du monde, — tout son livre en fait foi, — qui connaît le mieux l'esprit germanique. Personne n'a plus réfléchi sur les conditions permanentes de tout Empire allemand à travers l'histoire, et personne n'a jamais été mieux placé, durant toute sa vie, pour bien apercevoir ces conditions. Or, l'Empire du Hohenzollern apparaissait à M. de Bülow, comme le renouveau d'une tentative cinq ou six fois reprise au cours des siècles, toujours contrariée par le même tempérament des peuplades allemandes et toujours condamnée jusqu'ici à l'échec final, faute de cette politique ambitieuse et résolue dans le sens national, qui, seule, aurait pu jadis assurer la domination et la durée aux dynasties impériales du Moyen Age, aux Hohenstaufen par exemple.

Voyez cette dynastie des Hohenstaufen, qui, durant un siècle (1138-1250), établit sa monarchie souabe sur l'Allemagne, l'Italie, la Sicile, la Provence, les deux Bourgognes, les deux Lorraines et les Pays-Bas, sur toute l'Europe centrale, de Hambourg à Palerme et de Vienne à Cambrai. Cette dynastie « kolossale » qui, trois cents ans après Charlemagne et six cents ans avant Guillaume Ier de Hohenzollern, fournit aux peuplades allemandes leur plus beau type d'Empereur, leur légendaire Barberousse, dont elles attendirent durant sept siècles la résurrection, pourquoi est-elle tristement tombée « sous les intrigues papales et françaises? » pourquoi l'œuvre de Frédéric Ier Barberousse fut-elle ruinée par son petit-fils Frédéric II?

C'est, — pensait M. de Bülow, — que, séduit « par la splendeur romane des Croisades » et par l'enchantement du rêve

méditerranéen, Frédéric II se tourna « vers les grandioses, mais malheureuses aventures » d'outre-monts et d'outre-mer et négligea la vraie besogne allemande. Une seule besogne pouvait, en assurant de nouveaux bénéfices à ses peuplades, lui assurer, à lui, leur dévouement : c'était la conquête de nouveaux territoires à l'expansion germanique, la « prosaïque et vulgaire, mais vaillante et laborieuse colonisation » des Marches germaniques sur tout le pourtour de l'Empire continental. L'annexion et le dressage des peuples voisins à la *Kultur* allemande, leur asservissement à la race allemande, l'extension quotidienne du germanisme, de son « domaine politique et de ses possessions nationales, » bref « l'acharné travail civilisateur » aux dépens des humanités voisines que « leur situation gouvernementale tourne vers l'anarchie : » telle est, au gré de M. de Bülow, la besogne vitale de tout Empire allemand, parce que la guerre à répétition, la guerre perpétuelle peut, seule, permettre à l'unité allemande de vivre et de durer.

Pour avoir négligé cette œuvre de conquête continentale, les Hohenstaufen succombèrent, et leur Empire avec eux. Les Habsbourg la reprirent; mais, durant les quatre ou cinq siècles qu'ils détinrent presque continûment les titres et les ornemens impériaux, leur égoïste maison d'Autriche ne pensa qu'à ses intérêts, agrandissemens et bénéfices, non pas aux profits et prestige de la race allemande. Ils ajoutèrent sans cesse de nouvelles couronnes et de nouveaux domaines à leurs couronnes et domaines autrichiens; mais ils ne firent pas entrer leurs nouveaux peuples sous la culture et l'exploitation germaniques. Ils devinrent possesseurs de fiefs et de royaumes étrangers; mais ils négligèrent de les transformer en terres allemandes. Et c'est pourquoi, margraves d'Autriche et de Moravie, ducs de Styrie, de Carinthie, de Bukowine, de Salzbourg et de Frioul, comtes de Tyrol et de Trieste, rois de Bohême, de Hongrie, de Croatie, de Dalmatie, de Slavonie, de Galicie et de Lodomirie, maîtres à leur heure de l'Italie et de l'Espagne, prétendans à la domination universelle et sur le point d'y parvenir, les Habsbourg ne furent jamais en Allemagne empereurs que de nom.

Ils constituèrent et accrurent leur Autriche en marge du germanisme. Le germanisme les méprisa et les eut en haine. Après quatre ou cinq siècles de mauvais ménage, le Habsbourg et la Germanie divorcèrent, et l'Allemagne s'offrit au Hohenzol-

lern parce que, depuis quatre siècles, il n'avait vécu, lui, dans sa Marche de Brandebourg, puis dans son royaume de Prusse et ses duchés de Poméranie, de Silésie, de Posen et de Sleswig-Holstein, que pour toujours pousser l'offensive allemande contre les races et les organisations voisines, pour germaniser Sorabes, Wendes, Lithuaniens, Polonais et Danois, et, tout autour de lui, imposer la *Kultur* allemande.

C'est à son offensive de quatre siècles contre les voisins du Nord et de l'Est que le Hohenzollern dut l'admiration et le respect des peuples germaniques. C'est à sa dernière offensive de 1870 contre les Français qu'il dut son Empire allemand. En 1913, après un demi-siècle d'Empire restauré, M. de Bülow se demandait si le Hohenzollern saurait poursuivre son destin. Séduit par l'exemple funeste du Habsbourg et du Hohenstaufen, se tournerait-il tout entier vers les grandioses, mais malheureuses aventures d'outre-mer et vers les rêves de domination mondiale?... C'était la ruine de son pouvoir en Allemagne, le divorce assuré entre l'esprit allemand et la monarchie prussienne... Par une nouvelle extension du domaine germanique, le Hohenzollern renouvellerait-il au contraire entre l'Allemagne et sa maison le pacte qu'avaient scellé les extensions de 1864, de 1866 et de 1870?...

Il suffirait de trouver le problème ainsi posé dans le livre de M. de Bülow pour nous permettre d'affirmer que la guerre présente ne fut pas un accident dans la politique de Berlin : disgracié par Guillaume II, éloigné du pouvoir, M. de Bülow n'en gardait pas moins, en 1913, la confiance des bureaux, d'une puissante coterie à la Cour et d'un nombreux parti dans le Parlement; on dit même que le chef du parti militaire, le Kronprinz, le déclarait son homme...

Mais il faut aller plus avant en cette affaire : à regarder toute l'histoire de l'Allemagne sous l'angle où M. de Bülow nous la montre, on arrive à se convaincre qu'il avait raison, que cette guerre était indispensable à la durée de l'œuvre bismarckienne, à la suprématie absolue de la Prusse et du Hohenzollern sur les autres États et dynasties germaniques. Politiquement et économiquement, c'est à cette guerre de rançons et de conquêtes... ou à la faillite, que devait aboutir l'empire de Guillaume Ier entre les mains de Guillaume II, comme l'empire de Frédéric Ier entre les mains de Frédéric II, comme l'empire d'Henri Ier

entre les mains d'Henri II et comme celui de Charlemagne entre les mains de Charles le Chauve. Tout au bout de cette longue méditation sur la *Politique allemande*, le dernier mot de M. de Bülow est une pensée de Gœthe, « conclusion suprême de la sagesse : Celui-là seul mérite la liberté et la vie qui est forcé de la conquérir tous les jours. » Il semble, en effet, que l'Empire allemand depuis onze siècles n'ait jamais eu de vie, que l'Empereur allemand n'ait jamais eu de liberté que dans la conquête journalière aux dépens du voisin.

*
* *

Vue sous cet angle, la chaotique histoire des Allemagnes depuis onze siècles, ce tohu-bohu de peuplades et de dynasties, de majestés presque divines et de sujétions presque misérables, cette succession d'apogées splendides et d'éclipses totales, de terribles fracas et de mornes silences, s'éclaire tout à coup et s'ordonne et se déroule en un ensemble rythmé. Depuis les plus lointaines origines jusqu'à l'heure présente, on y discerne l'action de deux forces contradictoires : « De même qu'une des meilleures vertus allemandes, le sentiment de la discipline, — dit M. de Bülow, — se manifeste d'une façon particulière et inquiétante dans notre Social-Démocratie, de même s'y montre aussi notre vieux défaut, — l'envie, — que Tacite remarquait déjà chez nos aïeux; c'est par envie, dit-il, *propter invidiam*, que les Germains ont mis à mal Arminius le Chérusque, leur premier libérateur. »

Dans toute l'histoire des peuples allemands, comme dans la Social-Démocratie d'aujourd'hui, M. de Bülow retrouve « ces deux forces ou ces deux faiblesses du tempérament national : » l'organisation disciplinaire, et la jalouse envie d'échapper au joug de l'unité. « Le socialisme allemand n'est si dangereux pour l'Empire que parce qu'il est si foncièrement allemand. Pas un peuple n'a des capacités d'organisation pareilles aux nôtres; aucun n'a une pareille disposition de la volonté pour la discipline; aucun n'est prêt comme lui à se soumettre aux lois d'une rigide discipline; ce que d'autres peuples arrivent à faire dans le feu de l'enthousiasme national, nous l'avons souvent réalisé grâce à la force de la discipline. » Mais « le ciment de cette discipline est toujours une hostilité; » l'envieux égoïsme germanique ne veut subir de contrainte que dans l'espoir d'un

gain ou d'un contentement personnels, d'une revanche ou d'une conquête : « L'organisation socialiste se pose en ennemie de notre vie gouvernementale actuelle : son ciment est dans cette hostilité; elle se sent beaucoup trop forte pour se laisser traîner comme un wagon par la locomotive gouvernementale sur la voie normale: elle voudrait être elle-même la locomotive et tenter de tirer dans le sens opposé... Le socialisme français a ses racines dans la grande Révolution, le socialisme italien dans le *Risorgimento;* la Révolution et le *Risorgimento* étaient animés d'un esprit passionnément patriotique. Notre Social-Démocratie n'est pas, comme le socialisme français et italien, un sédiment dans l'évolution historique de la nation; elle est l'ennemie voulue de notre histoire et de notre passé national. »

Histoire sédimentaire des nations latines, histoire cataclysmique des peuplades allemandes : voilà encore une de ces formules où M. de Bülow excelle à enfermer une admirable vue de longs siècles d'histoire, à définir deux systèmes de construction nationale, deux processus de géologie politique.

Depuis les temps les plus reculés que la science puisse atteindre jusqu'à l'heure présente, la construction du peuple français se poursuit, en effet, lente, continue, sédimentaire. Elle est interrompue, de loin en loin, par quelque cataclysme, révolution interne ou invasion étrangère, surtout par les invasions violentes ou sournoises de l'étranger. Mais à peine ces invasions installées, le ruissellement, si l'on peut dire, des générations reprend suivant la pente de l'équilibre national : comme une loi de pesanteur politique, le besoin d'égalité et de légalité, reprenant ses effets traditionnels, tend, travaille, réussit toujours à désagréger et à épandre la race, la langue ou l'idée étrangères, à niveler les apports des cataclysmes et à déposer, en strates horizontales, égalitaires, une nation gallo-romaine durant les temps anciens, germano-latine durant les temps modernes, franco-européenne durant les temps nouveaux qui vont commencer.

Depuis les temps les plus reculés, il semble que l'Allemagne n'a jamais été que cataclysmes politiques et que l'inondation étrangère y eut toujours un rôle, non de bouleversement, mais de pacification et d'équilibre sous la compression. C'est l'influence ou l'action directe de l'étranger qui, du chaos ger-

manique, tira toujours un ordre temporaire, dont le lent travail ou quelque subite explosion du tempérament germanique refaisaient bientôt un chaos.

Produit soudain de quelques volontés humaines, l'ordre politique établi là-bas n'a jamais eu chance de durer que sous un chef de guerre, imposé aux sursauts de la masse par la crainte de l'invasion ou par les bénéfices de la conquête. Même après les victoires triomphales, ce chef n'est toléré par « l'envie » nationale que si, tenant toujours ses Germains en haleine et leur fournissant « l'occasion de montrer leur force, » il détourne du dedans vers le dehors les explosions du volcan jamais endormi. Cataclysme politique au dedans ou offensive nationale au dehors : l'Allemagne a toujours eu besoin de passer sur elle-même ou sur le voisin son *furor teutonicus*, son *invidia* de destruction, sa *Schadenfreude* (plaisir de nuisance). Dans toute l'histoire germanique, regardez l'alternance : la Germanie n'est une nation disciplinée que sous un chef de guerre en campagne; la paix assurée ou seulement prolongée en refait toujours une cohue de peuplades ennemies.

Avant l'ère chrétienne, le monde antique ne la connut que comme une impénétrable forêt où s'agitait et se battait, dans les clairières et les marécages, une cohue d'irréconciliables voisins; mais il en surgissait parfois, à la lisière, une nuée de combattans confédérés sous un nom de guerre, Cimbres, Teutons, Suèves, ou sous un chef de guerre, Arioviste. La Germanie de cette première période est personnifiée dans cet Arioviste, ce chef de cent cantons, qui levait dans chacun mille guerriers pour la campagne annuelle, tandis que les autres amassaient la nourriture de l'armée. Cette première organisation germanique se dressa brusquement en terres gauloises, devant le défenseur romain de la Gaule, Jules César, et brusquement elle s'évanouit, sitôt après la victoire romaine, dès qu'Arioviste, chassé de la plaine vosgienne, eut été rejeté en terres germaniques sur l'autre bord du Rhin.

Alors, durant quatre ou cinq cents ans (50 ans avant J.-C., 400 après), l'exemple et la pression de l'Empire romain incitent la Germanie à unir ses clairières, à grouper ses peuplades, à les fondre en une *res publica*, copiée de cette *res publica* romaine, qui fait alors l'envie de toute l'humanité blanche. La Germanie de cette seconde période est personnifiée dans Marbod,

qui rêve d'une royauté efficace sur sa peuplade suève et d'un commandement stable sur toute la forêt germanique : *imperium certum vimque regiam*, durant cinq siècles, c'est le rêve de tous les Germains disciplinés à la romaine. Armin le Chérusque, Marbod le Marcoman, Civilis le Batave, Décébal le Dace, tous veulent aller chercher en terres romaines la force et le crédit de ranger sous leur commandement l'anarchie germanique. Mais à l'orée de la forêt, au long du « Seuil romain, » veillent les légions et, durant quatre siècles, ni l'offensive marcomane, ni l'offensive batave ou dace ne peut, en livrant à l'une de ces peuplades une porte de conquête, donner à l'un de ces chefs le dévouement discipliné de toute la race; c'est à peine si la défensive victorieuse des Chérusques confère à Armin sur sa peuplade un pouvoir que l'*invidia* des siens a tôt fait de ruiner.

Après quatre ou cinq siècles, le Seuil romain tombe (406 ap. J.-C.) comme de lui-même, moins sous l'offensive dispersée des Germains que sous son propre poids : la forêt déverse par toutes ses cornes les Invasions qui submergent l'empire des Romains. Quelle floraison alors de royautés et de commandemens germaniques ! quel afflux de dévouemens et de fidélités autour des Alaric, des Clovis et des Théodoric ! Mais la plupart de ces envahisseurs s'enfoncent au loin dans les terres de Rome; ils perdent tout contact avec la forêt ancestrale; ils perdent même la langue et les mœurs des aïeux; ils ne rêvent plus de royauté ni d'empire germaniques : c'est à la restauration d'un ordre latin dans leurs nouveaux royaumes que leurs dynasties se consacrent.

Une seule des peuplades qui ont franchi le Rhin, — les Francs, — demeure au voisinage de ce fleuve : sans pénétrer au delà de la Seine et du Rhône, elle fixe sa vie nouvelle dans ces villas du Nord de la Gaule, dont les champs et les vignes avaient été conquis par la bêche et la charrue gallo-romaines sur les bois de l'Oise, de la Seine et de la Meuse. Les Francs entrent dans les mœurs et la religion de Rome; mais ils gardent leur langue, leurs traditions et leurs ambitions germaniques. Durant quatre siècles (406-800), ils travaillent sous leurs dynasties mérovingienne et carolingienne à élargir toujours leur domaine gallo-romain, jusqu'aux Pyrénées et jusqu'aux Alpes, jusqu'à l'Èbre et jusqu'au Tibre; mais ils ont aussi

'ambition de rapporter en Germanie la royauté de leurs Mérovingiens et l'empire de leurs Carolingiens.

Regnum et *Imperium*, c'est après quatre siècles d'offensive en terres latines que les Francs réussissent à ramener leur monarchie royale et impériale en terres germaniques, à dresser sur la « nation germanique, » enfin constituée, cette royauté de Clovis, qui avait eu Reims pour baptistère, et cet empire de Charlemagne qui eut et, durant six siècles et demi (800-1452), conserva Rome pour lieu de son couronnement.

Nouvelle ère de l'histoire allemande, épanouissement de la puissance impériale, montée et apogée de la gloire romano-germanique : durant les quatre ou cinq siècles qui suivent (800-1250), les quatre monarchies successives de l'Ancien Empire et leurs quatre dynasties franque, saxonne, franconienne et souabe maintiennent l'unité de la « nation germanique. » Pourquoi ?

C'est qu'une perpétuelle offensive, une guerre ininterrompue jette les appétits et les forces germaniques sur les peuples voisins, sur toute la chrétienté. C'est l'expédition annuelle vers l'Italie, la France, la Bourgogne ou les Marches de l'Est, qui maintient la cohésion et la discipline impériales. Sitôt que l'Empereur la laisse au repos, la Germanie reprend ses rébellions particularistes et ses luttes intestines. Quatre siècles et demi d'unité : quatre siècles et demi de chevauchées et de batailles ! Pour mener à bien cette « politique vaillante et de grande allure, » mais épuisante et de grands frais, tour à tour chacune des grandes peuplades, qui composent la race, Francs, Saxons, Franconiens et Souabes, fournit sa dynastie de Carolingiens (800-919), d'Ottoniens (919-1024), d'Henriciens (1024-1125) et de Hohenstaufen (1125-1250) ; mais chacune de ces dynasties et de ces peuplades, à la troisième ou quatrième génération, s'éclipse ; chacune d'elles, au bout d'un siècle, est épuisée par ce travail de géant : maintenir l'offensive germanique sur le monde romain pour maintenir l'ordre impérial sur le monde germanique.

Avec les Hohenstaufen, tombe l'Ancien Empire, le Saint Empire romain germanique : durant vingt années, l'Allemagne vit sans empereur, dans le Grand Interrègne (1254-1273) ; puis elle vit deux siècles sans empire ni royauté, ou du moins tout

lien royal et impérial entre les peuplades semble rompu; de l'Empire, il ne reste que les titres et les ornemens que, deux siècles durant (1274-1452), se disputent tous les chefs de pays ou de bandes, jusqu'au jour où, fondant à la lisière et en dehors des terres allemandes sa monarchie autrichienne, le Habsbourg obtient avec le titre impérial un droit de présidence sur la « Confédération » germanique.

Mais sous ce nom trompeur de Confédération, c'est vraiment le Grand Interrègne qui continue durant six siècles (1254-1870) entre les Hohenstaufen et les Hohenzollern, entre l'Ancien Empire et le Nouveau. Il existe un empereur et roi d'Allemagne, mais dépouillé de tous les droits, pouvoirs et revenus impériaux : il n'a plus ni budget, ni armée, ni justice, ni police ni diplomatie d'empire ; il n'a même plus de droits ni de pouvoirs régaliens que sur ses propres domaines ; il est considéré par l'Allemagne moins comme un chef que comme un ennemi et les « membres de l'Empire » sont toujours disposés à se coaliser entre eux ou avec les nations du dehors pour ruiner « la tyrannie » du Habsbourg.

Donc, six siècles d'interrègne (1254-1870) : la Germanie redevient ce qu'elle était avant l'établissement du *Regnum* et de l'*Imperium* à la romaine et même avant son premier contact avec les civilisés du monde gréco-romain. C'est la forêt désordonnée, un inextricable fourré de droits particularistes et de violences individuelles, d'organisations locales et d'anarchie plénière, d'indépendances et de sujétions, de guerres privées et de contrats, de royaumes et de villes libres, de ligues et de cercles, d'alliances et de fédérations, *Ligue souabe*, *Ligue hanséatique*, *Sainte Wehme*, *Corpus evangelicorum*, *Corpus catholicorum*, *Confédération du Rhin*, etc. Chaque région et chaque génération, chaque peuple et chaque caste, chaque métier et chaque quartier s'organisent, se séparent, se fédèrent, et c'est un collège d'Électeurs qui dispose de la royauté ; l'Empire n'est plus rien pour les Allemands ; mais le titre sonne encore aux oreilles de la chrétienté.

Le Habsbourg délaisse ou trahit le germanisme : durant deux siècles et demi (1273-1519), il n'est occupé que d'acquérir pour sa maison ; durant trois siècles ensuite (1519-1806), il n'a que trop de peine à écarter de ses propres terres l'offensive turque et l'offensive française. L'Empire, qui n'a plus son chef de

guerre, est livré à « l'envie » de ses membres et aux attaques de ses voisins : il se disloque et se mutile. Le germanisme partout recule. Dans les Marches du Nord-Est seulement, le Hohenzollern fait son métier de margrave, de défenseur de la frontière et de « civilisateur. » Mais au Nord, à l'Ouest, au Sud, à l'Est même, toutes les conquêtes de l'Ancien Empire sont entamées par l'offensive russe, suédoise et danoise, par l'indépendance hollandaise, par les annexions espagnoles et les reprises françaises, par les libertés helvétiques et italiennes, par les défections tchèques, hongroises et polonaises. Quel recul sur toutes les frontières du majestueux domaine que les Hohenstaufen avaient jadis possédé dans les deux tiers de l'Occident!

Les traités de Westphalie (1648) consacrent tout à la fois la ruine du *Regnum* et *Imperium* au dedans et les triomphantes reprises de tous les voisins au dehors : durant les deux siècles suivans (1648-1848), il n'y a plus en vérité d'Allemagne. Du Rhin à l'Oder et de la mer aux Alpes, les clairières germaniques ne sont plus que terrains sans maître, où se donnent rendez-vous toutes les monarchies européennes en envie de guerre ou de chasse : sur ce champ de batailles et de traités, l'Europe entière vient vider ses querelles ; mais l'offensive française surtout s'y donne libre carrière...

Puis l'histoire recommence : après trois ou quatre siècles de contact, l'offensive romaine d'autrefois avait fini par éveiller en Germanie un besoin de cohésion nationale et le désir d'une organisation politique, plus ou moins imitée de la *res publica* et des lois de Rome. Tout pareillement, les deux siècles d'offensive française produisent « le ciment d'hostilité » qui, peu à peu, restaure la discipline et refait l'unité des Germains. L'empire des Napoléons sert de modèle à l'Allemagne du XIXe siècle, comme à la Germanie d'autrefois l'empire des Augustes : un Empire allemand ressuscite le jour où le Marbod des temps nouveaux, Bismarck, trouve dans les conquêtes des Moltke et des Manteuffel les fondations solides d'un *imperium certum* et d'une *vis regia*.

Au bout et comme moralité d'une pareille histoire, un aphorisme de M. de Bülow ne prend-il pas toute sa valeur : « Dans la lutte des nationalités, une nation est marteau ou enclume, victorieuse ou vaincue ; il n'existe point de troisième solution ? » La nationalité germanique n'a jamais eu et gardé con-

science d'elle-même que dans la lutte contre le dehors : un Français, un Anglais, un Italien peut se réclamer et se réjouir de sa nationalité au coin du feu familial, dans la vie quotidienne et tranquille de la cité ou de l'État, en montrant ses vertus, ses talens, son pouvoir; l'Allemand ne devient Allemand qu'au feu de la bataille; il ne le reste que dans la vie des camps et des combats, dans la lutte violente, en faisant montre de sa force. Depuis vingt siècles qu'elle fait des apparitions intermittentes dans l'histoire, la « nation germanique » ne naît et ne vit que pour l'offensive; elle ne dure que par la victoire ou pour les apprêts de revanche; elle n'a jamais survécu à la défaite, ou seulement à la paix.

D'autres nations peuvent mettre leur morale et leur bonheur dans un pacifique échange de services avec tous leurs voisins : chez elles, l'état de guerre est l'accident du présent, le mauvais héritage du passé; elles rêvent d'un avenir de paix éternelle entre tous les hommes. On a même vu de grands empires maintenus sur cet idéal pacifique : du jour où Rome eut assuré toutes ses frontières contre la barbarie, elle donna à l'humanité méditerranéenne trois et quatre siècles de cette paix romaine, durant lesquels l'Espagne, l'intérieur de la Gaule, l'Italie, le Levant balkanique et anatolien, l'Égypte et toute l'Afrique du Nord ne connurent que par de lointains échos le bruit des armes; quelques opérations de police à l'intérieur et aux frontières ne troublaient jamais que localement, pour quelques mois, cet état de paix; durant trois ou quatre cents ans, la paix romaine devint un idéal et une habitude pour les deux tiers de l'humanité blanche, qu'abritaient les légions et les défenses du Seuil romain.

C'est pourquoi, tout au fond de leur cœur, même quand elles admirent le plus l'homme de guerre, même quand elles le considèrent comme le plus utile des serviteurs de la *res publica*, les nations latines ne le jugent pas comme le seul indispensable. Elles gardent toujours la meilleure moitié de leur admiration aux œuvres et aux hommes de paix. Elles pensent qu'un peuple peut et doit tour à tour porter les armes et la toge, mais que, dans la vie courante, c'est la toge qui est de mise, et les armes, qui doivent être de garde... Mais du jour où la Germanie n'est pas en armes, groupée sous un chef de guerre pour marcher au pillage et à l'asservissement d'autres peuplades

germaines ou étrangères, il n'y a plus de « nation germanique. » Le vieux Dieu allemand est toujours le Thor au marteau, dont les fidèles ne peuvent être, dit M. de Bülow, que « le marteau ou l'enclume » des nations.

C'est du monde latin que sont toujours sortis les prophètes et les rêveurs de paix universelle, de désarmement général, de fraternité humaine, de « paix loyale et continue, » *continua ac fida pax*, disait déjà l'empereur Claude aux Lyonnais, — et Pline célébrait « l'immense majesté de la paix romaine, » *immensa pacis romanæ majestas*, et Vopiscus, à la veille des Invasions, saluait l'univers délaissant la fabrication des armes, *orbis terrarum non arma fabricabitur* : plus de guerre, *nulla erunt bella;* partout la paix, partout la loi latine, *ubique pax, ubique romanæ leges*... Mais c'est de Germanie que toujours sont venus les louangeurs et les théoriciens de la guerre éternelle, nécessaire, bienfaisante, de la guerre entre hommes et entre peuplades, entre nations et entre citoyens, guerre de cantons, de royaumes et de religions autrefois, guerre de races aujourd'hui, guerre de classes demain, guerre de haines toujours : la Germanie est le *Faustreich*, le Royaume du Poing, ou elle n'est pas.

*
* *

Il en est résulté pour l'Europe et pour l'humanité quelques conséquences toujours pareilles. L'Empire romain avait couvert ses provinces de *villas* et de cités, d'exploitations rurales et de marchés urbains. En Espagne, en Gaule, en Afrique, au Levant, le sol romain avait été transformé par la *villa*, dont les conquêtes journalières défrichaient la forêt et asséchaient le marais, épierraient les pentes et drainaient les creux pour l'extension continue du fonds et des revenus pacifiques. En même temps, espagnole, gauloise, africaine, levantine ou italienne, l'humanité romaine était transformée par ces centres de culture civile qu'étaient les cités et leur prétoire. Rome n'était pas seulement la maîtresse du sol et des êtres; elle éduquait la terre et les esprits pour les annexer à l'unanimité de la « paix romaine. »

L'Empire allemand n'a jamais existé sans obliger et l'Allemagne et l'Europe à tout sacrifier aux préparatifs ou aux œuvres de guerre. Aussi bien en France, en Angleterre, en Espagne, en

Italie qu'en terres germaniques, l'Ancien Empire du Moyen Age obligea tous les hommes qui voulaient rester libres à endosser l'armure, à vivre sous le poids du casque et de la cuirasse. Dans notre Europe du XIXe siècle et même dans la moitié de l'univers présent, le Nouvel Empire allemand obligea tous les peuples qui voulaient rester libres à endosser les armemens, à vivre sous le fardeau de la paix armée. Avant 1870, il y avait en Europe des nations civiles, qui étaient pourvues d'une armée, comme d'une justice ou d'une police ou d'une administration, mais qui ne vivaient pas seulement pour leur armée. Après 1870, ne purent subsister en Europe que les seules nations enrôlées, dont toutes les autres fonctions passaient ou même disparaissaient derrière la préparation militaire.

Rome avait donné au monde la *villa* et la cité, le pont et la route, la basilique, les thermes et le théâtre. Les Invasions germaniques et le Moyen Age, qui fut leur héritier, ne firent partout sortir de terre que fossés et remparts, tours, plessis, fertés, *burgs*, villes fortes. Chaque homme de guerre s'isola dans son donjon en coupant autour de lui les ponts et les routes. Il fallut les dix siècles de barbarie, qui séparent les Invasions et la Renaissance, avant que l'ingénieur italien se remît à l'œuvre, et il fallut quatre siècles de travail avant que l'ingénieur français ou anglais rendît à l'humanité des moyens de commerce et des relations d'amitié aussi rapides que ceux dont on avait joui sous la paix romaine : l'éternelle guerre germanique fait qu'aujourd'hui encore, quatorze siècles après les Invasions, nos chemins de fer n'ont pas rétabli entre Marseille et Cologne le contact journalier que jadis assurait le chemin de pierre des Romains... Et qu'a fait de l'Allemagne et de l'Europe le nouvel Empire allemand, sinon une caserne de soldats, un arsenal de munitions et un laboratoire d'explosifs, une place de guerre, où le bonheur des individus, l'amélioration de la race et de la société, le progrès de l'esprit et des mœurs, la morale et la religion, tout est subordonné à la science et aux apprêts du combat?

Fustel de Coulanges a dressé le bilan des charges militaires que l'Empire romain imposait à ses citoyens : « Les armées de l'Empire se composaient d'environ trente légions, comprenant chacune de 5000 à 6000 soldats. En y ajoutant les corps auxiliaires ainsi que les cohortes prétoriennes et urbaines, on

peut estimer qu'elles comptaient environ 400000 hommes : ce chiffre suffisait à un État dix fois plus étendu que la France actuelle; c'était un soldat pour trois cents habitans. Les soldats servaient vingt ans en moyenne : il suffisait d'un enrôlement annuel d'environ 30 000 conscrits pour tout l'Empire. » La Gaule n'étant pas même un sixième de l'Empire, c'est tout au plus 6000 conscrits que Rome lui demandait chaque année. Faites la somme : durant les quatre cents ans de la paix romaine, la Gaule n'eut pas à fournir les 2 500 000 hommes que l'Empire allemand vient d'obliger la France à mettre en ligne pour la seule campagne de 1914.

Il en est toujours résulté pareillement certains caractères spécifiques de l'État allemand, de l'Empire allemand. Voici quelques-uns de ces caractères.

Le premier est que là-bas l'État, cadre de la nation, n'a jamais pu être que d'origine et de nature militaires : c'est la force militaire qui, seule, peut le créer, la force militaire qui, seule, le maintient. D'autres sentimens peuvent exciter dans l'âme germanique la tendance ou la résignation à l'union nationale. Deux seulement peuvent l'imposer : la crainte du maître étranger ou le respect du vainqueur national. « L'Empire allemand du Moyen Age, dit M. de Bülow, n'a pas été fondé par la libre adhésion des peuplades, mais par la victoire d'une de ces peuplades sur les autres, qui longtemps ne reconnurent qu'à contre-cœur la domination de la plus forte... L'unité actuelle de l'Allemagne n'a pas été obtenue par un accord pacifique, mais par des batailles entre Allemands : l'Ancien Empire avait été fondé par une peuplade supérieure en forces; le Nouveau a été fondé par le plus fort des États. »

Mais, dans la mêlée des peuplades germaniques, que l'*invidia* particulariste et les rivalités personnelles dissolvent chaque jour en un plus grand nombre de clans et de bandes, aucune peuplade ne put jamais avoir par elle-même la force militaire qu'eût exigée cette œuvre nationale. Dans la forêt morcelée et de sol pauvre, aucune clairière n'était assez grande, assez riche pour devenir la base de « l'État allemand. » Chaque peuplade, loin de pouvoir imposer sa loi à tout le voisinage, avait assez de peine à soutenir son propre État, petit ou grand, contre les empiétemens du voisin. D'où le second caractère de tout

Empire allemand : une monarchie germanique n'est jamais parvenue à courber les résistances de toute la race sous le joug de son Empire qu'en acquérant hors des Allemagnes l'appoint de forces et de ressources étrangères qui, jointes à ses forces allemandes, lui donnaient la suprématie.

Ce n'est pas un effet du hasard que l'Empire eut toujours sa capitale en dehors des terres germaniques, dans les Marches de l'Est ou de l'Ouest. Comme le Carolingien et comme le Habsbourg d'autrefois, c'est en marge de l'ancien germanisme que le Hohenzollern d'aujourd'hui a sa ville impériale.

Au delà de l'Elbe, qui, de ce côté, est l'ancienne frontière germanique, Berlin garde encore son vieux nom slave, dans ce pays slave de Branibor, dont les comtes de la Marche, les *margraves* germaniques, firent leur électorat de Brandebourg, et c'est en annexant à cette Slavie de l'Elbe les Slavies et Lithuanies de l'Oder, de la Vistule et de la Pregel, en devenant rois de pays forains, rois *en* Prusse, que les Hohenzollern eurent enfin le moyen de devenir empereurs *en* Allemagne. En deçà du Rhin germanique, la capitale de Charlemagne, la Ville et la Chapelle des Eaux, a gardé jusqu'à nous son nom romain d'Aix-la-Chapelle, en ce pays gallo-romain, où le Carolingien avait commencé par être comte, duc et roi, et c'est des pays forains entre Meuse, Loire et Rhône, c'est de la Gaule romaine que Charlemagne tira les soldats et les armes qui soumirent à son *imperium* toute la Germanie.

C'est tout pareillement que le Habsbourg eut sa capitale à un autre bout du monde germanique, à l'entrée de ces plaines danubiennes qu'ont submergées tour à tour les invasions de toutes les races, en pleine Marche ou Royaume de l'Est, en *Ostmark*, en *Ostreich*, il fixa sa résidence en cette ville de Vienne, dont le vieux nom celtique continue de subsister sous les apports romains, germains et slaves, et c'est aussi dans ses royaumes forains de Bohême, de Moravie, de Hongrie et de Croatie, dans ses Slavies et Magyaries de la Moldau, de la Theiss et de la Save, que ce margrave d'Autriche trouva les moyens de conserver, durant cinq siècles, le titre impérial...

Avant les Habsbourg, qu'auraient été les Hohenstaufen, sans leurs royaumes forains de Bourgogne, de Provence et des Deux-Siciles? et les empereurs franconiens sans leurs margraviats de Thuringe, de Bohême et de Moravie? et les empereurs

saxons sans leur quadruple et quintuple marche de Misnie, de Lusace, de l'Altmark, des Billungs et de Nordalbingie? Avant les Saxons, quand s'éteignit la lignée légitime de Charlemagne, c'est un margrave de Carinthie, Arnulf, puis un margrave de Thuringe, Conrad, qui furent appelés à l'Empire.

Ainsi toutes les dynasties impériales sont montées du margraviat à l'Empire; mais c'est faute d'une Marche que, malgré la grandeur, la prospérité et l'heureuse situation de sa monarchie bavaroise, jamais la plus authentiquement noble des maisons germaniques, — les Wittelsbach, — ne put se maintenir à ce pouvoir suprême, tant de fois convoité et plusieurs fois obtenu par elle. Car la Bavière, comme la Saxe sur l'Elbe, avait eu jadis sur le Danube sa Marche de l'Est : le margrave de Vienne dépendait alors du duc bavarois. Mais, s'affranchissant du duché et devenant le domaine du Habsbourg, on peut dire que cette Ostmark coupa désormais à la Bavière le chemin du pouvoir. Et la Saxe, après les Ottons eut les mêmes échecs que la Bavière, pour avoir aussi perdu sa Marche de l'Elbe, qui devint le domaine du Hohenzollern : privée de son margraviat, la Saxe ne put jamais reprendre la gloire et le fardeau de l'Empire que, durant un siècle, ses Ottons avaient si noblement portés.

Autour de cette cathédrale gothique, qu'est la majesté impériale, le margraviat et le royaume forain, les domaines mi-étrangers et mi-germaniques sont donc les contreforts indispensables : coupez-les, et la majesté s'écroule, comme les voûtes de nos cathédrales s'écroulaient dès que les fureurs civiles en abattaient les arcs-boutans. « Sans la monarchie prussienne, dit M. de Bülow, il n'y aurait pas d'Empire allemand; avec elle, dans l'avenir, l'Empire restera debout et tombera. » Puisse cet avis ne pas être oublié de nos diplomates quand ils auront à traiter de la paix : si l'Europe veut ne plus rien avoir à craindre de l'Allemagne, il suffit, mais il faut que la Prusse disparaisse.

Et voici un troisième caractère de cet État fondé par la force, et par la force étrangère, de cet Empire margravial : « La rancune contre l'État, dit M. de Bülow, est coutumière en Allemagne ; elle est presque inconnue en Angleterre : une des principales raisons pour lesquelles l'Anglais est si bon citoyen, c'est qu'il peut être dans l'État un aussi libre particulier. » Il n'y a

pas de place dans l'Empire allemand pour de libres particuliers, pour des citoyens : l'Empire ne peut avoir, ne doit avoir que des soldats. La loi civile est, dans le monde, le lien d'autres États; même à l'intérieur de l'Empire, elle est le lien de certains États allemands, en particulier des États du Sud, qu'ont civilisés leurs origines celtes, puis le voisinage séculaire et la domination des peuples latins. Mais c'est la seule discipline militaire qui lie et peut lier les sujets de l'Empereur. L'Empire allemand n'est toujours qu'une armée sur le pied de paix ou sur le pied de guerre; retrempé par la guerre, il est toujours amolli et menacé de dissolution par la paix.

Aussi quand l'Empereur n'est pas en campagne contre les résistances ou les reprises de l'étranger, il doit être en manœuvres contre la rancune ou la désaffection de ses peuples. Toujours en route; jamais en repos; toujours en montres de sa majesté, en revues de ses troupes, ah! ce ne fut jamais un métier tranquille que celui d'Empereur allemand! Toujours chevaucher, toujours parader! à travers monts et vaux, clairières et fourrés du grand bois germanique, errer, courir toute sa vie, chaque matin repartir sous le soleil ou sous la pluie, chaque soir se coucher en un lit d'emprunt!...

Heureuses majestés civiles des pays de droit laïque ou divin! vous pouvez vivre à votre envie devant la foule ou dans la retraite, dans l'éclat de la pourpre ou dans les joies de la famille, derrière les grilles d'un palais ou sous les ombrages de vos parcs! Heureux Bourbons de France qui, dans un rayon de vingt lieues autour de votre Paris, ne voyagiez qu'à petites heures, en lourds et lents carrosses, du Louvre à Saint-Germain, à Versailles, à Fontainebleau! Les coteaux de la Seine étaient votre horizon! Chambord était votre *ultima Thule!*... Heureux Cobourgs d'Angleterre qui, durant tout votre règne, allez rendre une ou deux visites aux différens peuples de votre Empire, mais, d'ordinaire, ne changez de *home* que pour vos aises ou votre plaisir! Vous ne montez en selle que pour vos chasses; vous ne sortez en casque et sabre que pour aller chez vos soldats ou vos confrères en royauté!...

Toujours à cheval, toujours en vedette, l'Empereur allemand n'eut jamais droit au loisir de la solitude, aux aises de l'habit civil. L'Allemagne n'a jamais respecté que deux majestés assises et solitaires : Charlemagne muré dans sa tombe d'Aix-la-

Chapelle, et Barberousse endormi dans sa grotte des monts. Comme deux de ces grands premiers rôles de notre monde gréco-latin, acteurs, chanteurs, parleurs, musiciens, qui faisaient leurs tournées méditerranéennes aux temps des Empires d'Alexandre et de Rome, qui font leurs tournées mondiales aujourd'hui, deux empereurs d'Allemagne, un Charlemagne et un Guillaume II, peuvent n'avoir rien de commun, sinon l'obligation de toujours figurer devant la foule et de ne subsister qu'en tournées de représentation. Sa noblesse native, sa générosité, sa bravoure, son éducation latine, son respect de la loi chrétienne et la saine rudesse de son entourage donnèrent à Charlemagne de vivre son personnage, d'en avoir, avec l'attitude, les qualités et les vertus. Mais il faut, en toute justice, reconnaître que Guillaume II ne fut ni plus comédien, ni plus agité, ni plus phraseur, ni plus vaniteux, ni plus quêteur d'applaudissemens, ni plus craintif des sifflets que la plupart de ses prédécesseurs à cette rampe de l'Empire, où il fut entouré d'une servilité, d'une hypocrisie et d'une corruption toutes byzantines, — c'est le mot du pamphlet fameux *Unser Kaiser und Byzantinismus*. Guillaume II vint après Guillaume Ier, comme Frédéric II de Hohenstaufen après Barberousse : n'ayant pas étonné l'Allemagne par des victoires, il dut l'éblouir par des spectacles, des cortèges, des musiques et des discours militaires, la courtiser et la séduire par des flatteries à tous ses faibles, faire montre de tous les talens, lui apparaître tour à tour en chef d'armée et en chef d'orchestre, en amiral et en prédicant, en tragédien, en exégète, en interprète de textes cunéiformes : l'art, la science, la religion, la politique, la guerre, le passé, le présent, l'avenir, *Babel und Bibel*, rien ne devait échapper au « Surhomme » qui avait à conduire cette « Surallemagne. »

La perpétuelle exhibition de la personne et de la majesté impériales est une nécessité de cet Empire. Dans nos États nationaux, les Lois, les justes Lois apparaissent aux consciences les plus obscures et les plus révoltées comme les régulatrices ou les vengeresses de la vie privée et publique : du jour où Socrate mourant s'inclina devant Elles, plutôt que de leur refuser sa mort, c'est Elles qui règnent sur la Cité, sur les désirs ou les remords des citoyens; à l'école de Rome, Elles durent seulement formuler leurs préceptes en un texte précis et clair, dont le citoyen pût vérifier et discuter l'application...

La Germanie eut toujours l'horreur d'une loi écrite, « exposition logique des vérités démontrées par la raison naturelle, applicable, par conséquent, à tous les peuples, *ratio scripta*, raison écrite (1). » Le Germain n'a jamais accepté que les ordres oraux et individuels, les commandemens du Chef. C'est le Chef, le noble Chef, que le Germain s'engage, du jour où il le reconnaît, à écouter docilement, à servir fidèlement, à suivre militairement; mais il n'est jamais lié à l'État que par son « hommage » au Chef, par son serment personnel, son engagement de bouche et de cœur. En l'an de grâce 1914, l'inscription à l'état civil fait de tout Français un citoyen quelques heures après sa naissance : ce qui fait, à vrai dire, le sujet allemand, c'est le serment militaire qu'il prête à son entrée dans la caserne du Maître. La naissance et la race n'ont rien à voir en cette attribution de l'homme à un service : « Vous êtes Allemands et resterez Allemands avec l'aide de Dieu et de notre sabre germanique, — dit Guillaume II aux recrues de Metz (4 septembre 1893), — *Deutsch sind Sie und werden Sie bleiben, dazu helfe uns Gott und unser deutsches Schwert.* »

Or, on ne suit que ceux que l'on voit; on n'écoute que ceux que l'on entend; loin des yeux, loin du cœur; la fidélité, d'ordinaire, ne s'entretient que par la présence. Les lois écrites tiennent le citoyen, et leurs textes demeurent; mais les paroles s'envolent, et c'est l'homme qui tient son serment ou l'oublie. La fidélité du serment et le respect de la parole sont les vertus les plus nécessaires au maintien de l'Empire allemand; mais on ne peut pas dire qu'elles soient les qualités les plus marquées de l'esprit germanique : ni Bismarck, ni Luther, ces deux incarnations du génie de la race, ne furent aux heures décisives de leurs carrières des miroirs de véracité; rien ne ressemble autant à l'affaire de la dépêche d'Ems que l'affaire du mariage de Hesse. Toute l'histoire d'Allemagne montre que la morale des « chiffons de papier » ne date pas de 1914 : la guerre perpétuelle n'entretient pas seulement le courage et la discipline; elle développe le sens de la ruse, et la fraude semble toujours de jeu contre l'ennemi, *adversus hostem æterna duplicitas.*

Aussi, de par sa fonction, l'Empereur du XXe siècle, comme celui du XIIIe ou du IXe, est-il condamné à une vie de chef

(1) J. Janssen, *L'Allemagne et la Réforme*, I, pp. 450-451.

errant. « Pour amalgamer, comme dit M. de Bülow, l'esprit allemand avec sa monarchie » prussienne, souabe, franconienne, saxonne ou franque, l'Empereur dut toujours intervenir quotidiennement et personnellement dans tous les rapports entre ses Allemagnes et sa majesté : il faut toujours habituer les sujets, par de subites apparitions et des alertes continuelles, à respecter la consigne impériale, à supporter l'unité nationale, à pousser l'offensive allemande. Quand l'Empereur fait son métier et y réussit, les Allemagnes, *perinde ac cadaver*, ne sont plus entre ses mains qu'un instrument inconscient et docile : « Il n'y a que deux choses parfaites au monde, s'écriait un jour un fervent serviteur du Tsar : l'Église catholique et l'armée prussienne. » Mais quand l'Empereur néglige son métier ou rate ses effets, le corps germanique reprend sa figure de monstre sans règle, *irregulare aliquod corpus et monstro simile*, disait S. de Püfendorf au XVIe siècle, et les Allemagnes (la comparaison est encore de lui) ne sont plus qu'une cohue de Grecs marchant contre Troie sous le sceptre impuissant d'un Roi des Rois.

*
* *

Si donc, — pensait M. de Bülow, — si l'Allemagne eût toujours entendu son intérêt et sa grandeur, elle se fût ralliée, corps et âme, esprit et volonté, aux *regna* militaires qui lui imposèrent successivement leur *imperium*. Elle eût toujours obéi au premier signe des monarchies franque, saxonne, franconienne et souabe de l'Ancien Empire. Elle obéirait à tous les ordres de cette monarchie prussienne qui vient de relever le Nouveau. Dans ce nouveau mariage, c'est « l'État prussien qui est l'être viril, l'homme et, comme tout homme méritant ce nom, il présente une foule de contrastes brutaux ; il n'est capable de grands services que si une forte volonté règne en lui. » Voilà encore l'une de ces heureuses formules qu'il faut souligner au passage : au gré de M. de Bülow, un homme ne mérite ce nom que dans la mesure de sa brutalité.

Le malheur est qu'en son ménage actuel avec l'État prussien, comme en ses ménages d'autrefois avec les États souabe, franconien, saxon ou franc, — et comme beaucoup de femmes dans beaucoup de ménages, — l'Allemagne semble ne pas admirer toujours la brutalité : souvent elle consent, parfois elle

aspire à être battue, car son « tempérament inné » l'incline vers la soumission à l'être viril; elle a le sens, l'amour de la discipline. Mais son esprit et son cœur ont de longs jours de rêverie où, regardant par-dessus les Alpes et le Rhin, elle envie, — c'est le grand défaut germanique : *propter invidiam*, disent Tacite et M. de Bülow, — elle envie le sort d'autres ménages. Là-bas, les nations-épouses subissent, sans doute, la loi de l'homme, mais lui imposent aussi la leur. Elles laissent au maître les relations avec le dehors; mais elles règnent à leur foyer, sur leurs enfans, sur leur maison, sur la vie domestique; elles discutent et ordonnent les dépenses, déconseillent les entreprises et les amitiés dangereuses, empêchent les coups de bourse et les coups de tête, calment les désirs de bataille ou de vaine gloire, orientent les efforts de la communauté vers la paix et le bonheur, — la paix, que l'être viril et ses contrastes brutaux mettent trop souvent en risque ou en oubli.

« C'est à l'Ouest et au Sud de l'Allemagne, dit M. de Bülow, qu'a été formé l'esprit allemand ; c'est en Prusse qu'a été formé l'État allemand. » C'est toujours, en effet, du Sud et de l'Ouest, par-dessus les Alpes et le Rhin, que depuis deux mille ans sont venues les idées, les préférences et les modes qui, acclimatées en terres germaniques, adaptées au tempérament héréditaire, ont conquis le cœur de l'éternelle Allemagne et, de siècle en siècle, façonné le génie allemand. C'est de Rome et de Gaule autrefois, d'Italie, de France, des Flandres, de Hollande et d'Angleterre ensuite, que passèrent en terres germaniques les croyances, les sciences, les arts et les lois.

Ratisbonne, Augsbourg et Nüremberg jadis, Munich aujourd'hui : grandes portes de cette influence du Midi qui fit de l'Allemagne du Sud une province romaine d'abord, une sujette de Rome, puis une élève des universités, des ateliers et des musées italiens, une cliente de Milan, de Florence et de Venise... Cologne et Mayence autrefois, Francfort et Strasbourg ensuite : grands ponts ou gués de l'influence occidentale. Ils amenèrent d'abord le christianisme, la morale de sa foi, la discipline de son Église, l'architecture de ses cathédrales et l'agriculture de ses abbayes; ils importèrent ensuite les arts de la parole et de l'écriture, la poésie du Moyen Age et la littérature des derniers siècles, le latin de Charlemagne et le français de Louis XIV, les gestes, chansons et contes des XIIIe, XIVe et

xve siècles, les tragédies, petits vers et romans des xviie, xviiie et xixe; c'est par là que toujours entrèrent en Allemagne les conceptions politiques et les usages administratifs de la France, le *Regnum* et *Imperium* carolingien, « le Prince et les Bureaux » capétiens, « la Nation et la Liberté » révolutionnaires. Tous les fondateurs d'empire allemand eurent donc à concilier leur monarchie margraviale, leur absolutisme militaire, avec cet esprit que l'Allemagne empruntait toujours aux gens d'outre-Rhin. Quand M. de Bülow constate qu'après trois empereurs Hohenzollern et cinquante années du nouvel Empire, le problème capital est encore aujourd'hui de réconcilier l'esprit allemand avec la monarchie prussienne, il ne fait qu'énoncer une de ces vérités éternelles qui, à toutes les époques, dominèrent la vie des Empires germaniques.

Devenu empereur par les soldats et par les armes qu'il tirait de l'étranger, toujours le monarque-margrave sentit la double nécessité de donner une façade civile à l'Allemagne, qui la désirait, et d'emprunter cette façade aux seuls fabricans de cités et de civilité, aux nations latines. Ce fut vers la France ou vers l'Italie que toujours il regarda, lui aussi, pour copier l'État à la dernière mode. Mais toutes ces copies ne firent jamais que décevoir et l'envie de l'Allemagne et les besoins de l'Empereur.

L'Allemagne de 1848 était envieuse d'unité française et de libertés anglaises; elle désirait une unité nationale, fondée sur les libertés parlementaires : « La démocratie patriotique de 1840 à 1850, dit M. de Bülow, rêvait une unification de l'Allemagne qui supprimât l'indépendance des États de la Confédération et fît reposer la force de l'union dans un Parlement d'Empire. » Les généraux du Hohenzollern ne lui avaient pas encore ouvert le chemin de l'Empire et son délégué à la Diète commune, Bismarck, semblait promettre à l'Allemagne une union toute moderne, et non plus une Confédération gothique, un Empire à la Napoléon, et non plus celui de Charlemagne, bref un État où, la place d'honneur étant réservée à une monarchie commune, on saurait accueillir dignement la nation et ses élus.

Après les victoires de la Prusse, que devient cet Empire national-libéral? L'Allemagne avait rêvé d'une maison familiale qui abritât enfin toute la nation germanique, fraternellement conviée : dans le nouvel Empire, c'est une partie seule-

ment des peuples allemands que l'on admet; l'autre demeure exclue, sous le sceptre du Habsbourg dissident. Mais on fait une chaîne de peuples protestataires que l'on y adjoint de force et que l'on rive au trône du maître. Le résultat final n'est pas l'un de ces bons ménages parlementaires, où la Nation et l'État, l'Assemblée et le Monarque, jouissant de droits inégaux et de pouvoirs tout différens, se partagent néanmoins la direction et la responsabilité des affaires publiques. Ce n'est toujours que ménage de soudard, où l'être viril pense mériter son nom par la brutalité de ses contrastes et par la raideur de ses commandemens. C'est même l'un de ces ménages à trois, à dix, à trente, où la nation doit se donner tour à tour à plusieurs maîtres, subir la loi d'un empereur et de vingt-six rois, princes et souverains.

M. de Bülow est plein d'admiration pour cette œuvre de Bismarck : « La création bismarckienne de l'Empire a été magistrale, parce qu'elle créa un ensemble solide, sans détruire l'originalité et l'indépendance des différens États et parce que, tout en conservant les différentes monarchies dans le Nouvel Empire, elle fit de la Prusse l'État directeur, non seulement de nom, mais aussi de fait... Le Prussien Bismarck savait qu'en Allemagne on ne fonde et on ne conserve une forte vie gouvernementale que sous la forme monarchique et que l'Empire allemand, situé au centre de l'Europe, insuffisamment protégé par la nature sur ses vastes frontières, doit être et rester un État militaire. » Je doute que les historiens du XXVe siècle ratifient ces éloges de M. de Bülow.

Quand Bismarck, le génial ouvrier du Nouvel Empire, se mit à l'établi et commença de modeler le vase qui devait contenir enfin tous les espoirs, tous les désirs de la glorieuse, vertueuse, savante et philosophique Allemagne, ce fut comme en la fable du vieux potier romain : la Fortune lui prêtait sa roue ; les peuples, penchés sur lui, se demandaient quelle amphore noble et pure allait monter et sortir de ses mains; la roue s'arrêta; les mains s'ouvrirent : ce n'était toujours que la cruche germanique, l'éternelle « marmite » allemande, le vase de haine et d'explosifs à jeter sur la tête des voisins.

Tous les modeleurs d'Empire eurent, en terres germaniques, la destinée de Bismarck. De tous, l'Allemagne et le monde attendaient quelque belle amphore gréco-romaine, qu'eux-

mêmes semblaient méditer et désirer. Mais, toujours plus forts que la volonté de l'homme, il semble que les caprices de la roue et les résistances de la matière renouvelaient toujours la déception. Avant la Nation et la Liberté du XIXe siècle, d'autres Bismarck s'étaient mis en tête de copier, sur modèle franco-italien, le Prince et les Bureaux des Temps modernes et, auparavant encore, sur modèle gallo-franc, le *Regnum* et *Imperium* du Moyen Age : de ces deux formes politiques, aucune ne rendit à l'Allemagne les services qu'outre-monts et outre-Rhin, on en avait tirés ; principes d'union et de paix civile en termes latins, toutes deux ne devinrent en Allemagne que sources de discordes et de guerres.

C'est dans la Gaule romaine et chrétienne, par l'heureux mariage du Droit et de l'Écriture, qu'était né ce *regnum* des Francs, qui confiait au *rex*, au nouveau chef des nations germano-latines, tous les pouvoirs de la *res publica* romaine et lui assurait tout le dévouement de l'Église chrétienne. Le roi devenait le magistrat unique de la *res publica* pour la gérance des intérêts civils et militaires, et l'avoué suprême de l'Église pour la défense des intérêts spirituels et sociaux : ce qui caractérisa désormais le roi, ce fut le devoir de paître son troupeau de sujets, non en loup ravisseur, ni avec le bâton du brigand, mais en père de famille chrétien, avec la houlette du bon pasteur; ce qui caractérisa la royauté, ce fut l'onction divine, accordée moins à un homme qu'à une race, et ce fut, par suite, l'hérédité du *regnum* au profit de la famille élue de Dieu.

Dans tout l'Occident, durant quatorze siècles, depuis Clovis jusqu'à la Révolution française et même jusqu'à nous, la royauté remplit sa fonction nationale dans la mesure de son hérédité, et c'est la race royale, où l'hérédité était le plus étroitement fixée par la loi salique, c'est la race de France qui fut du plus grand service pour l'unité et la continuité de la nation, pour la disparition des guerres privées et la diminution des guerres civiles... En terres germaniques, le *regnum* des Francs demeura quelque temps une « dignité héréditaire, » *dignitas hereditaria*, que les titulaires entendaient transmettre à leur fils comme un bénéfice de droit divin, conféré à leur race par Dieu lui-même, *regnum hereditario jure nobis collatum*. Mais la Germanie ne veut jamais « détruire l'originalité et l'indépendance de ses différentes » peuplades : bientôt, chacune

d'elles revendiqua pour son chef la royauté commune et entendit que le *regnum* devint électif à son profit. Prétentions inconciliables... On en arriva néanmoins à ce que le roi de Germanie fût élu, et c'est l'élection par la foule ou par les princes qui lui permit d'accéder « au royaume paternel suivant le droit héréditaire, » *jure hereditario paternis eligitur succedere regnis*, dit, en une formule incompréhensible à nos cerveaux latins, l'un de ces Germains qui ont toujours excellé à concilier les contradictoires.

Aussi le résultat du *regnum* pour la Germanie, c'est quatorze siècles de guerres intestines, non seulement de guerres civiles entre les peuples ou les maisons, qui se disputent l'élection à la commune royauté, mais encore de guerres familiales, de guerres parricides entre les membres de la famille royale, frères contre frères, père contre fils, qui se disputent le commun héritage. La guerre parricide surtout, qui est la très rare exception dans la lignée des rois de France, devient la règle dans toutes les dynasties du royaume germanique : des fils de Louis Ier le Carolingien aux fils d'Henri IV le Franconien, au fils de Frédéric II le Souabe, au neveu d'Albert l'Autrichien, l'histoire de l'Ancien Empire en est tissue, et, trente ans après la fondation du Nouveau, même après l'installation de l'hérédité la plus fixe, un Guillaume II de Hohenzollern, se jetant sur la couronne par-dessus le corps de sa mère et voulant arracher une abdication à son père moribond, rentre dans la tradition germanique, qu'ont à peine adoucie dix siècles de *Kultur*, et qu'aujourd'hui son fils est tout disposé, nous dit-on, à reprendre contre lui.

Comparez de même les résultats de l'*imperium* à l'intérieur et en dehors des frontières allemandes. C'est de Rome que les Carolingiens le reçurent. Trois cent vingt-quatre ans (476-800) après que les Barbares avaient supprimé l'Empereur d'Occident, la *res publica* chrétienne conservait à Rome sa capitale occidentale et son chef spirituel, le Pape. Mais disloquée par les Invasions en de multiples *regna* germano-latins, la chrétienté, qui s'était donné en chacun des rois un avoué de ses intérêts locaux, n'avait plus pour défenseur de ses intérêts généraux que son Souverain Pontife. Or, après deux ou trois siècles de luttes inégales, le Pape se sentait impuissant à écarter de la Cité chrétienne les assauts de l'Islam, à maintenir la morale et la discipline chrétiennes contre les corruptions de la barbarie, à sauve-

garder l'indépendance et les domaines de l'Église contre les empiétemens des royautés.

En l'an 800, la Papauté restaurait donc l'Empire au profit de Charlemagne pour le service de la *res publica* chétienne : le chef unique des *regna* de Gaule, d'Italie et de Germanie devenait le chef suprême de la chrétienté d'Occident. Cette union du *Regnum* et de l'*Imperium* établissait un dangereux cumul de besognes contradictoires : l'Empereur et Roi aurait à servir ensemble les intérêts d'une ou de plusieurs nations et ceux de toute la chrétienté, à mener les soldats et à gérer les consciences, à protéger et à diriger les clercs : toutes les monarchies, issues de l'empire carolingien, mirent de longs siècles à résoudre ce triple problème des relations que l'*Imperium* établissait entre eux et l'Église. Mais, outre-Rhin et outre-monts, l'esprit politique des Latins surmonta toutes les difficultés, et la France, après quelques tiraillemens, trouva la solution la plus élégante en cette « royauté impériale, » comme disaient ses légistes, qui, sans avoir le titre de l'*Imperium*, sut en acquérir tous les bénéfices et en accomplir tous les devoirs. Chef de la Croisade, fils de saint Louis et « évêque extérieur » en son royaume, le Capétien, fidèle serviteur de la nation française, apparut néanmoins à toute la chrétienté d'Occident comme le défenseur de la foi, de la morale et de l'Église chrétiennes, et rien ne servit les intérêts de la nation et ceux de la dynastie tout ensemble, — et ceux de l'humanité par surcroît, — autant que le rôle très chrétien de notre royauté.

En terres germaniques, l'*Imperium* devint un fléau pour la nation, pour les dynasties et pour la chrétienté : ni la Croisade, ni la morale chrétienne, ni la hiérarchie ecclésiastique ne rendirent à l'Allemagne les mêmes services politiques qu'à la France.

La Croisade allemande ne fut presque jamais le fait de l'Empereur. Elle n'en fut pas moins active, surtout contre les païens du Nord et de l'Est. Mais, loin de servir le pouvoir de la monarchie, elle eut pour premier résultat d'augmenter sans arrêt cette puissance des margraves, sous laquelle tombèrent l'une après l'autre les dynasties d'empereurs, au grand dommage de l'unité et de la continuité nationales. En outre, la Croisade contre les Musulmans mettait la chrétienté d'outre-monts et d'outre-Rhin en contact avec les deux civilisations

arabe et byzantine : les arts et les sciences de l'Italie et de la France y gagnaient chaque fois. La Croisade contre les païens ne ramena au sein du germanisme que tribus sauvages et mœurs barbares ; elle n'entretint chez le Germain qu'appétits de conquête. Après d'inutiles, mais généreux exploits, la chevalerie latine revint plus chevaleresque de Terre-Sainte ; la chevalerie teutonique est restée jusqu'à nos jours dans ses acquisitions de l'Est, comme une milice énergique, mais hautaine, avide et détestée ; de l'Elbe au Niémen et jusqu'à la Duna, elle est toujours la semeuse de haines entre les nations, la servante et la bénéficiaire du militarisme prussien pour l'exploitation des autres races.

Quant à la morale chrétienne et à la hiérarchie ecclésiastique, elles devinrent tout d'abord un excellent outil de *Kultur* et d'organisation impériales. Durant les deux premiers siècles et sous les deux premières dynasties de l'Ancien Empire (800-1024), elles eurent comme le monopole dans la formation d'une conscience et d'une autorité germaniques. Mais, par-là même, elles privèrent l'Allemagne d'une nation véritable, en privant ses peuples de ce « sens de l'État » que la Rome païenne avait transmis à tous ses disciples. En Allemagne, toutes les théories et toutes les applications du droit impérial devinrent d'Église, et non d'État ; l'Allemand devint un bon chrétien peut-être, mais non pas le citoyen, l'animal politique qu'avait façonné le paganisme. Les germanisans ont raison d'opposer au droit laïque des Romains le droit chrétien de Germanie : le droit pour les Latins émane de l'État et de la volonté du peuple ; il est toujours considéré par les Germains comme une manifestation de la volonté divine. Onze siècles après Charlemagne, M. de Bülow trouve encore dans ce manque de sens politique l'une des pires faiblesses de tout Empire allemand.

En outre, si l'Église fut domestiquée, exploitée, violentée et corrompue par la barbarie de l'Empire durant ces deux premiers siècles de servage, elle prit sa revanche durant les deux siècles suivans, contre les deux dynasties franconienne et souabe (1024-1250) : au nom de la morale chrétienne, elle leur fit la Querelle des Investitures, puis, au nom des libertés ecclésiastiques, le procès de la Monarchie universelle ; la dynastie des Franconiens fut victime de la première ; la dynastie des Hohenstaufen succomba sous le second. Au bout du compte,

l'Église triompha doublement de l'Empire, et ce fut le Grand Interrègne. Mais ces deux cents années de guerres religieuses (1024-1250) se continuèrent en trois siècles de luttes cléricales pour aboutir à la destruction de la *res publica* chrétienne, à la scission allemande de Luther, à la Réforme (1250-1525).

Comme fruit du *Regnum* germanique, l'Allemagne avait eu la guerre civile et familiale ; comme fruit de l'*Imperium*, on eût la guerre religieuse et étrangère. Une Royauté déconsidérée, dépouillée de ses droits, pouvoirs et revenus par tout ce qui possédait et maniait une arme, — un Empire dépecé en une multitude de souverainetés quasi absolues, quasi indépendantes, — une Église à moitié dissoute déjà par l'instinct particulariste de cette éternelle Allemagne : voilà ce qu'en terres germaniques l'œuvre de Charlemagne donnait entre les mains du dernier des grands Empereurs et Rois, Frédéric II de Hohenstaufen (1218-1250), à l'heure même où elle donnait en terres françaises la royauté impériale, nationale et chrétienne de saint Louis (1226-1270).

Mais c'est alors que, des universités d'Italie et de France, le légiste, apportant les nouvelles conceptions qu'il empruntait au droit laïque des Romains, fournit à tous les États modernes leur double fondement du Prince et des Bureaux. On connaît les services que le légiste rendit à la France, à la grandeur de sa dynastie, à l'unité de sa nation : du fils de saint Louis, Philippe le Bel, à son dernier « petit-fils, » Louis XVI, le légiste fit de la royauté française la plus absolue et la plus nationale tout ensemble, de la France le plus moderne des royaumes, et de la nation française, la moins mécontente et la plus fière de son destin. Mais, en terres germaniques, chaque peuple, chaque canton, chaque seigneurie voulant avoir son Prince et ses Bureaux, l'Empire unitaire dut céder la place à une anarchie de principautés toujours rivales, toujours armées pour le combat entre voisins, toujours prêtes à l'alliance avec l'étranger, parfois confédérées de nom, rarement alliées de cœur, — et ce fut pour l'Allemagne entière les six siècles de guerres princières, au-dessus desquelles planait l'arbitrage impuissant de la dynastie autrichienne, dans lesquelles intervenaient tour à tour toutes les armées de l'étranger.

De 1250 à 1815, il serait plus facile de compter les années où l'Allemagne ne fut pas envahie, ravagée, où l'Allemand

récolta le grain qu'il avait semé, mangea son pain, vécut sa vie, que celles où il enfourna pour l'envahisseur ou le garnisaire. Il y avait alors une souveraineté impériale et une intégrité germanique comme il pouvait exister, hier encore, une intégrité marocaine et une souveraineté chérifienne : comme le Maroc d'hier, l'Allemagne d'alors, faute d'être une nation, n'était qu'un champ de bataille où l'autonomie des « caïds » et le « droit de voisinage » mettaient aux prises toutes les ambitions du dedans et du dehors.

La guerre, toujours la guerre, rien que la guerre, fut le fruit allemand de tous les régimes que l'Allemagne acclimatait du dehors et qui produisaient au dehors autre chose que la guerre! Guerre civile, guerre familiale, guerre religieuse, guerre princière, guerre étrangère : entre les formes différentes de la bataille humaine, ces différens régimes ne laissaient à l'Allemagne que le choix ou le cumul. Du Carolingien au Hohenzollern, l'Ancien Empire (800-1250) et le Grand Interrègne (1250-1870) donnaient à la Germanie et à l'Europe dix ou onze siècles de violences. En 1913, après quarante années de paix armée, M. de Bülow prédisait que le Nouvel Empire leur donnerait une nouvelle explosion de cette « politique résolument nationale. » En 1914, le petit-fils de Guillaume le Grand ajoutait à la longue liste des formes de guerre allemandes un nouveau spécimen : la guerre mondiale. L'Empire romain avait trouvé sa devise dernière dans l'*Unanimitas pacis romanæ*, dans l'Unanimité de la paix romaine. Il semble qu'aujourd'hui l'Empire germanique, après onze siècles de grandeur, de décadence et de renouveau, ait enfin découvert la sienne : *Unanimitas belli humani*, l'Unanimité de la guerre humaine.

VICTOR BÉRARD.

LES
DERNIERS JOURS DE LA PAIX
EN THURINGE

Le 27 juin 1914, une cure dans une clinique ophtalmique m'avait appelé dans le petit duché de Saxe-Meiningen, à Liebenstein-les-Bains. A la veille des formidables événemens qui allaient foncer sur l'Europe, l'Allemagne goûtait pour la dernière fois les bienfaits d'une paix trompeuse ; la quiétude la plus parfaite régnait dans les esprits, et l'indifférence du peuple pour la politique extérieure accentuait cette impression. Francfort, que j'avais traversé la veille, se plongeait déjà dans la somnolence estivale. Autour de l'Hôtel de Ville, fleuri de géraniums jusqu'au faîtage des tours, un quartier nouveau sortait de terre, vastes palais des grandes cités marchandes d'autrefois, aux murs solides, et qui devaient inspirer la foi en une ère éternelle de paix. La société riche avait déjà fui ses somptueuses demeures pour se disperser dans les villégiatures et aux stations balnéaires. A Wiesbaden et Nauheim, on attendait la clientèle cosmopolite, qui devait y trouver cette année un luxe et un confort de plus en plus grands.

L'extraordinaire prospérité de ces centres de plaisir était un défi à la vraisemblance. D'une année à l'autre, les villes se transformaient au point de devenir méconnaissables ; d'autres se créaient sous le coup d'une frénétique activité dans des formes toujours plus opulentes. Du Nord au Sud, la Prusse avait fait son œuvre : elle avait profané la vieille philosophie de Hegel et prostitué l'antique idéalisme germanique à son

culte vulgaire pour la force et sa basse ambition de domination matérielle. L'or semblait un fleuve corrupteur qui, sur le pays entier, depuis Hambourg jusqu'à Münich, déversait ses flots intarissables, et un tel état de choses était bien fait pour surprendre et même pour effrayer.

Il n'en était pas de même de cette petite ville de Thuringe, bien que quelques mois eussent suffi pour faire d'un minable petit bourg un lieu où la société la plus difficile du monde trouvait de quoi satisfaire ses moindres caprices. J'y arrivai un soir devant le péristyle d'un palais grec, le palais Weimar, où un oculiste avait installé une partie de sa clinique. Entre de grands vases de pierre débordant de fleurs, une clientèle d'élite, presque uniquement composée d'étrangers, montait et descendait entre les vastes colonnes doriques, où les *nurses* anglaises, habillées de blanc, accueillaient les arrivans avec de délicieux sourires. Chacun se félicitait de l'état précaire de sa santé dans un asile aussi raffiné et on se souhaitait de longs atermoiemens à la guérison définitive.

En face, sur le flanc d'une montagne couronnée d'une ruine féodale, un château ducal, transformé en Palace Hotel, abritait des hôtes de marque. Les premières maisons de Paris avaient rivalisé de goût dans l'installation des appartemens, et, sous les arbres géans du parc, la coupole de cuivre du belvédère brillait au soleil couchant de son bel éclat roux. On n'avait rien oublié; un officier de bouche, d'une haute réputation française, commandait, la baguette d'ivoire à la main, à une trentaine de marmitons, et de rapides automobiles, de beaux attelages de chevaux russes portaient les amateurs de nature, le long des moulins clapotans, jusqu'aux ténèbres des forêts peuplées de cerfs.

Jamais la vie n'avait semblé plus aisée à cette humanité souffrante. Parfois, à l'arrivée d'un étranger de distinction, la musique de la Société des Bains se portait au-devant de lui : on jouait des aubades sous ses fenêtres, des airs toujours choisis à propos, qui pouvaient charmer ses sens et émouvoir son patriotisme. Les patiens gravissaient les degrés des petits temples curatifs à l'aide de sveltes *nurses*, nouvelles Antigones immaculées de blancheur qui, dans le trajet de l'hôtel, à travers les pelouses anglaises, distrayaient les hôtes égayés. Dans cette promiscuité, la société se connut bien vite sur le terrain d'une parfaite courtoisie. L'élément allemand en était banni avec

adresse et les présentations entre compatriotes se faisaient, dès le premier jour, sous la lumière ambrée d'une coupole où, sans trop d'impatieuce, on attendait le praticien. Chacun y trouvait le livre de son choix, le journal de son pays, l'agréable partenaire pour la conversation. Les Français, les Russes, les Anglais auraient eu mauvaise grâce à ne pas avouer l'impression de bien-être dont ils jouissaient dans une complète sécurité. Des soldats, on n'en voyait point; à peine quelques gardes forestiers confondus avec le vert des prairies, quelques gendarmes qui saluaient les étrangers comme s'ils eussent été autant de colonels.

Installé dans un appartement de ce château-hôtel, à côté d'un aimable voisin qui fut d'abord Jacques-Émile B..., puis, après son départ, le comte de B...-L..., naguère gouverneur d'Anvers, mes fenêtres dominaient ces frondaisons centenaires, ce carrefour de temples blancs, de colonnades et de portiques sortis de terre en si peu de mois. Certes, ce n'était plus la vieille Allemagne de l'*Almanach des Muses*, mais dans le cadre des forêts de Thuringe, si près des souvenirs de Schiller et de Gœthe, l'Allemand nouveau jeu semblait avoir haussé le culte de ses traditions à cet état d'âme du riche émigrant, retour d'Amérique, pour qui son village natal, embelli par sa munificence comme un jouet de jour de l'An, devient l'utile témoin de son ascension vers la richesse.

Le jour de mon arrivée, le glas de toutes les cloches célébrait les funérailles du vieux duc souverain, prince octogénaire, en suspicion auprès des Cours à cause d'un mariage morganatique avec une artiste de son fameux théâtre. Aux vitrines, on apercevait les portraits, voilés de crêpe, de ce couple tendrement uni, et les étrangers s'étonnaient de voir cette « Pompadour » sous les aspects d'une vieille dame infiniment respectable qui avait fêté ses noces d'or dans la dignité d'une honnête bourgeoise fort aimée de ses sujets. Pendant quelques jours, un silence attristé régna. Jusqu'aux limites extrêmes du duché, des affiches, encadrées de deuil, étaient clouées contre les arbres des routes, annonçant la nouvelle de cette mort aux plus lointaines solitudes. Des hommes noirs et solennels circulaient; le théâtre était fermé; mais lorsque le deuil public eut donné à la maison régnante les gages protocolaires de son loyalisme, la vie reprit; la chapelle ducale, les orchestres de la

ville, inaugurèrent de nouveau leurs concerts dans les allées du parc. Le pays avait eu pourtant une déception : c'est en vain qu'on avait attendu l'empereur Guillaume qui, de sa présence, devait rehausser la cérémonie funèbre. Il s'était décommandé pour raison de santé. On avait alors espéré le Kronprinz, avec moins d'impatience toutefois, car la popularité de ce prince n'avait fait, dans ces petits duchés, aucun progrès sensible depuis sa naissance.

Enfin, le Kronprinz s'étant fait excuser, à son tour, avec la nonchalante impertinence de son âge et de son caractère, le moins important et, au dire des personnes renseignées, le plus sympathique des fils de l'Empereur, le prince Adalbert, s'était finalement dévoué à représenter la maison de Prusse. La Cour de Berlin boudait ainsi, même devant la mort, au mariage morganatique du défunt, et Guillaume II protestait peut-être en même temps, comme chef de l'Empire germanique, contre l'attitude réservée de ce duc qui, seul de ses pairs, avait, en 1870, refusé de prendre une part active à la guerre contre la France. Pendant le couronnement du roi de Prusse, à Versailles, cet esprit indépendant avait, dans son théâtre de Meiningen, donné un drame qui consacrait l'héroïsme français : *La Vierge d'Orléans*, de Schiller, sans doute afin de protester, à sa manière, contre l'invasion de la France et la création d'un Empire qu'il s'obstinait à n'approuver point et qui avait diminué son prestige.

Le lendemain des funérailles célébrées pour le dernier représentant de l'Allemagne particulariste, le Choral de Luther continua à réveiller de ses graves accens l'hôtel somnolent; puis, reprenant sans transition une allure plus profane, l'orchestre versa, avec des prodiges de souplesse, dans des airs de danse, sans oublier d'y mêler les hymnes des pays étrangers dont les représentans dormaient encore sous le beau toit de cuivre. L'hymne russe arrivait ainsi aux oreilles du grand-duc Constantin, la « Marseillaise » à celles des Français, qui n'y prêtaient, je crois, qu'une attention distraite.

Le comte Dr W..., le même jour, me persuada sans peine qu'il me serait agréable de faire la connaissance d'une grande dame russe, la comtesse R..., femme d'une haute distinction d'esprit qui, dans l'hôtel même, avait installé ses appartemens privés. Lorsque je pénétrai dans son salon, que précédait une

immense terrasse en encorbellement, il me sembla être dans quelque palais de Saint-Pétersbourg, — c'est ainsi qu'on appelait alors Pétrograd, — où mille objets trahissaient l'intime union spirituelle entre la France et la Russie. Sur les tables traînaient des Revues françaises, les images familières de notre Paris, et lorsque la conversation s'engagea, j'eus proprement l'illusion d'un salon du faubourg Saint-Germain. Mlle de K..., la plus jeune demoiselle d'honneur des Impératrices de Russie, animait de sa grâce slave et de sa juvénile spontanéité ce coin de tranquille Germanie.

Tout aurait été ainsi au mieux si, certain matin, à l'aube, nous n'avions pas été réveillés par le son strident des fifres et le son sourd des tambours. En écartant les rideaux de nos chambres, nous pouvions alors constater que, derrière ces chaumieres couvertes de vigne vierge, ces pacifiques chalets suisses, si coquettement enfouis sous les fleurs, étaient des âmes précocement belliqueuses. En effet, d'interminables cortèges d'enfans harnachés en guerre, des garçons, des fillettes, partaient dans le brouillard du matin, drapeaux déployés, pour faire de longues marches dans les montagnes. Encore qu'on sentît là des jeux d'enfans, une volonté supérieure guidait ces énergies en formation vers une seule idée qui, alors, nous semblait être celle de la défense du sol plutôt que d'une conquête. Une résolution obstinée de garder la propriété acquise inspirait les plus jeunes, et le maître d'école entraînait ce petit monde dans ce rythme passionné. Leur nombre nous stupéfiait. Comment un petit pays pouvait-il avoir engendré tant d'enfans? Déjà, ils constituaient une petite armée d'une discipline rigoureuse, propre et alerte, mais sans rappeler, en rien, les joyeuses bandes que le crayon de Ludwig Richter avait immortalisées dans la vieille Allemagne de 1840. Un souffle nouveau avait passé sur cette jeunesse inquiétante et redoutable. Parfois, aussi, des sociétés de tir prenaient la même route au bas des pelouses et défilaient, rigides et déterminées, sous les aimables petits temples où les baigneurs encore rares venaient chercher leur verre d'eau matinal.

Un jour, sous la colonnade dorique, le comte W... m'apprit le double assassinat du Prince héritier d'Autriche et de sa femme. La duchesse régnante, sœur de l'empereur d'Allemagne, avait, pour ce jour-là, annoncé sa visite à Liebenstein : c'était la

première depuis son deuil et on aménageait un chalet suisse où elle devait prendre le thé, avec quelques invités, à l'abri de la curiosité du public. Je la connaissais de longue date, depuis le légendaire salon de Mme Henri Germain, à Cimiez, où, parmi tant de personnalités notoires de la diplomatie, des lettres et des arts, elle avait été reçue par cette grande bourgeoise du XIXe siècle, dont l'hospitalité s'était toujours montrée si largement éclectique.

Jacques-Émile B..., mon voisin de chambre, fut convié avec moi à cette réception. Le couple princier, dans le rigoureux incognito de son deuil, arriva bientôt. Grâce aux galons de la livrée voilée de crêpe, la voiture passa inaperçue, mais des laquais apportaient cérémonieusement de l'hôtel proche, à travers les avenues, des tables toutes servies qui attiraient les regards d'un public clairsemé. La duchesse se mit à commenter le drame de Serajevo, et, de cet entretien, il résultait pour nous la certitude que la disparition tragique du couple archiducal n'avait nullement entraîné la famille impériale allemande, — et, en particulier, l'Empereur lui-même, — dans des appréhensions pour l'avenir. Au contraire, malgré les terribles circonstances de l'événement, il convenait d'y voir, sinon la suppression, tout au moins l'éloignement d'un danger immédiat de guerre. Les dispositions belliqueuses et les projets audacieux de François-Ferdinand avaient, paraît-il, souvent inquiété le Cabinet de Berlin. Pendant les dernières années, l'influence personnelle de l'empereur Guillaume avait eu parfois beaucoup de peine à calmer des ardeurs qu'on jugeait inconsidérées, ou prématurées. Telle fut l'impression très nettement affirmée par la princesse, avec le ton bref et décidé de sa manière, et, pour surprenantes que ces révélations pouvaient être, elles nous rassuraient par la valeur d'un témoignage que personne n'eût songé à contester. On était si loin de rattacher à ce drame des pronostics alarmans, que, les jours suivans, dans nos promenades à travers la Thuringe, nous ne pensâmes plus guère aux nuages qui montaient à l'horizon européen, et la société, alliée et amie, se bornait à déplorer l'état troublé de la France et de l'Angleterre en face de ce grand monstre armé. D'ailleurs, le pays donnait à chacun les gages les plus évidens de la paix. A la petite ville d'eaux, ce n'étaient que projets d'agrandissemens et de fêtes.

Par ailleurs, les forêts étaient sonores de bandes de musiciens. Toute une jeunesse, lâchée en pleine liberté, s'en allait, sac au dos, à travers la montagne. On les voyait par groupes nombreux sillonner le pays, des mandolines et des guitares attachées sur l'épaule avec des flots de rubans multicolores : jeunes gens, jeunes filles et femmes nu-tête, le teint bronzé par le soleil, cheminaient dans l'accoutrement nonchalant et souvent hirsute de vagabonds lettrés. Étudians, fonctionnaires, petits bourgeois, marchaient ainsi sur les routes couvertes de poussière, buvant aux sources dans le creux de leurs mains et couchant sur les gazons moussus des grandes forêts, dans un appareil de bohémiens campés, avec la liberté retrouvée de l'état de nature.

Ce n'était point, là, cet amour unique et comme affamé de la nature, qui, jadis, avait été le propre des pays germaniques et qui, au temps de ses grands poètes, avait ennobli leur lyrisme et régénéré leur âme maladive. C'était, chaque année davantage, un cabotinage de rudesse, de force physique, qui n'accepte plus aucun compromis avec une règle quelconque. Dans les vitrines des photographes, on pouvait voir des jeunes filles de la bourgeoisie allant à la leçon de natation sous la conduite d'un sergent, dans une tenue qui choquait à la fois le bon goût et la bienséance. Qu'était donc devenue la vieille pudeur allemande sous ce nouveau régime de caporalisme, dont le moins qu'on en peut dire est qu'il est dénué de toute grâce ? Cet abandon, chez les femmes, de la plus élémentaire tenue, était pour étonner grandement les étrangers, lorsqu'ils découvraient, par surcroît, que telle Ève rencontrée au fond d'une forêt, les cheveux décolorés par le soleil, le visage tiré par la fatigue, le corps déformé par le port d'un sac contenant moins que l'indispensable, était l'épouse ou la fille d'un professeur d'Université. Mais c'est à quoi il faut s'habituer, car ce sont les mœurs nouvelles. On peut juger une génération d'après le caractère de ses plaisirs.

Ainsi, on avait, dans un coin pittoresque de la colline, édifié, avec ingéniosité, un théâtre de la Nature. On y jouait *Guillaume Tell*, avec une troupe de Weimar. Le long de ce rocher, une figuration nombreuse avec des chevaux, des chèvres, des chiens de berger, donnait une illusion saisissante aux spectateurs par la seule action de ces tempéramens en liberté qui criaient, couraient, se comportaient tout comme pouvaient le faire les popu-

lations de ces rudes légendes helvétiques. Mais dès que les rôles exigeaient un peu de mesure et de tact scénique, on ne trouvait que l'emphase et le ridicule, une entière méconnaissance de l'art et de la graduation. Un autre soir, on avait fait venir, à grands frais, une prima donna de Dresde, qui devait, avec un programme de chansons, divertir l'hôtel. Elle apparut dans le grand hall, sortant de l'ascenseur, costumée avec une grâce vieillotte de joueuse de guitare du temps des Philistins. La tête couronnée de petites roses, comme les danseuses aux longues jupes pudiques des ballets de Meyerbeer, elle chanta des airs gais de Alt-Wien, puis des chansons de marche des armées de Blücher, lorsque, s'arrêtant un instant dans une gêne visible et comme si elle avait voulu implorer un pardon, elle fit un petit discours aux assistans pour leur demander la permission de débiter, cette fois, une ballade triste de la vieille Allemagne. Les dames étrangères se montrèrent ravies, mais d'un coin de la salle accaparé par quelques-uns de ces riches industriels allemands qui déshonoraient la Côte d'Azur, des protestations partirent. On autorisa pourtant la chanteuse à rappeler ces accens d'autrefois, où l'humble et poétique âme d'un peuple sympathique et pauvre exhalait sa plainte nostalgique. Mais lorsqu'elle voulut chanter une autre complainte, les parvenus s'indignèrent et réclamèrent des airs polissons des music halls de Berlin. Assez de mélancolie, assez de ritournelles! Reniant leurs pères, ils étaient honteux de ce passé, et les nouvelles couches n'avaient plus assez de mépris pour ces rengaines sentimentales. Ce fait, constaté d'ailleurs un peu partout, est un grave symptôme. Il dénonce l'esprit de cette dernière Allemagne avant la guerre, cette « vierge folle » asservie par la Prusse, qui a déchiré ses parchemins et brisé sa lyre de Loreley...

*
* *

Une des promenades favorites des étrangers était un château du vieux duc d'Altenstein, couché dans un parc d'une robuste beauté. Selon le désir du prince, — ce dernier romantique, qui y avait vécu avec sa tragédienne, — une vingtaine de jeunes filles, choisies parmi les plus jolies de la contrée, étaient chargées de donner des soins à ce domaine. Dispersées dans les vallonnemens des prairies, ces jardinières, vêtues des anciens costumes thuringiens, ratissaient avec zèle, ou bien elles portaient,

sur leurs épaules, de vastes hottes remplies de fleurs, au bout des terrasses italiennes. Les visiteurs s'étant souvent extasiés sur les dispositions qui perpétuaient de si aimables coutumes, on songea, aussitôt après la mort du duc, à doter la petite ville d'eaux d'un agrément semblable, et, déjà, les couturières du pays travaillaient jour et nuit, afin que cette garde-robe pût être inaugurée sur les pelouses de l'hôtel pour l'anniversaire de la princesse de V..., Grecque d'origine, la mère octogénaire du praticien : élevée au Sacré-Cœur à Paris, vers 1838, elle a conservé de la France un souvenir attendri.

La dernière fois que je montai au château d'Altenstein, les jardinières accoururent, apportant dans de grands paniers plats des fleurs fraîchement coupées à lady G..., que j'accompagnais. Puis, elles se groupèrent aux pieds d'une Diane chasseresse en bronze, qui, au bout d'un précipice, semblait vouloir s'enfuir dans les lointains forestiers. Elles se mirent à chanter en chœur, et, lorsque nous remontâmes en voiture, toutes se groupèrent au bord du chemin, pour nous saluer au passage.

Je me souviens de ces détails avec d'autant plus de précision que, peu de semaines après, par une tragique ironie du sort, cette compagne des promenades thuringiennes devait être une des premières à souffrir des horreurs de la guerre.

La sérénité de ces derniers beaux jours devait être troublée le lendemain par des hôtes inattendus. Certes, nous ignorions encore le rôle terrible qu'ils allaient jouer dans l'Histoire, mais leur apparition soudaine nous rappela la fragilité de ces grâces champêtres qui, pareilles à la *Sonate pastorale* de Beethoven, préludaient à l'orage et à la tempête...

Ce matin-là, bien avant l'heure où le Choral de Luther réveillait les hôtes du Palace, un bruit de chevaux, arrivant au galop, me tira de mon sommeil. En bas, sur le carrefour, un groupe important de cavaliers s'était arrêté, et un officier supérieur, un papier dans sa main, sa haute taille levée sur ses étriers, criait que la place était prise et que telles conditions étaient faites aux habitans, pendant l'occupation de la ville... Puis, un court commandement suivant cette proclamation, les cavaliers se dispersèrent sur les routes. On apprit, bientôt, que quarante-sept officiers d'État-major de l'Académie de guerre de Berlin, en tournée de manœuvres sous le commandement d'un

général, traversaient la Thuringe, et qu'ils allaient, pour quelques heures, prendre leur domicile à l'hôtel.

En effet, lorsque je descendis à la clinique, j'aperçus des groupes d'officiers, appartenant à toutes les armes et vêtus de la tenue invisible de guerre que je ne connaissais pas encore. Les hussards de la Mort, les cuirassiers de la Garde, même, portaient tous la teinte réséda que nos armées alliées allaient rencontrer peu après en Belgique, et ils ne se distinguaient guère, de loin, les uns des autres. Leur attitude était distante et assez mystérieuse pour montrer au public qu'ils ne tenaient en aucune façon à se mêler à lui.

Le soir, on fit des préparatifs pour leur dîner en commun. Derrière de grands paravens, dans la salle du restaurant, on apprêtait les tables et on y posait des récipiens d'une contenance de dix litres, au dire du maître d'hôtel, destinés à être remplis du « vin de mai, » mélange barbare additionné d'herbes odorantes, dont la tradition venait du fond du Moyen âge germanique. Les abords de ces paravens étaient sévèrement gardés au moment où ces messieurs arrivèrent discrètement par une porte que nous ne voyions pas. L'hôtelier avait reçu l'ordre d'éloigner tous les garçons étrangers, italiens, suisses et français, et, seuls, les garçons allemands appartenant à l'armée étaient admis à servir ces prudens officiers.

Une dame belge, la comtesse de B..., nous donnait, ce soir-là, un dîner dans la salle, avec lord R..., aveugle, et une dizaine de personnes de nationalités diverses. Tout d'un coup, nous entendîmes derrière les paravens la voix du général commandant, qui adressait un discours à ses camarades. La conversation tomba alors sur le danger de la guerre, sur l'aversion que la puissance militaire de l'Allemagne inspirait à l'Europe, et, m'adressant aux jeunes dames, alliées et amies de la France, j'émis l'espoir que la soirée pouvant, grâce à la présence de ces don Juan, dégénérer en cotillon, elles opposeraient, au nom de nos traités, un refus glacial à des sollicitations probables. Mais à peine avais-je prononcé ces paroles que je reçus de toutes parts des affirmations énergiques, et quelques dames, brandissant de petits couteaux en vermeil, qui étaient couchés parmi les roses effeuillées, les mirent dans leur sein, en jurant qu'elles repousseraient les appels de ces soudards, dussent-elles avoir recours à des moyens extrêmes.

Grandement rassuré par ces loyales dispositions, nous achevions gaiement ce dîner, au son d'un orchestre installé au fond de la salle, lorsque, derrière un paravent, un hussard de la Mort apparut soudain. C'était un homme assez laid, pâle, aux cheveux roux coupés ras, selon la mode dite « hygiénique » de l'Allemagne militaire. A pas lents et discrets, il s'approcha du premier violon, l'écouta un instant, campé devant lui, puis lui demanda son instrument. L'orchestre s'était tu, et alors le hussard de la Mort, avec une maîtrise d'ailleurs consommée, se mit à jouer la « Berceuse de Jocelyn, » de Benjamin Godard, intention délicate, en vérité !... Tourné vers notre table, il acheva le morceau avec une savante vibration de l'archet, et aussitôt, grandi par ce talent pacifique au rôle d'Orphée, il apparut à l'éternel féminin tel un héros, paré de toutes les grâces et touché par le doigt du génie.

Allait-on oublier les sermens, les couteaux de vermeil qui devaient servir à perforer ces reîtres des hordes teutoniques ? Un instant, on contint les émois : déjà, pourtant, on glissait des regards bienveillans vers le groupe des officiers. Quelques-uns, libérés de leur rempart de cuir de Cordoue, s'étaient assis sur des chaises, comme des soldats devant un corps de garde. Mais peu après, une comtesse belge, jeune femme fort jolie, roulée dans un fourreau de soie, fut sollicitée de conduire cet orchestre. L'imprudente femme, d'abord timidement, puis avec une grâce plus assurée, se rendit à ces désirs. Jamais je n'oublierai cette svelte silhouette rose et blonde, agitant son éventail et battant la mesure, debout devant les hommes qui, peu après, allaient semer la mort et l'incendie jusque dans sa maison ! Les officiers, peu à peu, s'étaient rapprochés et s'informèrent de la qualité de ces hôtesses étrangères. Amplement rassurés sur les quartiers de noblesse de ces dames, qui appartenaient, toutes, aux plus anciennes familles de leurs pays, deux parmi eux se hasardèrent tout à coup. Avec une galanterie un peu soulignée, ils se présentèrent, engagèrent la conversation et proposèrent un tour de valse. En un clin d'œil, le restaurant fut aménagé en salle de danse et, non sans étonnement, je vis bientôt toutes ces dames tourner éperdument dans les bras de ces vainqueurs. Les violons redoublèrent de langueur, et les visages bronzés des hommes luirent sous les cordons lumineux du plafond...

Je demeurai, là, un moment, hanté par de pénibles appréhensions, sans songer pourtant, le moins du monde, à une menace aussi prochaine! Mais cette fusion instantanée m'étonnait et m'inquiétait. Je résolus alors de frapper à la chambre de mon voisin, Jacques-Émile B..., pour le décider à contempler avec moi cet étrange spectacle. Je le trouvai sur sa chaise longue, en train de dicter à son secrétaire des pages émouvantes d'un livre auquel il consacrait tous ses instans et dont il m'avait lu des passages entre deux séances à la clinique. Troublé par ce que je venais d'apercevoir, je lui démontrai hâtivement la nécessité « historique » de descendre dans les salles, et, après quelque hésitation, il consentit à se séparer de son travail. Derrière une colonne, qui nous cachait aux regards des danseurs, tels les « philosophes de Couture, » nous assistâmes à ce bal improvisé, le dernier sans doute qui, pacifiquement, mit aux prises des hussards de la Mort avec les femmes des nations alliées...

Les grands paravens étaient demeurés à leur place, et, tandis que le général, membre du grand État-major, délibérait sur les opérations du lendemain, beaucoup d'officiers, silencieux et sombres, étaient demeurés à l'écart, refusant de danser et jetant des yeux méfians sur les belles étrangères qui tournaient au son des violons.

Le lendemain, à l'aube, je les revis tous remonter en selle. Ces quarante-sept officiers *invisibles* partirent au grand trot de leur chevaux. Bientôt, j'appris que le bal avait duré longtemps..., jusqu'au moment où ils avaient appelé leurs ordonnances pour réclamer leurs montures!

Je ne revis qu'au dîner les dames étourdies et leur reprochai leur conduite devant l'ennemi. Un peu pâles de la veillée, alanguies du souvenir que leur avait laissé cette fête, elles ne parurent pas touchées par ce blâme et évoquèrent, sans embarras, les périodes nocturnes de leur plaisir enfui. L'une m'affirma la haute culture du hussard de la Mort, qui avait parlé de Baudelaire dans des termes inoubliables; l'autre, la sensibilité d'un cuirassier de la Garde qui, pour des raisons de famille, aimait beaucoup la France... Il avait raconté que son père, à présent général, avait épousé une Française, sa mère, et qu'ils s'étaient mariés dans la cathédrale de Reims!

Bien que toute appréhension de guerre imminente fût loin

de notre pensée, je demandai à ces dames si, pendant cette longue nuit, la conversation était tombée sur ce sujet brûlant, et quelle impression elles en avaient rapportée. Je me souviens même d'avoir posé une question à laquelle le lendemain devait répondre : « Allaient-ils, en cas d'hostilités, violer la neutralité de la Belgique ? » Personnellement, j'en avais la conviction intime depuis longtemps. Mais une jeune dame belge me rassura, défendant énergiquement ses danseurs contre d'aussi abominables soupçons. Elle me dit textuellement : « Je le leur ai demandé, car vous pensez bien que cela nous intéresse au plus haut point. Ils m'ont confié qu'*il était dans les intentions de l'état-major de passer par le Luxembourg et ce plan était considéré comme n'étant un secret pour personne, mais que la neutralité de la Belgique serait rigoureusement respectée, toutes dispositions étant prises pour qu'aucun conflit armé ne fût engagé avec ce pays ami...* »

Nous nous tenions alors dans un vestibule, et comme je continuais à opposer à ces affirmations une incrédulité marquée, un hôte de passage, assis près d'une table, se retourna vers moi et me dit avec vigueur : « Vous n'avez pas le droit d'en douter, monsieur. Jamais l'Allemagne ne violera la Belgique. »

***

Quelques jours après le départ de l'Académie de guerre, arriva, à Liebenstein, un journaliste anglais, rédacteur du *Daily Mail*. On me le présenta et je passai une soirée avec lui. Il me dit à quel point l'Angleterre s'inquiétait de la situation créée par l'Allemagne. Son journal l'avait envoyé dans tous les grands centres, pour faire une enquête sur l'état d'esprit de cette nation. Avec la précision de son bon sens britannique et de son impartialité, il m'en parla longuement, tantôt avec une admiration sans réserve, tantôt avec la profonde inquiétude d'un observateur qui sait distinguer les réalités des apparences.

« Si les choses continuent comme elles vont, disait-il, l'Allemagne deviendra bientôt le maître insupportable de l'univers et elle nous ruinera sans vergogne jusqu'à la famine. » Il me quitta fort troublé, les poches bourrées de notes et de chiffres, très pessimiste sur l'avenir, malgré cette bonne humeur de l'*Insular*, qui se défend en riant contre le gros temps.

La vie continua plus insouciante et plus brillante que jamais. Il est vrai que les représentations du théâtre, peu suivies par les hôtes de distinction, offraient au public de ces opérettes viennoises, faites sur le modèle de *la Veuve Joyeuse*, d'une écœurante stupidité. Interprétées par ces troupes balnéaires, elles faisaient toucher à l'étranger le fond de cette chose cruelle : la vulgarité allemande dans la frivolité. Le théâtre de la Nature, contrarié par la pluie, faisait souvent relâche. Mais on organisait des excursions, on donnait à dîner; les fêtes champêtres, improvisées en quelques heures, portaient au comble de la perfection le génie administratif de la Société des Bains. Aux endroits en apparence inaccessibles, sur les ruines féodales des châteaux, on trouvait, comme par enchantement, des orchestres dissimulés, guettant l'arrivée des augustes seigneuries dans les fourrés des grands bois. Montées par des camions automobiles, des cuisines étaient installées, et lorsque les invités arrivaient à un point choisi, où chacun s'attendait à goûter une collation sommaire de buffet de gare, on trouvait des tables fleuries, un repas servi avec un tel raffinement, un tel luxe de mets sortant du four, par les soins les plus experts, que les gens, habitués à l'excellence d'une grande maison, étaient transportés d'admiration. Je me souviens d'une dernière de ces fêtes au sommet d'une ruine. Un violent orage menaçait, au dessert, ces aimables dispositions. En en clin d'œil, tout fut débarrassé, les fourneaux de cuisine démontés devant nous, comme si un ennemi, dans un instant, allait surprendre ces somptueux campemens. Chacun sentait, là, de redoutables habitudes militaires d'une foudroyante mécanique dans cette simple fuite réglée devant l'orage.

En arrivant à l'hôtel, on m'apprit que le jeune M. de N... venait d'arriver, avec son précepteur, pour un stage à la clinique ophtalmique. J'allai le voir aussitôt. Il semblait dépaysé, et je m'employai à le rassurer et le distraire de mon mieux.

Le dimanche suivant, le docteur W... nous amena avec la comtesse R... et sa nièce, la plus jeune demoiselle d'honneur des impératrices de Russie, à travers ces curieux pays aux noms bizarres qui donnèrent jadis asile aux Vieux-Serbes et où des localités entières portent encore la forte empreinte slave dans les mœurs, le type, et même des survivances de langue. Ce sont pourtant les pays de la Réforme, le berceau de la mère de

Luther qui naquit non loin, Schmalkalden, Roda, célèbres stations de ces convulsions germaniques.

Nous déjeunâmes dans un petit bourg. Les habitans, réfractaires depuis des siècles à la culture des champs, fabriquaient des montres. On les appelait « les montres de la Réforme. » A chaque heure sonnée, un ressort faisait apparaître un maréchal ferrant qui frappait avec un marteau sur un cœur rouge enserré dans des tenailles. Un seigneur était debout auprès de lui et, au bas du cadran, on lisait ces mots : *Landgrave, deviens dur!* Ce mot se rapportait à une ancienne anecdote et était demeuré légendaire dans ce pays où le landgrave Philippe de Hesse avait longtemps sévi. *Landgrave, deviens dur!* Cette devise me hantait, lorsque le docteur nous eut remis, à chacun, une de ces curieuses montres. Cette impitoyable exhortation à l'insensibilité, à la veille de cette guerre, devait bientôt prendre une signification que les événemens se chargèrent de grandir jusqu'au tragique.

Ce bourg « vieux-serbe, » en pleine Allemagne, nous le quittâmes dans la paix du soir. Nous passâmes devant ces auberges fleuries, ces jouets du Paradis des enfans, avec ces nappes blanches et roses, où les fraîches servantes aux nattes blondes attendaient les cliens au bord des cascades... Dans la voiture, la jeune Russe s'amusait à déclencher sans cesse ce ressort qui agitait le marteau du forgeron et durcissait le cœur du landgrave... Et cela longtemps avant Nietzsche.

Les princes souverains commençaient à circuler dans leur pays comme d'habitude, et il était même question d'un séjour que la duchesse Charlotte devait faire à Liebenstein. En attendant, elle avait accepté une invitation de la comtesse russe chez qui les Français trouvaient un si spirituel asile. Ce fut un dîner en plein air, sur cette vaste terrasse en demi-lune qui prolongeait les appartemens du « Palais de Saint-Pétersbourg : » ainsi s'appelait cet hospitalier logis. Au premier étage, on se serait cru dans un jardin entouré d'arcades de fleurs, à travers lesquelles on pouvait apercevoir le va-et-vient des baigneurs dans les grandes allées sonores de musique. Invité également, je me trouvais, cette fois, à la table avec une partie de la Cour. La conversation, toujours en français, avait repris son tour capricieux, allégé du ton contristé des premiers jours de deuil. Ayant manifesté l'intention de me rendre à Meiningen, que je

désirais connaître, les princes me demandèrent à cette occasion de visiter leur palais, où les nombreux souvenirs historiques de la cour d'Angleterre et de Prusse, et en particulier de la reine Victoria, pouvaient intéresser un écrivain et un artiste. On fixa aussitôt ce déplacement au lundi suivant, et la princesse m'engagea à venir à une heure pour le déjeuner. La soirée s'acheva, sans que la situation extérieure fût l'objet du moindre commentaire. Les esprits, entièrement rassurés, étaient tout aux plaisirs de la saison. Après dîner, les altesses se rendirent à une salle, élevée plus loin dans les jardins, où, les samedis soir, la société se réunissait pour danser. L'édifice avait été préparé pour que les princes pussent assister à une séance de films, reproduisant les phases des cérémonies et des cortèges à l'occasion des funérailles du vieux duc. Nous nous y rendîmes à pied, au milieu des ténèbres, à travers les allées humides des pluies récentes, sur une route qu'on venait d'empierrer, et qui était encore pleine de fondrières. La duchesse marchait en tête, guidée par le directeur des Bains, qui avait organisé ce spectacle. On arriva dans la longue salle déblayée et plongée dans l'obscurité. Devant un immense écran, des fauteuils étaient placés pour les seuls convives du dîner russe. Puis, les films se mirent en mouvement. D'innombrables représentans de la Thuringe loyaliste, corporations, écoles, fanfares, portant des couronnes et des bannières, défilèrent ainsi sous nos yeux, y compris les princes eux-mêmes, qui se reconnurent avec toute leur suite, désignèrent des notabilités, reconnurent des amis et les nommèrent. Parfois, le mouvement étant trop précipité, on transmettait à l'opérateur des ordres de ralentissement, jusqu'au moment où celui-ci eut réglé la marche sur le rythme obligatoire de ces sortes de solennités. La soirée s'acheva ainsi dans l'évocation de ces fêtes funèbres, à laquelle la présence des princes prêtait un intérêt singulier. Le duc exprima à l'organisateur sa parfaite satisfaction, et la Cour repartit, la nuit même, pour sa résidence.

Le lundi suivant, je me rendis à Meiningen. Mais l'automobile du docteur W..., qui devait m'y conduire, étant en retard pour avoir amené une grande-duchesse de Russie à la gare d'Eisenach, le chauffeur, un Français qui ne savait pas l'allemand, dut brûler les étapes et encourut plusieurs procès-verbaux en traversant des villages, sans pouvoir expliquer aux

gendarmes qu'il allait chez le chef de l'État et que cet excès de vitesse témoignait, dans ces conditions, du respect de l'autorité.

Lorsque j'arrivai devant le palais ducal, non loin du fameux théâtre, les sentinelles couraient, comme des possédés, auprès de leur guérite pour présenter les armes. Mais sous le portique, le majordome et quelques valets me montrèrent, par leur masque allongé, la respectueuse désapprobation de mon retard. Je compris, aussitôt, ce que ma situation à la cour de Saxe-Meiningen devait désormais avoir de pénible, et j'eusse aimé fuir vers quelque obscure auberge, pour échapper aux regards des dignitaires dont j'avais bouleversé les inflexibles conceptions protocolaires. Mais il était trop tard pour reculer, et lorsque j'eus passé la voûte d'acier de ces mines de valets, on m'annonça que Leurs Altesses Royales, dans l'obligation du service, avaient été au regret de se mettre à table depuis un quart d'heure, après une attente prolongée. Je fus introduit dans une grande salle à manger où une douzaine de personnes étaient assises. Le duc et la duchesse se levèrent précipitamment pour venir au-devant de moi et me présenter des excuses, sans me laisser le temps d'offrir les miennes, qui étaient plus légitimes. Une fois à table, je ne pus cacher ma gêne extrême que par un air étourdi. On me fit rattraper, au galop, tous les plats qui avaient déjà défilé, et lorsque j'eus rejoint les convives, je pris enfin le temps de regarder autour de moi. A ma droite, se tenait, assez raide, une dame du palais encore fort belle, qui n'avait pas le type allemand, mais qui, dans son grand deuil de cour, avec son bonnet pointu du temps d'Élisabeth d'Angleterre, semblait ne porter à ma personne qu'une confiance limitée : ses yeux d'agate d'un lustre glacial se fixaient parfois sur moi avec le secret malaise d'avoir à me rendre, par ordre supérieur, des politesses qu'elle ne se sentait pas disposée à me prodiguer spontanément. En face, se trouvait un aide de camp taciturne, aux aiguillettes d'argent voilées de crêpe et à qui la langue française ne semblait pas non plus familière. Puis, au hasard, j'aperçus toutes les charges d'une cour, d'ailleurs réduite au minimum, la princesse ayant horreur d'une contrainte à laquelle sa naissance l'avait trop longtemps pliée.

Après déjeuner, tous les convives se rendirent sur la terrasse du jardin et la Cour fut bientôt congédiée au seuil d'une allée garnie d'hortensias bleus d'un curieux effet japonais, qui menait

vers un petit kiosque. Ombragé de grands arbres et entouré d'eau, ce terre-plein formait un îlot dans le parc réservé qui, chaque année, par les munificences successives du vieux duc au profit de ses sujets, s'était réduit au point de n'être plus qu'un passage à travers le domaine municipal. J'avais remarqué que notre promenade, depuis le perron du palais jusqu'à l'île, avait été marquée de cordes tendues à travers les chemins et, à mon étonnement, j'aperçus, au delà de ces fragiles barrières, des passans, des curieux, qui stationnaient sur la voie publique pour nous dévisager. La duchesse m'expliqua cette particularité sans approuver ces droits établis. En réalité, la Cour vivait dans la rue et aucune intimité n'était permise à ces hauts personnages qui s'agitaient dans une maison de verre, sous les yeux du premier venu. Il est vrai de dire que les sujets n'abusaient point de cette licence et la sécurité des souverains était, avec ce système de cordes, parfaitement assurée. Là aussi, on pouvait voir à quel point ce peuple subissait encore des lois séculaires, et son respect rappelait celui de Venise où, sur la place Saint-Marc, un simple cordon de soie rouge maintenait, aux grands jours de fête, un peuple innombrable.

Les Princes m'invitèrent à venir dans ce minuscule pavillon baigné d'eau et coquettement aménagé, pour que trois ou quatre personnes pussent se sentir comme dans une cabine. Pendant une heure ils causèrent d'abord de Paris, que la duchesse, lors d'un récent séjour, avait trouvé possédé d'un véritable délire de danse : elle y voyait des symptômes inquiétans pour notre pays. On parla, ensuite, de la guerre des Balkans, de ses affreuses méthodes de combat, de ses massacres... Les Princes évoquèrent la singulière silhouette du roi Ferdinand et rappelèrent avec sympathie une visite que le tsar Nicolas leur avait faite récemment, sur le ton des relations de famille parfaitement cordiales. Pas la moindre ombre ne s'était donc glissée encore dans ces rapports de parenté, et ces assurances m'étaient un nouveau gage de paix à la veille même de la guerre.

Après cette station dans le pavillon de l'île, on me proposa « le tour du propriétaire » et la visite des œuvres d'art que contenait le palais. Pendant que le duc allait, à l'occasion de son avènement, préparer son discours du trône, devant la Diète de la Principauté qui s'assemblait le lendemain, la duchesse me guidait dans les nombreuses salles où le souvenir de sa

mère et de sa grand'mère la reine Victoria était particulièrement vivant. Dans les attitudes les plus diverses, les artistes en renom du XIXe siècle avaient interprété les traits de ces souveraines, qui avaient laissé partout, sur les moindres objets familiers, cadeaux et travaux à la main, leur forte empreinte britannique. Mais, dans le cabinet du duc, les souvenirs de l'avènement germanique étaient plus nombreux. La petite-fille de Guillaume Ier m'arrêta devant les grandes esquisses de Bismarck exécutées par Franz Lenbach avant et après la guerre, avec la rapidité aiguë de sa conception. Elle me révéla que ces croquis avaient été faits au palais royal, pendant que le terrible chancelier jouait avec les petits enfans de la reine Victoria, les faisait danser sur ses genoux, et leur racontait « des histoires de Guignol. »

Sur le bureau de la duchesse, le portrait d'un éminent homme politique français tenait la place d'honneur. La maîtresse de la maison professait, depuis des années, une grande admiration pour l'intelligence de ce parlementaire et ne se cachait point pour l'affirmer hautement. Cet engouement eût sans doute provoqué dans la famille impériale un étonnement irrité, si la princesse n'avait habitué les siens à une indépendance d'esprit exceptionnelle. Aussi, craignait-on cette manière de franchise impénitente qu'on considérait à Berlin comme un mauvais héritage de Frédéric II. La situation générale de l'Europe, elle l'envisageait depuis longtemps sous des couleurs assez sombres. Elle puisait ses pronostics moins dans la réalité des symptômes précis que dans des intuitions que lui suggérait un esprit d'une singulière clairvoyance.

Obligée de me quitter pour se consacrer aux obligations que lui imposait son deuil récent, elle attacha à ma personne la dame du palais qui n'aimait point le français et me laissa seul avec elle. Dans ce pénible service, cette dame continua, avec une courtoisie réfrigérante, à me faire les honneurs des galeries et des trésors rapportés d'Italie. Nous arrivâmes ainsi, après un régime de monosyllabes, dans une salle de fêtes dont le mobilier entier, ainsi que les Gobelins d'après Boucher, avait été offert par l'impératrice Eugénie à la princesse royale de Prusse à l'occasion de son mariage.

Au milieu de la salle, sur un fauteuil doré, le duc était assis aux côtés du maréchal de la Cour. Ayant expédié ses affaires

d'État, il posait pour un sculpteur officiel, qui terminait le profil du prince, en cire, pour la nouvelle monnaie. Cette séance, dans ce décor fastueux, me reportait bien loin de l'Allemagne de Krupp, à l'époque des Duchés du Saint-Empire romain où la vie était encore si douce et si facile, malgré le morcellement infini des États qui élevait une barrière douanière à chaque carrefour et un guichet sur chaque pont de bois! Devant le chevalet du sculpteur, je crus devoir rendre la liberté à la Dame du palais, qui accepta avec dignité la fin de sa pénible corvée. Puis, j'allai seul visiter la ville. A mon retour, je m'engageai dans les chemins publics du jardin ducal et enjambai sans façon les cordons tendus, pour me rendre sur la terrasse réservée devant le château. Mais à peine avais-je fait quelques pas qu'un policier en civil se précipita sur moi et me fit comprendre mon sacrilège. Lorsqu'il apprit mes droits de stationnement, il se dressa dans une attitude militaire et, le visage cramoisi, il prononça des paroles accablées de confusion.

Après le thé, les Princes devant se rendre également à Liebenstein, je les suivis à travers leurs États. En parcourant la ville, je remarquai que des groupes d'ouvriers s'abstenaient volontiers de saluer leur duc. Celui-ci, indulgent, m'expliqua que les populations industrielles étaient légèrement entamées par l'esprit nouveau, mais cette observation faite en sa compagnie soulignait pour moi l'apparente opposition entre l'aristocratie militaire et l'industrie démocratique que l'on croyait à jamais séparées et dont la coalition devait se faire si rapidement. Le prince me dit aussi que la Prusse avait, sur la Saxe, l'avantage d'un loyalisme plus stable, et ce fait fut bientôt confirmé, dans la guerre, par l'attitude de la Garde prussienne.

*
* *

De retour à Liebenstein, j'eus cette fois comme voisin de chambre le comte de B...-L..., sénateur belge et ancien gouverneur de la province d'Anvers. Avec ce galant homme, j'échangeai parfois, le soir, des vues sur la situation politique. Sa parfaite sérénité ne se préoccupait encore que des luttes locales entre catholiques et libéraux, et je ne lisais dans son esprit que le souci de faire triompher la bonne cause. Mais, brusquement, une dépêche qui rappelait le jeune de N... en France, en raison

de graves événemens, jeta l'alarme parmi nous. Les gazettes du pays ne nous renseignaient point.

Les journaux de Paris ne nous parlaient encore que du procès Caillaux. Dans la clinique, je fis part de mes inquiétudes au Dr W..., mais je le trouvai fort tranquille et il m'affirma qu'il serait le premier, si elles existaient, à être informé de telles éventualités, relié qu'il était par le téléphone à tous les parens des souverains installés autour de lui. Il venait précisément de recevoir le grand-duc de Mecklembourg et sa suite. Les grands-ducs Constantin de Russie avec leurs enfans demeuraient paisiblement dans leur villa et la sœur de l'empereur Guillaume se préparait à recevoir chez elle, pour y faire un séjour, une Parisienne notable. Néanmoins, parmi les étrangers, la nouvelle de la dépêche circulait et on l'avait commentée toute la soirée, lorsque le lendemain, au moment où le jeune homme s'apprêtait à partir, un autre télégramme tranquillisait pleinement la société.

La situation s'était rassérénée. Sous les allées de la promenade, dans les salons de la clinique, on se félicitait du danger écarté et, le même soir, on fêta avec une sérénade l'arrivée d'une dame italienne, la comtesse L... Le matin, j'avais l'habitude d'aller, avec lady G..., dans un jardin anglais réservé, le square Sainte-Élisabeth, où les enfans du grand-duc Constantin se promenaient en canot sur de jolis étangs. Les cygnes blancs venaient au rivage et happaient, auprès de l'embarcadère, le pain qu'on leur jetait. Ce jour-là, 25 juillet, le dimanche avant la mobilisation, on voyait, comme d'habitude, passer derrière les haies les paysannes couvertes de leur ample pèlerine de bergère, qui allaient aux offices dans l'église évangélique élevée sur les hauteurs du parc. Les cloches sonnaient et l'idée me vint de m'y rendre également. En pénétrant dans l'édifice qui était déjà bondé, j'aperçus la grande-duchesse de Russie au premier rang, fort simplement vêtue de noir. Je m'installai dans un banc. On avait commencé à chanter des cantiques qui alternaient avec des prières, lorsqu'on s'aperçut autour de moi que je n'avais pas de livre de chant. Une petite fille sortit de sa rangée et, selon un aimable usage d'autrefois, elle m'offrit le sien, je l'acceptai et à la page que j'ouvris, je trouvai un signet naïvement orné sur lequel je lus : « *Tu aimeras ton prochain plus que toi-même...* »

A ce moment, un jeune pasteur monta en chaire et annonça que des nuages de guerre étaient de nouveau lourdement sus-

pendus sur la destinée des peuples. Je remarquai le profond recueillement des assistans et la tristesse des femmes qui se regardaient avec inquiétude. La grande-duchesse Constantin avait fermé les yeux... Quelques jours encore, et son fils allait tomber en Pologne, tué par les balles allemandes. Le pasteur commença, alors, avec beaucoup de gravité, un sermon sur l'humilité et sur l'oubli de ce sentiment dans le bonheur matériel. Jamais sujet n'avait été mieux choisi pour une société ivre de bien-être. Ces mots sonnaient comme le vain cri de conscience d'un isolé dans ces jours fiévreux où, dehors, dans les grandes villes, l'orgueil germanique avait atteint ses ultimes limites.

A la sortie, le public se dispersa lentement et la journée se passa sans incident. Le matin du mardi, 27 juillet, deux messieurs, porteurs de valises, montèrent de la rue vers le parc de l'hôtel. Je reconnus, en ces ternes silhouettes civiles, les séducteurs de naguère, les hussards de la Mort. Ils étaient venus *faire des visites*, avaient loué d'avance, par téléphone, des automobiles pour une excursion avec les dames qui les avaient charmés et déclarèrent que, *définitivement dispersés, ils étaient en congé régulier pour un certain temps*. Cette apparition confirma encore les nouvelles rassurantes qu'on avait reçues de Paris, car il nous fut impossible d'admettre que des officiers, désignés parmi les plus distingués, pussent ainsi courir les aventures mondaines, si un danger imminent menaçait la paix européenne.

Le soir du jeudi, m'étant couché de bonne heure, je fus tiré de mon premier sommeil par les accens véhémens de l'orchestre qui, en bas dans le parc, au bout de la colonnade, jouait l'hymne autrichien et le fameux chant de 1815 : « *Deutschland, Deutschland über alles.* » On le répétait sur un rythme chaque fois plus passionné. Des cris enthousiastes réclamèrent les hymnes patriotiques. Dans les allées, sous les grands lampadaires, des jeunes filles en blanc couraient vers la musique, taches blafardes sur le velours sombre des gazons. Enfin, des hommes, accourus de toutes parts, se mirent à chanter des refrains guerriers. Une tempête d'applaudissemens éclata. Un frisson inconnu secouait ces gens si paisibles quelques heures auparavant. Je m'étais dressé sur mon lit et à travers les rideaux entre-bâillés je regardais ce spectacle. En un instant, la certitude de la guerre m'apparut. Je me levai en hâte et, ayant entendu mon voisin, le sénateur belge, ouvrir sa porte, j'allai

à lui, et, dans l'antichambre commune, je lui fis part de mes craintes. Il semblait atterré et demanda mon avis sur son départ. Sans hésiter, je le pressai de rentrer au plus vite en Belgique. Il ne partagea pas encore mes alarmes, alléguant une cure non terminée, pour voir venir les choses. Il m'avoua pourtant que son valet de chambre venait de lui manifester l'irrésistible besoin de « tuer beaucoup de Prussiens. » Comme je renouvelais mes instances, sa confiance fut ébranlée ; il secoua la tête comme si l'événement redouté fût trop formidable pour être conçu ; je le vis, enfin, rentrer fort troublé dans sa chambre. Il ne proféra pas une seule parole : la destinée de sa patrie s'était révélée à lui comme en un éclair.

La nuit se passa pour moi en préparatifs de départ. A sept heures du matin, le vendredi 29 juillet, je fis prévenir le docteur W... qui, à cette heure, venait à l'hôtel donner des soins à lord R..., que j'étais décidé à partir le soir même. Il arriva aussitôt dans ma chambre et essaya de me rassurer. Il prit la chose gaîment, plaisanta sur ma situation, disant que, prisonnier de guerre, je serais fort bien soigné avec toute la société étrangère et que nous pourrions attendre la fin des hostilités, *c'est-à-dire la fin de la saison,* sans être exposés à aucune fâcheuse aventure. D'ailleurs, rien ne permettait de croire que tout fût désespéré. Le pays, malgré les chants de la veille, était fort tranquille. Un seul homme, disait-il, était belliqueux et se promenait depuis hier dans une agitation agressive, un des administrateurs des bains, esprit exalté et qu'on saurait bien mettre à la raison.

Le docteur, qui était parfaitement sincère, partit sur ces affirmations en me convoquant à un déjeuner *in extremis* qu'il offrait à la colonie étrangère, à l'occasion de l'anniversaire de sa mère, la vieille dame grecque élevée au Sacré-Cœur de Paris. Bientôt après cette visite, le jeune de N... reçut une dépêche qui ne laissa plus aucun doute sur l'irrémédiable. Je courus à la Banque où, sans hésiter, on m'offrit tout l'or que je pouvais demander. Ce fait ne suffit plus pour me rassurer. Je montai à la clinique, à ce joli palais fleuri, aux colonnes doriques. La consternation se lisait, déjà, sur tous les visages. Dans le cabinet du docteur se tenait, fort pâle dans son vêtement blanc, miss K..., la nurse anglaise assistante du maître. Celui-ci, s'inclinant devant les faits, m'offrit aussitôt de me faire

mener en automobile à Meiningen où je pourrais encore atteindre le rapide de Wurtzbourg, ceci pour me permettre d'assister encore au fameux déjeuner qu'on allait avancer d'une heure. On le servit dans une salle ovale et on avait, en plein jour, allumé une série de corbeilles chargées de fruits multicolores, suspendues autour de la frise comme une guirlande étincelante. Tous les convives étaient réunis pour ce dernier repas de la Paix. C'était d'une gravité, d'une solennité infinies. Les Français, les Russes, les Anglais, les Belges, levèrent leurs verres pour saluer la dame octogénaire qui, de sa voix tremblante, évoquait le délicieux Paris d'autrefois!... Mais, parmi les fleurs, les regards se cherchaient inquiets; on s'interrogeait furtivement à demi-voix d'une place à l'autre. On se demandait dans quelles conditions on se reverrait... A une voisine de table qui hésitait à partir pour Londres, je venais de donner brièvement des conseils pressans, lorsque le comte W..., tirant sa montre, me chuchota qu'il était grand temps de faire mes adieux. Rapidement, je fis le tour des convives, serrant avec émotion la main de chacun en face du lendemain redoutable. En courant, je traversai les longues salles encore remplies de gens attablés. Dans ma hâte, je faillis renverser un garçon italien qui, les bras chargés de plats, sortait de l'office. Le comte W... me mit en voiture. L'automobile, mené par le mécanicien français, traversa le parc. Alors, par une ironie du sort, les jardinières disséminées sur les pelouses avec leurs râteaux, coururent, joyeuses, derrière la voiture. C'est que ce jour-là elles venaient d'inaugurer leurs beaux costumes thuringiens que les couturières leur avait livrés le matin. Quelle gaîté affreuse que ces corsages enrubannés, ces jolis bonnets à brides, s'agitant sur le vert frais des gazons! Les filles, heureuses de leurs atours, saluèrent une dernière fois de la main le voyageur étranger qui courait à la frontière... Ce fut le dernier salut de la Vieille Allemagne, du peu qui en restait...

La voiture, dans sa course précipitée, roula dans les forêts, à travers les rians villages auréolés de paix estivale. A Meiningen, j'eus juste le temps de sauter dans le train, laissant le pauvre mécanicien consterné de mon départ et du conseil que je lui avais donné de fuir au plus vite... Dans mon compartiment, je trouvai une dame avec son fils, aspirant médecin de

l'armée bavaroise, dans l'état de la plus grande béatitude. Sur leurs genoux, ils avaient déployé un guide et se concertaient sur l'hôtel où ils devaient descendre, aux bains de Kissingen. Ces préoccupations me rassurèrent, de nouveau. D'ailleurs, à mesure que je descendais vers le Sud, cette impression s'augmentait de visions pacifiques. Dans les champs, les paysans rentraient le foin, et, parmi eux, j'aperçus nombre de permissionnaires de l'armée active, la casquette de leur régiment sur la tête, aidant leurs parens dans leurs travaux agricoles.

Tard dans la soirée, j'arrivai à Louisbourg, où je ne pouvais avoir une communication directe pour Paris que le lendemain. Nul indice alarmant durant ce long trajet ne m'ayant frappé, je résolus de passer la nuit dans cette ville. En face de la gare, un petit attroupement s'était formé devant un journal affiché. En des termes prudens et officiels, il parlait de l'attitude de la Russie et de sa mobilisation activée. Le lendemain matin, 30 juillet, je me levai tôt et, mon train n'arrivant qu'à onze heures, je me promenai dans ce petit Versailles du Rococo. Bien que cette ville contînt une importante garnison, je rencontrai peu de soldats. Dans une artère principale, on venait d'ouvrir une Exposition, et j'y pénétrai un instant pour voir des collections de porcelaines anciennes que la Cour avait prêtées à cette occasion. Dans une salle attenante, une exposition rétrospective d'uniformes militaires attira mes regards, et devant des vitrines de la guerre de 1870, un gardien débonnaire écoutait les récits d'un vétéran qui parlait du froid éprouvé à la bataille de Villiers. En sortant, je me rendis aux belles allées bordées de tilleuls, qui avaient vu passer, en 1805, l'empereur Napoléon. Quelques officiers de dragons s'y promenaient dans leurs tenues bleu ciel et blanc, au petit galop de leurs chevaux. Mâchonnant des cigarettes, ils étaient silencieux et semblaient préoccupés. Ils n'avaient plus cet air à la fois triomphant et blasé, ces conversations ricanantes des jours ordinaires. Lorsque j'arrivai au bout des allées, j'entrai par une grille dans le parc réservé du petit château nommé la « Favorite. »

Quelques enfans jouaient à la balle, sous la surveillance des *nurses*, à l'ombre des grands hêtres. Je fis le tour de ce domaine, de ces escaliers à attributs de chasse qui, derniers vestiges de l'influence française, descendaient avec une grâce toute latine, sur les gazons d'une place circulaire. En m'en retour-

nant, je vis venir, du fond du parc, une musique militaire en tenue de parade. Cette apparition dans ces solitudes m'étonnait. Elle déboucha en silence sur l'allée ouatée de mousse. J'ouvris la barrière de bois et la laissai ouverte, derrière moi, pour le passage de ces hommes qui, sans doute, venaient de jouer quelque aubade sous les fenêtres d'un général, aux environs de Louisbourg. Tout ce que j'avais aperçu depuis mon départ de Thuringe me prouvait que le gouvernement de Berlin avait laissé, jusqu'à la dernière minute, le Sud de l'Allemagne dans une sécurité factice, tandis que du Nord allait partir le coup de force de Luxembourg.

Arrivé près de la gare, je montai dans un bureau de poste pour expédier une dépêche à Paris et y annoncer mon arrivée. Lorsque j'y pénétrai, je trouvai, debout à l'unique guichet, une ordonnance militaire, devant une pile de télégrammes que la buraliste était en train de déchiffrer. Je pris un formulaire et m'installai sur un pupitre, près du soldat. La préposée avait fait le compte des dépêches, dont le nombre était considérable, et demanda au soldat s'il avait sur lui la somme nécessaire; il répondit affirmativement, et, pendant qu'il réglait ce compte, mes yeux tombèrent sur un télégramme qu'il avait abandonné. Portant une direction erronée, le soldat, par un scrupule de conscience exagéré, avait dû le recopier de sa main et avait distraitement laissé l'original, avec la correction au crayon, sur le buvard public. Ce n'était rien moins que le rappel des permissionnaires de l'active en congé de moissons. Je passai ma dépêche par-dessus l'épaule du soldat et, en redescendant l'escalier, je rencontrai des sergens porteurs de sacoches. Décidément, on sonnait le branle-bas de combat...

En face de la poste, on avait affiché un numéro spécial du *Tageblatt*, qui m'apprit la résolution de la Russie de se solidariser avec la Serbie. Plus loin, je lus le récit d'une grave bagarre, qui avait eu lieu, la veille au soir, à Stuttgart, devant l'hôtel Marquard, où des milliers de personnes avaient hué les officiers assemblés pour un banquet. Le peuple avait sifflé, insulté violemment les *Junkers* et crié : « A bas les buveurs de champagne ! » (« *Nieder mit den Champagner säufer!* ») La police avait chargé une partie de la nuit...

A ce moment, le rapide arriva en gare. Je m'y précipitai. Il était rempli de familles regagnant la frontière. Je dus rester

dans un couloir, en attendant le déjeuner. L'atmosphère était chargée d'inquiétude ; on la lisait sur tous les visages, mais on parlait peu. Dans le wagon-restaurant, je me trouvai assis en face d'un hobereau, qui me tendit la *Gazette de Francfort* et me dénonça hautement la Russie, comme ayant préparé contre l'Allemagne les plus perfides machinations. Je l'écoutai sans répondre, car, en cet instant, un gendarme passa de table en table, examinant sévèrement les voyageurs. La loquacité du hobereau me sauva sans doute d'investigations désagréables. Après le repas, grâce à la complaisance intéressée d'un conducteur, je fus installé, seul, dans le compartiment d'un wagon autrichien, qui arrivait de Trieste et dans lequel je demeurai jusqu'à Paris sans être inquiété. Près de Bade, d'énormes hangars de Zeppelins étaient dressés non loin de la voie, gardés par des factionnaires qui n'inspectaient pas encore le ciel. A Strasbourg, le mouvement était singulièrement faible. Peu de public, peu de soldats. Le calme avant l'orage. C'est la traversée de l'Alsace qui me révéla, pour la première fois, un état vraiment anormal. Les quais des gares étaient vides, comme si un souffle puissant les avait balayés pour faire place à des hordes prochaines. Plus de soldats du tout.

Les wagons des voies secondaires, qui, en temps ordinaire, stationnaient devant les hangars de la petite vitesse, étaient éloignés. Un silence immense planait sur la campagne. A Saverne, quelques familles alsaciennes accoururent, les larmes aux yeux, accompagnant des fils, les jeunes générations installées en France, qui regagnaient hâtivement leurs foyers. Pendant la traversée des Vosges, je vis des factionnaires, immobiles, garder les ponts, silhouettes verdâtres se confondant avec le vert des forêts. A Sarrebourg, plus personne ; seul sur le quai, un capitaine d'artillerie, un grand gaillard, debout, en tenue de guerre avec sa jeune femme en noir et un gamin habillé en matelot. Cette femme accrochée au bras de son mari, un mouchoir sur les lèvres, les yeux agrandis, fixait avec obstination quelque chose qui, à la place des malles absentes, attendait d'être mis dans le fourgon. Cet objet était un cercueil : un riche cercueil tout orné de lourds ornemens en rocaille d'argent, pour quelque notable, mort la veille du grand jour! Le hasard, dans un symbolisme presque grossier, l'avait amené là, sur le quai déblayé de la frontière, devant le groupe qui personnifiait le

départ pour la guerre et ses minutes extrêmes. Le train repartit, traversa les plaines d'Alsace.

Dans les vastes champs, frôlés par le Couchant, les paysans s'empressaient de rentrer leurs récoltes. Les voitures, cahotées par les ornières, roulaient dans une hâte grandissante : on fouettait les bêtes, on ramassait les meules, vite, vite, avant que les canons n'arrivassent et que les épis ne fussent écrasés sous les pieds des soldats...

A Avricourt, ce fut, déjà, la poussée angoissée, les fonctionnaires submergés, les nouvelles, plus graves de minute en minute, jetant la panique parmi les voyageurs. Le commissaire spécial annonça que tous les automobiles et tous les bagages étaient pris par les Allemands et arrêtés à la frontière. A l'horizon, le soleil descendait sur la Champagne, hostie sanglante et immense, dernier soleil de la paix, d'un pourpre inoubliable.

J'arrivai à Paris. La gare était pleine de monde. Les gens se cherchaient, s'étreignaient, se précipitaient, s'interrogeant fébrilement. De bouche en bouche, le mot court : « C'est la guerre, c'est la guerre... »

C'était elle, en effet.

FERDINAND BAC.

ESQUISSES MAROCAINES

MYSTICISME ET FANATISME

III [1]

E. Doutté : *Notes sur l'Islam moghrebin* (Revue de l'histoire des religions. 1900). — *Merrakesch* (1905. Comité du Maroc). — Moutet : *Les Confréries religieuses de l'Islam marocain* (Revue de l'histoire des religions. 1902). — Le Chatelier : *Les Confréries musulmanes du Hedjas* (Ernest Leroux). — Dupont et Coppolani : *Les Confréries religieuses musulmanes*. Archives marocaines. — Comte de Castries : *L'Islam*. — F. Cumont ; *Les religions orientales dans l'empire romain* (Ernest Leroux, 1909).

Les mystiques... Ils quittent ce monde, ils conversent avec le ciel. Chez tous c'est la même ambition de l'âme impatiente.

Mais pour nous faire une idée un peu générale et claire de ce qu'est le mystique musulman, n'essayons pas de le définir; opposons-le d'abord au mystique chrétien.

Mystique chrétien, mystique musulman, ces deux termes désignent deux états d'esprit, deux efforts spirituels essentiellement différens. Le mystique chrétien, par la prédominance raisonnée de la vie de l'âme, par la force de sa vertu, de ses renoncemens, est emporté hors du monde visible. Chez lui, l'état mystique est étroitement lié à l'état de sainteté : chasteté, abstinence, charité : la vertu est la forme de l'amour. Et l'amour fait son miracle, le ravit, le mène parfois jusqu'à l'extase. Aussitôt, comme une gerbe d'eau jaillie d'une source monte

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er septembre 1912 : *La Cueilleuse d'iris, le Rekkas, le Vizir*, et dans la *Revue* du 1er septembre 1913 : *Paysage et Religion*.

vers la lumière et retombe, cet amour qui a cherché le ciel retombe aussi et se répand sur les hommes. La voie est unique : elle est étroite ; tous les saints n'ont pas été des mystiques, mais tous les grands mystiques ont été des saints. Ils ont vu l'Ineffable ; la condition que leur a dictée cet Ineffable pour se révéler à eux est toujours la même : se renoncer soi-même et servir son semblable. De plus, le mystique chrétien, celui qui a des visions, que voit-il ? qu'entend-il ? Il reste dans une certaine réalité, il ne fait que transposer dans une sphère idéale les opérations naturelles des sens. Son Dieu, pour se rendre sensible, prend une forme humaine : c'est une radieuse apparition : c'est la transfiguration du vrai. Il entend des voix, mais ce sont des voix intelligibles qui répondent à son amour et lui dictent ses devoirs. Sainte Thérèse voyait son Seigneur, Jeanne d'Arc entendait des voix, mais si elles avaient passé les portes du réel, du sensible, elles n'avaient fait que franchir les bornes de ce qu'il nous est permis d'apercevoir, en ce monde, de certitude et de beauté. Si nous ne voyons pas ce qu'elles voyaient, nous pouvons du moins le concevoir.

Il n'en va pas de même du mystique musulman. Là où le mystique chrétien, poussé par son élan intérieur, force les barrières derrière lesquelles il veut voir l'Être éternel et parfait qui l'a créé *à son image*, le mystique musulman ne peut percevoir, à travers ses sens ne doit se représenter qu'un nom : Allah. Il cherche la vision, et il lui est interdit de voir. A cette vision impossible, défendue, supplée pour lui la sensation.

Sentir, sentir ce qu'on veut ; anéantir en soi les besoins ordinaires de la vie physique ; s'affranchir de la douleur en la niant, en la bravant, et se servir de cette douleur domptée qui tient lieu de vertu, qui se suffit, pour monter dans le ciel de l'extase, c'est l'idéal auquel peut facilement s'élever le malheureux. Dire à la pauvreté, à la souffrance : « Tu es un bien, » un bien sensuel, un bien charnel, un sujet d'orgueil, c'est être dès ce monde comme vainqueur de la nature et miraculé. C'est parvenir à une sorte de mysticisme de la chair, ce n'est plus offrir son corps en muet sacrifice au feu divin de l'âme, c'est au contraire en faire l'objet orgueilleux du miracle, et confondre en lui les lois ordinaires de la vie.

Nous verrons plus loin comment fonctionne ce mysticisme étrange. Voyons d'abord où il est né, cherchons si la source en

fut pure ou impure, s'il est apparu dans le domaine de la raison ou hors d'elle. Voyons-en la formation et puis la déformation. Commençons par le commencement. Pour cela ouvrons le Coran.

I. — L'ATTENTE

Dieu est Dieu et Mahomet est son prophète : formule unique qui convient à un peuple de conquérans. C'est une religion réduite à une devise, où se manifestait la volonté inexorable d'imposer à coups de cimeterre le monothéisme dans un monde que le Prophète trouvait infecté d'idolâtrie. Des préceptes de morale qui se confondent avec des préceptes d'hygiène et s'appliquent à la vie des tribus en marche, voilà le fonds essentiel du Coran. Le Livre organise la vie sociale, la vie familiale : c'est un code religieux et c'est un code civil. Celui qui veut bien user de la vie sera d'abord un soldat, un bon soldat du Prophète contre les adorateurs d'idoles. Il versera son sang pur sans marchander ; mais surtout il fera couler le sang corrompu. Le culte du soldat conquérant est sommaire : il s'agenouillera cinq fois par jour ; le ciel lumineux sur sa tête sera son temple, et de ce temple le point où la lumière émerge de l'ombre, l'orient, sera le sanctuaire auguste. Le soldat du Prophète ayant combattu les trois cent soixante mille idoles qui grimacent dans les temples jouira de toutes les voluptés : la femme sera l'instrument, protégé par la loi, de son bienveillant plaisir. Après sa mort, il retrouvera, dans les paradis de carnage, les mêmes joies que dans son corps et dans son âme il aura connues ou désirées : des plaisirs de conquérans repus de festins et de voluptés.

L'Ange qui apportait et révélait à Mahomet les versets du Coran, était-il donc si obsédé du rude combat à mener contre les idolâtres qu'il oubliât la foule des faibles, des vaincus, des solitaires, des contemplatifs, des passifs ? En contemplant l'Unité de Dieu le Prophète perdait-il la notion qu'une doctrine combative et purement virile ne pouvait sustenter tous les fidèles? Dans ces hordes d'Asie passées en Afrique qui infligeaient aux populations leur sanglant baptême, il y avait les courans qui traversent les peuples mêlés. La rafale passée, on voyait les familles d'âmes se rechercher, se joindre, se lier ensemble. Les uns s'enivraient de cette religion domina-

natrice qui codifiait la vie en ce monde et dans l'autre, invitait aux guerres, aux conquêtes. Ils suivaient les hordes guerrières. Les autres, retirés dans les campagnes, attachés à la vie agricole, adaptaient les notions et les rites musulmans à ce qui leur restait de paganisme primitif influencé de paganisme romain, ou d'un christianisme oublié, avili dans les divisions des sectes. Enfin, il y avait les contemplatifs, tous ceux qui portaient en eux quelque ferment spirituel, ceux que l'esprit travaille, les pacifiques qui voulaient le bien et la justice, les raisonneurs qui ne se contentent pas d'un code appliqué par des légistes, mais qui veulent commenter la loi, en discuter l'esprit. Avec ceux-là et très vite après la mort de Mahomet, le soufisme naissait.

C'est que tout de suite et toujours l'Islamisme eut besoin de réformateurs. Les descendans de Mahomet, les Khalifes, chefs religieux et chefs temporels, laissaient se perdre en jouissance de domination, de luxe et de volupté les richesses spirituelles dont ils étaient les distributeurs. Ces maîtres qui se croyaient incorruptibles, délivrés du mal par la sublimité de leur naissance, se reposaient dans cet insigne privilège. Élus d'avance pour les joies promises dans l'autre vie, ils étaient dispensés de l'effort : les adorations qu'ils recevaient étaient le tribut naturel offert en leur personne au Prophète et, par le Prophète, au Dieu unique. Et le peuple, disposé à vénérer en eux la représentation charnelle, vivante du père commun, ne leur demandait rien que d'exister, puissans, heureux, vainqueurs dans les batailles, riches en épouses pour perpétuer le sang d'où coulent les bénédictions. Ils imposaient la loi, mais ils étaient eux-mêmes au-dessus de la loi, exempts du péché. Sous leurs pieds sacrés étaient les escabeaux où les humbles prosternés demandaient à déposer les présens, les dîmes, les ceintures pleines de rouleaux d'argent.

Et quand les khalifes, entraînés au loin par les guerres, cessèrent d'être directement les gardiens du Livre révélé et de « tenir » les âmes, quand ils créèrent, pour la régularité du culte, les ulémas, ceux-ci subirent à leur tour la même tentation et la même déformation. Ils aspirèrent invinciblement à devenir riches et puissans. Pourquoi celui qui détient le pouvoir et le droit de jouir et d'amasser attendrait-il la mort pour entrer en possession des biens que le Paradis lui promet, mais

que la terre lui offre ? Les robes de soie verte l'attendent, les femmes lui tendent les bras, lui présentent les parfums, les musiciens avec les luths enchantent ses heures, les grasses brebis se pressent dans ses étables et tous les jours son domaine grandit des parcelles que lui offre le pauvre en guise de prière. Plus il est riche, plus il est puissant, et plus il est puissant, plus on lui donne. Si le peuple souffre et gémit, il se résigne en songeant qu'Allah le veut ainsi, et le culte alors se réduit aisément à deux actes très simples : d'une part prendre et commander, de l'autre donner et obéir. — *Mektoub*, dit le Livre. Allah le Suprême l'a décrété ainsi. Tout est inscrit d'avance sur le registre des Anges. Le fort se complaît dans sa force et le faible dans sa faiblesse. Les volontés d'en haut s'exécutent selon des desseins cachés pour une fin qu'il n'est pas donné à l'homme de connaître, ni même de comprendre. L'Esprit alors est enchaîné, et aussitôt ce qu'on pourrait appeler son principe vivant s'échappe. Les chefs religieux, après les khalifes et au nom des khalifes, changent comme leurs maîtres l'esprit de charité en esprit de domination, et l'appétit de donner en appétit de recevoir.

II. — LE SOUFISTE

Quand un culte en est là, il voit toujours naître le réformateur, celui qui communique secrètement avec les âmes, sent leurs besoins intimes et va rallumer en elles l'étincelle prête à s'éteindre.

Quand les Ulémas, après les khalifes, obscurcissaient dans les préoccupations de lucre les clartés spirituelles qu'ils avaient eu mission de répandre, du sein du peuple naissait infailliblement l'ami de la pauvreté, le *Soufiste*, l'homme vêtu de laine. Laissant les fils aveugles du Prophète à leurs richesses, à leurs plaisirs, il s'en allait, seul, remontant le cours du temps, s'asseoir à la source pure d'où l'idée avait jailli. Dans une retraite érémitique choisie parfois aux lieux mêmes que des ermites chrétiens avaient consacrés, aux bords du Jourdain, ou dans la sèche Thébaïde, il ouvrait le livre, son livre, le Coran, il le méditait, il le commentait. En marge du dogme succinct, il trouvait les hadits, les belles sonnas riches en légendes, en récits de miracles, en traditions orales,

qui se prêtent à la complexité de la vie, à la diversité des âmes. Au lieu du commandement simple et brutal : « Obéissez et donnez, » il trouvait la persuasion douce, intérieure qui s'épanchait en amour, en poésie, en charité, et l'ordre que lui dictaient les anges était de veiller sur le pauvre, de l'aider, et de l'amener à cette conception spirituelle qui portait en elle-même sa splendide récompense.

Alors on le voyait revenir, le soufiste, l'homme vêtu de laine, au regard doux ; il allait à pied, égrenant son chapelet d'ambre, il dénonçait comme vaine l'ambition des richesses, il trouvait un prestige à la pauvreté, il y pressentait comme une liberté matérielle et spirituelle. Quelle prise a-t-on sur celui qui ne veut rien ? Il comprenait que, renonçant à la matière, il allait vivre dans l'intimité des idées pures, divines : renonçant à ce monde, il atteindrait un autre univers plein de clartés, il saisirait l'Insaisissable, et tandis que l'*uléma* compterait avec ses intendans les têtes de bétail, lui, le soufiste, il compterait les lumières derrière lesquelles Dieu se voile. Moralité, charité, philosophie, paix intérieure, tout tentait ce sage dans la doctrine du renoncement dont il avait été si loin, en suivant des pas sanctifiés, relever les traces. Se dépouiller volontairement, comprendre pour soi-même et apprendre aux autres la valeur de la souffrance, de la misère pour ainsi dire libres et consenties, c'était couper les rudes liens que faisaient sentir les oppresseurs, leur échapper et se sentir soudain affranchis de toute entrave.

Ainsi ce qui avait fait l'humiliation se changerait en joie et en orgueil. Au lieu d'acquérir, de disputer, ou de gémir, le fidèle triomphant se dépouillera ; au lieu de chercher à jouir, il s'appliquera à souffrir patiemment et peu à peu les besoins, les appétits de la vie temporelle se retireront de lui comme une onde impure qui salissait son vêtement. Alors le soufiste ne sera plus l'homme « vêtu de laine, » mais couvert du « manteau de l'illustration. » Il sera pris, emporté par les anges dans l'éther où, de sphère en sphère, de lumière en lumière, il atteindra le Paradis, la Vision suprême ; l'Inconnaissable lui sera révélé. S'il ne comprend pas l'injustice de la terre, il comprendra la justice du ciel car elle l'aura, avant la mort, délivré de l'oppression. Il sera mort à sa vie misérable, mais vivant dans la vision béatifique qui tient les sens en suspens, l'affranchit de

la faim, de la soif, du froid, du chaud, le transporte dans les régions où le corps est invulnérable et où l'âme s'exalte dans une ascension triomphale.

Ainsi du même foyer coranique deux voies s'ouvrent et divergent; l'une, on a essayé de le montrer ici même (1), par le culte personnel rendu à la descendance charnelle du Prophète, au marabout, ramenait l'homme à cette sorte d'animisme primitif, qui établit une correspondance mystérieuse entre les hommes et les choses. Dans l'autre voie au contraire, on reniait la terre, on ne voulait ni l'adorer ni même la subir. Comme le marabout, le soufiste se reliait à Mahomet, mais non par la filiation naturelle qui se prouve sur les rameaux enluminés de l'arbre généalogique. Il se rattachait au Prophète par la chaîne autrement mystérieuse et toute spirituelle qu'il appelait lui-même « la chaîne mystique » le long de laquelle descend, invisible, le feu du Ciel.

L'homme « vêtu de l'illustration » qui prêche sous les dattiers la bonté, la clémence, le dénuement, voit venir à lui les affamés, les souffrans, tous ceux en qui l'idée miraculeuse de vertu est née de la corruption même de ce qui les entoure. Il ne leur promet pas, comme le marabout terre à terre, les prospérités précaires, la guérison de leurs maux. Il ne s'agit plus, sous le couvert du marabout, d'enchanter les sources, de conjurer ou d'adjurer les djnounn, d'interpréter les bruissemens des feuillages, les vols des oiseaux, d'enfermer dans les petits sachets de cuir le secret du salut et de rentrer, sans le vouloir, sans le savoir, dans le sein du paganisme : non, on va quitter délibérément la terre, la renoncer, se mettre en marche en grandes légions pour la grande conquête : celle du ciel. Ensemble, dans des unissons immenses, on proclamera la fidélité à Mahomet, on contemplera la splendide Unité de Dieu, on l'atteindra, on s'y absorbera, on y résidera.

Le renoncement est aisé à qui ne possède rien. Le soir, aux souks, pendant que les chameaux agenouillés sommeillent et que le jour torride s'allège, les maîtres, couchés sur les nattes au seuil des tentes, respirent les parfums qu'exhalent les cassolettes et comptent dans leurs rêves astucieux les pièces d'argent qu'ils tireront du pauvre, alors chameliers et

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er septembre 1913, *Paysage et Religion*.

muletiers de la caravane, pâtres attirés par la vue du petit campement, par les friandes odeurs de sucre et de graisse, voient venir à eux le soufiste. L'homme vêtu de laine, tout pareil à eux avec ses pieds nus, plus pauvre qu'eux, portant son bien dans sa besace, leur dit :

« Mohammed ben Ali a rapporté ceci :

« Il y avait avec nous à la Mecque un jeune homme couvert d'une vieille couverture bariolée. Il ne nous fréquentait pas, il ne s'abaissait jamais en notre compagnie.

« Pris d'affection pour lui, je lui portai deux cents drachmes que je tenais d'une source pure et je les déposai sur le bord de son tapis de prière en lui disant : — J'ai réalisé cette somme par des moyens licites. Prends-la et dépense-la pour tes besoins. Mais me regardant d'un air courroucé, il me répondit :

« — J'ai acheté cette place auprès de Dieu afin de me tenir à l'écart des choses de ce monde pour 70 000 douros sans compter les propriétés foncières et les produits de la terre. Voudrais-tu maintenant me la faire perdre pour l'argent que tu m'apportes? Et se levant, il le jeta loin de lui et je dus le ramasser.

« Je n'ai jamais vu une fierté pareille à celle qu'il montrait en jetant cet argent, ni une humilité pareille à la mienne quand je le ramassai. »

Une place auprès de Dieu, l'anticipation du Paradis, quelle revanche prodigieuse pour celui qui a tondu sa brebis au profit du maître puissant, et qui n'a pas de place au festin où se succèdent les plats de cousscouss et de beignets frits! Il est accouru, il appelle à lui ses frères. Les plus pauvres sont les plus empressés. Nulle inquiétude de conscience. Nulle apparence d'hérésie. On touche au contraire pour le baiser le manteau du Prophète. Nul dogme insolite. Si le Prophète, dans le Livre des forts, a organisé la guerre, la conquête, la possession des biens, la puissance et la volupté, on lit aussi dans la *Sonna :* « Il existe une clé pour toutes choses. La clé du Paradis est l'amour des malheureux, des pauvres. » « Sachez que les voies qui conduisent à Dieu, dit encore la *Sonna*, sont plus nombreuses que les étoiles du firmament, mais la plus sûre de ces voies est celle de la pauvreté. » Et enfin : « Les pauvres entreront au Paradis une journée avant le riche, ce qui représente une avance de cinq cents années. »

Mahomet avait tenu dans ses mains sacrées la clé des

clés. Il avait dû pour lui-même ouvrir les trésors visibles. La pompe qui l'entourait était le signe sensible de l'élection dont il avait été l'objet de la part de Dieu ; il achetait de quatre-vingts chameaux les pierres précieuses qui resplendissaient sur les poitrines de ses épouses, mais c'était lui aussi qui remettait au soufiste la clé des trésors invisibles. La gloire de la pauvreté, il l'avait comprise et célébrée ; c'était entrer dans une « des voies innombrables » qui mènent à Dieu que suivre le maître nouveau, le soufiste. Chaque jour à Medine, Mahomet avait salué les Ahes-Soffa (les gens du banc) qui se délectaient de prières, l'Envoyé s'était associé à leur psalmodie coranique, il avait partagé avec eux le pain frugal. Il avait respecté et compris leur contemplation. Jamais il n'avait dit aux « gens du banc : » « Levez-vous, allez combattre les idolâtres. » C'était donc de lui que ces méditatifs, ces abstinens avaient reçu l'initiation première. Les Ah-es-Soffa en le voyant paraître se levaient et proclamaient ensemble. : « Il n'y a de Dieu que Dieu. » Après eux le soufiste répétait : « Il n'y a de Dieu que Dieu. Il est l'Unique. » Parmi les voies innombrables, l'ami de la pauvreté en ouvrait une nouvelle, plus large, plus attirante, où les âmes endolories pouvaient se précipiter. Elles poursuivraient cet Unique à travers les zones de lumière qu'avait parcourues l'apôtre, et où s'irradie l'Unité. Parmi les clés qui ouvrent toutes choses il en montrait une qui ouvrait les portes jusque-là scellées, des portes qui avaient séparé les mortels des cercles du Paradis. Derrière le soufiste on irait, on avancerait jusqu'à l'Impénétrable. Les cent soixante mille voiles, derrière lesquels il est caché, se déchireraient les uns après les autres, sous l'élan de l'âme qui fait son ascension. Et cet élan, commencé dans la contemplation tranquille de l'idéal, continuerait, s'accélérerait dans la ferveur, dans le vertige de la prière.

III. — LA PRIÈRE

Mais quelle prière? Pour le soufiste, il ne s'agit pas de s'ménager durant la précaire vie de ce monde un abri, et de le mettre sous le patronage des génies cachés dans les troncs d'arbre, ni de suspendre aux branches de l'olivier les chiffons de laine propitiatoires. Pas de divinités déguisées, pas d'idoles : l'homme nu, dépossédé, refoule, de son élan impa-

tient, derrière lui la terre, pour s'élancer dans le ciel à la recherche d'un bien et d'une splendeur sans nom. Comment atteindre cet Inconnaissable que les yeux du corps ne peuvent se représenter, cet Insensible qui n'a jamais souffert, ce Tout-Puissant qui ignore la faiblesse? Comment entrer dans la contemplation de son Unité? Aucun colloque intime ne peut s'établir avec cette unité sans substance, aucune méditation n'abolira l'incommensurable distance qui le sépare de la chétive et sauvage créature qui le poursuit : sauvage, c'est-à-dire inculte, à peine dégagée de la nature. Cet Inconnaissable est partout et il n'est nulle part, retiré derrière les soleils qui ne sont que les parcelles de son unité, épars sur la surface scintillante des eaux, flamboyant dans la lumière où resplendissent les sables du désert et où, dans les plaines, se torréfient les moissons. Les calamités qui accablent les hommes sont l'effet de sa volonté. Aucune supplication n'en détournera le cours. Il n'a pas pitié. Insaisissable, quel culte intime lui rendra celui qui ne se contente pas du culte pratique, des brèves prières commandées et des ablutions rituelles? Le mystique, celui qui veut voir l'Invisible et sentir l'Insensible n'aura qu'un recours : ses lèvres s'ouvriront, timides, pour prononcer le nom ineffable ; le maître soufiste leur enseignera les versets où le nom répété cent fois, deux cents fois, six cents fois sans interruption emportera l'âme comme un souffle puissant et la lancera dans les sphères. Ce nom, multiplié comme une image dans des miroirs, allumera dans le cœur, dans les sens, l'étincelle du feu pur qui grandit, anéantit la matière, libère une intention éternelle d'adoration. En répétant ce nom, le fidèle ne trouvera pas la satiété, mais l'ivresse. Ce nom, c'est la seule forme sensible de cet Infini qui ne s'épuise pas. Petite poussière humaine, celui qui le redira sera emporté loin de ce monde dans le tournoiement immense des sphères : le nom inépuisable, mêlé à chaque battement de ses artères, l'associera à la vie universelle émanée de l'Un ; parcelle perdue de l'Unité, il rentrera dans le sein du Tout-Puissant, il s'incorporera à lui, comme un corpuscule de feu dans un soleil. Ce nom de Dieu qui exprime à la fois toutes les perfections, toutes les idées, toutes les forces, il en dénombrera indéfiniment les attributs; il les glorifiera ; chaque louange nouvelle sera une lumière nouvelle sur la voie de l'Infini. Dans cette perspective

illimitée ouverte sur un nom, l'homme verra l'infini de son amour, de son respect, de sa crainte ; de degré en degré, de lumière en lumière, il s'acheminera vers la « station immuable du parvenu, du submergé. »

Tel est le rêve ! tel est le mode insubstantiel de prière : une contemplation éperdue devant un soleil. Dépouillé, mais transfiguré, le maître qui répandait cet enseignement apparaissait à ses disciples lui-même tout revêtu de lumières. Et si le misérable n'osait aspirer lui même à voir Dieu, il voyait du moins « celui qui a vu Dieu. » L'enseignement était tout oral et si d'un maître soufiste à un autre maître soufiste il y avait analogie de doctrine et de méthode, nulle part il n'y avait uniformité de culte, ni de consécration. L'homme vêtu du manteau de l'Illustration invitait librement ses frères à contempler dans sa personne le miracle auguste, auquel sa volonté, sa vertu, avaient coopéré, et qui l'avait, comme El Khidr (Elie), affranchi de la vie sans la mort, et porté vivant, au ciel, sur le char de feu. Plus heureux que Mahomet, qui n'était que l'Envoyé, il était, lui, celui à qui Dieu s'est révélé. Il participait à sa gloire. Si les Ulémas lui reprochaient son orgueil, le ramenaient à l'enseignement du Coran qui ne franchit pas les limites de la connaissance, le soufiste répondait : « Mahomet ne pouvait savoir ce qui est caché. » Il prenait silencieusement possession des âmes. A celui qui, de l'aube au soir, avait vu dans la petite bourgade, ou dans la promiscuité du souk, tant de vice, tant de misère, et, quand le pouvoir se faisait sentir, tant d'injustice, il promettait la vision qui l'exaltait lui-même. Pour s'asseoir avec les anges au degré sublime de l'échelle mystique, point n'était besoin d'offrande obligatoire, ni d'aucun autre effort que celui des lèvres qui dénombrent insatiablement le nom innombrable. Que le marabout vorace soit déserté, que ses reliques et les reliques de ses reliques cessent d'être l'objet d'une dévotion idolâtre. « Écoutez-moi, » disait le soufiste, « vous ne trouverez pas toujours un homme qui vienne à vous avec de libres vérités. sans souci de gloire ou d'argent, sans autre mobile que la sollicitude pour vous, et résolu à supporter, s'il le faut, les moqueries, le tumulte et les clameurs. »

« Sache, » disait Abd el Kader el Djelani, le saint de Bagdad, dont les soufistes relevaient la chaîne mystique, « sache que le pauvre peut se passer de toutes choses, excepté de Dieu. L'action

la plus méritoire consiste à préserver son âme de toute aspiration vers autre chose que Dieu : qu'il soit exalté! »

Ainsi le Saint s'affranchissait du pouvoir, s'opposait à lui, séduisait les pauvres. Les Ulémas ouvraient le Coran pour y relire de leurs yeux mécontens le verset où, sous la dictée de l'ange, le Prophète avait écrit : « Je crains moins les ennemis de la religion que j'ai établie que les chefs religieux que le temps doit amener. » Ils voyaient là la menace prophétique qui les fortifiait contre les nouveaux venus, les rendaient sourds à toute tentative de conciliation, obstinés dans leurs erremens. Et les foules subissaient l'attrait magnétique que confère une puissante vie intérieure. Autour du Saint, autour des saints, on se groupait. Partout où ils résidaient, autour des zaouïa où ils se retiraient avec des disciples, partout où ils passaient, naissait et se propageait un mysticisme sporadique, inégal, qui ne se définissait pas clairement dans une doctrine, mais s'alimentait surtout de ferveur, du sentiment de la force immense que donne le nombre, la discipline, la fraternité. La confrérie se fondait : la zaouïa où résidait le saint en était le siège. Puis, les successeurs du saint enseignaient le verset dans lequel le Saint avait fixé la forme de la prière. C'était là le secret, et pour ainsi dire le philtre producteur d'extase et de vertu. Lui aussi, le saint comme le marabout, laissait sa relique, mais une relique spirituelle : ce « dikr, » ces versets où le nom de Dieu résonne comme un battant d'airain sur une cloche sonore :

« Il n'y a de Dieu que Dieu, » disait la prière, et puis, « cent fois Allah! » « O maître des deux mondes, ô notre Dieu, faites-nous vivre dans le bonheur. O Maître des deux Mondes, que le salut soit sur les envoyés de Dieu! » et « cent fois Allah. » La voie était ouverte, la voie sacrée le long de laquelle on voyait luire comme des flambeaux les attributs de Dieu.

« Il n'y a de Dieu que Dieu : le vrai, le certain.

« Il n'y a de Dieu que Dieu : le vrai, le fort.

« Il n'y a de Dieu que Dieu : le vrai, le certifié.

« Il n'y a de Dieu que Dieu : le seul, le victorieux.

« Il n'y a de Dieu que Dieu : le fort par excellence, le Miséricordieux. »

A mesure qu'on avançait, les flambeaux se multipliaient.

« Il n'y a de Dieu que Dieu, l'Unique, » disent les disciples d'El-Doukali. « Nous faisons cette dernière invocation sans

compter. » En effet, pourquoi compter ses pas, quand on est sur la voie de l'Infini. On s'épuiserait à dénombrer la série des attributs de Dieu. telle qu'on la trouve dans le dikr d'El-Doukali; le saint les a exhalées avec la fécondité inventive de la poésie et de l'amour. « Il n'y a de Dieu que Dieu. » Ce principe doctrinal devient le cri lyrique d'une créature qui s'exalte, en qui l'acte de foi devient une fièvre, un délire. Elle se dresse, défiante, combative, contre celui qui contesterait cette Unité, ou tenterait de l'arracher à la contemplation enivrante.

« Si tu connaissais Dieu, son prophète et la Sonna, » dit un soufi, « tu saurais que la fréquentation des soufis purifie la conscience.

Ce sont eux qu'on fréquente dans les grands malheurs.

Moi, je m'éloigne de ce monde détesté. Tes paroles à toi, qui les entend, homme sans origine? Approche-toi donc des soufis, et tu verras que leur enseignement est fait de science cachée et de pureté morale. Tu obtiendras l'ivresse divine.

Quiconque nous manifeste sa jalousie, nous le frappons au foie avec une flèche, tandis que les hommes qui ne nous oublient pas voient prospérer leurs affaires.

Heureux celui qui se grise de la liqueur de mon verre toujours plein.

A ceux qui nient, répondez : Nous buvons ce verre.

Dans les mers de lumière, nous sommes entrés. »

Dans les mers de lumière, voilà le grand rêve qu'inspire au pâtre, au chamelier, au muletier nomade, le ciel torride, les nuits religieuses pleines d'étoiles, ardentes et tremblantes comme des âmes en prière. Les lumières! C'est toujours là qu'on en vient. D'une confrérie à l'autre l'idéal mystique ne varie guère : déchirer les voiles, participer à la chaude palpitation de l'éther, posséder en soi cet esprit de lumière qui règne sur une nature sans mutation, esprit unique qui enflamme les vagues de sable et semble descendre jusqu'aux dernières profondeurs de la mer.

Et tout de suite, en s'avançant dans les mers de lumière, on s'éloignait de l'enseignement pénétré de charité, d'humilité des maîtres véritables, les premiers soufistes. Au lieu de prier, on buvait le philtre dans « le verre toujours plein. » Il y avait bien les écrits, les beaux préceptes, les poèmes laissés par l'homme vêtu de laine, mais ces écrits pleins de parfum évangé-

lique, adaptés à la condition humaine, enfouis dans les saintes zaouïa, qui les connaissait? qui les lisait? qui les commentait? Souvenons-nous que dans tout le monde arabe et arabisé la science d'écrire et de lire est une science difficile et rare. Le taleb, le lettré qui, matériellement, tient la plume de roseau, l'encrier à sept trous, est déjà une manière de savant. Lire un texte manuscrit, c'est le déchiffrer. L'écriture n'est composée que de consonnes : la voyelle, le son qui donne la vie au mot n'apparaît qu'à l'état de signe diacritique, comme les accens sur nos *e*. Chaque mot réduit à des consonnes surmontées de signes se prête ainsi aux interprétations et cette difficulté s'accroît de l'extraordinaire richesse de la langue, de tous les enroulemens subtils, des guirlandes poétiques dont la pensée se pare. Il faut avoir vu un taleb se pencher sur un texte écrit la veille, l'étudier comme un papyrus, en épeler pour ainsi dire mot à mot le sens pour comprendre combien, en ce pays de mystère, tout est caché. L'idée est voilée dans l'image et l'image dans l'incertitude du mot. La foule, le nombre ne connut des beaux écrits des soufistes que ce qu'en retint une tradition orale, abrégée, adaptée à son niveau de rudimentaire intelligence, de moralité facile, et à sa vie nomade. Autour des maîtres on se groupait, mais aussitôt on se dispersait : la doctrine était comme une semence que nul ne cultive, jetée par le hasard dans une terre sauvage. Des têtes débiles, des cœurs passionnés transmettaient la formule de prière à d'autres têtes débiles, à d'autres cœurs passionnés. Elle voyageait avec les caravanes, elle s'altérait, et surtout sa vertu intime s'échappait, comme le liquide fuit d'un vase. Et pourtant, on ne saurait trop le redire et s'y complaire, le vrai soufi, le maître originel avait brûlé du feu de la Charité, il s'était approché de la vérité éternelle, du mysticisme saint, c'est-à-dire humain. S'il avait vu Dieu, il avait cherché dans cette vision la vision pitoyable de son semblable. « Sache, » disait-il, « que le Dieu très-haut nous assiste l'un et l'autre, ainsi que tous les Musulmans; que notre école est fondée sur le Livre Saint, la Sonna, la pureté de l'âme, la charité, la bienfaisance, l'abstention de tout procédé inhumain, la patience à supporter le mal qu'on nous fait et le pardon des offenses venues des frères. Je te recommande, ô mon enfant, en vue de Dieu, le respect constant des chefs spirituels, les bons conseils

aux petits et aux grands. Sache, ô mon enfant, que la vraie pauvreté consiste à n'avoir pas besoin de son semblable. »

Doctrine pure et accessible qui tient compte de la vie et des hommes et que l'on aime à contempler encore un moment comme une source jaillie toute fraîche et limpide de l'abondance du cœur avant de la voir s'ensabler, se souiller, se charger de hideuses scories et reparaître méconnaissable, morte, toute pourrie dans des âmes démentes. Fils fidèle de Mahomet, le Saint n'avait pas fondé une secte qui attaque, guerroie, précise et épure sa doctrine et sa prière en combattant pour elles. Ce qu'il avait conçu de philosophie demeurait un mystère inaccessible aux foules. Ce Fils solitaire de la vérité ne leur léguait que sa formule bientôt réputée magique.

S'il avait un instant renoué le fil léger qui relie le Coran à l'Évangile et aux Écritures hébraïques, lui disparu, le nœud se rompait. Les fidèles ne manquaient pas, ils étaient toujours prêts à venir se lier, s'allier, se liguer, participer aux bénéfices spirituels si largement promis, mais le trésor qu'ils espéraient s'approprier était un trésor enfermé dans une cassette dont la clé et le secret se perdaient. « Il y a une clé pour toutes choses, » avait dit le Saint. Il l'avait tenue, cette clé, dans ses mains sanctifiées. Il l'emportait dans la tombe, ou bien elle était enfouie avec les manuscrits indéchiffrables, — au fond des zaouïa. A ceux qui voulaient jouir des bienfaits de l'initiation, il restait l'énonciation du dikr, parfois aussi monotone, aussi sauvage que les cris des chacals dans la plaine vide et la nuit déserte. A l'ignorant, au pauvre, le dikr devait suffire. En le récitant avec patience, avec obéissance, avec acharnement, l'humble fidèle qui jamais n'avait osé lever son visage vers le Puissant, l'affligé qui voyait dans son infortune le jeu des démons, l'aveugle qui, pour dernière vision en ce monde, avait vu les clous rougis au feu et les rires barbares des bourreaux se délectant de son supplice, le pauvre, l'affligé, l'aveugle verraient Dieu.

IV. — LES MAITRES

Mais comment être certains qu'ils seraient dans la voie délectable? Qui les conduirait, qui les réunirait en légions fraternelles et serait leur père après que le Saint, le vrai Saint, s'était endormi dans la mort?

« Asservis ton âme jusqu'à ce qu'elle soit éclairée, » avait dit le Juste.

Asservir son âme au directeur spirituel, au continuateur du Maître, au successeur désigné par lui et au successeur des successeurs, à tous les héritiers par la chaîne mystique de la baraka, c'est se sentir assuré, sur la voie miraculeuse, de ne s'égarer jamais. Par une filiation non plus charnelle, comme celle dont les marabouts et les chérifs se réclament, mais par une filiation spirituelle, le chef de la Confrérie, le Cheikh est le fils légitime du Saint et, par le Saint, un fils du Très-Haut. Asservir ses lèvres aux prières qu'il prescrira, c'est se décharger sur lui du soin de projeter les âmes dans les sphères magnifiques. Quel besoin de penser, de prévoir quand il s'agit d'obéir? Le cheikh, le chef communique avec le puissant. « Qui n'a pas de maître a pour iman le démon, » dit Abou-Gazid-Beslani. Le cheikh est une image derrière laquelle l'initié cherche à pénétrer les intentions divines. Et ailleurs : « L'initié pour le Cheikh est un dépôt de Dieu. » « L'initié, celui qu'on appelle le *mourid*, le *khouan*, doit tenir son cœur enchaîné au Cheikh. » Et si le maître est invisible, retiré dans la zaouïa au fond des plaines, ou derrière les murailles des montagnes, inaccessible son prestige n'en est que plus grand. Alors la hiérarchie se fonde, le réseau se forme; il ignore les bornes des empires et couvre la terre musulmane. Le maître nomme ses khalifas, organise les cadres pour l'armée des khouans; les mokkadem, sur les mules ou, à travers le désert, sur les meharis, portent ses ordres et ses promesses. Chaque affilié nouveau devient un instrument de propagande. Pour une petite ziarra, une petite dîme, un mince tribut, on entrera dans la légion héroïque : on sera khouan. — Quel attrait pour les obéissans, les passifs, les primitifs pauvres en pensée, riches en énergie intérieure et qui aspirent aux sensations violentes! De village à village, se faire signe les uns aux autres, se reconnaître, s'assembler dans une commune espérance sur le monticule où passe le vent, se tenir tous ensemble assis sur les talons, le corps replié sous les plis des beurnouss, tous immobiles comme un seul fragment d'inerte matière, subir sans proférer un son la silencieuse attente, espérer l'élan du cheikh qui détient la volonté de tous, c'est déjà entrer dans la grande extase et c'est aussi entrer dans cette fraternité supérieure où chacun sent la vie et la force de tous les autres.

Songeons-y, le pauvre musulman est si seul! Son cœur, le dernier trésor inviolable du pauvre, s'appauvrit dans la polygamie sensuelle, dans le pullulement des enfans : le dur asservissement de la femme détourne aussi le cours naturel des affections. La pauvre épouse, instrument de plaisir et puis bête de charge, que l'on voit pliée en deux, les mains touchant presque le sol, succombant sous le poids du fardeau que l'homme dédaigne, la pauvre épouse a peu à donner. Elle offre son flanc docile au plaisir de l'homme et, quand sa jeunesse est passée, elle finit sa vie flétrie dans le dévouement de vieille esclave qui tourne, les yeux fermés, la roue de son infortune. Son ardeur dépensée en maternité ingrate s'épuise alors en effrénés bavardages, en superstitions ineptes où se réfugient ses dernières tendresses, ses dernières espérances. L'homme, à ce foyer précaire, changeant, ignore la stabilité, la régularité des affections; l'aînée de ses filles pourrait être la mère de sa dernière épouse, et les premiers de ses fils les grands-pères des derniers enfans. Trop souvent une famille est une tribu pleine de querelles. Les générations s'y confondent sans ordre, sans rythme. Dans l'affiliation aux confréries, l'homme trouve le contact étroit avec ses semblables; il trouve des frères avec qui partager une espérance et un maître, un père, le cheikh, à qui remettre sa volonté. Trop ignorant pour distinguer le vrai du faux, le possible de l'impossible, il attend tout de son acte d'obéissance.

Et quand le cheikh lui présente le petit fil noirci en lui disant : « C'est le flambeau du ciel à la lueur duquel tu verras Dieu, » le pauvre mourid ouvre tout grands ses yeux. Moins il voit et plus il croit, persuadé qu'il ne lui faut que persévérer, multiplier l'énergie de son effort, pour voir l'Invisible. En attendant, il sent du moins avec les khouans, ses frères, comme une chaude fraternité d'ivresse, il est enrôlé, encadré dans une hiérarchie spirituelle, une armée qui le mène à la conquête céleste. S'il va, sur sa mule, conduisant les chameaux, nomade d'une bourgade à l'autre, il sait qu'il trouvera des initiés, des adeptes de la confrérie à laquelle il appartient : ce sera sa grande famille spirituelle, il y trouvera un groupe pareil à celui qu'il a quitté la veille et sur un signe, qui le fera reconnaître comme initié, il sera admis au milieu d'eux, il recevra de ses frères l'hospitalité ou le secours que des alliés se doivent, il entendra la cadence familière du dikr. Au nom du chef de la

confrérie, du Saint vénéré, il demandera, il obtiendra la permission de dormir, de manger chez un frère. Tantôt, possédé de l'ardeur mystique, il cherche à entrer dans les mers de lumière. Mais tantôt, voyageur fatigué, il ne demande que la galette de pain noir, la flamme du foyer ou l'ombre de la zaouïa. — Abrité sur les biens habous, nourri par eux, il se sent à la fois protégé sur la terre et relié à la phalange innombrable et supérieure où il devient lui-même parcelle vivante d'un organisme. Le cheikh est l'émanation de Dieu sur la terre, il dispense la lumière spirituelle et aussi le pain à qui a faim, l'eau à qui a soif, le grain pour ensemencer le champ dévasté par les sauterelles. Une correspondance s'établit entre l'assistance temporelle et la spirituelle et la créature avide de vivre, de croire et de voir appartient tout entière à son maître. Aveuglément docile, le khouan se couche, nu, sur la table où le maître prend possession de lui ; il respire avec délices l'anesthésie du dikr. C'est un philtre qu'il boit et au fond duquel il voit les mirages qui l'exaltent. Il aime se sentir enchaîné, subjugué, il jouit avec volupté de cette domination qui l'emporte avec ses frères hors des réalités mornes de sa vie. Il y exerce ses facultés d'amour. Obéir volontairement, c'est aimer. Se lier esclave à celui qui a reçu, à travers la chaîne mystique du Saint et de Dieu, l'héritage sacré, c'est aimer. Se coucher à terre avec la horde des khouans, faire tous ensemble avec leurs corps nus un tapis vivant sous les sabots du cheval qui porte le cheikh orgueilleux, c'est aimer. Se relever ensuite sans blessure, sans rien sentir des meurtrissures que les pas du cheval ont laissées sur les ventres, sur les poitrines, c'est proclamer par un fait triomphal le miracle de l'amour. Et ne pas souffrir quand on s'immole vivant à celui qu'on aime, c'est se déclarer invincible, délivré de la peur et du mal, c'est grandir sa destinée jusqu'à rire de celle qui met les princes du monde craintifs et souffrans sur des trônes. Mahomet lui-même, simple envoyé de Dieu, ne pouvait voir ce qui est caché. Mais le khouan, lui, le voit ou le verra. En attendant il fait partie d'une cohorte invincible, il a partout des frères, il subit la destinée du cœur, il aime, il obéit, il est protégé ; s'il est trop pauvre, les silos de la zaouïa s'ouvrent pour lui. L'énergie de son être primitif se dépense, délivré de la raison et de la douleur, hurlant de bonheur dans le ciel de l'extase.

V. — L'EXTASE

Pour comprendre la nature du phénomène qu'ils attendent, reportons-nous par comparaison au temps où les dieux antiques vivaient avec les hommes dans une intimité presque fraternelle; où ils descendaient sur la terre, partageaient les plaisirs, les voluptés de leurs créatures, entraient dans leurs querelles et faisaient parfois d'eux l'objet de leurs jalousies. Quelle différence! Alors l'homme faisait le dieu à son image et s'il le faisait plus puissant, à peine le faisait-il meilleur que lui-même. Les voiles floconneux des nuages, les brumes cachaient à peine leur vie olympienne; les torrens avec leurs fusées d'écume blanche apportaient du haut des sommets l'écho de leurs rires : les roulemens du tonnerre annonçaient leurs déplaisirs. Parfois, dans les nuées basses qui traînent au flanc de l'Hymette, ils frôlaient la terre : leurs pieds sacrés daignaient la fouler. Dans les bois, sous les pins légers, avaient résonné leurs lyres; dans les vignes rougissantes, ils avaient cueilli des pampres et s'en étaient couronnés. La belle terre qu'ils avaient donnée aux hommes avait pour eux un attrait comme si, protecteurs augustes, ils aimaient à savourer le parfum de leurs bienfaits, à sourire au bonheur qu'ils dispensaient. La contagion d'amour qui monte du cœur des hommes les gagnait : alors des centaures venaient pour eux ravir des mortelles : des chevaux ailés, de leurs sabots impatiens, faisaient jaillir les sources de poésie où ils étaient célébrés. On savait leur biographie; avec tous les respects dus à leur divinité, on avait surpris leurs amours. Le mythe et la vie s'étaient mêlés, les dieux sourians ou sourcilleux n'ignoraient rien des hommes et les hommes avaient vu les dieux : aux statuaires ils avaient révélé pour les marbres éternels leur beauté : tout ce que l'art, la nature, la vie peuvent expliquer d'une divinité si accessible, les hommes l'avaient entrevu. Dans la statue chryséléphantine, les plus humbles avaient pu contempler la divinité face à face; ils pouvaient s'en retourner dans le petit horizon de leur vie agreste; ils avaient vu, pour la vie, les yeux d'émail étincelant, le visage resplendissant d'or et les doux bras d'ivoire. L'image fixait l'idée : la multiplicité des dieux incarnait les formes multiples de la vie. Les peuples enfans se reconnaissaient dans ces rêves

d'enfans. Une transparente allégorie reflétait la terre dans le ciel et une concordance se créait entre le visible et l'Invisible.

Et quand les dieux s'écroulèrent, ce fut l'idéal moral qui fut transformé; mais le mode naturel par lequel l'homme s'attache, se lie à un Dieu semblable à lui, se perpétua. Au lieu de l'homme fait dieu, avec ses infirmités, ses caprices, on adora le Dieu fait homme, apportant à la terre la perfection de la bonté et de la charité, et le nouveau croyant, en se détachant des idoles, put encore attacher sa vie, son âme, son regard intérieur à une réalité sensible. Cette réalité était à la fois idéale et véritable, et la doctrine rédemptrice qui sauvait l'homme de la douleur par la douleur se modelait sur le vrai. Au lieu des dieux heureux et insensibles, elle lui donnait le Dieu souffrant et encore vulnérable qui ressent le mal comme une douleur. L'Évangile se conformait à la vie, épousait l'âme, en donnait une empreinte pure et parfaite. Pas un trait n'était oublié. La nouvelle Image portait cet infini de souffrance où tout homme se reconnaît. A l'enfant faible et tendre, elle répondait par la faiblesse abandonnée de l'enfant couché dans l'étable; au jeune homme inquiet qui cherche une voie elle montrait l'étoile qui mène à Bethléem; à celui qui sent chanceler et tomber près de lui ceux qu'il aime et qui s'effraie de sa solitude elle offrait le recours au Père qui est dans les cieux; à l'artisan, elle montrait le divin charpentier; aux rois de ce monde, le Roi doux et parfait des âmes. Pour les tentés, il y avait le souvenir de la Tentation auguste; pour les affligés, les méconnus, le souvenir d'une ingratitude et d'une passion qui dépasse toute souffrance. Comme le Christ avait collé ses lèvres sur les plaies de l'humanité, l'humanité rachetée pouvait à son tour coller ses lèvres sur les plaies du Sauveur et, si Dieu avait eu pitié des hommes, les hommes pouvaient s'agenouiller devant l'image souffrante de leur Dieu.

Et cette Image, les croyans l'avaient fixée sur la toile, sur le bois, sur la pierre. Le fidèle ressemble à Thomas. Il dit, lui aussi : « Seigneur, si je ne mets mes doigts dans vos plaies, je ne croirai pas. » Pour ce fidèle, l'idée chrétienne prenait un corps. Sans déformation essentielle, chaque génération la retrouvait telle que les morts l'avaient adorée, à peu près pure et toujours compréhensible. Si le pâtre ne dépassait guère la notion du bon pasteur qui tient sa brebis embrassée, du moins entrait-il dans

une conception humaine et juste de la prière et du devoir. Il ne franchissait qu'un degré, mais ce degré faisait bien partie de l'échelle sur laquelle les hommes montent de la terre au ciel. Il entendait le conseil, il suivait l'exemple de Celui qui a dit : « Je suis la voie. »

Quelle mère heureuse de sa maternité ne se rappelait l'image de la Vierge nimbée d'or, si pure et si douce, dans son manteau bleu semé d'étoiles, et quelle mère douloureuse ne se souvenait de la mère de douleur, de la mère des mères, debout sous la croix ? A tous les détours de la vie, le miroir divin était là qui présentait à l'homme une image transfigurée de sa condition. Chaque manifestation du fini se prolongeait lumineuse et idéale dans l'infini. Et avant de sentir ses yeux noyés dans les ombres, le mourant, penché sur ce miroir, y voyait, dans la gloire de l'au-delà, le visage rayonnant du Ressuscité.

Si l'on s'aventure à parler ici du Christianisme, c'est pour mettre en regard les méthodes, et, de part et d'autre, la démarche de l'esprit qui aspire au divin. Pour analyser le phénomène mystique qui s'accomplit chez nos khouans, lorsqu'ils attendent l'Invisible, lisons les préceptes du cheikh Senoussi lorsqu'il invite les adeptes « à voir la vérité se manifester dans tout son éclat. » « Tantôt, dit-il, on la verra apparaître sous la forme de choses inanimées, comme le corail, tantôt sous celle de plantes et d'arbres tels que le palmier, tantôt sous celle du cheikh. Ces sortes de visions ont causé la mort d'un grand nombre de personnes.

« Mais l'adepte qui a traversé cette vision jouit ensuite de la manifestation d'autres lumières qui sont pour lui le plus parfait des talismans.

« Le nombre de ces lumières est de soixante-dix mille ; il se subdivise en plusieurs séries et compose les sept degrés par lesquels on arrive à l'état parfait de l'âme.

« Le premier de ces degrés est l'humanité ; on y aperçoit dix lumières, leur couleur est terne.

« Le second degré est celui de l'extase passionnée ; dix mille autres lumières sont inhérentes à ce second degré : leur couleur est bleu clair.

« Le troisième degré est l'extase du cœur ; il permet de voir les génies et tous leurs attributs. »

De degré en degré, d'extase en extase, les lumières se ré-

vèlent : l'extase mystérieuse est d'un blanc éclatant : on y contemple les anges.

« L'extase d'obsession a la couleur des miroirs limpides : on y ressent un délicieux ravissement d'esprit.

« Enfin la béatitude, dont les lumières sont vertes et blanches et subissent des transformations successives jusqu'à prendre une teinte qui est sans similitude avec aucune autre, sans nulle ressemblance.

« Alors Dieu se dévoile ; on entend les paroles rapportées dans le récit de la tradition : « Je l'ai entendu. Il ne reste plus que la vérité. »

Sur cette donnée insubstantielle, s'établit la hiérarchie mystique. Pour le *mourid* (l'initié) du premier degré, le mode de prière, le dikr, est l'énonciation d'un axiome complet et clair : « Il n'y a de divinité que Dieu. » Le mourid s'en nourrira, il la répétera trois cents fois en hadra avec ses frères ; elle est l'étoffe encore palpable de son rêve. Pour l'*Arif*, pour celui qui a commencé l'ascension, le dikr est limité au seul nom d'Allah. Pour le *Mouhid*, l'Unitaire, le nom même est superflu. Le souffle emporte l'âme, déchire et détruit l'étoffe encore sensible aux sens : le cri bref d'extase est la seule manifestation permise à la voix humaine, car donner un nom au Créateur, c'est encore le séparer de sa créature. Celui qui est entré dans l'Un n'a plus à prononcer qu'un pronom : Lui, Lui, qui se confond avec l'autre pronom : Moi, Moi. Et enfin il y a le dikr de l'Amant. Celui-là aucune oreille humaine ne le perçoit. Il est révélé au cœur. C'est la mort en Dieu. Le *Mohib* oublie sa personnalité : toute l'étoffe corporelle a disparu. Il est confondu dans l'Un, emporté dans l'Infini : son âme s'évade, il ne perçoit plus, dans son corps prostré, que la sourde sensation du néant.

Ainsi, de degré en degré, la doctrine au lieu de s'élargir et de s'expliquer, se rétracte et s'évanouit. Voilà le trait commun à presque tous les rituels des confréries. L'enseignement s'est réduit à une prière qui harcelait le Ciel, la prière en un cri et le cri s'éteint dans la mort. La pensée se ferme et meurt comme une plante sans nourriture.

Suivons un instant le khouan dans cette voie du désert, flamboyante et vide, où les pas humains s'épuisent, mais au fond de laquelle, derrière ses maîtres et ses frères, le khouan de ses yeux avides voit de glorieux mirages. Prenons-le dans une

des confréries les moins secrètes : celle dont nous avons tous vu, dans une bourgade africaine, quelque tumultueuse procession : la confrérie des Aissaoua. Son chef, Ben Aïssa, s'asseyait il y a bientôt quatre siècles à la zaouïa de Meknès sur une peau de panthère, montrant ainsi à ses disciples qu'il avait dompté en lui les passions brutales. Il se rattachait lui-même au Saint par excellence, au père des congrégations, au grand Abd El Kader El Djilani. Dans ses pérégrinations inlassables d'Orient en Occident, il prêchait l'abstinence, la vie érémitique ; dans ses prodigieuses extases, les foules révéraient en lui l'incarnation de Dieu. Par ses miracles, il prenait possession des humbles, et il intimidait les Sultans qui le comblaient d'honneurs et de richesses, l'exemptaient de la corvée et de l'impôt. A Meknès, autour de son tombeau, le successeur par la chaîne mystique, le Cheikh, le Chef spirituel, tient la Paternité sacrée, assisté d'un medjeles de trente-neuf assesseurs, de dignitaires qui périodiquement s'en vont jusqu'en Asie à travers les royaumes musulmans ranimer le zèle, visiter les zaouïa, promettre le bonheur ineffable et récolter les sermens d'obéissance. La congrégation est un organisme visible, temporel, puissant, nous pouvons en connaître la hiérarchie, la doctrine originelle. Suivons le khouan à la hadra où les khalifas le convient, où dans un bourdonnement fraternel on récitera le dikr. C'est un vendredi : avec les autres affiliés de la région, le khouan a reçu secrètement, car tout est secret et invisible, le mot d'ordre. De toutes les petites bourgades, par les sentes arrivent les frères. Si vous les rencontrez, marchant sans lassitude dans la poussière, ou montés sur des mules, ce sont des voyageurs pacifiques : pâtres, laboureurs, artisans, vous reconnaissez ceux que vous avez vus aux souks, assis sur leurs talons, égrenant les chapelets d'ambre, ou suspendus au récit du conteur d'histoire. Les voilà réunis : une congrégation blanche, tous dans la même attitude, assis, les genoux hauts, le torse un peu penché, le capuchon rabattu sur la tête, les coudes sur les genoux. Le monticule sur lesquels ils sont groupés semble une pointe de roche tout incrustée de coquillages, tant il y a d'uniformité et d'immobilité dans la blancheur terne des beurnouss aux capuchons pointus. Le cheikh du groupe est au milieu d'eux, debout : les khouans le regardent comme une meute prête à bondir au signal du maître. Ils ne savent rien de la doctrine originelle,

mais ils se souviennent du précepte : « Asservis ton âme, ton corps, tes sens. » A ce prix, ils verront les lumières. Leur obéissance s'inspire d'un immense, d'un fanatique espoir : voir et surtout sentir. Le silence établit dans cette masse homogène l'Unité du désir. Et l'Unité du désir se traduit par la récitation du dikr, les litanies de Dieu, redites cent fois, deux cents fois, et dans lesquelles le Nom revient avec un battement régulier, le son d'un marteau sur une forge. Alors le cheikh, inclinant la tête vers l'épaule droite, ne prononcera plus les versets, n'énumérera plus les attributs; inclinant sa tête vers l'épaule droite, il dira seulement : Allah ! et toutes les têtes prenant la cadence, les voix répéteront dans le même rythme : Allah ! Ensuite, le maître inclinera la tête vers l'épaule gauche, en disant : Allahou. Les voix répéteront : Allahou. Il se baissera en avant : Allah. Alors l'impulsion est donnée : Allah-Allahou-Allah-ho-hou-hi. Les khouans, une seule masse, se lèvent : l'exclamation rauque et formidable a la régularité d'une vague qui se soulève, déferle et s'écrase sur le rivage. La cadence est admirable. Le maître est vraiment le maître, il tient tous ces corps, sous le magnétisme de sa présence. Les khouans, ses créatures, sont possédés par l'esprit qui le possède lui-même. Et sa volonté les soulève, comme la lune soulève la mer. C'est comme une convulsion de la nature qui s'accomplit en eux.

Quand ils ont crié : « Allah ! » un silence passe, une sorte de silence lugubre, comme lorsque le flot recule, les jours d'orage, pour se gonfler, se précipiter et s'écrouler de nouveau. Sur le monticule, la masse inerte, d'une blancheur de moraine, et qui semblait faire partie de la nature, commence à osciller. Avec l'intensité farouche de la clameur, l'oscillation grandit. A droite, à gauche, alternativement dans un rythme inexorable, les mains touchent le sol. Une ivresse est descendue dans les sens et une contagion d'ivresse. Les veines gonflées saillent comme des cordes bleues, le sang s'y engorge. Allahou ! Les voix s'étranglent et ce sont comme les aboiemens d'une meute extasiée qui hurle à la lune. Sur un signe du Maître, la phalange oscillante se met en marche. Alors, armés de petits sabres grossiers, instrumens du miracle, ils se portent en cadence des coups tranchans sur le crâne. Les minces filets rouges s'écoulent sur les faces convulsées, sur la blancheur terne des beurnouss. A la contagion des cris, succède la conta-

gion du sang. Braver, exorciser la douleur, n'est-ce pas déjà voir les lumières? Chaque sensation extérieure leur apparaît comme le corollaire d'une vision intérieure.

Aux ruisseaux, les khouans parfois s'arrêtent pour puiser un peu d'eau au creux de leurs mains, rafraîchir leurs plaies. Le chemin, derrière eux, devient sanglant. De loin, on voit les têtes qui se balancent, hideuses boules rouges. C'est une procession d'aveugles : leurs yeux demeurent fermés sous les minces filets rouges qui collent les paupières. On voit des malheureux trébuchant contre les pierres. S'ils roulent sur le sol, ils y restent la face contre terre, et cette terre ténébreuse leur semble « l'Océan de lumière. » Ils y goûtent ardemment l'indicible sensation de l'être qui est hors de lui-même, le ravissement de la démence : cette poussière, qu'ils mâchent, fait partie du festin promis aux élus. Si la procession hurlante traverse une bourgade, un village, elle s'y arrête, car le passage des fils de Ben-Aïssa est un spectacle attendu. Les terrasses des petites maisons bleues se couvrent de spectateurs; c'est une fête: les femmes tirent du fond des coffres les grands anneaux d'oreilles, les colliers de perles baroques, les ceintures à franges lamées d'or, rafraîchissent le kohl sous les yeux, les traits bleus sur le menton; les campagnardes accourent sans voile sous les chapeaux parasols; à grands coups de fémur de mouton les musiciens battent les tams-tams, les cymbales sonnent. Quelle fête où chacun, dans la vie monotone, se sent saisi de l'avide désir de voir, de sentir quelque chose d'extraordinaire! Les Voyans se sont arrêtés : ils forment un cercle; ils ne marchent plus : ils entrent en danse. Ils gravitent tous ensemble autour d'un point mystérieux et dans l'orbite de leurs pas coule toujours le sang. Cette gravitation a pour eux l'attrait d'une course sans terme. C'est la voie de l'Infini : ils sont emportés dans le tournoiement des sphères et les cycles du Paradis. Les femmes sur les terrasses soutiennent l'exaltation hystérique de leurs jubilans « You-you ! » et, si les musiciens s'épuisent, d'autres musiciens s'offrent pour entretenir le mouvement perpétuel des possédés de l'esprit. Car les fils de Ben-Aïssa ont pour le peuple le prestige des miraculés; tous ces hommes qui ne font plus qu'un, qui ne poussent qu'un cri, ne font qu'une seule ronde, représentent une force magnétique. Les Ulémas peuvent passer dédaigneux ; pour le peuple,

il y a dans ce délire une frénésie mystérieuse où se complaît sa violence, son ignorance, son besoin de l'extraordinaire. Sous l'excitation des cris, des musiques, les voyans bondissent sur place. C'est comme un halètement des corps, un hoquet. Par-dessus les rangs pressés de spectateurs, on voit toutes les têtes rouges et démentes émerger ensemble et disparaître. Les mèches noires laissées au sommet des têtes rasées battent les crânes comme des lanières de fouets. Et si la contagion est complète, on peut voir ce que nous vîmes un jour dans la petite ville cosmopolite de Tanger : une vieille créature, une gaupe flétrie dont le corps dégoûtant apparaissait sous les haillons, traîna un mouton vivant dans le cercle des danseurs et, d'un coup de ciseaux, lui coupa la gorge ; alors aidée de quelques visionnaires, elle déchira de ses mains la bête encore pantelante, elle se coucha sur les membres saignans où s'enfonçaient ses mains et, la face contre le sol, louve grondante, elle arrachait de ses dents des lambeaux de chair !

L'un des voyans, désigné par la confrérie, honoré parmi ses frères du nom de « Chacal, » vint alors déchirer la bête en morceaux et en disperser les débris. Les danses s'arrêtèrent et les convulsionnaires prostrés à terre se nourrirent de cette viande. Les Européens sur les terrasses des villas et des hôtels, la lunette aux yeux, se demandaient quel dernier rite se poursuivait encore. On ne voyait que des corps couchés à terre : des vers sanguinolens rampant sur le sol. Le dernier rite s'achevait : les bouches saignantes se repaissaient de chair saignante, y trouvaient une dernière ivresse extatique. Dans la consommation de cette chair, les voyans trouvaient l'abrutissement suprême : l'obscur et furieux désir qui se repaît de sang.

Le voilà, le dernier anneau de la chaîne mystique suspendue à l'Idéal et qui pend ici dans la fange. Ce jour-là, à Tanger, nous les voyions de nos yeux, les fils d'El-Khidr, partis dans le char de feu, mais précipités à terre et mutilés : le cœur s'emplissait de pitié. A la même heure, le soir tombait sur l'ouverture occidentale du détroit de Gibraltar, le soleil descendait dans cette splendeur des soirs d'été où le poids de la matière s'évapore. Cet infini de lumière qu'avaient évoqué les pauvres vers convulsés était là dans le ciel, sur la terre et sur la mer. Dans les jardins, derrière les murs blancs, les lauriers-roses, les plombagos bleus se baignaient dans les rayons dorés, exhalaient

eux aussi une gloire lumineuse. C'était cette douceur des soirs musulmans qui apporte si régulièrement au corps fatigué une sorte de délivrance spirituelle : la grande cigogne traversait le ciel sans tache, familière, comme un esprit dans son royaume, elle revenait à tire-d'aile se poser sur son grand nid au sommet du minaret. Dans les ruelles, où nos yeux plongeaient comme au fond de puits pleins d'ombre, les enfans jouaient aux seuils des maisonnettes; les lueurs de leurs beaux yeux brillaient comme les dos des scarabées; leurs mères revenaient avec leurs jasemens doux des lavoirs ou du cimetière, et le cri du muezzin montait. Les hommes montaient à la mosquée, ou bien, les bras ouverts, debout, face à l'Orient, récitaient leur prière. La vie musulmane poursuivait son cours immuable, les terrasses se vidaient. Avec bienveillance, comme des frères mystérieux, on laissait les possédés au mystère de leur épuisement; la nuit tombait sur eux; on entendait encore, comme un faible et dernier hoquet, la récitation expirante du dikr. Il s'échappait encore des lèvres, comme d'une blessure par où s'échappe la vie, coulent à petits filets les dernières gouttes de sang.

Que deviennent les disciples? Quelle est la suite du sombre sabbat? Les secrets sont bien gardés; vous les percevez sans les comprendre. Mais un jour, vous voyez rentrer votre jardinier : on vous avait dit qu'il était malade ou bien « à la guerre, » ou bien c'est le palefrenier, le domestique toujours fier dans sa culotte bouffante, sa veste galonnée d'or, ils reviennent un peu pâlis et creusés. Ils reprennent leur travail; le silencieux jardinier passe et repasse dans les plates-bandes. Dans sa djellab blanche, avec ses mouvemens lents et rythmiques, il semble ne respirer que quiétude. Il est régulier à la prière, aux ablutions. C'est un musulman modèle. Mais quand il est penché sur les bégonias, quand il noue les œillets d'Espagne, vous pouvez voir, sur la partie nue de sa tête enturbannée, des traces de blessures. Inutile d'essayer une question. Nulle confidence, nulle réflexion, nulle allusion. Le chevrier que vous croisez dans la campagne et qui porte à ses lèvres le bucolique pipeau a encore la tête bandée de linges. Celui-là aussi a quitté sa vie uniforme, essayé de « voir Dieu. » Quel jour, comment le mot d'ordre a-t-il été donné? Où reçoit-on l'enseignement de l'initié? Quels sermens lient les frères? Pour quelle fin les exaltent les maîtres? Mystère d'Islam! Le chrétien qui séjourne sur cette terre

d'Afrique, où tant de cultes ont passé et se sont mêlés, perçoit les traces d'une ardeur religieuse de nature volcanique ; tantôt dormante, et tantôt en éruption ; un fanatisme intermittent dont les manifestations apparues un jour, fulgurantes comme un rayon de lumière sur une épée, se perdent ensuite dans cet autre fanatisme qui suit les convulsions et les cris : le fanatisme du silence.

Ainsi, le monothéisme éperdu aboutit à des manifestations qui ressemblent à celles qu'a connues, sur cette même terre, le paganisme éperdu. Si les frères, après les cérémonies qui les ont rassemblés, se dispersent, on conçoit ce que chacun d'eux, revenu dans son village, dans sa tribu, peut dépenser de force de prosélytisme. Ce n'est pas comme dans la vie religieuse d'Occident où ce qu'on a pu appeler le fanatisme demeure enfermé dans les monastères, séparé de la vie publique, fixé dans des formes, dans une liturgie, dans une doctrine unique et sans cesse surveillée. Le mysticisme musulman est aussi changeant, aussi mouvant que les lueurs derrière les nuages du couchant. Chaque adepte en emporte et en répand ce qu'il peut et ce qu'il veut. On en a montré ici la forme la plus commune, la moins cachée, celle dont les hystériques démens se montrent au grand jour. Nous savons qu'il en est d'autres plus raffinées, plus intellectuelles. La chaîne a bien des anneaux et, de la terre au ciel, le chemin est long. Dans la même confrérie, le mysticisme de l'un touche aux idées platoniciennes, la ferveur de l'autre s'épanche en poésies ravissantes. « Quand j'entendis les poésies du Cheikh Menehald el Donnari del Abdssalem El Asmar, elles produisirent sur moi une émotion telle que je dus quitter la djemma et m'en aller dans le jardin voisin où j'errai de longues heures dans un ravissement mystique inexprimable. Dès que mon maître El Doukali m'en fit connaître les vertus, je connus les beautés de l'extase..., » et l'extase qu'il décrit est bien celle du ravissement devant le mystère d'une beauté, d'une vérité supérieure. On dirait que, dans les spéculations comme dans les égaremens des soufistes, traînent des pensées et des rites antiques. Vieilles poussières d'idées et surtout de cultes superposés, disparus, et qui dans l'islamisme ont pourtant laissé des « témoins. » Les soufistes appellent Dieu le Pôle, et, quelles que soient les oscillations de la pensée, elle revient toujours à ce point magnétique; mais, du fond de la nuit des temps, la voix du passé réclame encore les âmes. Les cris qui se sont élevés vers le Soleil,

cris d'adoration et cris d'extase, semblent retentir encore dans les cris de ceux qui veulent atteindre les lumières. Ce mysticisme sensuel qui s'épanche en désordre, en sensations violentes, en musiques spasmodiques, a déjà, avant l'islamisme, possédé la foule orientale. C'est l'apport de la chaude et sensuelle Asie tel que tour à tour il surexcitait et engourdissait Carthage. Dans ces sous-sols musulmans on retrouve des assises de civilisations antiques. A tout moment, dans un coin de ruelle marocaine, on a la même sensation que si, subitement, un coup de pioche faisait apparaître, sous le cailloutis d'un champ inculte, un dieu d'autrefois, intact, avec son sourire, et la petite stèle sur laquelle, d'un trait mince, fut inscrite l'image de son dévot. Les courans du paganisme oriental et ceux du paganisme occidental se sont croisés dans l'âme africaine et, dans cette âme musulmanisée, ils se croisent encore. Dans plus d'une manifestation religieuse, individuelle ou collective, « tout se passe » comme si Mahomet n'avait jamais existé. Les khouans, les affiliés sont les fils obéissans des cheikhs, mais ils sont les fils plus obéissans encore d'un passé qu'ils ne connaissent pas. Nous les regardons comme si, à travers d'épaisses ténèbres, nous voyions surgir des formes de vie, de pensée, des maladies spirituelles dont nous ont parlé les livres et que nous croyions appartenir au passé à jamais éteint.

Processions, chants, rires, cris, musique de démons, ravissemens angéliques, silence d'extase, anéantissement de la vie dans la sensation tiède du sang qui s'échappe en petits ruisseaux, poèmes jaillissant comme des fleurs dans un désert, fraternité créée dans l'enivrant bourdonnement du dikr, dans la cadence passionnée de la hadra, amour dévié dans la famille incomplète retrouvé entier, absorbant, dans l'holocauste de la volonté, l'offrande totale de l'âme et du corps au maître, le mysticisme alimente la spiritualité comme la sensualité. Le khouan est bien le fils du myste que possédait la sombre fièvre, qui se couchait sous le taurobole et recevait à travers la claire-voie le baptême rouge, ce sang tiède qu'il aimait sentir couler sur son dos, sur son ventre. Couché sur le sol arrosé de sang, le fils de Ben-Aïssa sent aussi monter de son âme un rugissement d'extase. Solitaire, il a retrouvé dans le soufisme un Dieu, un père, des frères, un amour. Et après la mort, sous les plis légers qui ondulent en tertres monotones dans les cimetières musul-

mans, il mêle sa poussière à celle des Africains qui aimèrent les astrologues et les mages, à qui l'on enseignait que la contemplation du ciel est une communion, dont les âmes « s'élevaient au milieu du chœur sacré des étoiles, participaient à leur immortalité et, avant le terme fatal, s'entretenaient avec les dieux. »

VI. — LA HAINE

Mais l'extase n'est pas le dernier terme. Quand les khouans reviendront des mers de lumière, ils se retrouveront anéantis, affamés, nus, avides d'un peu de bien-être ou d'un peu de sécurité. Alors, si le maître veut qu'entre ses mains le khouan demeure vraiment asservi, il ne doit pas être maître seulement de son âme et de son cœur, il faut encore assujettir son corps, son bien, sa maison, son fils, sa femme.

C'est en offrant tout que le khouan se sentira vraiment possédé, fier de participer à la vie élargie de la confrérie. Et, pour prendre un jour sans remords, ne faut-il pas d'abord donner, assurer, avec le pain de l'âme, le pain du corps, la galette de froment, la petite jarre pleine d'olives. Si un chef veut une armée, il doit la nourrir, prévoir les calamités qui la menacent.

Alors les cheikhs, autour des zaouïas, font creuser les silos, y tiennent en réserve le trop-plein des moissons, leurs sourciers cherchent les puits; on maçonne les citernes, on scelle dans les khans les auges, les crochets de fer, on étend les nattes pour le repos et le coucher des caravanes. Les petites zaouïas blanches que l'on voit de loin sont comme des oasis, des points d'eau dans le désert pour celui qui a soif d'assistance. Les pauvres y viennent de loin en processions incessantes, quêter le pain quotidien, et le laboureur, aux années de disette, chemine le cœur léger, son sac vide sur l'épaule, afin de demander à l'administrateur des biens le grain nécessaire pour ensemencer le champ qui a refusé la moisson. Que ne peut-on attendre alors de celui qu'on a sauvé de la misère? Quelle ziara n'apportera-t-il pas et quel pouvoir ne prêtera-t-il pas à la zaouïa abondante? Réciter une prière, apprendre les devoirs bienfaisans qui lient le faible au fort, s'enrôler, recevoir l'initiation, jurer le secret sur les affaires de l'ordre, obligation facile! Aussi religieusement qu'il a apporté son sac vide, une autre fois le khouan apportera son sac plein,

et alors les silos s'ouvriront non plus pour donner, mais pour recevoir le grain doré qu'amoncellent. venues de toutes parts, les multiples offrandes. Vivre, c'est la grande affaire, et s'approcher des lieux où la vie abonde, c'est le grand attrait. Le silo devient un sanctuaire où les grains descendent comme des prières dans le cœur d'un Dieu qui les rend en prospérités; les champs de la zaouïa s'agrandissent de l'obole des frères et, sur les biens sacrés dont il a donné son infime part, le khouan asservi est un peu chez lui, fier de franchir le seuil d'un Paradis arrosé d'eau où les bestiaux mugissent, où les blés ondulent. Il a le sentiment d'un fils de famille sur les biens paternels. A ces biens il prête ses bras, sa faux, heureux de travailler sans salaire, pour la gloire des maîtres, dans la Terre Promise. Si, le soir, le cheikh daigne porter ses pas dans les champs où ses fils travaillent pour la prospérité de l'ordre, si l'on voit sa robe blanche émerger sous l'ombre des voûtes, s'il s'avance avec son geste bénissant, les khouans tressaillent d'allégresse. C'est comme si la divinité les visitait : ils suspendent leur travail : leurs yeux s'emplissent de cette vision inespérée : le Maître! et, s'ils osent, ils iront, silencieux, l'un après l'autre, baiser le pan du manteau de celui qui enchante et terrifie les cœurs. Chef, roi, prêtre, détenteur de par l'ordre divin des bénédictions temporelles et spirituelles, le maître est la personnification du Tout-Puissant.

La conscience de son prestige donne à son geste, à ses mouvemens, à l'auguste silence où se complaisent ses lèvres fermées, ses yeux clos, le mystère propre à celui qui ne saurait se révéler tout entier. Une méditation intérieure guide ses pas hiératiques, il a paru et déjà il disparaît sous les voûtes. Il s'est retiré peut-être dans les chambres closes, pour prier dans le sanctuaire où, sur le tombeau du Saint, les lampes ajourées sont suspendues et répandent, à travers les verres violets et verts, leurs feux mystiques où les étendards qui ont rallié les khouans aux jours de grands pèlerinages sont dressés autour du tombeau. Le cheikh goûte l'adoration humble et lointaine, mais il goûte aussi la fraîcheur des salles où l'attendent ses femmes, où les grains d'aloès s'évaporent en fumée odorante dans les cassolettes. Pour délecter ses oreilles, les rossignols captifs chantent, on dénombre les présens qui arrivent avec les caravanes de tous les pays où l'on compte des frères. Les cheikhs!

ils aiment les belles files de pain de sucre, les caisses de bougies, de pétrole, les sacs de riz, les étoffes de soie, les pièces de laine blanche. Tout est bon à recevoir. Ils aiment les conciliabules secrets avec les mokkadem, pour supputer les chances de profits nouveaux. Avec eux ils recueillent les rumeurs qui leur signalent, sur la terre où ils sont les maîtres, les pas menaçans des chrétiens.

Mais, des champs où humblement il travaille, le khouan, lui, ne voit que la petite citadelle blanche où il abrite sa vie, son âme, son cœur ; à son ombre il sent descendre en lui l'insouciance et la sécurité d'un enfant. Si un doute lui vient, si le cheikh trop rapace a fait durement sentir ses exactions, s'il a contrevenu au pacte d'alliance « que s'ils font le mal, dit le précepte, pardonnez-leur. Venez-leur en aide quand ils le demandent : qu'on sache bien que leurs péchés même les plus grands étaient pardonnés d'avance dans la préexistence. » Il est sacré comme sa zaouïa est sacrée, la terre qu'il foule de ses pas est inviolable. Au seuil de sa demeure le vagabond, le persécuté, le coupable verront le Destin lâcher prise. Tout ce qui a besoin d'un toit, tout ce qui, à travers les royaumes, est inquiet, égaré ou solitaire, se mettra sous l'égide d'une congrégation organisée et prévoyante. Elle ramasse ces forces éparses qui sans elle ne seraient que poussière, elle pourvoit aux besoins des âmes assoiffées d'extase comme à la sécurité du criminel en quête d'un refuge. Et, sur un signe, l'armée religieuse devient l'armée guerrière.

Comment, dira-t-on, une idée d'origine suave et mystique ainsi défigurée d'une part en hystérie démoniaque, d'autre part en appétit matériel, en domination et servitude temporelles, comment s'entretient-elle, comment l'élément mystique, proprement religieux, mahométan ne s'évapore-t-il pas jusqu'à se réincorporer dans un paganisme sauvage ?

Que ceux qui ont traversé l'Orient ou qui y ont séjourné se souviennent de tous ces hommes qu'ils ont vus si nombreux, dans toutes les classes de la population africaine, coiffés du turban vert. Princes, vizirs, fonctionnaires, caïds, gros bourgeois ventrus des petites cités, maigres pâtres et chameliers, ils se reconnaissent entre eux, les pèlerins de la Mecque. Le respect entoure celui qui a tout quitté, pour aller au tombeau du Prophète recueillir la bénédiction unique qui dure toute la

vie et accompagne le pèlerin dans l'autre monde. Pour tout musulman, mais plus passionnément pour le khouan mystique, le voyage à la Mecque est le terme des désirs. L'enfant en rêve, il a vu son père y rêver avant lui, partir, et puis revenir investi d'une dignité particulière. Et, quand il est homme à son tour, si les douros amassés d'année en année pour le coûteux voyage ne suffisent pas, la confrérie l'enrôle, paie le surplus et nourrit ses pèlerins. Aux ports d'où les bateaux les emportent, les saints voyageurs arrivent en caravanes, et ce n'est plus entre les khouans la rencontre fortuite d'une fête, d'une assemblée d'un jour. Les frères marcheront, dormiront, se nourriront ensemble ; pendant des mois ils seront libérés de toute occupation de métier, s'entraîneront à la ferveur musulmane, demeureront les yeux tendus vers la vision qu'ils approchent. Entassés dans les khans, accroupis pendant des journées aux portes des consulats où les sévères formalités s'accomplissent, et puis parqués sur les ponts, ils ont l'air de troupeaux sacrés, obéissans, qui ruminent. Au jour du départ, l'air s'emplit de cris, de bénédictions, de you you suraigus. Si les pensées ou les pratiques religieuses se sont égarées dans les ascensions démentes ou les superstitions idolâtres, à présent tout est ferveur et ferveur musulmane : le jour, le soir, couchés sur les nattes, les pèlerins affirment dans la récitation du dikr leur fraternité et cette unité religieuse qui les rassemble, les lie tous ensemble et les lance tous ensemble sur le même point du monde. Nomades de goût et de nature, peu importe aux frères de cheminer longtemps : quand aujourd'hui sera fini, viendra demain et puis encore demain : tous les jours sont pareils comme les étapes du désert, qu'importe le temps? Les yeux à la fois ardens et languides se baignent dans les réelles mers de lumière où le navire chemine et le jour vient où l'on touche au port de Djeddah, où l'on débarque, où l'on rejoint sur la route de la Mecque les caravanes d'Asie. Les légions musulmanes se mêlent; les grands troupeaux humains marchent, dans la poussière, poussés par d'autres troupeaux humains. Un soir, les chefs des caravanes, en ordonnant l'étape, montrent à l'horizon l'agglomération des cubes blancs entre lesquels les minarets fusent et les coupoles revêtues d'or resplendissent. Alors les frères se sentent vraiment des frères qui ont tous ensemble une seule religion, un seul amour filial, un seul roi maître de leurs

cœurs. A genoux ils embrassent la terre, ils en recueillent une parcelle pour la porter sur eux toute la vie dans le petit sachet de cuir.

Quand Madeleine voulut aller poser sa main aimante sur le tombeau de Jésus, l'Ange lui dit : « Ne le cherchez pas, il est ressuscité, » et quand Jésus apparut à Madeleine il lui dit : « Ne me touchez pas. » Tout était consommé. L'idéal avait passé, il fallait pour l'embrasser le suivre par delà la mort sur le chemin du sacrifice. Mais ici ce sont des possesseurs frénétiques qui viennent en légions avec orgueil se compter et toucher le sol que foulèrent les pas triomphans du Prophète. Le soir, quand les mosaïques des minarets et des koubbas exaltent leurs vieux ors, leurs bleus de turquoise sur le ciel d'Asie et que des peuples mêlés récitent ensemble la même prière, d'où qu'ils viennent, ils la sentent l'Unité des fidèles célébrant l'Unité de Dieu : l'univers pour eux se limite à eux-mêmes : ils se sentent les maîtres du monde ou les heureux esclaves des maîtres du monde.

A Médine, leurs pieds touchant le sol qui recouvre les cendres du Prophète, ils se sentent comme enracinés dans une terre maternelle, ils aiment s'y coucher, la baiser. Dans la grand cour carrée de la koubba, brûlée de lumière, ils ruminent leur gloire. Les galeries ajourées, découpées en arcades s'enfoncent en colonnades mystérieuses où brûlent des milliers de lampes qui scintillent éternellement comme des yeux fidèles. Sous les galeries, les chapelles s'alignent, régulières, innombrables, comme des alvéoles : promenoir sacré où les fidèles passent en longues rêveries les pieux loisirs du pèlerinage.

A genoux sur son tapis de prière, le khouan égrène son chapelet d'ambre, les yeux fixés sur la sainte koubba entourée de ses balustrades blanches dans le jardin purifié. Il est là dans un Paradis jaloux qu'il partage avec ses frères. De confrérie à confrérie, de secte à secte, les variantes sont sans antagonisme. Dans les longues litanies s'affirme toujours le même principe. Les fils de Mahomet sont absorbés, baignés, envahis par ce sentiment de fraternité qui leur donne conscience d'une force immense. S'il est entré dans l'âme des khouans quelque appétit trop terrestre, quelque oubli des obligations religieuses, quelque indifférence au grand concept de l'Unité, ils se repentent, ils ont la ferveur des néophytes ; ils sont revenus au point de départ

de la vie islamique. Couchés sur le sol ils entendent comme une rumeur qui monte de cette terre sacrée et les invite à la guerre. Alors si, dans les prédications, l'ombre détestée du chrétien s'évoque, la ferveur se change en fureur.

Partis dans une espérance fanatique, armés de la patience passionnée de ceux que rien ne rebute, les frères reviennent triomphans et plus enivrés encore. Tout le sang islamique, fatigué, vicié par le mécanisme d'une vie malade, a passé au cœur de l'Islam et circule à nouveau dans l'organisme, annuellement rajeuni, vivifié. C'est comme si une pompe avait aspiré toutes les eaux ralenties qui coulaient dans des lits bourbeux et les refoulait en un flot formidable. Un de nos consuls à Djeddah, un de ces modestes Français qui savent voir et prévoir, nous décrivait un jour la poussée de ce flot de pèlerins qui refluaient impatiens de leurs terres natales. Encore une fois, ils attendaient les bateaux qui les ramèneraient et, sous le ciel torride, ils usaient les heures en mornes rêveries et en brûlantes prières.

Sur le bateau, le choléra éclata : le consul était à bord. L'unique souci des malades, nous dit-il, était d'échapper aux soins des médecins chrétiens. Ils mouraient, jetant à droite et à gauche sur le navire leurs yeux défians. Ceux qui ne pouvaient plus réciter la prière retiraient encore des plis du burnous une main décharnée et levaient un doigt pour attester une dernière fois l'Unité de Dieu. Et tandis que les morts descendaient à l'abîme, dans le sillage du navire, les requins happant et déchirant les toiles et les corps laissaient des traînées rouges.

L'habile persuasion du consul, le dévouement des médecins du bord eurent pourtant raison du fanatisme : l'un des cheikhs se laissa guérir aux mains du « kafer » (médecin chrétien) et, sur un signe de ses paupières, les khouans dociles se livrèrent aux soins des Français.

Revenu à son village, au gourbi, au petit campement, le pèlerin n'oublie plus la vision d'un jour ; il conserve en lui-même l'orgueil, la certitude puisés aux sources vives, bus aux lèvres mêmes du Prophète. Son petit horizon peut-être ne se déplacera plus ; il revoit les champs qu'il labourera, ensemencera et moissonnera toute sa vie, le minaret où, cinq fois par jour, la même petite apparition noire, le même cri strident marqueront les étapes du jour ; il entendra éternellement les

disputes des femmes, les cris des coqs, les bêlemens des chèvres; les jongleurs, les sorciers l'égareront encore. Mais il a vu de ses yeux, il a senti la force de l'univers spirituel auquel il appartient et dont le centre se marque pour lui au ciel dans l'éblouissement du soleil levant. Il a vu le pôle. *Mourid*, cadavre il était : il lui a été donné de vivre un jour. *Mourid*, cadavre il redevient, attendant de ses maîtres le choc, l'appel qui le font tressaillir, l'emportent par les jongleries, les extases sur les mers de lumières, ou le font s'armer pour défendre son corps, son bien, ses frères et l'Islam tout entier contre cette pesée chrétienne dont la menace le hante. A l'étranger qui passe, il semble, avec ses regards lourds, assoupi et comme hébété dans une morne indifférence. Souvent, couché pendant des heures le long des murs, dans la mince zone d'ombre, il est pareil à un mort, le nez sur la terre. Mais son fatalisme apparent est moins fait d'indifférence que de crédulité et de patiente attente, l'attente des signes magnétiques sans lesquels il n'est que cadavre. C'est le pays de l'attente, on attend sans fièvre, sans même tromper l'attente, comme attendent les semences, l'hiver, dans l'obscurité des sillons. Un jour le Mokkadem apporte le message : « Un Cherif vous apparaîtra, il sera de la descendance d'Hassein, fils d'Ali et de Fathma. On le reconnaîtra aux signes suivans : il aura les dents claires; son étendard sera vert, il sera âgé de 35 ans. » On a déchiffré les nombres, consulté les signes. Aux cimetières, aux souks, aux abords des petites zaouïas, on voit se former les groupes de trois, de quatre qui répandent la nouvelle et la commentent. Le parchemin hiéroglyphique déchiffré par les initiés révèle que l'esprit a tracé dans un carré cabalistique des chiffres indiens : « Vois un ط après un و et puis un ش : le ط vaut 90, le و vaut 200, le ش vaut 1000 : total 1 290. Des événemens dignes d'être inscrits dans l'histoire, des morts nombreuses, se produiront dans l'Ouest. »

C'est alors que les khouans deviennent les secrets « compagnons du zèle, » les « Scorpions de la guerre. » Si les maîtres sentent approcher le chrétien, ils n'invitent plus à l'extase, mais au combat. Les mokkadem répandent l'alarme. De la zaouïa aux villages, des villages aux gourbis, des gourbis aux tentes, les mandemens, les proclamations se propagent. Les Maîtres ne veulent pas être dépossédés, et la guerre qui défendra leur pouvoir est la guerre sainte, la guerre sans merci,

menée par tous les moyens, par tous les khouans en éveil, toujours prêts à propager les rumeurs, à guetter les pas des nouveaux venus, à tendre pour eux des embûches. Tous les anathèmes prononcés par Mahomet contre les idolâtres, le khouan en enivre son cœur contre le chrétien; pour résister à l'infidèle, il aura des armes célestes : les canons des envahisseurs croiront vomir la mitraille, mais les frères ne recevront qu'une rosée qui les rafraîchira. Leur courage s'exalte de la certitude de vaincre, et leur mépris du danger est un mépris véritable qui les fait rire. Car, la mort venant, les Paradis s'ouvrent. Plus n'est besoin de méditer sur l'Unité de Dieu, ni de traverser les rites de l'initiation. C'est la guerre : dans les confréries, on s'enrôle en masse, les femmes arrivent, se dévoilent hardiment la tête et, penchées sur le baquet plein d'eau où le frère qui les « reçoit » voit se refléter leur visage, elles jurent aussi d'obéir. Enrôlés volontaires qu'on n'a pas le temps d'instruire et qu'on prépare par la ferveur à la défense de la patrie, on reçoit les khouans comme des recrues à l'armée. Sur la simple récitation du dikr, le nouveau venu se sent abrité d'une armure invincible, le protégé du Ciel. Le même homme qu'on aura vu au seuil de son gourbi, riant bonnement à son fils, sensible, fermant les yeux au parfum d'une rose, ou se faisant aux oreilles des pendeloques avec des fleurs de jasmin, tout à coup, sur un signal, un mot chuchoté à l'oreille, prend son couteau, son fusil et part... Il rêve déjà d'une tête coupée.

Alors l'étranger, le même qui avait noté sur son carnet le silence, le calme, l'impassibilité des beaux Marocains, assis sur leurs tapis dans les échoppes, ou le sourire séducteur d'un cavalier arrêté au gué de la rivière, perçoit des changements qui ressemblent aux variations subites de l'atmosphère. Le long des murs de pisé, dans la zone d'ombre, on dirait que les morts se réveillent. Au passage du chrétien, il y a des murmures qui ressemblent à des rumeurs d'abeilles en colère dans les ruches. Le soir, la récitation du dikr dans le cercle des tentes prend une cadence accélérée, une cadence farouche, une cadence de guerre. La colère arabe, elle s'annonce comme les signes imperceptibles précurseurs des orages : un certain éclair dans des yeux d'enfant semble aussi innocent que le vol de l'hirondelle qui rase le sol et pourtant, le vol bas, inquiet de l'hirondelle révèle, par un beau jour

d'été, que l'orage s'annonce et que, pour demain, rien n'est sûr. Tour à tour inertes et fanatisées, les masses populaires ressemblent à ces mers que l'on voit endormies, lisses sous un ciel blafard. On dit : « la mer est d'huile, » et le voyageur sent jusque dans ses membres la torpeur mortelle de cette eau pesante où le sillage du vaisseau fait une coupure. Et soudain ce sont les roulemens sourds de la foudre, les vagues se gonflent, dressent leurs échines, livrent leurs assauts.

Quand on les a connus, ces Marocains, ces « Arabes, » quand ils nous ont charmés jusqu'à la séduction, par ce mélange de calme, de grâce un peu féline et de subite et mystérieuse ardeur, on songe à cette définition singulière qui a été donnée de l'homme : un animal religieux. Chez eux, cette orientation religieuse est comme un mouvement automatique de leur être : celui que leur ont donné des siècles d'obéissance et de ferveur. Il ne se lie ni à une idée claire, ni à un sentiment, c'est un sens avec lequel le fidèle vient au monde et communique avec l'univers, comme est celui de sa vue, de son odorat, de son toucher et qu'il défend instinctivement, comme on défend la prunelle de son œil. Enfant, il sent dans ses jeux sauter sur son petit crâne dénudé la mèche de cheveux réservée aux doigts de l'Ange Gabriel : il a déjà l'air fantastique d'un petit démon né pour les sabbats. Il fait sonner ses amulettes comme un chevreau ses grelots, il serre dans ses griffes de singe les talismans pleins de vertus. Il en fait des colliers pour ses chèvres. Plus tard, en balançant la tête, il apprend, dans les versets du Coran, non une morale, mais des commandemens et l'axiome unique : « Dieu est Dieu » s'adaptera sur la terre où il est né à toutes les formes d'un culte où traînent des restes de paganisme, des lueurs de mysticisme oriental, et où l'ascétisme rigoureux a sa place comme la sensualité brûlante. Tous ses appétits, sa religion les connaît et y pourvoit. « Dieu a créé deux choses pour le bonheur des hommes, dit Mahomet : les femmes et les parfums. » Et l'autre appétit de l'homme : celui des combats, de la guerre, du sang, autrefois la haine de l'idolâtre l'entretenait; aujourd'hui, la haine du chrétien, attisée par les maîtres, l'aiguise. Le musulman africain se développe tout entier dans sa religion avec ses qualités et ses tares comme un enfant dans le sein obscur de sa mère.

Affilié aux confréries, asservi par elles, à genoux devant les

maîtres ou devant l'ombre des maîtres, il sentira son horizon s'élargir, sa sécurité grandir : il obéira aussi mécaniquement qu'un bras obéit. Au gré des préceptes son estomac se videra aux jours de jeûne famélique ou se gorgera aux festins permis. Il n'y aura pas une forme de son être physique ou moral, pas une phase de sa vie que l'instinct religieux ne commande. Et, quand il mourra, ses femmes embrasseront sa dépouille en s'abandonnant aux lamentations funéraires : mais ses amis le porteront au champ sauvage des morts comme une poussière qu'on rend à la terre, sans pitié et sans crainte, en proclamant le principe qui seul importe, en attestant allégrement, en cadence, que Dieu est Dieu.

Ce musulman primitif, cet « animal religieux » qu'on ne sait comment nommer : berbère ou arabe, musulman ou seulement musulmanisé, et qu'on nommerait volontiers « légion » en voyant les foules blanches aux abords des villes ; ce musulman est si près de la nature qu'il semble exprimer dans son dikr une vérité élémentaire, un axiome que cette nature révèle et ne formule pas : « Dieu est Dieu. » Rêvons un instant que les roseaux inclinés sous le vent et qui tracent toujours la même courbe sur le sable y inscrivent une pensée secrète ; écoutons si nous ne démêlerons pas un sens dans le sifflement triste du vent qui vient du désert et nous apporte sa plainte épuisée ; si les torrens en sautant sur les roches n'égrènent pas des syllabes ; cherchons si nous ne déchiffrerons pas l'énigme que détiennent les yeux des bêtes, ces beaux yeux étincelans, criblés de petites flammes et qui voudraient parler. Ce secret que nous voudrions surprendre, on croit l'entendre subitement s'exhaler de la terre, quand, le soir, on frôle en passant le plus pauvre, le plus dénué des musulmans couché sur le sol, noyé dans l'ombre. Le sabot du cheval a touché sa djellab, il se soulève un instant, il lève un doigt, et sa psalmodie éternelle semble la voix de la terre même avec laquelle il se confond : « Dieu est Dieu ; » elle couvre un instant les mystérieux murmures du soir. On dirait qu'en lui la Nature muette a enfin parlé, que, sans le vouloir, sans le savoir, il en exhale l'obsession comme le somnambule révèle enfin l'idée cachée qui habite son cœur.

Dieu est Dieu : et lui, le pauvre musulman, pasteur, pêcheur, petit artisan, marchand assis sur ses talons dans les

souks, soldat enrôlé dans les tabors, chamelier sur les sentes infinies, qu'est-il, par rapport à cet Inaccessible ? Y songe-t-il jamais ? Sa vie est sans problème : il subit son immémorial passé sans le connaître, ses espérances sont sans mystère. Il est le grain de sable dans la sablière, la goutte d'eau dans la vague calme ou grondante. Seul, inerte, il n'est pas. Qu'une volonté intelligente l'anime, c'est tout à coup en lui la poussée d'une énergie fanatique qui se dévoue et se voue au maître accepté. Il n'a rien du roseau pensant, mais si sa pensée mutilée s'atrophie dans les ligatures de l'Islam, il est une chose qui sent, qui aime, qui hait, prête à tuer comme à mourir, pour celui qu'il voit et adore sur la terre. Il lui obéit comme la création passive et fidèle obéit à son Créateur.

Devant cet homme primitif, ce véritable enfant de la nature, qui voit en nous le maître inconnu, j'ai quelquefois pensé à la fresque de Michel-Ange à la Chapelle Sixtine. Dans l'éblouissante présence de Dieu, Adam reçoit la vie. Il soulève son grand corps livide, où l'on reconnaît encore la matière froide et pesante du limon. Dieu, penché sur lui, le touche de l'extrémité de ce Doigt qui crée toutes choses. Les yeux du premier homme s'ouvrent pour la première fois et dans ses larges, ternes prunelles, il y a comme une silencieuse épouvante. Nous regardons avec un sentiment mêlé d'amour, d'espérance et de compassion la créature qui se rend aux effluves de la vie, mais que sollicite encore le sommeil de la terre.

CLAUDE BORINGE.

LA GUERRE AÉRIENNE

ET

LES DERNIERS EXPLOITS DES SOUS-MARINS

Les dirigeables allemands, « Zeppelins » ou autres, font beaucoup parler d'eux. Ils ont exécuté, le 19 janvier dernier, un *raid* désormais fameux sur la côte septentrionale du Norfolkshire, ils survolent la Hollande, ils survolent obstinément le Jutland et l'archipel Danois, comme si l'état-major de Berlin redoutait une grande opération anglaise de ce côté. Entre temps, ils s'exercent sur la Belgique, sur la Courlande, où l'on en a abattu un. Enfin on les attend à Paris.

De l'opération sur le comté de Norfolk on ne sait, au fond, que peu de chose. Combien y avait-il d'appareils? L'imagination des populations bombardées en a grossi le nombre. Les Allemands ont abondé dans ce sens, fidèles à leur système général de guerre, fondé sur la terreur des peuples. Les Anglais de sens rassis ne parlent guère que de trois ou quatre Zeppelins qu'accompagnaient peut-être de grands aéroplanes. Le poids des projectiles lancés, — 50 kilogrammes environ, — ne permet pas d'admettre qu'il ne s'agit en tout cela que d'avions ordinaires.

Le point essentiel, qui explique d'ailleurs les incertitudes, c'est que, le bombardement ayant eu lieu dans la soirée du 19, on n'a rien vu, ou peu s'en faut. Mais le fait que l'opé-

ration a été conduite de nuit est, en lui-même, fort intéressant. Ce coup d'essai n'est pas un coup de maître, car les résultats matériels en ont été fort médiocres ; c'est cependant un coup bien monté. Nos adversaires ont fait la preuve que l'obscurité n'arrêterait pas leur marche, ni ne les ferait dévier de leur route, — et ceci n'est pas pour surprendre des marins. Nous l'avions tous prévu et prédit.

Tant y a que l'on a pris chez nous, à Paris en particulier, de grandes et de justes précautions. L'éclairage public a été diminué, l'éclairage privé restreint le plus possible. En cas de menace précise, tout doit être éteint et les habitans sont invités à se tenir abrités. Tout cela est bien.

Naturellement nos avions opèrent, de jour et de nuit, de continuelles reconnaissances. J'ignore et il convient d'ignorer jusqu'où ils poussent leur pointe. Enfin nous avons vu apparaître un grand et beau dirigeable français. Il y en a d'autres. Le public, sinon les autorités militaires, commençait à les oublier.

Dans tout ce que je viens de dire, il n'est question que de la défense pure, de la défense sur place. Nécessaire, incontestablement, l'emploi de cette méthode est-il suffisant ? Non ; c'est dans le cas qui nous occupe, plus encore peut-être que dans tous ceux qui se peuvent présenter à la guerre, que l'on reconnaît la justesse du principe napoléonien : celui qui se tient sur la défensive court des risques sans en faire courir lui-même à son adversaire. L'offensive, seule, peut donner des résultats décisifs.

Nous courons des risques, en effet, malgré la perfection de notre organisation défensive. Qui songerait sérieusement à le nier ? Je pourrais me borner à dire qu'il est évident qu'il ne saurait exister de moyen de défense absolument infaillible, mais je crois qu'il n'est pas mauvais de préciser un peu.

Les marins savent bien qu'il y a tels états de l'atmosphère où toute veille, si attentive qu'elle soit, reste à peu près inefficace. Les faisceaux lumineux des projecteurs *ne portent pas*. Ce n'est pas positivement de la brume, c'est du *temps bouché*. Mais,

pendant ce temps, l'adversaire, — le torpilleur, dans l'espèce, ou le sous-marin, si celui-ci a un périscope de nuit, — ne laisse pas de marcher et de s'avancer. Tout au plus, de crainte de collision, réduit-il son allure. Un « Zeppelin » n'aura pas cette préoccupation. Nous savons d'ailleurs qu'il se dirige fort bien. Il conserve, à la boussole, un « cap » fixe. S'il est chargé par une brise fraîche venant du travers, il dérivera certainement, mais cette dérive peut être évaluée et, donc, corrigée par un changement de cap. C'est, au surplus, un cas particulier. Enfin le but qui lui est proposé ici est fixe, immobile, grand avantage pour l'assaillant. Un autre avantage est que ce but est très étendu, difficile à manquer. Quoi que l'on puisse faire, sur une immense ville comme Paris régnera toujours une lueur diffuse, dénonciation involontaire. Les points d'origine des faisceaux de lumière électrique donneraient encore des indications; mais, dans le cas qui nous occupe, on éteindra ces inutiles projecteurs, et on fera bien.

Reste la surveillance des avions. C'est eux, justement, qui auront à prendre garde, étant plusieurs, à ne se point heurter. Dans cette atmosphère épaisse, chargée de poussières et de gouttelettes de vapeur, ces guetteurs aériens pourront-ils reconnaître à temps le dirigeable qui s'approche, tous feux masqués? Ils entendront sans doute le bruit de ses moteurs; mais sera-ce suffisant? Le bruit fait par les moteurs de dirigeables est sensiblement plus faible que celui que produisent les moteurs d'aéroplanes. Ils attaqueront l'ennemi aussitôt reconnu. Seront-ils victorieux?...

Je ne charge pas le tableau. Tout cela peut se produire. Il faut donc y songer, sans puéril émoi, puisque aussi bien c'est un assez faible danger pour chacun de nous que celui qui, se traduisant par la chute de quelques bombes, se répartit sur un si vaste espace et sur plus de trois millions de têtes. Paris, en 1870, subit sans sourciller de bien autres épreuves. Préoccupons-nous toutefois d'augmenter nos chances favorables d'échapper à celle-ci.

Or, supposons, — je reprends ma comparaison de tout à l'heure, — supposons qu'à ce navire obligé de rester à l'ancre, par temps bouché, la nuit, et qui redoute l'arrivée de torpilleurs ennemis, on vienne dire par la T. S. F.: « Le port d'où allaient partir ces torpilleurs vient d'être bombardé et ruiné. Ils sont eux-mêmes

détruits, fort probablement. En tout cas le péril immédiat est écarté. » Assurément le commandant de ce navire se sentirait soulagé d'un grand poids. Autant qu'on peut l'avoir en temps de guerre, il aurait le sentiment de la sécurité.

On voit où je veux en venir : ce n'est pas seulement au Zeppelin lui-même qu'il faut s'attaquer et au moment où il nous menace; *c'est aussi à sa base d'opération* et au moment où il repose dans son hangar.

Examinons cela.

L'idée, tout d'abord, n'a rien de nouveau. Bien mieux, elle a déjà été appliquée. Qu'on se rappelle, entre autres, les attaques d'avions à Düsseldorf et à Friedrich's haven du lac de Constance, la base essentielle, fondamentale, l'usine mère des dirigeables allemands, des vrais Zeppelins. Comment se fait-il donc que le résultat final de ces opérations ait été si faible et qu'en dépit des avaries que les hardis pilotes avaient fait subir aux hangars, aux ateliers, aux ballons, peut-être, ceux-ci nous apparaissent aujourd'hui en pleine activité?

Mais comment, dans l'espèce, donner à l'opération dont il s'agit ce double caractère de l'*intensité*, — intensité du feu, ou plutôt du jet des bombes, — et de la *continuité?* Autant cela devient facile lorsqu'on a pu amener devant une place forte un parc de siège complet, largement approvisionné, et que de puissantes batteries, bien abritées, ont été disposées aux bons endroits, autant il semble que ce soit difficile avec les engins si spéciaux, à l'action si rapide, si soudaine, mais si fugitive aussi et encore si malaisée à régler, dont dispose aujourd'hui la guerre aérienne.

Certes, il ne peut être question d'une assimilation complète des procédés de deux méthodes de guerre si différentes. Mais aussi un établissement de dirigeables, — parcs, hangars, tournans ou non, usines, magasins, ballons enfin, — n'est point du tout une place forte. Il n'en a ni l'étendue, ni la variété dans

les constructions et les moyens de défense, ni l'armement, ni surtout la résistance : je ne parle pas, bien entendu, de l'armement du camp retranché qui, quelquefois, contient l'établissement en question. S'il s'agit de l'intensité du feu, il est clair que ce n'est point, ici, de milliers ni de centaines de bombes qu'il faut pourvoir l'assaillant; et s'il s'agit de la continuité, il n'est pas nécessaire que ce feu dure, sans interruption, des jours et des semaines.

Que faut-il donc, essentiellement?

N'aurions-nous pas réalisé de la sorte, dans la mesure où cela est possible, — et suffisant, — les conditions que je posais tout à l'heure?

Il en est une toutefois sur laquelle il est bon d'insister, comme je l'ai fait pressentir plus haut : à savoir la puissance balistique des projectiles mis en jeu par les escadres aériennes.

Je n'en dis pas plus et je résume la discussion de la manière suivante :

1° Les mesures de défense sur place, prises en vue de la protection du camp retranché de Paris et de sa population civile contre les Zeppelins, semblent judicieuses et bien entendues. Il n'y a qu'à y persister, en les étendant et les perfectionnant dans certains détails;

2° Ces mesures, qui, à elles seules, ne sauraient être absolument efficaces, doivent être complétées par l'organisation méthodique d'attaques contre les bases d'opérations des navires aériens de l'ennemi. Ces attaques seront exécutées, suivant le

cas, soit exclusivement par des dirigeables, soit par des dirigeables éclairés et soutenus par de grands aéroplanes, ou même, s'il s'agit d'établissemens rapprochés de la côte, — tels que ceux qui ont été créés en Belgique, — par les hydravions des forces navales alliées.

Un mot maintenant des dernières opérations maritimes et, en particulier, de celles des sous-marins allemands.

Le combat naval du 24 janvier est aujourd'hui suffisamment connu. Il a déjà été commenté ici. Depuis la publication du numéro du 1er février, cependant, deux faits nouveaux ont été mis en lumière par les rapports officiels. Le premier, c'est que la poursuite de l'escadre anglaise a été arrêtée beaucoup plus par la crainte des sous-marins allemands que par celle des mines automatiques, comme on l'avait dit d'abord, sur la foi de certaines relations. Il est, en effet, difficile, impossible même, d'admettre l'existence, — hors le cas de dérive accidentelle d'engins isolés, — de mines automatiques dans les parages où les deux adversaires se trouvaient à la fin de l'engagement. Ces mines, par définition, ne distinguent pas l'ami de l'ennemi. Les Allemands n'en ont certainement pas semé sur leurs lignes d'opérations naturelles, à l'intérieur du grand triangle qui forme leur *place d'armes* et dont les sommets sont Borkum, Sylt et Cüxhaven. Ceci ne s'applique pas, bien entendu, aux passes des estuaires Ems, Jade, Elbe, etc., qui sont nécessairement minées. Mais là, ce ne sont plus des mines automatiques; ce sont des mines électro-automatiques, dont la mise en jeu peut être interrompue. Des *portières* sont d'ailleurs ménagées dans les lignes de ces torpilles. Mais les Allemands seuls en connaissent le gisement. Le second fait est que le *Lion* a été atteint par un projectile de 280 millimètres ou de 305, *au-dessous de la flottaison*. Est-ce là l'explication de cette circonstance que ses réservoirs d'alimentation ont été avariés et se sont vidés? Je ne sais. En tout cas, ce doit être *au-dessous du can inférieur* de la ceinture cuirassée de flottaison que le grand croiseur de combat anglais a été touché, puisque la coque a été complètement percée. Or, la mer était calme et, très probablement, le *Lion* ne roulait pas. Il y a là un point fort inté

ressant, en ce qui touche les moyens d'action de l'adversaire. J'y reviendrai.

Inutile d'ajouter qu'il n'y a rien d'exact dans les récits allemands d'après lesquels un croiseur anglais aurait été coulé. En revanche, on sait maintenant que les avaries du *Seydlitz* sont très graves. En fin de compte, la victoire britannique reste hors de conteste.

Malheureusement, il n'est pas douteux non plus que les sous-marins (les « submersibles » plutôt, si l'on en juge par le rayon d'action de ces bâtimens) de la marine impériale ne montrent depuis quelque temps une grande activité, que n'embarrasse, au demeurant, aucun scrupule.

Les communications officielles ou officieuses, aussi bien que les interviews d'hommes d'État importans auxquelles ont donné lieu les nombreuses attaques subies par les paquebots anglais, — par un navire-hôpital, même ! — dans la Manche et dans la mer d'Irlande, ne font que souligner ce qu'il y a, je ne dirai certes pas de grave, mais au moins de sérieux dans cette situation. On sait combien il est difficile, quelque active que soit la surveillance exercée par les bâtimens naviguant en surface, d'empêcher un sous-marin de franchir un espace de mer resserré comme le Pas de Calais. Il exécute ce trajet en plongée et tout est dit. S'il s'agit de l'empêcher de passer par le Nord de l'Écosse, il ne faut même pas y songer.

J'ai déjà dit ici et je m'excuse de répéter qu'il n'y a qu'un moyen assuré de se débarrasser des sous-marins, qui est de détruire leurs bases. C'est tout justement comme pour les Zeppelins et pour les mêmes raisons, à peu près. Que la base de Zeebrügge existe encore, comme il est probable, c'est un motif d'étonnement. C'en pourrait être un autre qu'il en soit de même de celles de la côte allemande, qu'il était aisé pour la flotte anglaise de forcer par une attaque brusquée au début des opérations. Mais ici il convient de reconnaître que des questions de haute politique sont entrées en jeu, sur lesquelles on ne pourra s'expliquer que plus tard. En tout cas, le problème reste posé. La solution en est évidemment plus difficile aujourd'hui que le 4 ou le 5 août. Il s'en faut qu'elle soit impossible.

En fait, nous nous trouvons en présence d'une méthode de guerre définie et parfaitement soutenable, en principe, celle de l'étouffement progressif de l'adversaire au moyen du blocus

maritime. Le gouvernement et l'amirauté britanniques s'y tiennent avec ténacité et il ne semble pas que les critiques qui opposent à cette « méthode Collingwood » la « méthode Nelson, » procédant par attaques de vive force et par coups redoublés, aient pour le moment quelques chances de l'emporter.

Il ne pourrait en être autrement, — à la suite d'un irrésistible mouvement de l'opinion anglaise, — que si les sous-marins allemands réussissaient à entraver sérieusement le ravitaillement de la Grande-Bretagne et à rendre tout à fait précaires ses communications avec la France. Nous n'en sommes pas là. Il est possible aussi que lorsque l'Angleterre aura 400 000 hommes de plus sur le front, le gros de la nation sente mieux l'intérêt d'une prompte solution du conflit. Ce serait plus sûr si elle était soumise à la conscription et tout à fait certain s'il s'agissait du service obligatoire.

Nous n'en sommes pas là non plus...

Contre-amiral Degouy.

P.-S. — Au moment où je corrigeais les épreuves de cet article (6 janvier), j'ai eu connaissance de la déclaration de l'Allemagne relative au blocus des eaux anglaises et de la Manche. Les sous-marins allemands couleront, sans avis préalable, les navires marchands des belligérans, *équipages compris.*

Il pourra en arriver autant aux navires neutres, nos adversaires ne se jugeant pas tenus à la vérification du pavillon. Ils préviennent d'ailleurs les non-belligérans qu'à partir du 18 février, date à laquelle toutes les eaux entourant les îles britanniques seront considérées comme *zone de guerre*, « il ne sera pas toujours possible d'épargner aux personnes et aux navires des Puissances en question le danger qui les menacera... »

Ne nous attardons pas à nous indigner. Il y a mieux à faire. Voici que l'un des cas dont je parlais à la fin de mon étude va justement se produire. L'Angleterre se sent très sérieusement menacée, bien que le petit nombre des submersibles allemands, capables de croiser dans ses eaux occidentales, atténue sensiblement la portée des opérations qui se préparent. La Manche sera forcément plus accessible à l'ennemi, et ceci peut avoir

pour nous, comme pour nos Alliés, des conséquences qui exigent un examen attentif. D'autre part, les neutres s'émeuvent d'une rage si dangereuse pour tout ce qui veut naviguer, commercer, vivre, enfin!...

L'heure est donc propice aux actions énergiques auxquelles je faisais allusion, et dont la combinaison est devenue facile pour les deux marines par tout ce que l'on sait aujourd'hui de précis et d'authentique sur les dispositifs de défense de l'adversaire.

En attendant, que l'on soit assuré qu'il y a des moyens de parer aux dangers les plus pressans que vont faire courir aux navires de commerce les U_9, les U_{21} et leurs émules. J'en parlerai dans une étude prochaine.

C.-a. D.

LA GUERRE EN PREMIÈRE CLASSE

Septembre 1914.

— Pardon, monsieur, est-ce que toutes ces places seraient libres ?

— Mais oui, madame... Je ne pense pas qu'aucune soit retenue...

Le train de Paris venait de s'arrêter à Limoges. J'avais été tout surpris d'y trouver un compartiment de première classe inoccupé, et je m'empressais d'y prendre possession d'un coin, lorsque deux dames, aussi étonnées que moi de l'extraordinaire aubaine de ce compartiment sans voyageurs par cet héroïque, mais inconfortable temps de guerre où l'on ne savait jamais comment se placer, m'avaient adressé la question à laquelle j'avais répondu. Elles paraissaient alors toutes rassérénées, puis appelaient vite deux femmes de chambre chargées de valises et de manteaux, et les leur faisaient ranger dans les filets.

— Henriette, tenez, mettez-moi ça ici !

— Là, c'est bien.

— Mon grand manteau dans ce coin... Mon petit sac pardessus...

— Julie, où est le poulet ?

— Henriette, faites attention, n'écrasez pas les raisins...

Installées un instant après chacune dans leur angle, l'une en face de moi, l'autre à l'extrémité opposée, sur la banquette où j'étais moi-même, elles se regardaient en souriant avec un petit soupir de délivrance.

— Enfin... Nous voilà sauvées!

— Pour la minute!

— Tiens, nous avons oublié de nous informer à quelle heure on arrivait à Paris... Monsieur, savez-vous à quelle heure nous arrivons?

— A dix heures et demie, madame.

— Mon Dieu!... Quinze heures de voyage!... Ah! ma pauvre amie!... Mais ne nous plaignons pas trop... Nous avons encore de la chance.

— Oui, et nous en avons même trop... Ça me fait peur!

— Et moi dont la terreur a toujours été, en chemin de fer, d'être exposée à me trouver au complet!

— Ah! cette guerre!

— Pauvres gens!...

Et elles considéraient avec émotion l'énorme et tumultueuse foule des soldats qui se bousculaient sur les quais, et dont la houle en rumeur battait notre convoi comme un flot...

Je n'avais pas été sans me demander quelles étaient ces voyageuses d'une évidente distinction, car elles appartenaient visiblement au « monde. » Elles devaient revenir de quelque château du Limousin, et s'être décidées, malgré les événemens, ou par une coquetterie de vaillance et de protestation, à rentrer à Paris au moment même où le « monde » avait pris le parti de le fuir. Sans mériter le nom de vieilles femmes, peu en rapport avec leur allure et une élégance aussi discrète que savamment conforme à leur âge, il s'en fallait qu'elles fussent encore jeunes. Peut-être même étaient-elles déjà des grand'-mères. Mais les années, en se multipliant pour elles, n'avaient jamais dû leur sembler une raison de cesser d'être gracieuses, et l'une et l'autre paraissaient avoir été belles.

Elles gardaient un instant leur visage grave devant cette multitude d'hommes prêts à partir pour le feu, mais les allées et venues affolées des voyageurs, à la chasse d'un compartiment où se glisser, les rendaient vite à leur première terreur.

— Je tremble, soupirait ma voisine, celle qui était en face de moi, que nous ne soyons envahis!

— Ma chère, je songe à une chose, répondit l'autre... Nous aurions dû prendre Henriette et Julie avec nous... Comme nous finirons toujours certainement par être au complet... Tiens, c'est fait, nous sommes perdues!

Un monsieur, d'ailleurs fort correct, se présentait en effet à l'entrée de notre compartiment, mais nous saluait profondément, et nous demandait, avec un fort accent anglais, si nous ne pourrions pas disposer d'une place pour une dame inspectrice des ambulances anglaises... Une aussi grande courtoisie nous annonçait une voyageuse dont la compagnie ne pouvait manquer d'être encore une bonne fortune et, sur notre réponse affirmative, l'Anglais s'inclinait de nouveau en nous remerciant, puis revenait accompagné d'une dame dont l'extrême embonpoint gênait légèrement la démarche, mais d'une grande et avenante jovialité de figure. Elle était coiffée, sur cette bonne rondeur de physionomie, d'une pittoresque coiffure violette tenant du béguin et du capulet, et dont les pans lui retombaient sur les épaules. L'Anglais l'installait dans le dernier coin resté libre, l'aidait avec déférence à ranger ses sacs et ses paniers dans le filet, la saluait, nous saluait ensuite, et se retirait. Fort poliment, elle nous remerciait alors de l'avoir accueillie, et s'exprimait d'ailleurs assez difficilement en français, mais en riant elle-même de s'y exprimer aussi mal.

Il y avait encore une bonne demi-heure d'arrêt, et c'était plus qu'il n'en fallait pour une invasion, mais personne ne se montra plus. La nuit tombait, le train se mit en marche, la lumière électrique éclaira le compartiment, et nous avions tous un sourire, en nous revoyant, à la pensée des petites transes par lesquelles nous avions passé.

— Eh bien! ma chère, disait ma voisine à son amie, nous avons décidément un bonheur inouï et nous allons faire un voyage charmant!

— Tu crois qu'il ne nous arrivera plus personne d'ici Paris?

— Mais peut-être... Qui sait? Croyez-vous, monsieur, que nous soyons encore très menacés?

— Je le crains, madame... Il y a encore Châteauroux, Vierzon...

— Et vous, madame, continuait-elle en s'adressant à l'Anglaise, qu'en pensez-vous?

Mais l'Anglaise, dont l'excellente figure suivait la conversation avec sympathie, répondait, en s'excusant, qu'elle ne pouvait rien savoir. Puis, elle ouvrait un sac posé à côté d'elle, en tirait deux ou trois lettres, et nous priait de les lire. C'étaient des attestations d'ambassades ou de consulats établis-

sant sa qualité de membre d'une communauté protestante, et la mission dont elle était chargée en France par le Gouvernement anglais... A partir de ce moment, la glace se trouva définitivement fondue entre nous, et nous ne cessâmes plus d'échanger nos réflexions dont la guerre faisait, bien entendu, tous les frais. L'héroïsme des Belges, les horreurs allemandes, l'admirable moral de nos blessés, l'espérance en un retour aux idées justes et saines, étaient les thèmes constans de la conversation. Vers sept heures, je tirai de ma valise le sandwich qui devait constituer tout mon dîner, et mon aimable voisine me disait alors avec un grand étonnement :

— Comment, monsieur, déjà?... Oh! pour manger à une heure aussi raisonnable, vous devez certainement habiter la province. A Paris, on ne dîne plus maintenant avant neuf heures, et cela n'a pas le sens commun. C'est encore une de ces habitudes absurdes dont la guerre, espérons-le, nous débarrassera... Il faudra bien revenir à une vie plus naturelle!...

Le train marchait avec une lenteur assoupissante, s'arrêtait partout, et nous redoutions toujours, à chaque arrêt, un envahissement subit. Mais nous ne traversions que des localités sans importance, et l'on n'y voyait presque personne. En route, on apercevait quelquefois comme les feux d'un camp au bord d'un bois ou d'un chemin, et nous demandions alors à l'Anglaise si ce n'étaient pas les feux des Indiens dont on annonçait la présence dans la région. Puis, les feux s'éloignaient, le train continuait à sa petite allure pour s'arrêter encore à quelque station déserte où l'on remarquait seulement le réflecteur de l'horloge éclairant l'heure sur le cadran, et nous avions déjà fait ainsi cinq ou six haltes quand, à une nouvelle gare, nous retombions brusquement au milieu d'un grand bruit de foule. En même temps, la portière du couloir s'ouvrait, un gros homme escaladait le marchepied, jetait un coup d'œil dans notre compartiment et criait, tout essoufflé, au dehors :

— Vite, vite!... Adèle, Georges, Félicie... Tenez, ici, ici... Montez, allons, montez vite... Passez-moi d'abord les colis...

*
* *

C'était toute une famille d'ouvriers, le père, la mère, le fils, la fille. Faute de place dans les troisièmes et les secondes, ils montaient dans les premières, et un silence glacial accueillait

les nouveaux venus. Personne ne bougeait, et ces dames simulaient aussitôt le sommeil pour se donner un prétexte à ne pas enlever les objets posés aux deux places inoccupées. Dernière barrière, aussi illusoire que désespérée, opposée aux envahisseurs ! Mais le gros homme ne s'en laissait pas imposer, demandait d'un ton décidé si ces places étaient à quelqu'un, et nos deux voyageuses, toujours glaciales, devaient bien se résigner à les dégager. A son tour, l'homme mettait alors toute une collection de paniers et de valises dans les filets, les empilait pardessus les manteaux et les sacs déjà casés, puis paraissait encore chercher où loger un dernier colis.

— Attends, Adèle, criait-il, attends, nous allons les mettre là... Donne...

Et une main lui passait une petite cage, où se pelotonnaient trois ou quatre couples de bengalis, pendant que nous finissions tout de même par murmurer, en trouvant plutôt étrange l'idée de voyager avec des oiseaux, lorsqu'il était recommandé d'éviter même les bagages. Enfin, nos nouveaux compagnons montaient, et le gros homme, avec l'autorité du père de famille habitué à faire marcher sa maison, assignait à chacun sa place.

— Félicie, toi, mets-toi là, entre Madame et Monsieur... Toi, Adèle, mets-toi en face... Moi, je vais rester dans le couloir, et je m'assoirai sur le grand panier... Toi, Georges, attends donc... Bah! tu es fatigué, tu as besoin de te reposer, et Madame sera assez bonne pour bien vouloir se gêner un peu... On va relever l'appui, et tu te mettras entre elle et ta mère... Quand il y a de la place pour trois, il y en a pour quatre... A la guerre comme à la guerre... Allons, viens... Pardon, madame...

Mais le brave homme, cette fois, se heurtait à une résistance énergique, et la voyageuse lui répondait de ce ton sec et souverain que savent prendre les femmes du monde :

— Pardon, monsieur, il y a trois places, mais il n'y en a pas quatre!

— Mon Dieu, madame, ce jeune homme est malade... Est-ce que vous ne voudriez pas...

— Non, monsieur!

— Mais à la guerre comme à la guerre, madame!

— Non, monsieur!

— Mais, madame...

— Non, monsieur!

— Mais, madame, dans le compartiment d'à côté, il y a trois voyageurs en supplément... Ils sont neuf!

— C'est qu'ils le veulent bien, monsieur... Ici, nous ne le voulons pas!

Et ma voisine, de sa voix aussi douce que ferme, intervenait dans son coin :

— Mais parfaitement, monsieur... Il n'y a que six places, et nous avons le droit de ne vouloir être que six... Le règlement est formel...

— Allons, mesdames, grognait le gros homme en battant en retraite, soit, et excusez-moi!... Mais je pensais que dans les circonstances actuelles... Dame, vous savez, à la guerre comme à la guerre!... Allons, Georges, tu vas rester dans le couloir avec moi, et nous tâcherons de tenir tous les deux sur le panier... Tu seras malade, voilà tout!

Un certain malaise succédait à cette pénible prise de contact. A une heure où tout le monde proclamait patriotiquement qu'il n'y avait plus de classes, c'était toujours un peu le choc de deux classes de la société en même temps que de deux classes de voyageurs, et Georges, au surplus, ne semblait guère, à l'entrevoir, le jeune homme délicat et maladif dont parlait son père. Taillé pour faire un cuirassier, avec de fortes épaules et des mains énormes, il avait plutôt l'air d'un gaillard fait pour s'en aller sur « le front » que d'un convalescent bon à se reposer sur le coussin d'une banquette capitonnée. Quant à la jeune fille et à la mère, elles paraissaient fort convenables, tout effarouchées par la scène dont elles avaient eu le spectacle, et se faisaient, au milieu de nous, aussi petites qu'elles le pouvaient. Bientôt, cependant, la jeune fille échangeait un regard avec sa mère et, timidement, après s'être excusée de déranger ses voisines, allait parler à son frère.

— Georges...

— Quoi?

— Écoute.

— Laisse-moi.

— Viens.

— Non!

— Viens, je te dis...

Elle le priait évidemment de venir prendre sa place, mais

Georges continuait à secouer la tête, et un combat de générosité se livrait ainsi entre le frère et la sœur. A la fin, il cédait et, malgré sa carrure, paraissait en effet assez maladif. Les joues creuses, l'œil fiévreux, il laissait tomber sa tête avec lassitude sur le dossier de la banquette, et pâle, presque défait, fermait les yeux et s'endormait..

En somme, toute cette famille, à présent qu'on la voyait mieux, ne donnait pas l'idée de mauvaises gens. Sous son chapeau fripé et ses cheveux dépeignés par le voyage, la mère, avec ses yeux à la fois craintifs et expansifs comme en ont beaucoup de bonnes femmes du peuple, avait la meilleure figure du monde. De physionomie douce et ouverte, la jeune fille avait une tenue des plus correctes, et son insistance à donner sa place à son frère souffrant, comme la résistance du jeune homme à la prendre, intéressaient également en leur faveur. Quant au père, son autoritarisme sans façon, ou à la façon populaire, pouvait fort bien être simplement d'un bonhomme sans gêne et un peu rude, mais tout franc et tout rond, et qui était, après tout, resté poli. Enfin, sa réclamation d'un coin de banquette pour son fils se justifiait, et un revirement sensible, à les regarder, s'opérait peu à peu maintenant dans l'esprit des deux femmes du monde. Désolées, de leur côté, de ce qui s'était passé, la mère et la fille semblaient plutôt, à présent, nous considérer en personnes qui, en nous examinant bien, ne nous trouvaient pas, elles non plus, l'air si méchant. Elles devaient songer en elles-mêmes : « En ce moment où tout le monde est frère, comment peut-on encore ne pas être d'accord pour quelque chose? » Et c'était sans doute aussi un peu ce que se disaient ces dames : « Tout de même, songeaient-elles probablement tout bas, ces gens ont l'air de braves gens, et ce n'est pas le moment d'être dur... Bah! nous passerons une nuit blanche, mais nous allons être gentilles... A la guerre comme à la guerre... C'était encore ce gros homme qui avait raison! »

Combien de temps dura cette méditation en partie double? Elle se prolongeait peut-être depuis un quart d'heure lorsque ma voisine se penchait à un moment vers la mère, et lui demandait avec intérêt ce qu'avait son fils.

— J'ai des sels, madame, ajoutait-elle discrètement, et si cela devait lui faire du bien... Voulez-vous mon flacon?

La mère était alors toute surprise et tout émue par cette

marque d'attention, mais répondait que son fils était seulement fatigué.

— Merci, madame, disait-elle avec gratitude, merci bien... Mais voyez... Il dort... Le sommeil le remettra... Merci bien, madame, merci bien!

Puis, une minute après, l'autre voyageuse redressait sans rien dire l'appui-bras où elle s'accoudait, se levait, allait dans le couloir, en ramenait la jeune fille toute rouge de reconnaissance, et lui faisait une place auprès d'elle.

— Tenez, mademoiselle, mettez-vous là...

— Oh! madame!

— Si!... Si!... Mais si!... Vous allez vous mettre là... Vous ne pouvez pas rester dans ce couloir pendant quinze heures!

Et la mère remerciait encore avec effusion, se serrait un peu contre moi, et je me poussais moi-même un peu plus dans mon coin...

*
* *

Le cadran d'une petite gare où nous venions encore de nous arrêter marquait neuf heures, et ces dames ouvrirent un panier d'où elles tirèrent successivement des assiettes et des serviettes, des fourchettes, des timbales, toute une commode et ingénieuse vaisselle de route, puis du pâté et de la volaille.

— Madame, dit à l'inspectrice anglaise la voyageuse placée vis-à-vis d'elle, n'accepterez-vous pas quelque chose?

L'Anglaise ne refusait pas, mais se levait, malgré la difficulté qu'elle avait à le faire, prenait elle-même un assez gros panier où ne manquaient pas non plus les provisions, et, à son tour, les offrait en riant à ces dames. Ces dernières, alors, riaient aussi et se tournaient ensuite vers la bonne femme et sa fille :

— Vous ne voudriez pas cette petite aile de poulet, madame?

— Et vous, mademoiselle, un peu de ce pigeon?

La mère et la fille remerciaient, de plus en plus confuses, mais elles avaient pris leur repas avant de s'embarquer, et leurs hommes l'avaient naturellement pris avec elles. Quant à moi, je m'étais déjà réconforté par mon sandwich, et l'inspectrice et ces dames commençaient seules à dîner, sous les yeux naïvement ébahis des ouvrières dont l'admiration se cachait mal

devant l'élégant attirail des deux mondaines qui avaient enlevé leurs gants et découpaient sur leurs genoux, de leurs belles mains blanches où brillaient des diamans, leurs pâtés et leurs volailles avec de jolis couteaux. Puis, leur repas fait, ces dames ouvrirent un autre panier, en retirèrent des raisins, en offrirent aimablement à tout le monde, et les ouvrières, cette fois, en acceptaient.

— Et votre mari, madame?

— Et votre père, mademoiselle?

— Est-ce qu'il n'en prendrait pas un peu?

— Si vous l'appeliez?

— Papa, appelait alors la jeune fille, veux-tu du raisin?

L'ouvrier faisait d'abord un geste d'excuse, mais se retournait, nous voyait tous avec nos grappes, et consentait à prendre aussi la sienne.

— Et lui? disait ma voisine en montrant le jeune homme.

Mais toujours endormi et pâle, ses grandes mains allongées sur ses grandes jambes, il ne bougeait pas, et sa mère répondait, en remerciant encore :

— Oh! lui, mesdames, il dîne à sa manière!... Mais, vraiment, mesdames, vous êtes trop bonnes, vraiment trop bonnes... Merci... Merci...

Et on reparlait de la guerre.

— Vous avez sans doute quelques-uns des vôtres au service, et peut-être même au feu? demandait l'une des mondaines à la mère avec sympathie.

— Mais notre fils aîné, madame... Le second, celui qui est là, a été réformé, mais l'aîné faisait son temps à la déclaration de guerre... Il est maintenant sur le front.

— Vous devez être bien inquiète?

— Mon Dieu, oui, madame... Mais, quand même, nous ne nous plaignons pas, et il ne se plaint pas non plus... Il faut bien que tout le monde fasse son devoir... Il était à la victoire de la Marne.

— Il doit en être glorieux.

— Mais nous aussi, madame!

— Oui, c'est le bon côté de la guerre, elle exalte les beaux sentimens.

— Mais parfaitement, madame, et c'est précisément ce que

nous disons aussi, mon mari et moi... On est meilleur... Et ce réveil religieux! On peut bien dire aussi que c'est heureux... Notre fils nous a écrit qu'il avait assisté à une messe au camp, et qu'il n'avait jamais rien vu de si beau... Avant la guerre, on n'allait presque plus jamais dans les églises, et c'était un tort... A présent, elles sont toutes pleines... Ah! mon Dieu, et puis, tenez, madame, j'espère bien aussi qu'après cette guerre on nous laissera tranquilles avec la politique, et qu'on n'en entendra plus parler autant! Elle aura fait assez de mal comme ça... Nous ne sommes que des ouvriers, madame, mais tous les bons ouvriers, et c'est la majorité, étaient bien fatigués de toutes ces histoires et de toutes ces disputes... On se mangeait, c'est le cas de le dire, et à quoi ça servait-il? Qui est-ce qui pouvait bien en profiter? Est-ce qu'on n'est pas tous, tant qu'on est, les enfans d'un même pays? Est-ce que, riches ou pauvres, et les uns comme les autres, on n'est pas tous des Français?... On le voit bien maintenant, et tout le monde le reconnaît bien!... Mon Dieu, mesdames, je pense bien que je ne vous blesse pas?...

— Mais pas du tout!

— Mais au contraire!

— Mais tout ce que vous dites est la vérité même... Et dans quel métier est votre mari?

— Mais dans la bâtisse, madame... Il est surveillant de travaux.

— Alors, la guerre doit être terrible pour lui... Elle doit vous faire perdre énormément?

— Mais oui, madame, on ne fait plus rien, c'est la ruine... Mais il faut bien aussi le supporter. Quand tout le monde doit souffrir, il faut bien souffrir aussi... Et heureusement encore pour nous que nous ne sommes pas tout à fait sans rien!... Depuis le temps que nous travaillons, nous avons pu faire quelques économies... On doit toujours en faire, n'est-ce pas, et à ce point de vue-là nous ne sommes pas encore des plus malheureux... Mais pour ce qui est des travaux, on n'en verra plus de sitôt. Et qui est-ce qui les ferait? Les deux tiers des ouvriers sont partis... Comme dit mon mari, à la paix on sera bien forcé de rebâtir, mais, pour l'instant, il n'y a plus rien à faire. Aussi, c'est bien pour ça que nous étions venus par ici. Mon mari a dit, le mois dernier : « Tiens, voilà assez longtemps que nous promettons à nos parens d'aller faire un tour chez

eux... Je vais avoir à me croiser les bras. C'est le moment! » Alors, nous sommes partis avec les enfans, et nous revenons. — Ah! madame, quel bel été, et quel beau temps! Comment ça peut-il se faire qu'il fasse un si beau soleil, pendant qu'on se tue comme on le fait?...

On avait fini le raisin, une période de silence succédait à ces propos de la bonne femme, et chacun, tout en se taisant, semblait en méditer la sagesse. Le visage impressionné par ses réflexions, ma voisine regardait pensivement défiler la campagne que commençait à éclairer la lune. Immobile dans son coin, et tournée vers le compartiment, son amie y laissait errer un regard qui songeait aussi, et l'Anglaise, de son côté, semblait se livrer à ses pensées, les yeux vers le couloir où l'on entrevoyait le large dos de l'ouvrier assis sur son panier, d'où il contemplait le paysage à travers les glaces. Toujours un peu intimidées, l'ouvrière et sa fille se serraient entre nous l'une contre l'autre, ne disant rien, le regard fixe, et le jeune homme, devant elles, ne se réveillait toujours pas.

Il y avait maintenant bientôt six heures que nous roulions à notre allure d'omnibus, faisant constamment des haltes, guettant l'heure aux cadrans éclairés des petites gares sombres où l'aiguille, à chaque arrêt, n'avait guère avancé que d'une quinzaine ou d'une vingtaine de minutes, et personne ne parlait plus, l'assoupissement nous gagnait peu à peu, lorsque de longs cordons de lumières vacillantes, dont les reflets tremblotans se projetaient sur de longues toitures vitrées ou d'interminables files de wagons, nous annonçaient une grande gare. Nous arrivions à Châteauroux, et chacun sortait de son mutisme en exprimant l'espoir de pouvoir un peu se dégourdir. Mais on ne tardait pas à y renoncer, en entendant la rumeur dont nous étions assourdis avant même de nous arrêter. C'était, à perte de vue, sous les réverbères du hall, comme un fourmillement de têtes criant ou s'interpellant, s'appelant, se répondant, et sur lesquelles se confondaient toutes les coiffures militaires, képis, chéchias, bonnets de police, sans compter les larges et confortables casquettes plates de quelques soldats anglais dont les mines plantureuses et colorées contrastaient avec les figures plus brunies et plus tourmentées des nôtres. Toute cette foule était si épaisse et nous pressait de si près qu'il nous semblait la fendre comme un flot. Il ne fallait pas songer à s'y aven-

turer, et nous nous contentions d'essayer de nous délasser en allant et venant du compartiment au couloir et du couloir au compartiment. En même temps, ces dames abaissaient les glaces, et distribuaient tout ce qui leur restait de vivres et de fruits aux soldats qui les remerciaient de la main et du sourire. L'ouvrier leur lançait des cigarettes, et l'Anglaise vidait ses paniers au profit de ses compatriotes dont les figures rayonnaient à son accent. Au bout d'une heure, nous n'étions pas encore repartis, et l'ennui d'attendre, le bourdonnement de cohue nocturne où se prolongeait notre interminable station, le fond d'angoisse que cette effroyable guerre entretenait au fond de chacun de nous, la sensation même de la nuit qui serre toujours un peu l'âme, finissaient par produire sur nous leurs inévitables effets de tristesse et d'énervement... Enfin, nous nous remettions en route, et le train, lentement, fendait de nouveau toutes ces masses fourmillantes dont les hommes arrivaient du feu ou se préparaient à s'y rendre.

Il était minuit passé...

*
* *

De plus en plus fatigués par le voyage, nous avions, un peu plus tard, dix fois repris ou laissé tomber la conversation... Brusquement, un bruit de chute nous faisait tous sursauter, et il nous semblait voir comme un gros projectile traverser le compartiment. C'était un des sacs de l'Anglaise qui venait de rouler du filet, heurtant assez fortement le jeune homme si angéliquement endormi et, dans notre besoin de détente nerveuse, l'incident provoquait un rire général. Mais la jeune ouvrière s'était déjà empressée de remettre le sac à sa place, pour en éviter la peine à l'inspectrice peu ingambe et toute confuse de l'affaire. Puis, le jeune homme se réveillait au milieu de nouveaux éclats de rire, et sa mère lui disait, une fois la gaîté passée :

— Eh bien! tu viens de faire un fameux somme!

— Ah! monsieur, s'écriaient ces dames, si vous saviez comme nous vous envions!

— Où sommes-nous ? demandait le dormeur d'un ton vague.

— Mais nous venons de passer Châteauroux, lui disait sa mère... Est-ce que tu dors encore?... Mon Dieu, as-tu de

grandes jambes!... Rentre donc ton bras, tu gênes Madame... Et puis, sais-tu ce que tu vas faire?... A présent que tu as pris ton compte, tu vas donner ta place à ton père...

Il n'aurait pas fallu songer, en effet, à mettre le gros ouvrier en supplément, surtout à côté de l'inspectrice anglaise, et le jeune homme se levait pour aller chercher son père, qui commençait par refuser.

— Mais non, mais non, garde donc ta place... Tu es faible, tu ne tiens pas debout... Moi, je ne crains rien... Je peux rester comme ça jusqu'à Paris!

— Voyons, insistait sa femme, viens te reposer... Mais viens donc!... Madame, voulez-vous permettre qu'il prenne la place de son fils?

— Mais parfaitement! s'écriait ma voisine... Mais venez donc, monsieur!

Alors, le gros homme cédait.

— Pardon, madame, pardon!

— Enfin, reprenait la bonne femme, tu vas pouvoir te remettre un peu de ton panier, puisque Madame t'y autorise... Et puis, madame, tous les hommes sont toujours les mêmes, et il est si peu précautionneux!... Quand nous sommes partis de Paris, il n'a voulu prendre que ce petit costume d'été... Allons, dis-nous la vérité, tu grelottais dans ce couloir, et tu n'en peux plus!

Cette petite semonce conjugale contribuait encore à nous détendre, mais seulement pour quelques minutes. La lassitude nous envahissait de plus en plus. L'atmosphère était un peu lourde, et ma voisine me demandait d'abaisser un instant la glace, mais me priait presque aussitôt de la refermer, tant l'air était froid. Elle frissonnait, redressait le col de sa jaquette, et se levait pour prendre une vaste cape de voyage qu'elle déployait sur ses genoux. Elle s'en enveloppait bien, s'en bordait avec soin du côté de la portière, puis, tout naturellement, disait à l'ouvrier assis à côté d'elle :

— Tenez, monsieur, vous ne devez pas avoir chaud... Prenez donc une partie de ce manteau de voyage, et ne craignez pas surtout que cela me gêne... Il est très suffisant pour deux.

— Oh! madame... Par exemple!

— Mais si!... Mais si!...

Et elle lui jetait sur les jambes tout un ample pan de la

cape d'où se répandait un léger parfum, et assez large, en effet, pour s'étendre sur deux personnes...

Malgré la gêne et l'entassement, nous avions tous fini, quelques instans après, par tomber de sommeil. A un arrêt, je me réveillai. Il était trois heures du matin, et la sonnerie du télégraphe tintait dans le silence de la petite gare. Le train repartit. Il faisait une nuit merveilleuse, où le paysage défilait sous un de ces éclatans et mystérieux clairs de lune par lesquels on y voit comme en plein jour. Mais une invincible somnolence m'avait vite refermé les yeux. Lorsque je me réveillai de nouveau, tout le monde dormait toujours autour de moi. Le jeune homme était seulement venu reprendre sa place, où il partageait à son tour la chaude cape de voyage, et le jour commençait à poindre.

Nous traversions les grandes plaines qui conduisent à Orléans, et le ciel était encore rempli d'étoiles, mais elles pâlissaient peu à peu. Une faible lueur verdâtre se levait à l'Est, au delà de grandes vapeurs grises d'où elle ne semblait pas pouvoir sortir, et où elle passait lentement d'une nuance à l'autre. Puis, les vapeurs elles-mêmes se teintaient, d'abord de mauve, puis de rose, puis de feu. Graduellement, en même temps, les meules, les maisonnettes, les bouquets de bois, les cahutes de bergers, surgissaient de terre, s'y modelaient, s'y précisaient, et tout au loin, une moitié de globe rougeâtre, qui se changeait bientôt en un demi-globe de sang, émergeait tout à coup au ras de l'horizon. Dans le compartiment même, à cet instant, un léger et frais gazouillement se faisait entendre. C'étaient les bengalis qui s'éveillaient dans leur cage. Et le globe rouge montait dans les nuées orangées, y grossissait, s'en élançait, les incendiait, devenait éblouissant, et baignait, inondait, et dorait tout de sa lumière... Là-bas, dans d'autres plaines, en Champagne et en Flandre, où tonnait la mitraille, où les morts tombaient sur les morts, sur quelles scènes de gloire et quels tableaux de carnage se levait, au même moment, ce magnifique soleil d'or?...

*
* *

Le subit fracas du train passant sur le pont de la Loire me tira de ma contemplation et, quelques minutes plus tard, nous arrivions aux Aubrais. Chacun, alors, se réveillait. Pour la première fois depuis notre départ, nous n'apercevions pas une

gare transformée en une mer humaine, et nous pouvions descendre respirer un peu. Le temps était superbe, la matinée d'une splendeur exaltante... Mais on repartait, la route ne devait plus être que de peu d'heures, et qui aurait pu dire, à ce moment, toutes les impressions intimes et toutes les secrètes pensées de chacun ?

Appartenant à des mondes sociaux séparés par des abîmes, ne s'étant jamais vus et ne devant jamais se revoir, ne songeant même pas à connaître leurs noms, des voyageurs, cette nuit-là, s'étaient cependant reconnus comme enfans de la France, et sentis frères et sœurs pour un instant... En approchant de Paris, on se mit à faire ses paquets, et les deux ouvrières voulurent absolument aider les autres voyageuses à quitter leur manteau de route pour mettre leur manteau de ville.

— Tiens, Georges, disait en même temps l'ouvrier, descends donc les sacs de ces dames... C'est un peu lourd, et ces diables de filets sont tellement hauts!... Mais toi qui es grand...

Quelques minutes plus tard, nous étions en gare d'Austerlitz.

— Adieu, madame... Adieu, mademoiselle... Adieu, monsieur, dirent alors gracieusement ces dames.

Et chacun se tendit la main et se la serra, en sentant, tout au fond de soi, et peut-être au bord de ses yeux, quelque chose qui n'était pas loin de ressembler à de l'émotion...

MAURICE TALMEYR.

REVUE DRAMATIQUE

COMÉDIE-FRANÇAISE

LES « *JOURNÉES DES GRANDS ÉCRIVAINS.* »

On ne peut pas jouer tout le temps *Horace* et *la Fille de Roland*, et j'indiquais l'autre jour une autre façon qu'auraient les théâtres de se montrer bons Français : ils n'ont qu'à puiser largement dans le répertoire et dans tout le répertoire. La littérature n'a pas de plus beau rôle que d'évoquer notre tradition et de la faire aimer. Écrivains, professeurs, conférenciers, tous ceux qui s'adressent au public, et plus particulièrement à la jeunesse, le comprennent bien aujourd'hui. Ils sentent le besoin de rechercher nos titres à travers le passé, de raviver dans les esprits l'image morale du cher pays, d'exalter, avec notre piété pour la France d'hier, notre foi dans la France de toujours. Ils s'emploient activement à ce travail qui, lui aussi, intéresse la défense nationale. Ceux mêmes qui, pendant d'assez longues années, avaient un peu négligé cette partie de leur tâche, n'y sont pas les moins ardens et se signalent par leur zèle. Un peu partout, cet hiver, on organise à travers notre histoire littéraire des croisières qui pour beaucoup sont des voyages de découvertes. Car on dit que les Français ne connaissent pas leur pays et vont chercher bien loin ce qu'ils ont chez eux ; ce n'est guère moins vrai de notre littérature : pour peu que nous entreprenions notre tour de France littéraire, nous allons de surprises en émerveillemens. Aussi la Comédie-Française a-t-elle été bien inspirée en inscrivant au programme de ses matinées du jeudi une série de « Journées des grands écrivains français. » Il y aura une Journée des poètes des xve et xvie siècles, une Journée des deux Corneille, et ainsi de suite, pour finir par une Journée de la Révolu-

tion, une Journée Victor Hugo, une Journée Alfred de Musset et une Journée des poètes du XIXe siècle. Ainsi les grands écrivains de la France viendront tour à tour porter témoignage pour leur pays.

Ces grands écrivains ne sont pas tous de même grandeur, cela va sans dire, et, dans le nombre, j'en aperçois quelques-uns qui semblent peu à leur place en si illustre compagnie. Sedaine, Florian, Collé ne seront peut être pas étonnés de s'y voir, mais nous le serons pour eux. D'autres, qui sont incontestablement de grands écrivains, ne nous apparaîtront pas par ce qu'ils ont de vraiment grand : ce n'est pas par leur théâtre que La Fontaine et Voltaire sont immortels. D'autres enfin brillent par leur absence, et ce sont justement ceux qui auraient le plus à nous apprendre sur la pensée française : une liste de grands écrivains français où ne figurent ni Rabelais, ni Montaigne, ni Bossuet, ni Jean-Jacques Rousseau, ni Chateaubriand, est. de toute évidence, une liste où il y a des lacunes. Mais c'est qu'ils ont écrit en prose et n'ont pas porté leur prose au théâtre : ce n'est pas la faute de la Comédie-Française. Dans un théâtre, on ne peut que jouer des pièces de théâtre et dire des vers, on n'admet que les auteurs dramatiques et les poètes. Prenons donc ce que nous donne la Comédie, au lieu de regretter ce qu'elle ne pouvait nous donner. Au surplus, rien n'empêchera le spectateur de faire un léger effort de mémoire et de restituer, autour d'une pièce de vers ou d'une pièce de théâtre, le mouvement d'idées auquel la rattachent des liens apparens ou cachés.

Tel qu'il est, ce programme présente un grand intérêt et qu'on nous offre trop rarement : il permet d'embrasser du regard un ensemble et d'y suivre le développement historique d'une idée. En d'autres temps, on se serait plu à y étudier par quels chemins la farce gauloise nous mène à la comédie de Molière et la tragédie de Jodelle à celle de Racine, ou encore de Villon à Musset et de Ronsard à Victor Hugo quelle conception différente nos poètes se sont faite du lyrisme, C'est ce que F. Brunetière appelait les « Époques du théâtre français » et l'« Évolution de la poésie lyrique, » en deux livres d'une admirable ingéniosité. Aujourd'hui, nous sommes moins attentifs à la classification des œuvres qu'à leur signification profonde. Nous y cherchons l'idéal que chacun de nous porte au fond de lui-même. Il ne s'est pas formé en un jour : mille voix lointaines s'y répondent, dont l'écho s'est prolongé jusqu'à nous. Il ne s'est pas développé parune progression continue : il y a eu des reculs et des erreurs. Mais sous les acquisitions successives on découvre le fonds permanent qu'elles sont

venues enrichir, et sous les modes passagères on retrouve les traits essentiels. C'est ce que j'essaierai de faire ici, en manière de Préface aux représentations annoncées.

Entre toutes les « Journées » je ne cacherai pas que la première me paraît tout particulièrement une bonne journée. Elle comprend : « La *Vraie farce de Maître Patelin*, pièce en trois actes; poésies de Villon, Malherbe, Clément Marot, Ronsard, Alain Chartier; fragmens de Robert Garnier et de Jodelle ; le *Dialogue amoureux* de Clément Marot. » Encore faut-il ajouter « une *Chanson de geste* faisant partie de la *Chevalerie* de Vivien, mise en action par l'éminent écrivain, M. Joseph Bédier, intitulée *Chevalerie*. » Cela fait une journée très chargée. L'encombrement occasionne toujours quelque désordre : les grands écrivains se sont placés au petit bonheur. Malherbe s'est égaré entre Villon et Marot : le pis est que, de son vivant, il les exécra l'un et l'autre. Ronsard est arrivé avant Alain Chartier : déjà ! C'est qu'ils sont trop, et on a voulu les avoir tous. Les organisateurs du spectacle se sont montrés des plus accueillans. Je leur en sais beaucoup de gré. Ils ont eu cette idée heureuse, originale à force d'être juste et hardie à force d'être simple, que, pour les peuples comme pour les gens, l'enfance et l'adolescence ne sont pas négligeables : c'est là que se révèle la nature première, c'est alors que se forme le caractère. Ils ont pensé que, dans l'histoire d'une nation, les origines comptent, surtout quand ces origines s'étendent sur plusieurs siècles débordans de vitalité. Donc, ils ont fait au moyen âge et à la Renaissance place, — une petite place, — mais c'est déjà bien joli de leur en avoir fait une.

Toutes nos histoires de la littérature traitent sommairement du moyen âge. C'est justice. La langue était encore informe et il faudra attendre jusqu'au XVIe siècle pour qu'elle acquière les qualités des langues littéraires. Le vieux français nous est devenu aussi lointain que le grec; nous ne lisons plus les œuvres écrites dans cet idiome balbutiant : *romanum est, non legitur*. Elles sont objet d'érudition ; nous n'en recevons pas le contact direct ; nous ne les connaissons que par ouï-dire, par le témoignage de ceux qui s'y sont aventurés. Mais les sentimens qui s'y exprimaient avec tant de gaucherie n'en étaient pour cela ni moins forts, ni moins puissans. Ce sont ceux-là mêmes qui constituent le fonds premier, l'essence irréductible de notre idéal français. Parce qu'il ne s'est pas trouvé d'écrivains pour les amener à la vie littéraire, nous risquons de ne pas leur attribuer l'importance qu'ils ont eue réellement dans la

vie nationale. L'équilibre est rompu, les proportions sont faussées.

Prenons, par exemple, notre vieille épopée. La Grèce a eu cette heureuse fortune qu'au moment où y souffla l'inspiration épique, une forme l'attendait prête à la recevoir, une langue encore toute nouvelle en sa fraîcheur première, mais déjà forte et souple, riche, harmonieuse : pour tout dire, la langue d'Homère. De cette rencontre unique il est résulté qu'en Grèce tous les écrivains, poètes, historiens, auteurs dramatiques, sont restés les tributaires d'Homère, comme tous les fleuves sont tributaires de l'Océan. Hélas! même chance n'est pas advenue à nos Chansons de geste : toute espèce d'art y fait défaut. Elles manquent par trop d'agrément : personne n'y touche. Or toute une France s'y est reflétée : la France des Croisades. C'est la précieuse découverte que nous devons à M. Bédier, comme M. Étienne Lamy le montrait ici même dans un récent article. L'Allemagne s'était brutalement annexé l'épopée française : c'est sa manière. Et nos savans, comme ç'a été aussi trop souvent leur manière au cours du XIXe siècle, avaient docilement accepté le bluff germanique. M. Bédier a revendiqué notre bien et nous l'a rendu. Nous verrons donc avec plaisir sa *Chevalerie*, ou plutôt le « Départ des nouveaux chevaliers » qu'il a tiré de *Guillaume d'Orange* et adapté à la scène.

C'est dans la grande salle du palais d'Orange, devant un autel. Vivien, Hunaut, Girard, petits-fils d'Aimeri de Narbonne se tiennent debout, immobiles, tout de blanc vêtus, et, sous leurs blanches tuniques de lin, ressemblent à de grand lys. La veillée des armes vient de prendre fin. Guillaume d'Orange, Bovon de Commarcis, Guibert d'Andrenas, qui guerroient contre les Sarrasins, sont revenus du front tout exprès pour la cérémonie. Aimeri de Narbonne, l'ancêtre, a fait le voyage ; il a cent ans : nous sommes chez les burgraves, mais ce sont des burgraves français. L'usage était, paraît-il, de « brimer » les aspirans chevaliers. Donc, le vieil Aimeri, par dérision, leur offre de s'en aller dans une cour voluptueuse d'Italie pour y mener une vie de plaisir. Ce n'est guère leur compte, et leur prière, toute cette nuit, appelait un autre sort : « Nous nous tenions tous trois debout devant cet autel. La salle était sombre ; nous ne nous parlions pas ; mais, par la verrière entr'ouverte, montait la douce odeur de notre terre, et la nuit resplendissait d'étoiles. Alors j'ai pensé : quand Dieu eut créé quatre-vingt-dix-neuf royaumes, il créa le centième, France, et ce fut le plus beau ; et parce que je suis né en ce royaume, mon cœur m'a dit : Loue le Seigneur Dieu ! » Comme leur grand frère,

Roland, ils ont au cœur l'amour de « douce France » et toute leur ambition est de s'aller battre pour elle. Leur idéal est celui auquel Froissart dédiera ses *Chroniques :* prouesse. « C'est une si noble vertu et de si grande recommendation que on ne le doit mies passer trop briefment, car elle est mère matériele et lumière des gentilz hommes, et si com la busce ne poet ardoir sans feu, ne poet le gentilz homs venir a parfait honneur ne a le glore dou monde sans proëce. » Amour de la terre natale, bravoure guidée par l'honneur, épurée par le respect de la faiblesse, tel est chez nous le fonds premier. Notre idéal est d'abord l'idéal chevaleresque.

J'aurais souhaité qu'on détachât pareillement un fragment de nos interminables Mystères. Boileau les jugeait insipides, mais ils passionnèrent la société du moyen âge : en faisant descendre le ciel sur la terre, ils mettaient sous ses yeux, réalisé et matérialisé, son rêve pieux. A leur défaut, on nous dira sans doute la ballade que Villon fit à la requête de sa mère pour prier Notre-Dame. Cette mère du poète était une femme du peuple et ne savait pas lire dans les livres ; quel besoin en avait-elle, puisqu'elle pouvait déchiffrer aux vitraux des cathédrales le grand livre divin ? Elle non plus, la foi de nos pères n'a pas trouvé dans notre langue du moyen âge les mots qui convenaient pour égaler sa ferveur et son élan. Mais les mots ne sont pas le seul signe dont l'homme dispose pour fixer ses sentimens sous l'aspect de l'éternité. L'art est pour les peuples un moyen d'extérioriser leur âme qui ne le cède en rien à la littérature. Or, tandis que la littérature, chez nous, tardait à se débrouiller, un art atteignait à sa perfection, et c'est celui qui contient tous les autres, le seul art complet : l'architecture religieuse. Elle a fait jaillir de notre sol cette blanche végétation dont on a dit si justement qu'elle lui donne sa physionomie morale. Formée par le christianisme, qu'en échange elle a pénétré de son esprit, la France restera toujours la France des cathédrales. Si nous avons quelquefois été tentés de l'oublier, les Allemands se sont chargés de nous le rappeler. Il apparaît à tous les regards qu'ils se sont acharnés avec la pire fureur contre les monumens de notre histoire religieuse.

Un troisième trait achève de peindre le Français tel qu'il est dès le moyen âge. Ce n'est pas un grand chef-d'œuvre de l'esprit humain que la *Farce de l'avocat Pathelin*, surtout dans la version qu'en ont donnée Brueÿs et Palaprat au XVIIIe siècle ; et ce n'est pas le plus édifiant des spectacles. Maître Pathelin, cet avocat besogneux et fripon, peut être habile à parler, il n'est pas le *vir bonus* de l'adage

latin. Mais il a ce qui, en France, fait pardonner beaucoup de choses : de l'esprit. Au surplus, c'est un drôle, ce n'est pas un méchant homme. Il est gai. Les soucis d'une vie nécessiteuse lui ont laissé toute sa belle humeur. Ajoutez, s'il lui faut encore une excuse, que ce M. Guillaume dont il emporte le drap sans le payer est un sot, et que c'est pain bénit de duper un imbécile. Le Français, né malin, a reçu en partage le don d'apercevoir le ridicule, de le noter d'un trait rapide et de lui décocher aussitôt une pointe acérée. Que si cette sottise s'accompagne de lourdeur, de brutalité, de violence, alors l'esprit français, qu'excite une colère généreuse, devient une arme redoutable. Le *Roman de Renart*, cette autre épopée qui raille l'épopée féodale, retrace la lutte sans cesse renaissante de Renart contre Ysengrin, c'est-à-dire de l'esprit contre la force. La satire s'élargit avec Jean de Meung ; et le *Roman de la Rose*, commencé en « Art d'aimer, » se continue en un pamphlet dirigé contre toutes les injustices sociales et pas mal d'institutions, celle entre autres de la justice. Il s'attaque aux gens de finance, aux gens de loi, à l'hypocrite Faux Semblant, et n'épargne pas même la royauté. La guerre est commencée que continueront les Rabelais, les Molière, les Voltaire et qui ne s'interrompra plus jamais, la guerre aux abus, aux inégalités, à l'arbitraire, aux scandales et au mensonge, guerre sans pitié qui aura, elle aussi, ses excès et ne distinguera pas toujours entre l'erreur et le principe. Une incroyable ardeur couve sous notre gaieté et perce sous notre ironie. L'esprit est chez nous l'élégance du courage. Il signifie la révolte contre l'oppression, le refus d'obéir sans savoir pourquoi et de subir une loi qu'on n'accepte pas, l'impossibilité de se courber sous le joug, d'abdiquer sa raison, de se laisser embrigader et caporaliser, et d'exécuter, parce que c'est commandé, ce que l'humanité réprouve.

La Renaissance nous a dotés d'une littérature ; elle a apporté à nos écrivains le sentiment de l'art qu'avaient possédé à un si haut degré les artistes du moyen âge et dont avaient manqué si complètement les littérateurs de la même époque. A-t-elle, comme on le prétend, altéré nos qualités natives ? Nullement. Nos poètes du XVIe siècle n'ont pas célébré la douce France avec moins d'enthousiasme que n'avaient fait les trouvères. Quelques-uns des plus beaux vers patriotiques qui aient été écrits dans notre langue sont de Ronsard. Et cet autre, le neveu du cardinal du Bellay : on sait par l'ennui qu'il éprouva dans Rome, quel amour il avait pour sa grande patrie, et par les vers qu'il a soupirés à son petit Liré, de quelle tendresse il chérissait

sa petite patrie dans la grande. Pour ce qui est d'une certaine ivresse païenne qui monta au cerveau de quelques écrivains, elle ne pouvait être que passagère dans un pays où l'on se battait pour des questions de religion. L'âme française est restée la même. Disons mieux : elle est désormais assurée de la meilleure protection contre toute menace venant du dehors. Non seulement en effet, en attirant à lui l'antiquité, notre génie ne s'abandonnait pas à une étrangère, mais il appelait à le secourir une alliée, une gardienne qui l'aiderait à défendre son originalité. C'est ce qu'il ne faut jamais oublier, et c'est ce qu'aujourd'hui plus que jamais il faut redire, à l'encontre de ceux qui s'apprêtaient imprudemment à jeter par-dessus bord tout le magnifique héritage de la Renaissance. Ils demandaient : « A quoi bon les lettres antiques? A quoi servent les langues anciennes? A-t-on besoin d'apprendre le latin pour devenir ingénieur, commerçant, industriel, agriculteur ou chimiste, et n'est-ce pas plutôt perdre un temps qui serait mieux employé à des travaux plus pratiques? » Nous nous bornerons à répondre que le génie français se sert du latin comme d'une barrière pour se préserver de l'invasion étrangère. La République a besoin de chimistes, en dépit du mot célèbre, et d'agriculteurs et de commerçans ; mais elle a besoin, surtout, que ces commerçans et ces chimistes n'aient pas une culture allemande.

Ceci n'est pas moins considérable. En s'appropriant, fût-ce avec un zèle indiscret, tous les trésors de l'antiquité, nos écrivains de la Renaissance remettaient dans la circulation un superbe patrimoine et en refaisaient quelque chose de vivant. Ainsi ils s'engageaient à leur tour sur la grande voie romaine, et, ouvrant plus loin encore l'immense perspective, ils élargissaient leur horizon jusqu'aux rives lumineuses de la Grèce. Ils renouaient la chaîne. Ils reprenaient l'œuvre civilisatrice, — et par les mêmes moyens. Ce qu'il y a d'admirable dans l'œuvre de l'antiquité, autant que le mérite d'art, c'est la conception qu'elle s'est faite de l'homme. Elle s'est appliquée à le connaître, à le distinguer de la nature qui l'environne et menace de l'absorber, à organiser sa vie suivant les règles de la raison. De Socrate à Platon, d'Aristote à Marc-Aurèle, de Cicéron à Sénèque, tous les philosophes, et les poètes avec eux, n'ont cessé d'embellir et d'épurer cette image de l'homme. C'est par là que les anciens nous ont séduits, et pour cela que nous nous sommes mis à leur école. Car ici encore nous nous trouvions avec eux en un merveilleux accord. Nous sommes curieux de la nature humaine; c'est une étude que nous ne nous lassons pas d'approfondir; et ils avaient beaucoup à nous en

apprendre. Ils avaient fait, en tous les sens, ce voyage à travers les caractères et les mœurs que nous ne nous lassons pas d'entendre conter à ceux qui en reviennent. « Muse, dis-moi ce héros qui a parcouru beaucoup de villes et connu les mœurs de beaucoup d'hommes : » c'est le début de l'*Odyssée*, traduit de la transcription latine d'Horace qui le cite avec admiration. Comment aurions-nous laissé perdre tant d'observations faites une fois pour toutes, et de remarques dont il est aisé de contrôler l'exactitude? Nous nous les sommes assimilées. Nous les avons fait passer en nous, afin qu'elles fructifient de nouveau. De là vient la prodigieuse fortune que Plutarque a eue en France : ses *Vies Parallèles* nous apportaient un « répertoire de documens humains » d'une richesse jusque-là inconnue, et qui ne sera pas dépassée. A travers le français d'Amyot il éveillait la vocation de Montaigne. Et celui-ci, lorsqu'il écrivait la phrase fameuse : « Chacun de nous porte en soi la forme de l'humaine condition, » montrait le but à atteindre, donnait la définition d'où notre littérature classique allait sortir.

Racine, Molière, La Fontaine, qui sont au programme de nos « Journées, » représentent admirablement cette littérature, rien n'étant plus français d'inspiration, ni plus élevé dans l'échelle des valeurs artistiques, qu'une tragédie de Racine, une comédie de Molière, une fable de La Fontaine. On peut même dire qu'ils la représentent tout entière, Molière et La Fontaine étant plus gaulois, mais Racine plus chrétien, et Molière étant disciple de Plaute, mais Racine émule de Sophocle et La Fontaine ami de Platon. Désormais notre littérature s'est dépouillée de tout ce qui la déparait ou la dénaturait. Elle a rejeté le pédantisme qui faisait de tels vers de Ronsard autant de logogriphes, et des pièces de Jodelle ou de Garnier des tragédies de collège. Elle s'est affranchie des influences étrangères et a renvoyé par delà les monts le gongorisme à l'espagnole et les concetti à l'italienne. Elle s'est châtiée elle-même en arrêtant l'esprit gaulois sur une pente où il glisse volontiers, celle de la grossièreté. Elle est sortie, pour un temps, victorieuse du combat si rudement mené par Boileau contre la préciosité et contre le burlesque. Elle apparaît enfin, débarrassée de toute importation, libre de toute souillure, image adéquate de l'esprit français.

C'est essentiellement une littérature psychologique. Indifférente au spectacle extérieur, à ce qui est en dehors de nous et n'est pas nous, elle ne s'intéresse qu'à la réalité intérieure. Mais ici il n'est aspect si caché, nuance si subtile qu'elle ne soit jalouse de l'atteindre.

Le jeu des passions, le gouvernement de la raison, les fantaisies du caprice, l'empire de la volonté, c'est l'ample comédie à cent actes divers dont elle n'est jamais lasse. Hommes et femmes, quiconque écrit ou cause, s'enrôle pour mener, par les moyens qui lui sont propres, cette enquête jamais terminée. L'Église a donné le signal par l'analyse déliée de ses Lettres spirituelles et par la solide étude des vertus et des vices qui sert de base à son éloquence de la chaire. Les mondains s'y sont mis et La Rochefoucauld serait un autre Nicole, s'il était ennuyeux. Les femmes ont une finesse qui leur est naturelle un don de deviner les choses, et de les apercevoir surtout quand on les leur cache, sans compter qu'elles seules entendent certains battemens du cœur. Et tout le produit de cette immense investigation, ce que l'observateur mondain met en maximes, l'orateur chrétien en périodes, la romancière ou l'épistolière en récits ou en traits piquans, aboutit au théâtre où l'auteur dramatique l'incarne dans ses personnages : *le Misanthrope* évoque les salons et la Cour, *Phèdre* la France janséniste, — et les *Fables* toute la France.

En se livrant d'ailleurs à ce travail jamais fini de recherche psychologique, notre littérature classique n'obéit pas au désir de satisfaire une vaine curiosité. Savoir pour savoir n'est pas du tout son fait. L'analyse, telle qu'elle la pratique, n'a rien de commun avec ce dilettantisme égoïste qui énerve l'action. La connaissance de notre nature lui semblerait le plus stérile des divertissemens, si elle n'était pas la préface d'autre chose qui la continue, mais en la dépassant. En d'autres termes, le Français n'est psychologue que pour devenir moraliste. Il a la vocation de l'enseignement et le goût de l'action. Il veut se communiquer à autrui, se rendre utile au plus grand nombre possible de ses semblables, agir sur eux et que ce soit pour le bien de tous. Ces maladies de l'âme qu'il décrit si minutieusement, il ne lui suffit pas de leur donner un nom, fût-ce un nom tiré du grec : il veut les guérir. Cette condition humaine que chacun porte en soi, il ne se contente pas de la déterminer : il a l'ambition généreuse de l'améliorer. C'est pourquoi dans son étude de l'homme il s'attache à ce qui est le plus général, commun à tous les pays et à tous les temps. Il se méfie de ce qui est uniquement individuel ou même exceptionnel. Au surplus, ici comme partout, il a pour guide et pour règle son bon sens. Le but qu'il propose à l'homme n'a rien d'excessif et d'anormal : c'est tout uniment de remplir sa définition, mais de la remplir tout entière. Il ne flatte pas son orgueil par la chimère d'une grandeur démesurée : il ignore ce rêve de maniaque qui va fabriquant

on ne sait quel « surhomme. » L'homme ne saurait être au-dessus de l'homme : c'est une place qui n'appartient qu'à Dieu. Qu'il lui suffise, en s'élevant plus haut, toujours plus haut, d'être humain, largement humain.

Celui à l'image de qui est faite cette littérature et qui est façonné par elle, on l'appelle du plus beau nom qui soit et en même temps du plus modeste : l'honnête homme. Une éducation, qui emprunte ses principes à la fois au christianisme et à l'antiquité, l'a cultivé. Elle n'a énervé en lui aucune des énergies natives ; mais, se bornant à émonder et redresser, elle a rendu la plante plus vigoureuse. Mêlé de bonne heure à la société, l'enseignement qu'il en reçoit lui apprend à vivre non pour lui mais pour les autres. Il hait le Moi parce que le Moi rend haïssable. Ni ombrageux comme Alceste, ni complaisant comme Philinte, il est d'humeur aimable. Il se plaît à échanger des idées par la conversation et sait qu'il n'y a pas de conversation sans une femme pour la diriger. Il tient son rang et remplit les devoirs de son état, attentif à éviter les préjugés de sa caste et le pli de sa profession. Car il est par ailleurs gentilhomme ou bourgeois, prêtre, officier, magistrat, écrivain : dans toutes les conditions et dans tous les métiers il y a une manière où on reconnaît l'honnête homme. Elle consiste à sentir, penser, parler librement et noblement, en chrétien et en français.

Sur trop de points le XVIIIe siècle a pris le contre-pied du siècle qui avait précédé. Il a déclaré la guerre à la tradition, et d'abord il s'affranchit des anciens. Aussitôt se produit le phénomène auquel on assiste toujours en pareil cas : la frontière est ouverte, rien ne s'oppose à la ruée des étrangers. Ils se précipitent en formations compactes. Ce ne sont plus les Italiens comme au XVIe siècle, les Espagnols comme au temps de Richelieu : c'est du Nord maintenant que vient le danger pour le pays, et les influences intellectuelles suivent les variations de la politique. Cela commence par l'anglomanie, en attendant la germanophilie. Alors on voit apparaître dans la littérature des sentimens qui ne sont pas seulement nouveaux, mais qui sont en contradiction avec notre tempérament national. Ce débordement de sensibilité, dont notre théâtre au XVIIIe siècle est inondé, n'est pas de chez nous qui n'avons guère le genre larmoyant. Ce déchaînement de passion, qui datera de Rousseau, s'accorde peu avec notre goût et notre instinct de la mesure. Cette mélancolie enfin, qui nous arrivera des pays de brume, enferme un principe morbide. Et notre littérature est dans son ensemble une littérature bien portante : elle respire la

santé physique aussi bien que morale, et le rire qui l'éclaire est l'épanouissement de cette belle santé. Le cosmopolitisme littéraire mène à l'autre : ce que nous avons le plus de peine à pardonner, à l'heure qu'il est, aux philosophes du XVIIIe siècle, c'est que, si sévères pour le gouvernement de leur pays, ils se soient faits les complaisans des gouvernemens étrangers, ceux-ci fussent-ils en guerre avec nous. Mais leur plus grande erreur est sans doute celle où les a jetés leur haine du christianisme. Parce que l'enseignement de l'Église repose tout entier sur la croyance à la corruption originelle de notre nature, ils ont proclamé que la nature est bonne, qu'il convient donc de la remettre en liberté, et de briser toutes les entraves par lesquelles on s'était efforcé jusque-là de la maîtriser : autorité du pouvoir, usages de la société, règles de la morale. L'homme est bon, disaient-ils, et il n'est que de le laisser suivre son instinct : la Terreur se chargea de leur répondre. Comme il faut pourtant croire à quelque chose, à la place de la religion pourchassée ils installèrent la science. C'était elle qui, en s'ajoutant à la nature, allait lui prêter le secours dont elle a, malgré tout, besoin, et guider l'humanité sur les routes de l'avenir. Grâce à elle, le progrès reprendrait sa marche interrompue par la religion qui est rétrograde et obscurantiste. Le progrès des sciences serait aussi celui de la moralité, et le commerce et l'industrie y contribueraient encore par l'accroissement du bien-être. La diffusion des lumières aurait pour conséquence l'avènement de la justice et du droit. Combien profonde était cette erreur qui fait du progrès matériel la condition suffisante du progrès moral, beaucoup l'ont pressenti, mais c'est aujourd'hui que nous en avons sous les yeux l'effroyable démonstration. Elle vient de nous apparaître, cette erreur, éclairée par les reflets de l'incendie; nous la touchons de nos doigts dans le ruissellement du sang. Nous sommes témoins que la culture scientifique la plus intensive peut autoriser toutes les violations du droit et toutes les violences. Nous avons appris à nos dépens qu'un peuple peut s'être organisé suivant les méthodes les plus récentes et les plus scientifiques, et égaler en sauvagerie les peuplades les plus voisines de la nature. L'Allemagne nous fournit l'exemple de cette alliance monstrueuse qui met la science au service de la barbarie.

Or on s'aperçut bien, lors de la grande tourmente, — et c'est à le montrer que pourra servir la « Journée de la Révolution, » — que la France nouvelle n'était pas essentiellement différente de l'ancienne. Le courage était le même. A aucune heure de son histoire, la

France n'avait oublié sa bravoure traditionnelle, mais voici qu'elle retrouvait toute l'ardeur de son patriotisme; l'approche de l'étranger est souveraine contre les humanitaires: elle ne les fait pas taire, mais elle les force à changer de langage. Avec la même indépendance d'humeur, elle poursuivait de la même haine l'injustice et l'oppression. La France d'alors ne professe plus les idées qui, au temps des Croisades, la poussaient à aller, loin de chez elle, délivrer le tombeau du Sauveur, mais au service d'autres idées elle met le même élan chevaleresque et le même mysticisme. La guerre qu'elle a déclarée aux préjugés et aux abus est encore une croisade. La nouvelle qu'elle annonce au monde est encore un évangile. Si la Révolution persécute le christianisme, c'est qu'on n'a jamais vu deux religions se tolérer l'une l'autre et qu'il y a une « religion de la Révolution. » Ainsi quand elle a cru rompre avec son passé, la France est restée elle-même : éprise de justice et d'honneur, chevaleresque et croyante.

Tel est bien l'idéal qui peu à peu se dégage des œuvres de nos écrivains, comme il s'est révélé dans notre histoire, au cours des siècles. Jamais, en aucun temps, il n'a été un appel à la force, un défi au droit. Il s'oppose aussi bien à la violence qui détruit et à l'utilitarisme qui garde pour soi le bienfait de son activité. Il crée la richesse et il la répand ; et c'est la richesse morale. Ce qu'il poursuit c'est, partout, la diminution de la souffrance, la réparation des injustices. Il travaille à la libération des peuples, à l'affranchissement des consciences. On lui reproche de n'être qu'un rêve, une folie sublime : il répond par le meilleur des argumens, en réalisant ce rêve, en faisant contresigner cette folie par la raison. Idéal d'action désintéressée, d'ardeur généreuse, de bon sens et de bonne volonté, c'est avec lui que nous feront communier les « Journées des grands écrivains. » Le spectateur assistera à cette confession de l'âme française avec la ferveur dont nous accueillons aujourd'hui tout ce qui nous parle de la France. Il l'écoutera avec cette tendresse passionnée, et soudain si intelligente ! que nous inspirent les êtres chers, à l'instant où nous tremblons pour eux. Et insensiblement cette conclusion s'imposera à lui, ou s'y fortifiera, que notre cause est celle de l'humanité.

René Doumic.

REVUE MUSICALE

LA CORRESPONDANCE DE VERDI

I Copialettere di Giuseppe Verdi, pubblicati e illustrati da Gaetano Cesari e Alessandro Luzio e con prefazione di Michele Scherillo.

A cura della commissione esecutiva per le onoranze a Giuseppe Verdi nel primo centenario della nascita. — Milano, 10 ottobre 1913.

Publication authentique, officielle, cette correspondance remplit un très fort volume, de quelque huit cents pages. Elle constitue un hommage national à la mémoire du grand artiste, et de l'homme, aussi grand que l'artiste, que fut le musicien de *Rigoletto*, du *Trovatore* et de la *Traviata*, de *Don Carlos* et d'*Aida*, de la *Messe* funèbre pour Manzoni, d'*Otello* et de *Falstaff*. Pour éclatante qu'elle soit, une telle façon d'honorer le maître eût-elle été de son goût ? Il est permis d'en douter. A propos de certaines lettres de Bellini, qui venaient de paraître, Verdi écrivait, le 18 octobre 1880 : « Quel besoin a-t-on d'aller mettre au jour les lettres d'un compositeur ! Lettres toujours écrites à la hâte, sans soin, sans y attacher d'importance, le musicien sachant fort bien qu'il n'a point à soutenir une réputation de littérateur. Ne suffit-il pas qu'on siffle ses notes ? Non, monsieur. Ses lettres aussi. Ah ! c'est un grand ennui que la célébrité. Pauvres petits grands hommes célèbres, ils paient cher la popularité. Pour eux, jamais une heure de paix, ni dans la vie, ni dans la mort. »

L'ombre du maître, ou son âme, doit être rassurée aujourd'hui. La publication des lettres de Verdi ne saurait troubler la paix de sa tombe. Aussi bien, nous avons quelque raison de croire qu'il ne les tenait pas lui-même, ces lettres, pour tout à

fait négligeables. Sans y attacher aucune valeur de style, la peine qu'il prenait d'en garder, au moins pour la plupart, le brouillon, ou la minute, atteste qu'il avait mis un soin égal à les écrire. C'est qu'en toute chose, dans sa vie comme dans son art (ceci contrairement à l'opinion commune), Verdi n'abandonnait rien au hasard, pas plus qu'au caprice. Ce grand passionné, ce grand impulsif même, eut au plus haut degré le goût, l'amour de l'ordre, de la méthode et de l'exactitude. Vous savez l'idéal que se fait, de la règle ou de la régularité, la sagesse populaire : « Comme un papier à musique. » Il n'est pas une question, pas une affaire, et d'aucun genre, avec ses éditeurs, ses *impresarii*, ses paysans ou ses voisins, que n'ait réglée ainsi, toute sa vie, le musicien de *Falstaff* et le propriétaire de Sant' Agata. Notons, sans y insister, ce trait. Il achève une grande figure. Arrêtons-nous davantage aux autres, aux principaux, tels que les retrace la volumineuse correspondance. Elle est un portrait. Elle est une histoire aussi. Elle abonde en documens sur les œuvres du maître, sur son génie et ses idées esthétiques, sur son caractère particulier et public, ou national. Tel est l'objet de cette brève étude, tel en sera l'ordre et le partage.

Dans l'œuvre du musicien d'Italie, trois ouvrages fameux : *Rigoletto*, le *Trovatore* et la *Traviata* (1851-1853), forment ce qu'on pourrait nommer la trilogie populaire. C'est probablement à la *Traviata* que Verdi faisait allusion, quand il écrivait (en 1851), après avoir parlé du *Trovatore :* « J'ai tout prêt un autre sujet, simple, affectueux. » La même lettre, adressée à Cammarano, le librettiste du *Trovatore*, contient le scenario, revu et corrigé par le musicien, de ce livret obscur, et qui mériterait, entre tous les livrets d'opéra, le premier prix d'inintelligibilité. La figure la plus vivante en est assurément celle d'Azucena la bohémienne. Verdi trouvait avec raison un charme étrange, farouche, à cette âme de femme, tout entière en proie à ses deux amours, l'un filial et l'autre maternel. Il est intéressant de surprendre ici l'émotion provoquée chez le musicien par certaines paroles, qu'il cite, et de se reporter à l'expression, plus émouvante encore, que sa musique leur a donnée.

Curieuse, quand ce n'est pas comique, est l'histoire des démêlés de *Rigoletto* avec la censure (autrichienne) de Venise. Sous un titre changé : *la Maledizione*, mais avec les personnages du drame original, le poème tiré du *Roi s'amuse* fut d'abord interdit, comme attentatoire à la majesté royale et rempli de détails obscènes. Le coup fut sensible à Verdi : « J'avais commencé à étudier le sujet, à le méditer profondé-

ment, et j'en avais déjà trouvé, dans mon esprit, l'idée et la couleur musicale. » Un long débat s'ensuivit. Les censeurs autrichiens exigèrent avant tout que le roi de France fût remplacé par « un feudataire contemporain, » de préférence un Farnèse ou un Médicis, un duc de Bourgogne ou de Normandie. A la fin, on se décida pour un duc de Mantoue. Cela ne suffit pas. Chaque jour amenait de nouveaux scrupules, des chicanes absurdes. On refusait à Verdi jusqu'au sac où le cadavre de l'héroïne, à la fin, doit être enveloppé : « Je ne comprends pas pourquoi on a supprimé le sac. Que pouvait bien faire un sac à la police ? Redoute-t-on l'effet ? Mais alors, qu'on me permette de le dire : croit-on s'y connaître en cela mieux que moi ? Qui donc est le musicien ? Qui peut dire : cela fera de l'effet, ou n'en fera pas. Une difficulté du même genre s'est déjà présentée à propos du cor d'*Ernani* (1). Eh bien ! qui donc a ri du son de ce cor ?... Je remarque enfin qu'on défend de représenter Triboulet affreux et bossu. « Un bossu qui chante ! » Pourquoi pas ?... « Cela fera-t-il de l'effet ? » Je ne sais. Mais si je ne le sais pas, celui-là le sait encore moins, je le répète, qui a proposé cette modification. Je trouve précisément très beau de représenter ce personnage difforme et grotesque au dehors et, au dedans, plein de passion et d'amour. J'ai choisi justement ce sujet pour toutes ces qualités, pour tous ces traits originaux. S'ils disparaissent, je ne peux plus faire de musique. Si l'on me dit que mes notes peuvent aller, même avec un drame pareil, je réponds que je ne comprends rien à de tels raisonnemens. A parler franc, que mes notes soient belles ou laides, je ne les écris jamais au hasard, et je m'efforce toujours de leur donner un caractère. »

D'autres passages de la correspondance concernent d'autres opéras, ou projets d'opéras. Le *Roi Lear* est l'un des sujets qui tentèrent le plus souvent, — et jusqu'à la fin de sa longue carrière, — le musicien, shakspearien trois fois, de *Macbeth*, d'*Otello* et de *Falstaff*. Il avait pour sa partition de *Macbeth* une préférence, que la scène — admirable — du somnambulisme ne suffit pas, selon nous, à justifier. *Aida* surtout fait l'objet de nombreuses lettres. Celles-ci nous fournissent des renseignemens inattendus sur la collaboration, non pas seulement musicale, mais dramatique, littéraire, et littérale même, du musicien avec son librettiste. Verdi ne se contente pas de proposer le changement d'une situation, d'une phrase, d'un mot : il trace lui-même l'ébauche du vers, de la strophe, de la scène renouvelée, ou nouvelle.

(1) A Venise également, en 1844. « Un cor, sur le théâtre de la Fenice ! Cela ne s'est jamais vu ! »

Ainsi, à la fin de l'avant-dernier tableau, la rencontre d'Amneris avec les prêtres et l'anathème qu'elle leur jette, est une trouvaille du compositeur. Homme de théâtre avant tout, l'action, le mouvement, la passion, le préoccupe d'abord. Mais il prend aussi d'autres soins, et plus délicats. Ni la poésie, ni le rêve, ne le laisse insensible. Après les grands coups de lumière, il aime les demi-teintes et les effets de clair-obscur. Pour le duo final, dans l'ombre de la crypte mortuaire, il demande au poète « un dialogue très bref, un adieu à la vie, quelque chose de doux, de vaporeux. » Et c'est bien cela que la musique, encore plus que les paroles, nous a donné. Au début du troisième acte (les bords du Nil), Verdi souhaite également encore un moment de repos, de langueur. Il fait et refait, ne lui trouvant jamais assez de caractère, la musique du chœur dans la coulisse. Puis il y ajoute « un petit morceau » (*un pezzettino*), pour Aida seule, « une idylle, comme vous disiez vous-même. Il est bien vrai que le personnage, en un pareil moment, s'y prête mal; mais en rêvant un peu, avec un souvenir pour les rives natales, on pourrait faire ce petit morceau calme et tranquille, qui serait un baume à ce moment-là. » Cette fois encore, Verdi voyait, ou plutôt entendait juste, et rien qu'à nous rappeler nous-même la mélodie embaumée, nous croyons en respirer l'exotique et nocturne parfum.

Le temps passe et voici les dernières années, celles d'*Otello* et de *Falstaff*, les deux suprêmes et parfaits chefs-d'œuvre. Les « *copialettere* » font mention d'*Otello* pour la première fois en 1879. Le maître écrit à Ricordi : « Vous savez comment naquit ce projet de chocolat. Vous dîniez chez moi avec Faccio (1). On parla d'*Otello*, on parla de Boito. Le lendemain, Faccio m'amena Boito. Trois jours après, Boito m'apporta le plan d'*Otello*. Je le lus et le trouvai bon. Je dis : Faites le poème, il servira toujours, à vous, à moi, à un autre... etc. » Verdi craignait d'abord de s'engager. Puis, il s'engagea tout de même, et l'on sait comment, huit ans après, il fit honneur à ses engagemens. Pour *Falstaff*, il hésita, se réserva plus encore. En 1889 (il avait soixante-seize ans), il écrivait à Boito : « Vous, en traçant *Falstaff*, avez-vous jamais pensé au chiffre énorme de mes années? Je sais bien que vous me répondrez en exagérant l'état de ma santé : bonne, parfaite, robuste... Malgré cela, vous conviendrez avec moi que je pourrais être taxé d'une grande témérité si j'assumais une telle charge. Et si je ne résistais pas à la fatigue? Si je n'arrivais pas à terminer la

(1) Le chef d'orchestre de la Scala.

musique? Alors, vous auriez perdu votre temps et votre peine! Pour tout l'or du monde, je ne le voudrais pas. Cette idée-là m'est insupportable...

« Maintenant, comment surmonter ces obstacles? Avez-vous une bonne raison à opposer aux miennes? Je le désire, mais je ne le crois pas. Néanmoins pensons-y... Et si vous en trouviez une, de votre côté, et si, du mien, je trouvais le moyen de m'enlever des épaules une dizaine d'années, alors, quelle joie! Pouvoir dire au public : « Nous sommes encore là! A nous! » La bonne raison que souhaitait Verdi, Boito finit sans doute par la trouver, et, sur les épaules du maître, une faveur unique de la Providence allégea le poids des ans. Dès l'année suivante, *Falstaff* était commencé. « Que puis-je vous dire? Il y a quarante ans que j'ai envie d'écrire un opéra-comique, et il y a cinquante ans que je connais *Les joyeuses commères de Windsor*. Mais... les *mais* accoutumés, qu'on trouve partout, ne m'avaient jamais permis de contenter mon désir. Maintenant Boito a résolu tous les *mais* et m'a fait une comédie lyrique qui ne ressemble à aucune autre. Je m'amuse à en faire la musique, sans projets d'aucune sorte, je ne sais même pas si je la finirai... Je vous le répète : je m'amuse. » (3 décembre 1890.) Quelques jours plus tard : « Boito m'a écrit un livret bouffe, comique, comme on voudra. H est extrêmement divertissant et je me divertis à le martyriser avec des notes. Presque rien de la musique n'est fait. Quand la finirai-je? Qui sait? La finirai-je?... Voilà la pure, la vraie vérité. » (30 décembre 1890.) Autre lettre encore, du 1er janvier 1891 : « Je vous l'ai dit et je vous le redis : *j'écris pour passer le temps*... Et alors pourquoi faire des projets, prendre des engagemens, fût-ce en paroles indéterminées? Et puis, si je me sentais, de quelque manière, fût-ce le moins du monde, lié, je ne serais plus à mon aise et je ne pourrais rien faire de bien. Quand j'étais jeune, quoique maladif, je pouvais rester à ma table des dix et même des douze heures, en travaillant toujours. Plus d'une fois je me mettais à la besogne à quatre heures du matin, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, rien qu'avec une tasse de café dans le corps... et travaillant sans reprendre haleine. Maintenant, je ne peux plus. Alors je commandais à mon physique et au temps... maintenant, hélas! je ne peux plus. » Enfin : « En écrivant *Falstaff*, je n'ai pensé ni à des théâtres, ni à des chanteurs. J'ai écrit pour mon agrément et pour mon compte. » C'est dans ces conditions heureuses, de loisir et de plaisir même, que fut conçu et que naquit le chef-d'œuvre libre et joyeux.

Génie et caractère indépendant avant tout, Verdi prétendait ne laisser interdire aucun genre de musique au musicien qu'il était, et moins encore à la musique même. Il n'en est pas moins certain que le sentiment du théâtre, du drame, constituait le fond et l'essence même de ce génie. Dès 1848, pressé par les circonstances d'écrire un opéra, il demandait à l'un de ses librettistes « un drame court, de beaucoup d'intérêt, de beaucoup de mouvement, de beaucoup de passion, afin qu'il me soit facile de le mettre en musique. » En 1854 : « Je mettrais en musique avec la plus grande assurance un sujet qui m'irait au sang, fût-il condamné par tous les artistes comme antimusical. » Ce prétendu musicien de romances, cavatines, cabalettes et autres formules sans rapport avec l'action et le caractère, avec la parole, avec la vérité, s'est constamment préoccupé de conformer, de soumettre sa musique à ces élémens, qui devaient, selon lui, dans le « *dramma scenico-musicale*, » commander à la musique même. Proposant au librettiste d'*Aida* l'adoption, dans un certain passage, d'un dialogue entièrement libre, il ajoutait : « Je sais bien ce que vous allez me dire : Et la rime, le vers, la strophe? Je ne sais trop que dire à mon tour ; mais moi, quand l'action le demande, j'abandonnerais soudain le rythme, la rime, la strophe ; je ferais des vers brisés, afin de pouvoir dire clairement et nettement ce que l'action exige. Malheureusement, au théâtre, il est quelquefois nécessaire que poètes et musiciens aient le talent de ne faire ni poésie, ni musique. » Tel était le respect, l'amour de Verdi pour la justesse de la déclamation, pour la vérité de l'expression verbale, qu'il redoutait, — avec raison, — la traduction de ses ouvrages. Quant à la nature même du drame lyrique, à sa consistance, à son homogénéité, la lettre suivante nous fait connaître l'idée que s'en faisait le musicien (et cela dès 1858). Il s'agit du *Ballo in maschera*, que le San Carlo de Naples se préparait alors à monter, ou, plus exactement à démonter : « Je vous l'ai déjà dit, je ne veux pas commettre les monstruosités qu'on a déjà commises ici dans *Rigoletto*. Elles s'accomplissent parce que je ne puis les empêcher. Rien ne sert de me parler du succès : que par-ci par-là un morceau, quelconque, ou deux, ou trois, soient applaudis, cela n'est pas suffisant pour former le drame musical. En fait d'art, j'ai mes idées, mes convictions très nettes, très précises, et je n'y puis, je n'y dois pas renoncer. » Ainsi, dans le drame, dans les caractères, dans la poésie et dans la musique, en tout cela, comme les grands artistes, les plus grands, Verdi n'a jamais cherché, voulu que la vérité. Sans doute il y a tendu par des moyens tout autres, contraires même à ceux qu'un

Wagner a choisis, mais c'est là seulement et toujours qu'il a tendu. Comme notre Gounod encore, il aurait pu dire : « L'art est une parole. Il doit être une parole d'honneur. »

Non seulement de Wagner, mais des idées wagnériennes, rien ne fut étranger à Verdi. Autant que le réformateur de Bayreuth, il se montre partisan de l'orchestre invisible, mais invisible complètement. « L'idée n'est pas de moi, elle est de Wagner, et elle est excellente. Il paraît intolérable, au jour d'aujourd'hui, de voir notre misérable *frac* et nos cravates blanches mêlés, par exemple, à des costumes égyptiens, assyriens, druidiques; de voir, en outre, la masse de l'orchestre, *qui fait partie du monde fictif*, se tenir en quelque sorte au milieu du parterre et du monde de ceux qui sifflent ou applaudissent. Ajoutez à tout cela l'inconvénient de voir en l'air les têtes des harpes, les manches des contrebasses et le moulinet du chef d'orchestre. »

Quant à l'esthétique générale, avec tous les principes, théories ou systèmes qu'elle comporte, et qu'elle ne saurait concilier, Verdi n'en fit jamais grand cas. Il se montrait particulièrement réservé dans ses jugemens, ne s'y fiant pas plus qu'à ceux d'autrui. « Je peux bien manifester académiquement, entre quatre-z-yeux, mon avis sur un travail musical quelconque, mais rien de plus. Les jugemens n'ont aucune valeur, alors même qu'ils sont sincères. Chacun juge suivant sa propre manière de sentir et le public interprète les jugement d'autrui de la même façon. » Non pas au moins que le grand musicien n'eût conscience de sa valeur. Quand il se déclarait, « parmi les maîtres passés et présens, le moins érudit de tous, » il ne manquait pas d'ajouter : « je parle d'*érudition*, et non de *savoir* musical. De ce côté-là, je mentirais, si je disais que, dans ma jeunesse, je n'ai pas fait de longues et sévères études. C'est pourquoi je me trouve avoir la main assez forte pour plier la note comme il me plaît, et assez sûre pour obtenir ordinairement les effets que je désire. Quand j'écris quelque chose d'irrégulier, c'est que la règle ne me donne pas ce que je veux et que je ne crois pas bonnes toutes les règles adoptées jusqu'à présent. Les traités de contrepoint ont besoin d'être réformés. »

Dans le désordre des idées musicales, au milieu d'un conflit qui rappelait quelquefois, peut-être même avec plus de vivacité, la querelle des Anciens et des Modernes, Verdi se gardait de tout excès, de tout égarement. Son respect, son amour du passé, ne le rendait point injuste pour le présent, ni défiant envers l'avenir. Mais plutôt il écartait ces vocables et se plaçait en tout *sub specie æternitatis* : « Par conséquent, écrivait-il un jour, ni *passé*, ni *avenir*. Il est bien vrai que

j'ai dit : « *Torniamo all'antico*, » mais je parle de cet « antique » qui a été mis de côté par les exagérations modernes et auquel il faudra retourner tôt ou tard, infailliblement. Pour le moment, laissons déborder le torrent. Les rives se feront après. » Une autre fois, sur le mode ironique, il écrivait encore : « Présentement, je suis fort occupé à mettre la dernière main à un opéra en douze actes, plus un prologue et une ouverture longue comme les neuf symphonies de Beethoven toutes ensemble ; plus encore un prélude à chaque acte, avec tous les violons, altos, violoncelles, contrebasses, jouant à l'octave une mélodie, non pas de celles *ad usum Traviata*, *Rigoletto*, etc., etc., mais une de ces mélodies modernes, et si belles, qui n'ont ni commencement ni fin et qui restent suspendues en l'air comme le tombeau de Mahomet... Je n'ai plus le temps de vous expliquer comment les chanteurs devront faire l'accompagnement... Je vous le dirai une autre fois. »

Esclave, a-t-on dit, des conventions et des formules, il n'y eut jamais au contraire d'artiste plus libre et plus libéral que Verdi : « J'aime en art tout ce qui est beau. Je ne suis pas exclusif ; je ne crois pas à l'école, et j'aime le gai, le sérieux, le terrible, le grand, le petit, etc. Tout, tout, pourvu que le petit soit petit, que le grand soit grand, le gai soit gai, etc., en somme que tout soit comme il doit être : *vrai et beau.* » Enfin, s'il fallait donner une conclusion à ces remarques éparses, la meilleure, et la plus large, serait peut-être celle-ci : « Je voudrais qu'un jeune homme, quand il se met à écrire, ne pensât jamais à être ni mélodiste, ni harmoniste, ni réaliste, ni idéaliste, ni *aveniriste*. Le diable emporte toutes ces pédanteries ! La mélodie et l'harmonie ne doivent être que des moyens aux mains de l'artiste, pour faire de la musique, et le jour où l'on ne parlera plus ni de mélodie, ni d'harmonie, ni d'écoles allemandes, italiennes, de passé, d'avenir, etc., alors peut-être commencera le règne de l'art. »

Verdi nous écrivait un jour à nous-même : « Vous et tous les critiques peuvent parler de l'artiste comme ils veulent. Mais je vous remercie d'avoir eu des paroles pour l'homme. Oui, j'ai la conscience de n'avoir jamais... » Et soudain il ajoutait : « Je m'arrête. » Ne nous arrêtons pas, nous. Jamais non plus, — cette correspondance en apporte un nouveau témoignage, — jamais on n'aura trop de paroles pour l'homme que fut Verdi. Musicien de théâtre avant tout, rien de moins théâtral, ou seulement de moins extérieur, rien de plus naturel et de plus vrai que son caractère et que sa vie. Du commencement à la fin de sa carrière, il eut une horreur insurmontable de ce qu'on appelle

réclame ou publicité. Rien ne lui répugnait autant que l'exhibition et l'ostentation de soi-même. De ses œuvres, de son art, il donnait tout au public, mais rien de sa personne et de son âme. Vingt détails seraient à citer, qui témoignent de cette réserve et de cette modestie. Sollicité d'écrire ses mémoires, il répondait (en 1895) : « C'est bien assez pour le monde musical d'avoir supporté, si longtemps, mes notes... Je ne le condamnerai jamais à lire ma prose. » Un jour même, — et ce trait sans doute est le plus fort, — il alla jusqu'à s'étonner, presque à s'irriter, comme d'un excès de curiosité et de considération pour sa propre musique, qu'un renommé critique d'Italie fît le voyage du Caire pour assister à la première représentation d'*Aida*. « Vous au Caire ! Voilà bien l'une des plus puissantes *réclames* qui se puissent imaginer pour *Aida !* Il me paraît à moi que, dans ces conditions, l'art n'est plus l'art, mais un métier, une partie de plaisir, une chasse, une chose quelconque après laquelle on court, à laquelle on veut donner, sinon le succès, au moins la notoriété à tout prix. Le sentiment que j'en éprouve est celui du dégoût, de l'humiliation. Je me rappelle toujours avec joie mes premiers temps, alors que, presque sans un ami, sans que personne parlât de moi, sans préparatifs, sans influence d'aucune sorte, je me présentais au public avec mes œuvres, prompt à recevoir les *fusillades*, heureux si je pouvais arriver à produire quelque impression favorable. Aujourd'hui, que d'embarras pour un opéra ! Journalistes, artistes, choristes, directeurs, professeurs, tout le monde doit apporter sa pierre à l'édifice de la *réclame* et former pour ainsi dire un cadre de petites misères qui n'ajoutent rien à la valeur réelle d'une œuvre, si même elles n'offusquent cette valeur. Cela est déplorable, profondément déplorable. »

Il faut avouer que la critique ne s'attendait guère à être traitée et, d'avance, remerciée ainsi. En mainte conjoncture elle le fut bien autrement encore, et Verdi lui prodigua toujours, avec une parfaite courtoisie d'ailleurs, les marques de son indépendance et de sa dignité. Libre, fier avant tout, il le fut toute sa vie, et avec tout le monde. En 1849, au début de sa carrière, il écrivait déjà : « Dieu me garde, non pas même d'intriguer, mais de faire la moindre démarche (dussé-je mourir de faim !) qui pourrait seulement avoir l'air d'une intrigue. » Et encore : « Je n'ai jamais reçu de grâces ni de charité de personne, fût-ce il y a six ans, alors que j'étais dans le besoin, dans le très grand besoin. » De personne non plus, ni de son père, ni de son beau-père et bienfaiteur Barezzi, ni de ses amis les plus chers, comme Ricordi son éditeur, il ne supportait jamais la moindre entreprise contre cette

liberté, jalousement défendue. Hâtons-nous d'ajouter qu'il savait la défendre sans manquer en rien au respect filial, à la reconnaissance ou à l'amitié. Quant aux gens de théâtre, directeurs, artistes, il gardait avec eux les distances : restant le premier à sa place, il les mettait, ou les remettait à la leur. Sur la prétention des interprètes à « créer » leurs rôles, « comme disent encore les Français, » il écrit un jour, à propos d'un chef d'orchestre, et non des moindres : « Nous sommes tous d'accord sur son mérite ; seulement, il ne s'agit point ici d'une personnalité, si grande soit-elle, mais de l'art. Je ne reconnais ni aux chanteurs, ni aux chefs d'orchestre, la faculté de « créer ; » un tel principe, je l'ai déjà dit, mènerait à l'abîme. » En somme, ce maître-là fut maître dans toute l'étendue et toute la force du mot. Autant que de son art, il prétendait l'être de lui-même, et l'être seul. A demi plaisant, sérieux à demi, il écrivait un jour : « Sache le signor Tito Ricordi, que j'ai l'habitude, bonne ou mauvaise, d'en faire à ma tête, comme je veux et comme il me plaît ! » Une autre fois : « J'entends rester ce que je suis, c'est-à-dire un paysan de Roncole. »

Un paysan, c'est ainsi qu'il aima toujours à se qualifier, à se définir. « Rude de manières comme moi, ours à peu près autant que moi, » disait-il de l'un de ses meilleurs amis. Et sans doute il exagérait, ou plutôt il taisait, laissant à ceux qui l'ont bien connu le soin d'en rendre témoignage, la bonté, la tendresse même qui tempérait chez lui certaine rigueur. Son âme était d'acier, mais son cœur était d'or. Cette âme, dans les derniers temps, avait des reflets sombres. Une des amies du maître a écrit de lui : « Bien qu'il eût une physionomie souriante, le fond de sa nature était mélancolique. » A la fin de l'année 1893, de cette année dont le début avait vu le triomphe de *Falstaff*, il écrivait à l'une de ses interprètes : « Vous rappelez-vous la troisième soirée de *Falstaff* ? Je pris congé de vous tous ; et vous étiez tous un peu émus, vous en particulier et la Pasqua... Imaginez ce que fut mon adieu, qui voulait dire : Nous ne nous reverrons plus comme artistes !!! Nous nous sommes, il est vrai, rencontrés depuis, à Milan, à Gênes, à Rome ; mais la mémoire se reportait toujours à cette troisième soirée, qui voulait dire : *Tout est fini !* » Plus tard encore, en 1898, refusant de laisser exécuter à la Scala ses dernières compositions religieuses, il donnait, avec un peu d'amertume peut-être, cette raison, entre autres, de son refus : « Mon nom est trop vieux, trop ennuyeux... Je m'ennuie moi-même quand je me nomme. »

« *Un paesano.* » Pourvu qu'on le prenne au sens le plus haut, le plus noble, ce nom, ou ce titre, qu'il lui plaisait de se donner, était

bien le sien. Dans toute la grandeur et toute la beauté du mot, Verdi fut l'homme de son pays. D'abord il en aima, — passionnément, — la campagne, la terre elle-même. On pourrait extraire de sa correspondance, en particulier de ses lettres à Mariani, le chef d'orchestre, un éloge, un poème des champs. L'éditeur de la correspondance a mis en pleine lumière cet aspect en quelque sorte géorgique de la figure du grand musicien, « agriculteur vigilant et économe, absorbé par la pensée de sa terre et par les minutieuses occupations de la vie champêtre... Dans la pleine activité des travaux de la campagne, qui sont aussi une source de poésie autant que de richesse, il montra pendant plus de cinquante ans l'équilibre merveilleux de ses facultés intellectuelles. Il en usa pour déployer ensemble, en un bel accord des énergies humaines, le haut essor de l'imagination artistique et la marche difficile du colon industrieux s'efforçant d'atteindre aux fins utiles et pratiques de l'existence. »

Après le « paysan, » compris de la sorte, il faudrait montrer, honorer en Verdi le patriote, le défenseur et l'apôtre de la liberté, de toutes les libertés de son pays. Liberté musicale d'abord. Sans être jamais insensible, encore moins rebelle au génie étranger, l'auteur, non seulement du *Trovatore* et de la *Traviata*, mais d'*Otello* et de *Falstaff*, est demeuré pieusement, filialement fidèle à l'idéal italien. Il ne manque pas, dans sa correspondance, une occasion de le définir et, comme on dit, de le « situer. » Surtout il s'efforce de le prémunir contre les influences extérieures, bonnes seulement, sous prétexte de l'élargir, à le dénaturer. Il estima toujours que, par nature, la musique italienne était surtout vocale, et devait le rester. S'il avait composé lui-même, pour se divertir, un quatuor à cordes, il en faisait peu de cas : « Je croyais naguère et je continue de croire, sauf erreur, que le quatuor est une plante étrangère au climat italien. » Tout en faisant des vœux pour le genre symphonique, il souhaitait plus ardemment la renaissance en Italie de l'autre genre, italien naguère, et tout différent. « Il est bon, comme disent les docteurs, d'élever le public jusqu'au grand art, mais il me semble que l'art de Palestrina et de Marcello est tout de même un grand art... et c'est le nôtre. »

Ailleurs (1883) : « On ne trouve plus aujourd'hui de maîtres ni d'élèves qui ne soient atteints de germanisme... c'est une maladie qui doit, comme une autre, suivre son cours. » De la même année : « Cette invasion d'un art étranger nous a aveuglés au point de ne plus voir que les Allemands, en faisant de la musique allemande, ont raison. Mais nous, en les imitant, nous avons renié notre génie et nous fai-

sons une musique sans caractère italien, hybride et bâtarde. » Enfin : « Avec les plus audacieuses découvertes de la musique moderne, on ne peut plus faire du Palestrina, mais s'il était mieux connu et mieux étudié, nous écririons plus à l'italienne et nous serions meilleurs patriotes (en musique, s'entend). »

Patriote, Verdi, ne l'était pas seulement en musique, et le grand artiste fut un grand citoyen. Sa vie politique et parlementaire (comme député à la Chambre de Turin) n'eut pas une longue durée. Simple, désintéressée et généreuse, le récit n'en remplit guère qu'une vingtaine de pages, sur les sept ou huit cents que le volume comporte. Mais l'amour de la patrie inspira les premiers opéras du maître et sa vie tout entière. Nationaliste avec ferveur et quelquefois avec une sainte jalousie, il n'a pas tout aimé, tout admiré de nous, Français. A lui, si grave, et même un peu farouche, nous avons pu quelquefois paraître légers et frivoles. En 1847, il écrivait, de Paris : « Paris ne me plaît pas comme Londres, et j'ai une extrême antipathie pour les *boulevards*. Chut ! et que personne au moins ne m'entende proférer un tel blasphème ! » Mais s'il n'a pas épargné nos travers, le grand Italien ne nous a pas non plus ménagé sa reconnaissance pour nos bienfaits et sa pitié pour nos malheurs. Sur les premiers bénéfices que lui rapporte la composition, avant même la représentation, d'*Aida* (août 1870), il charge son représentant à Paris de prélever une somme de deux mille francs : « Consacrez-la, de la manière que vous jugerez la meilleure, au soulagement de vos courageux et malheureux blessés. »

Quelques jours plus tard : « Je suis désolé des nouvelles de France. Pauvre pays et pauvres nous ! » A mesure que les événemens se précipitent, la sympathie du maître s'accroît avec notre péril et notre infortune. Et ce n'est pas seulement pour notre pays qu'il s'afflige : il s'inquiète même pour le sien. Du 13 septembre 1870 : « Je déplore les malheurs de la France et je crains un avenir terrible pour nous. Ah ! le Nord est un pays et une race qui m'épouvante. »

Finissons par une dernière lettre, où certaines critiques, — renouvelées, — de notre caractère, font très vite place à cet éloquent, à ce prophétique plaidoyer pour notre pays contre nos adversaires : « La France a donné la liberté et la civilisation au monde moderne. Et si elle tombe, ne nous faisons pas d'illusions, toutes nos libertés et notre civilisation tomberont. Nos lettrés et nos politiques ont beau vanter le savoir, les sciences, et même (Dieu leur pardonne !) les arts de pareils vainqueurs. S'ils regardaient un peu plus avant, ils verraient que dans

leurs veines coule toujours le vieux sang des Goths, qu'ils sont d'un orgueil démesuré, durs, intolérans, dédaigneux de tout ce qui n'est pas germanique, et d'une rapacité sans bornes. Hommes de tête, mais sans cœur ; race forte, mais non civilisée. Et ce Roi, qui a toujours à la bouche Dieu et la Providence, avec le secours de laquelle il détruit la meilleure partie de l'Europe ! Il se croit prédestiné à réformer les mœurs et à punir les vices du monde moderne ! Quel type de missionnaire !

« L'antique Attila (autre missionnaire du même genre) s'arrêta devant la majesté de la capitale du monde antique ; mais celui-ci s'apprête à bombarder la capitale du monde moderne. Et maintenant que Bismarck veut annoncer que Paris sera épargné, je crois plus que jamais qu'il sera, en partie du moins, détruit. Pourquoi ?... Je ne saurais le dire. Peut-être pour qu'il n'existe plus une capitale si belle, qu'ils n'arriveront jamais à en avoir une pareille. Pauvre Paris ! que j'ai vu si gai, si beau, si splendide en avril dernier. »

Et Verdi concluait ainsi : « J'aurais aimé une politique plus généreuse et qu'on payât une dette de reconnaissance. Cent mille des nôtres pouvaient peut-être sauver la France. En tout cas, j'aurais préféré signer la paix, nous vaincus avec les Français, plutôt que cette inertie qui nous fera mépriser un jour. La guerre européenne, nous ne l'éviterons pas, et nous serons dévorés. Cela ne sera pas demain, mais cela sera. »

Il nous plaît d'entendre ces paroles d'outre-tombe. Souhaitons ardemment que d'autres, sans plus tarder, les écoutent aussi. Les vaincus ne seront pas, cette fois, ceux qui signeront la paix à côté de nous, avec nous. En attendant, et puisque aujourd'hui nous ne saurions, nous tous écrivains français, rien écrire qui ne touche à la France, félicitons-nous que la voix d'un grand musicien étranger ait donné cette note, jeté ce cri d'amour pour nous, et d'horreur pour nos ennemis.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUES ÉTRANGÈRES

UNE INSTITUTRICE ANGLAISE A LA COUR DE BERLIN

What I found out in the House of a German Prince, by an English Governess, Un vol. in-18, Londres, librairie Chapman and Hall, 1915.

« Un récit tel que le mien ne saurait avoir d'excuse que dans sa sincérité, et le fait est que j'ai tâché à y être aussi sincère que cela m'était décemment possible. Mais il y a un point sur lequel, précisément, les convenances de ma situation personnelle m'ont interdit de m'exprimer en toute franchise : c'est lorsqu'il s'est agi de révéler au lecteur le nom et la qualité du prince allemand dont j'ai eu à instruire les enfans pendant plusieurs années. Ce prince et la princesse sa femme se sont montrés obligeans pour moi, même à la fin de mon séjour chez eux, parmi les difficultés et le réel danger où je me suis trouvée à ce moment. Je sens que, tout compte fait, je leur dois une certaine somme de reconnaissance; et aussi, chaque fois qu'ils interviendront dans ma relation, me verrai-je forcée de renoncer, pour un instant, à mon respect habituel de la vérité. »

De telle sorte qu'en effet Mlle X..., dans le livre infiniment « sincère » qu'elle vient de publier, s'est efforcée de son mieux à nous dissimuler « le nom et la qualité » véritables de la famille princière allemande qui l'a eue à son service depuis l'été de 1909 jusqu'aux premiers jours de la présente guerre. Le très légitime scrupule dont elle nous fait part lui a même inspiré l'idée touchante d'introduire, à côté des personnages bien « réels » et vivans qui peuplent toutes les pages de ses précieux *Souvenirs*, un couple princier évidemment

imaginaire, — un couple de vagues cousins de l'empereur d'Allemagne qui auraient été, à l'en croire, les parens de ses petits élèves. Mais lorsque nous voyons, tout au long du volume, souverains et ministres, généraux et diplomates, s'empresser à combler de leurs hommages ces trois petits princes, et lorsque l'institutrice anglaise est sans cesse amenée, presque malgré soi, à nous laisser apercevoir l'importance exceptionnelle du rôle politique et social que remplissent les parens de ses susdits élèves, et lorsque enfin, par un artifice à la fois ingénieux et naïf, elle nous montre en toute occasion ces mêmes parens prenant leur part de toutes les occupations, publiques ou privées, de la famille du Kronprinz impérial d'Allemagne, grande nous est la tentation de substituer aux figures, trop manifestement « fictives, » de ses prétendus « patrons » les très authentiques figures du fils aîné et de l'aînée des belles-filles de l'empereur Guillaume.

Il n'y a pas jusqu'aux portraits des deux couples princiers qui, sous sa plume, ne nous semblent « coïncider » presque entièrement ; et nous n'aurions pas de peine à retrouver épars aux quatre coins de son livre, « chaque fois qu'y interviennent » le Kronprinz d'Allemagne et sa jeune femme, des traits d'observation comme les suivans, condensés par elle dans le récit de sa première rencontre avec les imaginaires parens de ses élèves :

A peine arrivée au château, la Princesse m'envoya chercher et m'accueillit dans son *boudoir*, clair et gai, malgré le goût fâcheux de sa décoration. Une Anglaise de l'âge de la Princesse aurait gardé encore l'apparence d'une jeune fille : mais, bien que la mère de mes élèves me semblât jolie, avec ses yeux pleins d'éclat et le charmant sourire de sa bouche un peu forte, c'est chose certaine que ses traits commençaient à s'empâter, pour ne rien dire des signes avant-coureurs d'un prochain double menton, contrastant avec la maigreur de la taille.

La Princesse m'entretint en un anglais précis et parfaitement correct. Elle me parut gracieuse et vive à souhait, avec même quelque chose de plus français qu'allemand dans l'animation incessante de ses manières, me lançant coup sur coup toute espèce de questions sur moi-même et sur mes premiers contacts avec les enfans. Ainsi nous étions en train de causer librement lorsque, soudain, la porte s'ouvrit au large, et qu'un jeune homme se montra sur le seuil. Ma vue faillit le faire aussitôt disparaître, mais la Princesse l'invita à s'approcher pour faire connaissance avec Miss X..., la nouvelle institutrice de ses fils.

C'était, naturellement, le Prince lui-même ; et, bien qu'il soit de plusieurs années plus âgé que sa femme, je dois dire qu'à cette période de leur vie, il semblait plus jeune qu'elle. La cause en était à la carrure de plus en plus accentuée du visage de la Princesse, tandis que le visage du Prince était long et étroit, tout de même que, pour ce qui était de sa taille, l'usage

de corsets ou de gilets renforcés de baleines réussissait à maintenir chez lui une sveltesse toute féminine.

Il me souriait vaguement, avec un regard fixe et « absent » tout ensemble ; et ce fut d'un ton quasi machinal qu'il me dit : « J'ai appris, mademoiselle, que vous aviez eu un grand-père intéressant ! » Là-dessus, un franc éclat de rire de la Princesse, déclarant que « c'était là une singulière recommandation pour une jeune femme. » Le Prince parut un instant gêné, comme s'il avait dit ce qu'il ne fallait pas ; mais bientôt il se résolut à rire, lui aussi, et je fis de même, en répondant que j'étais infiniment ravie d'entendre du moins l'éloge d'un de mes grands-pères.

Tout de suite, après cela, le Prince se mit à parler de ses fils, simplement pour dire quelque chose. Son anglais était excellent, comme celui d'un ancien étudiant d'Oxford qui, ensuite, aurait eu à habiter quelque temps l'étranger. Sa manière de parler était rapide, un peu saccadée ; et son sourire, d'ailleurs agréable, conservait toujours quelque chose d' « absent, » sauf lorsque, tout d'un coup, le Prince rencontrait un sujet qui l'intéressât personnellement, un sujet comme tel ou tel *sport*, ou bien encore sauf le cas où quelqu'un se trouvait d'accord avec lui sur une question politique. Il y avait dans tout son être une atmosphère superficielle de jeunesse et d'ingénuité ; mais ses yeux me frappèrent, dès l'abord, par leur ressemblance avec ceux d'un animal, — des yeux bizarres, étroits et perçans, avec une ombre de fausseté qui peut-être résulte simplement d'une légère divergence des regards aux deux coins. J'ajouterai que, dès cette première rencontre, je n'éprouvai point l'impression que le père de mes élèves me plairait ou que j'aurais chance de lui plaire, — à supposer même qu'il daignât jamais prendre la peine de s'apercevoir de mon existence.

Parfois encore Mlle X..., — dont la dette d'obligation envers le père de ses élèves, notamment, n'est pas à beaucoup près aussi considérable qu'on pourrait l'imaginer d'après ses généreuses paroles de tout à l'heure, — s'amuse à répartir entre les deux personnages, le jeune prince « fictif » et le vrai Kronprinz, les nombreux renseignemens qu'elle possède touchant la personne et l'histoire de ce dernier. Après avoir mis sur le compte de l'autre prince, par exemple, ce qu'elle avait à nous apprendre de l'extrême sécheresse et pauvreté intellectuelle du fils aîné du Kaiser, elle ne se fait pas faute de rattacher expressément à son portrait de celui-ci les piquantes « révélations » d'une certaine Comtesse qui, d'ailleurs, nous est présentée par elle tantôt comme l'amie la plus intime de la femme du Kronprinz, et tantôt comme celle de la mère des trois petits élèves.

— S'il n'y avait pas pour nous avertir l'étrange regard fuyant du Kronprinz, — lui murmure un jour à l'oreille l'indiscrète Comtesse, — nous serions tentés de le prendre pour un brave garçon tout naïf, toujours souriant ou riant aux éclats, et avec la franchise d'allures de son père.

Mais, en fait, tous ceux qui connaissent vraiment ces deux hommes savent que leur apparente franchise n'est qu'un artifice « professionnel. » L'un et l'autre ont coutume de refouler à la surface de leurs âmes ce qu'ils souhaitent de montrer, et cela leur est d'un avantage précieux, parce que tous les deux n'aiment rien autant que parler. Quelquefois même ils disent exactement l'opposé de ce qu'il faudrait dire, à leur grande fureur réciproque. Mais ne croyez pas que ce soit parce qu'ils ont soif de faire savoir au monde leur véritable pensée ! C'est simplement parce qu'ils se figurent qu'ils sont très malins, et parce que leur folle vanité les conduit à commettre des « gaffes » terribles... Cette possibilité permanente de « gaffes, » Dernburg ni les autres conseillers de l'Empereur n'en ignoraient la présence chez le jeune Kronprinz, lorsqu'ils l'ont naguère envoyé dans l'Inde : mais ils savaient également que le jeune homme avait en soi toutes les qualités nécessaires pour la triple tâche qu'ils attendaient de lui, — la triple tâche de plaire, de se montrer bon *sportsman*, et de tenir ses yeux soigneusement ouverts !

Car tel aurait été l'objet secret de ce mémorable voyage, dont l'idée, — au dire de l'amie de Mlle X..., — serait toute sortie de l'inventive cervelle de M. Bernard Dernburg, ministre attitré des Colonies à cette date déjà lointaine, et dès lors l'un des inspirateurs favoris du Kaiser. « J'ai vu M. Dernburg plus d'une fois, — écrit à ce propos l'institutrice anglaise, — et toujours je me suis étonnée qu'un tel homme se trouvât admis dans l'intimité de l'Empereur et de son fils aîné, quoi qu'il en pût être de l'utilité de son rôle financier. Il me faisait l'effet d'un personnage si profondément et naturellement grossier que nul effort ne parviendrait jamais à le dégrossir. La première fois que je l'ai rencontré, il m'a longuement exposé combien il était « Américain, » — ayant eu la chance de vivre jadis à New-York « trois de ses meilleures années. » Ce petit homme massif et gauche, avec ses épaules trop hautes et sa barbe mal soignée, derrière laquelle il tâchait en vain à déguiser l'expression presque cruelle de sa mâchoire proéminente, en était évidemment, avec cela, à se figurer qu'il n'avait pas son pareil pour l'élégance mondaine. Mais il m'a été donné, par la suite, de reconnaître ses aptitudes remarquables à tout ce qui concernait le haut espionnage ; et j'ai découvert aussi que M. Dernburg, — sa lourde mâchoire de dogue aurait dû suffire à me le révéler, — dès l'instant où il a décidé quelque chose, aimera mieux passer lui-même par le feu et par l'eau, et puis surtout y faire passer les autres, plutôt que de renoncer à la fin poursuivie. »

Le profit conçu d'abord par M. Dernburg comme devant découler du voyage du Kronprinz n'avait pu, cependant, se réaliser qu'en partie, l'apparition de la peste en Asie ayant empêché le jeune voya-

geur de visiter, au retour, le Japon et la Chine. Force avait été au Kronprinz de borner son exploration à deux pays ressortissant à l'influence anglaise, l'Inde et l'Égypte : mais, dans ces deux pays, la Comtesse assurait qu'il avait rempli de son mieux son emploi improvisé de « princier espion. » Conformément à ses instructions, il n'avait rien négligé pour se renseigner sur « les sentimens cachés des souverains indigènes et de leurs sujets à l'endroit de la politique et de la civilisation anglaises. » Des journaux berlinois lui avaient, il est vrai, respectueusement reproché d'avoir préféré de splendides parties de chasse en compagnie de *rajahs* à l'étude des « trésors historiques » de l'Inde. C'est que sa « consigne » était de « poser » avant tout pour un *sportsman* aux yeux des Anglais, tandis que, d'autre part, il s'ingéniait à répandre le prestige de la maison de Hohenzollern, tout en recueillant maints aveux intéressans de la bouche de « natifs » de toute catégorie. Pareillement, son séjour en Égypte n'avait pas été perdu. Lui-même annonçait fièrement à son père que son long entretien privé avec le Khédive « lui avait procuré des résultats encourageans. »

Pourquoi faut-il seulement, — toujours si l'on en croit la malicieuse Comtesse, — que ce célèbre voyage ait risqué d'être gâté par deux petits « accrocs, » dont l'un a eu pour origine un mouvement trop vif de curiosité amenant le jeune prince à vouloir pénétrer un peu trop à fond dans l'intimité du harem d'un certain dignitaire indigène, son hôte du moment ? Et quant à l'autre « accroc, » — consistant en ce que le Kronprinz, au dernier moment, a refusé de participer à une chasse longuement préparée à son intention, — cette fois toute la faute aurait été à un léger « travers, » commun au jeune prince et à l'Empereur.

Car avec leur bravoure incontestable, il n'en reste pas moins que le père et le fils sont sujets à de soudaines attaques de frayeur nerveuse, qui s'emparent d'eux sans avertissement préalable. Chez le Kaiser, ces attaques sont rares : mais leur crainte le maintient dans une angoisse perpétuelle. C'est cette crainte qui l'a toujours empêché de tenter la moindre excursion aérienne, aussi bien avec Orville Wright qu'avec le comte Zeppelin. Et le même brusque accès de nervosité prend parfois possession du Kronprinz. Là-bas encore, le matin de la partie de chasse, le brillant cavalier aux allures théâtrales s'est tout d'un coup senti envahi d'un tremblement irrésistible, en présence des deux superbes chevaux entre lesquels ses hôtes l'invitaient à choisir. « Si bien que l'unique parti possible pour le pauvre garçon a été de se prétendre subitement malade, — ajoutait la Comtesse, — et voilà comment, après toutes les fatigues et les

dépenses du corps d'officiers anglais qui avait pris l'initiative de l'expédition, celle-ci s'est trouvée tomber à l'eau, ce qui ne pouvait manquer de créer une impression des plus fâcheuses. »

Mais il est temps que je revienne aux souvenirs personnels de Mlle X... La rencontre initiale de celle-ci avec les parens de ses élèves, telle qu'elle vient de nous la raconter, n'avait eu lieu, en réalité, que plusieurs semaines après l'entrée en fonctions de la jeune institutrice anglaise. Née à Washington, et descendant par sa mère d'un « grand-père » américain qui s'était, en effet, acquis une situation fort en vue dans la marine militaire des États-Unis, Mlle X... avait été « découverte » naguère en Amérique par le prince Henri de Prusse, frère cadet de l'empereur Guillaume, dont la recommandation lui avait valu maintenant d'être appelée de Londres pour achever d'instruire à la pratique familière de sa langue natale les deux fils aînés du couple princier que l'on sait. Mais le hasard d'une de ces maladies plus ou moins contagieuses, — grippe, rougeole, etc., — qui, de tout temps, ont inspiré une terreur quasi « panique » à chacun des divers membres de la famille du Kaiser, avait contraint, depuis quelques jours, les parens des futurs élèves de la jeune Anglaise à se séparer de leurs enfans ; et Mlle X... avait d'abord trouvé ces enfans relégués, sous la seule garde d'un lieutenant von H..., leur précepteur, dans un vieux château pittoresque proche des bords du Rhin.

La présentation mutuelle s'y était faite parmi des circonstances assez imprévues. Les deux aînés des trois petits princes, au moment où Mlle X... avait été conduite près d'eux, s'occupaient de tout leur cœur à essayer un nouveau « jeu de guerre » que venait d'inventer et d'aménager à leur usage le comte Zeppelin ; d'un jeu qui consistait à bombarder, du haut de minuscules ballons dirigeables, les principaux monumens de trois villes en carton-pâte, scrupuleusement reproduites en miniature d'après les plans authentiques de Londres, de Paris, et de Saint-Pétersbourg. Le jeune et beau lieutenant, qui naturellement dirigeait la « partie, » transmettait à ses élèves les instructions reçues par lui du comte Zeppelin : il leur enseignait à détruire, de préférence, les « édifices d'utilité nationale, » ou bien encore les « monumens du passé historique. » Et comme Mlle X..., — qu'il avait jusque-là, lui aussi, supposée de nationalité anglaise, — lui signalait doucement ce qu'il y avait d'un peu offensant pour sa qualité d'Anglaise dans le spectacle d'un jeu tel que celui-là, il s'était excusé de son mieux en alléguant les avantages de l'in-

vention du comte Zeppelin pour renforcer l' « instruction géographique » des petits joueurs.

Après quoi, des semaines s'étaient écoulées, pendant lesquelles Mlle X..., condamnée à passer de longues heures en compagnie du beau lieutenant, nous avoue elle-même qu'elle s'était volontiers livrée à la perspective d'un *flirt* innocent, tel que le pratiquaient naguère ses jeunes amies de Washington ou de Londres. Mais le lieutenant von H..., lui, ne l'entendait pas de la sorte. Un soir, ayant obtenu de l'institutrice qu'elle descendît avec lui au jardin du château, il lui avait expliqué l'impossibilité pour lui d'épouser une jeune fille sans fortune. « Il me dit que, s'il se mariait plus tard, ce ne pourrait être qu'avec une personne riche, séduite par la noblesse de son nom et par la situation qu'il occuperait dans l'armée. En tout cas, cela ne pourrait avoir lieu que dans un lointain avenir ; et, d'ici là, pourquoi ne pourrions-nous pas, moi et lui, être heureux ensemble? Personne n'aurait soupçon de rien. Il avait soigneusement réfléchi à tous les détails de l'affaire. Il me protégerait de toute façon, en échange de ma complaisance pour lui. Et je pourrais me fier absolument à sa discrétion. »

Ai-je besoin d'ajouter que Mlle X... n'avait point cru devoir accepter la proposition, ce qui, d'ailleurs, ne lui avait nullement aliéné les bonnes grâces de son galant collègue? Et les journées continuaient de couler lorsque, un matin, deux visiteurs en uniforme étaient soudain apparus sur le seuil de la chambre où Mlle X... se trouvait en train de causer avec ses élèves.

Nul moyen de ne pas reconnaître le Kaiser dans celui de ces officiers qui s'avançait le premier, malgré tout ce qu'avaient d' « idéalisé » ses récentes photographies. Le visage de l'original était plus âgé que je l'aurais supposé, le nez plus lourd, la taille plus courte et plus ramassée, sans compter que les portraits ne m'avaient rien dit de la large cicatrice au haut de la joue gauche. N'importe, aucun doute n'était possible sur l'identité de notre visiteur, et la surprise que je ressentis à sa vue m'enleva, un moment, toute présence d'esprit. Me redressant en sursaut, je laissai tomber mon livre, et faillis tomber moi-même par-dessus un léger fauteuil d'osier, censé de manufacture anglaise. Cette maladresse me rendit si honteuse, — avec tout le mauvais exemple qui risquait d'en résulter pour les enfans, — que j'eus peine à me retenir de pleurer. Et voilà que, pour aggraver encore la situation, l'Empereur éclata d'un rire bienveillant, mais qui n'en était pas moins embarrassant pour moi !

Bientôt, pourtant, un entretien familier s'était engagé entre l'institutrice et son impérial visiteur qui, cette fois comme toujours, avait

évidemment essayé de « jouer son grand jeu, » — avec son désir habituel « de produire dès l'abord, sur toute personne qu'il rencontrait, l'impression la plus profonde et la plus heureuse possible. » Il avait aimablement questionné Mlle X... sur elle-même et diverses familles amies, lui avait déclaré que c'était sur son conseil que les parens des petits princes s'étaient décidés à engager, pour leurs fils une institutrice anglaise; et puis il lui avait demandé si, par hasard, elle n'était pas une « suffragette. » Et, comme Mlle X... avait répondu que l'on pouvait fort bien être Anglaise sans faire partie de la « ligue » de Mme Pankhurst, l'Empereur l'avait, en souriant, menacée du doigt, « comme un maître d'école. »

— Ah ! lui avait-il dit, on voit bien que vous n'êtes pas une véritable Anglaise, sans quoi vous ne parleriez pas ainsi ! Toutes ces modernes dames et demoiselles anglaises sont de zélées *suffragettes!* Et certes, nous leur montrerions ce que nous pensons d'elles, si elles s'avisaient de nous envoyer ici une députation : mais, aussi longtemps qu'elles bornent leur propagande à leur sol natal, nous ne pouvons que les bénir !

A Potsdam, plus tard, Mlle X... a eu l'occasion de faire bien d'autres rencontres mémorables, et qui nous valent aujourd'hui, dans son livre, de bien curieux portraits. Voici, par exemple, le professeur Delbruck, le successeur du célèbre Treitschke à l'Université de Berlin ! Celui-là, un brave homme avec de gros yeux sourians, emploie ses manières les plus douces et polies pour s'étonner, devant l'institutrice anglaise, de l'étrange idée qui a empêché les parens de ses élèves de donner à leurs enfans une « gouvernante » allemande. Copieusement, ensuite, l'excellent homme démontre à Mlle X... l'énorme supériorité des institutrices allemandes sur celles des autres pays, et de l'Angleterre en particulier. « Tout ce qu'il y a de bon, s'écrie-t-il, nous le possédons en Allemagne, tout excepté un territoire suffisant ! »

Un autre jour, la mère des petits élèves apprend, en passant, à l'institutrice que le Kronprinz est en train d'avoir un entretien important avec le général von Hindenburg.

Sans ce mot de la Princesse, je n'aurais pas su qui était l'officier d'âge mûr, à la mâchoire carrée et aux yeux hardis, que je venais de voir pour la première fois. Le Kronprinz et lui se tenaient assis en face de la porte, regardant les enfans, qui leur faisaient le salut militaire. Mais je compris tout de suite que cette présence des enfans les importunait ; et

aussi me hâtai-je de les faire sortir, après avoir simplement observé le contraste du général von Hindenburg et du maigre Kronprinz, avec ses yeux brillans d'animal, un peu fuyans vers les bords. Le général von Hindenburg, lui, me semblait tout formé d'une superposition de carrés. Carrées étaient non seulement ses grosses mâchoires combatives, mais aussi sa tête, aux cheveux taillés *en brosse*. Ses yeux mêmes, sous de pesantes paupières gonflées, avaient quelque chose de carré, et pareillement son nez, ses oreilles, son épaisse moustache, que l'on aurait dite prolongée artificiellement par des favoris descendant au milieu des joues.

Quant au général von Kluck, — un des visiteurs habituels du Kronprinz, — celui-là était remarquable surtout par l'ampleur du haut de son crâne, qui faisait paraître sa tête comme « surmontée d'un dôme. » Avec cela, un air toujours distrait ou absorbé, comme si le général s'obstinait à la poursuite d'un rêve intérieur. Un jour, cependant, Mlle X... l'a entendu dire qu' « on voulait décidément l'envoyer en France. » Et le fait est que la jeune institutrice fut tout étonnée, quelques mois plus tard, de l'impression extraordinaire produite chez les parens de ses élèves, lorsque ceux-ci reçurent par la poste une boîte de pastilles de chocolat, accompagnée d'une carte de visite où le général von Kluck avait écrit de sa main : « Chocolat français envoyé de France à deux braves petits soldats allemands. » Le plus étrange fut qu'en lisant cette carte le père des « deux petits soldats allemands » ne put s'empêcher d'admirer « le courage intrépide du vieux von Kluck. » Et c'est seulement ces temps derniers que Mlle X... a pu enfin comprendre, ou plutôt deviner, ce qu'avait eu de particulièrement « intrépide » l'excursion en France d'un général allemand qui, — nous a-t-on assuré, — s'est trouvé connaître d'avance à merveille tous les secrets des « champignonnières » du Soissonnais.

Précédemment déjà, la première année de son séjour en Allemagne, Mlle X... avait eu l'occasion de rencontrer une autre des gloires militaires allemandes, le terrible général von Bernhardi. « Dès l'instant où je l'ai vu, j'ai senti en effet qu'il y avait là une personnalité considérable, mais avec cela profondément antipathique. » Le fameux théoricien de la « guerre future » ne se cachait pas, au surplus, de son mépris universel pour les femmes, « contredisant brutalement la sienne propre à la table publique des hôtels, lorsqu'il lui arrivait de voyager avec elle, marchant toujours devant elle dans la rue, et la refoulant des coudes, comme aussi toutes les autres femmes, quand il s'agissait de franchir une porte. »

Sa haine méprisante pour les Anglais était encore un des sentimens dont il se montrait le plus fier. Un jour qu'il questionnait les élèves

de Mlle X... sur les effectifs des diverses armées européennes, et qu'à propos du petit nombre des soldats anglais il s'était écrié que « ceux-là ne seraient pas difficiles à éliminer, » le petit prince avait timidement murmuré que son précepteur lui défendait de parler ainsi devant leur gouvernante.

Le général, sur ces mots, daigna m'accorder un regard ; et j'eus d^e nouveau l'impression que jamais encore je n'avais rencontré un type aussi parfait de « brute » sans pitié.

— Êtes-vous donc amie des Anglais ? — me demanda-t-il, continuant toujours à me croire Américaine.

Je m'enhardis à répondre que je tenais l'Angleterre pour l'une des plus grandes nations du monde.

— Quelle sottise ! — fit le général, d'un ton sec et tranchant que je n'oublierai de ma vie.

Le Prince, alors, se mit à confirmer l'opinion de Bernhardi, à la fois pour mon instruction et pour celle des enfans. Il nous dit que l'Angleterre avait été vraiment une nation puissante, mais que maintenant sa déchéance avait commencé. Pas une de ses colonies ne lui resterait fidèle au jour du danger.

— Vous n'avez qu'à lire leurs propres journaux, — déclara péremptoirement le général Bernhardi, — pour voir que les Anglais eux-mêmes se rendent compte de la rapidité de leur décadence. Mais la main du Destin est sur eux. Ils dorment d'un sommeil dont ils ne s'éveilleront que sous un choc bien rude, et cela seulement quand il sera trop tard !

Un des chapitres les plus significatifs du livre de Mlle X... est celui où elle nous raconte de quelle façon elle-même s'est trouvée prise, à son insu, dans les trames ténébreuses d'une véritable « agence » berlinoise d'espionnage ; et voilà déjà un point sur lequel c'est chose certaine que les princiers « patrons » de la jeune fille ont fâcheusement méconnu les devoirs que leur imposait leur situation ! Car bien loin de la détourner du piège qu'ils voyaient tendu devant elle, ils semblent l'y avoir expressément poussée, en encourageant ses relations avec une dame allemande et sa soi-disant demoiselle qui, dès le début, n'avaient pas d'autre objet que d'abuser de sa naïve bonne foi pour se renseigner sur tels ou tels secrets de la marine anglaise. Sur les instances répétées de la dame Niemann, Mlle X... a même consenti à emmener chez ses parens, à Portsmouth, la gentille Elsa, et puis à l'y laisser lorsque la fin de ses vacances annuelles l'a forcée à rejoindre son poste. Le long récit qu'elle nous fait de toute cette aventure abonde en révélations savoureuses sur un mélange, décidément « spécifique, » de ruse et d'aplomb qui commence à nous devenir familier depuis les derniers mois, mais dont fort peu d'entre

nous soupçonnaient jusqu'alors la présence au fond de l'âme allemande. Qu'il me suffise d'ajouter que l'enquête ouverte plus tard par la police anglaise a prouvé irréfutablement l'objet réel du séjour à Portsmouth de la gentille Elsa : une malle confiée par elle à la garde des parens de Mlle X... contenait toute sorte de plans et de bassins maritimes et de parcs d'aviation !

Et semblablement nous avons peine à croire que l'attitude des parens des petites élèves de l'institutrice anglaise ait été parfaitement correcte à son égard dans les circonstances qui allaient aboutir à la rupture finale de leurs relations. Le fait est que, depuis les premiers mois de 1914, Mlle X... sentait croître de jour en jour, autour de soi, une atmosphère d'agitation et de fièvre belliqueuses. Sans cesse, maintenant, le Kronpriuz s'enfermait pour de longs tête-à-tête avec des généraux : ou bien l'on parlait tout bas, à Potsdam, de deux jeunes et beaux visiteurs qui étaient venus s'entretenir secrètement avec le fils aîné du Kaiser, et Mlle X... apprenait que ces visiteurs mystérieux étaient le général turc Enver Bey et le jeune prince égyptien Mohammed Ali. Une autre fois, c'était le père de ses élèves qui, devenu brusquement tout aimable pour la jeune fille, tâchait à lui arracher tout ce qu'elle se trouvait savoir touchant le caractère et les aptitudes d'un certain amiral anglais de sa connaissance.

Mais le changement avait été bien plus sensible encore après le drame sanglant de Serajewo. Désormais, c'était comme si chacun, dans l'entourage de Mlle X..., eût reçu la consigne de lui cacher quelque chose. Tout au plus une parole indiscrète de la Princesse, du lieutenant von H..., surtout des enfans, soulevait-elle parfois un petit coin du voile, — jusqu'au jour où, enfin, le bavardage enthousiaste des petits princes lui avait laissé deviner que l'heure bienheureuse de la guerre était toute proche, et que bientôt les troupes allemandes s'élanceraient, en traversant la Belgique, pour tomber sur la France.

Stupéfaite et bouleversée devant cette nouvelle, Mlle X... avait ingénument songé que, sans doute, le gouvernement de son pays ne savait rien de l'attaque projetée, et que son devoir d'Anglaise était de l'en instruire. Si bien que, ne connaissant personne à qui s'adresser, elle avait écrit une longue lettre à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, après quoi, sans l'ombre d'un soupçon, elle avait déposé sa lettre dans la boîte où elle avait coutume de mettre son courrier. Et puis elle avait eu l'extrême surprise de voir, par degrés, le vide se faire autour d'elle. Successivement les parens de ses élèves, et ses

élèves eux-mêmes, et la plupart des habitans du château où l'on était venu passer les vacances, tout le monde était parti ; la jeune fille ne recevait plus lettres ni journaux ; et déjà elle commençait à se sentir cruellement angoissée, lorsqu'un vieux colonel était venu lui dire, de la part de la Princesse, que sa lettre à l'ambassadeur, dûment interceptée, aurait eu de quoi lui valoir l'accusation d'espionnage. Cependant le Prince et la Princesse daignaient lui épargner les conséquences qui n'auraient pu manquer de résulter de son acte en toute autre occasion : mais ils exigeaient que Mlle X..., jusqu'à la fin de la guerre, demeurât enfermée au château où elle se trouvait, avec défense de voir personne autre que les deux femmes attachées à son service.

Heureusement, la surveillance organisée autour de la prisonnière n'a point tardé à se relâcher. Un soir, vers le milieu de septembre, Mlle X..., — que l'on croyait malade, et tout à fait hors d'état de sortir de son lit, — a réussi à franchir la grille du château, sans emporter d'autre bagage que « son journal intime, son porte-monnaie et un passeport qui lui avait été délivré jadis aux États-Unis. » Pendant toute la nuit elle a couru le long du fleuve, se dirigeant vers Coblence, la ville la plus proche. Le matin, au moment où les habitans du château ont dû s'apercevoir de son évasion, le « porte-monnaie » dont elle s'était munie lui a permis de se transformer en une jeune paysanne allemande se rendant à Coblence pour dire adieu à son frère, soldat (imaginaire) d'un régiment dont Mlle X... se trouvait connaître l'existence. C'est sous ce déguisement qu'elle a pu s'embarquer à bord d'un bateau jusqu'à Emmerich, la dernière station allemande ; et puis, toujours grâce au précieux « porte-monnaie, » la paysanne westphalienne est devenue une « touriste » de Washington, parcourant l'Allemagne avec le vieux passeport que l'on sait. Trois jours après sa fuite du château de Z..., l'ex-institutrice arrivait à Rotterdam ; dès le début d'octobre, elle était à Londres, « avec la tête remplie des souvenirs de tout ordre que lui avait laissés son séjour de cinq ans dans les environs immédiats de la Cour de Berlin. »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le gouvernement allemand, trouvant qu'il n'a pas encore assez d'ennemis, s'ingénie pour s'en donner de nouveaux : il vient d'adresser aux neutres un Memorandum qui a produit dans le monde entier une impression de stupeur et de révolte et qui l'expose à perdre définitivement les quelques sympathies qu'il avait pu conserver. La Hollande, la Suède, la Norvège, le Danemark et, par-dessus tout, l'Amérique, en ont été vivement émus et le seront bien davantage encore si, par aventure, un de leurs navires de commerce vient à être coulé sans autre forme de procès, conformément à la menace qui leur en a été faite. Or l'Allemagne proteste que cette menace est parfaitement sérieuse, qu'elle n'est pas un bluff, qu'elle sera suivie d'une exécution certaine, et, pour mieux en convaincre l'univers, elle n'a même pas attendu son Memorandum pour torpiller sans avertissement deux navires marchands dans la Manche. Elle en a coulé deux autres dans les mers d'Irlande, après les avoir toutefois avertis et leur avoir accordé un délai de quelques minutes pour mettre leur équipage en sûreté. Un dernier exploit de sa flotte a consisté à torpiller un navire-ambulance. Chaque jour, le compte de l'Allemagne se charge de responsabilités nouvelles devant l'humanité de plus en plus indignée.

Le Memorandum dont nous parlons a été publié par le *Reichsanzeiger* de Berlin. Il n'était pas absolument imprévu. Depuis quelque temps déjà, l'amiral de Tirpitz avait annoncé qu'il préparait une redoutable contre-attaque qui vengerait l'Allemagne des procédés de l'Angleterre dans la guerre maritime. L'Angleterre avait voulu affamer l'Allemagne, celle-ci lui rendrait la pareille : blocus contre blocus. Il fallait donc s'attendre à quelque chose, mais on ne savait pas à quoi, et personne assurément ne pouvait le deviner : l'invention allemande devait dépasser toutes les prévisions. Le

Memorandum est trop long pour pouvoir être reproduit en entier, et c'est dommage. On y verrait à quel point la rage de l'Allemagne est excitée contre l'Angleterre. C'est l'Angleterre, à l'entendre, qui dans cette guerre viole toutes les règles du droit des gens. Personne ne s'en était aperçu jusqu'à présent, personne ne le lui avait reproché ; le gouvernement américain lui avait bien fait quelques représentations contre la gêne apportée à son commerce maritime par la multiplicité des arrestations et des saisies de navires, mais de part et d'autre on avait fait preuve d'un égal souci de régler l'affaire à l'amiable, et il était évident qu'elle n'aurait pas de suites graves. Il a fallu l'intervention de l'Allemagne pour changer la face des choses. Autant le langage du gouvernement américain avait été amical, malgré quelque rudesse de forme, autant celui du gouvernement allemand a été menaçant et brutal. On sent que ce réquisitoire contre l'Angleterre est l'effet d'une déception causée par les États-Unis. L'Allemagne avait un moment espéré que le dissentiment s'aigrirait entre Londres et Washington, qu'elle en ferait son profit, que la mauvaise humeur des neutres tournerait à son propre avantage. Il n'en a rien été. On sait qu'il y a beaucoup d'Allemands en Amérique : ils y forment même aujourd'hui un parti et ce parti est devenu très ardent, très remuant, très exigeant depuis le commencement de la guerre. Il a fait un grand effort pour entraîner avec lui, d'abord l'opinion, qui n'a pas tardé à lui échapper, puis le gouvernement, sur lequel il croyait avoir des moyens d'action. Ses journaux ont attaqué M. Wilson ; ils l'ont accusé de ne pas tenir la balance égale entre les belligérans et d'être sorti des règles de la neutralité. Assertion toute mensongère. Le gouvernement américain a pratiqué consciencieusement les règles du droit des gens telles qu'elles sont connues jusqu'à ce jour; mais l'Allemagne en a inventé de nouvelles. Pour la satisfaire, les États-Unis auraient dû rétablir artificiellement l'égalité entre les belligérans et, pour cela, supprimer la liberté des mers. Étrange prétention, en vérité! M. Stone, président du Comité sénatorial des Affaires étrangères, s'en est fait l'organe, au retour, dit-on, d'un voyage dans le Missouri où les Allemands dominent, et il a adressé une longue lettre à M. Bryan pour le mettre en demeure de répondre aux griefs articulés contre lui. Longue aussi a été la réponse de M. Bryan : elle se compose de vingt paragraphes dont quelques-uns sont des chefs-d'œuvre du genre. Les principes essentiels du droit maritime y sont maintenus avec non moins de fermeté que de précision. La réponse de M. Bryan à M. Stone deviendra un monument précieux auquel on aura souvent

l'occasion de recourir. Nous aurions peut-être quelques observations à présenter sur certains points, mais sur les plus importans il n'y a qu'une approbation à donner. M. Bryan s'est refusé à rétablir la balance entre les belligérans sur mer, au profit des plus faibles, au détriment des plus forts. On ne le lui a pas pardonné à Berlin. Si les neutres s'étaient prononcés contre l'Angleterre, l'Allemagne se serait contentée de leur donner raison et de les soutenir; mais, puisqu'ils ne l'ont pas fait, elle annonce qu'elle agira à son tour. Doncelle agit, ou elle se dispose à le faire dans des conditions que le Memorandum expose. Si la réponse de M. Bryan à M. Stone est un monument, le Memorandum allemand en est un autre : mais combien différent!

Nous n'en citerons que la partie positive : le reste n'est en somme qu'une amplification dans le style de la polémique, où l'auteur énumère les prétendus griefs de l'Allemagne contre l'Angleterre pour justifier les représailles prochaines. « De même que l'Angleterre, y est-il dit, a désigné la superficie maritime entre l'Écosse et la Norvège comme zone de guerre, de même l'Allemagne déclare maintenant zone de guerre toutes les eaux entourant la Grande-Bretagne et l'Irlande, y compris la Manche (*English Channel*). Elle commencera donc, le 18 février 1915, à agir dans ce sens contre la navigation ennemie. Elle s'efforcera de détruire tout navire ennemi qui sera trouvé dans cette zone de guerre, sans qu'il lui soit toujours possible d'éviter le danger qui menacera ainsi les personnes et les navires neutres, et elle prévient donc de ne pas se fier, à l'avenir, à la sécurité des équipages, passagers et marchandises, des navires en question. L'Allemagne appelle en outre l'attention des neutres sur ce fait qu'il y aurait lieu, pour leurs navires, d'éviter d'entrer dans cette zone, car, bien que les forces navales allemandes aient pour instructions de s'abstenir de toute violence contre les navires neutres, autant qu'ils pourront être reconnus, l'ordre donné par le gouvernement anglais d'arborer des pavillons neutres et les contingences de la guerre maritime pourraient être cause qu'ils devinssent victimes d'une attaque dirigée contre les navires de l'ennemi. » Tel est ce texte. Il était encore plus catégorique dans sa rédaction première, mais, aussitôt après avoir été publié, il a été remanié et légèrement atténué. L'atténuation est d'ailleurs de pure forme : elle est dans le membre de phrase où il est dit que les forces navales allemandes ont pour instructions de s'abstenir de toute violence contre les navires neutres. Ce serait fort bien si on s'arrêtait là, mais le Memo-

randum ajoute : « autant que ces navires pourront être reconnus, » et il explique pour quels motifs il sera difficile de les reconnaître. C'est parce que le gouvernement anglais a donné l'ordre à ses navires de commerce d'arborer un pavillon neutre. Au premier abord, l'argument fait impression sur ceux qui ne sont pas habitués aux usages de la mer. Cette substitution d'un pavillon neutre à un pavillon belligérant est passée dans la coutume, et tout le monde l'emploie. Elle a pour but d'empêcher qu'un navire de commerce soit traité d'une manière sommaire et de mettre le vaisseau de guerre qui l'aborde en demeure de ne rien faire avec précipitation, c'est-à-dire sans inspection de la cargaison, de l'équipage, etc. Tel est pourtant le prétexte sur lequel l'Allemagne s'appuie pour décider qu'un navire neutre pourra être torpillé et coulé sans avoir été reconnu, sans avoir été averti. Et cela est monstrueux !

Le mot blocus n'est pas dans le Memorandum, mais, à défaut du mot, il y a la chose : il y en a du moins l'intention. C'est bien le blocus complet de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande, sans parler du Nord de la France, que le Memorandum entend établir d'un trait de plume. Dans la guerre maritime, lorsqu'un blocus est établi contre un port ou contre une étendue de côtes, et qu'il a été officiellement notifié, aucun navire ne doit le forcer. S'il essaie de le faire, c'est à ses risques et périls : il peut, suivant les cas, être confisqué ou coulé. Seulement, pour qu'un blocus produise ces effets, il doit être effectif, c'est-à-dire s'appuyer sur une force suffisante pour se faire respecter. Celui de l'Angleterre, de l'Écosse, de l'Irlande et du Nord de la France est-il effectif dans les conditions où l'Allemagne l'a décrété ? Où donc est la force qui le rendra tel ? Il est hors de doute qu'elle n'existe pas : l'Allemagne n'a pas un assez grand nombre de sous-marins pour lui donner ce caractère. Ici se présente une complication. Autrefois, lorsqu'un port ou une étendue des côtes était bloqué, on voyait les navires qui rendaient le blocus effectif. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Les navires de guerre allemands sont soigneusement cachés dans les fleuves, dans les canaux, dans les ports : les torpilleurs et les submersibles font toute la besogne. La guerre terrestre consiste surtout, à présent, à se battre sous terre, et la guerre maritime à se battre sous l'eau. L'inconvénient, en ce qui concerne le blocus, est que, les engins de guerre qui y servent échappant au regard, il est à peu près impossible de s'assurer de sa réalité. Un navire de commerce s'avance donc en pleine confiance ; il ne voit rien à la surface de l'eau ; le danger qui le

menace n'est pas apparent. Soudain, il reçoit une torpille dans ses œuvres vives et coule à fond sans avoir reçu aucun avertissement, sans avoir été mis à même de recueillir son équipage dans ses canots. Une clameur de désespoir s'élève vers le ciel insensible et tout est dit. C'est une violation outrageante du droit maritime et des lois de l'humanité. Même si le blocus est effectif, le navire qui le viole peut être saisi, confisqué, mais non pas détruit, à moins de résistance de sa part et, même alors, il ne doit l'être qu'après que l'équipage a eu le temps de se sauver. Le Memorandum allemand n'entre pas dans ces distinctions. Il déclare zone de guerre une immense étendue de mers. Sus aux navires, quels qu'ils soient, qui entrent dans la région interdite !

La guerre maritime avait déjà assez de rigueurs cruelles ; mais là, comme ailleurs, l'Allemagne a innové, faut-il dire dans le sens de la barbarie primitive ? Non, car la barbarie primitive, n'étant pas savante, ne connaissait ni les torpilles, ni les mines flottantes, ni les submersibles. Il a fallu que les découvertes et les inventions de la science tombassent entre les mains d'une race brutale, orgueilleuse et impitoyable, pour que nous en venions aux raffinemens d'aujourd'hui. Et quel est son but ? L'Allemagne ne s'en cache pas, c'est d'affamer l'Angleterre, de l'empêcher de se ravitailler. C'est, dit-elle, la peine du talion : je fais contre les autres ce qu'ils font contre moi. Soit : nous ne contestons pas ici la légitimité du but, mais celle des moyens. Jamais il n'est venu à l'esprit de l'Angleterre, dans l'hypothèse où elle aurait le droit de couler un navire de commerce, de le faire sans avertissement préalable et sans avoir donné à l'équipage le temps de se sauver. Jamais il ne lui est venu à l'esprit d'user d'un vain prétexte pour traiter les navires neutres comme les navires ennemis. Il a fallu que l'Allemagne fût arrivée à ce point où le vertige de la puissance n'a plus aucun contrepoids moral, pour qu'elle enfantât de pareils projets. Et elle semble les trouver tout naturels ! Elle les présente comme un juste retour des violences qu'on exerce contre elle ! Enfin, on voit réapparaître, à la fin du Memorandum, la même illusion, que la guerre sera d'autant plus courte qu'elle sera plus sauvage. « Cela est d'autant plus à espérer, y lisons-nous, qu'il doit être de l'intérêt des Puissances neutres de voir terminer, le plus tôt possible, cette guerre destructrice. » Que ce soit de leur intérêt, les neutres n'en doutent pas, mais ils commencent à comprendre que se soumettre à toutes les volontés de l'Allemagne n'est pas le meilleur moyen de le servir. La protestation contre le Memorandum s'est

surtout élevée dans les pays neutres, et ceux mêmes qui, jusqu'ici, avaient été le plus paralysés par la crainte de l'Allemagne s'affranchissent de ce sentiment. Quand nous parlons de protestations, il ne s'agit pas pour le moment de protestation officielle : on attend les événemens, on veut encore croire que la menace de Berlin ne sera pas suivie d'effet, que l'orage aura grondé sur les hauteurs sans que la foudre tombe. Mais qu'arrivera-t-il le jour où un premier navire neutre sera torpillé? En attendant, les journaux s'expriment avec une vivacité inaccoutumée et, d'un bout à l'autre du monde, il y a une telle unanimité dans leur langage que l'Allemagne ne pourra manquer d'en être frappée. Si elle ne l'est pas, c'est que la rage que lui inspire son impuissance aura finalement porté atteinte à sa raison.

N'est-elle pas en voie d'en venir là? Nous lisons aussi ce qui pénètre en France de ses journaux, et c'est une lecture instructive. Veut-on quelques citations ? Les deux navires qui ont été torpillés, il y a quelques jours, dans la mer d'Irlande, l'ont été après avertissement préalable. A ce propos, la *Gazette de la Croix* écrit : « Si nous devions suivre la même procédure que naguère dans la mer d'Irlande, il nous serait impossible de confondre les navires neutres avec ceux de nos ennemis. Il paraît que nous allons maintenant torpiller les navires sans avis préalable. Nous accueillerons avec satisfaction l'annonce que nos sous-marins vont faire à toute la marine de nos ennemis la guerre la plus impitoyable. » C'est déjà bien, mais le *Lokal Anzeiger* a trouvé encore mieux : « Que nous importent, dit-il, les criailleries des neutres et l'indignation de nos ennemis ! Nous autres Allemands, nous avons à tirer de cette guerre une grande leçon, celle de ne pas manifester de délicatesse et de ne pas écouter ce que les neutres peuvent dire. » Ne pas manifester de délicatesse est un but qu'au point où ils en sont les Allemands atteindront sans grand effort : quant à ne pas écouter ce que disent les neutres, peut-être auront-ils tort de le faire. En Amérique, les membres de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères ont fait la déclaration que voici : « Nous pouvons dès à présent affirmer que la moindre manifestation d'hostilité d'un sous-marin allemand, à l'égard d'un navire américain, provoquerait une protestation immédiate du gouvernement des États-Unis. Nous n'avons aucune intention d'intervenir et M. Bryan fait de son mieux pour arranger les choses, mais la patience a des limites que l'on ne saurait dépasser. » M. Bryan fait effectivement de son mieux pour arranger les choses ; mais si le

gouvernement allemand continue, lui aussi, de faire de son mieux pour les déranger, il finira sûrement par l'emporter, et alors advienne que pourra !

Puisque nous sommes en Amérique, disons un mot d'un projet qui y a agité l'opinion, qui l'y agite encore et n'a pas laissé de produire aussi quelque impression en Europe. Au moment de la déclaration de guerre, un assez grand nombre de navires de commerce allemands n'ont pas trouvé d'autre moyen de n'être pas pris ou coulés que de chercher un refuge dans les ports américains. Ils y sont en sécurité, mais ne peuvent plus en sortir : les voilà immobilisés jusqu'à la fin des hostilités. La pensée est alors venue à quelques Américains de les acheter et aux Allemands de les leur vendre. Le gouvernement américain a vu lui-même le projet d'un bon œil, et M. Wilson l'a adopté, sans prévoir peut-être toutes les difficultés qu'il devait rencontrer.

La question s'est posée aussitôt de savoir si le projet était conforme au droit public et s'il ne soulèverait pas des objections, en Europe, du côté des Puissances belligérantes. Jusqu'ici, ces objections n'ont pas été exprimées, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'existent pas dans les esprits ; mais on a préféré laisser les Américains résoudre à eux seuls la question. Elle est délicate. On a toujours considéré que des navires dans la situation où se trouvent ceux de l'Allemagne ne peuvent pas être vendus, soit parce que, le plus souvent, ces ventes sont fictives ; soit parce qu'on peut considérer les navires en cause comme un gage susceptible de servir à des transactions futures et que la vente fait disparaître. Quel qu'en soit le motif, ces ventes ont été généralement déclarées irrégulières, et telle a été notamment sur elles, dans le passé, l'opinion des jurisconsultes américains qui font le plus autorité. Laissons d'ailleurs de côté pour le moment la question de droit : en fait, on ne sait pas ce que peut devenir plus tard un navire appartenant à un belligérant, qui a été vendu à un neutre. Si c'est un navire de guerre, le cas du *Gœben* n'est pas encourageant ; si c'est un navire de commerce, l'inconvénient n'est pas aussi grave, mais une incertitude subsiste sur la sincérité du contrat, et elle suffit, à notre avis, pour le faire déconseiller. Une question d'espèce s'est présentée. Un navire allemand, le *Dacia*, a été vendu à un Américain d'origine allemande, récemment naturalisé. L'acheteur y a mis une cargaison de coton et a annoncé l'intention de la transporter en Europe. Si jamais vente a eu une apparence fictive, c'est bien celle-là : aussi l'Angleterre a-t-elle fait savoir qu'elle ne man-

querait pas de saisir le *Dacia* en mer, qu'elle achèterait un bon prix la cargaison pour désintéresser son propriétaire, et qu'elle soumettrait sa capture au tribunal des prises pour faire dire le droit. L'affaire a fait déjà couler beaucoup d'encre et le *Dacia* n'a pas, à notre connaissance, encore quitté le port américain. Il faut bien avouer que le cas ne serait pas le même si les navires allemands, au lieu d'être achetés par un particulier, l'étaient par le gouvernement américain : la même suspicion ne planerait pas sur la vente, mais d'autres objections se présenteraient. Elles ont été soutenues devant le Sénat américain par plusieurs orateurs, dont les vigoureux argumens ont fait impression sur l'Assemblée, au point que quelques démocrates, partisans du gouvernement actuel, se sont détachés de la majorité pour s'allier aux républicains sur cette question spéciale. Le renvoi du bill à la Commission a été demandé; l'incertitude de plus en plus grande que le Memorandum allemand fait planer sur le commerce neutre a donné à réfléchir; des amendemens ont été proposés, un entre autres qui a trouvé faveur auprès de M. Wilson et qui exclut toute vente de nature à créer des difficultés internationales. Cette attitude finale du gouvernement a provoqué dans le parti allemand une indignation qui montre à quel point il se préoccupe peu des difficultés avec lesquelles le gouvernement américain pourrait se trouver aux prises. Qui sait même s'il ne les provoque pas à plaisir? Quoi qu'il en soit, les chances du bill ont sensiblement diminué et nous ne le regrettons pas. En temps de guerre, les navires des belligérans doivent garder leur nationalité, à moins qu'on ne puisse prouver que leur vente était chose convenue avant les hostilités, ou qu'elle aurait eu lieu quand même celles-ci n'auraient pas éclaté. Mais c'est une preuve qui est le plus souvent difficile à faire.

Les dissentimens qui ont pu se produire sur quelques points particuliers ne portent pas atteinte à la confiance que mérite le gouvernement américain pour la correction générale de son attitude. Il a l'intention très loyale de remplir toutes les obligations de sa neutralité et il les a en effet strictement remplies. C'est bien, d'ailleurs, ce qu'on lui reproche à Berlin. Au gré de l'Allemagne, il ne devrait pas y avoir d'États neutres dans le monde et elle dirait volontiers que ceux qui ne sont pas avec elle sont contre elle. Soit : si elle les oblige à opter, ce n'est probablement pas nous qui aurons à en souffrir.

Il faut toujours revenir au vieux continent européen, parce que

c'est là surtout que les destinées s'élaborent, dans un travail qui malheureusement n'est pas toujours très clair. Nous ne parlons pas de la guerre elle-même ; elle se développe normalement, sans aucune action décisive, il est vrai, mais nous n'en attendons pas encore; l'hiver n'est pas assez avancé pour que nous sortions de la période de patience dont nous avons toujours dit qu'elle serait longue. Notre situation reste très bonne. La solidité de notre immense ligne de bataille a été mise à l'épreuve sur tous les points, et n'a faibli sur aucun. La lecture des Communiqués que nous recevons deux fois par jour présente sans doute une certaine monotonie ; mais par cela même elle est rassurante. Elle ne le serait pas si nous nous usions plus que nos adversaires, mais c'est le contraire qui est vrai : nous n'en voulons pour preuve que les nouvelles, rares mais sûres, qui nous arrivent du dehors. L'Allemagne se rationne elle-même. Son gouvernement a monopolisé tous les blés entre ses mains et il les convertit en farine pour la distribuer à tant par tête d'habitant. Ce n'est pas un petit travail, mais on ne saurait refuser à l'Allemagne une méthode supérieure dans l'organisation administrative. Elle calcule assez bien pour reconnaître que le blé lui manquera bientôt et qu'elle est dès maintenant obligée d'y mêler diverses fécules : peut-être devra-t-elle, après celui du blé, établir le monopole des pommes de terre. Nous sommes bien loin d'en être là, nous qui ne manquons de rien. La Russie ne souffre pas davantage, ou, si elle le fait, c'est de la quantité des stocks de céréales qu'elle ne peut pas écouler. L'Allemagne est le seul pays du monde où la privation de certaines denrées indispensables à la vie commence à se faire sentir. Il ne faut donc pas trop nous plaindre des lenteurs qui mettent notre patience à l'épreuve : les comparaisons qu'elles nous permettent de faire ne sont pas à notre désavantage.

Mais que se passe-t-il dans les pays neutres comme l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, pays dont nous respectons profondément la liberté, et sur lesquels nous ne cherchons pas à influer, sans toutefois que notre réserve puisse aller jusqu'au désintéressement : nous nous intéressons, au contraire, beaucoup à ce qui s'y prépare. Les choses ne s'y présentent pas avec une clarté parfaite et il est encore difficile de savoir, de prévoir quels y seront les événemens prochains. Quels qu'ils soient, nous resterons reconnaissans à l'Italie de l'immense déception qu'elle a causée à l'Allemagne en proclamant sa neutralité, à laquelle elle a donné pour gage le retrait immédiat des forces qu'elle avait réunies sur notre frontière.

Depuis, elle est restée dans une attitude d'attente, mais cette attente n'a été ni muette, ni inerte. On se rappelle les déclarations retentissantes de M. Salandra, qui a parlé de la neutralité comme d'une étape provisoire, et les révélations de M. Giolitti, qui ont dû être cruellement sensibles à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne. Il semblait bien alors que cela annonçait quelque chose, mais jusqu'ici rien n'est venu et la période expectante se prolonge encore du côté italien. Les quelques incidens qui se sont produits nous ont fait entrevoir des mystères plutôt qu'ils ne nous ont apporté des lumières. C'est d'abord, et même avant tout, l'incident Giolitti. Il s'est terminé par une lettre de l'ancien ministre à un de ses amis, M. Peano. Faut-il dire terminé? L'avenir le montrera, mais, en attendant, la lettre de M. Giolitti, n'a pas dissipé tous les nuages. Les journaux avaient raconté, bien légèrement sans nul doute, que M. Giolitti et le prince de Bülow avaient échangé de graves propos : certaines avances, certaines promesses avaient été faites par celui-ci à celui-là et la politique ultérieure de l'Italie devait s'en ressentir. C'est ce que M. Giolitti a démenti en termes si formels qu'aucun doute ne peut subsister à ce sujet. Il est probable que, comme il arrive assez souvent, les amis politiques de M. Giolitti se sont remués et agités pour lui, au risque de le compromettre, tant ils ont hâte de le voir revenir au pouvoir, où M. Salandra dure trop longtemps à leur gré. M. Giolitti, qui ne partage pas ces impatiences, a déclaré qu'il soutenait le ministère, et ce n'est assurément pas le moment de le changer. Mais les partis sont plus pressés que leurs chefs.

M. Giolitti a tenu à s'expliquer lui-même, il l'a fait dans sa lettre à M. Peano. Il n'a vu qu'une fois le prince de Bülow. Où ? Dans la rue où ils se sont rencontrés par pur hasard. Se connaissant de vieille date, ils ont é changé quelques propos courtois. « Le prince me dit, écrit M. Giolitti, qu'il voulait me voir ; je lui répondis qu'étant un sans-travail, c'est moi qui le préviendrais et irais lui rendre visite, ce que je fis le lendemain. On parla de façon tout académique des grands événemens, mais je me gardais bien de toucher au sujet de l'attitude que doit adopter l'Italie. J'aurais manqué à mon devoir, et lui-même se garda d'aborder ce sujet, parce que c'est un homme qui ne manque jamais aux convenances. » Admirable discrétion ! Nous ajouterons qu'elle est rare et que nous n'aurions pas cru, si M. Giolitti ne l'assurait pas, que le devoir d'un côté et les convenances de l'autre eussent des exigences tellement strictes. M de Bülow, un causeur habile et qui sait fort bien faire entendre les choses sans les dire positivement, a donc été

très discret ce jour-là, et M. Giolitti n'a rien retenu de cette conversation. Si elle avait été un peu plus poussée, il en aurait été quitte pour la rapporter à M. Salandra, ou à M. Sonnino, et personne ne lui aurait reproché d'avoir manqué à son devoir. Nous ne saurons donc rien des pensées profondes de M. de Bülow, mais M. Giolitti a écrit à M. Peano quelque chose des siennes et elles valent la peine d'être recueillies dans la pénombre où elles se cachent à moitié. Certes, dit M. Giolitti, et personne ne le contredira, « je tiens la guerre, non comme un bonheur, mais comme un malheur qu'on doit affronter seulement quand cela est nécessaire pour l'honneur ou les grands intérêts du pays. Je ne crois pas légitime d'engager le pays dans une guerre pour un sentimentalisme envers d'autres peuples. Par sentimentalisme, chacun peut exposer sa propre existence, mais non celle du pays. » Ces aphorismes sont marqués au coin du bon sens le plus frappant : on se demande seulement à quoi ils visent, car assurément personne n'a soupçonné M. de Bülow d'avoir voulu engager l'Italie dans une guerre de sentimentalisme et on ne voit pas non plus qu'une pareille suggestion eût pu lui venir d'ailleurs. « Mais, poursuit M. Giolitti, je n'hésiterais pas à affronter la guerre et je l'ai prouvé. » L'Italie lui doit en effet l'expédition de Libye. Toute cette partie de la lettre est évidemment une préparation, mais à quoi? Enfin nous y arrivons. « Il pourrait être, lisons-nous, et il ne m'apparaît pas improbable que, dans les conditions actuelles de l'Europe, quelque chose d'appréciable *(parecchio)* pourrait être obtenu sans une guerre; mais qui n'est pas au pouvoir ne possède pas les élémens d'un jugement complet. » Malgré cette restriction finale, la pensée de M. Giolitti ne semble pas douteuse; il croit que l'Italie est à même d'obtenir sans guerre quelque chose de suffisant. Est-ce vrai? Cela dépend de la modération plus ou moins grande que l'Italie mettra dans ces désirs et ici nous nous garderons bien d'insister sur un point qui ne nous regarde pas. Si nous avions cependant un conseil à donner à nos voisins, ce serait d'obtenir une promesse très précise et même de s'assurer par avance de son exécution au moyen d'un gage tangible. Nous nous rappelons la crise de 1866; l'Italie ne l'a certainement pas pu oublier non plus. Après la guerre de cette époque, lorsque l'empereur Napoléon III voulut obtenir quelque chose d'appréciable comme prix de sa neutralité, Bismarck refusa net et qualifia insolemment notre demande de politique de pourboire. L'Italie avait été plus prévoyante; elle avait obtenu de la Prusse des engagemens fermes: peut-être se

rappelle-t-elle la manière dont ils ont été tenus. Au surplus, la politique de M. Giolitti est-elle celle du gouvernement italien ? Il n'en sait rien lui-même et nous le savons moins encore. Mais c'est celle d'un homme éminent, qui a beaucoup d'amis, a joué un grand rôle et n'a pas dit son dernier mot.

Dans les Balkans, la situation est encore flottante, mais on est porté à croire que M. Ghenadieff, à Rome, a causé avec M. de Bülow plus que ne l'a fait M. Giolitti : il n'était pas tenu par les mêmes devoirs de discrétion. M. Ghenadieff a une mission du gouvernement bulgare : nul autre que lui ne sait exactement en quoi elle consiste. Personnellement, il appartient dans son pays au parti stamboulowiste, dont le programme politique a consisté autrefois à s'affranchir de la Russie et depuis à s'appuyer sur la Triple Alliance, c'est-à-dire sur l'Allemagne et sur l'Autriche. L'attitude de la Bulgarie dans la crise actuelle est une énigme que, jusqu'à hier, Œdipe n'aurait pas déchiffrée. Serait-elle du côté de la Russie et de ses alliés, ou de l'Autriche-Hongrie et des siens ? Qui aurait pu le dire ? Ses ambitions sont grandes : on saura plus tard sous quelle sauvegarde elle les a mises définitivement. Pour le moment, bien qu'on n'ait aucune certitude à ce sujet, il y a une grande présomption que son choix a penché du côté de l'Autriche et de l'Allemagne et voici d'où elle vient. Peu de temps avant la guerre, la Bulgarie avait fait en Allemagne un emprunt de 500 millions qu'elle n'a pas encore touché. Elle a réclamé récemment un acompte de 150 millions aux banques allemandes et autrichiennes. Sa demande a été publique, tout le monde l'a connue et on a attendu avec curiosité ce qui allait en arriver. Si l'Allemagne versait l'argent, c'est qu'elle était d'accord avec la Bulgarie, car personne ne supposera qu'elle l'eût versé sans avoir pris ses garanties. Si elle le refusait, ou en ajournait le versement, c'est qu'il n'y avait pas d'accord. L'Allemagne a promis de verser : la conclusion se dégage toute seule. Les conditions du contrat montrent d'ailleurs le degré de confiance que, même dans son entente avec la Bulgarie, l'Allemagne éprouve pour elle. Elle lui fait payer cher son argent, à 7 et demi pour 100. De plus 75 millions seuls seront versés sur-le-champ : le reste le sera à raison de 10 millions par quinzaine, à dater du 14 avril. Grâce à cette précaution, l'Allemagne et l'Autriche tiennent la Bulgarie jusqu'au mois d'août prochain, c'est-à-dire pendant la période où, suivant toutes les vraisemblances, les événemens décisifs se passeront. De la part de l'Allemagne, assurément c'est bien joué. De la part de la Bulgarie, c'est

autre chose : elle expiera une seconde fois comme la première, et plus durement même, sa défection à la cause balkanique. Personne ne croira qu'elle ait agi pour des motifs financiers. Si elle avait eu seulement besoin d'argent, elle aurait pu s'en procurer à meilleur compte auprès de nous. A la suite d'une conférence qui vient d'avoir lieu à Paris entre notre ministre des Finances, M. Ribot, et les ministres des Finances de Russie et d'Angleterre, M. Bark et M. Lloyd George, un accord a été conclu en vertu duquel, « résolus à unir leurs ressources financières aussi bien que leurs ressources militaires, afin de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire définitive, » les trois gouvernemens ont décidé de « prendre à leur charge, par portions égales, les avances faites ou à faire aux pays qui combattent actuellement avec eux ou qui seraient disposés à entrer prochainement en campagne pour la cause commune. » Avons-nous besoin de faire remarquer l'importance de cet accord et les facilités qu'il assure à ceux qui marcheront avec nous ? Il y avait là une bourse ouverte ; la Bulgarie aurait pu y puiser et elle y aurait trouvé des conditions plus généreuses que celles des banques allemandes, plus respectueuses aussi de sa dignité. Elle ne l'a pas voulu. L'esprit de vengeance lui a dicté ses résolutions. Elle n'a pas oublié la sévère mais juste leçon qu'elle a reçue en 1913. Mais la rancune est mauvaise conseillère, et on avait cru au roi Ferdinand un autre esprit politique.

Il est difficile de prévoir les conséquences immédiates qu'aura dans les Balkans l'attitude prise par la Bulgarie : nous espérons cependant que ce ne sont pas celles qu'on en attend à Berlin et à Vienne, aussi bien qu'à Sofia. On a voulu intimider la Roumanie et, par contre-coup, l'Italie. Mais, de tout temps, la diversion bulgare a été prévue comme possible, et la marche des événemens n'en a pas été troublée jusqu'ici. Un avenir prochain montrera de quel côté on s'est trompé.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-CINQUIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1er Janvier.

Pages.

En Extrême-Orient. — II. Les étapes du retour, par M. André BELLESSORT. 5

Les champs de bataille prédestinés. — Histoire et géologie, par M. Louis DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences. 35

Le marquis Visconti Venosta, par M. Giuseppe GALLAVRESI 64

Comme une terre sans eau..., troisième partie, par M. Jacques DES GACHONS. 74

La Belgique martyre, par M. Pierre NOTHOMB. 118

Souvenirs de Bordeaux (1871-1914). — III, par M. Henri WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales 156

Nietzsche et la Méditerranée, par M. Louis BERTRAND. 174

Les Maronites, par M. René RISTELHUEBER. 187

Revue littéraire. — Voltaire en Prusse, par M. André BEAUNIER. 216

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 228

Livraison du 15 Janvier.

A qui profitera la guerre? par M. le vicomte Georges D'AVENEL. 241

Comme une terre sans eau..., dernière partie, par M. Jacques DES GACHONS. 265

Souvenirs de Bordeaux (1871-1914). — IV, par M. Henri WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales. 315

Les Finances françaises au début de 1915, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales. 336

Les derniers événemens maritimes, par M. le contre-amiral DEGOUY 376

Auguste Laugel, par M. le baron DE BARANTE. 388

Les geôles allemandes en 1870-1871, par M. le général Fr. CANONGE. . . . 399

Au pays de Stendhal, par M. Gabriel FAURE. 431

Pages

Revue dramatique. — La réouverture des Théâtres, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 444
Revues étrangères. — Un Pangermaniste d'il y a cent ans. — Le feld-maréchal von Gneisenau, par M. T. DE WYZEWA 456
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 468

Livraison du 1er Février.

L'ITALIA IRREDENTA, par M. Jean POZZI 481
Le mystère des Béatitudes, première partie, par Colette YVER 517
L'Allemagne manquera-t-elle de munitions? par M. Louis DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences 562
L'éternelle Allemagne, d'après le livre du prince de Bülow. — I. L'Empire et les nations, par M. Victor BÉRARD 596
La Guerre vue d'une ambulance. — III, par M. l'abbé Félix KLEIN, aumônier de l'Ambulance américaine 624
Quelques réflexions sur la science allemande, par M. Pierre DUHEM . . . 657
Poésies, par M. Pierre DE BOUCHAUD 687
Revue littéraire. — L'influence française en Allemagne, par M. André BEAUNIER 697
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 709

Livraison du 15 Février.

Fustel de Coulanges et l'Allemagne, par M. Ernest DUPUY 721
Le mystère des Béatitudes, deuxième partie, par Colette YVER 740
L'éternelle Allemagne, d'après le livre du prince de Bülow. — II. L'Empire et la guerre, par M. Victor BÉRARD 785
Les derniers jours de la paix en Thuringe, par M. Ferdinand BAC 817
Esquisses marocaines. — III. Mysticisme et fanatisme, par Claude BORINGE. 845
La Guerre aérienne et les derniers exploits des sous-marins, par M. le contre-amiral DEGOUY 885
La Guerre en première classe, par M. Maurice TALMEYR 894
Revue dramatique : Comédie-Française; — Les « Journées des grands écrivains, » par M. René DOUMIC, de l'Académie française 909
Revue musicale. — La correspondance de Verdi, par M. Camille BELLAIGUE. 921
Revues étrangères. — Une institutrice anglaise a la cour de Berlin, par M. T. DE WYZEVA 934
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 946

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 52779.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 526 441